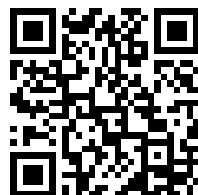

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

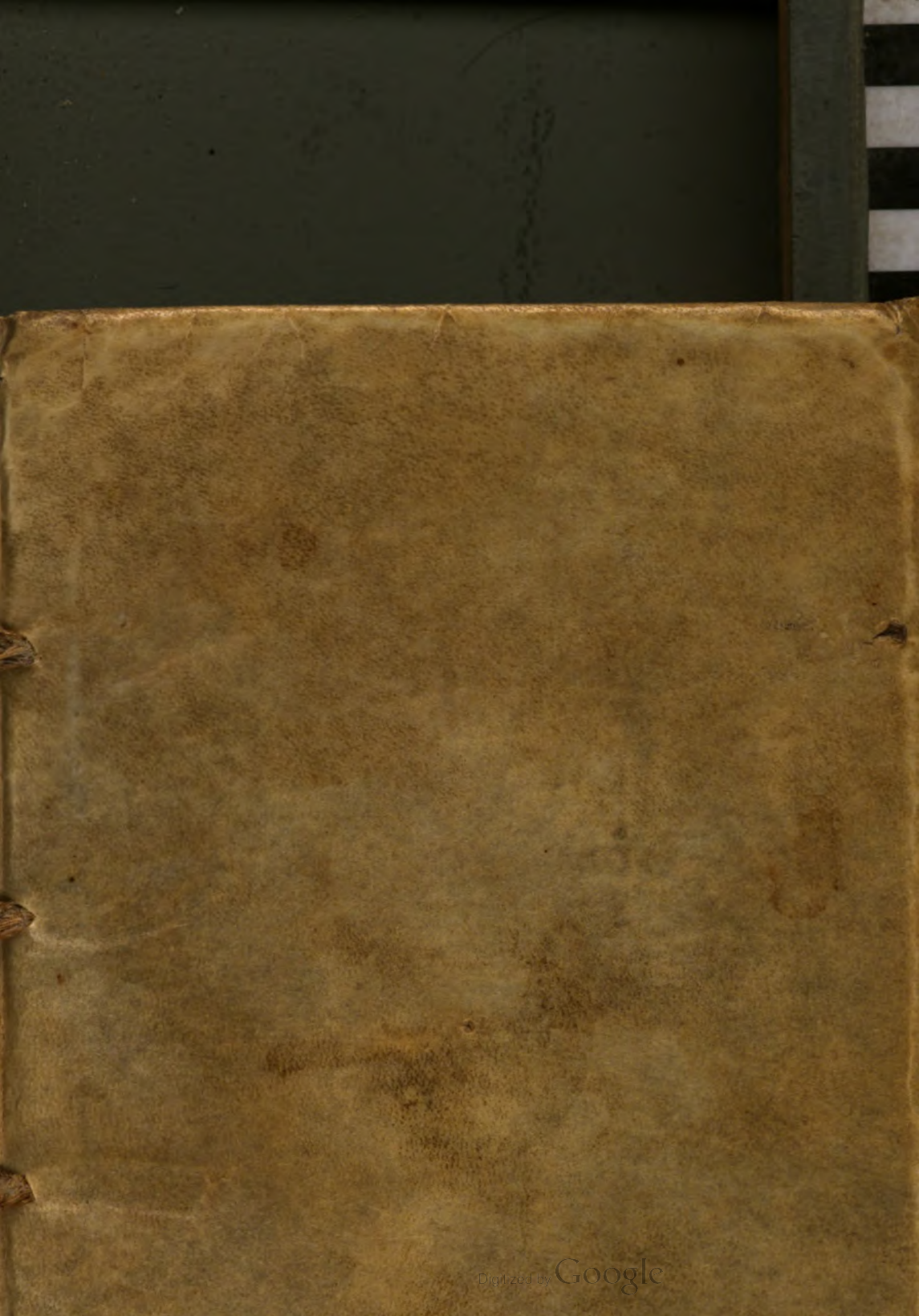
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



A.VI. 12

BCU - Lausanne



1094226554



Bibliotheca Loysiana Academiae Laus.
SOMME RVRAL

**OU LE GRAND COVSTV-
MIER GENERAL DE PRACTIQUE
CIVIL ET CANON:**

COMPOSE' PAR M. IEAN BOVTEILLER,
Conseiller du Roy en sa Cour de Parlemens.

REVEV, CORRIGE' SVR L'EXEMPLAIRE
Manuscript, illustré de Commentaires & Annotations, enrichies
de plusieurs Ordonnances Royaux, Arrests des Cours Souverai-
nes, Singulieres Antiquitez & Notables Decisions du droit
Romain, & autres obseruations.

Par **LOVYS CHARONDAS LE CARON,** *Jurifconsulte Parisien.*

Ensemble trois Indices des Titres ou Rubriques, Chapitres & matieres trai-
ctees tant en ladite Somme, qu'es Commentaires & Annotations.



A PARIS,
Chez **BARTHELEMY MACÉ**, au mont Saint
Hilaire, à l'Escu de Bretagne.

M. D C I I I.
AVEC PRIVILEGE DV ROY.

1942

ALL INFORMATION CONTAINED
HEREIN IS UNCLASSIFIED



A M O N S I E V R

MESSIRE PIERRE IEANNIN

CHEVALIER, CONSEILLER DV ROY

*en ses Conseils d'Estat & Priué, seigneur de Monjeu
Chagny.*



ONSIEVR,

Ceux qui ont mieux merité de l'E-
stat, doiuent estre plus honorez & re-
commandez, afin que le temps per-
petuë la memoire de leurs vertus &
merites à la posterité, pour inciter les
hommes bien-nez, qui seront appelez
aux affaires publiques, à les imiter.

Nous lisons que les hommes plus illustres, desquels l'immor-
telles renommee a eternisé les noms en la memoire, auroient
dressé le proiect & modèle de leurs hautes entreprises, sur les
exemples de ceux qui les auoient precedez en gloire: comme
Themistocle, Alexandre le grād, les Scipions & autres. Mais
entre les moyens honorables pour paruenir à telle gloire, les
plus remarquez sont ceux de la prudence & des armes: & en-
cores qu'on ayt quelquesfois disputé si les armes proufissent
plus à la republique, que la prudence: si est-ce qu'en fin on s'est
resolu en ceste maxime d'Estat, fondee sur vne longue expe-
rience, que par la prudence la Republique est mieux conser-
uee & maintenue, que par les armes, lesquelles destituees
d'une prudente conduicte precipitent souuent l'Estat en ex-
treme danger. Quant aux moyens de la prudence, ils sont de
diuerses manieres: mais le principal est, quand le sage Con-
seiller employé aux plus grandes affaires, si prudemment s'en
acquicte, qu'il les execute autant heureusement que fidele-

ment. Ce n'est à tous que Dieu départit tel heur, & ceux qui le peuuent atteindre, meritent louange immortelle: du nombre desquels vous estes, tenant entre les Conseillers du Roy, l'un des premiers rangs, pour auoir excellément vſé de ceste prudence: comme tesmoignent les legations enuers diuers Monarques & Seigneurs, esquelles estât employé vous estes rendu admirable à ceux avec lesquels auez à traicter: & les auez heureusement executées, au contentement de sa Majesté, au bien de l'Estat, & à l'vtilité publique du Royaume. D'icelles la splendeur vous a acquis telle reputation, avec la dignité qu'auuez meritee, qu'elle seruira d'image d'ancienne Noblesse à vostre posterité, à l'exéple des Nobles Romains, qui ainsi en vſoient: aussi elle vous est naturelle, & fait humainement embrasser ceux, qui par vn respect de vostre honorable grauité desirent vostre amitié. Comme j'ay cogneu quand passant par ceste ville de Clermont, pour aller de par le Roy en Legation vers l'Archiduc de Braban, m'auiez honoré d'un familier deuis, & avec telle bien-vueillance, que deslors ie me serois voué à vostre seruice, & proposé de vous aimer, en aimant seruir, & en seruant honorer. Dont à present ie vous rends tesmoignage par ce liure de la Somme Rural, lequel ie vous offre & dedie, l'ayant reueu & illustré d'Annotations, pour l'auctorité qu'il auroit iustement acquise, tant pour la doctrine meslee, qui s'en peut recueillir; que pour les marques de l'antiquité Françoisse, qu'on y peut obseruer en diuerses manieres, non seulement pour les coustumes des pays, & principalement de la Gaule Belgique, ains aussi pour les anciens droicts & prerogatiues de la Couronne de France. Je vous supplie donc le receuoir, encores qu'il ne soit digne de vostre grandeur, ains de vostre benignité, qui m'a inuité à vous le presenter. Priant Dieu vous maintenir en heureuse santé pour le seruice du Roy, le bien du Royaume & vostre prosperité, ie demeureray perpetuellement

MONSIEVR,

Vostre plus-humble & plus obeissant seruiteur

CHARONDAS LE CARON.

A Clermont le 1. de
Mars, clb. lxxiii.

AUX HONNESTES LECTEURS
 LOYS FILS DE L. CHARONDAS LE
 Charon Aduocat au Parlement de Paris.

MESSIEURS,
 Ayant obtenu du Sieur Charondas mon pere d'employer
 quelques heures subceſſiues à reueoir le Liure de la Somme
 Rural, & les Annotations qu'autresfois il y auoit faiçtes, il
 y a quelque temps trauaillé, & conféré sur l'exemplaire eſcript à la
 main. Maintenant ie le vous presente reueu & enrichi des Commē-
 taires & Annotations: mais pour ne frauder de la memoire celuy qui
 cy-deuant y auoit faiçt quelques Additiōs, l'ay aduiſe de les laiſſer, avec
 la Prefice Latine qu'il y auoit faiçte. A la verité Iean Boutellier
 Auteur de ce liure eſtoit vn homme pour ſon ſiecle aſſez entendu
 & verſe en la Iuriſprudence & Pratiq̃ue: & pour ne donner plus
 de loüange aux Commētaires & Annotations de mon pere qu'à ſon meri-
 te, vous en pourrez mieux iuger en les liſant, encores qu'il les ayt vou-
 lu faire briefues, regardant plus à l'utilité de la doctrine, qu'à l'oſten-
 tation des diſcours. Iouyſſez donc de ces labours & ayez memoire de
 la bonne affection qu'il porte au public, laquelle ſeule le faiçt tant tra-
 uaiſſer pour vous ſans eſpoir de recompence, ſur lequel a preſent les
 vertus & les ſciences ſont mal aſſeurees: puis que les finances les en
 ont bannies: & ſemblent eſtre tellement bandees contre elles, qu'elles
 veulent les faire du tout dépendre de leur puiſſance & autorité.

PRÆFATIO DIONYSII GODEFREDI
 PARISIENSIS ADVOCATI, AD MICHAËLEM
 du Boille, in Summam Ruralem.

Nonnulli naturali quadam cognitionis & ſcientiæ
 cupiditate ſibi inſita, rebus nouis magis quàm antiquis, alijs
 magis præſentibus, alijs antiquitate plus gaudeant, & ſic in-
 terdum, vel ſapiſſimè, vt etiam ad vetuſtiſſima volumina,
 & antiquo ſitu penè oblitterata, ſe transferant, idque ſapius non ſine
 magno malo contingat, nempe illis temporibus lima caſtigatio e de-
 ficiente, chalcographorum plerunque ignauia, vel in illis diligentiæ præ-
 a iij

standa, nunquā præstita, quam fructuosam, & operepretium fuit huic malo occurrere, quod hanc Summam Ruralem, civilem melius dixerim, poterat coinquinare, suam sententiam ferat, qui diligētius animum intenderit, qui veterem illam, in qua nihil enodatum, nihil elucidum, nihil (ut perstringam) correctum facile potest reperiri, ad hanc novam Summam comparet: quæ tam splendide, tam bene ea quæ in usu quotidiano sunt, ut cætera omnia suggerat, ut nil magis, ut nil tibi opus sit magno cum labore, grauiori interdum fastidio immensa illa Digestorum & Codicis volumina reuoluere. Adeo illa omnia tibi tuis hic oculis subiiciuntur. Quid enim theoricæ, quid praxis, quid usus seu consuetudo, quod hæc non complectatur, contineat, absoluat? Nonnulla insuper Arresta, nonnulla (prout materia exigit) addita, quæ quamplurimum lectorem iuuent, instituant, atque omni labore subleuent. In quorū quæ tibi Michaëli du Boille vigilantissimo (ut in omnibus) posteritas debeat, quantumque obnoxia futura sit, certè vix dici potest, qui hæc omnia iam inueterata, & suam veterem vappam plus satis olentia, multis vigilijs, maiori studio & labore in integrū restitueris. Quinobrem non immerito quidem hæc Summa appellata est, utpotè quæ de omnibus summatim & optimè tractet: à nonnullis sic desiderata suæ formæ pristinae restitui, ut restitutam tuo studio, cuius operi facile anteponant. Quam si quis suam rusticitatem sapere (non enim, ut in pro- uerbio est, omnia sapiunt omnibus) arguat, quid quæso refert, modo bene sapiat, modo legentem doceat, eique plenissimè satisfaciatur? Videat tamen & legat quisquis fuerit, priusquam iudicet, nec quemadmodum plures medici inexperti, quosdam egros morti adiudicant, priusquam de interioribus cognouerint, sic suam sententiam inconsultò & indeliberatè super hoc opere nisi perlecto ferat, quod si ita agat, spero hoc opus nulli maleuolo quantumuis displicentia futurum sed ut amicū, in manibus semper haberi.

Eiusdem Godefredi distichon.

Quæ tibi dat Codex, quæ dant Digesta, quod usus,
Ruralis paucis hæc tibi Summa dabit.

PRIVILEGE DV ROY.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre,
A Nos amez & feaux Cōseillers les gens tenās nos Cours de
Parlemens, Preuost de Paris, Bailly de Roüen, Seneschaux de
Lyon, Tholose, Bordeaux & Poictou & leurs Lieutenans, & à
tous nos autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiēdra, Salut, Barthelemy
Maçé Libraire iuré en nostre Vniuersité de Paris, Nous a fait remonstrer
qu'il a reconuert vn liure intitulé *la Somme Rural ou le Grand Coustumier general de pratique ciuil & Canons composé par Maistre Jehan Bouteiller. Conseiller en nostre Cour de Parlement, reueu & corrigé sur l'exemplaire escrit à la main, illustré d'Annotations & Commentaires, enrichies des Ordonnances, Arrests des Cours souveraines, singulieres Antiquitez & notables decisions du droit Romain & autres observations par M. Loys Carondeau le Caron Iuriconsulte Parisien.* Lequel liure il desireroit volontiers imprimer & mettre en lumiere: Mais d'autant qu'il luy couste ja de grands frais & coustera encores, tant pour la copie que pour l'impression d'iceluy liure: il doute & craint qu'apres auoir exposé & mis en vente iceluy liure, qu'autres Imprimeurs & Libraires de Paris, Lyon, Roüen, ou autres villes de cestuy nostre Royaume le voulussent semblablement imprimer ou suscitassent les Inprimeurs de Geneue ou autres estrangers à ce faire, & par ce moyen frustrer ledit exposant de ses frais & mises, & redre ses peines, diligence & travail inutile & luy faire recevoir perte & dommage, pour à quoy remedier & afin que ledit Maçé travaille pour le bien public ayant fourny à ce qui estoit necessaire pour aduancer ledit Labeur & recouurer ladite Copie se ressentir du fruit de son labeur. Nous a tres-humblement requis luy permettre faire imprimer ledit Liure, & interdire à tous Libraires & Imprimeurs d'imprimer ou faire imprimer tant dehors que dedans cestuy nostre Royaume ny susciter semblablement aucuns estrangers à ce faire. N o u s à ces causes desirant la promotion & aduancement de la chose publique en nostre Royaume, & ne voulant permettre que ledit suppliant soit frustré de ses frais, peines & travail, Vous Mandons & enioignons par ces presentes que vous ayez à permettre comme nous permettons audit Maçé qu'il puisse luy seul imprimer ou faire imprimer, vendre ou distribuer ledit Liure selon l'ordre & methode dudit Caron en telle forme & caractere que bon luy semblera, faisant tres-expresses inhibitions & deffences à tous Imprimeurs Libraires tant de Paris que de Lyon, Roüen, & estrangers de quelque nation qu'ils puissent estre trafficans en nostre Royaume, pays & terre de nostre obeyssance & Seigneurie, & autres personnes de quelque estat & condition qu'ils soient de les imprimer, ou faire imprimer, vendre ny debiter contre-faire ny alterer, soient par extraicts ou abregé l'ordre & methode desdits Bouteiller & Caron sans le congé & expres consentement dudit Maçé ny mesme susciter les Geneuois ou autres estrangers à ce faire durant le tēps de dix ans, à cōter du iour que ledit Liure sera acheué d'imprimer sur peine de

quatre cens escus d'amende, laquelle moitié nous appartiendra, & l'autre moitié audit suppliant, & sur peine aussi de confiscation des exemplaires qui serôt faicts ou imprimez par autres & sans le consentement dudit Maçé, même si aucuns Imprimeurs ou Libraires de nostre Royaume ou estrangers traficâs en icelle, ou autre personne de quelque estat qu'il soit est trouuë faict d'aucun exemplaire dudit liure, autre que de ceux qui seront imprimez par ledit exposant. Voulons & nous plaist qu'il soit procedé contre luy particulierement, & qu'il soit condamné en pareille amende que s'il l'auoit imprimé ou faict imprimer. De ce faire vous donnons pouuoir, autorité, commission & commandement special, & de proceder à l'encontre de ceux qui contreuiendront par toutes voyes deuës & accoustumées, & par les peines susdites nonobstant oppositions & appellations quelconques: pour lesquelles sans preiudice d'icelles ne voulons estre differé, & pour ce que de ces presentes ledit exposant pourroit auoir affaire en plusieurs & diuers endroicts: Nous voulons qu'au vidimus d'icelle faict sous Seel Royal, ou par l'un de nos amez & feaux Conseillers Notaires & Secrétaire s'oy soit adioustee comme au present original, Et si voulons & Mandons, que mettant par bref le contenu du present Priuilege au commencement ou à la fin de chacun desdits Liures, que cela ayt forme de signification, tout ainsi que si l'original estoit particulierement signifié à chacun, & que cela soit de tel effect & vertu, comme si lesdites lettres leur auoient expressement & particulierement esté monstrées & signifiées, car tel est nostre plaisir: Donné à Paris le 11. iour d'Auril mil six cens trois, & de nostre regne le quatorzième.

Signé par le Roy en son Conseil.

PERROCHEL.

Et scellé du grand Seel de cire iaulne.

Lesdites Lettres patentes du Roy ont esté entherinees & verifiées en la Cour de Parlement pour iouyr par l'Impetrant du contenu en icelles selon leur forme & teneur, faict en Parlement le sixiesme Iuing M.DC.III.

Signé.

DV TILLET.

Et aussi au Chastelet de Paris le 11. Iuing 1603:

MYRON, ET LE IAY.



TABLE CONTENANT SOMMAIREMENT L'ORDRE ET SVITTE DES TILTRES OV

RVBRIQUES DE LA SOMME

RVRAL.

LIVRE PREMIER.

TIT. I.  V'est pratique & en
quantes manieres elle
se diuise. page 1.
Qu'est Cour laye. 5.

2. Des Iurisdicitions. 8.

4. Ensuit comme on peut contre-
mander ou exoiner à son iour.
21.

5. Des defauts & contumaces. 25.

6. Des presentations. 33.

7. Apres ensuit de iour d'aduis, de
iour d'appensemét, de iour de
conseil, ou iour pour absence
de conseil. 38.

8. Comme on peut & doit faire
adiourner les hoirs du trespas-
sé à voir reprendre ou delais-
ser les errémens d'un proces
commencé contre aucun qui
trespaslé seroit. 40.

9. Apres ensuit quelles personnes
peuvent faire demande en
Cour laye. 42.

10. Des Procureurs. 44.

11. Des porteurs de lettre. 54.

12. Des instituteurs & exerci eurs. 66.

13. Des tuteurs & curateurs aux pu-

58.

14. Apres ensuit des Baillifs, rece-
ueurs & autres officiers qui
en cour sont pour leurs offi-
ces à recevoir 64.

15. Apres ensuit des receueurs. 67.

16. Apres ensuit la teneur de pou-
uoir de sergent par maniere
de formulaire. 69.

17. Apres ensuit des Marguilliers.
70.

bis 17. Apres ensuit des exceptions que
peuvent auoir les adiournez
en Cour contre leurs parties
aduerses. 73.

18. D'exception dilatoire. 78.

19. D'exception peremptoire. 82.

20. De laps de temps, & quantes
manieres ils sont. 85.

21. Apres ensuit de former sa de-
mande en cas. 101.

22. Apres ensuit des demandes en
especial. 110.

23. Apres ensuit de former sa litis-
contestation. 123.

24. Apres ensuit de defences en cau-
ses. 125.

T A B L E.

25.	Après ensuit des obligations, & quantes manieres en sont.	134.	51.	Cy ensuyuent plusieurs cas, de quels le Iuge Royal doit auoir la cognoissance, sans en faire aucun réuoy. Et premier en matiere de cōplainte.	350.
26.	Des obligations en particulier.	142.	52.	De erreur de compte.	353.
27.	Après ensuit des actions, & quantes manieres en sont.	152.	53.	Des besoignes d'autrui faictes sans le commandemēt de celuy à qui ce est à faire.	354.
28.	D'action criminelle.	170.	54.	Des choses faictes par force, ou par pœur.	357.
29.	Des peines des delicts dessus touchez.	180.	55.	Des deniers qui ne sont nombrez en vente d'heritage.	361.
30.	De respondre & affermer articles.	186.	56.	Des vsufruituaires.	362.
31.	De complaincte de nouuelleté.	188.	57.	Des bournes & cerquemane-mens.	366.
32.	De complaincte en cas de propriété.	200.	58.	De compagnie de marchandise.	370.
33.	De garandie sur chose vendue.	212.	59.	De depost qu'on appelle mettre en garde.	372.
34.	Par quelle maniere & comme crimes doiuent estre punis, & comme on se peut former parties en cas de crime.	221.	60.	De accommodatiō, que l'en dit prester par courtoisie.	375.
35.	De larrecin.	244.	61.	Condição de chose non deuē.	376.
36.	Comment actions se naissent, soit par maniere naturelle, ou par maniere ciuile.	249.	62.	De location, tant de maison cōme autrement.	379.
37.	Du dommage que beste peut commettre, & qui en est tenu.	263.	63.	De action que les Clercs nommēt emphyteosis, de mettre la tenure en gain.	383.
38.	D'homme faire dommage à autre.	266.	64.	De engager aucune chose.	384.
39.	De ceux qui se desesperent.	272.	65.	S'ensuit d'action exercitoire & insitoire.	387.
40.	Des actions ciuiles, & premier de Pañion.	294.	66.	De litige, que l'en diēt des choses qui ne doiuent estre vendues plaid pendant.	389.
41.	Des Transaçons.	305.	67.	Des ventes & achats qui se font par moyen d'argent.	391.
42.	De stipulation en general.	311.	68.	De petillages que marchās tiennent en marchandise.	404.
43.	Dereiuendication.	318.	69.	De vendre l'heritage d'aucū par execution ou autrement.	409.
44.	De compensation.	322.	70.	De cas de proximité.	414.
45.	De donations.	325.	71.	Des choses vendues qui vont à ruine auāt que liurées soyent.	438.
46.	De contribution.	332.			
47.	De prescription.	333.			
48.	De vsucapion.	340.			
49.	De solution & liberation de dettes.	345.			
50.	Pour retraire heritage par faulx de rente non payée.	349.			

T A B L E.

72.	Des seigneurs qui veulent auoir les droicts Seigneuriaux des heritages vèdus non-vuerpis. 425.	87.	Du prix de bled, auoine, chappons, gelines & autres choses. 504.
73.	Des riuieres couràs parmy la terre d'aucun Seigneur. 428.	88.	Des bäs & deffèses d'Aoust. 505.
74.	S'enfuir la differéce de meubles, cateulx, & heritages. 429.	89.	D'attraire à soy la Iustice de son Seigneur sous vmbre. &c. 509.
75.	De l'assenne ou aduis qu'on fait à ses enfans. 437.	90.	Des surâgez & langoureux. 510.
76.	Des heritages escheans à plusieurs enfans, & partage sur ce. 445.	91.	Des rapports que le Seigneur peut demâder quâd premier est venu à terre. 514.
77.	De l'exception de prendre par aucun autre hoirie. 450.	92.	Des pupilles. 517.
78.	Comment le plus prochain en degré doit succeder en hoirie, soit en môtant ou en descendant. 453.	93.	Duché de Normandie. 525.
79.	Declaration de l'arbre de consanguinité. 464.	94.	Des fils adoptifs. 535.
80.	Enfuir la maniere de sçauoir comment vn fief se peut esclicher à estrangers. 471.	95.	Des illegitimes. 537.
81.	Declaration de l'arbre d'affinité. 475.	96.	Des postimis, aliàs postumes. 547.
82.	De tenir en fief & hōmage d'aucun Seigneur, & la maniere de faire hommage. 477.	97.	Du droit de doüaire que la femme peut auoir après le trespas de son mary. 549.
83.	Comment l'homme est franc à son Seigneur, puisqu'il est receu à hommage. 483.	98.	Du droict de viuelotte. 559.
84.	De tenir en parage. 488.	99.	Des donations que l'homme & la femme font l'un à l'autre qu'ils font ensemble par mariage. 566.
85.	Des droicts des chemins & voiries. 497.	100.	Des emancipez. 579.
86.	De la cheualerie que les Seigneurs demandent quand ils marient leur aîné fils, ou qui deuient cheualier. 499.	101.	De stipulation de promettre & soy obliger deuers aucun. 573.
		102.	Des gages baillez en nâpt pour dette deuë. 585.
		103.	Des testamens. 597.
		104.	Des Codicilles. 610.
		105.	Des laïs, & de la maniere de leguer en testament. 611.
		106.	De l'approbation de lettres, & que par ce se peut faire. 620.
		107.	Des lettres, chartres, instrumens, & autres munimens en preuue. 635.

L I V R E S E C O N D.

T I L L. **D** Es droicts Royaux, & de la cognoissâce que le Roy a sur plusieurs cas, & aussi des

preuentions qui à cause de la Royale Majesté luy sont appartenans. 646.

ẽ ij.

T A B L E.

2.	Qu'elles personnes appartiennent à estre Iuges, & quels non. 663.	25.	Comment nul ne se doit mettre en succession d'autre sans benefice d'inventaire fait par loy. 811.
3.	Des arbitres. 693.	26.	Des iniures qui se font & dient l'un à l'autre 813.
4.	Des Tabellions & Notaires. 701.	27.	Comment les Seigneurs doivent traicter leurs subiects par faute de rente non payee. 817.
5.	Des sermens calomnieux que chacun est tenu de faire en la cause. 704.	28.	De ceux qui naurent ou inuierient apres ce que paix auroit esté faicte. 819.
6.	Du serment que doiuent faire les Iuges, Aduocats, Procureurs, Sergens, Geolliers & autres : & premier des Iuges. 709.	29.	De femme obligee. 821.
7.	Des Clercs, & de leur estat. 715.	30.	Comment on se peut traire aux debtes de son debteur. 825.
8.	Des mariages. 724.	31.	Cóment les hoirs sont tenus, ou ne sont tenus des meffaits de leur predecesseur. 826.
9.	Des Eglises & des choses appartenans à icelles. 735.	32.	Denonciation de nouuelle œuvre, & de l'interdict ou trouble qui sur cese peutfaire. 827.
10.	Des dîmes. 745.	33.	La maniere de faire vne chaste à veuë d'œil, qui donne cause de poursuivre le prisonnier. 830.
11.	Des viures. 752.	34.	Quel chose s'enfuit à faire à demander renuoy en Cour. 834.
12.	Des excommuniez. 756.	35.	De restitution interiner. 836.
13.	La forme des proces, sentences & executiõs de iustice. 763.	36.	De commandement. 837.
14.	Des appeaux de sentence. 773.	37.	De stipulation. 839.
15.	De fise selon droit elcrit. 779.	38.	Cy apres s'ensuyuent les regles de droit, premierement en Latin & puis en françois 842.
16.	Des marchans, & des marchandises. 786.	39.	C'est la nature & condition de nos Seigneurs de Parlement, & comment ils se doiuent ordonner. 853.
17.	Des œuvres qui sont faictes en la chose publique. 788.	40.	Des amendes telles que selon l'usage de Cour royale son accoustumees de recevoir, prendre & leuer pour le Roy. 855.
18.	Des œuvres qui sont faictes en la chose priuee. 791.		Coppie du testament du compilateur de la Sõme Rural. 873.
19.	De la fráchité des Bourgeois & Bourgeoises des villes. 793.		
20.	Comment on fait cession de ses biens, & comment on ne peut renoncer aux meubles, cateulx & debtes. 799.		
21.	Cóment Dame ou Damoyelle peut renoncer aux meubles, & debtes de son mary. 803.		
22.	De lettres de respit. 806.		
23.	Quelle chose doit faire le mary touchant les choses qui sont à sa femme. 807.		
24.	De demander à aucun deux fois vne debte. 808.		

Fin de la Table des Titres ou Rubriques de la Somme Rural.



A V T R E
T A B L E P L V S A M P L E
D E S T I L T R E S O V C H A P I T R E S
D E L A S O M M E R V R A L , E T D E S
m a t i e r e s c o n t e n u è s e n i c c e u x .

L I V R E I . T I L T R E I .



Q'EST pratique, &
en quantes manieres
elle se diuise. pag. 1.
Q'EST droict, & qui sont
les commandemens de
droict. 2.

*Quant*es manieres sont de droicts. 3.
Droict naturel. *ibidem.*
Droict escrit. *ibid.*
Droict non escrit. *ibid.*
Droict haineux. *ibid.*
Droict commun. *ibid.*
Droict à la chose. *ibid.*
Droict en la chose. 4.

T I L T R E I I .

Q'EST Cour laye. 5.
De coustume locale. *ibid.*
De vs, stille, rit, & cōmune obseruance. 6.
Premierement, de vs. *ibid.*
Secondement, de stille. 7.
Tiercement, de rit. *ibid.*
De commune obseruance. *ibid.*

T I L T R E I I I .

Des Iurisdiccions. 8.

Comment Iurisdiction est diuisee. *ibid.*
De Iurisdiction ordinaire. *ibid.*
De Iurisdiction naturelle. 9.
De Iurisdiction commise. *ibid.*
D'assise. *ibid.*
D'adiourner son aduersaire en Cour, soit
franc homme, ou autre. 10.
En Parlement, en cas de delict. *ibid.*
En cas de pecune, nouuelleté, simple saisine,
ou réelle. *ibid.*
Quant le Parlement commence. *ibid.*
Des iours hors de son Bailliage. 11.
Que nul ne peut adiourner autre sans
mandement. *ibid.*
En cas de delict. *ibid.*
En complainte de nouuelleté. *ibid.*
En cas de simple saisine. *ibid.*
D'adiourner hors du Royaume. *ibid.*
D'adiourner en chasteau, ou en ville. 12.
Des habitans de pais en ville estrange. *ib.*
Des Pers de France. *ibid.*
Des Prelats. *ibid.*
Des Chapitres. *ibid.*
Des Monasteres. 13.
De la loy d'une ville. *ibid.*
D'une Communauté. *ibid.*
Des cas d'appel. *ibid.*

T A B L E.

De luy iugeant à semonce de Seigneur.
ibid.

De Seigneur qui iuge de luy sans conieure.
ibid.

De luge Royal. 14.

D'estre appellé en Parlement. *ibid.*

*De quelle espace il conuient faire son ad-
iournement.* *ibid.*

De l'expédition de la cause. *ibid.*

D'appeller en temps competent. *ibid.*

En cas d'asseurement. 15.

Des mineurs. *ibid.*

Des furieux. *ibid.*

Enterre d'aucun iusticier. *ibid.*

De non prester Sergent par le Seigneur.
ibid.

Le Seigneur propre. *ibid.*

La Iurisdiction du Seigneur. 16.

En cas d'appel. *ibid.*

*Des Cours suiecttes & costumes loca-
les.* *ibid.*

En Cour tenuë à pur sans moyen. *ibid.*

En Cour de Seigneur suiect. *ibid.*

En cas réel. *ibid.*

*D'un couchant & leuant d'autre Sei-
gneur.* 17.

D'un qui se rendroit fugitif. *ibid.*

En Cour laye & locale. *ibid.*

Enterre de Seigneur tenuë par moyen. *ib.*

TILTRE III.

S'ensuit comment l'on peut contremander, ou exoiner à son iour. 21.

En Parlement par maladie. *ibid.*

En Cour suiecte. *ibid.*

En Cour locale. *ibid.*

Quels exoines sont à recevoir. *ibid.*

Des exoines non recouables. 22.

Comment on doit faire ses exoines bons.
ibid.

Du serment de l'exoine. *ibid.*

*Que doit faire l'adiourné qui a default
contre luy sans l'exoine.* *ibid.*

De relief de l'exoine. 23.

*S'ensuit le non exoiner, ne contremander
à son iour.* *ibid.*

TILTRE V.

Des defaultx & contumaces. 25.

En commune querelle. *ibid.*

Après demande faicte. *ibid.*

En cas d'appel. 26.

Default obtenu contre autre. *ibid.*

De l'adiourné mort. *ibid.*

*Par quantes manieres l'homme peut estre
contumax.* *ibid.*

Après iour de veüe. 27.

*A voir interiner complainte de nouuel-
leté.* 28.

Après opposition. *ibid.*

Par maniere de memoire. *ibid.*

Par intendit. *ibid.*

Par escrit. *ibid.*

En cas d'opposition, & iour assigné. *ibid.*

A voir droit. *ibid.*

En Cours suiecttes & locaux. 29.

En Parlement, & en Cour Souueraine.
ibid.

*De faillir après le delay prins & deman-
de faicte.* 30.

Sur asseurances, tréues, ou paix. *ibid.*

A voir iurer & produire tesmoins. *ibid.*

*Que default ne se donne contre le Procureur
du Roy.* *ibid.*

TILTRE VI.

Des presentations. 33.

En cas d'appel. *ibid.*

D'estre present & nō comparoir au iour.
34.

*De non presenter l'appellant contre sa
partie.* *ibid.*

*Que le defendeur n'est tenu de proceder
deuant le demandeur.* *ibid.*

De soy presenter contre tous par nom.
ibid.

De Cour où l'on iuge par conieure. 35.

T A B L E.

<i>Deuant Cour ouuerte.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De procureur au nom de son maistre.</i>	<i>ib.</i>
<i>S'ensuit des iours garder.</i>	<i>ibid.</i>
<i>En cas réel.</i>	37.
<i>De faillir de demander.</i>	<i>ibid.</i>
<i>En cas criminel.</i>	<i>ibid.</i>

TILTRE VII.

<i>Après s'ensuit de iour d'aduis, de iour d'appensement, de iour de conseil, ou iour pour absence de conseil.</i>	38.
<i>Iour d'aduis.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Iour de conseil.</i>	39.
<i>Iour d'appensement.</i>	<i>ibid.</i>

TILTRE VIII.

<i>Comment l'on peut & doit faire adiourner les hoirs du trespassé à voir reprendre ou delaisser les erremens d'un procès commencé contre aucun qui trespassé seroit.</i>	40.
<i>Du demandeur mort.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Iour pour absence de conseil.</i>	41.

TILTRE IX.

<i>Après s'ensuit quelles personnes peuuent faire demande en Cour laye.</i>	42.
<i>L'homme de serue condision.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Banny par crime.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Excommunie.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Femme liée de mary.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De furieux & pupilles.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De Clerc.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'incredulité & Inif.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De periuire.</i>	43.
<i>De procureur.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De ceux qui sont à recevoir.</i>	<i>ibid.</i>

TILTRE X.

<i>Des Procureurs.</i>	44.
<i>Quantes manieres de Procureurs sont ib.</i>	

<i>De Procureur à litige.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Que nul en demandant n'est receu par procureur sans lettres d'agrace.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'empirer la cause de son maistre.</i>	45.
<i>De procuration qui ne seroit sur scel autentique.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De femme qui seroit procureur.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De ceux qui ne sont à recevoir.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment procuration est bien fondée.</i>	<i>ib.</i>
<i>Que Cheualiers ne sont à recevoir.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Que Moynes ne sont à recevoir.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Quelles choses sont requises en procuration.</i>	46.
<i>Procuration par maniere de formulaire.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Qu'on ne doit prendre en procuration, fors les points qui conuient en icelle.</i>	48.
<i>De procureur aux pupilles.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De Procureur estably a qui on donne don.</i>	49.
<i>De procureur estre traité par la partie contre qui il plaide.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du procureur qui est sire de la cause apres litiscontestation.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment apres litiscontestation le procureur peut maintenir la cause.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du procureur qui feroit dommage à son maistre par sa coulpe.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du procureur sans procuration.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment l'hoir peut defendre la cause dont il est successeur sans procuration.</i>	50.
<i>Du procureur d'office: tant Royal comme d'autres.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment le procureur d'office se peut mouuoir en oyant plaider les parties.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment le procureur d'office peut dechoir en default comme autres.</i>	51.
<i>Qu'en sauue-garde ne se donne default.</i>	<i>ibid.</i>

TILTRE XI.

<i>Des porteurs de lettres.</i>	54.
<i>De porteur de lettres, dont le principal</i>	

seroit mort.

55. *Du pouvoir du Receneur.*

68.

TILTRE XII.

Des instituteurs & exerceurs. 56.
Des varlets menans marchandises. *ibid.*
Des concierges. 57.

TILTRE XIII.

Des tuteurs & curateurs aux pupilles. 58.
De pupille qui n'auroit point de tuteur. *ibid.*
Comment le mary ne peut estre tuteur de sa femme. *ibid.*
Quels peuvent estre tuteurs. 59.
De prest que fait le tuteur. *ibid.*
D'appel fait par le tuteur. *ibid.*
De quittance baillée par le tuteur. *ibid.*
De compte rendre par le tuteur. 60.
De lais ou don fait au pupille. *ibid.*
Comment on doit entrer en tutelle. *ibid.*
Que tuteur ne se peut excuser. *ibid.*
Où tuteurs n'ont accoustumé d'estre. *ib.*
Difference entre pupilles & orphans. 61.
Du tuteur sans bailler caution. *ibid.*
Lettres de tutelle par maniere de formulaire. *ibid.*

TILTRE XIII.

Des Baillifs, Receneurs, & autres Officiers qui en cours sont pour leurs Offices à recenir. 64.
De renvoy de Cour. *ibid.*
Quelles choses sont requises à renvoy. 65.
De renvoy de Cour demandé. *ibid.*
Lettres de constitution de Baillifs par maniere de formulaire. *ibid.*

TILTRE XV.

Après sensuit des Receneurs. 67.

TILTRE XVI.

Du pouvoir de Sergent par maniere de formulaire. 69.

TILTRE XVII.

Des Marguilliers. 70.
Des lettres du pouvoir des Marguilliers. 71.
Des executeurs des testamens & subroguez. *ibid.*

TILTRE XVII. bis.

Des exceptions que peuvent avoir les adionnez en Cour contre leurs parties aduerses. 73.
Exception declinatoire. 74.
Deuant Juge où l'on seroit couchant. *ib.*
Par privilege de tonsure. *ibid.*
Des Sergens d'armes. *ibid.*
Des ouuriers des monnoyes du Roy. *ibid.*
Des bourgeois de bourgeoisie privilegiez. *ibid.*
Des Officiers du Roy. *ibid.*
Des Escoliers de Paris. *ibid.*
Lettres scellées du scel en Chastellet. 75.
Des foires de Champagne, & de Brie. *ib.*
Des cheuauchées d'osts au Royaume. *ib.*
Hors des metes de sa iursdiction. *ib.*
De Juge qui n'auroit Iurisdiction de cognoître du cas. *ibid.*
D'un Juge pareil à l'adiourné. *ibid.*
De Juge ayant pareille cause à l'adiourné. *ibid.*
De Juge haineux. *ibid.*
D'exception dilatoire. 78.

TILTRE XVIII.

Que l'adiournement soit fait denement. *ibid.*

Quand

T A B L E.

Quand demande est spécifiée.	ibid.
Quand l'adiournement fault relation.	79.
D'adiourner pardevant deux commissaires.	ibid.
De deux seigneurs tenans par indivis.	ib.
De l'adiournement non fait sur le lieu.	ib.
D'adiournement signifié au Seigneur.	ib.
Quand la commission peche en riens.	ib.
De sergent habile & idoine.	ibid.
De demander main levée.	80.
On par enqueste non faicte dedans trois mois.	ibid.
Quand le procès est en droit, & le Juge differe.	ibid.
Exception peremptoire.	82.

TILTRE XIX.

Dolaps de temps, & quantes manieres ils font.	85.
---	-----

TILTRE XX.

Demandement impetré.	ibid.
De lettres obligatoires à une fois payer.	86.
Des pupilles en minorité.	ibid.
Par tenure de long temps.	ibid.
D'usucapion.	87.
De complainte en cas de nouveleté.	ib.
Denonciation de nouvel œuvre.	ibid.
De pecune non nombrée.	ibid.
Paoir de mort.	88.
Action de dol.	ibid.
Action redhibitoire.	ibid.
Action de quanti minoris.	ibid.
Paroles injurieuses.	ibid.
Action en fait de compte.	89.
De l'œuvre publique.	ibi l.
De causes mises en enqueste.	ibi l.
Quand procès est interrupt.	ibid.
Des querelles pendans en jugement.	ib.
Du temps de bail.	90.
De hoirie sans dettes payer.	ibid.
Des testamens.	ibid.

De mise de fait.	ibid.
De succession apprehender.	91.
D'appeller.	ibid.
D'appeller releuer.	ibid.
De renoncer à l'appel.	92.
Exemple sur appel.	93.
D'erreur sur arrest de Parlement.	ibid.
De l'actio aux enfans moindres d'ans.	ib.

TILTRE XXI.

Après s'ensuit de former la demande en cour.	101.
Exemple.	102.
Demande sur trouble de iustice en lieu où l'on n'use point de commission.	103.
Demande sur infractio de iustice en lieu où on n'use point de commission.	ibid.
Demande sur trouble de servage.	104.
Demãde sur trouble de saisine simple au lieu où on n'use point de commission.	ib.
Demãde sur nouveleté où on n'use point de commission.	105.
Demande sur trouble de propriété.	ib.

TILTRE XXII.

Après s'ensuit des demandes en especial.	110.
De simple saisine, & saisine vuide.	ibid.
Commission de simple saisine.	111.
S'ensuit de former & articuler demande par escrit.	112.
Par maniere de memoire.	ibid.
Par entendu.	113.
Par faits contraires.	ibid.
Après s'ensuit d'articuler sa demande response aux fins, & conclusions contraires.	114.
Après s'ensuit la forme d'articuler sa demande par faits contraires.	119.
Après s'ensuit par maniere de memoire articuler sa demande.	120.
Après s'ensuit articuler par maniere d'entendu.	ibid.

T A B L E.

TILTRE XXIII.

<i>Après s'ensuit de former sa litiscontestation.</i>	123.
<i>Que doit contenir litiscontestation.</i>	124.
<i>Litiscontestation par escrit.</i>	ibid.

TILTRE XXIII.

<i>Après s'ensuit des deffenses en cause.</i>	125.
<i>Deffense sur demande faicte.</i>	ibid.
<i>Deffences de meubles prins sur aucun mort.</i>	126.
<i>Deffence en action réelle.</i>	ibid.
<i>Deffence d'actiō mixte ou personnelle.</i>	ib.
<i>Deffence sur simple saisine que les Clercs appellent servitude de possession.</i>	127.
<i>Deffence sur possession simple.</i>	ibid.
<i>Deffence en cas de possession de prestation.</i>	ibid.
<i>Deffence faicte par escrit articulëment.</i>	128.
<i>Des obligations & quantes manieres en sont.</i>	134.

TILTRE XXV.

<i>Des obligations par contract.</i>	ibid.
<i>Ainsi comme par contract.</i>	ibid.
<i>D'obligation par malefice.</i>	135.
<i>Ainsi comme par malefice.</i>	ibid.
<i>Des obligations en especial.</i>	136.
<i>Obligation sur biens meubles.</i>	ibid.
<i>Des obligations sur heritages.</i>	ibid.
<i>Que l'heritage obligé ne peut estre vendue, fors les fruiſts d'iceluy.</i>	ibid.
<i>D'estre obligé es foires de Chāpagne.</i>	137.
<i>Du Seigneur prins des ennemis de la foy.</i>	ibid.
<i>De chose publique.</i>	ibid.
<i>Obligation par hypothèque.</i>	ibid.
<i>Obligation de mortgage.</i>	138.
<i>Obligation de mortgage à l'Eglise.</i>	139.
<i>Des obligations en particulier.</i>	142.

TILTRE XXVI.

<i>De plusieurs obliger dont l'un paye.</i>	143.
---	------

<i>D'obligation piteoyable.</i>	ibid.
<i>Oligation par consentement de partie non presente.</i>	ibid.
<i>Obligation par maniere especiale.</i>	ibid.
<i>Obligation à terme ou de present.</i>	144.
<i>De promettre à plusieurs.</i>	ibid.
<i>De deux ou plusieurs estre debiteurs.</i>	ibid.
<i>De partie non presente.</i>	ibid.
<i>Par prest, namp, ou garde.</i>	145.
<i>La forme de mettre l'obligation par escrit par maniere de formulaire.</i>	ibid.
<i>De novation de dette.</i>	146.
<i>De vendre sa dette.</i>	147.
<i>De muer sa dette.</i>	ibid.
<i>De renouveler sa dette.</i>	ibid.
<i>Par quantes manieres innouation se fait.</i>	148.
<i>Des actions & quantes manieres en sont.</i>	152.

TILTRE XXVII.

<i>D'action d'iniure.</i>	153.
<i>D'action de commandement.</i>	ibid.
<i>D'action de promesse.</i>	ibid.
<i>D'action stipulaire.</i>	ibid.
<i>D'action noxale.</i>	ibid.
<i>D'action redhibitoire.</i>	ibid.
<i>D'action ferniane.</i>	ibid.
<i>Par contraire action.</i>	ibid.
<i>Action de commandement.</i>	ibid.
<i>D'action institoire.</i>	ibid.
<i>D'action exercitoire.</i>	ibid.
<i>D'action quanti plurimi.</i>	ibid.
<i>D'action quanti minoris.</i>	ibid.
<i>Vice de litige.</i>	154.
<i>Action de dol.</i>	ibid.
<i>Action de compensation.</i>	ibid.
<i>Action de donation.</i>	ibid.
<i>Action de reinendication.</i>	ibid.
<i>Action de contribution.</i>	ibid.
<i>Action d'usucapion.</i>	ibid.
<i>Action de prescription.</i>	155.
<i>D'action d'emption ou cuction.</i>	ibid.

T A B L E.

D'action de retraicte dille proximité. ib.
D'action de transaction. ibid.
Action de restitution en terme. ibid.
Action dotale. ibid.
Action de des. ibid.
Action de fideiussion. ibid.
Action en la chose. ibid.
Action à la chose. ibid.
Action de vendition. ibid.
Action de restitution. 156.
D'action vectigale. ibid.
Action de location. ibid.
D'action de depest. ibid.
D'action suffragant. ibid.
D'action finium regundorum. ibid.
Action de besoigne faicte. 157.
D'action mutuelle. ibid.
D'action de société. ibid.
De chose vendue ou achetée. ibid.
D'action nice. ibid.
D'action de tutelle. ibid.
D'action de curation. ibid.
D'action de bail. ibid.
Action populaire. 158.
Action de furtive. ibid.
Action de postremes ou postumes. ibid.
Action de mise de fait. ibid.
Action de condition incertaine. ibid.
Action de novation. 159.
Action de solution & liberation. ibid.
Action d'adoption. ibid.
Action d'emancipation. ibid.
Action d'ingratitude. ibid.
D'action copulaire. ibid.
Action de condition indue. ibid.
Action de sine causa. ibid.
D'action mixte. 160.
Des actions réelles. ibid.
Action propriétaire. ibid.
Action de nouuelleté. ibid.
Action de Quorum bonorum. ibid.
Action de Quorum legatorum. ibid.
Action de vnde vi. 161.
Action de nouuelleté par trouble sur l'expatrié. ibid.

Action de nouuelleté. ibid.
Action de simple saisine. ibid.
D'action criminelle. 170.

TILTRE XXVIII.

De lese Majesté. ibid.
D'action de trahison. ibid.
D'action de meurdre. 171.
D'action de rapt. ibid.
D'action de encis. ibid.
D'action d'escherpelerie ou violence. ib.
D'action de patricide. ibid.
D'action de sacrilege. ibid.
D'action de sortilege. 172.
D'action d'heresie. ibid.
D'action de sedition. ibid.
D'action de monopole. ibid.
D'action de conspiration. ibid.
D'action de talion. ibid.
D'action de furt. 173.
D'action de vespertilion. ibid.
D'action de corruption. ibid.
D'action de sodomité. ibid.
De crime non capital. ibid.
Des peines des delictz dessus touchez. 180.

TILTRE XXIX.

Pour cause de personne. 181.
Pour cause de lien. ibid.
Pour cause de temps. ibid.
Pour cause de qualité. ibid.
Pour cause de quantité. ibid.
Pour cause d'intention. ibid.
Pour cause d'accoustumance. 182.
Pour cas d'auenture. ibid.
Quand plusieurs sont à un delict, que les uns font, & les autres nient, lesquels sont coupables du delict. ibid.
De respondre & affermer articles. 186.

TILTRE XXX.

De l'intendit ou article accorder. ibid.
De l'affirmatiō & repose des articles. ib.
Des cinq conditions des articles. ibid.

T A B L E.

<i>Des raisons de droict.</i>	187.
<i>La forme d'articuler raison de droict. ib.</i>	
<i>De complainte de nouuelleté.</i>	188.

TILTRE XXXI.

<i>De renuoy sur complainte de nouuelleté.</i>	190.
<i>Exemple & arrest de Parlement. ibid.</i>	
<i>Arrest de cas pareil.</i>	191.
<i>Exemple du Procureur du Roy, & arrest sur ce. ibid.</i>	
<i>Comment en complainte chacun est entendu demandeur & iugé. ibid.</i>	
<i>De complainte sur nouveau trouble de iustice, & arrest de ce. ibid.</i>	
<i>Complainte en cas spirituel & arrest de ce. 192.</i>	
<i>Exemple en pareil cas & arrest. ibid.</i>	
<i>De complainte sur don legataire. ibid.</i>	
<i>De complainte sur mandement Royal & arrest sur ce. 193.</i>	
<i>D'auoir recreance sur cas d'arrest. ib.</i>	
<i>De non declarer le tiltre en cōplainte. ib.</i>	
<i>D'acquerre possession clandestine par force ou par priere. 194.</i>	
<i>De possession acquerre contre le Roy. ib.</i>	
<i>De possession acquise contre pupilles & expatriez. ibid.</i>	
<i>De perdre possession par non posséder. ib.</i>	
<i>De faillir l'adiourné à son iour. ibid.</i>	
<i>Quants tesmoins doiuent estre sur recreance de nouuelleté. 195.</i>	
<i>De garant en nouuelleté & arrest. ibid.</i>	
<i>La teneur d'une complainte de nouuelleté par escrit. 196.</i>	
<i>D'ouurage fait au preiudice d'autre si le preiudicié s'en complaint. 197.</i>	
<i>D'auoir perdu le possessoire, & reconrurer sur le petitoire. 198.</i>	
<i>Defence en complainte de nouuelleté. ib.</i>	

TILTRE XXXII.

<i>De complainte en cas de propriété.</i>	200.
<i>La teneur d'une commission en cas de possessoire & de propriété.</i>	201.

<i>L'instruction comment il doit estre sur ce precedé.</i>	202.
<i>La teneur d'une commission en cas de propriété generale.</i>	203.
<i>La maniere de former libelle en cas de propriété par generale forme.</i>	204.
<i>La deffence à demande en cas de propriété.</i>	206.
<i>De veuë & ostentation de lieu.</i>	207.
<i>A faire une maison. ibid.</i>	
<i>Veue deuant Baillif Royal ordinaire. ib.</i>	
<i>Exemple sur ce. ibid.</i>	
<i>Veue selon la Cour de Parlement.</i>	208.

TILTRE XXXIII.

<i>De garantir sur chose vendue.</i>	212.
<i>De sommer son garant luy venu en iugement. ibid.</i>	
<i>De contumacer garant. ibid.</i>	
<i>De garant ou non garant. 213.</i>	
<i>De garant non comparant. ibid.</i>	
<i>De garantir auoir promise à faire. ibid.</i>	
<i>De pleige de garant. ibid.</i>	
<i>Comment on doit sommer le garant. ibid.</i>	
<i>De denoncer à son garant auant qu'on paye les deniers. 214.</i>	
<i>Que garant n'a lien en chose confisquée qui se vend. ibid.</i>	
<i>De garant en cas personnel. ibid.</i>	
<i>Quants garants on peut auoir. 215.</i>	
<i>De nommer son garant par nom. ibid.</i>	
<i>La teneur d'une commission à faire adiourner son garant. 216.</i>	
<i>La deffence en cas de garantir. 217.</i>	
<i>De soy traire au pleige du garant. ibid.</i>	
<i>De denoncer son garant. ibid.</i>	
<i>De garant en chose prescrite. ibid.</i>	
<i>De garant non promis à faire. 218.</i>	

TILTRE XXXIII.

<i>Par quelle maniere crimes doiuent estre punis, & comment on se peut former partie en cas de crime.</i>	221.
<i>Quelle chose a à faire le Iuge contre l'accusement d'un criminel.</i>	224.

T A B L E.

<i>Costume d'Artois.</i>	<i>ibid.</i>
<i>En quel lieu crime doit estre puny.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De crime fait sous haut iusticier. & s'enfuyr en la terre d'un autre iusticier.</i>	225.
<i>D'un seigneur r'anoir son subiet en cas de crime.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De r'anoir son couchant & leuant.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des officiers Royaux.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du lieu où aucuns soupçonnez de crime se peuent mettre à sauueté.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'un couchant sous le Roy à pur.</i>	226.
<i>Vn exemple de ce cas.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment le Iuge doit tenir prisonnier celuy qui se purge.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De quels cas en ne doit point estre reſeu à purge.</i>	227.
<i>La teneur de la lettre d'un reſeu à purge.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Pour quels cas on peut mettre un homme à geſne.</i>	228.
<i>La teneur de la lettre du seigneur qui inſnué sera de la reddiſion du prisonnier qui purger se voudra.</i>	229.
<i>La demande de partie contre celuy qui s'est rendu à purge.</i>	230.
<i>Defence au prisonnier pour cas de crime.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De mettre rémes ou aſſeurâces entre parties qui ſont en cour.</i>	232.
<i>La teneur d'une commiſſiō en cas de paix ou d'aſſurance.</i>	234.
<i>La conſtitution du Roy ſainct Loys, que on appelle la quarantaine du Roy.</i>	235.

TILT. XXXV.

<i>De larcin.</i>	244.
<i>De larcin particulier.</i>	245.
<i>Des conſentans du larcin.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De femme qui deſtourne ſes choſes.</i>	246.
<i>De larcin par pauvrete.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'occire le larron emblant.</i>	<i>ibid.</i>

TILT. XXXVI.

<i>Comment aſſions s'engendrent ſoit par maniere criminelle, ou par maniere civile.</i>	249.
<i>Des choſes communes à tous.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Que choſes d'Egliſe ne doivent estre vendues.</i>	250.
<i>De dedier Egliſe ou place.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des choſes naturelles.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De chaſſer proye ſur autrui terre.</i>	251.
<i>Des ceeps qui ſont le miel.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des paons & coulons.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des gellines, coqs & chappons.</i>	252.
<i>Des oyſes & canars ſauuages.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des pierres precieusſes.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De choſe arrinee à autre terre.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des fleunes.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De autrui matiere faire œuvre aucune.</i>	253.
<i>De faire partie de ſa matiere, & partie d'autre.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De faire robe de ſa laine.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De maiſonner d'autrui matiere.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De ioindre ſon cheuron à autre.</i>	254.
<i>De planter autrui arbre ſur ſa terre.</i>	<i>ibi.</i>
<i>D'eſcrire ſur autrui parchemin, ou paindre ſur autrui table.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'acheter champ à autre qui n'en ſeroit ſeigneur.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De mourir deuant meurſon.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des faons.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De treſors trouuer.</i>	255.
<i>D'arbre cheant ſur terre d'autrui.</i>	<i>ibid.</i>

TILT. XXXVII.

<i>Du dommage que beſte peut commettre, & qui en eſt venu.</i>	263.
<i>De ſoy iouer à la beſte.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De beſte qui a rompu ſon liē.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De brebis mourons, & autres beſtes.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De ſommer le ſeigneur de la beſte.</i>	264.
<i>De beſte aggreſſer autre beſte.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De ſoy iouer à beſt. qui ſiert.</i>	<i>ibid.</i>

TILT. XXXVIII.

T A B L E.

De homme faire dommage à autre.	266.	Des enfans au traistre.	ibid.
De dire iniure à autre.	ibid.	Encores des enfans au traistre.	ibid.
De la beste tuer l'homme.	267.	Des faux monnoyers & porteurs de bil-	
De beste occire serfs.	ibid.	lon.	280.
De la coustume de Picardie comment les		D'estre soupçonné de tel cas.	ibid.
seigneurs peuent enquerir verité des		De maison de veufue ou de pupille.	ibid.
delicts partie non apparente.	ibid.	De contrefaire monnoye d'autre seig	ib.
Des exomes que peuent auoir les adiour-		Que en tel cas n'a nul renuoy.	281.
nez en la verité.	268.	Exemple de ce.	ibid.
Des veritez tenues pour cas especial.	ib.	De cendre de monnoye.	282.
Quelle peine l'homme feodal commet en		Des enchanteurs & inuoqueurs des dia-	
mettant la main à son seigneur, ou en-		bles.	ibid.
contre le seigneur à son vassal.	269.	Des songes.	283.
D'aller contre son seigneur en guerre.	ib.	De la loy Cornelia des faussaires.	ibid.
De non recourir son seigneur.	ibid.	Des faux libelles & lettres diffamatoires	
De auoir fausses mesures.	ibid.	sur autrui.	284.
De homme feodal frapper son seign.	270.	Des accusations de crime.	285.
De seigneur frapper son homme.	ibid.		

TILT. XXXIX.

De ceux qui se desesperent.	272
D'estre soupçonné de tel cas.	273.
Desespoir fait en cour laye.	ibid.
La maniere de desesper.	274.
Des homicides.	ibid.
Sur champ de bataille.	275.
De homicide par aduventure.	ibid.
De homicide sur larrons.	ibid.
De homicide sur fornication.	ibid.
De homicide par commandement de in-	
stice.	ibid.
Des efforceurs de femmes.	276.
De consentir rauissement par les parés.	ib.
De ieune fille en garde de tuteurs.	ibid.
De garde de ieune fille.	ibid.
De seigneur rair la fille ou la femme de	
son homme.	ibid.
De rair la fême, & puis auoir sō gré.	277
Des meurdres.	ibid.
De rapt & punition d'iceluy.	278.
De respondre en cour en. cas criminel.	ib.
Des traistres.	ibid.
De consentans, soustenans, & conseilans	
au traistre.	279.

TILT. XL.

Des actions ciuiles, & premier de paction.	
	294.
Exemple de deux freres.	295.
Autre exemple d'un homme.	ibid.
Autre exemple de deux cheualiers.	296.
Vne autre exemple de trois freres.	ibid.
Encores une exemple.	ibid.
Une notable question à ce propos.	297.
Encores une question sur ce.	ibid.
De paction sur escheance aduenir.	ibid.
Vne exemple en paction.	298.
Exemple & arrest sur ce.	ibid.
Que paction faie sur heritage sans bene-	
fice de loy ne tient.	299.
Exemple sur ce.	ibid.
Autre exemple de ce mesmes.	ibid.
De plusieurs faire paction.	ibid.
Des pactions qui ne font à tenir.	300.
Des actions de dol.	301.

TILT. XLI.

Des transactions.	305.
Deux exemples sur ce.	ibid.
De dans quel temps exception peut estre	

T A B L E.

Intentee en temps de transaction.	306.
Demuer hoirie par condision.	ibid.
De transaction faicte hors beure.	307.
De transaction par saintise.	ibid.
De transaction sur attente d'hoirie.	ibid.
Transactiō par aquilaine stipulatiō.	308.
De transaction sans stipulation.	ibid.

TILT. XLII. :

De stipulation en general.	311.
De stipulation à autre non present.	312.
De stipulation par paour.	ibid.
De stipulation a bonne foy.	ibid.
De stipulations qui ne jont à tenir.	313.
De stipulation en traictant mariage.	ibid.
De stipuler à personne non presente.	ibid.
De stipulation à qui seroit à escheoir.	ibid.
De stipuler plus que on ne doit.	314.
De plusieurs obligez ensemble, & chacun pour le tout.	ibid.

TILT. XLIII.

De reuendication.	318.
Exemple de edifier sur autruys fons.	ibid.
De reuendication faicte sur la terre qui seroit vendue par tel qui rien n'y a.	ibid.
De semer ou plâter en autruy champ.	319.
De tenir autruy tenure dont on fust débouté par iugement.	ibid.
Exemple de chose d'autruy emprunter sus argent.	ibid.
Vne exemple de chose emblee.	320.

TILT. XLIIII.

De compensation.	322.
------------------	------

TILT. XLV.

Des donations.	325.
Pour cause de mort.	ibid.
Donation d'entre vifs.	ibid.
Don deuant nopces.	ibid.

Don de mariages selon plusieurs constumes.	326.
De donation selon droit escrit.	327.
De donner à femme en fiançailles par autre que par son pleuuy.	ibid.
De don deuant fiancer & espouser.	ibid.
De donner à femme deuant fiancer & aller à mort le donneur en espoir d'espouser. &c.	ibid.
De donner auant espouser, dont le mariage seroit dinorsé.	ibid.
De donner à la femme deuant espouser, dont l'un ou l'autre mourust.	328.
Que l'homme & la femme ne peuvent rien donner l'un à l'autre.	ibid.
Constumes de Paris contre ce que dessus.	ibid.
Des donations mutuelles.	ibid.
De contribution.	332.

TILT. XLVI.

De prescription.	335.
------------------	------

TILTRE XLVII.

Quels gens peuvent acquerre possession & saisine par le droit de prescription.	ib.
De retenir saisine par courage.	334.
De teneur achetez sans estre mis en possession deue.	ibid.
De deux manieres de possessions.	ibid.
De iouyr par souffrance.	335.
D'achat faict par engin.	ibid.
En quoy conuient prescription de vingt ans.	ibid.
De don d'Empereur ou de Prince.	336.
De saisine entre freres & seurs.	ibid.
Saisine contre expatriez.	ibid.
De teneur à cause de cense.	ibid.
De tenir par induis.	ibid.
De deniers prestez ou chose en garde.	337.
Du Roy, du Prince, l'Eglise, & la communauté.	ibid.
De usucapion.	340.

TILTRE XLVIII.

De vendre chose d'autruy sous ombre

T A B L E.

de usucapion.	ibid.
De vendre chose engagee.	ibid.
De chose donnee.	ibid.
D'une exceptiō nōmee plus demāder	341.
Par cause.	ibid.
Par chose.	ibid.
Par lieu. ib.	Par temps. ibi.
Par tricherie.	ibid.
Des nonations de dettes.	342.
De muer sa dette sans partie.	ibid.
Que par simples paroles on ne muē point la lettre.	ibid.
La maniere de muer obligation.	343.

TILT. XLIX.

De solution & liberation de dettes.	345.
De payer ce que autre doit.	ibid.
De consigner sa dette.	346.
D'escrire la paye au dos de la lettre.	ibid.
De r'auoir l'obligation ou la lettre.	ibid.
De payer pour autre.	ibid.
De possession baillee en aucune paye.	ibid.
De acceptilation.	347.
De payer dette & non toute par oubliāce.	ibid.
De quittance à non escient.	ibid.
De quittance à bonne foy.	ibid.

TILT. L.

Pour retraire heritage par faute de ren- se non payee.	349.
--	------

TILT. LI.

Plusieurs cas desquels le Iuge Royal doit auoir la cognoissance sans en faire aucū r'enuoy. & premierement en matiere de comp. ainte.	350.
---	------

TILT. LII.

De erreur de compte.	353.
Que laps de temps n'a lieu en erreur. ibi.	

De procès sus erreur.	ibid.
-----------------------	-------

TILT. LIII.

Des besognes d'autrui faites sans le com- mandement de celuy à qui ce est à fai- re.	354.
Du dommage qui aduiendrois aux fai- seurs d'autrui besognes.	355.
Des besognes aux pupilles & exemples.	ibid.
Contre tuteurs.	356.
Que est à poursuivre par loy.	ibid.
Que laps de temps n'a lieu en besognes faictes.	ibid.
De mere qui demanderoit la nourriture de ses enfans.	ibid.

TILT. LIIII.

De chose faicte par force ou par paour.	357.
De heritage vendre par force.	358.
De vendre pour cause de crime.	ibid.
Exemple de vendre sa tenure.	359.
Quelle paour ne vaut.	ibid.
De mauuais engin.	ibid.

TILT. LV.

De deniers qui ne sont nombrez en la vè- se de heritag.	361.
De venir contre ce qui seroit escript de sa main.	ibid.
Du terme de exception de pecune non nombree.	362.

TILT. LVI.

Des usufructuaires ou usufructs.	ibid.
De prescription en l'usufructuaire.	363.
De donner l'usufruct à aucun.	ibid.
De louer ou usufruct à autre.	ibid.
De l'usufruct estre aboly.	364.
De usufruct d'caues.	ibid.

Des bourz

T A B L E.

TILT. LVII.

<i>Des bournes & cerquemanemens.</i>	366.
<i>De parties estre d'accord de mettre bourne.</i>	ibid.
<i>De donner terre à autre.</i>	367.
<i>Demouuoir contend sur bournage.</i>	ibid.
<i>Que tenure de bourne ne vaut.</i>	ibid.
<i>La maniere de mesurer terres.</i>	ibid.

TILT. LVIII.

<i>De compagnie de marchandise.</i>	370.
<i>De ordonner à loy sur participation de marchandise.</i>	ibid.
<i>De paction faite sur la participation de marchandise.</i>	ibid.
<i>Le temps que participation dure en marchandise.</i>	ibid.
<i>De plusieurs marchans acheter denrees ensemble.</i>	ibid.
<i>De demander conte contre un qui ne seroit habile.</i>	371.
<i>De l'un deuenir sourd ou forsenné.</i>	ibid.
<i>De restitution ou participation.</i>	ibid.

TILTRE LIX.

<i>De depost qu'on appelle mettre en garde.</i>	372.
<i>De sayder d'argent prins en garde.</i>	ibid.
<i>De compensation de chose mise en garde.</i>	273.
<i>De l'interest que doit rauoir celui qui sa chose a perdué.</i>	ibid.
<i>Des choses quel'hoste baille à l'hostellerie quand aucun se loge.</i>	ibid.
<i>De l'hoste logé auoir prins les clefs. & puis rendu à l'hoste.</i>	374.
<i>De la maisonie faire larcin.</i>	ibid.
<i>De la chambre trouée par larrons.</i>	ibid.

TILTRE LX.

<i>De accommodation que l'en dist prestet</i>

<i>par courtoisie.</i>	375
<i>Exemple de ce.</i>	376.
<i>De prestet chose pour engager.</i>	ibid.
<i>De compensation de chose prestee.</i>	ibid.

TILTRE LXI.

<i>Condition de chose non deuë.</i>	ibid.
<i>De promettre à autre en son nom ce que on ne doit.</i>	377.
<i>De payer par mal engin.</i>	ibid.
<i>De payer par cuider deuoir.</i>	ibid.
<i>De condition par laide cause.</i>	ibid.
<i>De promettre aucune somme à celui à qui on auroit tollu le sien.</i>	378.

TILTRE LXII.

<i>De location tant de maison comme autrement.</i>	379.
<i>De maison louer.</i>	ibid.
<i>Des biens estans en la maison louee.</i>	ibid.
<i>De louer aucune terre à autre.</i>	380.
<i>De demourer deux censés en un lieu.</i>	ibid.
<i>De relouer à autre sa cense durant.</i>	ibid.
<i>De vendre maison qui est louee.</i>	ibid.
<i>De louer à un & puis à un autre.</i>	ibid.
<i>De prestet maison ou heritage.</i>	ibid.
<i>De louer aucune chose de celui qui la tient à sa vie tant seulement.</i>	381.

TILTRE LXIII.

<i>De action que les clerks nomment emphyteosis.</i>	383.
<i>De mettre sa tenure en gain.</i>	ibid.
<i>Des fortunes sur telles choses.</i>	ibid.
<i>De faillir sur tels conuens.</i>	ibid.
<i>Comment le vendeur ne peut vendre son amendement.</i>	ibid.

TILTRE LXIII.

<i>De engager aucune chose.</i>	384.
---------------------------------	------

T A B L E.

De perdre les gaiges.	385.	à son achapt.	ibid.
De cas d'adventure sur gage.	ibid.	De vendre sa dette.	ibid.
Que on ne doit empirer gages.	ibid.	Quelles choses ne peunent estre vendues.	
Du creancier faire retenuë sur les choses		394.	
à luy baillees en gage.	ibid.	De vendre aux ennemys du Prince.	ibid.
Que en gage n'a prescription.	ibid.	De vendre son enfant.	ibid.
De plusieurs biens baillez à plusieurs		Comment on deffait la vente qui est fai-	
creanciers.	ibid.	ète.	395.

TILTRE LXV.

S'ensuit de action exercitoire & institoi-	
re.	387.
De argent presté au gourmet.	ibid.
De varlet de change.	388.
Du varlet commis par la femme.	ibid.
De ce que mieux vaut & est à tenir à luy	
quand il est consenty.	ibid.
De resmoing contre lettres.	ibid.
De faire double entendre contre une let-	
tre.	ibid.

TILTRE LXVI.

Delitige que l'en dit des choses qui ne	
doivent estre vendues plaid pendant.	
389.	
De donner entestament chose litigieuse.	
390.	

TILTRE LXVII.

Des ventes & achapts qui se font par	
moyen d'argent.	391.
Comment vente se fait.	ibid.
De vente pure ou sous condition.	392.
De vente d'homme foursemmé.	ibid.
De vente & de donation ensemble.	ibid.
De vente sans estre payé.	ibid.
De vente faicte par pris.	ibid.
De vente sans lettres faire ne garantié.	
ibidem.	
De vente mise en volonté d'autre.	393.
De procureur vendre aucune chose pour	
dette fiscal.	ibid.
Comment l'acheteur a toutes les actions	

à son achapt.	ibid.
De vendre sa dette.	ibid.
Quelles choses ne peunent estre vendues.	
394.	
De vendre aux ennemys du Prince.	ibid.
De vendre son enfant.	ibid.
Comment on deffait la vente qui est fai-	
ète.	395.
De soy aider du benefice de la loy.	ibid.
De vente faicte sur barrat.	ibid.
Des officiers vendre leurs choses abscon-	
sement.	ibid.
Des officiers acheter robes ou ioyaux	
396.	
Du peril ou profit de la chose vendue.	
ibid.	
De vente faicte d'aucune chose.	ibid.
Exemple de vente.	ibid.
De vente sans escrit.	ibid.
De choses vendues perdues.	397.
Des actions qui jourdent des ventes &	
des achapts.	ibid.
De vendre la tenure, & retenir la saisi-	
ne.	ibid.
De non deliurer la marchandise faicte.	ib.
De vente de blanches bestes.	ibid.
Des achapts faits en nom d'autre.	ibid.
D'acheter tenure & en estre mis en saisi-	
ne.	398.
De mettre le nom de la femme es lettres	
de l'achapt.	ibid.
D'acheter par soy ou par sa femme.	ibid.
D'acheter d'autrui deniers en son nō.	ib.
S'ensuit de ce que on ne doit vendre ne	
donner.	339.
De l'un vendre sur la part de l'autre.	ib.
De vendre partie de la chose entre plu-	
sieurs par les participans ou par le pro-	
cureur.	ibid.
Que l'homme en son liu mortel ne peut fai-	
re vente qui tienne.	ibid.
Exemple de ce, & arrest.	400
Comment on peut vendre son patrimoine.	
4.1.	

TILTRE LXVIII.

T A B L E.

<i>De petillages que marchans tiennent en marchandise.</i>	404.
<i>Comment treux, peages & assis furent mis sus.</i>	405.
<i>Quelles choses payent peage, & quelles gens.</i>	ibid.
<i>De tren du sel.</i>	ibid.
<i>Que nul ne doit ordonner nouveau peage que le prince.</i>	406.
<i>De porter billon.</i>	ibid.
<i>Que les riches n'achetent riens.</i>	ibid.

TILTRE LXIX.

<i>De vendre l'heritage d'aucun par exception au autrement.</i>	409.
<i>De heritage de mineur.</i>	ibid.
<i>La maniere de mettre l'heritage à vente.</i>	ibid.
<i>La forme de la cedulle de la vente.</i>	410.
<i>De venir le detteur au decres bailler.</i>	411.
<i>Des oppositions qui se font.</i>	ibid.
<i>Exemple de pareil cas.</i>	ibid.

TILT. LXX.

<i>De cas de proximité.</i>	414.
<i>Que le plus prochain à la proximité.</i>	ibid.
<i>Comment on doit demander proximité.</i>	ibid.
<i>Selon la coustume de Paris.</i>	460.
<i>Selon la coustume de Chartres & autres lieux.</i>	ibid.

TILTRE LXXI.

<i>Des choses vendues qui vont à ruyne avant que tirées soient.</i>	418.
<i>De chose mobile.</i>	419.
<i>De chose vendue par execution.</i>	ibid.
<i>A qui doiuent appartenir les fruits de la chose vendue.</i>	ibid.
<i>Exemple sur ce.</i>	420.
<i>De grain vendu à iour.</i>	ibid.
<i>De bestes vendues.</i>	ibid.
<i>Des bestes parlans sur le nom d'autre</i>	

<i>que de l'acheteur.</i>	ibid.
<i>De maison qui durant la vente va à ruyne.</i>	421.
<i>De vendre par iustice pour plus d'argent que ne monte la somme contenue en obligation.</i>	ibid.

TILTRE LXXII.

<i>Des seigneurs qui veulent auoir les droitz seigneuriaux des heritages vendus non uerpis.</i>	425.
<i>Exemple sur ce.</i>	ibid.
<i>Exemple de droicture composee au seigneur & puis non faire le uerpe.</i>	426.

TILTRE LXXIII.

<i>Des riuieres courans parmy la terre d'aucun seigneur.</i>	428.
--	------

TILTRE LXXIII.

<i>De la difference des meubles, cateulx & heritages.</i>	429.
<i>Des arbres portans fruit.</i>	ibid.
<i>De bois est ant à taille.</i>	430.
<i>Des poissons.</i>	ibid.
<i>En quel temps poisson est tenu pour menble ou pour heritage.</i>	ibid.
<i>Constume de Haynault.</i>	ibid.
<i>De blex, auoines & autres tremois.</i>	ibid.
<i>Des amassemens en fortresse.</i>	ibid.
<i>Des amassemens en platte maison.</i>	431.
<i>De moulins à vent.</i>	ibid.
<i>Des moulins à eau.</i>	ibid.
<i>Des couloms & coulombier.</i>	ibid.
<i>Du 'our d'une maison.</i>	ibid.
<i>Des bestails & volailles.</i>	ibid.
<i>De artilerie.</i>	432.
<i>Des fruits.</i>	ibid.
<i>De argent ou or monnoyé.</i>	ibid.
<i>Des acquestes.</i>	ibid.
<i>Constume du bailliage de Lisle.</i>	ibid.

T A B L E.

Des rentes à vie.	433.
De la difference qui est entre meubles & non meubles,	ibid.
Des connins de bois.	434.
Des utensiles de maison.	ibid.

TILTRE LXXV.

De l'assenne ou aduis que on fait à ses enfans.	437.
De donner plus à l'un de ses enfans que aux autres.	438.
De soy faire mort pour son fils.	ibid.
Des rappors & parchons.	439.
Des dons donnez à plusieurs enfans. ib.	
De la femme qui se tient contentee par my son mariage.	440.
Des emancipez devant que faire partage.	ibid.
De gain des emancipez.	ibid.
Declaration des choses dessusdictes.	441.
De fils non emancipé.	442.

TILTRE LXXVI.

Des heritages escheans à plusieurs enfans, & partage sur ce.	445.
De femme veufue ayant enfans qui se remarie au second mary.	ibid.
De homme marié acquerir heritage soit en fief ou autrement.	ibid.
De frere germain & demy frere.	446.
De fiefs estans à plusieurs enfans.	ibid.
De esclichement de fief.	ibid.
En quel temps peut & doit fief estre quinte.	ibid.
Comment fief ne peut remonter.	447.
De fille mariée ayant eu don, demander quint de fief.	ibid.
De frere doner à sa sœur aucun don sans quitter son quint.	ibid.
De contend jour dāt sur aucun quint demandé.	ibid.
Coustume de Lisle.	448.
Coustume de Tournay.	ibid.

TILTRE LXXVII.

De l'exception de prendre par aucun autre hoirie.	450.
Comment on peut hoirie d'autre apprehender sans peril de payer les dettes.	451.
Dedans quel temps on peut apprehender hoirie d'autre par benefice d'inventaire.	ibid.

TILTRE LXXVIII.

Comment le plus prochain en degré doit succeder en hoirie soit en montant ou en descendant.	453.
De succession de quint.	454.
De succession d'homme occis ou meurdry.	ibid.
De propriété de l'usufruituaire.	ibid.
Coustume de Mortaigne.	455.
Enqueste faite à Lisle.	ibid.
De trois manieres escheans en succession.	ibid.
Du lignage direct ou collateral.	ibid.
Des escheances de ligne.	ibid.
Coustume de Normandie.	ibid.
Comment le fils represente son pere en bonne succession.	ibid.
Comment escheance qui vient par adventure, se diuise en trois parties.	456.
De succession par establisement.	ibid.
De succession de condition.	ibid.
V sage de Normandie.	ibid.
De succession hors droite ligne.	ibid.
V sage d'Artois, Amiens, Vermandois, & de Tournefis.	457.
Une exemple sur ce.	ibid.
Des enfans d'un gentilhomme.	458.
Des enfans de homme de poeste.	ibid.
Comment les fiefs ne se partissent.	ibid.
De morgaige.	ibid.
De morgaige laisser à l'Eglise.	ibid.
Coustume de Haynault.	ibid.
De venir à hoir de hoirs.	459.
Que femme n'a que son douaire en fief ou en terre d'alluex.	ibid.
De homme qui auroit fief & enfans. ibid.	

TABLE.

De fiefs acquestez par conioincts en mariage. *ibid.*
 Des alleux acquis par l'homme & la femme. *ibid.*
 De la femme mourir auant l'homme ayant alleux. *ibid.*
 Comment l'homme ne peut mettre ses alleux en autrui main. 460.
 Coustume selo la preuosté de Paris. *ibid.*
 D'acheter aucune chose ensemble en heritage. *ibid.*
 D'enfans de poeste auoir. *ibid.*
 Des enfans mariéz. *ibid.*
 D'un fol entre autres enfans. *ibid.*
 De auoir plus grād don ou part l'un que l'autre. *ibid.*
 Sensuit l'arbre de consanguinité. 464.

TILTRE LXXIX.

Declaration de l'arbre de consanguinité. *ibid.*
 Autre graduation selon l'Empereur Iustinian & droict civil. 467.
 Coustume selon la chastellenie de Lisle. 468.
 Des quintz de fiefs qui sont esclichez aux freres & sœurs. 469.
 De tenir fiefs de plusieurs seigneurs. *ibid.*
 Comment on doit son quint demander en temps & en lieu. *ibid.*
 Coustume de Vermandois. *ibid.*
 Coustume de Haynaut. *ibid.*
 Coustumes de Flandres. *ibid.*
 De plusieurs enfans maisnez selon le tiercement dessusdit. 470.

TILTRE LXXX.

Sensuit la maniere de scauoir comment un fief se peut esclicher à estrangers. 471.
 De plusieurs fiefs tenus tout d'un seigneur. 472.
 De son quint auoir releué auās sa mort. *ib.*
 De quint auoir releué du Seigneur de qui

ledit fief est tenu. *ibid.*
 Comment on ne peut auoir quint que à compte de boirs. 473.

TILTRE LXXXI.

Après en ensuit l'arbre d'affinié. 474.
 Declaration de l'arbre d'affinié. *ibid.*
 Des affiniéz entre les amys du mary & de la femme. *ibid.*

TILTRE LXXXII.

De tenir en fief & hommage d'aucun seigneur & la maniere de faire hommage. 477.
 Autre maniere de faire hommage. 478.
 Quant hommages sont. *ibid.*
 Des differences des fiefs. 479.
 De mettre à rente à aucun une partie de son fief. *ibid.*

TILTRE LXXXIII.

Comment l'homme est franc à son seigneur puis qu'il est receu à hōmage. 483.
 De fief tenir par moyen. 484.
 Une exemple sur ce. *ibid.*
 De tenir en arriere fief. 485.
 De seruice en fait de guerre. *ibid.*

TILT. LXXXIII.

De tenir en parage. 488.
 Usage d'Orleans. 489.
 De tenir en bourgaige. *ibid.*
 Usage de Normandie. *ibid.*
 De tenir en cotterie. *ibid.*
 De tenir en cens. *ibid.*
 De tenir en franc alleu. 498.
 De tenir par amojne. *ibid.*
 Des amortissemens. 491.
 De tenir par volomé. *ibid.*
 De tenir par dignité. *ibid.*
 Des reliefs que les fiefs doiuent aux sei-

T A B L E.

gneurs. 492.
De fief de sergenterie. 493.
Coustume de Mortaigne. ibid.
De fief de mendredans. ibid.

TILT. LXXXV.

Des droictz des chemins & voiries. 497.

TILTRE LXXXVI.

De la cheualerie que les seigneurs demā-
dent quand ils marient leur aîné fils,
ou deüient cheualier. 499.
De fiefs qui doiuent auoir herbages sur
les lieux. 501.
De l'heritage que le seigneur peut retrai-
re par faute de seruice ou de rente non
payee. ibid.

TILT. LXXXVII.

Du pris de blez, auoines, chappons, ge-
lines, & autres choses. 504.

TILT. LXXXVIII.

Des bans & deffences d'Aoust. 505.

TILT. LXXXIX.

De attraire à soy la iustice de son seigneur
sous ombre. &c. 509.

TILTRE XC.

Des suragez & langoureux. 510.
Comment les expatriez sont en trois ma-
nieres restablis au leur. ibid.
Vn exemple sur ce. 511.
Autre exemple en cas pareil. ibid.
Quels sont tenus pour expatriez. 512.
D'estre prins par les ennemis. ibid.
D'estre oultre la mer. ibid.
D'estre banny de la terre. ibid.

D'estre en Hierusalem. ibid.
D'un expatrié estre bāny luy est ant hors.
ibid.

TILTRE XCI.

Des rapports que le seigneur peut demā-
der quand premier est venu à terre. 514.
La forme de faire rapport. 515.
Comment celuy qui achete fief, doit faire
rapport. ibid.

TILT. XCII.

Des pupilles. 517.
Du preu du pupille à restitution. 518.
Demande de pere contre son fils mineur.
ibid.
Du pupille par semblant auoir son aage,
& point ne l'auroit. ibid.
Dedans quel temps le pupille doit de-
mander restitution. ibid.
De la restitution & punition du meffait
du pupille. ibid.
De restitution sur chose iugée. 519.
De heriage de mineur vedre par luy, &
sur ce bailleur pleige. ibid.
De pupille estre au gouuernement de pe-
re ou de mere. 520.
Du tuteur ou curateur souffrir faire de-
ception au mineur. ibid.
De chose vendue par le pupille. ibid.
Du serment aux pupilles. ibid.
Exemple sur don de pupille. 521.
Exemple sur pareil cas. ibid.
Que prescription ne. usucapion ne sac-
quiert contre mineur. ibid.
D'argent presté au pupille. ibid.
Exemple de pupille. 522.
Des temps de restitution. ibid.
D'exception de pecune non nombree. ibi-
.
De pupille mis en aucun offise. 523.
Du pupille qui pourchasseroit au prince
son aage. ibid.
Du pupille faisant entendre à auoir son

T A B L E.

age, & non auoir.
Exemple d'un pupille.
De dire au pupille diffame.

ibid.
ibid.
ibid.

TILTRE XCII.

Duché de Normandie. 525.
D'homme qui ne tiendrait en fief. *ibid.*
Des bail qui en garde ont les pupilles.
ibidem.

De bail comparoir. 526.
Costume d'Artois & de Vermandois.
ibid.

Que le bail peut faire. 527.
De demander aucune chose au bail ou
au pupille. *ibid.*

Comment le bail doit prester le relief que
le fief doit. *ibid.*

Du bail qui doit prester les dons que fist
le mort au li mortel. *ibid.*

De la mort au pupille. *ibid.*

Comment le bail emporte les emolumens
du fief en son temps. 528.

Comment en terre de main ferme ne chet
point de bail. *ibid.*

Comment le bail doit rendre au pupille
sa terre en sa main luy venu en age.
 529.

Que le mendre d'ans peut faire adiourner
son bail luy venu en age si le bail
mettoit difficulté de le non vouloir re-
cevoir au sien. 530.

TILTRE XCIII.

Des fils adoptifs. 535.
De adoption faite à son prochain. *ibid.*
De l'age que doit auoir celui qui autre
prend en adoption. 536.
Que femme ne peut prendre fils adoptif.
ibid.

TILTRE XCV.

Des illegitimes. 537.
Vne exemple sur ce. *ibid.*
Vne autre exemple. 538.
Autre exemple en cas pareil. 539.
D'enfans nez en adultere. 540.

Exemple d'enfant illegitime. *ibid.*
Autre exemple en cas pareil. 541.
D'enfant de solut & de solue. 542.
De la condition aux illegitimes. 543.
Du testament des illegitimes. *ibid.*
Que le seigneur ne paye nulles dettes aux
illegitimes. *ibid.*
Costumes de Flandres, Cassel & Ter-
nois. *ibid.*

TILTRE XCVI.

Des postmis, alias postumes. 547.
Des enfans auortez. 548.
Des abjctiez, qui sont taillez hors du vè-
tre de leur mere. *ibid.*

TILT. XCVII.

Du droit de douaire que la femme peut
auoir apres le decés de son mary. 549.
Costume de Vermandois. *ibid.*
Costume d'Amiens, de la chastellenie
de Lisle & de Tournes. 550.
Costume de Vermandois. *ibid.*
Comment la dame peut renoncer aux
hommages au profit de l'hoir. *ibid.*
Comment la dame peut renoncer aux ca-
teulx de son mary. 551.
De l'exception que la dame pourroit a-
uoir sur ce, selon aucuns. *ibid.*
Que la dame ne perit son douaire. *ibid.*
De dame qui ter son douaire apres la
mort de son mary. *ibid.*
Comment la dame peut partir le douaire
contre l'hoir. 552.
Comment la dame doit faire caution de
paier les debtes qui prent la moitié des
meubles. *ibid.*
Costume de Lisle & de Tournes. *ibid.*
Comment la dame n'est tenue de nulle
retenue faire. *ibid.*
De la dame qui auoit douaire, soy mes-
ner aucunement. 553.
Comment le seigneur par faute de rente
ne peut toucher à douaire. *ibid.*
Comment la dame a douaire en tous

T A B L E.

Des fiefs de son mary.	ibid.	Des emancements.	170.
De aſſoir par la dame ſon douaire ſur l'un des fiefs.	ibid.	Exemple ſur ce.	ibid.
Comment le douaire ne ceſſe pour le mary eſtre deux fois marié.	554.	Comment on ſe emancipe de ſoy.	572.
Par quelle maniere dame ou damoiſelle n'a douaire ne droit de le demander.	ibid.		
Coſtume de Vermandois.	ibid.		
Coſtume d'Amiens, d'Artois, de Liſle & de Tournesſis.	ibid.		
Coſtume locale.	ibid.		
Du fief donné au mary.	ibid.		
Du fief acquiſté.	555.		
De avoir aſſenne par la dame.	ibid.		
Exemple ſur ce.	ibid.		

TILTRE XCVIII.

Du droit de viuelote.	559.
Du viure que les filles à marier peuvent demander à leur frere.	ibid.
Exemple ſur ce.	560.
Du droit de veufue.	ibid.
Comment dame ou damoiſelle peut faire qu'elle n'a nul droit de douaire.	561.
De douaire & de ſa promiſſion.	563.
Exemple ſur ce.	ibid.
Des aſſennes & auancemens de mariage qui ſe font ſur terres non nobles.	ibid.
Coſtume de Vermandois.	ibid.
Coſtume de ſaint Amand.	ibid.
Coſtume de Liſle & de Tournesſis.	ibid.
Coſtume de Mortaigne.	564.

TILT. XCIX.

Des donations que l'homme & la femme font l'un à l'autre tant qu'ils ſont enſemble par mariage.	566.
De femme deſtourner & prendre les biens de ſon mary.	567.
La forme de meſtre dame ou damoiſelle en ſon douaire.	ibid.
Commiſſion de miſe de fait.	ibid.

TILTRE C.

TILTRE CI.

De ſtipulation de promettre & ſoy obliger deuers aucun.	573.
De promettre à un enfant.	ibid.
De preſter à aucun argent.	ibid.
De la vertu de ſtipulation.	ibid.
Comment ſtipulation n'a lieu.	ibid.
De pluſieurs gens qui enſemble font ſtipulation.	574.
Des pleiges.	575.
Quel hoir eſt tenu de la pleigerie.	ibid.
Quel hoir n'eſt tenu de la pleigerie.	ibid.
De prendre gage pour le pleige.	576.
De maer ſa dette à autre.	ibid.
D'appeller par le pleige ſon garand.	ibid.
De pleiger par ſigne ou autrement.	577.
D'un creancier aſſaillir l'un pleige, & laiſſer les autres.	ibid.
Que femme ne peut pleiger.	ibid.
De bailler ſouſſans pleiges.	ibid.
Comment le creancier ſe peut traire auquel qu'il veut des pleiges.	ibid.
De autre maniere de pleigerie.	ibid.
De pleigerie en cas de delict.	578.
De pleigerie à payer le iugé.	ibid.
Du pleige nō venir, & le pleige vint.	579.
Du dommage du pleige.	ibid.
De eſtre en droit ſur peine.	ibid.
De mander à autre qu'il face pleigerie pour luy.	580.
Du pleige auoir exoine.	ibid.
De pleige yſſir de la pleigerie.	ibid.
De l'aſſion que le pleige a contre le pleigé.	581.
De mander par le pleige à faire proces à ſon pleigé.	ibid.

TILTRE CII.

Des gages baillez en nant pour dette due.	585.
D'obliger	

T A B L E.

D'obliger gages en especial & en general. 586.
De vendre le gage sans loy. ibid.
De usucapion sur gage. ibid.
De prescription en gage. ibid.
De gage mis en autre main. 587.
De gage perdu par le gardeur. ibid.
Des choses obligées tout à une fois sans estre obligées en especial. ibid.
Pour les dettes du seigneur. ibid.
De femme veufue non pourchasser tuteurs à ses enfans. ibid.
Que biens sont gage pour loüage. 588.
Comment la chose d'autre ne peut estre engagée. ibid.
D'engager autrui chose par barat. ibid.
Que tuteurs peuvent engager. ibid.
Des choses qui ne se peuvent ne doivent engager. 589.
Des cheuaux & harnas de charuë. ibid.
D'obliger biens aduenir. ibid.
De celui qui a plus grand droit au gage. 590.
Exemple. ibid.
De vendre les biens par le premier creancier au second. ibid.
De vendre gages pour dettes. ibid.
De vendre gages en nom de dettes. 591.
D'acheter le gage par le creancier. ibid.
D'engager le gage à autre par faulse de payement. ibid.
De vendre le gage pour reste. ibid.
De consigner & sommer de la paye. 592.
De femme obliger gage pour autre. ibid.
De vendre les gages à la requeste de l'un des creanciers. ibid.

Des Prelats & religieux. ibid.
Comment testament vaut & tient. ibid.
De publier testament à loy. ibid.
Du testament reprocher ou approuuer. 600.
Du testament en estrange langage. ibid.
De donner au clerc ou tesmoins. ibid.
De testament fait de long temps. ibid.
Du legateur vendre son don. ibid.
De faire par testament aumosnier & parchoonnier. ibid.
Que testament ne vaut sans payer dettes. 601.
De donner le gage en gage. ibid.
Du mary donner à sa femme. ibid.
De legater d'hoir en hoir. ibid.
De legater à un seul aucune chose. & à un autre partie d'icelle. ibid.
De celer testament. ibid.
De tester que sa femme ne se remarie. 602.
De vouloir contredire au testament. ibid.
De testament non accomply dedans l'an. ibid.
De soy traire à la chambre des Comptes à Paris pour don de testament. 603.
De legater dette qui ne soit due. ibid.
De usufruiet d'heritage legaté. 604.
De desheriter son enfant par testament. ibid.
De ordonner à ses enfans en testament. ib.
De testament contre pitié. ibid.
De donner à ses enfans à l'un plus que à l'autre. 605.
De legater à aucun chose qui à autre seroit. ibid.

TILT. CIII.

Des testamens. 597.
Quels peuvent faire testament. ibid.
De testament deuant desespoir. 598.
Du testament aux furieux. ibid.
Du testament aux muets. ibid.
Du testament aux illegitimes. 599.

TILT. CIII.

Des codicilles. 610.
Comment le demandeur du don doit declarer par quelle maniere il demande soit un ou &c. 611.

TILT. CV.

T A B L E.

Des laiz, & de la maniere de legater en testament.	ibid.
D'acheter chose legatee.	612.
D'une chose legatee par deux testaments.	ibid.
Du detteur laisser à son creancier ce que deu luy est.	ibid.
De legater à l'enfant qui est encore au ventre de sa mere.	613.
De legater à sa fille, & puis luy donner le laiz à son mariage.	ibid.
Combien il faut de tesmoins sur la probation d'un testament.	ibid.
De l'approbation des tesmoins, & quels gens peuuent porter tesmoignage.	ibid.
Des tesmoins particuliers, & lesquels ne peuuent & ne doiuent porter tesmoignage.	615.
Des tesmoins en testament qui valent, cōbien que d'iceluy ils rapportent gain & profit.	617.
Sur cas accidentel.	618.
Des hoirs aux testamenteurs.	ibid.
Des tesmoins adiournez.	ibid.

TILT. CVI.

De la probation de lettres, & que par ce se peut faire.	620.
Des fausses lettres soy vanter.	ibid.
De lettres perdues.	621.
D'estre condamné par follement user d'aucunes lettres.	ibid.
De lettres contraires les unes aux autres.	ibid.
De l'un soy aider de lettres par preuue, & l'autre par tesmoins.	ibid.
De lettres approuuees ou non.	ibid.
De lettres passees dont aucun voudroit auoir veu.	622.
Que tesmoins par viue voix destruisent lettres.	623.
En quoy lettres valent plus que tesmoins.	

ibid.	
De alibi.	ibid.
De femme contre son mary.	624.
De auoir copie de lettres mises en preuue.	ibid.
De raisons de droict.	ibid.
De faire iurer les tesmoins, & de les interroguer.	625.
De la diuersité des tesmoins.	626.
La maniere de examiner tesmoins.	627.
De faux tesmoins.	ibid.
Exemple sur ce.	ibid.
De remestre la preuue au serment du defendeur.	628.
Des reproches.	ibid.
De production sur reproches.	629.
De faicts sur saluations.	ibid.
De pareille cause.	ibid.
De tesmoins sur testament.	ibid.
Des hoirs aux testamenteurs.	ibid.
Des lettres mises en faict de preuue.	ibid.
De ouyr son frere à tesmoin.	ibid.
De ouyr son plege à tesmoin.	630.

TILT. CVII.

Des lettres, chartres, instrumens, & autres munimens en preuue.	633.
Des priuileges de ville.	636.
Des escriis donnez par le Prince ou par committimus ou autrement.	637.
Des lettres & obligations qui se font sur seel de baillie.	638.
En quel temps lettre se expire.	639.
De contredicts & reproches que sur lesdictes lettres on a.	640.
Des porteurs de lettres.	ibid.
Quels peuuent estre porteurs.	641.
Quels porteurs peuuent poursuiuir par procureur les choses par eux premier encommencees.	ibid.
De chose faicte au commandement d'un autre, que les clerks appellent de mandata.	ibid.

LIVRE SECON D.

TILT. I.

<i>Des droiçts Royaux. & de la cognoissance que le Roy a sur plusieurs cas, & aussi des preuentions qui à cause de sa Royale majesté luy sont appartenans.</i>	646.
<i>De cas de preuention.</i>	ibid.
<i>Des testamens.</i>	647.
<i>Des douaires.</i>	ibid.
<i>Des ports d'armes.</i>	ibid.
<i>Des assennes de mariages.</i>	648.
<i>Des droiçts aux pupilles.</i>	ibid.
<i>Des venfues.</i>	ibid.
<i>De paix, trêues & assurances.</i>	ibid.
<i>De bailler assurances.</i>	ibid.
<i>Des bannis du Royaume.</i>	ibid.
<i>Des appeller aux droiçts du Roy.</i>	649.
<i>Des gardes Royaux.</i>	650.
<i>Des officiers & seruiteurs Royaux.</i>	ibid.
<i>De faux monnoiers.</i>	ibid.
<i>De contrefaire le Royal seel.</i>	ibid.
<i>De fausser lettre ou seing Royal.</i>	ibid.
<i>Des heritages du Roy.</i>	ibid.
<i>Des pescheries.</i>	651.
<i>Des bois & forests Royaux.</i>	ibid.
<i>De crime de lese maiesté.</i>	ibid.
<i>Lettres sur seel Royal.</i>	652.
<i>Exemple sur ce.</i>	ibid.
<i>Des lettres sur seel priné.</i>	ibid.
<i>De fortune d'or.</i>	ibid.
<i>De cas escheans pardenant Iuges Royaux.</i>	ibid.
<i>Exemple sur ce.</i>	653.
<i>Des Iuges & officiers du Roy.</i>	ibid.
<i>De cas d'appel.</i>	ibid.
<i>Des vsures & cas d'vsure.</i>	654.
<i>Des acquestes de non nobles.</i>	ibid.
<i>Des heritages amortir.</i>	ibid.
<i>Des Regales.</i>	ibid.
<i>Lettres de regales en Latin.</i>	655.
<i>Des dettes du Roy.</i>	656.
<i>Des nobles & de leurs deliçts.</i>	ibid.

<i>Des appeaux.</i>	ibid.
<i>De annoblir un homme.</i>	657.
<i>De legitimer un bastard.</i>	ibid.
<i>Des seruiteurs du Roy.</i>	ibid.
<i>Des finances sur nouueaux acquests.</i>	ibid.

TILT. II.

<i>Quelles personnes appartient à estre Ingés, & quelles non.</i>	663.
<i>Des Iuges deleguez.</i>	664.
<i>Du delegateur mort.</i>	ibid.
<i>Du temps de la delegation.</i>	ibid.
<i>De plusieurs deleguez l'un mort.</i>	665.
<i>Du delegateur r'appeller le delegué.</i>	ib.
<i>Du delegué prononcer sa sentence.</i>	ibid.
<i>Par cause de suspicion.</i>	ibid.
<i>Des Baillifs, Prenoists & autres Officiers en iustice de ce qu'ils doiuent faire selon la constitution du Roy saint Loys.</i>	ibid.
<i>Des assesseurs qui sont au conseil de Iuge</i>	667.
<i>Des sergens.</i>	ibid.
<i>Costume de la chastellenie de l'Isle.</i>	670.
<i>La teneur du pouuoir de sergent par formulaire.</i>	ibid.
<i>De l'estat aux aduocats.</i>	671.
<i>Que aduocat ne peut estre Iuge.</i>	ibid.
<i>De faire fausseté par l'aduocat.</i>	672.
<i>De dire à l'aduocat iniure.</i>	ibid.
<i>Du gaing que faict l'aduocat.</i>	ibid.
<i>Comment l'aduocat ne doit faire que son office.</i>	ibid.
<i>Comment le Iuge doit recenoir l'aduocat à serment.</i>	ibid.
<i>De l'aduocat recen à pension.</i>	ibid.
<i>De l'aduocat d'office.</i>	673.
<i>D'aduocat faillir à escrire.</i>	ibid.
<i>D'aduocat laisser à dire par oubliance, aucune chose.</i>	ibid.
<i>De ceux qui peuuent estre aduocats en cour, & quels non.</i>	ibid.

TABLE.

<i>Mineur.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Sourd.</i>	674.
<i>Aueugle.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Femmes. ibid.</i>	<i>Furieux. ibid.</i>
<i>Sergens. ibid.</i>	<i>Infames. ibid.</i>
<i>Clercs. ibid.</i>	<i>Religieux. ibid.</i>
<i>Clercs de cour & notaires.</i>	675.
<i>Juges & asseſſeurs.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De aduocat plaider pour un autre sans en eſtre requis.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des commissaires.</i>	<i>ibid.</i>
<i>S'ensuit la maniere comment les commissaires doiuent proceder & aller auant en leur enqueste.</i>	676.
<i>De partie non contente que tesmoins fissent serment en son absence.</i>	678.
<i>De ouyr plus de dix tesmoins sur un article par les commissaires.</i>	<i>ibid.</i>
<i>S'ensuit vne exception, à ſçauoir si l'une des parties ou toutes deux ne pouuoient auoir fait leur enqueste durant le pouoir des commissaires.</i>	679.
<i>Des raisons que peuent alleguer parties deuant les commissaires.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du procureur du Roy soy faire partie contre autre.</i>	680.
<i>Que defaut ne se donne contre le procureur du Roy.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'estre l'une partie diligente, & l'autre non.</i>	681.
<i>Que on ne peut appeller des commissaires de Parlement.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Comment commissaires doiuent garder le stile de la Cour.</i>	682.
<i>De affermer outre article.</i>	683.
<i>De partie demander respit pour respondre à un article.</i>	684.
<i>Des iours assignez aux parties par les commissaires.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De la cloſture du ſac.</i>	685.
<i>La teneur du pouuoir des commissaires.</i>	686.
<i>La teneur de la commission desdits commissaires.</i>	687.
<i>La teneur de la reſcription du ſergent. ib.</i>	

<i>Maniere de faire son procès verbal.</i>	688.
<i>Comment on doit euangelizer le procès.</i>	<i>ibid.</i>

TILT. III.

<i>Des arbitres.</i>	693.
<i>Quelles gens peuent estre arbitres.</i>	696.
<i>Comment on se deportte d'arbitrage.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De pouuoir aux arbitres.</i>	698.
<i>La teneur de la lettre du compromis.</i>	699.

TILT. IIII.

<i>Des tabellions & notaires.</i>	701.
---------------------------------------	------

TILTRE V.

<i>Des sermens calomnieux que chascun est tenu de faire en sa cause.</i>	704.
--	------

TILTRE VI.

<i>Du serment que doiuent faire les Juges, aduocats, procureurs, sergens, geoliers, & autres, & premier des Juges.</i>	709.
<i>Du serment aux aduocats.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du serment aux procureurs.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du serment aux clercs, & notaires, & ſecretaires de la cour.</i>	710.
<i>Du serment aux sergens.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De ce que officiers doiuent iurer.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des gardes des prisons.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De femme emprisonner.</i>	711.
<i>Comment la garde de la prison doit faire caution.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Que les gardes doiuent faire.</i>	712.
<i>De prisonnier mourir en prison.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De briser prison pour cas ciuil.</i>	<i>ibid.</i>

TILTRE VII.

<i>Des clercs, & de leur estat.</i>	715.
<i>Des clercs mariez.</i>	717.

T A B L E.

<i>Des clerks qui sont Cheualiers.</i>	718.
<i>De clerc qui seroit prins, & changer ou muer habit en prison.</i>	719.
<i>Des bigames.</i>	ibid.
<i>Des clerks vefues, & femmes vefues.</i>	720.
<i>Des priuileges aux clerks.</i>	ibid.

TILTRE VIII.

<i>Des mariages.</i>	724.
<i>De marier malgré la femme.</i>	725.
<i>De contraëtre mariage par force.</i>	726.
<i>De femme soy remariier.</i>	ibid.
<i>Des espoufaill es de futur.</i>	ibid.
<i>D'espoufaill e clandestine.</i>	ibid.
<i>D'homme auoir espoufé deux femmes</i>	727.
<i>D'interdire mariage.</i>	ibid.
<i>Des donations de mariage.</i>	ibid.
<i>De condüion de mariage.</i>	ibid.
<i>Des mariages aux mejeaux.</i>	ibid.
<i>De mariage de serf.</i>	ibid.
<i>De mariage d'entre gens de lignage.</i>	ibid.
<i>Des diuorces & separations de mariage.</i>	728.
<i>De comperage.</i>	ibid.
<i>D'estre refroidy de nature.</i>	ibid.
<i>De cour membre ou debilité.</i>	ibid.
<i>Des incredules.</i>	ibid.
<i>D'estre en adultere.</i>	729.
<i>De pere & de mere estre cöpere à l'homme ou à la femme.</i>	ibid.
<i>Des enfans leuer ensemble.</i>	ibid.
<i>De naurer l'homme sa femme.</i>	730.
<i>De l'homme dissiper ses biens.</i>	ibid.
<i>Des deflorations de Vierges.</i>	ibid.
<i>Fornication.</i>	ibid.
<i>Adultere.</i>	731.
<i>Des enfans d'un mariage separé.</i>	ibid.

TILTRE IX.

<i>Des Eglises, & des choses appartenans à icelle.</i>	735.
<i>De soy rendre à l'Eglise.</i>	736.

<i>De donner paroisse en monastere.</i>	737.
<i>De ceux qui sont pendus.</i>	ibid.
<i>De desrober les sepultures des morts.</i>	ib.
<i>Que les lais ne doiuent seoir au cœur de l'Eglise tandis qu'on fait l'office.</i>	ibid.
<i>Comment l'Eglise est refuge aux delinquans.</i>	ibid.
<i>De ceux qui ne doiuent iouir du refuge del'Eglise.</i>	738.
<i>De faire occire un homme pour argent.</i>	939.
<i>De mettre ses biens à l'Eglise.</i>	ibid.
<i>D'estre mis en l'Eglise pour cas dont on ne pense à estre adiourné.</i>	740.
<i>Combien que le refuge de l'Eglise doit valoir à l'homme.</i>	ibid.
<i>De faire delit à trente pieds pres de l'Eglise sans entrer dedans.</i>	ibid.
<i>De faire chose contraire à l'Eglise, ne à chose qui'y soit à refuge.</i>	ibid.
<i>De soy mettre à l'Eglise pour dette ou doute de pleigerie.</i>	741.
<i>De soy faire enterrer en l'Eglise.</i>	ibid.
<i>Des autres drois aux Eglises appartenans.</i>	ibid.
<i>Des lieux prophanes.</i>	743.

TILTRE X.

<i>Des dismes.</i>	745.
<i>Des nouales.</i>	749.

TILTRE XI.

<i>Des vsures.</i>	752.
--------------------	------

TILTRE XII.

<i>Des excommuniez.</i>	756.
<i>Du bras secutier.</i>	758.
<i>Des Iuifs & des Sarraasins.</i>	760.
<i>Des Apostats.</i>	ibid.
<i>Des hereses.</i>	761.
<i>D'accompagner hereses.</i>	ibid.
<i>Des biens aux hereses.</i>	ibid.

T A B L E.

Que heresene doit estre Aduocat. ibid.

TILTRE XIII.

- La forme des procès, sentences & executions de iustice. 763.*
Des parties ordonnées à escrire en faits contraires. 764.
Des sentences. 766.
Par quantes manieres est la sentence nulle. ibid.
Comment on ne peut muer sentence donnée. 767.
De bailler raison de droit. ibid.
De chose passée en force de chose iugée. ibid.
De plusieurs cōdānez par une sentence. ib.
De l'execution des sentences. ibid.
De conuent fait apres sentence. 768.
Sur quels biens l'execution se doit faire. ib.
Qui fait à executer par sentence. ibid.
Des sentences contenans avec rendre despens. ibid.
De non iuger despens aduenir. ibid.
Exemple en tel cas. 769.
De sentence cōtenant despens cōpensez. ib.
De l'execution de despens. ibid.
La maniere de poursuivre despens. 770.

TILTRE XIII.

- Des appeaux de sentence. 773.*
Quand on doit appeller. 774.
De renoncer à son appel. 776.
D'appeller auant sentence rendue. 777.

TILTRE XV.

- De fisc selon droit escrit. 779.*
Du droit de confiscation. 780.
Comment en la Comté de Hainault n'a point de confiscation. 783.
Comment en la Comté de Flandres n'a point de confiscation. ibid.
De la confiscation que le bail d'aucun peut apprehender. ibid.

TILTRE XVI.

Des marchans & des marchandises. 786.

TILTRE XVII.

- Des œuvres qui sont faictes en la chose publique. 788.*
D'auoir acquis franchise. ibid.
D'auoir edifié au preiudice de la ville. ib.
De rendre cōpte de l'œuvre cōmune. 789.
De mettre son nō en l'œuvre publique. ib.
D'une ville ou cite tournée a ruynce. ib.
D'empescher la forteresse de la ville. ib.
De mettre son seing en l'Eglise. ibid.

TILTRE XVIII.

- Des œuvres qui sont faictes en la chose prinée. 791.*
De faire de sa maison place vuide. ibid.
De faire maison des murs de la ville. ib.
Comment le Iuge doit contraindre à re-faire maisons chentes. ibid.
Que nul ne doit edifier à quinze pieds pres de l'Eglise. ibid.
De faire iardin près l'un de l'autre. 792.
De faire solier ou montée près des iardins du Prince. ibid.

TILTRE XIX.

- De la franchise des bourgeois, & bourgeoisies de villes. 793.*
D'yssir d'aucune bourgeoisie. 794.
Du temps que le Seigneur a à cognoistre sur bourgeois de luy party. ibid.
Des terres du bourgeois en plusieurs lieux. ibid.
De bourgeoisies priuilegiées. ibid.
Que pour cas criminel on ne doit faire enqueste ne verité tenir sur bourgeois. 795.
Des manans és villes & citex. ibid.
Comment se fait la plus saine & grande partie d'une communauté d'une ville ou

cié : ou comment ils se peuent assembler. *ibid.*
Pour faire ou auoir tourbe. 796.

TILTRE XX.

Comment on fait cession de ses biens , & comme on peut renoncer aux meubles, cateux & dettes. 799.
Du detteur auoir mantel affublé. *ibid.*
Quelles gens peuent estre receus à cession. 800.
D'abandonner pour escheuer aucune office en la ville. *ibid.*
De Cheualier ou Clerc faire cession. *ib.*
Comment en delict ne chet point de cession. 801.

TILTRE XXI.

Comment dame ou damoiselle peut renoncer aux meubles & aux dettes de son mary. 803
La maniere de renoncer. 804.

TILTRE XXII.

De lettres de respit. 806.
Quelle solennité appartient à grace faite pour un an. 807.

TILTRE XXIII.

Quelle chose il faut à faire au mary touchant les choses qui sont à sa femme. *ib.*
Une exemple. 808.

TILTRE XXIII.

De demander à aucun deux fois une dette. *ibid.*
Exemple. 809.
De nier argent à luy payé. 810.
D'argent mis en main d'autre. *ibid.*
De nier dette escrite de sa main. *ibid.*
D'executer pour dette payée. *ibid.*
D'autre contraindre à vendre sa tenure par force ou par paour. *ibid.*
De nier aucun meffait. 811.

D'enclorre autres bestes. *ibid.*

TILTRE XXV.

Comment nul ne se doit mettre en succession d'autre sans benefice d'inventaire faite par loy. *ibid.*
Une exemple sur tel cas. 812.

TILTRE XXVI.

Des iniures qui se font & dient l'un à l'autre. 813.
De dire iniure au Iuge. 814.
D'iniure par chaul de colle. *ibid.*
Que action d'iniure est arbitraire. *ibid.*
Exemple. *ibid.*
De atroce iniure. 815.
Une exemple d'iniure. *ibid.*

TILT. XXVII.

Comment les Seigneurs doivent traiter leurs sujets par fause de rente non payée. 817.
Une exemple de ce. *ibid.*
Coustume de la Chastellenie de l'Isle. 818.

TILTRE XXVIII.

De ceux qui naurent ou iniuriés apres ce que paix auroit esté faite. 819.

TILT. XXIX.

De femme obligée. 821.
Du mari engager les choses de sa femme. *ib.*
D'engager la tenure de sa femme. 822.
De plegerie que femme fait pour autre par simplesse. *ibid.*
Que femme ne se peut obliger pour autre qui vaille. *ibid.*
De femme payer pour autre sans plegure. *ib.*
De soy obliger à la priere d'aucune femme. *ibid.*

T A B L E.

*Comment femmes ne peuvent estre em-
plaidees pour leurs maris.* 823.
*Que le mary ne peut forfaire chose qui de
par sa femme vienne.* *ibid.*
*Que les biens du mary ne sont compris
pour meffai de sa femme.* *ibid.*
*Que le pere ne doit estre pour les faits de
son fils emplaidé.* *ibid.*
Du pere meffaire ayant dignité. *ibid.*
De fils meffaire ayant dignité. *ibid.*
*Comment on se peut traire aux dettes de
son detteur.* 825.
D'estre obligé ou condamné. *ibid.*
Pour dettes du fife, c'est du Seigneur.
826.

TILTRE XXXI.

*Comment les hoirs sont tenus ou ne sont
tenus des meffais de leur predecesseur.*
ibid.
De crime de lese Majesté. *ibid.*

TILTRE XXXII.

*De denonciation de nouvelle œuvre, & de
l'interdit ou trouble que sur ce se peut
faire.* 827.
Une exemple de ce. 828.

TILTRE XXXIII.

*La maniere de faire une chasse à venü
d'eil, qui donne cause de poursuivre le
prisonnier.* 830.
Une exemple sur ce. 831.
Une autre exemple pareille. 832.
Autre exemple en tel cas. *ibid.*
*De ceux qui prestent confort & aide en
cas de delict à un malfaitteur.* 833.

TILTRE XXXIII.

*Quelle chose sensuit à faire à demander
renuoy en Cour.* 834.

Une exemple de ce. *ibid.*
Exemple sur ce. 835.
Que renuoy n'appartient en trois cas. *ibid.*
De soy lier par responce en Cour laye.
836.

TILTRE XXXV.

De restitution enteriner. *ibid.*

TILTRE XXXVI.

De commandement. 837.
De procureur d'autre faire aucuns frais.
ibid.
D'estre pleige pour autre sans requeste.
ibid.
*De presser ou payer pour autre par let-
tres à luy enuoyées.* 838.
D'emprunt fait pour pupilles. *ibid.*
*D'un procureur laisser la cause de son
maître dommager.* *ibid.*
De issir de commandement de pleigerie.
ibid.
*De commandement en fait de marchan-
dise.* 839.
*Du peril qui est au command d'autre
besongnes faire.* *ibid.*

TILTRE XXXVII.

De stipulation. 839.
D'obligation sans stipulation. 840.

TILTRE XXXVIII.

*Cy apres ensuiuent les reigles de droict,
premieremēt en Latin, & puis en Fran-
çois.* 842.

TILTRE XXXIX.

*C'est la nature & condition de nos Sei-
gneurs de Parlement, & comment ils
se doiuent ordonner.* 853.
C'est

C'est le nombre des Seigneurs de Parlement, & des enquestes. 854.

TILTRE LX.

Des amendes telles que selon l'usage de Cour Royale sont accoustumées de recevoir prendre & leuer pour le Roy. 855.

De main mise. ibid.

D'opposition sur execution. ibid.

De proposer faits contraires. ibid.

De complainte de nouuelleté. 856.

De mise de fait. ibid.

De paix ou treues enfreintes. ibid.

Des appeaux du Roy. ibid.

De calenger autrui heritage. ibid.

De dechoir d'un appel. 857.

De venir contre la sentence. ibid.

De plaider sans aduen. ibid.

De bailler lettre sans date. ibid.

De nier dette à luy baillée & payée. ib.

De nier escrit de sa main. ibid.

De demander deux fois vne dette. ib.

De reuendre autrui chose. ibid.

De retenir chose espau. ibid.

De soy partir sans licence de la Cour. 858.

De trouuer bestes en son dommage. ibid.

De charier deuant ou apres Soleil. ibid.

De porter gerbes. ibid.

De prendre fruit. ibid.

De pescher en autrui fossé. ibid.

De mauvais hostel, & ieu de de. ibid.

De bestes en nouuelles estentilles. ibid.

De tendre aux oiseaux. 859.

De porter armures deffendues. ibid.

De frapper autre par mal. ibid.

De l'insure faite a port d'armes. ibid.

Des amendes sur pescherias. ibid.

Des Cours d'eaux. 860.

De faire chemins. ibid.

D'ahaner sur chemin. ibid.

De coupper & porter bois. ibid.

De iurer le villain serment. 861.

D'enuoyer lettres à sa mere. ibid.

De mettre sus à autre reproche. ibid.

De tuer la beste d'autrui. ibid.

De la beste d'un voisin tuer la beste d'un

sien voisin. ibid.

D'acheter chose lüigieuse. 862.

De prendre autre chose par maniere de

fait. ibid.

De vendre à plusieurs vne chose. ibid.

De prendre son detteur de fait. ibid.

De clamer en iugement heritage d'autre.

863.

D'enclorre beste d'autrui. ibid.

De faire dommage à autrui en essient. ib.

D'un Ba llif en sa Iurisdiction acheter

terre pour crime. ibid.

D'un Iuge corrompu. ibid.

D'Aduocat corrompu sans aduen. ib.

De faire conuenir autre deuant autre

Seigneur que son Seigneur. 864.

De l'Aduocat ou Procureur marchand

avec la partie. ibid.

De l'officier vendre ses biens. ibid.

De nier lettre escrite de sa main. ibid.

D'herbeler en blé, en temps deffendu. ib.

De siens verser au chemin. ibid.

D'un noble homme meffaire. ibid.

Des vinages & pontenages. 865.

Du treu sur le sel. ibid.

De porter billon. ibid.

De vendre sa terre. ibid.

Autres amendes criminelles, & non capi-

taux. ibid.

De iurer des-honnestement Dieu ou la

Vierge Marie. 866.

De parler du Roy ou de son Seigneur

des-honnestement. ibid.

D'estre forcier ou deuin. ibid.

D'estre suspect de larrecin. ibid.

Autres amendes qui sont criminelles &

peines capitaux. 867.

D'occire autre par chaude colle. ibid.

De prendre l'autrui en chemin. ibid.

De faire meurdre. ibid.

D'occire autre de froid sang. ibid.

T A B L E.

<i>De frapper une femme enceinte.</i>	<i>ibid.</i>	<i>ibid.</i>	
<i>De raur fille à marier.</i>	<i>ibid.</i>	<i>De couper à autre membre.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Du prochain consentir le raiſſement.</i>		<i>Du meſſait du pupille.</i>	870.
868.		<i>Exemple de ce.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'assaillir un autre sur son lieu.</i>	<i>ibid.</i>	<i>D'estre sodomite.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De la garde laisser aller le prisonnier.</i>	<i>ib.</i>	<i>D'oster borne assise.</i>	<i>ibid.</i>
<i>De pourchasser trahyson à son Seigneur.</i>	<i>ibid.</i>	<i>D'occire autre par cas d'adventure.</i>	<i>ib.</i>
		<i>D'occire larron en emblant.</i>	871.
<i>D'empescher le malade à la mort.</i>	<i>ibid.</i>	<i>De cas qui desire estre enseigné.</i>	<i>ibid.</i>
<i>Des deſesperez.</i>	869.	<i>De femme qui meſſait.</i>	<i>ibid.</i>
<i>D'accuſer autruy de crime à iuſtice.</i>	<i>ib.</i>	<i>Coppie du teſtament du compilateur de</i>	
<i>D'occire son pere ou ſa mere.</i>	<i>ibid.</i>	<i>ce preſent liure.</i>	
<i>D'homme ou femme occire ſon enfant.</i>			

F I N.



SOMMERVAL

OV LE GRAND COVSTV-

MIER GENERAL DE

PRACTIQUE CIVIL

ET CANON.

*Composé par Maistre Jean Boutillier Conseiller du
Roy en sa Cour de Parlement.*

QV'EST PRACTIQUE, ET EN QVANTES
MANIERES ELLE SE DIVISE,

TITRE PREMIER.



OMME il soit dit par le Philosophe, que¹ pratique soit la seconde science de Philosophie, & celle qui le plus du monde gouverne & instruit à sagement viure, ie veux monst^rer la fondation de pratique, qui est forme & voye moyennant laquelle tout homme qui a postulation de Cour laye & d'Aduocacerie se veut mettre, se doit reigler. Si est à sçauoir que pratique est la seconde science de philosophie, qui enseigne & demonstre quelle chose on doit dire, & quelle non. Et se diuise la premiere forme de pratique en quatre. C'est à sçauoir par son premier nom est appellée Ethique, par son second nom Economie, par son tiers nom Rhetorique, par son quart nom Politique. Par son premier nom par lequel est appellée Ethique, elle apprend & enseigne l'homme à viure honnestement, & faire les vertueuses œuures, & soy garder des vices, car ce enseigne à faire la pratique d'Ethique: *Iuxta no. in l. 1. de insti. & in ff.* Et appartient à tout homme d'honneur, qui selon la reigle de iustice se veut maintenir. Le second nom d'Economie apprend par sa pratique l'homme garder le sien, &

Pratique est diuise en quatre.
Ethique.

Economie.

A

2 SOMME RVRAL, OV LE GRAND COVSTVM.

*Vide Aristo. in
suis economicis.*

*Rhetorique.
Vt tractatur
per Ciceronem
in suis libris
Rhetorices, &
orationibus &
per Quintilian.
de inst. orat.*

Politique.

accroistre par raison & par mesure, à viure l'homme selon sa faculté & industrie, gouverner & instruire ses enfans & les gens en mesure, & en labeur de pratique lucrative, dont cheuance leur en puisse venir. Le tiers nom de Rhetorique^b apprend l'homme à parler & ordonner ses raisons par langage congru & moderé, & sçauoir mettre son cas en termes par maieur, par mineur, par conclusion consonnante ou cas:

Sçauoir soustenir & defendre son propos & son dict par argument de logiques qui enseigne à prouuer les dictz & propos, soit par dialectique ou par sophisme. Aussi nous apprend elle & monstre par la science de grammaire à lire & à escrire à point, satis vice de barbarisme, qui sont choses tres-notables à la science de pratique. Le quart nom, qui est dict Politique, c'est la plus noble: car par ceste science & pratique apprend l'homme à gouverner le peuple en iustice, sçauoir maintenir le peuple d'une ville ou region en paix & en vnion. Et si enseigne & apprend comme les habitans d'une ville doiuent estre maintenus & gardez chacun en ses termes, c'est à sçauoir à mettre regard sur les ouurages mechaniques, que fraude n'y soit faicte: sur les marchandises qu'elles soient merchées & enseignées de la ville ou cité: riches ou oiseux qu'ils ayent en eux le regime dessusdit. Ce que pratique enseigne aux Sages, afin qu'ils sçachent & puissent conseiller la ville, & le peuple en loy tenir & garder, & iustice faire. Car le sage dict, qu'en vain seroit loy en ville ou cité, s'il n'estoit autun en icelle qui la sceust tenir & garder, & la faire mettre à execution. *L. 2. §. post originem. de origi. sur ff. In vanum esset lex in ciuitate, nisi in ea esset, qui legē tueretur.* A laquelle chose faire faut sçauoir les droicts, les vŕages & coustumes des villes & lieux, & erremens de iustice: pour lesquels sçauoir, & monstre comme l'ordre de Cour laye le requiert, & que nos maistres dient en leurs principes: *Qui nescit partes, in vanum tendit ad artes.* En vain tend à pratique n'a science, qui ne sçait ou veut sçauoir ou apprendre les erremens precedens, par lesquels la science & l'art que l'on desire, sont demontrez. Et pour commencer aux premiers erremens de pratique & postulation de Cour laye, veux dire & monstre les erremens qui y sont requis l'un apres l'autre. Et premier que c'est iustice: la diffinition de laquelle dois sçauoir, ^a que iustice selon la loy escripte est vne constante & perpetuelle volonté qui rend à vn chacun son droit, *ut insti. & ff. l. iustitia.*

Qu'est droict, & qui sont les commandemens de droict.

*De l'office du
iuge sera traitté
cy apres.*



Es^e commandemens de droit sont honnestement viure, soy garder d'autrui domniager à tort, & rendre à autrui son droit. *ff. eo. titu. l. predicta. & §. iuris precepta. insti. in eod. titu.*

Si ensuit que droit est faire iustice aussi bien au petit qu'au grand, & à l'estrange qu'au cogneu: & auoir le iuge en tous iugemens Dieu deuant ses yeux, afin que plus craigne Dieu qu'homme. *Deum in-*

deus pro oculis habere debet & equitatem. ff. de eo quod certo loco. l. quod si Ephesi. §. in summa.

Quantes manieres sont de droicts.

Après^f ensuit monstrier quantes manieres sont de droicts en propre ^{Sept manieres de droict.} nom. Si dois sçauoir qu'ils sont sept manieres de droicts. C'est à sçauoir droit naturel, droict escrit, droict non escrit, droict haineux, droict commun, droict à la chose, & droict en la chose. *ut not. in. l. penul. iunc. l. fi. ff. de iusti. & iure.*

Droict naturel.

Dont il ensuit monstrier premier qu'est droict naturel. Droict^s naturel est le droict de franchise & de liberté, par le moyen duquel tout homme & femme & tous animaux tant par air, comme par terre & par mer sont de nature, qu'un chacun de soy peut vser franchement de sa condition, si ne fust le seruage que l'homme mesmement y a trouué en soy obligéant; ou par contraincte de prison, tant sur homme comme sur animaux, dont la franchise à eux donnée par nature, leur est ostée. *Insti. lib. 1. de iure natura. gent. & ciuil. in princip.*

Droict escrit.

Droict escrit est la noble constitution des loix, qui sont faictes & passées par les Empereurs, & par les saincts Concilles, confaux des Senats, & les sainctes decretales faictes par nostre saint Pere le Pape, qu'on appelle droit canon: & les loix données par les Empereurs sont appelées droit ciuil. *insti. eo. ti. §. scriptum autem.* <sup>Il deuioit adion-
ster les loix &
ordonnances fai-
tes par les Roys,
qui sont autans
souuerains que
les Empereurs.</sup>

Droict non escrit.

Droict non escrit est la coustume en pais coustumier tenuë & gardée notoirement, & equipolle à loy par l'approbation des anciens du pais, en maniere qu'on n'ait point veu entre les presens le contraire. *§. ex non scripto. insti. ti. eo. & no. in. c. consuetudo. dist. 1.*

Droict haineux.

Droict haineux est le droict, qui par le moyen de la coustume de pais est contraire au droict escrit, comme sont cas de^b retrait lignagier, qu aucuns coustumiers appellent cas en droict de promesse, ou autres plusieurs cas qu'à droit sont contraires, & toutesfois coustume les souffre & appreuue. <sup>En Latin odo-
sum, que les
vieux practi-
ciens rendent
par haineux, &
on dit à presnt
odieux.
En aucuns lieux
on lit promesse.</sup>

Droict commun.

Droict communⁱ est comme les sages dient, vn droict qui s'accorde au droict escrit, & à coustume de pays, & que les deux sont consonans ensemble, si que droict escrit soit conforme avec la coustume local, à tout le moins ne luy deroge, ou contrarie: car lors est ce droict commun & coustume tollerable.

Droict à la chose.

Droict à la chose^t est auoir l'usufruit sur aucune propriété, ou sur aucun gage certaine somme de deniers de prest, ou de namp, & autre

4 SOMME RVRAL OV LE GRAND COVSTVM.

appartient la propriété, ou le propre gage: car deux choses sont, l'une usufructuaire: & l'autre propriété. *Ut not. in prin. & §. usufructus à proprietario de usufru. insti.*

Droict en la chose.

Ins in re, & ins ad rem.

Droict¹ en la chose est auoir droict en la propriété en cas reel, ou en la propre chose. Comme est le droict d'hypothèque ou de gage. Lesquels deux droits, sçauoir est le droict à la chose est appelé *ins ad rem*, le droict en la chose, *ins in re*.

ANNOTATIONS DV TILTRE

P R E M I E R.



a CESTE generale definition de pratique on peut r'apporter ce que Platon in Politico, siue de regno, & alijs libris, & Aristote in Ethicis & Politicis, traittent de l'art ou science Politique, qu'ils estendent à tout ce qui appartient à la société civile, & que comprend la Philosophie morale: laquelle consiste en action & pratique.

b Rhetorique, de laquelle comme escrit Platon in Gorgia, fait seulement user pour la Iustice, fait partie de la science civile, & à icelle est referée par Aristote in Rhetoricis.

c Politique, de laquelle on peut voir ce que Platon, Aristote, Plutarque & autres ont amplement escrit.

d La definition de la Iustice prise des Iuriconsultes signifie autant, que ce qu'on dist en Philosophie, habitus, habitude: & i'ay un vieil praticien escrit à la main, qui definit pratique, l'usage & exercice de Iustice, enseignant les preceptes pour la bien faire & administrer.

e Comme la Iustice appelée aussi la vertu politique prise generallyment embrasse toutes les vertus, aussi le droict, qui est l'effect d'icelle, ou l'art, vt constat ex l. i. D. de iustit. & iure. traite tous les preceptes necessaires à la vie civile, que le Iuriconsulte dist, honestè viuere, alterum non ledere, suum cuique tribuere; honnestement viure, qui se-stend plus amplement qu'à la vie privée, n'offenser autrui & rendre à chacun le sien: dont i'ay traité ailleurs.

f Ne faut prendre ceste distinction du droict pour vraye diuision ou partition, d'autant qu'il y a confusion de ce qui concerne seulement les qualitez, & encores diuersement, avec les parties du droict, telles que les Iuriconsultes proposent.

g Ce n'est icy la definition du droict naturel, vt traduitur à Philosophis, Theologis & Iuriconsultis in l. i. & q. D. de iust. & iure: Il de-uoit diuiser le droict en naturel & civil: & par autre partition en escrit & non escrit: & enuoyes en public & en privé: plus en droict estroit: & equité; plus en droict commun ou general, ou vniuersel & particulier &

local. Le droit naturel, que la droite raison a constitué entre tous les hommes, est de deux especes, à sçavoir de la premiere raison naturelle, ou de l'universel & commun usage de presque toutes les gens. Isido. l. 5. origi.

h Le retrait lignager est recen en France, Italie, & en tant de pays, qu'il n'est plus réputé odieux; dont traite amplement Tiraqu. in præfat. de retractu.

i Il pouvoit aussi diuiser le droit en commun ou general ou universel, & singulier, qu'on appelle privilege duquel est traité in l. ius singulare 16. D. de legibus.

k Ceste distinction de ius in re, & ius ad rem a esté introduite par les interpretes du droit Romain, comme plusieurs autres pour plus facile interpretation.

l Aucuns distinguent ius in re de la propriété, creditor ius habet in pignore, nec tamen eius est dominus, l. pignus. C. de pigno.

Q'EST COUR LAYE.

TILTRE II.



POUR ce que ie suis sur plaifance de pratique de Cour laye, ie veux monstrier qu'est Cour laye.

Si est à sçavoir que cour laye est le siege qu'a accoustumé tenir le Iuge lay en son territoire & en la iurisdiction, aux iours accoustumez, pour cognoistre des cas dont il peut & doit cognoistre, faire droit entre les parties, soient les hommes ou vassaux du seigneur temporel dudit territoire, Escheuins, Assesseurs, Conseillers ou autres iuges ordinaires appelez, ou par eux ou aucuns d'eux selon la coustume, ou commune obleruance des lieux, coniuere d'hommes ou d'Escheuins ou de iuges hostes, ou cottiers, ou par iuges ordinaires. Et à la verité celle Cour est appellée laye, qui est tenue par Seigneur temporel. Et celle est appellée Cour d'Eglise qui est aux Euesques, tenuë par leurs Officiaux, & pour choses spirituelles: car à vne chacune des Cours dessusdites appartient à cognoistre des cas qui leur doiuent demeurer, cōme de leurs sujets, ou causes sujettes selon ce que l'escriure le dit: *Redde Deo, que sunt Dei, & que sunt Caesaris, Caesaris.*

Quid autem sit territorium, vide de sex. in l. p. nullus s. territorium de verb. signific. ff.

De coustume local.

Coustume local selon les anciens est vn establissement tenu & gardé au pays, par les anciens sages à ce d'accord & confermez estre & demeurer ainsi selon la situation du lieu, ou ce est fait tel; & par si long temps que a coustume prescrite & confirmée peut & doit suffire: *Vt no. in s. ex non scripto in s. de iur. natur. gent. & civil.* Et y a difference entre coustumes: Car il y a coustume priuée & coustume notoire. Et est pe-

A. iij

6 SOMME RYRAL, OV LE GRAND COVSTVM.

rilleuse chose à arguer la premiere pour doute de la preuue, sinon qu'elle fust redigée par escrit, de l'autorité du Prince, & les trois Estats du lieu ou Bailliage pour ce faire appelez & assemblez, arrestée pour coustume. Et la notoire est plus legere, car elle se preuue d'elle mesme. Si appartient qu'auant que coustume soit prescrite qu'elle soit telle, que par dix (lequel nombre de dix fait turbe) ou douze hommes des plus sages & anciens du lieu elle ait esté approuuée, tellement que iugement en soit ensuiuy, & de ce iugement ait esté appellé en Cour souueraine, de laquelle il ait esté dit bien iugé & mal appellé; *¶ Et not. in l. cum de consuetud. de legi. ff.* Car lors est telle coustume prescrite & approuuée, autrement non. Encores y a vne autre coustume appellée notoire coustume, laquelle est si notoire & si manifeste qu'il ne la faut auoir en doute aucune, comme plusieurs choses sont si notoirement vsées & gardées en aucuns pays, que elles sont cogneuës & notoires à tous, & de celle se peut on bien rapporter à la discrétion de la Cour, au cas que partie aduersé ne le mettroit en fait contraire. Toutesfois en tout euenement *ad maiorem cautelā* l'on a accoustumé prouuer ladicte coustume par l'extrait du liure Coustumier du greffe du lieu. Et pour ce est mise la difference entre les deux coustumes, c'est la priuée, & la notoire, comme dit est. Si se doit garder l'Aduocat tant qu'il peut de proposer la priuée, car elle est difficile & forte à prouuer. Si sçaches que ° selon le droit escrit coustume maintenue par le terme de dix ans vault, si elle est consonante au droit escrit. Et en confermant ce que dict est, selon Hostienſe; *Consuetudo est usus rationabilis competentis tempore prescriptus: uti nſti. de iure naturali. d. 8. ex non scripto. in nſta glo. & in l. diuturna. ubi glo. de legi. ff.* Et qui plus est, veut la loy escripte que coustume soit dicte approuuée, quant elle est obtenue par le second iugement. *l. cum de consuetudine. ff. de legi.* Encores dict la decretale, que coustume ne doit pas estre changée, selon le dict du commun peuple non sçachant que ce vaut: mais selon que les sages coustumiers dient estre approuuée par iugement par plusieurs fois, *Decretali. ad audientiam ext. de consuet. & facit quod no. in c. omnis. de elect.*

De Vs, Stille, Rit, & commune obseruance.



Ev qu'est coustume, ensuit voir qu'est Vs, Stille, Rit, ou commune Obseruace. Si dois sçauoir qu'il y a difference entre Vs, Stille, Rit, & commune Obseruance, combien que ce soit aux Aduocats vne maniere de les nommer, comme si l'un fust differend à l'autre,

De Vs.

Et toutesfois à proprement dire, vs, stille & rit, est vne accoustumance d'aucune chose en forme de reigle & ordonnance frequentée & tenue en Cour, comme si en vne Cour seroit vsé de non donner deffaut ou congé de Cour deuant midy, & en aucune autre Cour deuant nonne, & ainsi d'autres vsages accoustumez en vn lieu, & autres en vn autre.

Car les vsages des Cours ne sont pas consonans les vns aux autres, iacoit que la coustume notoire ou priuée le soit. Et s'apprenue Vs en Cour par trois manieres. La premiere, quand il est prescript. L'autre, quād il est iugé & confirmé par ressort. La tierce, quand il est si notoire, que le Iuge le tient pour conserme, & en vse notoirement.

De Stille.

Stille^s est vne chose en Cour tellement reiglée & stillée & de si long temps que nul des frequentans d'icelle Cour ne le rameine en doute: comme il est reiglé & stillé en la Cour de ceans, que quiconques veut auoir deffaut ou congé contre sa partie, il conuient qu'il face apparoir par acte surquoy, ou autrement ne l'auroit: & ainsi d'autres semblables exemples.

De Rit.

Rit^h est vne chose accoustumée en vne ville, ou en vne contrée entre la communauté d'illec. Comme on diroit par la maniere du païs il est accoustumé de porter armeures plus en vn païs qu'en vn autre, comme en Flandres plus qu'en France, ou en Hainault plus de tuer hommes, qu'en Artois, & toutesfois combien qu'ainsi soit fait communément, ce n'est pas coustume, ny vsage, ny stille, à proprement parler.

De commune obseruance.

Commune obseruance est vn establissement, que le Seigneur a estably en la Cour, outre les vs, stille ou rit qui y est: pour-ce qu'aucunesfois est de necessité que les Iuges facent aucuns establissements, pour obuier ou refrener la malice des subtils, qui tousiours contendent à venir ou faire contre les vs ou stilles de temps passé. Comme si vn Iuge ordonnoit en sa Cour, qu'un iour on plaideroit des causes d'office, & l'autre on plaideroit des causes des parties singulieres; ou vn iour des causes criminelles, & l'autre iour des causes ciuilles, & ce tiendroient & feroient garder par commune obseruance: & d'autres exemples pareils, comme la loy écrite le veut. *Plus peccat & fore facit, qui contra ordinationem iudicis constitutam, quam qui contra legem scriptam peccat, iuxta illud iuris. Brocardicum, Minus agitur cum lege, quam cum ministro legis.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

DEUXIEME.



EST E distinction des iurisdiccions laye & Ecclesiastique procede de la diuersité des qualitez des personnes & des choses, qui sont en procez & controuerse, dont plusieurs ont escrit, *allegans vulgairement ce carme,*

Diuisum imperium cum Ioue Cæsar habet.

b Ce qui est icy traité de la coustume, vient de la tradition des Docteurs & interpretes du droict Romain: car par iceluy appert la coustume estre un droict non escrit que le long, frequent & inueteré usage du peuple a intro-

8 SOMME RYRALOV LE GRAND COVSTVM.

duict par un commun consentement. l. de quibus. & seq. D. de leg. l. 2. c. quæ sit longa cons.

c De la coustume prinée dont est icy parlé. on peut tirer l'exemple. ex l. ult. c. quæ sit longa cons. & de ce qui se dit de plusieurs coustumes locales és livres de coustumes. qui ont esté redigées par escrit des provinces de ce Royaume.

d Anciennement les coustumes n'estoient escrïtes. & lors la preuve s'en faisoit par turbes. mais depuis que par l'autorité du Roy. & du consentement des trois estats du pays elles ont esté redigées par escrit. telle preuve n'a plus eu de lieu. suivant les ordonnances de Charles 7. art. 144. & Loys 12. art. 50. & de la preuve faut voir Faber ad §. ex non scripto. Iust. de iure natur. gent. & ciuil. Masuerius tit. de probat. §. item consuetudines. & autres.

e Ceste opinion que la coustume s'introduit par dix ans. est de la glosse in d. l. de quibus laquelle Cuiacius refuse lib. 20. obser. cap. 1. qu'il faut voir. & in parat. ad tit. c. quæ sit longa. consuet. & Corraius ad d. l. de quibus. & Menochius lib. 2. de arbit. iud. cent. l. casu 83.

f Vs se prend icy pour l'usage de cour: car autrement il se peut entendre pour le long usage qui introduit la coustume. yt traditur in d. l. 2. c. quæ sit longa consuet.

g Pour la conduicte de la procedure faut suivre le stile de la iustice & iurisdiction où le proces est intenté. Bart. & Faber ad l. 1. c. de sum. trinit. Innoc. ad cap. fin. de foro comp. Guid. Pap. quæst. 262. & alij.

h Rit s'entend proprement pour une ceremonie ou solemnité accoustumée és choses principalement sacrées. vnde dicuntur ritus Ecclesiæ: on dit aussi ritus nuptiarum. tit. D. de ritu nuptiar.

DES IURISDICTIONS.

TITRE III.



IURISDICTION est vne dignité. par laquelle les seigneurs ont pouuoir de faire iustice des mesfaits & plaintes qui sont faictes en leur terre. selon Io. Andrée. *Officium iudicis est rationalis & æquus motus. quo iudex condemnandos condemnat. & absolucndos absoluit. penas infligit vel remittit. deneganda denegat. concedenda concedit. facienda facit. secundum quod decet.*

Comme iurisdiction est diuisee.

Si dois scauoir que iurisdiction est diuisee en trois manieres: Car l'une est ordinaire. l'autre naturelle. & l'autre est commise.

Jurisdiction ordinaire.

La iurisdiction ordinaire est celle que le Prince tient. & a en son pays. car il n'a nul souuerain fors Dieu. & pour ce peut iuger ou faire iuger par ses commis en lieu de luy ordinairement à conscience. si comme le Roy nostre Sire par luy ou par son noble siege de Parlement. ou ses Bail-

lifs

lis à ce commis ou reformateurs : *Vt no. in c. per venerabilem. quid fil. sunt legi. innc. c. nouis. de indic. & per glo. prag. sanc. in princi. proe.* *Vide no. ind. cum prator. de indic. ff.*
Jurisdiction naturelle.

La naturelle iurisdiction est celle que les seigneurs ont par la dignité de la seigneurie de leurs fiefs & nobles tenemens : laquelle iurisdiction naturelle est patrimoniale selonc la coustume generale de France : comme les Barons qui tiennent en baronnie. Les hauts Iusticiers qui ont haute iustice. Les Vicontiers qui ont moyenne iustice. Les Fonsiers qui tiennent basse iustice & fonsiere : car chacun selonc son tenement a iurisdiction, & peut & doit faire loy des cas aduenus en sa terre si auant que sa iurisdiction le comprend ; mais ils ne l'ont pas ordinaire, car il conuient qu'ils fassent iuger par autres que par eux, c'est à sçauoir par leurs hommes feodaux à leur semonce & conuente, ou de leur Baillif ou Lieutenant, & ont ressort à leur souuerain, ce au Prince qui a iurisdiction ordinaire & non à autre quant au souuerain ressort, car moyen ressort y peut-il bien auoir : mais toutesfois n'est-il pas souuerain ne ordinaire, que aussi bien faut-il seigneur moyen faire iuger par hommes & par conuente, & par ce ne peut-il estre le souuerain ressort.

La commise.

Iurisdiction commise autrement dictée deleguée est celle qui est baillée soit par le Prince, soit par autre qui ait pouuoir de ce faire ; si comme le Prince ou autre seigneur qui commet & establist aucun son baillif ou son seneschal en vn lieu pour faire garder & exercer la iustice en lieu de luy. Et conuient que ce soit par lettres sur seel souuerain du commetteur quant à iustice garder & tenir : *Vt no. in. c. cum in iure peritus. innc. glo. & c. cum olim. in verbo delegantis sigilla. de of. deleg.* Ou autrement si comme le Prince donne priuileges à aucune bonne ville d'auoir loy & iurisdiction, mais que ce soit par lettres. Et ne peuuent les habitans d'icelle excéder les termes de la chartre à eux concédée & commise, *in. no. in. l. extra territorium. de iuris. omnium indic. ff.*

De Assise.



ASSISE est^d vne assemblée de sages iuges & officiers du pays, que fait tenir ou tient le souuerain Baillif de la province. Et y doiuent estre tous les Iuges, Baillifs, Lieutenans, Sergens, & autres officiers de iustice & Preuosté Royal, sur peine de l'amende s'ils n'ont loyal exoine. Et doit estre l'assise publiée par toutes les villes ressortissans à ladite assise par sergent & commission du souuerain Baillif, le lieu, & le iour des presentations. Et doit ledit Baillif souuerain selonc les ordonnances Royaux tenir ses assises de trois mois en trois mois ; Ce que toutesfois est mal pratiqué. Et en la fin de chacune assise doit faire publier quād il tiendra la prochaine assise à venir, à fin que chacun puisse sçauoir quand & cōme il y peut & doit proceder, car en assise est plaidoyé estroitement par tour de roolle fait par presentation. Et qui n'est comparant à tour de

IO SOMME RYRAL, OV LE GRAND COVSTVM.

*Arg. e. vbi ma-
no. de elec. in 6.*

*Vide no. per doc.
in l. 1. ut crimines
iud. tam civil.
quàm cri. C.*

*Arg. l. sed & si
pupill. § procri-
bers. ff. de inst.
act. Arg. no. in
clem. 1. in prin-
cip. de fo. com-
peten.*

roulle, il est en deffaut sans remede. Et pource il conuiet que deuement soit sceuë à tous. En assise doiuent estre tous proces decidez si faire se peut bonnement, tout crime cogneu & puny, tout bannissement accompli. Si doit estre respondu peremptoirement. Si doit chacun estre ouy en sa complainte, soit sur nobles, non nobles, sur Officiers, Sergens ou autres: car nuls officiers sans loyal exoine ne doiuent faillir à l'assise: comme dit est. Et est entenduë assise aussi comme purge de tous faits aduenus au pays. En assise, appelez les sages & les seigneurs du pays, peuuent estre mises sus, nouuelles constitutions & ordonnances sur le pays, & destruites autres qui seroient greuable, & en autres temps, non. Et doiuent estre publiées, à fin que nul ne les peust ignorer, & lors ne les peut ne doit iamais nul redarguer. Aussi ne doit estre Assise tenuë en terre nulle, fors en la terre, où le souuerain de par qui l'assise est tenuë, à iustice sans moyen, car en autre terre ne le peut ne doit tenir le souuerain baillif, & aux lieux d'ancienneté accoustumez, car en terre d'autre seigneur ne les peut ne doit tenir, ne aussi ne peut, ne doit estre tenuë en lieu estrange, mais en place commune. Car si notable cour & iustice doit estre tenuë notoirement à exemple de tous.

De adiourner son aduersaire en cour, soit franc homme, ou autre.

Puis que dit est de la maniere des sages & des Cours layes, monstreux comme partie demanderesse peut faire conuenir & adiourner sa partie aduersë en cour. Et premierement pour ce que la noble Cour de Parlement est la souueraine, veux monstreux comme on doit adiourner ou faire adiourner audit Parlement sa partie aduersë.

En Parlement en cas de delict.

Si dois sçauoir^e que quiconques veut es cas permis adiourner autre en Parlement en cause personnelle ou criminelle, il conuient auoir mandement du Roy nostre sire, autrement dit lettres Royaux contenant le cas, adressant au premier Sergent, Baillif, ou Lieutenant si la matiere est si grande qu'il face l'adiournement par information precedente, si c'est en cas de delict.

En cas de pecune nouuelleté simple saisine ou reelle.

Et si c'est pour cas de pecune deuë par contract, il se peut faire sans information: aussi feroit-il si c'estloit en action de nouuelleté ou de simple saisine ou reelle: c'est à sçauoir qu'il ait du iour de l'adiournement iusques au iour assigné, à soy presenter si c'est à cinquante lieues pres de Paris xj. iours francs du moins, & ainsi à quantité & espace de pays.

Quant le Parlement commence.

Et est à sçauoir que le Parlement commence chacun an lendemain du iour saint Martin d'hyuer pour la premiere presentation, & le second iour apres la seconde presentation: & pource conuient que quiconques veut adiourner autre audit Parlement, que ce soit fait au moins onze iours deuant le iour de la presentation dessusdicte, tellement que le douziesme iour soit le iour de la presentation: ou autrement le iour

*An iour d'hy-
per nouuelle or-
donnance de la
Cour faicte par
messieurs sont
autres delais
selon la distance*

n'est pas competent, & ainsi des iours de Vermandois est à sçauoir & entendre, & des autres presentations de tous les baillages ressortissans audit Parlement.

des baillages & sans voir à ce propos le stile de Parlement.

Des iours hors de son bailliage.

Et s'il aduenoit que aucuns hors des iours de son bailliage voulist autre adiourner, faire le pourroit aux iours extraordinaires, mais lors conuiendrait que l'adiournement sur ce impetré contenit que le iour fut assigné en nostre present Parlement, nonobstant qu'il soit en siege & pour cause. & pour ce le deuroit contenir le mandement, & toutesfois que le iour soit competent, comme dit est, ainsi que dir le stile de Parlement. *Quod volumus fieri nonobstante quod nostrum sedeat parlamentum, de gratia speciali & ex causa.*

Que nul ne peut adiourner autre sans mandement.

Se ne peut nul Officier quelconque adiourner en Parlement quelque personne de son auctorité pour quelque cas que ce soit, s'il n'a mandement especial: & s'il le fait sans mandement, si ne tiendrait-il: & si mandement y a, il conuient que l'adiournement soit fait.

En cas de delict.

Si c'est en cas de delict, qui desire à comparoir personnellement, & le mandement le contienne, autrement non, à la personne qui adiourne doit estre (si trouuer on le peut) sinon, au domicile s'il en a: sinon où il a accoustumé de plus repaier. Et si c'est pour simple delict, il suffit au domicile ou au lieu.

En complainte de nouuelleté.

Et si c'est pour complainte de nouuelleté, il y faut deux adiournemens, c'est à sçauoir le premier adiourner partie, qui est à adiourner sur le lieu contentieux, pour voir interiner la complainte, & y doit auoir iour conuenable selon la distance de la place: mais si c'est en ville, il suffit de trois iours au plus: aussi feroit-il si l'adiourné demouroit à cinq lieues ou enuiron, ou à huit, ou à dix, de huit iours.

En cas de simple saisine.

Et si c'estoit en cas de simple saisine, il doit estre fait au lieu contentieux, & à domicile, au cas que on ne pourroit trouuer celuy qui est à adiourner, car en tous adiournemens personnels puis qu'on pourroit trouuer l'adiourné, il suffiroit à personne sans domicile.

Regle generale en cas de simple saisine, qui est declarée par la custume de Paris, Art. 98. & autres custumes.

Hors du Royaume.

Et s'il aduenoit que celuy qui est adiourné demeurast hors du Royaume ou seigneurie: & l'adiournement fust pour cas criminel, ou pour personnellement adiourner, & le delict eust esté fait au Royaume & au seigneurage d'aucun seigneur: sçachez qu'il suffiroit de adiourner sur le lieu où le delict aura esté fait, & à la bretesche, ou autrement sur les costes & confines du Royaume, le plus près où celuy demeure qui adiourné est, sans autre signification au cas que peril y airoit d'aller hors iusques à luy faire la signification: mais si peril n'y airoit, on seroit tenu de faire ladiète signification. *arg. vulg. l. de unoquoque.*

Clem. 1. de fo. comparat. Cr. no. no. cl. 1. de indi. d'aucun. in cap. si aduersus. de eo qui nescit. in pass. sub. art. 1. l. 1. in fin. sect. 5.

de re in. & quia vox praconis paucis innotescit. anth. qui simul. C, quomodo
& quando. in.

Et si c'estoit à adiouner aucun qui fust en vn Chasteau ou Ville qui fust tel ou telle que l'executeur ne peult ou n'osast pour douter de son corps y faire son exploit, il suffiroit de adiouner à la barriere, & là attacher son exploit avec la rescription à ladicte barriere, & amener avec luy deux ou trois personnes du moins pour voir faire l'exploit. *Et non in dic. cte. 1. de indic.*

Et si c'estoit pour faire adiourner habitans de pays en villes estranges: il suffiroit de adiourner iceux à la plus prochaine ville du pays ou ville, que l'en voudroit adiourner, & le faire en public à la bretesche iour de marché, & puis attacher l'exploict avec la rescription à la porte au lez du pays ou de la ville, dont l'en adiourne le seigneur ou les habitans, tellement que ceux qui iroient audit pays, le puissent scauoir & dire au lieu, & auoir veüe & copie del'exploict si prendre le veulent, & le doit-on laisser attaché à la porte tant que durer pourra. En tels cas l'ay ainsi veüe faire tant de fois que sans nombre, tant par aucuns seigneurs qui demouroient en Haynaut, comme en Flandres dont les adiournemens se faisoient à Tournay, pource que c'estoit la ville plus prochaine sur les confins du Royaume, & estoient les adiournemens attachez à la porte du costé par où l'en alloit en Haynaut quand c'estoit là à faire: & quand c'estoit en Flandres, à la porte par où l'en va en Flandres, & ainsi à plusieurs chasteaux & forteresses en attachant l'exploict à la barriere.

Des Pers de France, c'est à sçauoir qu'ils ne sont à nully à iusticier, fors à la personne du Roy ou à son Parlement. Et pource il conuient que par le Roy ils soient adiournez, & fait le Roy faire certain mandement especial, pour l'adiournement auquel ils sont adiournez, en disant. *Adiournamus vos, &c.* Lequel mandement de adiournement fait, encores s'en fait vn autre qui s'adresse au plus prochain Officier royal par lequel luy est mandé & commis qu'il prene & porte ledict adiournement au Per, & intime que au iour contenu audit adiournement il soit en Parlement comme le Roy le veut & enseigne par les lettres. Et de ce doit escrire l'Officier à qui l'intimation est commise à faire.

Des Prelats suffit adiourner comme autres, soit en cause personnelle, ou réelle.

Des chapitres fait adjoindre Doyen & Chapitre, & faire faire Chapitre par eux ensemble, où ils soient tant de nombre qu'il puisse suffire au college & au service d'icelle.

Des monasteres.

Des Monasteres, soit de Moines ou de Nonnains, faut^k adiourner l'Abbé & Conuent, & faire faire Chapitre à son de timbre, tant qu'il puisse suffire à auoir nombre de Conuent, & ainsi des Nonnains adiouner Abbessé & Conuent, & de ce rescrire.

Faciant no. in c. fin. de concess. praben. in 6.

De la loy d'une Ville.

De la loy d'une Ville faut adiourner Baillif, hommes, Majeur & Escheuins selon ce que les Villes sont ordonnées de loy, & faire assembler en halle ou en chambre, c'est à dire au lieu où ils ont accoustumé à tenir leur siege, tant de nombre qu'il puisse suffire, & de ce rescrire.

De communauté.

Et si c'estoit à adiourner communauté (que peu aduient) il appartiendroit que ce fust fait à bretefche.

Des cas d'appel.

Et en cas d'appel faut adiourner le Seigneur, duquel est appelé, & son Baillif ou Lieutenant, & suffit en cas d'office de iustice, si le Baillif ou Lieutenant y viennent, *Arg. c. Non putamus. de consuetu. in sexto.*

Des Iuges iugeans à semonce de Seigneur.

Item^m & si estoit appelé de Iuges qui iugent à semonce de Seigneur, comme d'hommes de fief, ou d'Escheuins, ou d'hommes censiers, ou d'hommes cottiers qui iugent à coniuereⁿ du Seigneur, ou de son Baillif ou Lieutenant, ou de Majeur, ou de iustice: sachez que lors ne suffit adiourner le Seigneur, Baillif, ou Lieutenant, Maieur, ou iustice; mais par especial faut adiourner les hommes qui ont fait le iugement, soient hommes de fief, ou hommes de cens, ou Escheuins, ou cottiers. & la raison pourquoy est, pour-ce que les Iuges ainsi iugeans soustienent le iugement à leurs despens & perils, ne leur Seigneur n'y est tenu, pour ce ne luy conuient enuoyer s'il ne luy plaist. Mais si le Seigneur ou Baillif ne compare sur ce qu'adiourné sera en cas d'appel de ses Iuges, sachez qu'il ne pert autre perte, qu'il ne peut demander ne r'auoir la cause, supposé que par ses Iuges fust bien iugé. Et pour-ce luy est de necessité de comparoir, & soy presenter: car s'il ne le fait, il ne pourroit auoir ou recouurer le renuoy de ce où il n'aura autre pour luy qui demander le puisse, car les hommes & le Iuge ne le peuuent demander, veu qu'ils n'ont qu'à soustenir leur Iuge contre l'appellant: & si mal estoit iugé, il ne seroit fors au peril des Iuges, & non du Seigneur duquel ils sont iugez: & si les Iuges ne se presentoient ne comparoient, il ne seroit fors au peril du Seigneur, quant à amende ne à despens, mais la cause d'appel seroit deserte au peril de ses Iuges, & sans preiudice du Seigneur puis qu'il compareroit.

De Seigneur qui iuge de luy sans coniuere.

Mais autrement est de Seigneur qui iuge de luy sans coniuere de Iuges, car lors conuient adiourner le Seigneur propre, supposé que son Baillif ou son Lieutenant ait donné la sentence: & pour-ce que le Seigneur est Iuge de luy mesme, & de luy est appelé, & non d'autre, pour

14 SOMME RURAL OV LE GRAND COVSTVM.

ce le conuient adiourner: & supposé que le Baillif ou Lieutenant du Seigneur ait donné la sentence dont il est appellé, neantmoins faut-il adiourner le Seigneur avec son Baillif ou Lieutenant: & pour-ce que la sentence est donnée au nom du Seigneur qui ainsi iuge. Exemple, le Gouverneur de l'Isle a donné ou son Lieutenant vne sentence, dont il est appellé, sçachez qu'il faut en cas d'appel que le Comte de Flandres soit par le Roy adiourné par ses propres lettres, & par autres lettres du Roy adressans à aucun Iuge royal, soit fondit Gouverneur ou Lieutenant adiourné: ou autrement ce ne vaut.

De Iuge Royal.

Mais de Iuge Royal ne faut autre adiourner que luy qui a donné la sentence, puis qu'il iuge ordinairement, & intimer partie appellée, si c'est en pais coustumiere & si c'est en pais de droit escrit, il conuiendrait adiourner la partie appellée, & ° intimer le Iuge.

D'estre appellé en Parlement.

Si quelque partie est adiournée en Parlement, & il se soit fait presenter par Procureur, & il aduient qu'en iceluy Parlement il conuienne pour quelque cas dependant de la cause pourquoy le premier adiournement se fait, le maistre soit readiourné, sçachez qu'il suffit d'adiourner le procureur qui s'est présenté en la principale cause, ou au commencement des iours du Bailliage, dont les parties seront durant iceluy Parlement: mais si le Parlement estoit failly pour celle année, il cōuiendrait adiourner le maistre pour seruir au prochain Parlement.

De quelle espace il conuient faire son adiournement.

Par les ordonnances royales le temps de releuer les appellations en Parlement, est de trois mois, d'as lequel faut intimer la partie, & adiourner le Iuge en cas d'appel. Reigle generale en expedition de cause.

Item est à sçauoir qu'en cas d'appel il conuient auoir fait son adiournement dedans l'espace de trois mois apres l'appel fait, & plus on n'y peut arrêdre, mais l'on peut bien faire plus brief, afin qu'il y ait iour competent, comme dict est. Car anciennement l'en pouuoit faire dedans vn an ou sept mois: mais par l'ordonnance de Parlement est restraict.

De l'expedition de la cause.

Item est à sçauoir que si aucune cause pendât en Parlement n'est expediee durant celuy Parlement, elle se continuë par la reigle generale dudit Parlement iusques à l'autre Parlemēt, & ny conuient point de readiournement.

D'appeller en temps competent.

Item s'il aduenoit qu'un appellant depuis son appel eust assez temps cōpetent, comme d'onze ou de douze iours, voire selon aucuns de neuf ou de dix iusques au Parlement prochain ensuyuant commençant, & il attendist à impetrer son adiournement, auant que le Parlement fust entré, & le Iuge sur ce adiourné, & partie intimée, supposé encores que depuis l'appel fait iusques au iour de l'adiournement n'eust pas encores vn an, & par-ce ne sembleroit qu'il y eust interruption, si sçachez que l'adiournement seroit reputé nul, & par consequēt l'appellation deserte.

Ita fuit dictum per arrestum anno 24. pro Stephano de Podis contra Bertrandum de Marestans. Faciunt autem no. in c. Si ea tempore de rescrip.

Arrest de Parlement.

Au liure que s'ay escrit à la main de l'Au-

in vj. & in l. Quod sponsa. de donat. propter nup. C.

En cas d'affeurement.

Mais est assauoir qu'en cas d'affeurement assez vient-on à temps à impettrer adiournement, supposé que le cas pourquoy l'affeurement est reüny, fust aduenü en son parauant, car en ce cas y est tout homme contraint à tout temps, nonobstant quelque exception qu'il y puisse auoir. *Ita fuit dictum per arrestum anno vigesimo sexto. per episcopum Callico-ci. Faciunt in argu. not. per tex. in l. fina. in quib. caus. in integ. restit. non est necess. & in l. i. Quando lic. unicuique si. iud. se vindic. C.*

Des mineurs.

Qui veut adiourner mineurs d'ans, il conuient que les mineurs soient garnis de tuteurs & curateurs : & s'ils ne les ont, il conuient qu'on leur en face faire par le luge à qui il appartient. Et est bon que le commandement de l'adiournement contienne que l'executeur de l'adiournement le face faire. Et ce fait, il conuient adiourner le moindre d'ans proprement, & aussi les tuteurs & curateurs, & de ce rescrire, ou autrement l'adiournement seroit nul; car ils ne sont capables d'estre en iugement.

Des furieux.

Des furieux, des expatriez, & des sous-agez, conuient qu'ils soient garnis de curateurs qui adiourner les veut, & que semblablement soient adiournez & leurs curateurs, & de ce rescrire, ou autrement seroit l'adiournement reputé pour nul.

En terre d'aucun iusticier.

Et est assauoir que le Sergent qui fait l'adiournement, iacoit ce qu'il ait commandement de ce faire, & commis y soit par le Roy nostre Sire, il conuient si c'est à faire en terre d'aucun iusticier, qu'il appelle le Seigneur dessous qui ce voudra faire, & adiourner son sujet, ou le Baillif, ou son Lieutenant, si trouuer on les peut : si non, les Sergens du lieu : si ce non, & que trouuer on ne les peut apres toute diligence sur ce faicte, & qu'autrement le conuiendroit partir sans adiournement, il peut appeler des voisins prochains le plus qu'il peut, & en leur presence remonstrer comme il ne peut trouuer ame de par le Seigneur, & pour ce en leur deffaut fait son adiournement ou exploict, & de ce rescrire. [La raison semble estre, par ce que les iurisdiccions sont patrimonialles au Royaume de France.]

De ne prester Sergent par le Seigneur.

Et s'il aduenoit que le Seigneur ou le Baillif ne luy voulüst prester Sergent pour voir faire son exploict, pour ce ne demeueroit que le Sergent ne feist son exploict, le Seigneur sommé, ou son Baillif ou Lieutenent.

Le Seigneur propre.

Toutesfois est assauoir que si c'estoit à adiourner le Seigneur propre, il n'y conuiendroit point de Sergent emprunter pour voir faire l'exploict : car le Sergent emprunté n'est pour autre chose qu'en la terre d'aucun Seigneur ne fust faicte chose aucune qu'il n'appartienne, & que le Sergent ne face chose aucune contre le Seigneur, ou contre ses sujets, afin qu'opposer se puisse si luy touche, & que ce soit contre la iurisdiction.

l'heur y a anno domini 1324. & ainsi sans lire.

Arrest de Parlement.

Anno M. CCC. XXVI.

De l'assistance que doit demander le Sergent.

Cette clause n'est au livre écrite à la main.

Sufficit petit licentia licet non obtineat.

La iurisdiction du Seigneur.

De Seigneur qui a iustice, si pour le fait de sa iurisdiction l'on veut adiourner le Seigneur pour chose qu'il ou son Baillif ou Lieutenant ayent fait, dont ils soient à adiourner, ou le Baillif, Lieutenant, ou son Sergent ayent fait en cas d'office chose dont ils soient à adiourner par leur iouuerain: sçachez qu'il conuient adiourner le Seigneur propre & le Baillif, Lieutenant, ou Sergent, par lequel le cas soit aduenu, & de ce rescrire, ou autrement l'adiournement seroit reputé pour nul.

En cas d'appel.

Et si c'estoit en cas d'appel, & l'on eust appelé du Baillif: il conuiendrait adiourner le Seigneur & le Baillif, & est raison pourquoy il conuient adiourner, & celui qui est par le Seigneur de la chose & qui proprement y peut perdre ou gagner: ou autrement ce ne vaut, si ainsi n'estoit que ce fust en cas de corruptio ou d'autre maluaitié proposée contre ledit Baillif, Lieutenant ou Sergent, car lors chacun porteroit son fardelet.

Des Cours suiuettes & coustumes locales.

Or ensuit voir ce que mesmes selon les Cours suiuettes & coustumes locaux est expedient. Selon les Cours royaux en dessous Parlement, faut, comme dessus est dict, adiourner par commission contenant le cas. Si c'est à faire en terre tenuë par moyen ou autrement, le Seigneur dessous qui ce seroit à faire, n'y seroit tenu d'obeir, & le cas contenu en la commission, le Seigneur n'y doit refuser obeissance.

En Cour tenuë à pur sans moyen.

Mais si c'estoit en terre tenuë à pur & sans moyen du Roy, lors ne conuiendroit point que la commission cōtenist le cas; mais suffiroit que ce fust à respondre à ce qu'on luy voudroit demander: & doit auoir iour competent, c'est à sçauoir que du iour de l'adiournement iusques au iour de la presentation ait sept iours francs: ou autrement le iour ne seroit pas competent selon aucuns lieux: & selon aucuns lieux il suffist en cas personnel de cinq iours, & en cas réel de quinze, & hors octaue. En cas de crime c'est de trois iours en trois iours, & quinze en quinze, & apres sommation ensuit pour proceder en bannissement: & au surplus l'entend comme il dit du Parlement.

En Cour de Seigneur suiet.

Item en Cour de Seigneur suiet, est à sçauoir que d'ancienneté le Seigneur pouuoit adiourner son couchant & leuant en cas personnel du matin au soir, & du soir au matin: mais pour le present, & pource que le monde est enclin à appeler de son Seigneur, il conuient que l'adiourné ait iour competent, c'est à sçauoir, sept iours: comme dict est.

En cas réel.

Et si c'est en cas réel, il conuient qu'il y ait iours quinze dedans octaue francs, & soit adiourné sur lieu contencieux & intimé à personne ou domicile: & en cas que c'est seroit en cas réel, il conuient que ce soit par Seigneur, c'est à sçauoir par Baillif ou Lieutenant, si c'est en cas feodal & par

*Soient venës les
dernieres ordon-
nances sur ce fai-
ctes par la cour.
Adiournemens
à trois briefs
iours, duquel est
traicté en l'or-
donnance de l'an
1539. art. 25. &
en escrit Imbert
lib. 3. instit. for.
cap. 3. & autres.*

*Ces distinctions
n'ont lieu de pra-
sent, ains faut
en ce, & en sem*

par hommes. Et si c'est en terre cottiere, il faut que ce soit par Preuost, maieur ou lieutenant, & par Escheuins, hommes cottiers, hostes ou iuges.

D'un couchant & leuant d'autre Seigneur.

Item si vostre couchant ou leuant est homme feodal d'autre Seigneur, que de vous, vous le pouuez adiourner * comme vostre couchant & leuant sans garder la reigle qui appartient aux feodaux, comme vilain. Item & si il estoit encores vostre couchant ou leuant, & vn autre seigneur le fist adiourner pour raison de heritage qu'il tiendrait de luy, sçachez que puis qu'il auroit fait adiourner sur l'heritage, il le pourroit intimer sur vostre terre, & luy deuriez bailler obeissance.

D'un qui se rendrait fugitif.

Item & supposez qu'aucun se rende fugitif, & se mette en lieu diuin ou d'Eglise, pource ne demeure pas que pour son delict on ne le puisse bien adiourner en l'Eglise, car l'adiournement vult & tient. Item si aucun estoit si fugitif qu'on ne le sceust où trouuer, il souffiroit de l'adiourner à breteche & à eglise, au surplus l'on se doit rapporter aux coustumes locales: car il y a difference entre les aucuns, mais c'est leger à sçauoir.

En cour laye & local.

Pour la coustume de cour laye & local, si vous voulez adiourner homme en cas de crime, & vostre loy soit par coniuere * d'hommes, il en faut faire plainte à loy, & puis l'adiourner par seigneur & par hommes en plaine eglise par diméche ou par iour solennel, & de ce faire rapport en iour de plaid, & ainsi par tels trois iours & quart d'abondant, ou autrement ce ne vult.

En terre de Seigneur tenue par moyen.

Item est à sçauoir que quiconque veut adiourner autre en terre de seigneur qui tient par moyen du seigneur qui adiourner fait, sçachez qu'il faut que le sergent qui l'adiournement doit faire, vienne premierement au seigneur, dessous qui il veut faire l'adiournement, à son bailif ou lieutenant, si on les peut trouuer: & si non, au sergent du seigneur sujet: & encores si trouuer ne le peut, il doit appeler des voisins, & remonstrer comme il ne peut trouuer seigneur, bailif, lieutenant, ne sergent à qui il puisse dire ne remonstrer l'exploict qu'il a à faire en la terre du seigneur, & à son sujet: & pour ce en leur deffaut appelez les voisins il doit faire son exploict, & de tout ce rescrire: & ainsi vault son exploict: & si autrement il le fait, ne vault, ne n'est à recevoir. Et ainsi est il ordonné par les constitutions royaux qui furent faites des le temps du Roy Philippes: & aussi le veut la loy ecclésiastique. *V'e mot in leg. memorant cuncti unde vi. C.*

Pour ce qui est contenu en cest article, sans auoir recours aux ordonnances, & à ce que i'ay annoté cy dessus.

ANNOTATIONS DV TITRE

TROISIÈME.

L *A iurisdiction est icy trop estroictemēt desinie : les Docteurs en font vne generale, & l'autre speciale, selon qu'elle est prise aux liures du droit Romain à la difference d'imperium merum & mixtum. Prise generalement se peut desinir vne puissance publique de rendre droit, & administrer iustice. Et ceste definition n'est gueres differente de celle de la glosse ad l. i. D. de iurisdictione.*

b Iurisdiction se pourroit plus elegamment diniser, premierement en celle du Roy, qui est de deux forces, souveraine & inferieure, & celle des seigneurs : en apres en ordinaire, & extraordinaire ou deleguée : plus en haute, basse & moyenne.

c De ceste custume fait mention Faber ad tit. Instit. de Atiliano tuto. & ad tit. delegit. patr. tut. & ad auth. ingressi. c. de sacros. Eccles. & auth. statuimus c. de Episcop. & cler. Boërius decif. 114. & alij.

d Parlant de l'Assise il entend celle qui est ainsi proprement appelee, qu'autrement on nomme en quelques custumes grande assise : de laquelle les ordonnances & custumes font mention, & se tient par les Baillifs & Seneschaux royaux, qui estoient en plus grande auctorité, qu'à present. Il y a des Seigneurs hauts Iusticiers qui ont droit d'assise, mais non tous, ains seulement ceux qui ont ressort : & auxquels tel droit appartient par concession du Roy & privilege expres, ou à cause de la noblesse de leur seigneurie, comme dict le vieil praticien que j'ay, escrit à la main.

e Ce qui est icy traité d'adiourner en premiere instance au Parlement, est aboly par les ordonnances royaux, qui veulent les causes civiles & criminelles estre intentées en premiere instance pardevant les premiers iuges ordinaires, & par appelés Cours de Parlement : sinon en certains cas, & pour certaines personnes, comme es causes des Pairs, & pour regales, & autres, dont ailleurs j'ay escrit plus amplement.

f Le Sergent doit fuyure la teneur du mandement & commission, sans l'outrépasser. Speculat. tit. de citat. §. sequitur. Aufser. in stilo Parliamenti, cap. 2. de adiorn. Masuer. tit. 1. de adiorn. & alij pragmatici. vide cap. cum dilecta. de rescriptis. & l. diligenter. D. mandati.

g La forme ancienne d'adiourner sur le lieu, pour fournir la complainte, est à present hors d'usage, comme sera traité en autre lieu : on l'appelle autrement ramener à effect la complainte sur le lieu.

h On peut voir à ce propos quod traditur ab interpretibus ad tit. C. quomodo & quando. Bretesche terme ancien qui se trouue en quelques vieilles Croniques & custumes, & mesmes de Flandres, signifie le lieu

public, où se font les cris, publications & proclamations de iustice, on dist aussi breteques ou breteque.

i Les Pairs de France entre autres privileges & prerogatives, ne peuvent pour les causes de leurs personnes & pairies estre poursuis aultours qu'en la Cour de Parlement, où ils ont leurs causes commises en premiere instance, comme anciens Conseillers d'icelle, & appellée aussi la Cour des Pairs. Et la forme de les y adiouner est traitée en l'ancien stil du Parlement de Paris, chapitre 2. §. 11. & chap. 3. & descrite au vieil protocole de Chancellerie, Vide Chopin. lib. 3. de doman. tit. 7. & alios qui de Paribus franciæ scripserunt.

k Ceste forme ne se garde plus si exactement, ains suffit de faire l'adiournement à l'Abbé ou Abbesse, au Prieur ou Prieuse, Masuerius d. num. 20.

l Voyez Masuerius d. tit. 1. num. 21. & 22. Rob. Maranta. par. 6. tit. de citat. num. 94. mais sil est mandé d'adiourner les habitans, ne suffiroit de simplement adiouner les Majeurs, Consuls & Eschevins, ontels gouverneurs de la ville, ains faudroit en parlant à eux adiouner les habitans, ou en parlant à leur procureur syndic ou de commune, & au plus d'habitans qu'on pourroit trouver, & mesmes par cry public. A ce propos on peut voir le stil de Parlement, & autres pratiques.

m Ceste ancienne forme de comparoir par les Iuges adiounez seulement en cas d'appel, & non intimé, est hors d'usage: parce qu'ils ne sont tenus de comparoir pour soustenir leurs iugemens, ains c'est au seigneur s'il est intimé, de les soustenir, lequel ne peut pour sen exempter, desaduoir son iuge, comme a esté iugé par arrest du 15. Iuin, 1560. contre M. le Duc de Ners. Et y a arrest sur l'appel des Iuges Presidiaux de Sens, donné en l'audience, du 28. iour d'Auril, 1567. qu'un iuge subalterne qui n'est intimé en son nom, n'est tenu soustenir sa sentence, encores que la partie intimée ne la veule soustenir.

n Coniure, est un terme ancien, qui se trouue és vieilles costumes, Chroniques, & Romans, & signifie que ceux qui sont appellez pour iuger, sont sermentés par serment de faire ensemble bon iugement: & ainsi le declare mon vieil praticien escrit à la main. Et se prend aussi pour la coniture en autres actes, comme en la Chronique de Flandres, & autres.

o Telle intimation au pays de droict escrit n'a non plus d'effect, que l'adiournement en cas d'appel au costumier.

p Sur ce y a nouvelles ordonnances de la Cour, & soyent veües à ceste fin: suyuant lesquelles le parlement se continuë, & se peuvent donner toutes assignations & faire significations aux procureurs qui se sont presents pour les parties, pour choses concernans la cause d'appel, sans appeller de nouveau les parties.

q Pour remedier à la desertion, quand l'appellant est sur la fin de releuer, il fait au relief d'appel adiouster clause, de mettre à execution les lettres

de relief dans certain temps, apres celuy de releuer expire: dont on peut voir Ioan. Gall. quæst. 158. & le stile ou protocole de Chancellerie.

i Mon vicié practicien escrit à la main tesmoigne qu'on pouvoit anciennement demander assurement au Parlement, mais à present on s'adresse en première instance au iuge ordinaire. de ceste maniere Masuer. escrit tit. 12.

l Il ne s'observe plus de demander assistance au Seigneur, par le sergent royal exploitant dans le ressort du bailliage ou sénéchaussée, où il est establi, suivant les ordonnances, mesmes des Estats d'Orleans, 1560. art. 90. du mois de Mars, 1566. du mois de May, 1568. & autres. Et par l'edict du mois de Janvier 1586. est attribué pouvoir aux sergens royaux d'exploiter partout le royaume, sans demander assistance, placet, visa, ne pareasis, en prenant lettres de sa Majesté de ladicte ampliation.

t Selon les Ordonnances royaux le Iuge ne peut estre prins à partie, sinon en cas d'erreur notoire en fait & droit, dol, fraude ou concussion: entre autres ordonnances faut voir de François I. de l'an 1540. art. 2. & celle de Blois de l'an 1579. art. 1547. & y on a plusieurs arrests.

u Ce qui est icy traité, ne s'observe plus pour le regard des sergens royaux: mais des sergens des seigneurs, pour exploiter par un sergent dans la terre d'un autre seigneur, l'assistance est requise: sinon qu'il soit sergent du seigneur qui a ressort sur l'autre.

x Ceste ancienne pratique n'a plus de lieu: & du vilain couchant & levant en la terre du Seigneur, sera parlé cy apres, en traittant de la difference des personnes.

y No. contre les vagabonds: qui peuvent estre adiournez à cry public, Innocentius in cap. si adversarius. de eo qui mitt. in possess. Imbert. lib. 1. instit. forens. cap. 6. & de ceste maniere d'adiournemens on peut voir Masuerius tit. 1. Aufret. ad stilum cur Parlam. Speculat. & autres.

z Hommes de loy, dont est souvent fait mention es coustumes du pays bas, & aux ancienes de Picardie, sont ainsi appelez ceux qui ont iustice, & la loy se prend pour la iustice, comme tesmoigne la Chronique de Monstrelet, I. volume, chap. 88. & celle de Flandres, chap. 390 outre les coustumes du pays: dont j'ay traité en mon dictionnaire françois.

ENSVIT COMME ON PEVT CONTREMAN-
DER OV EXOINIER A SON IOVR.

TILTRE III.



ONTREMANDEMENT^a ou exoine n'est autre chose que contredire à differer le iour qui sert par exoine de maladie, ou de prison, ou par adiournement du souuerain, ou par voyage enioint du souuerain commencé auant l'adiournement, car conuenablement autres exoines ne sont à exoiner l'adiourné qui vaillent.

En Parlement par maladie.

Si sçachez que qui veut ietter exoine de maladie, il conuient, si c'est en Parlement, que ce soit par lettres du curé qui l'ait visité en maladie, ou par autre qui l'ait veu au liect malade.^b Tellement qu'il n'eust sçeu venir à pied n'à cheual, & qui le tesmoigne de bouche par serment, & qu'ainsi luy fut chargé à dire, autrement ce ne vault.

Videmo. in l. questum. de re iud. et l. moribus sonitus. de ver. signi. ff.

En Cour suiette.

Et si c'est en Cour suiette, il conuient que ce soit par homme qui afferme loyallement qu'ainsi luy fut enchargé à dire, & que spécialement il y est enuoyé pour ce faire. & si on ne le veut croire, adonc soit il prest de les mener au lieu où il le laissa gisant au liect malade, & dira, si on ne me veut croire, ie fais prest d'y mener Seigneur & hommes par telle voye que ie sçay, aux despens de celuy qui croire ne me voudra: & conuient que ie le die, car il me fut bien chargé. Si sçachez que l'on le doit dire, & conuient que ie le die, & cetera. Et pour-ce que celuy qui apporte l'exoine estoit si simple qu'il fist faute à dire l'exoine en Cour, il en seroit releué par droict pour dire, & conuient que ie le die.

En Cour local.

Sçachez qu'en Cour local a trois exoines & la quarte d'abondant. Comme si vous adiournez vostre aduersaire pardenant Iuge, il pourra enuoyer vne exoine au premier iour, & au second aussi, & le tiers par exoine de corps. & si l'exoine de corps estoit faicte deuant le tiers iour, on n'en pourroit plus faire apres, car apres exoine de corps ne fait nulle autre à receuoir, pour-ce que selon les coustumiers c'est la plus especial.

Quels exoines sont à receuoir.

Et veux monstrer quels exoines sont à receuoir. Premièrement^c exoine de maladie. Exoine de prison sans cautele, c'est à dire qu'on ne se soit fait emprisonner d'aduis appensé. Exoine de guerre mortelle. Exoine de voyage meu auant l'adiournement. Exoine d'adiournement en la Cour du Roy, ou de son Prince. Exoine de mort de pere, de mere, ou de frere en iceluy iour, ou au second apres. Exoine d'enfant qui seroit mort par

22 SOMME RYRAL, OV LE GRAND COVSTUM.

mort accidentalle, comme si l'enfant estoit estainct, ars ou noyé. Exoine de femme espousée qui l'accoucherait celuy iour d'enfant, ou qui seroit morte. Exoine de femme enceinte, pourveu que ce soit au travail de son enfantement. Exoine en cause de chatel qui en autre Cour a iour pour heritage. Exoine en cause d'heritage hors de la Cour de son Seigneur qui auroit iour aussi pour heritage: car il vault mieux rendre obeissance à son Seigneur qu'à autre. Et sçachez qu'encores a lieu l'exoine d'homme banny de la terre où seroit la Cour, où il auroit iour.

*Vide not. in l. 2.
sum. duabus ll.
scq. de in iur. ro.
ff.*

Des exoines non receuables.

Veu des exoines receuables, monstrez vous veulx des non receuables. Et est assavoir que qui apres l'heure du iugement ou siege leué viendrait en Cour faire exoine ou contremand, à tard y viendrait. Item aussi qui deuant plaid ouuert de Seigneur & hommes le feroit, trop tost le feroit, Item qui le feroit auant que le Seigneur fust presenté en ses plaids, trop tost le feroit. Item qui n'auroit iour à requeste de Seigneur ou de partie, celuy iour sans raison qui le feroit, ne luy vaudroit l'exoine faicte au iour qui n'auroit iour pour l'autre iour de plaids qui apres ensuiuroit. Item en plusieurs Cours l'exoine n'est à recevoir, si celuy qui apporte l'exoine, ne veut affermer par serment que loyallyment il tient l'exoine estre vraye. Item exoine faicte sous couleur que celuy que l'on entend exoiner, est dehors le Royaume, selon aucunes Cours n'est à recevoir, mais les clerks diroient le contraire s'il estoit vray: toutesfoies seroit ainsi iugé en plusieurs Cours, & ainsi l'ont accoustumé. Et en tout euenement seroit le plus seur obtenir lettres^d de l'Estat ou surceace, selon qu'il est permis par les ordonnances royaux,

*Vide not. in l.
absentia de reg.
iur. ff.*

Comme on doit faire les exoines bons.

Et supposé que l'exoine soit receuable: si doit partie diligemment requerrir default sauf l'exoine, car en fin d'exoine conuient que les exoiniez facent leurs exoines bonnes si partie ne s'en veut deporter, ou autrement ce seroit au peril de querelle. Ainsi est-il ordinairement practiqué en la Cour de Parlement.

Du serment de l'exoine.

Du serment que doit faire l'exoinié selon droit, vous veulx monstrez, assavoir qu'il doit affermer par serment trois choses. C'est assavoir qu'il croit l'exoine qu'il fait, estre loyalle & vraye: Secondement qu'il a esté especiallement chargé & requis de ce faire. Le tiers que celuy propre le chargea, pour lequel il l'a faict.

Que doit faire l'adiourné qui a default contre luy sauf l'exoine.

Item s'il aduient^e qu'aucuns facent faire exoine en Cour par exoine de maladie, & default soit baillé contre luy, sauf l'exoine: si l'exoinié qui malade se dict estre, si tost qu'il est reuenu en santé, & quel'on le peut voir par voye, ne fait mesmes adiourner sa partie contre qui il s'est exoinié en la Cour si tost qu'il peut apres que sur voye se voit pour purger son exoine & monstrez icelle estre vraye, ou que creué en soit sa par-

tie, il se met en necessité & peril de perdre la cause: car si la partie aduerse le fa it readiourner, puis que par voye il sera veu pour voir iuger le profit du default qui auant auroit esté donné, sauf l'exoine, sçachez qu'en ce cas le default sera iugé au profit d'iceluy, qui ainsi l'aura fait readiourner avec despens preiudiciaux. L'exoine de maladie doit estre faicte par lettre du Curé comme dessus est dict. (Par le stille ou vs de ladicte Cour fustist l'exoniateur affermer selon le contenu en l'article du serment de l'exoinié cy dessus mentionné) L'exoine de prison par lettres du Seigneur dont le prisonnier est detenu, & le cas pourquoy. L'exoine de guerre mortelle d'entre nobles doit estre faicte par lettres sur son scel qui contienne le cas, & contre qui il a guerre, & où il se tient & garde pour ladicte guerre, en offrant l'exoine ou exoines à prouuer & verifier la guerre finie ou tréues baillées dedans le temps deu, & en tesmoin de ce i'ay à ces presentes lettres mis mon scel.

Cette clause n'est en mon lieu que escript à la main.

Du relief de l'exoine.

Et conuient ce releuer par commission sur ce leuée du Iuge pour ce verifier dedans les prochains plaids apres la paix, ou lesdictes tréues ou assurances données si le iour competent il peut auoir, sinon en faire diligence au Iuge, & prendre grace de le faire aux prochains plaids apres, comme il faut faire de maladie.

S'ensuyt le non exoiner ne contremander à son iour.

Selon le droict escrit, combien qu'aucun soit adiourné en Cour par partie aduerse à certain iour, auquel iour il n'enuoye exoine ne contremand, pour certaine occasion qu'il a en iceluy iour, pour ce ne doit il estre debouté de querelle pour celle iournée, ne iacoit ce que default soit prins contre luy, il en peut & doit estre releué pour les causes qui cy apres ensuyuent: selon le droict qui dit. *Ultra posse nihil.* C'est assa- uoir si l'adiourné estoit meü pour aller à son iour, & en icelle iournée aduinissent les causes & raisons qui l'ensuyuent. Si les chemins estoient si couverts de neges que l'on ne peust ou sçeuist où trouuer la voye sans peril de son corps, orages & foudres du Ciel, comme esclairs, tonnaires, pierres cheans desmesurées, ponts ou passages rōpus ou depechiez, tellement que par ailleurs bonement on ne peust passer, fleuues d'eauës ou estangs yssus de canel, dont l'on ne peust passer sans peril de corps, auenture de soudaine maladie ou infortune accidentalle, dont sans peril de corps on ne pouroit auant aller, detention de prison sur le chemin, ou prinles par les ennemis, ou les ennemis de son Seigneur. Pour les causes & raisons dictes cy dessus, peut & doit l'homme adiourné estre excusé en Cour, mais qu'il face apparoir qu'ainsi soit au iour où il retourne. Et si l'est adiourné à voir iuger le profit du default contre luy prins, encores veut la loy escripte que pupille, furieux, expatrié, sous-aagé, & en sens debilité soient excusés, si ainsi n'est qu'on ait fait adiourner avec eux tuteurs & curateurs, car autrement nul exploict ne se donne contre eux.

Videl. 2. D. si quis cautionib. et ind. sisten.]

Ceste clausse
n'est en mon li-
ure escript à la
main, & au lieu
d'icelle y a. De
hoc Bart. in l. i.
& sufficit ff. de
administ. tutor.

[Ut not. in l. acta. §. contra. de re indic. ff. & in rub. & quasi per tot. tit. Qu. legit. perso. sta. in indic. hab. C.]

ANNOTATIONS DV TITRE

QVATRIESME.



MON vieil praticien escript à la main fait difference entre Contremand & Exoine, disant, te vilain ne puet contremander la semonce que tu li fais, mais s'il a essoine, il te le doit nonchier, & tu dois la semonce atemprrer selonc son essoine. Mais on n'y se plus de contremad, aus on demande delay: & l'exoine s'entend en cause criminelle: toutesfois elle n'a lieu en tous les cas icy recitez, d'ot on peut voir Stil. Parlat. cap. 6. & Imbert lib. 3. cap. 4. qui remarque que l'exoine se peut demander en cause civile, quand la partie doit comparoir en personne. Du mot exomia fait mention Hincmarus ad Carol. Reg.

b L'ordonnance de François I. de l'an 1535. chap. 13. art. 39. veut que les exoines soient proposez en jugement à iours d'audience, affermez & attestez par personnes enuoyées expres. L'exoine de maladie vient de la loy des XII. tab. cuius meminit l. 2. D. si quis cautionib. in iud. sisten.

c L'exoine de maladie est bien receu, quand on afferme que l'adiourné à comparoir en personne ne peut venir à pied n'à cheual, sans danger de sa personne: mais les autres causes d'exoine ne se pratiquent: toutesfois pour la prison non affectée y auroit de l'apparence; comme aussi en aucunes icy recitez pour faire proroquer le default.

d Ainsi elles sont appellées en l'Edit du Roy Loys XII. de l'an 1510. art. 59. Et des lettres d'Estat est amplement traité aux ordonnances, & par Rebuffe trac. de liter. dilat.

e Le temps de l'exoine expiré, l'adiourné doit comparoir, autrement le default sera delivré contre luy, si non qu'il le face continuer par nouuel exoine, la maladie continuant en luy.

f L'exoine de guerre n'est receuable, si ce n'est que la guerre soit pour le Roy, contre ses ennemis: auquel cas l'on a acoustumé d'obtenir lettres d'Estat; encores qu'en causes criminelles elles n'ayent gueres lieu, par les ordonnances de Charles VII. de l'an 1453. Loys XII. de l'an 1507. & François I. de l'an 1535. si est ce qu'on y a quelque esgard, quand l'adiourné à comparoir en personne fait service au Roy en son armée, pour luy donner quelque surceance.

DES

DES DEFAVTS ET CONTVMACES,

TILTRE V.



DEFAUT est non comparoir par luy ne par procureur suffisamment fondé au iour assigné en Cour. Si vous veulx monstrier par quants defauts on peut atteinre sa querelle. Si sçachez^a que selon le stile de Parlement en action civile si le defendeur fault au premier iour qui luy est assigné, la partie demanderelle obtient défaut, & commission de nouveau à l'autre Parlement apres ensuiuant pour voir iuger le profit d'iceluy défaut, & proceder sa querelle cōme de raison sera. Et si à celuy second iour, qui sera au second Parlement, encores le defendeur défaut, le demandeur aura tantattaint sur luy qu'il sera descheu de toutes deffences. Et derechef dedans iceluy second iour sera le defaillant readiourné à voir iuger le profit des deux defauts. Et au tiers adiournement atteinra sa demande sur la verification qui faicte en sera par la Cour. Et supposé qu'il n'y vint, la Cour ne laisseroit pour ce à faire droit sur les defauts dessusdicts. *Ita fuit ordinatum in parlamento, & per modum edicti observatum. Anno Domini Millesimo trecentesimo. 22.*

En commune querelle.

Des defauts en commune querelle est à sçavoir, que si le seigneur souverain faict adiourner aucun qui soit suiet d'autre seigneur suiet d'iceluy souverain : & l'adiourné se laisse mettre en défaut en la Cour de son souverain, sçaches que^b pour le premier défaut luy & le seigneur de qui il est suiet, qui requerrir le pourroit en cas de renuoy, chaient en tel preiudice, que luy & le seigneur par sa coulpe perdent le droit du renuoy. Et avec ce pert le defaillant toute declinatoire pour le premier défaut.

Item & pour le second défaut toute dilatoire, & exception que avoir peut si ce ne fussent les contumaces.

Item & pour le tiers défaut pert le defaillant toute la peremptoire : & selon aucunes Cours est la demande adiugée au demandeur comme par défaut : Et selon aucunes Cours il faut le demandeur approuver sa demande, mais le defaillant est exclus & debouté de toutes deffences, contredits & reproches.

Après demande faicte.

S'il aduenoit que apres demande faicte au defendeur en sa presence, ou de son procureur en action personnelle, il fust defaillant au iour qui luy seroit assigné à retourner sur la demande : Sçachez^d que la demande seroit tenuë pour approuvée au demandeur. *Ita fuit ordinatum in parlamento anno predicto pro Domino Joanne de sacro monte.*

Vide no. per doc. in l. consentaneum. i. l. tres denunciations. quomodo & quando in & l. preperandum. & sin autem rem. de iudic. C.

D

En cas d'appel.

En quelques
causes un seul
defaut, suffit se-
lon qu'il est por-
té par les Or-
donnances.

Item si c'est en cause d'appel, sçachez qu'il n'y a qu'un seul défaut par lequel si c'est le Juge, il dechet de la sentence & amende. & si c'est par partie intimée, il dechet du profit de la sentence: & si c'est l'appellant, il dechet de l'appel & amende. Par défaut en personne pour le premier défaut on est debouté de toute defense, & au second de peremptoire, & est l'information tenuë pour enqueste, pourueu que la demande soit incorporée en la commission du défaut, & le cas contenu en la commission, & adiournement fait à personne ou à domicile. Et ainsi fut-il ordonné en Parlement l'an 1347.

Defaut obtenu contre autre.

Si dois sçavoir encores que quiconques obtient défaut contre autres: auant qu'il procede en cause plus auant sur le principal, il doit faire iuger le profit des defaux obtenus, ou autrement il perd: & les defaux sont reputés couverts. *ita fuit ordinatum in parlamento anno. xxiij. pro episcopo Nouiomen. contra Abbatem sancti Eligii in causanoniatis.* Et la raison est, *cum stilius repugner* [& en passant outre audit principal semble soy estre départy & auoir renoncé au profit desdits defaux.]

De l'adiourné mort.

Item s'il aduenoit que l'adiourné fust allé de vie à trespas, & pour ce ne comparust à son iour, sçachez que pour ce ne laisseroit point la partie demanderesse d'auoir défaut & commission à voir iuger le profit d'iceluy: mais la commission seroit iustificée d'opposition, & si nul ne comparoit à celuy iour qui ainsi seroit assigné, si auroit le demandeur comparoir, & autre commission à faire adiourner les hoirs du defunct à voir iuger le profit du comparuit: & si autrement ne vouloient cōparoir ne approcher, ils seroient adiournez à reprendre ou délaisser les erremens du proces. *Ita fuit dictum anno M.CCC.LXIII. pro reddituarijs ville Tornacensis contra heredem Ioannis Gallant.*

Par quantes manieres l'homme peut estre contumax.

Item tant selon ladicte Cour de Parlement comme des autres Cours suiettes, pouuez sçavoir que par sept manieres generaux, *secundum Innocentium quintum* peut estre l'homme contumace en la cause: C'est à sçavoir *in non veniendo*: prout dictum est. *In non respondendo. In obscure respondendo. In non exhibendo. In non iurando. In non restituendo, & in rocedendo.* Premièrement *In non veniendo*, c'est à sçavoir pour non comparoir au iour assigné, comme dessus est dit en ceste rubriche. *In non respondendo*, c'est à sçavoir si aucun à iour de respondre en causes, & il ne veut respondre, il vaut comme contumax, *l. de etate. §. que tacuit. de interrog. act. ff. In obscure respondendo*, c'est à sçavoir qui est tenu à respondre, & il respond obscurement & sans declaration suffisante, il vaut comme contumax, *dic. l. de etate. §. nihil interest. de interro. ac. In non exhibendo*, c'est à sçavoir à bailler à certain iour son libelle ou ses escritures, & il ne le fait il se rend cōtumax, & pert le benefice de la iournée, & doit estre debouté de ses escritures, & les escritures de partie aduersé demeurer seules. *ff. de appel. l. creditor. §. iussus. In non iurando*. C'est à sçavoir qui a à iurer en

Huc pertinet l.
3. §. condemna-
tio. D. de lib.
exhib.

la cause, ou affermer ou répondre aux articles, & il défaut à celle iournée, il doit deschoir de querelle, si c'est de iurer en la cause; & si c'est à affermer ou répondre aux articles de partie aduerse, iceux demeureront affermez & non respondus. C'est à sçauoir^h que quicôques défaut à voir ouuir ou affermer articles & escritures deuar cômmissaires, ou répondre ausdits articles au iour sur ce ordonné: les articles de la partie diligente sont & doivent estre tenus pour deniez: *ut non in arg. in dic. §. quis acm.* Et ainsi en doit estre appointé par le Iuge, & conuiét prouuer le diligent les faicts, comme deniez, comme dict est, ce que prouuer pourra par legeres preuues. Mais le negligent par son défaut aura tant perdu, qu'il sera rebouté de toutes reproches, ny ne sera appellé à voir iurer les tefmoins, s'il ne plaist à la partie aduerse; & doit estre cõdamné aux despens du diligent, de la iournée, du défaut, des Commissaires Clercs & Aduocat ou Procureur de commission & rescription, de adiournement sur ce fait, & aux despens de la iournée qui seroit à ce voir iuger, & remettre la cause en commissaires, &c. Et ceste rubriche est tenuë & obseruée en Parlement; & raison le veut, car ia ils ont liticontesté, & par consequent respondu en cause en faicts contraires. Et pour ce faut prouuer qui son cas veut attaindre, pour iugement iuste auoir, car celuy serment de répondre & affermer n'est tenu fors comme sermēt de *calumnia*: qui n'est entendu fors serment que l'on tient à auoir bonne cause, ne n'est point serment ne iour surce: mais que quelqu'vne des parties se soit rapportée au sermēt de la partie aduerse, qui fait decisiõ de cause auāt que liticon- testation soit faicte, & que faicts contraires soient ordonnez sur ce, cõme dit est, & veur la loy escrite sur ce que le demandeur défaut au serment desusdit; la partie diligente prouuera de ses faicts cõme dit est, par com- petentes preuues. Et pourtant obtiendra la partie diligēte, & ainsi du de- fendeur. *C. de iuramento propter calumniam dando. l. cum & iudices. Pro predictis, vide glo. in c. quoniam frequenter. §. parro. ut lit non contest.*

Et si p. ext. de du-
cam. calumnia.

In non restituendo, c'est à sçauoir s'il est ordonné par le iuge que partie rende ou restituë aucune chose contentieuse, & il ne le face au iour assi- gné, il chet en tel défaut que à ses despens le iuge le doit faire executer, & chet en amende de venir contre, & non accomplir l'ordonnance de la Cour: *ut de rei ven. ff. l. qui restituere. In recedendo*. C'est à sçauoir si aucun a iour en Cour, supposé qu'il soit encores present, & il se part de Cour, & ne soit au tour de roolle ou de papier quād il sera appellé, encores se red il contumax, tellement qu'il deschet du benefice de la iournée. *C. lib. 7. l. consentanem ubi Bart. & Bald. in addu. ad Speculat. sit. de cõm. §. con- tumax est ille qui cum contra eum agitur. recedit à iudicio [aut circa oolum- nas sensationes se occultat. vulg. l. fulcinus. §. denique. quib. ex caus. in poss. ea. ff.]*

[Ceste clauso-
ne est en mon li-
ure es. 7. de la
maje.]

Après iour de veuë.

Item qui défaut apres iour de veuë, pert saisine, & en aucuns lieux rou- re la cause.

D ij

A voir interiner complainte de nouuelleté.

Item ¹ qui défaut à iour assigné sur le lieu à voir interiner vne complainte de nouuelleté, le Sergent ² doit par vertu du défaut prins interiner la complainte si auant que faire le peut: & pour ce voir iuger & confermer, doit assigner iour en la Cour dont ce depend, & ce signifier à partie, comme par son défaut il a interiné la complainte, & de ce rescrire. Et le iuge doit par sentence ce confermer. *Ita fuit dictum & consilium*

per dominum Ioannem Canari aduocatum Regis in Parlamento. & etiam iudicatum per arrestum pro ciuitate Tornacensi contra dominum Abbatem sancti Amandi in pabula. Et ainsi est aujourdhuy practiqué en ladicte Cour, & autres Cours inferieures.

Après opposition.

Item ¹ qui défaut apres opposition en complainte de nouuelleté, il perd sa querelle au premier défaut.

Par maniere de memoire.

Item qui défaut à bailler par maniere de memoire par escrit, ne chet en nul peril de querelle, car puis que c'est à rapporter par memoire, il ne rapporte point qui ne veut, mais s'en peut rapporter à la memoire de la Cour, & sur ce prendre droit.

Par entendir.

^m Qui défaut à rapporter par entendre à iour assigné, il perd querelle.

Par escrit.

Qui défaut à rapporter par escrit à fin plaidoyée ou en fait, pert le benefice de la iournée: comme dessus est dit en la rubric: *In non exhibenda. Ita fuit ordinatum in parlamento per arrestum Anno Millesimo CCC. LXXVI. pro Jacobo de la Ruelle ex una parte contra Ioannem Danlez ex altera.*

Arrest de Parlement.

En cas d'Opposition & iour assigné.

Item qui fait vn seul défaut en cas d'opposition aux iours qui sont assignez par expres, cōme dict est, il pert caule ou estat & benefice du iour seruant. *Constitutum & ordinatum fuit in parlamento per arrestum curie Anno M. CCC. LXX. in causa cuiusdam oppositionis facta: & au moyen de laquelle y auoit en la Cour eu appel à preposu de Montdidier inter partes ibidem precedentes.* ⁿ La rubric veut dire que qui défaut sur cas d'opposition, si c'est sur lettres qui soient executoires en elles, comme sont lettres obligatoires sur seel royal, ou telles que il y faille garnissement en cas d'opposition: sçachez que lors pour vn seul défaut on pert toutes defences. Mais si c'est sur lettres qui ne soient que euocatoires: pour vn seul défaut l'on ne perd que declinatoire, & pour le second défaut dilatoire, & pour le tiers défaut toute defence & querelle, & selonc aucuns lieux executions s'y font de la demâde sans autres enseignemens faire. Et si c'est apres demande ouuerte, l'on pert declinatoire & dilatoire, & conuient proceder sur peremproire.

Il n'est plus besoin d'un tiers, comme a esté noté cy dessus.

A ouyr droit.

Item ^o qui défaut sur iour d'ouyr droit, soit pour luy ou contre luy,

pour cela prononciation du droit au profit de qui il appartient, ne doit estre différée, mais que les parties ayent esté sommées d'estre au iour comparans pour ouyr droit. Si dois sçauoir que pour deuement atteindre la partie diligente son propos & sa demande, lors doit bailler le demandeur sa demande par intendit, & la partie defaillant sera ordonnée à bailler par litiscontestation tant seulement que l'on appelle aux requestes du palais vn ny: & sur celuy intendit sera enquis de la verité: & sur ce sera fait droit. Et le plus consonant à raison est le stile de Parlement.

En Cours suiuetes & locaux.

Item en plusieurs Cours suiuetes & locaux ou le Iuge a coniuement du Baillif, il conuient auoir trois defauts, & le quart d'abondant; mais le quart ne sert fors que à voir iuger le profit des trois defauts obtenus par partie demanderelle, & lors au quart defaut est adiugée au demandeur la demande ainsi que par defauts & contumaces. Et si c'est en cas reel, le demandeur en est mis en possession. & si c'est en meubles, il en est mis en saisine & manance, & ne faut le demandeur autrement prouuer sa demande, ne plus adiourner le defaillant à ouyr droit, ne autrement. *C. de iudicijs. l. properandum.* Et si c'est en cas de crime, celuy qui ainsi defaut, est par contumace conuaincu du cas, & banny de la terre, & ses biens appliquiez au seigneur.

Cet article n'est plus observé, comme a esté noté cy dessus.

Vide no. in l. 1. & quasi per tot. de reg. iur. C.

En Parlement & en Cour souveraine.

Item qui est adiourné en Cour souveraine, comme de Parlement, ou de Cour Royale ressortissant en Parlement, ou de Cour aussi souveraine de la prouince de la Cité ou autre semblable, sçachez que s'il defaut, doit estre iugé & donné le defaut contre luy, nonobstant qu'il soit priuilegé de priuilege aucun par lequel le iuge qui donne ledit defaut, ne doit & ne peut cognoistre ou pourroit de luy par le priuilege, voire s'il le fust venu alleguer au iour; car il n'est nul quelque priuilege qu'il ait, s'il est adiourné deuant son souverain iuge de sa prouince, qu'il ne doieue venir au iour alleguer son priuilege, car priuilege est chose acquise, ne nul n'est né à tout priuilege. Et pource le doit vn chacun qui iouyr en veut, venir dire & alleguer. Item est à sçauoir si le demâdeur fault, le defendeur a congé de Cour, & despens si c'est auant demâde ouuerte, mais que le defendeur face apparoir que iour il eut à iceluy iour, & pareillement l'auroit: & s'il n'en faisoit apparoir, il n'auroit que comparuit, & sur iceluy comparuit auroit commission à faire adiourner sa partie pour voir iuger le profit du defaut obtenu contre luy; qui tel seroit, que congé & despens seroient adiugez au defendeur. & si c'estoit apres demande ouuerte, le defaut seroit tel que il decherroit de adiournement de iour de cause ramenée au fait, & de tout ce que fait en auroit iusques à ce iour, avec despens de la iournée: & auroit l'adiourné congé de Cour: & c'est le profit du defaut en tel cas: & puis que litiscontestée ne seroit à la demande, & pourroit le demandeur reënteter autresfois sa demande par nouuel adiournement, mais apres litiscontestation non: car il seroit descheu de sa demande, & n'y pourroit plus retourner.

Ad idem rex. in l. ex quacunque causa si quis in ius vo. non ie. iunc. vul. l. si quis ex aliena. de iud. ff.

De faillir apres delay prins, & demande faicte.

*En mon liure
escriit à la main
y a defendeur.
Mais la prattique
de ces arti-
cles est hors d'u-
sage.*

Sçachez que si le demandeur apres demande contre luy faicte prend delay & iour à retourner sur ce par aduis, & par conseil demander sur ce, & il defaut à celuy iour, il pert toutes declinatoires & dilatoires, & sera readiourné à peremptoire, où il conuient qu'il responde. & si encores il faillloit à celuy iour, il seroit condamné en la demande & aux despens: & si apres contre luy estoit ouuerte, comme dit est, il prene à respondre, & iceluy iour il faillloit, il seroit condamné en la demande: car iour à respondre est si precis qu'il n'y faut qu'un seul defaut: car s'il venoit, il luy conuiendroit à respondre par peremptoire, ou autrement il chetroit en la demande, & ainsi est-il vŕ en Parlement,

Sur assurances, trêues ou paix.

Si adiournement est donné à requeste de partie pour auoir aucunes assurances, trêues ou paix, selon l'ys & coustume du lieu, sçachez que si le Sergent sur ce commis relate ou r'escrit qu'il a parlé aux adiournez, & sur ce se laissoit mettre en defaut, pour ce premier defaut l'assurance doit estre prononcee par iugement, & par lettres intimes & significes à partie par Sergent. &c. Et si les adiournez ne sont trouuez, defaut doit estre donné, & commission à voir iuger le profit dudit defaut: pendant lequel temps leurs estats doiuent estre mis & imposez entre les parties en peine de confiscatiō & de la hart. Et si encores defaut y a, gasteurs & mangeurs de biens doiuent estre mis sur les biens des defaillans & contumaces par deux defaux tant seulement. Et en outre doiuent estre appellez aux droitz du Roy nostre sire de tiers iour en tiers iour, &c. Et bannis du royaume si defaillans sont, selon l'opinion d'aucuns. Et selon l'opinion d'autres il ny chet que le premier defaut si à personne est fait; sinon, au second defaut, & lors doit estre iugé de l'assurance, & faicte sçauoir & denoncée à peines à ce introduites qui sont capitales & confiscables, & en est ainsi vŕ le plus selon les coustumes de present,

À voir iurer & produire tesmoins.

Qu'il a iour deuant iuge ou commissaires à voir iurer & produire tesmoins contre luy, sçachez que s'il appert du iour assigné sur ce par relation du Sergent ou autrement, & il defaut, les tesmoins seront ouys en l'absence de luy, & i'iamais ne les peut reprocher apres, si ainsi n'estoit que au commencement de l'auditiō les parties fussent d'accord d'ouyr tesmoins adiournez ou non, en absence aussi bien qu'en presence. C. li. iiii. rubri. de testibus. authentica sed & si quis ab aliquo &c.

Que defaut ne se donne contre le Procureur du Roy.

Et est à sçauoir que par le stile de Parlement defaut en cas de sauuegarde enfraincte ne se donne contre le Procureur du Roy, i'asçoit ce qu'il n'y eust partie adiointe avec ledit Procureur. La raison est que comme en cas où l'on traicteroit du domaine du Roy, defaut ne se donne point contre le Procureur, pource qu'il ne peut amoindrir le domaine, mais le

peut bien garder & defendre, non plus ne peut-il choir en defaut en cas de sauuegarde enfraincte, qui est cas de pur domaine & de Majesté Royale. Et suppose que l'iniurié en garde enfraincte ne se voulist faire sur ce partie, si ne demeureroit pource que amende & reintegration de la garde ne luy fust sur ce adiugée, & ne la voulist ores prendre. Ainsi fut-il dit par arrest contre le Comte Dammartin pour vn pauvre homme qu'il auoit fait iniurier qui en garde du Roy estoit : l'an mil trois cens septante trois, & que en tel cas defaut ne se donne. Ainsi fut-il dit par arrest contre Jacques à le Plece Bourgeois de Tournay pour Jacques de Ere qui estoit en garde du Roy, l'an dessusdit.

Vide l. 1. de off. procu. ca. 1. ff.

Arrest de Parlement.

ANNOTATIONS DV TILTRE

CINQVIESME.

PAR les Ordonnances Royaux, mesmement celles de l'an 1539. est amplement disposé des defauts, & profit d'iceux: mais i'ay noté cy dessus qu'on n'observe plus d'introduire les causes en premiere instance au Parlement, sinon en certains cas, & pour certaines personnes.

b Par les Ordonnances de l'an 1539. & pratique à present observée, deux defauts sont suffisans, & quelquefois on adinge un troisieme. S'il y a doute aux autres, ou que la matiere le requiere. Mais pour donner un defaut legitimement, il faut que l'adiournement ait esté libellé, autrement il sera nul. De ceste matiere Masuerius, Imbert, Maranta, Papon & autres praticiens ont escrit.

c Cecy ne s'observe, ains le defaillant doit estre readiourné pour voir iurer tesmoins, bailler reproches, prendre appointemens d'ouyr droit en disinctions produire & bailler contredits.

d Il y est autrement pourueu par les Ordonnances & stil qui s'observe à present: par ce qu'il conuient prouuer le contenu en sa demande, vide l. propterandum. c. de iudic.

e Pour l'esclaircissement de cet article faut distinguer le defaut en cause d'appel, qui se donne au profit de l'appellant, du congé qu'obtient l'intimé, & s'il y a congé defaut, & defaut congé, dont i'ay traité aux annotations du Code Henry: mais en cause d'appel sont requis deux defauts pour le regard de l'appellant: & quant à l'intimé on fait distinction entre les Cours de Parlement, & les inferieures, dont faut voir l'Ordonnance de la Cour de Parlement du mois de Decembre, 1534. & Imbert. lib. 2. cap. 8.

f Si le defaut est obtenu contre l'homme mort, il est nul, par ce qu'il n'auroit peu par nature comparoir: & puis que la cause n'est contestée, faut faire donner nouvelle assignation à ses heritiers. vide l. de qua. re. §. 2. D. de iudic.

g *Contumacia* est celuy qui contemne l'ordonnance du iuge: nam *contumacia* à *contemnando* dicitur, vt tradunt grammatici. vide l. *contumacia*. D. de re iudic. les praticiens & interpretes des Ordonnances ont amplement escrit de ceste matiere: ils font difference inter *verum contumacem* & *fictum*, dont traite Masuerius tit. 3. Alexander & alij interpretes ad *properandum*. §. *sin autem reus*. c. de iudic.

h Vide l. 21. §. *prætor*. D. de noxal. actio. sur laquelle est fondée la disposition de l'Edit de l'an 1563. vulgairement appelé de Roussillon, & la pratique de present. qu'es causes personnelles par faute d'affirmer par l'une des parties sur le fait proposé par l'autre, tel fait sera tenu pour confessé & avéré, au preiudice de la partie qui n'aura voulu iurer & affirmer. Et à ce propos on peut voir cap. *presentium*. de restit. cap. *finem litibus* de dol. & *contum*. cap. i. eo. tit. in 6. & cap. si post *præstitutum*. de confess. in 6. Masuer. tit. de iureiur. *Speculat.* tit. de positionib. & Marât. in 6. part. & alij.

i De la venue sera traité cy après, mais la pratique de present est de faire proceder les parties au principal apres venue, ou à faute de defendre est donné défaut, avec un sauf, selon la distance des lieux, & qualité de la matiere.

k Ce Stil n'a plus de lieu, comme est noté cy dessus. Imbert en fait mention lib. 1. cap. 16. & autres praticiens: & on auoit accoustumé d'obtenir à ceste fin lettres Royaux, dont la forme est descrite au protocole de Chancellerie.

l Le stil de perdre sa cause au premier défaut, est hors d'usage: ains faut suivre la forme prescrite par les ordonnances. Et querelle signifie cause, proces, & ce qui est en different & controuersé entre les parties: comme en quelques coutumes. Symmachus lib. 10. epist. 46. *turbata possessionis querela*.

m A present on obserue depuis qu'il y a contestation, & que les parties sont appointées à escrire, soit par intendu memoire ou aduertissement, on ne procede par défaut, ains par forclusion, & ainsi a esté iugé par arrest du dernier iour de Septembre 1550. recité par Papon liure 7. tit. 6. M. Bourdin sur l'Ordonn. de l'an 1539. art. 30. declare la deffence entre défaut & forclusion, qu'il faut voir. & Imb. lib. 1. cap. 14. & partant la peine de perte de querelle n'y a plus de lieu.

n D'un seul défaut en execution en vertu de lettres obligatoires, ou si on y procede par action, est traité es Ordonnances de l'an 1539. art. 65. 68. & 69. toutesfoiz y a un sauf, selon la distance des lieux.

o Ceste pratique ne s'obserue à present, ains les parties ayans comparu par Procureurs, le defendeur ayant baillé deffenses contre les conclusions du demandeur, se fait la contestation entre les parties, sur laquelle elles sont reiglées & appointées à escrire selon la qualité & merite de la cause: dont plusieurs praticiens ont traité, & nous sur la coutume de Paris. art. 104. vide l. vn. c. de litis contest.

p La forme de proceder en causes criminelles est prescrite par les Ordonnances de l'an 1539. & autres, soit que l'accusé compare, ou qu'on procede contre luy par défauts: auquel cas faudra luy faire son proces par recellemens qui vaudront confrontations, dont escrit amplement Imbert lib. 3. & son tresdocte interprete Guenois.

¶ Il note la difference qu'il y a entre absous de l'instance, qui s'ordonne en vertu d'un congé, & absous de l'action ou demande qui s'ordonne apres l'issue contestation, dont faut voir, l. & post edictum, D. de iud. & Imb. li. 1. ca. 13.

¶ J'ay noté cy dessus qu'en vertu d'un seul default on donne assurement: comme escrit Imbert, lib. 1. cap. 8. mais on n'y procede par telles comminations & peines que celles icy recitées: sinon qu'il y ait des informations, & sur icelles on ait fait le procès au defaillant: lequel conuaincu sera condamné selon le merite du cas dont il sera atteint, on n'observe plus d'adiourner pour faire tréues ou paix, siqua en Normandie, où on pratique d'adiourner pour fiancer tréues.

¶ La pratique de present permet de bailler reproches, encores qu'on n'ait comparu à voir iuger tesmoins, ne protesté de bailler reproches: cōme j'ay noté sur le Grand Coustumier: mais il les fault bailler deuant publicatio d'enqueste.

¶ Sauve-garde est principalement entendue celle, qui met en la protection & sauue-garde du Roy: quæ securitas & tuitionis auxilium dicitur, cuius Iustinianus plerisq; in locis, Cassiodorus, Symmachus & alij meminerunt. Elle se doit donc bailler par le Iuge royal, auquel aussi appartient la cognoissance de l'infraction d'icelle, faut voir Faber. ad l. denuntiatus, c. de his qui ad eccles. Guid. Pap. quæst. 418. & autres qui en ont escrit.

DES PRESENTATIONS,

TILTRE VI.



PRESENTATION^a est soy comparoir en personne, ou par procureur en la Cour, ou aucun qui est adiourné, au iour assigné à heure deue, le Iuge seant en tribunal, & Cour auestie d'hommes & de Iuges, si c'est en Cour iugeant par conjure du Seigneur. Et si c'est en Cour de souverain il fustist soy presenter au Greffier qui commis y est. Si comme si c'est en Parlement qui est Cour souveraine du Royaume, il se conuient presenter aux iours de son Bailliage ou Seneschaucée au Greffier par cedula. C'est assauoir au Greffier du ciuil en cas ciuil, & aussi au Greffier criminel en cas criminel, & à chacun bailler cedula de sa presentation. Et qui dedans les iours de presentations des Baillies selon l'ordre du tablier mis & pendu à l'huis du Parlemēt, ne se presente, sçachez qu'à temps n'y vient. Item & si l'adiournement estoit donné & assigné en iour extraordinaire, c'est à dire que ce fust hors des iours ordinaires des Baillies comme dict est, lors se conuient presenter au iour assigné sans attendre autre ordre des iours, & bailler la cedula des presentations, comme dict est.

En cas d'appel.

Item & si c'estoit en cas d'appel, si conuientroit il que le Iuge dont il

E

34 SOMME RURAL OV LE GRAND COVSTVM.

seroit appellé, & la partie intimée se presentassent au iour assigné: ou autrement partie auroit default. & si le Iuge de qui il est appellé, ne se presente, & la partie intimée se presente, le default sera baillé contre le Iuge à tel profit que l'appel sera mis à neant. Si c'estoit en Parlement, pource que Iuge Royal ne soustient nul appel: mais si c'estoit Iuge sujet, il amenderoit l'appel: & ainsi en seroit en Cour royale de Iuge sujet, & la partie intimée demeurerait à soustenir sa cause en la Cour, car en tel cas nul renuoy ne s'en feroit. Et si c'estoit que la partie intimée ne se presentast, lors decheroit par le default la partie de sa querelle qui auroit esté intimée, & le Iuge s'il luy plaisoit, soustiendrait son Iuge. *Ita fuit ordinatum in Parlamento anno domini M.CCCXXVII contra Guerardum Mesla, pro heredibus Marie la Baudé.*

D'estre presente, & non comparoir au iour.

Si dois-je sçavoir que suppose qu'aucune partie se soit deüement présentée audit Parlement, & puis le iour qu'on deuroit plaider sa cause, ne fust presente quand on l'appelle au roolle en la Chambre de Parlement, si seroit default donné contre luy: mais si par Procureur estoit présenté, & au iour qu'appellé seroit au roolle comme dict est, ne comparoit le Procureur, si lendemain matin quand on plaideroit, le Procureur monstroist son exoine suffisante pourquoy il n'auoit peu estre au iour appellé comme dict est, la Cour a bien accoustumé de releuer telle negligence, car dure chose seroit que par la coulpe d'un procureur, partie qui coulpe ny auroit, perdist querelle, ou cheust en default. *Et ita fuit ordinatum pro vno homine Ambien. anno domini 1325.*

De non presenter l'appellant contre sa partie.

C'est ce qu'on appelle congé.

Item si partie appellant au iour assigné en cas d'appel ne se presente aussi bien contre la partie qui a eu sentence pour luy, que contre le Iuge de qui il a appellé: sçachez qu'il est réputé non appellant, & sera sentence mandée estre mise à execution.

Que le defendeur n'est tenu de proceder deuant le demandeur.

Item n'est tenue partie defenderesse de proceder, s'il ne luy plaist, auant qu'il luy soit fait apparoir comme partie demanderesse s'est présentée contre luy, car par moins suffisante presentation peut estre la journée acquise au defendeur, & congé de Cour donné, & despens, & pour ce le faut presenter tres-especiallement contre tous ceux à qui l'on peut auoir à faire, par nom & par surnom. Et si c'est en cause d'appel, si le doit contenir la presentation.

De soy presenter contre tous par nom.

Et s'il aduenoit qu'un homme ou un Procureur eust à faire contre plusieurs personnes, les parties presenter tout à un iour, il ne suffit pas se presenter contre tel & tous autres, contre lesquels il auroit iour à iceluy iour en la Cour, mais conuient qu'il declare tous ceux contre qui il a affaire, comme dict est, & chacune chose à par luy, & par presentation à par luy, ou autrement la presentation seroit moins suffisante. ainsi a esté dict en autres Cours, tant à Amiens, à Laon, à saint Quentin, comme ailleurs. *Facit. c. cum in multis. de rescrip. in vj.*

De Cour ou l'on iuge par coniuere.

Si tu as à presenter à Cour ou on iuge par coniuere, si c'est Clerc ou Bourgeois de bonne Ville, il conuient presenter par aduouïé, si feroit-il si c'estoit vne veufue, Dame, Damoiselle, ou autrement la presentation seroit moins que suffisante, pour-ce que Clercs, Bourgeois, ou Veufues ysent de priuileges, les clerks de tonsure, & les bourgeois de franchise des priuileges de bonne ville, & la veufue de droit de veufue, qui est tel, que le Seigneur souuerain temporel si les a en garde, aussi à l'Euesque par especial au cas que les Iuges lays les voudroient aucunement molester, ou qu'elles faudroient de droit au Iuge lay. Et pour-ce fut il ordonné que clerks, bourgeois, & veufues se presenteroient par aduouïé, qui ne doit estre bourgeois ne clerc, afin qu'il n'ait en luy nul des priuileges ou droits dessusdicts, mais doit estre couchant ou leuant du Seigneur dessous qui c'est, afin si faute y auoit en celuy pour qui il seroit aduouïé, que le Seigneur s'en peust traire à luy, & seroit tenu l'aduouïé de ramener pour l'autre. & bien se doiuent prendre garde ceux qui prennent charge d'aduouïé pour autrui, & pour-ce se presentent les dessusdits par aduouïé, & doit son registrer à la presentation le nom de l'aduouïé, le nom du presentant. Aussi se conuient presenter en tels Cours par le gré du Seigneur, & requérir apres aux Seigneurs qui tiennent le liege, s'ils tiennent le presentant pour présenté par luy & son aduouïé, lequel se doit presenter contre tous & toutes, contre tels, ou contre quelles personnes il peut iceluy iour auoir à faire en la Cour où il se presente, & contre lesquels la Cour entend qu'il ait iour & par especial contre tel ou telle: & le doit nommer, & le Iuge en cōiure de loy se doit tenir pour présenté.

Deuant Cour ouuerte.

Item qui presenteroit auant que le Iuge ait ouuert la Cour, & se soit présenté pour office, ce ne vaudroit, n'aussi depuis qu'heure seroit iugee, ou que le Iuge soit leué du siege tribunal.

De Procureur au nom de son Maistre.

Item si Procureur se presente, il se doit presenter au nom de son Maistre: ou ce ne vault: car si en son nom il le faisoit: son Maistre seroit tenu & réputé pour non présenté.

La pratique est toute vulgaire que les parties se presentent par Procureurs.

Ensuit des iours garder.

On iour garder en Cour est comparoir au iour assigné, & apres la presentation faicte attendre qu'on soit appellé au roolle ou au tour de papier en cour où on plaide par escrit, ou par presentation qui est registrée, & lors qu'on est appellé, seruir à la iournée selon que l'Estar de la cause le desire, mais qu'on ait partie aduersé presente: si non, le iour chet garder proprement. C'est assauoir que puis que partie aduersé ne seroit présentée, n'aucun pour luy suffisamment fondé, lors chet le iour garder, & appartient que la partie qui se presente, requiere & die si c'est Cour de cōiure, Sire Iuge ie garde mon iour en la Cour de ceans au-

Ce present chapitre n'est obserué: car sans auoir recours au Stile de Parlements, aux ordonnances & Stiles de chacune Cour.

iourd'huy contre tel que i'auoy fait adiourner pour telle cause, comme il peut apparoir par la relation de vostre Sergent, & d'hommes qui à ce furent presens. Il fust icy, ie fisse contre luy ma demande: & pour-ce que ie ne le voy, n'aucun pour luy, ie garde mon iour iusques que bien est heure que i'aye default contre luy, & par vertu d'iceluy default at-
trains ma demande, qu'en son absence ie fais telle, &c. Si doit declarer sa
demande, & faire sa conclusion, & puis dire. Par laquelle conclusion ie
dis auoir attrainct contre luy, & tant estre auancé, que la Cour dira, si en
fais plainte à loy, & en requiert droit. Sur ce le Baillif doit coniu-
rer la Cour qu'ils en dient loy, & les Iuges doiuent dire que le defaillant soit
appelé par Iuge & par Sergent à l'huis de la Cour: & si luy ne vient n'au-
cun pour luy suffisamment fondé de procuration, si c'est en cas qui puisse
seruir par procureur, & relation faicte en Cour, le demandeur doit dire:
Sire Iuge, & vous Messieurs les Iuges vous auez ouy la relation de
vostre Sergent, & de vos pers comme tel, &c. suffisamment appelé ne
vient, ny ne compare, n'aucun pour luy, si auez veu comme deuement ay
mon iour gardé contre luy à heure deuë & encores suis prest iusques a-
pres heure si mestier est, si vous requiert de l'heure, & qu'elle me soit
dicte par loy. Lors doit semondre & coniu-
rer le Iuge de la loy. Et les
hommes ou Escheuins doiuent dire, & par loy, puis que le demandeur
ne fait sa demande que de meuble & carel, & que l'action est personnel-
le, il est bien heure de donner default, & luy iugeons de l'heure. Ce faict,
le demandeur doit dire, puis que l'heure m'est adiugee, ie requiers tant
estre auancé par vertu de mon default, que mes conclusions me soient
adiugees par vous, & ma partie defaillante en ce condamnée & con-
traincte avec condamnation de despés, ou tant que par droit vous direz
& iugerez qu'aduancé dois estre. Sur ce les hommes doiuent dire à con-
iure du Iuge, si c'est sur le premier iour, qu'ils ne scauent quelle exoine le
defaillant a. Et pour-ce selon le stile de la Cour luy remettre iour à la
quinzaine, & dedans heure de plaid comme sur son second iour. & ce
iour doit le Iuge luy reassigner en presence de loy là mesmes en la Cour:
Car autre adiournement n'en fault plus faire. Et ainsi y est procedé, &
doit estre iusques à la quarte iournée qui sert pour ouir droit & le pro-
fit auoir adiugé des default & iours gardez dessusdits. A laquelle quarte
quinzaine n'est besoin de soy presenter en Cour dedas heure, car lors n'y
faut point iour garder cōtre partie, fors pour ouir droit, car contumace
est droit estre fait & adiugé au demandeur sur sa conclusion, & pour-ce
appartient il à tout demandeur que dès le premier iour qu'il a default,
qu'il ait fait sa demande & conclusion, afin que sur ce il garde & puisse
tous les iours garder & auoir ses default comme apres demande faicte
en iugement, car autrement les default ne seroient pas de telle excellen-
ce ne de telle vertu. & est vn des notables poincts d'aduocacerie. Si sca-
chez que par la maniere dicte se doit le iour garder en Cour, si c'est en
demande de pecune ou de delict ciuil: & ne se doit iuger l'heure deuant
midy, si c'est en Cour où on ne plaide apres dîner. Et si c'est en Cour où

on plaide apres dîner, l'heure ne se doit iuger deuant l'heure de Vespres chantées en tout tēps. Car en temps d'Esté lors il est heure de soupper, & en temps d'huyter lors il est heure de repaier.

En cas reel.

Et si la demande estoit reelle, lors se deuroit l'heure garder iusques à l'heure des Estoilles, ja fust ce que l'on plaïdast en la Cour deuant dîner, ou apres dîner: car iusques à donc faut-il garder son iour, ne deuant ce, défaut ne se doit acquerir: & dit-on iusques aux Estoilles, c'est à scauoir qu'on les apperçoie au Ciel: si non, & que le temps soit si couuert que perceuoir on ne les peust bonemēt, pour ce ne demeure point qu'on ne puisse bien iuger l'heure, si ainsi est que le Iuge & les assistans qui presens sont, tesmoignent qu'en verité il est bien heure d'Estoilles ou plus, & lors se peut bien seurement iuger l'heure, & défaut donner.

Aussi ce present article n'est plus en usage, ni les autres ensuiuant de garder iour & l'heure & les ordonnances ont estably vn autre stil.

De faillir de demander.

Item & si le demandeur defailloit, le deffendeur garderoit tant seulement sur son premier iour iusques à l'heure, & puis par la maniere dessusdite de son iour garder, luy seroit congé de Cour adiugé & despens, puis qu'il auroit fait apparoir comme il auoit iour.

En cas criminel.

Et si la demande estoit en cas Criminel, on doit garder son iour iusques au Soleil couchant, soit en appeaux de tiers iour en tiers iour, soit en premier adiournement.

ANNOTATIONS DV TILTRE.

SIXIESME.



A forme de se presenter en la Cour de parlement, est contēnue au styl dudit Parlement: & quant aux iustices inferieures royales, y est pourueu par les Edicts d'erection des greffes des presentations, qui sont au Code Henry, où faut auoir recours.

b J'ay noté cy dessus que cet article est à present corrigé pour le regard du Iuge qui n'est intimé en son nom: & quant à la partie intimée faut deux défauts contre icelle à faire, de comparoir. Et i'adiousteray quant au Iuge, que par Arrest du V endredy 15. Feurier, de releuee, 1566. il fut ordonné qu'il en demeureroit en cause, encores qu'il voulust estre partie, par ce qu'il n'estoit intimé.

c Par les ordonnances & Styl de Parlement les causes qui sont au roolte s'appellent à leur retour; & contre la partie qui ne compare par, Procureur est donné défaut, ou congé, ou congé de défaut, ou défaut congé, selon la qualité de la cause, qui se deliure sur le champ, & emporte gain de cause: mais il le faut faire signifier & iuger, & quel quefois il est rabat par la Cour, sur la remonstiance & requeste de la partie, ou du Procureur, lesquels icy auoit

de soy fauto, seroit tenu enuers sa partie, des despens, dommages & intersts. d l'ay leu aux memoires de Monsieur Chartelier Conseiller au Parlement de Paris, vn ancien arrest de Chandelour de l'an 1508. par lequel la Cour declara les defaux nuls, qui auoient esté leuez par presentation contre aucuns denommez, & consors, pour le regard des consors qui n'auoient esté nommez en la presentation.

e Le styl de cet article est du tout hors d'usage: car en causes Ciuiles chacun peut & doit plaider par Procureur: & la memoire des aduonez est abolie. Mon vieil praticien que i'ay escript à la main, les appelle amparliers, qui ont aduen de partie pour plaider pour li: sont les termes dont il use. Des aduonez qui latiné aduocati defensores sine protectores dicuntur, Monsieur Pihou & autres ont amplement escript, & mesmes le tresdote Ragueau en son indice.

f Le semblable se liu en mon vieil praticien que i'ay escript à la main, & on y peut r'apporter la loy des XII. Tables. Rem vbi pagunt, orant, ni pagunt ante meridiem endo comitio, aut endo foro causam coniciunt. post meridiem presente ambobus litem adicito: sol occasus superma tempestas esto.

APRES ENSVIT DE IOVR D'ADVIS, DE IOVR D'APPENSEMENT, DE IOVR DE CONSEIL, OV iour pour absence de conseil.

TITRE VII.



L. I. in prin. de
ceden. ff.

OVR^a d'aduis, iour d'appensement, iour de conseil, & iour d'absence de conseil, n'est autre chose que parties comparantes en Cour, si le demandeur a ouuert sa demande, le deffendeur de droit peut demander & auoir ce delay que demande autre iour sur ce, & auant qu'il doit respondre, si ce n'est en cas priuilegé. si en veut monstrier la maniere, puis que i'ay monsté les choses dessusdites, qui toutes par ordre de Cour laye sont precallables l'une apres l'autre.

Jour d'aduis.

Tu dois^b sçauoir que iour d'aduis est vn delay que le deffendeur peut & doit auoir en Cour. Car tu dois sçauoir que iour d'aduis ne mué pas l'estat de la cause, car pour iour d'aduis auoir le demandeur n'a nul profit: & selon la noble Cour de Parlement iour d'aduis n'est sur autre tiltre demandé que de voir commissions, rescriptions & autres erremens sur quoy le deffendeur est adiourné & dont on le veut poursuivre. Et jaçoit ce que aucuns arguent que le deffendeur doit defendre, & que c'est de son fait, & pour ce ne doit auoir nul delay, ceste raison ne vaut que

Arg. l. pare. 5.

le iour d'aduis ne doiue auoir pour proceder apres comme de raison sera & appartiendra: car comme dit est, iour d'aduis ne change ne muë l'estat de la cause, & pour ce ne doit estre baillé qu'une fois en la cause.

Iour de conseil, autrement dict absence de conseil.

Mais iour de conseil est d'autre condition: car il est de plus notable nature plus estroite & precise. Et sçachez que quiconques demande iour de conseil en la cause selon le stile tant de Parlement comme d'autres Cours (lequel stile est de raison & notoirement gardé) auoir le doit au prochain iour de plaids apres ensuiuant: auquel iour il doit respondre par peremptoire sur la demande dont il aura demandé iour de conseil, car autre chose n'est sur ce iour de conseil, que pour respondre peremptoirement en la demande faicte en cognoissant, ou en niant: car depuis autres declinatoires ne doit auoir ne dilatoire: car de toutes s'est exclus & démis puis que iour de conseil il a demandé, ne à autrement respondre n'est à receuoir. Et pour ce se doit moult appenser l'Aduocat quand il demande iour de conseil.

Iour d'appensement.

Iour d'appensement est & sert tant seulement en cas où l'on seroit adiourné à reprendre ou delaisser la cause & erremens d'un procez dont le demandeur ou defendeur seroit allé de vie à trespas, & la partie demeurée voudroit le procez chasser auant: car plus auant ne pourroit chasser sans faire adiourner les hoirs du trespas en Cour, ou la cause & procez pendroit, en quelque estat que la cause fust au iour du trespas du trespas, & au iour que seruiroit, lors pourroit le demandeur si c'est celui qui auroit fait adiourner les hoirs, dire qu'ils prissent le procez en l'estat que leur predecesseur l'a laissé, & procedassent en outre, & sur ce comme de raison appartiendrait, & lors le peuuent reprendre les hoirs du trespas si bon leur semble. Si ce non, & que reprendre ne le veulent si ne demeurera point pourtant que le demandeur ne face toute diligence de poursuivre son procez comme il appartiendra, & comme apres sommation des hoirs de reprendre ou delaisser, ne pour ce ne demeurera que le Iuge ne puisse aller auant en la cause, à requeste de partie. Et que ce qui depuis en sera fait & iugé, les hoirs au trespas ne soient tenus de l'accomplir par execution de iustice. Car l'heritier est réputé en une mesme personne avec le deffunct. *Vulg. iur.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

SEPTIESME.

Les vieux praticiens font mention des delais icy mentionnez mais ils sont presque tous abolis par les ordonnances de l'an 1539. art. 18. & partant ne sy faut arrester.

b Au lieu du iour d'aduis le defendeur peut demander communication des pieces mentionnées es conclusions du demandeur dont il se vante & veut ayder en la cause, suivant l'Edit de l'an

de do. mal. & met. exceptio. & l. qui in aliterum. §. hac ita de reg. iur. ff.

1563. l. 5. 6. & vlt. c. de edendo. l. 1. & al. D. eo. tit.

c Vide l. si quando. c. de dilationib. glos. ad auth. offeratur. c. de litis contest. cap. 1. & 2. vbi Abbas, de dilat. Masuer. tit. 2.

d Ce delay se pratique, par ce qu'il est raisonnable que les heritiers cognoissent le merite du procez, auant que le reprendre ou delaisser: mais encores qu'ils ne le veulent reprendre, si est-ce qu'il sera iugé contre eux par forclusion comme s'ils l'auoient repris, d'autant qu'ilz sont tenus des faicts de celuy, auquel ils ont succédé, & par consequent de reprendre & soustenir le procez commencé avec luy.

COMME ON PEUT ET DOIT FAIRE ADIOURNER LES HOIRS DV TRESPASSE A VOIR reprendre ou delaisser les erremens d'un procez comme commencé contre aucun qui trespasse seroit.

TITRE VIII.



IL aduiét qu'en procez pendât aucunes des parties vont de vie à mort, supposé que le defendeur allast de vie à mort, il conuiendrait que le demandeur, si la cause estoit en Parlement, fist adiouner les hoirs du defendeur, dedans l'an en Parlement, à voir reprendre ou delaisser le procez & erremens de la cause, en l'estat qu'il seroit au iour que le trespasse allast de vie à mort, ou autrement on n'y viendroit à temps, & demeureroit le procez frustré & interrupt, & si c'estoit en Cour royale autre que de Parlement: il conuiendrait que l'adiournement fut fait à la premiere assise, si c'estoit procez d'assise. & si c'est hors d'assise, il conuiendrait que ce fut fait dedans le mois, ou dedans xl. iours selon le stile de la Cour: ou interruption y pourroit choir. & toutesfois pour plus seurement proceder, le iour seruuant en la cause doit estre gardé par le viuant, & prins comparuit contre le trespasse, & sur ce faire adiouner les hoirs à respondre: & ainsi n'y peut-il auoir interruption, & selon aucuns, lieux Comparuit, par especial le demandeur doit prendre défaut à la iournee seruuant, & ignorer que partie aduerse soit morte, & leuer commission à la faire adiouner à voir iuger le profit dudit défaut: & le sergent rescrira comme il n'a peu faire selon adiounement, pource que mort est. Et sur ce comparuit doit estre prins.

Du demandeur mort.

Et si c'est le demandeur qui est allé de vie à trespas, sachez que le defendeur n'a que deuenir, si c'est en Parlement dedans l'an, & par especial dedans le plus brief qu'il peut, si encores durant les iours de son Bailliage ou Seneschaucee, & si c'est en autre Cour Royale, dedans l'assise, si c'est procez d'assise comme dict est, ou dedans les iours qui seruent en la Cour.

Ces solennitez de proceder apres l'une des parties morte ne sont plus en usage.

la Cour, & si c'est hors assise: soit en Cour Royale ou autre; au prochain iour apres la mort du trespasé, que sera iour de plaid, & le représenter & soustenir avec les erremens d'iceluy en l'estat où il estoit contre les hoirs ou ayans cause du trespasé demandeur: & de ce prendre lettres contenant l'estat pour entretenement dudit procez, afin que interruption ny chée, & sur ce faire & parfaire procez: comme de raison appartiendra. Et selon aucuns si le demandeur ne compare celuy iour, les hoirs doiuent prendre comparuit contenant comme ils reprendront: & doit estre signifié aux hoirs du trespasé qui estoit demandeur, comme tel poursuit entierement le procez encommencé par leur predecesseur, qui estoit demandeur, que tel en defendant procede & veut proceder en la cause. & est la plus saine voye pour oster tous debas, & que partie ne puisse auoir aucune cause d'ignorance, car raison ne souffre point que nul soit condamné en cause sans luy appeller.

Jour pour absence de conseil:

Iour par absence de conseil si est encores d'autre condition: & n'est point si précise ne si estroite comme iour de conseil: car iour d'absence si est tel qu'auoir le doit: soit demandeur ou defendeur chacun vne fois au procez durant, & non plus, en quelque estat que la cause soit apres liticontestation ou deuant, ne refuser on ne le peut ne doit: supposé que la partie qui demande le iour d'absence, eust là present son conseil & Advocats, vn ou plusieurs: car de droict deu est. *Ita dictum fuit per arrestum in parlamento anno Domini mil. ccc. lxx. inter duas partes, quarum una erat de viromandia: in causa appellationis.*

Ce delay est abrogé par lesdictes ordonnances de l'an 1539.

ANNOTATIONS DV TILTRE

H V I C T I E S M E.

APON liure 8. tiltre 16. recite un arrest de l'an 1390. pour ceste opinion: mais j'ay veu faire adiourner en Parlement apres l'an, les heritiers en reprise de procez, qui ont repris & procedé: & ne semble que telle fin de non recenoir puisse auoir lieu en toutes causes.

APRES ENSVYT QUELLES PERSONNES
PEVVENT FAIRE DEMANDE EN
Cour laye.

TITRE IX.



P V I s que monst^ré ay la maniere de faire adiourner & conuenir en Cour. la partie aduerse de luy presenter & son iour garder: monst^rer veulx qu'elles personnes sont qui sont à receuoir en Cour laye à faire demande contre autrui, & quelles non.

L'homme de serue condition.

Si est ^a à sçauoir que en demandant en Cour laye n'est à receuoir homme de serue condition contre homme de franche condition, s'il n'estoit par aduenture auctorisé du Prince.

Banny du Prince.

Item n'est à receuoir homme qui pour cas de crime & tel que si fut tenu, il eust perdu la vie, ou par contumace soit ^b sur ce banny du lieu, si ainsi n'estoit que par son Prince souuerain ne luy eust esté remis & pardonné le faict, & qu'il l'eust remis en la bonne fame & renommee, parties ouyes & appellees, & que sur ce luy fust la grace interinee par le iuge qui faire le peust.

Excommunié.

Item ^c n'est à receuoir homme excommunié, s'il est ainsi qu'il en appare promptement par lettres de son excommuniement, autrement non.

Femme estant en lien de mariage.

Item ^d n'est à receuoir femme estant en lien de mariage, si ainsi n'estoit qu'elle fust auctorisée de son mary ou de son Prince, nonobstant son mary, & de ce eust lettres & enterinement de iuge competent parties appellees sur ce.

Des furieux & pupilles.

Item n'est à receuoir homme furieux sans Curateur durant sa maladie: car chose qu'il feroit celuy temps, ne tient: autre chose seroit si hors en estoit: suppose que aucunes fois y retournaist. Ité n'est à receuoir pupille s'il n'est fondé de tuteur par tutelle donnée de iuge competent.

De clerc.

Item n'est à receuoir clerc s'il ne donne caution de refondre les despens, & le iuge par homme iusticiable couchant & leuant, ou au moins tenant du iuge, ou ce est ventilé & traicté.

De incredulité & Iuif.

Item n'est ^e à receuoir homme qui pour incredulité soit croisé en nom de signe publique, iusques à ce que par son prelat soit recōpensé en fame & renommee. Item n'est à receuoir Iuif ne mescreant contre la sainte loy de Iesus-Christ, si ainsi n'est qu'il soit de ce faire auctorisé de son Prince.

Cet article n'est plus en usage, par ce que le clerc peut librement plaider, sans bailler caution.

De perjure.

Item^e n'est à recevoir homme qui ait pardévant luge sa foy perjurée, tellement qu'il en ait esté reprins & condamné pour infame publique, si ainsi n'estoit que de son prelat il fust sur ce dispensé, & de son Prince relaxé & remis en fame & renommée, & de ce eussent lettres verifiées parties ouyes & appelées sur ce, devant luge à ce commis & competent.

De Procureur.

Item^e peux & dois sçavoir que pareillement que les dessusdits ne sont à recevoir: aussi ne seroient Procureurs pour eux, ne procureurs de telle condition.

De ceux qui sont à recevoir.

Et au contraire peux & dois sçavoir, que tous autres qui sont de franchise condition: peuvent & doivent estre receuz en demandant en Cour laye & en defendant, soit par eux ou par Procureur, s'ils sont âgés, ou s'ils sont moindres d'ans par tuteur: ou s'ils sont expatriez. Et pour proceder en ordre, veux monstrier des Procureurs, & après des tuteurs & curateurs.

ANNOTATIONS DV TITRE

NEUVIESME.



A R. le droit Romain cum seruis nulla est actio, ve ostendit Terentius in Phormione, l. 3. D. nequis cum qui in ius vocat l. 102. D. 7. de diuers. regul. iuris, Mais en France telle seruitude n'a plus de lieu: car encores qu'il y ait en quelques pays des personnes de serue condition, si est ce qu'on ne les tient pour incapables de plaider, soit en demandant ou en defendant, come j'ay monstrier au

second liure des Pandectes.

b Cet article s'entend du banni à perpetuité duquel les biens sont cōfisque, qui est comparé à celui qui dicatur deportatus. Car le banni à temps, qui dicatur relegatus, nec ciuitatem, nec libertatem, neque bona & actiones amittere, l. 7. D. de bonis damnat. not. in l. 5. B. de capit. diminu.

c Cet article encores qu'il soit fondé au droit, cavanic, cap. intelleximus, de iud. & al. si est-ce qu'en Cour laye & seculiere il n'est en usage.

d Il suffit qu'elle soit autorisée par iustice come à presēt il s'observe. Au vicié protocolle de Chancellerie y a une forme d'autorisation des femmes à plaider.

e Ces deux articles, n'ont à present lieu en France, par ce qu'il est permis à chacun de poursuiure & defendre son droit en iustice: mais le Iuis comme estranger doit bailler caution de payer le luge, ainsi qu'un autre estranger. Faber in §. sed hodie. inst. de satil. & in auth. generaliter. c. de Episcop. & cler. & comme a esté l'ugé par plusieurs arrests de la Cour de Parlement mesmes du 28. Avril 1547. 26. Novembre, 1576. & autres.

f La peine du perjure est arbitraire en France, & s'en trouvent diuers iuges.

F ij

mens: mais non tels, que le present article y puisse estre fondé.

g Les Procureurs sont à present en titre d'offices, ausquels ils ne sont receuz qu'apres information de leur bonne vie & mœurs. Et à ce propos on peut tirer quod de postulando edixit Prætor. Et tradit Paulus lib. 1. sent. tit. 2. omnes infames, inquit, qui postulare prohibentur, cognitores fieri non possunt, etiam volentibus aduersarijs. Toutesfois Iustinian ne veut qu'on s'arreste aux exceptions d'infamie du Procureur ou de celuy qui l'a constitué. §. vlt. Instit. de exception.

DES PROCUREURS.

TITRE X.

Procurator est qui aliena negotia mandato sibi à Domino facta gerenda gratuito suscipit plura vel unum l. 1. D. de procur. l. 1. & al. D. mand.



PROCUREUR selon droit escrit est celuy à qui les negoces du commandeur ou constituteur sont commandees à faire par pouuoir sur ce donné. Et Nota, officium procuratoris est quod procurator mandatū sibi iniunctum exacta diligentia seruare tenetur ad negotium sibi iniunctum fideliter exequendum. nec enim sufficit talem diligentiam exhibere qualem suis rebus adhibet: ideo maior ab eo exigitur. C. mandati. l. in re mandata. Ideo dicitur quod negligentia qua in propriis rebus culpanda est: in alienis est vituperanda. Ou autrement Procureur n'est à receuoir, car ce que par faux^a Procureur ou moins que suffisamment fondé seroit fait & procuré, n'est à tenir, ne sentence sur ce donnee n'est à executer. C. de procu. l. 1. Ne aussi Procureur par corruption ou mauuaiseté ne peut faire à son maistre preiudice à escient ou dommage que sur luy ne fust recouuré si vaillant l'auoit. Et pour ce on doit bien prendre garde qui on fait son Procureur. C. de transactio. l. transactio. placitum. & c. & ff. de procurat. l. mandato.

Quantes manieres de Procureurs sont.

Et dois sçauoir qu'ils sont trois manieres de Procureurs. La première si est^b le Procureur aux causes, que les laïcs appellent le Procureur d'office. La seconde si est le Procureur aux negoces: c'est celuy qui par procuration fait les besoignes d'autrui: & en ce conuient que la procuration cōtienne le cas par especial.

De Procureur à litige.

La tierce maniere, c'est de Procureur à litige, cest à demander & defendre en toutes causes & querelles communes, & à cela generale procuration suffit. Et en cas de crime n'a procuration lieu.

Ceste ancienne pratique, donty a des formes au protocole de Chancellerie, n'a plus de lieu en France.

Que nul en demandant, n'est receu par Procureur, sans lettres de grace.
Item ce considéré encores est à sçauoir que selonc le stile du Royaume de France, nul en demandant est receu par Procureur sans grace du Roy nostre Sire, dont il face apparoir par lettres parentes: lesquelles ne durent qu'un an: si ainli n'estoit que la cause durant celuy an fust encom-

mencée, car lors elle dureroit durant la cause. *Et hoc de stilo curie France, d' &c.* *D'empirer la cause de son maistre.*

Item Procureur ne peut la cause de son maistre empirer par termes non licites & indeuës en fait de procuratiõ raisonnable, & qu'en la procuratiõ mesmement n'est contenu sans le sceu de son maistre, *l. ignorantis. & vide ibi & glos. limitationes. ff. de procurato.*

De procuratiõ qui ne seroit sous seel autentique.

Item sçachez que procuratiõ qui ne seroit faicte sous seel autentique, n'est à soustenir, si ain si n'estoit que ce fust d'homme noble qui eust seel cogneu en Cour: comme sont Seigneurs ou Dames qui ont iustice, puis que ce seroit à faire en la Cour de son souuerain: ou d'homme feodal, puis que ce seroit à faire en la Cour de son seigneur.

De femme qui seroit procureur.

Item sçachez que femme de quelque estat qu'elle soit, mariée ou à marier, n'est à receuoir comme procuratrice, pour quelque personne que ce soit. *l. femina. ff. de regul. iur. l. neque femina. ff. de procu. & l. alienam C. cod.* Car à elle est defendu tout fait d'armes & de procuratiõ pour la raison de Calurnie que iacioit ce qu'elle fust femme l'age plus que nul autre: si ne sceust elle auoir mesure, & courut au Iuge sus sans maniere, pour ce qu'il appoincta contre son opinion, pourquoy. *& de hoc habetur l. i. §. sexum. ff. de postul.*

Aucuns corrigent c. Afrania, ex Valerio Mammo lib. 8. c. 7.

De ceux qui ne sont à receuoir.

Item generallyement ne sont à receuoir à procureurs tous ceux qui au chapitre precedent sont declarez non receuables en demandât en Cour laye. referué d'un clerc: car un clerc est bien à receuoir en procuratiõ, puis que sa procuratiõ est deuë, & bien fondée.

Comme procuratiõ est bien fondée.

Si te veux monstrier comme vne procuratiõ peut estre bien & deuëment fondée. Premier sçaches que procuratiõ passée en Cour spirituelle ne vaut en cour laye entre personnes & causes layes: mais autre chose seroit si c'estoit en causes d'Eglise, & pour personnes d'Eglise. *Ita fuit ordinatum in parlamento per arrestum curie anno Domini M. CCC. LXVI.*

Que cheualiers ne sont à receuoir.

Item sçachez que Cheualier ne doit estre procureur, & s'il s'en veut entremettre, si en est-il à refuser de partie, non pas par reproche, mais pour sa noble dignité de cheualerie, qui est telle qu'à luy n'affiert d'entremettre de fait de procuratiõ, qui est tenuë entre les clercs *quasi vile opus*, ne le iuge selõ aucuns ne le doit receuoir, car assez tost s'il leur plaisoit, ils se vouldroient ayder de benefice & priuilege de cheualerie, & ainsi le veut le droit escript, *c. de procu. l. militis. & ff. eo. l. filius familias §. veterani.*

Que Moines ne sont à receuoir.

Item pouuez & deuez sçauoir que Moine ne peut estre procureur en Cour laye s'il n'a especial permissiõ de son Prelat de ce especialement faire & cõduire. Et supposez encores qu'il ait ceste permissiõ, si est-ce en cas d'Eglise, en autres seroit cõtre raiõ & cõtre la decretale qui dit. *Monachi non*

Ne sont reputes vll office de Procureur, comme l'embert a bien obserué. lib. 2. cap. 2.

debent se intramittere de negocijs secularibus, sed sufficiat in tenere claustrum ext. de cleric. vel monach. cap. 1. & 2.

Quelles choses sont requises en procuration.

Sçachez ⁿ que en procuration doiuent estre contenuës sept choses. C'est à sçauoir celui qui establist, & deuant qui se fait l'establisement, & qu'il soit personne commise à ce faire, ou puissant par dignité, & que son seel y soit mis, & que la procuration contienne en demandant ou en defendant, & ce dont le procureur par vertu d'icelle se voudra ayder : car plus n'a procureur de pouuoir que la procuration luy donne, c'est à sçauoir en cas qui desirent especial commandement, si comme aux procurations qui sont pour negoces faire par Procureur. car là se desirent speciaux commandemens, cōme en mariage faire, qui par procureur se veut faire, comme en adherement ou contradiction d'heritage, comme en gouverner d'autrui terre, faire Baillifs & Officiers, estre Recqueur, autrui mettre en possession d'office és cas que dessus. conuient que procuration contienne le cas especial. Mais procurations qui sont à litige pour proceder en Cour partie contre autre, y faut la generalité de commune procuration, qui contienne enuers tous & contre tous. Car si elle estoit contre vn seul, elle ne pourroit seruir contre autre. Et ce que par l'un des procureurs sera fait, soit & puisse estre parfait par l'autre, & par especial qu'elle contienne ^k à payer le iuge si mestier est. Et que à ce s'oblige le constituant par la procuration corps & biens. Et pource faut que la procuration soit passée pardeuant hommes pardeuant qui on se puisse obliger, & que son obligation vaulsist sous iceluy son seel : car lors vaudroit l'obligation ou procuration d'autrui sous son seel : comme dit est. Et ce sont les points especiaux d'une procuration, combié que moult d'autres cas generaux y sont requis : comme ie t'en monstreray exemple par procuration formée en general, par laquelle toutes autres se pourront faire en especial.

Procuracion par forme de formulaire.



A T O U S ^l ceux qui ces presentes lettres verrōt ou orrōnt, tel salut. Sçachent tous que par deuant moy est venu & comparu en propre personne tel. Lequel de sa liberale volonté a fait, constitue & establi, & par la teneur de ces presentes lettres fait, constitue & establi tels & tels ses Procureurs generaux & especiaux, & chacun par luy & pour le tout, voulant que la condition de l'un ne soit pire ou moindre de l'autre, mais que ce que par l'un sera encommencé, emprins, ou entamé, l'autre ou autres puisse faire, parfaire, poursuyuir & mener à fin, en toutes ses causes, negoces & quorelles qu'il a ^m ou aura muës, soit pour luy ou contre luy, en demandant ou en defendant, contre toutes personnes de quelque estat qu'ils soiēt, en quelque Cour que ce soit ou puisse estre, ecclesiastique ou laye, & pardeuant tous Iuges, soient d'Eglise ou lais ordinaires ou non ordinaires, deleguez ou non deleguez, ou leurs Lieutenans, tous Commissaires commis ou à commettre : tous Arbitres, Arbi-

trateurs & amiables compositeurs, deputez ou à deputer, & pardeuant tous ayans pouuoir & auctorité de cognoissance, ou administration de cause, soient referendaires ou non: auxquels & chacun pour luy & pour le tout si mestier est, le dit constituant a donné, & par la teneur de ces presentes donne plain pouuoir & mandement especial de estre & comparaître pour luy & en son nom aux iours assignez ou à assigner, soit en bailliage ou en seneschaucée, soit en assise ou hors assise, en plaids de 15. ou de 8. ou. autres plaids aux iours assignez ou à assigner, soit en iugement ou hors iugement, de luy presenter, exoine ou contremâder vne fois ou plusieurs, de verifier & faire bon exoine ou exoines, contremâd ou contremands, si mestier est, & de reprocher ou contredire à l'exoine ou contremand faits contre luy si mestier est. Plaid ou plaids, en demandant ou en defendant contre tous ou toutes, cōtre qui mestier seroit, entamer, commencer, moyenner, & mener à fin, conuenir & recōuenir, proposer, dire & prononcer de bouche, ou par escrit toutes formes & manieres de demandes, soit par libelle ou cōtre libelle, en cas de propriété ou autrement, soit par articles, replications, duplications, raisons de droict, soit par faits cōtraires, intendit, soit par maniere de memoires, ou de litcontestation, proposer, respondre aux propositions, affermer articles, respōdre aux articles: soit de bouche ou par escrit, accepter cōmissaires vn ou plusieurs, attraire & administrer tesmoins tant que pour suffire, iceux faire iurer, & autres contre luy attrairs voir iurer, de faire reproches, saluatiōs, protestatiōs, & raisons de droict: accorder, & auoir noms & surnōs. des tesmoins, soit en fin d'auditō ou autrement, de bailler lettres, instrumēts & tous munimens en forme de preuue, de iurer en l'ame de luy, de faire faire toutes manieres de sermens, que ordre de droict & coustume requiert & veut, de aduouier & desaduouier, de demander & requerrir garand, ou sommation de garand, ou participation de compagnie, de cause ou querelle, de demander ou faire veuē de lieu, d'intérer complainte ou complaintes en cas de faulx & de nouuelletē, ou autrement de comparoir sur le lieu ou lieux contentieux, & d'y opposer si mestier est, & de faire alleguer toutes manieres d'exceptions, declinatoires, dilatoires, ou peremptoires, de repredre & resumer proces & orremēs de proques, ou y renoncer si mestier est, de conchre en droict, & droict demander, & ouyr droict par sentēce, arrest, appointement interlocutoire ou decisoire, d'appeller d'iceux ou iceluy, releuer, poursuuyr & demener & d'y renoncer si mestier est, de demander & requerrir despens, les faire taxer & diminuer, & d'en requerrir executiō, icelle poursuuyr iusques en fin, de pacifier, commettre, transiger, quitter, pardonner, remettre, relaxer, ceder, & obliger, par foy, par peine, & par iour, par lettres, & sans lettres, de ce accepter pour luy & en son nom heritage, ou son propre heritage faire passer en vest ou en deuest, & decrets, lettres ou escrits, & les deniers recevoir faire & bailler sur ce quittance ou quittances, ce promettre, cōduire, & garātir, & sur ce obliger luy & tous ses biens, de chasser poursuuyr & demander debtes deuēs ou reuenus, & autres debtes audit constituant, de les recevoir, & de faire, & en bailler quittance: de iuger avec les pers en toutes manieres, de

deffervir son fief ou fiefs, de tenir plaid ou plaids en Cour ou Cours, de iurisdiccions, de coniuier ses hômes, & faire à leur iugemét, ou faire faire toute exercitation de loy & de iustice, de faire & cōstituer Baillif & Sergens, de requerir le retour & renuoy de ses suiets, ou des causes de ses suiets, d'entrer en possession, foy & hommage & autres tenemens soit à heritage ou à vie, de acquérir faine, possession & prescription de tēps, de bailler à ferme ou cense, de arrenter soit à tousiours ou à vie ses heritages, & d'en bailler lettres, & decret sur ce promettre, & à cōduire & garatir, & sur ce hypotheker ses heritages & biens, de faire toutes obligations & renunciations generaux & especiaux, de recevoir hōmages & fcautez, & de les quitter & autres remettre si le cas se offroit. Aduens, desaduens, privileges & franchise de seigneur & bourgeoisie, de substituer procureur ou substitut vn ou plusieurs, qui ayent tel & semblable pouuoir que dit est. Et d'iceux substitués appeller soit d'un ou de plusieurs. Et generalement & especialemēt de faire, & faire faire en toutes les choses dessusdites, & autres audit constituant appartenant, circonstant, & dependant, tout autant comme faire pourroit si present y estoit en personne, ia fust que le cas requist mādēmēt plus especial, en toutes les choses dessusdites, ou en aucunes d'icelles. Si promet ledit constituant par foy & sur obligation de tous ses biēs meubles & immeubles, que pour ce il a obligé & hypothéqué, à auoir & tenir & valloir à tousiours ferme & stable, tout ce que par seldits procureurs substitués ou l'un d'eux sera fait, procuré & ordonné en toutes les causes & choses à luy appartenantes, & à payer le iugé ou iugez, soit pour luy ou contre luy, si auant que raison sera. En tesmoin de ce, &c.

Qu'on ne doit prendre en procuration fors que les points qu'il cōvient en icelle.

Si dois sçauoir que la forme de la procuratio dessus cōtenue qui conient en foy tous mēbres de procuratio, ou l'on peut prédre ce que pour le cas dont on auroit à faire suffiroit, car il n'est point expedient de tout mettre en toutes procuratiōs. Et est à sçauoir que puis qu'on cōstitue procureur pour autre, que la procuratio si elle est deuë, doit cōtenir que le constitué puisse substituer vn ou plusieurs procureurs ou substitués; lesquels substitués par vertu d'icelle procuratio & substitutio auroient tel & semblable pouuoir que le substituant, °mais auant que le substituant se puisse ayder en Cour de la substitution; il faut qu'à la principale procuratio soit annexée la substitution & sur scel autentique; ou autrement la substitution ne vaut. *C. de proc. nulla dubit. & ll. sequent.*

De procureur aux pupilles.

Par la loy escrite peus & dois sçauoir que tuteurs aux pupilles, iaçoit ce qu'ils soient donnez par auctorité de iuge: ils ne peuuent faire ne cōstituer procureur pour eux és causes du pupille, auant qu'ils ayent le plaid encommencé comme tuteurs & curateurs, & liticontesté en cause, mais conuiendrait que le mesme pupille par l'autorité de ses tuteurs constituast procureur: ou autrement le procureur seroit moins que suffisamment fondé. *C. liij. ru. de proc. l. neque tutoris, neque curatoris.*

De

De procureur estably à qui on donne don.

S'il aduiét que chacun donne à autre aucune chose, & pour auoir plus d'action en la chose, le donnant vueille faire son procureur celuy à qui il aura ainsi donné, pour celuy don auoir faire le peut : combien qu'à la verité la chose soit au procureur au secret du cas. *C. ru. de procu. l. in rem. &c.*

De Procureur estre traité par la partie contre qui il plaide.

Il est en la loy escrite que si Procureur fait demande en la Cour pour son maistre contre aucun, & celuy à qui ledit Procureur fait celle demande, ait cause d'aucune chose demäder à iceluy Procureur de demander le peut deuant ce mesme Iuge, deuant qui ledit Procureur a fait demande pour son maistre, ne decliner ne peut : ja fust-ce qu'il fust d'autruy Seigneur sujet : mais conuiendroît le Procureur répondre pour sa cause ciuile, ou autrement le Iuge luy pourroit interdire le fait de la procuration, par raison en celle Cour : & appellent les Clercs celle petition, *mutuam petitionem. ff. de procurat. l. seruum quoque. §. au. Pret. & seq. ext. de mutu. petit. cap. i. c. de procur. l. actionem.*

Du Procureur qui est sire de la cause apres litiscontestation.

Par loy escrite si tost que le Procureur par vertu de la procuration a la cause litiscontestée, il est Seigneur de la cause, ny ne le pourroit depuis poursuivre celuy qui la fait Procureur, s'il ne plaisoit au Procureur : si ainsi n'estoit qu'ils deuinssent ennemis mortels l'un contre l'autre : ou par exoine de maladie du Procureur, & ou autre grand' occasion receuable. Lors pourroit le constituant commettre autre Procureur, & non autrement. *C. li. 2. ru. de procu.*

Comme apres litiscontestation le Procureur peut maintenir la cause.

Item dois sçauoir que Procureur qui a cause encommencée, & par especial litiscontestée, peut icelle maintenir iusques en decision, ja fust-ce que le constituât pendant ce allast de vie à trespas, ne pour-ce n'amoindrit point la vigueur de la procuration, & ne pourroit en celle cause autre constituer. Et ainsi le veut la loy escrite. *C. li. 2. rubrica de procu. l. nulla dubitatio. &c.* Les Coustumiers sont d'opinion cōtraire, car ils dient que le constituant de la procuration mort, le pouuoir du Procureur est expiré selon la loy qui dict : *Mortuo mandatore, expirat mandatum.*

*Nostre praelib.
que sans l'opini^{on}
des Coustumiers*

Du Procureur qui feroit dommage à son maistre par sa coulpe.

Item le Procureur qui par sa coulpe & ignorance fait à son maistre aucun dommage en la cause qu'il maintient pour luy, est tenu de l'amender à son maistre par action de commandement, si ainsi n'est que la coulpe ou ignorance soit telle qu'elle ne chet point au sçauoir du Procureur, ne qu'aduiser ne le pouuoir par les memoires & enseignemens de son maistre. *C. li. 4. rubrica sine ritulo mandati. l. procuratorem. &c. & l. etiam si contrariam.*

Du Procureur sans procuration.

Que " Procureur sans procuration n'est à recevoir, ne ce que faict seroit par luy, ne vault. Supposé que iusques à sentence y fust procedé, & sentence donnée si seroit inutile, car il n'y auroit point de partie, ce qu'en

iugement fault, c'est à sçauoir partie demanderesse, & partie defenderesse. ou autrement iugement ne si peut auoir. ff. de procura. l. negotium. C. eo. l. licet in principia.

Comme l'hoir peut defendre la cause dont est successeur sans procuracion.

Toutesfois dict la loy escrete que l'hoir legitime de celuy qui seroit adiourné en Cour, pourroit bien defendre la cause pour celuy dont il seroit successeur, sans procuracion: en baillant par luy suffisante caution de payer le Iuge. C. li. 2. Rubrica de procuratoribus. l. exigendi à filio tuo. Mais en pais, Coustumet n'est point v'se selonc ceste loy, car nul n'y est receu en demandant n'en defendant par Procureur sans procuracion.

Du Procureur d'office tant du Roy nostre Sire, comme d'autre.

De l'office de Procureur du Roy est traité amplement aux ordonnances royales, qu'il faut voir au Code Henry.

Procureur d'office est celuy qui en Cour d'aucun Seigneur est promoteur de luy faire partie contre tous delinquans qui au territoire dudit Seigneur ont delinqué, soit partie adioincte, ou sans partie adioincte: mais qu'il y ait information precedente du cas, autrement ne le doit faire, & de traiter de l'heritage, Seigneurie & demaine du Seigneur: car sans Procureur d'office ne se doit faire ne traiter: & d'atteindre confiscation pour le Seigneurs si comme par le Procureur du Roy nostre Sire, on peut voir en Parlement. Si sçachez que du noble office de Procureur d'office il ne faut pas telle solemnité de procuracion que dessus est dict. Car il suffit que sommairement il soit institué & commis de son Seigneur en tout son droit garder, causes & querelles sous son scel tant seulement, car puis que le Seigneur est tel, qu'il a telle Cour que de celle Seigneurie & iustice, son scel doit suffire en ce. Si dois sçauoir que tous Procureurs d'office par information precedente, suppose qu'il n'y eust autres parties que de luy, si peut-il faire conuenir & traire en iugement contre luy toutes parties, que par information il fera apparoir qu'à adiourner sont, car sans information precedente, & sans celle information auoir monstré au Iuge tellement que commission luy en soit baillée, & sans l'Aduocat d'office il ne peut ou doit quelque partie faire conuenir, n'adiourner. C. de Aduocat. fiscal. rationales prima. rei. &c.

Comme le Procureur d'office se peut mouuoir en oyant plaider les parties.

Par les ordonnances est enuoyé aux Aduocats, & Procureurs de communiquer aux Aduocats, & Proc. du Roy des causes, où sa maiesté a interest.

Item si l'aduenoit que parties plaïassent en iugement, l'une contre l'autre, sans ce que le Procureur d'office y fust adioinct d'un costé ne d'autre, & il ouïst qu'en la cause eust cas ou cause qui competast à son office, si peut-il dire: Sire Iuge j'ay ouy plaider & ventiler par telles parties telle chose dont j'ay cause de moy mouuoir, & fais conclusion que si telle partie obtient à l'encontre de telle, d'atteindre & auoir pour l'office telle amende. Item, & semblablement le peut dire contre la partie aduersé en faisant conclusion d'un costé & d'autre, incoit ce qu'information n'y ait, & que de premier ne soit adioinct à aucunes des parties, puis qu'il oyt ventiler chose de quoy il se puisse mouuoir, car souuentefois aduient que le Procureur d'office est pro & contra toutes les deux parties, & se rend & peut rendre adioinct avec chacune partie. *Item suis ordonné en Parlamento pro Iohanne Flamingi ciue tornacen. actore contra dominum Abbatem sancti Amandi in pabula hiantes eiusdem, anno domini M.*

Arrest de Parlement.

CCC.LXVIII. Item dois sçauoir que nonobstant le noble office dudit Procureur d'office, & qu'ainsi puisse par adiunction mouuoir ainsi que dit est, & faire toutes conclusions ciuiles & criminelles, car en Cour où il y a Procureur d'office, à peine se doit nul auancer de faire conclusion criminelle, fors le Procureur d'office, qui peut par la nature de son office contendre à toutes fins, & partie qui aucunesfois y contendroit, encourreroit griefue peine selon l'ancienne loy, sçauoir est peine de talion, qui porte pareille peine qui dechet qu'on veut faire porter la partie sur qui on fait poursuire. Et pour ce a esté pourueu du Procureur d'office qui peut à toutes fins contendre sans peril de partie adioincte, à fin que de tous mesfaits la verité puisse estre sçeuë, car il n'y a au def aillir de partie adioincte, qu'amende ciuilè & despens. Toutesfois en tel cas ne de si haulte matiere, ne si peut il, ne doit adioindre sans information precedente, ne sans auctorité de Iuge.

Que le Procureur d'office peut dechoir en default comme autres.

Item peut & dois sçauoir qu'encores nonobstant son office, s'il aduient que ledit Procureur face contre autre partie, & il ait en la cause aucun appoinctement à tenir ou à verifier, soit pardeuant Commissaires ou autrement, & le Procureur d'office defaillie de seruir à ses journées qui seront données & ordonnées, iasoit ce qu'il y ait partie adioincte avec luy, si peut-il aussi bien choir en default contre luy : & peut-on aussi bien contre luy prendre exploict tel que contre autre partie : si ainsi n'estoit que de son noble office s'en peut releuer, car par la vertu d'iceluy son office puis qu'il mōstreroit exoine qu'il eust eu à cause de son office en aucune maniere, il en est à releuer. Mais si la partie qui est ioincte avec luy, defaillloit sans la coulpe du Procureur d'office, pour-ce ne seroit-elle pas releuée, en tant que luy compete : mais prendroit & pourroit atteindre contre luy la partie aduersè tout exploict seruant à la journée. Si dois sçauoir que ceste reigle faut en cas que le Procureur auroit à faire pour cause de l'heritage ou demeine de son Seigneur : car lors ne peut, ne doit estre peins exploict à l'encontre de luy ne du demeine de son Seigneur ne de son heritage, ne peut-il faire chose dont il le puisse amoindrir, mais croistre le pourroit-il, car en tel cas le Prince en sa iurisdiction seroit cōme mineur. Et pour-ce nul exploict ne se peut sur ce atteindre ne donner.

Qu'en sauuegarde default ne se donne.

Encores veulent dire les Sages qu'en cas de sauuegarde enfreinte nuls defaults ne se doiuent donner contre le Procureur d'office, pour-ce que puis que sauuegarde sera trouuée enfreinte, il conuient qu'elle soit redintegree, supposé encores^b que partie iniuriée ne se voulsist ja mouuoir ne faire fait à justice, n'autsemēt, pour-ce ne demeureroit-il point que le Procureur d'office ne feist son deuoir, à fin d'amēde pour le Roy nostre Sire, & pour la reintegration de la garde. Et si seroit amende iugée à la partie en son absence pour cause de la reintegration bien le prenrist, si elle vouloit ou non. Ita fuit ordinatum per arrestum curie. Parla-
menti inter dominum cameram. Dammarion ex vna parte & unum
lemens.

*Vt not. in l. i. de
off. procu. cas.
ff.*

*Au liure escrit
à la main y a,
le pensist.
Arrest de Par-
lemens.*

pauperem famulum qui erat in saluagardia, & qui fuerat vulneratus per famulos dicti comitis. Et quod defectus non dabatur contra procuratorem officij in causa saluagardia. Ita fuit dictum per arrestum dicta curia Parliamenti, inter Iacobum de Erre seruientem armorum ex una parte, & inter Iacobum à le pleco de tornaco ex altera, anno domini M. CCC. LXXIII.

ANNOTATIONS DV TILTRE

DIXIESME.

F AULX Procureur est celuy qui n'estant Procureur d'aucun, toutesfois se dît tel, & s'entremet à ses affaires, vt constat ex l. licet. D. de iudic. & l. licet. c. de procurat. ou qui excède son mandement & procuration, l. si procurator. c. eo. tit.

b Il semble entendre le Procureur Fiscal, qu'en plusieurs Iurisdicctions on dît Procureur d'office.

c Ex tit. de procur. D. & c. appert qu'il y a difference entre le Procureur ad lites, qu'on appelle encores Procureur, & celuy qui est ad negotia, siue ad administrandum, vt scribitur in l. 43. D. de procur. qu'on nomme receueur.

d En mon liure escrit à la main est adiousté. Ce qui a lieu aussi par l'usage de Haynault : mais la reigle fault en France, pour les Eglises Cathedrales & Collegiales, corps de Villes qui ont communauté, & Prelats, qui pour leur dignité peuvent estre receus en demandant par Procureur.

e Les procurations se doiuent passer pardeuant Notaires, Tabellions & personnes publiques : & on n'y a esgard si elles sont faictes par escriptures privées.

f Toutesfois en Cour d'Eglise sont receus les procurations passées pardeuant Notaires ou Tabellions de Cour laye & seculiere.

g Il rend en François Cheualier, ce que l. militem. & autres dient miles, comme fuit aussi le grand Coustumier, ainsi que i ay remarqué en quelque annotation. Toutesfois on pourroit mieux rédre le guerrier, ou homme de guerres qui par le droit Romain pouuoit estre Procureur en sa cause. l. qui stipendia. c. de procurat.

h Des Procureurs on peut voir ce que Speculator, Masuerius, & autres praticiens ont escrit. I'ay cy dessus noté que les Procureurs sont aucuns aux causes & procès, les autres aux negoces : & des vns & des autres, aucuns ont mandement general, & les autres ne l'ont qu'à certaines & speciales causes, ou affaires. l. i. & al. D. de procurat. & y a des causes & affaires esquelles s'ist general mandement, & les autres qui le requierent spocial au cas. Vide Specul. d. tit. de procurato. Hosti. in summa. eo. tit. & alios.

i Les procurations pour plaider doiuent estre generales, & si telles sont, elles comprennent toutes causes presentes & futures : & ainsi on le pratique, sans s'arrester à la dispnce des Docteurs. Et pour le regard de la clause enuers tous

Et cōtre tous, sans voir cap. ad agendū in 6. Clem. non potest eo. Ce qui suit des deux Procureurs, s'entend quand ils sont solidairement constitués.

k. Encore que la promesse de payer le iugé, ne soit mise en la procuration, elle ne laissera d'estre valable, & le constituant tenu de payer le iugé. Imbert lib. i. cap. 17. nec enim sibi, sed domino vincit aut vincitur, l. si procurator meus, & l. Plautius, D. de procurat. l. 4. D. de re iudic. l. hoc iure. D. de solut. & sententia fertur in personam domini, non autem procuratoris, vide quæ notantur ad l. i. c. de sen. & interloc. l. vlt. c. de iniur. gloss. fin. in cap. licet. de probat. Mas. tit. de procurat. num. 14.

l. A present les Notaires sçavent bien dresser les procurations, ou les Procureurs mesmes en font la minute, sans estre besoin de ce formulaire, qui est tres-general & comprend les deux especes de Procureurs, aux causes & aux negoces: mais les procurations si generales peuvent quelquefois preiudicier à ceux qui les font: & par là ils les doivent bien cōsiderer, avant que les passer.

m. De vi horum verborum, in causis motis & mouendis, Masuctius tit. de procurat. num. 17. Imbert. lib. i. cap. 17. remarque qu'il fault mettre en la procuration, que celui qui constitue Procureur, promette avoir agreeable ce qui sera bien & deuement geré par luy: & non simplement, ce qui sera par luy fait.

n. En ceste generale procuracion y a des clauses, que sans plus special mandement le Procureur ne pourroit executer, comme d'affirmer en iugement pour la partie, ou sur faits & articles. Aussi par les ordonnances la partie doit affirmer en personne & non par Procureur.

o. Cecy ne s'observe, ains suffit seulement que se la substitution est debatüe, on face apparoir de la procuracion portant pouoir de substituer. De ceste matiere on peut voir l'afon, ad l. quod quis, l. nihil, l. nulla. c. de procur. & Rota. dec. 105. 122. & 146. & al.

p. Ceste pratique ne s'observe plus, ains le tuteur peut constituer Procureur en la cause de ses pupilles, comme en la sienne, avant contestation.

q. Est enim procurator in rem suam: nisi fortè litem redemerit, quod est prohibitum, l. litem. c. de procurato. l. 20. 22. & vlt. c. mandati.

r. Cet article n'est aucunement observé; & les loix & alleguées ne parlent de la cause qui soit contre le Procureur en son nom, pour defendre: ains contre celui qui l'a constitué, & pour lequel il est Procureur en demandant. Mais par le droit François reconuention n'a lieu en Cour laye, sinon au cas porté par la Coustume de Paris, art. 106. où s'en ay traité plus ample-ment.

s. Cecy est fondé sur la L. procuratoribus & seq. c. de procur. l. post litem. Et seq. D. eo. l. si procurator. §. vlt. D. de dol. & met. excep. lib. exsecutore. §. vlt. D. de appell. Toutesfois la pratique de France est au contraire, par ce qu'on peut renocquer un Procureur apres contestation, en tout estat de cause.

t. Pour ceste raison par arrest de la Cour, prononcé en robes rouges, le 22. Decembre 1589. & esté enjoint aux Procureurs es causes de retraict lignager de faire les offices en toutes assignations suivant la coustume du lieu, sur peine

de tous despens, dommages & intersts enuors leurs parties.

u Cecy ne s'observe si estroittement, encores qu'il soit requis par les ordonnances: car les Procureurs ordinaires peuuent comparoir sans procuracion, sans a se faire aduouer; & ne sera nulle la procedure faicte avec eux: comme escrit Imbert. lib. 2. cap. 17.

x En matiere criminelle la principale partie est le Procureur du Roy, ou Fiscal, pour l'interest public de la priuation des criminels.

y. Ceste peine de talion, cuius fit mentio in lego XII. tab. & libris iuris Romani & aliorum auctorum, ne se pratique en France, ou les peines sont arbitraires, iuxta l. hodie. D. de penis: dont i en ailleurs amplement discouru.

z. Ainsi est ordonné par les ordonnances de Philippes V I. de l'an 1344. Charles V. l. 1498. Charles V. l. 1499. art. 2. & 1493. art. 87. Loys XII. 1498. art. 61. & 1507. art. 106. François I. 1535. ch. 2. art. 14. & 15. dont fault voir le Stil de Parlement, l. 2. par. 3. tit. 16. §. 4. & les ordonnances au Code Henry. l. 3. c. de Aduocat. filii. l. li. filius. D. de iure filii Rebuff. de adiunct.

aa. Encores que contre le Procureur du Roy, ou d'un Seigneur en sa iustice, on ne procede par si estroictes contumaces, que contre un particulier, si est ce que l'egalité de iustice, requiert qu'apres delais comperens en le puisse procurer pour l'instruction & conduicte du procès: afin que sa demeure & negligence ne soit cause d'empescher le iugement. Aussi en plusieurs cas le fait du Procureur Fiscal preiudicie au Seigneur, comme traite Imbert. lib. 1. ca. 20. & son tres-docte interprete Guenou.

bb Tel default seroit plus tost congé: & le fait de la faulx-garde enfraincte requiert cognoissance de cause, comme n'esté noté cy dessus: tellement qu'il ne peut estre iugé par un seul default ou congé.

DE PORTEVR DE LETTRES.

TITRE XI.



PORTEVR de lettres, que les Clercs appellent *portator literarum*, est celuy qui se faict partie d'aucune action ou conuent de lettres: comme porteur de lettres. Et par-ce qu'elles font commandement, qui dict, ou à celuy qui ces lettres portera: Si dois sçauoir puis que montré ay quelles personnes sont à receuoir sans Procureur, & quelles par Procureur. Montrer veulx cōme sans procuracion on peut intenter demāde, & iacoit ce qu'on ne soit obligé à celuy qui fait la poursuite si peut on faire poursuite cōtre autre en Cour par porteur de lettres: iacoit ce que l'obligatiō ne soit pas au nō d'iceluy qui fait la poursuite. Et sçachez que puis qu'aucun se rend à porteur de lettres, & qu'il a les lettres par deuers luy, il est Seigneur de la chose; & en peut faire ordonner, quicter, ceder, & transiger à

sa volonté, ne celui au nom duquel les lettres sont faites, & principalement obligé, ny a que voir ne que dire : si ainsi n'estoit qu'il voulsist arguer de faux contre celui qui les lettres auroit, & qu'autrement que de raison luy eust les lettres ostées. Et suppose que ce porteur fust porteur de bonne foy, puis que comme porteur des lettres il auroit intenté demande contre l'obligé par vertu desdictes lettres, & fait convenir en Cour, & les lettres obligatoires exhibées en Cour, jamais le principal à qui on est obligé, ne peut venir contre ce que son porteur de lettres aura fait, ne rappeller ne le peut, ne venir à soncontre, ne ny est à recevoir, mais convient que ce qui est commencé par le porteur, soit mené à fin à son profit ou dommage, ou par son Procureur : car puis qu'il auroit la cause commencée, bien y peut constituer Procureur, mais autre comme porteur ny seroit à recevoir. Car puis que par un porteur est la querelle commencée, il convient que par ce même porteur soit décidée, & pour ce doivent en commencement du procès les porteurs des lettres, mettre outre en Cour leurs lettres obligatoires, par vertu desquelles ils se rendent porteurs de lettres : & puis ne les doivent r'avoir jusques à ce qu'il soit dict & déterminé de la cause : à fin que nul autre par celle lettre ne se peust porter porteur des lettres, car trop inuoluee chose seroit, si plusieurs porteurs se pouvoient d'une même lettre rendre Procureurs.

De porteur de lettres dont le principal est mort.

Item est à sçavoir que si vne même obligation qui feist commandement, ou au porteur de ces lettres, estoit apportée par aucun porteur en Cour dont le principal à qui on seroit obligé, fust mort, & pour ce on voulsist dire que par ce le porteur ne seroit à recevoir, comme porteur des lettres : sçachez que si seroit, & conviendrait que l'obligé y respondist, nonobstant la mort du principal, comme dict est ; mais si les hoirs du principal obligé vouloient dire en Cour que ce porteur n'est pas porteur de bonne foy, & qu'il a les lettres eues sans le mandement du mort, ou sans leur sçeu qui sont vrais hoirs & successeurs du principal, & qu'il n'a titre de les avoir parquoy il puisse dire ne maintenir que baillées luy soient, ne puisse estre porteur de bonne foy, ce qu'il convient en tel cas, car il ne peut dire par raison qu'il soit testamenteur du principal, ne pour testamenteur institué, n'aussi qu'il ait la lettre échappée d'homme qui de bonne foy la puisse vendre, ne qu'il fait par transaction n'échange d'autre dette n'action qu'il eust onques au principal, n'en autre maniere. Et pour ce il appert clairement que les lettres il a sans titre, pourquoy r'avoir les doivent lesdits hoirs. Sçachez qu'à ce proposer sont bien à recevoir : mais ce ne seroit autre que l'hoir, ou ayant cause du principal mort, ne la partie par especial obligé à ce dire ne seroit à recevoir. Ita fuit ordinatum & consultum in Parlamento : per maiores consules & Advocatos in una causa que erat inter Petrum de la Foy ex una parte : & viduam sire Simon ab alia parte : & fuerunt consultores magister Io. Antharan. Magistrer. Andreas de Molins. & M. de Petra & alij.

*Consuetudine
d'Advocats de
Parlement, qui
se vble d'ontest
si non aux con-
ditions noires
oy de fess.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

VNZIESME.

ENCORES qu'il semble que le porteur de lettres obligatoires en ait la cession & transport, & puisse agir en son nom, iuxta ea que traduntur à Bartol. ad l. facta. §. si heres. D. ad §. c. Treb. & Baldo. ad l. 3. c. de nouat. si est-ce que nous observons qu'il n'a nulle action, sans expresse cession & transport, licet ei recte solvatur, ut adiecto solutionis causa. l. si quis stipulatus fuerit, §. 7. D. de solution. pour ceste question on peut voir Bald. ad l. dissolutz. c. de solut. l. aliud. D. eo. tit. & Rebuff. tract. de literis obligar. Et encores qu'il eust action pour se faire payer, ut tradūt Io. Gallus quzit. 4. & Boërius decif. 154. si est-ce qu'il faudroit qu'il rendist les lettres obligatoires, & baillast caution d'indemnité, comme a esté iugé par arrest du 18 jour de Decembre. 1526.

DES INSTITEVRS ET EXECVTEVRS.

TILTRE XII.



INSTITEVRS & executeurs sont les familiers que les marchans ont fait de leur marchandise tant par mer comme par terre, & qui le fait de leurs marchandises meinent & gouvernent, sans ce que les marchans y soient presens. Si dois sçavoir qu'aussi ceux sont à recevoir en Cour sans leurs maistres au fait de leurs marchandises, ne sans autre procuration ne lettres auoir, iagoit ce que le fait ne leur touche, fors comme à varlets & gouverneurs de la marchandise : comme si ton varlet est par toy commis à mener la marchandise par mer, & en celuy faille aucune chose par achat ou par emprunt, ou par autre extractio que luy faille en sa marchandise : sçachez qu'à ce faire est à recevoir, ne tu ne pourrois refuser ne contredire qu'il ne te conuinist satisfaire ce que par lay seroit fait, promis, accordé, ou desaccordé, obligé, ou alloüé, fust en iugement, ou dehors, si ainsi n'estoit que ton varlet fust trouué en fraude ou collusion contre toy, car lors le pourrois desaduouier, & non autrement.

Des serueurs menant marchandise.

Item peux & dois sçavoir, & ainsi entendre des varlets qui meinent marchandise par terre. C. li. iij. rubr. de insti. & executoria actio. l. seruum tuum. & c. & l. ex contractibus seruorum, & c. & l. institoria, & c. & l. si à muliere. Si peux sçavoir quelle difference il y a entre action institoire & exercitoire.

Au liure escrit à la main y avarlets : mais pour le bien escrire sans mesce vallets, qui va lez son maistre, cōme s'ay moustré en mon dictionnaire François.

toire. Sçachez que là institoire proprement est la chose, qui est par le marchand commise à varlet, & exercitoire est celle qui seroit commise par la femme qui seroit marchande. *c. de instito. & exercit. act. l. si à muliere.*

Des concierges & gardes des hostels.

Concierges sont ceux qui sont commis par les seigneurs à garder leurs hostels durant qu'ils sont hors du pays, & qui ont la maison en garde & en cure. Si peulx & dois sçavoir qu'encores sont les concierges d'aucun hostel à recevoir en Cour, pour les causes ou les necessitez à l'hostel appartenantes, sans ce qu'ils ayent autres lettres ne procuracion de leurs maistres, fors la conciergerie. Le concierge peut conuenir, & on le peut faire conuenir aussi. Et cōuiendroit que le seigneur de l'hostel eust pour agreable ce que par luy seroit fait au fait de la cōciergerie, si ainsi n'estoit, comme dit est en la rubriche precedente, que le seigneur y puisse monstrier faute ou collusion contre luy: voire par plus forte raison pourroit-on adiourner le seigneur de l'hostel à la personne du concierge, & à sa conciergerie, pour autres causes qui seroient de la iurisdiction du lieu. & bien sçavoir le fist le concierge à son seigneur, si tant aimoit son maistre, ou son seigneur. & ainsi est-il vñ assez en pays coustumier, puis que les seigneurs sont hors, & à la cause touche la terre dont ladicte conciergerie & hostel depend. Et ainsi le veut le droit escrire, car dure chose seroit si pour l'absence des seigneurs, qui sont souuent hors, les debteurs contre qui ils ont à faire, on tardoit iusques à la reuenue des seigneurs, qui souuentefois est tres-longue.

ANNOTATIONS DV TILTRE

DOVZIESME.



N peut voir à ce propos tit. D. de exercit. act. & de instito. act. & c. de instito. & exercit. act. de differentia. inter institorem & exercitorem, & vtramque actionem vide Cuiacium in parat. ad tit. c. de instito. & exerc. act. & l'article ensuyuant.

b Il s'abuse pour l'exercitoire, par ce que l'exerciteur s'entend aussi de l'homme, que de la femme qui fait marchandise: Et est exercitor dominus nauis qui eam per magistrum nauis præpositum exercet, & omnes reditus & obuentiones illius percipit. l. 1. §. exercitorem. D. de exercit. act. quid sit institor traditur in l. 3. & 18. D. de instit. act.

Huiusmodi actio quasi institoria dicitur, pour le regard du fait de la conciergerie seulement. arg. l. 1. §. non autem. D. de exercit. act. & l. 5. §. non tamen. D. de instito. act.

H

DES TUTEURS ET CURATEURS AUX PUPILLES.
TITRE XIII.

TUTEURS & curateurs sont ceux qui par le iuge sont ordonnez à gouverner les pupilles par l'electiō des amis aux pupilles & moindre d'ans. Si^a dois sçauoir qu'il y a difference entre tuteur & curateur, car proprement à parler le tuteur est ordonné à la cure des pupilles, & le curateur à la cure de ceux qui sont furieux, & qui gouverner ne se sçauoient, ou de ceux qui sont expatriez,^b ou de ceux qui sont sous aagez, ou langoureux.

Si sont encores ces tuteurs & curateurs pour cause de ceux qu'ils^d ont en garde, à recevoir, soit en demandant ou en defendant, iacoit ce qu'ils n'ayent point d'autre procuratiō ne pouuoir que de leur tutelle, car c'est pouuoir assez, ne sans ce que la cause leur touche en leurs personnes. Et dure leur pouuoir de tutelle tant que les pupilles soient venus en aage de quatorze à quinze ans en masse, & de douze à treize ans en femelle. Et le curateur tant que le furieux reuiet en estat deu, & de l'expatrié tant que retourné est au pays, ou qu'on soit acertené de sa mort, ou de sousaagé tant qu'il viue deffous aage. Et ne peut estre tuteur ne curateur personne s'il n'est habile à estre receu en Cōur, comme vous auez ouy en la rubriche de ce faisant mention : &^e conuient qu'ils ayeint fondatiō de iuge qui ce peut faire, ou autrement tout ce qu'ils auroient fait en autre estat, ne vaut. *C. l. i. de confirmand. tut.*

De pupille qui n'a tuteur.

Et s'il aduenoit que aucuns pupilles n'eussent point de tuteurs, & on les voulsist traire en cause, si conuiendroit-il que le Iuge leur pourueust^s de tuteurs, ou autrement on ne pourroit faire ne intenter action contre eux, & se peut faire à la requeste propre de ceux qui les veulent traire en cause, & le doit le Iuge deffous qui c'est à faire, ordonner, & contraindre les prochains^f aux mineurs de par pere & de par mere à ce estre, & curer: ne refuser^z ne le peuuent s'ils n'ont tresloialle exoine, & qui soit à recevoir & n'y doit auoir autres que les prochains tant que recouurer on en puisse: & si prochain n'y auoit, le iuge doit d'office commettre autres qui à ce soient idoines. *C. l. i. qui petant tut. vel curat.*

Que le mary ne peut estre tuteur de sa femme.

Tu dois sçauoir que la loy escrete defend que combien que le mary doit estre par raison curateur & auoir en cure les biens de sa femme, toutesfoi s'il aduenoit que la femme cheut en estat qu'il luy conuint auoir curateur, si^b ne le pourroit estre le mary, & la raison si est pour ce qu'il pourroit sembler que les biens qu'ils viendroient de par sa femme, il en aymeroit plus cher faire son profit que celui des hoirs de sa femme, qui

mais enfans n'auroit de luy, *C. qui dare tut. vel curat. l. maritum.*

Quels peuvent estre tuteurs,

Encores peux & dois ſçauoir que ſourd, muet, aueugle, ne Cheualiers qui ſçauent le faiſt des armes, ne perſonnes qui ne ſont du lieu dont le cas s'offre, & qui n'auroit dequoy faire ſeureté, ou ne ſeroit ſuffiſant clairement à voir pour ſa faculté, ne ſerf, ne perſonnes qui doiuent au pupille, ne le pupille à eux, ne perſonne qui ait perdu reſpond en cour comme dit eſt, ne le iuge en ſa prouince: Toutes les perſonnes deſſusdictes ne peuuent ne doiuent eſtre tuteurs ne curateurs, & ſelon aucuns ne doiuent auſſi parraſtres ne marraſtres. *Per authen. minoris debitor, & per totum. tit. C. eod. li. qui dare tut. vel curat.*

De preſt que faiſt le tuteur.

S'il aduenoit que tuteur preſtaſt aucune choſe du ſien pour les beſongnes au pupille, puis que ce ſeroit venu en ſon profit, il doit rauoir ſur les biens du pupille: & ſi autrement le faiſoit ou preſtoit, l'auoir du pupille: ou en commencement du proces, ou de querelle qui ne venſiſt au profit du pupille, s'il n'auoit eſté faiſt par l'aduiſ & accord des proximes du pupille & de par pere & de par mere, ſçachez que ce ſeroit au peril du tuteur & curateur. *C. de adminiſtratione tutorum. l. ſumptum, & l. non eſt ignotum.*

D'appel faire par le tuteur.

Encores peux & dois ſçauoir que ſi le tuteur a plaid pour le pupille, dont il a ſentence contre luy, appeller en peut tuteur & curateur, mais faire le doit par le conſeil des proiſmes & amis du pupille de par le pere, & de par la mere, ou autrement eſt au peril du tuteur & curateur: car s'il n'appelle, & le pupille trouuaſt en temps aduenir qu'il euſt cauſe d'appeller, le pupille pourroit recouurer ſon dommage ſur tuteur & curateur, ou les hoirs d'eux, car ceſte action chet ſur les biens des hoirs des curateurs. Et encores ſi le tuteur & curateur appelloit, & qu'il ne fit ſa diligence de pourſuyuir l'appel, ce ſeroit auſſi à ſes perils, car ainſi le veut raiſon & la loy eſcrite. *C. de adminiſtratione tutorum. l. ſi bonam.*

De quittance baillée par le tuteur.

Item ſi le tuteur demande debte qui ſoit deuë à ſon pupille, & celui à qui ceſte debte eſt demandée requiert pleige auoir du tuteur, afin que en temps aduenir le pupille ou ſon hoir s'il mouroit ne peuſſent pour ceſte debte ou cauſe approcher le debteur ou ſes hoirs, bien prendre pour le debteur quittance de ce qu'il payera au tuteur ou curateur de luy, ou ſa tutelle ſoit incorporée, car autre pleige ne garant n'eſt tenu de faire tuteur ne curateur, & vaut ceſte quittance ſeulement, ne iamaïs le pupille ne autre pour luy ne peuuent venir contre ceſte quittance. *C. eod. tit. l. tutores.*

De compter rendre par le tuteur.

Item s'il aduient que aucun des proïsmes dudit pupille voulsist auoir compte des biès du pupille, que le tuteur & curateur a eu en garde auant que le pupille eust son aage, sçachez que auoir le doit auant que le pupille soit aagé, & que luy mesmes peut demander son compte. Mais s'il aduenoit que le tuteur ou curateur dissipast le sien mesme, ou inconuenablement les biens du pupille, dont les biens du pupille fussent apparans d'estre gastez, lors s'en doit estre traitt au iuge par les amis, & y doit estre pourueu de remede pour le pupille. *C. de administrat. tu. l. pro officio.*

De lays ou don fait au pupille.

Item si le curateur ou tuteur sçauoit & pouuoit sçauoir que aucune chose fust laissée par les amis par aucun don ou maniere au pupille, & que par paresse ou simpletise le tuteur & curateur se laissent passer tellement que le pupille y ait dommage, sçachez^m que ce seroit au peril du tuteur & curateur, ou de ses hoirs si mort estoit, veu que c'est actiō qui descend en l'hoir, comme dict est cy dessus.

Comme on doit entrer en tutelle.

Itemⁿ veur la loy escrete, si fait raison de maint entendement, que si tost qu'un est fait tuteur & curateur d'un pupille ou autre sur qui tutelle ou curation appartient, que les biens meubles appartenants au pupille il face mettre par iustice en inuentoire, appelez à ce les proximes & amis du pupille de par pere & de par mere, & que l'inuentoire il ait vne partie, & les proïsmes l'autre partie cyrographée, afin que sauvement tout si puisse deliurer. Et s'il y a aucuns biens qui soient taillez d'empirer par garde, on les doit vendre par enchere, & l'argent mettre en rente au profit du pupille. Ou encores souffre assez la loy escrete, si font plusieurs sages, que de l'argent des pupilles on en peut leuer & prendre courtoisie comme du cent dix, ° & en dessous, afin que le pupille puisse estre substenent du sien sans l'amoindrir, fors du moins que l'on peut, *C. de administrat. tut. l. tutores.*

Que tuteur ne se peut excuser.

Item si les tuteurs^p & curateurs n'estoient au pays quand ils sont élus tuteurs & curateurs, & eux reuenus fissent aucune excusatiō, iamais apres ne s'en pourroiet excuser d'excusatiō qui eust lieu, car depuis que l'homme est nommé des proïsmes, & ordonné par le iuge, soit d'office ou autrement, prendre le doit sans excusatiō, si elle n'estoit si raisonnable que au iuge apparust que veritable & raisonnable fust.

Où tuteurs n'ont acquiescé d'estre.

*Facit ad hoc tex.
in l. tutor. C. de
administrat. tut. ff.
eodem l. Sal. l.
quidam §. fin.*

Si peux & dois sçauoir qu'en plusieurs pays coustumiers n'a autres tuteurs ne curateurs que Escheuins du lieu & les Iuges qui au pays sont, selon qu'ils sont appelez, homme, iuge, cortier, hoste, tenant ou Escheuins, & prennent en garde les pupilles & leurs biens sans ce qu'ils

ayent accoustumé d'y pouruoir d'autre tuteur & curateur. mais sçachez que c'est grand peril à eux : car toute telle charge que dessus est dict des tuteurs & curateurs qu'ils doiuent faire des biens aux pupilles appartenans, encore plus grande est & plus perilleuse aux Iuges qui ce font: car de raison ils doiuent rendre compte de cé deuât le souuerain Iuge, le pupille venu en aage, ou autremēt le compte ne vaut, & ne seroit pas deuēment fait, & la raison si est double. Car nul ne reçoit la chose d'aucun qu'il n'en doie rendre compte deuant celui à qui il appartient, & qui amender y peut, si le cas si offre. & dont les Escheuins qui ont ce compte à rendre, ne le rendroient pas deuant eux mesmes, ne se seroient Iuges de leurs causes. raison ne le pourroit souffrir, pourquoy. &c. Car la plus saine & conuenable voye si est de leur pouruoir de tuteurs & curateurs de leurs proximes amis, comme dict est, & si nuls n'en auoient, d'autres qui mis y fussent d'office de Iuge.

*Et hoc autem
sed he leges pa-
rius faciunt ad
hunc locum.*

Difference d'entre pupilles & orphans.

Site veux monstrer^a qu'elle difference il y a selonc les sages & la loy escrite, entre pupilles & orphans. Sçachez que pupilles sont ceux qui sont sans mere: & orphans qui sont sans pere, & toutesfois conuient que puis que enfans moindres d'ans sont sans pere & sans mere, on les appelle pupilles, ou moindre d'ans.

De tuteur sans bailleur caution.

Et toutesfois^r s'il aduenoit que tuteurs fussent baillez aux pupilles pour faire leur profit: & n'eussent fait caution deuē, & sur se fissent ou exploictassent aucunes choses pour les pupilles: Sçachez que s'il estoit, apres qu'ils voulsissent redarguer à ce que fait auroient ou que faire voudroient, par especial le pupille faire le pourroit. Car tutelle sans auoir caution faicte est moins suffisamment fondee, & tout ce que faict est par administration moins suffisant, ne vaut. *Per to. tit. de tut. vel cura qua non satisf. C.*

Lettres de tutelle par maniere de formulaire.

A Tous ceux^r qui ces presentes lettres verront on orront, tels. N. salut. Sçachent tous comme à tout office de bonne iustice appartenne pouruoir aux orphans, pupilles, & moindre d'ans, par telle forme & maniere que eux leurs biens & choses puissent estre maintenus & gouvernees au profit & vtilité desdits moindre d'ans. Et il soit ainsi que nagueres soient allez de vie à trespas & tel telle, pere & mere, & tels enfans, ou tel pere, ou telle mere, desquels ou duquel, ou de laquelle sont demeurez enfans pupilles & moindre d'ans tel ou tels, pour ce est il que nous à qui, à cause de nostre office & iurisdiction, appartient la garde, administration, & gouvernement des orphelins, pupilles & moindre d'ans, & autres estans en nostre iurisdiction qui ne se peuvent ne sçauent gouverner sans nostre prouision: auons à la requeste de tel qui se dict auoir cause d'intenter & faire demande contre lesdits moindre d'ans, fait conuenir pardeuant nous à certain & competent iour tels & tels proximes & amis desdits moindre d'ans tant de par pere

H iij

comme de par mere, pour entre eux eslire des plus idoines pour estre tuteurs, lesquels ont elleu entre eux ensemble tel de par pere, & tel de par mere comme tuteurs desdicts enfans, disans qu'il estoient les plus idoines pour estre tuteurs, & ce ouy nous auons commis, ordonné, & establi, & par ces presentes lettres de l'auctorité de nostre office, confians des sens, loyauté & bonne diligence d'iceux, commettons, ordonnons, & establissons tuteurs & curateurs desdits moindre d'ans & de leurs biens, en leur donnant, concedant, & attribuant tout pouuoir sur ce & auctorité, qu'à office de bon & leal tuteur & curateur doit & peut appartenir pour gouuerner & administrer en toutes les causes, querelles, besongnes, & negoces, ausdicts moindre dans appartenans & que appartenir y pourroient, durant tout le temps de leur minorité tant en demandant comme en defendant. Et de laquelle les dessusdicts tels & tels ont fait le serment accoustumé à faire en tel cas en nostre main en la presence desdicts proximes & amis qui pour ce les tindrent souffisans & idoines: comme dict est. Et auec ce ont iuré & promis de rendre bon & loyal compte & reliqua à nous ou ausdicts moindre d'ans ou leurs ayans cause en temps & en lieu à ce appartenant. En tesmoing.

, ANNOTATIONS DV TILTRE

TREIZIESME.

a  *Il y a difference entre tuteurs & curateurs: mais à present pour le regard des mineurs, les deux charges de tuteurs & curateurs sont confonduës: & durent iusques à vingt cinq ans.*

b *Expatriez s'entendent en deux manieres, ou pour les absens du pays, ou pour les exillez & bannis.*

d *Mais ils sont tenus de faire apparoir de leur qualité s'ils en sont requis.*

c *En France les datons de tutelle sont electiues qu'autrement on appelle datiuës: & les tuteurs esleus font le serment pardenant le Iuge: & n'y fait à propos d. l. 1. qui parle de la tutelle testamentaire, qui a esté confirmee par decret de Iuge encorës qu'elle ne feust valable, pour auoir esté les tuteurs donnez par le testament de la mere, iuxta l. mater c. de testamen. tutel.*

f *Proximes signifient proches, autrement proesmes: & se trouue ledict mot en plusieurs coustumes & vieux liures.*

g *Ceux qui ont esleus les tuteurs, que lors de la nomination ils estimoient solubles, ne sont tenus de leur decheance de biens, ne de respondre de l'administration de la tutelle, comme a esté iugé par arrest solemnel, du 14. Aoust, mil cinq cens quatre vingts sepr. Arg. l. 1.*

§. si magistratus. D. de magist. conueniend.

h *A présent que les tutelles & curatelles sont données, si le mary est esleu par les parens curateur de sa femme il en prendra la charge.*

i *Cet article ne s'observe du tout, car les Cheualliers & gens de guerre peuuent estre tuteurs. De ceste matiere on peut voir. tit. D. de tutel. & sequent. & de excus. Mansuer. de tut. & curat. & autres qui en ont escrit.*

k *Et conuient l. Quotiens. §. nec vtique. D. de administ. & lperic. tuto.*

l *Cecy ne s'observe par ce que le tuteur n'est tenu de rendre compte, sinon la tutelle finie, ou s'il n'est deschargé pour suspension. l. rationes. c. de administ. tut. l. cum quem. c. de susp. tutor. l. si tutor. §. si testamento. l. nisi finita. D. de tut. & rat. distrah.*

m *L. Qui negotiationem. §. vlt. D. administ. & pericul. tuto. & l. pupillorum, 21. c. de administ. tuto.*

n *Voyez Mansuer. tit de tuto. & curat. Speculat. & autres. A faire l'inventaire n'est besoin d'appeller les parens du pupille, ains il se doit faire par personne publique, soit Iuge, Greffier ou Notaire selon l'usage du lieu, & iuxta Nouel. 72. Mais il conuient y appeller le Procureur du Roy, ou fiscal, comme legüime contradicteur, & personne capable pour defendre les droüts du pupille. Pour la confection des Inventaires y a des ordonnances & arrests de la Cour de Parlement, qui en contiennent des reglemens.*

o *Cet interest pupillaire est reduit par les ordonnances & arrests, à la raison legitime des rentes constituées.*

p *Le tuteur esleu ne doit appeller; ains s'excuser padeuant le Iuge auant que faire le serment. §. Qui autem. instit. de excus. tuto. l. 1. §. si quis. D. quand. appell. sit. l. 2. c. de appell. Et pour la confirmation de cet article fait l. tutor. 19. c. de administ. tuto.*

q *Ceste difference ne vient du droüit Romain, où pupilles sont entendus ceux qui sont sous puissance de tuteurs, & en aage de pupillarité, nempé impuberes, vt ait Cornutus in 2. Satyr. Persij: Pupillus, inquit, Iurisconsultus, est qui, cum impubes est, desijt in patris potestate esse, l. 239. D. de verb. signific. les orphelins ou orphans qui sont destituez de pere & mere & de biens. Et ainsi on les entend par commun usage.*

r *Au pays coutumier par le droüit François les tuteurs ne sont tenus de bailler caution, principalement s'ils ont des heritages & immeubles; sinon qu'ils affectassent la tutelle & qu'elle leur fust debattüe, comme j'ay veu iuger par arrest pour la tutelle des enfans de feu Lormier. Mais le tuteur donné par le pere par son testament, au pays de droüit escrit, n'est tenu de bailler caution, Instit. de satisfd. tutor.*

Masuerius tit. de tuto. & curat. Jugé par arrest donné en l'audience pour un tuteur, encores qu'il n'eust des immeubles, du 7. Mars 1596. sur un appel de Lyon, iuxta. l. testamento datos. D. de testament, tutel.

[Il y a assez d'autres formes, mais pour bien faire il faut demander les pupilles & leurs sexes & aage, & pareillement les noms de ceux qui ont nommé & esleu les tuteurs, & s'ils sont parens desdicts pupilles : de quel costé & en quel degré : & ainsi l'observent les bons praticiens.

APRES ENSVIT DES BAILLIFS, RECEVEVRS

ET AVTRES OFFICIERS QVI EN COVR SONT
pour leurs offices à recevoir.

TITRE XIII.



TOUS Baillifs à cause de leurs bailliages peuvent faire convenir en Cour & aussi peuvent estre cōuenus & adiournez pour leurs offices. Et ne conuient qu'ils ayent autre pouuoir ne procuration que les lettres de son bailliage. Et pour ce en leurs bailliages à cause d'office: si c'est en pays local: & où il n'y a point en leur Cour de Procureur d'office, ils peuvent faire convenir & attirer en cause toute personne, & y sont à recevoir soit Criminellement, soit Ciuilement, selon ce que la coustume du lieu desire: car elles sont diferentes. Car en lieu & en Cour où il y a Procureur d'office, le Baillif ne doit auoir que le coniuire tant seulement. [Si^a peux & dois sçauoir que le Baillif en toutes causes touchant son office de Bailliage peult & doit convenir & estre conuenue, & conuient qu'on responde durant sa vie; mais luy mort, l'action est expirée: car ses hoirs ne seroient tenus de respondre. Item par toutes telles formes peult & dois sçauoir entendre des lieux tenans aux Baillifs. Encores trouuerez des Baillifs & Lieutenans Royaux en quoy & comment ils doiuent vser de leurs offices, en la rubrique cottee.]

De renuoy de Cour.

Item peult^b & dois sçauoir que le Baillif sans estre adiourné peult en autre Cour aller requérir & demander le renuoy de son sujet, pourueu qu'il voise fondé de son pouuoir de baillie qui doit contenir que de ce demander il ait especial pouuoir, autrement ne l'auroit pas: & que aussi le Baillif ait en sa Cour loy telle que du cas il puisse cognoistre si c'est en Cour dont il est sujet. Et si c'est en Cour voisine, il doit mener avec luy son Seigneur qui est la souueraineté, & qu'il puisse de rel cas cognoistre & ensemble requérir ledict renuoy: lequel leur doit estre fait; mais que le detenu ne soit lié par responce, ou ait esté prins en présent meffaict: esquels cas renuoy ne eschet.

Qu'elles

Quelles choses sont requises en renuoy.

Car en renuoy selon l'opinion d'aucuns trois choses y appartiennent, Juge qui puisse renuoyer, & Seigneur qui requierre le renuoy, & sujet qui requiere à son Seigneur estre renuoyé, ou autrement renuoy ne se doit faire.

De renuoy de Cour demandé.

Combien que selon la loy & les Conseillers du Parlement, jaoit ce que le sujet ne requiere renuoy, & il y ait cause de requierir renuoy du sujet au Seigneur ou souverain Seigneur. C'est à entendre au Seigneur de qui le sujet tient, est, & doit estre le Seigneur à qui le renuoy est requis, tenu de renuoyer: ne pour negligence ou simpleste du sujet, le Seigneur moyen qui fait diligence, ne doit perdre son droict. *Ita fuit consultum per consultores & advocatos Parisius in Parlamento, pro Domino Episcopo Tornacensi ad causam sue iurisdictionis de Vnez inter Ioannem de V uadriponte Burgensem Tornacen. ex una parte, & Ioannē crisembien etiam Burgensem Tornacensem & ex altera parte, ex eo quod questio erat pro hereditariis pendentibus. &c.*

*An livre escript
à la main est ad
ionsté, quis cau-
sa debes agi vbi
est hereditas, de
qua contenditur
C. vbi de hered.
ag. l. vii.*

*Lettres de constitution de Baillifs par maniere de
formulaire.*



Tous ceux qui ces presentes lettres verront, Tels, salut. Sçavoir faisons que nous adcertenez & confians à plain de sens, loyauté & bonne diligence de nostre bien amé tel. Iceluy auons fait commis & estably, & par la teneur de ces presentes commettons & establissons nostre Baillif, & garde de iustice, Seigneuries appendantes & appartenantes, que nous auons en nostre ville, terre, chastellenie & seigneurie de tel lieu aux droicts, gaiges, profits, & emolumens accoustumez, & qui y appartiennent, tant qu'il nous plaira, & de par nous luy auons donné, & par ces presentes donnons & concedons plain pouuoir & mandement especial de faire garder, exercer & maintenir pour nous & en lieu de nous ledict office de baillie, & tout ce qu'a bon Baillif peur & doit competer & appartenir de faire, de tenir & garder nos plaids pour nous, & en lieu de nous, de semondre & coniuere de loy nos iuges & hommes iugeans en nostre Cour, & de leurs iugemens exercer & accomplir, & de requierir retour & renuoy de Cour de toutes les causes, querelles & besongnes à cause dudit office appartenants, & à noz sujets dudit lieu, toutes & quante fois que le cas si offrira, & generallyment de autant faire pour nous & au lieu de nous au cas dessusdict, que si presens y estions, & que

faire, dire, requerre & pourfuyir pourrions. Si donnons en mandement à tous nos hommes, officiers & fujets de ladicte terre & lieu, que à nostre Baillif ses Lieutenans commis & deputez obeissent & entendent diligemment audict office faisant, gardant, & exerçant sans difficulté ou faute aucune. Prions instamment & requerons en aide de droict si mestier est, à tous autres iusticiers & officiers ou à leurs Lieutenans, commis, deputez, & fujets ensemble, & à chacun d'eux endroict soy si besoin est, qu'à nostredict Baillif, ses commis & deputez audict office, vueillent & leur plaïse prester conseil, confort, ayde, & prison si mestier est, & requis en sont.

Mandons en outre à nostre receueur audict lieu qui est à present, le temps aduenir, que à nostre dict Baillif paye & deliure sans refus ou contredict les gaiges à ce ordinaires, aux termes & iours assignez & accoustumez : & tout ce que audict Baillif sera pour ce payé & deliuré, par rapportant quitrances dudit Baillif avec ces presentes, ou vidimus d'icelles sur seel autentique, nous voulons estre alloué, & valloir en ses comptes sans contredict aucun. En tesmoin. &c.

ANNOTATIONS DV TILTRE.

QVATORSIÈME.



EST clause n'est au liure escrit à la main, mais elle a esté bien adioustee : & selon la pratique de present, nulle iustice ne s'exerce sans Procureur fiscal ou d'office, que le Seigneur y doit mettre, & le Baillif ne peut estre poursuiuy, ne poursuiure en son nom, ne le Procureur pour office sinon qu'il soit question de son propre fait : car pour la cause du seigneur le Procureur en fait poursuite en sa iustice, & hors sa iustice le seigneur doit plaider en son nom.

b Pour le renuoy on distingue, s'il est demandé du Iuge Royal, ou non Royal, car si c'est du non Royal le suiet seul peut demander le renuoy, sans l'adionction de son seigneur, mais du Iuge royal, le suiet ne seroit receuable à demander le renuoy, s'il n'estoit vindiqué par son seigneur, lequel seul sans son suiet peut demander le renuoy, encores que la cause ayt esté contestee : par ce que les iustices des seigneurs leur sont patrimoniales : & i'en ay veu donner arrest en l'audience du Mardy dousiesme iour de Iuin, de releuee, mil cinq cens soixante cinq. Voyez Imbert lib. 1. cap. 22. & Guenois ; ce qui s'entend s'il n'y a coustume contraire.

c Le moyen iusticier ou inferieur peut demander renuoy de son

subiect au hault iusticier, ou superieur, es causes qui luy appartiennent à cause de sa iustice, si par la coustume n'y a preuention: Et faut que le Iuge, auquel est demandé le rennoy, soit Royal ou autre, y face premierement droit: d'autant qu'il concerne la competence du Iuge, comme s'ay traitté ailleurs.

d. En quelques institutions les Seigneurs font mettre clause requisitoire, de recevoir le serment par les Seigneurs Superieurs, ou leurs Baillifs: ou autres Juges Superieurs, au ressort desquels sont leurs iustices.

APRES ENSVIT DES RECEVEURS.

TILTRE XV.



V peux & dois sçauoir que receueurs sont ceux qui sont commis & deputez à recevoir, gouverner & maintenir la recepte d'aucun seigneur, ou d'aucune ville, ou d'Eglise, & qui de ce ont pouuoir par lettres ordonnees & puissance de leurs seigneurs. Si sçachez que tels sont à recevoir en Cour à cause de leurs offices sans autre procuration ne pouuoir especial, & peuvent à cause de leurs offices faire adjoindre & conuenir en Cour toutes personnes qu'à loy sont receuables, soit pour traictie de marchandise, ou contract, soit pour rente non payee ou autre redevance ou arrerages, jaoit ce que ce ne soit pas du temps de leurs offices, mais de parauant puis que à l'office de leur recepte peut competer, & si faut respondre en cause ou querelle comme au Seigneur: car à ce s'estend le pouuoir d'office de recepte, réservé le cas qui toucheroit l'heritage ou demaine du seigneur. Car lors conuiendroit que le Seigneur ou Procureur pour ce faire fondé apparust auec le receueur ou sans luy. Si peut estre le receueur conuenu en Cour à cause de son office, & conuient qu'il y responde, & ne le pourroit son Seigneur en ce desaduouier: si peut donner commission pour luy faire payer de la recepte souz son seel, & c'est en lieu qui ait telle auctorité. Et faire des sergens de son Seigneur collecteur vn tel qu'il luy plaira. Si peut faire & donner quittances de tout ce qu'il receura, qui vaillent à tousiours: ne son Seigneur ne peut contredire à icelles: mais que son pouuoir soit incorporé dedans. Si peut bailler à ferme, louer ou arrenter à neuf ans, ou au dessous: & sur ce bailler ses lettres qui tiennent & vaillent. Si peut vendre les grains, bois & autres émolumens au faict de recepte appar-

*Du pouuoir de
Receueur.*

tenants, qui tiens & vaille. Si peut constituer receveurs vn ou plusieurs, & donner ses lettres sur ce, & pouuoir qui vailent & tiennent pardeuant tous iuges: car à luy compere le faict dudit office de recepte, & non point à luy tant seulement; mais à son hoir, car c'est action qui descend sur l'hoir, au cas que faute auroit au compte dudit receveur. Et par ce luy est concedé de ce faire, & constituer officiers, à son bon plaisir, car c'est à ses perils, & tel est office de recepte. Et pour ce dient les aucuns que c'est perillex office de recepte, pour ce qu'il descend sur l'hoir, & les hoirs des hoirs, tant que la cause dure & peut estre aduenue, ou pour le temps aduenir retrouuee. Si sont tenus de rendre compte de tous leurs ouurages, recepte, mises, distributions, escrits ou comprobations de commandement de leur Seigneur, de tous nouueaux ouurages ou faicts de marchandises sur ce par haulee ou renchere selon ce que le desfire, de lettres sur ce par haulee ou comment de tout ce qu'il feroit, ou autrement ne luy doit estre passé ne valoir descharge. Car en faict de recepte rien ne doit estre passé sans verification & sans lettres puis qu'il passe. xx. sols. ou au dessus: & telle est la regle de comptes rendre, & recevoir.

*Consables sont
tenus rendre co-
pte, & monstrent
quittance.*

Lettres de pouuoir des receueurs



Tous ceulx. &c. salut. Sçachent tous, que nous con- fians à plain de sens, loyauté & bonne diligence de tel, iceluy auons fait, ordonné & estably & par la teneur de ces presentes faisons, ordonnons, commettons & establissons nostre receueur general & especial de route nostre terre, iustice, & seigneurie, reuenues, exploicts, émo- lumens, & profits quelconques que nous auons, & auoir pourrons en. N. Pour par luy recevoir, ordonner, leuer, vendre, censir, ou bail- ler à ferme, à vn ou à plusieurs, faire sur ce que par luy sera faict, let- tres obligatoires, ou de quittance, faire & constituer en son lieu rece- ueurs vn ou plusieurs, dont il ait toutesfoi le faict & la charge, colle- cturs vn ou plusieurs, faire demandes & poursuites de toutes les cho- ses à nostre recepte appartenantes, & de icelles mener à fin & decision, si mestier est, comme nous pourrions faire si presens y estions. Parmy rendant à nous ou à nos commis & deputez, bon compte & loyal. De laquelle chose il a fait serment en nostre main, comme en tel cas est accoustumé. Si donnons en mandement à tous nos offi- ciers & subiects que à luy en ce faisant obeissent & entendent diligem- ment, & luy prestent conseil, confort, & ayde si mestier en a, & par luy en sont requis. En tesmoia de ce. &c.

*Au liure escrit
à la main y a cē-
ser, qui signifie
bailler à cens:
ce que toutesfoi
les seigneurs
n'ont gueres ac-
coustumé de cō-
der à leurs reco-
ueurs.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

QVINZIESME.

Receueurs sont appelez procuratores ad negotia siue ad administrandum, dont a esté parlé cy-dessus. Il traicte en cet article des receueurs generaux, qui ont pouuoir general, & quibus libera administratio rerum commissa est, vt traditur in l. procurator, §8. & seq. D. de procurat. Il y a d'autres receueurs, qui n'ont qu'un mandement special & limité, lesquels outre ce qui leur est concedé par iceluy, intenter ne soustenir action.

b Par ce que la cause est civile, qui depend de contract: & par consequent hereditaire. l. 1. C. si cert. pet. l. ult. c. de here. act. & al.

APRES ENSVIT LA TENEVR DV POVVOIR
DE SERGENT PAR MANIERE DE FORMVLAIRE.

TILTRE XVI.



ATous. &c. Sçachent tous que nous confians & acertenez des biens, sens, loyauté & bonne diligence de tel. Iceluy auons faict, mis & estably, & par la teneur de ces présentes faisons, commettons & establissons nostre Sergent en nostre iustice, terre & seigneurie de. N. & des appartenances aux droicts, profits & emolumens à ce accoustumez: le quel office est à present vacant par la mort de tel, & duquel office de Sergentise ledict tel a faict le serment accoustumé d'iceluy loyaument faire garder & exercer, tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nostre Bailif du lieu, ou à son Lieutenant, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, prions & requérons à tous autres, que à nostredict Sergent faisant son office de sergentise, vueille faire & prester toute maniere de confort, conseil, ayde, & prison si mestier est, & requis en sont. Auquel nous defendons par ces presentes toute cognoissance de cause. Donné. &c. Si sçachez que le Sergent mort, l'action de son exploict en faict de sergentise ne descend point sur l'hoir: sinon en ce que l'autre l'auroit receu en l'executant.

ANNOTATIONS DV TITRE
SEIZIESME.



*ET article doit estre mieux considéré, tant pour le regard de l'exploict, que pour le faict & maluerfation du Sergent, si de son viuant il en a esté poursuivy, ou que ses heritiers en ayent profité, vt traditur in l. vn. c. ex delictis defuncto. l. in heredem. D. de calumn. & aliis: & ailleurs i'en ay plus ample-
ment traité.*

APRES ENSVIT DES MARGVILLIERS.

TITRE XVII.



MARGVILLIERS² sont ceux qui ont en garde & en cure les biens appartenans aux Eglises, & qui reçoivent les aumosnes & reuenus à elles appartenantes, & font les mises à ce pertinentes. Prouiseurs sont ceux qui aussi sont commis à garder & recevoir les biens aux pauvres publiques appartenas, & qui leur administrent les biens & aumosnes qui leur sont données ou delaisées. Si peux & dois sçauoir qu'en tous ces deux offices les commis à ce peuent à cause desdicts offices estre conuenus, & faire conuenir en Cour laye, & faut respondre à eux, & aussi qu'ils y respondent sans ce qu'ils ayent autre procuratio ne pouoir que de leurs pouoirs de leurs offices: & conuient qu'ils soient tousiours fondez de leurs pouoirs puis que cause veulent intenter, lequel pouoir doit estre faict & passé par l'accord & consentement de la plus grande & saine partie des parroissiens à qui ce touche, & qu'iceux pouoirs soient confermez du seigneur dessus qui c'est à faire: & par lettres patentes peuent & doiuent lesdits Officiers par leur pouoir vendre, alouer, censir, arrenter tous emolumens à ce appartenans, sauf le principal, & en bailler lettres ou leur pouoir soit incorporé qui tiennent & valent fermement. Et sçachez que l'action de ceste office descend sur l'hoir, pour ce qu'il y a regard de recepte & de maniance, & pource n'y doiuent estre mis ne intituez personnes qui ne soient idoines & suffisans, si ainsi n'estoit que de leur temps ils eussent faict & rendu compte, appelez ceux qui sont à appeller, & que la quittance fust passée pardeuant le seigneur auquel & dessous qui c'est à faire, & lettres sur ce leuées que celuy en temps s'approche en estoit, ou son hoir apres la mort puissent monstrecr.

Après ensuit la teneur des Marguilliers.



Tous. ^b &c. salut. Sçachét tous que oy le rapport & consentement de nos bien-amez suiets les manans & habitans de nostre ville. N. pource conuoquez, assemblez, ou la plussaine partie, disans qu'il est expedient & accoustumé en ladicte ville pour le bien public & vtilité d'icelle, & desdits habitans, de faire, constituer & ordonner par nous à leur rapport & election certaines perfonnes, qui soient marguilliers, gouverneurs & administrateurs des biens à l'Eglise d'icelle ville appartenans, soit en aumosnes, ou autres profits & emolumens venus & à venir, afin que plus profitablement & discrettement puissent estre & soient gouvernez & maintenus. Et par leurs aduis & assentemens nous soient rapportez & affermez, N. & N. pour les plus habiles, idoines & suffisans pour le present à ce faire, gouverner, & maintenir, en nous suppliant que à ce les vueillons consentir estre, confermer, donner pouuoir & auctorité dudit office faire & maintenir, & de ce bailler nos lettres. Pource est-il que nous ouye la relation, accord & consentement desdits habitans, iceux dessus nommez de nostre pouuoir auctorité & seigneurie apres le serment prins d'eux dudit office loyaument faire & exercer, à leurs sens, pouuoirs & diligence, laquelle chose ils ont promis & iuré faire, iceux dessus nommez auons commis & establis, & par la teneur de ces presentes commettons & establissons Marguilliers, Gouverneurs & ordonneurs des biens, rentes, reuenus, profits & emolumens à ladicte Eglise venans & appartenans, à aduenir & appartenir pour en faire disposer & ordonner, soit par vn an, ou par plusieurs années tout au plus grand profit que faire se pourra au iour que ce sera fait apparet. Voulons, concedons & ordonnons que tout ce que par eux ainsi en sera fait, soit vallable, & tienne ferme lieu & stable, & en puissent donner & accorder lettres vallables & suffisantes en lieu de fermeté & seurété, qui portent & puissent valoir obligation hypothèque sur tous les biens à ladicte Eglise à ce appartenans : puissent conuenir & faire conuenir en Cour & iugement, tant d'Eglise comme seculiere, les debtors audit office redevables : & faire & demener cause, soit en demandant ou en defendant iusques en fin : faire ou constituer procureurs vn ou plusieurs, & faire tout ce & faire faire que ordre de droict & proces requiert, & d'obligation à payer le iugé si mestier est, soit pour eux ou contre eux au cas dessusdict, parmy toutesfois qu'ils seront tenus de rendre bon compte & loyal de tout ce que par eux en sera fait, ces presentes lettres de pouuoir durant iusques à nostre reuocation ou desdits habitans, & non plus. En tesmoin de ce. &c. Et conuient en demandant qu'ils ayent leur pouuoir avec eux, & lettres de grace du Roy nostre sire.

Des executeurs de testamens, ou subrogez à iceux.

ENcores est à sçauoir que tous executeurs de testamens, ou subrogez en leur lieu pour iceluy testamēt accomplir, ou paracheuer d'accomplir sont receuables à faire poursuite en ladicte qualité d'executeurs

& ne leur faut autre pouuoir que leur testament pour demander ou defendre : & pource i'en ay icy mis en brief comme c'est qui peut estre commis & comme il peut commettre : car ailleurs i'en parleray plus auant.

ANNOTATIONS DV TILTRE

DIX SEPTIESME.



MARGVILLIERS, appelez en Latin *matricularij* à *matricula*, sont ceux qui ont charge du reuenu de l'Eglise, vt constat ex Aimonio lib. 4. de gestis Fran. cap. 33. Marculpho. in formul. & alijs. Prouisoirs des pauvres ont diuers noms au droit Romain, selon la condüion des pauvres, vt constat ex tit. C. de episcop. & cler. & orphanotrop. &c. Et les uns & les autres possunt comparari actoribus, de quibus in l. 6. §. actor. D. quod cuiusque vniuersit. leur charge & office leur donne pouuoir d'agir & de defendre pour ce qui depend de leur administration, & dont ils sont tenns rendre compte.

b Ceste forme d'instituer des marguilliers, ne s'observe plus, ains si tost qu'ils sont esleus & nommez par le peuple, ils en prennent la charge, sans en prendre confirmation du Roy ou du seigneur du lieu : & suffit pour leur qualité qu'ils soyent registrez & immatriculez au registre de l'Eglise, qu'on appelle en quelques lieux *matricula*. Le semblable se fait pour les gouverneurs & administrateurs des biens des Hospitaux, Hostels Dieu, Maladeries & autres semblables lieux, qui sont esleus par les habitans, suivant les Ordonnances Royaux, qu'on peut voir au Code Henry. Il s'en trouue des formulaires au vieil protocole de Chancellerie, & en quelques autres anciens liures.

c L'usage de faire des executeurs de testamens ne vient de l'ancien droit Romain, encores qu'on en tire l'exemple ex l. quidam, 96. §. si scriptus. D. de legat. 1. & nulli. C. de episcop. & cler. mais il vient du nouveau droit, vt constat ex nouel. 68. leonis : & principalement, *canonic. cap. tua nobis. & cap. Ioannes de testam. & cap. fin. de testam. in 6. dont est faite mention aux costumes, & en traite amplement Petr. Ferrariens. in practica. form. lib. ad redd. ratio. & nostre authœur cy apres, où deliberons en escrire. Ce pendant faut noter que le subrogé de l'executeur doit agir sous le nom d'iceluy : par ce que la personne de l'executeur a esté esleüe par le testateur, & le subrogé n'est que comme son procureur ou sollicitueur d'affaires.*

APRES.

APRES ENSVIT DES EXCEPTIONS QVE
PEUVENT AVOIR LES ADIOVRNEZ EN
Cour contre leurs parties aduerses.

TILTRE XVII.



VIS^a que monst^ré ay comme on fait & peut faire conuenir en Cour, & quelles personnes y peuuent conuenir, & quelles non, soit en leur nom particulier, ou au nom d'autrui par procuration, ou par tiltre d'office commis & deputé a ce faire, comme dict est dessus. Et quâres actions sont qui engendrent causes. Si te veux monst^rer comme en Cour tu pourras defendre & varier contre partie aduers^e par exceptions, auant que respondre doyez par peremproire, qui est perilleuse, car c'est responce en cognoissant ou en niant, qui est le dernier terme de cause. Car celle responce il n'y fault quant au cognoissant qu'execution, & quant au niant que probation: & pour-ce te veux monst^rer quantes & quelles exceptions sont deuës auant peremproire. Premièrement^b ils sont trois exceptions. C'est à sçauoir exception declinatoire, exception dilatoire, & exception peremproire. Lesquelles sont & peuuent estre proposées en Cour en vne cause si le cas s'y offre, ou autrement peuuent estre séparées les premieres sans les dernieres, ou les dernieres sans les premieres. Et doit sçauoir tout proposeur d'icelles exceptions quiconques s'en veut aider, que premier doit proposer^c la declinatoire, si elle a lieu pour le cas proposer, & puis dilatoire si elle a lieu, & puis peremproire aussi si elle a lieu, où celle qui au cas seruiroit plus necessairement, mais que ce soit selon l'ordre dict. Car qui des dernieres s'aideroit deuant que des premieres, les premieres n'auroient lieu, ne n'y seroient à recevoir. Et pour-ce par chacune ordre d'elles s'en faut aider comme dict est: & doit dire le proposeur, si ceste ne vault à ma querelle, ie proteste que ceste me vaille: & si ceste encores ne me vault, ie proteste sans partie des premieres, ne des secondes: si proposées sont autrement que sur protestation d'aller auant mon droit oy, & par ordre deuant tout œuvre, & pour-ce les conuient il ainsi que dict est proposer: la raison si est, qu'un qui ne varie qu'une fois tendant à vne fin pour vne chacune des exceptions, si comme qui respondroit d'aucun cas par peremproire en demandant le fait, comme pourra-il apres decliner ou soy aider de dilatoire? Ce ne pourroit estre. Et par-ce peux tu entendre qu'ainsi que dict est, le fault proposer, & peut on prendre grand profit en icelles auxquelles partie ne respondroit: car par coustume notoire elles demeurent pour approuuées. *Quia qui tacet, censetur videri.*

*Partir, au liure
escrie à la main.*

K

Exception declinatoire.

Er pour delayer les choses dictes, ie te veux monstrier quelle chose est exception declinatoire selon droit, & coustume de toutes Cours, c'est decliner soy. & oster du Iuge deuant qui on est adiourné, si on sent qu'on doie estre greué en aucune maniere, par ainsi qu'on. puisse sortir autre Iuge.

Deuant Iuge ou l'on seroit couchant.

Or te veux monstrier comme on se peut aider en Cour de ceste exception declinatoire. Si tu es adiourné deuant aucun Iuge, & tu ne sois ne son couchant ne son leuant, & on t'y fait demande, respondre, ny dois pour quelque chose que ce soit, si tu ne veux, excepté en deux cas. C'est si tu estois prins en present meffait, ou si lié estois par lettres, par lesquelles tu fusses obligé enuers tous Seigneurs. Mais si sans present meffait & sans telle obligation estois prins dessous autre Seigneur, il te fault aduoir auant que responce te lie, & faire requerir par ton Seigneur, & ainsi decliner iceluy Iuge: si ce n'estoit en cas priuilegié, ou en cas de preuention, qui seront ailleurs declarez, car en cas n'a nul renuoy.

Par priuilege de tonsure.

Item peut-on decliner par priuilege de tonsure, & par monition sur ce faicte. Mais si l'adiournement est en personne, lors y doit venir en personne le declinant alleguer son priuilege, ou autrement default seroit donné contre luy, & ainsi est d'un autre priuilegié, si de son priuilege se vouloit aider, fust par priuilege du Roy, de bourgeoisie, ou autre. *Quia unusquisque habet priuilegium suum allegare, aliis index habere et negligere.*

Des Sergens d'armes.

Item^{le} peuuent decliner les Sergens d'armes du Roy, tous Iuges en France, fors le Conneftable qui est leur droit Iuge, si ce n'est en cas réel: car en cas réel conuient respondre deuant le Iuge sous qui la réellité est située.

Des ouuriers des monnoyes du Roy.

Item peuuent decliner les ouuriers des monnoyes du Roy, tout Iuge en France, fors les Preuosts des monnoyes du Roy en France, si ce n'est en cas réel, ou en cas que marchans seroient d'aucune marchandise especialle: car de ce leur conuient respondre deuant le Iuge local, quand au fait d'icelle marchandise bonne ou mauuaise: ou au creu, si pour ce on le deuoit, & non autrement.

Bourgeois de Bourgeoisie priuilegié.

Item peut decliner Bourgeois de Bourgeoisie priuilegié, au cas que lié ne soit par responce liticontestant pour action de pecune, ou qu'en cas de delict ne seroit prins en present meffait, comme dict est dessus, reserué aussi en action réelle.

Les Officiers du Roy.

Item peuuent decliner les Officiers du Roy de tous cas par eux adueurs en officiant, car de ce ne sont tenus de sortir que deuant leur Iuge royal: mais en autre cas seroient-ils tenus de sortir deuant le Iuge local sous qui ils seroient couchans & leuans.

Les Escolliers de Paris.

Cap. cômpe-fo-
na. de priuileg.
lib. 6. Cynm l.
si solemus. c.
de fide instrum.

Item^s peut decliner tout Escollier de Paris tout Iuge local, fors le Preuost de Paris qui est leur conseruateur, car deuant celuy doiuent respondre, & non deuant autre, s'il ne leur plait reserué en cas réel, comme deuant est dict.

Lettres sceillées du sêel en Chastellet.

Itemⁿ peut-on decliner tout Iuge au Royaume, par lettres sceillées sous sêel de Chastellet de Paris, fors le Preuost de Paris: car nul autre Iuge ne doit auoir la cognoissance.

Des foires de Champagne & de Brye.

Item peut on decliner de toutes obligatiôs faictes es foires de Champagne & de Brye: car nuls autres Iuges au Royaume n'en ont la cognoissance, fors les maistres & les Iuges desdictes foires.

Des cheuauchées d'hostz au Royaume.

Item peut on decliner tous Iuges au Royaume, autres que le Preuost des Marechaux de France, qui de tous cas dictz, & cheuauchée royalle & de proyes en ce faictes ont la cognoissance.

Hors des mettes de sa Iurisdiction.

Item peut on decliner tous Iuges qui hors des mettes de sa Iurisdiction s'efforceroient de vouloir cognoistre d'aucun cas.

De Iuge qui n'auroit Iurisdiction de cognoistre du cas.

Item peut-on decliner tout Iuge qui telle Iurisdiction n'auroit que cognoistre peust du cas dont question seroit.

De Iuge pareil à l'adiourné.

Item peut estreⁱ decliné Iuge pareil à l'adiourné, selon raison écrite.

De Iuge ayant pareille cause à l'adiourné.

Item^k peut estre decliné selon aucuns Iuge ayant pareille cause à celle dont il fait conuenir pardeuant luy en la Prouince deuant autre Iuge, où la coustume seroit pareille. *Quia iudex habens similem causam causa sibi commissâ, à iudicio ille repellitur.* Et ce pour ce que legerement il pourroit estre enclin à rendre sentence qui luy fust: & à la cause exemple profitable.

De Iuge haineux.

Item peut estre decliné Iuge haineux par especial par haine mortelle. Et par les declinatoires dessusdictes avec toutes celles que subtil Advocat y peut adiouster, il se peut aider de la declinatoire qui est la premiere exception qui chet à faire & proposer en iugement.

De la Iurisdiction Opposoir du Preuost des Marechaux est amplement traitée aux ordonnances au Code Henry: Et par Imbert lib. 4. cap. 5. & autres Auteurs. Vide l. vlt. D. de Iurisdiction.

Quia Iurisdiction sine correctione nulla est. Quia par in parem non habet imperium.

Quia odia debent restringi, & fauores ampliari.

ANNOTATIONS DV TILTRE

DIX SEPTIESME.



L m'a semblé plus conuenable pour la commodité du Lecteur, de diuiser en trois tiltres la matiere des exceptions. L'exception est, comme parle un vieil praticien que j'ay escrit à la main, l'allegation du defendeur contre l'action du demandeur: le Iurisconsulte. l. 2. D. de exception. la definit exclusio actionis, quæ scilicet opponitur actioni ad excludendum

K ij

id quod in intencionem condemnationemve deductum est: elle est aussi appelée præscriptio non tantum à Iuriconsultis, sed etiam à Tertulliano. lib. de præscript. advers. hæret. & alijs auctoribus. Quand le preteur donnoit l'action, s'il y avoit exception, il y adioustoit la formule d'icelles, qui se commençoit par ni, vel nisi, à la charge de laquelle il donnoit l'action, vt Duarenus aliique ex Cicerone ac nostris Iuriconsultis & alijs auctoribus obseruarunt. C'est pourquoy definitur à Paulo, conditio, quæ modo eximit reum damnatione, modo minuit damnationem, l. 22. D. eo. tit. Dont appert que l'exception rend quelquefois du tout l'action sans effect, & quelquefois retranche & diminue de ce qui est poursuivy par icelle, l. si mulier, 13. D. de iure dot. Instit. tit. de except.

b Par le droit Romain n'y a que deux especes d'exceptions, à sçavoir perennes & peremptoires, & temporelles & dilatoires, l. 3. D. illo. tit. 9. appellatur. Instit. eo. tit. sous les dilatoires on comprend les declinatoires: encorres que la forme de decliner le Iuge ne se puisse bien rapporter à l'ancienne forme des iugemens Romains, esquels le Preteur bailloit Iuges aux parties, pour cognoistre de leurs causes & differends, & en iuger. Mais depuis que ceste ancienne forme a esté changée, & diverses iustices ont esté establies par divers territoires: L'usage a esté introduit de decliner & les iustices & les Iuges, dont les exceptions declinatoires ont en plus de lieu: comme i'ay monstré au quatriesme liure des Pandectes: on i'ay interpreté, quid sit præscriptio fori in l. 7. D. qui satisfar. cogant. & l. vlt. c. de exception.

c Comme les exceptions declinatoires, dilatoires & peremptoires sont différentes, les declinatoires concernant la competence ou incompetence du Iuge, & du lieu où la cause se doit traiter, les dilatoires pour differer: L'entrée de la cause & la contestation, & les peremptoires pour renverser & perimer l'action, aussi doivent elles estre diversement, & séparément, proposées, sans estre meslées & confonduës, à sçavoir les declinatoires, les premieres, & si icelles ont lieu, fault proposer les dilatoires & apres les peremptoires, toute exception dilatoire, comprenant aussi la declinatoire, doit estre proposée avant contestation en cause, vt ostendit Symmachus in epistol. & probatur. l. 4. c. de iurisd. omni. iud. l. pen. & vlt. c. de except. l. exceptionem. c. de probatio. sed obseruandum in ea lege abesse à libris inall. vocem, dilatoriam. cap. pastoralis de except. cap. inter, 20. de sent. & re iudic. Faber ad d. 9. appellatur. Par les ordonnances royaux les fins de non proceder, ou de non recevoir doivent estre les premieres vuidées & sur le champ, comme aussi a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour, voyez les ordonnances de Charles VII. 1453. art. 134. Loys XII. 1507. art. 84. François I. 1535. chap. 12. art. 11. Henry III. 1579. art. 154. au Code Henry. Rebuffe recite à ce propos un arrest du 1. Decembre, 1544. en ay veu un du Merdy 14. Ianuier, 1561. & Guendis sur le 31. chap. du premier liure d'Imbert, en a legue du 20. Novembre, 1582. ce qu'il fault limiter, si non que la declinatoire concernast le principal, & emportast la decision d'iceluy: comme en l'espece que i'ay veu iuger estant Lieutenant General au Bailliage de Clermont en Beauuoisis: entre deux Seigneurs pretendans chacun le lieu duquel estoit question, estre en sa iustice, & par

consequent de sa tenure : & par arrest sur le debat du renvoy, les parties furent appointées à escrire à toutes fins & informer, du 12. May, 1571. Le procès auoir esté jugé par escrit. Mais es autres cas on tient, que celui qui procede au principal, allegant defences peremptoires, encores que soit sans preiudice à ses fins de non proceder, ou de non recevoir a taiblement, convert icella : par-ce que la protestation, est contraire aux actes qu'il fait.

d C'est qu'on diét hoste & iusticiable, qui est suiet d'un Seigneur, demeurant en seigneurie : mais pour l'exception, qu'il met, si lié n'estoit par lestres, par lesquelles il fust obligé enuers tous Seigneurs : qu'on appelle submission, elle ne s'observe si generalement, par-ce qu'un suiet ne la peut faire, ne proroger Jurisdiction au preiudice de son Seigneur, vt tradit Faber in l. si qui ex consensu. c. de episcop. aud. Boërius decif. n. 4. mais le Seigneur sera toujours bien receuable à en demander le renvoy : ce qu'on limite toutesfois n'auoir lieu pour les obligations passées sous scel royal, au cas desquelles le Seigneur ne peut demander le renvoy de son suiet au Iuge royal.

c Ce qu'il traicte icy des priuileges des Sergens d'armes, & des ouuriers des monnoyes ne s'observe plus : car ils sont iusticiables des Iuges royaux en causes ciuiles & criminelles, selon la qualité des matieres & cas dont sera question. Toutesfois anciennement l'Estat de Sergent d'armes estoit honnorable, qui portoit massés deuant le Roy pour la garde du corps, & suynoit sa Maesté aux guerres, estant exempt de tailles & subsides : d'iceux est faicte mention en l'Édict du Roy Iean de l'an 355. & en traicte Ragueau en son Indice.

f La Bourgeoisie est un droit seigneurial, duquel est faicte mention en plusieurs costumes, mesmement de Vitry, Troyes, Chaumont en Bassigny, Sens, Auxerre, & autres, desquelles on peut apprendre qui est ledit droit. Lequel appartient au Roy, ou au Seigneur qui en a le priuilege & droit du Roy : & a tel effect que le Bourgeois du Roy encores qu'il soit demeurant en la terre de quelque Seigneur, n'est toutesfois iusticiable d'autre que du Roy, & son Seigneur ne le peut vindiquer, comme a esté jugé par arrest du 16. iour de Iuin, en l'audience, 1562. sur un appel de Chasteauiherry, contre le Seigneur du Breul. Ledit Bourgeois doit payer droit de iurex, qui est de six deniers pour la liure de meubles, & deux deniers de la liure d'heritages par chacun an : & a esté jugé estre réel & patrimonial en Champagne, par arrest de l'an 1296. dont fault voir Monsieur Pithon sur la Coutume de Troyes, & Ragueau en son Indice.

g Il fault que l'Escollier pour iouir dudit priuilege ait esté & residé six mois en l'vniuersité samsé, & obtenu testimoniale du Recteur, & une protection avec commission du Preuost de Paris, conseruateur des priuileges royaux : dont y a des ordonnances du Roy Loys XII. de l'an 1498. 1499. & d'autres Rois, qu'on peut voir au Code Henry, & ce qu'en a escrit Imbert, lib. 1. cap. 27. & M. Guenois en son commentaire.

h Rehusse traicté de liter. oblig. & Imber. lib. 1. cap. 4. font mention des priuileges du scel du Chastellet de Paris, des foires de Brie & Champagne, & du petit scel de Montpellier dont aussi ay traicté au Code Henry.

i Cecy ne s'obserue, principalement es causes civiles, esquelles n'est question de la personne, ains d'une dette ou chose controuersée: & ne sont les Magistrats temporels, comme à Rome. & quant aux criminelles on regarde à la qualité des personnes, comme de Messieurs de la Cour de Parlement, auxquels la Cour seule peut faire le procès, & aux Baillifs, Seneschaux & leurs Lieutenans, & pour le regard des autres Juges, c'est aux Supérieurs de faire les procès, aux inférieurs.

k Les deux derniers articles de ce tilre concernent les recusations des Juges, qui tiennent de la nature des exceptions declinatoires, par-ce que par le droit Romain elles se denoient proposer deuant la cause contestée, comme appert de ce qu' *Asconius* & autres ont escrit, de reiectione iudicium, & ex l'appertissimi. C. de iudic. & l. ult. c. de senten. & interloc. iud. mais par le droit canonique on peut recuser le Juge, post litem contestatam, si noua causa superuenerit, cap. inter monasterium de senten. & re iudic. entre les causes de recusation legüimes & admissibles est celle si le Juge a pareille cause, d'autant qu'il n'est presümé deuoir iuger de la cause d'autrui, qu'il voudroit estre iugé de la sienne, cap. causam quæ de iudic. Quant à la haine & inimitié, c'est vne cause trop euidente, & de laquelle on vsoit ordinairement à Rome, in reiectione iudicium: vide cap. licet. de foro compet. cap. accedens, 2. vt lite non contest. cap. secundo requisitis. de appell. l. licet. l. non distinguemus. §. cum quidam. D. de recept. qui arbit. l. si pariter. D. de liberal. caus. & al. periculosum est enim apud suspectum iudicem litigare. De ces causes de recusation & autres s'ay amplement traité au quatriesme liure des Pandectes.

D'EXCEPTION DILATOIRE.

TITRE XVIII.



LEXCEPTION dilatoire^a est trouuer voye & maniere de delayer & faire delayer le procès le plus qu'on peut, & pour le faire cesser par plusieurs manieres. Et premierement conuient regarder l'adiournement, car quand le iour qui est assigné, n'est competent, si comme dessus est dict au chapitre des adiournemens, on peut la cause delayer, & mettre à neant pour lors. Et conuiendroit au demandeur faire nouveau adiournement.

Que l'adiournement soit fait deuement.

Item que l'adiournement soit fait deuement au lieu & domicile par le Seigneur qui ait pouuoir de ce faire, & qu'il soit fait d'heure & de iour, si comme au chapitre des adiournemens est contenu, ou autrement ne vault.

Quand demande est spécifiée.

Item quand la demande n'est diuersifiée, car il ne lussist pas de dire, i

Diuersifiée, au liure escrit à la main.

l'adiournement à tout ce qu'on se sçaura demander: si la demande n'y est spécifiée, ou expresse: si ce n'estoit en cas de catels, vendant, tous tels adiournemens sont à delayer.

Quand l'adiournement fault de relation.

Item quand adiournement fault de relation de Sergent ou de bouche, ou par escrit. Item il ne suffit pas adiourner en grosses catels le Procureur d'un Baron ou d'un Prelat: mais conuient aller au lieu, & signifier au Seigneur ou à son domicile l'adiournement, ou à ceux qui pour luy se portent.

Par les ordonnances royales les adiournemens se doivent faire par escrit, pour comparoir par le defendeur.

D'adiourner par deuant deux Commissaires.

Item quand l'adiournement est par deuant deux Iuges, Commissaires, ou autres: & l'un default, & l'autre est changé d'office par souverain ou autrement.

De deux Seigneurs tenans par indiuu.

Item aussi quand deux Seigneurs tiennent par indiuu vne iurisdiction, & l'un default, lors en peut on delayer.

D'adiournement non fait sur le lieu.

Item & quand l'adiournement en cas d'heritage n'est fait sur le lieu, mesmes quand le reus ne se consent.

L'ay noté desus que ceste pratique n'est plus en usage.

D'adiournement signifié au Seigneur.

Item si adiournement fait, le Seigneur dessous qui se fait, n'est par le Sergent qui l'adiournement fait, appelé ou son Bailif ou Lieutenant du Bailif. Car en ce cas seroit l'adiournement defectif.

Quand la Commission peche en riens.

Si la Commission peche en riens, qu'elle soit trop dure selon le cas, ou qu'elle soit à adiourner en personne, & elle doit estre simple, ou qu'elle soit par commandement ou executoire, & elle ne doit estre qu'eucatoire, ou qu'elle soit sans committimus en autre iurisdiction à excoquer. Il faut ce que la iurisdiction ou ce fora, soit subiecte par moyen, ou d'adiourner un sieu qui sur son fief demeurerait pour cause ayant regard à son fief ou des dependances d'iceluy fief à plus brief iour qu'à quinze, & hors octaue, ou autre homme non sieu hors iour competent, selon le Stille de la Cour, & du lieu ou la Commission ou mandement, si c'est par mandement, ne contienne subiection: car lors seroit à delayer.

De Sergent babilie & ydoine.

Item que le Sergent soit habille de ce faire, & qu'il n'excede les termes de la Commission. Item si ne rescrit par son scel ou scel de bouche, si c'est en lieu qui sert par commandement de Iuges sans Commission, car non plus ne doit excéder le mandement de bouche qu'en fait de relation, ou est se à faire, soit par moins suffisante presentation de par le aduers, soit par commandement, jour d'aduis, iour de tout voir, ou iour d'absence, ou iour d'appenement, soit que le demandeur soit à recevoir par la forme qui procede, soit par demander declaration de la chose demandée en couleur, en nombre, en liure, en pris, en iour, en lieu, en personne, en teps, soit par demander veue, soit par demander garand, soit par demander copaignie en la cause, soit par respit de payement, au iour ou

terme non venu, soit par l'Aduocat de la cause, soit interdict à postulation d'Aduocacerie, ou le Procureur a faict de procuracion exercer, soit que le demandeur face conclurre à fin impertinente au cas, & plus large qu'il n'appartient, qu'il se ramente à conclusion pertinente, soit qu'il soit proposé chose non seruante au cas ou escrit, plus que plaidé en soit. Item pour demander retrait de plainte ou demande.

De demander main leuée.

Item d'auoir^r la main leuée des biens, ou du corps si assise y est, respondre au cas qu'il n'est en cas criminel. Item contre prisonnier en autre Cour. Item par excoine de lict mortel, de guerre mortelle, de femme enceinte iceluy iour, de pere ou de mere mort iceluy iour, par estre adiourné avec plusieurs, & tous ne comparent, doit estre delayé iusques à contumace, ou qui propose^r affirmatiue par negatiue, & eontra, ou dilatoire pour interlocutoire, dont on seroit en droict ingé dedans trois mois, lors se pourroit on traire au souverain Iuge. *C. de dilationibus l. 1.*

Ou par enquête non faicte dedans trois mois.

Ou par enquête^r non faicte dedans trois mois. Et l'aucuns des refnoins estoient en estrange marche ou contrée, dedans sept mois, lors se doit-on traire au Iuge souverain. *Alleg. d. l. 1. & auth. quod fieri non debet.*

Quand le procès est en droict. & le Iuge differe.

Ou quand le procès est en droict, & le Iuge differe à donner sentence definitive plus de deux ans en cause ciuile, & en cause criminelle plus de trois ans. *C. de iudi. l. properandum.* Et exception dilatoire dessusdicté avec celle que subtil Aduocat y scaura monstrier, & autrement peut estre vraie & differée en procès, lesquelles exceptions sont secondement à proposer & droict est. Sur les interlocutoires qui s'en peuvent soudre & venir on y peut auoir moult d'accidens variables, & desappeaux, si le conuient auant qu'on vienne à l'execution peremptoire, qui est la dernière, comme il ensuit.

ANNOTATIONS DV TILTRE

DIXHVICTIESME.

LEXCEPTION dilatoire prise separément de la declinatoire, ne concerne la iurisdiction ne la reclusion du Iuge; ains la retardation & dilation du procès, c'est à dire de la contestation en cause: plusieurs moyens de ladicte exception sont icy proposez, de la plus part desquels a esté traitté cy dessus. Le premier est pour le regard du libelle, que Iustinian a voulu estre offert & baillé par escrit à celui qui est appellé en cause, nouel. 53. vnde sumpta est auth. offeratur. c. de lris contest. L'ordonnance de l'an 1539. art. 16. veut que tous adiournemens soient sommairement libellez, & contiennent la demande, & moyens d'icelle en brief:

qui est en peu de propos declarer la forme de cōcouir un libelle: à sçavoir non en termes generaux, ains en speciale & expresse declaration de ce que le demandeur pretend contre celuy, qu'il a fait adiourner. Parquoy le defendeur qui est adiourné, outre les exceptions de n'auoir esté adiourné à iour copetant, ny à personne ou domicile, qu'il semble souuir en comparant, peut exciper cōtre le libelle par exception dilatoire, qu'il n'est bien & suffisamment fait, ne cōtenant demande certaine ne conclusion pertinente. Car on regarde principalement à la conclusion du libelle, pour cognoistre s'il est bien fait ou inepte come escrinent les Docteurs, Bartol. in l. certi conditio. D. si cert. pet. Deci. in l. petens. c. de pact. & alij. not. in cap. ex parte. de for. comp. Et si le libelle se trouue inepte, le defendeur en est absous, sauf au demandeur à intenter nouvelle action. Et se dou ladicte exception proposer dès le commencement, par ce qu'en contestant par le defendeur au principal il sembleroit s'en departir, comme s'ay discours au quatriesme liure des Pandectes, encores qu'aucuns soient de contraire opinion, in cap. examinata. de iudic. on peut voir ce qu'en ont escrit les Docteurs ad l. edicta. c. de eden.

b Ceste exception n'a lieu à present, car pour toutes especes de biens les libelles doiuent contenir demandes speciales, certaines & expresses & non obscures ne generales: sinon que le demandeur declare l'obscurité & generalisé de sa demande, corrige & reforme l'inepteté d'icelle: ce qu'il peut faire, iuxta d. l. edita. & l. si quis intentione. D. de iudic. l. inter stipulantem. §. 1. D. de verb. obligat. Biens catels ou cateuls dont est icy parlé, sont repuez pour menbles, encores qu'ils soient de condüion immeubles, comme granges, estables, & autres semblables, dont est faite mention cy apres, au titre du don mutuel, & en plusieurs constumes.

c Par les Ordonnances les adiournemens se doiuent faire à personne ou à domicile: & le domicile s'entend le lieu où aucun fait sa demeure & residence avec sa famille, & vbi quis larem. rerumque ac fortunarum suarum summam constituit, l. ciues. C. de incolis. l. 27. §. 1. & 31. D. ad municipal. tellement que l'adiournement fait à un seigneur en un lieu de sa seigneurie, luy demeurant ailleurs, ne seroit valable, & les defauts obtenus sur adiournemens ainsi faits, seroient declarez nuls, come i'y veu iuger par arrest du V^e vendredy 27. de Feurier, de releuée. 1562. sinon qu'il s't question des droits de sa seigneurie, auquel cas les adiournemens seroient bienfaits au lieu d'icelle, ainsi qu'il a esté iugé par arrest du Mardy 8. May, en l'audience, 1565. on peut voir Guenou sur le chap. 5. du premier liure d'Jmbert.

d La raison de cet article & du suiuant, est, parce que l'un des Iuges ou Commissaires ne peut rien faire & ordonner sans l'autre, iuxta l. Item si vnus. §. item si plures. D. de recept. qui arbitr. l. duo ex tribus. D. de te iudicat.

e L'ay noté cy-dessus que par l'Ordonnance de l'an 1539. art. 18. tous ces delais sont abolis, fors seulement le delay d'amener garand si la matiere y est disposée, aussi on peut demander delay de uenté & actions reelles, ou mixtes tenans de la realité, dont sera traité cy apres. Ce qui est adiousté en cet article de la declaration de la chose demandée, seruira d'instruction au des-

fendeur pour preparatoire, auant que contester : par ce que celuy, qui intente action reelle, doit designer la chose selon sa qualite, l. si in rem. D. de rei vindic. & s'il ne le fait, le defendeur peut exciper contre luy, qu'il est tenu de ce faire afin qu'il puisse plus certainement defendre & contester.

f Le defendeur peut demander main-leuee auant que contester, si l'exécution ou saisie est seulement, faite pour seurete aux perils & fortunes du demandeur, ou par faute d'heritiers apparens ou autres semblables causes, pour lesquelles le possesseur ou heritier declare ne doit estre desaisine deposee pendant proces. car telle execution ou saisie se conuertit en action, puis qu'il se presente un opposant pour defendre au principal : & ainsi on en use apres l'Edit de Henry 2. du 4. iour de Mars, 1549. qui a abroge le 72. art. de l'Ordonnance de l'an 1539.

g Ce qui suit en cet article n'est plus en usage, aussey a plus de subtilite que de bonne pratique : & ne faut faire difference pour dilayer s'il y a negatine pour affirmatine, vel e contra: ains le defendeur peut prendre a son auantage ce qui sera mal escrit au libelle du demandeur.

h Les deux articles derniers de ce tiltre, n'appartiennent a l'exception dilatoire, qui se doit proposer des le commencement, par ce qu'ils concernent les delais du proces depuis contestation en cause, mais on n'observe plus de se traire & pouruoir au souverain iuge, si ce n'est par appel : & si le Iuge, par deuant lequel le proces est produit, differe trop de iuger & donner sentence, apres trois sommations a luy faites de iuger & faire droit, on pourra appeller de luy de deny de droit, & iustice, & l'intimer en son nom: tùm enim litem suam fecit.

EXCEPTION PEREMPTOIRE.

TILTRE XIX.



EXCEPTION^a peremptoire est vne exception qui du tout perime la demande au demandeur, sans ce qu'il soit cogneu ou denie a demande, mais queresponde par forme de peremptoire en destruisant la demande de partie, si comme de proposer payement, respit, quittance, donation, ou transaction, prescription de temps, usucaptions, surreptions, innouation de lettres, ou effacement de scel, ou que le demandeur n'est a recevoir, ou que demande est inepte, & plusieurs autres manieres toutes cheantes en droit, si comme par exception d'engin ou de dol, qui par plusieurs manieres s'engendrent, par deception, par tricherie, & par obligation impossible, ou contre la chose publique, ou contre l'Eglise, ou chose d'autrui, contre loy, ou contre obseruance generale du pays. Item par demader plus que obligé^b & deu ne soit, ou chose que promis ne soit, par demander deuant terme escheu, ou en autre lieu que deu ne

soit, ou par demander par indiuïs, si comme si à plusieurs conioinctement estoit vne chose promise non tenuë, ou non accomplie, ou par prendre plusfort^e à garant ou à adueu, ou par autres fors de la demande, apres demande faicte en Cour, apres que conuaincu soit par cõtumaces, ou autrement par interruption de proces, ou par erremës de proces non releuez, ou par benefice de loy diui Adrien, qui ne souffre que femmes se puissent obliger pour aucun, ou obligation de pupille, ou de fils familier, ou de furieux durant sa maladie, ou de serfs, ou hommes contrainsts de prisõ, ou de femme liée de mary sans auctõrité de mary ou de prince, ou de femme encores mariée pour cause de son douaire sans le benefice du droict velleian, qui sur ce les pouruoit, ou de quittance sans extimée, ou de pecune non nombrée ou non payée, ou de compromis sans iour, sans foy & sans peine, ou de lettres qui ne contiendroient le cas pourquoy elles concluent, ou qui seroient chancellées, vicieuses, ou ralées en somme, en nom, ou en termes suspicionneux, pour feel incogneu, ou non autentique, ou non exercitoire. Item par ceste exception tu te peux

Executoire.

encores ayder contre tous ceux qui par droict ont perdu responce en Cour laye, ou qui habiles ne sont d'estre à droict, par especial en demandant, soit par demande sinistre & inepte qui n'est à receuoir, soit par demande faicte contre la loy Catholique, ou contre chose dediée a Dieu, ou contre edicts de Prince, soit contre lettres prescrites de xxj. an en actiõ personnelle, ou de xxx. ans selõ la loy escrite, ou de xl. ans en action hypothequaire, soit contre prescription en cas reel de x. ans entre les presens, ou de xx. ans entre les absens, soit de lettres & rescripts du Roy, puis que on entre leur aage seroit passé, soit cõtre coustume locale qui ne seroit prescrite de v. ans, ou de plus: car en deffous n'est pas receuable. soit en cas de vsucaption par moins de trois ans: car lors ne seroit receuable. soit en complainte de nouuelleté, ou en denonciatiõ de nouuelle iniure, puis que l'an seroit passé, car plus ne seroit-on à receuoir. soit en cause promise par crainte ou peur contrainct outre vn an: car puis ne seroit-on à receuoir. soit en action de dol entre deux ans: car puis ne seroit-on à receuoir. soit en action redhibitoire outre le terme de six mois, car puis ne seroit à receuoir. soit en action de *quantum minoris*, ou de *quantum plurimi* outre vn an, soit deuë faicte en chose publique outre xv. ans, soit en action de bailen dedans xiiij. ans au mineur, soit en cas de succession selon la loy escrite que demander faut dedans trois mois, & selon les cõsuetudes dedans l'an. soit en cas de testamens outre l'an passé, car lors ne dure plus le pouuoir aux executeurs. soit de mise de faict outre vn an passé. Car en tous les temps dessusdits, qui expirer les laisse, apres n'y est à receuoir, soit de sentence appellée non releuée en temps deu, soit contre ou pour mineur sans le tuteur, soit contre furieux ou pour luy sans curateur, & que la tutelle soit suffisante de iuge qui ce peut donner, ou la curatelle, soit par procureur d'eux constituë, s'il n'est constituë par le mineur par l'auctõrité de ses tuteurs, soit pour substituer d'eux deuant qu'ils ayent liticõreste en la cause, soit en cas de paix, tréues, ou *asseurement*, donnez par luge

*D'ester au liure
escrit à la main.*

*Soit par Procureur d'eux constitué par le mineur par l'auctõrité de ses tuteurs, au liure
escrit à la main.*

Royal : car à autre iuge n'appartient la cognoissance : soit des bannis du Royaume : car à autre iuge que au Roy n'appartient la cognoissance, & pour les exceptions dessusdictes doit estre dernièrement varié en iugement, avec celles que subtil aduocat y sçaura adiouster pour differer à la demande.

ANNOTATIONS DV TILTRE.

DIX NEUFIESME.



EXCEPTION peremptoire est proprement celle qu'on dist clypeus, siue aries, vt ait Cicero in Topicis, quactio infringitur, par laquelle le demandeur est repoussé & debouté de son action, soit en tout ou en partie. Ce qu'exprime le verbe perimer, comme a monsté Monsieur Brisson lib. 14. de verb. signif. elle est aussi appelée perpetuelle, par ce qu'elle a tousiours lieu, & se peut proposer en tous estat de cause, iusques à sentence, l. 3. D. de exception. §. appellatur. Inst. eo. tit. l. 2. C. sentent. rescin. non posse. l. præscriptionem. C. de exception. cap. 17. & 29. de testib. L'exception peremptoire concerne le merite de la cause & negoce principal, de quoy scilicet est controuersia, vel quod in iudicium deductum est. En ce tiltre y a des exceptions dilatoires meslées avec les peremptoires. & sont peremptoires, comme de payement & quittance, de donation, transaction, ou paction, de ne plus rien demander, de la chose iugée, prescription de temps, nouation & autres semblables : ausquelles se referent les restitutions en entier, à cause de crainte & force, de mauvais dol, minorité, incapacité des personnes, & des autres causes, pour lesquelles les majeurs peuvent estre restitués, soient hommes ou femmes : & mesmement si quelque chose est faicte ou promise, contre les droicts de l'Eglise, la chose publique, les Ordonnances Royaux, loix du pays, & Arrests des Cours souveraines. Les dilatoires icy recitées sont de respit, ou terme de paction, d'attendre pour un temps, vt constat ex d. l. 3. & §. appellatur : il y rapporte celle de la demande inepte, par ce qu'elle peut estre euitée, par la mutation & correction que le demandeur fera de sa demande, iuxta l. edita. C. de edendo. ie tiens aussi pour dilatoire celle de demander en autre lieu qu'il n'est deu, & ne se doit liurer, par ce que telle exception & autres semblables qu'on peut icy remarquer ne periment l'action du demandeur, ains seruent seulement de la retarder & differer : & n'ont force de le faire debouter de son droit, ains seulement de le delayer & surseoir. Et y en a qui sont peu considerables, comme celle que ie dis contre la demande de celuy qui l'invente en autre lieu que celuy qui est conuenu, parce que le defendeur est bien appelé au lieu où il est trouué, sauf à luy donner delay pour en faire le payement ou deliurance au mesme lieu, ou luy ordonner de ce faire au lieu conuenu, suivant l'Edit de l'an 1563. Et l. 1. & 4. D. de eo quod certo loco.

b Autresfois l'exception de plus demander, qui s'entendoit en quatre manieres, auoit lieu, mais elle a esté premierement moderee par les Emperours Zenon & Iustinian, vt constat. ex §. si quis agens & seq. instit. de actio. & à present elle est hors d'usage. Car si quelqu'un demâde plus qu'il ne luy est deu, & encores mesmes s'il faict executer pour plus grande somme qui ne luy est deuë, si toutesfois luy en est deu quelque chose, le defendeur ou l'opposant sera condamné es despens, sinon qu'ayant faict offre civile & suffisante y ait contestation entre les parties: car en ce cas son offre sera declaree bonne & valable, & le demandeur condamné es despens, & mesme s'il y a execution, es dommages & interêts, & ainssi on l'observe: autrement s'il est debteur, il faut qu'il paye, & telle exception ne l'en scauroit exempter.

c Cecy est pris du droit Romain qui defend de transporter & a l'ener quelque chose en aucun plus fort & puissant, pour vexer & travailler d'auantage sa partie aduersè. tit. D. & c. de alienat. iudic. mutan. cauf. facta ou de prendre l'adueu & protection d'un plus grand & puissant pour intimider sa partie, l. 1. & 2. C. ne liceat. potentior patrocini. Plus puissant est reputé celuy qui a priuilege de distraire hors la iurisdiction ordinaire, comme ceux qui ont committimus aux Requestes du Palais, ou les Escoliers. C'est pourquoy si les transports qui leurs sont faicts, se trouuent frauduleux, on n'y doit auoir esgard, ains ils en doiuent estre debouttez: & outre les arrests recuez à ce propos par Imbert. lib. 1. cap. 27. s'en ay remarqué deux: l'un contre un Escolier & son cedant, du Vendredy, 10. de Feurier, de releuë 1570. & l'autre contre celuy qui auoit faict renouer une cause aux requestes du Palais, comme ayant transport d'une dette à luy, baillee en paiement, & toutesfois en auoit faict contre-promesse au cedant, du Mardy 17. Decembre, 1566. Aussi par les ordonnâces les personnes sont limitees qui peuvent faire transports aux Escoliers, & si autres en font ils seront declarez nuls, comme a esté iugé par arrest du 14. Decembre, 1588. recité par Papon liure douziesme des arrests tilt. 1. Par ce que le reste de ce tiltre est plus amplement traité cy apres, par articles particuliers, ie ne m'y arresteray d'auantage.

DE LAPS DE TEMPS, ET QUANTES.

MANIERES ILS SONT.

TILTRE XX.



ELON^a le droit escrit ils sont xxx. manieres de laps de temps par lequel expire le droit d'aucune action quant en la Cour auant que aucun desdicts laps de temps se laisse encourir, ne plus celuy passé on n'y est à recevoir en Cour laye en aucune action si faire on le veut.

De mandement impetré.

La premiere maniere^b si est quand on auroit un mandement impetré

L iij

du Roy nostre Sire pour aucun mineur sur certaine actiō & mandement ne soit commencée à interiner par l'espace d'un an: sçachez que depuis est expiré: ne ne sont à interiner par euocation ne autrement, & pareillement peut & est mestier d'attendre les graces, remissions, & sauuegardes: *sic est per constitutiones parlamenti ordinatum.*

De lettres obligatoires à vne fois payer.

La seconde maniere ^c de laps si est es lettres obligatoires qui sont pour vne fois à paier soit en obligation qui se fait personnellement, ou en obligation d'hypothèque, c'est à sçauoir en vne obligation personnelle selon les coustumiers, dois sçauoir que la lettre obligatoire sur ce faite dont est question ou demande n'auroit esté faite à la loy pardeuant iuge competent par l'espace de. xxi. an entiers, se expire, & prescript en outre, tellement que si sur ce on fait action ou demande, on n'y est à recevoir. Et en ^d action d'hypothèque par l'espace de. xl. mais selon la loy escripte, qui est la plus noble, & ou le plus des sages se arrestent, sçachez que obligation personnelle comme dit est, deuant que prescrite soit, faut xxx. ans complets, & en action d'hypothèque faut xl. ans complets, & lesdits ans complets on y est à recevoir. *C. de anna. excep. l. j. §. ad hac. C. de prescript. 30. vel 40. ann. l. cum notissimi.*

Des pupilles en minorité.

La tierce maniere si est ^e par quel temps le pupille des aduenues en la minorité, dont il auroit esté deceu, seroit à releuer de ce apres qu'il seroit venu à son aage par actiō qu'on appelle restitutio d'entier. Si sçachez que si celui qui a esté en minorité, se trouue deceu en chose qui passé ait le tēps de la minorité, ou que ses tuteurs aient fait dont il est deceu: dedās le terme d'un an apres qu'il est venu en aage, peut faire action: & l'an passé ne seroit à recevoir. *C. de in integrum restit. minorum. l. eo tempore.*

Item selon vne autre loy encores le mineur depuis qu'il vient en aage, si a il apres quatre ans de restitution en terme par lesquels il se peut releuer en ce dont il auroit esté deceu en minorité. *C. de tempo. in integ. restit. l. fin.*

Par tenure de long temps.

La quarte maniere ^f si est par quelconque prescription par tenuē de long temps de la chose dont est en possession, se peut acquerir chose réelle. Si sçachez que par l'espace de dix ans entre les presens se peut possession prescrire. Et par l'espace de vingt ans entre les absens. Et outre le temps dessusdict qui contre ce en voudroient faire question ne sont à recevoir: cest à sçauoir entre les presens, entre ceux qui auroient demeuré par les dix ans dessusdicts en vne mesme contrée, & entre les absens entre ceux dont celui qui en voudroit intenter demande, auroit demeuré hors de ladicte contrée, car ceux sont tenus pour absens, & non autres. *C. de possessione longi temporis. l. 1. & instit. de usu cap.*

Encores ^g sur ceste rubric est asçauoir que qui se laisse prescrire contre aucun priuilege par l'espace de xl. ans, c'est qu'on a visle contraire du priuilege par le voisin non priuilegé, sçachez que le priuilege est en

te aboly & annichillé. Si est il supposé que le priuilegé n'ait que contre luy qui au contraire en a vſé par l'espce de trente ans, en pert le priuilegé son priuilege. *Qualiter priuilegium finiatur, vide in specul. de instr. edit. l. nunc autem videndum.* La quarte maniere si est encores par quel temps coustume locale se prescript. Si^h sçachez que si vne coustume est vſée & accoustumée en aucun lieu par l'espce de cinq ans: laquelle soit consonante à la loy escripte, se prescript & passe comme coustume locale. *C. de vet. commiss. l. neque commissum.*

La quinte en mon liure escrié à la main.

De vsucaption.

La v.ⁱ maniere si est par quel temps action de vsucaption se peut sortir & auoir lieu, si sçachez que par l'espce de trois ans a action de vsucaption lieu, c'est asçauoir aux choses mobiles qui par l'espce de trois ans on possède à tiltre droicturier, & les trois ans passez on n'y est à recevoir. *C. de vsucap. l. i. & ibi seq.*

La sixiesme au liure escrié à la main.

De complaincte de nouuelleté.

La septiesme^k maniere si est par quel temps complaincte de nouuelleté se peut & doit faire & intenter. Si sçachez que quiconques se sent aggraué de nouuelle possession que on vueille faire sur son heritage, dedans l'an se doit complaindre: si non l'an passé par complaincte de nouuelleté ne s'en peut iamais douloir, & n'y est à recevoir. *C. ut posside. l. unica.*

Denonciation de nouuel œuvre.

La huictiesme^l maniere si est par quel temps denonciation de nouuel œuvre se peut & doit faire. Si sçachez que quiconques se sent aggraué d'aucune nouuelle œuvre que on face contre luy, & en son preiudice: sçachez que dedans le temps de nouuel œuvre peut venir sur l'ouurage qu'on fait, & appeller gens en tesmoignage, & prendre vne pierre en la main, & dire, ceste nouuelle œuvre que icy faictes & commencez à faire & ouurer, ie m'en sens aggraué, & vous denonce que vous en desistez & cessez, deffaites & reparez tout ce que fait en auez au premier estat & deu. si ce ne faites ie proteste que par le Iuge qui congnoistre en deura, tout soit réparé & remis au premier estat & deu au despens & au peril d'améde d'icelles ou de ceux qui ceste œuvre font ou font faire. & en tesmoin doit la priere que en la main tient ietter en l'œuvre aussi auant qu'il sent que de droict il a. Et ce fait, si depuis y est œuré, tout doit estre réparé & remis à deu estat par le Iuge, à la complaincte du renonçant: & si tant attendoit que l'œuvre fust complete, il conuiendroit faire par complaincte ou denonciation de nouuelle œuvre en dedans l'an, & l'an passé on n'y seroit à recevoir. *C. de noui operis nunciatio. l. unica.*

De pecune non nombrée.

La maniere. ix. ^m est par quel temps l'action de pecune non nombree ou non payee peut & doit auoir lieu. Si sçachez que quiconques se voudroit plaindre de pecune qui deuë luy seroit, qui nombree ne luy auroit esté, ou qu'on voudroit dire que à certain iour que payer on luy deueroit, & voudroit dire estre payé: & celuy qui receuoir ne le doit, diroit que non, si sur tel debas on attendoit par l'espace de deux ans passez sans que action en fist à loy pardeuant Iuge competent, les deux ans passez, on n'y seroit à receuoir. *C. de non nume. pecu. per to. tit.*

Paour de mort.

La dixiesme maniere ⁿ si est par quel temps chose faicte par paour, peut & doit estre releué par restitution de paour de mort. Si sçachez, s'il est aucun qui par paour & menace a fait & passé aucune chose ou aucun contract qui soit preiudiciable, mais que depuis sans menace & sans crainte ne l'ait ratifié, dedans l'an s'en peut-on pourchasser à iustice, & en faire tel action de non tenir & accomplir ce que par paour auoit faict ou promis. mais si l'an passé ce voudroit faire, n'y seroit à receuoir. *C. de his que vi metus-ve causâ gest. sunt. si vi vel. l. metus.*

Action de dol.

La xi. maniere si est par quel temps action de dol peut & doit auoir lieu. Si sçachez que quiconques faict aucun contract sous forme de bonne foy, & la partie aduerse est en dol, conuient que celuy qui se sent deceu par le moyen dudit dol: qui pourchasse dedans deux ans à fin que par action de dol puisse estre releué: & si dedans ledict temps il ne le faict, depuis il ne seroit à receuoir. *l. non possunt. C. de dol.*

Action redhibitoire.

La xii. ^o maniere si est par quel temps ceste action est prescrite, & sçachez que si ie achete aucun Cheual qui a quelque vice latent, que ie n'eusse acheté, si i'eusse sceu tel vice estre audit Cheual, *à tempore quo ego sciuerō talē morbum. infra sex menses*, ie puis arguer par ceste action contre mon vendeur, *ut mibi pretium restituat, & recipiat iūm equum morbosum*, mais apres six mois ceste action est prescrite. *l. cum proponas. C. de edilitiis actio.*

Action de quanti minoris.

La xiii. maniere si est par quel temps action de quanti minoris a lieu. Sçachez que quiconques auroit acheté chose qui depuis l'achapt seroit trouuee moins suffisante que le vendeur n'auroit donné à entendre, dedans l'espace d'un an apres achapt en peut faire & intenter action de restitution à loy, & deuant Iuge competent. & si dedans l'an ne le faict, à temps n'y vient ne depuis n'est à receuoir. *C. eod. tit. de edil. act. l. cum proponas.*

Parolles iniurieuses.

La. xiiii. ^p maniere si est par quel temps action de parolles iniurieuses se peut ou doit intenter. Si sçachez que si dedans l'an n'est faicte complainte à Iuge competent, l'action est expiré: depuis l'an on n'y est à receuoir. *C. de iniur. l. si non conuict.*

Action.

Action en fait de compte.

La xv. maniere si est par quel temps action de compte de recepte d'aucun est à recevoir. Si sçachez que en fait de comptes l'action ne passe ne prescript par nul temps, que tousiours quiconques est receueur d'autre, que l'og temps attendu soit, le receueur ne son hoir ne soient tenus d'en faire compte, si compte competent fait n'en estoit parauant. *C. de negoc. gestis. l. curatoris. & l. curatorem.*

De l'œuvre publique.

La xvj. si est par quel temps action de œuvre commune c'est en la chose publique, si peut & doit faire intenter. Si sçachez fil est commandé ou ordonné par les administrateurs de la ville ou pays à faire ou faire faire aucun œuvre, soit en Maçonnerie ou Charpenterie, ou autre edifice à heritage, si doit estre fait l'estoffement que pour tousiours durer, & que ainsi soit & doit estre fait: & pour ce est il ordonné par les facteurs de loy que bien se prennent garde les facteurs de l'œuvre, & par especial les administrateurs sur celle œuvre: car si faute y estoit trouuee dedans l'espace de quinze ans apres l'œuvre faite, ils en seroient tenuz de rendre compte eux ou leur hoir: & les quinze ans passez l'action est contre eux expirée & passée. *C. de operibus publicis l. omnes quibus.*

Des causes mises en enqueste.

La dixhuitiesme maniere si est par quel temps les causes mises en enqueste & commissaire doiuent estre conclues en droit & rapportees en Cour pour iuger à fin deuë. Si sçachez que dedans l'espace de trois mois doiuent estre cōclues & mises à fin d'auditio pour ouyr droit, si ainsi est que tesmoins soient au pays où on les puisse auoir: & si si loing estoient que hors de prouince, lors y a six mois. Et si outre là mer estoient, neuf mois, & non plus. *C. de dilatio. l. i.* Et pareillement vne dilatoire ne doit auoir que trois mois, sinon en cause vrgente, comme si *ultra transmarinas partes aut testium aut instrumentorum copiam exposceret quis tum nouem menses. alleg. l. i. C. de dilat.*

Quant procez est interrupt.

La xix. maniere si est par quel temps procez y est interrupt. Si sçachez que procez pendant en Cour layé entre parties, si peut & doit estre interrupt tenu si depuis qui sera litis contesté, défaut y a en la poursuite ordinaire, car parauant liticontestation les défauts sont tous ordonnez & limitez, mais depuis liticontestation, & que la cause doit estre en commissaire, si negligēce y a, & par especial au demandeur qu'il ne poursuiue la cause & laisse passer les trois mois de production sans rien faire de production, & se laisse tant que l'an à tout dire soit passé, en ce peut estre noté parfaite interruption, & dont on n'est à releuer, si ce n'est par detention de prison que le demandeur aiteu en estrange contrée: ce que faire sçauoir ne pouuoit.

Des querelles pendantes en iugement.

La xx. maniere si est par quel temps les querelles pendantes en iuge-

M

ment doiuent estre decidees par sentences diffinitives, Si la cause est Ci- uile, par trois ans. Si sçachez que la cause ou querelle pendante en iuge- ment doit estre determinee à sentence si la cause est Ciuile, dedans l'es- pace de deux ans. Et si la cause est Criminelle, dedans l'espace de trois ans: ou si ce non, si moult grand cause d'exoine n'y a, la cause peut estre euoquee deuant le souuerain par faute de bon droit. *C. de iudiciis. l. properandum nobis visum.*

La xxj. ^e maniere si est par quel temps prescription en seruage à lieu. Si sçachez que tout ainsi comme en cas de propriété dix ans entre les presens, & vingt ans entre les absens ont lieu: aussi en action de ser- uitude ont lieu les autres temps dessusdits, c'est à sçauoir dix ans entre les presens, & par l'espace de vingt ans entre les absens, & par tel temps se peut & doit acquerir prescription de seruitude sur aucun lieu ou sur au- cune terre, si comme d'auoir voye parmy le champ d'autrui, ou d'auoir son ploiumier sur autre, ou son cheuron. *C. de seruitu. & aqua. l. sicut visum fructum. & l. sequent.*

Du temps de bail.

La xxij. ^e maniere si est par quel temps le bail d'aucun mineur fine & expire. Si sçachez que si tost que le mineur passe à quatorze ans com- plets: il peut reuenir à la terre, ne le bail n'y a plus que toucher. *C. de tes- tamen. tut. l. si tutores. & melius in princip. Insti. quib. mo. tutel. finit.*

De hoirs, sans debtes payer.

La xxij. ^e maniere si est par quel temps il conuient apprehender l'hoirie qui auoir la veut sans doute ou peril de payer les debtes du mort. Si sçachez que, qui veut apprehender heritages & succession d'aucun sans peril des debtes du mort payer, faire le peut, mais que dedans vn mois apres le testament du mort sera ouuert, ou puis que luy sera vouu à cognouissance que celui sera mort de qui il veut apprehender la succes- sion, & fait faire inuentaire de tout par benefice de la loy, qui doit estre fait dedans deux mois apres, ainsi sont trois mois de temps apres le testament ouuert, ou apres la nouuelle de la mort à l'apprehendeur, & par ainsi peut seurement apprehender par caution de le refondre si debtes, y auoit si auant que proquees seroient: ne de plus que l'inuen- taire monteroit, ne l'en pouron opprimer ne contraindre, & si dedans celui temps ne le fait, n'est depuis à recevoir par ceste forme. *C. de iure se deliberan. l. finq. per tot.*

Des testamens.

La vingtquatrieme maniere si est par quel temps le testament doit estre accompli. Si sçachez que, qui entreprend execution par forme de testament, il doit auoir accompli dedans l'an, ou si ce non, les hoirs du testament le peuvent prendre & auoir par iustice, en baillant caution d'accomplir le testament du defunct. *authen. hoc amplius. C. de fideicom.*

De mysde fait.

La vingtcinquiesme ^{aa} maniere si est par quel temps mise de fait & lieu. Si sçachez que si en don legataire se veut mettre par benefice de mise de fait, faire le doit dedans l'an que testament est ouuert: & si ce non, l'an passé il n'y est à recevoir par ceste maniere, & ainsi s'entend des douaires dedans l'an passé apres la mort du mary. [*C. de edic. diui A dr. tol. Imo per l. edicto. ill. tit. dicitur contrarium. sine enim post annale tempus, sine post maioris aui curricula aliquis fuerit missus. &c.*]

Toute ceste claus se n'est au luy escript à la main main y a au lieu l'istadmon proced de iure scrip.

De succession apprehender.

La vingtfixiesme ^{bb} maniere si est par quel temps il conuient apprehender l'hoirie, ou si ce non, le seigneur ou crediturs peuuent obliger à eux par benefice de loy. Si sçachez que qui veut apprehender la succession d'autrui comme hoir, il le doit apprehender dedans l'espace de cent iours, ne plus n'y peut differer par loy escrete. Car si plus y met le seigneur y peut mettre la main comme à chose espaue, où les debteurs se peuuent traire, & requerrir à loy que les biens soient inuentoriez, pour eux payer si auant qu'ils en feroient apparoir. Et si depuis les cents iours passez l'hoir venoit, il ne seroit à recevoir, mais demeureroit fait ce que en fait seroit. *C. qui admit. ad bono. poss. l. si bonorum possessio.* mais les coutumiers dient que à ce faire il faut l'espace d'un an & quarante iours. Et si le seigneur l'an passé ne l'applique à luy, ou que les crediturs ne le traient comme dict est, l'hoir peut tousiours venir à apprehender. *C. de iure deliberan. l. licet incontinenti.*

De appeller.

La vingtsieptiesme maniere si est par quel temps on peut & doit appeller d'aucune sentence. Sçachez qu'il faut appeller si tost qu'il vient à la cognoissance de luy estant present incontinent: & qui present n'est, il faut appeller aussi tost qu'il vient à la cognoissance de celuy qui ainsi se sent greué par ladite sentence. Et doit celles nouuelles oyés si tost qu'il peut venir au Iuge & appeller. Et si il est en lieu où il ne puisse venir au moins dedas viij iours apres que la sentence auroit esté renduë, il doit venir deuant Notaire ou tabellion, & là appeller de la sentence qui luy auroit esté renduë par tel Iuge en telle cour sur telle cause à tel iour, & de ceste appellatio doit leuer instrument afin qu'il ayder s'empunisse deuant le Iuge souverain où il deura releuer son appel. Et ce fait le tantost faire signifier au Iuge de qui il a ainsi appelé, par lettres patentes & credibles, afin que le Iuge de qui il est appelé, n'attête en aucune maniere sur le cas d'appel. Et toutce se peut faire par Procureur. Et si ce ne fait dedas l'espace de huiet iours il ne seroit depuis à recevoir comme appellant, s'il n'estoit relevé de illico.

Hodie in patria consuetudinaria illico est appellatio. dñm. orden. v. de Kar 1453 art. 23. Charles 8. 1493. art. 66. & autres qui sont au Code Henry. f. ci. tex. in l. litigatorio. C. de appellatio. & vide Masu. in sua practica. tit. de appell. quid in patria iuris scripti. On obtient facilement en Chancellerie lettres de relief d'illico: qui signifie appeller le iour mesme, que la sentence a esté donnee, vs scribit Baldus ad l. per diuersas s. mandati Imbert. lib. 2. tit. 2.

De appel releuer.

La xxviij. maniere si est par quel temps on peut & doit releuer son appel. Si sçachez que quiconques appelle d'aucun Iuge qui sans moyen resoust en Parlement, il conuient auoir releué son appel audit Parlement l'espace de trois mois apres l'appel.

*De hoc articulo
vide ordinatio-
ne sue declara-
tione facta so-
per xij. pñctis
stili parliamenti
à Philippa regē,
sub titu. de ap-
pell. vbi habes
materiā hodie
vfitatam.
Cestyl ne s'ob-
serve si exacte-
ment: par ce qu'o-
met es lettres de
relief d'appel, à
iours ordinaires
ou extraordinai-
res, encores que
les parties ne
soient des iours
du Parlement,
dōt on plaidera
lois: On adou-
be d'autres clau-
ses, pour empes-
cher la defectiō.
Voyez Masue-
rins, tit. de ap-
pellat. lmb. lib.
2. Mais l'appel
en la Cour des
Aydes se doit
relever dans les
trente iours.*

lacion seroit deserte. Et si l'appel estoit si brief deuant les iours de la baillie ou seneschauce qui doiuent seruir audict Parlement: celui à qui l'appel est, si peut-il estre releué du iour competent, deuant les presentations au Parlement des iours de la seneschauce ou baillie, dont l'appel sera fait, faire le doit: ou si non, l'appellation seroit deserte. Et est en ce temps iour competent de l'espace de xij. iours entre le iour de l'adiournement & entre le iour de la presentation audict Parlement es termes, & entre Paris & le lieu où l'adiournement seroit, auroit de distance l'espace de quarante lieues: & ainsi dois entendre de plus plus, & moins moins. Et si le iour d'appel iusques au iour de presentation de Parlement estoit si brief qu'il n'y peut auoir iour cōpetent selon l'instructiō que dit ay, lors il conuientroit auoir adiournement impettré de relief dedans le iour ou plus tost que bonnement on le pourroit auoir: & seroit lors l'adiournement à faire dedans trois mois apres ensuiuans: ja fust que le iour cheist hors des iours de la baillie ou seneschauce dont les parties seroient, & que ce seroit en iours extraordinaires: & si autrement estoit fait, ce ne vaudroit, & l'appellation seroit deserte. Item & si l'appel à releuer est deuant Iuge qui tiennē assise, comme sont les Iuges Royaux, comme le Baillif de Vermandois, le Baillif d'Amiens, & plusieurs autres: Sçachez que lors conuient releuer son appel dedans la plus prochaine assise que deura tenir le Iuge souverain du Iuge, dont il est appellé de iour competent deuant les presentations de l'assise: & si ce non, l'appellation seroit deserte. Item si c'estoit à releuer deuant Iuge qui ne tient assise l'appellation doit estre releuee dedans l'espace de quarante iours, & à iour assigné competent, ou si ce non, l'appellation est deserte. Et si le iour estoit si brief, que iour cōpetent n'y peust auoir au iour de l'assise, si doit estre la cōmission impetree, au plus tost que on peut dedans les presentations de l'assise, & sur ce assigner le iour à l'autre assise, apres ensuiuant. *Ita videtur & videtur inde in omnibus curiis regis per stilum & ordinationem curiarum secularium.*

De renoncer à l'appel.

La trentiesme maniere si est: par quel temps on peut renoncer par luy ou pour luy fait pour renoncer dedans temps deu. Si sçachez qu'il faut que depuis le iour que l'appellation se fera d'aucun Iuge, qui renoncer y veut, faire le cōuient dedans le huitiesme iour selon les coustumes de plusieurs lieux. Mais selon raison escrire il doit estre renoncé, dedans dix iours apres le iour de l'appellation: & si plus de temps estoit attendu, à tard y seroit renoncé, & conuientroit releuer l'appel, ou en dechoir. *Facta cum inter vos extra de sen. & re in.* Et peuz sçauoir que selon les sages & la constitution de Parlement, qui conques attendent de appeller au huitiesme ou dixiesme iour depuis le iour de la sentence rendue, & sur ce ait conseil depuis l'appel de renoncer: sçachez que à la renonciation faire: autant de iours comme il a eu à l'appellation faire tellement qu'il a deux huitiesme.

ou deux. x. de renoncer à l'appel: c'est à sçavoir deux viij. à renoncer au pays ou non à viij. iours à appeller, & deux. x. ou non à dix iours à appeller.

Exemple sur l'appel.

Sentence fut donnée contre moy le Samedy : ie n'y fus point present, & plustost ne le sceu. Et pour ce en iour d'appeller ie vins au viij. iour, & appelé du iuge que contre moy la sentence auoit donnée, & puis attendy autres huit iours apres qui fut xv. du iour de la sentence: & me fut conseillé de renoncer à mon appel: ie vins renoncer à la seconde, viij. & apres y vins, & ainsi dois entredre de deux x. au pays ou on vîe de x. iours à renoncer; comme dessus est dict. *Ita fuit consultum per sapientes consiliarios parlamenti, maxime per dominum presidentem & plures alios domines parlamenti, in causa que vertebatur inter Philippum de Champfin ex una parte, & Ioannem de Campis ex altera parte, per quandam appellationem emissam ex parte Ioannis de Campis.*

Arrest de Parlement.

De erreur sur arrest de Parlement.

La xxxj. maniere si est par quel temps erreur sur arrest de Parlement se peut ou doit faire. Si sçachez que d'arrest de Parlement ne peut estre appelé. Et pource l'appelle on atrest, que tellement est arreste & donné par sentence, que nuls appeaux ny cheent: mais que griefue s'en sent, il peut dedans l'espace d'un an proposer erreur sur l'arrest contre luy prononcé, & en faire requeste par escrit aux requestes du Roy, & donner l'erreur qu'on attend à proposer, à entendre: & si l'erreur est receuable, les seigneurs des requestes du Roy enuoyés aux seigneurs de Parlement la requeste, & les erreurs formez par articles avec un mandement, contenant que la requeste avec lesdicts erreurs soient visitez & veus & receus, & soient commis des seigneurs dudit Parlement à ce voir & recevoir, tellement que les parties puissent estre ouyes sur ce: & sera mesmes la Cour de Parlement iuge. mais il conuient avant que les erreurs soient aucunement receus, que la partie qui proposer les veut, nantisse en la main de la Cour six vingts livres premier pour l'amende au cas que le proposant desdicts erreurs en decherroit, que payer luy conuiendroit d'emende*, avec les despés de partie aduocée. *Per ordinationem curie parlamenti sic tenetur & conseruatur sine dubio.*

François I. de l'an 1539. art. 136. 137. & 138. Et porte ledict 136. que la consignation se fera de douze vingts livres parisis. De la forme de proposition d'erreur faut voir le Tresor de la Chancelerie, Imbert lib. 2. cap. 16. Et Guenois au commentaire, Rebuff. trait. de suppl. seu propos. error. & pareillement les ordonn. de Henry 2. de l'an 1549. art. 4. Et Charles 9. de l'an 1560. aux Etats d'Orléans, art. 45. Il y a aussi la requeste

De l'action aux enfans moindre d'ans.

La xcij. maniere si est par quel temps on peut faire & intenter action aux enfans demeurans en leur minorité pour cause de leur pere & mere. **Qu.** si dedans le terme de cinq ans apres la mort du pere ou mere ne le fait, depuis n'est à recevoir. *L. i. C. ne de stat. de funet.*

civile, qui doit estre obtenue dans 6 mois du iour de l'arrest prononcé par l'ordonnance de Charles 9. de l'an 1566. ou la l. declar. art. 15. dont l'ay escrit plus amplement au Code Henry.

* D'emende, ou amende, se dit indifféremment.

ANNOTATIONS DV TILTRE

VINGTIESME.

a



En ce tiltre est traité de la prescriptiō du tēps vt dicitur in l. 5. D. si ingen. esse dicet. & l. 5. C. de operib. public. c'est à dire une exceptiō fondée sur laps de tēps, que les praticiens appellent fin de nō recevoir. laquelle est rapportée aux exceptiōs perēptiores parce qu'elle tend à perimer l'action & en faire debouter le demandeur: quod Cicero cōfirmat in partition. & Quintil. lib. 7. instit. cap. 6. car d'icelle, comme des autres perēptiores pēdet lis, & par icelle omnis motus & spes litigandi præluditur, vtrair l. bené à Zenone. C. de quadrienn. præsript. Je ne delibere en ce tiltre traiter de la prescription des choses, dont j'ay amplement escrit sur La Coustume de Paris, & au 2. liure des Pādectes: & autres en ont fait des traittez, qu'on peut voir, & mesmes Masuerius tit. de præsrip. & Ferrarius in form. respons. rei. ie suiuray donc l'ordre des matieres que traite nostre aubeur. Pour la prescription des actions, qui est differente de celle des choses.

b Rescripts & lettres Royaux doiuent estre signifiez dans l'an, autrement apres ledit tēps on n'y a aucun esgard, & nepeuuent estre mis à executiō. cap. si autem. cap. plerumque. de rescript. & al. ce que tesmoigne Masuerius tit. de liter. not. & notat. num. 38. Aufser. ad stil. cur. parlament. tit. de defectu super act. personat. Guid. Pap. quæst. 135. encores que le droit civil semble contraire. l. falso. c. de diuers. rescript. mais on peut obtenir apres l'an lettres de relief de surannation, dont faut voir Rebuff. in præfatio. ad constit. reg. num. 43. & 44. toutesfoi en bien interpretant l. falso. elle ne fait rien au contraire. car il le faut entendre des constitutions & rescripts, qui sont procedez de l'Empereur avec cognoissance de cause, vt ius constituant, & dont est parlé in l. 6. co. tit.

c Sans repeter ce qui estoit obserué auparauant Theodose le grād. il a esté le premier, qui a introduit la prescription des actions personnelles par le laps de trente ans, que Theodose le ieune a confirmée par sa constitution in l. si cur. C. de præsript. 30. vel 40. anno dont on peut voir Cuiacius lib. 18. obser. cap. 26. & nouel. Theodosij de 30. ann. præsript. Cassiodor. præscriptionem illam pattonam humani generis vocat. & Sidonius Theodosij perēptorias rubricas omnem litem abolere scribit. Sous les actions personnelles sont comprises les mixtes, qui aussi, sont prescrites par trente ans, vt petitio hereditatis, finiu regundoru, cōmuni diuidundo & familiz exciscundæ, l. pen. c. in quib. caus. cessat long. temp. præsript. l. hereditatis. c. de petit. hered. l. vlt. c. fin. regundo. l. 1. §. adhæc. c. de annal. except.

d Faut entendre l'action hypothécaire cōtre le debteur & son heritier, qui n'est prescrite & perie que par quarante ans, l. cū notissimi c. de præsript. 30. vel 40. anno. dōt appert qu'en ceste espece la personnelle esteinte, demeure toutesfoi l'hypothécaire, l. 2. c. de luit. pignor. l. debitor. §. 9. D. ad §. c. Tre-

bellian. Autre chose seroit contre le tiers possesseur de bonne foy qui prescriit la chose par luy possedee par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, l. si à creditore. & l. vlt. c. de obligat. & action. l. 1. & 2. c. si aduers. credit. præscript. oppon. l. creditor. D. de diuers. tempot. præscript. Mais conuient noter pour l'hypothénaire qui dure quarante ans par le droit Romain, que si par la coustume du pays n'y a prescription plus longue que de trente ans, elle sera prescrite par ledict temps, comme tient Masuerius tit. de præscript. & Boërius decif. 328. num. 4. qui a esté l'opinion d'Angelus conf. 202. & Baldus 11. vol. 3. & M. Choppin de Moribus Parisiorum lib. 2. tit. 8. en allegue deux arrests en la coustume de Paris, l'un du 10. Avril. auant Pasques, 1559. & l'autre donné en l'audience, du mois de Feurier, 1595.

e Autresfois pour la restitution du mineur, le temps a esté de l'an vtil apres accompli l'age de xxv. ans, lequel estoit de trois cens soixante cinq iours vtils; mais il a esté conuertty par Iustinian en quatre ans continuels, mesmement pour la restitution des majeurs. l. vlt. c. de tempo. in integ. restit. l. vlt. c. de repud. hared. Mais pour les disputes qui auroient esté entre les Docteurs, & diuersité des ingemens pour le temps des restitutions, y auroit esté pourueu par deux Ordonnances, l'une du Roy Loys 12. pour le regard des majeurs, & l'autre du Roy François I. pour le regard des mineurs, lequel en l'art. 134. de celles de l'an 1539. veut qu'apres l'age de trente cinq ans parfait & accompli nul ne soit receuable à poursuire la cassation des contrâcts par luy faits en minorité, sous pretexte d'icelle, soit par voye de nullité, lésion, deception, ou circonuention, sinon ainsi qu'en semblables contrâcts seroit permis aux majeurs de faire poursuire par relieuement, ou autre voye permise de droit.

f Ceste exception quæ dicitur præscriptio vel exceptio longæ possessionis, l. dolia, 76. D. de cōtrah. empt. l. 3. 5. & 13. D. de diuers. répor. præscript. & longi temporis, tit. c. de præscript. longi temp. & al. a esté introduite au lieu de l'usucapion, que la loy des XII. Tables, auoit faict de deux ans pour l'heritage, qu'on auroit estendu aux autres choses immeubles, dōt Ciceron fait mentio in orat. pro Cecinna, & in Topicis: & le traicte Justinian tit. de vsucap. instit. & l. i. c. de vsucap. transfor. C'est la præscriptio de la paisible possession & iouissance de bone foy avec iuste tiltre, par dix ans entre presens, 20. ans entre absens: laquelle regarde non seulement l'action, ains aussi la chose, par ce qu'elle fait acquerir au possesseur la propriété & domaine de la chose par luy possedee par un tel temps, & luy donne exception contre celuy qui pretend la chose, luy appartenir, & la vindiquer, d. tit. de vsucap. l. 1. 2. 9. 11. & vlt. c. de præscript. longi tempo. elle a lieu tant es choses corporelles, qu'es incorporelles, comme sont les seruitudes, d. l. vlt. & l. pen. c. de seru. & aqu. On appelle tiltre iuste, cause d'acquerir, à scauoir qui est approuuée par le droit, comme emption, vendition, donation & autres semblables, dont j'ay discoursu plus amplement sur la coustume de Paris, tiltre de prescription. Toutesfois contre ceste exception y a des moyens pour repliquer, par ce qu'en quelques cas elle cesse & n'a lieu, comme contre le mineur durant le temps de sa minorité, le guerrier estant en la guerres, ou prisonnier d'enemis, l'absent hors du Royaume pour le service du Roy ou de

la republique . ou autre iuste cause . le furieux ou autre qui n'a moyen d'agir pour empeschement legitime . & durant les guerres . principalement civiles . vt traditur tit. c. quib. non obicitur longi temp. præscript. & tit. D. ex quib. caus. maior. l. 1. §. vlt. c. de annal. except. il y a aussi d'autres personnes . comme les Ecclesiastiques & d'autres cas . esquels la prescription de plus long-tëps est requise . dont plusieurs ont escrit . & n'est besoin d'en discourir icy plus amplement . Ce que Iustinian dist in eadem vel alia prouincia . pour les presens ou absens . nostre autheur le rend en mesme ou autre contrée : autres le déclarent mieux en mesme ou autre bailliage ou seneschaussée.

g En ce lieu n'est traité de prescrire le priuilege pour l'acquérir . dont Ioa. Plat. Luc. de pena post glo. in l. vlt. c. defūd. pat. lib. 10. & les Canonistes ad cap. cum personæ. de priuileg. in 6. Bald. in l. solennibus. c. de fide instr. Frac. Balbus 5. par. quæst. 2. & autres ont amplement escrit : ains de l'exception & prescription qu'on peut alleguer contre le priuilege de celuy qui se diët priuilegé . Et d'autant que telle exception cōcerne une liberté . par ce que ioui priuilegé est repusé estre contre le droit commun . elle seroit bien fondée contre celuy qui en auroit usé par le log-tëps de dix ans entre presens . ou vingt entre absens . iuxta l. sequitur. §. si viam. D. de vsurpat. & vsucap. & l. si sic. D. quem seruit. amitt. cap. in accedentibus de priuileg. qui est une question que les Docteurs traittent en diuers lieux . l. 1. D. de constit. princip. cap. vt priuilegia. de priuileg. cap. de quarta. cap. illud. de præscript. cap. cum accessissent. de cōstit. & al. & encores en l'espace icy proposée il est posé que le voisin a empesché le priuilegé de iouir de son priuilegé . qui est un acte que tous les Docteurs estiment suffisant pour prescrire la liberté . d. 11. Aussi en n'usant de son priuilegé . il semble tacitement y renoncer . ce qu'il peut faire . l. si iudex . 41. D. de minorib. mais par la coustume de Paris . art. 186 . il faut trente ans pour acquérir la liberté de seruitute . ou s'en ay plus amplement escrit .

h I'ay monstré cy-dessus que la coustume ne s'introduiët que par long usage procedant d'un commun consentement du peuple . qui ne se peut liuier par cinq ans . l. de quibus & seq. D. de legibus . l. 1. & 2. c. quæ sit longa consuet. mais l. neque cōmissum . qui est icy alleguée . ne fait aucunement à propos : car seulement est décidé par icelle . qu'apres cinq ans on ne peut demander ce qu'on pretend auoir esté auparauant commis . c'est à dire . la peine des marchandises & autres choses venales . qu'on pretend estre confisquées pour n'en auoir fait la declaration par deuers le publiquin ou fermier . Et d'autant que ceux qui ont bien escrit de ceste matiere . font differēce entre la coustume & la prescription . ie ne traitteray plus amplement d'icelle pour consinuer les autres articles de l'exception .

i Vsucapion est l'ancienne & vraye maniere d'acquérir par tenuë & possession continuee par le temps desiny par la loy ; le Iuriconsulte dist elegamment in l. 3. D. de vsurpat. & vsucap. Vsucapio est adiectio dominij per continuationem possessionis temporis lege definiti . Par la loy des XII. Tables elle estoit de deux ans pour les immeubles . & un an pour les meubles : ce qui a esté longuement obseruë à Rome : mais Justinian l'a corrigé . & ordonné l'vsucapion des meubles estre de trois ans . l. c. de vsucap. transor. Et encores que

que par le droit Romain l'usucapion fust entendue aussi des immeubles que des meubles: toutesfois les praticiens ont pris l'usucapion pour les meubles, & la prescription pour les immeubles: & cest erreur a esté suivie par plusieurs coutumes, esquelles l'usucapio des meubles est de trois ans. Mais par autres telle usucapion n'a lieu, vt scribit Boërius, sur la coutume de Berry, titre des prescriptions. §. 7. si d'ic n'en est disposé par la coutume, Imbert li. i. ca. 35. & autres font d'aduis que l'usucapio des meubles sera semblable à celle des immeubles, à sçauoir de dix ans entre presens, & vingt entre absens. Par l'ancienne coutume de Bretagne, pour les meubles, elle estoit de dix ans, & par la nouvelle art. 284. elle est reduite à cinq. se serois bien d'aduis qu'elle ne passast les dix ans, mais par ce que ie ne l'ay veu iuger par arrest. ie n'en disputeray d'auantage.

k De la complainte en cas de saisine & nouuelleté, qu'on appelle interdictum vt possideris, vel retinendæ possessionis, i'ay amplement traité en mon commentaire sur la coutume de Paris, & monstre qu'elle compete à celui lequel estant paisible possesseur d'an & iour auparavant le trouble, a esté empesché & troublé en sa possession depuis an & iour. Car pour obtenir en icelle, il doit verifier sa possession par les derniers exploits de l'année precedent le trouble, & la doit intenter dans l'an du trouble. Quod confirmat Faber ad §. retinendæ. Instit. de interdict. qu'on peut voir, & Masuer. tit. de possello. Io. Gallus qu. 47. & al. Guid. Pap. qu. 552. Le Grand Consumier. liure 2. tilt. des cas de nouuelleté: où ven ay escrit, Imbert. lib. i. cap. 16. & autres. L'exception contre ladicte complainte est, de n'estre intermée dans l'an & iour du trouble, qui est fondée sur l'ordonnance de l'an 1539. art. 61. où a escrit Rebuff. tom. 3. tract. de mat. possess. Ce qui a tellement lieu, qu'encores qu'il y eust eu adiournement dans l'an, si toutesfois la cause n'a esté cōtestée das ledit temps, le demandeur ne sera plus receuable à la poursuiure: mesmes aucuns ont tenu que si apres la contestation se passe vn an sans parler de la cause, elle ne peut estre reprise ne poursuiue apres ledit temps, suivant un arrest du mois de Iuin. 1548. que i'ay ouy souuent alleguer en consultation: mais ie n'en veux asseurer.

l La matiere de nonciation ou denonciation de nouuel œuvre est plus ample qu'elle se puisse traiter en briefues annotations: anciennement elle se faisoit comme la vindication sur la chose mesme, ce que depuis a esté changé, & ne s'observe plus: de ceste matiere on peut voir l. i. §. 20. & al. D. de oper. no. nuntiat. entre la complainte & denonciation de nouuel œuvre y a difference. par ce que celui à qui la denonciation est faite, est receuable à faire paracheuer l'œuvre. en baillant caution de le demolir, s'il est ordonné, d.l. §. §. si is cui. & l. 20. §. si quis. iugé par arrest du 26. Septembre. 1439. pour l'edifice des moulins d'Amiens: mais en la complainte le defendeur n'est receuable à contraindre le bastiment en baillant caution, par arrest du 26. Novembre. 1513. & du 27. Novembre. 1514. lesdicts arrests recitez par Papon. li. 8. tilt. 4. & encores qu'en la l. 20. §. hoc interdictum, il soit dict, quod hoc interdictum perpetuo datur. si est ce qu'en France il est reduit à la qualité des autres interdicts, qui sont annaux. Qui en voudra voir d'auantage qu'il lise Pet. Ferrarius in form. libelli in actione noui operis,

m Ceste exception de pecune non nombrée, qui se denoit proposer dans les deux ans. In contractibus. c. de non numer. pecun. n'a plus de lieu en France, vt testatur Rebuffus tom. 1. ad const. reg. in proem. num. 59. Mais si celuy qui auoit fait promesse de payer une somme, que par contract ou cede il auroit confessé auoir receu, vouloit s'en faire liberer & decharger, il faudroit qu'il obtinst lettres pour estre relaué de sa confession & de sa promesse, fondees sur faits pertinens qu'il luy conuiendrait verifier. iuxta l. Generaliter. c. eo. tit. d'autant qu'on presume tousiours pour la confession contre celuy qui volontairement la faicte. De ceste matiere les liures des Docteurs & praticiens sont si remplis, qu'il n'est besoin d'en discourir d'auantage.

n L'ay voulu conioindre ces deux articles par-ce qu'ils ne sont plus en usage en France: d'autant que ceux qui veulent venir contre les contract par eux faicts, & en estre relauéz, & d'autres conuensions ou promesses sous pre-texte de force, crainte ou dol, doiuent obtenir lettres de Chancellerie, pour estre restituéz: & encorés qu'ils soient maiours, ils y seront bien reconuables dans les dix ans du iour du contract, par l'ordonnance du Roy Loys XII. aussi le temps de l'an pour l'action de peur & crainte, estoit in quadruplum, & post annum actio illa in simplum dabatur, l. 4. c. de his quæ vi metus ne causa. l. item si cum. §. post annum. D. eo. Et quant à la restitution pour dol, Papon liure 16. tit. 3. recite un notable arrest du 14. iour de May. 1556. par lequel les lettres royaux obtenues par un maieur, à cause du dol de sa partie plus de deux ans apres le contract passé, ont esté enterinées. Ainsi appert que les deux exceptions icy proposées ne seruent plus de rien.

o L'ay aussi voulu conioindre ces deux articles qui procedent de mesme cause, à sçauoir de deux actions Ediliennes, introduictes par les Ediles, desquelles l'une dicitur redhibitoria, qu'il fault intenter dans les six mois. l. sciendum. §. vlt. D. de Aedil. edict. par laquelle l'acheteur auquel un cheual ou autre bestial a esté vendu, agit pour faire resoudre la vendition, pour le vice latent que le vendeur luy auroit celé, & lequel sil eust cognu il ne l'eust acheté. L'Edit des Ediles, avec l'interpretation, est in l. 1. 38. 8c. al. D. de Aedil. edict. & Cicero lib. 1. officio aliusque auctores meminerunt. Pour le cheual on tient les vices latens, pousse, morue & courbature. L'autre action dicitur. Quatò minoris, & dure iusques à un an, par laquelle l'acheteur demande pour le vice latent duquel il n'auoit cognoissance lors de la vente, que le vendeur soit condamné à luy rendre ce qu'il eust acheté: moins, sil eust cognu ledit vice. d. l. sciendum. §. vlt. l. 2. c. de Edil. action. toutes les deux actions se practiquent encorés en France.

p Ceste exception s'observe en France pour le regard des iniures verbales, pour lesquelles soit civilement ou criminellement on ne peut faire poursuite apres l'an, apres qu'elles ont esté dictes & proferees. l. 5. c. de iniurijs. comme a esté iugé par plusieurs arrests, & entre autres vn donné à la Tournelle du Samedi 19. Iuin. 1563. Car telles causes se doiuent traiter sommairement, & ne doit le Chrestien si longuement garder le desir de vengeance pour des paroles, lesquelles plus souuent se proferent par colere ou legereté, mais si avec les paroles y auoit des extes, on pourroit apres l'an en faire poursuite, iugé par ar-

rest à la tournelle, le Samedi 12. May, 1571.

q Ceste action comme toutes autres personnelles se prescrit par trente ans entre maieurs, l. sicut. c. de præscr. 30. vel 40. anno. l. i. c. de annal. except.

r Ceste exception est prise du droit Romain, l. omnes quibus. c. de operib. public. Mais elle est peu pratiquée, par ce que les administrateurs & Gouverneurs des villes n'ont accoustumé d'attendre les quinze ans pour faire visiter & recevoir les ouvrages publics, qu'ils ont fait faire ou leurs predecesseurs, ne pareillement les ouvriers afin d'en estre dechargez, & estre payez. Les censeurs Romains quand ils bailloient à faire des ouvrages publics, ils mettoient la cōditio de les recevoir, qu'on disoit probare, vt à me alibi obseruatū.

f Tour ce qui est contenu en cest article ne s'observe à present si exactement, par ce que les delais de faire enqueste & autres qu'il conuient donner en la cause, sont arbitraires, & se donnent selon les qualitez des parties, des actions, & distance des lieux, & autres circonstances qui se peuuent offrir. Et encores que par les ordonnances ils doiuent estre peremptoires, si est-ce qu'ils sont souuent continuez, prorogez & renouellez, & iusques au troisieme delay, pour iuste & legitime cause, comme a escrit M. Bourdin sur le 33. art. de l'ordonnance de l'an 1539. & peut on voir à ce propos l'ordonnance de Charles IX. de l'an 1564. art. 2. & de Hery III. de l'an 1579. des Estats de Blois, art. 156. si toutesfois les delais estoient superflus & excessifs, on en pourroit appeller, & me resouuiet d'auoir veu informer un appointemēt, portāt un troiſ. delay dōné sans auoir ouy la partie aduerſe, par arrest du Mardy 18. Decēb. de relenée, 1565.

t Ces deux articles que j'ay conioints meritent vne briefue explication, pour entendre la difference entre l'interruption & la peremption d'instance: car l'interruption s'entend proprement, quand la cause n'est contestée, & la peremption quand elle est contestée, Bourdin sur l'art. 120. de l'ordonnance de l'an 1539. si elle n'est contestée, on peut apres l'an estre relenue de l'interruption, pour la poursuiure, iuxta l. Petendæ. c. de tempor. in integ. Mais soit contestée ou non, toute instance qui a esté discontinuée par l'espace de trois ans, est perie, par l'ordonnance, qu'on appelle l'Edict de Roussillon de l'an 1563. art. 15. qu'on observe estroitement, mesmes contre le mineur, cōme a esté iugé par arrest donné en l'audience, du 22. Novembre, 1575. Et on ne scauroit estre de ladicte perēption, par ladicte ordonn. de l'an 1539. ainsi qu'il a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour. Toutesfois on tient que durāt les troubles & guerres ciuiles ladicte perēption n'auroit eu lieu, mesmes entre personnes de contraires partis. Et y en a des Edicts & declaratiōs tant du Roy Henry IIII. à present regnāt, que des Roys Charles IX. & Hery III. dōr i ay escrit au Code Henry.

u I ay parlé cy dessus de la prescriptio des seruitutes selō le droit Romain, conformément à ce qui est escrit en cest art. Mais y a des coustumes, cōme celle de Paris, art. 186. & quelques autres, par lesquelles le droit de seruitute ne s'acquiert par longue iouissance, encores qu'elle soit de cent ans, sans tiltre: Par autres coustumes les seruitutes, se peuuent prescrire par trente ans: & y en a qui font difference entre les seruitutes rurales, & les vrbaïnes ou de Ville, dont j ay traité amplement au second liure des Pandectes: & sur ladicte coustume de Paris, tiltre des seruitutes.

x Il fault distinguer le bail ou garde de la tutelle: Car le bail est deferé par la coustume du pais au pere, mere, ayent ou ayenle, selon la qualite d'iceluy, & qu'il est porte par la coustume, dont i'ay parle plus amplement sur la coustume de Paris, tiltre de gardes Nobles & Bourgeoises, & en traictteray encores cy apres. Le teps qu'ad le bail expire, est diuersement limite par les coustumes, & avec difference entre les masles & femelles. Quand à la tutelle, avec laquelle est cōfōdu en France la curatelle, elle dure iusques à vingt cinq ans: si nō ou que par mariage, on par lettres de benefice d'aage ceux qui ont attainct l'aage de plaine puberté soient faicts iouissans de leurs droicts.

y Postoster les difficultez, qui estoient en l'audition ou apprehension de l'heredité, pour faire que les heritiers ne fussent tenus outre les moyens & facultez d'icelle, & neantmoins que les creanciers ne fussent fraudez, a esté introduict le benefice d'inventaire par lequel l'heritier ayant faict faire inventaire en iustice, des biens delaissez par le defunct, se peut porter heritier d'iceluy: sous ledit benefice: dont à ceste fin il doit obtenir lettres de Chancellerie, par l'usage & droict François: encores q'aucuns estiment, qu'en pais de droict escrit ne soit besoin de lettres royaux. L'heritier doit faire faire inventaire dans trois mois, qu'il a cognoissance de la succession escheuë, l. vlt. c. de iure delib. qui sentend ainsi, pour le regard du maieur, par ce que le mineur en pourroit estre releué, si il ne l'auoit faict faire dans ledit temps. Mais ne fault estimer que le maieur mesme soit tenu dans les trois mois de se declarer heritier par benefice d'inventaire: car si il n'a faict acte d'heritier simple, il peut encores apres ledit temps obtenir lettres pour se porter heritier par benefice d'inventaire, nonobstant que dans les trois mois il ne l'eust faict faire, & ainsi on l'observe par le droict François, comme i'ay monstré au troisieme liure des Pandectes: & que la caution qu'il doit bailler, est fideiussore de l'estimation des meubles contenus en l'inventaire, & non des immeubles & fructs d'iceux non ameblis, comme i'ay veu iuger par arrest du Mardy 4. Feurier, de releuée, 1561.

z Ce qui est icy traicté de l'executeur du testament, qui le doit accomplir & executer dans l'an & iour du trespass du defunct, estant pour ce faire saisi des biens meubles par luy delaissez, est confirmé par la coustume de Paris, & autres, n'estant besoin d'en faire plus long discours, ne repeter ce que i'en ay escrit sur ladite coustume.

aa La mission en possession siue ex edicto Adriani, siue ex constitutione Iustiniani, concernoit l'heritier institué, l. vlt. c. de edicto diui Adrian. toll. & partant nostre Auteur la rapporte mal au legataire, ou à la douairiere; aussi l'un ou l'autre se doit pourvoir par action contre l'heritier legitime, qui est par le droict François saisi de la succession du defunct, sans offer de mise en possession: & nō l'heritier institué, vt scribit Masuerius §. item heres. & §. seq. de possessio. & §. Item succedot. de feudis. Boërius, sur la coustume de Bourges, tilt. de testamens. In Scilo Parlamenti tit. de feud. §. item de consuetudine & seq.

bb La pession d'heredité, qui est personnelle mixte, ne se prescrit que par trente ans, l. licet. c. de iure deliber. l. pen. c. in quib. caus. cessat long. temp.

præscript. l. hæreditatis. c. de petit. hæred. Toutesfois si pendant ledit temps nul heritier n'apparoist, le Seigneur du lieu se peut saisir de la succession par droit de desherance, ou les creanciers faire créer un curateur à la succession vacante: mais l'heritier apparissant, il entrera en la succession: toutesfois s'il y auroit eu des biens vendus solennellement par auctorité de iustice, pour payer les creanciers, l'heritier ne pourroit renocquer la vente. Le semblable aucuns tiennent pour la vendition qui seroit faite par le fisc, iuxta l. omnes c. de quadr. præscript. Mais il seroit tenu de rendre le prix qu'il auroit recen à l'heritier, Masuerius §. Item & illius. tit. de success.

cc Celuy qui a obtenu sentence, peut la huitième passée faire anticiper l'appellant, soit qu'il ait releué son appel ressortissant en la Cour, ou non: & ce en vertu de lettres royaux: comme pareillement si l'appellant auoit releué son appel ressortissant pardenant le Baillif ou Seneschal, aux assises, ou à longs iours, il pourra estre anticipé en vertu de lettres royaux: car autrement l'anticipation ne se peut faire, par arrest du 28. iour de Mars, 1510. cap. oblatæ de appellat. Masuerius tit. de appell. Imbert. lib. 2. Rebuff. ad constit. Regias, tract. de anticip.

dd La renonciation se doit faire au Greffe du siege, où la sentence a esté donnée dans la huitième, en laquelle le iour de l'appel n'est compté, par arrest du 16. Juillet, 1520. & si elle se fait pardenant Notaire, ou es mains d'un Sergent, il conuient la signifier à la partie, ou autrement l'appellant estant adionné en desertion, seroit condamné es despens, comme Imbert, Rebuffus, Papon & autres ont escrit, & ie l'ay veu iuger par arrest du vendredy, 12. Mars, de releuée, 1563.

ee C'est à dire à cause de l'estat & condition de leur pere ou mere, apres leur decez, dont y a tiltres D. & c. ce qui auroit esté ordonné par l'Empereur. Nerua. l. ult. D. eo. tit. & renouuellé par Marcus Antoninus Philolophus, vt ait Capitolinus.

APRES ENSVIT DE FORMER SA DEMANDE.

EN COUR.

TILTRE XXI.



Ev comme il peut estre varié en Cour laye auant cognoissance ou auant negation en cause: apres veulx monstrier comme on peut & doit faire sa demande en Cour laye: soit par bouche ou par escrit. Si sçachez^a que quiconques veul faire & intenter demande contre aucun: deuement le doit faire & former: & conuient que la demande contienne trois choses, c'est à sçauoir maieur, mineur, & conclusion. Maieur, si comme qu'en cas de delict peut faire & intenter demande ou supplication qu'autant

C ii]

vault, il conuient qu'il ait maieur fondée sur loy, ou coustume, ban ou Edict de pais notoriously gardé.

Exemple.

Exemple. Sire Iuge tel. ^b N. qui est par delà, est attrait pardeuant vous à ma requeste, sur ce que verité est qu'en vostre iurisdiction à loy & coustume à quoy la loy est concordant, qui veut que s'il est aucun qui de sa volonté & sans cause, aguette, enuahist & assault aucun autre garny d'armure deffenduë, & sur ce finiurie iusques à si grand meffait que s'en ensuit effusion de sang, ou aucune blesseure, il eschet és peines & amendes sur ce introduictes, & amende condigne à partie. Or est-il que ceste maieur proposée est veritable, que ledit. N. de sa volonté desordonnée & damnable, nagueres ou tel iour sans ce qu'il eust ne deust auoir cause, garny & embatonné d'armes deffenduës & inuasiues, se mist & bouta en esguer & de propos appensé en tel lieu ou sçauoit que ie deuoy passer, & passoy communément: m'assaillir & iniuria tref-inhumainement iusques à effusion de sang: dont ie me tiens tref-grandement iniurié & dommagé de mon corps, & du mien, & au vitupere de moy, mô estat & mon honneur, & aussi de mes amis, si par vostre bonne iustice n'y estoit pourueu de remede de droit. Si contens & conclus à ceste fin contre ledit. N. que s'il veut cognoistre & confesser qu'ainsi soit, que par vous & vostre bonne iustice il soit condamné à s'amander à vous comme Seigneur, & à moy comme partie blessée, de telles amendes & punitions tant honorables comme profitables. Et puis doit declarer ces amendes & conclusions selon vsage & la loy du lieu, ou telles amendes & punitions que de la discretion de la Cour verra estre à faire, & ce que de raison & iustice appartiendra. En ce faisant demande despens, dommages & interests en toute la poursuite de cause iusques à la fin: Offrât à prouuer de mes faits, negations, contredits, ou debats qui desirent preuue tant que suffire deura à ma conclusion atteinre, ou tant que prouuer en pourray. Ainsi j'ay monstre maieur, mineur, & conclusion en demande. Et ainsi peux & dois sçauoir & entendre de toutes autres. Si dois sçauoir que necessité est de dire, ou en telles amendes que la Cour, & c. Pour-ce que selon aucuns qui fait sa demande si precise qu'il ne mette ce point, & il n'atteinde proprement par tesmoins toute la demâde, le Iuge ne peut iuger fors selon ce qu'allegué & preuue en sera. Ne le Iuge n'en peut plus auant iuger que partie en allegue & preuue. Et pour-ce expediët est dire, ou tant que la Cour, & c. Item & pareillement fault-il dire & restraindre, autant que prouuer en pourray: car qui s'atteinroit à tout prouuer, ou à demande precise, & ne prouuast mie tout plainement: selon aucuns il y auoit peril en sa demande. Et pour-ce est-il expedient de dire, autant que prouuer, & c. Item aussi est-il necessité de demander despens, dommages & interests, car qui a formé sa demande, & ne les demanderoit iamais, à temps ny viendroït, ne depuis demander les pourroit qu'il y fust à recevoir. *Quia secundum allegata & probata indicandum est.*

Demande sur trouble de iustice en lieu où l'on n'use point de Commission.

Ire Iuge^c i'ay fait tel. N. conuenir pardeuant vous sur ce que moy qui ay en tel lieu. N. toute iustice haulte, moyenne, & basse, si auant qu'à iustice moyenne peut & doit appartenir seul pour le tout, sans que nul autre y ait, ne doiue auoir quelque Seigneurie, faire prinſes, exploicts, arreſts, par indiuis, n'autrement. Et de ce ſuis en ſaiſine & poſſeſſion par moy & mes predeceſſeurs dès ſi long temps qu'il n'eſt me-
moire du contraire, & qui doit ſuffire à bonne poſſeſſion & à iuſte tiltre, & au veu & ſceu de tous ceux qui ſont voulu voir & ſçauoir. Neant-
moins ledit. N. eſt eſſorcé par luy ou par autre qu'il a pour agreable, comme il eſt vray ſemblable d'entreprendre ſur madiſte terre & iuſtice en ſoy eſſorçant de faire prinſes, exploicts, ou arreſts, & d'en vouloir co-
gnoiſtre en mon tres-grand preiudice, ſi pourueu n'y eſtoit de remede de droit: ſi conſclus contre luy, que premieremēt il ſoit contraint à moy reparer tout ce que fait en a, en recognoiſſant qu'il a ce fait à tort, & ſans ce qu'il y euſt droit ne cauſe de ce faire: & ſoit avec ce condāné à amen-
der à vous de qui ie tiens, & qui garder me deuez, & à moy de telles a-
mendes, au cas qu'ainſi confeſſera l'auoir fait: & ſi il le nie, ſi en offre ie tant faire ſentir que pour atteindre ma conſclusion, ou tant que prouuer en pourray, en ce faiſant demande deſpens, dommages, & intereſts.

Demande ſur inſraction de iuſtice en lieu où on uſe point de Commission.

S Ire Iuge^d i'ay fait tel. N. conuenir pardeuant vous ſur ce qu'en ma iu-
ſtice & Seigneurie haulte, moyēne & baſſe que i'ay en tel lieu Cour, Plais, Baillif, hommes feodaux & Sergens, comme à hault iuſticier peut & doit comperer & appartenir ſans empeschement ou contredit aucun. Et il ſoit vray que ledit tel. N. nagueres eſtant en madiſte terre ſurtrouué en preſent meſſair faiſant tel delict, pour remedier à laquelle choſe com-
me iuſtice le veut & enſeigne, mon Sergent miſt main à luy, & luy fiſt commandement qu'il rendiſt ſon corps priſonnier pour amender ſon meſſair: neantmoins de ſa volonte deſordonnée & damnable par ſa for-
ce & puiffance & pure deſobeiſſance, ſe print & rebella contre mon Ser-
gent, & tant que luy en iniuriant tres-grandement & enſraindār la main de iuſtice, que par ſon meſſair comme dit eſt eſtoit aſſiſe ſur luy, luy eſ-
chappa, ſ'en fuiſt & partit hors de ma iuriſdiction, au tres-grande eſclandre & leſion de madiſte iuſtice, & en mon preiudice, ſi par vous qui eſtes mon ſouuerain, & qui me deuez garder, n'y eſtoit pourueu de remede de droit. Si conſclus contre luy que ſ'il veut cognoiſtre & confeſſer les choſes deſſuſdictes *veritate cognita*, vous le contraindrez à moy rendre & faire obeiſſance, & le me renuoyerez en ma Cour, ou du cas il doit eſtre cogneu, attendu que le delinquant eſt mon priſonnier, ou qu'il ſoit pour faire droit & loy ſelon le cas: & ſi il le nie, i'offre tant, &c..

Demande sur trouble de seruage.

Sire Iuge^e i'ay fait tel. N. conuenir pardeuant vous, pour -ce que dés si long temps qu'il n'est memoire, i'ay tant comme par moy & mes predecesseurs dont i'ay cause, tiltre, & iuste action, suis en saisine & possession à cause de ma iustice & Seigneurie que i'ay en tel lieu. C'est à scauoir de serfs taillables à moy & à madicte iustice d'an en an, & de prendre & d'exiger à cause d'icelle sur chacun de mesdits serfs, & par especial sur ledit tel, qui par autres termes & années il ou son predecesseur m'ont paisiblement payé & satisfait à cause de mondict droict de iustice, & saisine propriétaire & fonsiere. Si est ainsi que ledit tel, i'auoie qu'ignorer ne puisse ne doie de raison le droict pour moy dessus allegué, si s'efforce il & veut contre raison soy excepter de mondict seruage, & par cautelle s'efforce de prendre nouuel adueu, & s'aduouier d'autre Seigneur duquel il si veut rendre couchant & leuant, contre raison & le droit du Roy nostre Sire, & par especial contre la loy escrite qui ne souffre que nul de serue condition se puisse exempter sans l'autorité de son Seigneur: & en ce cas s'il le fait, il doit estre r'amené à la iurisdiction de son Seigneur de qui il est serf, & le peut son Seigneur clamer à r'auoir, ou qu'il le sçache, & ainsi se rend en grand preiudice de moy en ce faisant, si par vous qui estes mon Seigneur, ne m'est pourueu de remede conuenable. Si conclud contre ledit tel, que par vous soit contraint & condamné à delaisser son nouveau adueu, & moy amender ce que fait en a, & à moy restabli à ma Seigneurie tenuë & gardée, & auec ce en ma taille pour-ce ordonnée, & au cas qu'il cognoistra ainsi estre. Et s'il le nie, i'offre tant à faire sentir que pour atteindre ma cōclusion, ou tant cōme prouuer, &c. en faisant demande des despens, &c.

Demande sur trouble de saisine simple au lieu où on n'use point de Commission.

Sire Iuge^e ie fais tel, N. conuenir pardeuant vous sur ce que tant moy comme par mes predecesseurs dont i'ay cause, tiltre & iuste action, ie suis en saisine & possession paisible, & ay esté par si long temps qu'il n'est memoire du contraire, auquel il doit & peut suffire à bonne possession auoir acquise & retenir au veu & sçu de tous qui ont voulu voir & sçauoir, & par especial dudit tel. N. de prendre recevoir & auoir chacun an à celuy terme, &c. sur tel heritage dont ledit tel iouyst tient & possede. C.s. tournois de rente par an, ou telle redevance que ce peut estre cause de tout seruage qu'on peut auoir sur autrui heritage. Et combien que ledit tel ait par plusieurs fois ans & termes payé à moy de mon temps, & à mes predecesseurs, dont i'ay cause en ceste partie: neantmoins il a esté pour le present depuis temps refusant de payer indeüement à tort & sans cause, à mon tres-grand dommage, si par vous n'y est pourueu de remede de iustice, si conclud contre ledit tel s'il veut cognoistre

cognoistre les choses par moy proposées estre vrayes, verité y cognoistra par vous sera condamné & contrainct à moy dorenavant satisfaire & payer madiete rente avec tous les arerages par ce aduenus & encourus, icelle rente recognoistre & confesser à moy estre deuë & tenuë, & sur telle place ou terre à ce obligée & hypothéquée fonsierement, & ma faisine sur ce confesser estre vraye & à iuste tiltre, pour moy, mes hoirs & ayans cause. Et en cas de refus ou contradiction i'en offre tant à prouuer, que pour venir à madiete conclusion, ou tant que prouuer en pourray. En faisant demande des despens.

Demande sur nouuelleté où l'on n'use point de commission.

Sire Iuge i'ay fait tel conuenir pardeuant vous sur ce que verité est que tant par moy comme par mes predecesseurs dont i'ay cause, tiltre & iuste action à declarer en temps & en lieu si mestier est, ie suis en bonne faisine & possession de si long temps qu'il n'est memoire du contraire, & qu'il peut & doit suffire à bonne faisine & possession auoir acquise & retenir, & mesmement que suis homme habile à tout droit de possession & faisine acquerir, & par les derniers termes & ans de prendre recevoir & auoir par moy ou par ceux qui par moy ont eu cause, & que i'ay & veux auoir pour agreables, sur tel lieu que ledit tel tient pour le present, telle rente, ou telle voye, passage, terrage, & ou redeuance. Et de ce prendre percevoir & auoir aux termes accoustumez ay iouy & possesse par moy & mes ayans cause au ven & sceu de tous ceux qu'ont voulu voir & scauoir par especial dudit tel que pour le present y met trouble & empeschement à tort, & sans cause indeuement & de nouuel si par vous ne m'y est pourueu de remede de droit. Protestant se i'ay aucunement dit ou touché chose qui touche ou ait regard à propriété, que ce n'est tant seulement que pour conforter ma faisine, & non autrement. Si conclus que s'il veut cognoistre les choses par moy proposées estre vrayes, par vous soit dit & iugé, & pour droit que à mauuaise cause s'estoit & est oppose, & à bonne & iuste cause me suis doli & cōplaint, soit la main de iustice qui par ladite opposition est mise & assise sur la chose cōtencieuse ostée & leuée à mon profit. Et en cas que le procez prendroit long traite, la recreance me sera adiugée comme ayant le plus cler & euident droit. En faisant toutes conclusions seruantes & pertinentes à complainte de nouuelleté faire demander & deuoir appartenir avec condamnation de despens.

Demande sur trouble de propriété.



Sire Iuge i'ay fait conuenir pardeuant vous tel sur ce que ie dis & propose que feu Adam de Vos mon pere, au tēps qu'il viuoit, si tint, iouy & possessa paisiblement vn certain lieu & manoir appelé le manoir du Bos en la parroisse, & auquel manoir appendoit & append de terre & rente & c. Et en ce eut ledit feu mon pere & auoit tout droit de seigneurie & de propriété, & fut en foy & hommage de seigneur & bonne faisine & possession, comme à sa propre chose à luy venue & def-

cendue par sa legitime & naturelle succession en iouyr & possessa paisiblement la vie durant: & en ce alla de vie à trespas, sans ce que par luy ne par autre ayans cause de luy fust faicte chose parquoy il ne son hoir ne peust ou deust auoir tout droit de propriété: & soit ainsi que par la generale coustume dont le mort saisist le vif, apres la mort dudit feu mon pere, à moy comme son droit hoir legitim: seul & pour le tout succeda, vint & descendit ledit manoir, terres & appartenances. Et par ce foye & doieue estre de tout en bonne possession, & aye & doieue auoir tout droit de propriété, à la cause dicte, & sans ce que oncques ne fis chose pourquoy esloigné en puisse ou doieue estre. Neantmoins ledit tel sans cause ne tiltre raisonnable, s'y est bourté & mis de fait en ladicte maison, terres & appartenances, & si occupe, leue & exploiete les profits & emolumens, contredit & empesche que ie ne puis en riens iouyr & possesser, à tort & sans cause. Et à desia ainsi fait par plusieurs années en mon tres-grand grief, preiudice & dommage, en troublant & empeschant le droit de ma propriété & succession naturelle, si par vous n'y est pourueu de remede de iustice. Si fay conclusiō contre ledit tel, que par vostre bonne sentence soit dit & determiné ledit manoir, terres & appartenāces estre, demeurer & appartenir à moy, comme au vray demandeur & possesseur, & en icelle auoir tout droit de propriété comme de mon bon heritage seul, & pour le tour: soit forclos & deboutté entierement sans y auoir droit, cause ne action aucune. Si soit contrainct à rendre & restituer tous profits & emolumens de ce venus & descendus, & que par bon gouuernement en peussent & deussent estre venus & yssus à vraye extimation de *quanti plurimi*, & que pendant tout ce proces pour ce fait & à faire pourroient venir & descendre par sa torcionniere occupation, soit deboutté de toute saisine & possession sur ce acquise, comme mal acquise s'aucune y auoit, cōme sans cause, tiltre, raison ne action qui luy vaille & puisse valoir, me soit tout tourné à pure deliurance: & avec ce, soit condamné és dommages & interests, &c. Offrāt à prouuer. Et fay protestation de ceste presente demande, si contredit ou oppose y est, de la plus à plain declarer, corriger, accroistre & diminuer si mestier est, & par escrit faire & baillier, soit par maniere de libelle, ou autrement: en protestant encores de tout ce faire proposer, dire, maintenir, soit de bouche ou par escrit, que en tel cas il appartient & doit estre fait, selon l'vs, stille ou commune obseruance de la Cour, ma retenue sauue iusques en fin.

ANNOTATIONS DV TILTRE
VINGT ET VN.

LE S'actiō en prenant le terme generalement, selon qu'on en use en pratique, sōt de deux especes. A sçavoir ciuiles & criminelles: les criminelles se poursuivent par forme d'accusation, qui commence par informations: & les ciuiles sont intentées par voye ciuile, desquelles sōt trois especes, les vnes personnelles, les autres reelles & les troisiemes mixtes, ou meslées, personnelles reelles: dont j'ay plus amplement, escrit aux memorables. La demande en action ciuile, qui est comprise au libelle que le demandeur doit bailler au defendeur, pour estre bien dresse'e, doit estre compose'e des trois parties, que les Dialecticiens & Rhetoriciens dient estre requises en l'argumentation, a sçavoir de la proposition, assumption & conclusion, qu'autres dient maieur, mineur & conclusion, comme dict icy nostre auteur, & escriuent autres vieux praticiens, & Accursius ad tit. de action. in princ. aliique auctores. La proposition ou maieur est celle de laquelle fait que toute la force de l'action procede: L'assumption du mineur, par laquelle on reprend de la proposition ce qui appartient a la cause, ou intention du demandeur: La conclusion demonstre a quoy il tend. C'est pourquoy Zasius ad principium tit. de actionibus dict quod libellus syllogismus Iuristarum nominatur. Mais sur tout il faut bien & pertinẽment conclurre: car la conclusion regle l'action, & dresse la demande, vt tradit Innocent. in cap. super literis de rescript. On n'observe tousiours si exactement en pratique telle forme de faire la demande, ains apres la briete exposition du fait on conclut: toutesfois en action personnelle on doit exprimer la cause de la debte, ou du suiet, qui fait intenter l'action, l. 8. an eadem. §. actiones. D. de except. rei iudic. cap. 3. de libel. oblat. en l'action reelle faut designer la chose qu'on demande. l. 6. D. de rei vindic. cap. 2. de libel. oblat. en l'action mixte comme est la personnelle hypothecaire faut declarer & la cause de la debte & le droit qu'on pretend sur la chose qu'il conuient aussi designer: dont j'ay traitte ailleurs.

Cette forme de proceder en causes criminelles n'est plus en usage: ains en est prescrite une autre par les Ordonnances de l'an Mil cinq cens trente. aus. & autres: qui ont voulu les proces criminelles estre faitz secretement, par informations, interrogatoires, recollemens & confrontations: pour apres le proces instruit bailler conclusions a fin ciuile par l'accusateur, & defenses par attenuation par le defendeur, & par le Procureur du Roy au fin des conclusions criminelles, ou autres selon qu'il cognoist le merite du proces criminel, q̃s luy est communiqué, le requerir. J'ay appris du vieux praticien qu'on y escriu a la main, & de quelques vieux proces, qu'anciennement les proces criminelles se faisoient publiquement, & en la forme non gueres differente des iudgements publics des Romains.

c Il est sans doubte que le seigneur qui a iustice, principalement haute, moyenne & basse, qui s'entend par le mot soute, s'il est troublé en sa iustice, ce qui peut aduenir par diuers actes, peut intenter le cas de saisine & nouuelle-té; comme Petrus Iacobi tit. de interdicto vtili vti possidet. pro seruitut. & autres ont amplement escrit. Et encores qu'ils en rendent la raison par la comparaison de la seruitute continuelle, iuxta l. 3. §. labeo quoque. & §. si vicinus. D. vti possidet. si est-ce qu'il me semble qu'elle est mieux fondée sur la maxime qu'on tient en France, que la iustice est patrimoniale au seigneur, auquel elle appartient: tellement qu'il peut aussi bien intenter complainte en cas de saisine & nouuelle-té pour icelle, que pour les droicts de faterre & seigneurie, esquels il est troublé. Quant à la forme icy descrite de l'action sur trouble de iustice, il depend de la dextérité & expérience que chacun peut auoir d'en dresser selon la qualité de maison. Imbert lib. 1. cap. 16. declare quelques formes generales pour proposer complainte audit cas de saisine & nouuelle-té. & y conclure, on peut aussi voir le stil de Chastelet, & ce que plusieurs en ont escrit.

d Mon vieil praticien que j'ay escrit à la main, appelle ce renuoy obeyssance de iustice, pour conseruer par le seigneur inferieur sa iustice contre le supérieur, si celuy qui a delinqué en sa terre, & contre lequel a esté commencé de proceder, se retire en la terre du seigneur supérieur, ou est pris par ses Officiers pour le mesme fait. En quelques lieux on l'appelle renuoy de preuention, ou le seigneur supérieur a droit de preuention contre l'inferieur: Mais si l'inferieur a preuenu de cognoistre d'un crime ou delict commis dans sa terre, encores que le delinquant ayt esté apprehendé par les Officiers du seigneur supérieur, ils seront tenus de le renuoyer en la iustice de l'inferieur, comme a esté iugé par arrest en l'audience à la Tournelle, le dixneuuesme Iuin, Mil cinq cens soixante trois. Quant le delinquant, enfrainct la main de la iustice, on en informe pour decreter dauantage contre luy, & si on le peut poursuiure iusques dans la terre d'un autre seigneur, auquel ou à ses Officiers on demandera assistance pour en faire la capture. Et le seigneur en la iustice duquel a esté commis quelque crime ou delict a iuste cause de demander le renuoy du delinquant, tant pour l'interest public, que pour l'emolument de sa iustice, dont fait mention Faber in §. item seruiana. inst. de actionib.

e Ce qui est icy traité du trouble de seruage, s'entend du droit appartenant à un seigneur à cause de la seigneurie, sur son suiet qui est de telle condition, les serfs sont de plusieurs & diuerses conditions selon la nature des terres & seigneuries, à cause desquelles ils sont hommes: & sont suiets à diuerses charges & droicts: comme il est porté par plusieurs coutumes de ce Royaume, si donc le suiet d'un seigneur qui luy est taillable, s'aduoue d'un autre seigneur, il le trouble en son droit de seruage, pour lequel toutesfois il ne peut intenter complainte en cas de saisine & nouuelle-té contre son suiet, vt scribit Jo. Gallus quest. 197. mais le pen-

ranoir par aduen, comme dict mon viciil practicien. Aussi par arrest du troiesme Mars, mil cinq cens septante six. Recité par Monsieur Pichou, sur la coustume de Troyes a esté iugé que le seigneur anoir droict de suite contre ses subiects de condicion serue & taillable. Et du Moulin sur la Coustume de Berry, a noté que le seigneur de Chasteauroux a esté receu à vindiquer son serf, qui s'estoit fait Bourgeois de Paris, & a obtenu provision: dont toutesfois, on pourroit douter, par ce que celuy qui se fait Bourgeois de Paris, s'aduoue Bourgeois du Roy, & sa Maiesié peut affranchir le serf au preiudice de son Seigneur, comme il est porté par quelques coustumes, & a esté annoté par plusieurs authours: i'adiousteray pour l'illustration de cet article, ce que dict Cassiodorus. Lib. 3. epistol. 43. Cum Deo propitiò Gallias exercitus noster intrauerit, si qua mancipia seruitium declinantia ad alios se, quàm quibus debebantur competere, contulerunt prioribus dominis iubemus restitui. Masuerius tit. de possesso. num. 10. est d'aduis que le seigneur peut intenter le cas de saisine & nouuelleté, pour le trouble à luy fait par un autre, en la iouissance & possession des droicts qu'il a sur son serf de condicion taillable.

f Simple saisine est diuersement interpretée par les coustumes, aucunes l'attribuent pour tout droict reel, les autres seulement pour droict incorporel: mais toutes conuiennent qu'elle compete quand aucun a iouy paisiblement par la plus grande partie de dix ans precedens le proces, afin d'estre remis en la possession qu'on auoit auparauant: dont on peut voir ce que j'en ay escrit sur le Grand Coustumier liure deux, chapitre des cas de nouuelleté, & sur la coustume de Paris, article quatre, vingts dixhuiet & Masuerius de possess. num. 32. aucuns la comparent à l'action Quæ Publiciana dicitur, l. 1. §. ait Prætor. D. de publici §. sed istæ quidem. inst. de act. les autres à celle appelée, conditio triticiaria, quæ pro possessio. competit, l. 1. & 2. D. de condit. tritic. Toutesfois pour redemances foncières & droicts incorporels on peut intenter le cas de saisine & nouuelleté. Vt tradit Cynus in l. 1. c. de fideicommiss. & alij in l. si certis annis. c. de pactis. Bartol. in l. 1. in princ. & §. huius autem interdicti. D. vti possid. l. 1. §. hoc interdicto. D. itin. actiue priuat. Masuerius tit. de possess. num. 9. & 10. Imbert. lib. 1. cap. 16. Ce que l'article ensuiuant demontre, on est proposée une formule generale en complainte de nouuelleté pour vente foncière, ou seruitude de voye, & passage: dont on peut voir Petrus Jacobi, de interd. vili vti possid. pro seruit.

g Terrage est une espee de cens ou redevance, qu'a le seigneur sur la terre ou champ estant en sa seigneurie, qui est aussi appelé Champart, dont plusieurs coustumes font mention, qu'on peut bien exprimer en Latin, Vectigal, comme Cicéron in Verrem, le declare & autres, glebali functio, pensio, pensitatio, canon: Dont j'ay amplement discours au liure second des Pandectes.

h Ceste action ne vient rien de la complainte en cas de saisine &

nouvelleté, encores que l'heritier, qui est saisi par la coustume generale de France des biens delaissez par le defunct, puisse en continuant sa possession intenter ladicte complainte dans l'an & iour de son decez, dont Monsieur Tiraqueau a fait vn ample traitté. Et n'est aussi la conclusion de ceste demande du tout conforme à l'action petitoire, par laquelle le demandeur, qui se maintient propriétaire, conclud à l'encontre du defendeur, qui est detempteur & possesseur, à fin de se desister & departir de la detemption & occupation de l'heritage au droit reel tenant de la natura d'iceluy, dont est question, en laisser iouyr ledict demandeur, & luy en rendre & restituer les fruiets dont est amplement traitté, tit. D. & c. de rei vindic. & §. omnium autem instit. de action. & par les Docteurs & praticiens en diuers lieux. En la formule qui est icy descripte, & autres, y a une clause de l'ancienne pratique, que les Docteurs ont enseignée pour cautelle, de faire protestation, au sa rescenné saune.

APRES ENSVIT DES DEMANDES EN

ESPECIAL.

TITRE XXII.



PRES que monstrey des demandes & defences en general, dire & monstrier veux de ce en especial. Et premiers commencer en cas de simple saisine: qui est telle que s'il est aucun qui face ou mette trouble en possession d'autrui, & il ait iouy par tel temps qu'il fust d'acquies possession, tellement que le cas de nouuelleté soit perdu, tum il a remede de droit, & peut ouyr la demande de simple saisine alencontre

du detenteur.

De simple saisine, & saisine vuyde.



IMPLE saisine si est iouyr de la chose fonsiere par dix ans entre les presens, & par vingt ans entre les absens selon la loy escripte. Et selon les coustumiers il y faut vingt & vn ans. Et toutesfois qui a iouy de la chose fonsiere par plus que d'un an, & on le vueille troubler ou empescher: Scachez que de la saisine en quoy il sera trouué, il iouyra durant le procez, & tant que droit le debouterá. Mais qui a le temps de saisine escripte, comme des temps dessusdicts par especial de vingt & vn ans entre les coustumiers s'il a iouy de tel temps à iuste titre, comme de don ou de emption, ou de succession, il a iuste

action de simple saisine, & n'en doit estre debouté. Item saisine vuid de fief de iouyr de la chose sans estre ens de loy, & sans auoir en escript, comme aucun droit à vn autre, il me plaist que vous iouyssez de ceste maison, & luy en bailleroit les clefs ou l'issuë d'autre propriété. *C. de contrahen. emp. l. non idcirco.* Demande en cas de simple saisine, trouueréz-la maniere sur la rubricc quottée sur le trouble de seruage. Car autre chose n'est simple saisine que estre troublé en seruitude non payee, comme sont troubles & autres tailles deuës & voyes accoustumées. Et sçachez que nonobstant la demande de partie aduerse, si le detenteur veult contredire à la demande du demandeur pendant le procez, il iouyra tousiours de la chose contencieuse: & la raison si est, pour ce qu'il est trouué en possession en la chose par an ou par plus, & par ce ne doit ne peut estre debouté pour chose que partie die auant congnoissance de cause. Et par sentence sur ce rendue n'y chet recreance, ne aucun reestablishement fors tout à vne fois que par sentence diffinitive en soit ordonné parties ouyes, sur ce en toute forme de procez ordinaire en tel cas. Et se doit la complaincte faire par commission par escript qui contienne le cas. Et pour ce te veux monstrier par exemple la forme de la faire par maniere de formulaire.

Commission de simple saisine.

RISTAN du bois^b Cheualier & Conseiller du Roy, nostre Sire Seigneur de Famechon & de Raincheual, & Baillif de Vermendois, au premier sergent du Roy nostre Sire audict bailliage, qui sur ce sera requis, salut. De la partie de Iean Forest nous a esté donné à entendre en complainant comme tant par luy & ses predecesseurs dont il a cause, il a esté en bonne possession & saisine de temps passé d'auoir chariage parmy le champ & terre de Colard du Viuiet. Et d'icelle possession & saisine a ledict complainant & ses predecesseurs iouy & vŕ paisiblement en temps passé, iusques à naguères au veu & ŕceu de tous ceux qui l'ont voulu voir & ŕcauoir, pour luy ses gens ou maisnies de y aller & venir à pied & à cheual, & à char & charette, & en toutes autres manieres, toutesfois & quantes fois qu'il leur a pleu, & que mestier en a eu, en ce vŕant & possédant par si long temps qu'il n'est memoire du contraire, ou au moins par tel & si long temps qu'il peut & doit suffire à bonne possession auoir acquise, & retenir à vray & iuste tiltre, à declarer en tēps & en lieu & mestier est. Ne armoins ledit Iean du Viuiet de sa volonte induc en ceste partie par luy ou par son commandement a ladite voye tellement empeschee & leuee & close que on ny peut aller à pied n'y à cheual. Et qui plus est, s'efforce d'y planter, arborier, & nourrir haye, à fin que voye n'y air iamais s'il pouuoit. & avec ce des mauuaises paroles & de fait, le corredit, defait entant qu'il peut & ŕçait, tellement que tant par son empeschement de fait comme de parole, on n'y peut aller ne venir, qui est au tres

grand grief, preiudice & dommage dudidt complaignant en le troublant & empeschant en sadicte possession & saisine indeuement & sans cause, si comme il dict, suppliant que sur ce le vueillons pouruoir de remede conuenable. Pour ce est il que nous vous mandons & commettons si mestier est, que appelez ceux qui seront à appeller sur le lieu contencieux, s'il vous appert estre ainsi que dit est. Tenez & gardez ledit cōplaignant en sadite possession & saisine, & de celle le faites & laissez iouyr & vsr paisiblement: nonobstant le trouble & empeschement en ce fait ou mis sur ledit de la Forest. Et en cas de cōtredit, retus ou oppositiō, donnez & assignez iour cōpetent aux refusans ou opposās pardeuāt nous ou nostre Lieutenāt en la Cour du Roy nostre Sire à S. Quētin, pour proceder & aller auant en ladite opposition, refus ou contradiction circonstances & dependances, & en outre comme il appartiendra. En certifiant au iour sur ce assigné par vostre rescription de tout ce que fait & trouué en aura de ce faire vous donnons plain pouuoir, mandons & commandons à tous les subjects du Roy nostre Sire: prions & requerons tous autres que à vous & à vos deputez en ce faisant entendent & & obeissent diligemment. Donnē sous nostre seel. Si peux & dois sçauoir que en ceste commission faut auoir opposition, comme apparoir peut au formulaire dessus escrit: car autrement ne seroit elle mie iustifiee: car nul en complainte de son fait ne le fait à croire, car si partie se vouloit opposer, l'opposant demeureroit possesseur durant le procez, & tāt que droict l'en debouteroit, par ce que c'est questiō de simple saisine, & non pas de nouuelleté. Car lors seroit en cas d'opposition la chose contepcieuse prinse & mise en main de iustice iusques que parties ouyes la recreāce seroit dicte à celuy qui auroit le plus cler droict. Mais en ceste maniere n'y appartient mettre riens en main de iustice ne recreance fors à celuy qui est trouué possesseur: car la nature du cas luy appartient iusques en decisiō: & plaide saisy le possesseur selon la loy escripte: *Possideo, quia possideo, l. cogi possessorem. c. de pet. hare.*

Ensuit de former & articuler sa demande par escrit.



P V I S que monstrey la maniere de faire sa demande de bouche en Cour laye, apres veux monstrier comment on la peut & doit faire articuler par escrit qui est vn des notables faicts patrociniens d'Aduocacerie. Si^c peux & dois sçauoir que par trois manieres peut estre ordonné d'articuler la demande par escrit. C'est asçauoir par maniere de memoire, par intendit, & par faicts contraires.

Par maniere de memoire.

*Faut lire, en la
deffence du de-
fendeur.*

Par maniere de memoire, si comme quant en la demande faicte par le demandeur, & en la difference du demandeur n'a nul fait contraire, mais se peut tout rapporter en droict, en discretion du Iuge, lors ne faut articuler que par maniere de memoire. C'est à dire au vray entendre, que necessité

nécessité n'est pour declarer le droit du content, d'ouyr & examiner aucuns tesmoings: car faire se peut sur les escritures tant seulement.

Par intendit.

Ité & par intendit est si comme quand la demande est telle que partie defenderesse ne tous les faits proposez du demandeur, lors peut & doit articuler sa demaude par forme d'intendit. Et n'y faut nul responsif de de partie aduerse, car il n'y doit auoir que vne litiscontestation qui doit estre iointe aux articles du demandeur. Si diray cy apres que c'est litiscontestation. & ne faut en ceste partie ouyr tesmoings, que de la partie du demandeur.

Ceste maniere d'escrire par memoire, par intention, par faits contraires, est au iourd'uy bien pratiquée aux requestes du Palau.

Par faits contraires.

Item & par faits contraires, si est comme quand l'une partie ou l'autre propose ou allegue en sa demande faits positifs & contraires l'un à l'autre, & les mettent es faits qu'on appelle faits contraires, pour ce que chacune partie offre les faits à prouuer: & lors conuient à chacune partie articuler sa demande aux fins plaidoyees, & faire articles positifs. C'est à dire exprimer la maieur, la mineur & la conclusion: comme dessus t'ay monstre, & si faut responsif: c'est à dire articles qui respondent au positif de partie aduerse, & qui les detruisent & effacent, & ce appelle-on faits contraires. Si dois sur ce sçauoir que à escrire, le demandeur doit premierement articuler la conclusion de sa demande par forme d'intendit, & à ce eslire toutes les fins à quoy il veut cõtendre, car autrement les articles qui s'ensuyuroient seroient croisez, & n'y seroient à receuoir: & puis articuler sa demande, & se fonder d'aucune maieur de droit, ou de coustume qui seroit pertinente à son cas, & qui desire la conclusion. Et doit l'on faire les plus brieufs articles que l'on peut bonnement, car tedieuse chose est long article tant pour le Iuge que pour les tesmoings: & chacun article doit en luy conclure la substance: ou autrement il n'est pas bien fondé, ne articulé, & ses positifs faits, & conclud en eux, tant par eux, comme par ce qui s'ensuiura, les fins & conclusions luy deuront estre adiugees. Apres doit ensuiuir le responsif qui doit respondre à chacun article positif de partie aduerse, & iceux destruire & annichiller en tout soit par argumens de faits, soit par argumens de coustume, soit par argumens de loy, & ainsi proceder iusques aux deux articles qui communement sont mis en fin de tous articles. C'est à sçauoir les choses par moy proposees sont vrayes, cleres & notoires, & les a partie aduerse cogneuës & confessees estre vrayes en tout ou en partie, si ne doiuent estre delaissez, combien qu'il semble que communes soient. Car souuentefois on a veu partie proposant pour prouuer les deux articles ou l'un d'eux atteindre sa conclusion. Si ne doit pas estre oublie à mettre en articles concluans comme dessus. Offrant prouuer mes faits & deniant les faits de partie aduerse receuables & preiudiciales aux miës auxquels ie n'auroye si plainement respondu, que pour les auoir destruits & annichilez du tout: car t'ay veu perdre cause par ce qu'aux articles n'estoient en fin deniez les faits cõtaires & preiudiciales de partie aduerse.

P

Après ensuit d'articuler sa demande responsive aux fins & conclusions contraires.



FIN que^d par vous messeigneurs les hommes iugeans en la Cour du Chasteau ou Chastellenie de Mortaigne sur l'Escault, soit dict & sententié pour droict & au profit de haur & puisât seigneur Monseigneur de Couchy Côte de Soisson, Seigneur & garde de par le Roy nostre Sire de Chastel, Chastellenie, Iustice & Seigneurie de Mortaigne appartenances & dependances, à la promotion & coniuere de son Baillif audict lieu à cause d'office: Contre noble homme Monsieur Alard Seigneur du Locron Cheuallier, que ledit du Locron follement & abusant de iustice contre & au preiudice de luy se soit efforcé & nagueres auancé sous ymbre de la iustice qu'il se dit & maintient auoir en ladicte terre du Locron, de vendre ou subhafter par exploitation de iustice & seigneurie, vne maison & heritage situee en ladite terre du Locron. Emprendre ne à luy attribuer en icelle terre telle ne si haute iustice ne cognoissance par luy ne Iuge qu'il ait ne doieue auoir en icelle terre, ne plaintes, calengges, quins peines, dons ne seruages de seigneur recevoir par faute de contraulx ne autrement, jaçoit ce que ce fust entre les subiects, ne par especial d'autre dont il puisse, ne doieue tenir court ne cognoissance. Ne aussi ne doit auoir en icelle terre autre ne quelque iustice ne seigneurie que iustice fôsiere, qui ne doit ne souffre ce faire ne auoir selô la coustume notoire du pays. Et en tant que plus auant est auancé & efforcé par luy ne autre au nom de luy de plus, ne autre iustice ou seigneurie comprendre ne auoir que enuers ledict Seigneur de Couchy, comme à son Seigneur au nom que dessus, par son fol abus ait forfait & encouru toute ladite terre du Locron ou telle iustice & seigneurie fôsiere, ou autre qu'il dit & maintiét auoir comme confisque & appliquee au domaine dudit Chastel de Mortaigne, & soit & puisse estre reconstitué à la table & propriété d'icelle haute iustice, comme chose venant & descendant d'elle comme pour forfait d'abus de loy contre son droicturier seigneur, & de qui il tient & doit tenir ladicte terre du Locron. Et que si ladite terre n'auoit, ce que si, qu'il ait forfait toute la iustice & seigneurie que il auoit & pouuoit auoir, ne le tienne que simplement comme hoste & manant dudit Seigneur de Mortaigne. Et si ce non, qu'il soit condamné en l'amende de lx. lib. par. attendu que il est noble, & mesmement que la matiere contencieuse le desire, ou en telles amendes & forfaitures que à la discretion de la Cour, par vous mesdits seigneurs les hommes iuges en ceste partie seratrouuê ledict Seigneur du Locron auoir meffait & encouru. Et que la main de iustice pour ce assise sur ladicte terre du Locron, iustice & seigneurie d'icelle, pour l'abus dessusdit tienne & vaille iusques en diffinitive à la conseruation du droict & de la chose contencieuse. Et si en aucune maniere, disiez qu'elle fust ou deust estre leuee

à la requeste dudit Seigneur du Locron, que ce ne soit, mais que par maniere de relaxation ou recreance tant seulement, & que ledict Baillif au nom qu'il procede contre ledict du Locron, à toutes ses fins & conclusions faits & propos par luy en ceste cause maintenuz & proposez faire bien à recevoir, ait iuste tiltre cause & vraye action de ce faire & demander: & n'a ledict du Locron exception vallable, ny defence au contraire qu'elle que ce soit. Et pour paruenir aux faits, & atteindre les conclusions dessusdictes, ou telles que de raison appartiendra à la discretion de la Cour, dit & propose ledict Baillif au nom que dessus, les faits, causes & raisons qui ensuiuent, protestant de plus à plain dire & declarer si mestier est, en requerant sur ce droit & par ordre auec condamnation de despens, dommages & interrests faits ou à faire en la poursuite de ceste cause iusques en fin. Premièrement est vray que ledict Seigneur de Couchy à cause de la garde à luy commise & ordonnee par le Roy nostre Sire du Chastel, Chastellenie, terre, & seigneurie appendances & appartenances de Mortaigne, que au Roy nostre dict Seigneur est comme de son demaine & Royaume, si est & appartient audit de Couchy seul & pour le tout en icelle terre toute iustice & seigneurie, reserué le cas de ressort appartenant au Roy nostre Sire, ou à ses commis & officiers. Item auquel Chastel de Mortaigne y a Cour, plaids & iours de plaids prefix & determinez, publiquement tenus & gardez de xv. iours en quinze iours: & a icelle Cour ressort de toute ladite terre de Mortaigne si auant que à la iustice domanuerie peut & doit appartenir. Item & en icelle Cour y a plusieurs & grand foison de nobles tenemens, tant en pairries, comme en nobles fiefs, & hommages, tous tenus & retournans à ladicte Cour dudit Chastel, en foy ou en cense, de bouche & de mains audit Seigneur de Mortaigne, leur vray & droiturier seigneur. Item entre lesquels tenemens, fiefs & pairries dessusdictes ledict du Locron tient en foy & hommage dudit Chastel & Seigneurie de Mortaigne au nom que dessus, ladicte terre du Locron descendant dudit Chastel sans moyen. Item en laquelle terre & fief du Locron, bien peut estre que ledict du Locron si a, ou peut auoir iustice fonsiere, par laquelle par ses choses cottieres, ou manans, dont il a fait & faisoit iuges, il a ou auoit iustice fonsiere que ne comprend connoissance fors des aduests & desaduests des terres tenuës de ladicte terre, du Locron, & de luy faire payer ou ses hostes tenans de rente fonsiere comme à vſage de fonsiere rente peut appartenir, & non plus auant, ne autrement. Item lesquelles choses dessusdictes & proposees estre vrayes & notoires, & que ledict du Locron ne peut ne deuoit ignorer, ne par consequent emprendre ne attribuer à luy la iustice & seigneurie de son droiturier seigneur. Il est vray que ledit du Locron sous vmbre & couleur de iustice fonsiere qu'il peut auoir audit lieu, en abusant d'icelle iustice, entreprenât sur la iustice, droit & seigneurie de son seigneur, dont il tiët en foy & hōmage ladite terre du Locron, s'est de fait auancé & entrepris à vèdre ou faire vendre ou subhaster pour simple conuenâce de dette, vne certaine maisō & heritage situee en ladite terre du Locron, laquelle

Le appartenoit à Collart Portier. Itē & de follemēt & indeuēment a faict, & faict faire par luy ses hostes ou cottiers, que faire ne deuoit ne pouuoit à la requeste d'un appellé Iean de Beaumont, sans ce qu'il fist apparoir que par son souuerain luy fust concedé & octroyé de ce pouuoir faire, ne que mandé luy fust. Laquelle vendue monta à la somme de trente liures ou enuiron. Item en plus abusant il s'est puis aduancé de ladite maison & heritage inuestir l'acheteur, comme s'il eust haute iustice & telle qu'il peust faire & bailler decret, que faire ne peut ne doit comme ne font autres iusticiers de pareille condition: qui est vn vray abus, & entreprinse de iustice & seigneurie de son seigneur comme dit est. Item encores en perseuerant de mal en pis, ledit du Locron non content de ce, s'est aduancé de cognoistre & vouloir cognoistre par luy, ses subiects, hostes, & cottiers de plaintes, receuoir des contractz, marchez, ou debtes non payees, & de ce faire coniuira seldicts Iuges par luy, son maieur ou Lieutenant: & en faire * decider iugement en tenant Cour sur ce, & faire exploitation de iustice: ce que ne se doit faire. Item & encores en abusant & accumulant inconuenient & abus l'un sur l'autre par iceluy seigneur du Locron, iacoit ce que par ledict Baillif de Mortaigne comme par son seigneur eust esté mandé & faict à sçauoir audict seigneur du Locron, vendition de ladicte maison par luy indeuēment faicte comme diēt est, que la main de Monseigneur de Couchy comme main souueraine estoit assise sur les biens dudit Collart Portier, pour grand peine donnee & seruie sur ledict Collart Pottier & sur ses biens, à la requeste de Thomas Aubron à cause de certaine doléance qu'il auoit faicte sur ce, audict Baillif de Mortaigne sur lescault, comme à iustice qui ce pouuoit ou deuoit faire, & dont la poursuite se entretenoit sans interruption de procez. Et tellemēt que ledict M^{seigneur} Alard dit du Locro, ne le deuoit ne pouuoit ignorer. Item qui est encores plus, en venant & attentant contre sondit seigneur, fust ledict Alard Seigneur du Locron efforcé de toutes ses forces contre raison, & son Seigneur, de cognoistre & receuoir plainte, sur les deniers de la vendition de ladicte maison & heritage à la requeste d'un nommé Iean Souuerain, lequel qui pis est, n'est son couchât ne son leuant aucunement. Item & nonobstant le commandement ou autre sçauoir faict par ledict Baillif de Mortaigne cōme par son Seigneur sur ce audict du Locron, & que les deniers de ladicte vendition faulst mettre & consigner en sa main, comme main souueraine & de Seigneur pour en ordonner cōme il appartiédroit, mesmeement encores que ledit du Locro en plus pechât audit cas auoit vedu & subhasté plus sans cōpaison que la sōme contréieufe ne mōtoit: que faire ne deuoit. Ne armoins en auoit-il esté refusant, disant qu'à luy cōme à iustice luy en appartenoit la detention, garde & iudicature à cause de ladite seigneurie du Locro. Itē & pour quoy veu & considéré ce que dit est, la plainte sur ce faite par ledit Baillif, l'adiournemēt, iours, gardes, & entretenemēs sur ce faits, & tout ce qⁱ droit, vs, coustume, & raisō y est & requiert & que messieurs les iuges vous y pourrōt & deurrōt mouuoir, il doit estre dit & iugé à l'in-

* Deualler, au liure escrit de la main.

faire mention, au liure de la main.

Parauant la vendue, au liure escrit de la main.

tention & demande du Baillif au nom qu'il procede, nonobstant raison proposée, usage, ou coustume alleguée par ledict du Locron. Ausquels respond & defend ledit Baillif tant par ce que dict est, & propose comme par les responlsifs qui ensuyuent. Et premierement à ce que dit ledit du Locron, que de son droit heritage il est seigneur de ladicte terre du Locron, laquelle luy vient & descend par succession naturelle, & par le droit dont le mort faist le viſ, & ainsi luy vient de aue, tapon, & pere, & en laquelle terre il a & doit auoir iustice & seigneurie fonsiere, telle que de cognoistre par luy & ses iuges à la coniere de luy ou de son maieur ou lieutenant, de plaintes, clains, calenges, quins & peines, entre quelles personnes que ce soit, & de faire iugement & exploitation, & de ce est en bonne possession & saisine, de si long temps qu'il n'est memoire du contraire, Respond ledit Baillif au nom que dessus que sauue la reuerence du proposant, ce ne luy vaut, ne doit auoir lieu, au cas qui s'offre, Car suppose sans preiudice audit Baillif, que ledit du Locron soit heritier par succession de ladicte terre du Locron, & y ait aucune iustice & seigneurie comme dict est: pour ce ne s'ensuit il pas que sous vmbre de iustice fonsiere qu'il peut auoir audit lieu, que pource il ait ne puisse auoir telle ne si haute iustice que de cognoistre de quins, plaintes, ne calenges recevoir pour faute de contracts par lettres ne autrement, ne plus faire entreprendre ne cognoistre que dessus est dit, & que à iustice fonsiere peut & doit appartenir. Item & sous vmbre d'icelle iustice gagner, acquester ne apprehender peut à luy, quelque possession ne saisine qui luy puisse ou doieue valoir, contre ne au preiudice de son droiturier seigneur par plusieurs raisons. Item & la premiere raison si est que suppose sans preiudice, que ledit du Locron par luy ou son predecesseur eust acquise aucune possession comme il s'auance, ce que ledit Baillif ne luy confesse mie, si ne luy vaudroit ne pourroit ce porter profit és termes presens: car contre le Roy nostre sire qui est seigneur souuerain de ladicte terre de Mortaigne, dont ladicte terre du Locron descend, ne se peut nul saisir ne possession acquerir qui luy vaille, si n'est que ce soit par la grace, sceu & consentement du Roy nostre sire, & que de ce lettres patentes y soient faictes & données, qui facent expresse menzion non pas tant seulement contre le Roy nostre sire, à cause de son noble Royaume qui peut faire & instituer loy, usage, establissemens nouveaux, & les vieux abolir & destruire, s'il luy plaist comme seigneur & conditeur de loy à sa noble & pourueuë discretion, & sans ce qu'onul fors luy puisse faire ne auoir interpretation quelconque. Et pour ce contre le conditeur de la loy & coustume, nulle coustume ne se doit ou peut prescrire, ne par consequent possession acquerir ne saisine, qui tienne ne vaille sans son auctorité ou consentement. Item ores est ainsi en ce cas, car ledit du Locron contre ledict Monseigneur de Couchy son droiturier seigneur, representant le Roy nostre sire en ceste partie, ne par luy, ne par predecesseurs qu'il aye eu si ne peut auoir acquis saisine ne possession contraire à ladicte seigneurie de Mortaigne, de qui ladicte terre du Locron est

tenuë comme dit est. pourquoy. &c. Item & en confortant les choses par ledit Baillif proposées, labeure droit escrit pour ledit Baillif au propos, pourquoy il procede contre ledit du Locron, par la raison de ce que quiconque veut prendre ou acquerir possession contre autres, il faut que ce soit voisin à autre, & encores qu'il ait iuste tître de ce faire & soit personne babile à ce, ou autrement ce ne luy vaut ou profite. Item or ne peut ledit du Locron dire ne maintenir pour raison qu'il soit voisin au seigneur de Mortaigne : mais par contraire argument est pur suiet, mesmement de ladicte terre du Locron, dont content est de la iustice, & par consequent ne peut ne doit avoir saisine ne possession qui luy puisse ne doive valoir contre son seigneur, pourquoy. &c. Item si ne peut-il dire ne maintenir de raison, que de ce faire il ait iuste tître ne tel qui luy puisse ne doive valoir à acquerir droit de saisine ou possession aucune, se especiale ne la monstroir, ce qu'il ne fait & ne s'en vante pas aussi, & par consequent possession ne saisine par luy alleguée ne doit avoir lieu, car de raison & vray entendement il conuiet que la mineur descende de la maieur, ne la mineur ne peut comprendre la maieur. Or est il donc certain que ladicte terre du Locron descend comme mineur de ladicte iustice & seigneurie de Mortaigne sur l'Escault, comme de la maieur, pourquoy saisine ou possession si aucune en auoit acquise contre la maieur sans tître, ne luy vaudroit ne tiendrait lieu au preiudice de son seigneur, ne de la maieur. Item & suppose que sans preiudice, ledit seigneur du Locron par luy ou par ses predecesseurs eust acquis possession ou saisine de plus grand iustice, que de fonsiere, sous vmbre d'icelle fonsiere si ne luy vaudroit elle. Encores par autre raison, puis que autre tître ne monstre comme dict est, car lors conuiendrait-il qu'elle fust clandestine : & puis que clandestine seroit si ne vaudrait-elle, mesmement contre son seigneur, si ne feroit-elle par plus forte raison contre voisin particulier, pour quoy, &c. Item car selon droit escrit verité est que possession acquise de trois voyes, l'une si est inutile & ne vaut, c'est à sçavoir clandestine, par force, ou par priere. Or ensuit doncques que si ledit du Locron puis que tître ne demonstre, ou consentement du seigneur comme dict est, qu'elle soit clandestine : qui n'est à recevoir ne ioustener. Item à ce que dit ledit du Locron, que de cognoistre en ladicte terre du Locron de clains, calenges, peines, quins. &c. il est comme dessus en possession & saisine au veu & sceu des seigneurs de Mortaigne, & de tous autres qui l'ont voulu voir, &c. Respond ledit Baillif au nom que dessus, que sauue la grace du proposant le contraire est verité. Et suppose sans preiudice, que aucune chose en fust, dont ledit Baillif riens n'en sçait, si est-il à sçavoir ou vray semblable, que ce auroit esté par priere, auquel cas, comme dit est dessus, possession sur ce acquise ne tiendrait ne vaudrait au proposant, car par ce monstreroit-il euidentement que sans priere ne l'auroit peu faire, Item car à vray entendement nul ne doit penser, que quelconque seigneur en son contraire sans son gré &

consentement voulsist souffrir ne consentir quelque possession acquérir contre luy : & si de son gré le fait, dont est-ce par priere : qui ne vaut comme dit est. Et si valoir deuroit, lors conuiendroit que lettres en apparussent faisantes mention de ce : dont en cas present riens n'appert pour quoy. &c. Item en confortant le propos dudit Baillif, le propos dudit seigneur du Locron ne vaut, car il se vante de saisine sans tiltre quelconque, & par especial sans alleguer le droict ne propriété qu'il ait par luy ou par autre. Et partant qu'il se vante de simple saisine, tant seulement li demonstre il qu'il n'auoit, ne a droit de propriété, & par ainsi puis qu'il n'a droict de propriété, ne qu'il ne s'en vante, adiugé ne luy doit estre, car par droict le iuge ne doit plus donner que partie demande. Parquoy il s'ensuit que puis que la saisine de quoy il se vante, est moins que suffisante, comme elle sera trouuée par ce qui est dit, & s'il s'est aydé de droit de propriété, il n'a action qui luy puisse valoir, mais en fait du tout à debouter. Item mesmement que ledict du Locron, ne se vante mie du tiltre honorable, si comme d'achapt, d'eschangement de terre, ou escliffement qui luy puisse donner ne attribuer saisine ou possession tollerable ou especiale sur les termes ausquels il contend, mais ne se vante tant seulement que de succession sans declaration, laquelle chose n'est soustenable ne à recevoir à la fin où il pretend. Item sont les choses dessusdictes & proposées, claires & notoires au propos & intention dudit Baillif, & en voix & commune renommée audit pays de Mortaigne & enuiron, & les a partie aduerse cogneuës & confessées estre vrayes, toutes ou en partie autant que l'intention dudit Baillif peut & doit suffire. Si conclud ledit Baillif au nom que dessus contre ledit du Locron, aux fins & conclusions par luy dessus esleuës, en deniant les faits proposez en ceste cause par ledit du Locron : ausquels ledit Baillif n'auoit tant ou si plainement respondu ou solu que pour les destruire & annihiler au profit dudit du Locron, & que valoir luy puissent, ne preiudice faire audit Baillif. Offrant à prouuer de ses faits qui deniez luy seroient, tant pour venir à la conclusion, ou tant que prouuer en pourra, en faisant protestation si mestier est, contraire à toutes les protestations, que a fait partie aduerse, qui faire ou porter preiudice aucunement pourroient, retenue faite iusques en fin.

Après ensuit la forme de articuler sa demande par faits contraires.

TV peux & dois sçauoir que par faits contraires faut mettre & articuler sa demande par partie defenderesse. Et pour ce que premier j'ay monstré comme le demandeur le peut & doit articuler en maieur, mineur & responsif, & conclusion : si sçachez que tout par pareille forme & maniere le doit articuler le defendeur, ce spécialement entendu que rousiours face toutes ses fins contraires aux fins du demâdeur, & les faits desdits articles contraires aux faits des articles du demandeur, & sa conclusion contraire à la conclusion du demandeur. Et la raison si est que si les fins ne cōtrarioiēt, qui est la premiere chose qu'ō fait à visiter les pro-

ces, il ne seroit pas limité en faits, & par ce y auroit faute, & conuiendroît amender les fins de l'intendit. Et que pis y pourroit auoir, ce pourroit estre au preiudice du simple qui nicement auroit escrit, car souuent on en pert la cause, ny ne si pourroit asseoir iugement decisoire, & par ainsi le proces seroit defectif: & en sera trouué sur la rubricc cottée tout article.

Après ensuit par maniere de memoire articuler sa demande.



Articuler sa demande par maniere de memoire si est, & chet en cas quand parties ouyes en iugement, par le propos d'un costé ne de l'autre n'est proposé fait contraire aucun, mais chet tout en droit & en discretion du iuge, & lors les doit le iuge appoincter à escrire par maniere de memoire chacun ses propos & conclusions. Si peux & dois sçauoir que la maniere d'articuler par maniere de memoire, si est pareille à la maniere de faits contraires, reserué que en la fin d'intendit ou on dit en faits. Et pour venir aux conclusions dessusdictes, &c. dit, i'ay proposé à toutes fins les faits & raisons qui cy apres s'ensuyuent, il faut dire quand c'est par maniere de memoire. Et pour venir aux conclusions dessusdictes, dit & propose par maniere de memoire les raisons qui cy apres s'ensuyuent. Et puis articuler sa maieur, mineur, ses positions, & ses responsifs, sans mettre en faits contraires fors tout en droit & en narration du cas, & ainsi articuler iusques aux deux dernieres articles, qu'on a accoustumé faire en faits contraires, là où on dit, item & que les choses dessusdites sont vrayes, & les a partie aduerse cogneuës: car lors appartient articuler en lieu de ce. Si conclud ledit tel que veu les choses dessusdictes proposées qui sont cleres & notoires en droit: si conclud comme dessus en faisant protestation que iacoit ce que ie n'entens auoir escrit, que par maniere de memoire & ainsi que droit le m'enseigne à faire qu'en ceste partie labeure. Pourquoy si i'auois touché aucunement chose qui desirast fait, que ce soit sans preiudice de ma cause. En faisant encores protestation que si la discretion du iuge void que la cause ne se peust deliurer sans faits, ce que si, se Dieu plaist de plus auant dire, proposer, declarer, soutenir, & prouuer si mestier est. Et par ainsi me puis passer de plus auant articuler pour monstrier formulaire sur ce. Car par le formulaire des articles que i'ay cy deuant monstrier, peut assez à tout entendre en ce estre veu & sceu comment on doit articuler par maniere de memoire.

Après ensuit articuler par maniere de intendit.



Articuler par forme de intendit si chet quand le demandeur a fait sa demande en Cour contre le defendeur, & le defendeur n'y respond que par ny tant seulement, & ne se met en autres faits ne raisons au contraire: Si peux & dois sçauoir que

que lors s'ensuit que le Juge doit ordonner, que le demandeur apporte la demande par intendit articulée par maieur, mineur & par conclusion tant seulement; car lors n'y fault recitation ne responce. Si peux & dois sçauoir qu'articuler la conuient par la maniere qui s'ensuit. Pardeuant vous tel. N. entend les faits à prouuer & mettre en verité tel. N. à l'encontre de tels. N. les faits cy apres articulez par forme & maniere de demande, tendant à fin qu'iceux prouuez tous ou en partie autant que prouuer en pourra, ledit. N. soit par vous condamné & contrainct à luy satisfaire la demande, & avec ce soit condamné aux despens faits & à faire en la poursuite de ceste cause iusques la taxation reseruée à vous. Et pour paruenir à ceste fin, dir & propose ledit tel, ce qui s'ensuit. Premièrement, &c. Articuler la demande comme monstté ay dessus, car tout ce peut estre entendu par l'exemple precedent les instructions sur ce bien entendues, qui apres s'ensuyuent. Si m'en passe à tant formuler, puis que par vn exemple le peuuent tous autres entédre à homme d'entendement.

ANNOTATIONS DV TILTRE

VINGT DEUXIESME.



AY cy dessus parlé de la simple saisine, que nostre *Auth* leur semble interpreter autrement, que les autres praticiens qui en ont escrit: mais il se faut arrester à ce qui est porté par la coustume de Paris, art. 98. à laquelle plusieurs articles sont conformes: & adionsteray ce qui est escrit au liure 2. du grand Coustumier. chap. des cas de nouuelleté, qu'en la simple saisine il y a plusieurs exploits, & les plus anciens valent mieux. Mais en cas de nouuelleté les nouueaux valent mieux. En simple saisine celuy doit obtenir qui monstre plus ancienne possession durant les dix ans; & en icelle on ne peut adionger prouision pendant le procès, soit de recreance, sequeste ou autre: ains celuy qui est possesseur demeure en sa possession & iouissance: encores qu'elle soit sans iuste cause ou iuste tiltre: d'autant qu'il en auroit iouy plus d'un an: Tellement qu'il semble que la simple saisine soit cōme subsidiaire de la complainte de nouuelleté, pour y auoir recours par celuy qui auroit laissé passer l'an & iour depuis le trouble à luy donné en sa possession. Masuerius tit. de possessio. num. 32. fait mention de l'interdit de simple saisine qu'il appelle recuperanda possessionis, Quand à la saisine vuidé dont parle cest *Auth* leur, les autres praticiens n'en font mention, sinon celuy que j'ay escrit à la main, qui dit que c'est quand aucun baille à un autre la possession vuidé de la chose sans en faire vest & denest ens de loy ou de Seigneur, c'est à dire sans en auoir passé contrat ny fait saisine & dessaisine entre les mains des hommes du loy ou de Seigneur: dont on tire l'argument ex l. non idcirco, c. de contrahenda emptione. Mais par ce qu'à present on n'usage gueres de la simple saisine, & nullement de la saisine vuidé, il n'est besoin de

Q

sy arrester d'avantage.

b L'ay monstré cy dessus, que le fournissement de complaincte, autrement on diroit ramener à effect la complaincte sur le lieu, laquelle se faisoit anciennement ou en vertu de la commission du Juge, ou par lettres royales, est maintenant abrogée, & hors d'usage, & partant il faut passer la commission icy recitée: Toutesfois on peut icy remarquer qu'il semble que l'Authent ne donne lieu à la simple saisine, sinon pour trouble de servitude ou prestation: comme mesmes il declare cy apres en l'art. deffense sur simple saisine, que les Clercs appellent servitude de possession.

c Les formes d'appointer & roigler les parties apres contestation en cause icy declarées, ont longuement retenu leurs noms qui sont à présent aucunement changez, & selonc la diversité des lieux observez es jurisdictions, les appointemens se donnent diversement, mais ils peuvent estre reduits à trois manieres, à sçavoir d'appointer les parties à mettre leurs pieces par devers le Juge, avec un brief motif de droit qu'on peut appeller escrire par memoire: quand la cause se peut juger sur les titres & pieces des parties. L'autre maniere est d'appointer les parties à escrire par advertissemens qui seront communiquez pour y respondre: lequel appointement se donne ordinairement es causes consistans en question de droit. La troisieme maniere est d'escrire par intendus & escriures qui seront communiquees, pour y respondre: & se baille ledit appointement quand les parties sont contraires en faits qu'il leur convient articuler, pour en faire preuve. L'ordonnance de l'an 1539. art. 42. defend d'alleguer aucunes raisons de droit, par les intendus & escriures: Mais ladicte ordonnance n'est si exactement observée, mesmement es causes qui gisent en fait & en droit. Toutesfois l'art. 43. donnant la forme d'articuler les faits veut qu'ils soient succinctement posez & articulez, sans redite ne superfluité. Ce qui est bien ordonné pour les deux raisons touchées par nostre Authent: A sçavoir par ce que la superfluité du langage offense souvent l'oreille des Juges, & comme dit Ciceron, leur opprime la memoire: & à fin que les tesmoins entendent mieux les faits, & en puissent deposer. Quand les parties sont appointées contraires à articuler leurs faits & informer, il faut que l'appointement soit commun tant au demandeur qu'au defendeur, encores que le defendeur ait seulement denié par ses defences, les conclusions dudit demandeur, & faits articulez par icelles: par ce qu'il peut par ses responses à l'intendit ou escriures dudit demandeur articuler faits contraires, positifs & probatifs, pour en faire preuve, & telle a esté l'intention de ladicte ordonnance de l'an 1539. & celle de l'an 1563. & ainsi a esté jugé par plusieurs arrests de la Cour, mesmes un du Marsdy 17. iour de Mars, de reueue, 1562.

d Tous ces formulaires d'escriures (j'usuray de ce terme comme general) ne requierent annotations, par ce qu'il depend de la dextérité de l'Advocat de bien dresser les escriures, soit pour le demandeur ou le defendeur, & reciter clairement les faits, & ceux principalement qui servent à la cause, sans en entreprendre d'autres superflus, impertinens & qui peuvent plus nuire ou apporter d'obscurité à la cause que d'esclaircissement: & si la cause consiste en question de droit, alleguer principalement le texte de la loi, & autoritez des

Docteurs fameux, concernant la décision d'icelle, sans mädier les lieux communs des reigles vulgaires, qui demonstre souuent l'indigence qu'a l'Aduocat des loix, soit du droit Romain, ordonnances royales ou costumes des lieux: dont toutesfois il doit auoir plaine cognoissance, pour bien traiter la question de droit en laquelle il pretend escrire. Et pour le regard de ce que l'Auteur en fin de l'article precedēt recomāde de mettre à la fin des escritures, c'est à sçauoir que les choses proposées sont vrayes & claires & notoires &c. Ce n'est que du stil commun, & auquel à present on s'arreste peu par ce qu'il faut tousiours reuenir à ce qui est articulé & discouru par les escritures, & prouué par les parties. On peut voir d'autres formulaires d'escritures au grād Consumier, & s'il conuenoit discourir sur tous les poincts contenus és escritures dont les formulaires sont icy recitez il faudroit faire un long commentaire, & entrer en la dispute de plusieurs questions qui ne conuiennent à ce tiltre: auquel seulement est traitté de la forme de dresser les demandes. Toutesfois on peut obseruer de ces formulaires, ce que les Aduocats doivent bien remarquer que au commencement des escritures, intendus ou aduertissemens conuient mettre les conclusions de la partie pour laquelle on escrit, sans les reseruer à la fin.

APRES ENSVIT DE FORMER SA

LITISCONTESTATION.

TILTRE XXIII.



LITISCONTESTATION^a est nier la demande de partie par vn ny, pour toutes deffences. Et pour-ce l'appelle litifcontestation qui litifconteste par general ny, sur toute la demande, ny ne quier declinatoire ny dilatoire autre que peremptoire, que nier purement la demande qu'on luy faict pour toutes deffences, car deuant ce ny, n'est le Iuge Seigneur de la cause que par deuant luy est litifcontestée: & deuant ce peuuent estre les fins declinatoires proposées, mais depuis litifcontestation, nulle ne doit ne peut estre proposée. Et pour-ce lors est le Iuge Seigneur de la cause, car droit conuient prendre par luy decifoire: car toutes interlocutoires sont passées. Car litifcontestation selon loy escrite n'est autre chose fors faire demande principale sur certaine question deuant le Iuge: & sur laquelle demande de partie aduersle est faite respōce en confessant, ou par especial en deniant icelle demande, selon ce que dit Jean André, *Litifcontestatio est negocij principalis hinc & inde coram iudice facta*

Comment s'en-
tend litifcontestation.

Qij

narratio, & ad eam secuta responsio. ut. C. de litiſcontestatione. l. 1. [Adde quod per ſolam exceptionem non fit litiſcontestatio, ut. l. eleganter. §. penult. ff. de conditio. indebi. in cap. dudum. ex. de electio. cap. prout. & ibi Innocent. de dolo & contumacia. niſi in curia ſeculari in cauſis, in quibus litigare oporteat ad omnes fines: nam tunc per ſolam exceptionem conſeitur lis eſſe conteſtata: ſeu ſi reus litigauerit per retentionem, quam practici dicunt par retenué.]

Ceſte claſſe
n'eſt au liure eſ-
crit à la main.

Que doit contenir litiſcontestation.

Litiſcontestation
contient trois
points.

Si peuz & dois ſçauoir que de droict litiſcontestation doit principale-
ment contenir trois choſes: C'eſt à ſçauoir ny, abſolution de demande,
condemnation de deſpens: & ſi vne choſe des trois y failloit, elle ſeroit
defectiue & moins ſuffiſante, & ne le deuroit le Iuge receuoir, car en ce
cas la diſcretion du Iuge y doit pouruoir: car ſouuent le ſubtil defendeur
puis qu'il n'a que ny, pour toutes deſences, voudroit volontiers que le
procès fuſt defectif, afin de prolonger la cauſe. *Quia rei eſt fingere.* Mais le
Iuge ſe doit garder * cõtre tel malice pour douter d'appel. Si te monſtre-
ray la maniere de faire la litiſcontestation par eſcrit.

* Guertier au
liure eſcrit à la
main.

Litiſcontestation par eſcrit.

A Fin que par vous Sire Iuge ſoit dict, ſententié & ordonné pour
droict pour tel, à l'encontre de tel, que la demande par luy faicte
pardeuant vous en iugement: Et ſur laquelle vous luy auez ordonné à
rapporter contre moy par intendir, en & ſur icelle litiſcontestant, ie luy
nie tout le contenu en ſadicte demande, & requiers que d'icelle ie ſois
quicte, deliuré, & abſous d'amonde, deſpens, dommages & intereſts: la
taxation reſeruée à voſtre diſcretion. Et ſçachez qu'il n'y faut faire plus
d'autre eſcriture n'allegation, & ſi ſadicte eſtoit, ſi le doit le Iuge rebouter,
& non receuoir: car ce ſeroit choſe impertinente, & non receuable.

ANNOTATIONS DV TILTRE.

VINGT TROISIESME.

La diſpute n'eſt grande entre les Rhetoriciens d'où pro-
cedoit l'eſtat de la cauſe, qu'on peut bien appeller conteſta-
tion en cauſe, *ſtatus enim conſtat ex intentione & depul-
ſione, comme Quintilian, a bien eſcrit lib. 3. Ce reſt donc
le defendeur ne la denegation qu'il propoſe, qui faiſt l'eſtat &
contestation de la cauſe, ains comme treſbien le declare la conſtume de Paris,
art. 104. Contestation en cauſe eſt quand les parties ayans eſté ouies par le Iu-
ge ſur les demandes, de deſences & moyens qu'elles alleguent par replicques,
duplicques, ou autrement ſont par luy reiglées d'appointement, pour parue-
nir au iugement du procès, ou quand le defendeur & deſaillant eſt deboutté
de deſences, & permis audit demandeur de veriſier ſa demande dont appert
que la conteſtation ne depend ſeulement du defendeur, ains des deux parties.*

*Et non seulement quand le defendeur denie les conclusions du demandeur & fait contens en icelles: ains aussi quand il allegue autres defenses & moyens, Et que la demandeur conteste au contraire, en un mot le droict Romain declare bien, quid sit litis contestatio, cum scilicet iudex per narrationem negotij causam audire coepit. Siue cum post narrationem propositam, & contradictionem obiectam; de causa cognoscere coepit, l. vnic. c. de litis contest. l. rem. §. patroni. c. de iudic. l. i. §. i. & §. si autem reus. c. de iurciur. propt. calum. cap. vnic. de litis contest. cap. dudum. §. 4. §. partibus. de elect. La derivation & ethimologie du nom procede de la forme, dont on v-
foit anciennement à Rome aux iugemens: à sçavoir quand les parties ayans esté ouies par le Iuge il ordonnoit qu'on fist venir sesmoins: & lors vt ait Festus vtrique pars dicere solebat, testes estote. quod confirmat Macrobius lib. 9. ca. 16. Iubent, inquit, dicere quorum negotium est; narrant: Iudex testes poscit. Qui voudra voir plus amplement de ceste matiere, qu'il lise ce que i'en ay escript sur ladicte coustume de Paris, & au quatriesme liure des Pandectes. Plusieurs autres en ont aussi escriu.*

APRES ENSVIT DE DEFFENSES.

EN CAUSES.

TILTRE XXIII.



En les manieres des demandes, des obligations, des actions, & des peines qui toutes sont au propos de faire & causer la demande selon la doctrine dessus escripte, monstrent veulx la maniere de foy deffendre en cause de conuenue, & demandee en Cour. Et premierement à la premiere demande que fait ay à la rubrique des demandes, laquelle fut demande de catel.

Deffense sur la demande fuite.

Si peux & dois sçavoir que tu peux premier repeter en brieif le cas de la demande du demandeur & conclusion. A laquelle demande & impetition; ie respons en faisant conclusion qu'à ladicte demande n'est à recevoir. Et si à recevoir estoit, ce que non, qu'il n'ait cause, tiltre, n'action qui luy vaille à son intention, mais en soit du tout forclos & debouté, & par consequent soit quitte, delivré & absous de ses conclusions, & soit condamné es despens par moy faits & à faire en ceste cause, à la taxation de la Cour. Et pour venir à ceste fin ou fins, dis & propose ce qui ensuit. Sire Iuge quiconque veulx proposer demande contre autre en iugement: il fault qu'il forme & aorne sa demande par telle maniere, qu'elle contienne cause certaine & declaration, laquelle soit telle qu'elle puisse ou doive de sa nature engendrer cause d'action de contract ou de malefice, ou autre cause telle que conclusion certaine s'en doive ou puisse ensui-

Q. iiij;

uir, à laquelle le demandeur puisse pretendre, & qu'elle vaille obligation par contract ou par malefice comme dict est, or n'est-il ainsi en ce cas, car là où le demandeur fait la demande que tenu suis vers luy en la somme de vingt li. parisi. pour cause de vins creux, &c. il n'a déclaré de quels vins, ne de quel temps, ne que promis luy aye par stipulation d'obligation certaine n'autrement, ne qu'en conuenance luy aye à rendre ne payer à certain iour : pourquoy ie conclus comme dessus de rechef. Et si de mes faits cheoit aucune chose en preuue, si offre ie autant prouuer que pour venir à ma conclusion: En protestant que si tout ne prouuoie, que ce que prouuer en pourray, me vaille, &c. Item & si le cas n'estoit tel, si peux-tu & dois entendre que selon le cas peux & dois former ta demande & conclusion, car selon droict escrit de cas semblable, semblable iugement, *iuxta illud, de similibus simile est iudicium.*

Defenses de meubles prins sur aucun mort.

Premierement repete la demande de partie aduersé, &c. Je respons qu'ouye la demande de partie, pour icelle destruire, verité est ie suis par le droict dont le mort faist le vif, en droict trouué de par saisine & possession auoir & apprehender comme vray hoir, légitime & naturel successeur de tel. N. Et par-ce ay eu vray & iuste tiltre de prendre & apprehender tous les biens dont le defunct iouissoit & possessoit au iour de son trespas. Et ainsi est que mō predecesseur au iour de son trespas iouissoit & possessoit paisiblement de ce dont le demandeur fait la demande, de laquelle chose ie suis au tiltre dessusdit entré en possession & saisine, & en ay ia iouy & possesse iusques à present, qui vault chose de meuble vsucaption: & si c'est en chose réelle, qui vault prescriptio, & pour tel temps qu'il peut & doit suffire à bonne possession auoir, & à droict. Pourquoy ie conclus veu la conclusion pardeuant alleguée qui doit suffire pour toutes autres.

Defense en action réelle.

Premierement repete de la demande de partie aduersé, & sans conclusions contraires, declinatoires & dilatoires passées & corroborées: Tu peux & dois demander iour de veuë du lieu. Laquelle est de telle maniere que cy apres en la rubrice à ce seruant te declareray, & apres garand, que les clerks appellent euiction. Laquelle est telle qu'en la rubrice à ce seruant te declareray: & ces choses presuppōées, tu te peux en ceste partie defendre par tenuë de long temps, ou tout delayer, & intenter complainte nouuelle sur ce. Et sçachez en ceste partie peux auoir encores autres defenses par complainte de nouuelleté, mais cy n'appartient iour de veuë demander, ne garandise fors soy complaindre dedans, comme dessus est dict.

Defense d'action mixte ou personnelle.

Premierement repete la demande & conclusion de partie aduersé, declinatoires & dilatoires passées, peut estre dict au peremproire, verité est que pour destruire la conclusion de partie aduersé, ie suis à iuste tiltre de possession, ou à iuste tiltre de donation, ou à iuste tiltre honnorable d'achapt en saisine & possession de leuer, prendre & recevoir par moy

ou autre de par moy, les usufructs de tel lieu contéieux, & dont demande se fait contre moy, ou de telle partie ou portion, qui à moy compete à la cause dictée, au veu & sceu de tous, & par especial dudit demandeur sur tel lieu que ie tien par indiuis contre tel. Or est vray que tel qui pour present m'en fait demande, ne monstre n'allegue tiltre, ne propose chose qui contre moy luy puisse ne doiue valoir. Pourquoy ie conclus comme dessus, en faisant demande de despens.

Defense sur simple saisine, que les Clercs appellent seruitude de possession.

Defense sur simple saisine, que les Clercs appellent seruitude de possession, si est de personne à personne, ou de chose à chose, ou de personne à la chose. Et se diuisent : car l'une est personnelle, & l'autre est réelle, la personnelle comme en usufructs & emolumens d'aucune possession auoir, & percevoir par continuation qui donne action de simple saisine. Les réelles comme possession auoir sur son voisin ou hantages de goutieres d'eauës, ou vuidemens par conduits de terres, ou chemins, voyes & illuës par le champ de son voisin, ou auoir possession de mettre & appuyer mon cheuron sur la paroy de mon voisin : & plusieurs autres manieres en cas pareil. Et pour-ce sont appellées seruitudes de possession pour-ce qu'elles ont regard à choses foncieres.

Sur possession simple.

Item & la possession simple est, qu'une personne a sur l'autre, & est appelée prestation de possession : si comme aucuns sont qui doiuent à autres iournées, ou de semer, ou de guetter, ou de charier, ou cheuaux prester, & plusieurs autres telles manieres de possession, qui sont appellées prestations, pour-ce qu'elles se font à personnes. Si peux & dois scauoir que ceste possession l'acquiert par dix ans continuels entre les presens, & par vingt ans entre les absens. Et pour-ce peut y auoir difference en ceste demande par ceste maniere. Premièrement defense à toute declinatoire & dilatoire, peut estre argue que ceste demande n'est à recevoir ou au moins n'a cause : car de non auoir voye parmy le champ déclaré par le demandeur, le defendeur qui est vray Seigneur & fonsier d'iceluy champ, & qui luy vient par succession naturelle, & directe, & en a iouï & possédé, sans ce qu'onques yeust voye, sentier ne chemin par vn, deux, trois, quatre, cinq ans, par dix ans, ou par plus au veu & sceu dudit demandeur & de tous autres qui l'ont voulu voir & scauoir, sans debat ne contredit aucun, ne qu'onques, mais fust demandé ne^d calengé voye, ne sentier. Pourquoy veu & considéré ma possession à iuste & bon tiltre, & qu'il ne se vante de lettre, chartre, n'escrit auoir qui de ce face mention fors de simple saisine, par laquelle il traite à seruitude sur mon heritage qui est chose non fauorable, ie conclus comme dessus, en faisant demande de despens.

Defence en cas de possession de prestation.

Defense en cas de possession qui autrement peut estre appelée seruitude de personne. A ceste defense peut on & doit alleguer faits contraires à partie demanderesse : si comme de dire, ie me vante de tout le contraire, car ie suis en bone saisine de moy venir & porter franchement

Possession simple ou prestations

sans taille, ne dette, ne coruée deuoir ne payer par moy, n'autre de par moy: si ne fust mō pere ne ma mere, & en celuy ay esté tel, & si lōg temps qu'il peut & doit iussire à bonne possession & saisine auoir acquis & retenir en ce, mesmement qui suis personne habille à ce acquerir: plus encores qu'en ce ait possesse au veu & sceu de tous, & par especial du demandeur par vn, cinq, dix ans, & plus paisiblement, qui suis franche personne, & il traite de seruitude sur moy, ie conclus, &c.

Defense faicte par escrit articulément.

Sur la demande faicte contre le Seigneur de Locron par le Baillif de Mortaigne baillée en Cour par faits contraires, peut estre defendu par le Seigneur, & r'apporté par escrit par la maniere qui ensuit baillée & faicte par exemple, par faits contraires les raisons pardeuant escriptes: Afin que par vous Messieurs, les hommes tenans en fief du chastel de Mortaigne Iuges en cest partie, d'entre honnorable homme & sage Jean Bourillier Baillif de la Chastellenie & terre de Mortaigne au nom qu'il procede, contre Noble homme Monseigneur du Locron Cheualier, soit dict & sententié par droit au profit dudit Locron, & contre ledit Baillif: que ledit Baillif ne soit à recevoir à faire les conclusions & demandes qu'il a faict: & si à recevoir estoit, ce que non, qu'il n'ait cause n'action, & l'aucune auoir, qu'elle soit dictée nulle, ou telle que valoir ne luy doieue à son propos. Ait ledit du Locron iuste cause & action de luy defendre, n'ait forfait, amende quelconque ne confiscation, ne se puisse ne doieue asseoir, n'appartenir: & ait bien & deuement faict, cogneu & exploicté ledit du Locron par luy, ou ses ayans cause, Baillif, majeur, & iusticiers en ladite terre du Locron, de toute Seigneurie fonsliere & viscontiere, & tellement qu'à telle iustice peut & doit appartenir sans abus quelconques. Soit tenu & gardé en son bon droit, possession & saisine de telle iustice que dict est auoir & tenir en ladite terre du Locron. Pour venir & atteindre aux fins dessusdictes, les faits, causes, raisons qui cy apres ensuyuent requetans en ce est droit estre ordonné.

Le mort saisist le vis.

Premierement dit & propose ledit du Locron, que par le droit dont le mort saisist le vis: Quiconques est vray hoir d'aucun plus prochain & legitime, à luy appartient la succession, droicture & Seigneurie que son predecesseur proprietairiement tenoit & possedoit au iour de son trespass.

Au liure escript à la main est adionsté en marge, Instit. de legum. agna success. & de legitimis. & de fideicom. hered. §. restituta. & §. seq.

Item & par celuy droit en peut l'on obtenir & apprehender tous droicts de saisine & possession, telle & aussi directe comme auoit fait son predecesseur, & à représenter ceste meisme cause, droit & action en iceluy cas. Item & par plus forte raison a encores en iceluy cas ledit hoir comme dict est, le droit du possesseur tant plainement acquis audict hoir par le droit dont le mort saisist le vis, comme dict est. Et avec ce vault & laboure au profit dudit hoir la nature de succession, qui est telle que de ce doit il auoir iouy & possédé par tant de temps à iceluy vltié, il fustist & doit iussire à bonne & iuste possession auoir & retenir. Item mesmement que s'a esté au veu & sceu de ceux qui depuis y vouloient mettre

mettre ou faire empeschement qui n'auoient esté mineurs ne expatriéz celuy temps durant, dont ils puissent auoir ne pretendre ignorâce. Item or est-il vray que ces choses presuppôsees qui sont claires & notoires & vrayes; ledit du Locron est vray & legitime hoir demeuré de feu Monseigneur Jean du Locron son pere, lequel en tint, iouy & possessa de ladicte terre ensemble d'en icelle cognoistre par luy & ses ayans causes & commis, Baillifs, maieurs & Officiers de routes plaintes, quins, dons, peines & autres seruices de iustice. Et d'en faire ou faire faire execution sans moyen de vendre, subhaster de la iustice biens & heritages, puis que par iugement de ses hommes estoit iugé & dit. Item & en celuy droict paisiblement tint & posseda ladicte terre tout son viuant sans difficulté aucune, & en ce alla de vie à trespas: pourquoy ledict du Locron qui pour le present est, ayant droict de son feu pere, comme dict est, par raison doit demeurer en iceluy droict naturel. Item & qui plus est, en confortant le droict de la succession dudit du Locron, non point tant seulement à luy venue ou descendue par sondit feu pere comme il dict, mais encores par plus forte raison à luy venue & descédué d'ayeul, aue, & tayô: & ainsi de predecesseur en successeur posterieurement & successiuelement sans aucun moyen iusques au iour present, & que ledict du Locron est encores possellant & iouyssant à celuy tiltre, de la terre & seigneurie dessus alleguée. Item & d'icelle terre & seigneurie a iouy & possesse paisiblement tant par luy comme par ses predecesseurs, dont il a cause comme il dit au veu & sceu de tous ceux qui l'ont voulu voir & sçauoir: & par especial dudit seigneur de Mortaigne, Baillif ou Lieutenant quelsconques qu'ils ayent esté, sans ce que oncques mais y fust mis ou faict quelconque empeschement ne difficulté aucune. Item & de laquelle possession & saisine, avec droict propriétaire de toute la iustice & seigneurie ledict du Locron n'a pas iouy ne vîs clau&stinemét: mais en s'exercant publiquement, ayant maieur, Iuges & tenans de luy, Sergens & autres Officiers de iustice: plaids en Cour ouuerte & tenué de quinze iours en autres par semonce, ou coniuere de foy ou de sondit maieur ou Lieutenant. Item & de ce & à celuy tiltre est homme feodal dudit Chasteau & Chastellenie de Mortaigne, seant en iugement de la Cour d'iceluy Chasteau avec les hommes feodaux au veu & sceu dudit Baillif de Mortaigne, hommes feodaux & pers sans contredit ou trouble luy faire, ne mettre en ce. Item & pourquoy & considéré ce que dict est, ledit du Locron peut dire & soutenir que ledit Baillif n'est à recevoir contre la iustice, saisine & possession de propriété dudit du Locron: & si à recevoir estoit, ce que non, il n'a cause, droict ne action, mais doit maintenir son possessoire, considéré qu'il est eler & notoire ce que ledit du Locron met en faict si mestier est. Item & tant par ce que par son naturel propriétaire droict de succession & patrimoine à luy venu & descendu comme dict est, comme aussi par ce que à celuy tiltre en a iouy & possede par j. ij. iij. iiii. v. vj. vij. viij. x. xx. xxx. ans & plus, & par tel & si lōg temps, qu'il peut & doit suffire à auoir acquise bonne & iuste possessiō, voire droict fonsier propriétaire, il doit

R

estre dit & iugé au propos dudit du Locron, & contre ledit Baillif, non obstant choses proposées par ledit Baillif, auxquelles respond ledit du Locron par la maniere qui ensuit. A ce que ledit Baillif au nom qu'il procede, a dict & maintenu en substance que ledit Monseigneur de Couchy si a la garde dudit Chasteau pour & au nom du Roy nostre sire, & peut & doit par ce yser en celle partie d'autel droict comme le Roy nostre sire ou ses Officiers en iustice, & le droict de ladicte Chastellenie gardante voulant par ce conclure que contre son seigneur, & par plus forte raison contre le Roy nul ne peut acquerir possession. A ce respond & soult ledit du Locron que sauue la grace du proposant en ceste partie, n'est, ny ne peut estre ainsi dict ne entendu, car supposez sans preiudice, que ledit de Couchy si ait de present la garde de Mortaigne, comme autres ont eu au temps passé, pour ce ne peut-il, ny ne doit supprimer le droict des suiets d'icelle terre, mesmement de sceldits Feodaux & tenans noblement comme fait ledit du Locron, à qui comme aux autres feodaux il a promis & iuré bonne garde, & d'estre bon seigneur, & eux tenir en droict: pourquoy non plus que les autres seigneurs predecesseurs ne doit troubler le droict dudit du Locron, auquel il a trouué comme on fait les autres qui parauant luy ont esté, pourquoy. &c. Item & quant à ce que ledit Baillif veut dire que contre le Roy nostre sire, qui est souverain seigneur de la terre de Mortaigne, & contre luy nul ne peut acquerir possession. Respond ledit du Locron que contre le Roy nostre sire, iacoit ce qu'il soit souverain seigneur de Mortaigne, il n'a acquis quelque possession, car il n'a iouy ne demandé autre droict fors de patrimoine: ce que luy vient & descend comme dessus est dict, sans plus auant emprendre ne clamer, duquel droit il a iouy & vlt par luy & par ses predecesseurs dont il a cause: & supposez que aucune possession par luy ou sceldits predecesseurs y ait esté & soit acquise, si n'eust elle ne pouvoit eniuer ou nuire audit du Locron: mais auant conforter ou auancer par plusieurs raisons qui ensuiuent.

Du temps de prescription.

La premiere si est que le droict escrit n'accepte nuls, que quiconques à droict de faine & possession auoir acquise par le temps de x. ans entre les presens, & par le temps de xx. ans entre les absens, par ainsi qu'il soit possesseur de bonne foy, & qu'il soit habile à droict de possession acquerir, que acquerir ne la puisse, & si acquise l'a, qu'icelle ne luy tienne ne vaille, pourquoy. &c. Item & s'il est argué que si c'est pour le Roy nostre sire, contre lequel nulle faine ne se peut acquerir. Si dit ledit du Locron qu'en ceste partie le Roy nostre sire iacoit ce qu'il soit seigneur de Mortaigne, si n'est-ce mie du domaine de son royaume, mais est & fut terre acquise & achetée par les Roys predecesseurs que Dieu absolue, & ainsi posé ores que contre son domaine possession ne la puisse acquerir, pour ce ne s'ensuyuroit il mie que contre acquests par luy faits, possession ne se peust aussi acquerir: pourquoy. &c. Item la seconde raison si est, par ledit droict escrit nul ne peut en cause ne en matiere d'acquest ou achapt auoir plus grand droit, que de son ayant cause de qui luy vient ou descend

Du droit de prescription.

la chose, & suppose ainsi que le Roy nostre sire soit seigneur heritier & fonder de Mortaigne par acquest comme dit est, & au temps de son acquest il trouua ledit du Locron ou ses predecesseurs puillans de droit & possessio par luy alleguée. Ainsi les doit de raison laisser iouyr, & puis que nulque le seigneur n'y cōtred à mettre trouble ne empeschemēt, parquoy.

Item la tierce raison si est, que de son heritage nul ne peut ne doit estre exclus ne deboutté, si ainsi n'est que par lettres de contract à ce soit obligé, & depuis conuaincu par mesfait capital par luy perpetré, soit cōdamné du corps & de confiscation de biens. Or n'est pas ainsi en ce cas, car ledit du Locron n'est lié ne obligé en riens ny n'a mesfait à peine capital, ne partie ne s'en vante point, pourquoy il puisse ou doieue auoir la terre, ne iustice empeschée ou confiscée, parquoy &c. Item & quant à ce que ledit Baillif maintient que ledit du Locron a fait abus de iustice, pourquoy &c. Respond ledit Monseigneur Alard du Locron que sauue la grace dudit Baillif de Mortaigne, il n'a fait abus, delict ne desobeyssance en ceste partie: mais a cogneu de droit qu'à luy directement à cause de la iustice du Locron appartient, & dont il vlt & a accoustumé par luy & par ses predecesseurs vler, comme il dict, sans rien auoir plus fait ne emprins que faire ne puisse ou doieue, pourquoy &c. Item & tāt à ce que ledit Baillif de Mortaigne dict & maintient, que si ledit du Locron a en ladicte terre du Locron droit de saisine de cognoistre de toutes plaintes, peines, quins, &c. Si a ce esté saisine clandestine, ou saisine de priere ou happée, qui ne sont à soustenir pour quoy &c. Respōd ledit du Locron que sauue la grace du proposant, en ceste partie, arguē moins suffisans argumens. Car la saisine & possession dont ledit Locron se vante, est saisine & droit propriétaire, prescrit de 60. ans & de plus par luy & ses predecesseurs, qui ne peut estre entendu saisine clandestine ou happée. Si ne peut elle estre par priere de seigneur aucune que fait en ait, ne que besoin luy en ait esté, ne à tous ses anciens predecesseurs: mais se vante de saisine seigneuriale & propriétaire comme dessus est dit, pourquoy. &c.

Item & quant à ce que ledit Baillif maintient que ledit du Locron suppose que contre son voisin puisse acquerir possession, ne peut-il contre son seigneur. &c. Respōd ledit du Locron que bien sçait & cognoist qu'il n'est pas voisin ny ne tient point voisinement la terre du Locron, de Mortaigne, mais y est suiuet, & que le seigneur de Mortaigne est son seigneur, & de qui il tient & adoué à tenir ladicte terre du Locron: pourquoy il dit que ce fait à son propos, car son seigneur par droit le doit tenir & garder en droit comme son vassal: & ce a il promis par sermēt cōme son vray seigneur, à qui pour ladite terre il a fait hommage. * Si requiert que au droit de saisine propriétaire le vueille garder & tenir, non point qu'il se soit vanté de possession ou saisine nouuelle acquise: pourquoy. &c. Si conclud ledit du Locron, veu ce que dit est, aux fins dessusdites esleuēs disant les faits, causes & raisōs par luy proposées estre vrayes, claires & notoires, & mēmemēt les a partie aduersē cogneuēs estre vrayes, toutes ou en partie autant que pour suffire. En deniant tous faits proposez par ledit

An liure escript à la main est adionsté. Regula in re nemo plus iuris in alium transferre, quam sibi competere dignoscatur, ext. lib. 6. c. nemo.

*De acquiris prescription. * An liure escript à la main est adionsté, ut per Alexand. in l. i. ff. de in re uocan. ca. domino defen. seu. cont. inter dom. cogn. & c. quib. ca. dom. proprietate priuatur. quia dominus tenetur seruare fidem vassallo, sicut vassallus domino, ut per Alex. ubi supra & Paul. de Castro. ibidem*

R ij

Baillif cōntaires ou preiudiciables audit du Locron, & des siers, offrant à prouuer tant sur ce que fuffire pourra, retenue faicte iusques en fin.

ANNOTATIONS DV TILTRE.

VINGTQVATRIESME.

L'AVTHEVR a traitté cy dessus amplement des exceptions de diuerses especes & manieres, mesmemēt des peremptoires concernās les fins de non recevoir, qu'aucuns ont voulu comprendre sous le nom des dilatoires: d'autant qu'elles doivent estre premieremēt unidées & iugées, & auant que les parties entrent en contestation de faits. Toutesfois comme j'ay monsté cy deuant, y a des fins de non recevoir, qui ne peuuent estre reputées autres que peremptoires, par ce qu'elles periment du tout la cause. Aussi souvent les fins de non recevoir sont accumulées avec les defenses de fait: d'autant qu'elles dependent non seulement de ce qui est par escrit, ains aussi de la preuue destemoins, qui se doit faire par enqueste, & le subitil praticien escriuant pour le defendeur ne doit oublier de proposer la fin de non recevoir, si aucune y a resultant ou des raisons de droit siltres & pieces de sa partie, ou de la preuue qui s'en fera: & apres la fin de non recevoir, alleguer par mesme moyen les faits & raisons qu'on dit de non valoir, pour monstéer qu'encores que le demandeur soit receuable en son action, si est-ce qu'il en doit estre deboutté, laquelle forme d'escrire pour le defendeur est representée en ce tiltre en diuers articles par l'auteur, lequel sous le nom de defenses entend les peremptoires consistans en contestation de faits, & que toutesfois on peut dire estre à toutes fins. Comme des actions sont diuerses especes, y en a aussi des defenses & exceptions, & pour diuerses choses tant mobilières qu'immobilières, corporelles & incorporelles. Mais par ce qu'il sera traitté cy apres plus amplement tant des obligations que des choses pour lesquelles les actions se peuuent intenter, & les defenses proposer, il n'est besoin de nous arrester dauantage aux formulaires des defenses icy proposées. Toutesfois ie diray en passant que le praticien peut recueillir desdicts formulaires, une instruction commode pour bien dresser defenses: A sçauoir que si la matiere est disposée pour conclure à quelques fins, de la part du defendeur, que non seulement il conclue à fin d'absolution des conclusions du demandeur, ains aussi qu'il propose conclusions contraires, & conclue à la fin d'icelles, & aux despens. Et comme il a esté monsté cy dessus ce qui est requis pour rendre une action bien dressée selon la qualité de la matiere dont est question, avec les circonstances conuenables: aussi le defendeur doit regarder s'il ne defaut rien aux conclusions du demandeur, pour arguer par ses defenses la defectuosité, impertinence & imperfection d'icelles: à fin de les faire reietter, & en deboutter le demandeur.

b Est icy obmis un article qui se trouue au liure escrit à la main, lequel j'ay bien voulu inserer, & est tel. Defenses à demandes de meubles. Premier repever la demande de partie aduersé. Soit defendu en faisant conclusions contraires, & de non recevoir, ie respons que quiconque fait sa demande en Cour

à autre, & fait conclusion finale contre partie adiournée à sa requeste, il l^e doit faire si garny de parties, à qui ce peut compter certainement, que iugement se puisse asseoir decisoire: ou autrement ny vaut, ains doit estre debouté puis qu'il est peremptoire, & il n'a fait que conclusion peremptoire sur moy. Pourquoy ie te dis que ceste demande par raison & de sa nature si est telle, qu'elle regarde aussibien & aussi auant tel N. que moy, lequel il n'a pas fait adiourner, sans lequel ie ne puis ne dois proceder en ceste cause, pourquoy ie doyauior congé de Cour contre ledict demandeur, avec condamnation de despens. Sur protestation que s'il estoit dict au contraire, de requerir garant ou compaignie, selon que le cas desirera ou autrement de proceder en outre en la chose demandee, si comme de raison appartiendra, droit ou sur chacune fin par ordre, avec toutes autres conclusions pertinentes.

Compagnie si
raison iudic.

cc lxxxij Pay notté cy dessus que cet auteur ne refere la simple saisine que sur le trouble de seruitude ou prestation, comme aussi l'entend le vieil praticien que i'ay escrit à la main: encores que plusieurs coustumes l'interpretent autrement: & pour le regard de la seruitude dont parle icy l'auteur, il la prend generalement, tant pour celle par laquelle la personne est en ué de seruitude à la personne, comme on traite des serfs estant de condition seruile, mainmortable, taillable & tenus enuers leurs seigneurs de diuerses charges, dont i'ay parlé en autre lieu: que pour les seruitudes qui sont deuës ou à la personne par la chose & heritage, ou d'heritage à heritage, dont on fait deux especes de seruitudes, les vnes appellees personnelles, par ce qu'elles sont deuës à la personne par l'heritage, comme l'usufruit, l'usage & habitation: les autres reelles autrement appellees prediales, par ce qu'elles sont deuës par l'heritage à l'heritage, & sont inherentes aux heritages, & deuës à cause d'iceux: dont y en a de deux sortes, les vnes des heritages de ville, les autres des heritages ruraux ou rustiques & des champs: de quibus tractatur tit. D. de seruitut. & instit. de reb. corpor. & incorporal. & de seruit. prædior. Et nous en auons amplement escrit au second liure des Pandectes.

d L'auteur use souuent de ces mots, calenge & calenger, dont aussi vsent plusieurs coustumes du pays bas, Roman & Chroniques, Calenger signifie quereler, demander, inquietor, arguer & apprehender en l'ancienne Chronique de Flandres, & en Monstrelet au premier volume, cap. 2. 9. Calenger se trouue souuent en ceste signification: suuant laquelle Calenge signifie debat, querelle, accusation, & apprehension de corps: qu'a bien obserué Ragueau en son indice.

.. c. Ce mot happee est ancien qui signifie par force, comme aussi en use mon vieil praticien, quand il dit que saisine clandestine de happer, ou de priere ne vaut & n'est à soustenir. Aussi en quelques liures anciens happer est mis pour prendre par force.

R iij.

APRES ENSVIT DES OBLIGATIONS ET

QUANTES MANIERES EN SONT.

TITRE XXV.



Vis que mōstrévous ay la maniere à faire & carac-
 ter la demande, si vous veux mōstrer de quoy de-
 mande peut estre faite, & se peut naistre. Si
 peux^a & dois sçavoir que tu n'as ne peux avoir
 cause de faire à aucun demandeur, si n'est ton obli-
 gé, car autrement tu n'aurois action. Et pour ce
 te veux monstrier quelle chose est obligation.
 Obligation est vn lien de droit qui contrainct
 l'homme à satisfaire de se que obligé est. *in prin-*
ci. de obligationibus. Si sont deux principales manieres d'obliga-
 tion. La premiere si est obligation par contract. La seconde par male-
 fice. Si est à sçavoir que obligation par contract se diuise en obligatiō par
 cōtract & en obligatiō, si comme par contract. Si fait obligation par
 malefice. Si est à sçavoir que obligation par malefice se diuise en obligatiō
 par malefice, & obligation aussi comme par malefice: & ainsi sont qua-
 tre manieres d'obligations, mais les deux premieres sont principales.

Des obligations par contract.

*Obligatiō au
 liure escript à la
 main, qui signi-
 fie société.*

Obligatiō^b par cōtract se diuise & fait par plusieurs manieres, c'est à
 sçavoir si comme par paroles, par promesse, par contentement, par em-
 prion, par venditiō, par transactiō, par donatiō, par mandement,
 par consignatiō, par deposit, par accommodatiō, par locatiō, par
 garde, par contract verbal, ou par lettres, par operatiō, par redem-
 ptiō, par reconuentiō, par reuendicatiō, par iugement, par pute
 voye, & par plusieurs autres qui cheent en droit, qui toutes seroient
 longues à reciter. mais i'ay nommé les plus necessaires & qui plus cheent
 en termes en Cour laye.

*De his omnibus facillimè videas instit. à tit. de obliga. vsque ad tit. de obli-
 gat. qua ex quasi contract.*

Ainsi comme par contract.

Obligatiō ainsi comme par contract si est auoir en luy matiere en la
 cause, soit par autre ou sans autre comme à luy propre. Si comme on
 auroit cause enuers aucun par matiere qui seroit telle & si raisonnable
 qui vaudroit promesse, & equipolleroit à contract fait. Car souuent
 fois aduient qu'un homme n'est pas formellement par paroles ou par let-
 tres obligé à vn autre, & toutesfois par raison & vray entendement il est
 tenu & soumis à luy faire certaine chose, qui peut estre, comme si i'ay
 fait à aucun quelque seruice, jaçoit ce qu'il n'a pas commandement de
 ce faire, ou que lié n'y soit par contract, toutesfois puis que i'ay fait ou la-

bouré pour luy, il est tenu à moy, & est mon obligé, ainsi comme par contract, car nul ne peut ne doit tenir le bienfaict d'autrui sans remuneration: & ainsi entens d'autres cas, car en maintes manieres se peut engendrer obligation ainsi comme par contract. *iii. de obligat. que ex quasi contract. insti.*

Obligation par malefice.

Obligation par malefice si est si comme rapine, & larcin, torsfaicts, iniures de paroles, griefs, oppressions, dommages, villennies, extractions, distraction, receler, accuser contre les termes de droit, & commander meurdres, homicides, mutilations, menaces, aguets, inuasions, & tous dommages faicts par malefice.

Forfait, interres de fait, ou de paroles: au liure escrit à la main.

Exemplificatibitex. à iij. de obligat. que ex malaf. vsque ad iij. de obligat. que ex qua. malaf. insti.

Ainsi comme par malefice.

Obligation si comme par malefice, si est faire les malefices ou dommages dessusdits, faire ou porter par subtille voye & couuerte maniere, dont on a ou peut auoir obligation, ainsi comme par malefice, & equipolle à obligation de malefice. Si te monstreray de chacune par diuifement & clairement cy apres, ainsi qu'il cherra en termes vn propos apres l'autre, car lors reuiendra à point à traicter de chacune plus formeement & plus en lieu pour briefuement comprendre l'entendement de chacun à par soy. Si sçachez si comme obligation de bonne foy est à tenir: par contraire, obligation de male foy n'est à tenir. Car à impossible ne se peut nul obliger qui rienne lieu. Item obligation à ruyde, si comme qui obligé seroit à homme battre, ou tuer, ou dire, ou faire autre laide iniure, telle n'est pas à recevoir. Item obligation contre bonne mœurs, si comme d'auoir promis de inciter homme de religion à faire chose contre son ordre, ou autre semblable maniere: car icelle obligation n'est pas à tenir. Item obligation qui seroit contre nostre foy, n'est pas à tenir, ne celle qui seroit contre nostre mere sainte Eglise, n'est pas aussi à tenir. Item obligation contre le mandement ou establisement du Prince, ou encores contre droit commun, telle n'est pas à tenir. Item obligations repugnantes ou contrariantes l'une à l'autre sur vne mesme chose, ne sont à tenir. Item obligation contre pitié naturelle & humaine aussi n'est pas à recevoir, comme de promettre que on ne feroit iamais bien à son enfant, à son prochain, ou à tel pauvre, telle obligation ne vaut. Item obligation de chose d'autrui à non sciant ne vaut. Item obligation de chose commune sans auctorité du Prince, n'est pas à tenir. Bien peut estre que encores pourroit on trouuer autres manieres d'obligations, qui ne seroient pas à soustenir, selon que les cas aduiennent diuers, & que nul ne pourroit escrire, mais la plus grande partie t'ay recité, ne nulle si estrange ne se pourroit trouuer, que par l'une des dessusdites ne se peust bien entendre selon la loy écrite qui dict. *De similibus simile est iudicium.*

Obligation à impossible, ne doit auoir lieu.

Au liure escrit à la main, est adionté, C. de pactis. l. pacta que ex ff. de iur. gentium §. si generaliter.

Obligation contre la foy ne doit auoir lieu.

Obligation contre pitié naturelle, n'est à recevoir.

Des obligations en especial

Obligation par moy expres. Or t'ay monstré des obligations qui en general se peuvent ou doivent entendre, apres te veulx monstrer des obligations qui en especial se peuvent faire. Obligation en especial si est par mots expres, & pour certaines causes se fait d'une partie à l'autre par contract volontaire. Et sçachez que selon les sages, obligation speciale passée, elle vaut deuant la generale, comme si j'avoys mes biens generallyment obligé à aucun, & puis à un autre obligé à aucune terre ou autres biens: sçachez que la generale obligation ne vaut contre celuy qui auroit speciale, & ne laisseroit ja à vendre & executer pour la generale, celuy qui auroit l'especial, puis que l'obligé seroit trouué en possession, si main de iustice n'y estoit assise, non seroit le propre obligé qu'il ne vendist partie de ses biens nonobstant la generale obligation, si ainsi n'estoit que l'homme à qui il seroit ainsi obligé en general, se fust commencé à mettre à loy deuant la vente: & ainsi a il esté jugé en plusieurs Cours, par plusieurs fois, & ainsi le veut droit escript & accordé.

Sur biens meubles.

Si sçachez que obligation sur biens meubles ne contrainct ne lie l'obligé que s'il demeure en la possession de ses biens, sans que ce soit par l'autorité de loy, & par inventaire sur ce faicte, que ainsi soient represtez à l'obligé, à tout qui ne les peut vendre, adienier ou obliger à autre que incontinent les emporterait hors de la maniance de l'obligé. Mais autre chose seroit de heritages si obligez estoient par loy, ou hypothèque en pays où on vit de hypothèque. Et en pays où on vit point si la main de iustice y soit assise à ceste fin par enseignement de loy, car lors dure & vaut l'obligation tant que satisfaiete est. Item sçachez que en mainte obligation est dict que le creancier soit des despens creu sur son simple dict sans autre preuve faire ne traire: sçachez que ce ne vaut & est frustré & vain langage, car selon la loy escrete nul en son fait n'est à croire, pourquoy ce ne vaut aussi en obligation.

*Sur heritages.**Obligation sur heritage.*

Obligation en heritages. Sçachez que tu ne peux ne dois obliger ton heritage qui vaille, sans le seigneur de qui il est tenu, & que ce ne soit fait par loy: ne dons, ne lais, que autrement y ferois, ne tiendrait, mais les usufruits peux tu bien obliger trois ans tant seulement sans le seigneur: & si plus le voulois, il conuiendrait que ce fust par le gré du seigneur; ou autrement ce ne vaudroit.

Que l'heritage obligé ne peut estre vendu, sinon fruits.

Item si un heritage estoit obligé pour aucune somme d'argent par lettres faictes ou cyrographes passées par deuant le seigneur & loy de qui il est tenu, si faute auoit ou payement, si ne pourroit on vendre l'heritage pour la dette payer, mais bien le pourroit on mettre en la main du seigneur, pour recevoir les usufruits d'iceluy, la dette verifiée iusques à tant

tant que tant fust recueu des usufruits d'iceluy heritage, que le creancier peut estre satisfait: & autrement ne le peut ne doit faire, si ainsi n'estoit que l'heritage fust pour la debte rapporter en la main pour la paye faicte especiallement si faute y auoit, & lors se pourroit il vendre, autrement non. Si sçachez que ceste reigle faut en cas ou l'on seroit obligé sous seel Royal, car là peut-on obliger son heritage sans le seau du seigneur de qui il est tenu, puis que les lettres en sont faictes, & par celles lettres le vendroit-on ou seroit vendre le Iuge Royal vers qui on s'en traitroit: mais le seigneur moyen en seroit seruy de ses droicts, & seroit l'heritage aduesti & deladuesti par luy à la commission de Iuge Royal.

Des foires de Champagne.

Item faut encores ceste reigle en cas ou aucun seroit obligé es foires de Champagne, car lors seroit par telle obligation vendu, voire par plus forte raison si par autre obligation ou par autre profit celuy qui auroit les foires de Champagne. Car nulle obligation ne precede à celles, non fait obligation sur seel Royal de Chastellet de Paris, ne autres que celles ne passent tout, supposé encores que depuis fussent faictes & passees, car ainsi sont privilegees leldites foires des Roys de si long temps qu'il n'est memoire du contraire, & ainsi est gardé & tenu.

*Du privilege des
foires de Cham-
pagne.*

Du seigneur estre prins des ennemis de la foy.

Item faut encores ceste reigle en cas ou le seigneur de qui on tient l'heritage, seroit prins des ennemis de la foy Chrestienne & il n'auroit dequoy foy rachetter sans l'ayde de ses subjects si celuy à qui la terre seroit, ne le vouloit ayder, ou n'auoit autrement dequoy. Et la raison si est que tout vient & descend des seigneurs. Et dure chose seroit si de ce qu'il vient & descend d'eux, ils ne pouuoient estre secouruz en telle necessité que pour la foy de Dieu, & pour tous Chrestiens.

De chose publique.

Item encores selon aucuns faudroit ceste reigle pour la conseruation necessaire de la chose publique d'aucune ville où on seroit demeurant, si pour le plus grand profit & vtilité de la commune il conuenoit auoir telle finance qu'on ne peust auoir sans vendre l'heritage, ou il conuient auoir l'heritage pour le repairement de la ville, pour l'abbattre & demolir, faire se pourroit par iuste prisee, nonobstant que ce ne fust pas le consentement de celuy à qui l'heritage seroit, & ainsi il a esté faict par plusieurs fois en plusieurs lieux: Et à ce s'accorde la loy escriite.

Obligation par hypothèque.

Obligation d'hypothèque est quand aucun oblige par forme d'hypothèque tous ses biens meubles, & par especial heritages, pour l'accomplissement d'aucuns contrats ou conuention où il se lie. Et

Après obligation
hypothèque suit.

lors puis que ainsi a hypothéqué ses heritages, par obligation qu'il face depuis n'est destruite ne amoindrie ceste hypothèque, que les biens & par especial ses heritages ne demeurent obligez & hypothéquez à ce satisfaire & payer. mais ceste hypothèque n'a pas lieu en tous pays: car plusieurs lieux y a où on n'en use point comme en Vermandois, en Amiennois, en la Chastellenie de l'Isle, en Tournelais, en la terre de Mortaigne, & à saint Amand, en ces pays n'a lieu hypothèque. & au pays de Champagne, de Brie & d'environ, là a lieu obligation par hypothèque: car aussi tost que l'homme est obligé, hypothèques y aliet. Item en ce lieu est vû d'une autre maniere de main de justice asseoir sur les heritages, que on oblige ainsi à conseruation de paye, & par especial si c'est la main du Roy nostre Sire, & on soit à ce obligé par obligation Royale, car lors passe toutes autres obligations. Toutefois combien que la main du Roy y soit assise comme dict est, si la main de justice par le moyen seigneur y fust premierement assise, celle precederoit la main du Roy, mais la main du Roy seroit executoire, & la main du seigneur moyen seroit euocatoire, si ainsi n'estoit que l'heritage fust rapporté en la main du seigneur, comme dict est dessus pour celuy cas especiallement: car lors seroit celle executoire.

Obligation de Mortgaige.

Definition de
obligation de
mortgaige.

Obligation^m de mortgaige si est obliger vn heritage & mettre en main d'aucun pour le tenir tant & si longuement que celui à qui l'heritage doit appartenir par droit, l'aura racheté d'une certaine somme de deniers que on hypothèque & aliet sus pour tenir, jouir, & posseder ledict heritage par celui, à qui il est ainsi ordonné, tant & si longuement sans desfalquer ne rabatre tous les fruiets & emoluments que on en parçoit & leue, & peut on les prendre & leuer iusques à ce qu'on l'aura rachetée de toute la somme qui ainsi sera sus assommée, & ceste maniere d'obligation appelle-on Mortgaige, c'est à dire, que le gaige ne se desconte ne rabat point, mais emporte on franchement tout ce que on y peut prendre. Si sçachez que ceste forme d'obligation ne se doit, ne peut faire, fors entre freres & sœurs par l'ordonnance, aduis, ou assenne du pere pour l'aduancement d'aucuns de ses enfans enuers autres. Si comme si vn fief ou terre noble qui par droit naturel vont apres la mort à l'aîné, & il ait filz ou filles mainneez qui n'auront ou n'auroient que les quintes terres nobles, si sçachez que bien peut ordonner & laisser à vne ou deux de ses filles, ou autres enfans mainneez vn fief ou autre terre & telle qui luy plaira deuant ses enfans, qui tiendra celle terre par mortgaige tant & si longuement que l'aîné l'aura rachetée de la somme que le pere ordonnera sus, supposé encores qu'il y ordonnast autant ou plus que la terre ne vaudroit en vente, & ne retournera iamais à l'aîné iusques à ce que d'icelle somme l'aura rachetée; luy ou son hoir, car ses hoirs demureront en telle charge, & aussi les hoirs de celui qui tient la terre par mortgaige demurent en ce droit, & le tiennent

aussi bien que leurs predecesseurs, si ainsi n'estoit qu'elle vint à l'aîné ou à son hoir de droicte ligne. & par ce que celui qui tient le mortgage n'auroit autre hoir plus prochain.

Obligation de mortgage à l'Eglise.

Item selon aucuns ceste obligation se fait aussi à l'Eglise, par aduis ou don d'aumosnes, si comme d'assigner vne somme d'argent à aucune Eglise, & se obliger sur vne piece de terre par mortgage à la tenir tant & si longuement que l'hoir d'iceluy qui auroit ainsi obligé, l'auroit racheté comme dessus est dict; mais selon l'opinion des plus sages ceste obligation ne s'estend que entre freres & sœurs. & dois sçavoir que si terre arable est engagée, ou manoir qui rende vsufruct & despouille, & on les vucille racheter, afin que le mortgage ne courre plus, on les doit racheter si c'est sur terre arable, sur esteulle de bleds & si c'est sur autres héritages, apres despouille de saison, autrement non selon la coustume locale.

Ceste obligation ne s'estend que entre freres & sœurs.

ANNOTATIONS DV TILTRE.

VINGT CINQUIESME.



Advisé d'assembler tous ces articles sous un mesme tiltre, pour la conuenance d'iceux, & afin de ne faire si grand nombre de tiltres. Ce commencement montre, qu'il n'entend icy traicter que des demandes ou actions personnelles, qui procedent d'obligation: & toutes-fois il comprend & denomme la reuindication sous les obligations par contract: ce qui est contre la diuision & difference des actions, que fait le Jurisconsulte, in l. Actionum, genera. D. de obligat. & act. & Iustinian tit. Inst. de actionib. la definition de l'obligation, qui est tit. Inst. de obligat. est telle obligatio est iuris vinculum, quo necessitate adstringimur alicuius soluenda rei, secundum nostrae ciuitatis iura. C'est un lien de droit, par lequel nous sommes adstraincts par necessité à payer la chose, deui, s'est à dire à bailler ou faire, selon les droits de nostre cité. Car la substance des obligations consiste à nous obliger aucun à bailler ou faire quelque chose. Paulus l. C. addit ad praestandum, l. 3. D. de oblig. & act. sed praestare quod generale est verbum, vtrumque completiue daret & facere, & sub vtroque comprehenditur. C'est pourquoy Iustinian traictant de l'action personnelle, la dist. ainsi, per quatenus intendit quis aduersarium ei dare an facere oportere. ad quoy renuoyant quod traditur in l. Actionum.

b. La diuision generale des obligations est, en quelles font de contract, ou quasi de contract, en de malefice ou quasi de malefice: les deux especes de quasi de contract, & quasi de malefice, sont souvent comprinses & entendues sous celles de contract

de malefice, comme on peut observer de Iustinian. §. 1. inst. de actione scay bien que les Iuriconsultes ont autrement divisé les obligations vt constat. ex l. 1. & de l. Actionum. D. de obligat. & action. Mais ceste division est plus commune & facile. Et quand à la division des obligations qui sont de contract, elle est mieux & plus clairement traitée par Iustinian, qui en baille quatre especes: car on elles se contractent par la chose, ou par paroles, ou par lettres, ou par consentement: de celles par lettres ne parle le Iuriconsulte in l. 1. D. de oblig. & act. qu'en fait que trois especes: aussi celles par lettres ne sont en usage, si on ne les veut prendre pour les promesses, qui se font aux banques, comme aussi plusieurs ont interprété ceste especes d'obligations par lettres & escritures. in. de liter. obligat. instit. Cuiac. lib. 22. obseruat. cap. 4. L'article ensuiuant represente bien les mots quasi ex contractu, ainsi comme par contract, pour monstrier qu'il ne faut dire avec le vulgaire. quasi contract.

c Par le droit Romain les delits priuez sont separez des crimes publiques & les obligations procedans de malefice ou delicts s'entendent des delicts priuez, & non des publiques: & toutesfois l'auteur les confond, par ce qu'il met sous les obligations par malefices les meurdres, homicides, aguets & autres crimes publiques. Mais les Iuriconsultes & Iustinian traitans desdictes obligations ne comprennent sous lenom d'icelles, que les delicts priuez. l. 4. & d. l. actionum & tit. inst. de obligat. qua ex delict. Comme le larcin, ou furt, rapine, dommage & iniure qu'ils dient estre toutes d'une mesme especes, omnes enim ex re nascuntur, id est ex ipso maleficio, & se poursuioient par action, & non par accusation.

d Il traite icy de ce qui rend l'obligation nulle & inutile, dont est amplement traité, l. 26. 27. 35. 36. & al. D. de verb. oblig. & tit. inst. de inutil. stip. l. Iuriconsultum. §. ait. Prætor. & seq. l. 27. §. pacta quæ. D. de pact. & l. pacta quæ. c. eo.

e Il semble que ceste opinion est fondée sur la l. 2. C. de pignori bus & hypothecis, Mais comme il est aussi noté au liure escrit à la main, l. qui generaliter D. qui potiores in pignore, & l. si generaliter: c. eo, sont au contraire, par ce qu'en icelles est décidé quod generalis obligationis pignori non derogat posterior specialis.

f Cest article depend de ce qu'on dit vulgairement qu'en meubles n'y a hypothèque, de qui est interprété par la custume de Paris, article cent septante, à sçavoir que meubles n'ont point de suite par hypothèque quand ils sont hors de la possession du debteur: mais estans en sa possession ils peuvent estre prins par execution: laquelle engendre un gage ou hypothèque qu'on appelle iudicium in precoribus domi est traité C. tit. de pignori pignore. & si in causa iudicis: & en nous estrefit ailleurs, tant sur ladicte custume de Paris, qu'en second liure des Pandectes. A la fin de ces articles apres ces mots pourquoy, ce ne vult aussi en obligation, est adionné au liure escrit à la main, C. de testil. omnis huius in propria.

g Ce qui est traité en cet article & au suivant, depend de l'usage & costume du pays qui retient du droit Romain, qu'on appelle vulgairement commun, pour le regard des heritages tenus en fief ou emphyteose, comme mesmes il est adiousté en fin de cet article au liure escrit à la main, où toutesfois il fait difference inter res feudales, & res quæ dantur in emphyteusim quia feudales non possunt obligari sine consensu domini, vt in li. feu. rub. de prohib. alie. feu. per fede. c. Imperialem. §. 1. res verò datæ in emphyteusim possunt obligari per emphyteutem vt per Sali. c. de iure emphy. l. 2. ver. quæro, an domino irrequæsito. Toutesfois par ce qu'à présent les fiefs & emphyteuses sont reduits en la conduction des autres heritages, il n'est besoin de s'arrester dauantage à ce qui est icy traité, & à l'article ensuiuant, aussi que l'auteur en apporte plusieurs exceptions.

h Les foires de Champagne & Brie sont tres-ancienne, & ausquelles ont esté donnez plusieurs priuileges par les Rois de France à cause des commerces que les estrangers ont & auoient iadis acoustumé d'auoir dauantage audit pays de Brie & Champagne : à l'exemple desquelles Foires ont esté instituées celles de Lyon avec grands priuileges. Mais le sel du Chastelet de Paris n'est de moindre priuilege & auctorité que l'obligation passée en foires comme tiennent ceux qui ont escrit de telles matieres.

i Lors que les François estoient affectionnez à la conseruation & augmentation de la religion Chrestienne, ils reputoient à grand heur & honneur de faire le voyage en guerre outre mer cõtre les ennemis de la foy. C'est pourquoy entre les tailles ou aydes que les seigneurs peuuent prendre sur leurs suiets par droit de seigneurie on a mis la taille pour le voyage outre mer, vt scribit Mafuerius tit. de talijs : & en est faicte mention en quelques costumes : dont ie traiteray plus amplemẽt ailleurs. Ce n'est donc sans cause si on a donné quelque faueur ou priuilege pour la rançon du seigneur pris par les ennemis de la foy Chrestienne, car l'un des cas des tailles seigneuriales est pour la rançon du seigneur, cõme est tant chose très-fauorable & charitable. l. si quis pro redemptione, C. de donationibus. §. si vnum ex prædictis. nouel. si de appel. cognos. ainsi que plusieurs Docteurs & practiciens ont escrit.

k C'est vne maxime generale que l'utilité publique doit estre preferé au biẽ & commodité d'un particulier : tellement que pour icelle les maisons & heritages des citoyens & hommes priuez peuuent estre vendus, abbatuz & demolis. Car l'utilité publique concerne le profit de tous, & vt ait Cicero, Omnia quæ à nobis geruntur, non ad nostram vtilitatem & commodum, sed ad patriæ salutem conferre debemus. Toutesfois ce que la republique aura prins des biens des particuliers pour la necessité commune, elle les en doit recompenser : qui est vne question traitée par plusieurs auteurs, mesmement par nos Docteurs, in l. vlt. D. de constit. princip. & l. vlt. c. si contra ius vel vtilitatem publicam. l. vn. §. his ita. c. de cad. tollen. authen. res quæ. c. com. delegat. & alijs locis.

l Les costumes diuerses qui sont obseruées en France, ont introduict diuersité de droits pour les hypotheques : Car aucunes retenans la disposition du droit Romain ont receu l'hypotheque qui s'engendre de l'obligation, par la-

quelle le debteur oblige ses biens au creancier, soit tous generalement, ou spécialement aucuns declarez par le contract. Les autres coustumes ouure l'obligation requierent vne realisation qui se fait par nampissement, mise de fait, infodation, ensaînement ou telle autre forme, prescrite par les coustumes des lieux, par deuant les seigneurs, desquels les heritages sont tenus, sur lesquels on veut auoir droit d'hypothèque, ou leurs Officiers. Car sans telle formalité hypothèque n'a lieu: Laquelle difference est aussi remarquée en celieu par nostre auteur, & plusieurs coustumes en font mention auxquelles on peut auoir recours.

En Morigaige se rapporte à l'espece d'hypothèque qui est appelée *àriste*, *ignos*, in l. si is qui. D. de pignor. & hypoth. Quand l'heritage est baillé au creancier pour iouyr des fruitz d'iceluy au lieu de l'interest, profit, ou rente de ses deniers, iusques à ce que la somme pour laquelle il est obligé ait esté payée, estant ainsi appelé par ce que celuy qui tient la chose en gage, fait les fruitz siens, sans en rien compter sur la dette: comme il est porté par la coustume de Normandie, ch. 20. & en est faite mention en un arrest de Paris donné aux arrests de Septembre, 1259. au profit du Roy, contre le Seigneur de Belle-vallée, pour raison d'un fief donné par le pere en gage mort en mariant sa fille. Le vieil praticien que j'ay escrit à la main en fait mention en diuers articles: mais il monstre que le mort gage estoit donné par le pere à sa fille en mariage, & diët en termes expres que terre ne se peut bailler en mort gage, si ce n'est par le pere à ses enfans, ou par le frere aîné à ses freres & sœurs, ce qui conuient à l'opinion que nostre auteur semble mieux approuuer.

DES OBLIGATIONS EN PARTICVLIER.

TITRE XXVI.

De deux obligen
vn seul & pour
le tout vaule.



Vne des obligations en general & especial mon-
strer te veux en particulier. ^a Si peux & dois
sçauoir que si deux ou plusieurs obligez sont
pour vne somme ensemble sans diuision, ne
qu'il soit déclaré pour quelle partie chacun en
demeure chargé, sçachez que le creancier pour-
ra demander auquel il luy plaira, & conuien-
dra que celuy y responde à droit, & paye la
dette, nonobstant argument au contraire. Exemple. Iean & Iaquemart
estoient obligez à Thomas pour la somme de cent liures parisis par
commune obligation, ny ce n'estoit chacun pour sa portion, ny ce n'estoit
chacun pour le tout. Aduient que Iacques perd le sien, & se rend
fugitif, Thomas voit que le iour de paye vient, & que Iacques n'a de-
quoy payer, mais Iean a bien de quoy, si se traict à Iean, & luy requiert
d'estre payé de l'obligation, Iean luy respond que volontiers il payera

des cent liures cinquante pour la portion, mais non pas les cinquante autres pour Jacques. Thomas luy respond qu'il est obligé à luy en cent liures, & que payer les doit. L'autre dit que ce n'est pas chacun pour le tout, & que tenu n'est que de la moitié, considéré qu'ils estoient deux obligés en cent liures : ergo il ne doit que cinquante liures, l'autre respond qu'il est son obligé à cent liures, & que non plus, qu'il n'y a en l'obligation chacun pour le tout, aussi n'y a il chacun pour sa part & portion. ergo. &c. Tout veu, il fut dit par iugement que Jean estoit tenu de toute la somme, & à ces s'accorde droit écrit. *Si plures sint obligati, quisque in solidum tenetur.*

De plusieurs obligés dont l'un paye.

Item & la dette^b ainsi obligée par plusieurs s'il aduient que l'un la paye, tous les autres obligés en sont quittes, car vne fois payée vne dette ne peut iamais estre plus demandée, & qui outre la demanderoit, il encherroit en peine quadruple selon la loy écrite. *ff. de duobus reis. l. 2.*

De obligation pitoyable.

Aucuns demandent^c quelle est l'obligation pie. si te veux monstres pource que en obligation generale en ay briefuement parlé. Si peus & dois sçauoir que obligation pie est vne obligation sans contract ou sans stipulation, mais se fait ainsi comme par contract, si comme si vn fils estoit demain en prison pour dette, ou prins des ennemis, & il fust à rançon mis, qu'il ne peust payer, & son pere le rachetoit d'icelle prison ou de peril, sçachez que luy reuenu le fils qui ainsi est racheté des deniers de son pere, est obligé à son pere par obligation pie à luy rendre les deniers que pour ce en a payé, & ainsi l'entends de frere à autre, ou de cousin à autre, si seroit-il de * cousin à autre, mais que ce fust par maniere de pie, c'est à dire de pitié, & sans fraude ne mal engin, car lors ne seroit l'obligation pie, mais fraudulente qui ne seroit à soutenir, comme dessus est dit & montré, & pource le met la loy d'entre le pere & l'enfant : car on ne voit aduenir que telle pitié soit entre autres : *Est patris maris que pie succurrere nato.*

Diffinition d'obligation pitoyable.

** Voisin au liure écrit à la main.*

Obligation par consentement de partie non presente.

Obligation^d se fait par consentement quand les parties n'y sont presentes, & que necessité n'est pas que presentes y soient. Et obligation se fait par lettres ou par messages comme Procureurs, ou encores par lettres closes de seel cogneu. *Iusti. de obligat. ex consens. l. ideo autem his modis.*

Obligation par maniere speciale.

Si est à sçauoir^e que après ce que dit est dessus, obligation se fait par speciale maniere par cinq voyes. La premiere si est par voye de prest qui est tres-amiable voye, & que le iuge doit auoir moult fauorable. La seconde si est par dette promise à cause de certain droiturier conuent, car ou faute seroit trouuée, ce n'est à tenir. La tierce si est quand aucune chose est mise en garde par deniers aucuns qui l'éprennent en garde, car lors est

tenu de le garder & rendre: & s'il le denioir, il cherroit en grand' peine li contre luy estoit prouué. La quarte voye si est par gage mis & conigné en nampt de la debte payer. La quinte si est par mutuelle action.

Obligation à terme ou de present.

*Diverses formes
d'obligations.*

Aucunesfois^r aduient que les conuenancez qui engendrent & valent obligation, sont faictz à terme, ou de present, si comme ie promets à rendre dix liures à tel. N. sans terme, ou à la volonte, il est entendu que ceste debte est entendue à rendre prestement: c'est à entendre dedans le terme, de x. iours selon la loy escrete, car il ne doit estre entendu que l'obligant ait appareillé l'argent en vn sac prestement: mais depuis peut estre contrainct par iustice. Obligation qui se faict à terme, si comme ie vous promets à deuoir quarante liures, à payer à la S. Jean prochain venant, & l'obligation se fait parauant à certain iour, sçachez que les quarante liures sont deuës dès le iour qu'on les promet à payer: mais demadées ne peuvent estre deuant la S. Jean ensuiuant. Et pource semble que qui à droit au iour de la chose obligée, il a le droit au iour que le terme eschet, & ainsi semble de la despouille d'un Aoust mis en cense, içoit ce que le censier ne doie deuant le terme de la Chandeleur apres ensuiuant. *In sti. de verborum obligat. §. omnis stipulatio.*

De promettre à plusieurs.

Aucunesfois^r aduient qu'une chose est promise à vn ou à plusieurs, ou aucunesfois plusieurs le promettent à vn ou à plusieurs. Si est à sçauoir que la chose est aucunesfois promise à vn ou à plusieurs, quand celuy qui la promet, respond apres la demande à ceux à qui il promet. Si comme si aucun demandoit à plusieurs, ou deux demandassent à vn autre, promets tu que tu nous donneras dix liures: & celuy à qui est ainsi demandé, respond ie le promets, & les donneray à l'un ou à l'autre de vous. Car si ainsi le promet, chacun des deux à qui il a ainsi promis ce donner ou rendre, les luy peut demander, & sont deux obligemens, & ce ne doit estre entendu vne seule obligation ou conuenance faicte à deux. *ff. de duob. rei.*

De deux ou plusieurs estre debtors.

*Des promesses
qui se doiuent
observer.*

Encores aduient souuent que deux ou plusieurs sont debtors d'une mesme chose, si commel'on demande à Iean, me promets tu à donner cinq sols? & vn autre demande à vn autre ainsi qui present est, me promets tu à donner ces mesmes cinq sols? & chacun respond pour soy, ie les promets à rendre & payer. sçachez que par telles parolles est la chose promise à chacun, & la doit chacun des promettans toute; non pourquant à l'un & à l'autre conueuance ou promesse n'a qu'un seul obligement, & si l'un reçoit la debte, il despece la debte: & si l'un la paye, il acquitte l'autre. *ff. de duobus reis stipu. C. eodem titulo. l. duo vel plures. & ex huiusmodi.*

De partie non presente.

Sçachezⁿ que l'obligatio qui se fait à aucun ad present à ce ne venant, & s'il aduient que lectures en soient, qui tesmoignent que les parties furent presentes

presentes à l'obligation faire, sçachez que creuës en doiuent estre lesdictes lettres, si ainsi n'est que celui qui dire vueille que present n'y fut, ne preuue suffisammēt auant que l'obligation cesse, qu'ailleurs estoit au iour que l'obligation se fist en autre ville. *c. de contrah. stip. l. optimam.*

Par prest, namp, ou garde.

D'obligation qui se fait par prest ou par namp, & par garde. Par prest, si comme ie preste à aucun aucune chose, ou c'est chose de nombre, ou chose de poix ou de mesure. Car aucunesfois aduient qu'on ne rend pas la propre chose, & pour-ce la faut rendre en tel poix, ou en telle mesure, ou à tel compte: & n'y a excusation que rendre ne le faille pour perte de feu ou d'autre aduerture. Et s'appelle proprement prest, quand la chose a esté amiablement prestée sans loyer rendre. Par namp, si comme si la chose est baillée en gage, & le créancier le prend pour la dette, car lors le doit garder à toutes aduertes: mais si la prend en gage par forme amiable, pour-ce que la priere d'aucun à aucune chose fut ce presté, il est tenu quitte de la chose, si par fortune se pert, mais que ce soit sans la coulp de luy, & que escheuer ne fait peu: & pour-ce ne demeure que son prest ne puisse demander. Par garde, si aucun met en garde aucune chose par deuers aucun, sçachez que si la chose se pert en la garde d'iceluy qui prinle la en garde, tenu n'est de la rendre, si c'est sans la coulp, & qu'amender ne fait peu: si que tricherie n'y puisse estre entendue, & que loyer n'en ait pour la garder, lors seroit tenu de la rendre. Mais si celui à qui la chose estoit, prie au gardeur de la garder, & par aduerture est perdue, ce demeure au peril de celui qui ainsi pria qu'on luy gardast, car la lacheté ne doit estre preiudice à celui qui n'y pensoit quand prié en fut.

*De prest libe-
rallemēt fait
& par amitié.*

Injti. qui modis. con. abli. per tot. tit.

*

*Ensuit monstrier la forme de mettre obligation par escriu
par maniere de formulaire.*



Tous ceux qui ces presentes lettres verront, tels. N. salut. Sçachent tous que pardeuant. N. comme pardeuant luge, sont venus & coparus en leurs personnes tel. N. & c. lequel tel. N. demeurant en tel lieu. N. comme il dit, de sa pure & liberale volonte cogneust, qu'il auoir vëdu & vendre à iuste & loyal marché de vendition & de bone foy à tel. N. demeurant en tel lieu, cōme il dit, la somme de dix muids de bled à la mesure & marché de telle ville. N. de tel, & aussi suffisant bled qu'à dix deniers tournois, près du meilleur chacune rasiere, parmy payant & rendant pour celle vendition la somme de quarante Florins d'or, appelez francs de la forge & enseigne du Roy nostre Sire, de laquelle somme de quarante Florins, ledit tel se tient absous & plainement satisfait & payé, en deniers comptans par luy à son profit receuz & bien nombrez, & d'iceux deniers, quand à ce qu'il tra ledict acheteur, ses hoirs ou ayans cause à tous iours moyennant laquelle vendition ledit tel. N. vendeur promist & eust

Cest ancien formulaire de faire obligation. est bien ample Et m. rite bien doit estre obseruē par les Notaires.

Francs d'or.

T

en conuent par sa foy sur ce iurée & fiancée à loyaument liurer & conduire ledit marché & lesdits dix muis de bled. conduire & liurer à son peril & despens dedans tel iour, en la ville de. N. en lieu sauf & honneste, ou char & charrette pourra tourner & charroyer en quelque lieu, place ou ruë que ledit acheteur les voudra auoir liurez & conduits sans ce que autre terme, iour, exception ne delay de ce faire liurer & conduire, puisse ne doieue demander auoir ne requerrir, car dès maintenant se tient pour sommé & intimé de ce faire payer, conduire & liurer dedans ledit iour en aggreant & emologant de son pur & liberal consentement, que telle sommation vaille & tienne lieu, & ait auel force & vigueur, que si par toutes solennitez de loy à ce appartenās estoit faicte. En obligeant quant à ce faire tenir & accomplir ledit vendeur, tous ses biens, meubles & heritages quelconques generally & spécialement par voye & forme d'hypothèque, de commandement, de loy receu, de main assise, & de toutes voyes & manieres de stipulation qu'obligation de droict & loy escripte ou coustume, & sur ce encourir en cent sols tournois de peine, ou en quint denier par forme & voye de peine de toute la somme ou de ce qui resteroit à payer. Laquelle peine ou quint denier que mieux plaira ordonner audict acheteur ou porteur de ces lettres, à qui toutes les actions & vigueurs de ceste presente obligation. est promise, par le gré, consentement & accord desdictes parties. Laquelle peine ou quint si encouruë estoit fut tout, ou en partie par ledit vendeur, & que pour ce contrainct en fust pardeuant quelque Seigneur que ce fut d'Eglise ou temporel par ledit acheteur ou le porteur de ces presentes, il a sur luy & sur ses biens promis, & eu conuent de rendre & payer avec le principal, & sans iceluy de riens amoindrir avec tous frais, dommages & interests sur ce fais. Et en plus grand seureté, & à fin de iamais venir contre les choses dessusdictes, n'aucune d'icelles, ledit vendeur a obligé & obligé son propre corps à detention de prison fermée, si faute auoit en ce que dit est, & obligé est, pour le prendre & detenir, ou qu'il puisse estre trouué hors du lieu saint, pour tant demeurer prisonnier, nonobstant qu'à ces meubles & heritages on s'en fust pour ce traict ou eust on prins ou arresté: & qu'exploictation s'en fist iusques au plein accomplissement de l'obligation dessusdicté, missions, dommages & interests, lesquels il a ramené & ramene à la vigueur de l'obligation dessusdicté. En renonçant quant à ce pour venir faire ne prouuer par luy ne par autre pour luy, ledit vendeur par sadiete foy à toutes choses quelsconques generalles & especialles, que tant de droict comme de fait, ys ou coustume luy pourroient valloir ou aider contre le vray entendement, enterinement, & teneur de ceste dicté obligation, & ledit acheteur ou le porteur de cestes, par quelque voye ou maniere retarder, empescher ne destruire la vigueur de l'obligation dessusdicté, & la pleine satisfaction d'icelle. En tesmoin de ce, &c.

De nouation de dette.

IN nouation^k de dette est le renouvellement qu'aucun fait en sa dette quand il se presente d'un detteur à autre: & de ce parle la loy escri-

te trop plus, que ne font coustumiers. Et dit, aduise l'atournement & renouuellement que l'un creancier fait à l'autre d'aucune dette, quand il luy baille son detteur en lieu de luy, ce ne peut deüement faire, si le detteur sur qui l'on doit la dette faire dernièrement atourner & mettre, n'est à ce present, & qu'il se contente, & promette la dette payer au creancier de son creancier à qui on le promet à ainsi payer, se tienne à l'atourné: ou autrement ce ne vault. *C. de nouatio. & de le. l. i.*

De transporter dette de l'un à l'autre.

De vendre sa dette.

Et en outre l' dit la loy dessus precedemment alleguée, que iacoit ce qu'on ne puisse la dette atourner ne renoueller d'un creancier en autre sans le consentement & sceu des creanciers, & bien raison est, toutesfois peux & dois sçauoir que pour ce ne demeure qu'un chacun creancier ne puisse vendre sa dette, & en ce bailler action à qui il luy plaira. Laquelle chose tient & vault. Et peut l'acheteur par ceste dette faire intenter action d'icelle à l'obligé, toutesfois qu'il luy plaist. *C. eodem iun. l. si delegatio.*

De muer sa dette.

Tu peux & dois sçauoir que nul ne peut, ne doit estre contre sa volonté contrainct de payer à l'autre ce qu'il doit à l'un: Comme si Iean & Jacques doiuent à Robert, Jacques sans le gré de Iean ne peut muer la dette que Iean luy doit à Robert. Car raison veut que chacun tienne lieu à soy mesme sans estre permué contre son gré. *C. eod. tit. l. si soluere.*

D'innouer sa lettre.

Selon l'opinion d'aucuns coustumiers legerement est muée aucune promesse ou aucune obligation ou paction que les vns ont aux autres par innouer aucunesfois le iour de la paye que promise ou obligée est en la conuenance, soit par lettres ou autrement. Si comme si vn homme est obligé à aucun d'une somme d'argent à plusieurs payemens, & il souffre de l'un payement, par donner delay iusques à vn autre iour, il semble qu'il ait innoué sa lettre & son obligation, & que les pactions ou la lettre obligatoire soit par ce innouée & permuée de sa valeur premiere: & ainsi le soustiennent les sages. Si te monstreray sur ce que les nouveaux droicts enseignent & montrent à tenir: & dit l'Empereur Iustinian en son liure de ce qui fut dernièrement fait & passé par son conseil. Nous voulons amender les liures qui parlent des muemens des actions, comment on les change d'une personne à autre, & voulons declarer les anciènes doubttes des loix qui sur ce estoient assez obscures, & establissons que s'il est aucun detteur, qui comme à autre avec luy, ou qui change sa demande d'un à autre, ou qui reçoit gage sur son deu, ou qui accroisse ou appetisse sa dette, ou qui y met réps ou cōditio au payement, ou si il oste ou chage, ou reçoit lettres de moins d'argēt q̄ parauāt ne lui estoit p̄mis, ou fait aucune autre chose, parquoy les anciēs faiseurs de loy disoiēt qu'obligation estoit muée: nous ne voulons que pour ce soit ou puisse estre muée aucune chose du premier allegement: ains demeurera la premiere obligation en sa valeur, & la premiere sera de tāt augmētée & accreüe, si ainsi n'estoit q les detteurs & creanciers sur ce n'eussēt sp̄cialement declaré & laissé la pre-

Obligatiō doit estre obseruée et entretenue.

miere obligation estre nulle par le second, & non autrement. Car nous voulons & raison est que les muemens des obligations qui à bonne foy sont faictes, ne soient muées n'innouées si par especial & legitime consentement n'est fait & innoué par l'Eglise, ou simples manieres & paroles captieuses, non encore par loy, si ainsi n'est que les parties le dient expressément & déclarent estre ainsi; tellement que fraude ne deception n'y puisse estre notée ne presumée. *C. cod. tit. l. nouationum nocentia.*

Par quantes manieres innouation se faict.

Selon les anciens faiseurs de loy, & premiers liures, innouation se peut faire par plusieurs manieres. Si comme de muer les termes des payemens contenus en obligations, de prendre plege depuis l'obligation, de laisser à pourchasser l'obligation, outre le terme de trente ans selon la loy escripte, & en hypotheque de quarante ans, & selon les coustumiers de Picardie de vingt vn ans, de femme qui en viduité seroit obligée, & puis s'il varie d'entrer en religion, & faire profession, si ainsi n'estoit que l'obligation continet en religion ou dehors. Toutes ces conditions innouent l'obligation, si (comme dict est dessus) n'est déclaré entre lesdictes parties que ce qu'on en fait, soit sans porter preiudice à l'obligation. *ff. de nouat.*

ANNOTATIONS DV TILTRE.

VINGT SIXIESME.

Le separe le particulier du special, comme les Dialecticiens & Rhetoriciens font la diuision de la partition, & que plusieurs ont accoustumé d'oser du mot particulier, pour les parties plus particulièrement déclarées, & du mot special pour signifier les especes plus generales: dont le traitté ne sert grandement à ce lieu. L'Auteur commence par la forme d'obliger deux ou plusieurs à payer solidaiement une mesme somme, c'est à dire, ensemble sans diuision, qui dicuntur rei promittendi, quand deux ou plusieurs promettent solidaiement, & chacun d'eux seul, & pour le tout une mesme chose ou somme, à laquelle payer chacun d'eux est obligé, & peut estre contrainct pour le tout. l. 2. & 3. D. de duobus reis: & encores que par la nouvelle constitution de Iustinian. 99. unde sumpta est auth. hac ita. c. de duob. reis. soit porté que si n'est expressément conuenu que chacun d'eux est obligé vn seul, & pour le tout sans diuision, ils ne pourront estre courrainctz solidaiement pour le tout; & que Papon en allegue vn arrest du 16. Iuliet 1514. si est-ce que depuis il a esté ingé que deux ou plusieurs ayans promis ensemble l'un pour l'autre, de payer une mesme somme, encores que ces termes ne fussent en l'obligation & chacun d'eux seul, & pour le tout sans diuision ne discussion: Toutesfoiis ils ont esté tenus pour obliger solidaiement, & l'un d'eux condamné à payer toute la somme, sans son recours, par arrest du 12. May, 1565. & autre du 19. Iuliet en l'audience, 1590.

b Si l'un des coobligez solidaiement paye toute la somme, il perime &

esteint l'obligation de tous, & les delivre. Instit. de duobus reis. Mais il peut avoir action contre les autres obligez, pour luy rendre chacun leur part, l. 2. C. eo. Enquoy conuient noter, vt Accursius & Faber tradunt in l. i. c. eo. que si celui des obligez estans plusieurs, en payant toute la dette n'a la cession des droicts & actions du creancier auquel il a payé, il n'a recours contre les autres, que pour la part & portion de chacun, comme a esté iugé par arrest, du 14. Aoust 1584. à la procuracion generale de la may. Aoust. Autre chose seroit s'il auoit cession du creancier: car lors il pourroit s'adresser pour le tout, sa part desdñte. contre chacun des autres obligez, suiuant l'arrest Coronas auquel il ay traité ailleurs. l. 76. D. de solut. l. cum quis. l. vt fideiusso. D. de fideiusso. l. i. & al. Ce qui est adionsté en fin de cest article, de la peine du quadruple, n'est en usage.

c De ceste espeece d'obligation appellée pie ou pitoyable, y a un exemple remarquable de l'arrest que j'ay recité en la 16. respon. du liure 4. qui fut prononcé solennellement le 2. iour d'Avril, 1571. par lequel fut iugé, que pour la deliurance du pere prisonnié pour dettes, qui n'auoit moyens de payer, les biens maternels de ses enfans, encores qu'ils fussent mineurs, seroient vendus. Car les enfans par droit de piété doiuent secourir leur pere, le nourrir & luy rendre tout deuoir d'obeissance & charité. l. 5. D. de agnost. & alend. Ce qu'on doit aussi estimer de la mere: comme pareillement le pere doit user de piété enuers ses enfans, l. 34. D. de negot. gest. & al. De la piété aussi entre les freres & proches parens est faicte mention en plusieurs textes de droit. vlt. D. famil. etcisc. l. 30. D. de adim. legat. l. 23. D. de his qui notant. infam. & al.

d Encores qu'en tous contractz & obligations soit requis le consentement de ceux qui contractent; Toutesfois aucunes obligations sont spécialement appellées de consentement: par ce qu'elles sont contractées par le seul consentement, n'y estant besoin de stipulation na d'escriure: & partant elles se peuvent faire par missiues ou messagers, l. 2. D. de obligat. & actio. Instit. de obligat. ex consen. Toutesfois par l'ordonnance de Moulins, art. 54. de toutes choses excedans cent liures, doiuent estre faicts contractz par escrit.

e Ce qu'il traite icy concerne l'obligation, que le contrahitur, dont il faict cinq especes. La premiere est le prest, quod mutuum dicitur. La seconde quand par erreur on a payé quelque somme promise, qui toutesfois n'estoit due, pour n'auoir par celui auquel la promesse auoit esté faicte, accompli ce que luy mesme auoit promis: qu'on appelle promutuum, qui à perinde ab eo condici potest. qui accepit, ac si mutuum accepisset. & ainsi me semble qu'il faut entendre le texte parlant de la seconde voye. La troisieme est le depost quand aucun a mis quelque chose en garde, & depost enuers un autre. La quatrieme est du gage qui a esté baillé à un creancier pour seureté de sa dette, lequel estant payé est tenu de le restituer. La cinquieme qui contient ces mots au liure imprimé si est par mutuelle action, est autrement escrit au liure escrit à la main, par courtoisie action, tellement que suiuant l'escriure d'iceluy. La cinquieme seroit du commodat, que l'Auteur

appelle cy apres prest par courtoisie, comme aussi le praticien que l'ay escrit à la main : sinon qu'en vueille interpreter la quinte voye, dont parle l'Auteur, iuxta l. si pro mutua. c. si certum petat. Mais les cinq especes d'obligation contractée par consentement, selon que ie les ay recitées ; sont bien déclarées par Iustinian, instit. quibus modis re contrah. obliga.

f Ce qui est icy traité de la forme de contracter l'obligation, est déclaré plus clairement par Iustinian. §. Omnis stipulatio. Instit. de verborum obliga. Où est traité que toute stipulation & obligation se contracte ou purement, ou à certain iour & terme, ou sans condition. L'obligation pure est celle qui n'a ne iour ne terme : & partant ce qui est deu ou promis peut estre incontinent demandé : ce qu' aucuns ont voulu entendre le iour mesme, vt miles apud Plautum, cui purè promissum aurum erat, hodie, inquit, exigam aurum hoc. Toutesfois il faut entendre le mot confestim, auquel use Iustinian, incontinent avec quelque, temperamment, à fin que l'importun creancier ne vienne incontinent, & le iour mesme avec un sac ou bourse, demander ce qu'il auroit presté, L. quod dicimus. D. de solutio. Et certainement ne seroit prest si le detteur n'auoit temps pour iouir de la chose, ou somme à luy prestée ; & partant faut quelque temps & delay pour rendre ce qui a esté presté : ce qui depend de l'arbitrage du Iuge : & pour le surplus du contenu en cest article, faut voir, L. cedere diem. D. de ver. signif. Où plusieurs en ont amplement escrit.

g l'ay traité du contenu en cest article, & au subseqnent sur le premier du present tiltre, & comme si plusieurs sont obligez solidaiement, on peut demander à chacun d'eux toute la dette : Aussi quand une mesme chose est promise à deux ou plusieurs solidaiement, chacun d'eux la peut demander toute, & en la receuant il perime toute l'obligation. l. 2. D. de duo. reis l. i. c. co. & Institu. co.

h Cest article est pris, ex l. optimam. c. de contrah. stip. Aussi nous obseruons en France, que pour un contract estant par escrit contenant la presence des parties, nulle d'icelles n'est recenable à le debatre, pour denier y auoir esté present, ains faut qu'elle maintienne de faux le contract : par ce que tousiours on suit la foy de l'escriture, si le contraire n'est verifié, ce qui ne se peut faire que par ladicte voye de maintenue de faux : & se peut le faux verifier par diuers moyens, comme sera traité cy apres en son lieu.

i Il fait icy distinction de deux manieres de prest, à sçauoir par honnesteté & amitié, sans en rendre loyer & profit, c'est à dire sans interest ny usure, ny par gage : & par namp qui signifie un prest fait sur gage, comme on parle vulgairement, quand le detteur baille quelque chose à son creancier en gage pour la dette. Car le mot de namp vient de nampir, qui signifie en ancien François garnir ou saisir. Ce qui suit en cest article de la garde que doit faire le creancier ou autre auquel quelque chose a esté baillé en gage, ou garde, & s'il est tenu du peril & perte d'icelle, est pris, ex tit. Instit. quibus modis re contrahitur obliga. & l. i. D. de obliga. & actio. & autres textes de droit, estant la matiere de plus long discours & traité.

Icy est obmis un article qui est tel au liure escrit à la main, Coustume de Hainault des obligations selon la coustume de Hainault, doit sçavoir qu'il y a deux manieres d'obligations. L'une si est de soy obliger par r'apport d'heritage fait & passé à loy, dont le Seigneur en seroit seruy, ou en fait à son gré: celle forme d'obligation est executoire en Hainault, si tost qu'on traict à loy, & fait en uendre l'heritage ainsi r'apporté à loy. L'autre maniere d'obligation, si est quand un homme de fief, s'oblige sur son fief, ou quand on s'oblige pardenant les hommes le conte; ou quand on s'oblige pardenant les Escheuins de la ville prinilegiez, toutes telles obligations ne sont qu'enocatoiges. Es ne vendroit on point l'heritage de l'obligé, mais on executeroit les lentes de l'heritage, & les meubles de l'obligé, & non plus, n'autrement execution n'auroit-on.

K Cest article & les deux derniers du tiltre sont de la nouation, laquelle prise generalement comprend la nouation speciale & la delegation: l'une & l'autre a effect de perimer la premiere obligation, par ce qu'elle est semblable à la solution, l. item §. ult. D. de nouat. La nouation est la translation de l'ancienne & premiere obligatiō en une nouvelle: & la delegation est quand aucun fait que son deteur s'oblige pour luy enuers son creancier: ce qui se doit faire du consentement du deteur, l. i. l. delegare D. de nouat. l. i. c. eo. La nouation de laquelle est icy traité, qu'on appelle volontaire, vt in l. aliam. D. eo. se fait par quatre manieres, à sçavoir par mutation de la personne du creancier, par mutation de celle du deteur, & par mutation de la personne de l'un & l'autre: ce qui se peut faire aussi par delegation: & comme dist Iustinian, §. praterca. Instit. quib. mod. Tollitur oblig. Par interuention de nouvelle personne se fait la nouation. La quatriesm^e maniere se fait par changement de la cause & estat de la premiere obligation, sans mutation de la personne: comme si quelque chose est adionsté ou retranché de la premiere obligation, par forme de nouation. Mais Iustinian par sa nouvelle constitution, l. ult. c. eo. a introduit qu'encores qu'en la nouvelle obligation soit adionsté ou diminué de la premiere, toutesfois ne se fera nouation, si il n'est ainsi expressement conuenu entre les parties. Toutesfois la constitution de Iustinian n'est si exactement suivie par le droit François, ains si l'estat de la premiere obligation est changé par la seconde, comme si on fait une nouvelle obligation pour une somme plus grande ou plus petite que par la premiere, si la nouvelle ne porte sa nouation, la premiere sera tenue pour nouée, comme i'ay veu iuger en l'audience, le 17. Iuin; 1567.

L. Entre la delegation & cessi. on & vente de la dette, y a grande difference: Car la delegation du deteur ne se peut faire, que de son consentement: & le deteur qui est delegué à celui que son creancier auroit voulu, est du tout libéré enuers son creancier de sa premiere obligatiō qui par ce moyé est perimée, l. i. z. & §. c. de nouatio. Tellement que son premier creancier ne sçauoit plus le poursuivre. Aussi ne seroit le deteur delegué receuable à denier la dette, ou partie d'icelle, pour laquelle il auroit esté delegué, ny alleguer aucune exceptiō pour cause precedente, la delegation, à l'encontre de celui enuers lequel il se seroit de nouveau obligé, d. ll. & l. doli. D. eo. l'inter catas, §. abolle. D. mandati. L. qui debitorum delegat. D. de fideiuss.

comme a esté jugé par arrest de la Cour, du 15. Aoust, 1591. *Mais l'acception & vente d'une dette se peut faire encores que le débiteur en soit ignorant, & ne le vueille consentir, d. l. i. & l. nominis. c. de hereditate vel actione vendita. Toutesfois le débiteur duquel la dette est vendue ou transportée, pourra alleguer contre le cessionnaire parcelles defences & exceptions, qu'il eust peu faire contre le créancier cedant, mesmement de compensation: car le changement de la personne du créancier, ne peut appartenir proinde au débiteur, dont s'en suit que la compensation doit avoir lieu entre le débiteur & le cessionnaire qui n'a non plus de droit, que le cedant, & sans son recours à l'encontre d'iceluy, si constât. & l. ult. c. de compensat. l. in rem suam procurator. & l. si quid, D. eo. Dynus in cap. qui in ius. de regul. iur. in sex. & autres.*

APRES EN SVIT DES ACTIONS.

ET QUANTES MANIERES
en font.

TITRE XXVII.

*Actio est ius
prosequendi in
iudicio quod si-
bi debetur.*



*Au livre escrit
à la main est
adivisé ff. de
procurat. l. licet.
& ea obligatio.*

*Deux manieres
d'actions, au li-
vre escrit à la
main est adivis-
sé. inst. de
action § om-
nium autem.*

ACTION est le droit que le demandeur a & peut avoir contre le defendeur à intenter la demande en jugement partie appelée, selon la loy écrite, *Actio est ius prosequendi in iudicio quod sibi debetur. Instit. de act. in princ.* Puis que dict est, & montré ay la forme des obligations, montrer veux après des actions qui naissent & descendent des obligations, car sans obligation ne peut nul avoir cause d'action: & pour ce appellent les droicts, obligation mere d'action. Car d'elle sont toutes actions engendrées. Si peuz & dois sçavoir qu'ils sont deux souveraines & principales actions desquelles toutes autres s'engendrent & descendent. La premiere si est action personnelle. La seconde action réelle. Car il y a ce que plusieurs nomment maintes autres manieres d'action, toutesfois de ces deux naissent toutes autres. Et premierement à parler d'action personnelle, peuz & dois sçavoir qu'action personnelle si est le droit qu'on a & peut avoir en tous cas de delict, & tous contractz, en toutes obligations, soit par contract, ou ainsi comme par contract, soit par malefice ou autre comme par malefice. Item la seconde si est réelle & s'estend à toutes demandes qui sont sur heritage, & sont de propriété, & qui sans toucher à ce ne peut deliberer ne decider. Car par la raison d'action réelle il conuient que la demande s'aise ou sur propriété, ou sur viell empeschement, ou sur nouvel trouble, comme cy après traicteray où il appartient par ordre, & pour ce veux retourner à la premiere, c'est action personnelle laquelle se divise en plusieurs formes & manieres selon la presentation des cas.

De

De iniures. ^b

Premier elle s'appelle action d'iniures ou de griefs faits par violence.

De commandement.

Après elle s'appelle action de commandement, comme si aucun commande par ses lettres, ou autrement à vn autre qu'il luy face ou face faire tel ouurage.

C. mandati. l. si literas.

De promesse.

Après s'appelle action de promesse, comme si de volonté aucune chose fust promise, on le doit tenir puis que tiltre est legitime, *iuxta illud, Omne promissum cadit in debitum.*

Stipulaire.

Après elle s'appelle actio stipulaire, comme sont les obligatoires qu'on fait, soit par lettres ou autrement, où il y a foy promise, & responce de consentement.

ff. de verbo oblig. l. 1.

Noxale.

Après elle s'appelle actio noxale, si comme quand aucun serf de serue condition mestait à aucun, & que l'amende y compette. *De noxal. ac infu. & C.*

Redhibitoire.

Après elle s'appelle action redhibitoire, comme quand apres aucun marché fait, on treuve qu'il y a vice ou fraude en la chose, *De ita actione vide. l. 1. ff. de adili. edict.*

De la redhibitoire c. de Adili. actio. l. cum proponas, au li. 1. ut e. s. r. à la main.

Seruiane.

Après elle s'appelle seruiane, comme de demander aucune chose qui seroit vendue, que l'on tiendrait à loyer. *C. de precario. & saluiano interd.*

Par contraire action.

Après s'appelle par contraire action de commandement, si comme de demander les choses qu'aucun tiendrait obligées.

Par contraire action de commandement.

Action ^c de commandement, si comme d'estre procureur pour aucun en cause d'appel, dont on auroit contre: mais que ce ne fust par la coulpe du procureur, lors peut le procureur requérir à son maistre ce que mis auroit en la cause.

Instiatoire.

Action instiatoire est quand le varlet d'un marchand qui meine sa marchandise, emprunte deniers pour son maistre: lors y est tenu le maistre. *c. de insti. act.*

C. mandat. l. etiam si contra- riam.

Exercitoire.

Action ^d exercitoire est quand le varlet d'un marchand vend sa marchandise: le maistre est tenu de ratifier ce estre bien fait. *C. eod. tit.*

Il est autrement au li. 1. ut e. s. r. à la main, comme est remarqué en l'annotation de ce li. 1.

Quantiplurimi.

Action ^e quantiplurimi, est qui doit liurer bled à certain iour, & il est en faute par plusieurs années, l'acheteur peut demander auoir la valeur du bled au meilleur pris des années de la faute que c'il n'aura payé, & ainsi le doit auoir.

ff. si cert. pos. l. vinum.

Quantiminoris.

Après elle s'appelle action quantiminoris, comme quand aucun trouue la marchandise, qu'il a achetée, depuis qu'elle luy est liurée moins suffisante, qu'on ne luy auoit mis en pris au vendre, & que donné luy estoit à entendre par celui qui le secret sçauoit, & lors est tenu le vendeur d'accommoder la faute, qu'il pouuoit declarer, & laquelle sçauoit & entendoit bien. *C. de adili. actio. l. si predium.*

Actio quanti minoris alia pretoria, alia civilis & de hac materia vide in Specul. de imp. & ven. §. num. dicendum, ver. est & alia actio.

V

Vice de litige.

Quid sit res litigiosa, diffinitur in authent. litigiosa, C. de litig.

Après elle se mue en action de vice de litige, comme qui vendroit aucune chose qui seroit en proces, pendant ce ne se peut ne doit vendre : & si vendue estoit, si la conuiendrait-il ramener au premier estat, & seroit tenu le vendeur de l'amender au seigneur, d'autant que le pris môteroit : & celui qui l'acheteroit, si il le sçauoit, perdrait son argent, & seroit le marché nul. *C. de litig. l. lite pendente.*

Action de dol.

Après elle s'appelle de dol, comme quand en aucun marché dont on veut poursuivre l'obligé, fraude se embar, & peut estre trouuée : & ne dure ceste action que deux ans après le marché fait, car qui dedans le terme ne s'en ayde, après n'y est à recevoir. *l. optimum. C. de dol. & biennio transacto actione in factum de eo quod ad eum peruenit perpetuo tenebitur. l. itaque. §. i. & l. sabinus. ff. eod.*

Compensation.

Après s'appelle action de compensation, que clerks appellent reconuention, cōme de dire entre creditours yne sōme contre autre quād droit de compensation le peut sōstenir, car en Cour laye n'a lieu ceste action où on vŕe de coustume locale, c'est à dire en pays coustumier. [Sinō que on ait lettres : *tum enim debiti liquidi ad debitum liquidum fit compensatio; itaque hodie materia hac compensationis practicat in palatio.*] Mais selon droit escrit veut bien que cōpensation soit faite en cas qui depēdent l'un de l'autre, comme si deux marchans estoient accompagnez en fait de marchandise, & ils eussent assuré l'un à l'autre en leur compte : là se peut asŕoir compensation en cas semblable. *C. de compensa. l. si constet pecuniam.*

Donation.

Après s'appelle action de donation, qui se fait par trois manieres, si comme donation d'entre vifs, donation legataire & donation pour cause de mariage. Ces trois donations appreuue la loy escrite & non autres.

Rei uendication.

Après s'appelle action de rei uendication, si comme quand aucuns detiennent la chose d'autrui, sans & outre le gré de celui à qui elle est : pour la rauoir peut on intenter action de rei uendication, car souuent on ne veut pas clamer la chose, comme emblée pour cause de crime qui s'en pourroit ensuiuir, toutesfois estce yne mesme substance : mais la rei uendication est plus gracieuse, & n'ameine crime, si la rigueur du iuge ne voit que l'arrecin par furt si soit embatu. *C. de rei vind. per totum.*

De contribution.

Après s'appelle action de contribution que les aucuns appellent cas de desconfiture, si comme si vn est obligé à plusieurs, & soit mandé à loy de ses creanciers, & qu'entre eux sont contens qui premier sera payé, pource que chacun dit qu'il doit preceder en paye, pour doubte que les biens ne puissent accomplir les debtes : sçachez que si tant de biens n'y a que pour tout payer, lors si asserra contribution, & serot payez des biens au marc pour liure autant & ainsi le dernier comme le premier.

Vsucapion.

Après s'appelle action de vsucapion, comme si aucun a possédé la cho-

Cas de desconfiture c'est quand le debteur n'a autres biens que ceux qui sont prins par execution: tum omnes chirographarij concurrunt, ita dicit lex. in l. pro debito. C. de bo. auto. iud. possi. & l. fin. in vers. in rebus autem. C. qui bo. cel. pos.

se meuble d'autrui à iuste tiltre par vn an ou plus, à luy peut & doit appartenir par action de vsucapion qui ne s'estend que sur biens meubles.
insti. de vsucap. ver. & ideo constituitur.

Prescription.

Après s'appelle action de prescription, Si comme si aucun de l'heritage & possession d'aucune chose recelle auoit iouy & possesse à iuste tiltre par l'espace de dix ans entre les presens, & de xx. ans entre les absens, a luy doit appartenir la propriété de la chose par action de prescription.¹

D'action d'euiction, Si comme d'appeller aucun duquel on auroit acheté l'heritage que depuis l'achapt seroit empesché, & l'acheteur demanderoit son garant, auoir le doit par ceste action, supposé que le vendeur ne l'eust promis à garantir.

De action de retraict.

Si côme quand aucun vend son heritage à estrange ou à aucun de son lignage, sçachez que dedans l'an que la vendition sera faicte, le pourra demander le plus prochain du lignage du vendeur pour tels deniers que sans fraude aura esté vendu, pourueu qu'il vienne du costé dont l'heritage meut & vient au vendeur: autrement non.

De action de transaçon.

Si comme de mettre la cause & action qu'on a * en la main d'autrui, & donner son action.

*Action de restitution * en terme.*

Si côme quand les mineurs d'aage viennent en aage parfaict, & treuvent qu'ils ont esté desappointez en leurs choses de celuy qui les tient, par vertu de ceste action, rauoir les doiuent, mais que dedans l'an * apres qu'ils sont venus en aage, ils les demandent: & ainsi est d'un qui pour cause publique auroit esté expatrié dedans l'an. *vi C. de in integ. rest. mino. de temp. in integ. rest. pet. l. si. & iij. ex quib. caus. maio. l. i.*

^m Action dotale, c'est le droict de douaire que les dames doiuent auoir sur les fiefs & heritages, que leurs maris leur assignent auant espousailles.

Action de dos c'est le droict que les hommes ont en ce que leurs femmes apportent en mariage, & que du temps passé les souloient douër par droict de dos, auant les fiançailles comme font pour le present les hommes, & pource est difference entre dos & douaire: car le dos est pour les hommes, & le douaire pour les femmes.

Après s'appelle action de fideiudiffion, & est quand aucun est demouré pour l'autre, & il est contrainct à satisfaire de sa demeure, recouurer le peut sur celuy dont il est pleige, mais deuant qu'il responde en la cause, ne paye riens, le face conuenir, car depuis n'auroit aucun retour audit principal. *C. mand. l. si pro ea.*

Action en chose, comme auoir droict en la propriété d'aucun heritage, dont vn autre prendroit les vsufruits, par ceste action, & peut auoir cause de desfendre le droit de la propriété, sans ce qui touchast à l'vsufruct.

Action à la chose, Si côme peut auoir celuy qui tient vsufruct d'aucun heritage à vie ou à certain temps, qui n'a aucun droict en la propriété, car par ceste action luy conuient soustenir le droict de son vsufruct, ne le propriétaire n'y doit en riens toucher ne aux mises & despens, mais luy conuient retenir les manoirs.

Action de vendition.

V ij

C. lib. 2. tit. de euict. l. non do bitatur.

Contrarium obseruat parisiens. consuetudo in iis. des retraicts articulo 178.

quia qui pri-mus ex par-entela mouet ques-tionem retra-ctui, et etiam proximiori praesertur.

** En ingement, & sur cela ac-corder à sa par-tie. vi c. de tras.*

per tot. au liure escrit à la main, Et/ mieux qu'il celuy imprimé.

** En entier; * Quatre ans au liure escrit à la main.*

ⁿ Comme si aucun a vendu aucune chose, mais que ce soit par contract de bonne foy, car sçachez que lors conuient que par vendition se tiennne, pourueu qu'il y ait moyen de pecune estimée & nombrée, autrement ne tiendroir la vendition. *Iust. de empt. & vend. §. pretium autem.*

Action de restitution.

C'est de restituer la vendition d'aucun marché fait ou le vendeur se trouue deceu de la moitié outre iuste pris, Car par ceste action on peut estre restitué, & ce marché doit estre mis à neant: voire és biens meubles, mais en heritages non, pource que tels marchez se font par meure & longue deliberation & n'y chet point de mal engin.

De action uel ligalle.

Si comme ^p des payages ordonnez par les anciennes constitutiōs confirmées des Princes. Par ceste action on cher en amendes grâdes de trāf-gresser sans l'annoncer, *ut ff. de public. & uel lig. l. Imperatoris & l. seq.*

De location.

Après s'appelle ^a action de location, si comme de louer aucune chose, auquel peril & dommage ce doit estre, sçachez que si la garderobe est louée, & les choses qui sont dedans sont perduës par larrons, par rompre ou fausser la garderobe, sans ce que ce soit par la coulpe du loueur, par vray entendement, c'est sans son peril. Mais si autrement estoit trouué par negligence de l'huys ou fenestres qu'il n'y apparuist violence, ce seroit au peril de celuy à qui est la garderobe. Ainsi dois sçauoir d'autres choses baillées en louiage. *c. de locat. & cond.*

De depost.

Après s'appelle action de depost, si comme de mettre & consigner en garde & depost pardeuers aucun aucune chose. Sçachez que par ceste action celuy qui les garde, n'est tenu d'en faire compte si par cas de fortune qu'il ne peut euitier sont perdus: ne les hoirs ne sont tenus d'en faire ne rēdre compte. [*Nisi aliud specialiter conuētum esset, vel nisi se obtulisset, & casus sum exceptuati in glo. l. i. C. de po. sub verbo conuenit, nisi praterea dolo vel simulata culpa res perierit. alleg. l. i. & alys. ll. vulga.*]

Action suffragant.

Après s'appelle action suffragant, si comme de la peine & labeur, qu'à fait aucun Aduocat en la cause d'autrui plaider, & demener dont on luy seroit en faute de paye: car par ceste action luy doit estre satisfait par la taxation du Iuge, selon ce cas, la personne, & l'aduocat. *C. l. unica & ibi glo. in verbo constrinxerint. de suff.*

Finium regundorum.

Après s'appelle action finium terræ, c'est à sçauoir de mettre & asseoir bornes sur les terres, à designer sur les terres, la difference de l'un & l'autre voisin, & quelle peine y chet qui les remuë furtiuement: si sçachez que par ceste action y doit estre remedié, & va sur voye de furt, & sent la

Imper l. rem maioris precij. de resc. vend. c. loquitur de re immobili. & hoc remedium competit, tam emptori qui maiori precio quam uenditori qui minori precio & ultra dimidium iusti pretij deceptus contrahat.

[Au lieu de ceste clause est escript au liure escript à la main, se moult suffisamment à l'emprēdre l'hoir n'a-voit esté chargé, & en conuenit l'usage de garde, & d'autre part se coulpe n'a de- quoy la garde se pūst ou doine excuser par loy, & on luy demande r' auoir la chose, rendro

le doit sans fraits ne il n'y ahes point de reconnaissance: mais il faut potempoinuētre rendre, *C. de positi. l. i. & al. seq. C. de compen. l. fin. in. fin.*

* De materia finium regundo vide scribentes in capit. ex literis. ex. de probat. & ibi pavor. lafan & amplius Angel. §. quedam actiones. in fi. de act.

nature de crime. *C. finium regundorum. l. 2. l. si confiteri. & ff. de termi. mot. l. 1. & 2.*

Action de besoigne faicte.

Après s'appelle action de besoigne faicte, si comme si ie fais pour autre absent aucun profit en ses besoignes, jaçoit ce qu'il ne m'ait pas cōmandé à faire, & par mon seruice il y a profit, par ceste action il est tenu de moy rendre ce que i'auray mis & despensé à ses besoignes faire: mais selon la loy si c'estoit pere ou mere, qui le fissent en la besoigne de leurs enfans, ceste action cesseroit enuers eux, car nature ainsi enseigne à faire par raison de pitié & naturelle paternité *l. 1. C. de nego. gest. & c.*

Action mutuelle.

Après s'appelle action mutuelle, si comme quand aucun a faict autre conuenir deuant le Iuge, & le conuenu faict deuant le mesme Iuge conuenir, celuy qui l'a premierement faict conuenir, pour respondre à luy. *C. de procuratoribus. l. actionem ei qui absentis.*

Action de société.

Après s'appelle action de société, comme si deux sont en compagnie ensemble en marchandise, sçachez que l'un y peut mettre la mise, & l'autre le sens & peine de mener la marchandise, & toutesfois par ceste action l'un doit auoir autant au profit & à la perte que l'autre. *per tot. tit. ff. & C. pro socio.*

De chose vendue ou achetee.

Après s'appelle action de chose vendue ou achetee, si comme si aucun a vendu à autre aucune chose, soit en heritage ou autrement, sçachez que puis que la chose est vendue par marché fait, l'acheteur a tant seulement action de la somme du pris, & non pas pouuoir de reuendiquer la chose vendue par faute du pris non payé. *l. j. & y. C. de act. emp. & vendit.*

Action nice.

Après s'appelle action nice, si comme quand la promesse est simple qu'il n'y a point de stipulation, fors que simple conuenance, si comme de promettre aucune chose sans stipulation autre que de response, de telle promesse n'est queque action.

Action de tutelle.

Après s'appelle action de tutelle, comme quand aucun chet pupille, & par la loy luy est donné tuteur qui gouuerne & administre ses besoignes, par ceste action le peut & doit faire. *C. de testamen. tute. & alijs rubricis & legibus.*

De curation.

Après s'appelle action de curation, cōme quand aucun est expatrié ou furieux, si que il ne se peut ou sçauroit gouuerner, lors luy doit estre baillé par le Iuge curateur par lequel le sien puisse & doieue estre gouuerné, & par ceste action le peuuent faire.

Action de bail.

Après s'appelle action de bail, si comme quand aucun chet pupille qui a fief à luy appartenât, lors n'y faut autre tuteur, que le plus prochain du costé, dont le fief vient, qui l'enfant a en bail & gouuernement, & par

*De hacre conne
tione vide am-
ple per Cy. Barr.
Et doct. in au-
thē. & conse-
quenter. cum l.
cū Papinianus.
C. de sent. & in-
terlo. om. iudicio*

** Autliure escrit
à la mainy a le
vendeur, comme
la aussi il faut lire.*

*Vult dicere no-
dam actionem.*

ceste action le peut & doit faire. *C. de administratione tutorum. l. aduersus curatorem.* *Action populaire.*

Item ^y à sçauoir est que entre les autres actions est vne action appelée action populaire, laquelle est tres-necessaire entre les autres, & est telle que s'il aduient en aucune ville quelque droit qui appartienne au commun proffit du peuple, sçachez que vn seul ou plusieurs en peuuent faire & intenter action & aussi bien femme que homme, pour ce que luy touche en dommage propre: si feroit vn pupille, c'est à sçauoir son tuteur pour luy. Et en ceste action de populaire demandant & poursuivant peut estre pouruiuy par Procureur au cas que le demandeur seroit preiudicié en sa propre chose & dommage, mais en cas où il ne seroit preiudicié ne dommagé, & n'auroit action que populaire vniuerselle & non particuliere, il ne feroit à recevoir par Procureur, mais conuiendroit qu'il poursuist sa demâde en personnes ou persônes propres si plusieurs estoient; & le defendeur, soit q le demandeur en ceste action ait caule particuliere ou vniuerselle de populaire, est tousiours à recevoir par Procureur. *l. populari actione. ff. de popula. act. & n'est pas action de populaire à entendre pour les particuliers d'un mestier ou d'un college, ou d'une ville, mais conuient que l'action ait regard à tous generallement, & pour ce est appelée action populaire, car aussi a elle regard au petit que au grand, & aussi bien y est à recevoir le petit que le grand, & vn seul que plusieurs. per tot. tit. ff. de popul. act.*

Action de furtiue.

Après s'appelle action de furtiue, si comme quand aucun achette chose emblée, il luy conuient rendre la chose, sans qu'il rait le pris que acheté l'a, mais la pert par ceste action. *C. de furtis & seruo corrupto. l. incivilem rem. &c.*

Action de postremes.

* Postumes au
livre escrit à la
main.

Après ² s'appelle action de ² postremes, si comme quand aucun est né apres la mort de son pere, ou raillé hors du ventre de sa mere, & ne aborty, s'il a vie naturelle, pource ne demeure que par ceste action il ne puisse estre hoir legitime, & destruit le testament que son pere auoit fait apres sa mort sur espoir que plus d'enfans n'eust qu'il auoit suruiuans. *C. de posth. hered. insti.*

Action de mise de fait.

Après ²² s'appelle action de mise de fait, si comme quand aucun a quelque don legataire, dont il doit iouyr apres la mort du legateur, & il doute l'empeschement par l'Edict de l'Empereur dict Adrian, qui a ordonné ceste loy, il a action de luy faire mettre en son don d'aumosne: par ceste action & loy, pareillement à vne Dame ou Damoiselle en son douaire apres la mort de son mary, & par ceste action y peuuent & doiuent estre tenuës & gardees de droit. *C. de edicto diui Ad. tol. & ult.*

De condition incertaine.

Après ^{bb} s'appelle action de condition incertaine, car qui n'accomplist la condition, il ne doit auoir le don par ceste action. *C. de conditio. infer. l.*

Action de nouation.

Après ^{cc} s'appelle action de nouation, c'est quand on renouvelle & & remet sa debte d'un debteur à autre, ou quand depuis l'obligement on reçoit partie de ses debtes ou quand on reçoit gaiges sur sa debte, ou quand on donne grace ou delay d'aucuns des payemens, sçachez que pour tels muemens la force de l'obligation n'est muée: car l'obligation ne se mue pas par loy, mais par consentement se mue, & ainsi les obligez ne consentent par parole que l'une obligation soit muée par la seconde, la premiere ne se change ne mue. *C. de nouat. & deleg. l. nouationum.*

Action de solution ou de liberation.

Après s'appelle action de acceptilation, c'est faire quittance d'obligemens l'un à contre l'autre: qui se peut faire par plusieurs voyes, si comme trouuer pourrez en la rubric de *acceptilationibus. ff. & C.*

De adoption.

Après ^{dd} s'appelle action de adoption, c'est quand aucun n'a nul enfant, & il fait & prend un autre pour son enfant: & conuient que ce soit par l'auctorité du Prince: & que l'enfant que on veut auoir, soit encores en pouuoir & gouuernement d'autrui, car d'enfant qui seroit marié, ne se peut ne doit faire. *C. de adop. l. fi.*

De emancipation.

Après s'appelle action de emancipation, c'est quand aucuns veulent mettre leurs enfans hors de leur gouuernement, tellement & afin qu'ils puissent faire fait d'un homme, & que leur Conuent tienne & vaille. *C. de emancipa. liberorum.*

De ingratitude.

Après ^{ee} s'appelle action de ingratitude: c'est quand aucun ne prend en gré ce que donné luy est par grace, ou depuis le donataire courrouce celui qui le don par grace luy a fait: car lors peut estre le don rappellé par le donneur. *C. de renocan. donat. & tit. de ingrat. liber.*

De action copulaire.

Après s'appelle action copulaire, si comme quand aucun mercenaire a seruy par long temps aucun pour prendre loyer à taille, ou à prendre loyer, & son maistre l'auoit payé pour un terme de certain loyer, & apres ne luy voullist payer pour les autres termes, sçachez que selon la loy escripte il est tenu à le payer d'autel loyer pour les autres termes que payé luy a del'un des termes: si condition expresse n'auoit entre eux. *C. de locat. & cond. l. Regem quidem.*

De condition indeuë.

Après s'appelle action de condition indeuë, que les Clercs appellent *condicionem indebiti*: si comme quand aucun sur aucune condition paye par ignorance plus qu'il ne doit, sçachez que par ceste action le doit rauoir, c'est à sçauoir le surplus que trop payé a. *de condit. indebiti. per tot tit. c. & ff.*

De sine causa.

Après s'appelle action *sine causa*, si comme quand aucun a presté cent escus à un autre: desquels a esté fait un instrument obligatoire de les

*Il faut lire**condicion.**Au liure escript**à la main action**Il faudroit lire**condicion.*

rendre, & le debteur rend les cent escus: toutesfois *adhuc penes creditorem remanet instrumentum aut cautio obligationis, quam condicere, conditione sine causa tum potest ille, qui centum aureos mutuo acceperat, & quos reddidit.*

De action mixte.

Après ^{ff} s'appelle action mixte, si comme quand le cas touche à action personnelle & réelle, par ce qu'on demanderoit auoir de deux ou de trois ou de plus de ans les usufructs d'aucun heritage sans demander riens au treffons: & toutesfois conuiendrait il toucher au fons, & qu'il descendist par aucun qui autresfois auoit eu droit. *Instit. de act. §. appellamus & seq.*

*Des actions reelles. **

Action ^{ss} réelle a regard à heritage & fons de la propriété d'aucune chose, si comme d'auoir droit de succession, ou par achapt ou par donation, ou autre maniere d'acquest en la propriété d'aucun heritage, soit qu'il soit feodal, ou de main ferme, si comme lesheritages qui sont tenus en cens d'aucun Seigneur. Et encores peux & dois scauoir qu'il y a autresheritages qui ne sont tenus ne en fief ne en main ferme, si comme sont lesheritages de franc aleu qui ne tiennent de nul Seigneur. Si peux & dois scauoir que ceste action réelle se diuise en trois manieres, c'est à scauoir en action propriétaire, en action de nouuelleté, & en action de simple saisine.

Action propriétaire.

Et premierement action propriétaire si est telle que la propriété vient & descend par succession naturelle, si comme par succession de droite ligne, ou par ligne lateral ou collateral. C'est à entendre droite de pere ou de mere: lateral si comme de frere ou sœur. Collateral comme par oncles ou par cousins.

Action de nouuelleté.

De ^{hh} complainte de nouuelleté, si comme d'auoir iouy d'aucun heritage par an & des derniers exploicts. Et se diuise ceste action de nouuelleté en sept manieres. La premiere si est des generaux interdits si comme quand aucun fait fouir dessous les murs d'un autre, ou plante des arbres, dont racines y puissent greuer: à ce doit par ceste action auoir remede. *C. de interd. l. i.*

Après ensuit action de nouuelleté desquels biens, que les clerks appellent *quorum bonorum*, si comme quand aucun heritage eschet à autre, par ligne lateral ou collateral, & on luy veut mettre empeschement par ceste action il peut & doit estre remedié & pourueu, mais que dedans l'an le face apres la mort de celuy par qui ceste successio luy vient, car apres l'an n'auroit ceste action lieu, ne ne luy vaudroit, *C. quorum bonorum.*

Ces termes lateral & collateral se prennent à present indistinctement en mesme signification.

Après ensuit action de nouuelleté de quels laiz, que les clerks appellent *quorum legatorum*: ainsi comme si aucun demande auoir le lay qui luy est donné en testament par aucun trespasé mais que dedans l'an le demande apres le trespas du legateur, car autrement n'auroit lieu ceste action. *C. quorum legatorum. &c.*

Après

Après ensuit action de nouuelleté de force faicte, que les clerks appellent *unde vi*, si comme quand aucun prend ou happe par force heritage ou possession d'aucun : par ceste action de nouuelleté y peut & doit estre pourueu, voire mais que dedans l'an apres la force faicte on vienne au remede. *C. unde vi. &c.*

Après ensuit action de nouuelleté par trouble sur l'expatrié, comme quand aucun trouble le droit de celui qui pour iuste cause est expatrié, car par ceste action que les clerks appellent *si per vim vel alio modo turbata fuerit absentis possessio*, y peut & doit estre pourueu à l'expatrié, mais que dedans l'an apres la reuenuë s'en vueille ayder : autrement non. *C. si per vim. &c.*

Expatrié pour absent.

Après ensuit action de nouuelleté, comme vous tenez, que les clerks appellent *uti possidetis*, comme si chacune partie se vante que sur vn heritage il a plus dernière & iuste possession, & ceste action est la plus commune, & qui plus souuent eschet. Car chacun s'en dict auoir les derniers exploits, & luy mesme sans autre venant que de luy : & par ceste action y peut & doit estre pourueu à celui qui s'en plaint, si il peut monstrier les derniers exploits acquis par luy, mais doit ce faire dedans l'an que troublé se sent, car autrement ne luy vaudroit ceste action. *C. uti poss. l. unica.*

Action de simple saisine.

Après ensuit action de simple saisine, si comme quand aucun du droit propriétaire qu'il a en aucun heritage, s'est laissé desaisir par possession prinse d'aucun sans iuste cause, ou sans iuste tiltre, dont le possesseur a iouy plus d'un an, si que complaincte de nouuelleté ne si peut asseoir, lors conuient qu'il se face remedier par complaincte de simple saisine, & routesfois iouyst le possesseur durant le procez, & par complaincte de nouuelleté ne iouyst, fors celui qui peut monstrier les derniers exploits à luy appartenans.

ANNOTATIONS DV TILTRE.

VINGTSEPTIESME.



LAVTHEVR a traitté cy dessus plusieurs choses, qui appartiennent à ce tiltre, qui sera cause que ie n'en arresteray sinon aux articles requerans quelque interpretation. Il definit l'action & recite la definition de Iustinian, conforme à celle du Iurifconsulte in l. nihil aliud. D. de obligat. & actio. l'action est vn droit de poursuire en iugement ce qui luy est deu, où il faut entendre le verbe debetur, qui est deu generally pour tout ce qui appartient à aucun, & dont il peut faire poursuite, soit par action personnelle ou réelle, & comme nous en vsons vulgairement en François. C'est pourquoy in l. pecunia. §. ult. D. de ver. sig. verbum, debuit, omnem omnino actionem comprehendere dicitur, donc j'ay escrit plus amplement.

au liure quatriesme des Pandectes. Quant à l'action qui procede d'obligation, elle est seulement personnelle, comme Iustinian mesme le declare in §. omnium, autem & la reelle procede de la chose par laquelle celuy qui pretend la propriété de quelque chose, agit contre celuy qui en est possesseur ou detempteur. l. in rem. l. officium. & al. D. de rei vind. De ces actions dont est traité en ce tilire, s'ay escript sur le grand Coustumier, qu'on peut voir.

b Plusieurs ont disputé sur la définition d'action, si celle pour iniures y estoit comprise: mais celle dispute ne sert de rien à present, Car on observe en France de pour suivre la réparation d'iniures ou ciuilement ou criminellement selon la qualité d'icelles vt etiam colligi porest ex l. 35. 37. & vlt. D. de iniur. l. 12. §. vlt. D. de accusat. l. vlt. c. de iniurijs. §. in summa. Inst. eo. Si les iniures sont que verbales & legeres, elles se traittent ciuilement & sommairement; comme a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour. & entre autres en l'audience du 14. Iuliet 1576. & du 17. iour de Ianuier 1579. & en telles causes l'iniuriant ne doit estre condamné à se desdire, ains seulement bailler lettres. Mais si sont iniures atroces, soit pour la qualité & condition des personnes; ou des paroles proferées, on peut proceder criminellement. Comme a esté quelquefois iugé à la Tournelle, mesmes par arrest du 8. iour de Mars 1561. Les autres actions qui ensuiuent sont assés declarees en diuers tiltres du droit Romain, & lieux qui sont icy marquez, où le lecteur peut auoir recours, & pour le regard de l'action de promesse; la faut entendre selon qu'il est traité in §. si scriptum. Instit. de inutilib. stip. & l. quidem 132. D. de verbor. obligat. Aussi suit l'action stipulaire qui procede de l'obligation de paroles, laquelle se contracte par l'interrogation de celuy qui stipule luy estre baillé ou fait quelque chose, & la response de celuy qui promet. l. 1. D. de verbor. obligat. & instit. eo. Quant à l'action noxale elle ne se pratique plus en France: De la redhibitoire & quanti minoris, s'en ay cy dessus parlé suffisamment. Quant à l'action seruiane, Iustinian la met entre les actions reelles procedans de la iurisdiction du pretteur, & la dict competer à celuy auquel les biens du fermier sont tenus par droit de gage, pour les fruiets de l'heruage. Il met aussi la quasi seruiane, qui est pareullement appellée hypothequaire, par laquelle le creancier pour suit les choses qui luy sont obligées & hypotheques. §. item seruiana. instit. de actio. où le lecteur peut auoir recours s'il desire en sçauoir d'auantage, ou à ce que s'en ay escript au 4. liure des Pandectes, & sur le grand Coustumier.

c Encores que la l. etiam si contrariam. C. mandat. ne parle que de la cause d'appel, s'est ce qu'en outre cause où le Procureur aura fait son deuoir, soit principalemēt d'appel, il peut repeter les fraiz qu'il aura faits, encores que sa partie ne perd pas la cause. l. qui mutuum. §. vlt. D. eo.

d S'ay cy dessus monstté la difference entre les actions iusticiere & exercitoire, mais au liure escript à la main au lieu de cet article d'action exercitoire, qui interprete mal ladicte action, il est escript en ceste maniere Exercitoire. Action exercitoire est quand aucun qui a nauire, constitue un homme pour gouverner celle nauire, lequel ainsi constitué par celuy à qui est ladicte nauire, s'appelle Magister nauis, & celuy à qui est tenu la nauire, s'appelle Exer-

citor naui, & est tenu l'exerciteur de la nanire, de tous contractz lesquels fait le maistre de ladiete nanire. D. de exercito. ac. l. i. in pri. & simil.

e Plusieurs se sont tranaillez sur la l. vinum D. si cert. pet. comment se deuoit faire l'estimation des choses gisans en valeur & estimation: dont la deliurance n'auroit esté faite par le detteur, qui en estoit tenu faire le payement, mesmes à certain iour, ou lieu: mais par l'ordonnance de l'an 1539. art. 94. 102. & 104. y a esté si prudemment pourueu, que toutes ces difficultez cessent. A sçauoir de faire la valeur & estimation desdites choses & autres especes de fruiet, par l'appréciation qui s'en fera par l'extraict du registre des Greffes selon l'estimation commune, & me souuient d'auoir veu infirmer par arrest donné à l'audience du 15. May 1567. vne appréciation qui auoit esté faicte au plus haut pris du bled qu'on auoit promis de payer & liurer à certain iour, & fust ordonné par ledict arrest, que l'appréciation s'en feroit au plus commun prix, depuis le iour de l'obligation, aucuns seroient par auenture d'auis, qu'il la faudroit faire au prix du iour que le payement deuoit estre faict, dont on peut voir l. cum quis. D. de obligat. & actio. & al.

f Ce qui est icy traitté de la peine du vice de litige, ne s'observe en France, comme Rebuffe & autres ont obserué. Et quand à l'action de dol, dont est parlé en l'article ensuiuant, elle ne se pratique plus, ains pour estre releué de quelque contract pour cause de dol, il faut obtenir lettres Royaux.

g Il y a difference entre la reconuention & compensation: Car la reconuention selon sa propre signification & qu'il est interpreté cy apres en l'article de l'action mutuelle, est quand le defendeur veut reconuenir le demandeur par deuant le mesme Iuge, où il est poursuiuy: & telle reconuention qui est appelée mutua actio, vel petitio. l. i. §. vlt. D. Quæ sent. sine appell. resc. l. si idem §. quod si mutua. D. de iurisd. n'a lieu en Cour laye, si elle ne despend de l'action & que la demande en reconuention soit pour la defence contre l'action du demandeur, comme est porté par la coustume de Paris, art. 106. & autres coustumes. Mais la compensation est espece d'exception, qui procede d'une equité pour compenser vne dette claire & liquide à vne autre pareillement claire & liquide: & laquelle nostre authœur & autres appellent reconuention, par ce que le defendeur qui l'allegue, se constitue souuent demandeur à la fin d'icelle. On tiét qu'en pays de droict escrit elle se peut proposer sans lettres: mais qu'en pais coustumier elles sont necessaires: Rebuffe tract. de lit. obligat. Imbert. lib. i. cap. 35. Papon liure 12. des arrests, tit. 6. Ce qui s'observe exactement és Cours souveraines: mais és iustices inferieures la compensation est receüe sans lettres, mesmes quand on maintient que la partie aduerse a promis faire icelle.

h La plus part des especes d'actions qui sont icy traitees ont plus tost de nomination des causes, pour lesquelles elles sont intentees, que des formes essentielles. Ceste diuision de donation est prise ex tilt. Instit. de donatio, où Iustinian en faict trois especes, à sçauoir l'une entre vifs l'autre à cause de mort, laquelle est reduite à la forme des legs, & la troisieme à cause de mariage.

i l'ay remarqué cy dessus que la rei-vendication est action réelle, & parant ne conuenoit la mettre entre les actions personnelles.

k. De la contribution i ay escrit amplement sur la coustume de Paris, article 180. qui declare bien le cas de desconfiture qui est, quand les biens du detteur tant meubles que immeubles ne suffisent aux creanciers apparens & aux articles ensuiuans est declare, quand contribution n'a lieu. La desconfiture rend tous les creanciers esgaux, & fait que chacun doit porter sa perte de la calamité du detteur, vt etiam testatur Seneca lib. 4. de benefic. cap. 39. & mesmes les femmes pour leur dot & donaire en cas de desconfiture, viennent en contribution avec les autres creanciers, iugé par arrest le parlement seant à Tours le 2. Avril, 1591. & autres: le lecteur en pourra voir d'auantage en mon commentaire sur ladicte coustume.

l. Le passe les actions d'usucapion & prescription par ce que i'en ay cy dessus traité. L'action d'euiction vient ou de la stipulation, si l'acheteur l'a stipulee, ou de la nature du contract d'emption qui produict de luy mesme telle action, & compete pour les dommages & interests que l'acheteur auroit soufferts, pour estre euince de l'heritage, qui luy auoit esté vendu. L'emptori. §. vlt. l. si. dictū. §. in stipulatione. l. si. in venditione. l. euicta D. de euictionib. L. non dubitatur. C. eo. Quant à l'action de retraits lignager, de laquelle est parlé en l'article ensuiuant, i en ay amplement escrit sur la coustume de Paris, au tiltre de retrait lignager, par laquelle eu l'article 141. le premier parent & lignager qui fait adiouner en retrait, est preferé à tous autres, encores qu'il ne soit si proche: mais par quelques autres coustumes le plus prochain du vendeur en degre est preferé. Aussi i ay interpreté ce que porte les coustumes pouruue que le lignager vienne du costé dont l'heritage meut & vient au vendeur, à sçauoir que tous sont reputez parens du costé & ligne du vendeur, suppose qu'ils ne soient descendus de celuy qui a vendu l'heritage: & i en ay allegué des arrests sur ladicte coustume. Pour le regard de l'action de transaction elle n'est cogneue par le droit Civil, ains s'il y a stipulation ex stipulatu actio cōpetit, ou si elle a esté obmise, vtiles actio, quæ prescriptis verbis dicitur danda est l. cū mota. c. de transactionib. Quant à l'action de restitution en entier, elle n'est obseruee en France, ains se faut pouruoir par lettres Royaux, & comme i ay monstté cy dessus, le temps de se faire releuer pour la minorité est de dix ans du iour de la majorité, & ent remaiours de dix ans du iour du contract, ainsi qu'il est porté par les ordonnances Royaux.

m. Nous appellons dot ce que la femme apporte en mariage avec le mary, & qui luy demeure propre & patrimonial, pour lequel repaier la femme a son action qui est appellee dotale apres la dissolution du mariage. §. fuerat. instit. de actio. l. vn. c. de rei vxo. act. de donaire qu'aucuns comparent donationi propter nuptias, proceda ou de la stipulation qui est faite par contract de mariage qu'on appelle donaire prefix, ou de la coustume, qu'on appelle donaire coustumier: & se prend sur les biens du mary, soit qu'il ait esté promis & prefix, ou qu'il soit coustumier: Et la femme le peut demander, comme son dot apres la dissolution du mariage. De l'action de fideiussion est amplement traité tit. D. C. & instit. de fideiussoribus, & telle action procede ou du contract de

stipulation, & partant peut estre comprise sous l'action stipulaire, aut pro fideiussione datur actio mandati. l. Granius. D. de fideiuss. l. si secundum. c. eo. J'ay parlé cy dessus du droit en chose & de la chose.

n La vendition est parfaite si tost qu'il est cōvenu du pris de la chose vendue, §. venditæ instit. de rerum diuili. & du contract de vendition procedent deux actions, l'une pour l'acheteur à fin d'auoir la deliurāce de la chose vendue, & l'autre pour le vendeur à fin d'auoir le pris, & ce que l'acheteur luy doit bailler, vt tradit. in lex empt. D. de act. empti & vënd. l. i. 2. & 6. C. eo. 7.

o L'actiō de restitutiō ne se pratique que par lettres Royaux, qu'il cōuient obtenir pour faire casser & rescinder le contract, duquel on veut estre reloué. Mais quād à la rescision pour deceptiō d'outré mesur de iuste pris, elle a lien en Frāce pour les meubles, par ce que l. 2. C. de rescin. vënd. ne parle que d'heritages comme aussi l. si voluntate, & d'auāt que l'une uel l'autre ne parle de l'acheteur ains seulement du vendeur a esté iugé par arrest du 7. Septembre 1592. que l'acheteur ne pouuoit estre restitué pour telle deceptiō. ainsi le tiens Cuiacius, obseruat. 16. cap. 18. & obseruat. 23. cap. 32.

* Est icy obmis un article qui est au liure escrit à Lempain contenant ces mots, De action Edilicienne, c'est quand aucun vend un serf qui est de telle condition, qu'il ne peut arrester en aucun lieu dont l'acheteur si est deceu de son achapt, par ceste action il doit estre reintegré, c. de edil. ac. l. cum proponas. & hæc actio. habet etiam locum pro alijs rebus sicut pro seruo. vt in eo. tit. l. si predium.

p L'action vestigale de laquelle est parlé D. tit. si ager vectigalis, est rapportée aux actions reelles: mais d'icelle n'est traité en ce lieu, ains de celle qui compete pour le payement des peages & amendes, pour auoir passés sans les payer. Car le mot vectigal est general comprenant & le tribut & redēuance qu'on doit à cause des terres & heritages baillez en emphyteuse, & le péage qui est deu au seigneur, soit Prince ou autre fondé de droit, pour la venture transport ou conduie des marchandises & autres choses suiettes à tel droit, dont est traité tit. D. de publican. & vectigal. & C. de vectigal. & commiss. & nous en auons amplement escrit au Code Henry, & autres liures.

q De l'action de location est traité aux tiltres D. C. & instit. de locat. & conduc. Mais pour entendre à quoy est tenu celuy qui a baillé ou prins à loyer quelque maison ou autre habitation, faut distinguer que s'il y a conuention entre les parties, il la faut suivre: mais s'il n'y a nulle conuention, & que celuy auquel est loué partie de la maison, comme une chambre, grenier, grange ou autre semblable, le maistre de la maison, demeurant en icelle, y auroit deu & souffert quelque perte & dommage, qui est le cas l. 1. & l. damnum. C. de locatō & conduc. il conuient iuxta d. l. distinguer si telle perte seroit aduenüe par l'effort & violence des larrons, & autre cas fortuit auquel le maistre de la maison n'auroit peu pouruoir auquel cas il ne seroit tenu de ladicte perte. Car nul n'est tenu des cas fortuits, l. si fundus, in fi. D. eo. l. cōtra dū. D. de iur. regul. iur. Mais si elle est aduenüe par la faute & negligēce du maistre de la maison, il en sera tenu: nam ab eo custodia talis desideratur, qualem diligēt. iustus pater familias suis rebus adhibet, §. qui pro vsu. instit. de locat. & conduc.

i L'auteur suivant, l'opinion commune interprete, mal le tiltre C. de suffragio, lequel ne parle des Aduocats, ains de la promesse qui est faite par celuy qui a impetré quelque honneur ou bien fait du Prince, par la suffragation, faueur, intercession & ayde d'aucun, ce qui est tres-frequent entre les courtisans, & toutesfois Tibere Empereur de Constantinople l'auroit deffendu, no. 161. Mais quant aux Aduocats qui possunt honoraria petere, ça l'action quæ extraordinaria dicitur, l. i. D. de extraordin. cogni.

l L'action finium regundorum, compete pour mettre bornes entre les heritages voisins, monnoieil praticien l'appelle plet da bonnes, & est cet actio mixte ou meslée in rem & in personam, comme aussi les actions familiae erciscundæ, & communium diuidundo. §. quædam actiones, instit. de actionibus. Il y a des tiltres D. & C. esquels est amplement traité de ceste action: & certainement les anciens Romainz qui autres, auoient accoustumé de limiter & separer leurs champs & heritages, par bornes & marques de pierres esleuées ou autres, comme l'aymonstre ailleurs. Les articles ensuiuans sont si vulgaires qu'ils ne requierent annotations.

i L'ay parlé cy dessus du contenu au present article, seulement ie veux admonester le Lecteur qu'il y a faute au liure imprimé, & qu'au lieu de l'acheuer faut dire le vendeur comme l'ay noté en marge.

u Mon vieil praticien au tiltre des pacts, appelle conuenenche nice, pour paction nue, quand elle est faite sans cause: à quoy conuient nostre auteur, lequel en ces endroit & autres, use souuent du mot nice & nicement, pour simple & simplement, mais de promesse ou paction nice ne s'engendre actio l. 7. §. sed cum nulla. D. de pactis. Les deux actions de tutelle & curatelle sont assez communes & cognues de chacun.

x Bail signifie garde, & l'action de bail est pour la garde, qu'aucun auoit en du pupil & de ses biens, durant sa minorité: du bail de mineur est faite mention en plusieurs coustumes, & y en a tiltre en celle de Paris, de garde noble & bourgeoisie, où den ay amplement escrit, & conuendra encores cy apres en traiter.

y L'action populaire comme elle est icy déclarée est hors d'usage en France, par ce que la poursuite d'un fait concernant la cause publique ou vniuerselle d'un peuple se fait à la requeste du Procureur du Roy ou fiscal, n'ayant plus le peuple autorité publique: ny aucun d'iceluy, pouuoir d'agir pour tout le peuple, quia lege regia quæ de imperio lata est, populus principi & in principem omne suum imperium & potestatem contulit l. i. D. de constitut. princip. & les seigneurs ont le droit du Prince par sa concession. Quant à l'action de furt dont est parlé en l'article ensuiuant, elle semble proceder de la loy des XII. Tables, par laquelle rei furtiua perpetua auctoritas erat, & par consequent celuy qui poursuit la chose qui luy a esté desrobée, il la peut auoir sans rendre le prix: autrement seroit suppor-

ter ceux qui receleroient ou acheteroient les choses furtives, contra l. incuilem. C. de furtis possessor rei furtiuæ rem domino restituere cogitur etiam non reddito pretio l. 23. C. de rei vindicat. *ce qu'aucuns limitent auoir lieu quand l'acheteur est de mauuaise foy, ne pouuant nommer celuy duquel il l'auroit acheté, l. ciuile est. C. de furtis. & si l'auroit clandestinement acheté. Mais si de bonne foy & publiquement il l'auroit acheté, comme en marché, ou autre lieu public, ils estiment qu'il faudroit rendre le prix. l. si quis vxori, §. 2. §. 15. D. de furtis, en telles matieres s'attribueront principalement à l'arbitrage du iuge d'en ordonner selon les circonstances du fait qui seroit traité deuant luy.*

z Le traité des postumes requerreroit un ample commentaire : Car par le droit Romain ils deuoient estre institués heritiers ou exheredez, & succedoient aussi bien à intestat que les heritiers qui dicebantur sui, qui estoient nez du vivant de celuy de la succession duquel estoit question, comme traite Iustinian §. postumi quoque de exheredat. liber. & §. postumi quoque de heredita. quæ ab intest. de fer. & tractatur D. de liber. & postu. C. de postu. hære. iusti. & al. locis. *Mais pour succeder par le postume ou autre par le moyen d'iscluy, il faut que le postume faisant ontiré du ventre de la mere soit en aage de vie naturelle, tellement que par arrest de la Cour du denxième iour de Decembre, M^{rs} cinq cens nonante quatre, entre Guillaume Prala, & Germaine Maillart, a esté iugé qu'un enfant né à quatre mois & demy n'est réputé auoir en vie, encores qu'il eust remué un bras, une iambe, menton & lenres : & sans entrer en la dispute d'entre Afflictus & Boerius si l'enfant né à six ou huit mois doit estre réputé auoir en vie naturelle : Je me contenteray de ce qu'en a escrit le Iuriscōsulte pour l'aufforité d'Hypocras, qu'à sept mois le part est parfait l. septimo. D. de statu hominum.*

aa L'Edit de l'Empereur Adrian est mal interpreté par l'auteur, parce qu'il auroit par iceluy disposé de l'heritier institué, lequel apres l'ouverture du testament estoit mis en possession de l'heredité, ou de la part & portion, pour laquelle il auoit esté institué, vt constat. ex l. 1. & ult. C. de edicto Diui Adriani, & l. 16. C. Th. quor. ap. non rec. & tractat Paulus lib. 3. sent. tit. 5.

bb Ce n'est une action speciale celle qu'on peut intenter contre celuy qui n'a accompli la condition à laquelle il est tenu par contract ou testament, par ce qu'on peut agir par l'action qui procede ou d'obligation de contract, ou du testament.

cc Les actions tant pour la nouation que pour l'acceptilation ne sont speciales ains pour le regard de la nouation, l'action compete en vertu de la nouuelle obligation : & l'acceptilation est plustost une liberation, par laquelle l'obligation est tolue pour seruir d'exception & deffenses si on vouloit agir en vertu des obligations tolues par icelle. l. 1. D. de acceptilatio. §. est prodita. instit. quibus modis obligat. tolli.

dd L'adoption n'est plus usitée & observée en France, & d'icelle non plus que de l'emancipation ne s'engendre action particulière; Toutesfois en France on observe l'emancipation, mais elle se fait du consentement du pere & de l'enfant, quand le pere emancipe son enfant, à fin que sous son nom par luy ou par un curateur il puisse faire poursuite des droits appartenans à son enfant, ou que son enfant puisse particulièrement accepter les donations qui luy sont faites, ou pour autre cause.

cc Au Code le titre de ingratiss suit celui de emâcipationibus liberorû, comme si l'action d'ingratitude competoit principalement au pere qui avoit emancipé son fils, pour le remettre sous sa puissance: laquelle est procedée de la loy des XII. Tables vt constat ex l. vn. C. eo. tit. mais l'auteur parle de la renocation de la donation qui se fait par le donateur à cause d'ingratitude l. i. & ult. C. de renocandis donat. & y avoit des peuples, comme les Perses, qui donnoient action pour l'ingratitude. Mais par le droit François il faut obtenir lettres Royaux, pour faire casser & reuoker une donation pour cause d'ingratitude ou autre. Ce qui suit de l'action copulaire vient d'un vieux terme François, auquel le praticien que j'ay escrit à la main use quelquefois, disant, un homme estre copulé, lequel s'est loué à un autre, & avoir copulé son service, que nous disons en latin locare operas. De la condition indue il faut lire condition de l'indu, comme il est escrit en mon ancien praticien, pour rendre en François ce qu'on dit en droit conditio indebiti, laquelle compete à celui qui par erreur a payé ce qu'il ne devoit l. i. D. de conditione indebiti.

ff J'ay parlé cy devant des actions qu'on appelle mixtes qui ont cause meslée tant in rem, quam in personam. §. quâdam instit. de actio. mais celle pour l'usufruit n'y est comprise.

* Au liure escrit à la main y a deux articles qui s'ont omis en celui imprimé, que j'ay voulu icy inserer: De servitude de possession. Apres s'appelle action de servitude de possession, si comme d'avoir droit de voye parmy la terre d'autrui ou droit de jonguerie sur autre heritage, ou droit de mettre chevron sur autrui mur & autres semblables C. & D. de servi. verba. predio. De servitude de prestation: Apres s'appelle action de servitude de prestation si comme d'avoir droit qu'aucun luy soit tenu de faire cornues comme de fîner en son pré, ou de tailler en son bois, ou d'autre taille sur autre D. de præscrip. ver. act. l. si operas,

gg J'ay assez déclaré cy dessus que c'estoit l'action réelle: & comme les choses nous peuvent appartenir par divers moyens, aussi pouvons nous fînder nos actions sur diverses causes, pour conclure contre ceux qui les detrompent & possèdent, à fin de s'en desister & departir, & nous en laisser la jouissance, qu'aucuns dient restituer. L'auteur recite aucunes causes de propriété, pour lesquelles on peut intenter ceste action. Zafius & autres interpretes ad d. §. omnium, traitent, si au libelle de l'action réelle il est besoin d'exprimer la cause, & font distinction entre la cause proche & la remote, sans reciter ce que Ferrarius in forma libel. act. rea. & autres en ont escrit. Il me sème que c'est le plus expedient d'exprimer la cause tant proche que remote: car la cause fait le titre, sur lequel le demandeur doit fonder son action: comme j'ay plus amplement discoursu

discours au quatriesme liure des Pandectes : on n'ay aussi examiné la diuision, ou partition de l'action réelle en celle que l'Auteur appelle propriétaire, en action de nouuelleté, & en action de simple saisine. Car encores que les interdits soient traictez en un tiltre separé des actions, si est-ce qu'ils sont compris sous le nom d'actions, n'ayant plus de lieu l'ancienne solemnité, qui s'obseruoit à Rome, l. Actionis. D. de obligat. & act. §. ult. Inst. de interdict. & concernant la possession de la chose, ils semblent estre bien referez au nombre des actions réelles : par-ce qu'ils ne se ressentent des personnelles. Dont j'ay diuisé audit quatriesme liure des Pandectes, les actions réelles en celles de propriété, & celles de possession.

h h Il recue icy plusieurs especes d'interdits, qui sont mieux distinguées par les Iurifconsultes, & Iustinian. Aucuns interdits contiennent la cause de propriété, vt de itinere actiue priuato : tous les autres concernent la possession, & sont de trois especes, à sçauoir, pour acquerir, pour reconuer, ou pour retenir la possession, l. 2. D. de interdict. Inst. eo. tit. qu'on peut voir. Ce que l'Auteur traicte des racines des arbres, est pris, ex l. 1. c. de interd. où est parlé de l'interdict qui se donne en ladicte espece, ex bono & æquo, ad exemplum interdicti, quod ex Edicto de arboribus cædendis competit. idè que non est directum sed vtile interdictum. L'en ay traicte ailleurs : L'interdit quorum bonorum, est le premier nommé entre les interdits pour acquerir possession, qui competoit à celuy auquel le Pretre auoit donné la possession des choses, c'est à dire, de l'Vniuersité des biens delaissez par le defunct, siue ex testamento, siue ab intestato, l. 1. D. quorum bonorum. §. adipiscenda. Instit. de interdict. On le peut bien r'apporter au cas de saisine & nouuelleté, quel heritier saisi par la coustume peut intenter pour les biens delaissez par le defunct, & n'y a par le droict François, autre interdit pour acquerir possession que celuy que peut intenter l'heritier en continuant la possession du defunct, dans l'an de son décès, & audit cas de saisine & nouuelleté qui compete à l'heritier, se peut aussi r'apporter l'interdit, quod legatorum, dont est traicte. D. & c. Mais il n'est tel que le d'escriut l'Auteur, par-ce qu'il ne compete au legataire pour auoir le legs, ains à l'heritier pour luy faire restituer par le legataire la chose qu'il possède à cause du legs, contre la voloné d'iceluy, l. 1. D. eo. tit. & l. vn. c. eo. Car le legataire pour auoir son legs y doit venir par action. L'interdit, vnde vi, qui compete pour reconuer la possession, est intenté par celuy qui par force a esté deieté de la possession de quelque heritage, à fin d'y estre restably & restitué, §. recuperandæ. Instit. de interdict. D. & c. de vi & vi armata. il est vray que pour la force commise, principalement par armes, on peut proceder criminellement suivant les loix Iulianes, d. §. recuperandæ. & l. 1. D. de vi & vi armata, vide l. si quis. vi. D. de adquir. possess. Au lieu de l'interdit vnde vi, à present on pratique la reintegrande, qui a esté introduicte par les Canonistes, can. reintegranda. 3. 4. 1. Comme traicte Innoc. in cap. l'ape. de restit. spol. & Imbert lib. 1. cap. 17. lequel on peut voir pour les autres articles de ce chapitre. L'interdit qui compete, si par force ou autrement la possession de l'absent est troublé, est fondé sur, l. ult. c. vnde vi. & l. 1. c. si per vim vel alio modo,

& cest interdict comme celuy vnde vi, dicitur interdictum momentariæ possessionis, l. i. & 4. c. Th. vnde vi: Et encores que par le droit Romain perpetuo competat: si est-ce que ie ne serois d'aduis que l'absent apres l'and du jour du trouble, peust intenter cest interdit: par-ce que par le droit François ne sont receus que deux especes d'interdicts, à sçauoir la reintegrande, & le cas de saisine & nouuelleté des interdicts, dont est traité es deux articles derniers: i'en ay assez escrit cy dessus, qu'il n'est besoin de repeter.

D'ACTION CRIMINELLE.

TITRE XXVIII.



ACTION criminelle, si est auoir cause de pour-
suair aucun de faict, dont il puisse ou doieue
porter peine de mort, ou de membre perdre, ou
de bannissement de ville ou de pais à peine de
vie, ou de membre, ou d'estre flastry, ou ensei-
gné d'enseigne publique, ou estre trouué in-
credule, ou estre trouué contre son droit Sei-
gneur, ou estre trouué faiseur de fausses lettres,
ou de faux seaux: car tous ces faicts sont appelez
crimes. Si sçachez que crimes sont diuisez en deux, c'est à sçauoir crime
capital, & crime non capital. Crime capital si est pour faicts parquoy on
pert vie, & reçoit-on mort par iustice si on est tenu prisonnier: ou si on
n'est prisonnier, parquoy on porte tel bannissement qui vaille mort: si-
gne d'estre banny à peine de mort si on estoit tenu: car tout ce equipolle
peine capitale. Si peuz & dois sçauoir que crime capital se diuise en dix-
neuf manieres qui toutes sont contées capitales.

De leze maiesté.

La premiere^b si est crime de leze maiesté sur de traité faire, labourer &
machiner, comment que ce soit contre la noble maiesté du Roy nostre
Sire: car de tous tels delicts, nul est autre tant soit il hault iusticier, qui
en puisse auoir la cognoissance, fors le Roy & son Iuge tant seulement,
encores qui en ce auroit commis, & non autrement. *Vide de hoc crimine
tot. tit. ad. l. iul. maiestatis. C. & ff.*

Trahison.

La seconde^c si est trahison qui se faict par aucun contre son Seigneur,
ou contre quelconque personne. Contre son Seigneur en quelque ma-
niere qu'elle soit traitée, ensuit crime capital: contre autre, si ne seroit
pas capital, si par la trahison, mort mise n'estoit ensuiuite, ou presque
mort: si comme par la trahison d'aucun le faiseur auoit nauré pour met-
tre à mort celuy qui seroit trahy & espié, & toutesfois seroit-il eschappé
de mort, iagoit ce que mort ne l'en seroit ensuiuite, toutesfois celuy qui
auroit faict telle trahison, auroit encouru en crime capital de trahison.

car par luy ne seroit demeuré que mort ne seroit ensuiuie. *ut per Doct. in l. si quis non dicam rapere. C. de Episc. & Cleric. & C. de fcar. l. is qui cum tela.*

Meurdre.

La troisieme^d si est meurdre, si comme d'occir & mettre à mort aucune personne, par especial pour le sien auoir, tout tel est crime capital de meurdrir, & n'y doit auoir remission de Prince, ou immunité d'Eglise, n'autre franchise qu'ils ayent, si Clercs n'estoient, dont ils puissent iouir & vser de priuilege de clergie, & trouuez en tonsure. *De hoc crimine ti. habes. ff. & C. ad. l. Cornel. de fcaris.*

Rapt.

La quatrieme^e maniere si est comme de rapt, si comme d'efforcer femmes quelles qu'elles soient, car la loy veut que nulle femme de quelque estat qu'elle soit, contre son gré & volonté soit trauaillée, que ce ne soit en encourant crime capital de rapt. *C. de raptu virgi. l. raptores.*

D'aucis.

La cinquieme^f maniere si est faire crime d'aucis, si comme de ferir ou atoucher femme qui seroit enceinte par telle maniere, que le fruit de son ventre en viue à perdition: car de tel fait, en chet on en crime capital d'aucis. *C. ad leg. Cornel. de fcar. l. si quis necandi.*

D'escherpelerie ou violence.

La sixieme^g maniere si est force faicte, qu'en Normandie on appelle escherpelerie, ou en autres lieux violence, si comme de tollir à autrui le sien en voye ou en chemin par les champs, ou en lieu public contre son gré, iacoit ce qu'on ne tué ou mehaigne de son corps, toutesfois ne demeure qu'on ne chée en peine capital & escherpelerie: & l'appelle *depredator agrorum*, ny ne doit auoir refuge, n'immunité d'Eglise, n'allieurs. *C. ad. l. Iuli. de vi pu. l. ob debitum. & l. sequent.*

De patricide.

La huietieme^h maniere, si est crime de patricide, si comme de mettre à mort son pere ou la mere. *Etiam auiam vel auiam: fratrem vel sororem, & ricide. extenditur ad ascendentes & descendentes: vide. l. i. ff. ad. l. pompeiam de parricidijs.* Car par la loy escrite, ce crime cy ne se compare à nul autre, & est à punir d'autre maniere, & doiuent perdre quatre elemens en leur vie, & mourir sans elemens par diuerses manieres escrites en la loy vnique. *C. de his qui parentes vel liberos occid.*

De sacrilege.

La neuuesmeⁱ maniere, si est crime de sacrilege, si comme par croire contre la sainte foy de Iesus-Christ, spirituellement à parler, crime de sacrilege, si est de faire, dire, ou venir contre l'establissement du Roy ou de son Prince, car de venir contre, c'est encourir peine capitale de sacrilege. *C. de crimine sacrileg.*

Sortilege.

La ¹ dixiesme maniere si est crime de sortilege, si comme faire force-
ries pour gens greuer, dire coniurement de saintes parolles diuines
pour ce faire, adorer le diable, & le faire venir, car tout tel faict chet en
peine capitale de sortilege. *C. de maleficis.*

D'heresie.

La vnziesme maniere si est crime d'heresie, si comme de faire croire
& arguer de toutes choses qui sont ou seroient contre la sainte foy de
nostre Seigneur, de l'Eglise, & les commâdemens d'icelle, & des saints
canons, & de tout ce soustenir. *C. de hereti. & maniche.*

Sedition.

La douziesme maniere si est crime de sedition, si comme quand
aucun machine ou faict contre son droicturier Seigneur, pour traicter
ou amener autres, à sa volonte, à fin de contredire à traicter son Seigneur
ou son peuple par voye de tumulte, laquelle chose est crime qui desire
punition extraordinaire, & dont on chet en crime capital de sedition. *C.
de seditio. & de his qui, &c.*

Monopole.

La treiziesme maniere si est crime de monopole: si comme quand au-
cun s'efforce de faire en vn pais ou ville assemblée de gens, disant, nous
deuons estre ainsi traitez & menez, & deuons de tel mestier auoir telle
franchise & tel gagnage, ny ne deuons pour ce plus ouurer: & laisser à
ouurer à telle heure, &c. qui chet en tel mesfait, il encourt en crime capi-
tal de monopole. *C. ead. tit. de sedit.*

De conspiration.

La quatorziesme maniere, si est crime de conspiration, si comme de
faire machination contre l'ordonnance ou Edict de Prince, à fin de le
destruire par faict de peuple, & y a difference en ce, combien que ce
semble tout monopole: car monopole est entre le peuple, & chose qui
singulierement le regarde, & cōspiration est assembler la gent pour cho-
se qui a regard au Prince, & toutesfois il ne touche pas au corps, n'à la
vie du Prince, comme faict sedition: & tous tels cas cheant en crime ca-
pital de conspiration. *C. ead. tit. de seditio.*

De talion.

La quinziesme maniere est, si est crime de talion: si comme quand
aucun s'auance de iuger, n'accuser aucun de crime, quel qu'il soit par par-
tie formée, & conclud qu'à mort soit condamné selon la loy escrite: s'il
dechet de telle conclusion, il doit porter autelle peine: & ce est appelle
crime de talion. Mais pour le present par les sages a esté aduisé & ordon-
né d'auoir en Cour de Iustice, Procureur d'office, qui fait les conclusions
criminelles par informatiō precedente, & oste ceste maniere d'action
de talion: car partie se peut passer par conclusion criminelle qu'il faict
sans peril d'amende par raison de son office, & ainsi se peut passer l'offi-
ce de iustice, & oste la rigueur de talion: de huiusmodi crimine, quida sen-
t. in l. qui crimen. *C. de his qui accus. non possunt. C. de accusat. & inscrip. l. ult.*

De furt.

La seiziesme ^e maniere si est crime de furt que l'on dit larcin, mais toutesfois grand' difference a entre furt & larcin, car furt est chose emblée, si comme de retenir l'autrui de receller & denier la chose, desquels larcins crime capital ne l'ensuit, fors en furt. *C. li. 6. de furtis & fer. corr. aut. nanigia.*

De vesperilion.

La dixseptiesme ^e maniere, si est de vesperilion, si comme quand aucun est si mal faisant qu'il l'entremet de plusieurs malefices, si comme de meurdrir gens, d'emblé, de desrober, de tenfer, de plusieurs autres semblables malefices dont il est renommé au pais. Tout homme doit estre Sergent pour prendre tel mal-faicteur, & l'amener à iustice, & y chet grandement crime capital de vesperilion, qui ne doiuent auoir en ville priuilege, n'immunité d'Eglise, ne nul que de clergie, si en habit & confluence sont prins. *C. l. 9. rubrica de crimine stellionatus.*

Crimen stellionatus intelligit, quod crimen committit qui ex varietate animi rem aliquam alteri pignori obligatam, alij potestas obligat: quamquam Et generaliter in alijs criminibus competis, alia specialis actio est deficiente.

De corruption.

La dixhuitiesme ^e maniere si est crime de corruption, si come quand aucun officier de iustice sous ombre de son office par corruption ou autrement iuge autre à mort sans cause, & laisse celuy qui a deferuy mort, & le tourne par dissimulation ou autrement à deliurance, car telle peine est crime capital de concussion. *C. li. 9. ad l. Iulian. repetundarum. l. 1.*

De sodomite.

La dixneuuesme ^e maniere si est crime de sodomite, si comme de faire contre tout fait de nature humaine, & que n'à homme n'à femme naturellement appartient à faire.

De crime non capital.

C Rime non capital si est tout mesfait qui a regard à crime, mais non capital, si que dessus est dict au commencement de ceste rubric, & se diuise ce crime en deux manieres: C'est à sçauoir en crime de faulx, & crime non capital, comme dessus est dict. Si dois sçauoir que crime de faulx que les clerks appellent *crimen falsi*, si est crime, ou delict, ou mesfait de faulxenerie, si comme de lettres faulces, de seaux contrefaits: de faulx Procureurs, & de tels cas semblables pour lesquels crimes il ne l'ensuit pas peine capitale, fors peine arbitral selon la discretion du Iuge. *C. li. 9. ad leg. Corneliæ de fals. l. cum qui.* Crime non capital l'assiet sur foy mentir, sur corruption de Iuge ou d'autre officier, sur larcin simple dont on pert tant seulement membre d'oreille, ou bannissement de trois ans: sur villain serment dont on est mis au pillory: sur inhumainement parler du Roy nostre Sire, ou de son Prince, dont on est flattré ou enseigné de sein de iustice: sur contrefaire autre seing, soit en fait de notairie ou de marchandise, ou en fait de mestier: sur simple sortilegerie dont on est mis au pillory, & autres semblables mesfaits qui sont criminels non capitaux:

ANNOTATIONS DV TILTRE

VINGT HVICTIESME.

ANCORES que l'accusation, qui est pour la poursuite des crimes, soit distinguée de l'action, & qu'au droit Romain soit traité de l'une & de l'autre par tiltres separés : si est-ce que le mot d'action pris généralement comprend aussi l'accusation, vt constar. ex l. Qui accusare. c. de edendo. & tit. c. quand. ciuil. act.

crimi. præiud. Et Cicéron appelle actions l'accusation contre Verres. On peut donc bien distinguer l'action en ciuile & criminelle. L'Auteur entend la criminelle, celle que le droit Romain dict estre des iugemens publics, qui appartenissent principalement à la vengeance publique, & se traittoient par accusation. Cicéron en l'oraison pro Cæcinnâ, distingue elegamment ces deux especes d'actions ou iugemens. Les iugemens publics sont diuisez en capitaux, & non capitaux : Les capitaux sont ceux, desquels la peine est mort naturelle ou ciuile : estant la mort ciuile un exil & bannissement perpetuel ou autre peine semblable corporelle, approchant de la mort, & qui priue celuy qui est condamné des droits de la Cité. Les non capitaux sont ceux desquels la peine est pecuniaire, ou quelque punition de corps, comme le fûet, bannissement à certain temps qu'on appelle relegation, l. 2. D. de publicis iudicijs. Instit. eo. titu. Esquels tiltres, & C. est amplement traité des matieres criminelles, & plusieurs en ont aussi escrit, comme Clarus, Bossius, Prosper, Farinacius, & autres desquels on peut voir les liures.

b Entre les crimes humains, le premier, & qui merite plus griesue & atroce punition, est celuy de leze Majesté, car d'autant plus que la personne du Roy, doit estre sacre-sainte & venerable enuers les subjects, comme de Lieutenant de Dieu en son Royaume, & d'autant plus que la defense & conseruation de la Republicque, leur doit estre chere, & en recommandation : s'ils conspirent & attentent contre sa Majesté ou l'estat, ils doiuent estre punis de tant plus gries suppliance de mort, tant pour l'atrocité du crime que pour l'exemple : Nous auons l'auctorité des Perses, des Grecs, Romains, & mesmes des Hebreux, de la senerité des loix ordonnées contre les conspirateurs & criminels de leze Majesté, dont les histoires rendent ample resmoignage, & on peut voir, D. & C. ad legem Iulian. maiestatis, Et Gigas qui en a fait un ample traité & pareillement les ordonnances qui sont mises au Code Henry, où s'en ay plus amplement discouru, & au quatriesme liure des Pandectes.

c Ce qu'il appelle icy trahison est proprement ce qu'on dict assassinat

qui est un meurtre ou attentat, commis de guet apend; quand aucun de propos deliberé espie aucun pour tuer, & la peine de tel assassinat est du dernier supplice, encores qu'il n'y ait eu qu'attentat, vt scribit Clarus lib. 5. sent. §. assassinium, & autres en ont amplement traité: mesme-ment Guenois sur le chap. 21. du liure troisieme d'Imbert, où il traite tres-doctement & amplement de la plus part des crimes icy recitez, & de leurs peines, qui sera cause que ie ne m'y arresteray longuement.

d *Au Stil de Parlement*, tiltre de alta, media, & bassa Iurisdictione, & en quelques anciens arrests & tiltres, est faicte mention de murtrum meurtre, qui est distingué du simple homicide est murtrum dicitur, quando homicidium factum est scienter & pensatis insidijs: Meurtre fait de guet apend, occisio quando homicidium factum est sine proposito, sed in rixa quæ Gallicè dicitur chandecolle. Dont il semble que meurtre se prenoit pour assassinat. Ce qu'il adionste icy de la franchise & immunité de l'Eglise estoit anciennement obserué souuent auparavant l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf, laquelle en l'article cent soixante six, a permis de prendre prisonnier dans l'Eglise & lieu de franchise, celuy contre lequel auroit esté decreté prinse de corps. Mais encores lors que la franchise auoit lieu, elle n'estoit admise en certain cas & crime, comme au meurtre commis de guet apend; ainsi qu'il a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour, & le tient Clarus, d. §. assassinium & §. fin. quæ. 30. vide caput 26. lib. 3. leg. Franc. tit. c. de ijs qui ad Eccles. confug. & ce que i'en ay escript au Code Henry.

e Entre les crimes qui ont esté declarez royaux, c'est à dire, estans de la cognoissance du Iuge royal priuatiuement aux autres Iuges sont nombrez le meurtre, rapt & incendie, comme a monstté amplement Bacquet, traité des droicts de iustice chap. 6. Le rapt s'entend proprement quand il est commis contre la fille Vierge, ou femme Veuue viuant honnestement, & la peine est de mort, l. vn. c. de raptu virginum seu viduarum, si le rapt estoit commis sans force, la peine n'estoit de mort, §. sed eadem lege Instit. de publicis iudicijs: Mais en France pour le rapt commis aux filles vierges & mineurs qui sont rauies mesmes pour mariage contre le gré des pere, mere, ou tuteurs y est pourueu par l'ordonnance de l'an mil cinq cens cinquante six, sur les mariages clandestins, & de l'an mil ving cens septante neuf, Estats de Blois & autres, & y a des arrests de mort donnez contre les ravisseurs qui auroient ravy, forcé & violé les filles pucelles: Mais quelque-fois les ravisseurs selon les circonstances, ne sont punis si rigoureusement, & quand à ce que l'Auteur parle indifferemment des femmes quelles quelles soient, ie ne serois d'aduis que le rapt eust lieu, ny la peine ordonnée pour iceluy en la femme qui se prostitueroit publiquement, non plus que l'adultere, l. si ea quæ. c. ad legem Iulian. de adult. Encores que tels crimes ne doiuent estre laissez impunis. Il ne deuoit obmettre l'adultere, qui est aussi mis enre les

ingemens publics capitaux, encores que du commencement, lors que fut publiée la loy Iulie, il ne fut telz d. tit. D. & c. ad leg. Iul. de adult. §. Item lex Iulia. Inst. de pub. iud. Cuiac. lib. 21. obseruat. cap. 17. l. i. c. The. ad leg. Iul. de adult. l. 16. c. de pœnis. Nous auons plusieurs auctoritez & exemples es livres sacrez & hystoires, que les adulteres ont esté punis de mort: & mesmes en France encores que tousiours telle rigueur n'y ait esté obseruée, dont i'ay plus amplement discours au quatriesme liure des Pandectes.

f Ce terme d'aucis qui est ancien, signifie proprement ferir de coup de pied & ainsi l'interprete mon vieil praticien, quand on fiert femme enceinte de coup de pied en despit, pour la faire accoucher, mais ledict crime se peut entendre plus generalement, & la peine capitale ordonnee pour iceluy, a sçauoir, ou quand on frappe la femme enceinte pour la faire accoucher, l. si quis necandi. c. ad leg. Cornel. de sicar. On quant la femme meisme homicide son propre enfant, dont estant conuaincue elle est punie de mort, & pour cest effect l'ordonnance du Roy Henry II. 1556. contre les femmes recclans leur grossesse & enfantement desquelles les enfans ayans esté trouuez morts, elles ont esté punies du dernier supplice par arrest de la Cour, & à ce propos on peut voir, l. 8. d. ad leg. Cornel. de sicar. l. Cicero. D. de pœnis & exod. 21. Tertull. in Apologet. cap. 9. & lib. de anima cap. 14. & autres en ont amplement escriu.

g Escherpellerie est proprement ce que nous disons vol, & escherpilleurs sont voleurs & guesteurs de chemin: dont mention est faicte en la coustume d'Anjou, art. 44. & du Maine art. 51. & mon vieil praticien dict escherpilleurs & aguesteurs de chemin, tels voleurs & guesteurs de chemins sont punis de mort, de peine de la rouë par les ordonnances du Roy François I. 1534. Henry II. 1547. & autres, dicuntur famosi latrones l. capitalium §. famosos D. de pœnis. Plusieurs se travaillent si la peine de la rouë qui a esté introduicte par lesdictes ordonnances, est celle dont est faicte mention par les Auteurs anciens. Mais i'ay monstré au quatriesme liure des Pandectes la difference: iceux ne iouissent de l'immunité de l'Eglise, cap. 1. de homicid. doc. in cap. inter alia, & cap. fin. de immun. Eccles. Maluer. tit. de pœnis, numero 3.

** Est obmis au liure imprimé l'article qui ensuit de sicaire, la 7. maniere si est crime de sicaire, si comme faire homicide en aucunes personnes par glaiue, espee, ou autre armerure, par pierre, par fust, ou par autre maniere, car tous tels faiseurs d'homicides encourent en crime capital de sicaire. c. de sicarijs l. 1. 2. 3.*

h Ce crime est si detestable que Solon interrogé pourquoy il n'en auoit fait loy, respondit n'en estre besoin: par ce qu'il n'estimoit homme si miserable, que telle meschance eüst luy tombast en l'esprit, ceux qui sont conuaincus de tel crime, encores qu'ils ne soient punis de l'ancienne peine, quæ refertur in l. 9. D. ad leg. pompe. de parri. & l. vn. c. de his qui par. vel. lib. occid. si est ce qu'ils sont tres-seuerement punis comme nous auons veu en l'an 1556. un nommé Tarquet anotr esté par arrest de la Cour, tenallé aux bras & iamhes, en apres rompu sur la rouë & bruslé, il est vray que quand ils n'en sont conuain-

cus

cus que par indices, ils sont quelquefois punis de mort moins rigoureuse, ou s'ils sont trouvez seulement adherant au parricide comme le frere dudit Tarquet lequel quelques ans apres ne fust que pendu & estranglé.

i La description qui fait icy du crime de sacrilege est prise ex tit. C. de crimine sacrilegij. Mais la propre definition est que le sacrilege se commet quād on pille & desrobe les choses sacrées, c'est à dire, les choses dediées & cōsacrées à Dieu en l'Eglise. Les sacrileges par la loy Romaine sont punis de mort: encores que quelquefois ladue peine auroit esté moderée l. 4. 6. & 9. D. ad leg. Iuh. peculat. Papon en escrit liure 24. sū. 10.

k La loy Cornelie estoit des homicides & venefices, qu'elle punissoit de pareille peine. Et Instinū Inst. de public. iudiciis. eadē lege & venefici, cap. damnantur, qui artibus odiosis, & venenis, quā infurris magicis homines occiderint, vel mala medicamenta publicē vendiderint. Les magiciens, enchanteurs, sorciers, & tous usans de sortilège sont punis de mort par le droit Romain, l. nullus, & l. multi. C. de malefic. & mathē. A ce propos on peut voir nouell. leonis 65. Specul. tit. de sortileg. Tertull. libro de idolol. Cassiod. 9. var. epist. 18. & lib. 7. capitul. cap. 26. & 72. Les Conciles & plusieurs autres auteurs qui en ont escrit: mesmement les Histoires & Annales de France qui tesmoignent des punitions, qui en auroient esté faictes, que la brièveté des annotations ne me permet de reciter.

l Par les anciennes Ordonnances des Rois de France le crime d'heresie estoit puny de mort, quand il estoit directement contre la sainte Foy Chrestienne & constitutions de l'Eglise: comme aussi par les loix Romaines, l. 8. 11. & 12. c. de hæret. & les Histoires Ecclesiastiques tesmoignent que les Empereurs Chrestiens ont esté contraincts d'user de telles punitions contre les heretiques pour le repos de l'Eglise, & tranquillité de l'Empire. Je sçay bien que quelquefois ils ont esté punis de plus douce peine comme d'exil, mais saint Augustin epist. ad Bonifac. & in Ioānem monstre qu'ils doivent estre punis. Comme aussi ont escrit plusieurs Docteurs de l'Eglise, mais il n'est besoin d'en parler davantage. L'auteur ne deuoi icy obmettre le blaspheme detestable contre le nom de Dieu & cōtre la tres-sacrée vierge Marie, les Saints & Saintes, qu'on tient pour espee d'heresie, & est puny rigoureusement par les Ordonnances des Rois, recueillies au Code Henry: mais entre tous les iugemens qui ont esté donnez par arrest de la Cour contre les blasphemateurs est notable celuy donné le 27. iour de Ianuier. 1599. contre Nicolas le Mesle, par lequel pour les blasphemes execrables par luy proferez contre le saint nom de Dieu, & de la vierge Marie, il auroit esté condamné à faire amende honorable, teste & pieds nuds en chemise ayant la corde au col, tenant en ses mains une torche de cire ardante du poix de deux liures, & que ce fust luy seroit la langue percée d'un fer chaot & les deux leures fendues & banny du Royaume de France à perpetuité; laquelle peine est une vraye mort ciuile: aussi par ledit arrest luy auroit esté enioint de garder son ban, à peine où il seroit trouué quinze ans apres l'execution d'iceluy, d'estre pendu & estranglé sans autre forme ne figure de proces: & tous ses biens auroient esté declarez acquis & confisquezz au Roy.

m Ces trois articles de sedition, monopole & conspiration, comme l'auteur les interprete, & qu'il est traité tit. C. de seditiosis, se peuvent reserer au crime de leze majesté duquel le principal chef est la conspiration contre le Roy & Prince souverain : mais aussi tout ce qui est fait contre sa Majesté, repos & seureté de l'Estat, & pour esmouvoir le peuple à sedition, & faire assemblées illicites, est reputé crime de leze majesté & punissable de mort l. i. & seq. D. ad legem. Iul. Majest. par la loy des XII. Tables, celui qui avoit fait de nuit assemblée estoit puni de mort, vt constat. ex declamatione Portij latronis contra Catilinam, & sancitum erat lege Gabinia. Dōt on peut voir ce qu'en a escrit Linus lib. 39. Cenz qui esmeuvent sedition comme perturbateurs de repos public, sont punis de peine capitale, soit de mort naturelle ou civile selon la qualité du fait l. 38. §. auctores. D. de pœnis, & autres loix cy dessus recitées. Paul. lib. 5. sent. tit. 19. Clarus lib. 5. §. vlt. quest. 68. Bossius Tract. de sedit. & autres qui ont escrit des pratiques criminelles; & contre tels seditieux. lex Iulia de vi publica, avoit ordonné peine, comme pareillement contre ceuz qui font des assemblées illicites, vt constat. ex l. 3. §. & al. D. ad legem. Iul. de vi public. Cicéron & autres anciens auteurs, mesmes Aristote li. 1. politi. c. 4. montrent qu'il est tres-necessaire de reprimer promptement les seditions. Nous en avons plusieurs Ordonnances de nos Rois recitées au Code Henry.

n Entre les crimes n'est denommé celui du talion, ains c'est seulement une peine ordonnée contre ceuz qui calomnieusement accusent un autre, c'est pourquoy talionem reciproci pœnam vocant Imp. in l. 3. C. Th. de exhib. reis, & reciprocos pœnz incurfus, l. 7. C. Th. de accusat. & festus inquit, talio est iniuriæ ultio: & in leg. XII. Tab. si membrum rupit, ni cum eo pacit talio esto. Mais la peine du talion n'est observée en France, ains celui qui est convaincu d'avoir accusé aucun calomnieusement de crime public, est puni à l'arbitre du Juge, & quelquesfois de peine corporelle, comme il seroit advenu à Taboué, duquel Papon recite l'arrest.

o Le furt n'est mis entre les crimes publics, ains par le droit Romain il est tenu pour delict privé. Toutesfois en France, ceste distinction entre les crimes publics & les delicts privés est confondue; aussi la forme des jugemens publics anciennement observée à Rome, est dès long temps hors d'usage l. ordo. D. de publicis iudicijs. La peine du furt ou larcin en France est arbitraire, & se juge selon les circonstances des personnes, lieux & temps qu'ils sont commis: toutesfois on tient que pour le premier larcin on est seulement puni du fouet. Docto. in Authent. sed nouo iure. C. de servis fugit. Clarus lib. 5. recept. sentem. §. furtum. Mais ordinairement les larcins domestiques commis en la ville de Paris sont punis de mort.

p Ce qu'il dict icy du Vespertilion ne se trouve aux livres du droit Romain, & mal il le rapporte au stellionat qui n'est reputé entre les crimes publics, l. 3. C. de crimine stellionatus. & le Jurisconsulte dict quod actio stellionatus neque publicis iudicijs, neque priuatis actionibus con-

tinetur. l. 1. D. eo. il est ainsi appelé de la beste nommée stellion vt scribit Plin. li. 30. c. 10. & compete quand aucun a vendu ou obligé à deux vne mesme chose, ou l'ayant obligée à quelqu'un: la vend par dissimulation & tromperie à un autre. l. 3. D. eo. l. 1. & seq. C. de crimine stel. ou par imposture suppose une chose pour l'autre, comme celuy duquel parle Trebellius Pollio in Gallienis, qui auoit vendu des pierres de verre pour de vrayes pierres precieuses: la peine de tel crime est arbitraire, & quelques fois infamante. l. quid ergo. §. vlt. D. de his qui notant.

¶ Il confond icy les crimes de concussion & celuy qui est puni par la loy Iulie repetundarum, le crime de concussion par le droit Romain n'estoit public, & toutesfois il le pouuoit estre, & concernoit principalement ceux qui sous faux pretexte d'auoir commandement du Magistrat menaçoient de denoncer & accuser, & par ce moyen se faisoient bailler de l'argent, l. 1. & vlt. D. de concuss. Le crime de la loy Iulie repetundarum est referé entre les iugemens publics, & pour iceluy sont punis ceux lesquels estans en Magistrat, charge & office public pillent ceux sur lesquels ils ont puissance, prennent argent d'eux ou presens pour iuger ou non iuger, & iniquement condamner ou absoudre, ou commettent autres actes semblables l. 1. & al. D. ad leg. Iul. Repetund. l. 3. & vlt. c. eo. Par le droit Romain la peine est extraordinaire, & s'adiuge selon la qualité du crime, l. lex Iulia. §. vlt. D. eo. en France nous comprenons les deux crimes sous le nom de concussion, & est la peine arbitraire.

1 Ce crime de Sodomic est grandement detestable, & ne deueroit estre cogneu ne nommé entre les hommes: duquel est parlé in l. cum vir nubit. C. ad legem Iuliam de adult. il est punissable du feu: ainsi que nous lisons apud Licin. ruf. in lege Dei, tit. de stuprator. & a esté pratiqué en France par plusieurs arrests de la Cour de Parlement: & entre autres du vingti-deuxiesme iour de Decembre Mil cinq cens septante cinq du premier de Feurier, Mil cinq cent octante six par lesquels ceux conuaincus d'un tel crime furent condamnez à estre pendus & estranglez, & leurs corps bruslez avec leur proces, à fin d'en abolir la detestable memoire. Voyez Clarus lib. 5. senten. §. sodomia. & §. fornicatio. Bossius tractat. de stuprator, detest. in mascul. & autres qui en ont escrit en leur pratique criminelle.

¶ L'auteur s'abuse en cet article du crime non capital. Car il met le crime de faux entre les non capitaux, qui toutesfois par le droit Romain est tenu pour capital. §. item lex Cornelia. instit. de publicis iudicijs. aussi la peine dudit crime est capitale l. 1. §. vlt. D. ad leg. Cornel. de falsis. l. falsi. l. vbi. C. eo. nouel. 17. & 42. & nouel. leonis. 77. dudit crime y a plusieurs especes & pour le regard de celuy qui disoit faux tesmoignage, par la loy des XII. Tables il estoit puni de mort, à saxo Tarpeio de iocitor inquit lex. Par les Ordonnances de François I. Mil cinq cens trente & vn. Mil cinq cens trente deux, & Mil cinq cens trente cinq. Ceux qui sont conuaincus d'auoir passé faux contract, ou porté faux tesmoignage, & les

Financiers d'auoir falsifié acquis, quittances, comptes, & reales des monstres, sont punis de mort: & par autres Ordonnances de l'an 1536. 1542. 1549. & 1561. ceux qui falsifient les monnoyes du Roy, ou qui contrefont & falsifient les marques de sa Majesté, sont aussi punis de mort: Comme aussi ils estoient punis par la loy Romaine *Li quis nummos. C. de falsa moneta*, de la peine de suffoquer ou boullir en eau & huile les faux monnoyeurs. *Masuerius* fait mention tit. de pœnis. Boër. dec. 254. qui en voudra voir dauantage qu'il lise *Clarus lib. 5. sent. 8. falsum*, & autres qui ont escrit de ceste matiere mesmes Guenois sur Imbert à la fin du troisieme liure. Ce n'est le semblable du faux Procureur qui est entendu celuy, lequel sans procuration & pouuoir s'entre-met de plaider pour quelque partie, comme ie l'ay interpreté cy dessus en autre titre: parce qu'il ne peut estre codamné criminellement, ains seulement es despens, dommages & intersts. I'ay parlé du larcin sur l'article de furt, & du vilain serment sur l'article d'heresie. Quant au crime de mal parlé du Roy & Prince souverain de titre si quis *Imperatorī maledixerit* n'est observé: sinon que sa Majesté le vueille pardonner de grace & misericorde: parce, comme moestre Tacitus, tel crime est reputé tenir de celuy de leze majesté, & lege Moysis puniatur, qui *magistro populi maledixerit*. Car à la uerité celuy qui parle mal du Roy, duquel il doit uenerer la Majesté, videtur hostili animo aduersus eum animatus esse: ideoque in eo puniendā est voluntas eadem feueritare qua effectus. l. quisquis. Cad leg. Lul. Maiest. C'est pourquoy le sieur de Belle-ville, & maistre François le Breton furent pendus & estranglez, pour les liures diffamatoires qu'ils auoient composez contre le Roy: quant à la serillogerie certainement ceux qui en ont usé sans auoir fait dommages à personne, & depuis s'en repenent & retirent, ne sont punis de la peine de mort dont i'ay parlé cy dessus, mais d'autre peine arbitraire: comme on dit del heretique qui se repent. *C. vt commissi, de hæte. in 6. Igneus in l. 1. §. cum dominus. D. ad Syllai. Tiraq. de pœnis & al.*

DES PEINES DES DELICTS DESSVS TOUCHEZ. TITRE XXIX.



Vis que dit est, & monstre ay des actiōs ciuiles & criminelles, & comment on peut faire & former la demande en Cour laye, soit de bouche ou par escrit: Apres veux dire & monstre des peines qui ensuiuent sur les delicts & mesfaits, faits & peptrez par aucun. Si^a peux & dois scauoir que peine de loy fut par les anciens aduisee pour refraindre la malē volonte des malfaiteurs, & qui à autre veulēt mal faire, & tort faire, & les grener par leur desordonnance, combien que tousiours doit la peine estre entendu en la moins aspre partie par le iuge, car selō le Sage, iustice sans misericorde est trop dure chose, & misericorde sans iustice est trop lasche chose, & pource y faut auoir attrempance & moyen par sage discretion de iuge.

Nam secundum gradum dignitatis vitæ, honestatem crescit aut minuitur estimatio iniuriæ: in §. pana autem. & §. sequent. institut. de iniuriis.

Pour cause de personne.

La premiere^b maniere si fut pour cause de la personne, si comme qui messait à personne d'Eglise, ou à personne de dignité, ou à personne d'office, mesmement pour son office, ou à paisible & coye personne sans occasion raisonnable, ou à Dame & Damoiselle, sçachez que trop plus se messait & doit estre la peine trop plus grande, qu'à autre personne pareille l'un à l'autre, & qui sont accoustumez d'estre brigands. *ut Inst. de iniur. §. atrox iniuria.*

Pour cause de lieu.

La ii.^e maniere de peine si est pour cause du lieu, si cōme qui messait en lieu saint, ou en lieu où se tient siege de iustice, ou en la Cour & maison de son seigneur, ou en marché ou foire, où les gens viennent pour marchader, qui est au sauf conduit de iustice: & dont le marché est troublé ou empêché: ou en presence de Seigneur ou son Lieurenant qui doivent estre crains & reuez. Sçachez que trop plus se messait qu'en autre lieu. Car qui mal veur faire, selon le sage au moins le face secrettement & sans troubler autrui que le moins qu'il peut.

Pour cause de temps.

La tierce^d maniere de peine si est pour cause de temps: si comme qui messait de iour ou à iour de feste ou à autre iour solemnel, comme aux festes de Pasques, au Noel, Penthecoste, & aux autres notables festes commandees de l'Eglise estre gardees & honorees par toute Chrestienté: & en ces iours les Seigneurs ne prendroient iour de bataille: aussi ne doivent faire que ce ne soit à plus grieve peine que en autre iours.

Pour cause de qualité.

La iiij.^e maniere si est par cause de qualité, si cōme de messaire par merueilleuse maniere, & si baudement qu'il semble qu'on ne craigne Dieu, iustice, ne hōme, & que encores en ait fait pis, & qu'on en soit tout ioyeux, & que si à faire estoit, encores le feroit-on: car nul ne doit desirer à mal faire, & puis que par chaude cole on messait, si s'en doit-on repentir, & desirer à l'amender, non pas à encores pis faire: ou encores par contraire: si comme qui messait à escient si republoement, que nier le vueille, car espee & cause de meurdre & ce est plus à punir qu'autre: *qualitas cum delicti aggrauat. ar. l. respiciendum. §. i. & l. capitalium. §. famulos. ff. de penis.*

Pour cause de quantité.

La cinquiesme maniere de peine fut par cause de quantité, si comme se messait inhumainement de blesser l'homme au visage, de luy couper main ou pied par aduis, & le desirer à tel tourner que iamaïs ne soit homme honoré, & trop plus se messait, que murer homme par ire chaude-ment à l'adventure, & bien luy coupe pied ou bras par chaude cole. *Cad. leg. Corn. de si. l. i. & l. eum qui assenerat.*

Pour cause de intention.

¶ iiij.

La vij. maniere de peine fut par cause de intention, si comme quiconques meffait d'aguet, de propos & d'aduis appensé trop plus griefuement meffait que par hative maniere, car nul n'est conuenable de prendre loy ne vengeance de son meffait qui faict luy est; mais doit retourner à iustice: & pour ce specialement sont toutes vengeancees & guerres defendues, fors au Prince, ne nul ne doit ce faire qu'il ne chee en trop plus griefue peine que de chaude cole. *C. ad leg. Iul. de adult. l. Gracchus. ff. ad leg. Cor. de sicar. l. Item diuus Adriannus.*

Pour cause d'accoustumance.

La vij. maniere si est par accoustumance, si comme aucuns qui sont tous accoustumez de souuent combattre à la gent, & sont de leur nature brigas, & telles gens doiuent estre si griefuement punis que ce soit exemple à tous autres. *C. ad leg. Iul. repet. 21. ut unius pena metum possit esse multorum.*

Pour cas d'adventure.

La viij.^e maniere de peine si est par cas d'adventure, si comme qui meffait par non escient ou en iouant à autre, pour ce ne demeure que peine ne s'y doie asseoir, car par la loy nul ne peut faire grief ne meffait à autre, que peine ne s'y asseioie, & interest à partie: selo la loy escrite il y chet peine. *C. ad leg. Cor. de sic. l. 1. & l. cum qui. & ff. ad leg. Aquil. l. si obstetrix. §. item Offilius. & l. seq. nam ludus quoque noxius in culpa est.* Mais en ceste partie la peine doit estre plus gracieuse, que si faict estoit autrement, & toutesfois y chet peine. Si peux & dois sçauoir que toute peine peut & doit estre entendue qu'elle soit par aucune des huit manieres dessus dites en general ou en especial, mais la declaration si ne peut ne doit estre escrite, Car à homme d'entendement en ceste pratique peut & doit estre assez sceu quand elles se peuuent declarer, selon les coustumes des lieux qui sont si diuers que nul ne pourroit ne sçauoir tout escrire: & toutesfois qui frequente les lieux, elles sont assez legeres à sçauoir: neantmoins en voudray cy apres declarer des maieurs peines, selon que chacune rubric appartient par soy, il est assez que par la loy escrite nul pour aage ancien ne doit estre deporté de la peine capitale, s'il est de relage qu'il puisse auoir commis le delict. *C. li. 9. rubrica de pœnis. l. impunitus delicti. & ff. ad leg. Corn. de sicar. l. infans.*

Quand plusieurs sont à un delict, que les uns sont, & les autres non, lesquels sont coupables du delict.

SCACHEZ que souuent aduient que à vn delict sont plusieurs, dont les vns sont faiseurs, & les autres non. Si est à sçauoir que tous sont faiseurs qui au delict faire mettent peine, soit en conseillant ou en confortant, soit en soustenant ou en commandant à le faire, soit en instituant, enseignant à faire, ou participant, si comme de preter cheuaux, varlets, armures à escient pour ce faire, soit en conduisant, ou deuillant du faict faire, soit par menace precedentes, tous tels sont

tendus complices comme faiseurs, selon la loy écrite. Mais autres y a qui à vn delict peuent bien faire compagnie, & si ne seront pas tenus pour complices, ne pour faiseurs: si comme est le voisin d'aucun, ou ceux qui aucunesfois compaignent sans sçauoir riens du cas, ou comme sont aucuns qui entre les delinquans vont & se mettent pour deffaire le debat, & oster le mal apparant sans en aller avec les faiseurs, car qui seurement se veut oster d'estre tenu pour complice, il ne s'en doit aller avec les faiseurs comme que ce soit, car à venir avec eux, n'y a pas si grand suspicion, car tel va avec autre d'or il ne sçait la pencee: mais en l'aller avec apres le fait ne s'en peut nul ignorer: & par la loy ceux ne sont complices qui de sçauoir & de vouloir ne sont consentans au fait. C. de pœnis. l. sancimus. ff. ad leg. Cor. de sica. l. vlt. & ff. de vi prin. l. 3. & ff. ad leg. Aquil. l. litem mela. §. si plures trabem. & ff. de vi bo. l. rap. l. 2. §. si quis.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

VINGTNEVFIESME.

S O L O N disoit tres bien que par deux choses la republique est maintenue, à sçauoir par la remuneratiō ou recōpense, & par la peine: à fin que les hōmes soient faits bons tant par la crainte des peines, que par l'esperance des recompences & quer dons. La peine est l'estimation de l'offence & delict. l. sanctio D. de pœnis, & comme dit Cassiodor. varia. lib. 4. epist. 49. pœna est delictorum vltix. necesse est, inquit, vindictæ subiacere, qui prauis moribus obsecundat. Pour deux raisons principales les peines sont introduites, la premiere ou à fin que les meschans punis & ostez du monde, les autres vinent en plus grande seureté & repos, ou que celuy qui a esté puni se corrige & amende, l. si pœna D. cod. la seconde à fin que par la peine & exemple d'un, les autres soient deterrez & detournez de mal faire, & soient faitz meilleurs & plus hommes de bien, vt Plato. Demosthenes in Neera. Cicero diuersis in locis & alij scripserunt, l. capitalium. §. famosos. D. cod. l. 7. C. ad l. Fab. l. 1. C. ad leg. tul. repet. Et cōme des crimes & delicts y a grande diuersité & difference, aussi y a diuersité de peines, & ceux qui ont delinqué & mesfait, sont diuersement punis, selon les diuers merites & circonstances: ce que declare bien Cassiodor. varia. lib. 8. epist. 27. en faisant cōparaison des peines aux medecines & remedes qu'on baille aux maladies. Morbi ipsi dissimilibus succis sanantur herbarum: aliis cibi, aliis ferrū oporèt reuocari sospitatu, & pro qualitate passionis præceptū incertū at hūc is: les circonstances qui sont auant ou derrier les peines, sont amplemēt traittez. l. 11. l. 28. C. l. D. de pœnis, & l. Traquell. en a fait vn ample traitté. Autre fois à Rome les peines ont esté legitimes & ordinaires, c'est à dire qu'elles estoient ordonnées & constituées par les loix, en maniere que les iuges les deuoiēt adiuuger par leur sentēce, & d'icelluy auant appell. l. si qua pœna D. de ver. sig. mais maintenant elles sont presque toutes arbitraires, aussi les poursuites des crimes.

Sont appellees extraordinaire, par ce qu'on n'y observe les anciennes formes qui estoient gardees à Rome. I. hodie. D. de pœnis. Le Jurisconsulte in d. l. 16. propose sept circonstances ou manieres qui doivent estre observees es matieres criminelles pour la punition des crimes & meffaits: à sçavoir la cause, la personne, le lieu, le temps, la qualité, la quantité, & l'envenement. Nostre auteur en declare icy la plus grande part: mais on peut voir ce qu'en a escrit le Jurisconsulte & Tiraqueau. Certainement les peines & supplices ne doivent estre augmentez & enaigris, ains plustost diminuez & adoucz, l'interpretatione. D. co. dont Marcus Antonius Philosophus est loüé de ce qu'il avoit accoustumé de punir les crimes de moindre supplice, qu'ils ne devoient estre par les loix, vt scribit Iulius Capitolinus: mais encores que la clemence soit grandement recommandable à un Iuge Ambrosio teste c. quod Christus 23. qn. 4. & Seneca epist. 86. & Amm. Marcell. lib. 19. si est-ce qu'elle ne doit faire destourner le Iuge de faire iustice des crimes: par ce qu'autre est la condition du Iuge, cuius corruptæ videntur esse sententia, si sint legibus mitiores, & autre la puissance du Prince, lequel peut flechir l'aigreur du droit rigoureux, Symmachus epist. 49. lib. 1. & Themistius orat. 5.

b Les considerations des personnes font souvent enaigrir les crimes & augmenter les peines, comme si l'injure ou l'exceds est fait aux Magistrats, Officiers ou autres personnes ayans autorité & charges publiques, comme apres les Jurisconsultes: Clarus §. fin. qu. 29. & 35. & autres praticiens ont escrit, & le traite elegamment, Iustinian. §. atrox iniuria Instit. de iniurijs.

c Le lieu agraue grandement le delict, vt constat. ex d. §. atrox & L. Prator. §. ult. D. de iniurijs où le Jurisconsulte du y avoir grand intereff si l'injure est faite en public en la presence du peuple, ou comme on liét vulgairement du preteur en une solitude & en secret, ce que Tiraqueau dispute plus amplement capla. 57.

d Pour la distinction du temps il le faut observer en deux sortes, ou pour le temps que le delict a esté commis, soit de iour ou de nuict: ou pour la qualité du iour, si c'est un Dimanche ou festes solennelles, que lors les Chrestiens doivent du tout se dedier à deuotion, & s'abstenir de mal faire selon les commandemens de Dieu, & constitutions Ecclesiastiques: & quant aux delicts nocturnes lesquels plus souvent se verifient par indices, ils sont plus punissables que ceux qui auroient esté faits de iour; d'autant que plus difficilement on les peut enlever, & comme dict Bal. in l. non minorem. C. de transact. grauius est noctu, quam sub lucem peccare, C'est pourquoy par la loy des XII. Tables, licebat furem nocturnum occidere, non autem diurnum nisi telo se defenderet.

e Le Jurisconsulte in l. absenté D. de pœnis, dit elegamment, refert in maioribus delictis, consulto aliquid admittatur an casu, & sane in omnibus criminibus distinctio hæc aut pœnâ iustâ exigere debet, aut temperamentû admittere: & me sèble qu'il faut ainsi lire le texte, qui signifie qu'il y a intereff es grâds crimes, si quelque chose est commis consulemēt & de propos delibéré, ou par cas fortuit & aduerture: & certainement en tous crimes cette distinction doit estre observée, laquelle doit on exiger la peine iuste & legitime, on admettre quelque

temperament: ce que monstre aussi Demosthenes in orat. pro Ctesiphonte, Ceux qui sont costumiers de mal faire, battre, piller & desrober, qui dicuntur Grassatores, & par les anciens François bodeteurs ou brigâds, doiuent estre plus grieffement punis, que ceux auxquels aduient par quelque collere de mal faire l. Capitulum, §. Grassatores & in l. 16. scribitur nonnumquam euenit, vt aliquorum malefactorum supplicia exacerbentur quotiens, timium multis personis grassantibus, exemplo opus sit. Et Cassiodorus varia. lib. 12. epist. 13. Grauiore, inquit, pœna piectendus est, qui vsque ad iniuriam diuinam suam nihilominus retendit audaciam. Mais les delicts qui se commettent par douleur au collere sont plus doucement punis, d'autant que sont passions de la fragilité humaine; qui offusquent la raison cōme Cicéron monstre en plusieurs lieux, & constat ex l. 1. §. & al. C. ad legem Cornel. de sica. Tiraquel de pœnis, causa prima, & fait bien à ce propos l. Graccus. C. ad leg. Iul. de adulteris, où les Grecs interpretent bien, in exilium dari pro relegari. & l. 1. §. diuus Hadrianus, & ult. & l. diuus Hadrianus. D. ad leg. Cornel. de sica.

f P'ay asseZ discours de ce qui est traité aux autres articles: en cestuy-cy est parlé de celuy qui en iouant a offensé un autre: il y en a un texte expres, in l. quarto §. 1. D. co. du rescript de l'Empereur Adrian à Taurinus pro consul de Betique, par lequel l'Empereur approuue le iugement de Taurinus, qui auoit banny pour cinq ans d'Italie & de la Prouince de Betique Euaristus qui auoit tué en iouant Claudius estans en banquet: le rescript est recité plus amplement au recueil, legum Moysis, que Monsieur Pithou a mis de nouveau en lumiere. Car encorcs que celuy qui a tué sans y penser n'ait eu intention de mal faire, si est-ce qu'à cause que l'acte par luy commis est mauuais de soy, il en doit estre puni: non iours fois par la rigueur de la peine ordinaire: ains de quelque plus douce peine, à fin que les autres y prennent exemple & apprennent à iouer plus modestement. Nam lusus quoque noxius in culpa est, l. 10. D. ad leg. Aquil. Ce qu'il adiouste icy que nul pour aage ancien ne doit estre deschargé de la peine capitale, se doit entendre quād le crime est tel & si enorme qu'il merite peine capitale, & que celuy qui l'a commis soit de tel aage, qu'il ne puisse ignorer son crime & meffaiet. Car quelques fois en aucuns crimes l'ancien aage fait diminuer de la peine, l. si quis in graui §. ignoscitur. D. de SC. Syllan. & l. 2. D. de termi. mot. & l. ferē in omnibus. & ibi glossa. D. de reg. iur. Tiraquel. causa 8. lequel aussi causa. 7. monstre que les ieunes gens, c'est à dire qui n'ont encores ataint l'aage de pleine puerié, doiuent estre plus doucement punis, l. auxilium §. in delictis. & ibi doct. D. de minorib. l. si adulterium. §. fratres. D. ad leg. Iul. de adult. & al.

g C'est en une forme ancienne, dont on v'soit aux crimes & delicts ope consilio, pour monstre que ceux qui auoient donné ayde ou conseil pour cōmettre quelque meffais estoient aussi coupables que celuy qui auoit cōmis. l. xpo ita comparatū est. D. de ver. signific. dōt y en a plusieurs exemples au droit Romain, mais pour le regard de la question qui se presente en cet article, quand aucun a esté blessé en un lieu ou estoient plusieurs. L'auteur aproche de la distinction qui en est faite au droit Romain, sçauoir s'il n'y a qu'un seul qui

ayt frappé, sans l'aide ne secours des autres, & sans qu'ils fussent participant de l'entreprise de celuy, qui auroit donné le coup, il n'y aura que luy qui en sera puni. l. faucimus. C. de pœnis, & mesmes si en rixe & conflit d'entre plusieurs on cognoist celuy qui a donné le coup de la mort, il en sera tenu seul. l. ult. D. ad leg. cornel. de sicar: mais s'il n'appert qui auroit donné le coup de la mort ils en seront tous tenus. l. item mela §. sed si plures D. ad leg. aquil. toutesfois si plusieurs s'estoient assemblez pour aller battre & outrager un autre, ou ceux qui estoient presens auoient donné aide & confort à celuy, qui auroit frappé, ils seront tous tenus de l'exceds ou mort. l. 3. D. ad leg. Iul. de vi priuata, & al. mais à cause de l'ordonnāce qui enioint à ceux qui voient aucuns s'entrebattre, de les separer & faire leur deuoir d'empescher qu'ils ne s'outragent & offensent sur peine d'amende arbitraire: ceux qui se trouueront à telle querelle, ne seroient excusables de la peine de l'ordonnance, pour n'auoir fait que regarder. De ceste matiere s'ecriuent plus amplement les praticiens, mesmement Hippol. Marfil. ad d. l. ult. D. ad leg. cornel. de sicar.

DE RESPONDRE ET AFFERMER ARTICLES.

TITRE XXX.



V e. que monstre ay la forme d'articuler tant en demandant, comme en defendant, qui par l'exemple deslusdict peut faire & donner exemple en tous cas: sçauoir pouuez & deuez qu'en forme de procez il conuiet estre d'accord que ainsi soit escrit que plaide: & si non, que ce qui seroit autrement escrit, soit croisé.

De intēdit ou article accorder.

Croisés.

Si dois sçauoir que si croix y a en l'intendie, c'est à la discretion du Iuge à appointer. & si croix y a en articles, ce demeure au serment de l'Aduocat si affermer les veut auoir plaidees, au en substance: & ainsi se peuuent les croisez ordonner, & les raisons estre concordées ou discordées.

De l'affirmation & responce des articles.

Item ce fait encores peuz & dois sçauoir qu'il conuiet affermer & respondre aux articles, tant d'une partie comme d'autre par la maniere qui ensuit.

Des cinq conditions des articles.

C'est à sçauoir que tout article chet en droit, ou en fait, ou en supposition, ou en negation, ou en condition, ne plus ne chet de formes d'articles: donc si l'article est de droit, il n'y chet autre responce que la voie de droit. Et se l'article est de fait contraire, il y chet responce, ie ne le crois pas. Et si l'article est suppositif, & par ce non responsable: & si fait y auoit responsable, si ne le crois il pas: & ainsi peuz & dois respondre du conditionnel article: & au negatif n'appartient autre responce que l'article est negatif, & par ce n'y chet affirmation ne negation de ma partie: & si fait y auoit prejudiciable au mien, ie ne le crois pas. Item quant à affermer les

articles en la maniere qu'il appartient que l'affermant en peut retrencher aucune chose s'il luy plaist, & depuis n'y pourroit toucher, prendre ne oster. Et conuient que les articles demeurent tels, & que droit soit sur ce fait: ne Juge ne Commissaire n'y peut de rien substraire, & enqueste sur ce faicte, examination de tesmoins sur les faits deniez ausdits articles, si peut lors droit asseoir. *Des raisons de droit.*

Tu peux & dois scauoir qu'en tous procez, jaçoit ce qu'ils soient parfaits contraires par tesmoins, ou d'un costé ou d'autre, sur quoy iugement se puisse asseoir, toutesfois selon le droit escrit & avec selon l'vs & stile de Cour laye en quelque estat que le procez soit, depuis que les articles sont mis outre, & iusques à iour assigné pour ouyr droit, sont à receuoir raisons de droit & escrits, ou fais n'auroit qui cheussent en preuue tant d'un costé come d'autre, & à mettre & employer au procez, que jaçoit ce que le procez, fust cõclud en droit d'entre les parties, & le sac clos & seal-lé & rapporté en Cour, nonobstant se font tousiours raisons de droit à receuoir, soit que l'une des parties tant seulemēt les vueille bailler, & toutes les deux parties: car de nulle des parties ne doiuent estre refusees iusques à sentence rendre. *C. li. viij. rub. sententiam rescindi non posse. l. peremptorias exceptiones.*

La forme de articuler raison de droit.

POUR venir & attaindre aux fins & conclusions faictes & eleuees par tel. N. demandeur en la cause, pendant pardeuers vous Messieurs les Escheuins de tel lieu. N. contre tel. N. defendeur, & que par vous mesdits Seigneurs les Escheuins icelles cõclusions luy soient & puissent estre faictes & adiugees, moyennant & en confortant le procez sur ce fait & mis outre pardeuant vous, encores d'abondant & pour plus parfaictement auoir & attaindre la verité du cas, met outre, dict & propose ledict tel. N. les raisons de droit qui cy apres s'ensuiuent: requerant instamment que toutveu droit luy soit faict.

ANNOTATIONS DV TITRE.

TRENTIESME.



TOUT ce qui est traicté en ce tiltre depend de l'ancienne pratique, de laquelle plusieurs vieux praticiens font mentio: mais apres y a nouuelle pratique, fõdee sur les ordõnances Royaux, par lesquelles la forme est prescrite d'escrire & proceder par les parties ayans esté reglees par le Juge, apres leur conestatio: & par ce q' i en ay cy dessus amplement traicté, & au grãd coustümier, il ne sera besoin d'en discourir d'auantage seulemēt i adionster ai ce que i ay remarqué aux vieilles escriures que i ai autresfois veñes, q' les parties auoient accoustumé de croiser les articles des parties aduerses, qu'elles vouloient cõrredire & denier. Laquelle forme est encores retenuë aux declaratiõs de despens, dõt y a appel, esquelles l'appellant, dõt croiser les articles dõt il entẽd estre appellant. Et estoit aussi l'ancienne practiq de faire des respõses par confessio ou denegatio, on

par supposition; dont ont procedé les responses par credit, vel non, qui sont abragees par l'ordonnance de l'an 1539. article trente six; au lieu desquelles l'ordonnance permet aux parties de se faire interroger l'une l'autre sur faicts & articles pertinents & concernans la cause & matiere, dont est question entre elles, & par l'article trentehuitiesme est porté que les parties seront tenuës affermer par serment les faicts contenus en leurs escriptures & additions: ce qui se doit entendre en rapportant lediët article au precedem, les faicts concernans le merie de la cause d'entre les parties, & qui sont de leur cognoissance, comme Monsieur Bourdin a bien obserué sur lediët article. Quant à ce. qu'il escript de bailler raisons de droict, en tout estat de la cause, cela procede de l'ancien stile, qui est encores obserué en quelques iurisdic-tions, où apres les enquestes faictes, & en produisant les parties produisent des aduertissemens: ce qui semble toutesfois estre contre la forme de l'ordon-nance: par ce que selon icelles, & le bon ordre de pratique, qui s'observe en cours de Parlement, Requestes du Palais, & au Chastellet de Paris, les parties selon qu'elles sont appointees ou contraires à escrire par intendus, ou en droict à escrire par aduertissemens, elles y doivent satisfaire incontinent apres l'appointement, pour y respondre si besoin est.

Au liure inprimé sont obmis plusieurs articles contenant la demande en cas de champ de bataille, defence & maniere de presenter le champion au champ, à cheual ou à pied: & par ce qu'ils contiennent plusieurs fueillels s'ay-differé de les inserer en ce lieu esperant les mettre en fin du liure.

DE COMPLAINTE DE NOUVELLETE.

TITRE XXXI.

*Hæc materia to-
sã practica Fri-
cia appellat.
Fab. in. §. reti-
nende. insti. de
interdic. vbi
multa per eum,
& melius quam
hic quomodo
procedi oporteat
Vide tit. de ca-
sa nouitatis in
stilo curia par-
lamenti, & enã
abunde per M^a
suer. in sua pra-
ctica. in tit. de
possessorio.*



OMPLAINTE de nouelleté que les cleys ap-
pellent interdict, par plusieurs manieres se peut
faire: car sçachez que en toutes les manieres que
tu es ou seras troublé en la chose, de quoi tu seras
en saisine & possession par toy ou autre de qui tu
aurois cause, & de ceste possession & saisine ayes
iouy & vŕe par tel temps qu'il puisse ou doieue
suffire à bonne & iuste possession, & à iuste tiltre
auoir acquise & retenir, tu t'en peux complain-
dre en nouelleté, mais que dedans l'an le faces, que le trouble & em-
peſchement t'y feta faict. Car si l'an passé attendois de toy complaindre,
à ceste nouelleté tu ne serois receu: mais il conuiendroit que ce fust par
simple saisine, comme dessus est dit en la rubrique de ce faisan- te mention.
Si c'estoit en trouble de seruitude ou de prestation, ou si c'estoit en cas
d'heritage troublé & empesché, il conuiendroit que ce fust par com-
plainte en cas de propriété: si comme cy apres diray en la rubrique à ce ser-
uante. Et pour ce se different le cas de simple saisine, & de nouelle-

& de propriété. Car simple faine ne se doit asseoir que sur trouble de
 servitude, & de propriété sur la chose de heritage, & fons propriétaire, *Immo casus no-*
 & sur tous deux se peut asseoir cōplainte de nouuelleté. Car sur ce gene- *nitati non cō-*
 ralemēt & sur tous autres troubles, quels qu'ils soient, se peut asseoir cō- *petit pro re mo-*
 plainte de nouuelleté, soit sur chose mobilière, personnelle, réelle, spiri- *bili nisi accedat*
 tuelle, corporelle, puis qu'on en auroit possession acquise par temps suf- *rei immobili, ut*
 fisant & par le dernier an qui tout conferme: car si par le dernier an en *si qui conque-*
 estoit discontinué, la nouuelleté seroit ostée: & si du dernier an estoit cō- *ratum quod tur-*
 tinué, la nouuelleté tiendroit & vaudroit, & auroit le possesseur durant le *batus fuerit in*
 proces la recreâce de la chose cōtencieuse: car tu peux & dois sçauoir que *possessione do-*
 si cōplainte de nouuelleté l'assiet sur vn cas, il conuient qu'elle soit causée *mus, vna cum*
 du cas en maieur du trouble & empeschement, que de nouuel y sera mis *mobilibus in ea*
 en troublant & empeschât à tort & sans cause indeuēmēt & de nouveau *existentibus, vel*
 par ces propres mots, & que la commission soit iustificée d'oppositiō, car *aliquius fundi*
 autrement faillant à ses termes elle ne vaudroit. Encores cōuient il qu'elle *cum fructibus,*
 soit causée que en cas d'opposition, la chose contencieuse prinse & mise *pro hoc fecit.*
 en main de loy & de iustice pour le debat des parties iour soit assigné
 sur opposition en Court. Et sera la chose contencieuse pendant le proces,
 tenuë en la main du seigneur, & gouernée iusques à ce qu'il sera fait ap-
 paroir de l'une des parties qu'il ait iouy des derniers exploicts par le der-
 nier an, cōme dit est, & à celle partie deura estre adiugée la recreâce, c'est à
 dire que la chose contencieuse luy sera mise en main iusques à ce que du
 principal sera ordonné par le iuge, parties sur ce ouyes. Et pource faut-il
 en complainte de nouuelleté plaider tout à vne fois declinatoire & dila-
 toire si on l'a: & par especial sur la recreance, & sur le principal; car sou-
 uent aduient que tout se peut determiner à vne fois, & pour ce le faut-il
 plaider ainsi: ou autrement on seroit deboutté de ce qu'on en delayeroit
 à plaider, car sçachez que possesioire c'est le cas de nouuelleté, & la peti-
 toire c'est le cas de propriété, & se peut bien demener tout pardeuant vn
 iuge, & tout ce determiner par luy. Mais premieremēt doit estre cogneu
 de la possesioire, & puis que par la petitoire seroit la cause gagnée, l'ex-
 cutoire de la petitoire precederoit à l'executoire de la possesioire. C. li. *Vult ibi dicere,*
quod si actor ob-
timeat in petito-
rio, rem in pos-
sessione, vel con-
tra petitorium
astrahit ad se
possessorium.

Et faut expressement dire au cōmencer à plaider son cas, & auant qu'on
 en ait eue la complainte, que si aucunement estoit touché en plaidant de
 la chose qui desire ou touche à realité, que ce n'est, mais tant seulemēt, &
 non autrement que pour conforter sa faine & possession. Et la raison si
 est que tout ce qui touche seroit de fons & realité, il conuiendroit que la
 complainte fust en forme de realité, qui est la dernière voye & forme de
 iustice en tel cas. Et puis qu'on la touche, nul autre n'a lieu: car c'est la som-
 miere & dernière voye de proceder en tel cas. Et d'autre part le défendeur
 tantost s'en voudroit vanter, & demâder veuë de lieu, & par ainsi la nou-
 uelleté seroit ostée, & seroit l'action pure propriétaire. Et pource faudroit
 que le demandeur assiet sa demande, car il n'auroit pas intenté sa demande
 & complainte par forme à ce deuë. Car il conuient qu'en propriété faire

A a iij,

Il est six manieres de nouuelleté.

sa demande soit par libelle, & y respondre par libelle, si comme cy apres sera dict: & ce ne faut-il mie en complainte de nouuelleté. si que apres ce que dit est sur quelle chose cōplainte de nouuelleté s'affiet en general, il s'ensuit voir sur quelles choses en especial. Si est à sçauoir qu'en six manieres se affiet complainte de nouuelleté en especial: que les clers appellent cas interdict.

La premiere maniere si est de la nouuelleté de l'arbre ou autre chose semblable. qui fait tort à son voisin par ses branches ou racines qui grient au voisin, & de ce se peut intenter complainte de nouuelleté. *C. li. viij. rub. de interdictis. l. j.*

La seconde maniere si est de retenir les biens au mort contre les vrais heritiers, qui sont saisis par la coustume generale du Royaume de France, dont le mort faist le vis: & de ce se peut intenter complainte de nouuelleté. *C. li. viij. rub. quorum bonorum. l. i.*

La tierce maniere si est de retenir les biens legatee à aucun, & de ce se intente complainte de nouuelleté. *C. li. viij. rub. quorum legatorum. l. unica.*

La quarte maniere si est de troubler autre en sa saisine & possession accoustumée; & de ce se intente complainte de nouuelleté, quand par fait & force elle est tolluë. *C. li. viij. rubrica unde vi. l. i.*

La v. maniere si est de troubler l'absent en sa possession & saisine, & de ce se intente complainte de nouuelleté, mais que dedans l'an le trouble reueni si le face. *C. li. viij. Rub. si per vim vel alio modo. l. i.*

La vj. maniere si est de troubler aucun en sa iuste saisine & possession: & se intente de ce la plus commune forme de nouuelleté. *C. li. viij. Rubrica vis possidetis. L. vis possidetis fundum de quo agitur.*

De renuoy sur complainte de nouuelleté.

I Tem peux & dois sçauoir que si comme ceste complainte s'affiet en tous cas si comme dit est, se peut elle asseoir d'entre tous voisins l'un contre l'autre, si fait-elle d'entre seigneur & suiet, & suiet ou seigneur qui tiendroit par moyen, & la complainte viendroit du souuerain, mais si le seigneur moyen le requiert auoir, rauoir le doit loy faisant sur la complainte. Et de ce renuoy a-il par la dignité de la iustice & seigneurie, car d'entre tous autres ne se réuoye ceste cause, mais demeure en la cognoissance du souuerain si on s'en traict premier à luy, pource que c'est cas de preuention. Exemple, que ainsi s'affiet complainte de nouuelleté d'entre suiet & seigneur, & que le renuoy s'en puisse & doie faire, & le veis iuger par arrest de Parlement, d'entre les naueurs de Tournay qui se complaindirent des escheuins d'icelle ville qui sont leur iuge ordinaire. La complainte estoit donnée du Roy, & en cas d'opposition requis fut en Parlement du renuoy, & par arrest fut renuoyée la cause ausdits Escheuins, &c.

Arrest de Parlement.

Exemple & arrest de Parlement.

Encores fut-il ainsi dit par les Preuost & Iurez de ladite ville de Tournay, contre les Bouchers d'icelle ville qui par complainte de nouuelleté

donnée du Roy nostre sire, qui auoyent fait comuenir par opinion lefdits Preuost & Iurez en Parlement, le renuoy demandé, la cause fut renuoyée de Parlement ausdits Preuost & Iurez leur iuge.

Arrest de cas pareil.

Item le vey encores du seigneur de Ligne, contre le Seneschal de Hainaut qui pour lors estoit seigneur de Mortaigne sur l'Escault de par le Roy, & ledit seigneur de Ligne tenoit son fief de Mortaigne, & si estoit sur ce dont il tenoit complainte de nouuelleté: ledit Seneschal requist à rauoir la cause loy faisant à Monseigneur le Baillif de Vermandois, deuant qui la cause estoit par opposition. Ledit Baillif iugea que rauoir ne la deuoit, pource que complainte de nouuelleté estoit cas privilégié. Ledit seigneur de Ligne en appella en Parlement, il fut dit bien appelé, & mal iugé.

Arrest en cas pareil.

Exemple du Procureur du Roy & arrest.

Que aussi^d complainte de nouuelleté se peut asseoir du Procureur du Roy nostre sire contre aucuns suiets, verité est que en la Cour Royale à Peronne en Vermandois, se fit vne complainte de nouuelleté par le Procureur du Roy, contre les Bourgeois Manans & Habitans de la ville de Tournay sur ce que ledit Procureur disoit, que à cause du payage de Peronne le Roy estoit en possession & faisine de prendre & cueillir le droit dudit payage sur tous passans de quelque part ou lieu dont ils fussent, &cetera. Et lefdits de Tournay disans le contraire. &c. Item le vey cōplaindre en complainte de nouuelleté les Preuost & Iurez de ladicte Ville de Tournay, cōtre le payage de chacun en Tournes. A laquelle complainte le Procureur du Roy s'opposa, disant du contraire. Et ainsi en ay veu autrefois complaindre contre le Roy nostre sire.

Autre arrest touchant le droit des payages.

Comment en complainte chacun est entendu demandeur, & iugé.

Item s'il^e aduenoit que personne laye se complaignist en nouuelleté de persone d'Eglise, pour ce ne demeureroit pas que la persone d'Eglise ne fust tenuë de proceder sur ce avec le complaignant, Car pour la clergie ne se pourroit defendre qu'il ne conuenist respondre à la complainte. Et la raison si est que toute cōplainte de nouuelleté a espee reelle, combien que formellement ne soit mie reelle. Et pour chacun en ceste cause estre demandeur, entendu quant à demande & deffence. Car chacun allegue de sa partie la possession de la chose contencieuse à l'auoir à luy adiugée avec la recreance. Et ce sont les conclusions qui y seruent. Et pource qu'elles sont toutes pareilles aussi bien au defendeur qu'au demandeur, vey & entend la loy que chacun soit demandeur reputé. Et ainsi fut-il dit & iugé en vne cause de nouuelleté pour la Damoiselle de Buillemot, contre le Curé de la Magdelaine en Tournay par Monseigneur le Baillif de Vermandois en complainte de nouuelleté: dont ledit Curé estoit defendeur, & le chapitre de Tournay estoit avec luy.

Conclusions en cas de nouuelleté.

De complainte sur nouuel trouble de iustice, & arrest de ce.

Item & si ladire complainte s'asseoit sur nouuel trouble de iustice d'entre aucuns, & opposition si asseoit: sçaches qu'en ceste partie recreance ne si assiet d'une partie ne d'autre, mais demeure la chose contencieuse.

en la main du seigneur de qui la complainte est donnée, & qui en peut & doit, & en tel cas n'a point de recreation. Et la raison si est que iustice est si noble chose qu'elle doit demeurer en la main du souverain, qui ne despoüille nully pource que elle vient & descend de luy, & qu'il a à tenir & à garder iusques en decision de cause, & que droit die qui auoir la deura. Ainsi fut il dit par arrest de Parlemēt pour l'Euesque de Tournay contre les Preuost & Iurez d'icelle ville en vne complainte de nouuelleté d'entre ledit Euesque complaignant, & lesdits Preuost & Iurez opposans.

Complainte en cas spirituel, & arrest de ce.

Item que complainte de nouuelleté se peut asseoir sur chose spirituelle : vn exēple de ce aduint en l'an mil. ccc. lxxiiij. en la ville de Chaalōs, qu'une maniere de gens vindrent qui disoient qu'ils ne se pouuoient tenir de dācer par miracle de Dieu, & vouloiēt entrer en la ville de Chaalons. Et pour obuier à ce l'Euesque ordonna que procession se feroit par plusieurs colleges. Et fist commandement à tous ses subjects qu'à celle procession fussent, & pareillemēt ordonna que le Chapitre dudit lieu de Chaalons y vint. Lesdits de Chapitre en furent contredisans, disans que subjects n'estoient en ce tenus, mais firent autre procession d'eux & de leurs subiects : & ordonnerent que tous y vinsent. Sur ce ledit Euesque qui se disoit le souverain, impetra vne complainte de nouuelleté disant qu'il estoit souverain de Chapitre, &c. Lesdits de Chapitre disoient que complainte ne si asseoit, & au surplus qu'ils estoient exempts de tous cas dudit Euesque. Sur ce fut ordonné par arrest que complainte si asseoit, & au surplus qu'ils escriroient à fin de saisine.

Exemple en pareil cas, & arrest.

Item par autre raison & par plus forte que complainte de nouuelleté s'affiet en chose spirituelle, sçachez que entre deux Curez de Normandie s'affit vne cōplainte de nouuelleté, sur ce que l'un disoit que sa Parroisse duroit iusques en tel lieu, & l'autre disoit du contraire, & qu'il estoit en saisine d'aller iusques à ce lieu visiter, accommunier, & administrer les Sacremens à ses parroissiens, & sur ce que l'un desdits Curez y auoit accommunié, l'un d'eux impetra complainte de nouuelleté. L'autre Curé s'y opposa. Sur ce iours furent assignez en Parlement, & fut entendu que complainte de nouuelleté ne s'y deuoit asseoir, & par partie aduersē fut dit que si, &c. Tout veu il fut dit par arrest que complainte de nouuelleté si pouuoit & deuoit asseoir & escriroiēt à fin de saisine &c. & fut la chose mise en la main du Roy nostre Sire : & par ce ne peut estre entēdu que le Corpus domini fust mis en la main du Roy nostre Sire.

De complainte sur don legataire.

Item sçachez que complainte se affiet sur don legataire puis que le legateur auroit laissé & don né chose dont il auroit eue possession à son uiuant, & en ce seroit allé de vie à trespas. Et ainsi fut-il iugé en Parlement, pour vn bourgeois de Rheims, qui disoit auoir par dō legataire droit & possession en certain lieu par droit dont le mort saisist le viſ les hoirs du trespassé disans du cōtraire, & qu'ils estoient mesmes en droit de possession,

&c

Arrest de Parlement.

Arrest de Parlement en l'an mil ccc. lxxiiij.

Arrest de la Cour touchant le droit des Curez.

Arrest de la Cour de Parlement.

& par ce meſme droit dont le mort faiſiſt le viſ, car ils eſtoient vrais hoirs & ſucceſſeurs dudit defun&: *ergo*, &c. & que complainte de nouuelleté contre leur naturelle ſucceſſion, ne ſy deuoit aſſeoir, nonobſtant le don legataire que le demandeur maintenoit, &c. Tout veu il fut dict par arreſt que complainte de nouuelleté ſi aſſeoit, & furent ordonnez à eſcrire, &c.

l'ay cy deſſus monſtré le contraire.

De complainte ſur mandement royal: & arreſt ſur ce.

Item que complainte de nouuelleté ſe peut aſſeoir ſur mandement royal, & arreſt impetré ſur aucun cas, & depuis le mandement interine quand à adiournement: ſçachez que Madame d'Amboiſe auoit impetré vn mandement du Roy noſtre Sire, à fin d'auoir droit ſur la terre de Bordes que tenoit le Seigneur de Bordes, & eſtoit mandé qu'elle fuſt miſe de fait & tenuë de droit en ladicte terre, & en cas d'oppoſition iour fuſt assigné en Parlement. Pendant laquelle choſe ledit Seigneur de Bordes impetravne complainte de nouuelleté, diſant, comment il eſtoit en ſaiſine, &c. Sur ce oppoſition ſ'aſſiſt en Parlement. Propoſé fut par ladicte Dame, que complainte contre ſon mādement ne ſe deuoit aſſeoir, & qu'elle eſtoit preallable, & premierement impetree, &c. *ergo*, droit deuoit premier ſur ce eſtre fait, dict, iugé & ordonné, il fut defendu en contraire. Tout veu, il fut dit par arreſt que ladicte complainte eſtoit priuilegiee, & tel que droit n'y deuoit eſtre differé, & que bien ſ'aſſeoit complainte, nonobſtant ledit mandement: & que premierement ſeroit de la nouuelleté cogneu, fait en l'an 1375. au mois, &c.

Arreſt de la Cour donné l'an 1375. la raiſon duquel eſt que par l'exécution du mandement le ſieur de Bordes eſtoit troublé en ſa poſſeſſion.

D'auoir recreance ſur cas d'arreſt.

Item peux & dois ſçauoir qu'en complainte de nouuelleté, quiconque peut monſtrer avec ſaiſine lettres de tiltre, incontinent doit auoir la recreance ſans autre preuue. Et ainſi fut il dict par arreſt de Parlement pour maĩſtre Gilles de Tourneur Archidiacre de Tournay, contre l'Eueſque d'icelle ville, ſur vne complainte de nouuelleté, impetree par ledit Archidiacre, contre ledit Eueſque, ſur ce que ledit Archidiacre diſoit auoir certaine compoſition avec ledit Eueſque, ou ſes predeceſſeurs. Ledit Eueſque diſant du contraire par oppoſition, la cauſe ventilee en Parlement, ledit Archidiacre monſtra ſur ſon tiltre les lettres ſeellées deſdits Eueſques, incontinent & ſur pieds la recreance fut adiugée audict Archidiacre. Et ainſi ſ'ay veu iuger d'autres pareils iugemens en pluſieurs cas.

Arreſt de Parlement, duquel la raiſon eſt, par ce qu'en telle complainte eſtois pluſtoſt queſtion du droit, que du fait: Et qu'il apparoĩſſoit par tiltre, par eſcrit, du droit de l'Archidiacre, cōcernant choſe ſpirituelle, ou quaſi ſpirituelle.

De non declarer le tiltre en complainte.

Item peux & dois ſçauoir qu'en complainte de nouuelleté il n'eſt ja neceſſité de declarer tiltre qui ne vault, quant à fin de ſaiſine, poſſeſſion & recreance, mais en diffinitiuue, il ſuffiſt auoir iuſte tiltre, quant à principal, mais quant à recreance il ſuffiſt auoir & prouuer ſaiſine, *iuxta illud: Poſſideo quia poſſideo. C. de pet. hered. l. cogi poſſeſſorem*. Et neantmoins dient les droits qu'en ſaiſine vraye faut auoir iuſte tiltre, ou autrement elle ne vault ſelon droit eſcrit. *Poſſeſſor male fidei nullo tempore præſcribit.*

Cery s'entend pour acquerir preſcription.

D'acquerrre possession clandestine par force ou par priere.

Encores veulent les droits distinguer possession par trois autres voyes & manieres, c'est à sçauoir par possession clandestine, par possession acquise par force, & par possession acquise par priere, que les Clercs appellent *Clam, vi, precario*. Car par nulle de ces trois manieres, possession acquise ne donne point action de possession, mais en sont à debouter tels detenteurs. *C. li. 8. vii possidetis. l. possidentis fundum: de quo agitur. & ff. quod vi, aut Clam.*

De possession acquerrre contre le Roy.

Item possession acquise contre le Roy nostre Sire, ne tient lieu par la raison de la dignité, & aussi de la maiesté imperiale, car il est conditeur de loy, & pour-cela la loy pour & par luy faicte ne luy doit estre contraire, car il ne chet en nul exemple cõtre autre, ne riens ne se doit comparer à luy.

Et ainsi est con-
cen l'Edit du
Preteur, de inter
dicto vii possi-
detu, nec vi, nec
clam, nec pre-
cario, l. 1. D. vii
possidet.

Nul n'acquiert
droits contre le
Roy, des suiets.
l'ay noté aux
annotations que
le cas de saisine
et nouuelleté n'a
lieu pour les
droits du Roy.

l'ay noté autres
annotations cy
dessus que ceste
opinion estoit
d'ancien, & ne
s'observoit.

Et pour ce nul ne peut contre luy acquerrre droit de ses suiets. Toutes-
fois voit on souuent que le Procureur du Roy se plaint souuent en com-
plainte de nouuelleté de ses suiets, & si font les sujets du Roy, & par
ainsi semble que complainte s'y peut asseoir: voire en autre cas qu'en son
demeine & maiesté royale, car en ce ne s'assiet complainte de nouuelle-
té.

De possession acquise contre pupilles & expatriez.

Item encores peux & dois sçauoir que contre pupilles, contre expa-
triez, ne contre furieux durant leur furiosité, saisine ne se peut ne doit ac-
querir, mais que dedans l'an apres que le pupille seruenu en aage, ou l'ex-
patrié reuenu & repatrié, ou le furieux retourné à moralité, complainte
s'en face par le delayant, selon la loy escrite. *C. li. 8. Si per vim vel alio mo-
do. l. 1.*

De perdre possession par non posséder.

Item peux & dois sçauoir que tout aussi bien que possession s'acquiert
par posséder en nom d'autre pour celuy en nom de qui on possède: aussi
bien se pert elle par autre qui laisse à posséder, de ce qu'il a & doit auoir
en garde pour autre: & pour-ce a sagement vlt, nul ne doit laisser acquerir
possession contre luy, car la souffrance est desheritance selon les cou-
stumes & selon la loy escrite. Encores est plus confortee ceste loy. *ff. de
acquiren. poss. l. possideri. §. Quod si seruus. C. unde vi. l. vi pulsos.*

De faillir l'adiourné à son iour.

Item dois sçauoir que sur complainte de nouuelleté l'adiournement
se doit faire premier sur le lieu contentieux à certain & competent
iour pour voir interiner la complainte, & pour dire & alleguer sur ce op-
position si bon luy semble. Et si l'adiourné ne compare par luy ou par
Procureur, l'executeur la complainte ramenée à fait quand a execution
par le complaignant: & sur ce default requis l'executeur doit dire, que si
auant que faire le peut & doit, il oste le trouble & empeschement, tient
& remet le demandeur en sa possession & saisine par vertu du default, &
pour-ce voir adiuger, confermer & decreter par son Iuge: doit de tout
ce rescrire au Iuge. Et ce faict, le complaignant doit leuer commission
pour faire ledit defaillant adiourner à certain iour, pour voir iuger le
profit dudit default, & l'execution du default confermer, & decreter si

De qui est affai-
re cõtre l'adiour-
né de faillant à
son iour. Ceste
forme de proce-
der ne s'observe
plus, comme l'ay
maistré aux an-
notations.

bon luy semble, & ce fait le Juge doit adjuger & confermer ce que fait a esté par le Sergent; si exoine n'a eu l'adiourné si raisonnable que droit y puisse supplier; que forte chose est à alleguer & monstrier, & se peut à celuy iour faire exoine promettant à faire iceluy bon : & neâtmoins le Sergent ne doit pas cesser à faire son exploit, sauue exoine. & sur ce assigner iour aux parties pardeuant son maistre : auquel iour l'exoine verifiée, le Juge peut & doit bailler commission iterative sur le cas, à estre sur le lieu contentieux, pour voir partie comparant ladicte complainte interiner, & si la partie ne verifioit son exoine, la complainte seroit interinée par contumace, quant au demandeur tenir & garder en sa possession & saisine, & seroit default donné par l'executeur au faillant, & iour assigné en Cour pardeuant le Juge, pour voir iuger le default par le Juge de l'executeur, & si l'exoine valloit sans commission iterative, en plaine Cour se pourroit faire l'opposition apres l'exoine verifiée pour alleguer sur le lieu contentieux, & sur ce proceder comme si ce fust sur le lieu, puis que parties l'accorderoient. Ainsi fut il iugé en Parlement pour Druin de Leauë, contre Jean Canée, qui auoit esté en default sur l'enterinement d'une complainte de nouuelleté.

Quants tesmoins a sur recreance de nouuelleté.

Item peux & dois sçauoir qu'en complainte de nouuelleté sur la recreance faicte est à prouuer, de laquelle partie que ce soit il n'y peut ne doit auoir combien qu'il y ait d'articles sur ce que neuf ou dix tesmoins pour chacune partie, & si la matiere estoit tres-haute, & montast à grand prix, si n'en y doit-il auoir que seize à tout le plus, & ainsi a-il esté ordonné par Parlement, & tenu & gardé par tous estatus.

De garant en nouuelleté & arrest.

Item peux & dois sçauoir qu'en cas de nouuelleté n'a point de garantie pour la raison de ce que puis qu'opposition si assiet, chacun se rend demandeur par vouloir dire mesmes luy estre en saisine. *l. si duo. §. interdictum. ff. uti possidetis.* Et ainsi fut il dir par arrest de Parlement en l'an 1373. President lors Messire Gilles le Bescot. Le paragraphe veut dire que iacçoit ce qu'en complainte de nouuelleté, anueu de garandie n'a lieu ny n'est à receuoir : neantmoins s'il aduenoit qu'un eust achetée aucune tenure, & dedans l'an qu'acheté l'auroit, en vñant & continuant de la saisine de la chose qu'achetée auroit, au tiltre de son achapt, aucun se complaintist sur ce en nouuelleté à loy, sçachez que puis que ladicte complainte viendrait dedans l'an premier que l'acheteur auroit commencé à iouir & vñer de la saisine & possession, qu'il tendroit auoir acquise & achetée, bien pourroit auoir action d'appeller son garant qui est son vendeur, ou ses ayans cause, mais si l'an estoit passé qu'acheté auroit, comme dit est, & puis en se complaintist, comme par complainte de nouuelleté, lors n'y cheroit point de garandie, pour la raison de ce que benefice de nouuelleté n'a terme que pour l'espace d'un an, & outre celuy an en forme de complainte. le vendeur n'est plus en outre tenu de garantir.

* Semblable distinction est en Papon luyre. 31. tit. 4. art. 150 où il allegue pour le regard qu'un acheteur fait à l'acheteur, dans l'an l'empouern. §. 1. D. de action. emp. & pour le trouble fait apres l'an, que l'acheteur a desenfes de son chef. Bald. in l'emptor. D. de empt. & emptor. C. de.

Arrest de Parlement.

Contra hoc est ordinatio regis Caroli septimi, artic. 74. per quam talis casus nominatus summarie expeditur, & sub exhibitione testimonum & instrumentorum si qua sint, &c. vide ibi Cocy a lieu aux matieres benefi-

ciales; mais non aux prophanes, où la preuve se doit faire par tesmoins iusques au nombre de dix, & non plus, suivant l'ordonnance. In casu nominatus non habet locum dilatio ventis, garandi nisi quando quis dicit fecisse vñde iure suo: & illud ad quem spectat tale ius, vocatur garandus. vide fil. cur. parlam. de garand. & tit. de causis nominatis.

mais autre chose seroit en forme de complaincte de simple faisine ou de propriété, car lors garandie auroit lieu, si auant qu'à forme de grandie peur & doit appartenir, & conduire loyal vendaige. Si comme de ce sera plus à plain déclaré en la rubrice des garandies cy apres.

La teneur d'une complaincte de nouuelleté par escrit.

*De formulaire
de telles lettres,
on peut voir le
protocolle de
Chancellerie.*

LA forme de faire & former la complaincte de nouuelleté, si est telle par maniere de formulaire que cy apres ensuit. Charles par la grace de Dieu Roy de France, au premier de nos Sergens, qui sur ce sera requis salut. De la partie des Preuosts, Iurez & Escheuins, & es gardeurs de nostre bonne ville & cité de Tournay, nous a esté exposé en complaignant, que comme tant par les anciens droicts & vsages de nostre-dicte ville, comme par certains autres iustes tiltres à declarer en temps & en lieu, si mestier est, & autrement deuement ils ayent esté & soient en bonne possession & bonne faisine de prendre, recevoir & auoir sur chacun lot de vin vendu en detail en nostre-dicte ville & banlieue d'icelle, de quelque personne & de quelque estat, mestier, ou office qu'il soit, six deniers tournois d'assise ou de malletore, & des autres breuages ou liqueurs vendus en ladicte ville certaine autre assise selon que d'iceux par nostre concession il est vsé & accoustumé de prendre & auoir. Et laquelle assise est tournée & conuertie es necessitez de nostre-dicte ville, soit encores icelle nostre ville en faisine & possession de contraindre & faire contraindre pour ladicte assise auoir & cueillir à leur profit tous ceux & celles qui pour ce sont à contraindre toutes & quantesfois que les cas y sont aduenus. Et de ceste possession & faisine ayent lesdicts complaignans ioüy & vsé paisiblement par eux, leurs gens, Officiers, Receueurs & autres à ce commis & deputez par tel, & si long temps qu'il n'est memoire du contraire, au moins qu'il peut & doit suffire à bonne possession auoir acquise & retenir. Neantmoins Jean le Manellier soy disant pour le present garde de nostre monnoye en nostre-dicte ville, de sa volonte desraisonnable en ceste partie, si comme dient lesdicts complaignans, si c'est efforcé de vendre ou faire vendre en nostre-dicte ville & banlieue grand quantite de vins en gros & en detail publiquement & notoirement, sans pour ce vouloir satisfaire ne payer ladicte assise, iacoit ce que par plusieurs fois en ait esté sommé & requis: mais en est du tout remis & contredisant, combien que par declaratio luy soit & ait esté montré la somme & quantite de ses vins, & de la valeur que peut & doit valoir ladicte assise montans à la somme de cent liures ou enuiron, sauue iuste compte & declaration à faire quand il conuiendra: qui est, au grand grief preiudice & dommage desdicts complaignans, en iceux troublant & empeschant au droit de leur-dicte faisine & possession à tort & sans cause indeuement & de nouuel, si comme ils dient, suppliant humblement estre sur ce pourueus de remede gracieux & conuenable. Parquoy nous qui voulons pouruoir & donner remede de iustice en tous cas où il appartient, te mandons, & pour ce que c'est cas de preuention, dont à nous appartient la cognoissance, commettons si mestier est, que si appellé ledict Manellier &

*Cessatio solendi
redditus annuos
an causas turba-
tiam vel ex-
pulsuam, vide
per Fab. in §.
retinenda insti-
tuta interdicti.*

autres qui seront à appeller sur le lieu contentieux, il t'appert estre ainsi: tien & garde lesdits complaignans en leur-dicte possession & saisine, & d'icelles le fay & laisse iouir & vser paisiblement en ostant le trouble & empeschement mis sur ce par ledict Manessier, ou par son fait & commandement; & ausdits complaignans ou à leurs commis & deputez, à ce les contraignez ou ses deputez, à satisfaire & payer ladicte assise pour le vin, ainsi par luy ou les facteurs vendu pour la somme & extimation dessusdicte. Et en cas d'opposition l'empeschement de nouuelleté osté, & reestablishement fait premier, & auant toute œuvre réellement, & de fait de ladicte somme & extimation de la chose contentieuse, prise & mise en nostre main comme en main souveraine, pour-ce que lesdits complaignans par priuilege de nous donné, si ne plaident qu'en nostre Cour de Parlement à Paris, pour les causes touchantes nostre-dicte ville, donne iour & assigne certain & competent aux opposans en nostre Cour de Parlement à Paris, nonobstant qu'il seie à l'encontre d'iceux complaignans pour proceder & aller auant en ladicte opposition. Et en outre tant sur le principal comme sur la recreance, & que de raison sera en certifiant à nos amez & feaux les gens tenans nostre Parlement de tout ce que trouué & fait en auras. Ausquels gens nous mandons que les parties ouyes facent brief accomplissement de iustice: car ainsi nous plaist-il estre fait. Donné, &c. Et par ceste commission peuuent toutes autres estre entendues & faictes selon le cas qui s'offre: en accumulant tousiours la nouuelleté. & ses termes en maieur, en mineur, & en conclusion, & ainsi dois entendre des autres à venir.

D'ouurage fait au preiudice d'autre, si le preiudicié s'en complaint.

Item s'il aduenoit qu'aucun fist faire aucune œuvre parauant laquelle fust en preiudice d'autrui, & celui en qui preiudice ce seroit l'en complaint par complainte de nouuelleté sur ceux qui tels ouurages feroient ou auroient fait, & iour fust assigné aux faiseurs à estre sur lieu contentieux, sçachez que si les faiseurs de celle nouvelle œuvre ainsi adiournez vouloient auoir garant de leur nouuel œuvre, pourquoy seroient ainsi adiournez, il est expedient à celui iour qu'on doit estre sur le lieu contentieux, que les faiseurs d'icelle œuvre facent amener celui qu'il aura fait faire, en presence de l'executeur doit comparer le commandeur de l'œuvre, & luy opposer avec les faiseurs de la nouvelle œuvre, & aduouier l'œuvre, & entreprendre le fait & deffence de l'opposition. Et si à ce iour n'estoit ainsi fait, & les faiseurs de la nouvelle œuvre sans amener leur adueu l'opposoient & acceptoient iour d'eux mesmes sans leurdict adueu selon l'opinion des sages, à temps n'y viendroient depuis, n'a receuoir n'y seroient: & conuiendroit que les faiseurs de la nouvelle œuvre soustenissent leur opposition que frustrée seroit: car de leur fait n'ont quelque saisine, par-ce qu'ils ne sont qu'ouuiers sans autre tiltre, & pour ce doit estre pourueu qu'à temps soit l'adueu appellé.

Telle forme de proceder est hors d'usage.

Hoc ne cōtinen-
tia causā dīda-
tur, vel etiā in-
dex qui cognō-
uit de possēssione
modico cognoscit
de proprietate.

Et quo modo
hoc intelligi de-
beat, vide opti-
mam glo. in cap.

significari. ex.
da ind. & vide
ord. regis Caro-
li septimi, artic.

72. per quā pro-
hibetur intēsa-
ri possessorium
& petitorium si-
mul de posses-
sorio tamen recu-
peranda habes

tex. in cap. pa-
storali. de causa
poss. & propr. Ce
qui est icy trai-
té, me observez :

ains le iugement
du plain posses-
soire doit estre
entierement exe-
cuté, tant pour

le principal, que
pour les fruits,
dommages &
intereſts :

avant
qu'entrer au pe-
titoire qui se cō-
duira à part,
sans que celui

qui a obtenu au
possessoire, soit
tenu de bailler
caution.

A toutes fins, est
ordinas, reg. ka-
rolis septimi, art.

73. qu'il faut
plaider en ma-
tiere de nouuelleté, en causes d'applegement & contre applegement, & d'appel à rne ſoi, & à toutes fins, & qui vou-

droit plaider à retenue, on n'y seroit receu. Applegement en ancienne pratique signifie complaincte en nouuelleté : &

contrapplegement l'opposition & defense du defendeur. Mon vieil praticien dict, pour auoir la recedance, sans ap-
pleger, c'est à dire, bailler caution: dont parauenture applegement est denommé: dequoy on peut voir *Ascomijn in l'ar-
ruiam* 3.

D'auoir perdu le possessoire, & reconurre sur le petitoire.

Item dois ſçauoir que par la loy eſcrite, ſil aduient qu'aucun perde la poſſeſſion ou poſſeſſoire en cas de nouuelleté pardeuant aucun Iuge, qui de ce peut cognoître, puis que premierement on ſ'en eſt traict à luy, ſi celuy qui ſ'oppoſe à la poſſeſſoire, requiert au Iuge qui de ce doit cognoiſtre, qu'il requiere & contrainde ſon aduerſaire qui ladicte poſſeſſoire a gagnée, à faire caution d'eſtre en droit pardeuāt luy ſur la propriété dont celuy qui a perdu la poſſeſſoire, le veut pourſuiuir pardeuant luy. ſçachez que faire le doit celuy qui la poſſeſſoire demande à gagner. Et ſi faire ne le veut, le Iuge doit rendre la poſſeſſoire à celuy parauant l'auoit. Et ce doit eſtre fait & requis, quand le Iuge deuant qui la poſſeſſoire eſt inten- tée par preuention, ne ſeroit pas Iuge de la petitoire, & pour ce que par moyen d'autre Seigneur eſt tenue, & ainſi doit eſtre fait & requis qui ſans doute le veut faire dès le commencement du procès de la poſſeſſoi- re, ou autrement le Iuge ne deuroit receuoir le complainant : car par raiſon eſcrite la poſſeſſoire & petitoire ſe peuuent par vn ſeul Iuge de- terminer. *Decretali. ſuſceptis. Rub. de cauſa poſſeſſionis.*

Defence en complaincte de nouuelleté.

A La defence en complaincte de nouuelleté eſt legere choſe à faire, car de neceſſité il faut faire tous faits contraires & cōcluſions con- traires ; & alleguer de ſa partie aduerſe poſſeſſion & ſaiſine, & les der- niers exploicts : mais toutesfois il conuient l'oppoſant reſtabliſ à l'exploit au moins par ſigne, en offrant celuy ſigné à faire bon, ou autrement l'ex- ecuteur ne receuroit oppoſition, mais procederoit en ſon exploit, & ſur ce ſ'y oppoſeroit à toutes fins, & n'y faut autre choſe à l'exploit faire. Et ſi c'eſtoit choſe qui deſiraſt reſtabliſſement qui ne fuſt en terme de reſta- bliſ, ſi comme ſi c'eſtoit edifice de maiſon qui ja fuſt fait & parfait, ou au- tre choſe pour la reſtabliſ qu'il conuiendroir qu'elle fuſt du tour demol- lie & abatuë à grand dommage, ſçachez que lors l'executeur ſ'en peut paſſer ſans reſtabliſſement autre que par reſtabliſſement de ſigne, pro- mettant de faire plus auant à l'eſgard de la Cour, & tout mis en la main du Roy comme choſe contentieufe, car par le Stille de proceder en tel cas, ſçachez que l'oppoſant ne doit eſtre receu à oppoſition, dire ne pro- poſer deuant qu'il aura faiet reſtabliſſement en Cour par l'ordonnance du Iuge. Et au ſurplus contendre à toutes fins contraires : car tout ce que pour l'vn eſt monſtré & enſeigné, eſt & ſert pour l'autre en ceſte partie. Et par ce peur & doit ſuffire de ce que dir eſt, car au demandeur meſmes ſuffiroit de ramener ſa complaincte à fait, car elle fait libelle & demande.

ANNOTATIONS DV TILTRE

TRENTIE VNIESME.

D'AT traicté cy dessus en diuers articles de la complainte en cas de saisine & nouuelleeté, n'estant besoin d'en discourir plus amplement. Sinon que i'adiousteray que la complainte contient trois chefs, à sçauoir le sequestre, la recreance, & la maintenue, qui se doivent traicter par mesme moyen, principalement la recreance & maintenue, car quelquesfois le sequestre s'ordonne les parties ouies en l'audience, quand le Iuge cognoist estre besoin de l'ordonner, pour enier que les parties n'entrent en querelle, & viennent aux armes: C'est pourquoy il se doit iuger sommairement, arg. li. 3. §. ibidem. D. ad exhib. Rebuffe, tract. de sent. exec. Toutesfois il ne peut estre ordonné sans cognoissance de cause, estant hors d'usage la forme de sequestrer sur le lieu: Comme a esté iugé par arrest du 6. Feurier 1510. ainsi qu'escriu Rebuffe. Tract. de sequestr. & par autre arrest du 26. Avril, 1531. & de l'an 1551. Le cas de saisine & nouuelleeté compete pour choses immeubles, & non pour meubles: sinon qu'ils soient coherans & comme accessoiress des immeubles, ou que soit uniuersité de meubles comme en succession mobilière: dont on peut voir à ce propos Imbert, lib. 1. cap. 33. & Rebuffe. Tract. de mat. possess. & la coustume de Paris, art. 97. Aussi si l'intenuenoit cōtention de iurisdiction pour la prise du meuble, le cas de saisine & nouuelleeté pourroit auoir lieu, comme a esté iugé par arrest du 14. Iuillet, 1537. Mais à proprement dire, telle complainte deueroit estre plustost estimée pour chose immobilière, que pour meuble, d'autant que c'est un droit reputé immeuble, qui est rendu contentieux. Pour ceste matiere on peut bien voir le grand coustumier, & ce que i'ay escriu sur iceluy. Masuerius, tit. de possessio.

b Ce qu'il parle icy du principal, faut entendre la maintenue, qui se doit conduire par vn seul procès & moyen avec la recreance, sans en faire deux instances separées, ce qui est defendu par l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf, article cinquante neuf: Toutesfois il se peut faire, que le Iuge par sa sentence adinge la recreance à l'une des parties, & reigle icelles plus amplement sur la maintenue. Pour la recreance celuy auquel elle est adingée, doit bailler caution, de rendre & restituer les fructs, au cas qu'il nobtienne au plain possessoire. Mais si la recreance estoit adingée par arrest de la Cour, il ne seroit tenu de bailler caution à cause de l'autorité d'icelle, mais il ne faut estimer que le possessoire doine estre accumulé avec le petitoire, & iugé par mesme moyen, par ce qu'il est prohibé par les ordonnances de Charles septiesme, mil quatre cens cinquante trois, article octante: Loys douzieme mil cinq cens septante, article quarante uniesme, François premier mil cinq cens trente cinq, chap. neuuesme art. deuxiesme dont par le droit François le possessoire se poursuit separément du petitoire, & se doit unider & iuger auant

qu'entrer au peticioire : comme il est décidé par l'ordonnance de l'an 1539. art. 49. laquelle encores qu'elle ne semble parler que de la matiere beneficiale si est-ce qu'elle est aussi practiquée en matiere profane, suivant un ancien arrest du 2. Aoust, 1512. ainsi qu'escriit Rebuffe. Tract. de caus. benef. poss. iuxta l. si de vi, 37. D. de iudicijs. l. exitus 35. D. de adq. vel admitt. poss. l. naturaliter. §. nihil commune. D. eo. l. ordinarij. C. de rei vind. l. incerti. c. de interd. Faber in §. æque. Inst. de act. tient que l'une des parties peut empêcher que l'autre articule & face preuve sur la propriété, ce que toutesfois on n'observe : ains souvent le demandeur ou defendeur allegue moyens de propriété, mais le Juge ne s'y arreste, en faisant droit sur le possessoire : encores que la partie eust obtenu lettres, pour iuger le peticioire par mesme moyen que le possessoire : & qu'autres-fois aucuns ayent tenu qu'on les pouvoit accumuler, comme appert d'une des epistres de Symmachus, & ex c. 3. 4. & 6. de caus. poss. & prop. On peut voir Masuerius, tit. de petito. nu. 2. Quand aux six manieres esquelles l'Auteur dict consister la complaincte, on peut avoir recours à ce que'en ay escrit cy deuant.

c Ce qu'il traite icy des renuoy pour le cas de saisine & nouuelleté ne s'observe à present si exactement : par-ce que suivant les ordonnances, les Juges royaux cognoissent en toutes matieres du cas de saisine & nouuelleté, & n'en veulent faire renuoy, encores qu'aucuns Seigneurs se dient estre fondez en arrest, pour en avoir le renuoy, & en cognoistre. Papon recite lib. 8. tit. 4. avoir esté iugé par arrest de l'an 1540. & du pen. de Nouembre, 1545. qu'il y a preuention. Quand à la complaincte du suiet contre le Seigneur, elle se doit entendre avoir lieu, quand le suiet a recogneu le Seigneur, & satisfait des droitz qui luy sont deus selon la coustume du lieu, & qualité de l'heritage.

d Papon liure 8. tit. 4. recite avoir esté iugé par arrest aux grands iours de Moulins, du 15. Septembre, 1534. que le Procureur du Roy ne peut intenter complaincte : & ainsi a esté tousiours depuis observé. Aussi par l'Edit du domaine le Procureur du Roy peut faire proceder par saisie pour les droitz du Roy.

e En laditte complaincte les deux parties sont demandeur & defendeur, par-ce que chacun se maintient possesseur, & conclud aux fins du possessoire. Lactionis 37. §. vlt. D. de obligat. & action. l. 2. D. de interd. l. 3. §. 1. D. vti possid. & §. tertia diuifio vers. duplic. Inst. de interd. & la cognoissance du possessoire mesmes des choses spirituelles appartient au Juge seculier, d'autant qu'il n'est question que du fait & non du droit & propriété, vt tradit Guido Pap. quæst. 1. ordonnance de l'an 1539. art. 49.

DE COMPLAINCTE EN CAS DE PROPRIÉTÉ.

TITRE XXXII.

COM-



COMPLAINTE en cas de propriété si est la sommiere & derniere maniere & forme de requerir droict sur aucun heritage dont on seroit de long tēps despointé: si est^a à sçauoir que apres ce que on auroit par despointemēt perdu sa complainte de nouuelleté, si se peut-on retraire à ceste cy: car tel a & peut auoir droict en possessoire, qu'il n'a pas droict en petitoire. Et pource peulx sçauoir que c'est la difference d'entre possessoire & petitoire, car la possessoire n'a regard fors à la possession que aucun a prins sur aucune possession & chose, & cela appelle on droict de possessoire. Et petitoire si est le droict qu'on a au fons de l'heritage par succession ou par achapt, ou par donation ou autre iuste tiltre, & tel droict appelle on droict de petitoire. Et se peut ceste demande faire à tous temps contre le possesseur, si le possesseur n'a acquis droict de prescription à iuste tiltre, car ce vaudroit moult au possesseur, si ce auoit auant esté, & present le petiteur. Et toutesfois encores si à iuste tiltre de possession n'auoit le possesseur, nonobstant le temps de prescription, le petiteur y pourroit grandement combattre à destruire la possessoire par petitoire, neantmoins possesseur iouyroit tousiours le proces durant, car trop noble chose est de prescription, comme cy apres monstreray en la rubric de ce faisan te mentiō. Et pource que complainte petitoire se doit faire selon la plus droictē reigle de proceder en tel cas par escrit & par commission contenant expressement le cas: te monstreray la reigle & forme & la maniere aussi comme faire se peut & doit, car moult precieuse chose est entre les sages de faire former vne complainte sur petitoire, & moult precisement se faut garder ou faire que tout soit sur petitoire, sans rien toucher de la possessoire, si comme par l'exemple cy apres que te monstreray, pourra apparoir.

La teneur d'une commission en cas de petitoire, & de propriété.

Commission^b en cas de petitoire & de propriété, si se peut ainsi faire & former en telle maniere. Tristan du Bos Cheualier & seigneur de Fameçon & de Ranceual Conseiller du Roy nostre sire & Baillif de Vermandois. Au premier Sergent du Roy nostre sire dudit Bailliage qui sur ce sera requis, Salut. De la partie de noble homme Monseigneur le Borgne de S. Simon Cheualier, nous a esté donné à entendre en cōplaignant, disant qu'il a droict de propriété d'auoir seul & pour le tout, toute iustice haute, moyenne & basse, en la ville de Tolliry, Manans & Habitans d'icelle. Et il soit ainsi que tant comme ladicte seigneurie qu'il a en la ville de Tolliry, comme autremēt deuēmēt il ait à cause de son droict de propriété, vsé & accoustumé vser, tāt par luy cōme par ses predecesseurs, dont il a cause si long temps qu'il n'est memoire du cōtraire, ou qu'il n'usifit & doit suffire à bon droict de propriété auoir & retenir, & y doieue auoir toute haute iustice, moyenne & basse, comme par luy est ty dessus allegué seul & pour le tout à iuste & bon tiltre à declarer, ou & quant mestier sera, sur vn certain lieu & manoir nommé. N. assis en la ville de

C

Tolliry. Neantmoins les Abbez & Conuent de l'Eglise nostre Dame de Breteul si dient auoir la faisine de la iustice sur iceluy lieu, par complainte de nouuelleté par eux sur ce obtenuë tant seulemēt, & s'efforcēt de vouloir sur icelle complainte obtenir possession. *Hoc taceatur in quo possessio non esset acquisita per causam nouitatis.* Et ne veulent souffrir ledit cōplaignant vsr de la iustice, mais sur ce l'ont troublé & empesché, & encores l'empeschent contre le droict de la propriété, si cōme il dit, en requerant sur ce d'estre pourueu de remede de iustice. Pour ce est-il que nous vous commādons & cōmettons, que vous adiournez lesdits Religieux à comparoir pardeuāt nous sur les lieux contétieux: & s'il vous appert des choses dessusdictes par confession de partie ou autrement deuëment, cōtraignez lesdits Religieux à cesser & desister du trouble & empeschement par eux fait ou mis en la chose contentieuse, & à delaisser la faisine qu'ils dient auoir sur ce contre le droict de propriété dudit cōplaignant, & luy, laisser iouyr & vsr de son droict de propriété: & si lesdits Religieux ou autres pour eux qui à oppositiō soient à recevoir, se opposent au contraire, ou soyent delayans ou refusans, vous les adiournez à certain & cōpetant iour pardeuant nous ou nostre Lieutenāt au siege Royal à S. Quentin, à l'encontre dudit cōplaignāt pour dire, alleguer, & contre les causes de leur opposition, refus ou contradiction, respondre audit seigneur, cōplaignāt en cas de propriété sur ce, & à tout ce que pour occasiō des choses dessusdites il leur sçaura & voudra demander, & de proceder en outre comme de raison sera. De ce faire vous donnons pouuoir, mādons, & commandōs à tous les suiets du Roy nostre sire audit Bailliage, prions & requerōs à tous autres, qu'à vous en ce faisant & à vos deputez obeyssent & entendent diligemment. Donnē tel iour. &c.

Instruction comment il doit estre sur ce procedē.

Et pource que partie cōuenü en Cour par cōmissiō & icelle cōmissiō ramenée à fait par forme de demande que assez se peut faire, Car la cōmission fait & cause demande, le defendeur auāt qu'il responde en quelque maniere, peut demāder auoir par escrit & par libelle la demāde, à certain iour, & encores sur ce à retourner premier combatu à l'adiournemēt si deuëment n'estoit fait, ne qu'il y eust riens de la declinatoire ou dilatoire sur ce. Et sinō, libelle doit estre sur ce demandé, & le iuge le doit faire bailler à certain iour, & c'est la propre forme de proceder en tel cas qui droitement y veut proceder: & qui autrement le fait, nicemēt le fait. Ny ne doit nul respondre en tel cas sans libelle demander premierement, & auant qu'il responde à la propriété ne petitoire. Car pour la partie du demandeur peut auoir tresgrand difficulté en former son libelle. Car tout ainsi comme la cōmission est extraicte à faire & causer demande, aussi est le libelle, en forme de propriété & de petitoire: Car pour vn seul mot de faute faudroit cōmission & libelle, si autres termes contenoit que tout sur droict de propriété, sans riens comprendre de faisine ne en toucher, mais que droict de propriété: car la faisine est perdue audit demandeur, & acquise au defendeur, & pource n'en doit le demādeur en ce cas riens.

toucher. Si te veux monstrier par forme de maniere formulaire, stille de faire & former son libelle en cas de propriété, Car par ce que dessus ay formulé vne complainte en cas de propriété, quand il aduiendroit que la saisine & possession en seroit perduë par cas possessoire, mais ainçois veux monstrier la maniere de faire vne complainte & commission en cas de propriété, supposé que de nouueau on voulüst faire complainte contre le possesseur, & se peut former par ceste forme commission en cas de propriété generale.

La teneur d'une commission en cas de propriété generale.

Charles. &c. Au premier Huissier de nostre Parlement ou autre de nos Serges qui sur ce sera requis, Salut. De la partie de Iean du Bos demeurant. &c. Nous a esté exposé en grièvement complainant, que comme feu Adam son pere, ou tel son oncle. &c. Tout son viuant tenist & possédast paisiblement vn certain lieu & manoir appelé. N. ou de telle terre. &c. ou de tel bos. &c. ou de telle iustice. &c. ou de telle rente. &c. située en tel lieu &c. avec tous les exploits, profits & emolumens appartenances & redevances à ce appartenans, & en ce eust tout droict de seigneurie de propriété, ou de propriété si seigneurie n'y auoit, comme de son bon droict à luy venu & descendu, tant par la generale coustume dõt le mort saisist le vif, qui est droict de naturelle & legitime succession cōme autrement deuement, ou par deuë acqueste par luy faire & acquise en temps, supposé que par aucune maniere ou voye discōtinuëe l'aye par inaduerterance ou autrement, que bien recouurer puis & doy par raison & iustice. &c. Et il soit ainsi que par le droict dessus allégué audit complainant seul & pour soy, soit & doieue appartenir tout ledit manoir, terres & appartenances, comme au plus prochain hoir naturel demeuré dudit feu son pere, ou dudit feu son oncle. &c. ou dire, cōme à celuy qui en temps passé l'a acquis deuement sans ce que oncques en fit chose parquoy il en doieue auoir perdu le droict de propriété que demeuré n'en soit & doieue estre vray hoir fonsier & seigneur seul & pour le tout, ou de telle partie. &c. en icelle declarant. Neantmoins Robert des Champs demeurant en tel lieu. N. &c. de sa volonté induë en ceste partie, mais à tort & sans cause a mis & met empeschement & de fait ou autrement indeuement s'est mis & bouré en la detention dudit lieu & manoir terres & appartenances, ou de ladicte iustice & seigneurie. &c. ou desdites rentes. Et par plusieurs ans & termes les a prins & leuez & occupez à tort & sans cause, & encores s'efforce de faire de iour en iour sans ce que deporters en vueille, sur ce deuement sommé & requis, qui est au grand preiudice dudit complainant, & en luy fraudant en son droict fonsier & propriétaire si comme il dit, si pourueu n'y estoit de remede. Pourquoy nous qui voulons vn chacun tenir & garder en son droict, te mandons en commandement audit Robert que l'empeschement que mis a & met, ou fait mettre audit lieu, manoir & appartenances &c. ou terres ou rentes. &c. il se cesse & desiste du tout, & de ce laisse iouyr & vsr paisiblement ledit complainant cōme de la chose

Cc ij

se à son bon droit propriétaire appartenant: rende & refonde tout ce que leué & perceu en a montant à la somme de cent liures ou environ, sauue la iuste extimation à plus à plain declarer si mestier est. En luy à ce cōtrainnant, & tous autres qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manieres denés & raisonnables, & en cas d'opposition, refus ou contradiction, adiourne les opposans, refusans ou cōtredisans, à certain & competent iour à nostre Parlement à Paris, nonobstant qu'il y seie pour à la dicte opposition, refus ou contradiction respondre audit complaignant en cas reel & propriétaire circonstances & dependances, comme de raison il appartiendra. En rescruant ce que faire. &c. De ce faire. &c. Mandons. &c. Donné. &c.

La maniere de former telle en cas de propriété par generale forme.

PArdeuant vous Monseigneur le Baillif de Vermandois ou vostre Lieutenant & les Hommes du Roy nostre sire iugeans en sa Cour à Montdidier, celui ou ceux à qui la cognoissance en appartient. Dient & proposent en droit, religieuses personnes & hōnestes les Abbé & Conuent de l'Eglise nostre Dame de Breteul demâdeurs en cas de propriété, à l'encōtre de Manessier de la Mase defendeur audit cas, que lesdits Religieux sont en chef & en membres avec leurs biens en la sauuegarde espiciale & protection du Roy nostre sire, & à cause de leur Eglise sont grandement & noblement fondez de plusieurs nobles possessions qu'ils tiennent & ont comme amorties du domaine de l'Eglise, & d'ancienneté grand, tant en la ville de Breteul comme ailleurs. Et entre les autres droicts & possessions qu'ils ont, il est verité qu'ils ont iustice & seigneurie en plusieurs lieux de la ville de Breteul, & tant par accord ja pieça fait d'une partie, aucuns des seigneurs de la ville, & autres d'autre part, comme à certain & iuste titre à declarer en temps & en lieu si mestier est, ces Religieux ont en la ville de Breteul droit seul & pour le tout, d'auoir fours ou fourrets, desquels fours lesdits Religieux ou leurs gens Fourniers au nom d'eux, prennent & leuent, & doiuent prendre & leuer tous les profits & emolumens qui en peuuent yssir. Et ausquels fours & fourrets tous les habitans d'icelle ville de Breteul & leurs manoirs sont banniers & extraits de bannerie, en telle maniere, que aucuns desdits habitans ne autres que lesdits Religieux, ne peuuent faire ne auoir en leurs manoirs lieux ou maisons en la ville ne es appartenances d'icelle, four ne fourer sans la licence & consentement d'iceux religieux. Et ne peuuent ne doiuent iceux ne aucuns d'eux cuire ne faire cuire pain, flans, tartes, pastez, ne autre chose à four autre que au four des Religieux. Et si aucun desdits habitans ou autres en icelle ville auoit four ou fourret, ou qu'il eust cuit pain ou autre chose à autre four, qu'au four d'iceux Religieux; lesdits Religieux ont droit de reprendre & auoir ce qui seroit ainsi cuit ou porté pour cuire comme forfait à eux, & à contraindre & amender les faiseurs de l'amende à ce accoustumée & ordonnée au profit desdits Religieux à cause de leur dite iustice & seigneurie, & à abatre lesdits fours & fourrets ainsi faitz audit territoire sans leur auctorité. Et si aucun a

four ou fourret en ladite ville de territoire de Breteul, si à ce esté ou est de l'auctorité, congé, & licence desdits religieux, & parmy certains profits & certaines redevances annuelles, qu'ils en rendent ausdits religieux. Laquelle chose est en recognoissant ladite bannerie, iustice, & seigneurie, & droit de propriété que ont en ce iceux religieux: dont ils ont iouy & vſé par tel & si long temps qu'il n'est aucun qui ait memoire du contraire, ou au moins par tel & si long temps qu'il doit suffire à bon droit de propriété auoir, garder & tenir à toute bonne seigneurie & iustice à ce seruant, & sans aucun empeschement present. Et lesquels droits pour lesdits religieux sont clairs & notoires au pays & au lieu: & en est voix & comme renommee, & les a partie aduerſe cogneuz & confessez estre vrais & notoires tous ou en partie. & nonobstant ce, ledict Manessier demeurant & habitant en ladicte ville de Breteul, depuis trois ans en ça ou enuiron, a fait ou fait faire en sa maison en ladite ville de Breteul vn four ou fourret auquel il cuyt ou faict cuyre continuellement depuis le temps dessusdit, pain, flans, tartes, pasteux & autres choses à son plaisir, & sans la licence desdits religieux cōtre leur gré & volonté, & prenant & attribuant à luy en ce faisant le droit du profit que ausdits religieux deuoit & doit appartenir à la cause dessusdicte, lequel profit peut valloir & monter pour chacun an à la somme de lx. l. parisis. Et ce doit appartenir ausdits religieux comme de leur droit propriétaire, dont vſé, & s'efforce de vſer ledict Manessier de la Mare, & s'en dict faisi par vne sentence qu'il dict auoir eue pour luy és assises de Montdidier, sur vn procez meü en cas de saisine & de nouuelleté sur ce entre lesdites parties (*Ista clausula nō habet locum in forma communi, & aūm possessio non effec acquisita*) Lesquelles choses sont & ont esté faites par ledit Manessier au tresgrād grief, preiudice & dommage desdits religieux & en eux troublant & empeschant en leur droit de propriété, comme dessus est dict. Si concluent lesdits religieux contre ledit Manessier que veu ce que dit est, & que la discretion de la Cour y deura & pourra supplier, que il soit dict, sentencié & prononcé tous les droits dessusdits estre & appartenir ausdits religieux seul & pour le tout, & leur soient déclarées & adiugées estre & à eux appartenir en plain droit de propriété & seigneurie avec la possession & saisine qui sur ce peut & doit ensuiuir à droit de propriété, & soit ledict Manessier forclos & debouté de sa saisine & possession qu'il se dit auoir en la chose, & d'icelle rendre au profit desdits religieux. Avec soit contraint de rendre & restituer ausdits religieux pour le temps que ainsi contre droit & raison a tenu & occupé la chose contencieuse, la valeur que deussent auoir eu & leuë lesdits religieux, ou la valeur cy dessus declarée de soixante liures parisis, ou la iuste taxation de la Cour. Soit le four ou fourret dudit Manessier abattu & demoly par l'auctorité desdits religieux, ou autrement ainsi qu'il appartiendra. (Ce chapitre ne semble auoir lieu pour ce que le defendeur auoit la possession acquise en cas de saisine, & par ce iusques à tant que debouté en sera par loy, iouyr en doit. Soit ledict Manessier pour les faicts, œuures, & emprinses, dessusdites, pour chacune.

fois qu'il a cuit ou fait cuire au four par luy fait si cōme dit est. en lx.liures parisis d'amende, ou telle amēde que la Cour dira. & en toutes autres amendes & conclusions pertinentes & conuenables enuers lesdits religieux. (Ce chapitre n'a lieu pour ce que comme dessus est dit, la possession acquise l'emporte iusques à ce que la propriété sera determinee) Soit avec ce, ledit Manessier condamné aux despens, dommages & interets faits, & à faire en ceste poursuite par les religieux. En offrant de la partie desdits religieux de leurs faits tant à prouuer que peut suffire, pour obtenir en leur conclusion par protestation que ce que prouuer en pourront, leur vaille & tienne lieu, en mettant en ny les faits de partie aduersē contraires ou preiudiciables aux faits de ce present libelle, & à tout ce que la Cour pourroit entendre, qui seroit au propos desdits religieux & à leur conclusion, qui de la partie dudit Manessier seroient proposees si receuables les proposoit, & en faisant protestation de ce present libelle par lesdits religieux ou autres pour eux croistre, amoindrir, amender, corriger & declarer plus à plain si mestier est, & toutes autres protestations qui ausdits religieux sont necessaires, retenuē faicte iusques en fin en maniere deuē & accoustumee. Le libelle en cas de propriété fait & formé comme exemplifié est cy dessus, tous autres si peuuent former selon que les cas sont, car il n'est liure qui tout puisse comprendre, & pour ce suffit vn exemple sur vn cas: & veux monstrier la defence qui en est propice & seruant.

La defence a demande en cas de propriété.

Defence en cas de propriété sur la demande se peut faire generallyment par la maniere qui s'ensuit. Premier combattu à l'adiournement si suffisamment est fait, ou en ce que par pratique d'aduocacer du tout y peut estre combattu pour destruire l'adiournement. Apres declinatoires & dilatoires sur ce mises en œuvre, s'aucune en peut auoir qui vaille, doit estre demande faicte sur ce, & commission ramenée a faict auoir par escrit & en libelle la demande à certain iour & ce appelle-on libelle. Et doit estre ainsi demande par plusieurs raisons. l'une est que difficile chose est ne faire & former telle demande par escrit comme dit est, & pour ce souuent on y trouue auantage à fort barroier la matiere.

Barroier terme ancien, qui signifie debattre, dispenser & cōtester: dont barroier se prend pour prouuer.

L'autre raison si est qu'au iour que rapporté est le libelle, encores peut auoir autre iour d'auis sur le libelle, encores sur ce iour au retourner si riens ne trouue à barroier au libelle, & qu'il contienne tout ce qu'il doit contenir. Si peut le demandeur demander iour de veuē du lieu, qui est ainsi estroite & difficile chose & precisée à faire, si comme cy apres diray. Apres iour de veuē, si riens n'y peut estre barroié, peut encores le defendeur demander garand, qui est aussi chose moult difficile là où il appartient moult de induces & manieres de barroyemens, & peut de rechef auoir veuē de lieu. Et pour ce tout premier te monstrey de veuē de lieu, & comment ce se peut & doit faire, car c'est la chose prealable, car qui respondroit sur le cas auant iour de veuē, à temps n'y viendrait, ne à garand demander.

De veuë & ostentation de lieu.

Veuë de lieu^d si est quand le defendeur demande ceste induce que la demande ouye qui est propriétaire, réelle, afin que proprement puisse sçavoir sur quel heritage ceste demande s'affiet, il peut demander veuë du lieu clamé: laquelle chose le demandeur est tenu de faire par loy en dedàs iour de plaid, & non pas à iour de plaid. Et là doit auoir seigneur & hommes, tant qu'il fuffise à loy dire si mestier estoit, le demandeur & le defendeur presens. Et ceux venuz sur le lieu au iour & heure denoméz, le demandeur doit dire & faire sa veuë & demōstrance en ceste maniere: Sire Baillif, & vous messeigneurs les hommes ie dy & fais veuë de cest heritage sur quoy nous sommes venus, & qui à moy appartient de cy iusques à là, & de là iusques à cy, & aller sur chacun sens du lieu & tout si comme cest heritage se cōprenent du lōg du lez & du milieu: & en fais à partie qui demāde là vostre presence & la sienne, veuë, & ostentation iusques à vostre die & assens, & dy que à mon droit & à moy appartient sur tout cest heritage, la faisine de leuer & exploitter sur iceluy tous profits & emolumens & appartenances venans & croissans sur cest heritage, toutesfois & quantesfois qu'il appartient & faison en est. & de ce en faire, posséder, maintenir, & gouverner comme de ma bouche, dont ie suis en bonne possession & faisine, & mes deuanciers dont i'ay cause, & fais ceste veuë par protestation de la faire plus auant si la Cour le dit: & tellement qu'il appartiendra que faire le doime à l'enseignement des hommes & de la Cour, s'il le conuient & si auant que par bon cerquemement & derentiuement doit appartenir, & que faire se doit.

De huiusmodi demonstratione ad oculum fieri da loquitur eleganter Barth. in l. i. ff. de ed. vbi resoluit quod reus potest quærere rem si bi ad oculum demon-

A faire une maison.

Et si c'estoit sur maison que la veuë se fît, on doit dedans entrer, & aller bas & haut, & dire comme dessus est dit, si doit-on toucher à l'huys: & le son rendre par le cliquet, & toucher aux poiteaux, & aller tout au tour, au mieux qu'on peut, & dire comme dessus est touché.

Veue deuant Bailif Royal & ordinaire.

Item est à sçavoir que selonc les Cours Royaux si c'est pardenant Bailif Royal ordinaire, c'est à dire qu'il soit Iuge de luy mesmes, il suffit pardenant deux Commissaires que il commet, & sergent pour les exploits faire s'ils y escheent, qui puissent faire relation à la Cour de ce que fait en a esté au iour de plaid ensuiuant, & lors y peut estre sur la relation des hommes, du fait des Commissaires au iour ensuiuant debatue ce que bon semble. &c.

Exemple.

Le xy vn debat sur une veuë, pour ce que le faiseur de la veuë auoit au iour en Cour, apres veu ramener sa cause à fait, sans auoir requis à partie ne au Iuge, si la veuë estoit remise pour suffisante ou non, que le defendeur l'impugna cōme moins suffisante et estre faicte, & par ce tant que congé de Cour fut donné, &c. Le faiseur de la veuë soustint & dict

*Jugemẽs du In-
ge Royal & des
hommes de fief.*

qu'il auoit fait telle veuë que suffire deuoit, & que quãd debattre le vou-
droit, il le soustiendrait si comme de raison seroit, & que necessité ne luy
estoit, mais que de soustenir sa demande, comme demandeur doit faire,
laquelle luy deuoit estre adiugee, si autre chose ne vouloit dire le defen-
deur. Tout veu il fut dit par la Cour du Roy nostre Sire, en Tournesis,
où il y auoit vingt hommes de fief tres-notables, & ce conseille par plu-
sieurs autres coustumiers: que le defendeur de la veuë n'auoit pas ce à re-
querre, si il ne luy plaisoit, ne n'auoit qu'à soustenir sa demande principa-
le apres la veuë faite. Mais quãd la veuë par luy faite seroit impugnée par
le defendeur, lors l'auoit le demandeur à soustenir, & sur ce auoit le iu-
gement des hommes premierement, & auant que sur la demande prin-
cipale il doie proceder, & fut le demandeur debouté de ceste interlo-
cutoire.

Veni selon la Cour de Parlement.

Item selon la Cour de Parlement à ceste veuë faire, l'heritage sur quoy
on la fait, & la veuë qui s'en fait, tout est mis par escrit. Et si s'en fait res-
cription qui enuoyee est en la Cour de Parlement pour en ordonner sur
ce, & escrit & exemple figuré & pourtrait apres la situation de l'heritage
au plus pres qu'on peut, pour mieux entendre par les seigneurs la veuë &
le cas. Si peul scauoir que qui parfaitement & sans faute le veut
faire, il doit dire avec & en abondant ce que dit est, de cy iusques là,
& de là iusques cy, le milieu, & tout ainsi qu'il se comprend en large &
en long, & tout & si auant que bons desfrs le me donnera: comme
dessus est dit. A ce ne peut auoir faute en veuë faire, si r'en monstreray cy
exemple. Procez se print & meut entre le Prieur de Plumecison aupres
Hesdin demandeur d'une part, & les habitas de la ville de Dauphiné de-
fendeur d'autre part, pour certain pasturages que ledit Prieur vouloit ca-
lenger à luy à cause de sa Prieuré, comme à luy appartenantes seul & pour
le tout, sans ce que lesdits de Dauphiné y puissent mener leurs bestes pai-
stre, lesdits de Dauphiné disans du contraire. Sur lequel contend veuë
fut demandee par lesdits de Dauphiné. Le Prieur fist veuë comme il ap-
partenoit: apres celle veuë faite, ledit Prieur fist faire fossez tout au tour
ainsi qu'il auoit fait sa veuë, si que les bestes de ladicte ville de Dauphiné
n'y pouuoient aller pasturer comme accoustumé auoient, & que leur sai-
sine duroit: & qui plus est, auoit ledit Prieur fait emporter le foin des-
dicts pasturages qui à eux en commun appartenoit. Si requeroient que
de tout ce fussent restablis, & les fossez abattus & remis en estar deu. & c.
Par le maistre fut respondu qu'en celieu ne fut oncques pour le cas veuë
faite, ne par la veue ne pouuoit le lieu des fossez en ce estre entendu ne
comprins ne la veuë ne l'auoit comprins ne déclaré par designation de
paroles, de ostération. Ace fut respondu que sauue la grace du proposant,
veuë auoit esté faire de là iusques icy, & par tout ou bõs desfrs deuroit
auoir droit en sur ce. A ce fut repliqué que sauue la grace du proposant,
bons desfrs ne les auoit encores departis, pourquoy & c. Tout veu il fut
dit que la veuë seroit tenuë suspens si les parties se vouloient en ce ar-
rẽter, iusques à ce que desfrs les voudroit & auroit à ce departir.

*Arrest de
Parlement.*

ANNO

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

TRENTEDEUXIESME.

N CORRES que Seneca epist. 73. ait escrit Stulta mortaliū avaritia proprietatē possessionēque discernit, nec quicquam credit esse suum, quod alicuius est; toutesfois le Jurisconsulte in l. naturaliter. §. nihil commune. D. de adquir. vel amit. pos. dict. nihil commune habet proprietas cum possessione. La propriété n'a rien de commun avec la possession, c'est à dire cōme il est escrit in l. i. D. vti possidetis. Separata est possessio à proprietate: fieri enim potest, vt alter possessor sit, dominus non sit; alter, dominus quidem sit, possessor verò non sit. La possession est separée de la propriété, & si aucun possède il ne s'ensuit qu'il soit propriétaire, & s'il est propriétaire, il se peut faire qu'il ne soit possesseur. Et pour l'ordre des actions quand y a doute qui est le possesseur lors que chacun le pretend estre, on commence par l'interdit ou cas de saisine & nouuelleté. Car l'interdict n'estoit que l'ordonnance ou decret du preteur qu'il faisoit de la possession, à fin de cognoistre enuers lequel demurerait la possession de la chose contencieuse, ce pendant qu'on plaideroit de la propriété. Parquoy l'interdict ou complainte de nouuelleté n'est attribué vne possession perpetuelle, ains temporaire iusques à ce qu'il ait esté iugé de la propriété, l. i. §. vlt. D. de aq. cott. & xlt. pour doncques intenter l'action petitoire il faut premierement sçauoir qui sera le possesseur, par ce que la raison civile & naturelle fait que l'un possède, & l'autre demande au possesseur, mais la commodité de posséder est en ce qu'encores que la chose n'appartienne au possesseur, si toutesfois le demandeur ne peut prouuer qu'elle soit sienne, elle demeurera au possesseur. §. retinendæ iustit. de interdictis, l'action petitoire compete à celui qui pretend la propriété de la chose luy appartenir par droit civil ou droit des gens, contre celui qui en est possesseur ou detempteur. l. in rem. l. officium & al. D. de rei vindic. l. 3. §. pen. D. ad exhi. §. omnium. instit. de actio. J'en ay parlé cy dessus plus amplement, toutesfois si le detempteur n'est que cōducteur & fermier, en se declarant tel ne pretendant rien en la possession de la chose, il ne sera tenu de defendre au petitoire, ne de sōmer son maistre à garād, par ce qu'il ne peut rien faire au preiudice de la possession d'iceluy. l. ex libris Sabinianis. C. de adquir. possell. Comme a esté iugé par arrest du Jendy 24. iour de Septembre. 1563. L'auteur appelle ceste action cōplainte de propriété suiuant la vieille pratique de nommer toutes actions complaints, comme i'ay obserué en la vieille pratique que j'ay escrit à la main, on se liuouent complainte en cas de prest, en cas de gage, en cas de propriété & autres.

b La teneur de ceste cōmission semble mesler & auançer le possesseur avec le petitoire; mais se trouuent d'autres formulaires es liures des practiciens qui mieux expriment & declarent la forme d'intenter l'action petitoire: & entre autres Speculator, Petrus de Ferrarijs, Petrus Iacobi, le grand Consumier, & autres: & l'expert practicien peut bien de luy mesme drosser les conclusions.

Dd

selon la qualité de la chose dont sera question: mais il conuient noter qu'en l'action petitoire conuient designer la chose. c'est à dire demonstrier & declarer par le libelle la chose qu'on demande, à sçauoir si on la demande toute ou en partie: & si c'est une chose singuliere & immobiliere, comme un heritage, exprimer le nom, & le lieu où il est assis, & mesmement les limites & confins, l. si in rēD. de rei vindica. Et ainsi en vsoiēt les anciens, cōme monstre Cicero, pro Murena, fundus aspelanus qui in agro est, qui Sabinaus vocatur, meus est, toutesfois si l'action estoit pour chose vniuerselle comme d'une heredité, il ne feroit besoin d'user de particuliere designation, ains suffiroit de demander les biens delaissez par le deceds & succession d'un tel: mais on demande si en l'action petitoire pour chose singuliere & particuliere, il conuient exprimer la cause, c'est à dire si le demandeur doit declarer pourquoy il pretend la chose luy appartenir: *Aucuns font différentes entre la cause proche & la remote, ils appellent la proche le domaine ou propriēté, c'est à dire que le demandeur maintiēne la chose luy appartenir en propriēté. Et la remote le moyē par lequel la chose appartient à aucun: & la commune opinion est qu'il suffit d'exprimer la cause proche, sans y adiouster la remote, & se fonde sur la l. si mater §. eandem causam. D. de except. rei iudica. Et ce que dict Cynus in l. xdiēta. C. de edend. mais il me semble que ledict §. ne fait rien pour telle opiniō, & que le demādeur en action petitoire fera mieux de declarer la cause remote, qui est le titre, en vertu duquel il pretend la chose luy appartenir: & toutesfois il peut biē au cours & suite du procez, alleguer autre cause, que celle qu'il aura declaree par son libelle, qui est la vraie sentēce d. §. eādē causam.*

c L'action petitoire icy declaree est proprement pour seruitude, par ce qu'une bannalite & suietion que les seigneurs veulent pretendre contre leurs suietz d'aller cuire à un four bannal, sans auoir la liberte d'auoir fours particuliers en leurs maisons, est une vrays espee de seruitude, comme j'ay traité sur l'article 70. de la coustume de Paris, parquoy l'action de laquelle est faite mention en ce formulaire, peut bien estre appelee confessoria, laquelle compete à celuy qui maintient luy appartenir droit de bannalite pour assuiettir ceux contre lesquels il agit, à cuire en son four, & les empêcher d'auoir fours particuliers en leurs maisons, iuxta l. 2. D. si seruitus vindicetur. §. que instit. de actio. l'en ay escriu plus amplement au quatriesme liure des Pandectes.

d Les Romains auoient anciennement accoustumé, quand ils vindiquoient quelque heritage, que pardenant le pretour celuy qui estoit le demandeur, prenoit par la main sa partie aduersē, & la menoit sur le lieu, qu'on disoit manum conferere, & in re presentī sollemnibus verbis vindicare. C'est à dire prenant les litigateurs quelque chose de l'heritage qu'on appelloit vindicia, chacun le vindiquoit, & maintenant estre sien, suivant la loy des XII. Tables. Et depuis que l'Empire Romain fust estendu & accru les Pretours pour les affaires dont ils estoient occupez, ne pouuans aller sur les lieux, les parties s'y transportoient & apportoit quelque mote de terre de l'heritage, en laquelle comme en tout l'heritage elles vindiquoient, vt scribit Agellius lib. 20. cap. 10. & testatur Cicero pro Murena certis & sollemnibus ver-

bis vindicari consueuiffe, dont on peut voir *Festus*, & autres, &c præceteris, ce qu'en a escrit clarissimus *Briffonius* de formul. lib. 5. La loy des XII. Tables estoit conceüe en semblables termes, si qui endo iure manum conferunt, utrique superstitionibus præsentibus vindicias sumunto. superstites, signifient tesmoins. A l'exemple de telle solemnité la forme de faire veuë en action petüoïre a esté introduiëte laquelle se faict pour l'instinct du procez, tant pour rendre les parties plus certaines de la chose contentieuse, que pour en mieux instruire le Juge. De ceste matiere on peut voir le grand *Costumier* lib. 3. tilt. de veuë, & le *stil de Parlement* Tit. de dilatione ventæ. *Rebuff.* tit. de dilatio. *Masue.* tit. de dilat. *Imbert.* lib. 1. cap. 19. & autres. De ce qu'en traite icy l'auteur on peut recueillir trois formes & manieres de veuës, a sçauoir veuë simple, veuë avec fiches & desrens, & veuë figuree: mais quant à la veuë figurée, elle ne se faict gueres, si par le Juge n'est ordonné à present. Pour faire une veuë le Juge ne se transporte sur le lieu, ains n'y a qu'un sergent avec tesmoins: mais s'il faut faire descente sur le lieu, ou figure accordée, le Juge se doit transporter, & encores quand il est besoin de recoller les tesmoins sur la demonstration & ostention du lieu, la veuë estant faite & rapportée le defendeur la peut debatre ou les parties procedent au principal. S'il conuient faire veuë d'une terre & seigneurie de l'Uniuersité de laquelle est question, & non des appartenances particuliers, il suffit de la faire du Chasteau & principal manoir. Il y a des cas esquels la veuë n'a lieu, comme en demande de chose vniuerselle, par arrest du troiesme iour de Iuin mil cinq cens octante deux, n'y en execution de sentence ou arrest de partage, entre coheritiers & codempneurs des heritages d'une succession, par arrest du dernier iour de Decembre, mil cinq cens cinquante six. Et a esté aussi iugé par plusieurs arrests, que le seigneur n'est tenu de faire veuë à son vassal ou suieët: du dixhuiëtiesme Septembre, mil cinq cens cinquante, troiesme Aoust, mil cinq cens soixante six: du 8. iour de Feurier, mil cinq cens septante deux de releuee: du douzième iour de Decembre, mil cinq cens octante six de releuee, & douzième iour de Iuin, mil cinq cens octante sept. Et que toutesfois il conuient limiter. Si non que le seigneur demandast certaines redevances & prestations contre aucuns de ses subieëts, à raison de quelques heritages dont il maintiendroient estre possesseurs: auquel cas j'ay tousiours veu obseruer, qu'on peut demander veuë. Il use de l'ancien terme cerquement, qui signifie bornage, duquel on usoit quelquefois en faisant veuë, & les mesureurs & arpenteurs appellez cerquemaneurs mettoient bornes aux desrens & limites qui estoient monstrez par celuy qui faisoit veuë, à fin que la chose fust mieux demonstree, dont on peut voir, l. si rescriptio. §. ad officium D. fin. regund. l. 3. C. eo. tit. cap. significantibus de lib. obl. Rab. in §. curare. Instit. de act. & autres qui en ont escrit.

DE GARANDIE SVR CHOSE VENDVE

TITRE XXXIII.

* Existit, au li-
vre escrit à la
main.



GARANDIE^a que les clers appellent emption^{*} est de la chose vendue conduire & liurer par le vendeur à l'acheteur, le marché fait si avant que bonne foy & ordonnance de luge le peut & doit souffrir, & par la coulpe du védeur ou de son téps seroit advenu le domage sur la chose védue ff. de act. empt. vend. l. i. C. eo. tit. l. si traditio. & l. seq. C. de emittio. l. i. & l. emptor. & per tot. tit. Si dois sçavoir que quiconque veut demander garand, il le doit demander en iugement, si à temps & si à heure qu'avant que riens y ait respondu en la cause contre son demandeur, & que la cause soit entiere, car autrement il se debouteroit de son garand, ne le garand ne seroit tenu de respondre s'il trouuoit la cause riens auancee, qui luy portast preiudice à la defence de la cause. Et doit estre denommé celui qui demande est à garad, ou ce ne vaut. Et doit estre protesté que vienne ou non, si fera ledit demandeur son deuoir du procès, maintenir cōtre son aduerfaire, ou peril y auroit si le garand ne venoit qu'on n'y peust reuenir à ce dire en procès: mais peut estre demâde iour d'aduis, iour de declaration, declinatoire ou dilatoire qui ne toucheroit peremptoire ne liti-contestation, iour de veuë, car toutes telles induces si ne touchét riens à la peremptoire. Et le garand demâde en Cour on le doit nōmer, & le luge le doit ordonner & appeller à certain iour. Et doit tout le procez surseoir iusques à ce que le garand soit appellé, ou contumace par trois cōtumaces s'il ne venoit. Et luy venu en Cour, il peut & doit estre ainsi sōmé.

De sommer son garand luy venu en iugement.

Je vous ay fait conuenir en ceste Cour pour ce que verité est que tel N. si me suit pour cause de l'heritage N. q' i'ay acheté de vous & dit que telle rēte N. luy est sus deuë dont il a fait clain & demâde sur ledit heritage: & ne s'en veut deporter: & vous sçavez qu'au marché qui se fit d'entre moy & vous pour ledit heritage, vous n'en fistes aucune mention, qui seroit à mon treisgrād preiudice & domage, si de vous n'en estoit garandi & acquitté cōme de raison est: & pour ce ie vous sōme en presence de loy iustāment que vous soiez audit iour contre tel N. pour emprēdre par vous la charge du plait & la defence de la cause tandis qu'elle est entiere & en estat de defendre par toutes voies deuës. Et si ce ne voulez, ie fais protestation desorendroit que si pers aucune chose en vostre deffaute, de la recouurer sur vous en temps & lieu, & que vous me baillez tout ce qu'à defence peut appartenir, si aucune chose auez qui valoir y puisse. Et de ceste denonciation doit prendre lettres, & de la responce que fait celui qui sur garand est appellé luy en aider en son procez & cause.

De contumacer garand.

Par l'ordonnance
de l'an 1533, art.

Et si l'adiourné en fait de garadie ne venoit, il doit estre contumace par

iiij. iours de plait, & par le iiij. d'abondant avec intimatiō. Et ce fait le demandeur doit requérir à luy estre dit & jugé que par les defaux cōtre luy attains, tel droit luy soit réservé que telle defēse que faire pourra & sçaurra comme son demandeur ladicte rente dont il a requis garand & contumace, voulontiers le fera, & au mieux qu'il pourra bonnement, en faisant protestation que si perte ou dommage y prenoit, que ce peult il retraire & recouurer sur ledit contumace, & sur ses biens, avec despens dommages & interets, & de ceste protestation doit prendre lettres, ou autrement il seroit en voye perdre son retour & garand. Et si ainsi le fait, & dommage luy en venoit par defaute de garand, ce pourroit il recouurer sur son garand.

27. ne sont re-
quis que deux
defauts.

De garand ou non garand.

Combien qu'on dit communement qu'il ne garandist pas qui ne veut, sauue la grace du disant, mais on peut bien dire qu'il ne prend pas garandie qui ne veut, neantmoins conuient-il par ceste reigle dessusdire que retour de garandie soit tousiours gardé sur le vendeur si deuēment en est sommé. *C. de euict. l. non dubium.*

De garand non comparant.

Et si le garand vient en Cour, si luy doit la demande estre refreschie comme dessus est dit, afin qu'il preigne la garandie. Et bien te pren garde que s'il demāde iour de veuē, que tu y combattes tant que pourras, auant qu'il ait prins la garandie. Car par aduenture apres ne la voudroit il prendre, combien qu'au fort prendre la doit, si comme cy apres sera dit.

De garandie auoir promise à faire.

Toutesfois veulent dire les sages qui firent les loix, que le vendeur s'il ne promet garandie proprement & especialement de la chose vendue, tenu n'est à garandie proprement, mais toutesfois l'acheteur a & peut auoir action sur le vendeur à demander estre desdommagé, sur le vendeur de ce que tout ne luy a pas déclaré son marché, & que teu luy a ce que maintenant on luy demande, qui est engendrée deuant la vendition ou l'achapt. *C. de euict. l. non dubitatur.*

De pleige de garand.

Item^b peux & dois sçauoir que s'il aduenoit qu'en aucune vente eust conuention de garandie par le vendeur, & encores pleige de garandie, & on empeschast l'heritage ainsi vendu, & l'acheteur eust denoncé au vendeur à fin de garandie, & sur ce fust content, & le vendeur pendant ce fust mort ou tourné en pauvreté, si qu'il ne peult conduire son marché, & puis fust la chose tolluē à l'acheteur, sçachez que l'acheteur se pourroit traire au pleige de tout, & ne l'eust mie sommé audit pleige. *C. de euict. l. authore landato.*

Qu'on doit sommer le garand.

Comme dessus est dit en ceste rubrique, si tost que l'acheteur est pouruiuy de la chose qu'il a achetée, il doit sommer à son vendeur & garand, ou à son hoir auant que rien entamé de proces à peremptoire, ou autrement il met en péril la recourance de la garandie qui luy deueroit estre.

Dd iiij)

Vide pro hoc
Manus. in sua
practi. §. item si
garandus. c. §.
Item in actione
vsque ad §. lte
ista dilaciones
tit. de dilatio.

faicte, ny ne seroit tenu de respondre le vendeur ne ses hoirs ne pleige.
C. eod. tit. l. emptor. & l. si controuerfia.

De denoncer son garand, auant qu'on paye les deniers.

Item s'il aduenoit qu'en la chose vendue eust contredit auant que l'acheteur eust vuidé ses mains du pris & des deniers de la vente, sçachez qu'auant qu'on puisse cōtraindre l'acheteur à vuidier sa main des deniers, on deurt & doit denōcer garand au vendeur ou à ses hoirs, si ainsi n'estoit que le vendeur fit bonne seureté des deniers refondre à partie, si auant qu'empeschement y seroit mis par la coulpe du vendeur. *C. eod. tit. l. si post perfectam venditionem.*

Que garand n'a lieu en chose confisquée qui se vend.

Item s'il aduenoit que le seigneur fit vëdre aucun heritage qui luy fust attainct & confisqué, sçachez qu'il n'y eschet aucune garandie, car nulle reigle ne comprend le seigneur. *C. de quadrienn. praescri. l. 1. C. credito. emitt. pigno. non debe. l. 1.* Encōres dit la loy esçrite que quand la vente est parfaicte, tout le preu appartient à l'acheteur, & aussi fait tout le surplus du profit & dommage, car le vëdeur n'est tenu depuis la vente faicte pour chose qu'il aduienne sur la chose vendue & liurée, si ainsi n'estoit que l'empeschement qu'on luy deuroit, venist par l'occasion du vendeur, ou de chose qui fust auant la vente engendrée des choses qui desirent auoir garandie, & qu'il fust sommé & denoncé au vendeur, ou à son hoir ou à son pleige s'il y estoit. *C. de pericu. & commo. rei vendit. l. post perfectam venditionem.*

De garand en cas personnel.

Nota in delictis
& excessibus nō
habere locū ga-
rantiā: nec in
alijs actionibus
nisi realibus, aut
in rescriptis aut
mixtis cadit haec
garandia, est e-
iusmodi glos. ap-
probata, Barho.
& alijs doct. in
authen. qua in
provincia. C. v-
bi de crimine agi
oportet: quod si
conueniatur mā-
datus de deli-
cto potest denū-
ciare mādatori.
Pro decisione
istorū vide am-
ple & practice
in filo curie
parlamēt. tit. de
dilas. qua datur
pro garād. §. titē
in delictis. & ibi.
Ausfrer. glosas.

Qu'en autre maniere qu'en vendition d'heritage siet garandie, ie le puis monstrer par exemple. Pardeuant Monseigneur le Baillif de Vermandois fit conuenir la iustice & Escheuins de Tournay, les Preuost & Iurez d'icelle par vn mandement royal sur ce que la iustice à cause d'une ferme qu'icelle iustice tenoit de la ville, elle auoit prins grand dommage par ce que l'escheuimage auoit par long temps esté permue, si en requeroit bien estre recompensé de la somme de vj. xx. l. Le Procureur de la ville le comparant en Cour, lors declara & dit que des causes de la ville deuoit estre plaide deuant Preuost & Iurez, ou en Parlement par priuilege qu'ils auoient de ce. si requis d'estre renuoyé. Ladicte iustice disant du contraire, & qu'elle auoit committimus du Roy expressement contenant le cas, pourquoy. &c. & avec ce que ausdits Preuost & Iurez ne seroit pas renuoyé, car ils ne seroient pas iuges de leur cause, puis qu'eux mesmes estoient adiournez, Car eux ne pouuoient requerrir à eux mesmes d'estre renuoyez. Il fut iugé que renuoy. ne s'en feroit. Et requis iustice qu'elle declarast par qui elle auoit eu ceste defaute & de quel temps. La iustice dit du temps qu'elle auoit la ferme tenuë, & par faute des Escheuins qui n'auoient pas plain nombre, & que c'estoit declaration assez. Le Procureur disant que c'estoit moins que suffisante declaration, & qu'elle estoit tenuë de declarer l'an & le mois, & par quels Escheuins ce auoit esté. Il fut iugé qu'elle estoit tenuë de declarer l'an & le mois & le nom des Escheuins qui en faute auoient esté. Et bien fut iugé. Si tost que ledit Pro-

cureur ouyt nommer lesdits Escheuins par nom : il requist auoir garand sur eux pour ladite ville : & qu'il eust iour à eux faire adiourner sur garand. Ladicte iustice debatist disant que garand ne s'y deuoit asseoir, puis qu'ils auoient entamé plaid, & procedé en declinatoire & en peremptoire, & sur ce requis droict & accepté iuge, & eu & receu sur ce iugement que iamais garand pour ceste cause demander à temps ne venoient. &c. Ledit Procureur disant du contraire & qu'encores n'auoient-ils procedé à peremptoire nulle ny à liticontestation, ne tellement que la cause fust de rien empirée pour les garands s'il les conuenoit. &c. Il fut iugé que le Procureur auroit iour pour adiourner son garand ou garands, bien fut iugé. Les Escheuins appelez & venus en Cour ils barroiét contre le Procureur de la ville, qui à garand les auoit adiournez, que tenus n'estoient de proceder avec luy sur ce, ne garand faire : car à tard les auoit fait conuenir, par ce qu'il auoit ja contre le premier demandeur procedé à declinatoire & à dilatoire, & que la cause estoit iugée la demeurer sans eux appeler qui eussent iuste cause declinatoire. &c. Ledit Procureur disant que declinatoire ne dilatoire n'empire cause, ne donne occasiō que le garand ne puisse la cause entreprendre & defendre sans estre rien perturbé &c. Il fut iugé que le Procureur à tard les auoit fait adiourner, & que tenus ne seroient de garandir. Duquel iugement il fut appellé par ledit Procureur en Parlement. La cause plaidée en cas d'appel, il fut dit par la Cour de Parlement qu'il auoit esté mal iugé, & bien appellé, & dorenavant ledit proces seroit de ladite iustice contre lesdits Escheuins appellé à garand, & que à temps assez les auoit fait adiourner ledit Procureur, Car declinatoire & dilatoire declaration ne veuë ne oste pas que apres garand ne se puisse demander. Et la raison si est, que au primes sçait le defendeur proprement pourquoy ne sur quoy il est conuenu : & fut la ville mise hors de proces. &c. Et pour ce peut apparoir que declinatoire & dilatoire declaration, veuë, ne autres induces ne donnent pas qu'apres on ne puisse appeler son garand, puis qu'au principal n'est autrement procedé, combien que parauant soit dit que premierement conuienne appeler & former son garand auant toute œuure. C'est à dire auant qu'au principal soit rien procedé, ne que la cause soit en rien empirée pour le garandisseur.

*Arrest de la
Cour de Parle-
ment.*

Quands garands on peut auoir.

En garand demander en pourroit-on en Cour iusques à trois, & non plus. Et peut chacun auoir tous les delais qu'un seul peut auoir l'un apres l'autre. *Ita fuit ordinatum in parlamento pro domino Ioanne de Beaulieu contra Ioannem de bello Cartu. Anno Domini Millesimo trecentesimo & trigesimo octauo.*

*Vide, §. item
rem. tit. de di-
lat. qui dat.
pro garando
tit. cur. parla-
menti.*

De nommer son garand par nom.

*On peut appel-
ler tant de ga-
rands qu'on*

*veut ensemble, tellement que cecy se doit entendre des garands & arrieregarands. Et encores n'est dois prendre si
estreictement, s'il y a bon de recouir contre plus de garands & arrieregarands.*

Toutelur nomi-
nare qui petit
garandum, iuxta
l. j. & y. C. ubi
in rem actio. Et
l. ij. C. de confor.
eiusdem lit.
Le stile du
Chastelet de
Paris est à pre-
sent observe, tât
en la Cour de
Parlemēt, qu'és
autres iurisdic-
tions: Et ne
faut nommer
son garand.

Item est tenu celuy qui demande garand, de nommer quel garand, ou autrement il ne le doit avoir par le stile de Parlement & d'autres Cours Royales qui s'en dependent. *Ita fuit ordinatum in Parlamento Anno Domini. M. CCC. XXII.* Mais du stile du Chastelet de Paris il ne le cōvient ja nommer, fors dire i'ay garand à appeller, si le requiert estre appellé. Ité & si l'adiourné à garand emprendre, ne le vouloit emprendre, pour ce ne demeure que l'adiourné ne doive faire les protestations à ce pertinentes, comme dessus est dit.

La teneur d'une commission à faire adiourner son garand.

A Pres^t te veux monstrer la forme & la maniere de faire & former la commission à faire adiourner son garand par formulaire. Tristan du Bos Cheualier seigneur de Fameçon & Reinceual, Cōseiller du Roy nostre sire, & Baillif de Vermandois. Au premier Sergent du Roy nostre sire audit Bailliage qui sur ce sera requis, Salut. De la partie tel. N. nous a esté instamment requis que comme à tiltre d'achapt, qui est iuste tiltre & iuste errement, il ait de pieça acquis & acheté vn certain lieu & manoir situé en tel lieu. N. contenant. N. & dont il ait depuis iouy & possesse paisiblement, sans ce que contredit ne empeschement luy fust ne ait par aucun esté fait, neantmoins c'est pour le present apparu tel. N. qui dict & maintient avoir sur ce certain droit & rente ou redeuance annuelle, de laquelle riens ne luy fut dit au traite dudit marché, si comme il dit, & pource l'a fait conuenir en Cour. Lequel exposant, oye la demande dudit tel, nous a requis tandis que la cause est saine & entiere, nous luy vueillons faire conuenir & appeller son garand sur ce, attendu ce que dit est. En nous requerant sur ce estre pourueu de remede de loy, & de iustice. Parquoy nous considerans que de droit & de raison luy deuons & pouuons faire, & que ainsi nous est enseigné à faire, & par loy vous mandons & commençons si mestier est que vous vous tranportez pardeuant ledit tel. N. que ledit exposant en iugement que nommé, déclaré, & requis, & deuément l'adiournez à certain & competant iour pardeuant nous ou nostre Lieutenant en la Cour du Roy nostre sire à saint Quentin, à l'encontre dudit exposant pour emprendre la deffense & garandie du contend & debat que met & s'efforce de mettre ledit tel. N. sur l'heritage par luy vendu vuerpi audit exposant, consent cōtre & outre ce que dit ne déclaré ne luy auoit au contract & marché faire dudit heritage, durant que la cause est saine & entiere, & telle qu'en tel cas appartient avec toutes les lettres & bonnes defences que sur a, & peut & doit auoir ou sçait, & tout garny & pourueu de ce qu'à ce peut & doit competer & appartenir, ouyr & recevoir sur ce par la partie dudit exposant toutes sommations, intimations, requestes, protestations & autres qu'en tel cas doiuent appartenir, & sont par Vs, Stile, & coustume local e appartenances à faire afin de garandie, respondre à toutes circonstances & dependances sur ce, & en outre proceder & aller auant comme de raison sera, en certifiant suffisamment par vostre rescription ce que fait en aurez au iour quel ur ce vous assignerez, afin de proceder comme de raison sera

de

Guerpi, au liure
escriu à la main.

de ce faire vous donnons pouuoir, mandons à tous les subjects du Roy audit Baillage, prions & requérons à tous autres, &c. Donnée, &c.

Ensuit la defenſe en cas de garandie.

Defence en cas de garandie. Sçachez que selon le droit escrit, defendre se peut on en garandie qui promis ne l'a. *C. de eniſt. l. empror hereditatis. & l. non dubitatur.* Et selon les lais il ne garandist pas qui ne veut: mais c'est vn langage qui ne se peut soustenir: car en tous marchez de bonne foy, loyauté y doit estre entenduë: & dont puis que du marché qu'on aura vendu aucune chose, s'ensuit qui est sourdant sur la chose qui des ledit vendage se pouuoit faire & declarer, le vendeur & ses hoirs y sont tenus: mais en tant qu'on dit qu'il ne garandist pas qui ne veut, ce peut ainsi estre entendu qu'il n'emprend pas faire defence de garandie qui ne veut. Mais si sur ce on est sommé par loy, si comme dit est, iacoit ce que la garandie n'emprende, toutesfois conuient il en fin qu'il responde des dommages qui par sa faute de liurer tel marché, qu'à bonne foy appartient, n'a liuré, & que par sa faute & coulpe est venu. *C. de eniſt. l. si controuersia.* Et pour tout dire bien peut venir en Cour si pour la garandie est appellé. Et ouye la demande de garandie, respondre apres toutes excoines & contremans: & apres deux defaux & autres exceptions, & autres induces dire: i'ay bien oüy ce que requis a esté par tel. N. en cas de garandie contre moy: ie me garderay de meffaire, & plus n'en pense à respondre pour le present. & tout à temps vient on à plus auant proceder, quād la partie r'assault apres plait fait entre les autres deux parties, & lors y a encores toutes nouuelles induces, & est comme partie a moins que suffisamment procédé, & apres veuë d'encores autre garād, car à toutes fins garand ne doit estre emprins tant qu'on puisse contre, si ainsi n'estoit qu'on eust trop euidente cause & propriété à celle defendre & garandir.

De ſoy traire au pleige du garand.

Bien se peut traire l'achepteur au pleige qu'il a de garandir le marché: car tenu est le pleige de garandie faire puis que promis l'a: supposé encores que sommé ne luy eust esté par l'achepteur à qui on voudroit tollir sa chose. *C. de eniſt. l. auctore.*

De denoncer ſon garand.

Après ensuit vn autre qui dit que si tost qu'on met sus querelle à l'achepteur qui veut auoir garand, il conuient qu'il le denonce par loy à son garand, ou autrement le garand n'y seroit tenu. *C. rub. superius dicta. l. empror fundi. & l. si cum quaestio tibi. & l. cum successores.*

De garand en chose prescrite.

Tu dois sçauoir que si l'achepteur a tenu la chose achetée par prescription, & puis luy soit mis plaid dont il puisse demāder garand sur le vendeur, ou sur ses hoirs, ou sur les pleiges, sçachez qu'en ce n'a nul garand. *C. eod. tit. l. si obligata.*

E c

De garand non promis à faire.

Plus fort^a veur la loy escrite, que si augun a achetté aucun heritage, & il ne luy soit promis à faire garandie par oubly ou autrement, qu'il ne puisse estre contraint à vuider ses mains des deniers, iusques à ce que le vendeur luy ait promis à faire garandie suffisante, & à loy. *C. eod. tit. de euictione. l. si post perfectam venditionem.* Item n'est pas doute que si l'acheteur achette chose que bien sçait que c'est à autre qu'au vendeur, ou qu'il y ait dol ou fraude, en ce n'a nul garand. *C. eod. l. si fundum.*

ANNOTATIONS DV TILTRE.

TRENTÉ TROISIÈSME.



*L*E garand est appelé par les latins auctor, à sçavoir le vendeur, lequel est tant sommé est tenu envers l'acheteur de luy prester l'authorité, c'est à dire, le droit de propriété de la chose qu'il luy auroit vendue: car ainsi aux loix anciennes, auctoritas accipitur, & le Iurisconsulte, in l. vlt. D. de euictionibus, interpretatur auctoritatem actionem pro euictione, & Paul. l. 2. senten. venditor si Dominus non sit, auctoritatis nomine manet obnoxius: & sine ista auctoritate nulla emptio venditio est, vt ostendit Cicero 13. epist. Si ea prædia diuidentur quæ ipse Cæsar vendidit, quæ tandem in eius venditionibus esse poterit auctoritas? L'effect de la garantie est de sommer celuy qui est tenu de l'euiction qu'on dict, auctorem laudare, à fin d'assister à la cause, prendre la defense & le fait & cause, pour celuy qui est demandeur en garantie, & le garantir de tout l'euement du procès, auquel la chose à luy vendue est rendue contencieuse, & faire en sorte qu'il en puisse librement & paisiblement iouir. L'ay escrit cy dessus que pour l'euiction y auoit deux actions, à sçavoir celle qui procedoit de la stipulation, si le vendeur l'auoit promise, & celle qui venoit de l'action d'emption, vendition, l. si dictum. l. si in venditione. l. si plus. D. de euict. l. non dubitatur. l. empti actio. c. eo. L'action pour l'euiction s'entend quand la chose est euincée, c'est à dire, qu'elle est ostée à l'acheteur, & adingée à un autre, l. habere licere. D. eo. ou que sur icelle est adingée hypothèque ou autre charge, qui n'auoit esté declarée par le contrat de vendition, & à laquelle l'acheteur n'estoit tenu: ce qu'il conuient entendre, que pour auoir adiudication des dommages & interets contre le vendeur, il faut qu'il y ait euiction, iuxta l. 3. C. eo. & toutesfoi si tost que la chose est rendue contencieuse à l'acheteur, il doit sommer son garand, & si ne faisoit ladicte sommation auant qu'estre condamné, il n'auroit action pour l'euiction, l. em-

ptor. C. cod. l. si fundo. §. i. D. eo. l. i. C. de peric. & commod. Ce que j'entends quand n'y a appel de la sentence, car en cause d'appel on peut encores sommer : & Imbert escrit, lib. 1. cap. 20. auoir esté iugé par arrest, qu'en instance de lettres royaux en forme de requeste ciuile obtenüe contre un arrest, on pouuoit sommer garand, par la l. si rem §. vlt. & l. si plus, §. i. D. eo. On peut sommer en tout temps, & en tout estat de cause le vendeur, enquoy toutesfois y a distinction, par ce que s'il est sommé apres contestation en cause, le demandeur en sommation qui a contesté demeurera en cause, & le garand seulement ioint, pour assister au procès, & defendre avec luy selon les appointemens donnez au principal, sans que pour ce il soit aucunement retardé, l. principaliter & ibi Fab. C. de lib. caus. cap. vlt. vt lite pend. in 6. & ainsi le contient le Stil de Chastellet, & l'Edit du Roy donné sur iceluy. Mais si dès le commencement de la cause, le garand est appelé, s'il compare, il sera receu à prendre le fait & cause pour l'acheteur, qui l'auroit fait appeller; & lequel acheteur qu'on appelle garanti sera mis hors de Cour, à la charge portée par l'ordonnance que le iugement donné contre le garand sera executoire contre le garanti, sauf des despens, dommages, & interets. Il y a deux sortes de garands, l'un appelé formel ou absolu, qui est celuy duquel nous parlons, lequel est tenu de prendre la cause & defense pour celuy qui l'auroit sommé, & y entrer en son lieu, & tel garand est receu es actions réelles & hypothécaires; & le garand simple ou contributeur, comme le nomme mon vieil praticien, qui peut seulement estre receu à se ioindre en cause, & assister demandeur qui l'a sommé; lequel a lien aux actions personnelles, comme M. Bourdin a doctement traité sur l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf, article dixhuitiesme : Le garand appelé il peut demander delay d'arriere-garand, qui luy sera octroyé par ladicte ordonnance, article dix-neufiesme, encores que par l'ancien Stil duquel Io. Gall. fait mention en sa question cent soixante, il n'estoit receuable à ce faire, qu'il neust pris la cause & defense du guaranty. Celuy qui demande delay de garand, doit estre bien aduisé d'y adionster, sauf au garand à demander veüe, car si simplement il demandoit delay de garand, il seroit exclus de demander veüe, comme presumé certain de la chose contencieuse : toutesfois le garand seroit bien receuable à luy demander, vt scribit Masuerius tit. de dilat. §. Item si garandus. Mais encores quelque-fois d'office le Iuge ordonne que le principal & originaire demandeur la fera, pour plus grand certitude de la chose contencieuse, & instruction du procès : & si de tel iugement le demandeur appelloit, il ne seroit receuable en son appel, pour n'y auoir interet. Aussi la droicte iustice ne permet qu'on s'arreste trop aux subtilitez du droict estroict & scrupuleux. Qui voudra voir dauantage de ceste matiere, qu'il lise le Stil Latin de Parlement, de garendo. Masuerius tit. de dilat. Imbert, Papon, & autres Practiciens.

b Le plige de garand est celuy qui est respondant & fideiussur du vendeur, & peut estre poursuiuy, la chose estant euincée. l. auctore laudato, c. eo. il est appellé auctor secundus, l. 4. D. co. in nouel. 4. Iustini. *βεβαιωτής*, quem Iulianus, & vetus interpretes vocant venditionis confirmatorem.

c Par la disposition de droict, quand à l'acheteur est faite controuerse pour la chose vendue, s'il n'a payé le prix, soit en tout ou en partie, il ne pourra estre contrainct de payer, si le vendeur ne baille caution, l. si post perfectam. C. co. l. habitationum. D. de pericul. & comm. rei vend.

d Il recite certains cas esquels n'y a lieu de garand, à sçavoir quand la chose vendue ne peut estre euincée de l'acheteur: dont il baille exemple de la chose confisquée au Seigneur qui l'auroit vendue, par-ce que l'acheteur est assuré, mesmement s'il en a iouy paisiblement quatre ans, tant contre celui auquel elle auroit appartenu, que contre les creanciers hypothecaires, l. i. C. de quadrienn. præscript. Ce qui seroit toutesfoies disputable, si la vente n'auoit esté faite par decret solennel, comme i'ay monsté au quatriesme liure des Pandectes. Il y a autre exemple du creancier qui auroit vendu par droict de creancier, c'est à dire, à cause du droict de gage & hypothèque qu'il auoit en la chose, sans promettre l'euiction: car en ce cas le creancier vendeur ne seroit garand, ny de la chose vendue, ny du prix: autre chose seroit, s'il auoit vendu purement & simplement, & par forme de droict & usage commun: car lors il seroit garand, l. i. & 2. C. creditorem euictionem pigno. l. exempto. §. sententiam. D. de act. emp. quant au premier cas qui est fondé sur le droict Romain, il se doit entendre quand le creancier possesseur de la chose à luy obligée & hypothéquée, la vend & deliure à l'acheteur: mais encores s'il vend seulement son droict d'obligation & hypothèque, il n'en sera garand s'il ne s'y est obligé, l. si nomen & al. D. de hæred. vel. act. vend. & ny a pareillement lieu de garand, pour la controuerse qui seroit faite à l'acheteur, apres la vendition parfaite, pour chose qui seroit aduenüe depuis ladicte vendition, & concernant l'acheteur, l. i. c. de peric. & comm. rei vend. l. necessario. D. co. Par-ce que tout ce qui aduient de proffit & dommage apres la vendition, concerne l'acheteur, mesmes si le Roy ou Prince souverain luy auoit osté par puissance, la chose par luy acquise, l. Luchus D. de euictio.

e I'ay parlé cy dessus du garand en action personnelle: mais y a des cas esquels la garantie n'a lieu, comme en crime & delict commis par l'acheteur, ou s'il auroit usé de force, ou qu'un autre en auroit usé contre luy, par-ce que tels actes le concernant, l. hoc iure. D. co. Masuerius titu. de deli. num. 23.

f L'acheteur qui fait appeller son garand ne doit seulement luy sommer, ains conclure formellement à l'encontre de luy, à fin d'estre condamné à prendre le fait, cause & défense pour luy, le garantir de l'enouement du procès, faire cesser la poursuite contre luy faite, & faire en sorte qu'il puisse librement & paisiblement iouir de la chose vendue: & à faute de ce faire estre condamné en tous ses despens, dommages & intereffs. Le garand formel ne peut decliner, ains doit proceder pardenant le Iuge, où le procès principal est

pendant, l. venditor. D. de iudic. arrest du 1. Feurier 1547. Rebuffe Tract. de dilat. art. 4. Mais celuy qui ne peut estre que garand simple, il peut demander renuoy par deuant son Iuge, pour cognoistre s'il est garand. par arrests du 8. Feurier, 1572. 1. & 15. Decembre, audis an, 26. May, 1576. 1. Decembre, 1583. & autres..

g Pour les articles precedens, on peut auoir recours à ce que i'ay escriu cy dessus: Mais en cest article est declaré un cas, auquel la garandie n'a lieu, à sçauoir quand l'acheteur se peut aider de la prescription de long temps, de dix ou vingt ans, l. si obligata. C. co. La raison est, par ce que telle exception vient de la personne de l'acheteur, d. l. hoc iure.

h I'ay traité cy dessus du commencement de cest article; & quand à ce qui est aduenü à la fin, que si l'acheteur sçachant bien l'heritage qu'il achete, appartenir à autre qu'à un vendeur, on estre obligé, n'est fait promettre la garandie, il n'aura recours contre le vendeur, pour bonittion, il le faut entendre pour la garandie de la chose, & non pour la restitution du prix, que neantmoins le vendeur sera tenu rendre, & le pourra l'acheteur repeter. l. exempto. §. ult. D. de actio. empr.

PAR QUELLE MANIERE ET COMME CRIMES DOIVENT ESTRE PVNIS, ET COMME on se peut former partie en cas de crime.

TILTRE XXXIII.



PRES. que dit est des actions personnelles possessoires & réelles, il ensuit monstrer des criminelles, laçoiree que monstré soit dessus, quantes manieres sont de crimes; encores veux monstrer par quelle maniere crime si peut & doit estre corrigé & puny, & par qui, où, & comment: & commét on se peut former parti en denonçant soit en partie formant, soit à cause d'office à la requeste du Procureur d'office, ou par le droit office de Iuge.

Si^s peux & dois sçauoir que selon les sages ils sont quatre manieres de crimes qui par iustice sont à punir, Si comme par denonciation, par present meffait, par accusation de partie formée, & par publique renommée dont enqueste & information precedente est faicte. Par denonciation, si comme quand aucun ne se veut pas faire partie ne former contre aucun d'aucun crime, toutesfois le vient il denoncer à la iustice, & offre à administrer ou nommer tesmoins. Le Iuge doit lors sagement confiderer la maniere du denonçant, sa personne, si il est homme credible ou non, si il est homme haineux, quel motif il a de ce dire, si il est de sang au blecé, si il est pauvre ou riche, & en tout ce là maniere de l'accusation. *Ad hoc facit textus in l. criminis. ibi. si sibi estimatio intergra est. C. qui accusare non possunt. & sequitur per spec. tit. de denuntiatio. §. qui denunciare possit.*

cuseur & denonceur, le temps & le lieu où ce fut, & toutes les circonstances. Et si l'on trouve qu'il soit homme constant, & où on se puisse arrêter, si doit le Juge mettre peine avant qu'il se meue, qu'il en ait information precedente sur la denonciation, & si en ce peut atteindre, en cause d'office sur la denonciation se peut assez & doit mouvoir à prise & interrogations au prisonnier sur ce, & selon la maniere du prisonnier proceder à question de fait: puis que par information precedente verroit que le cas le desireroit, autrement non. Et si riens ne vouloit cognoistre ou confesser, si peut estre procedé pour le bien de iustice, d'office contre le prisonnier: & selon ce que le Juge voit par les tesmoins qu'il a ouïs en son information, il se pourroit aider en enqueste contre le ny, que le prisonnier feroit à sa calenge, sur le cas à luy imposé en iugement, & selon ce faire loy. Selon la loy escrete, femme ne peut accuser n'estre receuë à ce, si ce n'est pour elle propre, ou pour ses enfans, mais que certain soit mere. *C. quis accus. non possunt. l. non ignorat. & l. de crimine. & l. propter insidias.*

Item un frere n'est à recevoir en accusation contre l'autre. *C. eod. tit. l. si magnum & capitale.* Le pere le peut faire en cas que le fils l'auroit voulu meurdrir, & seroit à recevoir en accusation. *Facit tex. in. l. propter insidias. C. eod.* Accusé de crime ne peut autre accuser. *l. neganda est accusatio. & l. i. C. eod.* Le familier ne peut accuser son maistre de qui famille il est, ne le serf son maistre ne son Seigneur: & si il le faisoit, il doit estre puny à detalion. *facit tex. in. l. penul. & ult. C. eodem.*

Par present meffait peult & doit sçavoir que le Juge se peut & doit mouvoir à cause d'office contre le delinquant, & luy imposer le fait & le calenger de peine capitale de son office tant seulement sans autre denonciation n'information precedente: & si le delinquant le confesse, la punition en doit estre iugée selon le cas: comme cy apres sera dit en la rubrique subsequente. S'il le nie, & le cas soit leger à prouver, le Juge ou Procureur d'office le doit offrir à prouver, & ce prouve, punition s'en doit ensuiuir. Et si preuues n'y sont bien appertes, puis que le cas est de present meffait, le Juge le peut & doit monstrier à question à atteindre la verité, & riens espargner pour iustice atteindre, & le mal punir. Par^b partie formée peut & doit tout Juge qui de cas de crime peut & doit cognoistre, recevoir tout homme receuable en Cour, comme cy dessus est dit en la rubrique de ce faizante mention, à faire partie contre l'accusé, & prendre & retenir la cause par prison fermée: mais que le Juge soit aussi au dessus de l'accuseur, à fin que si il decheoit de ladicte poursuite, qu'il puisse rendre despens & amende selon la coustume du lieu: Car en plusieurs lieux & selon le droit escrit, dangereuse chose est, de luy faire & former partie contre aucun criminellement. Car qui en dechet, il encourt selon le droit escrit en toute autelle peine qu'il est content avoir, & porter celui qui poursuit, que les Clercs appellent peine de talion, c'est à dire, peine pareille que c'il conclut contre son accusé qui est trouué innocent par loi. Mais on trouve peu de Juges ou de Cours, où ceste reigle soit tenue & gardée: car moult dure chose seroit de punir à mort celui qui rié n'auroit

meffaut: fors querir loy de celuy qu'il tenoit q son prochain eust occy, & toutesfois s'il apparoiſt que l'accuſeur eust accuſé par faulſſe accuſatiõ à eſciét, ſçachez que trefgrãd' peïne deuroit porter cõme de faux accuſeur. l. *Quomodo hodie pena talionis locum non habeat*. Et quomodo final. & l. *nõ prius. C. de calūniato. facit tex. in l. criminis. qui accuſa. nõ poſſ. C. procurator regi*

Si dois ſçauoir que ſelon aucuns , puis que prifonnier eſt prins par ac-
cuſation de partie formée & mis en loy , apres ne doit eſtre mis à peine
de queſtion, mais ſe doit le procès faire ordinairement contre le prifon-
nier, ſi ainſi n'eſtoit qu'au Iuge apparuſt que le cas fuſt meurdrier, & fort
derefable & preiudicieux , tellement que les preuues fuſſent clerks , car
ſelon la loy en crime les preuues ſi doiuent eſtre auſſi clerks du propo-
ſant du cas , que le cler iour luiſant à midy. *Teſtes debent eſſe luce clariores.*
C. de probat. l. ſciant cūcti. Et pour-ce ſi le Iuge perceuoit le cas ainſi meur-
drier, & le prifonnier fuſt ſi ſubtil que rien ne vouliſt cognoiſtre par de-
poſition de parolles, & le fait fuſt plus euident que non, ſi c'eſt Iuge qui
ait pouuoir de queſtionner, faire le peut pour atteindre le mal, & punir
puis qu'il peut auoir vehementes preſumptions. Et ſi c'eſt Iuge qui n'ait
telle autorité que de queſtionner, ſi en doit il auant parler à ſon ſouue-
rain Seigneur, que la verité en ſoit ſçeuë, à fin que le meurdrier vienne à
cognoiſſance de iuſtice. Et ne conſeille pas que nul Iuge procede en tel-
cas à queſtiō, ſ'il n'eſt meſmes ſon ſouuerain; car peril y peut auoir d'abus.

Par commune renommée qu'on appelle en Cour laye par information precedente : ou autrement par fame & renommée notoire, si comme aucun seroit si famé au pais qu'il seroit meurdrier ou desrobeur en chemin, qu'il seroit cler & cogneu qu'ainsi fust à tous, par cestuy cas se peut faire poursuite de crime par l'office de iustice sans autre partie, ou par office, ou par le Procureur d'office. Et le peut le Iuge faire à la requeste à cause d'office. Si dois sçavoir que cas de crime notoire si se diuise en deux, car l'un est notoire de droit, & l'autre est notoire de fait. Le notoire de droit si est, si comme celuy qui est condamné de crime par Iuge qui ne tenoit le prisonnier, & pour ce ne le mist à execution, mais le bannit sur la hart, ou qu'il soit, par especial banny du Royaume. Car tous tels sont encheus en crime capital de notoire, & sont à punir sans autre procès. Le notoire de fait si est, si come est dit que par office de iustice se peut & doit punir. Et toutesfoi si le Iuge ne peut prendre n' apprehender tels mal-faictours, si les doit il faire appeller à ban, & contumacer. S'ils ne viennent, & par contumaces bannir sur la hart, que le crime qui n'estoit que notoire de fait où il chet euocation, deuiene crime notoire de droit qui par ce chet en executiō, car le crime notoire de droit emporte la sentence de mort, la quelle chose ne fait pas le crime de fait selō la loy escripte. ff. de officia p̄sidijs. l. i. l. iij. c. 1. Tu peux sçavoir qu'en cas criminel n'est aucun à recevoir par Procureur, & si d'aucture le Procureur s'y auoient à proceder, si n'est il à recevoir, mais doit proceder en estat que la iournée est & doit seruir, non-obstāt requeste de procureur sur ce vueillāt seruir n'occuper. ff. de publ. ind. l. accu. titore. §. ad crimē. & ainsi fut il dit par arrest de Parlemēt pour le procureur de la ville de Tournay, & Jean des Moustiers adioints cōtre les Florins.

sur ce que ledit Jean Florin estoit adionné sur cas de paix brisée, au droit de ladicte Ville de Tournay criminellement. Lors ledit Jean Florin voulut servir par Procureur, il fut dit qu'à recevoir ne soit le Procureur, & fut iugé default contre ledit Florin, il en fut appelé en Parlement, il fut dit bien iugé & mal appelé.

Quelle chose a à faire le Juge contre l'accusement d'un criminel.

Veu^a comment & par quantes manieres on peut poursuivre accusé de crime, monstrent veulx quelle chose a à faire le Juge sur l'accusement : si peulx sçavoir que si l'accusé n'est de la iurisdiction du Juge où il sera prins, pour douter des rescriptions & renuois, il le doit tantost mettre à position de parolles, & s'il ne cognoist le cas ou ignore, on le doit subtilement interroger, car par subtiles interrogations souvent nient ou cognoissent, & si tost que la on fait iamaiz, & ne l'en doit faire renuoy. Et si cognoistre ou nier ne le veut, si le doit le Juge approcher de luy mettre ou r'apporter en enqueste de son pais. Car si le Juge est subtil, bien fort sera de l'un de ces trois points qu'il puisse eschapper, qu'il ne nie ou cognoisse, ou qu'il ne se mette en enqueste, & duquel des trois qu'il soit comprins, iamaiz ny cherrenuoy. Si en enqueste se met, on luy doit demander s'il se sent bon preud'homme, qu'il ne doit cremir homme qui le cognoisse qui contre luy vueille ne doive deposer, à fin qu'il se mette en toutes enquestes de tous tesmoins. Car si ainsi le fait, iamaiz ne l'en peut reprocher. S'il disoit, ie ne me veux pas r'apporter à la deposition de tous, lors luy doit on demander desquels & pourquoy, car si il y auoit guerre, ou haine mortelle, ils ne seroient pas à ouïr contre luy, & peulx encores sçavoir puis que le prisonnier s'est mis en enqueste : iamaiz ne doit estre mis en question de fait. Car on luy feroit grief & tort. Car question ne se doit asseoir quand le cas est tel que preuue ne s'y peut asseoir ne trouuer, & toutesfois est le fait presumptueux quand information en appert.

Customes d'Artois.

Si sachez que par les costumes d'Artois, & de plusieurs lieux, Gentilhomme ne s'y met en enqueste, ne doit mettre, n'estre oppressé de luy mettre si il ne le requiert. Et suppose que faicte soit sans son sceu & consentement, si ne luy doit elle nuire, si il ne sy r'apporte de sa volonté.

En quel lieu, ou lieux crime doit estre puny.

Hodie hoc factum est in loco ubi delictum non est in loco ubi delictum est, sed in loco ad quem fit remissio de consuetudine prout dicitur Cj. in authen. apud eloquentissimum. C. de si. instr. pro hoc facit glos. l. si cui. §. final. ff. de accusat. ubi dicitur glos. eadem remissionem fieri in delictis ex urbanitate. Nota quod per la custome de Paris, en l'article 198. la cognoissance & punition de delictis appartient au Juge du domicile des delinquans non pas au Juge où le delict a esté commis. La contraire s'observe à presunt par l'ordonnance, dont est parlé aux annotations.

Selon^r l'usage de Cour laye, & mesmement selon droit escrit, où les crimes sont faits & perpetrez, là doiuent estre punis, & suppose qu'aprehendez soient en aucunes iurisdiccions, pour-ce si il y est respondu en

cognois-

cognoissant, ou en niant, ou mis en enquête, là faut déterminer la chose. Car selon la loy où les plaids sont encommencez, là doiuent estre perfinez. *Cubi de crimin. ag. operi. aut. qua in prouincia.*

De crime fait sous haut iusticier. & n'enfuit en la terre d'un autre iusticier.

Et s'il aduenoit qu'aucun eust fait & perpetré aucun crime en la terre de haut iusticier, & là soit prins, & le cas à loy imposé le prisonnier le niait. Sçachez que iacoit ce que le seigneur dessous qui il auroit ce fait, le requist à r'auoir, si ne le doit-il r'auoir, car ja est-il lié par responce, & s'il nie comme dit est, & le seigneur qui le suit presentement ou fait suivre, preuue que le prisonnier a fait le cas en sa terre & iurisdiction, qui est criminel, & pourquoy il le poursuit de present iusques là, r'auoir le deura, mais la cognoissance de se rendre ou non, appartient au Iuge qui ainsi l'a prins sur la terre. Et si de present & de chaude chaffe n'estoit prins : lors ne le doit r'auoir. Car selon aucuns encores ne le r'auoir-il si sa main n'y estoit assise par le pouruiueur.

D'un seigneur r'auoir son suiet en cas de crime.

Et selon aucuns s'il aduenoit qu'aucun Baron prenist aucun malfacteur iusticiable à autre Baron, ou autre qui ait haute iustice, & le tenist pour cas de crime, & le detenu die pardeuant luy qu'il ne veut respôdre, car il a seigneur que nommer doit & de celuy seigneur soit requis, r'auoir le doit pour faire droit & loy selon le cas, si ainsi n'estoit que le prisonnier eust esté pris en present meffait, lors n'y auroit nul renuoy.

De r'auoir son couchant & leuant.

S'il aduenoit qu'aucun couchant ou leuant dessous vn haut iusticier eust meffait à aucun autre qui ne peust aller ne venir dessous la iustice d'iceluy seigneur pour crime, & ledit seigneur peust trouuer celuy qui meffait luy a sous autre haut iusticier, & là le fit prendre prisonnier sans luy lier de responce ne autrement fut requis de son seigneur dessous qui il couche & leue, r'auoir le doit. Mais le sire qui le r'auoir doit assigner à celuy qui en sa terre ne peut lieu seur & honnesté, & court pour celuy qui partie se veut faire, auoir & faire droit, & luy donner seur aller & venir pour celuy iour seruant à ce, & tant que loys en puisse estre faite, & le mal puny.

Des officiers Royaux.

Et s'il aduenoit qu'aucun haut iusticier autre que le Roy prenist en sa terre Officier ou Sergent du Roy, pour cas de crime qu'en sa terre eust meffait, sçachez que cognoistre n'é deuroit, mais le r'auoir le Iuge Royal pour en faire telle punition qu'au cas appartiendroit par des Officiers du Roy meffinement de cas criminel ne doit demeurer la cognoissance qu'au Roy & à ses Officiers. Et selon aucuns non, si n'estoit en faisant leur office.

Du lieu où aucuns soupçonnez de crime se peuvent mettre à sauueté.

Et s'il est aucun qui pour soupçonnement se mette à loy & à purge comme innocent du cas à luy imposé, ou contre son corps defendant, ou

F f

pour obuier aux appeaux de son seigneur souverain, sçachez que de trois lieux se peut mettre en l'un, & auquel des trois qu'il se mette, ce luy doit valoir & tenir lieu à purge, ou à soy deliurer des appeaux de son seigneur, ou autre qui pour le cas le voudroit appeller à loy, & mettre à ban. Le premier dessous qui il se doit mettre si est le Roy au Bailliage ou Preuoté dessous qui il seroit demeurar. Le second si est le sire dessous qui il seroit couchant & leués si haute iustice auoit. Le tiers est le sire dessous qui le fait aura esté. Car dessous lequel que ce soit des trois peut suffire, & vaut la purge par luy faicte partie appellee. Or peut estre demandé si nul des deux seigneurs dessous qui ce auroit esté fait, c'est à sçauoir le sire dessous qui on seroit leuant & couchant, ou le sire dessous qui le fait auroit esté, n'auoit haute iustice: auquel il appartiendroit aller à purge. Sçachez que: dessous le Roy, car il comprend tout. Et si l'un des deux auoit haute iustice: si y pourroit aller: car auquel que ce soit vaut, mais le plus pertinent est à aller dessous son seigneur puis que haute iustice auoit. Et à quelle Cour qu'on se mette, appeller faut la partie blessée, c'est à sçauoir les plus prochains du mort, & le Procureur au Bailliage, si c'est en la Cour de l'un des deux seigneurs, & si n'est dessous son seigneur avec partie, & le Procureur du Roy: si faut appeller le seigneur dessous qui ce auroit esté. Et ainsi doit estre fait d'un chacun seigneur. car tousiours faut appeller partie & l'office, d'un costé & d'autre, & autre purge ne vaut si ce n'est des clerics qui à leur ordinaire. &c.

*Il se lit au livre
escriu à la main:
Or l'office: Or si
c'est dessous le
Roy avec le Pro-
cureur du Roy.
Or si sans appeli-
ler. &c.*

D'un couchant sous le Roy à pur.

Item s'il aduenoit qu'un couchant sous le Roy à pur fit homicide en la terre du Baron, & ne fust prins, dont il seroit appelé à ban, & par contumace banni de la terre sur la hart, puis se met à loy en Cour Royal par remission, sçachez que le ban seroit mis à neant: mais il conuiendroit que l'exploict au Baron & ses despens fussent rendus auant qu'il partist de prison. Si seroit-il aussi receuable à purge par remission de quelque seigneur, dont il seroit couchant, puis qu'il se mettroit en Cour Royale, & bié raison y a, car plus fort est qu'en la Cour du souverain se purge, qu'en la Cour du suier, & dont puis que le suier le peut faire, par plus forte raison le Roy le peut & doit faire.

Exemple du cas.

Il aduint que les fils Monseigneur de Souastre en Artois, & le fils Messire Jean de Bailleul occirent un homme à Monchy en Artois: pour lequel fait ils se mirent à purge à Beauquesne sous le Roy, & firent appeller ceux qui estoient à appeller. Au iour qui serui comparurent les Officiers d'Artois disans contre la purge, & qu'ils auoient esté appelez par eux & bannis de la Cour d'Artois pour le cas, en alleguant plusieurs raisons en ceste fin, les prisonniers disans du contraire, tout veu par la Cour Royale lesdits bannissements d'Artois furent mis à neant, les defaults payant par lesdits prisonniers.

Comment le juge doit tenir prisonnier cil qui se purge.

Tu peux & dois sçauoir que si tost qu'un homme s'est mis à loy dessous

Iuge qui se peut faire, sçachez que incontinent le doit tenir prisonnier en prison fermée & faire signifier par lettres sceillées & patentes au Iuge qui pour ce le fait appeller, soit le Roy ou autre, qu'il tient tel. N. son prisonnier pour faire droit à loy de tous cas, & par especial de tel cas. N. d'ot il s'est mis & rendu à loy, & que si aucun luy sçait ou veut demander aucune chose pour ledit cas ou autre, se cõpare à tel jour. N. es plaids qu'il tiendra de luy, & en fera tout ce qu'à bonne iustice peut & doit appartenir à faire selon le cas. Et parmy tant iustice ainsi signifiée doit cesser de tous appeaux & de toutes poursuïtes qu'en la Cour auoit encommencé à faire, ou eseroit à faire parmy rendant à luy les exploits de ses defauts & contumaces. Et doit rescrire au iuge de la purge commet il a receu ses lettres patentes sur la detention de tel, & purge de tel, & qu'il en fera volontiers tout ce qu'à luy en appartiendra: & plus n'en doit rescrire. Mais toutesfois doit cesser à tant, ne depuis n'y doit rien proceder.

De quels cas on ne doit point estre receu à soy purger.

Pour ce que dit est & monsté comment on se doit mettre & peut à loy & à purge, il ensuit voir de quels cas on ne doit recevoir à purge en Cour laye. Si peut & dois sçauoir qu'ils sont plusieurs cas, qui ne sont à recevoir en purge, si cõme meurdres, arsin de maison, enforceurs de femmes, desrobeurs de gens en chemin, que les clers appellent *depre-datores populorum*, trahitre, herese, bougre, tels ne sont à recevoir à loy de purge. Et la raison si est que avec ce que tels delicts sont enormes, si ne veut l'usage de Cour laye qu'on s'en puisse mettre à purge, car purgo ne desire fors cas qui ne se pourroïent prouuer si la partie le vouloit intimer, & tels crimes ne se peuuent prouuer que par proces extraordinaire avec commune renommée, pour ce qu'ils sont faits au plus couuertement qu'on peut, & pour ce nulle purge n'y affiert, car partie supposé qu'elle fust appelée, si ne le sçauoit ne pourroit prouuer que par aduenture & par presumption: pourquoy ce ne doit choir en purge, car si tousiours par purge se pouuoient eschapper, tous eschapperoient, car puis que l'homme est mis à purge, iamais on ne le peut mettre qu'en proces ordinaire, & les cas dessusdits doiuent estre mis en proces extraordinaire. Et pource il y a moult grande difference entre les cas qui sont à recevoir à purge, & les autres qui ne sont à recevoir. Et bigns'en doit le Iuge prendre garde, car grandement en pourroit estre reprins, & choir en abus de iustice, mais ne se doit mouuoir sans iuste information precedente, & sans prinse de present meffait.

La teneur de la lettre d'aucun receu à soy purger.

LA maniere de faire & former la lettre de reception à loy & à purge, si est ceste à enuoyer au seigneur à qui ce est à enuoyer. A tres-haut & puissant Seigneur, Monseigneur le Baillif de Vermandois ou à son Lieutenant tel. &c. Baillif de Mortaigne sur l'Escault, Salut. En nostre seigneurie, trescher & honoré seigneur, plaïse vous sçauoir que le Mardy, xx. iour du mois de Iuin, l'an M. CCC. LX. comme Baillif & Iuge dudict lieu de Mortaigne, receu auons à loy en la presence des hommes,

Ff ij

En autre liure imprimé a larcin, mais en celuy escriu a lo main y a arsin, qui signifie incendie: toutesfois larcin peut estre bien leu, dont est traicté cy apres.

feodaux dudit lieu tel. N. lequel de sa franche volonté s'est venu rendre prisonnier comme à son seigneur de qui il est couchant, pour atteindre droit & loy enuers & cōtre tous, de tous cas dont on le pourroit poursuivre, fust criminellement ou autrement, par especial de tel cas. N. dont il peut estre soupçonné sans cause, si comme il dit, & dont vous le faictes appeller aux droicts du Roy comme on luy a donné à entendre. Si vous ceste que ie le tien prisonnier, & par enseignement de loy pourquoy ie do y infirmer que si premiere iournée sera en la Cour de Monseigneur audit lieu de Mortaigne au douzième iour du mois de Juillet prochain venant, qui sera iour de plaidz audit lieu, & à tous autres à qui il appartient à faire, & qui aucune chose contre ledit prisonnier voudroient dire, proposer ne alleguer, ne contre la purge qu'il cōtend à faire pardeuāt nous: soiez si bon vous semble audit iour & iours ensuiuans qui sur luy seront assignez, & volontiers en sera fait tout ce que de raison appartiendra. Si vous prie que ce cōsidéré vous vueillez cesser ou faire cesser les appeaulx sur ce par vous encommencez, & tout ce que fait en aurez iusques à ceste presente insinuation requerant instamment qu'ainsi soit par vous fait.

Pour quel cas on peut mettre une personne à la gehenne.

P Vis que dit est de quel cas on ne peut receuoir à purge, il s'ensuit voir comment d'iceux cas & d'autres semblables on peut mettre à question de gehenne, pour sçauoir la verité des cas par leurs bouches & par procès extraordinaire. Si sçaches que cil est à mettre à questiō de gehēne qui par informatiō precedēte telle qu'elle face vraye & vehemente suspectiō du cas, pourquoy il est emprisonné & qu'il nie le cas, laquelle informatiō & cas auant qu'à questiō soit mis, le prisonnier doit estre montré au conseil de la Cour. Et le prisonnier ouy cōment il nie le cas contre l'informatiō qui contre luy labēure, sans ce que l'informatiō luy soit montrée, & par le conseil & appointemens des Conseillers de la Cour veuē l'information doit estre dit que le prisonnier soit mis à questiō & proces extraordinaire sans ce que autrement soit mis à gehēne pour sçauoir la verité du cas. Et le doit le iuge faire en la presence de trois ou de quatre du moins desdits Conseillers de la Cour, & si le prisonnier pour la premiere question ne veut confesser son cas: le iuge le doit mettre ius iusques à lendemain, & puis appeller les Conseillers & eulx remonstrier comment pour sçauoir la verité il a procedé à questiō contre tel. N. lequel ne veut rien confesser, à sçauoir est que faire en doit au surplus. Et les Conseillers doiuent dire qu'encores soit interrogé le prisonnier, si verité vouldra dire: & sinō, qu'il soit remis à questiō secōde fois: & ainsi tousiours par le conseil & ordōnée des Cōseillers de la Cour iusques à trois, quatre ou cinq fois si mestier est, mais que ce soit par autā de iours, iusques à ce que la verité sera sçeuē si estre peut. Sinō, le prisonnier est plus à mettre à deliurance qu'à detention. Mais bien se preigne garde le iuge que sans assens des Conseillers ne le mette à question, & que la question soit sans feu ne sans tel mehaiing, que les membres du questionné ne puissent estre brisez ne desrompus, iusques à mehaiing ne mutilatiō: car ce seroit au peril du iuge,

Le iuge doit appeller certain nombre de Conseillers à voir bailler la gehenne.

supposé encores que coupable le trouuast. Se prendre tres-bien garde le Iuge que de tout ce qu'il en fera, soit ainsi dit ou iugé par hommes, ou par Iuges, ou par Conseillers, comme dit est, & de loy ne le mette pas à question, car à grand peril le feroit de corps & d'auoir: & que de tout ce face par clerc de la Cour de faits en faits: ce que sera fait, faire procez verbal, ou les hommes Iuges & Conseillers soyent nommez, lequel procez verbal soit ou papier de la Cour, ou en cedula sceellée desdicts Iuges ou Conseillers, & tout ce que le prisonnier en confessera ou dira en question ou dehors, & si de l'un iour à autre variera rien en propos, car ce fait moult à considerer à la verité attandre: & si tout ce n'y vult, le Iuge doit remettre le prisonnier en courtoise & large prison, tant que tel soit remis sus que la question n'y appere. Et lors se garde bié le Iuge qu'à deliurance absolue ne le mette, car à son peril le feroit, pourquoy il sembleroit que sans cause luy auroit ce fait. Mais l'eslargisse de prison iusques à son renō, ou de la Cour: & bien soit gardé tout le procez sur ce faict, & par especial l'information, à la fin que si pourchas en faillit, que le Iuge peut môstrer qui l'auroit meu à ce faire pour sa sauuation. Et si ainsi deuément conseruē, le Iuge ne doit differer à ce faire & poursuivre: ne nul appel que sur ce sçache faire le prisonnier, puis qu'ainsi procedera cōme dit est, ne vaudra. Car à droit & sans peril le peut ainsi faire, autrement non. Et si c'estoit à faire en Cour de Iuge, qui iugeast à faire semonce d'hommes lesquels selon aucunes coustumes ne veulent ne doiuent riens sçauoir de la question. Car par question ne iugeroient à nulle fin tant qu'ils le sçeuissent. Sçaches que si c'estoit en Cour ou les hommes iugeassent par leur vſage & loy, ils ne deueroient iuger par confession de questiō, car tels Iuges n'ot auctorité de faire ne mettre à questiō aucun, ne ne peuēt iuger si cōfessē n'est par deuāt eux de partie, sans lieu de ferme courmēt aucun, ou si prouuē n'est de tesmoings deuément. Et ainsi le veut l'vſage de Cour subiecte.

*Lateneur de la lettre du Seigneur qui insinuē sera de la rendition.
du prisonnier lequel purger se voudra.*

LA maniere de rescrire par le Seigneur ou Iuge à qui ce est insinuē, si est ceste. Tristan du Bos Cheualier Seigneur de Famechon & de Raincheval, Conseiller du Roy nostre Sire & Baillif de Vermandois. A sage & honorable homme tel N. Baillif de Mortaigne sur l'Escault: Salut. Nous auons receu vos lettres patentes par lesquelles nous auez insinuē & fait sçauoir qu'en vos prisons auez & tenez tel N. qui pour la suspicion de tel N. dont il estoit famē & renommē, s'est rendu vostre prisonnier, pour attandre droit & loy dudit cas, ou autres dont on le voudroit ou sçauoit apprehender. En nous requerant que les appeaux par nous sur ledit cas encommencez, ou autrement, nous vueillions cesser & deporter de plus pour ce contre luy proceder. Sçachent tous que veuēs vos lettres dessus-transcrites, nous en ferons volontiers tout ce que à nous à cause d'office en appartiendra à faire: Tesmoing nostre scel de quoy nous vſons audit office, mis à ces lettres faictes & donnees le xv. iour de Iuillet, l'an mil ccc. lxx. & cc.

Rf. iij.

La demande de partie contre celuy qui s'est rendu à purge.

LE prisonnier^h mis en Cour la partie aduerse comparant contre luy peut ainsi dire. Sire Iuge ie voy tel. N. que vous tenez prisonnier pour faire droit & loy de luy, selon ce qu'il appartiendra à bonne iustice, que ie sçay, & suis tout acertené que vous estes & voulez estre sans faueur & sans halne, & tel auez esté: & encores si Dieu plaist serez en cestuy cas, qui est si detestable & damnable de soy, comme cy apres diray, par l'adueu de mon maistre qui ainsi m'en a instruit & baillé par memoire, par laquelle ie l'ay au mieux que i'ay peu ou sceu interrogé, mais à la verité ie croy fermement qu'il ait iuste cause, & que sa conscience le meurt à querir iustice, pour laquelle auoir & attaindre, & le mal estre puny, ie te dy tel. N. qui est de la tout prisonnier, comme droit est en tel cas, en tel iour, en tel an, ou environ, & en tel lieu, ou pres d'illec, de mauuais propos de fait & aguer appensé en meurdre & en tref-mauuais fait s'efforça de agaittier & espier tel. N. de noye: & que pis est fut en auisant que trouuer le peust en lieu absent & hors de veuë & cognoissance de gens, qui fut & est vray signe de meurdre, mauuais & presumptueux fait, comme cil qui par son mauuais courage à autre chose ne pensoit ne desiroit à faire: & là sans dire mor assailli le naura & ferit d'armure esmouluë & tant qu'à mort le mist, ou comptent qui est vitupere du bien de iustice, de mon maistre, son naturel fils & de tous ses amis charnels, & auec ce de tous & toutes qui en sauuegarde du bien de iustice se confient à demeurer & viure, si par vous n'y estoit pourueu de remede de iustice. Si conclud que si ledict tel. N. qui pour ledict cas est tenu prisonnier, veut confesser les choses par moy proposees, verité confessera, par vous & par vostre iugement sera condanné à mort & execution telle que d'estre trainé & pendu à la iustice publique tant que mort soit & estranglé. & s'il nie, mon maistre en offre tant à prouuer que pour atteindre sa conclusion. *Defence au prisonnier pour cas de crime.*

De la partie du prisonnier peut & doit estre defendu par toutes fins, soient declinatoires, dilatoires, ou autres exceptions ayans lieu. Et premierement icelles pre-supposees & mises en œuvre, doit estre cõtendu afin que le demandeur soit detenu prisonnier qu'à telle fin contend, & qu'il ait seurété de refondre despens, & amendes au cas qu'il defaudroit, si comme il fera si Dieu plaist. Apres mis en contempt s'il est homme receuable à loy, selon ce que dessus en est monsté en la rubrice qui parle de tels propos, toutes fins considerees: c'est à sçauoir si le prisonnier a estat ne priuilege de quoy il se puisse aider en icelle Cour, pour differer à la iurisdiction d'icelle: faire le peut en cas que doute rendroit en soy du cas. Si non qu'il n'ait autre exception, & que respondre luy faille audit demandeur encores cōuient il prendre toutes induces sur sa demâde. Et premierement repeter la principale demande, & sur ce prendre toutes defences pertinentes autre que cognoissance ne ny, & lesquelles par exception puissent la cause proroguer, si estre peut sans entrer en peremptoire de ny ou de cognoissance sommiere, si comme s'il n'auoit fait declaration desd's propos qu'il mettroit en fait, & qui desireroit preuue, si le doit

on demâder à auoir. car en tous faits où il gist preuue, declaratiō y appartient, si comme de temps & de lieu, de iour & de personne: ou autrement demande est moins que suffisante, & pour ce peut estre deffendu à la demande presente. Apres tous barroyemēs, d'exceptions perimax on doit dire. Sire Iuge à la demande qu'a faict partie aduerse par laquelle moyenant les premissions que arguez a, il a contenu afin que mon maistre en ceste partie qui est homme de preud'homme, de vie honneste, de bonne renommee, & de bonne conuersation, tel est reputé, & tous ceux qui le cognoissent & avec qui il a conuersé, le reputent pour tel, ne oncques mais ne fut prins ne approché du contraire, fors par celuy qui pour le present se fait & forme partie contre luy, & contend qu'il soit condamné à mort. &c. Pour contendre & auoir fin contraire à la sienne, c'est à sçauoir que mon maistre soit quitte & deliuré des conclusions dudit demandeur, trouué innocent & sans coulpe des faicts par luy imposez en soit deliuré & absous, soit ledict demandeur condamné en amende de faux & mauuais accuseur en tel cas, si comme en peine de talion, ou autre chose que par la coustume de la Cour deura porter. Avec soit condamné en amendes profitables & honorables, par deuers mon maistre pour les enormes iniures que mises sus luy a, & sans cause, comme il apperra avec dommages de despens & interests faicts & à faire. Et pour obtenir toutes ces fins & routes autres pertinentes en la discretion de la Cour, dict, & me fait dire mon maistre lequel de tout mon pouuoir i'ay interrogé sur le cas à atteindre la verité du cas & de la matiere par licence de la Cour, que donnee m'en a esté sur ce que veuë & considerée la demande de partie aduerse, & la premise, par laquelle il vient & fait sa conclusion, en laquelle premise il a dit & déclaré de sa volonté, & aussi bien a fait en ce. car de raison faire luy conuenoit, il a dit & maintenu que à tel temps, à tel iour, & en tel lieu mon maistre si fist le faict & meurdre pour quoy il fait sa conclusion. Pourquoi & pour respondre à droict par ordre, ie puis eslire & dire pour mon maistre exception telle & si notable qu'elle puisse du tout destruire la demande & conclusion dudit demandeur. Car il sera trouué en verité, que mô maistre au iour & au temps qu'il dit auoir esté fait & perpetré ledit meurdre estoit si loin & en telle distâce de pais qu'a nul entendemēt naturel ne peut ne doit choir, n'estre pensé qu'audit iour & lieu fust ne peust auoir esté, car à celuy temps & iour il estoit en la ville de N. laquelle du lieu déclaré par le demâdeur est loing d'iceluy lieu vingt lieues ou enuiron qui est alibi suffisant, & rel que mon maistre offre à prouuer, & le met en faict, par nul entendement ne pourroit estre dit que mon maistre eust coulpe quelconque au faict allegué par ledit demandeur. Pourquoy si mondit alibi veur cognoistre & confesser, il confessera verité, ma conclusion me sera adiugee, & s'il nie, il en offretant à prouuer que pour venir & atteindre à ma conclusion, protestant que droict en sur ceste fin premierement & auant tout ceure de proceder autre comme de raison sera & appartiendra mais pour ce que ie suis defendeur, & à tout defendât est permis par la loy escrete d'vser de toutes ex-

Barroyemens signifiés icy come en mon practique escript à la main, exceptions de toutes toires par la Cour barre fin de la demande.

ceptions, & droit auoir sur chacune partie par ordre puis que ils le requierent, ne contredit ne refusé ne leur doit estre, ie fais expresse protestatiō d'vser de toutes exceptions pertinentes à ma defence, & de chacune par elle, & auoir droict sur ce & par ordre en retenant pour mon maistre tousiours la retenuë, sur protestation de retourner au fait principal; quād temps & lieu en sera si mes exceptions ne me valioient à deliurance, ce qui sera si Dieu plait, à mon bon droict.

*De mettre trêues ou assurances entre parties qui
sont en Cour.*

S Cachez que l'encores y a vne autre maniere de crime dōt action & de mādē si n'est souuēt, & qui est tres-necessaire pour le bien de paix mettre entre la gēt, & moult appartient à office de Iuge, c'est à faire & de mettre entre parties qui sont en contēd, soit à la requeste de partie, soit d'office, la paix, trêues ou assurances. Car sçachez qu'il y a difference entre ces trois. Car les trêues ne durent qu'un an & vñ iour. La paix ou l'assurance dure à tousiours. Encores y a difference à demander trêues, ou paix, ou assurance: si comme ie te diray. Trêues à demander si peut faire pour quelque presomptiō qu'on a de doute de quelque personne que ce soit. Et si c'est en Cour où on Iuge par sermonce de seigneur par iugement de hommes, sçachez qu'il en faut faire plainte à loy & par sermonce de seigneur: & par iugement d'hommes il doit estre dict que le demandeur doit estre mis en la trêue du Roy ou du Seigneur, si c'est Seigneur, ou ville qui ait telle franchise par priuilege ou autrement, & tantost le doit faire crier que la trêue est donnee par loy de entretel & ses amis, & de tel & ses amis: & si les doit-on nommer. Et qu'il ne soit nul durant iceles qui se mefface enuers l'un l'autre, sur encouurre en peine de meurdre & trahison si tenu estoit: si non banny de la terre à tousiours comme traistre. Et que le demādeur le face sçauoir à tous ses amis sur quanques meffaire se peut, & aussi doit finer au sergent qu'il le nonce de par le seigneur aux amis d'entre les parties, afin que s'ils veulent aucune chose dire à soy les trêues tousiours durans, iour soit assigné contre le demandeur. Ce fait le Baillif doit demander aux hommes si le sergent en a tant fait que la trêue soit deuëment donnee. Les hommes doiuent dire que ouy, afin qu'il parface le surplus. Et ce fait qui vaut chose & trêue passée faite par loy & par iugement, il doit estre registré en la Cour les iours, parties, & le sergent qui a fait l'exploit, & les hommes qui ont fait le iugement. Autrement est de paix ou assurance auoir. Car il conuient qui auoir la veult, faire adiourner la partie de qui on la veut auoir, à certain iour par deuant Iuge qui donne la puiſſe; c'est à sçauoir si c'est en Cour où on vſe par commission, il conuient que ſe soit par commission contenant le cas. Et si c'est en Cour où on vſe par coniuſe ou sermonce d'hommes sans commission, il conuient que ce soit par plainte faite à hommes, & les hommes doiuent dire que la partie de qui on la requiert, soit adiournee par sergent & par homme & à la quinzaine, & hors octaue pour donner paix

paix & assurance selon ce que requis est. Et en signifiât que par la Cour & par la loy est dit & ordonné que pendât le iour sur ce assigné, leur estat doit estre entre les parties contréicteuses, prochains & amis d'un costé ou d'autre, sur encouure en peine capitale, & sur quantes meffaire on se peut. Item & eux venus au iour assigné, partie adiournée peut alleguer que paix ou assurance ne peut ne doit comprendre aucun faizant, mais doiuent demeurer hors de paix, tréues & assurances. Et encores selon aucuns Coustumiers, puis qu'il ne fait ou assaut, ou inuasion: le Iuge y doit pouruoir sans y mettre plus grief estat que d'assurance. Neantmoins puis qu'il est qui requiert paix, tréues ou assurances en Cour, les doit donner, fors les faiseurs l'un contre l'autre de quelque estat que les personnes soient, ne en quelque lieu que le faict ait esté, & par especial l'assurance, supposé qu'en Cour les parties trouuassent l'un l'autre sans adiournement, si le faut-il donner: voire supposé qu'il fut requis à vne femme si luy conuiendroit-il donner de luy & des siens. Et ainsi fut-il dict par Arrest de Parlement, & fait pour un homme qui là presentement vit vne femme, non-obstant raison que la femme sceut alleguer ne Aduocat pour elle, qu'elle ne deuoit à ce estre contrainte par plusieurs raisons, si fut-il dit qu'elle bailloirait assurance, supposé aussi que celui de qui on requeroit l'assurance fut d'autre iurisdiction, voire si fust encores de dehors du Royaume, & par ce voulsist dire que faire ne contraindre on ne le deueroit, si luy faut-il bailler. Et ainsi fut-il dit encores par Arrest de Parlement pour Iean Hachar qui demouroit à Valanciennes, contre Monseigneur Enguerran de Heidin, Cheuallier Conseiller du Roy nostre Sire. Encores supposé que celui sur qui on requerroit l'asseurement, fut Prestre ou Clerc simple, si seroit-il tenu de bailler l'assurance par son ordinaire ou renuoy du Iuge sans autre citation. Et ainsi fut-il dit par Iugement par Monseigneur le Baillif de Vermadois en la Cour du Roy à Maire en Tournes pour M^{seigneur} de Lannois & Messire Guillaume de Foués Prestre Chanoine de Tournay: pour laquelle sentence debat fut entre les parties. Tout veu par le Conseil de Paris, il fut dit que bien auoit esté iugé par ledit Baillif, mais si roist que le Iuge lay parçoit qu'asseurement est requis deuant luy sur Prestre, & il s'aduoué de sa Couronne, le Iuge lay par sa main a ceste auctorité en ceste partie sur le prestre que n'obstant la clergie il le peut detenir prisonnier, & le faire mener aux despens du clerc à son ordinaire: & en sa presence faire bailler l'assurance au lay qui la requiert. Et ainsi est il fait toutesfois que le cas s'y offre en Parlement & en toutes Cours Royales. Ité s'il aduenoit que nulle partie ne requiert tréues n'assurance au Iuge, pour ce ne demeureroit pas que le seigneur ne les y peüst & deust mettre de son office, & à ce cōtraindre les principaux à qui ce cōpette, & tous les prisonniers d'un costé & d'autre. Et ainsi est il ordonné qu'en toutes Cours Royales se face toutesfois que le cas s'y offre. Ité s'il est aucū qui la paix ou assurance ne vueille bailler, il doit demeurer prisonnier tāt qu'à obeissance soit venu: & pour ce ne demeure que leur estat ne soit entre les parties: & s'il aduenoit qu'il fut adiourné & il ne voulsist cōparer

Ces mots [leur estat] peuvent estre remarquez pour lettres d'estat.

Arrest de Parlement.

Arrest de Parlement.

*Mengeurs sont sergens au an-
s es mîn par le
Iuge en une
maison pour y
viure & mèn-
ger, qu'on dict
autrement mè-
tre en garnison.
Mon vieil pra-
ticié les nomme
souvèrs. ils estoient
envoyez aux
maisons des det-
teurs, ou des cō-
dânez, ou autres
ne voulans obeyr
à iustice. Mais
ceste maniere
d'en user a esté
abolie par le Roy
Philippe 4. l'an
1304. Et Philip-
pes 6. l'an 1338.
Et Charles 6.
l'an 1408. tou-
tes fois depuis
leurs regnes elle
a esté quelques
fois practiquee,
comme s'ay-mō-
stré ailleurs.*

*Non obstant
assurance, la
peine est tou-
jours criminelle.*

au iour sur ce assigné, & se laissast contumacer, pour ce ne demeureroit qu'assurance ne fut entre les prochains, & luy mesmes. Et doit le Iuge pour luy amener à obeissance, mettre de iour en iour mēgeurs en sa mai-
son, & les doubler de iour en iour, & qui plus est, le peut & doit appeler aux droits du Roy nostre Sire du tiers en tiers iour, & le bannir par le faux, & le sien appliquer à luy iusques à ce que de remission du Roy il se-
roit pourueu apres obeissance réduite dudit assuremēt. Et si mal en estoit adueni cependant, il n'en seroit pas acquitté: si ne seroient les faiseurs comme sur paix ou assurance enfreintes. Si peuz & dois sçauoir que l'as-
seurace est trop plus perilleuse que ne seroit la paix, car la paix se mettroit ius par nouuel cas sourdant, ou pour boire ou pour menger ensemble se-
lon aucuns, pour ce qu'il semble que le cas soit expiré & mis à neant par nouuelle cōmunication faite ensēble, & que le debat preterit par ce doi-
ue estre nul: & à la verité si est-il & doit estre à conscience, de raison, de droit & iustice. Mais autre chose est de assurance, car pour boire & pour
mēger ne pour communication, ne pour autre cas nouveau, l'assurance ne se casse ne abolist, que la peine ne soit tousiours criminelle quicōques
l'enfreint, suppose qu'autre que l'enfreingnant en iure, car quiconques le
iure, qu'il le face de temps sçauoir à tous les amis, ou autrement il les met
en peril de crime s'ils ne le sçauoient. Si dois sçauoir encores que paix iu-
ree par accord d'amis ou d'arbitres est à tenir sur peine de crime. car si no-
ble chose est de paix & d'assurance, que puis que baillee est, & partie si
assuree comme de raison faire doit & peut, bien veut iustice & raison est
qu'elle soit tenuë, ou autrement iamais nul preud'hōme ne demeureroit
en paix. *La teneur d'une commission en cas de paix ou d'assurance.*

LA maniere de former & faire la commission en cas de paix ou d'as-
seurace, si est ceste. Tristan du Bos Cheuallier Seigneur de Famechō
& de Raincheual, Cōseiller du Roy nostre Sire & Baillif de Vermandois,
Au premier sergent du Roy nostre Sire audit Bailliage qui sur ce sera re-
quis, salut. Complainct s'est à nous griefuement tel. N. disant que com-
me il soit homme de paix, & tel vueille viure & conuerser sans faire ne
acquerrir rihor, debat, ne contend enuers autre à son pouuoir, & si par
aucune inaduertance par luy ou autre de par luy aucune controuersie, ri-
hot, debat ou contend estoit, si en veut-il estre dehors & requiert ordre
de droict, & veut estre pourueu par iustice comme homme de paix, &
par reigle de iustice se veut reigler, & il soit ainsi que tel. N. sans cause
raisonnable qu'il ait de luy vouloir adresser ne faire adresser à luy ne aux
siens, s'est nagueres auancé de paroles ou de fait de luy faire porter doute
& menaces de paroles en corps & en biens, & doute grandement que si
par remede de iustice n'y estoit pourueu de remede cōuenable, que mal
ne s'en ensuiuit sur luy, sur ses biens, ou sur les siens: si nous a instam-
ment requis de nostre prouision sur ce que dudit tel. N. & des siens
puisse auoir l'assurance du Roy nostre dit seigneur pour viure & demeu-
rer en paix. Pour ce est-il que nous vous mandons & cōmettons si mestier
est, que tantost & sans delay vous transportez enuers ledit tel. N. ou que

trouuer le pourrez aux termes dudit bailliage en lieu sainct ou dehors: & si non, à son domicile si il l'a: si non, au lieu ou lieux où il conuerse & reside le plus, à Breteſque publiquement, ſi c'eſt en ville où Breteſque air, & ſi non, à ſon de cloche à la paroiffe dont il eſt, au cas que bonnement ſa perſonne trouuer ne pourrez, en faiſant diligence & publiquement ſur ce afin qu'ignorer ne le puiſſe ou doieue luy ne les ſiens, & iceluy adiournez à comparoir perſonnellement à certain brief & comperât iour, pardeuant nous ou noſtre Lieutenant en la Cour du Roy noſtre Sire, à S. Quentin à l'encontre dudit complaignant, pour luy faire ou donner par nous ou noſtre dict Lieutenant bon & loyal aſſeuurement comme il appartient, que durant ledit iour il meſſace ne face meſſaire par luy ne par autres ſes proiſmes & amis en aucune maniere, en nulle choſe, ne biens ſur qu'aucunes meſſaire ſe peuuent en corps & en biens iuſques à ce que par nous ou noſtre dict Lieutenant audit iour en ſera ordonné, comme il appartiendra. de ce faire vous donnons pouuoir. Mandons & commandons à tous les ſubjets dudit bailliage, que à vous & à vos cōmis & deputez en ce vous facent ayde. cōſeil & confort en ce, ſi meſtier en auez: & de tout ce que fait & trouué en auez, pour nous en reſcriuez audit iour ſeulement. Donnē. &c. Auquel iour assigné ſi l'adiourné ne vient, l'aſſeu-remēt eſtre baillie. Et ſi il ne venoit, & que en deſaute de ſa venue en deſaut ſe laiſſaſt mettre ſans obeir à la commiſſion, veuē la reſcription du ſergent, deſaut doit eſtre donné contre luy, à tel proffit que l'aſſeu-ment doit eſtre prononcé tenir & auoir lieu. Et lettres données ſur ce, par leſquelles doit eſtre mandé au premier ſergent que ladicte aſſurance eſt par le deſaut ſur ce obtenu adiugée, & ſommer audit deſaillant que luy & ſes gens ſe faire & venir contre, ſur encoure en toutes les peines à ce introduictes. Item & ſur ce doit eſtre reſcrit par ledit ſergent. & ce fait vaut choſe faite & paſſée en iugement, comme ſi par tout proce- & limite eſtoit fait, car ainſi eſt il ordonné pour obuier au mal & aux inconueniens qui par les longs procez qui faire ſ'en ſouloient, ſi adue- noient ſouuent par les ſubtils qui ſe laiſſoient contumacer, & prenoient delays, exoines. &c.

La conſtitution du Roy S. Loys qu'on appelle la quarantaine du Roy.

POur^m obuier aux grands maux & inconueniens qui de iour en iour ſourdoient & aduenoient au Royaume de France par les contreuen- gements, qui ſe faiſoient des vns contre les autres, & ſouuentesfois ſur qui rien n'en ſçauoient & qui coulpe n'y auoient. Et ſouuent adue- noit qu'un fait de chaude meſſée ſe prenoit d'entre aucuns que l'une par- tie en demeueroit naurée & blecée, dont pour eux contreuenget ils au- ſoient au long des amis des faiſeurs qui rien n'en ſçauoient qui garde ne ſ'en prenoient, & leur alloient courrir ſus & naurer qui a proprement par- ler eſtoit meordre & mauuais fait. Pour ce fut ordōné par le Roy S. Loys, que doreſnauant puis qu'un fait ſeroit aduenue d'entre leſquelles parties que ce fuſt de celui iour ce ſeroit fait que iuſques en xl. iours apres tous accomplis, auroit trēues de par le Roy, qu'on appelleroit la qua-

Gg ij

rantaine du Roy, & qui comprendroit en ladicte quarantaine tous les amis d'un costé ou d'autre, fors les faiseurs, par telle maniere que les faiseurs, qui s'en mouueroient, ce seroit en meurdre & en mauuais faict, & encoureroient ceux qui ce feroient, en peine capital telle que de meurdre, & en confiscation de biens. Si sçachez que jaoit ce que ce ait esté ordonné par loy & Edict de Roy, si comme dessus est dit, qui est Roy & Empereur en son Royaume, & qui y peut faire loy & edict à son plaisir, pour ce veulent souuentefois les officiers Royaux quand infraction de quarantaine aduient en la terre d'aucú haut iusticier, sur vmbre de ce qu'ils dient qu'à eux en appartient la cognoissance, & par ce que c'est edict Royal. &c. Toutesfois peux & dois sçauoir que par deliberation de tresgrád conseil à Paris, il a esté deliberé que si le cas est aduenu en la terre de haut iusticier, & ledict haut iusticier en prend la cognoissance à faire, auant que lesdits officiers du Roy, à luy comme haut iusticier doit demeurer. Mais si lesdits officiers du Roy encommencent premierement leurs exploits sur ce, & la cognoissance, sçachez qu'à eux appartiendra. Et est ceste loy plus vñe & est plus introduite aux parties de Picardie & deçà l'eau de Somme. *Nota.* que selon l'opinion des sages Costumiers ce ne chet point en droit escrit, ne quarantaine ne s'ensuit point s'il n'y a attouchement, car pour paroles ne s'engendre point. Et s'il y a attouchement combien que il ne soit à sang, si engendre il quarantaine à peine de meurdre qui sur celuy enfreint. Si peux & dois sçauoir que quarantaine ne s'entend point des premiers faiseurs, Car entre ceux qui de coustume peuuent faire & tenir guerre, ces premiers faiseurs ne cheent point en quarantaine l'un contre l'autre, si ne feroient leurs autres coulins & amis que les premiers faiseurs meneroiét avec eux sur les autres premiers faiseurs, jaoit ce que ce fust en contreuengement. Mais si sur autres les menoient que sur les premiers faiseurs, lors y cherroit quarantaine enfreinte. Et la raison si est, que les autres qui ne furent au premier faict peuuent & doiuent ignorer le premier faict. Et pour ce fut la quarantaine ordonnée par le Roy en son Royaume, que si tost qu'un fait est aduenu, on ne s'y puisse aller contreuenger à eux qui rién n'en sçauoient, fors apres les faiseurs qui ignorer ne le peuuent.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE.

TRENTEQVATRIESME.

DE ce qui est traicté en ce tiltre de la forme de proceder en l'instruction des procesz criminels, appert estre veritable ce que j'ay cy dessus noté, qu'anciennement y auoit en France autre forme en ladicte instruction, que celle qui a esté introduict par l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf, qui est de proceder par informations, interrogatoires, recellemens & confrontations, & apres le proces instruit & veu par le Iuge, condamner diffinitiuemēt l'ac-

cuſe, ou l'abſoudre, ſi non le condamner à endurer la queſtiō, ou le recevoir à nōmer teſmoins pour la preuve de ſes faits iuſtificatifs & de reproches. ou ſi la matiere y eſt diſpoſe, recevoir les parties en proces ordinaire. C'eſt la forme preſcrite par ladite Ordonnance, qui veut que les proces criminels ſoient inſtruits ſecretement : Mais anciennemēt à Rome les proces criminels eſtoient inſtruits & iugez publiquement. Ce qui auroit eſtē iadis obſervē en France, mais depuis a eſtē obſervē de les faire ſecretement, tant à fin qu'ils fuſſent plus meurement & prudemēt inſtruits, hors le bruit & tumulte d'une multitude, qu'à fin que le criminel ne ſe ſonnast de l'accuſation cōtre luy faite, ains peult reſpondre plus librement & s'excuser & iuſtifier. Mais les anciennes pratiques, comme celle recuēe par noſtre auteur ne font mention de recoller & confronter teſmoins, ne pareillement ceux qui ont eſcrit des pratiques d'Italie & autres pays, ains ſeulement que l'accuſé pouvoit demāder les noms des teſmoins pour les reprocher, ſans qu'ils luy fuſſent confrontez. Je ne reciteray ce que j'ay diſcournu au 4. liure des Pandectes, ſ'il eſtoit plus expedient de faire les confrontatiōs de teſmoins ou de n'en faire. Pour le regard des quatre manieres que l'auteur propoſe pour proceder en matieres criminelles, quelques praticiens en ont fait une ſemblable diuiſion : Mais Julius Clarus. §. fin. quaest. 3. me ſemble auoir mieux diſtinguē, à ſçauoir qu'on procede par deux manieres en cauſe criminelle, ou à la requēſte & inſtance de partie, ou d'office. Laquelle diſtinction approche à celle introduite par les Ordonnāces Royaux deſquelles on peut obſeruer la difference qui eſt entre les crimes priuez & les publics : Les crimes priuez ſont ceux eſquels une partie ſe peut plaindre pour quel que legere offenſe qui luy eſt faicte, comme d'iniures verbales, ou peis excès, que la partie offenſee doit pourſuiure, & pluſtoſt par voye ciuile que criminelle. Les crimes publics ſont ceux qui principalement concernent un intereſt & repos public, & vengeance qui en doit eſtre faicte par le Juge pour l'exemple & la conſequence, comme ſont les meurtres, vols, adulteres, raptz & autres ſemblables, eſquels le Juge eſt tenu par les Ordonnāces d'informer d'office, ſans attendre plainte & requēſte de partie. La denōciatiō n'eſt proprement de la ſolemnité de l'inſtruction du proces criminel, ains ſeulement elle fait ouuerture au Juge pour informer, mais il faut noter qu'il y a difference entre celui qui ſeulement ſe plaint au Juge à fin d'auoir iuſtice, & le denōciateur. Car celui qui ſeulement ſe plaint ſans ſe rendre partie, ou pour ſa pauvreté, ou pour la puiſſance de celui duquel il ſe plaint, ou pour autre occaſion, il ne ſera reputé partie ny tenu des frais du proces. Le denōciateur tient grandement de la qualité de l'accuſateur : & par aucuns a eſtē doctement remarqué qu'aux liures des auteurs Romains, meſmemant du droit Ciuil, le delateur & l'accuſateur ſe prennent ſouuent pour un meſme : mais proprement par le droit François le delateur eſt entendu celui lequel deſere & accuſe ſecretement, n'ayant intereſt particulier au fait qu'il denonce, & eſt iceluy tenu des frais du proces : & encores qu'il ne luy ſoit adiugé reparation honorable ne profitable, ſi eſt-ce qu'il luy eſt adiugé quel que partie de l'amende avec les deſpens, ſelon qu'il eſt ordonné par les Ordonnances : auſſi eſt-il ſuiet aux deſpens dommages & intereſts enuers l'accuſé, ſ'il ſe trouue l'a-

noir mal & calomnieusement deferé: & doit le Procureur du Roy ou fiscal nommer le delateur en fin de cause, quād l'accusé est absous, comme il est porté par l'Ordonnance de Charles 9. aux Estats d'Orleans. tels delateurs ont tousiours esté odieux, & les bons Empereurs comme Trajan les ont tousiours reiettez, vt Plinius & alij testantur, & dū elegamment Cassiodorus, o cultis secretisque delationibus nihil credi debet. Sed eum qui aliquid defert, ad iudicium venire conuenit; vt si quod detulit, non potuerit probare, capitali subiaceat vitioni. Toutefois sur la denonciation le Iuge doit informer d'office & proceder contre ceux qui se trouueront preuenus & accusez. Le Procureur du Roy ou fiscal estāt la vraye & publique partie, pour faire la poursuite du crime. Quant à ceux que l'auteur recite n'estre receus, par le droit Romain, à accuser, ils n'en sont du tout reiettez par le droit François, ains y sont admis s'ils y ont interest. Pour le regard de la reccriminatio qui empesche que celuy qui est accusé ne puisse accuser son accusateur, l. neganda est. C. de his qui accusare. On y adiouste vne exceptio, sinon que l'accusé defere son accusateur d'un plus grand crime, l. i. C. eo. tit. vt adnotant Græci, ad illā legem, aussi on y peut apporter autre exception, sinō que ce fust pour un cas differend dont estoit accusé celuy qui veut deferer son accusateur, cōme i'ay veu iuger par arrest donné à la Tournelle du 8. Feurier 1561. & conuient encores observer qu'un particulier n'est receuable à denoncer ou accuser par vindictē ou animosité, quand ceux qui y ont interest, & le Procureur du Roy n'en font poursuite, comme a esté iugé par plusieurs arrests, & entre autres des 12. Iuillet 1578. & 3. Sept. 1583. Quāt à la secōde maniere de proceder en matiere criminelle cōtre celuy qui est trouué en presēt & flagrant delict, faut distinguer s'il est trouué par le Iuge ou autre persōne publique, qui en puisse faire proces verbal, ou par persōne priuée. Au premier cas le Iuge ou autre sēblable persōne publique ayt fait cōstituer prisonnier celuy trouué en presēt delict. Le doit interroger sur sō proces verbal, & si le Iuge doit informer de la verité du fait, & proceder cōtre l'accusé, cōme s'il auoit esté admené prisonnier par quelques particuliers, qui l'auroiēt trouué en flagrant delict: & ne se doit le Iuge arrester à sō seul proces verbal afin qu'il ne sēble estre iuge & tesmoin. Clar. 9. fin. q. 8.

b Ceste forme de proceder par partie formelle, n'a plus de lieu en Frāce, & a esté repprouuée par plusieurs arrests de la Cour, par ce que l'Ordōnāce ne permet de faire emprisonner aucun en matiere criminelle, sans decret precedēt du Iuge: toutefois s'il aduenoit que celuy qui veut faire emprisonner se submist de faire apparoir du decret de prinse de corps, qu'il eust obtenu cōtre celuy qu'il arreste, & se redūt prisonnier avec luy en baillant cautio de ses despēs, dōmages & interests, il pourroit estre receu à se rendre partie formelle, à la charge de faire apparoir du decret, dās certain tēps: & duquel en faisāt depuis apparoir si celuy qui auoit esté emprisonné, appelloit de l'emprisonnemēt, il seroit declaré nō receuable, par ce qu'il apparoiroit iceluy auoir esté biē fait, afin que le crime ne demeure impuni, cōme a esté iugé à la Tournelle par arrest du 5. Iuī, 1563.

c I'ay cy dessus parlé de la peine du Talion qui est abolie en France & n'est besoin d'en traicter icy dauantage. Quāt à la iij. maniere de proceder en matiere criminelle par informatio, c'est la plus vraye & certaine forme de cōmēcer un proces criminel, & en laquelle le Juge doit apporter plus de deuoir pour

informer de la pleine verité du fait. s'at à charge qu'à descharge, comme il est porté par l'Ordonance; & doit à ceste fin premieremēt examiner les tesmoins, si le fait dōt est questio. a esté cōmis. Prius enim debet constare de delicto, vt cōstat ex l. 1. §. Itē illud. D. ad Sylla. En apres qui est celuy qui l'auroit cōmis, avec toutes les qualitez & circonstances requises, que i'ay plus amplement declarées au liure 4. des Pandectes. Et quant à ce que l'auteur parle du crime notoire ou de la notorieté, il faut noter que ceste matiere procede du droit canonique, & que le crime notoire est celuy qui est si manifeste qu'il ne peut estre celé ne denié, C. manifesta 2. quæst. 1. C. de manifesta. eadē causa, & qu. C. super eo. de testib. cogēd. & à ce propos on allegue l. ea quidē. C. de accusatiōibus. Mais ce que ladiue l. diu de falsis notorijs s'entēd autrement vt notant Græci ad d. l. vide l. singuli. eo. Specu. tit. de not. crimin. en esort amplement qu'ō peut voir, & pour les autres matieres traittées en ce tiltre, & pareillemēt Clarus, Bossius, Gomezus, Farinacius & autres practiciens. Le Juge en informāt, quād les tesmoins ne deposent certainement du fait, il se doit diligēmēt enquerir des indices, s'at des qualitez de l'accusé, de sa fame & renommée, que du fait. A sçauoir comment, en quel lieu, en quel temps, & mesmes s'il est questio d'homicide, ou de grands excès, des inimitiez, querelles & menaces precedentes & de telles autres circonstances que lesdits practiciens enseignent.

d Le Juge cuius debet inuigilare incorruptibilis sēsus aduersus male cōsuetas manus. vt ait Cassio. li. 9. epist. 24. doit ayant decreté contre l'accusé, qui cōpare en persōne, ou est emprisonné, iceluy interroger diligēmēt sur le crime dōt il est accusé, & les circonstances & cas qui resultēt des charges & informations, cōtre luy faictes; & encores qu'il y ait des Iuges qui pour estre veus respectables, vsent plustost de ruse que de prudēce & discretion en interrogeāt l'accusé, afin de le surprendre captiueusement, si est-ce qu'il me sēble que le Juge qui doit estre neutre entre l'accusateur & l'accusé, ne doit vser de sāt de ruses, finesse & desguisemēs; ains que modestemēt & avec hōnesté grauité il interroge l'accusé de tout ce qui peut appartenir à la cognoissāce de la verité du fait dōt est questio. En quoy toutefois le Juge expert & bien entēdu se doit gouverner selō la qualite des crimes, ainsi que i'ay mōstré au 4. liure des Pandectes. Par lo discours de l'auteur on cognoist l'ancien stil des proces criminels, d'interroger seulement l'accusé, contre lequel y a informations, & s'il denie luy bailler la questio, ou le recenoir à purge, c'est à dire à iustificatiō. Mais par l'Ordonance les tesmoins doimēt estre repetez & recollez en leurs depositiōs, & confrontez à l'accusé: laquelle confrontatiō est tres-necessaire afin que les tesmoins representēz à l'accusé le recognoisse, & que contre eux il propose reproches; & leurs depositiōs ouyes s'ils y perseverent il puisse dire contre icelles, ce qu'il aduise, ra pour sa descharge & iustification. On peut noter en passant qu'icy inquisition & information se prennent pour mesme chose.

c L'ay parlé cy dessus des renuois en matiere civile & criminelle, & mōstré qu'il y a des crimes priuilegiez d'ont la cognoissāce appartient aux seuls Iuges Royaux, & les autres qui sont communs: & que par les caustumos de quelques lieux les Iuges Royaux ou autres des seigneurs superieurs ont droit de preueniō, contre les iuges inferieurs. Mais par le stil ordinaire l'ad-

cusé doit estre renuoyé pardenant le Iuge de son domicile : ce que toutesfoiz il conuient entendre pour le regard des delictz qui ont esté commis par le domicilier au lieu de son domicile. Car celuy qui a commis quelque crime ou delict en autre lieu, il sera tenu respõdre pardenant le Iuge du lieu, où le delict a esté commis, auquel le Iuge du domicile sera tenu le renuoyer s'il en est requis, parce que par l'Ordonnance de Moulins de l'an 1566. art. 35. conforme à l'autb. *Qua in prouincia. C. vbi de crimin. agatur. La cognoissance des crimes & delictz appartient aux Iuges des lieux, où ils auront esté comis, nonobstant que le delinquant ne soit surpris en flagrant delict, sans en faire renuoy, dont la dispute que font Clarus §. fin. quæst. 39. Boërius decif. 202. & autres, est appertement decidée, à sçauoir que celuy qui a delinqué hors le lieu de son domicile, encores qu'il ne soit à l'instant arresté prisonnier, neau mains que son proces luy peut estre fait par le Iuge du lieu du delict : ce qui a esté iugé auoir lieu mesmes par les suiets des hauts Iusticiers, par arrest donné à la Tournelle du 16. Decembre 1570. La raison de ladicte Ordonnance de Moulins, est fondée in nouell. 69. de mandat. princ. afin que ceux qui president à la prouince ou y ont iustice dans les seigneuries dependans d'icelle, s'employent à la purger des meschans hommes.*

f Les Officiers Royaux demeurâs en terres des seigneurs pour les delictz communs qu'ils y commettent, sont tenus de respondre pardenant leurs Iuges : comme a esté souuent iugé par arrests, & entre autres du 2. May 1562. & 9. Iulillet 1569. mais pour le regard des cas priuilegiéz, on concernâs le fait de leurs offices, la cognoissance en appartient aux Iuges Royaux.

g Le stil icy recité ne s'observe, ains faut que celuy contre lequel y a decret d'adiournement personnel ou de prise de corps, compare pardenant le Iuge qui a decreté, pour luy estre fait son proces, & ne peut son seigneur ne autre Iuge duquel il soit suiet en demander le renuoy, s'il ne compare, cõme souuent a esté iugé par arrests, mesmes du 15. iour d'Auril. 1531. cõme plusieurs ont escrit. & apres que le proces aura esté instruit par interrogatoires, recollemens & confrontations de tesmoins selon qu'il est porté par l'ordonnance : le Iuge procedât au ingemais du prooes, le visitera biẽ & diligẽment, pour voir s'il y a des faits iustificatifs & de reproches, & s'il en trouue de receuables à la decharge de l'accusé, il luy ordonnera de nommer tesmoins pour la preuue d'iceux. c'est la forme prescrite par ladicte Ordonnance de l'an 1533. art. 158. à laquelle faut auoir recours, sans s'arrester à ce qui est icy traitté.

h Durant le tẽps que la preuue se fait des faits iustificatifs & de reproches de l'accusé, cõme aussi pendãt qu'on luy fait son proces, il doit tenir prison tant par ce qu'il est encores criminel, que pour euier à la subornation des tesmoins par luy nommez pour sesdits faits iustificatifs & de reproches : à quoy on peut rapporter ce qui est traitté tit. D. & C. de custod. reor. & l. i. C. ad 5. C. Turpil. & par ce que le stil icy recité de la purge, est hors d'usage, il se faut passer.

i Par l'Ordonnance de l'an Mil cinq cens trente neuf, art. 163. la forme & (comme on dit) la leçon est prescrite au Iuge, qu'il doit observer pour ordonner la torture & question extraordinaire, à sçauoir quand par la visitation du proces il trouue la matiere y estre disposée. Il n'est besoin de repeter

icy

icy ce que j'ay traité aux memorables & quatriesme liure des Pandectes, de l'ancienne forme de bailler la question, qui estoit obseruee par les Grecs, Romains & autres peuples : à sçavoir avec rouë, feu & autres instrumens, & qu'elle ne se bailloit du commencement qu'aux serfs, & pour en auoir tesmoignage : aussi qu'elle n'estoit tenue que pour espee de preuue & tesmoignage, ainsi que Cicéron & Quintilian, & autres tesmoignent : & qu'elle se bailloit tant en public qu'en privé. Mais depuis les hommes libres accusez auroient esté rendus subiects à souffrir la question, toutesfois elle n'estoit reputée pour peine. C'est pourquoy le Iurisculte dict, l. 21. D. de questionibus. questionis. habendæ causa neminē esse dānandum, Diuus Hadrianus rescriptit. Mais en France, en Italie, & autres pais la question est ordonné pour peine, au moins par vne condamnation penale, cōtre tous accusez, de quelques qualitez qu'ils soient, en quoy le Iuge doit vser de grande prudence & discretion tant pour ne condamner le criminel à la question, si la cause ne le merite, que pour en executant icelle ne se transporter outre les bornes d'equité. Cary en a d'aucuns lesquels encores qu'ils soient innocens, aiment mieux, spem citæ mortis expetere, quàm tormentorum crudelia sustinere. Inter supremas enim anhelantis angustias, vortum est potius perire, quàm viuere. vt ait Cassiodorus varia. lib. 3. epist. 46. Ce que confirme aussi, B. Augustinus, lib. 19. de ciuit. Dei. cap. 6. & en auons plusieurs exemples recitez, tant par Valere le Grand, lib. 8. cap. 4. qu'autres. La distinction que font les doctes praticiens, pour la question me semble veritable : ou l'accusé est plainement conuaincu du crime qui luy est imposé, auquel cas il doit estre condamné, ou il n'est conuaincu, ne par pleine preuue, ne par indices, & lors il doit estre absous : mais s'il n'est plainement conuaincu, soit par preuue de tesmoins, ou par sa confession : ains seulement est atteint par indices, dont resulte demie preuue, on plustost plus que demie, il peut estre iugé à la question : pouruen que le crime soit capital, & pour lequel estant bien verifié on puisse ordonner peine corporelle. C'est donc le vray suiet de la torture que la cognoissance des indices, que le Iuge doit bien & diligemment examiner, pour n'ordonner legerement la torture : dont amplement ont escrit Gomezius, Bossius, Clarus, Farinacius, & autres : & nous en auons aussi traité aux memorables, & quatriesme liure des Pandectes, encores que soit chose perilleuse, fragile, & qui souvent trompe la verité, que la question, l. 1. §. questioni. D. de quest. comme traite Aristote, in Rheto. ad Alexand. Cicéron diuersis in locis, & autres Rhetoriciens : toutesfois le Iuge est souvent contrainct de l'ordonner, vt facinoris veritas, quæ indice voce non promitur, dolore corporis exprimatur, teste B. Cypriano ad Demetrian. le Iuge doit ordonner la question par aduis de conseil, & l'executeur incontinent sans diuertir à autres aetes, si faire se peut, si non le iour ensuiuant, sans en rien reueler à personne. La forme d'executer la question que le Iuge doit faire bailler en sa presence, & du Greffier tant afin d'en faire procès verbal, que pour obseruer les gestes, contenance, couleur, regard, & parole du criminel, est amplement descrite par les ordonnances royaux, recitez au Code Henry, & outre les praticiens cy dessus nommez, en ont assez escrit, Hippol. de Marf. Masuerius, Angel. Arct. Imbert. lib. 3.

cap. 13. Guenois en son commentaire, Damhouder, & plusieurs autres. Mais la repetition dont parle l'Auteur, peut bien auoir lieu en la question moderee, non toutesfois iusques à tant de fois, qu'il dict: & non en la question extraordinaire, qui ne se doit legerement repeter, encores que la loy, Repeti. D. de quæst. le permette. Ce qu'il faut entendre quand suruiennent nouueaux indices uallables, pour donner la question, & que le criminel est fort & robuste pour l'endurer derechef, en quoy consiste l'arbitrage & prudence du Iuge. Dd. in d. l. repeti. Masuerius de quæst. num. ii. Clarus. §. fin. qu. 64. num. 46. & le Iuriconsulte, in l. vnus. Reus, inquit, euidentioribus argumentis obpressus, repeti in quæstionem potest: maxime si in tormenta animum, corpûsque durauerit. Mais tous les praticiens conuiennent qu'il ne faut repeter la question, outre la troisieme fois, ny en un mesme iour, ains qu'il y ait interualle de certain temps, pendant lequel sera le criminel remis en sa prison ordinaire, hors le lieu de la question, est enim tandem finis aliquis quæstionibus imponendus: Et quant à la forme de inger apres que l'accusé a enduré la question, sans auoir rien confessé, soit en icelle, ou en estant dehors en luy repétant sa confession extorquee en la torture: l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf, article cent soixante quatriesme, y a pourueu: à sçauoir de faire droit à l'accusé sur son absolution, pour le regard de la partie ciuile: & à ceste fin que les parties seront ouies en iugement & reiglées en procès ordinaire, si mestier est. Quelques praticiens ont esté d'avis d'elargir seulement l'accusé: de l'opinion desquels semble estre nostre Auteur: mais autres sont d'aduis de l'absoudre du tout, sinon que pour les vrgens indices, il doine estre condamné en quelque moindre peine: comme les Cours Souueraines ont accoustumé faire: quand en ordonnant la question elles adionstent par un retentum: sans que par icelle les indices resultans du procès soient purgez: dont on peut voir Gomezius, de delictis, cap. 13. num. 28. Farinac. quæst. 38. & autres qui ont escrit des pratiques criminelles, & le quatriesme liure des Pandectes.

k La forme de demande & defense en matiere de crimes publics & capitaux, comme est celuy icy mentionné, selon que l'Auteur l'a recité, est à present hors d'usage. Car on a accoustumé suivant l'ordonnance, qu'apres le procès instruit s'il y a partie ciuile, elle baille conclusions seulement à fin ciuile, qui sont communiquées à l'accusé, pour y respondre par attenuation: ce qui s'entend tant pour le iustifier & descharger du crime dont il est accusé, par denegation, allegation d'alibi, ou autre semblable defense, que pour adoucir, extenuer & diminuer le fait & la peine. Mais toutes autres exceptions delatoires & declinatoires ne sont receuës apres le procès instruit. Quand à la peine corporelle pour la reparation du crime, c'est au Procureur du Roy ou Fiscal d'y conclure, par-ce qu'il y est la vraye partie, pour la cause publique. Il ne se faut donc arrester au formulaire que baille cest Auteur, & autres praticiens estrangers: car l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf, article cent soixante deux, abolit tous Stiles, usances ou coustûmes contraires à icelle, & veut que les accusés respondent par leurs bouches, sans conseil ne mystere d'aucune personne: & de leurs interrogatoires & responses qu'ils font

par leurs bouches au procès, le Juge extrait les faits justificatifs & de reproches, à la preuve desquels ils sont recueus. Et souvent les procès criminels se jugent sans attendre les conclusions & défenses des parties: selon la qualité des cas & celerité qu'ils requierent.

l Ce qui est icy traité de mettre paix, trêves ou assurance, ne s'observe plus, en la forme que l'Auteur & autres anciens praticiens ont descrite: laquelle pour le temps estoit necessaire. Car ainsi comme monstre mon vieil praticien, ceux qui auoient differend ensemble, soit pour iniures, excès, ou pour les biens, y engageoient souvent leurs parens & amis, & venoient plus tost aux mains, qu'à la iustice: dont mondit praticien se plaint grandement en plusieurs costumes, comme d'Anjou, le Maine, le Perche & Normandie, en est faite mention, & mesmes en quelques anciens arrests de la Cour, Chroniques & Histoires de France, & puis que telles voyes ne sont plus en usage en France, les forces d'armes appartenans au Roy, qu'on appelle vis publica, il n'est besoin d'en traiter dauantage: toutesfois on observe quand y a des menaces faites par aucun, de le faire appeller en cas d'asseurement pour estre mis en la sauue-garde du Roy & de luy: à fin d'euier que les parties n'entrent en voye de fait, querelles & armes duquel asseurement & sauue-garde peut cognoistre le Juge royal, mesmement le Baillif, Seneschal, ou son Lieutenant qui preside en la Prouince: par-ce que c'est au Roy & à ses Officiers de conseruer le repos & tranquillité entre ses subiects: à ce propos on allegue un ancien arrest, de l'an 1278. & autres, & la cognoissance de la sauue-garde royale enfraincte apparissent au Juge royal, encorcs que celuy qu'il la obtenue ne soit de sa Iurisdiction, iugé par arrest du 2. Mars 1335. & autres, & y a ordonnance pour le sauf conduit royal de François I. 1536. toutesfois la sauue-garde ou asseurement n'empesche que le Juge ordinaire n'informe & decrette contre celuy qui l'a obtenu, s'il se trouue coupable: & que sa partie ne puisse poursuiure contre luy en iustice, vt scribit Guido. Papæ, quest. 56. Faber in l. denuntiamus. C. de his qui ad ecclesiam. Innoc. in cap. ex parte 2. de priuilegijs. Imbert lib. 3. cap. 6. l'en ay encores escriu cy dessus, & en fait mention Masuerius, tit. 1. num. 4.

m La raison qui auroit mené le bon Roy saint Loys à introduire ceste quarantaine, est icy amplement declarée, par-ce qu'au parauant ladicte ordonnance, incontinent que quelque meurtre, homicide, ou grand excès auoit esté commis, se faisoient lignes & assemblées des parens & amis de l'homicide ou grieuement excédé, qui couroient sus à celuy qui auoit commis tel acte, & à ses parens & amis, ce qui estoit cause de grands maux & inconueniens, dont mon vieil praticien, qui estoit du temps de Philippe Auguste, & Loys VIII. pere de saint Loys, se plaint grandement: mais à present il n'est plus de besoin de ladicte ordonnance par-ce que les loix & circonstances des Roys de France, y ont mieux pourueu, & y a meilleur establissement de iustice, qu'il n'y auoit lors. Je pourrois sur le mot de quarantaine plus amplement discourir, mais seroit sortir hors les bornes d'annotations.

DE LARRECIN.

TITRE XXXV.



V peul^s & dois sçavoir que larrecin est vn crime qui furtivement est fait de nuit; & pour ce est il defendu, tant par la loy ancienne comme par la nouuelle. *Et dicitur à furtivum quod est obsecrum: quia obscure sine absconso fit hoc opus.* Si sçachez que selon les sages costumiers, ils sont deux manieres de larrecins, c'est à sçavoir larrecin manifest ou appert, & larrecin non appert ou non manifest. Larrecin appert si est comme ce-

Larrecin appert.

Mon vieil praticien appelle combonneurs, recelleurs, dōs est traicté D. de receptat. & C. de hi qui latro vel al. criminis. reos occultis.

Larrecin non appert.

Comment s'en tend furt.

De furto quod est triplex, ut dicit Bar. in authen. sed nono iure. C. de ser. fugiti. vide Pet. Mansue. in sua Practica. tit. de pennis quo modo veniat puniendum.

luy qui seroit trouué emblant, ou qui seroit à tous le larrecin fuyant, ou en qui baillé le larrecin seroit trouué enuers luy, ou contre qui il seroit prouvé, ou qui le soustiendroit: car selon la loy les combonneurs sont reputez comme les propres larrons. Larrecin non appert, si est toute autre maniere & espèce de larrecin, si comme d'autrui chose receler qui auroit esté prestée, ou encores qui auroit esté trouuée, puis qu'on sçauroit à qui ce seroit: ou autrement faire tort & dommage sans luy denoncer, ou d'emprunter sur autrui chose argent, puis que celui à qui ce seroit, l'auroit sçeu, car lors reraictier le pourroit comme sa chose emblee. Et brièvement est venu pour larrecin non appert toute forme de l'autrui auoir & retenir sans furt. Si tu me demandes qu'est furt? Comme dessus est dict, c'est proprement à déclarer tous larrecins qui sont emblez & faits sans ce que celui à qui la chose est, le sçache, & soit prinse la chose estant en la baillie de celui à qui ce est, ou qui l'a en garde ou en deposit. Et larrecin sans furt est prendre la chose d'autrui, & retenir sans la rendre: ou sans le dire ou faire sçavoir. Si sçachez que ces deux manieres de larrecins, c'est à sçavoir, de larrecin appert, & non appert, le larrecin appert qui y enchet, il enchet en peine capitale, si comme de prendre plus que le larrecin passeroit cinq sols, & en dessus. *C. de servis fugit. authen. sed nono iure.* Et en dessous il doit perdre l'oreille. *In primo volumine, collatione decima, de pace tenenda. C. si quis furatur.* Et si deux fois estoit reprins d'un petit larrecin, c'est à sçavoir en dessous de cinq sols, il chet en peine capitale, si comme d'estre pendu. Item qui enchet en larrecin non appert, il doit estre puny au quadruple, que la chose vailt enuers le Seigneur, & rendre à partie la chose, ou chose qui la vaille, avec despens, dommages, & interets: où il doit estre battu en publique. *Si n'a de quoi payer, Codice libro sexto. rn. de fur. & ser. corrupto. l. in eum qui ex naufragio.* Si aduient il souuent que chose emblée est trouuée enuers celui qui au larrecin n'a coulpe, si comme qui auroit acheté chose emblée, & toutesfois celui qui la chose auroit recogneuë, la calengoit emblée: sçachez que celui en qui

main elle seroit trouuee, auroit mestier de trouuer son garand, ou autrement le Iuge ne le lairroit pas paisible du larrecin. Car si ainsi n'estoit, chacun pourroit dire, qu'il auroit la chose achetée, & par ainsi le larrecin auroit trop de couleur de sauuation, que iustice ne peut souffrir. Car iusques aux suspects, doit on punir de ban, pour-ce que c'est si damnable chose de larrecin & grand mauuaistié, se si fort n'y estoit pourueu de remede par iustice, trop d'oiseux s'ingeroient à embler sans chose faire. Et par le contraire, si comme bien est raison que le mal soit puny, aussi est raison que le bien recoiue son merite. Et pour ce est bien raison que si larrecin est trouué en la main d'autrui qui coupe n'y a, & on le vueille approcher pour ce, qu'il puisse auoir garand sur ce, & trouuer le peut où sçait. Et veulent les sages dire, que peut auoir garand celuy qui ainsi le requiert. Si est à sçauoir qu'en ce que dit est dessus de garand en cas de larrecin, si est quand à vsage de plusieurs lieux, mais quand à vsage coustumier en ça la riniere de Somme, si est aucū qui ait achepié aucune chose en plain marché de bonne foy, & bien ne cognoisse le vendeur, puis aduienne que celle soit recogneue d'autrui comme chose emblée, & ainsi pour la rauoir la calenge à loy, disant & monstrant que puis ne la veit qu'emblée luy fut, & celuy qui de bonne foy comme dit est l'auroit achepiée, diroit qu'il seroit acheteur, & qu'il n'en sçauoit trouuer autre garand que sa bourse de foy mesmes qui est acheteur de bonne foy, & qu'il n'en querre autre garand comme dict est, sçachez que si le demandeur ne fait apparoir cōtre l'acheteur que mesme ait emblé la chose, le defendeur perdra ce que mis y a, sans autre peine, dommage n'interest auoir, ne sans autre garand, querre ne demander. Il ne luy plaist. Mais si garand l'auroit trouuer, leur seroit du demandeur, car il soubstraitoit la partie de la chose, & des deniers que payez a à l'acheteur.

Larrecin particulier.

Encores y a autre larrecin qui especiallement est à punir, si comme qui emblé a sepulture de morts. Car on a trouué souuētes fois qu'aucuns apres que les morts estoient enseuclis, leur ostoiēt leurs luisseaux en quoy ils estoient enclos, ou leurs suaires, en quoy ils estoient mis, ou les images, ou les croix: tels larrecins sont capitaux. *C. li. 9. de sepulchro violato. l. si quis sepulchrum.* Item y a encores vn autre larrecin qui est à punir sans deport tref-capitalement, si comme aucuns qui emblent autres enfans pour les mettre à cambilerie ou autre maniere desordonnée, ou qui emblent autrui serfs pour tourner hors de vsage de leur Seigneur. Et sont tels larrecins appelez larrecins plagians. Item sont encores autres larrecins qui grandement sont à punir, si comme du subtil larron, qui par espouuenter fait fuir les bestes d'un champ iusques à ce que le Pasteur en a perdu la veuë, & puis les emblent & destournent par leurs compagnons qui sont pres d'illec, & tels larrons sont à punir capitalement. Et appelle la loy tels crimes destaciez. *ff. de abigeis. l. 1. c. 2.*

Des consentans de larrecin.

Item veulent tous les droits ciuils que quiconque est consentant, par-

Ter. in. l. simile. C. de ser. fugit. dicitur quia ciuile est quod aduersarius tuus à te exigas, ut rem quam apud te fatearis fuisse, exhibeas, &c. tamen vtrū ille qui habes rem suam, si dicit eam emisse, vtrum sit particeps fraudis vel ne, dicit gl. quod non. Bar. vero dicit esse inspicendum quanto pretio emerit vtrum clam aut palam. Et ex istis indicijs datus perperditur. l. dolus. C. de dolo.

Qui nā dicantur plagij, vide ad l. fanā. de pla. C. & qui abigei, habes gl. in l. vnic. C. de a'ng. Demosthenes posuit differentiam inter furem & abigeum, dicens quod ille qui solum unam pecudem furripit, fur est, & ut fur coarcebitur: sed qui totum gregem subtrahit, abigeus est.

H. b. iij.

tissant & soustenant larrecin, soit homme ou femme, qu'il soit puny criminellement, sans deport, c'est à sçauoir pour le grand larrecin, de peine capitale: & pour le petit larrecin, c'est à sçauoir puis qu'il y a dix sols. & en dessous qu'il soit puny de crime non capital, si comme de forceille, Et s'il y a vehemente suspicion sans pleine preuue, qu'il soit puni de ban.

Inst. de obligat. qua ex delicto. §. interdum queque.

De femme qui oste & detourne ses biens.

Item & s'il aduenoit^d que femme qui fust marice s'enhardist d'emblen aucune chose de son hostel, sans le sçeu de son mary, sçachez que la loy ne veut pas que ce soit diét larrecin: ne que le mary puisse faire pourluite de restitution; ou qu'il sçeuist les choses, les doit r auoir, supposé qu'aucun les eust acheptées ou presté sus aucuns deniers, comme de chose emblee, iagoit ce que cy ne chee punition de larrecin. *ff. rerum amotarum. l. i. & 2.*

De larrecin par pauureté.

Prouer. cap. 6. dicitur, Furat enim ut esuriens impleat animam.

Si sçachez que selon la loy de canon, pour larrecin nul ne doit porter peine capitale, misme quand il est fait par pauureté, & la chose soit rendue, & le delinquant le confesse en contrition, selon la decretale. *ext. de furt. cap. si quis ex necessitate.*

D'occire le larron emblant.

Encores^e y a autre decretale qui dit que celui qui occist le larron en emblant, ne doit porter penitence: non pas perdre la communication de l'auel, mais qu'il en soit confessé. Et qui plus est, tant hait la loy le larron que pour le larron occy en emblant ne veux pas la loy qu'il soit prié Dieu pour leurs ames, selon la decretale, *ext. de fur. cap. fures.*

Encores y a il loy de ciuil qui veut que qui occist larron en emblant, qu'il n'en soit à nulle peine, par especial quand c'est de nuit, *C. ad. l. Cornel. de sica. l. si ut allegas. & C. si perfodiens. ex. de homic.* Par l'establissement de la loy des douze tables, & dont on vse selon la coustume de Chastellet de Paris, & par la Preuosté, & qu'il est vse en France, si aucun est prins pour aucun petit larrecin qui est plus fait par semblance de pauureté, que de mauuaise conuoitise, & qui autresfois n'a esté reprins d'autre larrecin, il est à punir par ban de la terre: & si autresfois en auoit esté reprins, c'est à dire, qu'il fust banni d'aucun lieu, ou qu'il en eust esté enseigné d'oreille ou d'autre sein de iustice, il seroit pendable. Qui emble cheual ou iument, de premier larrecin il est pendable. Qui emble en hostel où il demeure, ou soit hebergé, au premier larrecin il est pendable. Qui emble à son Seigneur ou à son Maistre, il est pendable au premier larrecin. Qui emble à Eglise, au premier larrecin il est pendable, soit en chose grande ou petite. Entre tous les cas dessusdits, qui emble fer de charuë, pour le premier larrecin il est pendable.

Vide octo casus quos ponit Albert. de Gaudino in suo tractatu malefactorum, titulo de penis eorum, vers. iei suspendere. in quibus qui furca pro furto suspendi debet. De larrons domestiques. De furto si qualiter fures sunt puniendi, ample per Lucam de pena in l. iudices de dignitat. lib. 12. C.

ANNOTATIONS DV TILTRE

TRENTÉ CINQVIESME.



L A Y escrit cy dessus du larcin & de la peine d'iceluy. La division qu'en fait l'Auteur en manifeste & non manifeste est prise du Iuriscōsulte, ex l. 2. & seq. D. de furtis. & Instit. de obligat. quæ ex delicto nascuntur. Quant à la peine, soit celle des XII. tab. de laquelle Agellius fait mention, li. II. no. 8. Attic. cap. 18. Ou celle introduicte par le Preteur du quadruple pour le furt manifeste, & du double pour le non manifeste, elle n'est plus en usage en France. Car elle est arbitraire, comme toutes les autres peines des crimes & delicts, elle est toutesfois plus souvent corporelle, & ordonnée, ou de mort, ou d'autre punition, selon les qualitez des personnes, & du larcin, & les circonstances qui peuvent mouoir les Iuges à condamner en peine plus griue, ou plus moderee. Selon qui auoit moderé la loy de Dracon à la peine du double, en auoit excepté les larrons publics, comme ceux qui auoient desrobé aux bains ou port, qu'il vouloit estre punis de mort, vt testatur Aristot. in problemat. sect. 29. Autresfois la peine a esté de mort, vt testatur seruius in illud Virgilij. At furis Caci mens effera, lib. 8. Mais Paulus Orosius, lib. 4. histo. furtum, inquit, ne leges quidem, nisi multa pecuniaria, vel ad summum exilij, circa quemlibet hominum vindicandum censuerunt. Toutesfois en France on punit quelquefois les larrons du gibet, quelquefois du fust, auoir l'oreille coupée, estre flastrez, & marquez, comme aussi on en vſoit à Rome, teste Seneca lib. 4. de beuf. cap. 37. & 38. & lib. 3. de ira, cap. 3. l. quæ situm. D. de testib. l. si quis in metallum. 16. c. de pœnis. Ou autres peines, cōme i'ay mōstré cy dessus. Qui voudra voir amplemēt des punitions des larrons, qu'il lise Alexandre ab Alexan. lib. 6. genial. dier. cap. 10. l. in eū qui. c. de furtis. icy alleguee, parle seulement de la peine pecuniare, & est interpretée par les Grecs, que par icelle pareille peine est ordonnée au fust, qu'à la partie desrobée. Le surplus du contenu en cest article, a esté traduit cy dessus, & plusieurs praticiens en ont escrit.

b Combien les anciens ont esté curieux de leurs sepulchres ou sepultures, les marques de leurs monumens & inscriptions, & les histoires en font foy: dōt pour la conseruation d'iceux, est procedee l'actiō du sepulchre violé, fondée sur l'Edit du Preteur qui est recité, l. 3. D. de sepulchro violato. La peine de la violation du sepulchre est arbitraire, & quelquefois de mort, & telle que celle de la loy, Iulie de vi publica, d. l. 3. §. aduersus. & l. 8. D. eo. l. 4. c. eo. Il y en a qui pour exercer la magie, violent les sepulchres, vt cōstat ex l. 1. c. eo. Tacitus li. 3. graue crimen, inquit, læsarum religionum: nā & magi infames sunt sepulchrorum violatione. Apuleius lib. 2. metaphor. en fait aussi mentiō. Et tels sont dignes de mort. Suit le crime de Plagiaire, qui a esté premieremēt puni par la loy Cornelia, cōme tesmoigne Apuleius. lib. 8. & depuis par la loy Fabie des plagiaires: si aucun vend ou achete sciēmēt un hōme libre, il est puni de mort, & par la loy de Moïse, Deut. cap. 24. & par la loy Fabie, l. 1. D. ad leg. Fab.

de plag. pour le regard du serf la peine est arbitraire, & corporelle selon la qualite du delict. l.vlt. D. eo. Mais qui auoit commis tel crime dans la ville de Rome ou Constantinople, il estoit puny de mort. l.7. & vlt. c. eo. ce que toutes fois, Leo Imperator nouel. 66. a modere. En France tel crime n'est gueres vsté: mais qui en seroit conuaincu pour la cambiseric, c'est à dire, le detestable peché contre nature: car ainsi mon vieil praticien le nomme, il seroit puni de mort. Le crime des abbateurs est espee de furt. l.2. D. de abigeis. L'Auteur comme mon vieil praticien les appelle destaciex, qui par la loy Romaine ne sont tousiours punis de mort, l.1. comme aussi en France ils sont punis arbitrairement selon la qualite du delict, car quelquefois ils y vsent d'armes, & sont coustumiers de ce faire, & pour ce, grauius puniuntur, d. l.2.

c Ceux par l'aide & conseil desquels se commet le larrecin, sont punis comme larrons, §. Interdum quoque. Instit. de obligat. quæ ex del. nasc. l. 50. §. 4. & al. D. de furt. comme sont pareillement les receleurs, l.1. D. de receptat. & l.1. & 2. c. de his qui latron. vel al. crim. reos occult. & l.1. c. Th. eo. tit. Ce que confirme Platon. lib. 12. de legib. & Phocylides. ἀμείβοι καὶ βοηθοὶ καὶ ἑταῖροι. L'un l'autre sont larrons, & qui reçoit & qui desrobe. & eleganter Cassiodorus varia. lib. 5. epist. 39. Quod si hæc, inquit, per alios dispersa esse constiterit, & illi nihilominus teneantur obnoxij, qui scientes passi sunt in tali actione misceri. Complices enim extiterunt criminis, qui non detexerunt facta raptoris. Nous auons veu souuent pondre à Paris des receleurs de larrons, comme les larrons mesmes. Quant aux autres qui recelent autres delinquans & mal-faiteurs, mesmement ceux contre lesquels on procede par voye extraordinaire de iustice, y est amplement pourueu par les ordonnances qui sont au Code Henry.

d Ceste action des choses emblees par la femme, qu'on appelle, rerum amotarum, a esté introduicte par le Procureur, pour le respect de l'honneur du mariage, & à fin d'adoucir le mot du furt commis par la femme. l.1. & 2. D. de act. rer. amot. & par ce qu'en France selon la loy Chrestienne, les divorces des personnes & des biens, qui estoient anciennement vstés entre les Romains & autres peuples, sont abolis: & que la femme demeure tousiours sous la puissance du mary, s'il aduient qu'elle emble & tranſporte des biens hors de la maison, & s'absente de son mary, il pourra la pourſuiure par ceste action, à fin de retourner avec luy, & r'apporter les biens qu'elle aura pris, & user de conduction contre ceux qui les desierdront. l. rerum quidem. D. eo. mesmes les faire saisir & transporter, par-ce qu'il en est le maistre & Seigneur. Et si ledict larrecin ou tranſport de biens est meslé de quelque autre crime, dõt la femme soit coupable, le mary pourra faire proceder extraordinairement contre elle, & ses complices: comme j'ay veu iuger par arrest donné à la Tournelle. le 15. Decembre, 1563. Mais l'action des choses emblees par le droit François, n'a lieu contre le mary, qui est maistre & Seigneur des biens de la communauté.

e De ceste loy des XII. tables qui permet de tuer le larron surpris de nuit, & celuy qui est deprehendé de iour, s'il se defend d'armes, ainsi on peut rendre telum en François, font mention, Agellius lib. 11. cap. 18. Macrobius, lib. 1. cap. 6. B. August. 2. quæst. super exodum, & alij. Ceste loy est semblable à celle

celle de Moysé. Le Jurisconsulte adiauste, vt tamen id ipsum cum clamore testificetur, l. Itaque. D. ad leg. Aquil. & y a autre exception que bailient les Jurisconsultes, si celui qui auroit tué le larron de nuit, n'auroit peu luy pardonner sans le danger de sa personne: si enim cum posset apprehendere, maluit occidere, magis est vt iniuria fecisse videatur: ergo etiam lege Cornelia tenebitur, l. 9. D. ad leg. Corneli. de sicar. & in collat. legum Moysis, tit. de furtis. En France les iugemens que i'ay obseruez, approchent plus de la loy des XII^T tables, & n'est loin de ceste opinion Clarus lib. 5. §. homicidiū. num. 47. Ce qu'il repete icy & a traité en l'article precedent de la peine du larcin, qui se doit moderer pour pauvreté, ne se doit prendre si generalement. Je sçay bien ce que Tiraquellus scribit caus. 32. & 33. & Clarus §. furtum. num. 24. Mais ie ne seray iamais d'aduis d'excuser le larron pour auoir desrobé par pauvreté. S'il n'estoit question que d'une amende pecuniaire, qu'o appelle multa, le Juge la pourroit bien moderer ou cōuertir en autre legere peine de corps, comme de tenir prison pour quelque temps, iuxta l. illicitus. §. ult. D. de offic. præsid. Et ce que les Docteurs y traitent. Mais quand le larcin merite punition corporelle, la pauvreté n'en doit exempter le larron, pour l'exemple & consequence. Et d'autant que la necessité est plus vehemente, vt tradit Tiraquellus, elle doit estre de tant plus seuerement reprimée, ne tardius repressa opprimat, comme disoit vn ancien authenr. Nous auons ven pendre des larrons, que la pauvreté n'a peu deliurer de la corde.

COMMENT ACTIONS SE NAISSENT, SOIT
PAR MANIERE NATVRELLE OV PAR MANIERE CIVILE.
TITRE XXXVI.



PRES le cōtenu des choses dessusdites, & comment action peut estre causée, formée & articulée, soit ciuile, ou criminelle: ensuit voir^a & sçauoir de quoy actions se naissent, soit par naturelle maniere, ou par accidentale, que les clerks appellent *de rerum diuisione*: c'est à dire de la diuision des choses, si comme de sçauoir pourquoy, à qui, & comment. de ce parle l'instituteur qui est le premier liure de loix ciuiles: & dit ainsi que de toutes choses du monde se fait vne distinction & diuision telle, que les vnes sont communes, les autres particulieres, les autres corporelles, les autres incorporelles, les autres naturelles, les autres vniuerselles, ne propre à nul. *Inst. de rer. diuis. & de reb. corpor. & incorpor.* Des choses communes à tous.

Des^b communes, si comme l'air, les riuieres courātes, & les riuieres de la mer, les places, les regets, & les ruës cōmunes, car il ne peut estre à nul par le droit cōmun qu'o appelle le droit aux gens, que tous ne puissent d'iceluy droit vser par action populaire, & peut chacun pescher es fleu-

*Ad euidenciam
istius materiae
contenta in hoc
capit. vide mul-*

ta bona per Ioan. Fab. per de placo & per doct. in dist. 9. flumina, riparum. &c. & alia multa per Bartholo. w. bass.

bonnance d'eauë & s'estend par long pays, iusques aux arbres, iardins & heritages des seigneurs voisins: sçaches que les nefs & barques s'y peuuent venir arriuer iusques à la riuere, où elles estéd, & à la maniere cōme elle bat arriuer & lier leurs nefs, soit aux arbres ou aux estaches, ou autrement que mieux pourront durant le temps que l'eauë & le fleuve durera: mais pour ce ne demeure pas que si l'eauë repaie le droit des heritages aux seigneurs, ne demeure en la valeur cōme parauant estoit. Et durant le fleuve tel auantage ont: si a le droit cōmun, & ceux qui y labourent, que de ainsi arriuer & lier leurs couples, pendre leurs rets, & faire leurs necessitez à ce appartenantes. *Insti. de rerum diu. §. flumina. & §. & quidem. & §. riparum.* *Que choses d'Eglise ne doiuent estre vendues.*

Item^e peux & dois sçauoir que les saintes reliques ne choses qui sont à la diuine droicteure, ne les choses sacrées ne doiuent estre vendues ne engagées pour quelque chose, fors pour la redēption des Chrestiens qui seroient prins par les ennemis de Dieu, que les clerics appellent *pro redemptione captiuorum. l. sancimus. C. de sacrosanct. eccles.*

De dedier Eglise ou place.

Et s'il^d aduenoit qu'aucun establist aucun lieu pour saint, sçaches que: s'il n'estoit auctorisé & amorti du Prince, & dedié du Prelat, il ne seroit pas tenu pour saint, mais pour ce ne demeureroit pas qu'il ne fust liu. doné à Dieu, ne iamais ne doit retourner au lieu seculier ne mōdain. Car chose vne fois donnée ou offerte à Dieu ne peut iamais seruir ne appartenir à nul autre. *cap. semel Deo dicatum. ext. de regul. iur.* Et bien y a raison. Car puis que la chose est renduë à Dieu mondainement & spirituellement, ne doit iamais seruir à autre. Si comme si vn homme ou vne femme sont donnez à Dieu par religion & soient profez, iamais ne peuuent retourner au siecle mondainement. *ext. de conuers. coniugato. cap. cum sit pradius.* si ne seroit chose qui à Eglise appartenist, & qui à Eglise serui eust iamais ne doit faire seruice à autre qu'à Dieu. Et par pareille raison, si n'est autre chose. Et puis que en nom de Dieu sont achetez, soient perpetres, ou autres possessions, iamais ne peuuent ne doiuent estre remises à l'usage mondain. Et supposé que dediez ne soient ou puissent estre, toutesfois iamais à autre ne doiuent appartenir: & sont appelez tels lieux prophanes, pour ce que iamais ne peuuent estre rournéz à autre usage ne preiudice, comme sont les orphelins. *pro redemptione capti. no. l. sancimus supra allegata.* Et s'il aduenoit qu'aucun eust ordonné vn lieu saint pour luy ou pour ses amis enterrer declarez specialement, il ne s'ensuit pas que autres puissent demander ne auoir droit d'enterrer sans licence de ce luy qui en est maistre & souuerain. Mais en vn lieu ou vne place qui est sainte pour enterrer à vn lignage, bien y peuuent & doiuent auoir aubtagé rous ceux du lignage sans autre licence auoir ne demander. *C. de loc. mort. inferend. l. i. & de religio. & sumpt. funer. l. i. qui intulit.*

Des choses naturelles.

Du droit^e naturel dois sçauoir que les bestes sauuages & les oyseaux qui phaonnent en l'air, c'est à dire aux champs communs, & aussi qui

Nota quod a se se de pnsata seruatio Dei immoderate, ut calices, cruces, & ornamenta: & illa non possunt alienari etiam seruata solennitate, de qua in aucth. de eccl. re. uo alienat. Vtru vero pignori seruata illa forma, vide Barth. i. Aucth. hoc ius porrectu. C. de sacros. eccl. alia sunt bona puta fundi, & illa sunt alienabilia, propter utilitatem ecclesie. Perpetres sont terres communes qui ne sont en la possession d'aucun particulier, cōme les nomme mon vieil praticien, qui use aussi des mots perprendre & perprinse, pour occuper telles terres, & occupation d'icelles.

phaonnent en terre commune, par le droict aux gens font à celuy qui prendre les peut. Ne en ce n'a nulle difference si on les prent sur la terre si on l'a: ou en la terre d'autre: car où qu'on les prende, par celle mesme raison & droict sont à celuy qui premier les peut prendre. *ff. de acquir. rer. dom. l. 1. & Inst. de rer. diuis. §. quarundam. & §. seq.*

De chasser proye sur terre d'autrui.

Mais toutesfois aucuns font difference de leuer la proye sur la terre, & la chasser iusques sur l'autre à veuë d'œil, à celuy appartient pour raison de la suite. & ainsi le veulent les coustumiers de present, mais par le droict ancien de *iure gentium* ce demeueroit à celuy qui prinse l'auroit. Et sçaches que par ce mesme droict s'il aduenoit que ce que par aucun seroit ainsi prins, eschappast de la garde de celuy qui la tiendrait, & vn autre la prinist apres, elle ne seroit plus à celuy qui premier la garderoit: mais seroit à celuy qui secondement l'auroit prins. Et la raison si est que deslors que beste de telle condition est eschappée, elle reuiet à sa franchise & droict naturel: & la prend d'aussi franche condition & droict naturel celuy qui de rechef la peut reprendre, que si il la prenoit des communs champs, ne celuy qui premier l'auroit pris n'en auroit cause ne action de le calen-ger ne retraicter nullement. *Inst. de rer. diuis. §. illud autem. & §. seq. & ff. de acquir. rer. dom. l. 3. §. quicquid autem.*

*Retraire au li-
ure escrit à la
main.*

Des ceeps qui font le miel.

Et par ce mesme droict sçaches que les mouches qui font le miel, qu'on appelle ceeps: s'il aduiet que celuy qui les garde & nourrisse sur son lieu, s'elles s'enuolent en autre lieu, & se assient sur ton arbre ou ailleurs sur ta terre: sçaches qu'elles ne sont pas tiennes, deuant ce que tu les as receuës au vaisseau & mises en ta franchise: car durant qu'elles sont en l'air & en leur vol, sont sans maistre & sans propre seigneur, & sont retournées à leur franchise. & pour ce celuy qui en ce poinct les peut prendre en est fait seigneur par le droict aux gens. Et ainsi entend de toutes autres choses & oyseaux communs. mais tant y a de difference puis que arriuées sont sur ta terre, defendre les peut à tous, & chasser sur ta terre si ainsi n'estoit que celuy duquel lieu elles se seroient parties, les suiuiſt à veuë d'œil & à noise ou cry, ou son notable en demonſtrant clairement & euidemment que sans departement de sa cognoissance de luy & de sa garde se partent, car autrement en auroit-il perdu la cognoissance & seigneurie. *insti. eod. §. apum quoque.*

De paons & coulons.

Item peut & dois sçauoir que des autres oyseaux volans si comme de paons & coulons, iacoit ce qu'ils semblent estre tous proprement d'un hostel, allans & venans à vol de iour en iour, neantmoins par le droict dessus allegué sont-ils reſus & reputez oyseaux sauuages comme sont les ceeps, dont ay parlé dessus, car si tes coulons ou tes paons sont prins hors de ta garde & terre, ils sont à celuy qui prendre les peut, comme dit est, si tu ne les poursuis à veuë, & à son, noise, ou cry. *insti. l. i. c. §. panonum quoque.*

De gellines, coqs & chappons.

Item^b contre ce peux & dois sçauoir que les gellines, coqs, chappons, oyes, canars d'eauës ne sont pas tenus de telle condition ne cōme sauuaiges. Et pour ce si tels oyseaux se partent de la garde & se partent hors de la terre & seigneurie de celuy qui les auoit, pour ce ne demeure que où elles soient & voient, elles ne soient directement à toy appartenantes, car elles ne sont pas de nature commune, mais de singuliere, & les peux & dois retraicter & demander où que tu les sçauras. Et quiconques les retient, s'il les sçait à qui rendre, il comme larcin non appert, si comme dessus est dit en la rubric des larcins *insti. cod. §. gallinarum.*

Des oyes & canars sauuaiges.

Mais autre chose est des oyes & canars sauuaiges & des poules limoges. Car tousiours puis qu'ils peuent eschapper de leur garde, ils retournent à leur nature frāche & commune, & sont à celuy qui depuis & plustost les pourroit prendre. Si seroit l'homme qui est franche personne s'il aduenoit qu'il fust prins de ses ennemis, & il ne fust lié par parole, car l'homme se lie par parole, & non autrement, dont bien ne se peut deslier & retourner à franchise: & si peut eschapper de ses ennemis, & des liens de prison, sçaches qu'il retourneroit à sa naturelle franchise. *insti. cod. §. quicquid autem usque ad §. si illud quaesitum.*

Des pierres precieuses.

Item sçaches^b que les pierres precieuses sont à celuy qui les treuue, car c'est chose de commune franchise, & qui y retourne, c'est par le droit aux gens, que les clerks appellent *de iure geminum. insti. cod. §. item lapilli.*

De chose arriüée à autre terre.

Et s'il aduenoit que par fleuve d'eauë ait aucune partie de ton heritage qui se desruiue de ta terre, soient arbres ou maisons, & s'en voient arriuer en autre terre, ou l'eau les meine, sçaches que pour ce n'appartiendra pas la chose ainsi arriüée à autre terre, qu'à celuy à qui la terre seroit, si ainsi n'estoit que la chose y demeurast si longuement, qu'elle print racine à la terre, où elle seroit arriüée, car lors seroit à oeluy en quel terre elle seroit arriüée. Et encores en autre manieres il aduenoit que aucune chose se venist ioindre à ta terre, & petit à petit s'attachast à ta terre & print racine, supposé encores qu'elle naisse d'autre tenement, sçaches que tel accroissement est tien par le droit aux gens. *insti. cod. §. præterea quod per alluvionem.*

Des fleuves.

Et en outre s'il aduenoit qu'un fleuve laissast à courre par son naturel cours & fit un autre cours nouveau, ceux qui poursuivent les riuies, ont droit de aussi poursuivre la nouvelle riuie tant que riuie durera là. Et si elle reuiet à son premier cours, tout aussi y peuent & doivent reuenir ceux qui poursuivent les champs & les rines. Et s'il aduenoit que tout le champ fut couuert d'eauë, ce ne maërroit pas la nature du chāp, car l'eauë repaie le champ demeure à celuy à qui il estoit premier. mais durant ce ceux qui suiuent les rines & les champs y prennent leurs aller & venir de nauiaige & de pefcherie, comme à fleuve d'eauë appartient. *insti. cod. §. quod si naturali.*

*Au liure escript à
la main, lima-
ges.*

De autrui matiere faire oeuvre aucune.

Et s'il aduient qu'aucun face ouurage d'autrui matiere, sçaches que si l'ouurage peut estre mené à sa premiere nature, cil qui par auant estoit sire de la matiere, seroit par le droict aux gens sire de la chose: si comme si aucun fait vne couppe d'autrui or, ou argent, celuy qui la couppe auroit faicte, n'en seroit pas sire, mais celuy le feroit qui de la matiere estoit sire. Et la raison si est, car à refondre la couppe l'or & l'argent reuiendroient à sa premiere matiere, & par ce le sire de la matiere en est demeuré sire, car la chose est retournée à son naturel droict & seigneur. mais autre chose seroit d'auoir fait aucune chose d'autre matiere qui ne pourroit retourner à sa premiere & naturelle franchise. Car lors en demeureroit sire le faiseur de la chose, si comme qui auroit fait vin d'aucunes grapes de raisins, iamaïs le vin ne peut retourner en raisins, & pour ce le faiseur en demeure sire, mais le sire de la matiere y aura son interest. *insti. eod. §. cum ex aliena materia.*

De faire partie de sa matiere, & partie d'autre.

Item & si aucun a fait aucune chose partie de sa matiere & partie d'autre, si comme si aucun auroit fait clare de son vin & d'autrui miel: sçachez que celui qui a fait la chose, en doit estre sire. Et la raison si est que le faiseur n'y a pas mis tant seulement vne partie du sien, mais aussi son sens & sa peine. Et pour ce veut raison & la loy que sire en demeure, car le plus y a mis. mais pour ce ne demeurera pas que l'autre qui mis y aura partie de la matiere, n'ait cause de l'auoir l'interest de la matiere, & de la valeur, & du gain s'il y est, ou de la perte par portion de marchandise. *insti. eod. §. quod si partim.*

*Claire. au liure
escrie à la main,
qui signifie
moult.*

De faire robe de sa laine.

Toutesfois veut la loy que qui feroit ou auroit fait vne robe de sa laine & toute sus parfaite, pour celle robe emparer par vn autre y fust ouuré & tissu ouurage d'or & d'argent par ouurage de bordure ou autrement, si qu'encores vaulsist mieux ledict ouurage qui mis y seroit depuis la robe faite que ne faisoit la robe parauant, sçaches que pour ce ne demeureroit pas que la robe ne soit à celui, qui la fist premier de sa laine, pour qui premier fut la robe faicte & formée robe en sa maieur & instance de robe, que l'addition de l'or ou de l'argent ne fust mise & adioincte, jaçoit ce qu'apres l'addition mieux en vaille pour l'argent qui y est mis: mais celui qui l'addition de l'argent y a adioüsté il conuient qu'il ait l'interest de la matiere. *insti. eod. §. si tamen.*

De maisonner d'autrui matiere.

Item s'il aduenoit qu'aucun edificast d'autrui matiere maison sur sa terre, sçaches que la maison doit appartenir à celui: à qui la terre est. mais pour ce ne demeure pas que le sire de la matiere n'ait action de recouurer sa matiere sans ce qu'il puisse faire despecer la maison ou edifice, mais bien peut recouurer la valeur de sa matiere au double par action qui est appellée action de signo iniuncto *insti. eod. §. cum in suo solo.*

Li iij,

De iaindre son cheuron à autre.

Item & s'il aduenoit que aucun en edifiant sa maison ioindist son cheuron à autre cheuron, ou à la paroy d'autrui, sçaches que par le droit escrit ce ne doit estre osté ne abbatu, puis que l'edifiment seroit fait, car à tous fins edifiment faire ne doit estre abbatu sans grand cause, mais est action de double rendre pour celui sur qui c'est contre celui qui ce fait. Et ainsi peux & dois entendre des cas semblables, car tous ne se peüont mettre par escrit.

De planter autrui arbre sur sa terre.

Celui^m qui plante autrui arbre sur sa terre, n'en est fait sire, iusques à ce que l'arbre ait prins racine: mais si tost qu'il a prins la racine, lors en est il sire: & ainsi l'arbre qui a esté prins sans le sceu de celui à qui c'estoit, c'est action de roberie & de larcin. Et s'il aduenoit qu'un arbre fust enraciné en terre qui à deux appartenist, il seroit commun. Et la raison si est, que puis que l'ay droit en la chose ou terre, aussi ay-je à la racine, qui y croist. *insti. eod. §. si Tuius alienam plantam.*

De escrire d'autrui parchemin ou peindre sur autrui toile.

Or sçachezⁿ que qui escrit en autrui parchemin, la seigneurie en est & appartient à celui à qui le parchemin est, comme celui qui edifie en autre terre: mais autre chose seroit d'une table peinte, car la seigneurie de la chose seroit à celui qui peint l'auroit. Et la raison si est pour ce que la maieur en est au peintre & de peine & de veüe: car lors est toute la table nouvelle, ne le sire de la table ne la pourroit rauoir sans payer la peinture: & le sire de la peinture si il en poursuit, il a profitable action contre le seigneur de la table en demeurer seigneur moyennant le prix de la table à iuste taxation. *ut continetur insti. eod. §. litera. & §. sequenti.*

D'acheter champ à autre dont cil n'en seroit seigneur.

Et s'il^o aduenoit que aucun par bone foy achetast d'aucun un champ à celui, qui point n'en fust sire, & l'acheteur le cuidast, sçachez que les fruits qu'il en perceura tant & si longuement que osté & demis en fera par loy ou par son commandement, seront siens par le droit d'achar de bonne foy, mais si à male foy le tenoit & occupoit, ou que acheté l'eust sçachant estre à autre, il seroit tenu de rendre tout ce que perceu & leué en auroit. *§. si quis à non domino. insti. eod.*

De mourir deuant meurison.

Et peux^p & dois sçauoir que de raison & droit escrit celui qui les fruits d'un champ viagerement tient, si il meurt deuant meurison, & que cueillis soient, les hoirs n'y ont cause de rien demander. *insti. eod. §. is uerò ad quam ususfructus.*

Des Faons.

Encores^q peux & dois sçauoir que les Faons des bestes que tu as à nourriture & dont tu as le fruit, sont à toy puis que les bestes as en garde & en mamburnie. Ainsi seroit il des bestes retournant à leur naturelle

franchise, comme dessus est dict en ceste mesme rubrique, qui est au commencement d'icelle, & ainsi le veut la loy escrire. *§. in pecundum. eod. tit.*

De tresor trouuer.

Parceluy mesme texte peul & dois sçauoir que si aucun trouue en sa terre aucun tresor, ce doit à luy appartenir : & si c'estoit en autrui terre, auoir y doit la moitié, & le seigneur de la terre l'autre moitié : mais selon aucuns si c'estoit fortune d'or, au Roy appartiendroit & si c'estoit fortune d'argent, à celuy qui la trouueroit, comme dit est. *Insti. l. 4. §. thesuros quos quis.*

D'arbre cheant sur terre d'autrui.

Et s'il aduenoit qu'un arbre rompist ou cheust sur terre d'autre, jaçoit ce que cil sur qui terre il cherra, y aye iustice, pour ce ne demeure pas que celuy là où il sera creu & sous qui la racine & estoit naist, ne doie r'auoir tout l'arbre, parmy rendant à son voisin sous qui il sera cheu, le dommage que fait luy auoit au cheoir sur sa terre : car ce n'est tenu pour espauce ce qu'on sçait & peut voir à qu'il est, mesmement puis que il est qui le clame, & peut monstrier estre sienne, & peut celuy sur qui terre ce est cheu, faire plainte à loy, que dedans sept iours son heritage soit depeesché, & luy soit le dommage rendu que fait luy a par pris de loy, & de cognoissans à ce, & ainsi doit estre iugé, & le faire sçauoir à personne ou à domicile si il là sinon, au plus prochain domicile de la chose contencieuse : & si dedans sept iours n'est fait il doit estre fait à ses despens, & par tant r'auoir son arbre si prendre le veut, Sinon, il est au seigneur. Si ainsi n'estoit que si longuemét fust sur terre du voisin, que d'aucunes de ses branches, il eust pris racine en terre. Car lors seroit à celuy qui la terre tendroit sur qui il seroit cheu, & n'en auoit le seigneur la cognoissance en ce cas. *ff. de acqui. rer. dom. l. sed si ex meis. §. arbor.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE.

TRENTÉ SEPTIÈME.

EST E diuision des choses ne conuient à celle du Jurisconsulto in l. i. D. de diuisione rerum, n'a celle de Iustinian Insti. eod. au second liure des Pâdeltes assemblant les deux diuisions : ay diuisé les choses premierement en celles qui sont du droit diuin, & celles qui sont du droit humain : en apres : ay diuisé les choses du droit humain en celles qui sont en nostre patrimoine, c'est à dire que chacun peut particulièrement acquerir & faire siennes, & celles qui sont hors nostre patrimoine : comme sont les choses communes par le droit naturel ou des gens, & les publics qu'on peut bien dire estre par le droit civil & autres semblables. Iustinian fait une autre diuision à sçauoir que des choses aucunes sont communes de tous par le droit naturel ou des gens, aucunes publics, autres d'aua-

Vniversité, aucunes de nul, & les autres de chacun, qui se peuvent acquerir par chascun par diverses causes & moyens. & c'est vne diuision separée que celle des choses en corporelles & incorporelles, comme aussi Iustinian en a fait vñ tiltre distinct & separé, de reb. corporalibus & incorporalibus. Et ce que l'auteur adiouste, les autres naturelles, les autres vniuerselles, ne propre à nul apres les corporelles & incorporelles, n'est bien diuiser ou partir, ains c'est confondre les diuisions, contre l'intention de Iustinian: duquel sera meilleur suivre la methode, & auoir recours tant à son texte, qu'aux doctes interpretes, qui en ont amplement escriu sur ledit tiltre de diu. 10.

b Les choses communes sont entendues celles lesquelles par le droit naturel ou des gens, sont communes à tous, c'est à dire desquelles l'usage & commodité est commune par le droit des gens, à toutes personnes, l. 2. D. co. cōme sont l'air, la mer, l'eau courante, fleuves, riuages de la mer: & dont nul ne peut estre prohibé n'y empesché: vnde Ouidius ait, lib. 6. Metamorph. quid prohibetis aquas? vñs cōmunis aquarum est, nec solē propriū natura nec aëra fecit: à quoy on peut rapporter, quod traditur in l. iniuriarum §. fin. D. de iniur. & l. 14. §. vñditor. D. com. præd. Il semble que Iustinian in §. flumina, separe les fleuves & porte des choses communes, par ce qu'il les dist estre publics: mais il conuient distinguer que les fleuves & ports, pour la propriété ne sont communs par le droit des gens, ains publics, c'est à dire selon que Iustinian l'entend, & Theophilus interpretatur, qu'ils appartiennent au peuple Romain, & comme nous pouuons dire selon le droit François, au Roy ou aux Seigneurs qui en ont le droit par la conclusion & octroy de sa Majesté, ou ancienne & immemoriable possession. Car les fleuves navigables sont refferrez, inter regalia, & pareillement les ports, cap. vij. quæ sunt regalia. L'usage de l'eau des fleuves avec la navigation est commun à tous par le droit des gens. Tont ce que les Juriscōsultes & Iustinian escriuent du pouuoir de pescher es fleuves & ports communs librement, est grandement retranché par les ordonnances Royaux, par quelques coustumes, & tiltres d'aucuns seigneurs qui pretendent auoir tout droit es fleuves & riuieres, qu'ils maintiennent leur appartenir, & de prohiber d'y pescher sans leur volonté & permission comme si lesdits fleuves leur appartoient particulièrement, & par ce moyen reputé plustost priuē que publics. l. 1. §. hoc interdictum. D. de fluminibus Alexand. consil. 194. lib. 2. aussi quand nos praticiens ont escriu qu'un seigneur ne pouuoit prohiber de pescher en sa riuere, ils ont adiouste sinon que la coustume luy attribue tel droit, Faber in §. fluminū. Guido Pap. quæst. 414. à quoy on peut rapporter quod traditur in l. venditor. D. comm. præd. l. si quisquam. D. de diuers. & temporal. præscript. & d. l. iniuriarum. §. si. mais pour les fleuves publics & Royaux la prohibition de pescher n'est si generale, ains seulement pour certain temps, & certains instrumens & engins, comme appert par les ordonnances Royaux desquelles sera parlé oy apres en sō lieu.

c Le discours de l'alienation des biens Ecclesiastiques prohibée tant par le droit civil, que canonique, seroit trop long pour estre reduit en briefues annotations: dont on peut voir nouue. 7. & 120. & plusieurs tiltres du droit canonique de reb. Eccles. non alien. & les constitutions des Rois de France, mesmes de

de Charlemagne lib. 7. capitul. & autres. & arrests des Cours & Parlement & en a esté traité au Code Henry. Mais l'auteur parle des ornemens, reliques & autres choses semblables dediees à l'Eglise, lesquelles il dit estre prohibees de vendre & engager, si ce n'est pour la redemption des Chrestiens prins par les ennemis, & traduit in L'ancimus, 21. C. de sacrosanctis Ecclesiis les histoires Ecclesiastiques tesmoignent qu'aucuns bons Euesques auroient jadis vendu les ioyaux & ornemens des Eglises, pour secourir les pauvres en leurs necessitez, racheter les prisonniers, & marier les filles orphelines, aurum enim Ecclesia habet, non vt seruet, sed vt eroget subueniatque in necessitatibus, C. aurum. 12. q. 2. Car les pauvres sont les vrais mēbres de Iesus Christ & de l'Eglise, auxquels les biens d'icelle sont destinez & affectez, & non aux delices & voluptez des Prelats, dont plusieurs anciens peres se sont plaints par leurs escripts, qu'il n'est besoing de repeter, par ce que seroit en vain perdre temps & labeur: seulement ie les admoneste de lire ce qu'a escrit B. Ambrosius epist. 2. ad Valentin. Et ce qu'on recite de B. Augustinus, & de Gregorius, & Basilius, Grecs, tres-grands Theologiens: afin qu'à leur exemple ils emploient les reuenus de l'Eglise à leur vray usage, & mieux qu'ils ne font.

d Pour entendre la forme de consacrer & dedier une Eglise, ou place sacree, ne se faut arrester à ce que les Iuriscōsultes, & Iustinian les ensuiuant ont escrit: ains à ce qui en est traité au droit canonic, tit. de cōsecrat. & de Ecclesi. ædific. atq; etiā in pōtificali. Mais cōme il n'est permis à chacun de se forger des religions priuees, aussi ne doi il estre loisible à chacun de se bastir de sa priuee auctorité des tēples, autels & chapelles: ains ils doiēt estre establis & dediez, solennellement par l'Euesque diocésain. C. omnes Basilicæ. 1. dist. & al. nouel. 63. vt nullus fabricet oratorij domos. aussi in §. sacræ res instit. de diuif. rer. sacræ res sunt quæ ritē, & per pontifices Deo cōsecratæ sunt, & Alius Gallus, Quod, inquit, priuati suæ religionis causa Deo dedicant, id pontifices Rom. nō exultimare sacrum. qui en vouldra voir d'anātage qu'il lise ce qu'en ont escrit les interpretes ad d. tit. de diuif. rer. & les Canonistes.

e Les Iuriscōsultes in l. 1. & seq. de adquirendo rer. domi, & Iustinian §. feræ & seq. de diuif. rer. traitent que les bestes sauvages qui naissent en l'air, au ciel & en la terre, ne sont es biens d'aucun: ains par le droit des gens appartiennent à celuy qui premier les prend & occupe: & sur ce ils font un grand discours quand la beste sauvage est estimée premierement prise & occupee: dont on peut voir ce qu'ils en ont escrit que l'auteur repete icy. Mais on en use autrement par le droit François, par ce qu'il n'est permis à chacun de faire chasse & volerie en France: estant prohibé tant par les ordonnances Royaux de l'an mil cinq cens seize, & autres, que par quelques costumes aux plebeians qu'on appellent roturiers de chasser, à fin que par tel exercice qu'il ne leur est conuenable, ils n'en soient destournez de leurs labours, mestiers & ouurages. Aussi par lesdites ordonnances est interdit de chasser dans les bois & forests du Roy, comme pareillement des seigneurs, sinon qu'il y ait des conuentions, tiltres & priuileges attribuant à aucuns ce pouuoir de chasser. Et encores que la liberté de chasser & voller soit permise à aucuns, si est-ce qu'il ne leur seroit loisible

Kk

d'entrer dans l'heritage d'un autre contre sa volonte, pour chasser ou voler, ains le seigneur de l'heritage pourroit l'empeschier d'y entrer; l. 3. D. eo. l. iniuriarum §. pen. D. de iniurijs, & l. diuus. D. de seruit. rust. prædio. Ce que toutesfois l'usage de France limite pour le regard des seigneurs, & gentils-hommes, lesquelles peuuent librement chasser & sur les terres & heritages des roturiers, principalement de leurs subiettes qu'ils scauent bien practiquer en tout temps qu'il leur plaist, nonobstant la restriction portee par l'ordonnance. Certainement la venation est bien seante & conuenable aux gentils-hommes, par ce qu'elle donne instruction à l'art militaire. vt scribit Xenophon lib. de venatione: & nous lisons en Homere, & autres celebres auteurs, que les hommes nobles & de cœur genereux ont en la chasse en grande recommandation, & dist Virgile, Venatum Æneas, vna & Sidonia Dido in nemus ire parant. Il y a des garennes esquelles sont nourris & enclos des Lapins, & autres semblables bestes sauvages: mais en icelles n'est libre de chasser à autre, qu'à au seigneur n'y d'en prendre: d'autant qu'ils luy appartiennent, & ab eo possidentur l. 3. §. item feras. D. de adquir. vel amit. possessi. Et en partie le reuenu de la terre y consiste, iuxta l. venationem. D. de vltus. & ibi Bartol. La question a esté grande, si le seigneur haut iusticier peut empeschier son vassal, qui n'a que moyenne ou basse iustice, ou nulle, de chasser sur les terres dependantes de son fief, sans le congé & permission du haut iusticier: & par arrest du 23. Decembre 1566: donné entre M. Iean Matthieu, Seigneur de Villenandé, & la Dame de Montjay a esté iugé, que le Seigneur feodal peut chasser & faire chasser en & au dedans son fief encores qu'il n'y ait haute iustice. Et par autre arrest du dixseptiesme Mars milcinq cens septante trois, a esté iugé que celui qui a leuë un Sanglier au dedans de son fief, le peut poursuivre & prendre dans la terre & seigneurie de son seigneur dominant: lesquels arrests sont recitez par Bacquet, traité des droicts de iustice, chap. dernier & à ce propos on peut voir Benedic. in cap. Raynutius in verb. vxorem nomine Adelasiam. de testa. & Sudor disputatio. ciuil. lib. 1. & autres, qui en ont escrit amplement.

¶ Ce qui est traité en cet article & autres ensuiuans, est pris extit. Inst. de diuis. rer. auquehan peut auoir recours, & aux interpretes. Autresfois on a disputé si les Monches à miel, qui sont appellees au liure escrit à la main, Eptes, sont feræ, an manuetæ: & aucuns les ont tenuë estre mediæ cuiusdæ naturæ, Plinius lib. 11. natur. hist. Varro lib. 3. de re rustica cap. 16. en fait deux especes, à sçauoir sauvages & princees, qu'on peut voir, & Columella lib. 9. cap. 2. & Virgil. lib. 4. Georg. En France on obserue que les essains des Monches à miel, qui se trouvent sur les arbres, estans sauvages, c'est à dire qui s'y sont naturellement assis, sans proceder des Ruches appartenans à aucuns particuliers, sont à celui qui premier les prend & occupe: mais les Monches à miel domestiques & apprivoisees, & leurs essains appartiennent à celui qui les a tenuë en Ruches, & les peut poursuivre avec son & cry sur l'heritage d'un autre, qui ne les doit retenir, non plus que les Pigeons & Paons, qui ont accoustumé de voler & reuenir, l. 3. §. item feras. D. de adquir.

possess. Et les seigneurs & autres qui ont droit d'avoir Coulombiers & vollets, si on tend à leurs Pigeons, ou autrement on en prend, ils sont condamner ceux qui les prennent, quia in eorum sunt patrimonio, l. Pomponius. §. Pomponius ait. D. famil. ercisc. Faber. ad §. in his. Inst. de diuif. rer. Guid. Pap. quæst. 218. Bened. in cap. Raynutius. in verb. & uxorem. de testam.

g Le Jurisconsulte l. §. D. de adquir. rer. dom. & Iustinian §. Gallinarum Inst. de diuif. rer. font deux especes de Poules & Coqs. Varro & Columella en font trois, comme nous faisons, à sçauoir les domestiques, sauvages, & qu'on appelle d'Inde, ou d'Afrique, par ce que la premiere race en est venue d'Afrique. Ils font aussi deux especes d'Oyes, à sçauoir domestiques & sauvages: & ce qu'ils escriuent des Poules & Oyes domestiques s'observe en France. Mais ce que l'auteur en les suivant adiouste de la seruitude de ceux qui sont pris en guerre par les ennemis, n'a lieu en France: ains tous les captifs de franche condition demeurent en icelle, & sont seulement tenus de la rançon qu'ils ont promise. Toutesfois tout ce qu'on prend en guerre de l'ennemi, appartient par le droit des gens à celui qui l'auroit pris, pour le regard des meubles: car les immeubles se confisquent, & le Prince en ordonne come il lui plaist l. si captiuus. D. de capt. & post. reuerf. La forme d'aquisition en guerre veteres prædatoriam appellabant, teste Aristotele lib. 1. polit. cap. 5.

h Ce qu'il diët des pierres precieuses, s'entend si celui les prend, qui les trouue: & que ce soit au riuage de la mer, l. 1. D. de adquir. possess. Car s'il les trouuoit en lieu priué, ou au chemin, comme par aventure estans tombees d'un coche ou carrosse, il ne les pourroit faire siennes, §. ult. Inst. de diuif. rer.

i Cet article & le suivant ne sont gueres en usage en France, & sont pris ex §. præterea, & §. Quod si naturali. Inst. eod. in d. §. præterea. Sont proposés deux cas l'un de l'alluision & l'autre de l'impulsion du fleuve. Le premier quand le fleuve par son cours latent tire & retranche d'un champ, qu'il adiouste à l'autre: ce qui s'acquiert au champ, auquel il est accreu. Le second quand le fleuve par impetuositè transporte quelque partie d'un champ, en celui du voisin: & audit cas ceste partie de terre ou champ demeure à celui auquel elle appartenoit: si non qu'elle eust demeuré si longuement au champ du voisin, avec les arbres que le fleuve y auroit tirez qu'ils y ayent pris racines & des lors semblent lui estre acquis. l. adeo quidem. D. de adquir. rer. dom. l. hoc amplius. §. Alphenus. & §. Neratius. D. de damn. infect. Toutes fois en ce cas Varus & Nerva donnoient au propriétaire vtilé in rem actione, l. Idem Pôponius. §. de arbore. D. de rei vindic. Mais si le fleuve ayant du tout laissé son fonds naturel a commencé de fluer en autre part, son premier fonds appartiendra à ceux qui ont des heritages aupres, à la mesure de la largeur de chacun heritage & si apres quelques temps il retourne à son premier fonds, de rechef le nouveau qu'il aura laissé, appartiendra à ceux qui pres la rive d'icelui possèdent des heritages: ce qui me semble deuoir estre entendu des anciens propriétaires, qui en iouissoient auparavant ladicte mutation: comme aussi on traitte de l'inondation, quand icelle est retiree: car lors le champ demeure à celui, duquel il estoit auparavant, d. l. adeo. §. Quod si toto,

Kk ij

k Pour ceste question y auroit en dispute entre les Iuriconsultes, mais l'auteur suit l'opinion de ceux qui ont usé d'une distinction comme sentence moyenne, ainsi qu'a fait Justinian in §. cum ex aliena, suivant ce qui est traité in d. l. ad eod. §. cum quis, mais quand à ce qu'il dist que si l'espace faite par aucun de la matiere d'un autre, ne se peut reduire à sa premiere matiere, elle appartient au faiseur de la chose, il le faut entendre, si de bonne foy & en son nom il l'auroit fait, & non s'il l'auroit fait de mauuaise foy: tùm enim teneatur furti, l. si quis messam. D. de furtis l. 12. D. ad exhib. Et ainsi faut aussi distinguer pour l'espace de l'article ensuiuant, si aucun a fait quelque chose, partie de sa matiere, & partie de l'autre: à sçauoir s'il l'a fait de bonne foy, iuxta d. l. si quis. & si les matieres sont tellement meslees, qu'elles ne puissent estre reduites à leurs premieres qualitez, d. l. adeo. §. cum quis. glo. ad §. quod si. Pour le regard des bordures & enrichissemens qui se mettent sur quelque robe ou accoustremens, il est sans doute que comme accessoire ils sont acquis à l'accoustremens, & appartient à celuy qui l'auroit fait de sa matiere & estoffe: toutesfois si de mauuaise foy il auoit pris & appliqué les dites bordures soit d'or, ou d'argent, ou autres, celuy qui en eston le propriétaire, pourroit contre luy intenter action de furti: autrement s'il l'auoit fait de bonne foy, il ne seroit tenu que de la restitution & interest, vt notat in §. si tamen. l. 1. in fin. D. de condict. sine caus. l. genima. D. ad exhib. Il y a d'autres especes qui sont traitées in d. tit. D. de adquiren. rer. dom. & Instit. de diuif. rer.

l L'araison de ce qu'il dist qu'à celuy qui edifie sur sa terre, de la matiere d'autrui, appartient l'edifice, en est rendue par le Iuriconsulte in d. l. adeo. §. cum in suo loco. & instit. de diuif. rer. §. cum in suo. quia omne, quod in edificatur, solo cedit. Ce qu'il dist que le maistré de la matiere ne peut faire despecer & desmolir la maison ou edifice, ains agir au double par action appelée de tigno iniuncto, procede de la loy des XII. Tables, qua cautum erat ne quis tignum alienum adibus suis iunctum eximere cogeretur, sed duplum pro eo præstaret: Ce qui peut aussi seruir pour l'article ensuiuant, quod ideo prouisum est, ne ædificia rescindi necesse sit. Quant à la peine du double, elle ne se pratique en France: par ce que comme icy remonstre cy dessus, les peines ordinaires introduites par les loix Romaines, ne sont plus en usage, ains sont à present toutes peines arbitraires. Aussi telle peine du double pour le solau ou cheuiron ne competoit que contre celuy qui l'auoit pris furtiueusement & ioint à son edifice, l. 1. D. de tigno iuncto: dont on peut voir quod traditur in l. in rem §. item. & seq. D. de rei vindicatione & l. 6. D. ad exhib.

m Le semblable est traité in d. l. adeo §. ult. & in §. si Titius Institut. eod. où il est décidé que la racine fait acquerir à l'heritage l'arbre qui y est planté, par ce que la plante prend sa nourriture de la racine: mais en ce cas on ne donne l'action de larcin à celuy duquel on auroit pris l'arbre, ains seulement action pour auoir l'estimation de l'arbre, avec son interest, comme aucuns ont noté ad d. §. si Titius.

n La reigle est generale que les choses apposées & adiointes aux autres sont acquises à celles auxquelles elles sont ioinctes, comme n'est dit cy dessus des brodeures d'or & d'argent: aussi les lettres encores qu'elles soient orines & argentines, c'est à dire faictes d'escriure d'or ou d'argent, appartiennent à celuy qui est maistre du parchemin, papier ou carte où elles sont escriptes. l. qua ratione. §. i. D. eod. & §. licet. Instit. eod. Mais le semblable n'ont tenu plusieurs Iuriconsultes pour le regard de la peinture, desquels Iustinian suit l'opinion: parce qu'ils ont estimé le tableau de voir ceder à la peinture, comme plus precieuse: mais Paulus Iuriconsulte est de contraire opinion in d. l. in reit §. sed & id. Toutefois aucuns ont escrit que la carte, papier, ou parchemin doit aussi bien ceder à l'escriure, que le tableau à la peinture: & ce pour l'excellence des escriitures qu'y puennt faire les hommes doctes, qui ne sont moins recommandables que les peintures. Azo, Accurs. Faber & alij ad d. §. licet, & ainsi nous en usons: mais celuy auquel appartenoit la carte, papier, ou parchemin, la table ou tableau, a son action pour en avoir le payement de la valeur & estimation.

o C'est icy une autre maniere d'acquérir par droit naturel, comme adiauste Iustinian in §. si quis autem, à sçavoir des fruiets, que le possesseur de bonne foy perçoit de l'heritage d'autrui l'ayant acquis, soit par vendition, donation ou autre iuste cause, de celuy qui n'en estoit le seigneur, & que toutesfois il estimoit estre tel. Car il est bien raisonnable que les fruiets par luy perçus & recueillis luy appartiennent pour la culture, labour & imposition qu'il y auroit fait. l. nunqua nuda. & l. bona fidei emptor. D. de adq. rer. dom. Il les fait donc siens, iusques à ce que le vray seigneur vindique l'heritage, lequel toutesfois ne pourra demander les fruiets consommés & perçus par le possesseur, ainsi seulement ceux qui sont pendans, l. certum est. C. de rei vindic. Quant aux fruiets naturels c'est à dire qui promeuvent naturellement, & non par la diligence & travail de l'homme; comme sont les pommes, poires & autres semblables, on a grandement disputé si le possesseur de bonne foy estoit tenu de le restituer, propter l. qui scit. & l. fructus. D. de usuris. & d. l. bona fidei. Mais nous observons en France, que le possesseur de bonne foy qui est comme au lieu du seigneur, fait tous les fruiets siens, iusques à ce qu'il soit poursuivy en revendication. mais le possesseur de mauuaise foy est tenu de rendre tous les fruiets, d. l. certum. l. si urbana. D. de conditione in deb. & par l'Ordonnance de l'an 1533. art. 94.

p Il parle de l'usufruitier, lequel ne fait les fruiets siens, sinon d'autant qu'il en auroit perçus & recueillis: & est reputé les avoir perçus quand luy ou un autre en son nom les a recueillis & separez du fonds, l. si fructuarius. D. quibus modis ususfructus: mais si meurt sans les avoir perçus & cueillis, encores qu'ils soient meurs, ils n'appartiendront à son heritier, ainsi au propriétaire du fonds. l. defuncta. D. de usufructu, & quemad. §. his vero. Instit. de diuif. re. Car les fruiets pendans sont reputez faire partie du fonds, & par consequent sont à celuy qui en est propriétaire. aussi l'usufruit est une seruitude personnelle qui s'estant & finit avec la personne. §. finitur. Instit. de usufr. & ainsi a esté iugé par arrest de la Cour prononcé aux Arrests de Pentecoste du 19. May. 1589. au proces des heritiers de la douairiere de la maison de

Prémont, en Bourgoigne, enoqué au Parlement de Paris.

q Il monstre icy comme fait. Iustinian §. in pecudum. que les faons des bestes qu'on dit en latin *fœtus*. comme aussi le lait, le poil & la laine sont en fruit. & partant appartiennent à l'usufruitier & au possesseur de bonne foy. l. in pecudum D. de usuris.

r Tresor est proprement entendu, un peoune de si long temps cachée: & deposee qu'il n'y en ait memoire, & en ne puisse sçavoir qui en seroit le maistre & seigneur, l. nunquam. §. thesaurus. D. de adquir. rer. domin. l. i. C. de thesaur. Du tresor qui auroit esté trouué, à qui il doit appartenir, y a eu des constitutions diverses des Empereurs. Iustinian recite celle de l'Empeur Adrian lequel suivant l'equité naturelle auroit attribué le tresor à celui qui l'auroit trouué dans son lieu, mais s'il l'auoit trouué en autre lieu fortuitement, & sans user d'art magique & incantations, il auroit ordonné qu'il en auroit la moitié & l'autre au propriétaire du lieu, soit qu'il appartienne à l'Empeur ou à autre: comme aussi recite Spartia. in Hadria. Je sçay bien que pour le regard du tresor trouués lieux sacrez & de religion, aucuns auroient remarqué quelque difference entre les constitutions de l'Empeur Adrian, & des deux freres Antonius & Verna l. 3. D. de iure fisci, & ce qui en auroit esté depuis ordonné par Constantin & autres Empereurs C. Theo. tit. de thesaur. & Leon. nouel. Si Alexâder Seuerius reperi tori thesauros donauit, teste Lampridio. Mais en France on allegue deux anciens arrests des ans 1259. & 1261. par lesquels le tresor d'or qu'on appelle autrement fortune d'or, en quelque lieu qu'il eust esté trouué, auroit esté adingé au Roy, & celui d'argent au propriétaire du lieu, come aussi porte l'establissement du Roy S. Loys. Toutefois il a depuis esté iugé par arrest que le tresor encorés qu'il fust de pieces d'or, n'estoit de droit Royal, ains seigneurial: tellement que d'un tel tresor que le Procureur general du Roy pretendoit le tiers auroit esté adingé au seigneur haut iusticier, le tiers à celui qui l'auoit trouué, & l'autre tiers au propriétaire du chāp & heritage, où il auoit esté trouué, du 29. Iuillet 1570. entre le Duc de Montmorécy, le Prieur d'Argentueil, Jean Fontaine qui auoit trouué le tresor, & Pierre Brissart propriétaire du lieu où il auoit esté trouué; dont on peut voir ce qu'en a escrit Choppin lib. 2. de domanio tit. 5.

l L'arbre qui est chen & versé d'un chāp en l'autre ne laisse d'appartenir à celui du champ auquel il auroit esté arraché, sinon qu'il ait pris racine dās le champ ou terre, où il seroit tombé: par ce que lors il seroit acquis audit chāp ou terre l. sed si, §. arbor. de adquir. rer. dom. & l'auteur mōstre bien que tel arbre ne peut estre reputé espane, sinon qu'il ait esté du tout abandonné par celui du champ auquel il seroit tombé, & ne soit aduoué par le maistre de l'autre champ: parce qu'en ce cas comme estant sans maistre qui le maintienne luy appartenir, le seigneur du lieu le pourroit faire sien, & à ceste fin faire proceder par publication, selon qu'il est contenu en cet article, & en quelques costumes qui en ont disposé. Des eshaus sera parlé plus amplement cy apres.

DV DOMMAGE QUE BESTE PEUT COMMETTRE,
ET QUI EN EST TENU.

TILTRE XXXVII.



OVRCE^a que selo droit nul ne peut estre dom-
magé ne iniurié parquelque voye que ce soit, qu'il
n'en soit recôpensé, supposé encores que le dom-
mage luy fust fait à nō escient ou par aduētūre, ou
par beste qui autre fiert : Si te veux monstrier en
quels cas telles aduētūres peuuet venir & sour-
dre, & cōme iustice veūt qu'il y soit pourueu: que
les clerics appellent *si quadrupes pauperiem fecisse*
dicatur. Si sçachez que par la loy escrite il est des-

fendu que nul ne tienne en lieu ours, ver, sanglier, thor, lyon, chien, cerf,
cinge, ne autre semblable beste qui n'est commune d'estre entre les gens,
ne d'estre domestique, sinō les grands seigneurs; & les seigneurs des lieux
qui sont dignes d'honneur, & qui ont grands lieux & grands cours, & à
qui ce appartient pour cause de leur dignité. Et encores si tels seigneurs
les tiennent, si les doiuent ils tenir en fortes muēs, & en forts lieux, qu'ils
ne fassent mal aux gens, & ainsi sont tenus de faire. *ff. si quad. paup. feciss.*
dic. l. ij. per totum.

De soy iouer à la beste.

Et s'il aduenoit qu'aucun les aggressast de iouer, ou autrement appro-
chast que blessé en fust par aucune aduētūre, sçachez que le blessé n'en
peut rien demāder par loy au seigneur, ne à la beste. Et la raison si est, que
le seigneur a fait son deuoir de la bien lier, & pour ce en est quitte, & la
beste fait sa nature. Et pource si homme est sage, ne se doit pas aduēturer
ne approcher de telle beste.

De beste qui a rompu son lien.

Item & s'il aduenoit que par aduētūre la beste rompist son lien ou sa
cage, qui ne fust par la coulpe du seigneur ne par mauuais lieu; & s'enfuit
la beste, ou eschappast sans le sceu de ceux de l'hostel, & en eschappant
blessast aucun; encores n'en seroit le seigneur à rien, ne la beste aussi, car
la dignité du seigneur est bien d'auoir & tenir telle beste, & qui eschap-
pée est à non escient. Et la beste si tost qu'elle est hors de fermure, elle est
retournée à sa nature & franchise, ne n'est à nul proprement, si cōme dict
est en la rubricque precedēte, & pource tous la doiuent fuir qu'elle ne bles-
se ame. Si ne chet point d'amende en tel cas pour la raison dessusdite, ne
nul ne peut tous mauuais punir, fors Dieu, car en tel cas messait n'a point
de loy. *§. hac actio usque ad §. pauperiem insti. si quadrupes pauperiem.*

De brebis, moutons, & autres bestes.

Et s'il aduenoit qu'aucun eust brebis, moutons, pourceaux, bœufs,
vaches, cheuaux, ânes, mules ou semblables bestes; qui sont or-
données à domestique usage entre les gens, pour le gouuernement

& substantatiō de l'homme, & que si rebelleuses fussent & telles que par leur rebel & crasse naturelle elles regibassent & rebellassent cōtre mesure, & blessassent aucun & fussent dommage, ou que ce fussent grosses bestes qui coustumieres fussent de mordre ou getter ou ferir, ou qui eussent autre rebelleux empeschement, & le seigneur sous qui ce seroit n'y mettoit remede, au moins ne meist diligence de les tenir & garder par garde ou par emmenement de muē ou d'autre detēion, sçachez que si elles sont à aucū dōmage par tel rebel, le seigneur à qui elles sont, sera tenu d'amēder le dōmage par la beste ainsi fait, au cas que le seigneur aduoieroit la beste qui ce dōmage seroit. Et s'il aduenoit que le seigneur de la beste la desaduoiast, sçachez que la beste selon le plus des coustumiers & coustumes locaux, & aussi le droit escrit, demeureroit en la main du seigneur pour amēder à partie blessée le dōmage par luy fait, premier & auant toute œuvre, & le residu demeureroit à la confiscation du seigneur.

De sommer le seigneur de la beste.

Mais s'il aduenoit que le seigneur de la beste eust esté sommé par la iustice du lieu, qui est droit ordinaire d'office, supposé qu'il ne fust partie qui le requist, & mōstrast qu'il a beste accoustumée de mordre, ou de regetter, ou si rebelleuse que peril est aux voisins pour eux, leurs enfans & leurs bestes, & tellement la garde qu'elle ne face dōmage à aucun, ou qu'il ne s'en deliure, sçachez que lors si la beste faisoit dōmage à aucun, excuser ne s'en pourroit le seigneur de la beste, que tenu n'y fust en dōmage & interest à l'égard du iuge selon la loy escrite *dando pro noxa*.

De beste aggresser autre beste.

Itē s'il aduenoit que beste qui encores ne seroit accoustumée de mordre ne de getter aggressast autre beste, qui ne seroit coustumiere de mordre ne de getter ou ferir, & la beste ainsi aggressée ferust, mordist ou tuast l'aggressant beste: sçachez que le seigneur d'icelle beste ainsi aggressée n'en seroit à rien, pour la raison de ce que aussi bien entre les bestes que entre les gens y peut auoir contend à la fois & noise. Et pōur ce peux & dois sçavoir par raison ordonnée du contraire que nul ne peut ne doit faire dōmage à aucun, comme dessus est dit, sans amendise & sans rendre. Car la beste sans occasion acquise, si elle me fait dōmage, tenu y est le sire de la beste, si aduoier la veut. Et sinon, par ordonnances de iustice sera vendue tant que valoir pourra. Car premier, si comme dit est, partie doit estre redintegrée, & le surplus doit estre à la confiscation de iustice, laquelle chose les clerks appellent, *dando pro noxa si quadrup. pan. feciss. dic. cir. prin.*

De soy iouer à beste qui fiert.

Et est à sçavoir que ainsi comme est dit de la beste aggressée sur autre, aussi tu peux & dois sçavoir & entendre de celui qui aggresseroit, ou regiberoit, ou qui trop excessiuelement chargeroit aucune beste, ne seroit tenu d'amendise. Car qui ainsi meinc beste par voye desordonnée & espouuentable & non accoustumée, ou qui la chargeroit de charge espouuentable ou desordonnée, & la beste face cōme beste qui ne sçait que faire donne par raisō, car reigle ne raison n'est en beste. Et pour ce l'homme qui a raison

la

*Esmelement, au
liure escrit à la
main.*

*Viz hoc de iure
sustinetur possit.
Et ne s'observe
par le droit
François.*

la doit guider & gouverner par raison, car plus en peut & doit estre de-
mandé à l'homme qu'à la beste.

ANNOTATIONS DV TILTRE

TRENTE SEPTIESME.

RUDEMENT a esté aduisé par les legistateurs de pourvoir au dommage que font les bestes; encorés quel-
les n'y soient poussées par raison & affection, vt scribit
Aristoteles lib. 3. de anima. ains par un mouuement pro-
cedans de quelque esguillon, serneur ou seruté, Inst. tit.
si quadrupes paup. fecit. dic. & tel dommage est appelé
aux loix Romaines Pauperies, comme estant une pau-
uereté qu'apporte la beste. La loy des XII. tables estoit conceüe en cest termes
ou semblables. Si quadrupes pauperiem faxit, quadrupedis Dominus no-
xiam sarcito, aut quod noxiam nocuit, noxæ dedito. De ceste loy les Iuris-
consultes & Iustinian font mention, d. tit. si quadr. paup. fecit. dic. l. 7. §.
hoc editum. D. de damn. infect. A quoy conuient la loy de Moïse, Exo-
di cap. 21. & s'abusent ceux qui adioustent à la loy des XII. tab. quod tra-
ditur de equo calcitroso, & boue cornu petere solito: car cela procede
des réponses des Iurisconsultes, vt constat ex l. 1. §. Itaque. D. eo. L' Au-
theur distingue bien la qualité des bestes, comme font aussi les Iurisconsultes &
Iustinian. Car ceste action noxale n'a lieu qu'és animaux de nature prinex,
lesquels esmeus contre leur naturel ont fait dommage, d. l. 1. §. & generali-
ter. d. tit. Inst. §. 1. & encorés que la loy des XII. tab. ne semble parler du
chien, qui inter pecudes non habetur, l. 2. D. ad leg. Aquil. si est-ce que,
idem lege Pefulania de cane cauetur, vt scribit Paulus Recept. sentent. li.
1. tit. 15. vbi Cuiacius emendat Solonia, ex auctoritate Plutarchi in Solo-
ne. Mais ce qu'on traite de la beste qui a fait dommage, de la bailler pour
iceluy. ou en payer l'estimation, s'entend pourueu qu'elle n'ait esté prouoquee
par le maistre. ou par autres, car en l'un & en l'autre cas cesse l'action noxale:
d'autant que celuy qui l'a prouoquee, est tenu solidairement par la loy Aqi-
lienne, d. l. 1. l. Item Mela. §. item cum eo. D. ad leg. Aquil. & les Grecs,
ad d. l. 1. §. Itaque. l'interpretent, si Dominus ignorauerit, si enim ipse
scierit, videtur damnum dare non equus: & ided locus est actioni legis
Aquilæ: arg. l. 2. D. de noxal. act. & l. pen. c. eo. Mais encorés par la
loy des XII. tables, est de pastu pecoris noxalis actio, l. qui seruandarum.
§. vlt. D. de præscript. verb. Quant aux bestes sauuages ceste action n'a lieu.
d. l. 1. §. in bestiis. & Inst. eo. & encorés si les quadruples prinex sont fâcheux,
coustumiers de mordre & mal-faire, & comme dict l'Auteur. rebelleux,
il ne les faut tenir au lieu par où ordinairement on passe, & où ils puissent nu-
ire & offenser: comme aussi les bestes sauuages, qu'il conuient enfermer en muë,
cache, ou autre closture: à fin qu'elles ne puissent offenser & endommager
A quoy auroit esté pourueu par les Ediles, l. hi enim. & seq. D. de Edil

LI

edict. où est fait expresse mention du chien, lequel enclin à mordre doit estre aussi bien enfermé que la beste sauvage : & pour le regard d'iceluy n'a lieu l'action noxale, ains le maistre en est responsable, & de l'estimation du mal qu'il a fait, & de l'interest, & ainsi nous en vsons en France : mesmes si le maistre ayant esté aduerti par la iustice de contenir & enfermer son chien, n'y auroit mis ordre, ains depuis le chien auroit mordu & blessé aucun en passant, & sans l'irriter, il sera condamné en l'amende enuers le Seigneur, outre la reparation enuers la partie. Aussi les actions noxales ne sont practiquees en France, si non que par les costumes des lieux elles soient mises en usage : comme celle de Bretagne, art. 640. où faut voir la note du tres-docte Argentré. Qui en voudra voir dauantage, i'espere le contenter au quatriesme liure des Pandeetes.

D'HOMME FAIRE DOMMAGE A AUTRE.

TITRE XXXVIII.



Til aduient * qu'aucun face dommage à autre homme non escient, pour-ce ne demeure pas que tenu ne soit celuy qui se fait, d'amender le dommage tant seulement, & l'iniure non si elle estoit, si comme si ie fais en aucun lieu desclos vn fossé pour auoir argille, ou terre, ou autre aisement, & il aduienne que la beste de mon voisin y chée, si qu'elle en soit morte ou mehaingnée, sçachez que tenu suis d'amender la valeur de celle beste : mais la beste morte me demeurera parmy, redant la va-

leur d'icelle au prix qu'elle valoit quand elle estoit viue, & ainsi entends d'autres cas semblables.

De dire iniure à autre.

Item & si^b aucun faisoit ou disoit iniure à autre qui n'ait lieu de ce dire en cause ou querelle faisant ou seruant, sçachez qu'amender le doit à l'esgard du Iuge, voire celsce que l'iniure ne soit notoire prouée par autrre publique fois. Si côme qui diroit iniure à autre en Cour pardeuant Iuge, disant que celuy fust réputé de foy mentie, ou autresfois auoir esté repris & puni de larrecin, ou qu'il fust bastard, &c. Sçachez que pour ce dire le diseur n'en seroit à rien ne point en amede, puis que ce seroit chose notoire & veritable, & qui seruiroit à la cause : si comme parauant ay monstre au declinatoire ou dilatoire, ou autre exception cy dessus : mais qui hors cause & sans raison le feroit, il y chet amende selon la faculté & qualité, & quantité. Si peux & dois sçauoir que bien y a iniure ou amende l'appartient, iaçoit ce qu'elle soit dicte en reproche ou autrement, si comme qui nommeroit vn homme melseau qui le fust pour vray, & celuy qui ainsi seroit nommé, le r'appellast en iniure, sçachez que pour ce ne demeureroit en cas d'amende. Car c'est chose qui a regard au publique

que tous peuent & doiuent fuir & noncer par raison ordonnée & écrite. Et ainsi dois entendre d'autres cas qui sont contraires & haïs de la chose publique : si comme qui sçauroit homme qui fust incrédule ou hérétique, ou qui fust conspirateur, tous sont tenus de l'accuser selon la Bible. *Ad hoc faciunt ea que habentur in. l. eum qui nocentem. in princip. ff. de iniurijs. & famo. libell.*

De la beste tuer homme.

Item la Bible veut que s'il est beste qui fiere homme ou femme, si que la personne voise de vie à trespas, que la beste soit destruite, n'en soit mangée la chair, & le sire de la beste en soit quitte, si ainsi n'est que la beste fust accoustumée d'estre heurteur, mordeur, ou getteur, &c. Et si telle estoit, on doit faire commandement au Seigneur de la beste, qu'il tienne la beste si fermée tellement qu'elle ne puisse faire mal à aucun. Et si depuis la beste faisoit mal à aucun: elle doit comme dit est estre condamnée en exil. Et le Seigneur de la beste ainsi commandé & sommé qui rien n'en a fait, doit estre condamné aussi à mort & en exil: mais tant de remède y a que la vie est en la volonté du Seigneur qui est Roy ou Prince Souuerain du Royaume, &c.

De beste occire serfs.

Et s'il aduenoit qu'une beste occist serf d'autrui, le sire de la beste doit au Seigneur du serf trente deniers d'argêt, & a ceste amende pour ce que trente generations yssirent de Chan fils de Noé, lequel Noé maudit & asseruir: & doit la beste qui a ce fait estre destruite, si comme dessus est dit en ceste mesme rubrique.

De la coustume de Picardie, comme les Seigneurs peuent enquerir verité des delicts partie non apparente.

ENcores^d dois sçauoir qu'en Picardie, & mesmement en Chastellenie de l'Isle, de Douay, d'Orchies, de Cysoing, de Tournes, de Mortaigne, de saint Amand, & aussi des appartenances, a vne coustume d'enquerir la verité d'aucun delict, soit criminel ou ciuil par office de iustice, & que la verité ainsi sçeuë est engédree actiō au Seigneur de faire poursuite & demande contre le delinquant coupable, & de le tenir prisonnier, si comme par la verité est donné à entendre. Si se doit faire par ceste maniere. Sçachez que si tost qu'un fait de delict criminel ou ciuil est aduenue en la terre d'aucun iusticier, & les mal-faïcteurs ne sont prins de present meffait, ou il n'y a partie formée qui se vueille plaindre ne dresser partie en iugement, le sire ne lairra pas pour ce à atteindre le delict, mais lemondra les hommes iusques pour loy dire: & fera plainte contre tel delict est fait en la terre & par tel. N. si comme renommée labeure: pour quoy pour auoir la cognoissance & la verité atteindre sur les delinquans, & pour bié de iustice fera sa plainte d'auoir dudit delict & des faïcteurs verité tenuë, au lieu où ce aura esté fait, au plus pres que faire se pourra & deuera de raison: à fin que punition par loy s'en puisse faire telle qu'au cas appartiendra: & de ce auoir, doit coniuurer ses hommes. Les hommes doiuent dire à la coniuere du Seigneur. Sire, ouye la vostre plainte par laquelle vous nous auez semons de loy dire, nous vous disons que sur

* Exil, en vieil François, signifie destruite ou exterminée, cōme le verbe exiler: dont mon vieil praticien use en telle signification.

Ll ij

ledict fait vous faictes à Dimanche prochain, ou autre iour d'Apostre noncer à l'Eglise de la parroisse où le fait a esté dont plainte auez faicte, à heure de la grand Messe, que tous couchans & leuans de la terre à vous appartenant en la parroisse, soient au tiers iour apres, ou au iour, que vous assignerez sur ce, en certain lieu que vous leur ferez declarer, à denoncer au plus pres du lieu où le delict a esté fait que faire se pourra bonnement: & à telle heure, &c. pour sur ce tesmoigner tesmoignage de verité sur le fait de vostre complainte, & aux iours apres ensuyuans si tout ne se peut faire sur vn iour que vous leur assignerez, & que nul ne nulle n'y faille sur peine de soixante sols tourn. Et de ce doit estre ainsi noncé à l'Eglise par deux hommes & vn Sergent de loy, qui à leurs pers & compagnons en puissent faire relation si mestier est. Item le iour de la verité venu, & le Seigneur accompagné de trois hommes de la loy du moins, & le Sergent doit estre au lieu pour tenir la verité. Et comparans les couchans au iour & lieu assigné, le Seigneur leur doit faire tous & toutes leuer leurs mains aux saints: & iurer qu'ils deposeront loyalemēt si auant qu'ils sçauront de ce que les hommes de loy qui là sont amenez, pour enquerir la verité de tel fait aduenu encontre tel N. & tel, &c. Et ce fait, à part les hommes doiuent enquerir la verité aux tesmoins l'un apres l'autre, & tout faire escrire, iuré & sermenté. Et la verité tenuē faicte & parfaicte, les hommes doiuent mander au Seigneur si plus des tesmoins ne veulent faire ouïr ne produire sur le fait de la verité. Le sire si bō luy semble doit dire que bien luy suffist. Et ce fait les hommes doiuent clorre & sceller la verité de leurs seaux, & r'apporter en Cour à iour de plaid & autre s'il plaist au Seigneur, & à la requēte du Seigneur doit estre exposé de la verité leuē, & dict au Seigneur, à fin qu'il sçache qu'il a faire prendre ou adiourner selon ce que le cas le desire.

*Pro hoc modo
inquirendi vide
per Specula. tit.
de inquisitio. §.
vbi igitur. vbi
ponis modum
procedendi in in-
quisitionibus.*

Des excoines que peuuent auoir les adiournez en la verité.

Item que les adiournez y peuuent auoir trois excoines ou trois defaux: & au quart si ils ne viennent, le Seigneur prend quart default: par vertu desquels defaux a sa demande atteinte. Item & si l'adiourné vient, la demande luy doit estre faicte en iugement, & sur ce à ses defences: & doit auoir les publications des tesmoins en hault, & attrait mot apres autre, fauf ce qu'il n'aura pas les noms des tesmoins, qui en la verité ont deposté, au cas que ce seroit en cas ciuil, fors de ceux qui à soy competent: & si le cas estoit criminel, dont les doit il auoir auec noms & surnoms, c'est à sçauoir la deposition, & les noms & surnoms d'autre part, car à la deposition lire, on ne doit pas nommer le deposant par nom, mais le doit nommer ainsi, vn homme ou femme de tel aage dit & depose diligemment interrogé par son serment, &c. Et apres lire la deposition tout au long. Et ce fait on luy doit bailler noms & surnoms par escrit, à fin de reprocher si faire le veut. Et ainsi a-il esté iugé en la sale à l'Isle & ailleurs, où on vse de verité par tant de fois qu'il n'est doute du contraire.

Des franchises veritez tenuēs pour cas especial.

SCachez que de tous cas aduenus en la terre d'un hault iusticier, le sire en peut faire & tenir verité, soit les cas ciuils ou criminels, & quantes-fois que le cas aduient. Et outre en general peult & doit sçauoir que suppose qu'il n'y ait cas especial, si peut & doit le sire vne fois l'an tenir & faire verité en sa terre, qu'on appelle franche verité, qui comprend tous cas ciuils ou criminels, qui dedans l'an peuuent estre aduenus & encourus en sa terre, & par la franche verité en peut faire action & poursuite d'office, sans ce qu'il ait partie formée, ne que prins l'air en present meffait: mais sur ce peult & doit sçauoir que le Seigneur qui n'a haulte iustice, ne peut tenir la franche verité, n'autre verité que pour aduenir & pour atteindre l'amende de soixante sols, & en dessous. Et si le hault iusticier tient franche verité en sa terre, & par icelle franche verité il atteinde aucun couchant & leuant du bas iusticier, ou du moyen, & par l'attraire à ses plaids, sachez que le moyen iusticier doit auoir le retour, renuoy & cognoissance de ses subjects en tant que l'amende de soixante sols, & en dessous le comprend, parmy rendant au hault iusticier les frais de la verité tenue en ladite terre du moyen iusticier, si auant qu'à portion peut & doit appartenir. Et ainsi a-il esté iugé à Plise & à Maire en Tournésis, pour les moyens iusticiers qu'on appelle au pais Vicontiers, tant de fois que sans nombre, & qu'il est du tout notoire.

Quelle peine l'homme feodal commet en mettant la main à son Seigneur, ou encontre le Seigneur à son vassal.

ENcore s'engendre vne autre maniere d'action, dont on peut faire grand question en Cour laye, soit le Seigneur contre son sujet, ou le sujet contre son Seigneur. C'est quand le Seigneur met main sur son vassal ou sur son homme, ou l'homme sur son Seigneur par maniere de felonnie. Si peult & doit sçauoir sur ce que s'il aduient qu'un homme feodal mette main à son Seigneur par mal, sachez que l'homme qui ce fait, doit perdre son fief, & l'en peut le sire faire plainte pardeuant son souverain.

D'aller contre son Seigneur en guerre.

Item si le sujet alloit contre son Seigneur en guerre avec gens qui de rien ne luy fussent, où il se mettoit en cheuauchee contre son Seigneur, pareillement s'en engendre l'action dessusdicte. Item & si un homme auoit appellé son Seigneur, là où le Seigneur ne seroit present, selon l'opinion dessusdicte seroit de faire de luy, au cas que le sujet ne deffendroît son Seigneur, & l'en offéroît combattre si mestier estoit.

De non recourir son Seigneur.

Item si le Gentil-homme est en lieu où il puisse son Seigneur recourir de la main de ses ennemis dont il seroit prins, & il ne le faisoit, ou n'y mettoit peine à le faire s'il pouuoit, sachez que ce engendre action de perdre ses meubles, au profit de son Seigneur.

D'auoir fausses mesures.

Item pareillement si il met fausses mesures en sa terre, ou si l'on va son

LI iij

*Pro hoc est tex.
in. c. unic. vers.
similiter. in lib.
feu si. qui. mo.
feu. amot.*

*Ad hoc omnia
vide rub. super
rim alleg. Etiam.
in qui. cau. feu.
amot. Et sic. qua
fuit pri. cau. a-
mot. benef.*

Seigneur defiant, ou'il pefche en fes estangs, ou'il emble fes connins en les garènes, & selon aucuns de tous ces cas est en la volonté au Seigneur, comme dessus est dit. *D'homme non feodal ferir son Seigneur.*

Item & si homme non feodal ferist son Seigneur par mal: si le sire ne l'auoit feru parauant, sçachez que ce engendre action de perdre le poing en la volonté du Seigneur: & s'il n'estoit tenu, il doit estre banny à tousiours de la terre au Seigneur sur le poing perdre par autelle raison.

De Seigneur ferir son homme.

Et peux & dois sçauoir que'il aduient que le sire fiere son vassal ou son homme par mal, sçachez que le sire pert son tenement que le vassal ou homme tenoit de luy, & s'en retourne au Seigneur souuerain, & est à tousiours: mais le vassal ou homme exempt de celuy Seigneur de sa iustice, & demeure en la iustice de son souuerain Seigneur à tousiours la terre & l'homme tant qu'il vit, & engendre action enuers son Seigneur souuerain pour le delict de soixante liu. pour ce qu'il est Noble, & ceste chose est si notoire, que sans doute en toutes Cours. Et ainsi fur iugé en la sale à l'Isle pour le Comte de Flandres, contre Robert Macheler & sa femme, qui auoient mis main à leur Seigneur, dont ils perdirent le fief qu'ils tenoient de leur Seigneur. Et en plusieurs cas l'ay veu iuger, & en plusieurs Cours par tant d'exemples que sans nombre. *De hoc vide lib. feud. tit. qualiter Dominus proprie. & c. cap. 1.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

TRENTE HVICTIESME.



CECT se peut r'apporter à la loy Aquilienne, laquelle parle du dommage fait par iniure, c'est à dire, si celuy qui l'a fait, l'auroit commis par sa faute & contre droit. l. 2. 3. & s. D. ad leg. Aquil. & Instit. cod. Si donc il ne l'a fait à escient, ains le fait seroit aduenue sans sa faute, il ne seroit tenu de l'action de la loy Aquilienne, comme en l'espece recitée par l'Authenr, ce que toutesfoiſ reçoit distinction, à sçauoir si l'a fait la fosse au chemin, ou en autre lieu où on auoit accoustumé d'en faire: car au premier cas il en seroit tenu, & non au second. Mais le Iurisconsulte adioust l'imitation, que quelquesfoiſ pour cause l'action compete, si l'n'en auroit aduerti, & que celuy auquel le dommage seroit aduenue, n'en auroit rié sçeu, & ne l'auroit peu prenoir, l'qui foucas. D. ad leg. Aquil. J'ay veu un arrest de l'an 1564. donné contre un Laboureur de S. Germain, pres Crecy en Brie, qui auroit esté condamné pour des cheuaux qui estoient tombez en une fosse à Marne qu'il auoit faite, à rendre & payer l'estimation d'iceux, & és despens, dommages & interests, par faute d'auoir denoncé & aduerti qu'il auoit fait ladicte fosse, encores qu'elle fust dans son champ, qui toutesfoiſ n'estoit gueres esloigné du chemin. Et peut voir à ce propos, l. si putator. D. eo. qu' allegue Accursius, ad d. l. Qui foucas.

b Il reprend la matiere des delicts. J'ay traité cy dessus des iniures, & de

la poursuite civile & criminelle qui se fait pour icelles, iuxta l.côstitutionibus. & vlt. D. de iniur. l. vlt. c. eod. §. in summa. Inst. Paul. li. 5. sent. tit. 4. Pour les paroles qui se diēt & proferēt contre aucun, il faut distinguer si elles sont dites en iugement, non cōuitiandi animo, ains pour seruir à la cause: ou si elles sont proferēes pour iniurier, soit en iugement ou dehors: au premier cas n'y a lieu de reparation, si les paroles sont veritables, & pour icelles ne cōpete actio n d'iniures, l. si non cōuitij. C. eod. au scōd elle a lieu, d. tit. de iniurijs. Mais cōuient noter que par l'ordonnance y a amende & reparation, contre celuy qui propose pour reproches contre un tesmoin, des faits iniurieux & concernant sa reputation, si il ne les verifie: & encores quelquefois il n'est recen à les prouuer, comme i'ay veu iuger par arrest pour vne se disant fille, qui estoit de mediocre condition, contre laquelle on auoit dict pour reproches, qu'elle se gouernoit mal & auoit eu un enfant. Quant aux paroles qui se dient cōtre aucū pour l'iniurier, encores qu'elles soient veritables: il en pourra pour icelles inteter actio, n'ayant lieu en France, l. eum qui nocentem. D. eod. Par ce que c'est aux Iuges d'informer des crimes & delict̃s contre ceux qui en sont accusez, & nō aux hommes priuez, de les diffamer: dont i'ay ailleurs plus amplement discoursu.

c De ceste question si la beste qui a tué un homme, doit mourir, Guido Pap. escrit quæst. 138. & allegue Exodi cap. 21. & Leuit. 21. aussi en traite Clarus. §. fin. quæst. 99. num. 8. & à la verité la pratique est de la faire mourir, ce qui est bien raisonnable, à fin de l'exterminer du monde, & en oster la veue. Mais quant à l'homme, auquel la beste appartient, si il n'y a du dol de sa part, ains seulement de la coulepe, etiam si sit magna & lata, il n'est punissable de mort, iuxta l. in lege Cornelia. D. ad leg. Cornel. de sicar. Aussi ne s'observe ce qu'en escrit l'Autheur, ne pareillement de la peine pour le serf, qui a esté tué par vne beste: par-ce qu'en Frāce tous hōmes sont libres, encores qu'aucūns tiennent de seruile cōditio: & les peines & reparatiōs pecuniaires sont arbitraires.

d Ceste forme de proceder par inquisition de verité des delict̃s estoit anciennement bien practiquee par les Seigneurs haults iusticiers, quād n'y auoit partie apparente: & mon vieil praticien en fait souuent mention. C'estoit vne forme d'inquisition generale, qu'il dict se faire par annonce publique, à fin d'en auoir franchises veritez: mais elle est à present hors d'usage. I'ay cy dessus traité de la pratique, de laquelle on vse pour la preuue & punition des delict̃s, fondee sur les ordonnances royaux: & partant ne se faut icy arrester d'anatage, ains auoir recours ausdictes ordōnances. De l'inquisition ont escrit amplement, Specula. tit. de inquisitio. Gomezius cap. 1. de delictis, num. 49. Bosl. ti. de inquisit. Clarus li. 5. §. fin. quæst. 3. Fab. Instit. de publ. iud. in princ. & plusieurs autres Docteurs & Practiciens des exoines & defaulx: i'en ay aussi escrit cy dessus & monstré que ce qui est icy repeté par l'Autheur n'est plus en usage.

e Entre le Seigneur feodal & son vassal doit estre vne alliāce telle, que le vassal rende à son Seigneur respect d'honneur & obeissāce, & le Seigneur au vassal amitié & biē-vueillāce: dōs aduiēt que pour y cōuenir par l'un ou l'autre le fief ou la tenure feodalle se perd, comme est amplement traité par les feudistes, tit. quib. mod. feud. amitt. & de feud. fin. culp. non amitt. & al. & Baro en a traité doctement au liure de beneficijs, & entre autres causes

de perdre par le vassal son fief, pour le faire confisquer au Seigneur est quand il met les mains violentes sur luy, ou profere contre luy & son honneur des injures atroces, C. i. vbi Interpretes. quæ fuit prima. causæ. benefic. amittit. & ay recité au deuxiesme liure des responses, que le vassal pour avoir desmenti son Seigneur en iugement a esté priné pour le temps de sa vie de son fief, par arrest prononcé en la prononciation solennelle de Noel, i. 556. & que par arrest precedent le vassal, qui auoit inurié, assailli, & avec la dague, pour suiuy son Seigneur, a esté déclaré auoir confisqué son fief, aux arrests de nostre Dame, d' Aoust, 1496. Par le mesme droit des feuds le vassal est priné du fief, s'il faict guerre avec les ennemis de son Seigneur contre luy, ou luy dresse des embusches pour attenter contre sa personne, vt traditur in cap. i. §. si voluerit de capita qui curia vendid. ce que toutesfois il conuient limiter, si non que le vassal le feist pour le seruice du Roy, & son Prince. Sonner ains duquel il doit preferer la fidelité à celle qu'il doit à son Seigneur: Il y a d'autres causes recitées par les feudistes, pour lesquelles tant le vassal peut estre priné du fief que le Seigneur de la tenuë feudalle: quia eadem fide Dominus & vassallus inuicem sunt deiuncti. c. i. de form. fidelit. c. i. §. domino. si defend. def. cont. sit. & al. A quoy se rapporte la loy des XII. tables, Patronus si clienti fraudem faxit, sacer esto. & nous auons ven des arrests par lesquels le Seigneur feudall pour auoir tué son vassal, ayant obtenu remission ou ayant iceluy indignement outragé & excédé, auroit esté priné de la tenuë feudalle: & par anciens seulement sa vie durant, & par autres à tousiours: dont j'ay amplement traité au quatriesme liure des Pandectes. Mais pour autres causes, comme les peines sont arbitraires en France, aussi ne peut on donner certaine reigle des crimes & delicts, pour lesquels le fief puisse estre confisqué ou la tenuë feudalle, toutesfois si le Seigneur vouloit entrer en duel, son vassal pour ne luy vouloir estre son second, ne seroit priné de son fief, attendu la prohibition des duels faicte par les constitutions canoniques & ordonnances royaux. Quant aux causes qu'il adionste pour faire priner le vassal de son fief, comme s'il met fausses mesures en sa terre, s'il pesche aux estangs de son Seigneur, ou emble conins en ses garennes, elles n'ont lien à present, & pour icelles le vassal pourroit estre bien condāné en l'amende enuers son Seigneur: mais elles ne seroient suffisantes pour le priner de son fief, comme aussi ne seroit un simple deffi: par-ce que l'effect doit suiure la volonté, pour la priuation du fief, d. c. i. §. si voluerit de capitano. qui cur. vendid. & quand à ce qu'il dict que le suiet pour auoir seru son Seigneur par mal, doit perdre le poing, il ne s'observe aucunement: ains le suiet est puni de peine arbitraire selon la qualité du delict par luy commis.

DE CEUX QVI SE DESESPERENT.

TITRE XXXIX.

VERITE



V E R I T E est² qu'encores s'engendre action par cas d'homicide qu'aucuns font d'eux mesmes par maniere de desespoir. Si te veux mōstrer ce que la loy escrite en dit, & sur ce peux & dois sçauoir que par deux manieres se peuuent l'hōme ou la tēme mettre en desespoir. La premiere maniere si est par maladie & forsennerie, ou par aucune telle malicieuse voye, que pour la perte de la femme ses enfans ou ses biens luy viennent soudainement : & sçachez que par ces deux manieres quiconques chet en desespoir, combien qu'il perde vie, il ne doit pas perdre le sien ne le corps: ne le doit pas estre tourné à execution de crime, cōme pour estre pendu ne mis à iustice publique: car le corps n'a riens meffait à iustice, mais à soy mesmes. Et iacōit ce qu'en tels cas puis qu'aucun seroit trouué mort, il ne peut ne doit estre leué sans le sceu & auctorité du seigneur, & tous ses biēs sont à mettre en la main du seigneur, pour sçauoir la verité du cas, pource que propremēt appert de la mort, Toutesfois la verité sceuë par la maniere que dessus est dit comment est mort, & encores par legré du seigneur le corps peut & doit estre leué & enterré par le conseil de l'Eglise. Et n'y a autre confiscation de biens pour le seigneur qu'ils ne puissent retourner au droit hoir, & ce selon la loy escrite.

D'estre soupçonné de tel cas.

Mais s'il aduenoit qu'aucun fust soupçonné ou prins ou accusé pour aucun cas dont il eust eu peril de perdre corps & auoir, ou diffame irreuerable, & pendant la cause il se tournast en desespoir, dont il se mist à mort par quelque voye que ce fust, sçachez que par la loy escrite il doit lors estre mené & accomply à iustice, & le corps iacōit ce qu'il soit mort, liuré à tel exemple comme s'il fust en vie conuaincu & atteint du cas, & ses biens confisqueés au seigneur comme par la loy & iustice eust esté puni en son viuant. Et la raison si est, que pour son desespoir s'est rédu coupable du fait. Le paragraphe veut dire que iacōit ce que la loy escrite si ne mette pas à executiō le corps de l'hōme qui par desespoir se met à mort, ne ny met confiscation de biens, puis que le desespoir n'est pour doute d'estre en peril de perdre vie ou honneur de meffait autrefois, & que accusé n'en soit, si comme dit est dessus, nonobstant ce qu'en dit la loy escrite, les Iuges lais puis qu'ils y trouuent qu'aucun se met à mort en forme de desespoir, par quelque voye ou cause que ce se puisse faire, si tiennent ils qui encheient en execution de crime, & le font mettre pour ce qu'il a fait meurdre de soy mesmes & homicide de son corps, & preuent confiscation de biens si auant que meffaire eust peu le desesperé en son viuant, par autre mettre à mort, par meurdre faire ou auoir fait. Et ainsi fut-il conseillé aux Preuost & Iurez de Tournay, pour vne femme qui en leur prison estoit pour larcin, laquelle se pendit par desespoir. Si fut conseillé que puis qu'elle auoit fait homicide de son corps, qu'elle deuoit estre arse, & ainsi fut fait par le conseil de Paris.

Desespoir fait en Cour laye.

*Prenent, au li-
bre escrit à la
main.*

Mm

Item sçachez que par le Iuge & vſage de Cour laye , il en est fait & vſé plus eſtroitement, car puis que l'homme ſe met à mort par deſeſpoir, les Iuges lais le calengent d'auoir tout forfait au ſeigneur, & meinét le corps à iuſtice comme conuaincu & condamné.

La maniere de deſeſpoir.

Or ſçachez que ſelon les ſages la maniere de deſeſpoir ſi eſt ceſte, c'eſt à ſçauoir que par x.iours ou plus en ait eſté griefuement malade, & ait reſuſé à eſtre accommunié & adreſſé de ſon ſacrement, iaçoit ce qu'il leur ait eſté offert, & meurent en telle maniere. mais pour ce ne perdent leurs hoirs leurs ſucceſſions, ne le corps n'eſt pas amené à iuſtice par la loy eſcrite, car ce n'eſt que par rage accidentelle de maladie qui y eſt.

Item encores y a autre maniere de forcennerie qui ne ſ'accomplit pas, mais la volonté en eſt encommencée & non accomplie, dôt ſ'en repentent, ſi côme ſ'il aduenoit qu'aucun euſt volonté de ſoy deſtruire & mettre à mort, & toutesſois le faict ne ſ'e enſuyuroit pas, ou qu'il marchadalt de aucun tuer, & puis ſ'en repentist, ſçachez que iaçoit ce que ce veniſt à la cognoiſſance de iuſtice, bien confeſſalt auoir marchandé de ce faire, toutesſois il ſ'en repentist, puis que le crime ne ſeroit aduenu, il ne ſeroit pas portable de peine capitale, mais ſeroit à punir comme ciuilement & trefgrieuement. *ff. de pœnis. l. cogitationis. l. si quis non dicam rapere. C. de Episcopis & clericis, & vide poſtea in dicta lege si quis.* Et ſi c'eſtoit en volonté de deſeſpoir de luy meſmes non accomplie, mais ſ'en repentist l'homme, ſçachez que ce chet en confeſſion & en contrition de confeil ſpirituel, & en penitence ſpirituelle.

Des homicides.

A Pres^b que dit eſt & que monſtré ay la maniere de ſoy deſeſperer, & d'eux meſmes qu'ils ſe font homicides, te veux monſtrer de ceux qui entre eux ſont homicides. Si ſçachez que par la loy eſcrite quiconques fait homicide en perſonne d'autrui, action criminelle ſi engendre tant par office, comme par partie iniuriée, ſi ce n'eſt que le faiseur puiſſe auoir pour luy exception & droit de corps deffendant, que les clerics appellent *vi vim repellere*, ou par champ de bataille, ou par cas d'auenture raifonnable, ou par le ſien deſlarrons deffendre, meſinement de nuit. Si te veux monſtrer ce que appartient à faire à chacune maniere des cas deſſusdits. Si ſçachez qu'il eſt commandé de Dieu qui d'eſpée occira homme, d'eſpée occis ſera. c'eſt à entendre par iuſtice, car Dieu ne iuſtice ne demande nul contreuengement. Et auſſi la loy eſcrite des Sicariens veut que qui perpetre homicide, il meure par iuſtice. *C. li. 9. ad leg. Cornel. de ſicarijs. l. is qui cum telo.* Ne n'y vaut excuſation, ſi ce n'eſt par l'vne des voyes deſſusdites, c'eſt à ſçauoir que ce ſoit par corps deffendant, ſi comme d'eſtre aſſailly & inuaſé par aucun ou aucune, tellement qu'on ne puiſſe eſcbapper de leur aſſaut ſans peril de mort, & en ſoy deffendant moderément, il aduenoit qu'on bleſſalt l'aſſailant ou aſſailans, dont mort ſ'enſuiuiſt, lors veut la loy que de ceſte occaſion ſoit le faiseur quitte de la peine criminelle ou ciuile, & ce appelle on proprement corps deffendant. Ne n'y fait rien ce que aucuns dient qu'ils peu-

uent & doiuent reculer. ix. pieds & dire & monstrier que c'est sur son corps deffendant. &c. Car combien que dire & monstrier le peut, faire le peut & n'y griefue rien. Toutesfois en soy moderément deffendant des aggresseurs par force, il est par la loy écrite entendu *vi vim. l. is qui aggresforem. & l. si vt allegas. C. de sicarijs.* Sur champ de bataille.

Encores^c à homicide y a solution quand c'est par champ de bataille iugée de seigneur, qui faire le peut, & qui par iugement de loy est dit que pour le cas d'entre les parties à certain iour ou à certaine heure, si comme dessus t'ay monstré en la rubrice du champ de bataille. Car lors pour l'homicide ny chet quelque peine, mais le vainquant a ses despens, & le vaincu est executé capitallement.

Hodie non utimur: car cela est prohibé en France par les Ordonances Royaux.

D'homicide par aduventure.

Item^d en cas d'aduventure raisonnable ne chet encores en homicide quelque peine, si comme si ie faisois couper & abbatre vn arbre, & en cheant l'arbre chet sur aucun (puis que ce ne seroit en voye publique) & iceluy tuast, sçachez que de celle mort celuy qui tel arbre abbatroit, n'en seroit à quelque peine de loy. Et si c'estoit en voye publique, & l'abbateur de l'arbre y eust mis enseigne ou disist haut, guarez, guarez l'arbre qui chet, & il aduenist que nonobstant l'enseigne mise au trauers, ou le cry qu'en feroit l'abbateur, l'arbre cheist sur aucun, sçachez que deliuré en doit estre l'abbateur de l'arbre de peine criminelle ou ciuile. Et ainsi peulx & dois sçauoir entendre quand aucun fait œuvre sur la maison, & il a mis enseigne que nul ne passe par dessous l'ouurage: s'il aduient qu'aucun y passe, & aucune chose chee sur luy qui le mette à mort & homicide, sçachez que l'œuvre ne le maistre de la maison n'en porteroit aucune penitence criminelle ne ciuile, *C. ad. l. Cornel. de sicarijs. l. eum qui assueurat. & ff. ad. l. Aquil. l. si putator ex arbore.* Homicide sur larrons.

Item si ne seroit aucun qui trouueroit qu'on luy emblast le sien furtiuement de nuit, & pour le recourre en ce faisant moderément il occisoit le larron, pour ce ne seroit-il pas à peine criminelle ou ciuile: mais autrement seroit si c'estoit de iour, car lors ne le peut ne doit occire, mais prendre & amener à la iustice. *l. si vt allegas latrocinantem, cum glosa ibi pos. C. de sicarijs.* Homicide sur fornication.

Item si ne seroit aucun qui trouueroit vn autre couché avec sa femme ou sa fille, car lors par l'ire qu'il a & peut auoir, peut mettre à mort hastiuement & incontinent celuy qui ainsi trouueroit, sans porter peine criminelle ne ciuile. *C. lib. 9. ad leg. Iul. de adult. l. Gracchus.*

Homicide par commandement de iustice.

Item si ne seroit aucun qui par commandement de iustice & de Iuge ayant pouuoir de ce faire, commanderoit à ses sergens ou autres de les suiuis, que le banni du Royaume ou du pays pour crime, lequel s'efforceroit de reuenir sur le pays on contépt de iustice, & pour ce seroit commandé à le prendre mort ou vif, au cas qu'à obeyssance ne voudroit venir, car en ce cas les faiseurs n'en doiuent porter amende criminelle ne ciuile. *l. quoniam multa facinora. C. ad legem Iuliam de vi public.*

M m ij

Des enforceurs de femmes.

L Es droicts deffendent sur peine capitale de raurir femme de quel-
que estat qu'elle soit, de religion ou autre, & que tous ceux qui ce fe-
ront, souffrent peine capitale, non pas tant seulement les faiseurs, mais
aussi tous ceux qui en ce faisant leur feroient ayde & confort, & qu'auec
la peine capitale ils perdent tous leurs biens. Encores veut la loy, que non
pas tant seulement les rauisseurs & complices, mais aussi tous ceux qui y
ont esté aydants, conseillans, consentans, receuans & administrans. Item
encores veut que tous tels portent leurdictè peine, soit encores que le
rauissement soit fait par le gré de la femme, puis que ce ne seroit du con-
sentement des amis par qui elle se doit conseiller & marier. Et la raison si
est, pour ce que trop grief peine ne peut estre mise ne imposée en tel cas
selon la loy: car si bien estoit cremu, la femme iamaïs de loy sans conseil-
ler de homme, ne s'auanceroit de ce faire, & pour ce y veut la loy estre si
estroite.

De consentir rauissement par les parens.

Item & s'il aduenoit que les parés de la femme par qui elle se doit ma-
rier & conseiller, soustenoient tel rauissement, ou si du rauissement, ne fai-
soient diligence de pourchasser tout le remede que faire en pourroient
par iustice, sçachez que selon la loy ils sont à punir comme consentans
du cas: & si c'estoit serf ou serue, ils seroient à punir par feu. *C. de rap. vir-
sen vidua.*

De ieune fille en garde de tuteurs.

Item & si ieune fille est en garde de tuteurs, & aduient que ses tuteurs
ou l'un d'eux la rauissent, ou couchent avec elle, que les laïcs appellent ra-
uissement à parler, sçachez que selon la loy écrite ils doiuent porter les
peines dessusdites, & selon aucuns pour le coucher ils doiuent perdre tous
leurs biens, & estre bannis & expulsez hors du pays à tousiours sur la vie
au cas que contre le bannissement, ou rauissement, ou commandement
ils reuiendroient: car lors messeroient ils doublement, l'une pour le de-
lict premier, & l'autre pour trespasser le ban de iustice, qui est tresgrieue
chose & tresdamnable à loy.

De garde de ieune fille.

Item & selon les coustumes locales s'il aduient qu'aucun Gentilhom-
me ou autre homme d'estat aye en garde aucune fille qui luy soit recom-
mandée par seigneur ou par amis, & il la rauisse ou consent de raurir, ou
gist avec elle par charnelle maniere, sçachez qu'il doit perdre son fief: &
s'il n'a fief, perdre du sien à la volonté du seigneur, selon la qualité du cas,
& fust tout par la volonté de la femme, si comme elle relateroit: & si c'e-
stoit sceu que ce fust ou eust esté par force, il seroit pendable selon la loy
écrite. *C. l. & rubric. supra dict. & lib. feud. quib. mod. feud. amis. §. Item si
fidelis concubinauerit.*

Du seigneur raurir la fille ou la femme de son homme.

Item peux & dois sçauoir & entendre par la raison dessusdite que s'il
aduenoit que le seigneur couchast avec la femme de son homme feodal,
ou avec sa fille qui pucelle seroit ou sa parente, sçachez que l'homme feo-
dal doit à tousiours estre exempt de son seigneur, & retourner à son chef,

lieu & seigneur souverain de toute la terre, causes querelles. Et par cas opposite, si l'homme feodal gisoit avec la femme de son seigneur ou avec la fille, pourtant qu'elle fust pucelle: sçachez que ledit homme feodal en ce faisant pert son fief, & doit perdre ce qu'il tient dudit seigneur. Et si c'estoit homme tenant en coterie, si doit tout le sien estre mis en la main du seigneur:

*Pro horride cap.
viii. in vesti. l. i.
si fidelis. rubric.
quib. mod. feud.
amitt.*

De ravir femme, & puis avoir le gré d'icelle.

Item veut encores la loy escripte, ce suppose qu'aucun ravisse aucune femme & tant face que depuis l'ait à espouse, & que la femme die depuis que ce soit ou ait esté de son gré, & bien le vienne dire deuant iustice, pour ce ne demeure pas que ledict ravisseur ne soit tenu de porter peine si comme dessus est dict, Car selon la loy escripte femme n'est pas à ravir ne avoir par volonté violente, car trop male chose seroit au monde, mais est à marier aux prochains & amis d'elle. Et si les prochains ou amis le diferoient par tauelle pour la succession que venir leur en pourroit, lors y doit pourveoir le seigneur de la iustice, dessous qui elle auroit le sien par le gré & consentement des autres prochains & amis d'elle. Et afin que plus appere que la loy civile hayst fors les ravissements des femmes, sçachez que par la loy civile puis que aucun auroit ravy aucune femme qui depuis l'espousast, & que celle si le venüst consentir, neantmoins la loy ne souffre que telle espousaille vaille, ne que ledict mary ainsi ravisseur doive iouyr de chose qui vienne de par elle. Et n'en doit avoir la femme que portion pour la sienne sustentation. *Hac que supra dicta sunt, habent locum de iure civil. ut l. i. C. de rapt. virg. sed de iure Cano. mulier raptā potest nubere raptor. vi. extra de raptoribus c. ult.*

Des meurdres.

SElon l'usage de Cour laye il est assez sceu & notoire à tous qui se meslent de iustice, comme de meurdre & de trahison il en peut & doit estre ordonné. Car quiconques est accusé de crime de meurdre & prins par haut iusticier, là luy convient respondre: Car pour priuilege qu'il ait de seigneur temporel, soit d'estre monnoyer des monnoyes du Roy, soit d'estre sergent d'armes, soit d'estre de l'hostel d'aucun Prince, de ceste maniere nul renuoy ne s'en fait ne n'est à recevoir à purge, ne à remission, que faire en vueille l'accusé, mais en toutes enquestes se pourroit-il bien mettre, & là seroit il à recevoir. Et si l'accuseur est homme de foy, & il rende couleur causée de son accusation, lors n'est à mettre la chose en proces ordinaire, mais est à mettre, en proces extraordinaire, & que la verité soit & puisse estre sceue par la bouche & par tourment de questiō: Car tels faits ne se peuvent pas souvent prouver par tesmoins, car les faiseurs le font le plus absconsement qu'ils peuvent. Et pour ce si tost que on a presumption manifeste & vray semblable contre eux, on en doit sça-

*De la forme de
proceder en telles
matieres icy tou-
chee s'ay assez
escriit cy-dessus,
qu'il n'est besoyn
de repeter.*

bonus, tex. in lege. ij. ibi legis Cornelia. ff. de fidei. melior tex. à nullo adhuc allegatus in l. iij. C. de rapt. virg. ibi. & merito mortis damnatur supplicio, nam nec homicidij. &c. De iure diuino Gene. ix. C. quicumque effuderit humanum sanguinem, effundetur sanguis illius. simile Exod. xxi. C. Lexij. xxij. & Numer. xxxv. cap.

Propter homicidium debet quis condemnari ad mortē. l. iij. ibi. quod fecit expresset C. de epi. aud. q. multū dicit esse vnicū in iure: sed est

Mat. iij.

uoir & enquerir la verité par toutes voyes raisonnables à iustice, & ne doit pas cheoir en entendemēt d'homme que recreance y puisse ne doit appartenir. Et doit moult bien auiser l'accuseur. Et si moult bien n'est cogneu, on le doit tenir prisonnier, ou auoir de luy bonne seurētē qu'il ne soit accuseur de male foy, & de calomnieux accusēment.

Derapt, & puniūion d'iceluy.

Item tout & autelle maniere peulx & dois sçauoir & entendre de rapt & des autres. Car par pareille forme se determinent & reiglent en iustice. Les peines qui y appartiennent, sont assez notoires à tous. Car par la loy escrite il doiuent perdre vie: & par la coustume mesmement du Royaume de France ils doiuent estre trainez iusques à la iustice, & pendus tant qu'ils soient morts & estranglez, & leurs biens perdus. Et par la coustume de Haynault & de Flandres ils doiuent estre mis au lieu de la iustice sur vne rouē en haut, & leurs biens perdus.

De respondre en Cour en cas criminel.

Et sçachez que pour tel cas puis que l'accusé par partie est accusé en iugement, il doit premier respondre de foy en cognoissant ou en niant par luy ou par Aduocat: Car de tels cas ne chet en exception declinatoire que le cas ne soit ataint & cogneu au plus sommairement qu'on peulx & sçait pour le bien & honneur de iustice.

Des trayffres.

TV peulx & dois sçauoir que quiconques fait autre cōuenir pour crime de trahison, pource que c'est chose si detestable & tref-horrible: si c'estoit cōtre le Roy, nul en son Royaume n'é auroit la cognoissance fors luy, de quelque subjection que l'accusé fust, supposé encores qu'il fust clerc ou hōme d'Eglise ou de religion. mais pour autre trahison que deuers le Roy ne seroit pas ainsi, car s'ils estoient clerks ils seroient rameinez à leur ordinaire: & d'autre seigneurie ou subjection en demeureroit la cognoissance au seigneur dessus qui il seroit trouué. Ne n'y chet renuoy ne purge ne remission, enqueste de pays, n'autre forme de proceder comme en autres crimes, car de cestuy est à sçauoir & à enquerre la verité par autre forme & maniere que de nul autre, pour ce que par autre maniere se fait. Et doit estre cy procedé par procez extraordinaire tressommairement & grandement, & aussi tost qu'on a rien de presumption ou accusation. mais bien doit estre prins garde à l'accuseur quel homme il est & qui le meur de ce faire, comme il a sceu & perceu, s'il y a nulle hayne par luy ne de par luy. Et ces choses considerées si on perçoit l'accuseur estre de vraye presumption, il doit estre diligemment enquis de la verité, & bien garder l'accusé & l'accuseur. Et si sur l'accusé n'estoit prouué en outre le fait, l'accuseur par la loy escrite, tant est perilleuse chose de cas, doit estre questionné aussi comme l'accusé, afin de sçauoir dont telle accusation luy vient à faire, & de qui il est promeu. Et s'il estoit trouué accuseur de male foy, il doit souffrir peine de mort, & selon aucuns peine de talion, car en tel cas si affiert elle proprement selon la loy de l'Empereur Constantin. *C. li. 9. ad l. Iuliam maiestatis. l. etiam ex his*

Quomodo isti puniatur Vidal. raptos C. de Episcopis & clericis. & l. unicam C. de ra. virg. seu viduar. Quid de illo qui rapuit puellā nō dū viri potentē, dic quod capite puniuntur & suspenduntur tales. Fabr. in. §. Itē lex Iuliam sit. de publicis. Et vide Guidonē Papā questione. 555. De ceste forme de respondre en criminel a esté traitté cy dessus: mais par l'ordonnance de l'an 1539. art. 162. l'accusé doit respondre par sa bouche sans conseil, ne ministère d'aucune personne. De istis proditoribus et transfugis & de fautoribus traditionis de illis qui hostibus secreta reuelant, de iis qui astantibus aliis in bello aufugiunt quos omnes pena capitis dānat lex. Vide tex. in l. proditores. ff. de re milit. Et l. omne delictū. §. quā actione ff. eo l. fautores. ff. de pœnis. l. falaciter. C. de abolitio.

causis. & l. si quis aliqui.

*Des consentans, soustentans ou conseillans
au traystre.*

Si sçachez que tant est hay cestuy crime que s'il est aucun qui soit consentant ou conseillant ou sçachant de cestuy crime, & il ne le denonce incontinent au seigneur auquel ce appartient, contre qui ses gens ou son pays seroit, sçachez qu'il est digne de peine capitale de traystre: & qui plus fort est, si il peut estre sceu qu'aucun eut tant seulement pensé à tel peché ou crime, ou il eust eu à faire le fait, sçachez que aussi est il digne de porter peine capitale de traystre. *C. ad l. Iuliam majest. l. quisquis.*

Des enfans au traystre.

Encores par plus forte raison peuz & dois sçauoir que selon la loy, si aucun qui seroit trouué coupable de tel crime, puis que ce seroit contre le Roy, ou contre son Prince, ou droiturier seigneur: Sçachez que non pas tant seulement doiuent souffrir les faiseurs peines de traystre comme estre tônelez, & esquarterez, ou escorchez, & tout le leur perdu, & appliqué au seigneur, mais aussi leurs enfans s'ils les ont, doiuent estre tournez en exil & à desert par mort conuenable. & la raison si est, que tant horrible & detestable si est le crime de traystre que de sa nature il infecte la semence du faiseur: & pour ce doit estre destruite la racine & estoc, & semence, ne iamais qui ainsi ne le feroit, ne s'en tiendroyent les enfans par especial les masles dont leurs peres auroient esté entachez, & pour ce doiuent estre executez à mort si honteuse qu'ils n'y pensassent aucunesfois. Et si ils estoient de nature vindicative qu'ils missent peine en aucun réps (si ils pouuoient) de contreuenger leur pere aucunement. cōbien qu'on en pourroit trouuer aucuns qui depuis leurs peres sur ce morts & executez par iustice, sont vaillans preud'hommes & loyaux à leur seigneur. Et pour ce dit le sage, qu'il n'est reigle qui ne faille aucunesfois, & ce selon la loy escrete. *C. ad legem Iuliam maiest. l. quisquis.*

Encores des enfans au traystre.

Item & s'il aduenoit que par la debonnaireté du Prince les enfans de tels malfauteurs fussent respitez de mort, pour ce ne demeure que aussi le Prince ne leur rende le leur, que tout ne soit appliqué & confisqué au seigneur, & tout ce que de leur pere leur pourroit venir. Et doiuent demeurer à tousiours de leur vie à diffame & à desert pour le peché du pere. Mais doit leur vie estre haye. & si ce sont filles, elles doiuent estre parties & auoir la quartie partie des biens de leur mere tant seulement. Et la raison si est pour ce qu'elles ne voient à folle vie, ne ne soient pas tournees à destruction de vie. Pour ce dit la loy qu'il n'est pas vray semblable que la femme eust hardement ne pensée de faire si cruel fait que de crime de trahison pour la debilité de leur nature: & si par aduenture y estoient trouuees coupables, lors ny cherroit nul remede, mais aussi griesue punition ou plus que de l'homme, car trop inhumaine chose est que de femme penser à telle mauuaitié. *§. ad filios. cod. tit. l. supradic.*

Ex l. scripta, filij eius qui commisit crimen lese maiestatis non debent mori sed puniantur alio panis contentis in dicta l. quisquis. § filij vero. C. eodem.

Des faux monnoyers, & porteurs de billon.

De iure communi nullus potest cudere seu fabricare monetam, nisi solus princeps: & fabrica res falsam monetam pœna tenetur illa quam continetur in l. si quis nummos. C. de falsa moneta. & vide in dicta rub. laudem Fab.

CEux qui s'enhardissent de faire faulce monnoye, & contrefaire la monnoye du Prince, ou les coings sans son auctorité, & que de ce n'ayent lettres: sçachez qu'ils encourent en peine capitale, si comme d'estre boullis: & s'il estoit, aucun Cheuallier ou autre qui sceust tels gens & il ne les denonçoit au Prince ou à ses gens: il encherroit en la volonté du Prince de corps & de biens: & si il le denonçoit, il leuroit auoir profit du seigneur: & est chacun tenu d'estre sergent en tel cas, afin que nul ne l'en puisse excuser qui sçauoir le peut, trouuer ne enquerre.

D'estre souppeçonné de tel ou.

Et si aucun en estoit souppeçonné, si doit-il estre mis à question de fait & pour en sçauoir la verité, & les compagnons aussi. Mais dois sçauoir que les changeurs de cestuy crime ne sont pas coupables. comme les faiseurs, si comme cil en qui maison ce seroit fait: & ainsi le veut la loy escripte: combien qu'en autre crime, si comme de larrecin, de meurdre, & & de trahison les met en pareille peine, si ainsi n'estoit que aucun depuis qu'ils seroient en prison, les aydast à briser prison, ou à eschapper de prison, car lors ne veut la loy que tels souffrent peine de chef perdre: toutesfois veut la loy que cil qui soustiendra tel ouurage en sa maison ou en la terre: & fust Cheuallier que il perde sa maison & la terre, se il ne le nôce si tost qu'il le sçait, car ou il ne le sçauoit, ou autres, lors est tenu pour excusé, comme seroient autres qui point ne le sçauoient. Car à verité entendre nul n'en seroit tenu pour excusé qui le sçauoit sans le nôcer. & pour ce a il plus expressement parlé des Cheualliers que des autres, pour ce qu'il n'est pas vray semblable que les Cheualliers ou gens de telle ordonnance eussent en leurs maisons gens qui fissent tel ouurage, ne qui faire l'osassent sans leur sceu, mais ce seroit-il bien de petites gens qui n'ont pas tel soyn, ne tel sens, ne telle dignité.

De maison de veufue ou de pupille.

Item qualiter scienter expendens falsam monetam. Item an inferiori à principe licitum sit monetam cudere & nummos cōtingentes vel radentes, qualiter puniendi sunt. Vide glos. final. in dicta l. si quis nummos. Et glos. miles, par le mot Cheuallier: comme aussi sont autres vieux praticiens, ainsi que j'ay noté au Grand Coustumier.

Item & si telle chose aduenoit en la maison d'aucune veufue ou aucun pupille, ou d'aucuns loingtains demeurans, la loy veut bien qu'ils en soient tenus pour excusés, si cautelle n'y auoit entre eux, c'est à sçauoir en la femme veufue, que par sa malice le soustentast: & en tuteurs de pupilles, car à eux est à sçauoir du gouuernement des choses aux pupilles, & à eux s'en faudroit prendre & arrester: & non aux pupilles ne à leurs biés. Et met la loy ceste distinction expresse, pour ce qu'en autres crimes les complices, comme il est escrit. *Agentes & consentientes pari pœna puniuntur.* Mais à cestuy ceste restraite & difference par la loy escripte. l. 1. per tot. C. de falsa monet.

De contrefaire monnoye d'autre seigneur.

Encores veut la loy escripte, que quiconques contrefait monnoye d'autre seigneur sans l'auctorité de celui qui faire le peut & doit par son droit seigneurial, qu'il porte peine capitale de crime de trahyre contre son seigneur, ou contre seigneur de qui il contrefait celle monnoye. Mais il y a difference entre contrefaire la monnoye tant en forger cōme en sculpter

pter ou comme en donner couleur, car tous tels sont entendus comme faiseurs & fabricqueurs de la monnoye, & entre ceux qui a tels faiseurs & fabricqueurs la vont querir & acheter pour la vendre & aloier ailleurs à escient, car tels ne sont pas faux monnoyers : mais sont appelez selon l'usage de la Cour laye, larrons de faulxe monnoye, car sur tels ne s'assiet pas crime de traistre, comme il est dit sur ceux qui se font, & ne s'y assiet que crime de larcin. Ne nul pour ce ne sur couleur de lettres qu'il ait esté auctorité d'estre des monnoyers du Roy ne d'autre seigneur qui ait monnoye, ne d'estre son changeur, ne se peut ne doit auancer de oser faire ne fabriquer monnoye, car lors il precederoit le benefice de ses lettres, & en seroit plus griefuement puny qu'un autre. *J. si quis nummos. & l. final. C. cod. tit.*

Qu'en tel cas n'a nul renvoy.

Ne de crime ne se fait ne doit faire nul renvoy ne purge commune, car la cognoissance n'en appartient qu'aux Princes : mais de larron de monnoye si comme dict est, peut demeurer en la cognoissance de tous hauts iusticiers. Si est à sçauoir que par le Roy est defendu, si est il par tous Princes qui ont monnoye de leur seigneur, que nul ne porte monnoye ne argent blanc ne noir, en vaisselle ne en autres ioyaux froissez ne brisez pour mettre au feu, soit en or, ou en argent blanc ou doré, c'est à sçauoir en monnoye autre que celle que courroit pour le temps au pays en vaisselle ou autre metal d'or, ou d'argent doré ou blanc, que ce ne soit compté en billon, & chose defenduë, & qui ne soit à arrester & mettre en la main du seigneur, à telle peine que l'auoir est perdu & confisqué au seigneur, & le corps & les biens à la mercy & pure volonté arbitraire du seigneur, tant criminellement comme ciuilement, car la peine du cas est telle. Si est à sçauoir que quiconques est trouué portant telle monnoye defenduë ou autre metal d'or, ou doré, tel que dessus est dict, d'or, doré, ou d'argent blanc, ou doré, sçachez que s'il est trouué ce portant, le dos tourné en allant contre la prochaine monnoye du seigneur dessous qui il est trouué, il chet en la peine & amende edictée par le seigneur sur ce dessous qui il est trouué, & est l'auoir ainsi trouué sur luy ou sur tels, appliqué au seigneur, & le corps & autres biens, si auant qu'il les a en arbitrage au seigneur dessous qui ce est trouué, si c'est dessous le seigneur qui a la seigneurie de monnoye auoir. Et si est trouué dessous autre seigneur, qui n'eust seigneurie de monnoye, si l'auroit le seigneur souuerain dessous qui ce seroit trouué en la seigneurie, car de ses monnoyes ne cognoist nul fors luy : & si c'estoit trouué en terre d'autre seigneur que dessous celui qui la prochaine monnoye auroit, si emporteroit le souuerain seigneur & à luy en appartiendrait la cognoissance.

Exemple de ce.

Il aduint en l'an 1391. que Jean le Cloquemât Bourgeois de Gand si fust arresté en la ville de Tournay, qui est haute iustice, pour ce qu'il fut trouué qu'il portoit le dos tourné à la monnoye du Roy à Tournay, argent tant en vaisselle froissée come en plattes de ceintures brisées & autres metaux d'ar-

Chambre des
monnoyes à Pa-
ris.

gent dorez,iusques à la somme de. xl. marcs d'argent ou enuiron: il fut à tout cel argent arresté, pour ce qu'il fut trouué le dos tourné à la monnoye de Tournay en cheuachât hors de la ville. il voulut faire fait au cōtraire, & que tenu ne coupable n'y fust trouué. Par son debat & question, la cause alla en la chambre de nos seigneurs des monnoyes à Paris. Tout veu il fut dict par la deliberation de ladite chambre, & par le conseil des autres chābres, tant des Comptes comme du Tresor, que l'auoir estoit confisqué au Roy, & la quartē partie au sergent qui prins l'auoir: & quant à l'amende du corps & de l'auoir, le Roy luy en fist grace parmy cent liures. qu'il en paya par grace, & luy fut imposé que par ce qu'il sçauoit departir l'or de l'argent, luy fut faicte ceste grace: mais pour ce ne si assait, que doresmais plus n'en fut trouué en tel estat, car iamais ne luy en feroit telle grace impetree, qu'il ne fust à la volōté du Roy du corps & de l'auoir. & ainsi doit estre entendu de tous autres. Si l'ay veu iuger par arrest en cas dudit billon tant au Royaume, comme ailleurs où le Prince a monnoye.

De cendre de monnoys.

Encores est à sçauoir que cendre si elle est trouuée ainsi portee, ce chet en confiscation, & est tenu pour billon. Et ainsi fut il dit & iugé par messeigneurs de la chambre des monnoyes à Paris, contre Jean des Viuiers: qui faisoit par la riuere de l'Escault mener en Flādes vn tonneau de cēdre en vn bacquet: il fut trouué par les sergens du Roy, & ramené à Tournay depuis l'arrest par eux faict. Contend fut des maistres des monnoyes à Tournay s'il cherroit en amende, ou non. Laquelle chose cheit en la chābre des monnoyes à Paris. Tout veu il fut dict que ce cheoit en amende de billon: & n'est pas ce faict ne ordonné tant seulement par les constitutions des Princes, mais aussi est par la loy escrite, qu'ainsi le veut & approuue.

Des enchanteurs & innoqueurs de diables.

De istis maleficiis
vide ample
per dominum
Arles, in tractatu
de quem fecit de
superstitionibus.

N Vls^h enchanteurs ne nuls de ceux qui sacrifiēt au diable, ne qui seruent à tel affaire, ne doiuent conuerſer n'estre receus entre les conuerſations d'autres gens, ne ne les doit-on laisser entrer en maison d'autre homme de paix ne de vie raisonnable: non pas approcher le ſueil de la maison, car leurs arts sont faux & diaboliques, ne on ne doit auoir avec eux nulle amicitie: mais doiuent estre expulſez de la communication des autres gens, & si ils en sont reprins, & qu'ils en facēt mal à autrui, ne essay. de leur science, ils encheent en peine capitale de crime de sortilege. qui desire peine de feu, & ceux qui les hantent, sont à punir, & ceux qui les accusent sont dignes de loyer & de guerdon. *De maleficiis: & mathemat. per rot. tit. C.*

Item nul ne doit croire enchanteur ne enchanteſſe, ne en deuins ne en deuines: & s'il est aucun qui les croye en vſant de leur conseil, meſme pour autrui nuire ne greuer du ſien, ne de ſa ſanté, il est digne de peine capitale, comme de crime de sortilege. *l. nemo aruspiciem conſulat. l. nullus & aliis iuribus sub allega. rubric. poſitis.*

Item y a de tels & si hardis enchanteurs qu'ils ne douēt à troubler les clemēs par enchantement & font par ce mourir les gens & appellent les

diabls, & les coniuient pour accôplir leurs volonte: & subiuguent leurs ennemis par art diabolique: & sur tels gés a ordonné la loy des Empereurs que tels enchanteurs soient griefuement punis & capitalement, & tellement que non paspar homme humain qui se doiue attoucher d'eux, car ils n'en sont pas dignes, mais soyent baillez à deuorer & à destruire aux bestes sauuages, & la raison si est pour ce qu'il font contre le diuin commandement, contre nature, & contre humaine lignee. *.l. multi magicis. C. eod.*

Des songes.

ENcores defend la loy escrite que nul ne se messe de exposer songes ne faire essais ne experimens, iacoit ce qu'ils soient de plaissance, neautre telle chose qui est contre le diuin commandement. Et qui sera trouué en ce faisant ne exhortant, il doit estre tourmenté par loy de sortilege & auoir les costez & le corps tourmenté à broches de fer. Ne pour priuilege qu'il ait de seigneur lay, n'en doit estre deporté. Car si les delinquans sont layes personnes, aux seigneurs terriens en peuuent bien appartenir les cognoissances. *.l. & si excepta. C. eod.*

Item nul ne s'en peut excuser que s'il sçait aucun enchanteur entour soy: qu'il ne le prenne & amaine à iustice. Et s'il ne le peut prendre, si le doit il noncer à la iustice: car tels sont ennemis à toute humaine creature. Et s'il estoit qu'on sçeuft qu'il les recelast ou soustentast, il doit estre tenu & reputé de leur science, & doit porter autelle peine comme de sortilege qui est de feu, par ce que c'est contre l'humaine creature, comme dict est cy dessus. *.l. Finali. C. eod.*

De la loy Cornelia que l'en dict des faulxaires.

Cestuy chapitre parle de la loy Cornelia qui defend toute faulseté & ordonne & establist la peine que doiuent porter ceux qui faussent testamens, lettres, instrumens, ou les lettres du Prince, & s'en efforcent d'vser. Et dict la loy sur ce faicte que s'il est aucun detteur qui soit euoqué pour dette deuant Iuge, & pour obuier à la paye de la dette, met & impetie à la lettre dequoy on le poursuit en cas de faulxonnerie contre son creditier pour delayer & differer au payement: sçachez que comment que plusieurs soient d'opinion contraire, il conuiet par la loy escrite que le detteur soit contraint à namptir de la somme dont la dette fait mention: sauue la cause du crime de faulxonnerie dont il doit estre premier cogneu. Il est doncques bien raison que ceux souffrent grand peine de faulxonnerie & tourment grand, qui vient de fausses lettres, par donnant à entédre que telles lettres ont esté impetrees du Prince & pourchassées. Et grand hardement est d'vser en faict de faulxonnerie sur couleur de lettres de Prince plus que d'autres: car à tout ensuyt crime de faulxonnerie, si ainsi n'estoit qu'on s'en peust oster, par monstrier que ce auroit faict sans ce que il sceust rien de faulxonnerie, car en ce faict on a à receuoir & appeller son acquit, selon la loy, & le cas prouué premierement sur quoy la lettre est mouuée en va deliure. *.l. Maioritem feneritatem. C. ad legem Corneliae de falsis.*

Tu peux & dois sçavoir que la querelle de la faulsonnerie ne peut ne doit estre ostée par prescription de temps, fors par exception de trespas, & laps de long temps comme de xx. ans, & non moins ausi comme en autres crimes. *l. querela falsi. C. eod. tit.*

Quiconques recelle testamens ou autres lettres, ou qui les destourne, si que le droict en peut estre à celuy qui par les lettres ou par le testament le doit avoir, il commet crime de faulsonnerie tres-grandement en recellant les lettres, & par ce estaint le droict d'autrui. *l. si falsos. & l. cum qui celavit. & l. si quis falsi testamenti. C. eod. tit.*

Nul ne peut avoir droicturiere saisine en chose nulle qu'il ait, par faux etremens ne par faulsonnerie. Dont si tu peux monstrier que aucun occupe ou tiennet ta tenure par faulx lettres & par faulsonnerie, tu le peux attraire deuant luge dont la tenure est tenuë, ou deuant le souverain au cas de reformation, & monstree la faulsonnerie ta tenure te doit estre restituée. *l. ex initio falsi. C. eod. tit.*

Adde. quod qui falsavit litteras Pape puniatur pena cõsentia in cap. duraca. l. c. & cap. ad falsariõu. ext. de crimi. fal.

Cestuy mesme liure dit que les lettres pourchassées de l'Empereur qui sont subreptices obtenues, en taisant la verité ou faux donnez à entendre, & qui contiennent faulsonnerie, ne doivent oster le droict d'aucun seigneur subjet, ne de partie, le cas requis de seigneur subjet & de partie au luge Royal à qui la cause en est commise par lettres ainsi impetrées: mais sçachez que le impetrant ne commet pas en ce faisant ou impetrant crime de faulsonnerie si autre malengin ou fraude n'y avoit. *allegat. l. maiorem severitatem. C. eod.*

Et ainsi peux & dois sçavoir & entendre de faulsonnerie en lettres, & selon les coustumiers ils dient vice en lettres, en nombre, en nom, & en date. & en d'autre rasure font peu de compte. Si ainsi n'estoit que la terre fust faulx en maieur, en signe, & en seel, & c'est à entendre en nom & en surnom, en date, en signe, ou en seel que tantost puisse estre prouée en iugement.

Des faux libelles & lettres diffamatoires sur autrui.

S'ensuit apres des faux libelles: ce sont vne maniere de cedulaes que aucuns ont accoustumé de mettre par les voyes pour blafmer ou pour diffamer autrui couvertement. & ce dit la loy escripte, s'il est aucun qui trouue aucunes lettres semées ou iettées par voye, afin que les gens les voient, où il y ait escrit diffamation d'autre, sçachez que celuy qui premier les treuve les doit tantost deschirer avant qu'autre les tronuent ne sçachent, ou voyent, ne dire ne parler n'en doit iamais à ame. Et la raison si est comment cil qui les trouue, espere qu'on le troira que luy mesmes ne l'ait fait & controuvé par malice quand il le trouue premier, car s'il le monstre & apporte aux gens, ou encores au seigneur, il n'est pas à croire de son fait, puis qu'il estoit seul come dict est. & ja le monstre pour diffamer, & pour ce la loy veut que tantost que telle chose est veüe: elle ne soit pas leuë par le sage: & si leuë est, & veüe ce que dedans est, puis que c'est à diffamer aucun, tantost soit despecée, & n'en soit iamais faite men-

tion. Et si ainsi n'est fait, la loy veut que cil qui auât le portera, soit attainct & puni comme faiseur de la chose, & de crime capital de faulsonniere & diffame. *de famos. libell. l. unica. C.*

Des accusations de crime.

P Vis^l que dit & monstre ay des crimes en especial, dire & monstre veulx des accusemens qui sur ce se peuuent faire, & par qui, & comment. Et sçachez que quiconques veulx autre accuser de crime selon la loy, il doit bailler par escrit au iuge le cas dont il veulx accuser & toute la maniere du fait : & nommer le plus qu'il peut pour lors de tesmoins en qui il se voudra voier, afin que le iuge puisse voir s'il aura cause de luy mouuoir, & detenir prisonnier, dont si le iuge voit que mouuoir s'en doive par le cas ainsi baillé il doit prendre cautio de l'accuseur qu'il poursuivra les journées iusques en fin : & s'il deffailloit par trois fois qu'il de soy mesmes par maintenir son proces, il doit choir en peine que le iuge esgardera selon le cas, & es despens de la cause. *C. de his qui accusare non possunt. l. qui crimen.* Et selon aucuns il y chet peine de talion, dont ie parleray cy apres au second liure, en la rubric des peines.

Item ne souffre la loy escrite qu'un frere puisse accuser l'autre de crime dont il puisse perdre vie. Mais veulx la loy que le frere ainsi accusant l'autre souffre grand peine d'exil. *l. si magnum & capitale. C. eod. tit.*

Item ne souffre encores la loy que le fils puisse accuser le pere de crime, mais bien peut le pere accuser son fils, si ainsi est qu'il eust aguetté pour le tuer, & non autrement, si pitié paternelle ne le refrainoit, & ne rappellast son courroux. *l. propter insidias. C. eod.*

Et encores peulx & dois sçavoir que par la loy il est accordé que femme puis qu'elle pourchasseroit & poursuivroit pour la mort de son mary, de son fils, de son frere, ou de son prochain parent, qu'elle soit à recevoir, mais bien doit choir en la discretion du iuge de regarder l'estat de la femme, sa discretion, & qui la meut à accuser, & si elle y sera constante en paroles & en propos : car de leger ne doit estre receuë ne creuë de la parole sans vrayes coniectures & presomptions, qui soient certaines qu'elle fust mere ou sœur ou prochaine parente de celui qu'elle accuse, & si le crime pourquoy elle accuse, est tel que femme y doive estre à recevoir, & si autre qu'elle le pouvoit ou vouloit accuser, & sinon elle ne doit pas faillir à loy. Car dure chose seroit si nul autre que femme ne accusoit, elle failloit à trouver iustice. *l. de crimine.*

eo. tit.

Nn iij

ANNOTATIONS DV TILTRE

QV ARANTE ET V N.

L repete les matieres criminelles, dont a esté traité cy dessus, qui sera cause que ie ne m'y arressteray grandement. Quant à ceux qui se desesperent, & se tuent eux mesmes, de quibus traditur tit. D. de bonis eorum qui ante sententiam mortis sibi const. & C. cod. *Nous pouuons obseruer. ex lege 3. D. eod. trois raisons principales qui poussent l'homme à se tuer, à sçauoir la conscience du crime par luy commis, l'ennuy de viure, & l'impatience de la douleur & maladie qui le tourmente, afflige & rend furieux & forcené. Quant aux deux premiers cas, par le droit François il est puni en son corps & cadauer, & y a confiscation de biens, au pays, ou confiscation a lieu: & pour le troisieme cas la compassion de sa calamité le rend excusable, tellement que son corps n'en est puny, ne ses biens confisqueZ. Mais pour le regard dudit second cas nous ne suivons le droit Romain, dicta lege 3. & lege 1. C. cod. Car nous tenons comme Platon escriit in Phædo. Aristoteles lib. 3. Ethicorum. c. 7. Cicéron en diuers lieux, & Beatus Augustinus lib. 1. de Ciuitate Dei, c. 20. & sequentibus, & autres, qu'il n'est permis à l'homme pour quelque ennuy, aduersité ou facherie qu'il ayt, de se faire mourir. Non est, inquit Cicero, in iussu Imperatoris, id est Dei, de præsidio & statione vitæ decedendum. Et Martialis,*

Fortiter ille facit, qui miser esse potest.

Par les Conciles, & entre autres Antifiodor cap. 17. & Bracharenſi 1. cap. 34. can. placuit 23. quæſtione 5. les corps de ceux qui se sont ainsi tueZ, sont priueZ de sepulture aux Cymetieres: & est defendu de receuoir les oblations qui se feront pour eux: ce qui est aussi ordonné Capitul. lib. 6. capite 70. Aussi a esté quelque fois obserué à Rome que ceux qui se pendoyent estoient ietteZ sans sepulture, & ne falloit faire le dueil pour eux & telle mort, informé lethum dicebatur, vt scribit Seruius ad illud Virgilij, lib. 12.

Et nodum informis lethi trabe necitab alta.

L. Liberorum §. non solent. D. his qui nor. infam. *Ce que traite bien Laetantius lib. 3. de falsit. sapientia. cap. 18. où il dict que celuy qui se tue, maius id facinus existimandum est, cuius ultio Deo soli subiacet. Parquoy si aucun s'est pendu, ou autrement s'est tué, il en faut informer à la requeste du procureur du Roy ou fiscal, faire visiter le corps mort, & à iceluy créer un curateur par l'aduis des parens, ou d'office, interroger ledit curateur sur les charges & informations, luy recoller & confronter tesmoings, le receuoir à proposer defences par attenuation, & faictes iustifica-*

tels si aucuns il veut alleguer : & le proces fait sera donné sentence, soit contre ledict corps mort, s'il se trouue que le defunct se soit pendu ou tué pour crainte de crime ou desespoir, sans estre trouble de fureur ou maladie violente : au à l'absolution & decharge dudit corps, s'il est prouué que par fureur ou vehemence de malil se soit desesperé. Nous auons plusieurs exemples des punitions ordonnees contre tels corps, dont Guenois sur Imbert à la fin du troisieme liure en recite aucuns. Et toutesfois pour tel cas, encores qu'il soit commis en pays de confiscation de biens toutesfois elle ne s'estend aux biens assis au pays où elle n'est admise, comme a esté iugé par arrest du 13. iour de Feurier, Mil cinq cens quatre vingts huit. recité au liure neuuesime des responses chap. 51. On peut ueoir pour ceste matiere le grand Coustumier liure 4. titre des peines Rebuff. in constitutiones Regias, in Præstatione, Bacquet traité de iustice, chap. septiesme. Clarus lib. 5. §. fin. quæst. 68. & autres qui en ont plus amplement escrit. Et quod traditur can. aliquos. can. si quis infaniens. can. il la cauenda sunt, §. fin. 15. quæstione 1. can. si non licet. can. placuit 23. quæstione 3. can. quicumque 23. quæstione 8. Quant à ce que l'auteur adionste de la punition de celuy lequel efforçant de se pendre ou tuer en auroit esté empesché, encores que par la ley si quis. §. ult. D. de pœnis, il semble qu'il soit punissable de mort, ou d'infamie, si est ce, comme i'ay monstre cy dessus, que la volonté n'est punie de telle peine, si l'effect ne s'en est ensuiuy, comme aussi Cogitationis pœnam nemo patitur. l. cogitationis. D. cod. & Cato apud Agellium lib. septimo. cap. tertio, dict elegamment, Neminem qui male facere voluit, plecti æquum esse, nisi, quod factum voluit, etiam fecerit : tellement qu'en tels cas les Iuges selon les circonstances punissent ceux qui font des attentats contre eux mesmes.

b Les homicides se commettent en diuerses manieres, aussi diuersement sont ils punis : mais tous sont auourd'huy punis de mort, n'ayant plus de lieu la deportation, qui estoit introduite par la ley Cornelia lege. 3. D. ad legem Corneliam de Sica. §. Item lex Cornelia, inst. de publ. iud. aucuns homicides sont punis de mort plus grieue, & les autres on. de la corde ou de perte de la teste, selon la qualité des personnes & atrocité des cas. Par la ley de Moysé les homicides estoient punis de mort, Gencl. 14. & 2. Deuter. cap. 5. & 19. Exod. cap. 20. & 21. Leuit. cap. 24. Numer. 35. Clarus lib. 5. §. fin. §. homicidium Boss. tit. de homic. & alij. Quant à ce que l'auteur adionste de l'excuse qu'à celuy, lequel en se defendant auroit tué celuy par lequel il estoit assailly, i'ay noté cy dessus, qu'encores que telle excuse le puisse exempter de la mort, quia vim vi repellere licet, comme monstre elegamment Ciceron lib. 1. Officiorum, & pro Milone, & Demosthenes in prima aduersus Aristogitonem oratione. l. vt vim. D. de iustitia & iure. l. scientiam. D. ad leg. Aquil. C. 2.3. & al. C. ad legem Cornel. de Sica, toutesfois sans lettres de remission, qu'il faut obtenir du Roy, il n'en pourroit estre deliuré.

Car la puissance de la mort & de la vie depend de l'autorité souveraine du Roy.

c Anciennement le duel estoit tresfrequant en France, non seulement pour la preuue & vengeance des crimes, ains aussi en matiere civile. Nous en auons plusieurs exemples tant aux histoires anciennes, qu'aux vieux praticiens & mesmes l'Ordonnance du Roy Philippes, de l'an 1306. que Guido Pappe interprete quæst. 617. & seq. par ladicte Ordonnance estoit permis en défaut de preuue d'appeller dogage de bataille. Les Cours de Parlement ont permis quelquesfois, comme tesmoigne Froissart du combat d'entre les sieurs de Carouge & le Gris. Aux loix des Lombards, tit. de Monomachijs, & en autres constitutions des Rois & Princes estrangers en est faite mention : & si ie trouue en mon vieux praticien qu'autrefois l'usage a esté de fausser le iugement par bataille, qui estoit que celuy qui auoit perdu sa cause, pouuoit appeller l'un des hommes ingeans & se presenter contre luy à prouuer par bataille que le iugement estoit faux : & use de ces mots, Che que les loix font par appel, che fait nostre usage par fausser : de quoy il fait vn tiltre entier. Mais les duels sont des long temps prohibez & par les constitutions canonicques, & par les Ordonnances Royaux, mesmement par le Concile de Trente, session 9. & l'Edit du Roy a present regnant & arrest de la Cour de Parlement, que i'ay recité au Code Henry, où i'ay plus amplement traité de ceste matiere.

d Nous auons cy dessus proposé l'exemple d'un homicide fortuit, & de la peine qui en fust ordonnée ex l. 4. §. 1. D. ad legem Cornel. de Sicar. l'Antheur. en adiouste vn autre ex l. si putator. D. ad leg. Aquil. & en est traité in l. 1. C. ad legem Cornel. de Sicar. où est elegamment dict par l'Empereur, ea quæ ex improuiso casu potius, quàm fraude accidunt, fato plerùmque non noxæ imputantur. De celuy qui tue le larron, nous auons parlé cy deuant & allegué la loy des XII. Tables, & l. 4. & §. C. cod. qu'il n'est besoin de repeter. Quant a celuy qui tue l'adultere, le droit Romain permet au pere de le tuer, trouué avec sa fille, estant en sa puissance, si sa fille demeure en sa maison, ou de son gendre, l. Patri. & sequen. D. ad leg. Iul. de adulteri & pour le regard du mary, il n'en a si grande puissance, toutesfois s'il aduient qu'il le tue, il sera plus doucement puny, a sçauoir d'une relegation, & bannissement a temps, par le droit Romain, l. Gracchus. C. ad leg. Iul. de adult. l. marito. l. si adulterium. §. Imperatores. D. eod. Mais en France, il conuient que tant l'un que l'autre obtiennent remission d'un tel homicide, s'ils le commettent, encores que la iuste donleur les en rende excusables, vt constat ex oratione Lysie de Eratoſthenis cade. Ce qu'il traite de celuy qui tue par le commandement de l'uge, se doit entendre avec moderation que le Iuge doit obseruer, quand il ordonne de prendre un banni ou autre, contre lequel y a decret de prise de corps, mort ou vis : par ce que tels commandemens ne se doiuent faire sinon qu'en crimes atroces & contrefameux & insignes voleurs, l. quoniam multa. C. ad leg. Ithl. de vi publica. Des bannis, s'il est licite de les tuer, & comment, plusieurs en ont escrit, & entre autres Clarus lib. 5. §. homicidium.

Ce

e Ce qui est icy traité du rapt des femmes ou filles est pris la plus part, ex
 l. vn. C. de rapt. virgi. vel. vidu. l. i. C. Th. eod. l. raptores l. si quis non di-
 cam rapere. C. de Episc. & cler. vbi tractant doctores. Lesquels on peut
 voir, & pareillement Faber in §. item lex Iulia. Inst. de pub. iud. Clarus li. 5.
 sent. §. raptus. par les ordonnances royales de l'an 1556. sur les mariages clan-
 destins, de l'an 1579. Estats de Blois, & 1580. comme par les constitutions des
 Empereurs, ceux qui ont commis & perpétré rapt sont punis de mort: & le
 rapt est interpreté par lesdites ordonnances, la subornation de fils ou fille sous
 prétexte de mariage, ou autre couleur, sans le gré, sçeu, vouloir & consente-
 ment expres des pere, mere, ou des tuteurs: & pareillement contre la femme
 veufue se peut commettre rapt, quand par force elle est ravie par aucun: & le
 rapt proprement s'entend, quand par force on attire, séduit & enlève une
 femme ou fille, C. lex illa. §. raptus. & C. raptus. 36. q. 1. les paroles aussi attra-
 yantes & persuasives sont reputées espèce de force: & Solon punissoit plus grié-
 vement celuy qui avoit attiré & induit par paroles blandissantes & amou-
 reuses, la femme, que celuy qui par force, comme tesmoigne Plutar. in Solone.
 & persuadere, inquit Vlpian^o l. i. D. de seruo corrupto, est plus quàm com-
 pelli, atque cogi sibi parere. & encores que la femme ou fille ravie dône apres
 consentement au ravissement, & vueille espouser le ravisseur, il ne sera toutes-
 fois exempt de la peine de mort: de laquelle aussi seront punis tous les complices
 qui auront donné conseil, aide & confort à commettre le rapt. d. l. vn. l. i. & 2.
 Cod. Th. eod. Nouel. 35. Leonis. Je sçay bien que par le droit canonique, le
 raptieur peut espouser celle qu'il a ravie, cap. peruenit de adult. & stupro,
 cap. cum causa, & cap. accedens de raptor, & qu'il se trouue des iugemens,
 tant des Parlemens de France que des autres Iuges estrangers qui ont fait
 espouser au ravisseur celle qu'il avoit subornée & ravie, & les nopces cele-
 brées l'ont condamné à mort. Conci. Trident. sess. 24. sub decreto de refor-
 mat. matrimonij cap. 6. declare le mariage ne pouvoir consister entre le ra-
 visseur & la ravie, tant qu'elle demeurera sous sa puissance, & apres si le ma-
 riage sensuit, il veut que le ravisseur, & ceux qui luy ont donné aide, soient ex-
 communiez, & infames, le ravisseur tenu de doter la ravie, soit qu'il l'espouse,
 ou non: Je ne repeteray les exemples des iugemens donnez par les Parlemens,
 contre les ravisseurs & leurs adherans & complices: mais y adionsteray que
 le tuteur qui corrompt sa pupille, est puni plus grièvement qu'un autre qui en
 abuseroit; par la loy Romaine, la peine estoit de la deportation & confiscation
 de tous les biens. l. vn. C. si quis eam cuius tutor fuerit. qui est pris du
 Code Theodosian: & par la constitution de Leon 34. les biens du tuteur sont
 attribuez à la fille par luy corrompue: & encores qu'il l'eust espousée, si elle
 ne luy eust esté fiancée ou promise par le pere, il seroit puni de la loy Iulie, l. 7.
 D. ad leg. Iul. de adult. l. libertum. D. de rit. nup. Quant à la peine dont il
 parle contre le Seigneur ou Gentil-homme qui auroit abusé de la fille, qui luy
 avoit esté baillée en garde, elle ne s'observe en France, cōme il escrit: ains elle est
 arbitraire, selon la qualité du fait & des personnes, par les ordonnances de
 Charles IX. de l'an 1560. Estats d'Orléans, & Henry III. de l'an 1579. Estats
 de Blois, est defendu aux Genils-hommes & Seigneurs de contraindre leurs

suictz & autres à bailler leurs filles, niepces & pupilles en mariage, contre leur vouloir, sur peine d'estre priuez du droit de Noblesse, & punis comm e coulpables de rapt : entre les causes de faire perdre le fief au vassal, ou la renue fiodalle au Seigneur dominant, est recuee celle qui est icy souchee, à sçauoir si le vassal auroit desbauché & abusé de la femme ou fille de son Seigneur, ou si le Seigneur auroit abusé de celle de son vassal, C. 1. quib. mod. feud. amitt. ca. 1. §. fin. vbi Aluar. de feud. fin. culp. non amitt. Dont plus amplement traittent les feudistes. Mais ie n'ay uen encores practiquer telle peine, toutesfois i'estime que si l'un ou l'autre estoit conuaincu d'aduliere, enuers la femme de l'un d'eux, ou de rapt enuers la fille, les Cours de Parlement la pourroient adiuger : par-ce que plus grand tort & plus grand iniure ne peut estre fait à l'homme honnest e & de noble cœur, que de luy desbaucher sa femme, ou luy rauir sa fille.

E l'ay cy dessus traitté du crime de leze maieité, qui contient plusieurs chefs : mais le premier, & qui merite d'estre plustost reprimé & plus grieuement puni, est la trahison & conspiration contre son Roy, & Prince Souuerain : en la personne duquel reside toute la puissance du peuple & de la patrie : il est appelé perduellionis crimen, suiuant ce que les anciens appelloient les ennemis perduelles, l. 1. D. ad leg. Iul. Maiestatis, le crime de leze maieité, non seulement pour ce premier chef, ains pour tous les autres est de la cognoissance de Iuge roial, par-ce que c'est vn cas priuilegié, dont Choppin lib. 2. de doma. tit. 6. & 7. Bacquet tit. de iustice. chap. 7. & autres ont amplement escrit, & nous sur le liure premier du grand Coustumier, chapitre des droictz royaux, & encores que l'accusation du crime de leze maieité doine estre diligemment & subtillement traittee, à fin de conuaincre ceux qui en sont coulpables, & par une prompte punition d'eux pournoir à la conseruation de la maieité, & au repos & tranquillité de l'estat, vt constar ex orat. Cicet. contra Catili. Dione, lib. 37. & Sallustio, & lege Henrici VII. Imperatoris, tit. quomodo in crimine læsæ maieft. proced. sit, §. 1. si est-ce que le Iuge doit prudemment considerer qui sont ceux qui deferent telle accusation, & informer exactement de la verité, l. famosi. D. eod. & comme l'atrocité du crime requiert une griue peine, aussi celuy qui auroit calomnieusement accusé aucun dudit crime, & n'auroit rien verifié meriteroit grāde punition, l. si quis alicui. C. eod. non qu'il soit punissable de la peine du talion, laquelle comme j'ay monstré cy dessus, n'a plus de lieu en France, ains d'autre peine, selon la qualité des personnes & du fait. Quant aux gens d'Eglise, qui sont accusez & preuenus dudit crime, il est difficile d'en donner certaine reigle, pour les diuerses raisons & exemples qu'on peut alleguer, mesmes quand ils sont conuaincus du crime de perduellion. car il se trouue des iugemens, par lesquels aucuns ont esté condamnez à mort, sans auoir esté renuoyez pardenant le Iuge d'Eglise, ny estre degradez : toutes-fois on tient pour droit constant & certain que le procez leur peut estre fait par le Iuge Royal, comme de cas priuilegié. Ce qui suit aux articles ensuiuans est pris ex l. quisquis. C. eod. Où les Empereurs Arcadius & Honorius traittent :

amplement du crime de leze Maieſté, & des peines contre ceux qui le commettent, qui leur adherent & ſçavent la conſpiration, & ne la reuelent, & contre leurs enfans : & auquel comme la volonté eſt punie comme l'effect, la peine eſt de la mort contre ceux qui auroient commis tel crime, & leurs complices & adherans. Et les maiſons de ceux qui en eſtoient condamnéz, eſtoient deſmolies & abattues inſques au ſol & fondement, pour l'exemple, comme il appert, ex Cicerone, Plinio Liuius & alijs. Je paſſe la loy des Perſes, de laquelle cy deſſus j'ay fait mention : & quant à ce que la loy auroit ordonné des enfans, encores qu'il ſemble cruel, toutes-fois, id & antiquum eſt, & omnium ciuitatum : ſi quidem etiam Themistoclis liberi eguerunt, vt ſcribit Cicero epist. ad Brutum, qui en rend la raiſon, & en diſcours elegamment. Ce crime eſt ſi odieux, que meſme-ment on fait le proces à celuy qui en eſt coupable, apres ſa mort, & comme diſt Iuſtinian, §. publica autem. Inſt. de publ. iud. Cuius pœna animæ amiſſionem ſuſtinet, & memoria rei etiam poſt mortem damnatur. l. ult. D. cod. En France les Roys de leur bonté & clemence ordinaire ont accouſtumé d'uſer de miſericorde enuers les enfans de ceux qui ſont condamnéz pour tel crime, s'ils en ſont innocens.

g Il a eſté cy deſſus auſſi traité des faux monnoyeurs, leſquels on forger fauſſe monnoye, c'eſt à dire en contrefont aux coings du Roy ou Prince Souuerain ayant pouuoir de faire monnoye, ou les rongnent, raſent ou autrement empièvent & alterent, ou ſciemment expoſent les fauſſes monnoyes. Ce crime eſt rapporté par les Iuriſconſultes, ad legem Corneliam de falſis. l. 8. & ſeq. D. ad leg. Cornel. de falſis. Mais par les conſtitutions des Empereurs elle eſt tenue pour crime de leze Maieſté, par-ce que c'eſt droit de ſouueraineté de forger & faire monnoye. l. 2. C. de falſa moneta. l. 8. C. Th. cod. par les ordonnances royales comme cy deſſus j'ay monſtré, & qu'on peut voir au Code Henry, les faux monnoyeurs, fabricans fauſſe monnoye, & les rongneurs & alterans les monnoyes du Roy, & autres conuaincus dudit crime ſont punis de mort, à ſçauoir bruſlez, ſuffoquez, bouillis ou pendus, & comme diſt d. l. 2. Flammarum exultionibus mancipantur. Don on peut voir Maſuer. tit. de pœnis. Clarus lib. 5. ſent. §. falſum, & autres praticiens. La cognoiſſance de telles cauſes appartient au Iuge Royal, meſme-ment aux Preſtoſts des Mareſchaux, & en peuuent ou les Baillifs & Senefchaux avec conſeil en iuger ſans appel, par leſdictes ordonnances. Toutes-fois les Seigneurs qui ont droit de forger monnoye, qu'ils ne peuuent auoir que par priuilege & conſeſſion du Roy, vt oſtendit Choppi. lib. 2. de doma. tit. 7. Guido Pap. quaſt. 498. peuuent contre les adulterateurs d'icelle, faire proceder par leur Iuge, comme eſtant une cauſe concernant le droit de leur Seigneurie. Il y a difference pour les peines entre ceux qui forgent fauſſe monnoye, ou l'expoſent ; car quant à ceux

qui seulement l'exposent, ils ne sont punis de telle peine que les faux monnoyeurs, ains d'autre peine arbitraire selon la qualité du fait & de la personne, & ainsi le tient Bartolin l. lege Cornel. D. ad leg. Cornel. de falsis. Clarus lib. 5. sent. d. 9. falsum. la matiere des monnoyes, dont est icy parlé, requiert un plus long discours. & ailleurs i'en ay traité. On peut en passant observer quel' Auteurs use du mot de trahison en sa generalle signification, en laquelle il se prend pour tout ce qui se fait par mauvais conseil & dessein contre aucun pour l'offenser & luy faire tort notable.

h L'ay aussi escrit cy dessus des enchanteurs, magiciens, sorciers & autres semblables, qui sont appelez malefici. l. nemo. & l. & si excepta. C. de maleficis & mathematicis, lesquelles loix sont denomez ceux desquels est icy faite mention, qui ont bien merité tel nom, par ce que tous leurs arts & artifices ne tendent qu'à nuire aux personnes, pour la communication qu'ils ont avec les Diables, ennemis du genre humain, par passion expresse ou tacite, & par la loy de Dieu, Exodi. 22. tels magiciens doivent mourir, comme aussi par les loix de plusieurs peuples, mesmement par les constitutions des Empereurs Romains, d. tit. de maleficis & mathematicis. & ordonnances des Roys, ils sont punis du dernier supplice, & ut scribitur in l. multi. C. eod. hos, quoniam naturæ peregrini sunt, feralis pestis absumat : où y a dispute entre les interpretes, comme se doit entendre feralis pestis, nostre Auteurs suivant l'opinion d'Accurse, interprete d'estre exposé aux bestes, mais il semble plus probable de l'interpreter pour le dernier supplice. Il y a des enchanteurs & magiciens de diuerses especes. Les uns ont expresse communication avec le Diable, auquel ils seruent & inuocquent : du nombre desquels sont les sorciers & sorcieres, les necromantiens, magiciens, & autres semblables qui usent d'incantations : les autres n'ont si apperte conuention avec le Diable, & toutesfois ils font des actes, lesquels surpassans l'usage commun de nature ne peuvent proceder d'ailleurs, que des artifices du diable, comme sont les deuineurs, interpretes de songes, & tels autres, dont plusieurs ont amplement escrit : tous lesquels pour leur impieté, idolatrie & apostasie, & comme pernicioeux au bien & repos des hommes, doivent estre exterminés du monde, comme a doctement monstré apres plusieurs autres, Delsio lib. 3. sect. 16. disquisit. magica. i. adionsterray que ce qui est traité in heorum. C. eod. de ne punir ceux qui usent de remedes de paroles ou autres extraordinaires pour guerir les corps humains, ou detournent & reiectent les pluies, vents & gresles des terres ou vignes, est reproché, Leonis nouel. 65. & Laodice. Synod. c. 36. aussi il n'a esté mis au liure des Basiliques. Car ces curations, remedes & autres actes, qui se font contre l'ordre de nature, ou de la science de medecine, plustost par superstition, qu'autrement, viennent de la forge & inuention du Diable. & Plato les reproue, lib. 11. de legibus, comme sont aussi les constitutions canoniques, Conciles & Docteurs Chrestiens, dont ailleurs s'ay plus amplement discoursu.

i La loy Cornelia de falsis, quæ etiam testamentaria vocatur, a esté établie par Cornelius Sylla, contre ceux qui escriuoient testament faux, le supposoient, recitoient ou par dol s'en aidoyent, depuis elle a esté estendue à tous escrits faux, & aux faux tesmoignages, §. item lex Cornelia. Instit. de pub.

iud. l. 1. & seq. D. ad l. Cornel. de falsis, l. 14. C. eod. en plusieurs sortes le faux se commet : mais j'ay monstré cy dessus que par les ordonnances royales tous ceux qui auront passé faux contrats, & porté faux témoignages, seront punis de mort. Ce que les Juges pratiquent, quelquesfois, selon l'atrocité des cas, mesmement, s'il seroit aduenu en matiere criminelle : à fin que le faussaire soit liuré à la peine de mort qu'il auoit machinée contre un autre. Nouel. Leonis, 77. quelquesfois les Juges moderent la peine : comme aussi par la loy Cornelia elle n'estoit de mort, pour le regard des hommes libres, ains de deportation, & de confiscation de tous biens, d. l. 1. §. ult. D. eod. Mais par les constitutions des Emperours, si la grandeur du crime le requeroit, le conuaincu de faux estoit puni de mort. l. vbi falsi. C. eod. aussi dicitur capitale crimen l. falsi C. eod. Ceux qui falsifient les lettres du Roy sont punissables de mort, tant pour le faux par eux commis, que pour auoir abusé du nom & autorité du Roy : & nous en auons vus aucuns de nostre aage, qui pour tel cas ont esté pendus. Celuy qui sciemment faide d'un instrument faux, est reputé comme faulx, l. maiorem. C. eod. nam B. Ambrosius lib. 3. de offi. c. 1. ait cum etiam leges publicæ eum, qui sciens falso vititur, tanquam reum adstringant: Si toutesfois par ignorance il produit un instrument ou acte faux, il peut declarer si tost qu'on le maintiendra tel, qu'il ne s'en veut aider: ce que toutesfois n'empeschera qu'on ne puisse proceder contre celuy qui a commis le faux, & de l'en punir. Mais c'est une resolution commune que celuy qui est conuaincu de faux, on s'est aidé d'un acte ou instrument faux, doit dechoir du droit par luy pretendu en la chose contencieuse, l. in fraudem. §. quotiens apud. vbi Bart. D. de iure fisci. Qui en vouldra voir d'auantage qu'il lise Clarus, lib. 5. §. falsum. Guenois à la fin du troisieme liure d'Imbert.

k C'est une espee d'iniure de publier contre aucun des placards & libelles diffamatoires, & ceux qui les sement ou les ayant trouuez les publient, sont punissables de mort par la loy Romaine. l. vnic. C. de fam. lib. qui a esté composée par Triboman de deux loix du Code Theodosian: Il est vray que par la loy de Cornelia, de iniurijs, celuy qui auoit composé & fait quelque libelle diffamatoire contre l'honneur d'un autre, n'estoit si rigoureusement puni, l. lex Cornelia. §. si quis librum. & l. item apud. §. generaliter. D. de iniurijs, si est-ce que Cicero lib. 4. de republ. teste B. Augustino lib. 2. de ciuit. Dei cap. 16. les loix des XII. tables capite sanxerunt si quis actitauisset siue carmen condidisset quod infamiam afferret flagitiumve alteri: quod etiam confirmat Arnob. lib. 4. aduers. gent. aux capitulaires, lib. 7. cap. 142. ny a que peine d'exil; au chap. 278. celuy est puni du fouet tant qui a forgé & escript tel libelle, que celuy qui l'ayant trouué ne le rompt: Ce qui conuient aux ordonnances de Charles IX. 1561. art. 13. 1566. art. 77. & 1571. art. 10. & de Henry III. 1577. art. 14. recitèes au Code Henry: par lesquelles la peine contre celuy qui a fait ou semé tel libelle, pour la premiere fois, est du fouet, & pour la seconde de la vie. Quant à celuy qui l'auroit trouué, ie serois d'aduis avec Gomezius, lib. 3. cap. 7. de le punir seulement de peine arbitraire, selon la qualité du fait. Car s'il l'auoit seulement leué, sans le publier ne declarer à personne, ie n'estimerois qu'il meritaist quelque punition. d. l. vnic. C. de fa-

mos. libel. in his verbis, aut nulli confiteatur inuentum, & telle est la commune opinion de ceux qui en ont escrit.

1 Ce qu'il traite icy de la forme d'accuser, & de ceux qui ne sont recevables à proposer accusation, est pris la plus part, ex tit. C. de his quis accusare. Mais il ne s'observe du tout en France, car le vray accusateur du crime est le Procureur du Roy ou Fiscal. vt tradit Bened. in cap. Raynutius. in verb. mortuo itaque testat, de testamentis. Rebuff. in Const. reg. & celuy qui se veut rendre partie ne le peut faire, que pour son interest civil, s'il en a; parquoy quiconque a interest, se peut plaindre, & avec le Procureur du Roy ou Fiscal, former accusation, sans estre tenu de bailler caution, ny user d'inscription, dont est traité, in l. qui crimen. C. eod. n'ayant plus de lieu l'inscription en quelque accusation que ce soit, si ce n'est en crime de faulx. La partie civile administre tesmoins, ou le Procureur du Roy ou Fiscal: par les depositions desquels le Iuge peut cognoistre qui sont ceux qui sont chargez & preuenus, pour decreter contre eux, il n'est donc besoin que le Iuge s'informe de la vie & reputation de celuy qui se plaint du tort qui luy a esté fait, & en veut faire informer: dont ne se faut arrester à ce que Demosthenes escrit 1. contra Aristogito. Cicero. 5. acti in Verrem. l. qui accusare. D. de accusa. Par-ce que comme s'ay dict ne sont receus en France les accusateurs publics autres, que le Procureur du Roy ou Fiscal. Les femmes, principalement celles qui ne sont mariées peuuent poursuiure l'injure & le tort qui leur est fait, si elles sont mariées, les maris les doiuent defendre & soutenir leurs causes. l. 2. D. eod. l. 4. & 5. C. eod. Quant aux freres on ne suit le droit Romain l. si magnum. l. si sororem: car les freres & sœurs se peuuent plaindre & fuire informer des grands & grieux crimes, qu'ils auroient faicts les uns aux autres. Quant à l'enfant il ne deuroit estre receu à se plaindre criminellement contre son pere ou sa mere, s'il n'en auoit tres-juste cause, iuxta l. hi tamen. D. eod. Mais le pere pourroit auoir plus d'occasion d'accuser son enfant. l. propter insidias. C. eod. Cornelius Tacitus lib. 4. Annal. vt miseriarum & fauitæ exemplum atrox refert sub Tiberio, reus pater. Q. Vetus Seuerus, accusator filius, & si de crimine maiestatis ageretur. Mais telle accusation ne fust agreable à Tiberé, encorcs qu'il feist trop seuerement exercer le crime de leze majesté.

DES ACTIONS CIVILES, ET PREMIER

DE P A C T I O N .

T I T R E X L .



V R testat de ce que dit est, & monstré des actions criminelles, tant en general comme en especial: dire & monstrer veux en especial des actions civiles, & comment elles s'engendrent, & premier de paction. Et sçachez * que paction est * consentement qui se fait par deux ou par plusieurs en accord & consentement, par promettât & obligant à le tenir: & pour cepeux & dois sçauoir que conuent & paction fait par personne habille à faire contract licite & raisonnable & de bõne foy, est à tenir, & y sont à contraindre les obligez par toutes voyes deuës. ff. de pactis l. 1. & C. cod. tit. l. 1. & ext. de pact. cap. Amigonius.

* Consentement, au liure escrit à la main: & en vn autre, Conuent.

Vn exemple.

Il aduint^b qu'un preud'homme auoit deux fils, l'un auoit à nom Jacques, & l'autre Iean. Le pere fist son testament & ordonnances pour dernière volonté que ses heritages fussent à ses deux fils comme à ses propres hoirs: par telle maniere que si l'un mourroit sans hoir legitime, que son heritage reuenist à l'autre. Aduint que le pere mourut, les deux enfans demeurans apres son trespas firent paction ensemble, que Iean qui deuoit laisser sa partie à Jacques, si il mourroit sans hoir, luy donnoit presentement la tierce partie de l'heritage, & du surplus feroit sa volonté. Apres ces choses ainsi faictes, ledit Iean eut un fils, & ledit fils eut encores un autre fils, & mourut le fils dudit Iean, lequel Iean demeura taylor de ce derrain fils. Lequel derrain fils vint à l'Empereur, disant, que comme son taylor eust ordonné par son testament, que son heritage fust & demeurast à son frere Jacques, par condition que si Iean mourroit sans hoir auoir, ledit heritage reuendroît audit Jacques: toutesfois n'estoit pas mort ledit Iean sans hoir, mais en estoit yslu son pere, pourquoy ledit don que leldirs freres, c'est à sçauoir, que Jacques & Iean auoient fait, ne deuoit auoir lieu, mais deuoit auoir celle tierce partie que son taylor auoit donnée & pactionnée à son frere Jacques, comme de cause non faicte & non pactionnée: car son pere n'estoit pas mort sans hoir. Sur laquelle question fut respondu par l'Empereur que la paction qui fut faicte entre les deux freres si cõme dessus est dit, c'est à sçauoir, de Jacques & de Iean, n'estoit pas pour ce torchonniere que Iean eut enfans, car la chose n'estoit certaine si l'auoit ou non. Et pour ce que la chose n'estoit certaine: si fut il deliberé par l'Empereur en son grand Concile * que celle paction auoit esté droicturiere, & estoit à soustenir, & demeureroit le tiers de l'heritage aux enfans dudit Iean. l. conditionis incertum. C. de pact.

* Concile pour conseil.

Vn exemple d'un homme.

Vn homme auoit deux enfans fils, & fist son testament: par lequel testamente il pria & voulut que cil qui mourroit auant l'autre, laissast sa partie à l'autre. Le pere mort, les enfans firent paction ensemble, que iaoit ce que l'ordonnance de leur pere qui a voulu que l'heritage de l'un reuenist à l'autre, puis qu'il ne toucheroit à nul autre, ains ne touchoit qu'à eux deux, ils furent d'accord que chacun peust franchement faire

*Voluit allegare
casum. l. de si
de commissio. C.
de transact.*

sa volonté de sa partie, & ainsi le voulurent & eurent en conuent ensemble. L'un mort, les hoirs de l'autre firent debat & voulurent auoir son heritage, ainsi que par le predecesseur pere ausdits parconniers auoit esté ordonné, les hoirs du dernier mort y mirent contredit, & vindrent à l'Empereur. il fut dit par l'Empereur que la paction des deux freres estoit à tenir : & que l'un des hoirs n'auoit cause de demander la partie d'heritages.

Exemple de deux Cheualiers.

Deux freres Cheualiers allerent en bataille, & firent paction l'un à l'autre, que celuy qui eschapperait vif, fust hoir à celuy qui en la bataille mourroit. Contend en faillit entre aucuns des autres freres, & fut demandé à l'Empereur si ceste paction vaudroit. par l'Empereur fut respondu & par Concile, que iacoit ce qu'entre les autres telle paction si ne vaulst, car ce n'auoit force de donation faicte par don de mort, si comme cy apres en la rubrique de donations sera dit, ne ce n'estoit paction conditionnée à iuste & certain tiltre, qu'en tels cas doit auoir entre conuens & pactions, neantmoins pour-ce que c'estoit entre Cheualiers, & en tel cas que l'un estoit pareil à l'autre, telle paction entre Cheualiers, & en tel cas estoit à soustenir. *casus est in l. licet inter priuatos. C. de pac.*

Exemple de trois freres.

Item trois freres estoient, les deux moururent, si laisserent tous leursheritages à vne estrange personne. auant que le tiers frere qui estoit demeuré fust mort, se meut querelle contre luy qui auoit l'heritage de ses freres : & tant qu'ils firent paction ensemble qu'ils partiroyent lesheritages à moitié l'un à l'autre, & parmy tant le frere se deuoit deporter de celle demande. Ce fait, celuy qui ainsi auoit du premier l'heritage eu, fut de faillant d'accomplir la paction, ny ne voulut tenir le conuent qu'ensemble auoient fait. Le tiers demanda à l'Empereur qu'il luy fist droit d'une tenure que ses freres tenoient qui à luy deuoit appartenir, puis que la paction d'entre eux deux faicte ne vouloit entretenir, ou qu'il fust contraint à tenir la paction d'entre eux faicte à bonne foy. Et l'Empereur si fist responce par Concile. Comme tu es en saisine de la chose : & ton aduersaire l'a te demande, tu te peux defendre par action de paction & cōuenance : mais si ton aduersaire tient & est en saisine, & tu le demandes, il a contre toy exception de possession. *Possideo quia possideo.* Et d'autre part encores a-il exception de paction nuë : pour-ce qu'entre la paction n'a point de stipulation, & de nuë paction ne nait nulle action que tenu soit d'accomplir telle paction, s'il ne luy plaist, car contraindre on ne le peut. *potest esse casus. l. sine apud acta. C. de transact. & l. cum proponas. la. 2. de pact.*

Exemple d'un homme.

Vn homme fist son testament, & laissa à sa femme certains biens & part, duquel homme estoient demeurez quatre hoirs. Aduin que la femme par son plaisir laissa à deux desdits hoirs, & quitta tout ce qu'elle leur pouuoit demader à cause de son mary. Les autres deux hoirs le sceurent, & voulurent aussi estre quittes de leur partie, & dirēt qu'ils estoient de

de pareille condition, & que puis qu'elle auoit quitté les vns, aussi quitter les autres, car tout venoit d'une generation : & par ce voye blement les auoit quittez, ou qui le valoit. La demande en vint à l'Empereur, dit fut que pour ce ne deuoient pas estre les autres quittez, car la femme estoit faicte dame de son don par l'Ordonnance de son mary, qui ainsi l'auoit voulu, & pour ce qu'en pouuoit faire à sa volonté. *l. si actionem legati. C. eod. de pact.*

Une question.

Tu peux & dois sçauoir que la paction qui est faicte par plusieurs entre eux, que les vns ou les deux autres si payeroient toutes les debtes au mort par certain contract qu'ils en firent ensemble. Si se meut question des creditours au mort à l'un de ceux qui estoit hoir audit mort, comme successeur, & luy demanderent la dette, lequel hoir dit qu'il n'estoit pas successeur, & qu'il y auoit autre seigneur & successeur qui deuoit payer les debtes par certaine paction & conuent que nous auons eu ensemble: pourquoy ie ny suis tenu, mais il qui promis l'a. Le creditour respôd qu'il ne luy chaut quelle paction ils ayent ensemble: car à luy côme à seigneur s'adresse. ergo. &c. Demadé fut à l'Empereur qu'estre en deuoit. L'Empereur respondit par Concile que la cōuenance que les hoirs ont fait ensemble, ou les debteurs, n'oste ne change la demande & action au creancier qui est faicte sans son consentement. Car par la loy chacun doit payer sa part de la dette ou debtes. *l. pacto successorum. C. eod.*

Autre question.

Il aduint^f qu'un homme fit pactio à un autre par legere volonté, & dit ie vous dourray chacun an dix liures. & les paya par un an, ou par deux, & puis ne les voulust plus payer, & depuis fut refusant à celui à qui promises estoient. A l'Empereur en fut & luy en demanda conseil. Sur ce dict l'Empereur, si autre stipulation n'y a en la paction que ie t'ay ouy dire, tu n'as action de plus auant demader les dix liures que payer les vouldra, car tu n'as à luy que ton actio nuë & sans stipulatio de cause ne raison, pourquoy il les te promist à payer: car par plaisir les te promist & sans stipulation, & à sa plaissance les peut aussi laisser à payer: car comment ne laisseroit-il à payer à sa plaissance, si par propre stipulatio l'auoit promis à payer & pour certaine cause, & la chose ou cause ne fust pas droituriere: & si de bone foy ou par certaine cause l'auoit promis, si en seroit-il quitte par la loy, s'il s'en doulloit: pourquoy quant à simple plaissancel l'a promis & sans cause alleguée, ne sans stipulation, n'en seroit-il quitte à sa plaissance? *l. si certis annis. C. eod.*

De paction sur escheance à venir.

Vne^e question sourdit telle, à sçauoir mon que droit droit sur ce que deux ou plusieurs ont esperance d'auoir par succession l'heritage d'aucun dont ils sont hoirs, si celui mourroit sans en ordonner à sa volonté, & que faire peut tant qu'il viura. Or aduint que ces hoirs firent paction entre eux de cel heritage, vendirent & obligerét ce que venir leur en pouuoit. Dit l'Empereur par Concile que telle conuenance est non certaine & contre bonnes mœurs de paction faire, sur ce qui est en la volôré d'autre,

n'est sceu si on l'aura ou non, & pource nous ordonnons, que telles pactions ne vailent, car la loy ne souffre faire paction sur autre chose sans le sceu de ceux à qui elles sont. Et par plus forte raison ne souffrir la loy que supposé que celui qui encores vit qui tient l'heritage, en fist à ceste fin paction de laisser apres sa vie, si n'estoit par loy & gré de seigneur. Et si c'estoit par loy: si le pourroit il rappeler toutesfois que il luy plairoit, ergo paction qui s'en face ne vaut, puis que contredit est l. de questione C. eod.

Vn exemple en paction.

Le mariay^h vne femme que nourrie auoit en mon hostel, si luy donnay cent liures, par condition que si elle mouroit sans hoir, rauoir les deuoie. ie fis ceste paction à par moy, ne nul ne meut conuent de le rendre ne accomplir. Aduint que ceste femme mourut sans hoir, ie fis demande de rauoir les cent liures à son mary que donnees luy auoie. Le mary fut contredifant. Nous en allasmes à l'Empereur, & dist l'Empereur par Cécille

Immo, per dic. l.

Legem quam

dixisti, contra-

rium determi-

natur: quis

quamvis videa-

tur nudu, tamen

rei interuentu

vestitu est. Inde

quod dicit text:

tunc enim hoc

iure utimur, cū

ultima pacta prioribus derogent.

pactum nudum

est: alioquin cū

pecunia datur,

& aliquid de

reddenda eacon-

uenit, vultu est

conditio. Et no-

tanter dicit, de

reddenda cōie-

mit, super quo

verbo videtur.

hic stare auctor.

que ceste paction estoit trop nuë qui estoit faicte de moy à moy tant seulement, car comme dist est, paction est cōsentement de plusieurs en vne conclusion, & si n'a consentement que d'un seul par luy & sans aucune stipulation, & pource ne naist action de telle paction, car par forme de loy ne l'auoie pas fait ne donné, ne par forme de donation, puis que r'auoir le vouloie, ne aussi ne l'auoie pas fait par prest, puis que r'auoir le vouloie, & l'auoie fait par paction de le r'auoir, & nul ne le me promist à rendre, ergo l. Legem quam dixisti: C. eod. preterea. les loix veulent que

Exemple sur ce.

Vn homme me deuoit certains deniers, ie fis conuēt sur ce que rien ne luy demanderoie: & par ce en deuoit demeurer paisible, ne demander ne luy deuoye. ie auisay comment ie pourroie innouer ceste paction par nouvelle paction, à fin que la premiere fust destruite, & fist tant que ie deslusdits il ne s'aideroit de nulle exception de paye contre moy. Ceste derraine paction me sembla qu'elle innouoit la premiere que faicte luy auoie que demâder ne luy deuoye. & pour ce ie voulu estre payé & l'en-bray en cause. il s'en deffendit & proposa la paction dessus alleguee premiere que demander ne luy deuoye, si comme dit est, & par ce requeroit estre quitte. ie deffendi par la loy que les dernieres pactions sont à tenir, & non pas les premieres, & qu'il n'auoit fait paction que pour celle debte, iamais ne se ayderoit de exception de paye cōtre moy ne d'autre, il n'entendit pas que valoit, car il tenoit du tout estre quitte, par ce que demander ne luy deuoye, comme dit est. ie luy mis en fait comme de nulle exception ne se deuoyt ayder: & en outre qu'il ne pouuoit proposer paye, qui est la pure & vraye majeure, & que à la verité sans monstrier de debte ou vraye quittance, on ne peut differer absolution: pour quoy, &c. Sur ce nous fusmes enuoyez à l'Empereur. Dist l'Empereur par Cécille, que retourner pouuoie à ma premiere demande, & que raison estoit qu'il monstrast paye, & que la premiere paction estoit nulle, tant par la seconde, comme par raison & iustice, qui veut que satisfaction soit tousiours fai-

Et de ce que loyaument est deu. *l. pacta nouissima. C. cod. tir.*

Encores^k en confortant ce, dit la loy seconde qui apres vient, que en tous marchez qui se font par contract d'une personne à autre, il conuient qu'il soit entédu que ce soit contract de bõne foy, ou contract de droict, dont il s'ensuyt que aux contracts de bonne foy l'aucune paction y a, qui soit faicte par bonne foy au marché faire, par ceste paction est engendree action certaine & receuable: mais si c'est fait depuis le marché, celle actiõ ne engendre que exception, non pas action. *l. in bona fidei contractibus.*

Que paction faicte sur heritage sans benefice de loy, ne tient.

Un exemple sur ce.

Vn^l preud'homme auoit vn fils & vne fille, si maria sa fille, & luy donna son mariage si comme ils furent d'accord au mariage faire, & outre fist conuent & paction à son gendre que s'il mouroit, il voudroit que sa fille eust la moitié de son heritage, outre ce que à mariage luy auoit donné. Et grand temps apres le pere qui ainsi auoit sa fille mariee, voulut faire son testament, & par sondict testament vouloit donner ou partie d'iceluy heritage outre la moitié que promis auoit si comme dit est, & en voulant du tout ordonner à sa volonté, le mary de sa fille disant du contraire que de la moitié de son heritage ne deuoit ordonner ne faire testament, contre ne au preiudice du conuent de la paction que faicte luy en auoit au mariage faire. Le pere disoit du contraire, & que assez conuenablement auoit à sa fille donné de ses biens, & tant qu'il luy deuoit souffire selon luy, car si paction y auoit faicte lors, si n'estoit elle telle que lier le puisse ne doieue, que du sien ne puisse legater à sa volonté. Tout veu il fut dit par l'Empereur en son Cõcille que le pere par telle paction n'estoit pas lié, tellemér que de son heritage dont il estoit franc seigneur, & en saisine & possession paisible, ne peust ordonner, & par especial legater à sa volonté. *l. pactum quod dotali. C. eodem.*

Autre exemple sur ce.

Il aduint que vn hõme qui auoit deux fils fist son testament, & ordonna par son testament & fist les deux fils ses hoirs de tout son heritage par condition que l'un mort, l'heritage reuenist à l'autre au cas que il n'auroit hoir legitime. Or aduint que le pere mort, ses deux fils qui eurent tout l'heritage à partir par la moitié par la condition dicté, s'aduiferent qu'ils feroient ensemble paction puis qu'ils estoient franchement seigneurs de la chose, & mesmemér qu'ils n'auoient nuls enfans, ils abolirent l'ordonnance de leur pere, & la paction que faicte en auoit, & voulurent que chacun peust faire sa volonté de sa partie de l'heritage qu'ils auoient de leur pere. si s'en vindrent à l'Empereur demander si ce pourroient faire. Dist l'Empereur que faire le pouuoient, attendu qu'ils estoient vrayz seigneurs de la chose. *l. Cum proponas filios.*

De plusieurs faire paction.

Et s'il^m aduenoit que plusieurs fissent conuent à vn autre de payer vne debte, & à ce s'obligent, & chacun pour le tout, & puis l'un des obligez

Pp ij

voise au creditur payer telle part & portio qu'à luy pourroit appartenir à payer, comme si ce ne fust chacū pour le tout, & le creditur le reçoive, comme on est aucunesfois conuoiteux de recevoir argent, Sçachez que que depuis le creditur ne peut demander la dette, fors par portion à chacun pour sa partie, ne par especial à celuy qui sa partie payée, & est destruite & abolie la paction de chacun pour le tout, par la paye que separément en a reçu. Car il y a comme nouvelle paction & mutation de paction. *l. si creditores vestros. C. de pac.*

Des pactions qui ne sont à tenir.

IL y a aussi pactions, suppose que certainement soient promises à faire, si ne sont elles à tenir par la loy escrite, si cōme s'il aduenoit qu'aucun promist à faire aucun homicide, ou de faire aucū larcin, ou de faire aucune trahison, ou aucun battre, ou iniurier, ou dōmager en fait, ou en paroles; sçachez que telles pactions ne sont à tenir, ne foy, ne peine, ne stipulation qu'on y ait mise, ne vaut, mais seroiet à punir le prometteur & le requereur à ce faire. *l. pacta que contra leges. C. eod.* Encores peux & dois sçauoir que qui autoit promis que iāmais ne poursuivroit aucū pour meffait que fait auroit qui desireroit punitiō par loy, sçachez que telles pactions ne sont à tenir. [A ce propos y a ordonnāce du Roy Charles le quint, qui deffend que composition ne se face doresnavant pour cas de crime ou excès: ains qu'on en doit faire plaine iustice. *& est bona ratio, quia reipublice expedit ut maleficia non remaneant impuni a. l. ita vulneratus. ff. ad legem Aquili. & l. licitatio. §. quod illicitū. ff. de publica. & de ista materia quomodo liceat de iure transigere super pœna sanguinis, vide Doct. & Bart. in l. transigere. C. de transac. & in l. si tibi. §. quedam actiones. & ibi Iason. ff. de pact.*] Item quiconques fait paction & s'oblige à chose impossible, sçachez que telle paction n'est à tenir, Car le droict ne veut que nul s'oblige à impossible de chose qu'il ne puisse tenir. Ne qui fait paction contre bonnes mœurs, ne contre les commandemens de l'Empereur, c'est à dire de son seigneur souverain & de son seigneur droicturier, que les clerks appellent *plebiscita*, ne qui soit à autre dommageux: sçachez que tous tels conuens ne sont à tenir, ne obligatiō sur ce faite ne vaut. *facit ad hoc text. in l. ius publicum. ff. de pact.* Item s'il aduient que aucun induise autre à faire paction de dol; ne que dol y puisse auoir: sçachez que telle paction ne vaut, ne n'est à tenir. *ext. in §. illud nulla pactione. l. si vnus. ff. eodem.* Itē selon la decretale tous conuens de bonne foy, raisonnables & honnestes, qui sont promis à tenir par maniere de bonne foy, iacōit ce qu'il n'y ait pas contract, ou stipulation expresse, est à tenir. *ext. de pact. cap. 1. & ult. & instit. de inuti. stipulas. §. si quis alium.*

Item paction faicte sur autre volōnté n'est à tenir, car le faict d'autre ne puis obliger ne promettre, que celuy qui y seroit tenu le tenist, s'il ne luy plaist. *ff. de verborum obligatio. l. stipulario ista.* Item par paction faicte de temps à venir, on doit trouuer iuge qui s'en doive entremettre, si stipulation certaine n'y a qui face expresse mention du temps, du lieu, du iour, & de la chose. *C. de usuris.*

Quomodo hoc sit verum, vide gl. s. dict. l. si creditores. Barth. & Paul. de Castr. im. i. d. d. di. l. i. m. Barth.

[Ceste clause n'est au liure escris à la main.]

Il s'abuse de dire plebiscita, il eust mieux dit, constitutions.

Des actions de dol.

DOl selon raison si est quand mal engin si est trouué en quelque contract, ou en quelque stipulation, ou quelque quittance, ou quelque promesse promise à cause de reconuention, ou en quelque transaction faicte à cause de remuneration. Et est dict dol de fausses machinations, que par cautelle aucun faict à autre aux choses dessusdictes ou semblables, en taisant de la verité au Contract faire: *ut dicitur in Summae Azonis li. ij. rub. de dolo.* Et dois scauoir que actio de dol ne doit estre alleguée tant que bonnement ou puisse auoir autre action de recouurer le sien, car turpitude est cōme dol au proposans'il en decheoit, & laide chose seroit à maintenir: & pour ce le Iuge sans vehemente coniecture ne le doit recevoir: & si coniectures y sont, de ce doit estre premier cogneu que de la cause principale. Car si dol y est trouué, la cause principale est nulle pour le commandeur. pour ce en doit premier estre cogneu. Encores dois scauoir que quiconques veut alleguer action de dol, il faut qu'il intente deuant Iuge qui de ce peut cognoistre, dedans le terme de deuxans. Et si plus de temps laissez passer sans auoir intenté action deuant Iuge competent, il n'y seroit à recevoir. *C. de dolo. l. ult.*

L'ay noté cy dessus que l'action de dol n'auoit lieu en France, ains se falloit pourueoir par lettres de restitution dans le tēps porté par l'ordonnance.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

QV A R A N T I E S M E.



L entre autre traité des matieres ciuilles, & commence à la paction, laquelle il definit selon que fait le Iurisconsulte in l. i. D. de pactis, où il dict, Pactio est duorum pluriumve in idem placitum & consensus. Et encores qu'en quelques liures n'y soit la conuention & si est ce qu'elle ne me semble en deuoir estre ostée, pour signifier que la paction est la conuention & consentement de deux ou plusieurs en vne mesme chose, à scauoir pour faire ou bailler: & ainsi l'ont leu & entendu les Basiliques. Et le mot Placitum, se prend souuent tant aux liures des Iurisconsultes que d'autres auteurs, pour conuention, vt ostendit Brissonius lib. 14. de verbor. signific. & autres qui ont fait des lexicons: & Cic. lib. 2. de inuent. Pactum, inquit, est quod inter aliquos conuenit, quod iam ita iustum putatur, vt iuri prestare dicatur. L'auteur use generally du mot de paction, non seulement pour celle, quæ dicitur pactum nudum, ains pour toute conuention & promesse, par laquelle aucun promet & s'oblige, & dont il peut estre contrainct par action, encores que d. l. i. parlant de garder les pactions, soit interpretée par plusieurs, suivant l'Edit du Preteur in l. 7. §. ait Prætor. D. eod. de pactis nudis, quæ etiam conuenta appellantur, mais telles subtilitez du droit Romain sont à present peu obseruées en France.

b icy est traitée l'espece l. i. C. de pactis, par laquelle est décidé que la paction faicte entre deux freres sur l'esperance & condition incertaine du

fidecommis est vallable à quoy conuient l. Cùm proponas, 16. C. eod. L'incertitude de la condition estoit en ceste espece, lequel des deux freres suruiuroit, & s'il le premier decedant delaisseroit aucuns enfans. Autres interpretes proposent en l'espece d. l. 1. que le pere n'auoit requis que l'un de ses enfans de restituer l'heredité à l'autre, s'il mourroit sans enfans, laquelle espece a fait disputer, si par la diuision faite entre les enfans se peut remettre & quitter le fidecommis delassé par le pere, de laquelle j'ay traité tant aux reponces que au 3. liure des Pandectes. & ca traditur in l. De fideicommissi, C. de transact. l. Qui Romæ. §. ult. D. de verb. oblig.

c Ce qu'il traite icy de la conuention faite entre deux hommes de guerre qu'il appelle Cheualliers, est in l. Licet. C. eod. & dicuntur milites, qu'ils peuvent faire en allant à la guerre, que l'un d'eux succedera à l'autre mourant à la bataille: laquelle par le droit Romain est approuuée, mais entre autres personnes elle est repprouuée: tellement qu'elle n'a espece de donation à cause de mort. Par ce que par ledit droit il n'est licite de faire pactio de sa future succession, par laquelle soit ostée la libre puissance de tester. l. Pactum quod dotali. C. eod. l. Hereditas. C. de pact. conuen. Mais se trouvent quelques especes, esquelles les pactio faittes entre quelques personnes, que les biens du premier mourant appartiendront au suruiuant, auroient esté declarées vallables, par arrests de la Cour: comme celle d'entre les Dignerons, dont j'ay fait mention au liure. neuuesme des Responces, chapüre troiesme, & celle dont estoit question en l'arrest du trezieme iour de Decembre, mil cinq cens octante trois, pour damoiselle Camille de Morel, contre Philippes Migot tuteur de Charles Migot son fils.

d En la l. Cùm proponas, 11. C. eod. est traité qu'il faut entretenir les conuentions faittes par transaction: mais en l'espece proposée, il est décidé par icelle, que si l'une des parties ne veut entretenir la pactio faite pour succession, ne peut celuy intenter action qui ne possède en vertu d'icelle: mais s'il iouist il se peut ayder d'exception de la pactio: quod etiam traditur in l. Siue apud. C. de transactionib. Toutes fois y a plus de subtilité en telle decison, que d'equité de droit: & partant par le droit François y auroit lieu d'action pour l'entretènement de ladite transaction: car la pactio portée par icelle ne peut estre reppuée nue, d'autant qu'elle est aydée de cause, & qu'en semblable espece in l. Cùm mota. C. de transact. encores qu'il n'y ait en stipulation. nihilominus datur actio præscriptis verbis.

e La raison de cet article est que la pactio faite avec aucuns ne profite aux autres. l. Si actionem. C. de pactis par ce qu'il est en la liberté du creancier, ennens lequel plusieurs sont tenus & redenables de remettre & donner aux uns les parts qu'ils doiuent, & se faire payer des autres. Je sçay bien qu'aucuns interpretans la diction aliis, qui est in d. l. Si actionem. ont autrement proposé l'espece, à sçauoir que la femme auoit quitté l'action du legs ou fidecommis, à quelques autres personnes, qu'elle auoit contre les heritiers de son mary estimant ceux en estre heritiers d'iceluy, ausquels elle auoit remis ladite action: mais soit en l'une ou l'autre sorte qu'on l'interprete, la raison cy dessus alleguée y peut seruir. En l'article ensuiuant est traitée autre question à

ſçavoir que les heritiers d'un detteur ne pœuēt faire paſſiō entre eux au preiudice du creancier, que l'un d'iceux ſera tenu ſeul de payer la dette, par ce que nonobſtant telle paſſiō le creancier ſe pourra addreſſer contre chacun d'eux pour leurs parts & portions hereditaires pour leſquelles la dette eſt diuiſee, entre eux, meſmes par la loy des XII. Tables. l. Pacto ſucceſſorum. C. eod. auſſi ce qu'auroit fait un legataire, ou fidecommiſſaire, ou autre creancier, avec l'un des heritiers du deffunt, ne peut nuire ne profiter aux autres: car chacun doit porter & payer ſa part de la charge ou dette dont il eſt tenu.

f La queſtion l. Si certis annis a eſtẽ amplement agitee par les interpretes, propter l. Cũ de in rem verſo. D. de uſur. qui ſemble eſtre contraire: mais il eſt facile de concilier leſdites loix, & reſoudre ladite queſtion. d. l. Si certis annis. diſpoſe en l'eſpece d'une choſe ou ſomme de deniers non deuẽ, promiſe par nue paſſiō, c'eſt à dire ſans cauſe de laquelle la preſtation faiſte par certaines annẽes ne peut obliger celuy qui l'a faiſte, à payer à l'aduenir, ſi ne ſeroit interuenue ſtipulation: & la raiſon eſt, par ce que d'une choſe qui n'eſt deuẽ la preſtation ne peut faire qu'elle ſoit deuẽ à l'aduenir, n'y ayant conſentement de celuy qui en auroit fait la preſtation. l. Creditor. C. de uſur. l. Operis. D. de oper. liber. & ne fait au contraire d. l. Cũ de in rem verſo. par ce qu'en icelle la dette ſubſiſtoit, d'autant que l'argent auoit eſtẽ preſtẽ à l'enfant de famille, qui en auoit promis les uſures, tellement que la difficultẽ qui eſtoit en ladite loy ne conſiſtoit à ſçavoir ſi la choſe eſtoit deuẽ ou non, ains ſi le pere deuoit l'argent preſtẽ, comme tournẽ à ſon profit, dont i'ay plus amplement eſcrit au ſecond liure des Pandectes.

g La conuention de la ſucceſſion d'un homme viuant faiſte entre aucuns qui eſperent icelle apres ſa mort, eſt reprouuee, comme eſtant contre les bonnes mœurs, & plaine du mauuais & triſte vœu & enuement, ſinon qu'elle ſoit faiſte de ſon conſentement, grẽ & volonte, qu'il y perſeuerẽ inſques à la mort. l. vlt. C. eod. dont ie paſſe icy la queſtion, par ce qu'il en conuiendra cy apres diſcourir.

h Contre ce que traite icy l'auteur fait l. Legem quãm. par luy alleguee par ce qu'en icelle il eſt expreſſement decide, qu'il faut garder la loy, c'eſt à dire la conuention, laquelle auroit eſtẽ diſte quand on a baillẽ le dot: & que telle paſſiō peut produire & engendrer action pour repeter la pecune, de rendre, laquelle auoit eſtẽ conuenu, par ce que ce n'eſt une paſſiō nue, ains fondee ſur iuſte cauſe, qui eſt autre la conuention, vt rectẽ à Connano obſeruatũ eſt.

i C'eſt une regle generale, que les dernieres paſſians deſrogent aux premieres, tellement que ſi aucun auquel eſtoit deu quelque choſe ou pecune, faiſoit paſſiō avec ſon detteur de ne luy rien demander, & apres fĩt autre paſſiō, qu'il pourroit luy demander, & ſe faire payer: il peut agir en vertu de la premiere obligation: contre laquelle ſi le detteur propoſe l'exception de la premiere paſſiō de ne rien demander, il repliquera de la derniere, par laquelle il auroit conuenu qu'il demanderoit. l. Pacta nouiſſima. C. eod. l. Si vnus. §. paſtus ne poteret. D. eod.

k Encore que la paſſiō nue n'engendre action, ſi eſt-ce qu'es contractz de bonne foy elle la forme quelqueſois, c'eſt à dire que l'action qui com-

pette du contract est formée selon la paction inherante à iceluy, si des le commencement & incontinent elle est faicte, c'est à dire si elle est apposte au contract lors qu'il se faict: car si apres que le contract est faict les parties font quelque paction ensemble, icelle n'aura effect de produire action, ains seulement exception; c'est ce qu'en traicte le droit Romain. in l. in bonæ. G. cod. l. 7. §. quiniimmo. D. cod. l. pacta conuenta. D. de contrahen. empti. & aliis, ou ceste question est plus amplement discourue & expliquée. & au deuxiesme liure des Pandectes j'ay monstré que peu elle sert à present.

l JI a parlé cy dessus de la paction faicte entre aucuns de la succession d'un homme vivant, & il traicte icy de la paction que faict aucun par contract de mariage, qu'aucun soit son heruier, soit en tout, ou en partie. Car ainsi on interprete generally l. pactum quod dotali. C. cod. & l. pactum dotali. C. de collatio. & l. ult. D. de suis & legi. Et par le droit Romain telle paction est reprouvée & reputée estre contre les bonnes mœurs: par ce qu'elle oste la liberté de faire testament, comme est aussi la stipulation. l. stipulatio hoc modo concepta. D. de verb. oblig. l. ex eo. C. de inut. stip. mais tel droit a esté abrogé par la constitution dixneufiesme de l'Empereur Leon, lequel veut la paction que faict le pere pour faire succeder ses enfans également, soit gardée: & par le droit François dès long temps introduict entre les nobles, comme tesmoigne mon vieil praticien, & depuis entre toutes autres personnes, la paction de la future succession faicte en consideration & respect du futur mariage est receüe, approuvée, & ordinairement pratiquée: & aucuns adionstent qu'elle est aussi valable pour cause de societé de tous biens. Masuerius tit. de societate. §. item licet. Auffer. quest. 452. Benedict. in cap. Raynutius. in verb. duas habens filias. de testamen. Et à ce propos on allegue plusieurs arrests. & cap. quamuis. de pact. in 6.

m La question. l. si creditores C. cod. meriteroit un long discours: mais la sentence d'icelle est, que si un creancier ayant plusieurs obligés d'une mesme debte reçoit partie de la debte de l'un d'eux, payant expressement pour sa personne, il ne pourra luy demander les parts des autres: & certainement la decision de ladicte loy est fondée sur les mots pro sua persona: & par ce moyen elle n'est contraire aux autres loix, qui veulent que celui des obligés qui a payé une partie de la debte ne soit quitte & deschargé des autres parts. l. reos. C. de Fideiussor. l. inter §. 1. D. cod. par ce qu'il les faut entendre au cas que le creancier ne l'ait receu particulierement à payer pour sa personne, & en son nom, comme j'ay plus amplement discouru au quatriesme liure des Pandectes.

n Le Preteur par son Edit n'auoit proposé de garder les pactions, sinon celles qui n'estoient faictes par dol, ne contre les loix, plebiscites, senatconsultes, & Edits des Princes, ny en fraude d'eux. l. 7. §. Ait Prætor. D. cod. Et toutes pactions qui sont faictes contre les loix & constitutions, ou contre les bonnes mœurs sont reprouvées, l. pacta quæ. C. cod. dont y en a des exemples in d. l. 7. & l. 27. §. illud, & seq. D. cod. du nombre desquelles sont celles qui contiennent une cause laide, vilaine & infame. Et generally la paction faicte contre le droit commun, c'est à dire contre ce qui est permis faire

faire par le droit commun, ne doit estre gardée, ne le serment qui en auroit esté fait. d.l. 7. §. & generaliter. Quant à ce que l'auteur adiouste ex l. Transigere. C. de transact. n'est si estroitement gardé en France: par ce qu'il est permis en tous crimes aux parties civiles de transiger & faire paction pour leur interest civil; d'autant que la vengeance publique & réparation criminelle appartient au Procureur du Roy ou fiscal, comme s'ay escrit cy-dessus, & ne peuvent les accords & pactions des parties luy preiudicier. Ce qui suit en cet article requiert plus long discours, & en sera traité en autre lieu plus commodement.

DES TRANSACTIONS.

TILTRE XLI.



TRANSACTION^e est de chose douteuse & incertaine, ou de chose non finie ou accomplie faire par paction & accord certain. Ou autrement transaction est permutation de lieu en autre. Et pour ce sensuyt monstrier qu'est transaction, car l'une se descend de l'autre. Si peult & dois sçauoir que généralement à parler, se fait transaction par plusieurs manieres, si comme s'il aduient que deux parties soient en procez, l'une contre l'autre pardeuant Iuge, & pour obuier aux mises s'accordent ensemble, par telle maniere que l'un demeurera tenu enuers l'autre d'aucune somme d'argent, ou d'autre chose, & de ce facent obligation ensemble, c'est à sçauoir lequel que ce soit qui s'oblige à rendre & payer ce dont ils sont d'accord: ceste chose est selon les droicts appelée transaction, pour ce que la demande que souloit faire le demandeur, doit dire deuant le Iuge qu'il auoit action de demande contre le defendeur qui est chose à cognoistre ramenée & mis en chose certaine, c'est à sçauoir en chose certaine & recognüe.

En exemple.

J'auoye vne sœur qui faisoit questio contre moy pardeuant le Iuge pour certain heritage qu'elle disoit à elle appartenir. Et pour ce que ie voulu escheuer matiere de procez, ie fis paction à madite sœur de x. liures parisis, par ce qu'elle me tenist en paix, lesquelles ie luy promis à rendre, & à payer. Apres aduint que ie me repenti, pour ce que ie sceu certainemēt qu'elle auoit tort de ce demander, & ne luy voulu payer lesdictes dix liures ainsi promises. Elle m'en trait en cause deuant l'Empereur. Tout veu il fut dict que ce que i'auois promis pour doute de procez, non point pour autre corruption, estoit à tenir, puis que cessé seroit du procez, & de ce auoir fait transaction par le moien de dix liures, si comme dict est, *l. Cum se proponas cum sorore tua. C. de transact.*

Un autre exemple.

Encores ensuit vn autre exemple sur la forme & maniere de transaction. Vn mineur auoit tuteurs & curateurs, luy venu en aage, traict ses tuteurs & curateurs en cause, pour auoir compte du sien: debat & procez

*Hors de mineur.
Au liure escrit à
la main, c'est à
dire n'estant
plus mineur.*

si assist. Pour oster toute matiere de procez, ie fis contre le mineur transaction à eux du contend, & les quittay de tout ce qu'ils pouuoient estre tenus à moy, pour certaine somme d'argent qu'ils m'en promirent à rendre & payer, & de ce fis certaine paction, & ainsi ie fis de ce quoy ils m'estoient tenus, par action de besoignes faites, & remis en transaction de nouuelle stipulation, que les clerc appellent stipulation aquilaine, c'est à dire de chose incertaine mettre en obligatiō certaine par lieu de paroles. Or uint que les tuteurs allerēt briefuement mourir, ie me aduisay qu'ils auoient encores de mes choses pardeuers eux: si les tray en cause. Les hoirs se voulurent defendre par la transaction dessusdicte, & disoient que pour certaine somme ie les auoye quittez: ie respondy que bien estoit vray que quittez les auoyede ce qu'ils m'auoient gouuerné en recepte: mais de ce que du mien auoient en ioyaux & de tels choses, non. Ils disoient que si, & que la quittance estoit de toutes choses generally. Sur ce contend fut dict par le Iuge quel a quittance seroit veüe, & si elle faisoit mention que des ioyaux ie eusse fait expresse quittance, ou tellement si generally & especiallement qu'ils y pussent estre comprins ne entendus, la quittance vaudroit: si non, la demande seroit à recevoir. *quia specialis transactio specialem operatur effectum. l. Age cum Geminiano. C. de transac.*

Dedans quel temps exception peut estre intentée en temps de transaction.

Par l'ordonnance de l'an 1539. art. 134. le mineur peut estre vestimé dans les dix ans, depuis l'age de majorité, c'est à dire iusques à ce qu'il ait parfait & accōplis l'age de trente cinq ans.

Et s'il estoit que par le tuteur apres la transaction faite, fut le mineur deceu, & que ainsi fut trouué parties ouyes, si le mineur pouuoit ce monstrer que dedans deux ans apres la transaction, encores il seroit à recevoir & si plus attendoit, non, selon la loy, & sans proposer d'exception, & la monstrer contre la transaction, ne seroit le mineur à recevoir. *l. Actione administrata. C. eod.*

De muer hoirie par condition.

Deux freres estoient hoirs de leur pere seul & pour le tout, lequel pere auoit fait testament & ordonnances que les heritages qu'il auoit, laissoit à ses deux fils par telle condition que si l'un mourroit sans auoir enfans legitimes, qu'ils reuenussent à l'autre frere. Le pere mort, les deux fils freres & hoirs de leur pere, de leur volonté quitterent l'un l'autre par ceste ordonnance de leur pere: & firent transaction l'un à l'autre sur ce que chacun pourroit faire sa volonté des heritages à eux appartenans par la mort de leur pere. Aduint qu'un temps apres l'un des freres alla mourir sans enfans, & fust & ordonna de ses heritages. Et l'autre frere qui estoit demeuré, voulut venir contre l'ordonnance de son frere, & disoit que son pere auoit ordonné, &c. & que pour ce ne pouuoit auoir fait quelque transaction qui peust destruire l'ordonnance de derrainne volonté de leur pere, des dons qu'auoit fait le frere mort par son testament. Les hoirs disoient du contraire, & que l'ordonnance du pere par la volonté aux deux freres estoit muée & transignée en ce que chacun en pouuoit faire sa volonté, si comme dict est, &c. Le frere viuant disant du contraire, & que si transaction y auoit eu entre eux, si estoit-il deceu, &

par ce droit paction qui est en deception, n'est à tenir, ne transaction qui s'en ensuiue, mesmement puis que dedans le terme de deux ans on en fait action & poursuite. Sur ce debat fut dit par le iugement de l'Empereur par son Concille, que la transaction faite deuers les deux freres estoit à tenir & à conseruer, voire supposé encores que l'un des faiseurs eust esté mineur quand ladite transaction fut faite. Car elle estoit affiancée à bonne foy, & que l'un ne desiroit la mort de l'autre, ne en ce n'auoit deception, ne pour engigné ne s'en deuoit tenir. *l. De fideicommissa. C. eodem.*

De transaction faite hors heure.

Selon^d la loy escrite, sçachez que aussi grand force doit auoir la transaction à droit faire d'entre parties aucune, que est la sentence donnée du Iuge: car rien ne doit estre plus vertueux que la loy des hommes à tenir & à la garder ce qu'ils ont en conuent. Et pour ce qu'aucuns disoient que la transaction qui faite estoit hors heure, n'estoit à tenir: sçachez que ceste question mise deuant l'Empereur, il fut dit par Concille que la transaction faite par bonne foy est à tenir, quand ne à quelque heure que faite soit: ne rien ne doit perturber le vray consentement de homme qui est habille à paction faire de bonne foy, & qui a aage que faire ne le puiſt. *eqd. l. Non minorem.*

De transaction par feintise.

Item il^e aduint qu'un homme demandoit vne maison à vn autre qui contredit y mettoit: si firent transaction ensemble par le moyen de vinge liures que donna le defendeur ou demandeur, afin qu'il se deportast de la querelle. Et pour plus seurement faire leur paction mirent en condition qu'au defendeur demurerait la maison comme pour achat, & de ce feroient lettres qui seroient intitulées d'achat, & pour certaine somme déclarée ausdites lettres. Vn temps aduint que le demandeur voulut demander le prix qui en nom d'achat estoit contenu en ladite lettre, dont il n'auoit esté payé ne satisfait si cōme il disoit. Le defendeur maintint que jaçoit ce que la lettre fist mention du tiltre d'achat, & du prix déclaré, neâtmoins estoit-il vray que par certaine transaction & par le moyen de vinge liures, ladite maison estoit demeurée audit defendeur comme son heritage, jaçoit ce que tiltre d'achat y soit déclaré pour plus y seurement faire. Sur les debats la querelle fut portée deuant le Iuge. dit fut par grande deliberation de conseil, que pour neant demande le demandeur le prix contenu en ladite chartre qui par feintise y fut mis, Car selon la loy, ce qui est fait par feintise, doit estre cōpté comme non receuable. *C. eod. l. Cum ea.*

D'autre maniere de transaction.

Item aduint^r qu'un homme cuida estre hoir d'un autre, & pour ce paya aucunes de ses dettes. Et quand il vit que tant deuoit, pour escheuer le dommage, fist transaction aux crediturs, & leur paya partie de leur dette tant que contens en furent. Et pour ce le fist qu'il esperoit & tenoit estre hoir du mort, & auoir par succession tout le residu de ses biens: il aduint qu'autre s'apparut qui fut plus prochain, & fut dit hoir. Quand celuy qui auoit ainsi payé, vit que hoir ne seroit, il voulut retraicter & demander ce

que payé auoit cōme dit est. Ceux à qui ce auoit payé, disoient du contraire, & pour ce par transactiō de païé, leur auoit payé ce que deu leur estoit, & que n'estoient tenus de le rendre, mais bien se trait aux hoirs qui en demeureroyent quittes, le demandeur disant du contraire. Ceste querelle fut portée deuant le luge. dit fut par deliberation de conseil puis que depuis la transactiō ce auoit faict & payé, ce bien fust auist, car retraicter ne le pourroit de droict, par ce que comme pleige ne l'auoit pas faict, ne aussi comme contrainct par force, ne par tricherie. *l. Nec intentio creditorum. C. eod.*

Transactiō par aquilaine stipulation.

Item ensuit^s vne pareille loy & sur cas pareil. Le plaidois à vn homme de certaine chose qu'il auoit de moy entre plusieurs autres. Et pour oster matiere de procez par le moyen de mes amis fis paix à celui de celle chose, moyennant certaine transactiō que nous fîmes ensemble par aquilaine stipulation, qu'il m'en promist à rendre, & parmy tant ie fis à celui quittance, & luy promis que rien ne luy demanderoie. Et luy fis quittance si generale que ie ne dis ne declaray en celle quittance que ce fust pour celle chose, mais dis que ie luy faisoie quittance de tout ce que ie luy scauoie ou pouuoie demander. vn temps apres aduint que ie luy fis demande pour certaine autre chose que i'auoye à marché à luy, & que il auoit du mien receu & manié. Si l'en tray en cause deuant luge, il se ayda de la quittance que de moy auoit, disant comment par certaine transactiō ie luy auoye fait ceste quittance, pourquoy il vouloit dire que elle estoit telle & si generale que iamais ne luy pouye rien demander. &c. Le luy respondy que bien luy auoye faict quittance par traité de certain accord que nous auions eu ensemble sur tel cas, dont nous estions deuant le luge pour lors, & pour ce luy fis quittance si parle que plus rien ne luy demanderoie: toutesfois neut-il oncques autre accord entiers moy que de celle chose dont lors nous estions en question, ne oncques n'en auoye faict contend ne demande d'autre chose que de celle dont il ensuit: si ie puis monstrier que d'autre chose soit tenu à moy, i'y suis à recevoir, & ne luy doit valoir la quittance faicte d'icelle chose, dont nous deuifâmes pour lors, car tousiours est-on releué en erreur de compte. Tout vueil fut dict par iugement de Concille d'Empereur que à demander compte des autres choses i'estoye à recevoir, nonobstant la quittance: puis que en icelle n'estoit especialement le cas déclaré ou en partie: & la raison est tres-bonne: car *clausula generalis refertur tantum ad specificationem. l. Si de certa. C. eodem.*

De transactiō sans stipulation.

Trois^s freres estoient demeurez sans pere & sans mere, dont l'aîné tenoit certain heritage, que les deux mainez demandoient à auoir pardeuant le luge. contend en estoit apparemment à longuement durer, & pour ce firent transactiō ensemble que le plaïd fut mis ius par certain moyen de l'aîné qui leur promist à faire & rendre. & avec ce auoient plaïd encontre luy pour ce que comme leur aîné il auoit esté leur tuteur: il luy demanderent compte de leurs biens, brief ils luy firent quittance:

de tout sous espoir, pour ce qu'il n'auoit nuls enfans, qui apres sa mort il leur lairroit son heritage, sans en ordonner à autre, & ainsi leur promist il. En certain temps apres ils s'apperceurēt que leur frere vouloit ordonner de son heritage à autre. Si s'en traitēt deuant Iuge, disans qu'ils estoient engingnez, & que ladicte quittance fust nulle, ou que la promesse leur fust tenuē. Le frere aîné disant du contraire : & que engin ne se pouuoit entendre en chose qui se peut prouuer en la paction faicte, & si promis leur auoit son heritage apres sa mort, si n'y auoit il de ce quelque stipulation, ne de raison promettre ne le pouuoit par simple paction qui est comme nuē, & telle n'est à tenir, pourquoy. &c. Lesdits freres disans du contraire, & qu'ils auoient faict la quittance à bonne foy, & sur espoir qu'il tenist la promesse, dont si tenir ne la deuoit, ils auoient esté engingnez & deceus : car le contract par engin n'est à tenir. Tout veu selon le texte de la loy escrite sur ce, l'Empereur determina que engin ne se assiet sur chose qui se peut aduiser au traité faire ne chose nuēment promise par especial sur heritage n'est à tenir par contrainte. *C. li. ij. de trans. l. Cum donationis seu transactionis. qua est mira res. ex qua impubes bonis suis frustratur. Vide ibi Docto.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

QUARANTE ET VNIESME.

LE verbe transiger. se prend generally pour expedier, finir & mettre à fin quelque affaire : mais en ce traité des transactions on entend transiger, decider & composer de quelque chose douteuse, de laquelle y auoit proces men, ou qu'on craignoit deuoir estre men, avec certaine paction & conuention faicte entre les parties : dont la transaction se peut définir l'accord & composition de chose douteuse, pour laquelle y auoit proces, ou qu'on craignoit qu'il s'en eust mouuoir, avec certaine conuention & condition sous laquelle l'un quicte la chose contentieuse & luy est baillé ou promis quelque autre chose ou pecune. l. i. D. de transact. l. Transactio. C. eod. & encores qu'il n'y eust proces inuenté ny par auenture sicut d'en mouuoir aucun, si est ce que la transaction ne laissera d'auoir effect, d'autant qu'il suffist qu'icelle auoit esté faicte pour crainte de proces. l. 2. C. eod.

b Pour entendre cēt article conuient noter que par le droit Romain auoit esté introduicte la stipulation appelée Aquiliane, par laquelle les obligations & actions de toutes choses estoient transférées en stipulation & nouees, & ladicte stipulation Aquiliane estoit perimee par l'acceptation. l. Aquiliana. D. eod. & la transaction se faisoit ou par stipulation Aquiliane ou par paction. l. 2. D. eod. Mais encores que la transaction eust esté faicte par stipulation Aquiliane, si est ce qu'en icelle ne sont compris les proces, differends & negoces, desquels n'auoit esté pensé ne traité entre les parties l. cum Aquiliana. D. eod. & l. Age cum Geminiano, eod.

Q. ij

c *I*ay parlé cy dessus de la question, qui est icy traitée, prise ex l. de fidei-commisso. C. cod. par laquelle est décidé que si entre quelques héritiers est laissé un mutuel fidecommis, à la condition que le premier qui decederoit sans enfans, restitueroit au suruinant sa part, & ils auroient par transaction remis & quitté l'esperance dudit fidecommis, telle transaction est valable: non seulement entre Majeurs, ains aussi quand l'un d'eux seroit mineur: par ce que le mineur n'est tousiours restitué, s'il fait quelque chose, ains s'il auroit esté decen par ce qu'il auroit fait. l. Verum. §. sciendum. D. de minor. Car la doute de l'ennemieté de la condition fait que le mineur ne scauroit pretendre qu'il auroit esté circonuenu. Verum, vt ait Vlpianus, non euentus damni restitutionem indulget, sed inconsulta facilitas. Toutesfois m'estant trouué en cōsultation avec aucuns Advocats des plus celebres du Palais au Parlement de Paris, sur une semblable question i'ay entendu d'eux qu'un mineur auoit esté restitué par arrest, d'autant qu'il est assez decen par fragilité d'age, en quittant le droit duquel il n'a encores cognoissance.

d *L'*authorité des choses iugées est telle, que par la sentence qui auroit eu force de chose iugée, le procès est décidé & terminé, comme aussi par la transaction, laquelle est fondée sur le consentement & conuention des parties: & par tant ne peut estre retractée entre majeurs, sous pretexte de ce qu'elle auroit esté faite de nuict. l. Non minorem C. cod.

e *En* l'espece. l. cum ea. C. cod. on propose que celuy auquel par la transaction auoit esté promise certaine somme, se seroit fait promettre icelle comme un prix certain, par contract d'emption & vendition fait avec celuy auquel il auoit quitté l'heritage contentieux. & la raison de ladicte loy qui denie action en ladicte espece est, par ce que ce n'estoit une vraye vendition, ains feinte & le prix feint. Mais sans s'arrester à telle subtilité si la somme estoit dené & promise, celuy qui l'auroit promis seroit tenu d'en faire le payement: & n'y auroit apparence de debouter le demandeur de son action, puis qu'à la verité il luy seroit deu: par ce qu'en France on s'arreste plus tost à la verité des choses, qu'à la formalité des paroles: joint l'ordonnance de Moulins, qui autorise grandement les contrats faits par escrit, & ne reçoit contre iceux preuve de tesmoings, mesmes quand la somme ou la valeur de la chose excède cent liures.

f *En* ceste espece quæ sumpta est ex. l. Nec intentio. C. cod. encoræ que la somme promise ou payée aux creanciers par celuy qui festimoit héritier du dessus eust esté par luy dené: toutesfois par ce que celuy qui l'auroit payée ou promise, l'auroit fait par erreur, estimant faussement qu'il estoit héritier: tellement qu'il sembloit qu'il peust repeter ce qu'il auroit payé, & n'estre tenu de ce qu'il auroit promis. l. Si pænæ. §. 1. D. de condict. indeb. Ce neau moins à cause de la transaction il est décidé qu'il ne peut repeter ce qu'il auroit payé, & mesmes qu'il peut estre contraint à payer ce qu'il auroit promis par stipulation. Car la cause est assez suffisante pour rendre obligé à payer celuy qui festimoit héritier, que la transaction, l. In summa D. de cond. ind. toutesfois il me semble que celuy qui auroit ainsi payé le pourroit repeter du vray héritier: qui seroit tenu luy rendre, & l'acquitter.

de ce qu'il auroit promis aux creanciers, quia vtiliter gessit negotium hereditatis.

g L'ay parlé cy dessus de la question qui est icy traitée, à sçavoir qu'en une transactiō generale faicte pour certains procès & differēds que les parties auoient ensemble, ne sont comprins les choses desquelles n'auoit esté pensé ny traité: encores qu'il y ait clause generale, par laquelle les parties se soyent quittées l'une l'autre de toutes choses quelconques, & promis de ne plus rien demander. Car telle clause se doit referer aux procès & differēds sur lesquels les parties auroient transigé. l. Si de certa. C. eod. Mais en telle espeece faudroit obtenir lettres pour estre releué de la transactiō, & en icelles inserer quelque clause de dol ou surprise de la partie. Car facilement on ne sçauroit estre releué de telle transactiō generale faicte entre majeurs, sous pretexte de deception d'outre moitié de iuste prix ou plus grande, à cause de l'Edit du Roy confirmatif des transactiōns.

h En ceste espeece comme en la l. Cum donationis. C. eod. faut proposer que le frere auquel ses autres freres auoient remis & quitté la reddiō de compte de leur tutelle, ne leur auoit faict promesse par escrit de les faire ses heritiers, moyennant ladicte remise & quittement, ains que purement & simplement ils l'auoyent faict, sous une promesse separée que leur frere leur auoit faict de les faire ses heritiers, à laquelle promesse n'estant par escrit on n'auroit à present aucun esgard, attendu ladicte ordonnance de Moulins. aussi faisoit contre les freres en ladicte espeece la regle du droit Romain, qui n'approuuoit telles pactions & promesses de future heredité: tellement qu'il seroit plus tost à presumer que les freres auroient faict tel quittement & remise, à leur frere pour gagner sa bonne grace, arg. l. Si repetendi. C. de cond. ob. caus. dat. Mais à la verité si la transactiō portant ladicte remise & quittemēt auoit esté faicte à la charge & cōdition que le frere laisseroit ses biens à ses freres s'il monroit sans enfans (qui est la clause accoustumee d'estre mise en telles conuentions) & il les auoit laissez à autres, qu'il auroit instituez heritiers au pays, ou institution d'heritier a lieu, ou par loge ou autrement leur auroit donnez, de sorte que ses freres en auroyent esté frustré; ils pourroient agir contre les heritiers de leur frere, ou les detempeurs de ses biens, à fin de rentrer en leur actiō de reddiō de compte, ou d'auroir les biens delaissez par leur frere, iuxta l. à Titio. D. de ver. obl. Car telle cōdition auroit peu estre adioustée audict contract, comme une autre.

DE STIPVLATION EN GENERAL.

TILTRE XLII.



STIPVLATION^a qui est vn engendrement d'obligation & de promesse de conuent qui se fait par parolles & par réponses de l'un promettant à l'autre, cest à dire de soy obliger par parolles de volonte, sans ce qu'il y ait cause pourquoy on se oblige que parauant ne soit engendré. Exemple. Ce ne seroit pas proprement obligation par stipulation si i'auoye à aucun fait dommage ou grief, & pour le recôpenfer & amender ie m'obligeroye à luy en aucune chose, mais c'est obligation par stipulation quand ie dy à vn autre ie te promets à payer chacun an. x. liures, si celuy à qui il est ainsi promis, demande, & me promets tu à payer ? & le promettant respond oy. car en stipulation il faut promesse & response. Et ce est proprement appellé stipulation, qui se lie & oblige par paction. Et pour ce dit le sage que paction sans stipulation est nue, & n'engendre point de action si come par le cas cy apres exéplifié pourra apparoir. Si tu fais à ta fille promettre par aucun en forme de stipulation qu'il luy bailleiroit aucune quantité d'argét, sçachez que jaoit ce que ta fille soit en ta mamburnie : pour ce ne demeure que stipulation ne vaille & tienne, Mais ta fille tant qu'elle soit en ton pouuoir, ne la peut demander, mais tu la peuz demander, chasser, auoir, & recueillir par vertu de ladite stipulation, & à toy en conuiét respondre, car à toy en compete. *C. l. viij. rub. de contrabenda & committenda stipulacione. l. Si filia tua.*

De stipulation à autre non present.

S'il aduient^b que aucun face promettre, qui autat vaut au langage que stipuler, à aucun, que l'argent que presté luy a, ou que on luy doit, rendre à vn autre qui n'est mie present, Sçachez que telle stipulation n'est pas certaine, ne n'a mie tres-parfaicte action celuy qui ainsi est stipulé de le demander. & toutesfoi si payé estoit à celuy à qui il est ainsi promis, si le pourroit repeter celuy qui ainsi l'auroit fait promettre à celuy qui receu l'auroit par celle stipulation, par action de besongnes faictes, & le deueroit l'auoir par loy. *l. Si cum pecuniā tuam. C. de contraband. & committ. stipu.*

De stipulation par paour.

Encores^c peuz & dois sçauoir que stipulation faicte par paour de mort ou de tourment constant ne fait à tenir, mais si tu luy promis par paour à fin que il ne te accusast d'aucun meffait que tu eusses fait, ou que accuser t'en vouloit, pour tant que ce fust vray, sçachez que telle stipulation tient & vaut, Mais si c'estoit en cas criminel que l'accusation d'eust asseoir contre toy, sçachez que telle stipulation ne vaut, car en cas criminel transaction ne stipulation ne tiennent lieu que tousiours l'accuseur ne puisse reuenir. *C. eodem tit. l. Si quidem Zenoni.*

De stipulation à bonne foy.

La loy escrite veut que toute stipulation à bonne foy faicte, vaille & passe iusques aux hoirs, soit d'un costé ou d'autre, c'est assauoir aux hoirs d'iceluy qui a promis, & que ils soient tenus de accomplir, soit pour les hoirs de celuy à qui il fut stipulé que pourchasser le peussent, jaoit

iaço it ce qu'en ladicte stipulation en soit faicte mention, ou non faicte, car pourquoy ne pourra faire ce que les predecesseurs auoient promis à faire? Nonobstant la subtilité que les anciens auoient dit, que puis que l'homme estoit mort, son hoir ne pouuoit faire en ce cas ce que fait eust son predecesseur s'il eust vescu, car c'estoit contre bonnes mœurs, puis que la stipulation est certaine, ny ne voulons que ceste exception ait lieu dorefnauant. *C. eodem tit. l. scrupulosum.*

Trop plus forte raison est selon les loix és stipulations, & dit ainsi que s'il est aucun qui face transaction d'aucune chose où il y ait stipulation, soit certaine ou non certaine, peut estre demandée ou poursuiuie. *C. eod. l. sci-re debuisti.*

Des stipulations qui ne sont à tenir.

PVis * que dit est des stipulations qui sont à conseruer, apres veulx dire & monstrer de celles qui ne sont à conseruer. Si sçachez que stipulation que face aucun qui seroit à minorité, ne fait à conseruer n à tenir. *de inutilib. stipulat. C. l. i.*

De stipulation en traitant mariage.

Encores ^r declare la loy vne stipulation qui ne fait à tenir, car si aucun mariage estoit traité & promis à faire, & à fin qu'on ne s'en puisse repentir, on y promet par stipulation certaine peine de mise d'argent, & il aduiuent qu'aucun d'eux soit sommé, ou la femme se repente du mariage, & ne vueille aller auant: sçachez que quelque stipulation qu'il y ait entre eux, ne quelque chose que stipulée en soit, riens n'en est à tenir, car les mariages doiuent estre de franche & liberale volonté, & non pas par contrainte, *iuxta illud, Matrimonium solo consensu contrahitur.* Ne par telle stipulation ne s'engendre action aucune qui puisse aduenir n'atteindre cause d'euocation. *l. libera matrimonia. C. eod. tit.*

De stipulation à personne non present.

Iaçoit ^s ce qu'aucuns sont d'opinion qu'on peut bien promettre & obliger à personne qui n'est pas present, soit en seconde, ou tierce personne, neantmoins dist la loy écrite qu'il n'y a point de stipulation qui vaille ne tienne à celuy qui present n'est en seconde n'en tierce personne: car en stipulation faut auoir personne qui promette à payer, & personne seconde qui recoiue la promesse, & qui die. le promettez-vous ainsi à rendre & satisfaire? Et l'obligéant respond, ouy, comme dit est dessus. Et ce appelle on stipulation. *l. ut inter absentes. C. de inutili. stipulat. & l. inter stipulantem. ff. de verbo. obliga. & §. alteri. & §. si quis alium. insti. de inutili. stipu.* car autrefois te l'ay-ie monstré en autres rubriques à ceseruans, & en la rubricce precedente.

De stipulation de qui encores seroit à escheoir.

Tu peux ⁿ & dois sçauoir que stipulation faicte sur heritage qui encore est à escheoir: est en la volonté de celuy qui franchement en possesse, ne vault ny ne fait à tenir, par la raison de ce que selon les droicts, stipulation

R r

*Imo per l. neq;
tiores. C. de co-
tra. & commit.
stip. & per tex.
de autho. int. per
§. pupillus insti.
de inutil. stip.
potest pupillus
sibi stipulari.
dicquod sibi po-
test, alteri autē
non potest sine
tutoris auctori-
tate & quando
obligetur vide
pulchre per Bar.
in l. i. de donat.
gl. sing. in l. i.
C. de inutil. sti-
pul.*

*De hac materia
vide Abbatem
in cap. Gemma
de sponsal. ext.
Et Bar. in l.
Titius. ff. de ver-
bo. oblig. gl. in
verbo potestas.
cum tex. in l. si.
§. vii. C. de spon-
sal.*

faicte contre bonnes mœurs ne fait à tenir, & ceste stipulation seroit directement contre bonnes mœurs, ergo stipulation sur ce faicte ne fait à tenir. *C. de pac. l. ult. & l. ex eo instrumento. C. de inutil. stipula.*

De stipuler plus qu'on doit.

Et s'il aduenoit qu'aucun fist promettre & stipuler à autrui plus largement qu'il n'auroit presté en bonne foy, sçachez que stipulation que pource en fist à ce qu'il ne peust auoir exception au contraire par la stipulation de male foy qui ne fait à tenir, toutesfois que malengin si embat. *C. eod. tit. l. dolo vel metu.* Et ainsi peux & dois entendre de toutes stipulations & obligations, pactions & contractes, car si tost que male foy si embat, sçachez que tout ce ne fait à tenir.

De plusieurs obliger ensemble, & chacun pour le tout.

Tu peux¹ & dois sçauoir que s'il aduient que plusieurs soient obliger ensemble, ou chacun pour le tout à aucun : le creancier peut demander sa dette à qui qu'il luy plaira, & celui luy est tenu par droit écrit de satisfaire & payer. Mais le Iuge si l'obligation le requiert, peut aider & secourir à l'obligé, & qu'il puisse appeler son garand ou les compagnons pour luy aider à desdommager, & payer leur portio. de celle dette. Toutefois selon l'opinion d'aucuns sages, & par especial d'aucunes coustumes locaux, il n'est necessité que l'obligé ainsi contrainct de prime face tout auant qu'il paye, ne respõde en cause, face appeler son compagnons, ou compagnons à luy aider à acquitter d'icelle dette, ou alleguer qu'aussi bien y sont tenus comme il est, attendu l'obligation ainsi faicte. l'un seul & pour le tout, comme dit est. *C. de duobus reis stipu. l. i.*

*Un obligé seul
& pour le tout
pous estre con-
trainct pour la
totalité de la
dette.*

Item mais s'il aduenoit que chacun fust obligé tant seulement en especial pour sa partie, autre chose seroit : car lors n'en pourroit estre demandé à chacun que sa part & portio. Sçachez selon la loy dessusdite que chacun obligé seul & pour le tout, faicte à contraincte pour toute la dette, & bien quiere son compagnon. Mais l'Empereur dist vne autentique qui se modifie à celle loy : & dist que bien s'ensuit & suffit demander à vn, voire quand l'autre ou autres ne sont ou est au pais, & sont si pauures qu'à eux on ne se puisse arrester ne requierir la dette, car autrement on ne si doit pas attacher à l'un seul pour la raison de ce qu'à la verité entendre, on ne prend pleige que pour douter de mauuaise paye. Et si n'en y met on plusieurs, fors pour la douter que l'un seul ne fust pas soluens, & que si l'un faillloit, que l'autre le peust accomplir & parfaire, car plus d'une fois ne peut vne dette estre payée : & ne seroit ja besoin de pleige ne fideiussion si le detteur estoit bien soluens. Et pour ce corrige l'autentique la rigueur de la loy, par la maniere dicte *Authenti. hoc ita porrectum & ibi Bartho. de hac materia loquens. C. eod. titu.*

ANNOTATIONS DV TILTRE.

QV ARANTE. DE V X I E S M E.

a



ENCORES que la stipulatio ait esté introduicte obligationum firmandarum gratia, vt ait Paulus lib. 5. sent. & à fin que d'icelle fust engendrée action plustost que de l'obligation ou cōvention en laquelle elle estoit interuenue, §. de constituta. Inst. de act. l. diuisionis. D. de pactis. Si est-ce que la stipulation est vne espece de contract, distinct & separé des autres: duquel procede l'obligation, quæ dicitur verborū: vt constat ex l. 1. D. de oblig. & act. §. vlt. Inst. de obligat. & est appellée obligation de paroles, par-ce que pour contracter icelle, faut que les paroles interuenient, par lesquelles l'un stipule, & l'autre promet de faire ou bailler ce dont il est interrogé & requis, l. 1. D. de verbor. obligat. & y auoit anciennement des paroles solennelles, par lesquelles il conuenoit concevoir la stipulation: mais elles ont esté hors d'usage, & suffist que les parties contractent par quelques paroles que ce soit, pourueu qu'elles ayent intention de stipuler. Inst. eod. & l. 3. §. vlt. D. de obligat. & act. l. omnes. C. de contrah. & committ. stipul. dont s'ay plus amplement traité au liure second des Pandectes. Et quant à l'exemple qu'il propose de la stipulation faicte par le pere au nom de sa fille, en vertu de laquelle le pere peut demander la somme qu'il a stipulé estre baillée à sa fille, la raison procede de ce que le fils ou fille de famille estant en la puissance du pere, ce qu'il stipule ou le pere au nom de luy est acquis au pere à cause de la puissance paternelle, §. ci vero. Instit. de inutilibus stipulat.

b L'espece l. si cum pecuniam. C. de contrah. & committ. stip. est icy briuement declarée, à sçauoir que celuy qui auoit presté quelque somme à aucun luy auroit fait promettre de la bailler à un autre, qui estoit absent: laquelle stipulation est inutile, par-ce que nul ne peut stipuler à un autre. l. stipulatio ista. §. alteri stipulari. D. de verb. obligat. & §. alteri Inst. de inutil. stip. Ce qu'il faut entendre pour attribuer action à l'absent, auquel a esté stipulé de bailler: mais s'il auroit receu la somme du detteur, le creancier qui auroit fait faire ladicte stipulation auroit action contre luy, quæ dicitur negotiorum gestorū.

c De la l. si quidem Zenoni. icy recitée on collige que la stipulation extorquée par crainte de mort ou tourment, n'est valable: & partant contre celuy qui agiroit en vertu d'icelle, on pourroit proposer l'exceptio de crainte: mais en France il se faudroit pouruoir par lettres royaux, pour faire casser le contract: toutesfois la stipulation qui seroit faicte pour cause probable, par celuy qui craindroit d'estre accusé d'aucun crime, seroit valable: ce qu'il conuient entendre selon le droit François, si celuy qui se seroit fait promettre, auroit stipulé pour son interest priné & civil. Car s'il n'y auoit interest, & qu'il se fust fait seulement telle promesse, par la crainte qu'il auroit donnée d'accuser ou deferer celuy qui luy auoit fait telle stipulation, elle seroit suicte à rescisio, pour auoir esté faicte calōnieusement & sans cause, l. 1. D. de calūnia.

d L. Scrupulosam. C. eod. contient autre decisiō, que celle que l'Autheur recite: à sçauoir, si la stipulation est ainsi conceüe, ou quelque chose est ainsi delassée par testament pour legs ou fideicommiss, post mortem aut cum moreretur vel pridie quā moreretur, apres la mort, ou quand il moureroit,

R r ij

ou le iour de deuant qu'il meure que telle stipulation, ou testament est valable, & doit auoir effect: dont les anciens Jurisconsultes estoient en dispute: & en fait encores mention Theophilus in §. post mortem. Instir. de legat. La stipulation auoit accoustumée d'estre adionstee à toutes pactions & conuentions, vt ait Paulus lib. 2. sentent. vt ex stipulatu actio nasci posset. Tellement qu'on l'adionstoit aussi aux transactions. & ea dicitur certi vel incerti, du certain ou incertain. l. scire debuisti. C. cod. du certain, quand elle contenoit chose ou somme certaine: d'incertain, si l'apparoissoit certainement de la chose promise, & de la quantité ou qualité d'icelle, l. stipulationum quædam, & seq. D. de verb. obligat. en France on ne fait gueres de contractz qu'il n'y ait clause de stipulation, ou promesse de pareil effect.

c L. 1. C. de inutil. stipula. parle du pupil qui auroit promis sans l'autorité de son tuteur, laquelle stipulation est inutile, pour obliger le pupil: mais si la stipulation estoit faite à son profit, l'obligation seroit valable. §. pupillus. Instir. eod. toutesfoi les puberes, c'est à dire, ceux qui ont passé l'age iusques auquel la tutelle d'roit par le droit Romain, encores qu'ils ayent curateurs, & comme auourd'huy il s'observe, tuteurs & curateurs ils peuvent estre obligez par stipulation. l. puberes. D. de verb. obligat. mais si l'obligation leur estoit preiudiciable, ils en pourroient estre restituez, l. 3. C. de in int. rest. min.

f L. libera matrimonia. C. de inutil. stipul. ne parle en l'espece icy recitée, ains au cas qui s'observoit anciennement du diuorce, que l'homme & la femme pouuoient faire le mariage estant contracté: mais en France telle forme de diuorce n'a plus de lieu, toutesfoi encores que les mariages doiuent estre libres, si est-ce que les fiançailles estant faites entre deux qui ont promis mariage, i's ne se peuvent facilement dissoudre, si ce n'est par mutuel consentement des deux: & si l'un d'iceux refuse de paracheuer le mariage, il est poursuivy en Cour Ecclesiastique pour celebrer & paracheuer le mariage, & quelquefois y est contrainct par les voyes & censures de l'Eglise, cap. ex literis. de sponsalib. & al. & encores qu'il fust ordonné par le Iuge d'Eglise, que fiancez seroient deliurez de leurs promesses, & se pourroient marier ailleurs, si est-ce que celui qui auroit voulu entretenir les promesses, pourroit auoir action pardenant le Iuge seculier pour ses dommages & interests: & ainsi nous en vsons.

g La stipulation qui se contracte par paroles, de l'interrogation du stipulant & responce du promettant, ne se peut faire qu'entre les presens, l. 1. C. de contrah. & committ. stip. l. Titia. §. pen. D. de verb. oblig. & partant si la stipulation est faite à un autre absent, elle est inutile & de nul effect, comme i'ay noté cy dessus, ex l. stipulatio ista. §. alteri & Inst. §. alteri de inut. stip. Ce qu'on interprete tant pour le regard de celui qui a stipulé, que de celui auquel la stipulation est faite. §. si quis alij. Instir. eod. Mais la L. adionste deux exceptions, l'une si celui qui est en la puissance d'un autre, fait la stipulation à luy, ou si celui qui a un autre en sa puissance, luy stipule, l. 2. C. de contrah. & comm. stip. & l. 3. C. de inutil. stipul. L'autre exception est si celui qui stipule, a interest que la chose soit baillée à celui auquel il est stipulé: auquel cas la stipulation est valable: dont toutesfoi celui peut agir qui a stipulé.

lé pour l'intérêt qu'il y a, & non celui auquel il a stipulé d. l. stipulatio ista. §. alteri. §. si stipulet. §. si Insulam. & seq. Mais en ces deux cas qui voudroit plus subtilement disputer, il pourroit soutenir que celui qui ainsi stipule, ne peut estre réputé tant stipuler à un autre, qu'à luy mesme : comme ailleurs i'ay plus amplement discoursu.

h L'ay cy dessus monstté que par le droit François il est loisible à qui veut, de faire conventions & stipulations, mesmement par contrat de mariage de son heredité & future succession : & partant l. ex eo instrumento, ne s'observe en France.

i C'est une reigle generale que toutes stipulations, conventions & contrats qui sont faités par dol ou craintte, qui peut tomber en l'homme constant ne sont valables : & toutesfois pour les faire casser & rescinder, il se faut pourvoir par lettres royaux. Par le droit Romain celui qui avoit promis par stipulation plus qu'il ne devoit, pouvoit par condition agir : à fin d'estre libéré & tenu quitte de ce qu'il avoit plus promis, l. qui sine causa. D. de condict. sine causa. Mais ie ne sçay si à présent on pourroit practiquer telle action, à cause de l'obligation dont il convient estre releué.

k En cest article est traité de duobus reis, de deux ou plusieurs qui s'obligent solidairement l'un pour l'autre, & un seul pour le tout à payer une mesme chose ou somme : & y a difference si aucuns s'obligent solidairement, ou si seulement chacun pour sa part & portion, ou si simplement ils s'obligent, par ce qu'en ce cas ils ne sont tenus que pour leurs parts viriles, l. 2. l. his verbis. l. reos. §. 1. D. de duobus reis. l. si rem. §. ult. D. de nouat. l. inter eos. D. de fideiussor. chacun de ceux qui sont solidairement obligez, peut estre contrainct à payer toute la somme, toutesfois s'il est contrainct à ce faire, il pourra avoir son recours contre ses coobligez pour leurs parts, l. 2. C. de duobus reis. Quant à l'authentic. hoc ita quæ sumpta est ex nouel. 99. i'en ay parlé cy dessus, & monsttre que les interpretes Grecs, & Iulianus l'ont interpretée, de duobus reis promittendi qui sic accepti sunt, vt alter pro altero fideiubeat inuicem. Mais ladicte authentique ne se pratique gueres en France : par ce que les Notaires ont accoustumé d'obliger ceux qui contractent avec telles clauses, qu'ils ne se peuent aider de la diuision portée par icelle, aussien France, on regarde plustost à l'effect du contrat, qu'à la subtilisé des paroles : tellement que quand le contrat ne porteroit, sinon que ces mots l'un pour l'autre, sans y adionster solidairement un seul, & pour le tout, toutesfois les decteurs seroient obligez solidairement, comme a esté iugé par arrest donné en l'audience du 19. Iuillet 1590. Mais celui qui est poursuiui ou executé pour toute la dette, peut sommer ses coobligez, par ce qu'iceux peuent alleguer des payemens ou autres exceptions contre le creancier, pour monstter qu'il ne peut demander toute la dette, non que ceux qu'il voudra sommer puissent estre ses garands formels, ains seulement pour se ioindre avec luy.

DE REI V E N D I C A T I O N .

T I L T R E XLIII.

*Comment s'en-
tend reiuendica-
tion, & en a e-
sté cy dessus am-
plement traité.*



REI V E N D I C A T I O N est vne action qu'on doit auoir contre celuy qui tendroit aucune chose contre le gré de celuy à qui ce seroit & sans iuste tiltre: si comme qui tiendrait ma chose par larcin, & que mis l'auroit en la main de tel, en garde, là où ie le trouueroye, ou qui auroit du bien edifié sur autrui heritage. Ou qui auroit esté fait aucun amendement ou edifiement nouuel sus aucune tenure qu'on auroit en garde & admini-

*Il s'abuse, car ce
n'est par reiuen-
dication que le
possesseur peut
demander les im-
penses & frais
qu'il a faits,
ains par exce-
ption, ou de l'of-
fice du Iuge: &
si on fait dis-
tinction entre
le possesseur de
bonne foy, & ce-
lui de mauuaise
foy: & les im-
penses neces-
saires & viles, l.
plané. D. de ha-
red. petit. l. sum-
ptus. D. de rei-
vind. l. domum.
C. cod.*

Bos signifie bois.

*Sentéce en ma-
tiere de reiuen-
dication.*

stration, & le sire à qui la tenure seroit, seroit tel qu'il ne voudroit auoir ne contre les frais que cousté auroit, sçachez que celuy qui ce auroit fait faire, par le droit de reiuendication pourroit deffaire, oster, & emporter ce que fait faire y auroit, par si qu'il remist en estat la chose, comme parauant estoit & aussi suffisant: ou chose empruntée par courtoisie, & l'emprunteur feroit engager, pour ce ne demeureroit que celui qui presté luy auroit, si come dict est, ne la deust r'auroir par le droit de reiuendication sans payer le prest sur ce emprunté. Et ainsi peux & dois entendre de tous cas semblables qu'aduendroient.

Exemple à edifier sur autrui.

Exemple^a de reiuendication faire en cas d'edifier sur autrui tenuë. L'a-
uoy vne piece de terre où il y auoit vn commencement de mur. Mon voi-
sin qui ioingnoit à celle place edifia, & tant qu'il assist les bos sur mon
mur tout à plain. si tost que ie m'en apperceu, ie clamay estre tout mien
ce qui estoit sus mon mur & sus mon heritage, mon voisin dit du con-
traire, & que ce estoit edifié, demeureroit edifié: mais bien le vouloit a-
mender par le dict d'ouuriés, car l'edifiement estoit de si noble cōdition,
que puis que fait estoit, il ne deuoit estre demoli, non, suppose encore
que ce fust en contend par complaincte de nouuelleté, qui est cas priui-
legié & de droit écrit, voire & avec autres plusieurs raisons qu'il disoit
& maintenoit, &c. Sur le contend des parties, tout veu il fut dit par sen-
tence d'Empereur en Cōcile que ce qui est edifié en ma place doit estre
mien, tant comme il sera ainsi edifié. Mais si l'edifiement estoit deffait
lors retourneroient les choses par le droit de reiuendication au premier
Seigneur, iacoit ce que ce soit edifié ou à bonne foy, ou encore à male
foy, si n'estoit que l'edifieur l'eust fait par volonte de donner: car lors de-
ueroit demeurer avec l'heritage. *faciunt ad superiora dicta text. in. l. si infe-
riorem. & l. mater tua. C. de reiuendica.*

*De reiuendication faite sur sa terre qui seroit vendue
par tel qui riens n'y a.*

Autre exemple te peux monstrier de reüendication sur possession qui tienneroit, laquelle auroit esté vendue par aucun qui droict n'auroit de la vendre : comment on le peut & doit reüendiquer sur celui qui l'auroit achetée, iacoit ce qu'il l'eust achetée à bonne foy. Et de fait l'Empereur iugea par Cécile de loy écrite qui dist ainsi. Tu peux & dois sçavoir que droict de reüendication contre ceux qui achètent la tenure, iacoit ce qu'ils l'ayent achetée de bonne foy, & qui bien cuidoient que cil qui la vendoit le peult faire, & retourner à ta tenure à toy franchement, mais que tant n'attendez, que l'acheteur se puisse aider par possession de tenure de long temps, & qu'il ait droict de prescription. *allegat super l. mater etna. & l. aduersus. C. eod. sit. de reuendic.*

Car la reuindication compete contre le possesseur, encores que il l'ait achetée d'un autre, comme a esté noté cy dessus. l. aduersus. C. de reuind. l. officium. D. eod.

De semer ou planter à autrui champ.

Et si l'aduenoit qu'un semast en autrui champ, ou plantast aucune plante, arbre ou haye, sçachez que puis que la semence ou la plante ainsi plantée auroit prins racine, ce seroit & demeureroit au droict de celui à qui l'heritage seroit : mais par le droict de reüendication, si le semeur ou le planteur faisoit sa demande de la semence, ou du labeur qu'il auroit mis au faire & semer, & aussi le planteur de ses plantes ou de son labeur, sçachez que r'auroit le doit ou la valeur de la semence, ou de la plante au iour qu'il sema & planta avec leur labeur & peine. Comme on dist en pais coustumier, r'auroit doit frais & semence, *ut continetur alleg. sup. d. rubric. l. si quis sciens.*

Ex l. si quis sciens. C. eod. appert que non par actio de reuindication, ains par exception il peut demander & retenir ses impenses d'auoir semé ou planté.

De tenir autrui tenure dont on fust debouté par iugement.

Et si l'aduient qu'un tienne autrui tenure dont il soit debouté par iugement, celui qui obtient à cause de reüendication, doit r'auroit tous les fruits du temps qu'il occupé à la tenure, mais si l'auoit aucun titre de don, d'achat, ou de succession, ou de transaction, pourquoy il possédoit, iacoit ce que debouté en soit par iugement, pour-ce que celui de qui il tenoit ce n'y auoit droict : sçachez que lors n'est il tenu des usufruits fors depuis le procès contre luy commencé, par le droict qui dist. *Possideo quod possideo.* Ne d'autre temps ne doit estre reüendiqué. *C. li. 4. rn. dist. a. l. certum.*

Exemple de chose d'autrui emprunter sur argent.

Que de chose qui par celui auroit esté prestée ou mise en garde seroit vendue ou engagée, le Seigneur à qui c'est, la peut reüendiquer & retraire à son droict : & comment ce se peut faire, iet'en monstrieray vne exemple. Vn Bourgeois de Paris auoit fait porter en la maison d'un cureur & blanchisseur de toilles vne sienne toille, pour curer & blanchir. Aduint que le cureur eust mestier d'argent, & porta celle toille à un Juif usurier, & emprunta dessus certaine somme d'arget. Aucun temps apres le Bourgeois voulut r'auroit sa toille. Le cureur ne la pouuoit rendre, car point ne l'auoit, & finalement quand il sçeut que sa toille estoit à usure au Juif, le Bourgeois ne pouuoit traire en cause le cureur, car il s'estoit absenté pour ses dettes, & pour ce fist le Bourgeois cōuenir le Juif deuant le Preuost, qui est Iuge & cōseruateur des Juifs, si fist demande de sa toille,

Membre se peut poursuivre en qu'il soit trouué.

*Montes signifie
vsures ou inte-
rest & proffit,
comme on dist
à present,*

le Iuif cogneust auoir la toille, mais sus celle auoir presté argent, à tel qu'il luy auoir apportée en sa maison, & pour celuy argét avec les montes volontiers la rendroit. le Bourgeois disoit, que puis qu'il confessoit auoir la toille, il offroit à mettre en voir qu'elle estoit sienne, & qu'à tel l'auoit baillee pour curer, n' oncques n'en auoir fait chose. parquoy elle ne fut sienne & deust estre, & que r'auoir la deuoit, comme la chose sans payer riens du principal ne des montes, &c. par le droit de reuendication. Le Iuif disant du contraire, & qu'il ne l'auoit pas esté querir en la maison du cureur: mais luy auoir apportée en sa maison, & qu'il estoit vsurier notoire, & de ce faire congé luy estoit donné du Roy, pourquoy doncques l'vsure luy deuoit estre payée, mesmement quand il ne calengoit la chose estre emblee. &c. Ledit Bourgeois disoit du contraire que puis que la sienne chose scauoir, r'auoir la deuoit. Et entant que le Iuif alleguoit son fait d'vsure, il alleguoit turpitude, à laquelle il n'estoit à recevoir. car c'est chose deffendue de droit canon, ne comme emblee ne luy estoit necessité de la calenger, car par droit en luy estoit de la clamer sienne, par droit de reuendication puis que sa chose trouueroit estre, ou de la clamer sienne comme emblee, & puis qu'il auoit esleu premier le droit de reuendication, à recevoir y faisoit, & la chose deuoit r'auoir, conclamant à ceste fin. Ledit Iuif repliquait qu'il estoit Iuif, & que tel vouloit estre, & que par la loy fait d'vsure estoit approuué, & par especial par le Roy, puis qu'il les permet estre & demeurer en son Royaume, mesmes qu'ils estoient en sa sauuegarde. Tout veu il fut iugé par le Preuost de Paris, que le Bourgeois r'auoit sa toille sans payer le principal prest sur ce fait, n'vsure. Et en ce fut l'vsurier condamné es despens, la taxation reseruee. De laquelle sentence fut appellé par ledict vsurier en Parlement. La cause d'appel releuée & plaidée dit fut par arrest bien iugé par ledict Preuost. & mal appellé par ledict Iuif, & fut condamné es despens, & en amende de fol appel.

*Accepropos fait
le texte en la
loy, mater tua.
C. de reuendica-
vbi dicitur sed
rem tuam à pos-
sessori vendica-
re etiam non o-
blato pretio po-
tenti.*

Autre exemple.

Item vn exemple de chose emblee.

Verité fut que par vn Bourgeois de Tournay fut trouué qu'une corte de fer, qu'il auoit perdue estoit en la maison d'un frepier en celle ville, & là trouua la corte de fer qu'il auoit perdue, il la clama comme sienne deuant le Iuge. Le reuendeur disoit qu'achetée l'auoit, & payée à une personne qui luy apporta à vendre, & pour celle ses deniers luy liura: pourquoy il disoit que la corte estoit sienne, & que si le Bourgeois la vouloit r'auoir, rendre luy deuoit ce que payé en auoit, puis que comme emblee la clamoit. Le Bourgeois disant du contraire, & que par le droit de reuendication, puis que sa chose trouuoit, r'auoit la deuoit franchement. N' oncques n'auoit fait chose pourquoy sienne ne fust, dont par le droit de reuendication r'auoir la deuoit. Ledit reuendeur disant du contraire, & que par coustume notoire puis qu'il ne la calengoit emblee, il n'y faisoit à recevoir. Et d'autre part si à recevoir faisoit, & que r'auoir la deust, si deuoit ce estre parmy rendant autant que cousté luy auoit, car par coustume locale puis que comme emblee ne la demandoit, ainsi en deuoit il estre iugé.

iugé. Et à ce furent par conseil les coustumiers d'accord: que puis que comme emblée ne la demandoit, que payer deuoit le coust. Le Iuge s'en print à conseiller à Paris. Tout veu il fut dict que le droict de reiuendication sortiroit & tendroit lieu, nonobstât coustume du contraire, laquelle en ceste partie n'estoit pas tollerable contre le droict escrit, & la constitution du Prince qui a vigueur de loy. & par la loy escrite, *Quod principi placuit, legis habet vigorem.* Et ainsi le Bourgeois deuoit r'auoir sa cotte de fer, nonobstant coustume & raison proposée par iceluy reuendeur sans frais, fait & conseillé par les plus notables Aduocats & Conseillers de Parlement, tels comme Maistre Iean Canart, Mōseigneur des Mares, Maistre Iean Ancier, Maistre Iean de Hambancourt, & Maistre Eustace de la Pierre, & selon la loy escrite. (*Intelligit forte de illa superius allegat. l. si mater tua. & de l. si mancipium. C. eod.*) & ainsi peux & dois entendre de tous cas qui pareils seroient aux dessusdicts, car tout ne peut estre escrit n'exemplifié, mais de semblables choses, semblable iugement s'en doit ensuiuir selon la loy escrite, qui dist, *de similibus simile est iudicium. l. non possunt. ff. de legi.*

ANNOTATIONS DV TILTRE
QUARANTE TROISIEME.

a



VTRE les L. si inferiorem. & l. mater tua. C. de reuind. icy alleguées, fait l. aded. §. ex diuerso. D. de adquir. rer. dom. ou le Iurisconsulte dict diruto ædificio vindicationem materiz, ex qua factum est ædificium, competere: dont j'ay traité parlant de la loy des XII. tables, de tigno iuncto. Mais pour les impenses faites par celuy qui sçauoit le fonds ou heritage appartenir à un autre, qu'on appelle possesseur de mauuaise foy, semble y auoir de la contrariété entre les loix du droict Romain, mesmes pour le regard des viles, l. Planè. D. de hæred. pet. d. l. aded. §. ex diuerso. & l. si inferiorem. & seq. & l. domum. C. de reuindic. Quant aux necessaires, il est sans doute que celuy les doit rendre, qui vindique l'heritage. Pour le regard des viles si l'asçeu & souffert que le possesseur les auroit faites, il sera tenu de les rendre par l'exception de dol: par ce qu'il est presumé y auoir donné consentement. Et encores que par la rigueur du droict, quod strictum dicitur, le possesseur ne les puisse demander si est-ce que par une equité il les peut r'auoir de l'office du Juge, si l'heritage en est melioré, par ce que l'equité naturelle ne permet aucun s'enrichir de la perte d'autrui. d. l. Planè. Et ainsi me semble que lesdictes loix se peuent concilier: dont j'ay plus amplement traité au second liure des Pandectes.

b J'ay traité cy dessus des fruiets que le possesseur de bonne foy fait siens, iusques à ce qu'il sçache l'heritage appartenir à un autre: ce qui se fait, quand il est poursuini à fin de s'en desistat & de partir à la requeste du propriétaire.

sf

qui depuis en obtient ingement : car lors il est tenu de restituer tant les fruiſts pendans au temps de l'action, que tous les autres prouenus depuis contestation en cause. l. Qui scit. D. de viuris. l. Bonæ fidei. D. de adquir. rer. domin. l. Certum. C. de reuind. La raison est par ce qu'après contestation il deuient possesseur de mauuaise foy, l. 25. §. etiam si. D. de hæred. petit. Mais le possesseur de mauuaise foy est tenu de rendre tous les fruiſts par luy perceus & qu'il a peu percevoir, l. Fructus, 33. l. Si nautis, 62. §. ult. D. de reuindic. Le possesseur de mauuaise foy est celuy qui sciemment & sans droit & tiltre accupe & detient la chose d'autrui, qui etiam prædo dicitur, l. Sed & si, 25. §. quod autem. D. de hæred. petit.

C La raison de cest exemple est, par ce que le blanchisseur de toilles ayant vendu la toille de celuy qui luy auoit baillée à blanchir, à son desceu & contre sa volonté, auoit commis larrecin: Inst. de obligat. quæ ex delicto. §. furtum. autem fit, sed per legem XII. tab. rei furtiua perpetua auctoritas est, & partant celuy auquel la chose luy a esté desrobée, la peut vindiquer contre quelque possesseur que ce soit, sans estre tenu de rendre le prix, pour lequel on luy auroit vendue, l. Mater tua. C. de reuind. l. Inciulem. C. de furtis. A quoy se peut aussi rapporter l'exemple qui est en l'article ensuiuant de la cotte de fer trouuée en la maison d'un frippier : & facit l. Si mancipium. C. de reuind. Et encorés que la difficulté fust de sçauoir si ladite cotte de fer auoit esté emblée & desrobée, quia in d. l. Si mancipium traditur: si mancipium tuum per vim vel furtum, alij ex nulla iusta causa distraxerunt: Si est-ce qu'il suffist que le demandeur verifie que la chose qu'il vindique luy appartenoit, & estoit en sa possession, lors qu'elle luy auroit esté prise, pour se deliurer de la réduction du prix: par ce qu'il fait par ce moyen presumer qu'elle luy a esté emblée. Et eo iure vtimitur.

DE COMPENSATION.

FILTRE XLIII.

Toute ceste clause n'est au liure escrit à la main: Et la reneur d'icelle demontre bien que elle y a esté adionstée par autre que l'Auteur.

De la reconuention & compensation a esté traitée cy dessus, qu'il n'est besoin repeter.



COMPENSATION est vn droit & vne action qui se naist & engendre quand vn detteur fait conuenir autre pardeuant iustice, & celuy qui est conuenu, veut mettre en paye ce que l'autre luy doit, si comme il est dit selon la loy. [Par la coustume de la Preuosté & Viconté de Paris, au tiltre des actiōs personnelles & hypotheques, lart. 74. il est dict que cōpensation n'a point de lieu sinō que d'une dette claire & liquide, à vne autre pareillemēt claire & liquide. Qui est conforme au droit escrit. l. ult. C. de compensa. & aussi il est dict à l'article suyuant, que reconuention en Cour laye n'a point de lieu : toutesfois le cas aduenant qu'aucun me demande cent escus, & ie luy en veux demander cent autres, ie puis auoir lettres pour par le

moyen de mes defences me. prostituer demandeur, ce qui est aujour-
d'huy ordinairement practiqué. J^a Sçachez que selon le Stille de Cour
laye compensation, que les aucuns appellent reconuention, & les ru-
raux l'appellent contrepennner qui tout est vn; mais selon les Clercs son
droict nom est compensation, & ne se faict pour quelque lettre: mais
conuient que si l'un est tenu à l'autre, que pour chacun faict en soit res-
pondu par soy, & sur ce faict conuenir à loy, ou autrement on ny seroit
tenu de respôdre qui pour ce adiourné seroit: & ainsi en est vñ en Cour
laye. Mais en Cour spirituelle en est autrement vñ, car là en plusieurs
manieres se faict & a lieu compensation, & aussi veut l'Empereur Ale-
xandre que compensation ait lieu en plusieurs manieres en Cour, les-
quelles ie te declareray pour ce que souuent on l'en peut aider, soit par
exception, ou autrement, & y peut estre mis en cause par ce grand bar-
royement & delay: & souuent conuient que le Iuge si arreste: & pour
ce peux & dois sçauoir que selon l'Empereur Iustinian qui sur toutes les
loix parauant faictes des autres Empereurs, qui auoient ordonné que
compensation auroit lieu, puis qu'on le pourroit monstrer, mais pour
ce que tant de fraudes en venoient, & que souuent quand vne dette
apres ce que verifiée estoit deuant le Iuge, l'autre partie se vouloit lors
commencer à aider de compensation, & la requeroit à estre receu, &
ainsi allongeoient le procès par baras & cauillations, qui ne faisoient à
soutenir, pour ce y fut pourueu par vne loy de Iustinian, qui ainsi re-
prend toutes les autres, & dict que combien que nos predecesseurs fai-
seurs de loix eussent ordonné qu'en toutes demandes puisse estre faicte
compensation par le droict escrit sans nulle differéce d'action en la cho-
se, soient personnes ou autres, pour obuier aux fraudes qu'on y faisoit.
Nous voulons & ordonnons que compensation ne soit receuë en iu-
gement, si n'est d'une chose descendant d'une mesme matiere, si com-
me si deux ont compagnie en marchandise ensemble, & mis leurs de-
niers, & employez en ce par telle maniere, que l'un face la marchandise,
& l'autre aussi: ou l'un la voise achepter, & l'autre la vende, & en leur
compte ait de l'un à l'autre aucune chose à dire, cy peut estre compen-
sation entenduë. Ou si tu achepes vne tenure qu'on te vendist pour fran-
che, & elle soit plus chargée qu'au vendre on ne t'auoir donné à enten-
dre, cy peut estre entenduë compensation: ou si tu as esté tuteur d'au-
cun pupille, ou administrateur d'aucun, & en receuant le sien & faisant
ses besognes, tu ayes mis du tien, ou qu'il te doive en celle mesme cho-
se: si comme si tu auois desserui aucuns gages, & au compte tu te voul-
lisses aider de compensation, cy peut elle estre entenduë. Et ainsi peux
entendre d'autres semblables cas, car tous ne peuuent estre escrits. Mais
toutefois veut la loy, que le Iuge soit fort discutant comment il rece-
uera à compésation, c'est à sçauoir que la cause pourquoy on la requiert,
soit d'une mesme naissance comme dict est, & que la compensation
demandée soit dès le commencement requise, & auant que litif-
contestation soit faicte en cause: car dure chose seroit, que puis

*Et ainsi le nōmo
mon vñil pra-
cticien, qui dict
que le detteur
peut contrepenn-
ner de sa dette.*

*Nisi beneficio
obtentio à rege,
quod vocatur li-
tera regia com-
pensationis: quod
hodie magis
quā triuiale est,
et nemo tam
practica igna-
rus, qui non
sciat.*

*Diffinition de
compensation.*

que le demandeur aura sa demande si auancée par procès, qu'il aura ja fait litiscontestacion, & si pourra parauenture auoir son procès si auant mené, que iusques à tesmoins ouïr, & pres que à fin de matiere, & fait grands mises & grands despens pour auoir sa demâde, que lors l'en puisse faire statuer * son procès par compensation lors requise, & que la chose certaine fust estate pour la chose incertaine, ne que condamnation de droit cessast pour compensation arguer, qui encores seroit à cognoistre. Et pour ce veut la loy, que le Iuge sy arreste fort, & qu'il ne la recoiue qu'il ne la voye, si c'est requis pour cas receuable à loy, & en temps & en lieu deu, & entre personnes à ce receuables à loy. Et en ce cas concede bien la loy escrete estre compensation receüe, & non autrement. *l. si propter fructus ex possessione. & l. quoniam liberum. & l. ult. C. de compensatio.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

QUARANTE QUATRIÈME.

PAR-CE que j'ay cy dessus traité de la compensation & reconuention, ie ne m'y arreste icy dauantage: seulement ie diray que la compensation est proprement de dette ou quantité mutuellement deuë: & qu'ainsi elle estoit entendue par les anciens, tit. D. & C. de compens. Mais Justinian a ordonné qu'elle aura lieu en toutes actions réelles & personnelles: in quo ipsum ius nouum fecisse obseruat Cuiacius in Parat. ad d. tit. le débiteur peut alleguer compensation contre le cessionnaire de sa dette, comme il pourroit contre le cedant, par-ce que c'est une exception, & ainsi l'ont bien obserué les interpretes, ad l. si quid. & l. in rem suam procurator. D. eod. l. si constat. C. eod. & Angelus in l. si quis in rem. D. de procurator. Ce qui mesmes a lieu, encores que le débiteur ne demandast compensation de la dette que le cedant luy deuoit, ains de celle qui luy estoit deuë, par le cessionnaire mesme, par-ce qu'il suffit que le demandeur soit redevable enuers luy, pour paruenir à la compensation, comme j'ay veu iuger par arrest donné en l'audience de releuée, le Mardy 24. May, 1558. iuxta d. l. si constat. & mesmes a esté iugé qu'entre cessionnaires de diuerses dettes, compensation auoit lieu, par arrest de l'an 1531. recité au 10. des responses. ch. 21. Tantefois y a des cas où elle n'est admise, comme au depost, en la reintegration & restitution de la possession iniustement occupée, l. ult. C. eod. en alimens & autres, de quibus in l. r. & 3. C. eod. & j'en ay traité ailleurs. Mais si celuy qui a allegué compensation, ne l'auroit obtenüe par deuant le Iuge, sans tout assés en auoir esté debouté, il n'est exclus de demander & poursuivre sa dette. *l. Quod in diem. §. 1. D. eod.*

DE DONATIONS.

TITRE XLV.



ELON la loy escrite, ils sont trois manieres de donations: c'est à sçauoir donatiō pour cause de mort, ou pour cause de suspiciō de mort, donation d'entre vifs, & donatiō deuant nopces, ou pour cause de nopces. Er plus ne trouueroyes de tiltres de donations dont on vse en Cour, & qui à receuoir facent bonnement.

Trois especes
sont de donatiōs
dont a esté trai-
té cy dessus: Et
on peut voir
l'us. de donat.

Donation pour cause de mort.

Or est à sçauoir que la premiere donation dictē, qui est appellée pour cause de mort, si est & doit estre faicte & entenduē quand aucun donne ou laisse aucune chose à autre par don de testament, & derniere volonté, & est ceste donation fermement à tenir, au cas que le testateur feroit allē de vie à trespas, car luy viuant n'en peut estre riens demandé. Car au testateur est de le r'appeller, tant qu'il vit. Et encore veut la loy que si cil à qui le don est fait, va de vie à trespas auant le testateur, que le don à luy fait soit nul, supposé encore que le testateur ne le r'appellast mie, f'ain si n'estoit que le testateur en son testament l'eust causē, qu'à luy ou à son hoir le donne. Ne de tels dons que les Clercs appellent lais, ne se peut engendrer action deuant la mort au testateur, & encore apres les dettes payées dudit testateur. & est dit & appellé tout don fait par cause de mort ou suspiciō de mort, ce est donné à prēdre apres la mort d'aucun donneur, ou si l' trespassse de mort, qu'il ait son don, ou qui se respōd du don fait, ou si celuy à qui il est donné, meurt auant que le donneur, si le don est fait à prendre apres la mort au dōneur, tels dons sont dis dons de lay. *Instit. de donatio. a principio vsque ad. §. alia autem.*

Donation d'entre vifs.

La seconde^b maniere de donation, si est appellée don d'entre vifs, comme dict est: si comme toute donation qui se fait par liberale volōté, & sans suspiciō de mort, ne sans cause de mort. Et tels dons qui se font entre les vifs, ne se peuuent r'appeller selon les coustumes; mais selon la loy bien se peuuent en aucunes manieres r'appeller, si comme apres le don fait, celuy à qui le don seroit donné, fist^a au donneur mortel ennuy, si comme de pourchasser sa mort, de luy ferir, de luy accuser ou famer de reproches vilaines, ou de diffame, &c. *Instit. eod. tit. §. sciendum tamen.*

Don fait entre
vifs ne se peut
r'appeller.

* Fust au don-
neur mortel en-
nemy, au liure
escrit à la main.

Don ou promesse en faueur de mariage.

La tierce^c maniere de donation si est appellée don deuant nopces & pour cause de nopces. Si peūx & dois sçauoir que ceste donation ainsi faicte, n'est à tenir pour paction que faicte en soit, si n'est ainsi, que les nopces pour lesquelles le don s'y fist, & le mariage s'en face & parface par solemnité de sainte Eglise. Et pour-ce est il proprement appellé don

Si iij.

déquant nopces, car il conuient que ce soit faict auparavant, car apres le mariage fait, tel don n'a lieu, ne n'engédre action, car il ne tient ne vaulx.
Instit. cod. titu. 9. est & aliud. & C. de donat. ante nupt. l. ult.

Tu peux & dois sçauoir que sus ceste donation s'ensuiuent plusieurs loix & plusieurs coustumes en diuers pais: & pour-ce est cōuenable^d de voir les coustumiers des lieux esquels se font tels mariages, telles donations soient mutuelles, entre vifs, ou autrement, & selon lesdictes coustumes se reigler: & pour mieux entendre ceste matiere, ie mettray cy aucunes coustumes de Paris, Orleans & Anjou, à fin d'exemple.

Des coustumes de Paris, Orleans & Anjou.

Pour le regard de ces coustumes faut voir celles qui ont esté depuis reformées & redigées par escrit.

Dons & promesses faits en faueur de mariage se doiuent obseruer.

Item par la coustume de la Viconté de Paris, d'Orleans, d'Anjou, & de Touraine, sçachez que. Gentil-homme tient sa vie durant tout ce que donné luy est à mariage, à la porte du monstier à l'espousaille faire apres la mort de la femme, iacoit ce que nuls enfans n'ait, mais que hoir masle ait eu, qui ait eu vie sur terre, & que la femme luy ait esté donnée pucelle, car si veufue l'auoit prinse, ou notoirement diffamée non pucelle, le don ne tiédroit apres la mort d'icelle. Et selon l'usage dessusdicté, lors s'il aduenoit que Gentil-homme mariait sa fille, & vint à la porte du Monstier auant l'espousaille, ou la mere, si pere n'auoit, ou autre qui pouuoit auroit d'eux auancer, & dist, ie vous donne en mariage ceste Damoiselle avec tant du mien, que là declaroit, &c. que ie veux donner à vous, & à vostre hoir, si vous l'avez, en auancement de cestuy mariage, s'ainsi aduenoit que hoirs eussent, & le pere allast de vie à trespas, & la mere qui demeureroit en vie, se remariait, dont enfans yssirent apres, la quelle chose ceste mere allast de vie à trespas, & les enfans du dernier mary requierent à l'ainné enfant du premier mary, portion auoir de la terre qui demeurée est de nostre pere, & l'ainné fils respond, ie ne suis tenu à vous en riens faire, n'à vous n'en appartient riens: car la terre fut donnée à mon pere, & à ma mere, & aux hoirs qui d'eux ystroient, & ce suis-je prest à monstrier si mestier est, & à le prouuer: sçachez que si l'autre partie nie, ce prouué, le prouuant doit obtenir. Et si prouuer ne le pouuoit, la tierce partie demeureroit aux enfans puisnez, de par le pere, & l'ainné le gagneroit en partage. Et s'ainsi aduenoit que du premier mary ne demeurast que fille, & elle peust prouuer ce que dict est, sçachez que toute la chose luy demeureroit, & les puisnez n'y auroient riens: & si prouuer ne le pouuoit, l'ainné fils ou plusieurs fils y estoient, y auroient les deux parties, & elle la tierce & non plus, mais il la tendroit en panage, & en feroit la foy s'elle y estoit à faire, comme la coustume du lieu le denroit.

Item selon le plus des coustumes locaulx les dons faits par mariage, si ce sont heritages, & les conjuncts voient de vie à trespas sans hoir legitime, sçachez qu'ils en reuont du costé dont ils viennent, s'ainsi n'estoit qui la coustume souffrist, qu'au derrain vivant en demeurast partie de moitié de tiers ou de quart, & les biens meubles se partent à moitié, & ainsi en est vlt communément, & pour-ce de tels cas s'en conuient rei-

gier selon la coustume des lieux. Car tout si ne pourroit estre escrit, comme plus à plain sera dict en la rubric des mariages, & des donations qui en mariage ne se peuvent faire, ou second liure.

De donation selon droit escrit.

A Pres ensuit de ce mesmes selon droit escrit, & par cas d'exemplai-
re; si sçachez que s'il aduient qu'aucun en espoir d'auoir la fille ou la niepee, donne au pere, ou à la mere, ou à l'oncle, ou à autres ayans *Est enim donati-
um ob causam;*
pouvoir de marier la fille, aucune chose, & la fille par aucune voye ne *que secusa non
est, ut etiam de
dote traditur. l.
6. & seq. D. de
cond. causa d. u. s.
caus. non sec. &
l. 1. C. eod.*
vueille depuis auoir à mariage celui qui ainsi aura donné, sçachez que le don ainsi fait ne vault, ne n'est à tenir, pour ce que pour la cause pour-
quoy il le donne, ne tient ne s'accomplist, & en tel cas donation de ma-
riage, ne pour cause de mariage, si le mariage ne s'accomplist, ne vault. C. *lib. 5. rubri. de donationibus ante nuptias. l. Si presidi.*

De donner à femme en fiançailles par autre que par son plenny.

Item selon la loy écrite peulx & dois sçauoir que ce qui est donné à la femme en fiançailles, par autre que par celui qui doit estre son mary, si ce est donné par telle condition que si le mariage ne se fait, la seigneurie de la chose ainsi donnée soit renduë au donneur, sçachez que telles donations ne vallent, & sont à retraire par condition de donation. C. *lib. 5. rub. d. de donationibus. l. Quod sponsa, & ibi glos. magnam in verbo sine affectu.*

*Du don deuant fiancer * & espouser.*

Pour ce que tu dis que ton mary fist donation simple & douteuse, * *Affer, an li-
peut estre qu'il te fist tel don en * fiançailles, ou en mariage, sçachez que
celle question faut ainsi interpreter & entendre que si la donation fut
faicte encore la femme estant en sa maison, ce doit estre entendu que ce
soit faict en * fiançailles: mais si la femme estoit ja allée à la maison de
l'homme, ce doit estre entendu qu'elle est ja comme sa femme, & pour
ce la donation ne vault selon la loy écrite. Quia inter virum & uxorem
prohibita est donatio. l. 1. 2. 3. ff. de donatio. facit text. in l. Cum in te. C. de do-
na. ante nupt.*

*De donner à femme deuant * fiancer, & aller à mort le donneur
en espoir d'espouser, &c.*

Item s'il aduenoit que le mary esperant d'auoir aucune femme à es-
pouse, donnoit à icelle aucun don parauant fiançailles, & il aduenoit de-
puis qu'auant le mariage complet il mourut en espoir de tousiours per-
seuerer audit mariage, sçachez que pour ce ne demeureroit que le don
ne fust vallable, car par faute de volonté de non vouloir, n'autre chose
contraire au mariage ne seroit denoncée. l. *Si tibi res proprias. C. eodem.*

De donner auant espouser dont le mariage seroit diuorcé.

Item s'il aduenoit que la mere donnast aucunes tenures à sa fille par-
auant le mariage, ou au mary de sa fille sans condition de l'appeller,
par ce mesme droit elle la met en saisine de la chose ainsi donnée: &
toutes-fois s'il aduenoit que ledict mariage ainsi faict se diuorçast par

aucune voye par iugement d'Eglise, pour ce ne demeurera que le don ainsi fait, se doive despescer, mais tiendra. *C. lib. 5. rub. superius dicta. l. si mater vestra. C. eodem.*

Pour le contenu
en cest article,
& l. si à sponso.
L'annotation
que j'ay faicte
sous la lettre C.
pourra satisfai-
re, qu'il faut
voir.

De donner à la femme devant espouser, dont l'un ou l'autre mourust.

Item si le mary donne à la femme aucune chose avant espousailles, & aduienne que l'homme ou la femme voise de vie à trespas, avant les espousailles, si est aduenu qu'ils ayent ensemble telle affinité qu'il y ait eu entre eux vn baiser: sçachez que le droit veut que la moitié de ce don ainsi fait demeure au derrain viuant comme il voudra, & l'autre moitié retournera aux hoirs du trespas. Et le derrain viuant des fiancez mort, tout retournera aux hoirs du Seigneur. Mais si le baiser n'y auoit esté, sçachez que tout retourneroit à l'hoir où il deueroit aller par droit, & seroit la donation nulle. Mais autre chose seroit si la femme avant les fiançailles donnoit aucune chose au mary, ce que souuent il n'aduient mie, car lors supposé qu'il y eust baiser ou non, si la femme mouroit avant espousailles, lors repriendroit à ses hoirs, car la condition cesse à la femme, quant à la loy dessusdicté. *C. eod. tit. l. si à sponso.*

Que l'homme & la femme ne peuent riens donner l'un à l'autre.

Tu peux & dois aussi sçauoir que combien qu'expressément soit defendu que le mary durant le mariage ne puisse riens donner à la femme, ne la femme au mary. Et ce fut fait par grande & meure raison qui meurt les Empereurs à ce faire, car trop seroient les femmes introduictes à donner à leurs maris, ou pour complaire, ou pour crainte qui souuent pourroit aduenir, ou par motif de luxure, & pour ce nulle raison ne s'y peut condescendre du conceder. *l. nec inter eas. C. de dona. inter virum & uxorem. & ff. eod. tit. l. 1. 2. 3.* Toutefois veut la loy escrite, & si assent assez que si le mary a deuotion d'aucune chose donner à la femme: & en liect mortel le vueille laisser & confermer par derraine volonté, que telle donation puisse auoir lieu, car lors semble-il que ce soit plus par affinité d'amour, & par ce que conscience ainsi le veut, & que tenu y soit, qu'autrement. *C. de. don. inter virum & uxorem. l. Donationes la. 1.*

Coustume de Paris, contre ce que dessus.

[Par la coustume de la Preuosté & Viconté de Paris, homme & femme conioincts ensemble par mariage constant & durant icehuy ne peuent auantager l'un l'autre par donation faicte entre vifs par testament ou ordonnance de derniere volonté, n'autrement directement n'indirectement, en quelque maniere que ce soit.]

Des donations mutuelles.

[Donations mutuelles se font en diuerses sortes, selon la coustume des lieux, mesmes que par la Preuosté & Viconté de Paris, vne donation mutuelle se fait seulement des biens meubles, & conquests, immeubles: laquelle tient s'il n'y a enfans: toutesfois par la coustume de Chartres, & qu'il y ait enfans, elle vault: & de la forme & maniere d'icelles, & comme elles vallent, soient veuës les coustumes des lieux où elles se font: car *diner fa iura, diner fa locorum territoria habent.*]

Cest article n'est
au liure escrit à
la main: mais y
en a d'autres au
liure d'iceluy,
qu'on mettra en
fin du liure.
Cest article n'est
aussi au liure es-
crit à la main:
Et ne tient du
stil de l'Au-
theur. Mais
pour le contenu
en iceluy faut
voir les coust-
mes des lieux.

ANNO

ANNOTATIONS DV TILTRE

QVARANTE CINQVIESME.

ENCORES que la donation à cause de mort soit redui-
te à la forme des legs pour n'auoir lieu, sinon apres la mort
du donateur, & n'estre suiettes à insinuation par le droit
Romain. l. ult. C. de donat. causa mortis. Instit. de donat.
§. i. Si est-ce qu'elle est une autre espeece d'acquérir, distin-
guée par tiltre séparé des legs: Et se fait l'aditte donatiō par le donateur sans
testament, & toutesfois pour doute & suspicion de mort. l. i. & seq. D. de mor-
tis causa donat. il est vray qu'elle est renocable, iusques à la mort du dona-
teur. l. Mortis. l. Non videtur & al. D. eod. Les Iuriconsultes ont traité de
diuerses manieres de faire telle donation à cause de mort, laquelle se peut fai-
re quelques-fois par l'homme sain, & estant en bonne santé, & quelques-fois
par celuy qu'est malade, avec telle clause qu'en nul cas elle puisse estre renoc-
quée. Toutesfois estant conceuë en telle forme doit estre reputée plustost dona-
tion entre vifs, qu'à cause de mort. l. 13. 27. & 35. §. mortis causa. D. eod. mais
par le droit François la donation à cause de mort se doit insinuer, comme il
a esté iugé pour une donation faicte par testament, par arrest, que j'ay recüe
ailleurs.

b La donation entre vifs est celle laquelle on appelle simplement donation,
quand aucun donne à l'intention que la chose par luy donnée appartienne au
donataire, & ne puisse en aucun cas retourner au donateur. l. i. D. de dona-
tionibus & illa quidem dicitur vera & absoluta donatio. d. l. 35. §. i. laquel-
le engendre action par la constitution de Iustinian, encorcs qu'anciennement
elle ne fust parfaite, que par stipulation ou tradition, laquelle tradition se
faisoit par diuerses manieres. l. i. l. 25. 28. & 35. C. de donat. §. Aliæ autem.
Inst. eod. Mais tant par le droit Romain que par les ordonances Royaux,
les donations doiuent estre insinuées, pour auoir plaine force & effect. Les do-
nations peuuent estre renocquées pour diuerses causes, à sçauoir par surue-
nance d'enfans, & pour cause d'ingratitude. l. Si vnquam & seq. C. de reuo-
can. donat. où plus amplement il en est traité.

c La donation à cause de nopces s'entend principalement celle, qui est fai-
te deuant les nopces, & en intention de paracheuer & accomplir icelles: tel-
lement qu'elle contient en soy une tacite condition, que lors elle seroit arrestée
& parfaite, quand le mariage en sera ensuiui. l. 4. §. i. D. de pactis. l. 2. & al.
C. de donat. ante nuptias, §. est & aliud. Instit. de donat. & quant à ce que
Iustinian a ordonné que comme on peut constituer ou augmenter les dōs de-
puis le mariage contracté, qu'on peut aussi faire ou augmenter les donations
constant le mariage entre l'homme & la femme: cela ne s'observe en France,
par plusieurs costumes prohibitifs de faire dōs & aduentages entre les
conuinçs par mariage. Mais la l. Si à sponso. C. eod. dont est parlé cy a-
pres, qui fait une distinction, si le fiancé a baisé sa fiancée, auquel cas il veng

T t

que la moitié de ce que le fiancé luy auroit donné devant les nopces luy appartenne, ou à ses heritiers, ne s'observe plus en France: par-ce que les baisers qui estoient à Rome & en Constantinople religieusement interdits, comme encores en Italie, sont en France tous communs & reputez pour honnestes courtoises, en maniere que la fille qui les refuseroit, non seulement de son fiancé, ains d'autres non indignes d'elle, ne seroit estimée civile & gracieuse. Il se trouue arrest du Parlement de Tholoz, du 12. Iuillet 1575. par lequel une fiancée a esté condamnée à rendre les dons d'honnesteié, comme bagues, ioyaux, & autres semblables aux heritiers de son fiancé. Mais par arrest du Parlement de Paris, donné en la Chambre de l'Edict du 14. iour d'Auril 1601. les heritiers du fiancé qui en auoient fait semblable demande; ont esté declarez non receuables en leurs conclusions: Comme i'ay observé au dixiesme des responses chapitre soixante neuf, car le fiancé n'est estimé les auoir donnez en intention de les repeter. l. Si tibi. C. eod.

À Le liure que i'ay escrit à la main est bien differend de celuy qui est imprimé: & y a plusieurs articles qui defaillent au liure imprimé. Celuy escrit à la main contient ces mots, Et pour-ce est expedient d'en monstrer & mettre les aucunes en effect. Si sçachez que selon la Chastellenie de l'Isle ou environ deçà l'eau de Somme en la plus grand partie, s'aucun homme prend femme en mariage, & il aduient que l'homme face assenne à sa femme, paravant les affiailles d'aucune somme de deniers, & puis aduienne que l'homme voise premier de vie à trespas, sans auoir hoir loyal: sçachez que l'homme ne peut de rien empescher l'assenne de la femme, ou pour les propres dettes qu'ils auoient fait ensemble par l'accord & gré de l'un & de l'autre, d'assenne sur heritage que le Seigneur voudroit attraire à luy. Item si aduenoit que femme aucune fust assennée en cas de mariage sur aucun heritage, & le sire de qui cest heritage seroit tenu feist auctorité par loy sur celuy heritage, l'attraire à sa table, par faute de rente non payée, ou par autre chose, soit en confiscation ou autre ment, sçachez que pour-ce ne perdra pas la femme son droit de don de mariage, mais en iouir a toute sa vie. vt C. de bo. proscip. l. 2. quis posthac. De femme aller sus don son mary. Item se un homme & femme, sont ensemble par mariage, & il soit ainsi que la femme ait esté mariée, & toutesfois tiennne encores aucun don de son premier mary, & si aduient que par aucune voye la femme se parte de son mary, supposé encores qu'elle se fust en mauuaise vie, sçachez que pour-ce ne demeureroit pas que la femme ne donne son viure auoir sur celuy don & assenne, & ainsi l'ay veu iuger en plusieurs Cours, & la raison si est que la femme ne doit par estre mendice de couste ce qui vient de par elle: mais bien y doit auoir remede puis quelle se trouue hors de bon conseil, & y doit estre pourueu par le Seigneur & par ses amis. D'homme veufue ayant enfans qui se remarie. Item par coustume de plusieurs lieux, especialement de la Chastellenie de l'Isle & de Tournes, se un homme chet veuf & il se remarie, sçachez qu'il ne peut faire don de mariage de esñe, de terre, ne de rente que treuue à sa femme s'ainsi est qu'il ait enfans de sa premiere femme, se n'est par le consentement desdits enfans, & se il le fait ce ne vandroit, ista consuetudo est satis conformis iuri scripto.

quo cauetur quod vir habens liberos ex priore matrimonio non potest plus dare secundæ uxori, quod vni ex filiis suis prioris matrimonij. vt. C. de secun. nup. l. Hac edictali. *De pactiõ en mariage par engin. Il aduint à l'Isle qu'une Damoiselle vint au Iuge, & dict qu'elle auoit mariée une sienne fille, & luy auoit donné en mariage faire certains dons, par lesquels sa fille & son mary auoient quité toute la succession & surmonture que d'elle leur pouuoit venir. Or disoient que ce ne valoit, & qu'auoit esté pactiõ par engin, car ils estoient deceuz & en deception appartient restitution enterme, pourquoy il denoient à iuste & loyal parcon & don de mariage, considerer la richesse d'icelle Damoiselle & les dons que faict auoit à ses autres enfans. Laditte Damoiselle disant du contraire, & que par certain traité de conuent de mariage, qu'elle auoit avec eux, remis & quité luy auoient toute succession & surmonture, & qu'autrement n'estoit marchandé ne n'auoit donné sa fille à luy, &c. tout ven & pourueu par laditte Damoiselle les dons & parcons desus dictz, il fut dict & iugé à l'intention de laditte Damoiselle: istud. C. non haberet locum de iure ciuili, quod filia renütians bonis paternis nõ præiudicat sibi, vt C. de inoffi. testa. l. Quoniam. C. de pactis. lege Pactum quod dotali cum sim. De iure tamen canonico si iuramentum à filia interuenit, valet pactum, vt ex d. pac. C. quod uis pactum. li. vi. de C.*

e Cõ qui est icy traité ex l. Cum in te. C. eod. se doit entendre selon la forme qui estoit obseruée à Rome, pour la perfection des nopces: à sçauoir qu'après les fiançailles contractées, on auoit accoustumé de mener l'espousée en la maison de l'espoux, laquelle par ce moyen estoit reputée estre mariée, vt constat ex l. Mulierem. D. de ritu nupt. & l. Cum fuerit. D. de cond. & demonst. Si donc la donation est faicte par l'espoux à sa fiancée, qui n'auoit encores esté menée en sa maison, elle sera censée faicte auant nopces, ou à cause de nopces, & sera ualable. Mais si l'espousée auoit esté menée en la maison de l'espoux, qui luy auoit faict donation en icelle, ello sera tenue pour faicte entre le mary & la femme, & par consequent de nul effect, l. i. & al. de donatio. inter vir. & vxor. Mais telle subtilité n'est obseruée en France, ains encores que la fiancée soit en la maison de l'espoux ou fiancé, si est-ce qu'elle n'est reputée sa femme, insques à ce que les nopces ayent esté celebrées solemnellement par la benediction de l'Eglise: comme ie monstrey plus amplement cy après.

f Cest article se doit entendre des meubles, bagues, ioyaux & accoustremens que le fiancé auoit donnez & liurez à sa fiancée qui luy doivent demeurer, cõme i'ay noté cy dessus: mais quant aux heritages & biens immeubles, ils doivent retourner aux parens du fiacé, par ce que la donatiõ qui en seroit faicte, emporte une tacite cõditiõ si le mariage s'en suit. l. 4. D. de pactis iuxta l. quod sponsa. C. eod. & ainsi on interprete l. Si tibi res proprias, icy alleguée: & la donatiõ des meubles est biẽ differẽte de celle des immeubles, d'autãt que la traditiõ s'en fait plustot des meubles, Et quãd à ce qui est traité en l'article suiuant pris ex l. Si mater vestra, il semble estre douteux, principalement selon le droit obseruè en Frãce, qui ne permet la dissolution du mariage, si ce n'est pour tres-grãde cause: mais du mariage nul, & qui n'auoit esté annullé, cõme par auẽture pour l'impuissance du mary, n'y a dot, ne douaire, & par cõsequẽt la donation

si aucune auroit esté faicte, doit estre résoluë, comme le mariage, l. i. C. de conditione ob causam datorum: Aussi ce que le pere ou la mere donne à son gendre est reputé estre donné en contemplation de sa fille, à laquelle partant il est estimé propre. l. Sed si plures. §. in adrogato. D. de vulga. & pupill. substit. l. Titio centum. §. Titio genero. D. de condit. & demonst. iuxta l. Fideicommissa. §. interdum. D. de legat. 3. & ainsi nous en vsons selon qu'il a esté ingé par plusieurs arrests recitez au second liure des Pandectes.

DE CONTRIBVTION.

TITRE XLVI.

De la contribu-
tion ou desconfi-
ture, s'ay traité
cy dessus, & sur
la custume de
Paris, art. 179.
180. 181. Et 182.
elle vient des
costumiers,
comme dict mon
vieil praticien,
aucuns la tirent
en argument, ex
tributoria actio-
ne, autres, ex l.
pro debito. C. de
bonis aut. iud.
posidend. & l.
Pupillus. D.
que in fran l.
cred. i.



CONTRIBVTION, que rurallement entre les loix est appellée cas de desconfiture, est quand il aduient qu'une personne est obligée & endettée envers tant de creanciers, qu'à satisfaire chacun de ce qui luy est deu, le vaillant à l'obligé ne pourroit suffire à accomplir à satisfaire, n'à faire raison à tous ses creanciers: & lors veut raison & droit que s'il aduient que le debteur est ou soit assailluy pour ses dettes & ses creanciers, & s'en soient trais à loy, & l'ayent fait mander & conuenir par adiournement, iacoit ce que l'adiournement de Cour judiciaire vueille que les premiers creans & marchandans soient premiers payez, si auant qu'ils verifient leurs dettes, neanmoins veut la loy de contribution que si tost qu'il apperra que tant de dettes & detteurs y aura que le vaillant du debteur ne puisse satisfaire, & tout payer chacun creancier, ce que deu luy est, que tout le vaillant soit ramené en vne somme de deniers, & d'icelle somme sera payé à chacun creancier, aussi bien au derzain venant à loy, comme au premier, au marc pour la liure, c'est à sçauoir, selon ce que deu leur sera, mais qu'ainsi soit requis par lequel que ce sera des creanciers. Et ce est appellé droit de contribution. Et n'est à douter que ainsi ne doive estre faict s'il est requis, voire supposé aussi que l'obligé pour y issir de prison requisit que contribution l'assist sur ses biens, car plus ne pourroient les creanciers demander, ne plus auant contraindre: mais pourrant s'en deueroit passer & oster de ses creanciers. Et par exemple ainsi fut: il dict par arrest de Parlement, d'entre Maistre Jean Blanchart Secrétaire du Roy nostre Sire, & vne Dame de religion qui estoit demeurée successeurelle d'un sien frere, qui tant obligé estoit en son viuant à ses creanciers, que tout son vaillant ne pouuoit suffire à tout payer. Dont il fut dict que tout seroit vendu, & l'argent contribué à vn chacun creancier, au marc pour la liure, si auant que la somme du vail-

lant se pourroit estendre, & pourtant demeureroient quittes les obligez. Et estoit lors President Monseigneur de Corbie, fait l'an mil trois cens soixante six, le vingtiesme iour de Feurier. Et pareillement l'ay veu iuger en plusieurs Cours suiectes sans l'appeller en doute. *C. lib. quarto rubrica, quod in fraudem creditoris. l. Populum.* Aucuns sages veulent entendre & dient que ceste contribution voirement passiet sur les detours, iasoit ce que lettres ayent, qu'ils ne se font trais à loy pour estre payez, non plustost les vns que les autres. Mais à ceux qui se seroient trais premiers à loy pour estre payez, ceux deutoient aller demander en paye selon la loy: *qui prior est tempore, potior est ipso iure. Facit ad hoc tax. an. l. Si generaliter. & l. Prior. C. qui potius in pigno habeant.*

Arrest de Parlement donné en l'an 1366.

Voluit allegare l. populum. ff. que in fraud. credit.

DE PRESCRIPTION.

TILTRE XLVII.



DESCRPTION queles Clercs appellent de acquerre & retenir possession, si est, quand à tiltre de bonne foy, alicui a tenu aucune possession, par si long temps qu'à luy puisse & doive appartenir par tenure de long temps: c'est à sçavoir au veu & sçeu de ceux qui droit y sçavent ou veulent demander ou clamer, qui au pais sont presens, par l'espace de dix ans, & entre les absens par l'espace de vingr ans. Et ceste tenure est appelée prescription, laquelle acquiert droit de tenure ou possession de bonne foy, qui ainsi est trouuée à iuste tiltre par les dessusdicts ans possédant de la chose réelle. Et contre les Eglises l'acquiert possession par l'espace de quarante ans, & contre l'Eglise de Rome par l'espace de cent ans, & autrement non. Si baille la loy escripte plusieurs modifications sur ce, & aussi fait coustume locale en plusieurs manieres, & pour ce en veul monstrer aueunes.

Comment se peut acquerir prescription.

Vide novel. 100 & 111. Et auct. quas actiones. vbi Dd. C. de sacrosan. Eccl. s.

Quels gens peuvent acquerir possession & saisir par le droit de prescription.

Et premier selon la loy escripte peux & dois sçavoir que quiconque veut acquerir prescription & saisir de possession acquerre & retenir, il conuient qu'il soit frache personne & habille à tel droit tenir, acquerir & garder, car serf ne pourroit se faire, ne recevoir autre qui tiendrait aucun contre celui en framburrie, ne qui tiendrait son bail contre celui, ne qui desferait pour autre, & tout est semblable, car à nulle fin prescription à male foy ne l'acquiert, qui vaille, ne ne peut acquerir sans fine ne prescription sans son sçeu, c'est à dire, si ne tient à vray semblable chose & qu'il n'ienne à tenir comme femme, & en celle entente. Car qui tiendrait par inadvertence & sans euider tenir, en ce n'acqueroit que

Les mineurs
peuvent acquerir
prescription.

que possession qui peult ou deust valoir à son profit. *C. lib. 7. de acquirenda & reinenda possessione. l. Per liberam personam.* Item à ceste loy dessusdicté peut auoir vne telle doute, si aucun donnoit à vn moindre d'ans aucune possession, & le mist en possession, & pour luy sur ce aucun en iouist & vlast par long temps: à sçauoir si pour-ce que le mineur n'entend point qu'il tienne en possession, pour-ce qu'il semble qu'il n'a encore discretion, si pour-ce sembleroit qu'acquérir ne la puisse ne prescrire. Sçachez que selonc le sage Papinian qui fut tressage conditeur de loy, le mineur ne doit ne peut acquerir possession. Mais l'Empereur qui amenda plusieurs loix par le liure du Code, qui derrainement fut faict, & osta par celuy liure moult de doutes qui d'ancienneté estoient, & ordonna que le mineur à qui deüement seroient aucunes possessions données ou laissées par succession ou autrement, puisse par aucun au nom de luy acquerir prescription, à fin que les mineurs fussent gardez en droict. *l. Donatarum rerum. C. de acquiren. possess.*

De retenir saisine par courage.

Encore^b dict la loy escrite que iacoit ce qu'on ne puisse bien acquerir possession par courage seulement: neantmoins on le peut bien retenir par courage seulement, si comme si l'auoye yn champ ou terre achannable que ie ie pouloye ahanner & faire cultiuer & porter fruct & gagner, & pour aucunes doutes de mes ennemis, ou autrement ie delaisse à faire celle terre ahanner à faire labourer & cultiuer, si qu'elle demeure en friche & en riez, sçachez que pour ce ne demeure que pour le temps que ie l'auray ainsi laissée, ie doïue perdre ma iuste saisine sur ce ou possession, que tout vn dn appelle, car tousiours j'ay courage d'y retourner si tost comme ie pourray: & pour-ce par courage ie puis garder & continuer ma saisine & requérir, mais acquerir non. *C. lib. 7. rubr. dist. 1. l. Licet possessione animo.*

Item^c peux & dois sçauoir que sil estoit aucun qui achetast aucune tenure, & encore eust l'argent payé ou presté, & de luy mesmes se mist en saisine de la chose sans auctorité de loy, ledict vendeur non contredisant, sçachez qu'en ce ne seroit acquise iuste saisine, l'ainfi n'estoit que ce fust d'une maison, & le vendeur luy en eust baillé les clefs, car il est vray que jamais n'eust baillé les clefs, si n'eust esté de son sçeu & consentement qui vault & equipolle tradition de possession, dont par la contraire opinion mauuaise ment se peut ne doit acquerir possession & saisine d'aucune tenure. *C. lib. 7. in dist. 4. Nec ex vera.*

De deux manieres de possessions.

Par les^d constitutions du droict escrit & des sages & nobles Empereurs faiseurs de loix, ilz sont deux manieres de possessions, l'vne est que l'on retient en son courage, l'autre est que l'on retient corporellement. De ces deux possessions peut estre dicté droicture, mais que fondées soient à iuste titre, & que prescriptes soient de temps de saisine de dix ou de vingtr ans, soit qu'enore le tienne corporellement, ou par coura-

ge. C. lib. 7. rub. nemo ambigit. &c. Encores il est confirmé seulement par la loy écrite qui à ce l'accorde, & coustume locale que qui par iuste tiltre a possédé par l'espace de dix ans entre les presens, & par l'espace de vingt ans entre les absens, il doit estre & est vray Seigneur de la tenure, & si contend luy en est fait par aucun, si luy doit estre déclaré ou deliuré, si le debartant n'auoit iuste cause de restitution, si comme en la rubrique des restitutions, diray au second liure, car iamais telle prescription ne doit estre contredite. *C. de prescriptione longi temporis. l. 1.*

Celuy qui a ieu dix ans entre presens, & vingt ans entre les absens est vray Seigneur de sa tenure.

De iouir par souffrance.

Et sil aduient qu'aucun laisse à autre souffrir, iouir & vser d'aucune tenure faiblement, pour ce qu'il cuide estre son hoir, & ne l'ait autrement mis en saisine de la chose, & puis autre qui y debate, & sçache plus grand droit à demande qui ait lieu. Sçachez que telle tenure ne vault contre le demandeur à iuste petition. *C. lib. 7. rub. odem. l. Diutina possessio.*

D'achapt fait par engin.

La loy ne peut souffrir que si aucun a acquis saisine de tenure aucune par long temps de chose qu'il ait acquise ou acheptée par male foy, sçachez que nonobstant saisine de long temps, sil est qu'il le debate à cause de telle saisine ne vault, car saisine acquise sur achapt fait par engin, où male foy peut estre notée & trouuée, ne vault ne n'est à soutenir. *C. de prescript. lon. temp. l. Si fraude & dolo.* Vne doute peut surdre entre les sages. A sçauoir si pour ce que la loy veut que saisine de dix ans vaille entre les presens, comment & par quelle maniere sera à entendre la presence du possesseur & du demandeur: sil couient qu'ils soient tous deux demeurans en vne contrée ou en vn pais. Si te monstreray ce que la loy en dict en son texte. Sçachez qu'il ne couient ja pour soustenir que presens soient les parties, c'est à sçauoir le demandeur & le possesseur à qui on demande, qu'ils soient demeurans en vne mesme Ville ou Catémais suffist qu'ils soient demeurans en vne Contrée, si qu'on ne puisse tenir le demandeur pour expatrié, si comme seroit en France, ou en Lombardie, ou outre la mer, ou en autre tel pais qui l'induit ne puisse bonnement l'estat de la chose dont il se vouldra iuger du droit d'expatrié, si comme en la rubrique de ce fait on mention, déclareray quand temps & mestier sera. Et n'est nécessité que la chose contentieuse, & le possesseur & le demandeur, tous soient en vn mesme pais pour soy aider de saisine de dix ans, qui est la saisine contre les presens, mais que le possesseur qui occupe la saisine & tient, & le demandeur qui droit y doit auoir, soient en vn autre pais, & pour ce ne demeureroit que la saisine & tenure de dix ans, comme entre presens n'y rait lieu. Mais si tost que l'une des parties demeureroit hors du pais, lors se contendroit aider de saisine de vingt ans, qui a lieu entre les absens, ou autrement la possession seroit à debouter. *l. ult. C. eodem tit.*

En France les presens sont reputés ceux qui sont demeurans en vne Prouince, & sçauoir en mesme Bailliage ou Seneschaucée, comme i'ay écrit sur la coustume de Paris, art. 116.

En quelz cas couient prescription de vingt ans. &c.

Parvne loy nouvellement contenuë en authentique de Code, est dict. que si le possesseur qui a possesse à male foy, se part & estrange du pais à tout la chose possessee, lors cesse la prescription de long temps, c'est à sçavoir de dix ans entre les presens, & de vingt ans entre les absens, voire si c'il qui est & doit estre vray sire de la chose ne le sçait, & que sçache que soit estrangée, car lors conviendrait que le possesseur l'eust tenuë par trenteans, si de prescription se vouloit aider en ce cas, mais si le vray Seigneur de la chose sçavoit l'estrangement, & s'en taisoit outre les vingt ans, à temps n'y viendrait à repeter outre la prescription acquise. *C. lib. 7. rub. dicta. Authentica malefidei possessore alienante.*

De don d'Empereur ou de Prince.

Quiconque possesse par don d'Empereur ou de Prince puissant à donner en la terre, sçachez que c'est vray & iuste titre à acquerir possession & la garder & retenir, & peut prescription contre tous à celui titre. *L. Bene à Zenone. C. de quadriennu prescript.*

De saisine entre freres & sœurs.

Item freres & sœurs l'un contre l'autre ne peuvent acquerir possession de saisine qui valoir doive à l'un au preiudice de l'autre.

Saisine contre expatriez.

Videl. 2. & 6. C. quib. non obicit. long. tēp. per script. Ne contre expatriez qui convenablement soient expatriez, il veut dire selon le droit qui seroient hors au commandement du Prince, ou pour le bien du pais, ou qui seroient outre la mer en guerre contre les mescreans, ou en pelerinage de Rome, ou d'autre mer, ou saint & sepulchre de nostre Seigneur Iesus-Christ, ou qui seroit en pelerinage à saint Jacques de Compostelle, car plus de pelerinages ne recommande l'escriure sainte. Mais les coutumiers tiennent ce pour expatriation ou que elle soit faicte, puis que c'est hors de la contrée, comme dessus est dict. Et l'expatrié devenu dedans l'an de son retour s'en complainct de la saisine acquise contre luy à Juge qui cognoistre en doive.

De tenure à cause de cense.

Item selon la loy escrete si aucun baille à bonne foy la terre à autre par cense, que les aucuns appellent ferme ou gagnage, & celui à qui elle est ainsi baillée la tiennent par long temps, il suppose par dix ans, ou par vingt ans, ou par plus, & encore eust celui qui la tient tousiours acquise la tenure de ses rentes, ou d'autres dottes qu'elle deueroit au Seigneur si qu'à peine semblast qu'elle fust proprement à celui qui la tiendrait à ferme, cense ou gagnage comme dict est, & encore eust le vray Seigneur de la chose perdu les lettres que sur ce en auroit, ou que le censier les luy eust subtillement ostées, sçachez que pour ce ne vaudrait à celui qui ainsi tiendrait la tenure, que le vray Seigneur n'en fust tousiours Seigneur & hoiosturier, & ne vaudrait à l'autre tenure qu'à ce titre auroit faict. *C. lib. 7. rub. quibus casibus cessat longi temporis prescriptio.*

Facit etiam. l. malè agitur. C. de prescr. 30. vel 40. anno. l. 1.

De tenir par indivis.

Encore dit la loy escrete que si ils sont deux qui tiennent aucune tenure par

par indiujs, suppose encore que par temps de prescription le tint & occupast vn seul, pource ne demeureroit que l'autre ne retournaist tousiours à sa partie, si tost que plaignif en seroit, & le cas verifié au Iuge: car l'exception de partir l'heritage ne cesse pour longue tenure, que tousiours on n'y puisse venir, si tost que demande est à loy. *C. eodem tit. l. Vnus indiujsdum.*

Des deniers prestez, ou chose en garde.

Item prescription n'a lieu en denier, ne en chose mise ne cōsignée en garde ne en depost, que le vray seigneur n'y doieue tousiours retourner si tost que plainte en sera: si n'a il aussi contre celuy qui seroit emprisonné pour la guerre au Prince, qui ne seroit retourné à son hostel, & selon les coustumiers pour quelle prison qu'il vint. *C. quibus non obijciunt longi tempo. prescripti. l. Si possessio. & l. ab hostibus.* Et des mineurs. *l. Non est ignotum.* Et des expatriez pour le seigneur. *l. Tempus expeditionis. & l. Cum per absentiam suam.*

Du Roy, du Prince, l'Eglise, & la communauté.

Item y a vne loy qui expressement dict & declare que prescription ne se acquiert contre la donation, cest à dire contre le Roy, ne contre le Prince du lieu par aucun sien sujet. Aucuns variet de seigneur par moyen par consequent contre le seigneur d'aucun sujet. Ne contre les Eglises dont elles sont doüees & fondees par gré de Prince. Ne contre les choses d'une communauté d'une ville ou d'une cité, d'ancienneté baillées & accoustumées au droit & vtilité d'icelle commune, & de la chose publique. Ne contre pupilles ne expatriez par l'expatriation que les droits escripts appreuuent. Et qui plus est, encore veut le droit escript que s'il est aucun qui achete à eux aucune chose, suppose que à celuy tiltre d'achat il y eust acquis prescription de temps, si l'achat n'est trouué trop legitime & droiturier, & que ce ayt esté couerty en tres-grād profit pour l'Eglise, ou pour le Roy, ou pour la communauté: que si autres officiers viennent apres, & ils peuuent monstrier que ce a esté fait au moins de profit pour les dessusdits, ou que pour le present ce seroit profit à l'Eglise, au Roy ou au Prince, ou à la communauté de r'auoir leur chose, r'auoir la doiuent si l'acheteur est recompensé à l'égard des sages: car l'Eglise, le Roy, le Prince, & la commune ont tousiours restitution enterine pour eux & pour leurs choses. Et pour ce quiconque achete du Prince, bien se prenne garde, car tousiours le r'aura le Prince pour son sort. Si aura l'Eglise s'il n'est confirmé de leur Metropolitain. si aura la commune, s'il n'estoit confirmé du Prince Souuerain, & que ce ait esté fait pour leur cler & euident profit, & que autrement leur conuint auoir fait & pire marché, au preiudice de la chose publique. *per tot. tit. C. ne rei domi. vel temp.*

Contre quelles personnes prescriptio n'a lieu.

ANNOTATIONS DV TILTRE

QUARANTE SEPTIESME.

Va



Ay assez discouru cy-dessus de la prescription, laquelle selon sa propre signification, est l'exception de la possession d'un long temps: mais puis qu'elle engendre action, mesmes par le droit Romain, pour demander la chose prescrite, l. pen. in pr. C. de præscr. 30. vel 40. anno. l. Si quis diuturno. D. Si seruit. vindic. On la peut définir comme l'usucapion. L'acquisition ou adiection de la seigneurie & propriété par continuation de possession du temps définy par la loy. l. 3. D. de vsurp. & vsucap. Car par la loy diuers temps sont définis tant pour la qualité des choses, que des personnes, pour acquérir prescription. Toutes personnes qui peuent acquérir, peuent aussi prescrire: parce que la prescriptio est espece d'acquisition, & i' vse de ce terme au lieu d'usucapion, selon l'usage commun. l. Si seruo. l. Iusto. §. filius familias. & l. Sequitur. D. eod. l. 1. §. Item adquirimus. D. de adquir. possess. Ce que l'auteur dit du serf, qui ne peut prescrire en son nom, ex l. qui in seruitute, 161. D. de regul. iur. quia possidetur ab alio, n'a lieu en France, principalement aux pays, où tous sont libres, & n'y en a de seruite condition. Pour le regard des lieux où y en a de telle condition, faut auoir recours aux coustumes. Ceux qui tiennent aucuns en leur puissance & mambournie, ne peuent prescrire contre eux, par ce que pour eux ils possèdent, comme les tuteurs, les gardiens ou baillistres, & autres semblables: ne pareillement les fermiers & ceux qui tiennent à loyer: nec eum possessores rectè appellantur, quia alieno nomine possident, l. malè agitur. C. de præscr. 30. vel 40. ann. verum sine possessione non procedit vsucapio, siue præscriptio, l. Sine possess. D. eod. On a autresfois disputé si le pupil: ou enfant auquel la vuide tradition auoit esté faicte de choses à luy données, pouuoit prescrire: mais par la constitution quz est in l. Donatarum. C. adquir. possess. Il est porté qu'il peut prescrire, & ce pour la faueur de l'age.

b La possession s'acquiert par le corps & par la volonté ou courage, comme dict l'auteur, & ne peut aucun acquérir possession par le corps seul, ou par la seule volonté: par ce que la possession, vt definitur à Theophilo, est la detention qui se fait par intention & volonté de seigneur: il conuient donc qu'il y ait possession naturelle & corporelle, & volonté de posséder comme seigneur & propriétaire. l. 3. D. de adquir. possess. Mais pour retenir la possession la seule volonté & courage suffit, comme il aduiert à ceux qui sont absens, ou qui pour autre cause ne peuent corporellement detenter les choses. l. Si id quod. in fine. l. Qui vniuersas. §. quod per colonum. D. eod. l. Licet. C. eod.

c Par la disposition du droit Romain il faut auoir tradition, pour acquérir possession. l. Traditionibus. C. de pactis, tellement que si celuy qui a achepté quelque heritage, se met de luy-mesme en la possession d'iceluy, sa possession sera reputée pour iniuste, l. Si ex stipulatione. l. Fundi. D. de adquir. possess. l. Nec ex vera. C. eod. L'auteur adiouste une exception si le vendeur auroit baillé les clefs, qui est prise, ex l. Clauibus. D. de contrah. empt. En France telle scrupulosité ne s'observe, par ce que selon l'ancien stil, si le Notaire ou Tabellion le sçait bien practiquer, le contract

de vendition doit porter, que le vendeur se seroit dessaisi & deneſtu au profit de l'acheteur : qui est une eſſeſe de traduiſion.

d Il fait la diuiſion de la poſſeſſion en celle qui conſiſte par le droit, & celle qui conſiſte par le corps. l. Nemo. C. eod. La poſſeſſion conſiſtant par droit eſt appellée ciuile, par ce qu'elle eſt maintenüe par le droit ciuil. ſur lequel elle eſt fondee, d'autant qu'entre la detention corporelle, elle contient une iuſte cauſe. pour acquerir la ſeigneurie & propriete : & celle qui conſiſte ſeulement par corps eſt appellée corporelle ou naturelle. l. Stipulatio. §. hæc quoque. D. de verb. oblig. l. Si eum qui. D. de donat. inter virum & vxorem. l. 3. D. de adquir. poſſeſſ. Pour acquerir la preſcription eſt requis un iuſte tiltre avec la bonne foy, pour le regard de celle de long temps à ſçauoir de dix ans entre preſens & vingt ans entre abſens. La cauſe eſt autrement appellée tiltre, dont on peut voir Inſtit. titul. de vſucap. & ce que pluſieurs ont traité de ceſte matiere, dont cy deſſus auons fait mention : meſmement Maſuerius de præſcriptio. Balbus, Tiracuellus & autres. Et n'eſt tiltre valable pour acquerir preſcription que d'auoir iony comme heritier, ſi le deſunt n'auoit eu iuſte cauſe & tiltre de poſſeder, l. 1. & vlt. C. de vſucap. pro hærede. l. vlt. C. communia de vſucap. l. 4. C. de præſcript. longi temp.

e La preſcription de long temps requiert, comme i'ay dict, une bonne foy, laquelle ſe conſidere des le commencement, l. 1. D. pro emptore. Mais le poſſeſſeur de mauuaſe foy ne preſcript par ledict temps de dix ou vingt ans. l. Si fraude. Authen. malæ fidei. C. de præſcriptione longi temporis, & le vice de la mauuaſe poſſeſſion ſe transfere au ſucceſſeur, l. Vitia. C. de adquir. poſſeſſ. Mais pour la preſcription de la poſſeſſion de mauuaſe foy, eſt requis le temps de trente ans, d. Authen. malæ fidei. dont Baldus in cap. cum non liceat. de præſcript. & aliis locis, auquel l'opinion eſt approuuée de pluſieurs, ſouſtient qu'en la preſcription de trente ans la bonne foy n'eſt requiſe : & qu'aux conſtumes eſquelles n'eſt faite mention de la bonne foy pour la preſcription, il ne la faut ſuppleer du droit ciuil ou canonic.

f Cecy ſe doit entendre pour la demande de l'heredité ou de partage, qui ne ſe preſcript par le temps de la longue poſſeſſion de dix ou vingt ans, l. Hæreditatis. C. de petit. hæredit. l. Hæreditatem. C. in quibus cauſis ceſ. long.

g Le tiltre Ne rei domin. vel templo. traite ſeulement de la preſcription de long temps, laquelle n'a lien eſ eſſeſes icy recuées : mais pour autre plus longue & ancienne poſſeſſion, il conuient diſtinguer les perſonnes. Car pour le regard du Roy, ſon domaine eſt perpetuellement inalienable, & ne ſe peut preſcrire par quelque temps que ce ſoit, ſi l'alienation n'en auroit eſté faite par lettres patentes du Roy, veriſiées en Parlement, & Chambre des Comptes : comme il a eſté ordonné par le Roy François premier, par Edict. veriſié audict Parlement : a eſté ingé par arreſt du premier iour d'Auril. mil cinq cens/cinquante cinq & autres. Pour le regard des autres perſonnes dont eſt

Vu ij

icy faicte mention, s'ay traicté plus amplement au second liures des Pandectes & ailleurs, & la maniere requiert plus long commentaire.

DE VSCAPION, TILTRE XLVIII.



VSCAPION est la possession que aucun a & peut acquerir sur chose vendue de tenure, ou sur chose mobile, & par especial sur chose mobile, comme ioyaux d'or, ou d'argent ou autres gages. Et selon aucuns sçachez que droit de faillie de vscapion s'acquiert par tenure de quatre ans pour tant que ce soit à iuste tiltre, car tousiours conuiet que à iuste tiltre soit faict, ou autrement ce ne vaut: mais cōtre les choses d'Eglise sçachez que par nul temps ne s'acquiert vscapion: si ne feroit elle contre les choses du Roy, ne contre les mineurs, ne contre les choses de la commune d'une ville.

C. li. viij. de vscapione. & per sequencia quoque titulos.

De vendre chose d'autrui sur ombre de vscapion.

Vendre chose d'autrui ou autrui tenure sous ombre de tenure de vscapion est ainsi entendu par la loy escrite, si celui qui tenoit autre tenure, en vendoit une partie, & l'autre retenoit vers soy: puis que à male foy le tiendroit le vendeur, sçachez que le vray seigneur de la chose la peut tousiours demander & repeter, & conuiet que celui qui ainsi la tient, la rende avec tous les fruits que perçus en a. Et la partie que vendue aura, pourra estre aussi demandée à celui qui la tient, premier cogneu si il sçauoit quand il l'acheta, qu'elle fust à autre, sçachez que rendre luy conuiendra & perdra l'argent par la raison du mal engin, qu'il commist à son escient acheter chose que bien sçauoit qui point n'estoit à celui qui la vendoit, & toutesfois pour conuoiſe, ou pour autre vouloir frauder l'acheta. Et s'il l'acheta à bonne foy, & qu'il cuidast que ce fust à celui qui la vendoit, pource ne demeure que le vray seigneur de la chose ne la puisse repeter: mais celui qui à bonne foy l'a achetée, s'aura son argent de celui à qui il l'acheta. & si tollue auoit esté à force, ne se denieroit tenir, ne ne vaudroit tenure de vscapion ne vendition qui en fust faicte. *C. li. 7. de vscap. pro empt. l. Si partem possessionis.*

De vendre chose engagée.

Item & si aucun auoit aucune chose engagée par deuers autre, & celui à qui elle seroit engagée, la vendoit à autre, sçachez que le vray seigneur de la chose la peut tousiours retraire & repeter, & s'auoir la doit: car droit de vscapion ne s'acquiert par nul mal engin, & icy a bien mal engin, car le vendeur en ce faisant comme larcin non appert. *C. li. viij. rub. dicta. l. Cum sit probatum rem.*

De chose donnée.

Item autre chose est & seroit de chose donnée: sçavoir ce que celui qui

la donnoit à titre de don, l'eust tenu par tel temps que à saisine de presens ou de absens peut appartenir, sçachez que lors en serois fait sire, & te pourrois defendre par exception de tenure de long temps, & demeurerois en possession de la chose iusques endiffinitive, car tu n'en serois pas fait possesseur à male foy, au cas que tu tiendrois que le donneur en fust vray sire. Mais selon l'opinion de la loy. *Quod iustum est petio.* A iuste cause ne peux occuper la chose d'autrui puis qu'il vient à cognoissance. *C. li. vii. rub. de usucapione pro donato. l. Sine fuerit dominus.* qui est la j.

Car la donation est recitée entre les iustes causes Et s'il y a, l'ust. de usuc.

D'une exception nommée plus demander.

Plus demander est vne exception qui s'engendre par quatre manieres queles clerks appellent, *de plus petitionibus.* Et souuent le demandeur pert sa demande par l'une des quatre. La premiere par quoy le demandeur peut perdre sa demande si est par cause. La seconde si est par chose. La tierce si est par lieu. La quarte si est par temps. Or te veux monstrer & declarer de chacune par foy.

Par cause.

Et premier, de la premiere qui se fait par cause, si comme si vn homme promet deux choses en general, & celuy à qui ce sera promis, en demande l'une par especial: sçachez que sa demande ne vault, ne n'est à recevoir, car il est & demeure en la franchise du prometteur à dire & declarer quel le speciale il entend en ceste partie. Exemple. Je promets à Iean vn Palefroy ou vn Rouffin, sçachez que à ceste demande ledit Iean n'est à recevoir, car il est encore en la volonté du prometteur de declarer lequel il voudra donner ou Palefroy ou Rouffin, & duquel que mieux luy plaira, se pourra acquitter: autre demande ne luy en peut de fait estre faite. *Instit. de actionibus. [Et ibi l'as.] §. hac autem.*

Primere exception.

Par chose.

La seconde maniere de plus demander si est par chose, si comme si ie promets ou doy à Iean vingt liures, & il en demande trente: & par plus demander que n'en soit deu, pert le demandeur sa demande & pour ce le sage demandeur doit former sa demande au plus pres de la verité qu'il peut bonnement, & luy restreindre, tant que prouuer & monstrer en pourra. *Superius allegat §.*

[Au Harc es- crit à la main, ces mots ny sont.]
Seconde exception.

Par lieu.

La tierce maniere de plus demander si est par lieu, si comme qui auroit promis aucune chose faire payer en vn lieu, & on la voulsist demander en vn autre lieu: si comme de promettre à Paris, & on le voulsist demander à Orleans, sçachez que telle demande ne vaut, ne n'est à recevoir. *Vt supra.*

Tierce exceptio.

Par temps.

La quarte maniere de plus demander si est par temps, si comme qui auroit promis de payer à Noel, & on luy demandast à la Toussains, sçachez qu'à ceste demande n'est à recevoir le demandeur, & ne vaut.

Quarte exceptio.

Par tricherie.

Or peux & dois sçauoir que la loy écrite dict & veut ainsi sur ceste ma-

De qui est contenu en cet article ne s'observe à present, comme s'ay montré aux annotations.

De ista materia quando quis petat plus quam si bi debeat, plus vel causa, vel re vel tempore, vide Panor. in cap. j. ex. de plus petit.

De transporter & innover dette de l'un à l'autre.

tiere que s'il est aucun qui par tricherie ou par conuoitise s'avance de demander plus que deu ne soit si comme dit est dessus, sçachez puis que ce vient à la cognoissance du Juge, & que ainsi à cautelle & mal engin à ce demandé, non seulement doit dechoir de sa demande que plus demandé que deu ne luy soit, mais doit dechoir de tout ce que pour celle pourroit demander, si comme si il demandoit par engin à la Toussains, ce que deu ne luy estoit deuant le Noel ensuiuant, non mie tant seulement doit dechoir de la Toussains, qu'il demande, pour ce que c'est auant iour du Noel, mais doit dechoir que iamais à ceste demande ne puisse venir, ne y estre à recevoir. Et ainsi entens des autres cas de plus demander. &c. S'ainsi n'estoit toutesfois que le demandeur apres la demande encommencée à faire, & auant que le defendeur se soit aidé de defence en iugement restraingnist sa demande, & cogneust la verité de la chose ou dette, lors ne doit dechoir en dommage. Et lors si sur ce estoit faicte aucune paix entre les parties: le Juge sans amende si peut & doit moderer. *l. Vnica C. de plus petit.*

De nouations de dettes.

Nouation^d de dettes est le renouvellement que aucun faict en sa demande, quand il se prend d'aucun detteur à autre, & de ce parle la loy écrite trop plus que ne font coustumiers, & dist ainsi, le retournermet & renouvellement que l'un creancier fait à l'autre d'aucune dette, quand il baille son detteur en lieu de luy, ne se peut deuement faire si le detteur sur qui on veut la dette derrainement atourner & mettre, n'est à present, & que consente, & promette à payer la dette à son creancier, & que le creancier à qui on le promet ainsi à rendre, se tienne à l'atourné: ou autrement ce ne vaut. *C. l. viij. de donationibus & delegationibus. l. Delegationis debiti.*

Secus est si nomen sui debitoris venderet creditor: quia tunc non esset necesse debitorem consentire: ut dicit ibi textus. Outre dict la loy que combien qu'on puisse deleguer sa dette & tourner de l'un à l'autre, du consentement du detteur, ce neantmoins le detteur, ne peut tenir la dette à vn autre au preiudice de son creancier par quelque pacton qu'il scauroit faire. *l. Debitorum pactionibus. C. de pactis. & l. sequent. eod. tit.*

De muer sa dette sans partie.

Tu peux & dois scauoir que nul ne peut ne doit contre sa volonté estre atourné à payer à l'autre ce qu'il doit à l'un: si comme si Jean doit à Jacques, & Jacques doit à Robert, Jacques ne peut muer sa dette sans le gré de Jean, que Jean doive à Robert: Car raison veut que chacun tienne lieu à soy mesmes, sans estre premué contre son gré. *Nec aduersus debitorem sui debitoris, nisi sit delegatus, agere potest. viij. Si solvere. C. de nouatio.*

Que par simple parole on ne tene point.

La Lettre.

Et selon * l'opinion d'aucuns coustumiers legerement est muée aucune promesse ou aucune obligation que les vns ont aux autres, par ignorer aucunes fois le iour de la paye qui promise & obligée est en la conuenan-

ce, soit que ce soit par lettres, ou autrement. Si comme vn homme est obligé à autre d'une somme d'argent à plusieurs payemens, & il souffre de l'un payement par donner delay iusques à l'autre iour: il semble que il ait innoué ses lettres & son obligation, & que la paction ou la lettre obligatoire soit par ce innouée, & permuée de sa valeur premieraine & ainsi le soustiennent plusieurs sages. Si t'en monstreray sur ce, & que les nouveaux droicts en enseignent & montrent à tenir. Et dist ainsi l'Empereur en son liure de ce qui fut derrainement fait & passé par Concile. Nous voulons amender les lettres qui parlent des muemens des actions, comment on les change d'une personne à autre, & voulons declarer les anciennes doutes des loix qui sur ce estoient assez obscures, & établissons que s'il est aucun detteur qui commet à autre avec luy, ou qui change sa demande d'un à autre, ou qui reçoit gage sur don deu, ou qui accroisse ou appétisse la dette, ou qui y met temps ou condition au payement, ou si il oste & change ou reçoit lettres de moins d'argent que parauant ne luy estoit promis, ou faict aucune autre chose, pourquoy les anciens faiseurs de loix disoient que l'obligation estoit muée: Nous ne voulons que pour ce ne puisse estre muée aucune chose du premier obligement, ains demeurera la premiere obligation en valeur, & premiere sera de tant augmentée & creuë, si ainsi n'estoit que les detteurs & creanciers sur ce eussent espécialement déclaré & laissé la premiere obligation estre nulle par la seconde, & non autrement. Car nous voulons & raison est que les muemens des obligations qui à bonne foy sont faites, ne soient muées & innouées, si par especial & legitime cōsentement n'est fait, & non pas par legeres ou simples manieres de paroles captieuses, & non encores par loy, si ainsi n'est que les parties se dient expressement, & déclarent estre ainsi; tellement que fraude ne deception n'y puisse estre notée ne presumée. *C. libro octauo. l. Nouationum nocentia corrigentes.*

La maniere de muer obligation.

Et selon les anciens faiseurs de loix & liures primerains, innouation se peut faire, par plusieurs manieres de muer les termes des payemens contenus en l'obligation, de muer la somme obligée, de ce faire nouveau contract contre les termes de l'obligation, de prendre gage de l'obligé, de laisser à pourchasser ladite obligation outre le terme de trente ans selon la loy escrite, & en hypothèque de quarante ans: & selon les Coustumiers de Picardie de xxj. an, de femme qui en veufueté seroit obligée & puis se remarie, d'entrer en religion, & faire profession depuis l'obligation, s'ainsi n'estoit que l'obligation contint, en religion ou hors &c. Toutes ces conditions innouent obligation, si comme dict est dessus. Si n'est déclaré entre les parties que ce que on en fait, soit sans porter prejudice à l'obligation, &c. *Rub. de nouat. C.*

Isti modis de iure scripto non fit nouatio nisi hoc verbis et animo nouandi expressemus.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

QV AR ANTEHVICTIESME.



L'AY assemble en ce tiltre plusieurs matieres desquelles a esté cy devant traitté, comme de l'usucapion, qui est fondée sur la loy des XII. Tablas, & est tant des meubles que des immeubles, comme apport des tiltres D. de vsurp. & vsucap. & al. & ex C. de vsucap. proempt, & seq. & Inst. de vsucap.

toussois plusieurs Docteurs & praticiens ont fait telle difference entre l'usucapion, & prescription qu'icelle estoit des meubles, & la prescription des immeubles: en quoy ils se sont abusé. Pour le regard des meubles, y a des costumes qui ont défini certains tēps pour les prescrire, les autres les mettent à la condition des immeubles, cōmettant aussi Imbert lib. 1. cap. 35. mais on entend tousiours des meubles qui sont au commerce des hommes & non de ceux qui en sont dehors, comme les choses sacrees, les ornemēs Royaux, & ceux de la Republique. §. Sed aliquando. Inst. cod. Ce que l'auteur dit icy de l'usucapion de 4-ans semble estre pris ex tit. C. de quadrien. præscript. mais mal à propos, par ce que en iceluy est seulement traitté de ce que le p̄sẽt auroit aliené, comme vacans & caduc, dont l'acquireur se peut defendre par la prescription de quatre ans: mais telle prescription n'a lieu en France.

b In l. Si partem possessionis. est distingué si l'acheteur est de bonne ou de mauuaise foy. & est reputé de mauuaise foy s'il scait la chose qu'il achete n'appartient au vendeur, ains à un autre. Car en la prescription des immeubles suffit que l'acheteur soit de bonne foy, vt tradit. in d. tit. Inst. de vsucap. si non que la chose eust esté possédée par force par le vendeur ou son auteur. Ce qui reçoit exception, si non que la chose fust reuenue en la puissance du seigneur, & propriétaire. §. aliquando. Inst. cod. l. Sequitur. §. Quod autem. D. cod. ou que le possesseur en eust iauy par l'espace de trente ou quarante ans: car par la prescription d'un tres-long le vice seroit purgé. l. Sicut. l. Omnes. C. de præscrip. 30. vel 40. anno.

c Ce qui est icy traitté & és articles ensuiuans, est pris ex §. si quis agens. & seq. Inst. de action. Mais l'auteur a oublié d'adiouster la modification, & correction qu'en fait Justinian. §. Sed hæc quidē cod. & §. Hodie autem. Inst. de except. & C. de plus petit. En France telle rigueur n'est obseruée. Car s'il n'est question que de la chose ou sommes, si le defendeur n'a fait off- fre, il est condamné à payer ce que le demandeur a prouué luy estre deu: pour la cause en alternatiue, le defendeur doit offrir: pour le lieu l'ordonnance y a pourueu d'ordonner que le decteur sera tenu de payer au lieu conueniū ou au lieu où il est poursuini en luy baillant delay cōptant, quant un temps, on donne au defendeur le terme porté par sa promesse. Aussi le demandeur peut par ses repliques changer, corriger ou reformer & restreindre ses conclusions. §. Si minùs. Inst. de act. l. Edita. C. de action.

d L'ay traitté cy dessus de la nouation, l'auteur la semble confondre avec la de-

La delegation, encorres qu'elle soit distinguée aux tiltres D. & C. La nouation est le renouuellement de la dette, quand icelle est transferée en vno autre obligation: & la delegation est, quand aucun delegue à son creancier vn autre qui s'oblige pour luy. l.i. & l. Delegare. D. de nouat. Et est encorres different. Le transport qui se fait d'une dette: car en la delegation celuy qui est delegué pour estre detteur, doit estre present & consentant: ce qui n'est requis en la vñte & transport de la dette. l.i. C. eod. l. Nominis, C. de heredit. vel act. vñd. Aussi le delegué n'est receuable à dénier la dette, ou proposer autre exceptiõ, qu'il eust peu alleguer contre son premier creancier: mais le detteur peut alleguer contre le cessionnaire pareilles exceptions, que contre le cedant, comme a esté iugé par arrest du 13. Aoust. 1591.

c La praëtique de France est que la nouatiõ se fait selon le droit ancieñ Roman, sans qu'il soit besoin de declarer expressement qu'on vñuille nouer, cõme est contenu in l. vlt. C. de nouat. qui a esté faite par l'industrie de Tribonian, & ne s'observe plus en France, comme i ay escript liure septiesme des Responses, chap. 74.

DE SOLVTION ET LIBERATION DE DETTES. TILTRE XLIX.



SOLVTION & liberation de dettes est luy absoudre de aucune dette ou promesse par paye, ou satisfacion de partie, tellement que par raison lui puisse & doieue suffire. Et dont puis que monstré ay des obligations & des mutations des dettes, monstrer veux des solutions. Si peux & d ois sçauoir que s'il est aucun detteur qui doieue à vn creancier plusieurs dettes pour plusieurs choses, & à plusieurs fois accreuës, & il luy faict paye de l'vne sans dire au payer pour laquelle chose ce est & pour quelle dette, sçachez qu'il est en l'eslite au payeur de contourner la paye que ainsi fait a, en laquelle paye que il luy plaira. Mais si riens n'en dist au payer ne declare, & depuis le detteur allast de vie à trespas sans ce declarer, l'eslite en feroit au creancier qui demeureroit viuant. Et si le detteur ou creancier ou tous deux n'en disoient mot, ne ne fust déclaré pour quelle dette la paye auroit esté faicte, par l'vn ne par l'autre, & tous deux fussent allez de vie à trespas, & les hoirs n'en voulsissent faire faict: sçachez que l'vn ne l'autre n'y auroit eslite de contourner la paye qui ainsi auroit esté faicte pour nulles des dettes en especial, mais feroit le payement ainsi faict, conuertty en la paye de la plus vieille dette, que le detteur deuant le contend deuoir au creancier. In l. i. C. de solut.

De payer ce qu'autre doit.

Item est à sçauoir que nulle action ne s'engendre contre autre crean-

X

*Potesť enim qui
pro alio etiam
ignorante solue-
re, l. 23. 40. Et
53. D. de solus.*

cier: pour ce si tu luy offres ce que ton detteur luy doit, & veux qu'il te doint le droit de l'obligement qu'il a contre ton detteur, car ce droit ne peux tu auoir si tu n'as acheté la dette de luy, c  bien que selon le droit écrit, s'il est aucun qui paye au creancier ce qu'un autre luy doit, par celle paye tu dois sçauoir que l'obligem  nt est acquitté, mais que pour ce faire il declare la paye qu'il fait. *C. libr. viij. Rub. dicta. l. Nulla tibi aduersa.*

De consigner sa dette.

Et si le detteur^b offre à son creancier ce qu'il luy doit, & le creancier par aucune maniere subtile ne le veult receuoir: le detteur peut consigner & mettre en certain lieu le deu par le consentement & enseignement de iustice: & ce fait tu peux & dois sçauoir sans doute que par ce en peut estre le detteur hors de peril de dette non payée & non acquittée. *C. libro octauo Ru. dicta. l. Obligatione.*

De écrire la paye au dos de la lettre.

*Si instrumenti
cautionis inue-
niatur apud de-
bitore, an per hoc
presumatur de-
bitum fuisse so-
lutum, Vide Do-
ctores in l. labeo.
& in l. postquam
fignus, & ibi
optime Barth. ff.
de pactis.*

Ets'il est à aucun qui soit obligé enuers l'autre par lettres, & il paye ou reconnoist la dette estre acquittée, sçachez que ce est plus grand seurete de ce écrire & faire registrer sur le dos de la lettre, que de deschirer ou la rendre: car par aduerture seroit la lettre refaict   du Notaire, ou trouuée en son prothoc  le en temps aduenit. Mais si sus le dos en est écrite la paye, iama   de celle dette n'en peut estre poursuite faict  . *Facit bene. l. Pecunia soluta. C. eod.*

De s'auoir l'obligation ou la lettre.

Et s'il aduenoit que la lettre obligatoire en quoy aucun seroit obligé enuers autre, fust renduë à celui qui obligé seroit, contre le gré de celui à qui on seroit obligé, ou sans son sceu: sçaches que ce ne seroit nul preiudice à celui à qui on seroit obligé, ne n'osteroit nul droit à l'obligation. Et pour ce s'il   st ainsi cogneu, ou s'il t'est deni  , & le Juge le puisse sçauoir, il te fera payer comme parauant reust & peust ou deust auoir fait, nonobstant que le detteur si vueille ayder que la lettre obligatoire ait par deuers luy. *l. Quod debitori. C. eodem.*

De payer pour autre.

Certaine chose est que s'il est aucun qui paye la dette pour moy dont ie suis obligé: j'aict ce que ie ne soie present au bailler ou payer aucune chose en nom de paye, sçachez que l'obligation qui sur moy estoit & par laquelle ie m'estoie obligé, par celle parest nulle, puis que mon creancier en celui nom la reçoit, *ut dicitur quod aliud pro alio volens creditori solui potest. l. Manifesti iuris est. C. eod.*

De possession bailler en aucune paye.

L'Empereur^d respondit    moy qui luy demandoie conseil, & dit. Ce que tu dis que tu baillas vne tenure en payement, pour vne somme de deniers que tu deuois à ton creancier qui ainsi le t'auoit presté: Car quand il eust ta tenure tenu   par long temps, & celle grandement amendée par sa peine & labour, & pour ce que tu veoies que la tenure valoit mieux que auant que tu luy baillas, requeroies que ta tenure te fust renduë, & que tu estoies engigné, sçaches que la peine & son sens qu'il y aura mis, n'aura

il pas perdu, mais il sera redintegré : car il n'est mie vray semblable que si la tenure fust empirée, que tu luy demàdasses r'auoir celle tenure, & pour ce raison veut que si rauoir veux ta tenure s'il ne la tenoit que en paie, que tu luy amendes son sens & science que mis y a. Et s'il la tenoit & auoit pris en paye, qu'il en fut mis en l'heritage, cy n'appartient nulle restitution. pour ce s'il a amendé la tenure en ta main, si requiers folie. *allega. 10. riens Rubr. l. Cum pro pecunia. Præterea*, si ton pere ne fist transaction à ses detteurs de qui il plaidoit depuis plait entamé de chose qui estoit en doutance. Ains recogneust qu'il estoit payé de tous & il n'en auoit que vne partie, ne il ne quitta mie le remanent à ceux qui luy estoient obligez ne il n'eust oncques volonté de donner le remanent. sçachez que pour ce ne demeure qu'on ne puisse demander tout le remanent; *ut sup. l. Si litterarum.*

De acceptilation.

A Cceptilation est la quittance que aucun faict de la dette ou du Conuent qui luy estoit deu, & que le creancier clame quitte son detteur, & recognoisse que de sa dette se tient pour bien payé. Si peux & dois sçauoir sus ceste rubriche que si aucun fist par son engin & barat qu'il eust quittance de la dette qu'il deuoit; sçachez que nonobstant la quittance ainsi faite, si peut le creancier repeter sa dette & conuenance, car quittance faicte par barat ne vaut contre bonne foy, car de la chose loyale-ment promise conuient que loyalement soit acquittée, ou de plaine conscience remise quittée & pardonnée. *facit tex. in l. Si pactum. C. de except.*

De payer une dette & neant tout par oubliance.

Item pour ce que celuy qui te deuoit xl. liures d'une part, & d'autre part encores quarante, te paya les premiers quarante, & par bonne foy par oubliance luy fis conuenance que iamais ne luy demanderoies riens, si ainsi le veut maintenir, sçachez que pour ce ne demeure que ne puisses demander ce que il te doit, nonobstant la quittance desluidicte que tu luy fis à bonne foy, & par oubliance que iamais riens ne luy demanderoies: & si se veut ayder de ladicte quittance, tu peux repliquer par le texte de la loy. *Si ex maiore debiti quantitate. C. eod. de exceptio.*

De quittance à non escient.

Sçachez que ce ne vaut mie quittance absolue que si aucun reçoit d'une obligation partie, & par ce cogneust qu'il fut payé du tout, & toutes-fois à la verité il n'en auroit receu que partie. Ne en ce qu'il cogneust, il ne confessa mie qu'il en fust payé du tout en deniers comptez & nombrés deuant gens, ne il n'eust courage ne volonté de donner par don d'entre vifs ou par don legataire le demeurât; sçachez que celle quittance ne vaut *C. lib. viij. Rubr. de solu. & lib. l. Si inter patrem tuum. [ubi dicit. Salices. quod confessio totius per errorem facta, non preiudicat nisi in parte recepta.]*

[Ceste clausse n'est au liure écrit à la main.]

De quittance à bonne foy.

Item tu peux & dois sçauoir que quittance faicte à pupilles ne qui fait furieux durant le temps de sa furiosité, ne quittance faicte par force de paour, ou qui depuis hors de celle paour l'auroit ratiffié, ne quittance fai-

ete par force ne contraincte de prison, ne quittance à mal engin si comme dict est, ne quittance à mon escient, comme dict est, ne vaut, ne ne se fait à soustenir. Et par le contraire quittance faite à bonne foy & de propos appensé n'est à venir encontre. Et quiconque vient contre ce, il doit estre puni à amende de quadruple, s'il a de quoy: si non, à amende de penance de corps. *de accepti. C. l. r. & l. Si donationis.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

QVAREN EVFIESME.

ROVRE la question icy traittée le droict François sui la disposition l. 1. C. de solut. que si le detteur qui est redenable pour plusieurs causes, envers un creancier, ne declare en faisant le payement pour quelle cause il le fait, il est en l'option du creancier de le tourner en quelle cause & dette qu'il vouldra: & ainsi se l'ay veu souvent pratiquer & iuger, sans dispenser, qui est la cause plus dure & rigoureuse: car quelques fois le creancier qui a une obligation du detteur, qui luy doit encores par une simple scedulle & promesse, prendra plutôt le payement de la simple promesse, que de l'obligation.

b. En quelques cas l'offre suffit, en aucuns la consignation est requise. l. Acceptam. C. de vltis. Mais l'offre doit estre faite en lieu & en temps opportun, l. Obligatione. C. de solut.

c. Cecy est bien ordonné pour oster la doute qui pourroit suruenir, si l'obligation ou scedulle trouuée en la possession du detteur seroit acquittée. Dont est traitté en l. 2. & 3. D. de pact. vide l. Pecuniæ soluta, & seq. C. de solut. Mais si l'obligation du creancier est perdue, & il la veut faire regrossier par le Notaire, il doit faire appeller la partie, laquelle si elle mainient l'obligation estre acquittée par le moyen des payemens qu'elle auroit faits, sera recue à les verifier, & le creancier la perte de son obligation, auant qu'il luy soit permis la faire regrossier: iugé par arrest de l'an 1564.

d. Le creancier peut prendre de son detteur en payement quelque heritage ou autre chose, soit par engagement pour en iouyr iusques à ce qu'il soit payé, ou à perpétuité, pour luy estre propre. Au premier cas si le detteur veut retirer la chose engagée, il doit rendre les meliorations que le creancier y auroit faites. l. Cum pro pecunia par ce qu'elles tournent à son profit. Au second cas la chose vendue doit demeurer au creancier, l. Successores. C. eod. Quant à la l. Si literarū, icy alleguée, elle se doit autrement interpreter, que fait l'auteur, à sçavoir que la confession faite par le creancier, d'auroir receu le payement, cōbien qu'il ne l'ait receu, n'empesche qu'il n'ait son action entiere, pour demander sa dette. Et l'espece que propose l'auteur est de la l. Si inter. C. eod. qui tend à une mesme sentence. Toutefois il faut l'emendre, si le creancier en fait preuue: car autrement on adionster a foy à sa confession. l. Generaliter. C. de non numer. pec. l. Cum de indebito. in fi. D. de probat. Et encores luy conuieudroit obtenir lettres Royaux pour estre relenc de ladicte confession.

e l'ay traité cy-dessus de l'acceptilation qui se faisoit par forme de stipulation, par laquelle le débiteur demandoit au créancier, si ce qu'il auoit promis il le tenoit payé; & le créancier respondit qu'il le tenoit payé, l. i. C. de acceptil. §. item per acceptilationem. inst. quib. modis tol. oblig. Comme l'obligation, aussi la quittance doit estre faite de bonne foy & sans tromperie: mais par le droit Romain l'exception ou replicque de dol ne se prescrit par tel temps que l'action: ains dure plus long temps, l. Si pactum. C. de except. l. Purè. §. ult. de doli mal. & met. except. toutesfoies il faut par lettres Royaux estre releué de la quittance, dans le temps porté par l'ordonnance: comme j'ay noté cy dessus pour l'action de dol. Ce qui seruira aussi pour les articles ensuyuans. Mais il conuient obseruer que l'acceptilation a effect de perimer & couper toute voye d'agir, encores qu'elle soit faite pour cause de donation, l. pen. & ult. C. de accept. Et quant au pupille, elle doit estre faite par l'autorité de son tuteur, laquelle intervenant, l'acceptilation est valable, & si apres il demandoit la dette, pourroit celui auquel l'acceptilation auroit esté faite, user de defenses competentes, à sçauoir d'auoir bien payé & en estre quitte, l. i. C. eod.

POVR RETRAIRE HERITAGE PAR FAVTE
DE RENTE NON PAYEE. TILTRE L.



PAR défaut de réte non payée à son seigneur, peut le sire retraire l'heritage tenu de luy sur quoy la réte est assise, par la maniere qui s'ensuyt. Premier, il faut au seigneur ou à son baillif qui ce veur faire, qu'il face plainte à loy de rente non payée, & à ce doit estre dict par loy que l'heritage qui la rente doit, soit mis en la main de iustice par saisine, & y soit defendue l'entrée & yflué sur l'amende, & ce faire sçauoir à celui qui l'heritage tiét, ou à la prochaine maison, si maison n'a sur le lieu qui la rente doit, & que l'heritier soit aux prochains plaids du seigneur si bon luy semble. Les plaids venus le Sire ou le Baillif, pour luy se doit presenter contre l'heritier, & ramener sa plainte à fait, en disant qu'il garde son iour contre tel. N. contre qui il a iour, si que par record d'hommes, & de sergét peut apparoir, d'ot ils doiuent faire record, ou les Escheuins si ce sont Elcheuins. Et ce fait doit dire: Je fais plainte contre tel, dont le iour siet auionrd'huy pour de faute de telle rente, de tel & de tel terme, nō payée comme de premier an non payée, & pour tel an oōme de tiers an nō payée, & ainsi desdits trois ans, & de tous les termes passez non payez. si prens conclusion contre ledict tel, si present est en Cour, que s'ainsi le veut cognoistre, & que ladicte terre tienne parmy ladicte rente payant, il cognoistra verité, & me deura ladicte réte estre adiugée & estre payée de toutes lesdictes trois années, & pour chacun terme comme dict est, avec les trois loix & trois amendes pour ce accoustumées. &c. Et s'il nie, ie en offre tant à monstretant par saisine, par tesmoings, comme par lettres, que pour tousfine. Et si

Tripliciter effertur tractum, Consuetudinarium, de quo in C. constitutus, de in iure rest. Et l. dudam. C. de coir. am. Alium legatē, de quomul- ta in iure pas- sim habent ut in

domino census, in emphyteota, in fisco, & in predijs metro-phicis. Tertium conventionalem, de quo in l. ij. Si à se. & ubi Doffo. C. de pac. inter emp. & vendis. & credo hic loqui de retractu quem habet dominus emphytheoticus ex canonem non soluto per triennium. Mais tout ce fil n'est plus en usage: Et encorres que par quelques coutumes par faute de payer le cens ou champars par trois ans l'heritage est à abandonné, le seigneur le puisse mettre en sa main, les publications prealablement faites en sa justice: toutesfois on y observe le fil de la custume du lieu: Et le sujet y peut revenir, en payant les arrerages qui estoient deus, suyvans l'arrest donné pour quelques habitans de la Honssaye en Brye, d'où il ay fait mention ailleurs.

l'heritier ne venoit au iour, si doit estre le iour gardé contre luy iusques à heure iugée, & iugé de l'heure, la plainte doit estre refrechée comme dessus est dict, en faisant plainte d'auoir sa demande attainte, ou tel profit par le defaut que la Cour dira, il doit estre iugé premier defaut, & l'heritier r'adiourné à quinzaine sur son secôd iour, & ainsi gardée icelle quinzaine doit estre r'adiourné à la tierce quinzaine, côme sur son tiers iour, & iceluy iour gardé doit estre adiourné à la quarte quinzaine, pour veoir iuger les defaux de trois quinzaines, à laquelle doit estre dict que le sire a bien attain de sa demande des ses trois rentes, & de ses trois loix sur ledit heritage & sur ledit heritier & c. Et si retraire veut l'heritage à soy, lors faut il qu'il face nouvelle plainte sur ce, & que de nouuel l'heritage soit refaisi & le fait sçauoir comme dessus est dir, & de trois quinzaines sur ce gardées apres la plainte ramenée à fait sur ce. Et puis iours assignez par trois quarantaines, & à la derraine, iour rassis à l'an du iour de la premiere quinzaine, sur la plainte de l'heritage retraire à l'an venu, encore faut son iour garder en Cour. Et quant à ce tous les iours gardez, iusques aux estoilles, quinzaines & quarantaines, puis que ce a regard à fons de l'heritage. Mais les quinzaines des premiers de la rente auoir adiugée ne faut pas garder iusques aux estoilles pource que ce ne regarde pas au fôs. Et toutesfois selon le stille de la Cour s'en faut reigler, car aucuns tiennent que si, & que rente heritable est chose fonsiere. Et aucuns tiennent le contraire, pource que ce n'est que pecune ypothequée sur l'heritage, & pource n'est pas fonsiere combien que heritage soit. & en ce soit vî selon le stille du lieu où ce aduient. Et l'an gardé comme dict est, l'heritage doit estre adiugé & retraict au Seigneur. Mais selon aucuns si ce est traicté par seigneur qui air hommes feodaux sous luy ou Escheuins ou cottiers, pour ce que rente ne se doit que sur terre cottiere, les Escheuins ou cottiers quâd ils ont tous ces iours gardez comme dict est, & ce vient ou iuger l'an venu ils les remettent à par iuger à hommes feodaux, pour ce que à retraire l'heritage qui estoit de main ferme en rente à la table du seigneur, il reuiet au gros du fief, & est incorporé au fief, & pource le conuiet par iuger par hommes de fief. Si le sire n'a hommes de fief, il n'est necessité, & peuuent par iuger les Escheuins ou cottiers. Et si l'heritier veut payer pendant ce, rente & despens, reuenir peut à son heritage.

CY ENSVIVENT PLUSIEURS CAS, DESQUELS
LE IUGE ROYAL DOIT AVOIR LA COGNOISSANCE, SANS
en faire aucun renvoy. Et premier en maniere de complainte.

TITRE LI.



Achez que^a par plusieurs manieres s'affiet preuëtion en complainte deuant le Iuge souuerain, desquelles ou de l'une d'icelle le Iuge souuerain deuant qui telle complainte s'affiet, n'est tenu de faire quelque renvoy au Iuge qu'il ait, ne qui le requiere, lesquels cas sont tels. Premier, est en cas de nouuelleté:

Fautre en cas de testament. *C. de testamen. l. Omnis testamentorum.* En cas de doüaire, & se peuuent ces deux derniers former par mise de faict. *Præterea* en cas d'asseurement requis d'un contre l'autre : car puis que on se trait premier au Iuge Royal, donner le doit, & à ce cōtraindre les parties pour le bié de paix. Si feroit autre Iuge, jaoict ce que la partie de qui l'asseurement ou la paix est demādée, fust clorc par especial marié. *Ita fuit dictū per arrestum curie Parliamenti pro Ioanne Hocquet Burgens. Tornacens. cōtra dominū Enguerādū de Hesdin. anno Domini M. ccc. lxxvij.* en cas que dame ou damoiselle se traitoit pardeuāt Iuge souuerain pour cas, dōt de faict & de puissance on luy auroit faict tort ou auroit despointé de son heritage, car lors ne s'en doit faire quelque renuoy, mesme supposé que le cas fust reel : voire encore dict la loy s'elles'en trayoit au Iuge spirituel par preuention. si n'en deuroit il faire quelque renuoy. Et si force ou violence n'y auoit, lors n'y seroit preuention entendüe, mais deuroit la cause estre renuoyée au Iuge dont elle seroit sujette. *cap. ex parte. & cap. ex tenore literarum. ext. de fi. compe.* Item en cas de filc, c'est de toute dette au domaine du Roy, ou de Prince, ou de Cité, ou de la chose publique, & celle est proprement appellée dette fiscal, & doit de sa nature appartenir à la chambre des comptes du Roy, du Prince, de la Cité, de la Ville, ou de la chose publique où ce aduient & appartient : & au Iuge souuerain en appartient la cognoissance, puis que on s'en trait à luy, & non à autre, ne nul renuoy ne s'en doit faire, *facit tex. in l. ad fiscum. & per tot. tit. C. ubi causa fiscal.* Item en cas de port d'armes qui est cas de preuention, & si priuilegé que à Iuge Royal & à ses officiers en appartient la cognoissance, & non à autre Iuge quelconque. Item en cas de sauuegarde du Roy dont aussi au Roy & à ses officiers en appartient la cognoissance, & non à autre, & nul réuoy ne s'en faict à quelque Iuge, puis que c'est du droit du noble demaine du Roy nostre Sire.

Addo quod in causa vsuuarum est locum preuentioni ut dicit Masuer. in sua Pract. tit. de remissio. Et vide ibi de materia istius & quādo fieri debeat remissio.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CINQVANTE ET VNIESME.

DEs cas Royaux plusieurs ont esoriz, & s'en ay traité au grand Coustumier. liure premier tiltre des droictz Royaux. Il y en a de deux especes. à sçauoir ceux qui sont simplement appellez cas Royaux, desquels la cognoissance appartient par preuention au Iuge Royal, sans estre tenu en faire le renuoy au Iuge du seigneur qui le requiert ; les autres cas priuilegez, dont la cognoissance appartient aux Iuges Royaux, priuatiuement à ceux des hauts iusticiers, qui n'en doiuent aucunement cognoistre. De la premiere espece est le cas de saisine & nouuelleté, cōme Imbert & autres tesmoignes : ce qu'il faut entendre pour le possesseur des choses qu'on appelle profanes : car pour le possesseur des benefices, le Iuge Royal en peut seul cognoistre, & nō celuy des hauts iusticiers, suyuāt l'ordonace de Loys 12 de l'ā 1499. & que iuge.

a esté par arrest du mois de l'annuier, 1565. dont on peut voir Choppin lib. 2. de Doman. tit. 7. & Bacquet. traicté des droicts de iustice. & autres. & mesmes Masuerius tit. de remissio. en recient d'autres cas: Et entra iceux est la cognoissance du testamēt. Et encores que par quelques constumes le Iuge d'Eglise en puisse cognoistre, si est-ce qu'il le faut entendre pour le regard des leg pieux seulement. comme tient Autr. decis. Thol. qu. 51. & l'ay veu iuger par arrest de la Cour de l'an 1560. en l'audience, dōne en la custume de Meaux. De l'asseurement i ay traicté cy-dessus, qu'il n'est besoin de repeter. Quant aux cas privilegez, selon qu'ils sont recueillis des arrests de la Cour par Choppin lib. 2. de Doman. tit. 6. & 7. & sur la custume d'Anjou. Bacquet, Ragueau en son indice & autres, sont les causes du domaine du Roy, & de fiefs mouuans de luy, de la reception des fuis & hommages par main souveraine, de rescision de contractz passez sous scel Royal, des aduertissemens & causes des Eglises de fondation Royale, des Edicts, lettres de chartres, de souffrance, confortmain, de respit, legitimations, annoblissemens, benefice d'age, benefice d'innentaire, papier terrier, foires, marche, affranchissemens, ban & arrieban, assemblée d'Estats, & autres dependans de la souveraineté du Roy, du crime de lèze Majesté, des assemblées illicites, cōmotions populaires, ports d'armes, rebellions faictes aux Iuges & officiers du Roy en exerçant leurs estats & charges. Plus de la faulse monnoye, de sauegarde Royale enfreinte, & sauf-conduict Royal enfreint, dont mention est faicte en l'Edict de Cremien, de l'an 1536. des delicts commis es forests du Roy, de lettres de remission, pardon ou abolition, & de rappel de ban: plus de la falsification commise au scel Royal ou lettres du Roy & autres cas semblables, dont les dessus-dits & autres ont amplement traicté. Il y en a d'aucuns pour raison desquels est disputé entre les praticiens, s'ils sont privilegez ou non: comme des cas commis sur les grands chemins qu'on appelle aussi Royaux: dont à la verité les Iuges Royaux peuent cognoistre par preuention: mais si les seigneurs hauts iusticiers ont droit de voirie & iustice sur les grands chemins, ayans preuenu la cognoissance d'un crime commun commis en iceux, ils la pourront retenir, sans y estre empeschez par les Iuges Royaux: comme il me resouuiet d'auoir veu iuger pour les religieux, Abbé & conuent de saint Denis en France. Quant aux causes des villes & communaultez, ordinairement les Iuges Royaux en cognoissent: mais les seigneurs hauts iusticiers des villes qui leur appartiennent, en pretendent la cognoissance: & leurs Iuges de celles qui se presentent pardeuant eux, en cognoissent: & si elles sont introduictes pardeuant les Iuges Royaux, les seigneurs en demandent le renuoy: & me souuiet en auoir veu playdor une cause en la Cour au mois de May, 1561. qui fust appointée au conseil. Quant aux causes des Pairs de France la cognoissance en appartient à la Cour de Parlement, qui est aussi la Cour des Pairs, comme i ay monstré cy dessus.

DE

DE ERREVR DE COMPTE.

TILTRE LII.



ERREVR de compte* que les clerks appellent de *errore calculi*, si est quād en aucun compte, ou en aucune transaction, ou autre besongne il y a erreur ou en compte, ou en iour, ou en escriture, & de ce dit la loy escrete, faute de compte d'vne besongne ou de plusieurs, ne fait nul preiudice à la verité ataindre, que il ne conuienne qu'il soit retourné de erreur à bon compte & à la verité de la besongne: supposé encore que les besongnes ou le compte ait esté par plusieurs fois fait à compte, & qu'il y ait grand laps de temps en erreur encouru du commencement de la besongne iusques au iour de la demande, le compte doit estre recalculé, & l'erreur estre cogneuë, ou qu'il y ait grād laps de temps d'un compte à autre, si ainsi n'estoit que la chose ou le compte ait esté fait, passé ou baillé deuant luge competēt & pertinent, & sur ce requis droict, & par sentence fust décidé du compte sans appel &c. car lors n'y auroit nul erreur à iamais, ou s'il n'estoit que entre les parties eust sur ce esté faite transaction en la chose, & de ce apparust par lettres. *Codice libro secundo Rubrica de errore calculi. l. Errore calculi.*

Que laps de temps n'a lieu en erreur.

Encores peux & dois sçauoir que en erreur de compte laps de temps n'a lieu, que on n'en reuienne à bon compte, puis que passé ne seroit par iugement, comme dessus est dict, supposé qu'il y eust passé vingt ans, ou trente, ou encore plus, car nul laps de temps n'a lieu tant que viuent les parties si c'est en autre fait que de recepte, car en ce faut en tous tēps reuenir à bon compte. Et supposé que le receueur soit mort si faut-il que ses hoirs en fassent bon compte, jaçoit ce que ce ne soit pas de leurs tēps: neantmoins les hoirs en sont tenus puis qu'ils ont apprehendé la succession du predecesseur receueur. *C. de negotijs gestis. l. Curatorem tibi.*

Des proces sus erreur.

Encore peux & dois sçauoir que en fait de comptes si debar & contēdy a qui chet en fait de preuue, & tesmoings en soyēt attrais & couys, les produisans peuent & doiuent ouyr les depositions des tesmoings. Et la raison si est que telle chose, pourroient ils dire qu'il conuiendroît que le produisant fust sur ce au contraire, car le deposant pourroit tesmoigner qu'il n'en auroit mie eu, ce que si auroit, & ainsi ils deposeroient à son profit &c. Et ainsi fut-il dit par arrest de Parlement pour les procureur & receueur de la ville de Tournay, l'an mil. ccc. lxxij.

Xy

ANNOTATIONS SVS LE TILTRE LH.



Erreur de compte est grandement considerable en tous contratts & negoces. tellement que si on monstre y avoir erreur au calcul, il ne pourra preindicier à la verité, & n'empeschera que le cōpte ne soit recalculé, pour cognoistre l'erreur: & vait Paul. Iuriscōf. Ratio calculi sepius se patitur supputari, atque ideo potest quocunque tempore retractari si non longo tempore evanescat. Et quand y aurois transaction, sentence ou arrest fondé sur un calcul faict par erreur, on le pourroit faire retracter, sinon que la transaction eust esté faicte, ou le ingement donné sur la dispute & differend de l'erreur. l. vn. C. de errore calculi, qui se doit ainsi entendre. Quant au temps de prescrire l'erreur de calcul, il est sans doute que la prescription de vingt ans n'y peut avoir lieu, l. calculi. D. de administratione rerum ad ciuitates pertinentium. où le Iuriscōfulte dist, calculi erroris retractatio etiam post decennij aut vicenij tempora admittetur. Et me semble, quod in l. In omnibus in fi D. de diuersis tempora prescript. Il faut retenir la negation Non, par ce que la retractatiō de l'erreur est de la qualité des actions personnelles, qui ne se prescriuent que par trente ans, l. Sicut. C. de prescript. 30. vel 40. annor. En ce que l'auteur adionste du produisant tesmoins, sur l'erreur du calcul qu'il les doit ouyr il y peut auoir de la doute, pour le regard de l'usage qui se pratique à present, sinon qu'il vueille entendre la publicatiō d'enqueste, laquelle anciennement n'estoit obseruée. Mais quand à la production des tesmoins, c'est à celui qui les veut produire de s'enquerir d'eux ce qu'ils sçauent des faicts sur lesquels il veut les faire ouyr. Car les tesmoins ne doiuent estre ouys en la presence des parties, sinon les causes sommaires.

DES BESONGNES D'AVTRVY FAICTES SANS LE COMMANDEMENT DE CELUY A QVI CE EST A FAIRE.

TILTRE LIII.



De l'utilité de l'Edit qu'auoit faict Presteur de negotijs gestu, traicté le Iuriscōfulte in l. 1. D. de negot. gest. Et en vient une action reciproque, que scilicet vltrocitrogue competit, D. directa domino negotiorum & contraria gestori. l. 2. D. eod.

*B*esongnes faictes sans le cōmandement de celui pour qui ce est faict, si est faire & solliciter les besongnes d'aucun qui seroit absent sans ce que charge luy eust à faire & à besongner de sa besongne: mais celui qui ce feroit, le feroit comme prochain amy, ou comme amy sans ce que ce fust en proces ne deuant Iuge où il y ait contend, car là ne se pourroit le faiseur des besongnes d'aucun porter fore sans procuratiō: mais en prendre garde à la chose de aucun par amitié sans procuratiō se peut bien faire & de raison. Et que par tel amy sera faict pour autre, doit estre accepté de celui pour qui c'est trouué à son profit, & doit & est tenu à celui qui ce seruice luy a faict, les mises & despens que sur ce pour luy aura faict & presté raisonnablement. Et à ce est tenu de droict de besongnes faictes, que les clerks appellent de negotijs gestis. Et pourtant t'en veux sur ce monstrer plusieurs exemples qui donneront cognoissance à tous autres d'auoir declaration du droict de besongnes faictes. Exemple du premier cas

de ceste loy. Moy & mon frere fusmes hoirs de mô pere qui deuoit plusieurs dettes, qui estoient à payer à moy & à mon frere, par ce que nous estions les hoirs ensemble. Mon frere estoit hors du pays, les biens de mon frere estoient oppressez de payer au creancier: pour quoy par conseil de sages, & pour obuier à domage, ie payé les dettes de mô frere. Mô frere reuenu il ne voulut contribuer à ce que i'auoye payé tant pour luy comme pour moy, ie disoie qu'il deuoit contribuer pour sa part & portion par la loy de besongnes faictes. il disoit du cōtraire. Tout veul l'Empereur dit par assens de Concile qu'il estoit tenu de contribuer à ce que pour sa part i'auoye payé: par le droict de besongnes faictes. *C. lib. ij. Negotiorum gestor de casu fortuito non tenetur nisi hoc fuerat conuen-*

Rub. de neg. gest. l. Sine pro fratre.

Du domage qui aduientroit aux faiseurs d'autrui besongnes.

Ceux qui font autrui besongnes: s'il aduient que en ce faisant suruienne aucun domage, sçachez que tenus n'en sont: s'ainsi n'est conuenant que quelconque auenture qu'il y vienne, ils seront tenus de le rendre. *C. de neg. gest. l. Negotium.*

Des besongnes au pupille.

Des enfans aux hoirs aux curateurs par le droict escrit est ordonné que si vn pupille a besongnes qui voient contre son profit, & il n'ait ne tuteurs ne curateurs, & par amitié il soit aucun de leurs amis qui besongne de leurs besongnes, si que par son faict & diligence le pupille y ait profit, jaçoit ce que celui qui ce fera, n'estoit son tuteur ne curateur, toutesfois puis que tourné sera au profit du pupille, sçachez que pour r'auoir les despens que mis aura au pourchasser des besongnes au pupille qui sont tournées à son profit: par le droict des besongnes faictes, r'auoir les doit entierement. *C. lib. ij. Rub. sup. dic. l. contra impubes.* Exemple. Vne femme auoit enfans dont le pere estoit tref-pasé, qui estoient en minorité, & auoient tuteurs & curateurs, elle s'aperceut que lesdits tuteurs & curateurs ne faisoient pas bien les besongnes desdits moindres d'ans, si les accusa au Iuge & pourchassa qu'ils eussent autres tuteurs & curateurs, & par desfaute desdits tuteurs tant pourchassa qu'il leur fut ordonné en auoir des autres. En ce faisant la mere fist les despens: si les demande à r'auoir depuis fut les biens aux pupilles. Les tuteurs disoient du contraire, & que s'elle auoit faict pour eux, faire le deuoit, & pour ce riens r'auoir ne deuoit. La mere disant que ce que faict en auoit l'auoit faict au profit desdits moindres d'ans. Tout veul il fut dit par l'Empereur par assens de Concile que si la mere auoit faict aucuns despés pour les enfans & pour leur profit, faire le deuoit par raison d'amour maternelle, ne ny estoient tenus les biens desdits moindres dans. *C. li. ij. Ru. superius dicta. l. Cum tutores filiorum tuorum.*

Exemple.

Vn homme qui auoit à nom Iulien, demanda argent à Iean, lequel Iean deuoit argent à Iaques, & Iean luy paya auant que Iaques à qui cel argent estoit deu, le sceust. Si vint à Iulien, & luy demanda pour quoy il auoit receu son argent. En temps apres Iaques voulut r'auoir son argent de Iulien: lequel Iulien fut refusant de payer. si en fut le contend iusques deuant l'Empereur. Il dist par assens de Concile que Ia-

Yy. ij

Pouruen que
laques ait a-
greable le paye-
ment fait à Lu-
lien, et traditur
in d. l. Si pecu-
niam.

ques a action à Iulien par le droit de besongnes faictes. C. li. y. Rub. su-
perius dicta. l. Si pecuniam tuam à debitore tuo. Un autre exemple:

Tu auois * filastes de ta femme que tu nourrissoies en tō hostel com-
me si tu fussent leur pere, & leur faisoies apprendre leurs mestiers, cōme
si ce fussent tes enfans, Et tout ce ainsi faict en temps apres demandas sur
les choses dessusdictes tes despens comme s'ils fussent tes estranges: les
tuteurs des enfans disoient du contraire, & que ce que faict & mis y a-
uoies, ce auoit esté comme parastre, à cause de leur mere ta femme, & par
raison naturelle à cause de leurdictre mere à ses enfans: ergo comme aux
tiens l'as faict, & pource ne te doit estre rendu selon le sage qui dist, *inter-
est patri matrique piē succurrere nato*. Et tu parastre disant du contraire, &
que par droit de besongnes faictes r'auoir dois ce que pour eux as faict,
mesmement puis qu'il est tourné à leur profit, pour quoy, &c. Tout vœu
il fut dit par assens de Concille de l'Empereur que si le parastre a l'em-
prendre la pourriture fist mention que ce qu'il mettoit en eux nourrir &
faire apprendre vouldroit r'auoir, & en fist marché ou protestation aux
tuteurs & curateurs desdits enfans, r'auoir le doit à iuste estimatiō: si nō,
& que tu en prinles la garde des enfans pour l'amour de ta femme leur
mere, pource que quād tu la prins à mariage, elle les auoir avec elle com-
me mere doit auoir ses enfans, & tu es comme parastre qui es entendu
comme second pere, & l'as ainsi faict, r'auoir ne dois ce que mis y as. C. li.
y. Rub. dicta. l. Si paterno affectu. Contre Tuteurs.

Sçachez que l'action contre tuteurs & curateurs ne se expire pas pour
leur mort, que on ne aye & doie auoir action apres leur mort à cause de
leur tutelle qu'ils ont eue en leur main, à leurs hoirs, ou au leur, & que
leurs hoirs n'en soyent tenus de répondre, faire & rendre compte si leurs
parens n'en auoient faict en lournuant, par la loy des besongnes faictes.
C. li. y. Rub. superius dicta. l. Curatoris etiam successores.

Que faict à poursuyuir par loy.

Toutesfoi les Selon la loy escripte l'action de besongnes faictes ne poursuit pas les
pupils ont besongnes & choses qui ont esté sollicitées & besongnées par le beson-
poilueque sur gneur, mais suit la personne pour quoy on la faict, & à celuy s'en a on à
tous les biens de traire, & nō pas aux choses par le droit de besongnes faictes. C. li. y. Rub.
tuteur, des qu'il dicta. l. Negotis gestis, ubi actio de negotiis gestis est in personam, nō in rem.

la question de la
tuelle, l. Pro of-
ficio, C. de admi-
nistr. lito.

Que laps de temps n'a lieu en besongnes faictes.

Si vn homme est hors du pays par longue espace de temps, & il ad-
uient que vn sien amy durant iceluy temps procure & face les besongnes
aux mesmes despēs de celuy qui ainsi est hors du pays, & puis celuy reue-
nu de dehors du pays vueille auoir compte de ses besongnes ou du sien,
& cil qui les besongnes aura faictes, contredic à rendre compte & des
besongnes & du sien, par exception de long temps: sçachez que en ce cas
laps de temps n'a lieu, mais conuiet que compte soit rendu, supposé que
ce fust contre les hoirs de ceux qui telles besongnes auroient faictes. C.
libro secundo De negotiis gestis. l. Aduersus et.

Mais la prescri-
ptiō de 30. ans a
liem, l. Sicut, C.
de prescript. 30.
et 40. annor.

De mere qui demanderoi la nourriture de ses enfans.

Item la mere qui donne à ses enfans à mager, & les nourrist tant qu'ils soient grands, puis aduient que elle veut demander sus eux la nourriture que faict y a, sçaches que ce ne peut elle faire, car amour & pitié de mere le doit faire. mais s'en autre maniere leur auoir faict leurs besongnes d'oir ils eussent eu profit, ce pourroit elle demander. *C. l. y. Ru. dicta. l. Alimen- ta quidem que filius.*

Si non qu'elle ait professé de demander les nourritures, l. Nescimus D. de neg. gest. dont j'ay traité en l'annotation.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CINQVANTE TROISIESME.

C'ESTE questio est traitée in l. Nescimus. D. de negotiis gestis. & in l. Alimēta. & l. Si paterno. C. eod. Elle est, si un beau pere nourrit & entretient les enfans de la femme, qu'elle a d'un autre mary, ou la mere ou ayeulle les enfans delaisse par leur pere ou ayeul, peut repeter les alimens & entretenemens qui leur ont esté fournis & baillez. Le Jurisconsulte Paulus dict elegamment que ceste question consiste en faict; d. l. Nescimus. Car de droict c'est au pere de nourrir les enfans, patris ex lunt non matris, inquit Quintil. 8. declam. s'il appert que le beau pere, la mere ou ayeulle ait par une affection de pieté & charité baillé & fourny lesdits alimens & entretenemens, n'y a lieu de repetition. Mais s'ils ont déclaré & protesté qu'ils entendoient les repeter & en estre payez, il est sans doute qu'ils les pourroient repeter: mais s'il n'appert de leur inentio, & que la cause soit en doute, il faut auoir recours aux coniectures, à sçauoir s'ils ont mis par memoires en escript ce qu'ils auroient fourny pour lesdits alimens & entretenemens, car en ce cas ils les pourroient repeter par une presumption de volonté. vt traditur in d. l. Nescimus. in fi. Et encores qu'ils ne puissent repeter les alimens, toutesfoi ce qu'ils auront fourny & liuré outre iceux ils pourront repeter d. l. Si paterno.

DE CHOSE FAICTE PAR FORCE OV

PAR PAOUR. TILTRE. LIIII.

PAR force ne par paour selon le droict escript nul mene ne contrainct à faire. ne promettre ne obliger, ne donner quelque chose: & si ainsi en estoit faict, tu peux & dois sçauoir que ce ne vaudroit, ne à soustenir ne feroit. Et si faict estoit si le pourroit-on repeter par le droict de restitution interine, puis que ce auroit esté faict par paour constant, c'est à dire puis que la force & la paour sur ce faicte, auroit esté faicte par si forte personne, contre si simple que il puisse & doiuue cheoir en paour constant si comme si vn plus petit que moy en force, en personne & en lignage me menaçast, & par ma simplesse pour paour de luy ie le fais, *causa.*

Il dist souvent interine pour en entier. Paour constant il appelle qui peut tomber en vn homme constant, l. 5. & 6. D. quod metus causa.

Yy iij

canil appartient à l'homme soy monstrier & auoir courage. Et suppose que ie soie plus puissant que luy, si la paour est certaine que pour simple menasse le face, ce n'est pas paour constant. Item suppose que la chose faicte par paour de plus puissant quant à la promesse: sçachez que depuis si la promesse sans force ne paour est payée, iamais n'y chet restitution, car la paour est hors à faire ainsi. si ren monstrieray plusieurs exemples à fin de mieux entendre le cas, car par vne loy semblable doit estre l'autre entendue.

Exemple.

Il aduint qu'un homme plus puissant que moy me contrainct à luy payer vne somme de deniers par force, le iour venu ie luy payay pour ce que ie n'osay laisser que ie ne luy payasse. quand ie eus la somme payée, ie fus conseillè que ie me trayroie à l'Empereur à qui ie trouueroie remede de restitution. si vins à l'Empereur, & il me dist combien que tu promisses à payer par force, ceste promesse ne vaillit, si lors fussiez venu querre remede de restitution, bien y eusses esté pourueu: mais puis que apres as payé sans force, ne sans ce que tu promisses à force tu as prouué la dette, car au payer nul ne te fist force: & ce ne fut pas paour constant puis que au payer n'y eust force aussi bien que au promettre: car lors que la force te fut faicte, tu deusses estre venu au remede.

De l'heritage vendre par force.

Vn homme^a auoit vn ayeul lequel fut contrainct par force de vendre vne tenure. ceste vente faicte, l'ayeul alla de vie à trespas. si fus son hoir, moy voyant que l'estoye son hoir, ie voulus auoir conseil comment ie pourroye repeter celle tenure: & trouuay que celui à qui mon ayeul l'auoit vendue par force ou par paour, l'auoit ja reuendu à vn autre: si quis conseil que sur ce pourrois faire, & demanday à l'Empereur lettres de restitution, il me dist tu l'auras au Iuge du lieu pour redre le prix que le second acheteur en a payé qui est acheteur de bonne foy par ton compte. Tu seras pourueu de restitution de l'heritage & auoir de ton ayeul dont tu es successeur & qu'il vendit par force. Mais bien te prens garde que si l'acheteur derrain qui est de bonne foy, a tât tenu l'heritage toy present que x. ans soient passez, on toy absent. xx, ans tu n'y deuras reuenir. *C. eod. l. Si vi.*

Exemple.

Deux^b freres estoient qui auoient vne tenure, si aduint qu'un puissant homme qu'ils auoient à voisin, leur ostist celle tenure par force & par paour qu'ils eurent de ses menaces, & qu'en prison ne les mist, si comme il fist: ce fait les deux freres se trayrent à l'Empereur, & demâderent prouision sur ce, & que redintegrez peussent estre de leur tenure que ainsi auoient vendu par paour. Si leur fust dit que si dedans l'an poursuuiuoient ceste restitution, il deura estre amendé au quadruple, deduit ce que vous eustes d'argent de vostre tenure. Et si depuis l'an le faictes cogneue premier & auant toute œuure la force & paour vous aurez restitution de vostre chose tant seulement le prix de la vente rendu si comme dit est. *C. eod. l. Si per vim vel metum.*

De vendre pour cause de crime.

*De l'is que vi
misive causa
et si. f. m. l. ij.*

Vn homme qui desiroit auoir vne tenure que i'auoie, me menassa disant qu'il me accuseroit au Iuge d'homicide, & m'en fist moult de peine, & de paour, ie luy vendis ma tenure, afin qu'il ne me accusast: & puis voulus estre restitué de ma tenure, si en fis requeste à l'Empereur. li eus response que ma requeste n'estoit pas raisonnable, car ce n'estoit pas pour chose raisonnable. *C. li. ij. Rub. dicta. l. Accusationis.*

Exemple de vendre sa tenure.

Vn Baillif greuoit vn homme qui demouroit en sa Baillie, si eut l'homme paour & pour celle vendit vne tenure que talent n'auoit de vendre, si ne fust par crainte dudit Baillif. Ce fait l'homme eust puis conseil de luy traire à l'Empereur: si se traist deuers luy, & demâda remede. Sur ce l'Empereur ordonna que le Baillif fut contraint de rendre la chose ainsi achetée à l'homme de qui ce estoit, & que iceluy Baillif en perdust autant que payé en auoit au profit du seigneur, supposé encore que le Baillif subtilement eust fait mettre autre en l'heritage, & fust la femme, & doit estre le Baillif priué d'office. *C. li. ij. Rub. dicta. l. Si per impressionem.*

Quelle paour ne vaut.

Si peulx & dois sçauoir que quiconque se veulx aider de restitution par paour, il la conuient prouuer estre faicte par fait constant, & non pas par simple & nice parole de menasse tant seulement, car autrement le Iuge n'y arresteroit point. *C. li. ij. Rub. dicta. l. Metum non &c.* Et par contraire raison si la paour est de fait & telle que le Iuge si puisse & doieue arrester, sçachez que tout ce qui par ce est fait, soit en donation, ou en vendition, ou en transaction, ou en paction, ou autrement, ne vaut, ne n'est à soustenir. *C. li. ij. Rub. dicta. l. Venditiones.*

De mauvais engin.

MAuuais engin que les clerks appellent *de dolo malo*, est quand en aucun contract ou marché se fait fraude recelée, que on appelle dol entre les practiquans en Cour. Si peulx & dois sçauoir que si tost que partie qui a fait aucun contract, ou marché, ou paction, sent qu'il y a dol ou mal engin, il peut venir au Iuge requerre que il soit pourueu sur le dol & mal engin, dequoy il a esté engigné par le subtil engin de la partie, qui cela le dol au conuēt que au fait sçauoit bien. Si t'en monstreray vn exemple de cas de loy. Vn homme estoit pleige pour vn autre, lequel autre avec la pleigerie auoit fait mettre certains gaiges par deuers luy au nom de seurere, & les gaiges mesmes par subtil engin auoit-il fait vendre par autre que par luy, & sans ce que le detteur fust pressé pour la dette, ne il aussi, mais par conuoiſe les auoit achetez pour moins qu'ils ne valoient, & sans auctorité de loy les auoit fait vèdre. Le detteur le sceut: si en fist querelle contre son pleige. L'Empereur dist par Concile que ledit pleige à tres-mal fait, & qu'il doit rendre les gaiges deliures au detteur de sa pleigerie & sans fait. *C. li. ij. Rub. de dolo malo. l. Si fideiussor.* Et ainsi peulx & dois entendre en tous marchez où il y a dol & mal engin, que l'engigné sera releué, mais que du dol soit fait denement apparoir, dedans le terme de deux ans après le marché fait, non pas

A ce mesme propos il y a ordonnance, par laquelle il est prohibé de n'acheter aucune chose en leur baillie: laquelle ie n'ay encores veu practiquer: sinō que depuis quelques ans, qu'il y a eu des arrests donnés contre aucuns Iuges, mais nō si rigoureux, qu'il est icy traité: & l. Si per impressionem, ne parle de priuation d'office. J'en ay escrit ailleurs plus amplement.

après ce que on s'en apperçoit. Car le droit de dol à demander ne s'estend outre deux ans, & qui depuis en feroit demande, si ainsi n'estoit que expatrié fust par legitime expatriation, il n'y feroit à recevoir. C. eod. de dolo. l. ult.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CINQVANTEQVATRIÈME.

DE la l. Si vi vel metu. C. de his quæ vi metusve causa. on collige que celui qui veut estre relévé d'un contract fait par force ou crainte, peut par les lettres Royaux cumuler le rescindant & rescissoire, & faire appeller tant celui avec lequel il auroit contracté pour voir rescinder le contract que celui qui en est detempteur & possesseur, par le moyen du nouveau achapt qu'il en auroit fait, afin que le contract estant cassé il soit condamné à se desister & departir de l'occupation qu'il fait de l'heritage contencieux, ce qui s'observe es lettres de rescision d'autres contratts, vtradic Faber in §. Rurfus. Inst. de act. Petr. de Ferrar. in forma libelli super petit. rest. in integru. & Specul. tit. de in integr. restit. §. 1. Et ainsi par un mesme iugement le contract est rescindé, & l'heritage adingé au demandeur, en rendant toutesfois le prix qui a esté payé, vt in hac lege traditur. Mais le temps d'obtenir lettres de restitutio est limité tant par l'ordonnance du Roy Loys douzième, pour les maieurs; que par celle de François premier, de l'an mil cinq cens trente neuf, pour les mineurs venus en aage.

b L'ay noté cy dessus que les actions au double, triple, & quadruple, comme aussi les peines, ne sont plus observées en France; ains qu'au lieu d'icelles on adingé dommages & intersts: quod etiam notatur per glo. in C. Fraternitatis. 12. quæst. 2. toutesfois en semblable espèce que celle recitée en ce lieu, & in l. Si per vim. on procede quelquefois extraordinairement contre ceux qui par force se sont fait vendre des heritages par ceux qui ne leurs osoient contredire.

c Ce qui est traité in l. Accusationis, se doit entendre, en le rapportant à nostre usage de France, si l'alienation ou promesse auroit esté faite à celuy qui y avoit interest, & pouvoit accuser celui qui luy auroit vendu ou promis. Car autrement y pourroit avoir lieu de restitution; iuxta l. Nec timorem. §. fina. & l. sequen. D. eod. vide glo. ad d. l. Accusationis. Et ce que j'en ay noté cy dessus.

d Pour le dol mauvais, mon vieil praticien l'appelle mal engin & tricherie, peut estre le contract cassé & rescindé, suivant l'Edit du Preteur, l. 1. D. de dolo malo. où le Iuriconsulte traite de la definition de dol. J'ay remarqué ailleurs celle que baille Elias Cretensio in 3. oratione Gregorij Nazianzeni aduersus Iulianum. vbi definit dolum occultum malefici sub benevolentia obtentu perpetratum. Mais le dol se doit verifier par subtils moyens, & comme dict la l. Dolum. C. eod. ex insidiis perspicuis, & comme parle mon vieil praticien, par appers aguets.

J'ay noté

J'ay noté cy dessus que par arrest de la Cour du 9.iour de Iannier 1556. restitution en entier pour dol a esté receüe pour un maienr : & le temps pour l'impetrer est limité par les ordonnances royaux.

DES DENIERS QUI NE SONT NOMBREZ EN VENTE D'HERITAGE.

TILTRE LV.



RAIRE marché, ^a vente, transaction ou autre paction par moyen d'argent & sommes de deniers, dont lettres se font, & en icelles lettres n'est nombrée ne déclarée la somme des deniers pour quoy especiallement ce se fait, & que le vendeur la confesse auoir eüe & receüe, ne vault & est tout le contract à repeter, mesmement si tost que le cas enuieillist, & que ce viert en action à l'hoir du vendeur qui a cause d'ignorer le fait qui n'est déclaré comme droict enseigne, &c. Si aucun dict que iacoie ce qu'il ait vendu & liuré aucune chose, ou promis à faire ou à rendre, & en ait fait & baillé lettres en nom de seureté, & tu ne soyes payé de l'argent qu'auoir en deuoyes, ne la lettre n'en fait mention que l'argent te fut compté ne nombré. sçachez que si depuis on veut iouir de la chose, il est mestier à monstrier paye, auant que contrains puissent estre par celle lettre de la chose vendue ou promise à liurer ne bailler, ou autrement le contract seroit nul. *C. de non numerat. pecu. l. 1.* Je suppose qu'aucun soit obligé par chartres en vne somme de deniers à rendre, par si forte obligation que faire pourra, & en celle obligation ne soit nombrée la somme de l'argent, & que tu l'ayes confessé auoir receu en deniers bien nombrez, sçachez que si celuy enuers qui tu es obligé t'en veut poursuiuir, il faut qu'il preuue qu'il te bailla l'argent en deniers nombrez & par toy receus : où il aura contre toy iugement pour luy. *C. ru. dicta. l. Si ex cautione tua.* Et ainsi dois entendre si moins as receu d'argent que la lettre obligatoire ne contienne, car aussi conuiendrait il qu'il le prouuast : ou ce ne luy vaudroit. *l. Minorem pecuniam.* Mais l'ainisi n'estoit comme dict est dessus, & que tu encommançasses à payer aucune partie d'icelle, auant que tu fisses querelle du droict de pecune non nombrée, sçachez qu'à temps ne vendroyes, & conuiendrait par payer la dette. *C. eod. tit. l. Cum fidem cautionis.*

De venir contre ce qui seroit escrit de sa main.

Tu dois sçauoir que s'il aduenoit qu'aucun se voulist aider par pecune non nombrée contre son creancier, & il eust escrit l'obligation de sa propre main, sçachez que ceste obligatiō, iacoit ce que contenu n'y fust le nombre de l'argent, ne luy vaudroit ceste exception, contre ce que de

Z z

la main auroit escrit: & si contreuenoit deuant Iuge, il seroit condamné à restituer & rendre le double, si ainsi n'estoit que par son serment ne confessast la verité, lors n'y auroit point d'amende, mais que ce fust deuant que les autres tesmoins en fussent ouïs. *Authent. contra qui propriam. C. eod. iij.*

De l'orme de l'exception de pecune non nombrée.

Pour-ce qu'anciennement auoit esté ordonné que quiconque se vouloit aider d'exception de pecune non nombrée, ou de cause non tenue, il conuient que ce fust fait dedans le terme de cinq ans, ou ce ne vaudroit, & en estoit l'exception expirée: sçachez que par le nouveau droit ordonné par le Concile des Empereurs, on a restrainct ce terme de cinq ans à deux tant seulement, dedans lesquels termes & an ce conuiet faire qui de l'exception de pecune non nombrée se veut aider. *C. eod. iij. l. In contractibus.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

CINQVANTE CINQVIESME.

TOV T ce traitté de la pecune non nombrée, & exception d'icelle qui se deuoit proposer dans deux ans ne s'observe plus en France, comme a bien observé Rebuffus in Proæmio ad Constit. Regias. Car celuy qui par cōtract passé pardeuant Notaire ou Tabellion, ou par scedulle prinée recognoist estre deiteur de quelque somme, qu'il promet rendre & payer, il n'est receuable à alleguer pour exception qu'il n'a receu la somme, ou si grande, qu'il est porté par son obligation ou promesse, encores qu'il la propose dans les deux ans: ains on s'arreste à sa confession, qui fait contre luy. l. Generaliter. C. de non numer. pec. de laquelle il faut qu'il se face releuer, à fin d'estre receu à prouuer que la pecune ne luy a esté baillée & nombrée, ou non si grande somme. Et s'en peut faire releuer apres les deux ans, & dans le temps introduct par les ordonnances pour les reliefs & restitutions en entier. Aussi ne s'observe en France l. In contractibus C. eod. où Iustinian ordonne qu'apres les deux ans le creancier n'est tenu iurer sur l'exceptiō de la pecune non nombrée, non deuē, non receuē. Car il a esté ingé par arrest du 30. Ianvier, 1544. qu'il sera tenu iurer, suivant la reigle generale. l. Manifestz turpitudinis. D. de iureiur.

DES VSVFRUCTVAIRES.

TILTRE LVI.



VSUFRACTUAIRE si est celuy qui a en main par gage, par achat, par don ou autrement aucune tenure & possession, qu'il peut prendre & percevoir à vie ou à certain temps les usufructs de sa tenure qu'il tient ainsi. Si est à sçavoir que l'usufructuaire doit iouir de tous les usufructs de la tenure durant sa vie ou son temps. Et pour ce si à ton pere fut laissé l'usufructuaire d'aucune possession, dès qu'il sera mort, tu n'y auras riens par le commun droit, l'ain si n'estoit que par especial le deusses tenir apres sa mort, car usufructuaire retourne à la propriété si tost qu'il peut. Mais autre chose seroit si le Seigneur de la propriété mouroit, car pour ce ne perdrait mie l'usufructuaire son droit: & est tenu l'usufructuaire d'entretenir le lieu de couverture, de latte, & aussi de vray labourage, & doit la chose rendre en aussi bon estat comme il la trouua à lors que liurée luy fust. Et de ce doit faire caution suffisante. Et par ce doit entrer par inuentoire si sage est, és biens, ou autrement à son preiudice pourroit redonder. *C. de usufruct. l. Si patri tuo. & l. Eum quem.*

De prescription en l'usufructuaire.

Si peux & dois sur ce sçavoir que quiconque à l'usufruit d'aucune chose pour tenure de long temps, que pour ce en face, à celuy tiltre, il n'acquiert pas propriété, n'action de propriété. *C. eod. tit. neque fructuarium.*

De donner l'usufruit à aucun.

Et s'il aduenoit qu'aucun donnast l'usufruit d'aucune terre ou maison à mon fils tant comme il seroit venu en aage, il doit estre entendu iusques à vingt cinq ans selon le texte de la loy *si quis aliquid. C. de his qui ueniam etatis impetrauerint.* mais si mouroit dedans ce temps, encore font aucuns doute que les hoirs ne deussent tenir celuy usufruit iusques à ce que vingt cinq ans fussent accomplis depuis le trespas de mon fils, car il semble que le donneur eust plus grand regard à l'accomplissement de l'aage qu'à la mort, & pour ce en doit aller au plus pres de la volenté au mort. Les autres disoient que puis que l'usufructuaire estoit mort, le don deuoit estre mort, car il ne peut venir à accomplir aage, pourquoy, &c. Sur ces debars fut dict en Concile par l'Empereur que l'usufructuaire doit faillir par la mort de celuy à qui il estoit donné, car lors cesse le don, & non pas par la mort au donneur. *C. de usufruct. l. Ambiguitatem.*

De louer son usufruit à autre.

Encore y auoit vne doute en usufruit: * à sçavoir se celuy qui est l'usufruit le peut louer à aucun autre qu'à luy, & mettre en sa main durant le temps de son usufruit, ou non, car les aucuns disoient que l'usufruit ne seroit donné ou laissé fors pour la maniance de celuy à qui il auoit esté laissé, & non pas pour autre raison. Les autres disoient que l'usufruit estoit pour faire le preu * à celuy, à qui estoit laissé, & en estoit fait Seigneur durant le temps de l'usufructuaire, &c. Il fut sur ce dict

* L'usufruit, en liure escrit à la main.

* l'usufruit.

* Pren pour preu: se trouue en telle signification en plusieurs anciens liures.

par l'Empereur en Cócile, que ce qui estoit fait de l'vsuaire, le peut bien louer modérément, & que la chose soit retenuë & gardée en ses termes, car ainsi le faut il entendre, iacoit ce que ce ne soit pas le consentement de celui à qui la propriété en appartient. *C. eod. l. Cum antiquitas.*

* L'vsuaire.

*De l'vsufruct * estre aboly.*

Comment l'vsuaire peut estre aboly & reconsolidé avec la propriété, dist la loy écrite, que par plusieurs manieres se peut perdre l'vsuaire, & retourner avecques la propriété, & estre reconsolidé tout en vn, si comme par la mort à l'vsufructuaire, ou si l'vsufructuaire permuoit son corps d'estat mondain à estat de religion, pour-ce que par luy vouier & donner à religion, il se rendroit mort au siecle mondain : & pour-ce fut il ordonné par les sages à mettre és lettres des voyages, en religion ou dehors, &c. ou si l'vsufructuaire estoit banny du pais pour cas dont s'il fust tenu, il deust perdre vie, car lors doit estre tenu pour mort, & pour-ce mettent les sages és lettres des voyages, en quelque estat ou condition qu'ils soient, &c. ou que la chose surquoy l'vsufructuaire est hypothéquée, soit destruite. Car lors se pert l'vsufructuaire, ne n'est tenu le propriétaire de restorer, ou si l'vsufructuaire venoit par sa coulpe de franchise à seruage, par toutes les voyes dessusdictes retourne vsufructuaire à sa propriété. *C. lib. 3. rub. dicta. l. Corruptionem vsufructuum.* Encore dist la loy écrite, que s'il aduient que l'vsufructuaire acquiere la propriété par aucune maniere: si tost qu'il est fait sire de la propriété, l'vsufructuaire est par-ce aboli & reconsolidé avec la propriété, car double action n'y peut on auoir. *Insti. ru. de vsufruct. §. finitur autem.*

D'vsufruct d'e auës.

Il est à sçauoir^d que si aucun tient en vsufruct l'eauë d'aucun viuier ou estang qui se pesche par raison, & le tienne à vie ou à temps, & il aduienne que l'vsufructuaire voise mourir, ou le loueur auant que le viuier ou estang soit pesché, & par-ce vueille dire le propriétaire que tout le poisson doit estre sien comme chose trouuée en son heritage, &c. Sçachez que les sages coustumiers ont dict & soustiennent que l'vsufructuaire le doit laisser en tel estat qu'il le trouua s'il peut estre sçeu. Et si non, le dommage & preu doit estre & demeurer au propriétaire, mesmement s'il l'a de l'année qu'il trespassa, appoissonné le viuier ou estang, pescher le peuuent à la saison de pescherie ses hoirs ou ayans cause, parmi payant la cense ou louage que rendre & payer en deuoit par an l'vsufructuaire, par si que le dit viuier ou estag soit retenu aux deuises du marché sur ce faict. Et à ce s'accorde la loy qui mesme dist, que complainte de nouuelleté sy doit asseoir, à fin que le loueur & l'vsufructuaire soit tenu en droit de leuer & pescher son appoissonnement que mis y a, & l'en doiuent les hoirs à l'vsufructuaire garantir. *Rubrica de loco publico fruendo. l. Prator ait. & Rub. ut in flumine publico. l. 1.*

ANNOTATIONS DV TILTRE

CINQVANTE SIXIESME.



L'VSUFRICT est une seruitude personnelle, comme aussi l'usage, & l'habitation, il y en a d'autres appellées réelles ou prediales, l. i. D. de seruit. l. Caius. D. de ann. lega. dont j'ay traité cy dessus, & ailleurs. L'usufruit est un droit d'user, iouir des choses ou heritages d'un autre, la substance saue, c'est à dire, sans entreprendre n'y diminuer de la propriété des choses, l. i. D. de usufructu. & Instit. eod. qu'on peut voir pour entendre comment l'usufruit peut estre constitué, & ce qui appartient à ceste matiere. L'usufruitier doit bailler caution de iouir de la chose d'autrui, comme un bon pere de famille, à sçauoir qu'il ne l'empirera ne deteriorera, ains la conseruera comme sa propre chose, & l'usufruit expiré la rendra en aussi bon estat qu'il l'a trouuée, l. i. D. usufruct. quemad. c'est pourquoy il est tenu des reparations qu'on appelle viagères, dont j'ay traité sur la coustume de Paris, & ailleurs, & sont à ce propos, l. V usufructu. & l. Eum ad quem. C. de usufructu.

b In l. Ambiguitatem. Iustinian decide generally que l'usufruit de-laisse à aucun iusques à certain temps, ou sous certaine condition, est estainct par la mort de l'usufruitier, par la reigle generale que l'usufruit s'estainct par la mort de l'usufruitier, par-ce qu'il est coherant à sa personne, l. 3. in fi. D. quibus modis usufructus, auquel tiltre & des institutions, sont monstrez les autres moyens, par lesquels s'estainct l'usufruit: & entre autres quand il est consolidé à la propriété, soit que l'usufruitier l'ait acquise, ou le propriétaire ait acquis l'usufruit.

c Entre autres moyens de l'estinction de l'usufruit est celuy quand la maison, ou autre edifice est destruit & ruiné, soit par feu ou mouuement de terre, ou qu'il soit renuersé par son vice, à cause de l'antiquité, ou corruption des materiaux: & encores que la maison soit refaite & rebastie aux frais du propriétaire, si est-ce que l'usufruit n'en est restabli, l. Repeti. §. rej. l. Quid tamen §. non tatum. & vers. nam & si. D. quibus modis usufructus, à quoy conuient l. Qui usufructum. D. de usufructu. & l. Si ita legatum. §. fin. D. de lega. i. Ce qui auroit esté iugé auoir pareillement lieu en l'habitation, par arrest du Mardy 24. iour d'Auril 1584. par lequel a esté iugé qu'il n'y auoit droit d'habitation en la maison qui auoit esté ruinée, & depuis réparée par le propriétaire.

d L'usufruit estainct le propriétaire, entre en la iouissance de la chose qui auoit esté baillée en usufruit, en l'estat que lors elle se trouue, & des fruits qui sont encores pendans, l. Defuncta. D. de usufructu. & l. si fructuarius. D. quibus modis usufructus, dont j'ay cy dessus & ailleurs plus amplement traité.

Z z iij

DES BOVRNES ET CERQUEMANEMENS.

TITRE LVII.

De huiusmodi materia qua dicitur finis reg. vide per la so. in §. quidam. vers. an autem actio ista. insti. de actio. que per plurimas et elegantes questiones ibi per eum tractatur.



BOVRNAGES^a & cerquemanemens si est mettre & faire enseigne de difference de terres d'entre vn voisin à autre, qu'on appelle bourne. Et se doit faire par loy parties appellées, & tous les anciens du lieu, à certain iour à estre sur le lieu dont contend est, & lors doit celuy qui demande le bournage, dire & clamer iusques où il demande & tient, que son heritage voise descendre. Et l'autre partie pareillement doit dire clamer & designer iusques où il tient, que son heritage voise à l'encontre. Si d'accord ne sont, le Iuge doit faire iurer aux anciens qui là sont appelez, que chacun sur saintes Euangiles de Dieu die & designe au plus vrayemēt qu'ils scauront, & que veu ont au temps passé le droict de l'heritage d'un chacun demandeur & defendeur. Et doit chacun demandeur & defendeur & hommes qui là sont, auoir vn petit baston en la main, & ferir & estacher en terre endroit là où ils scauent que l'heritage d'un chacun va. Et là où il y a plus de tesmoins debaters ou les presens, ou les absens le donnent, là doit estre iugé par Escheuins que l'heritage va à celuy qui a l'absens: & droict ou l'absens est, doit estre mise & assise la bourne par iugement d'Escheuins. Et en nom de preuue doit chacun des Escheuins ou autres Iuges, mettre en la fosse où on doit asseoir la bourne, vn caillel, & puis asseoir & fermer la bourne dessus, à fin qu'en temps aduenir le caillel monstre quants Escheuins il y eust à la bourne iuger & asseoir: & ce fait doit estre dict & crié par loy, que dorenavant nul ne face ne mette nul empeschement à ladicte bourne sur peine d'encourir en crime de larcin.

*Cecy ne s'observe
ue à present.*

De parties estre d'accord de mettre bourne.

Item & sil aduenoit que parties fussent d'accord de mettre & asseoir bourne entre eux, faire le peuuent sans appeller la loy ne autres, fors voisins tels qu'il leur plaira, & prendre & donner de leur terre, l'un à l'autre, tant qu'il leur plaira, pour tant qu'ils ne facent chose que le fire ne soit gardé de son droict Seigneurial, si comme si deux voisins sont d'accord ensemble d'asseoir entre eux bournes, faire le peuuent: mais qu'il ne touche au reiect du Seigneur, ou du commun, car lors conuiendroit que le Seigneur, & le commun y fussent appelez. Et la bourne ainsi mise d'accord entre eux voisins si peut faire licitement, mais n'y aura nul caillel dessus comme tesmoins d'Escheuins, pour ce qu'Escheuins n'y ont esté appelez.

De donner terre à autre.

Item si l'aduenoit que l'un voisin contre l'autre fussent d'accord de asséoir vne bourne sans loy, & par aucune maniere l'un donnast à l'autre de son heritage par son consentement, & là assissent la bourne & apres il fust sçeu, qu'ainsi eussent donné l'un à l'autre heritage, sans le sçeu de leur Seigneur pour receler son droict: si auroiét le sire la droicture d'autant de terre que ce vaudroit que donné en seroit, outre le droict que deuoit estre donné de la bourne assise plus auant qu'estre ne deuoit.

De contend sur bournage.

Et si l'aduient qu'aucun meue contend sur bournage contre son voisin & par cerquemanage, ou par iugement de resmoins en dechée avec l'amende au Seigneur en quoy il encoürt de demander autre terre, laquelle amende est de soixante liures *parisi: si c'est terre vilaine, & si c'est *M^o vieil pra-
fief, en l'amende de dix liures, il doit perdre autant de terre comme il en ticien dict soi-
clame, laquelle doit estre prinse au profit du Seigneur, & les despens de xante sols pari-
partie, à la taxation du Seigneur. *C. finium regundorum. l. Si confiterit.* sis: mais les pei-
Combien que par l'ancien droict, qui ne demandoit sus son voisin plus nes icy recitées
de cinq pieds, il n'en estoit à nulle amende, mais par la nouuelle loy, sont hors d'usa-
pour ce que le monde est si multiplié, & la malice des gens, il fut pour- ge en France.
ueu d'amende si tost que l'un emprent sur l'autre. *l. Quinque pedum. C. eodem.*

Que tenure de bourne ne vaut.

Ne tenure de long temps n'a lieu contre droict de bournage, ne cōtre ce droict ne s'y acquiert par dix ans, ne par vingt ans: si ne fait aussi nouuelleté que toutes-fois que cerquemanage est demandé qu'on ne le doie auoir, ne ny vaut tricherie ne barat, que tout ne doie estre mis arriere par le Iuge, si tost qu'à cognoissance peut venir. *C. eodem. l. Final.* Si dois sçauoir combien que dessus soit dict, que qui demande autrui heritage, il chet en amende, iasoit ce que ce soit demandé par cerquemanage, voir est, s'ainsi n'est qu'à autrui heritage demander par cerquemanage ne seroit demandé, dict ne protesté par le demandeur, que ce demande il si auant que par desreng de cerquemanage n'en sera dict appartenir, & non plus auant. Car par ceste maniere, supposé qu'on dechée de sa demande, ne y chet point d'amende petite ne grande, & par autre forme si seroit.

La forme de mesurer terres.

La forme de mesurer des terres, si est à sçauoir la quantité que contient vn chacun champ de terre, de prez, bois, ou d'eauës, & se fait par diuers noms en sommes de mesures, si comme les vsages des lieux sont, car en aucuns lieux sont appellées les sommes des mesures, arpens, en autres iourneux, en autres mencaudées, en autres lieux mesures, en autres bonniers: & toutes-fois tout se mesure par nombre de pieds à rapporter à la verge, à laquelle verge on doit tant adiouter de pieds qu'elle contienne vingt pieds de clauure, & si a au bonnier, au pais où on compte par bonniers, seize ceps, qui est nombre

faisant le bonnier. Et au país ou on compte par petit bonnier, il y a quatorze cens, & doit chacun contenir vingt cinq verges, & au bonnier seize cens. Ainsi sont au bonnier de toute somme de pieds huit mil, & combien qu'en diuers lieux, le nom des mesures si est differend, si comme d'arpens iourneux, mencaudées mesures, &c. toutesfois neantmoins sont tousiours comptez quatre cens pour celles mesures petites, comme de fflus sont dictes, arpens iourneux, &c. & tout reuient les quatre pour vn bonnier de terre.

ANNOTATIONS DV TILTRE CINQVANTE SEPTIESME.

A Il noté cy dessus que les bourrages estoient appelez anciennement cerquemanemés ou cerquemanages ou cerquemages, & les mesureurs qui faisoient les diuisions & limites des heritages & plantoient les bornes, cerquemanneurs. L'vtilité de limiter & borner les heritages entre voisins est telle, que sans tel bourrage ils viendroient souvent en contentions, procès & querelles. Et pour separer & bourner les limites entre eux, a esté introduicte l'action, finium regundorum, que les vieils praticiens appellent plet de bonnes, nam regi fines dicuntur, quoties vnulquique ager proprijs finibus terminatur; vt ait Boëtius ad Topica Ciceronis, & rectè rusticum monet Columella, Ne semitas nouósque limites in agros fieri patiatur. Les Romains & autres peuples auoient accoustumé pour asseurer & regir les bornes & limites, d'y apposer quelques marques & enseignes, comme de cailloux & autres, la memoire desquels seruoit à la posterité, & entretenoit vne concorde entre les voisins, vt testatur Plutarchus Proble. 14. & Frontinus de iure limit. dont Virgilius ait lib. 12. Æneid.

Limes agro positus, limitem vt discernet et aruis.

Ils mettoient souvent dans terre quelque pierre pour seruir de borne, qu'ils reueroient grandement, vt ostendit Ouidius lib. 2. Fastor. & le Iuriconsulte escrit in finalibus quæstionibus monumenta antiqua sequenda esse. l. In finalibus. D. fin. regund. Et entre tels monumens est la borne laquelle par auctorité de iustice a esté assise & plantée pour separer les heritages, que mon vieil praticien appelle bonne iuree, & bonne de loy. La forme de proceder en l'action de borne est icy d'escrite par l'Auteur, selon la coustume du país, qu'il auroit voulu suivre. Mais autrement elle s'observe à present: par-ce que si les parties sont en debat pour les bornes & limites, & ayent tiltres contenant la designation, consinuation & contenance de leurs heritages, le Iuge quelques-fois y a esgard, si les parties en demeurent d'accord: sinon il se transporte sur le lieu, si la matiere le merite, & on y commet vn Sergent, par deuant lequel les parties font comparoir des voisins & anciens avec vn mesureur, pour leur rapport fait, en ordonner par le Iuge diffinitiuement si faire se peut, sinon reigler plus amplement les parties, pour decider la question de bornes.

bornes. l. 2. l. De modo. & l. Si irruptione. & al. D. eod. Car en ceste question est traité de la propriété. & quelquesfois interviennent debat pour la possession qu'il a fait suspendre: par ce qu'il faut cognoistre deuant de la possession que de la propriété. l. Si quis. C. eod. l. Ordinarij. C. de rei vind. l. Nulli. C. de iudic. & al. par la loy Maliniane estoient enuoyez sur le lieu trois arbitres & mesureurs, pour separer, terminer & dresser les limites, à fin d'y asseoir & planter bornes, & pour ce en telle cause est tres-requise la venue, figure ou monstree, comme dient les praticiens, ex d. l. Si irruptione. §. ult. Plusieurs loix ont esté faictes à Rome des fins & limites, qui sont recitées par les auteurs qui en ont escrit qu'il n'est besoin de repeter: entre les loix Georgiques de Justinian y en a une, tit. 1. cap. 9. qui contient en Latin selon la traduction du Grec, Si ambigitur inter duo loca, vel de termino, vel agri possessione, auditores cognitionem suam interponunto, eique qui pluribus annis possederit, ius redduto. Si verò antiqui fines fuerint, antiqua possessio inconculsa esto. Les parties peuuent d'un mutuel consentement faire borner leurs heritages, & y planter bornes: dont le seigneur du lieu ne peut pretendre droit ny amede: par ce que ce n'est alienation ne changement de sujet, ains celà se fait selon la nature de l'action, & que le Juge pourroit ordonner, l. 2. D. eod. §. si finium. Inst. de offic. iud. Aussi qu'il n'a interest en ce qui est baillé par un voisin de sa terre à l'autre, d'autant que sa censive & droit de seigneurie tousiours luy demeure.

b Si constiterit. C. fin. regund. parle de celuy qui par force a entrepris & usurpé de l'heritage d'autrui outre les bornes, encores qu'il en fust en proces, auparavant qu'il y eust sentence: c'est donc à cause de l'inuasion & usurpation que celuy qui l'a faicte, est mulcté des peines recitées en ladicte loy qui est prise ex l. 2. C. Theo. eod. à quoy on pourroit rapporter la loy de Romulus, dont parle Plutar. probl. 14. & celle de Numa, Qui terminum exarassit, ipsius & boues sacri sunt. Quand à la l. Quinque pedum, elle est plus entiere in C. Theo. & apud Frontinum, où elle est assez declarée d'elle mesme, à sçauoir que sans auoir esgard à la prescription des cinq pieds, que Ciceron lib. 1. de Legibus, & autres tesmoignent auoir esté anciennement reservez entre les heritages des champs, se traite librement la question des limites & des lieux. Car telle action ne se prescrit que par trente ans, l. ult. C. eod. d'autant que mistam causam habet, tam in rem quam in personam. §. Quædam actiones. Inst. de actio.

c L'art de mesurer & arpenter vient de la Geometrie, Quæ vt ait Cassiodorus ex Varrone, per dimensiones terrarum terminis positus prestitit populis pacis emolumenta, dum quisque certo se fine patitur includi. Entre les peuples anciens & ceux de present, mesmement en France, y auroit eu & y a encores grande diuersité de mesures, & especes d'arpenter & mesurer: dont n'est besoin traiter icy plus amplement, par ce qu'on les peut apprendre des coustumes & usages des lieux, & des liures de Geometrie.

DE COMPAGNIE DE MARCHANDISE.

TIE TRE LVIII.



*Fidel. l. 29. Et
seq. D. pro socio.
§. de illa sanè
Inst. eod.*

*Société est une
conventio parla-
qu'elle se cõstume
entre deux ou
plusieurs une co-
munauté de tous
biens, ou de cer-
taines choses, l.
1. 4. Et §. D. eo.
Les causes des
marchans se doi-
vent traicter &
decider ex bono
aquo, non obser-
uatiu apicibus si-
ne subtilitatibus
iuris, Bartol. in
l. Fideiusfor. §.
quedam. D. mā-
dati. Bald. in l.
Si pro ea. C. eod.
dōi on peut voir
les Edicts d'ere-
ction des Iuges
Consuls des
Marchans.*

COMPAGNIE de marchandise peut estre faite en telle maniere que l'un y met l'argët & l'autre y met la peine. Ité encore se fait entre autre manie que l'un y met plus d'argent que l'autre, & l'un plus de sens & de peine que l'autre, car selon la loy cõpaigñie en marchandise n'est autre chose qu'un asëblement de personnes, qui est fait par accointement & asëblement de pecunes & par participation de choses, pour faire gagner, & plus profiteux mont & gaings à contribuer ensemble. Car autant en ce cas est prise le sens & la peine, que l'argët *C. li. iij. Rub. pro socio. l. Societate.*

D'ordonner à loy sur participation de marchandise.

Sçachez qu'en compaignie de marchandise doit selon raison & loy es- critte, auoir loyauté, & equité tousiours estre entenduë, car souuent les marchans ne font mie leurs deuise deuant gens, deuant loy, deuant Tabellions ne tesnoings, ains les font ensemble & à bonne foy. Et pource si contend en vient à vie ou à mort d'entre les hoirs des marchans pour la participation de la marchandise, sçachez que le Iuge y doit proceder à bonne foy, au plus pres que le cas peut desirer à verité, & selon ce faire appoinctement entre les parties. *C. eod. tit. l. Cum in societatis contra-*

De paction faicte sur la participation de marchandise.

Et s'il aduenoit que marchans qui sont en compaignie de marchandise ayent party leurs biens par esgaux parties, & de ce aient fait stipulation, & apres ce lequel que ce soit voise de vie à trespas, sans autre ordonnance ne testament faire, sçachez que pour ce ne demeure, que ce qu'ils ont ainsi ordonné par participation de marchandise, ne doieue demeurer ferme & stable *C. eod. tit. l. Si societatis iure.*

Le temps que participation dure en marchandise.

Sur participation de marchandise dit la loy, que tant & si longement que marchans sont ensemble en participation & asëblement de marchandise, tant dure l'action que l'action peut & doit auoir. Car si l'action veulent faire cesser, il conuiet qu'ils ayent departy leur participation, & faict compte ensemble. Et dict que la participation depuis ce iour ou ce compte cesse, ou autrement l'action dure tousiours. *C. eod. tit. l. tam- diu societas.*

De plusieurs marchans acheter demrees.

Aucuns doutoient si participation de marchandise se pouuoit faire cõuenablement entre marchands, quë supposé que vn grand seigneur vint en vn pays, cōmel l'Empereur ou autre puissant Prince, & plusieurs mar-

chans achetoient plusieurs marchandises, pour auoir plus grand gain à la denrée du seigneur: si ce ne peuuent faire sans meffait. Sçachez que ce a ordonné la loy que participation de marchandise, s'y puisse faire purement, & sous condition si que les voulez d'iceux qui à ce se veulent obliger, soient fermes & gardées. *l. De societate apud veteres. C. eod. tit.*

De demander compte contre un qui ne seroit habille.

Et s'il aduenoit^b qu'aucun fust en participation de marchandise, & il luy aduenist contre aucun si que il ne fust plus habille de participation de marchandise: Sçachez que ses compagnons le peuuent laisser, & demander compte contre luy, & depuis ce iour doit cesser la participation.

De l'un deuenir sourd & fourfenné.

Et si l'un deuenoit sourd & fourfenné si luy doiuent ses compagnons pourchasser au Iuge curateur, & contre leur curateur faire compte de leur marchandise, car iusques à ce qu'il auront ainsi fait dure la participation & vaut. *l. Fin. C. eod. tit.*

De restitution en participation.

Il aduint que l'un des compaignons de la participation de la marchandise, fut enuoyé hors pour le fait des autres, si fut prins par les ennemis du pays & mis à peine de rançon, & parmy ce eschappa de ses ennemis. Il voulut r'auoir à ses compaignons secours de sa rançon & de sa peine, & qu'ils participassent à ce, considéré qu'il estoit en leurs besoignes aussi bié comme pour la sienne. Ses compaignons respondirent que tenus n'y estoient, & que il n'auoit mie à luy mettre en peril, puis que bien sçauoit & pouuoit sçauoir les guerres du pays, qui estoient publiques & notoires, & n'estoit mie ainsi comme s'il fust prins ou desrobé par meurdriers, dont nul ne se peut escheuer. Et d'autre part s'il auoit esté prins si s'estoit-il par la paour non constant mis à rançon, pour plus qu'il ne deuoit selon sa faculté, & pour plus tost luy oster de prison, pourquoy, &c.

Item si s'estoit-il mis à plus grand rāçon pour ce qu'il estoit riche homme, & bien en est renommé en autres biens & possessions, que de leur marchandise dont ils sont en participation, & de plusieurs autres grosses marchandises, dont il s'entremettoit communement, pourquoy tenus ne sont de contribuer à sa rançon, n'à la peine que pour la crainte & paour a eue, & dont il s'est voulu oster hastiement &c. Et si tenus y sont, si ne doit ce estre qu'à la discrétion du Iuge, au regard de la participation de marchandise, & pourtant que toucher y peut &c. L'autre duplica & dist, que si la guerre estoit notoire, si le sçauoient ils bien, quand ils l'enuoyèrent esdirez besoignes: car ce n'estoit pas chose soudainement venue, & puis que ainsi le sçauoient, & sur ce luy enuoyoient, ce ne leur vaut. Si il a eu paour, ce a esté à iuste cause & constant, car s'estoit sur le peril de sa vie &c. S'il estoit plus riche telle sçauoient: & tel luy enuoyèrent comme dict est au propre faict de leur participation, & non pour autre marchandise, & puis que tel l'ont enuoyé & non pour autre cas, tenus y sont &c. Tout veu il fut dit par iugement de sages, que tous

*Vide l. Cdm
duobus. §. Qui-
dam sagaria.
D. eod.*

les participans seroient tenus de contribuer à quantité de leur marchandise, qu'ils auoient & menoient ensemble.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CINQVANTEHVICTIESME.

DE S manieres de contracter la société, qui est un contract qui se fait par consentement, sans solemnité de paroles ne tradition de chose, est amplement traité D. titulo pro socio. & Instit. de societate. Elle se dissout par diuerses manieres, que le Iurisculte reduict à quatre chefs, societas, inquit, soluitur ex personis, ex rebus, ex voluntate, ex actione. l. Verum est. §. ult. D. cod. Entre icelles est la renonciation, que l'un des associez fait à la société, car lors elle est dissolue pouruen qu'il ne le face en fraude. l. Actione. §. diximus. D. cod. §. sed plane. Instit. de socio. comme i'ay veu iuger entre deux marchans associez en certaine espeece de marchandise, desquels l'un voulant seul acheter & profiter de ladite marchandise auoit renoncé à la société, mais par arrest du Vendredi 27. iour de Novembre, de relente, mil cinq cens soixante deux, il fust condamné à rapporter en la société ladite marchandise & en faire part à son compaignon. Quant à la mort de l'un des associez, il est sans doute que par icelle la société est estainte & dissolue, encores qu'il y ait d'autres associez viuans, d. l. Actione. §. morte: sinon qu'il y ait eu autre conuention entre eux.

b De cet article on peut donner deux exemples pris de ladite l. Actione. §. publicatione. & Instit. cod. à sçauoir quand l'un des associez est banny & ses biens confisqueZ, ou si pour ses dettes il a fait cession, par ce qu'en l'un & en l'autre cas il n'a plus de biens pour entretenir la société.

DE DEPOST QV'ON APPELLE METTRE

EN GARDE. TILTRE LIX.



DEPOST que les coustumiers appellent mettre en garde & conseruation d'autres aucune chose, soit meuble ou argent, à la fin de le r'auoir sauvement au plaisir du depositeur, & de ce dist la loy escrite si la chose mise en garde, est perduë par la coulpe au gardeur: sachez que le gardeur y est tenu, voire & ses hoirs si mort estoit, par soy ignorer. Et si par fortune non estimable estoit perdu, tenu n'y seroit ne ses hoirs. C. depositi. l. i. & ibi glaf.

De soy ayder d'argent prins en garde.

Si aucun a mis en garde vne somme d'argent pardeuers vn autre, & ce-

*Aduerte depo-
situm non te-
nari de leni cal-
pa, tex. in l. Pra-
terea. Et §. is
appd quem. Instit. quibus modis re contrahi, obli.*

luy qui l'a en garde en fait sa marchandise, tellement que celuy à qui c'est ne le peut r'auoir à son besoin, & il ait pour ce dommage que r'auoir ne le peut, sçachez que celuy qui ainsi en vse, est tenu de rendre les dommages & intersts, & est telle tenure selon la loy escrete appellée simple larcin. *C. eod. l. Si depositi. & l. Si deposita.*

De compensation de chose mise en garde.

Tu peux & dois sçauoir que de la chose baillée en garde, ne chet quelle compensation, mais doit estre renduë si tost que par celui qui en garde l'a déposé, ou son ayât cause est requise, & sçachez que encore n'y cherroit compensation, supposé que chacun eust mis en garde l'un enuers l'autre quelque chose, si comme Iean auroit mis en garde pardeners Iacques vne somme d'argent, ou d'autre chose, & Iean aussi auroit en garde de ce mesmes Iacques vne autre somme en garde: Les choses ainsi mises en garde, si l'un s'excuse, c'est à dire, si Iacques dist qu'il rendra à Iean sa chose ainsi mise en garde, quand Iean luy aura rendu la chose que en garde a de luy, si sçachez que depuis qu'il est sceu que garde y a, chacun est tenu de remettre premier & auant toute œuure la chose auant qu'en garde luy fust baillée, & puis le Iuge ordonnera du surplus sur la petition des parties. *l. Si quis vel pecunias. C. eod. & l. vlti. C. de compensat.*

De l'intrest que doit r'auoir celuy qui sa chose a perduë.

Item sçachez que celuy qui a en garde aucune chose & par especial argent, s'il met difficulté à le rendre si tost que requis en est par celui qui en garde l'a mis, ou par ses ayâs cause, sçachez que si par sa coulpe demeurer par barat, ou par ce que aidé s'en est, ou par ce que la perdu nicement par folle garde, supposé que emblée luy soit par nichement l'auoir mis, & que sa maison ne sa chambre n'y fut cassée ne rompuë, ne il n'en fust enforcé par voye ne par chemin, sçachez qu'il est tenu de rendre le dommage & intrest que pour ce aura le depositéur, ou ses ayans cause à la disposition du Iuge, mais que au demander au r'auoir sa chose en ait fait demande: si non, & la chose mise en garde de luy soit adiugée, & puis vueille faire demande de ses dommages & intersts, il n'y est à recevoir, car tout est à demander à vne fois, combien que le principal doie premier estre déterminé. *l. Si deposita. in finalibus verbis ibi, non enim dua sunt actiones &c. C. eod.*

*Car celuy qui demande seule-
ment le principal
est presumé quit-
ter raisiblement
les dommages &
intersts, qui se
doient demander
par vne mesure
action.*

*Des choses que l'hoste baille à l'hostel
quand il se loge.*

EN allant tousiours par ordre, en ma matiere veu des deposités en-
suis dire & monstrier de ce qui est mis en garde & charge à son hostel,
quand on descend en aucun hostel, ou quand on descend en tauerne ou
en cabaret: ou quand on entre en vne nef en mer, ou en riuere de pays en
autre, car tous ces cinq points sont d'une cōdition en loy, quant aux choses
qui leur sont chargées ou apportées: si est à sçauoir que tous hostellers
qui publiquement tiennent hostel, si tost qu'aucun descend ou vient en
leur hostellerie, tout ce qu'ils y apportent & mettent en garde de l'hoste,

il le doit garder & defendre à son pouuoir contre tous, & sont les choses qui par lefdits hostelliers apportées y sont, hors de sa garde, par especial puis que celuy qui venu & descendu est en l'hostel, a prins par luy ou par ses gens chambre, & la clef de la chambre & emportée avec luy, ou fait porter par ses varlets, car deslors qu'il prent la clef, il prent charge de ses choses qui en la chambre sont, & en décharge l'hoste & maïgnie de l'hostel. mais si la clef estoit demeurée à l'hoste, & en la chambre auoit quelque chose perduë, supposé que oncques n'eut esté monstree à l'hoste ne à ses maïgnies, s'il la conuiendroit-il rendre par l'hoste, par la clef qui seroit demeurée en la main de l'hoste, & seroit hostelain creu par son serment, puis qu'il seroit homme d'honneur & de bonne foy, & de bonne renommée. Et ainsi en seroit des choses qui seroient hors de chambre, soit de cheual ou cheuaux, s'ils sont logez ou hebergez.

De l'hoste logé auoir prins les clefs, puis rendu à l'hoste.

Et s'il aduenoit que l'hostelain eust de premier prins les clefs & porté, & depuis à l'hoste ou hostesse les rendist & les mist à vn clou & pendist, afin qu'elles se peussent sçauoir par plusieurs, comme aucunes fois plusieurs sont logez en vne chambre, ou que l'hoste y a à faire souuent, si en ce auoit aucune chose perduë, ce seroit au peril de l'hoste, car comme dit est dessus, puis que la clef demeure en la charge de l'hoste ou de ses gens à luy en est le peril & le dommage. *De la maïgnie faire larcin.*

Item si les maïgnies de l'hostel faisoient le larcin, & qu'ainsi fust trouué si seroit-ce encore au peril & dommage de l'hoste: car bien se prenne garde qu'elle maïgnie il tient en sa maison.

De la chambre trouée par larrons.

Item s'il aduenoit que la chambre fust percée ou trouée par larrons, ce ne seroit pas au peril de l'hoste, mais si on y entroit par l'huys ou fenestre trouée, ouuerte, ce seroit au peril de l'hoste. Mais si on y auoit trouué aussi bien emblé des choses de l'hoste, lors apparroit-il que ce seroit sans la coulpe. *ff. nauta, caupones vel stabul. l. i. & l. Sequenti.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CINQVANTENEVFIESME.



NTRE tous contractz celuy du depost requiert principalement la bonne foy, par ce que souuent il se fait sans testmoins, & sans escriure: & celuy qui baille en garde commet la chose qu'il depose, à la foy de celuy qui la reçoit; Fides habita, inquit Liuius, ipsam magis obligat fidem, & aucuns dient depositum factum. Par la loy des XII. Tables celuy qui estoit condamné pour depost, estoit infame & tenu de double: ce que le Pretetur n'auroit voulu auoir lieu qu'en certains cas, & hors d'iceux auroit ordonné le simple l. i. D. depositi. dont i'ay traicté ailleurs, mais le plaisir que fait vn depositaire, ne luy doit tourner à preiudice: c'est pourquoy il est tenu

seulement du dol & de la tres-grande & large faute, qui est appellée lata vellatio culpa, & non de la legere & commune negligence & faute. l. 1. §. in conducto. l. 7. & l. Quod Nerua. D. depositi. §. pen. Instit. quib. mod. recontrah. obligat. l. Contractus. D. de regul. iur. sinon que le depositaire se fust obligé à davantage.

b C'est une espece de dépôt, que fait celuy en l'hostellerie, taverne ou cabaret où il loge & met ses hardes, valise, mallette ou autres choses qu'il auroit apporté en la garde de l'hoste: à quoy le Preteur auroit voulu pourvoir par son Edict recité in l. 1. D. nautæ, caupones, stabul. Car l'hostellier ou taverneier qui reçoit les hardes de celuy qui vient loger en sa maison, en demeure chargé & responsable. Et encorés qu'il ne se soit expressément chargé de la garde, ains seulement que le passant qui s'y seroit logé, auroit amené en son hostel de la marchandise empaquetée, l'hostellier en sera responsable, s'il aduient que ladiete marchandise ait esté deliée & depaquetée, & qu'on y ait pris quelque pacquets. Par ce que d'autant, que les marchandises ou autres choses semblables auroient esté amenées en l'hostellerie, taverne ou cabaret, il est réputé les avoir reçues & prins en sa charge. arg. §. vt. d. l. 1. Côme a esté jugé par arrest de la Cour à la prononciation du 14. iour d'Aoust 1582. recité en la responce du 6. liure, mais si celuy qui estoit logé en l'hostellerie, taverne ou cabaret auroit voulu aucun loger & coucher avec luy en une mesme chambre qui de nuit l'auroit dérobé, n'estant des domestiques de l'hostellier, iceluy ne seroit tenu & responsable du larcin: par ce qu'il n'en pourroit estre argué de dol n'y de negligence: & que celuy qui estoit logé se deuoit imputer d'auoir voulu faire loger & coucher en une mesme chambre un homme à luy inconnu, & duquel aussi l'hostellier n'auoit cognoissance. l. Licet. §. sed si. D. eod. ainsi qu'il a esté jugé par arrest de Tholose du 22. iour de Ianuier 1575. recité en la responce cent septante deux, du liure septiesme.

DE ACCOMMODATION QUE L'EN DIST

PRESTER PAR COURTOISIE.

TILTRE. LX.



COMMODATION que les coustumiers appellent prester à autre par courtoisie aucune chose. Si est chose qui par droit engendre action de le r'auoir, & repeter sans contredire avec dommages & interrests. Et pour ce peux & dois sçauoir que toute chose amiablement prestée, doit estre rendue si à poinct que le Presteur n'y ait dommage: s'ainsi n'estoit que cause y

eust telle, que par droit la comodité, & celuy à qui ce seroit presté ne eust loyalle cause de excusation, Si comme si tu me prestes amiablement aucune chose, & par fortune contraire, si comme par tolte de force & de larcin non excusable à loy, la chose me est tollue, sçachez que selon la

no. §. nunc viden liest. Commod. §. et si qui vendit. Inst. quib. mod. recontrah. oblig. l. Contractus. D. de regul. iur.

Mon viell pre-
sticien appelle
prest par cour-
toisie: par ce qu'il
se fait gratuite-
ment, §. cōmo-
data. Inst. quib.
mod. recontrah.

An liure escrit à
la main, tolte.
vide l. Si ve cer-

loy, ie n'y suis tenu en dommage ne en interest, s'ainfi n'est qu'au presteur fut fait conuent tel que ie le prins à rendre à tous perils qui suruenir y pourroient. *tex in l. i. C. de commodato.*

Exemple.

Je empruntay à mon voisin vn cheual lequel me fut tollu par les ennemis du pays, sçachez que tenu n'y suis, si à mon peril de tous cas de fortune ne l'ay emprunté. §. *at is institu. quibus mod. contrahi. obligas.*

De prester chose pour engager.

Si tu prestes aucune chose à aucun par amitié, à ce qu'il la puisse engager pour soy pour auoir aucune finance qu'il luy faille lors, & celle finance pourquoy ce fut engagé, est païée & accomplie presque toute ou en la greigneur partie, sçachez que tu as action contre celuy à qui tu la prestas, ou à ses hoirs de requerir ta chose par action de prest, & la dois r'auoir par correction sur celuy à qui tu la prestas. *C. cod. tit. l. De restituendis.*

De compensation de chose.

Sçachez * que chose prestée est de telle action garnie & priuilegée, que si celuy à qui elle est prestée doit aucune chose au presteur, suppose que se soit argent presté, & le presteur le vueille r'auoir. Sçachez que celuy à qui ce est presté, ne peut faire compensation, mais conuient que la chose prestée rende premier, & auant toute œuvre. *l. Fina. C. cod. tit. & ibi glos. in verbo. debiti, loquens de hac materia.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SOIXANTIESME.



En tous les exemplaires que i'ay vus, in l. vlt. C. de commodato, il se lit prætectu debiti restitutio commodati non probabiliter recusatur. & s'abusent ceux qui ont voulu corriger commandati. Et ne fait au contraire l. In rebus. §. vlt. D. cod. Parce qu'elle ne parle de toutes especes de dettes, ains seulement de ce que le commodataire peut demander par contraire action à sçauoir pour les impenses & frais par luy faiz en la chose qui luy auoit esté prestée, qu'il est raisonnable qu'il puisse demander par compensation. Et quand à la l. vlt. de compenla. c'est vne nouuelle constitution de Iustinian, laquelle decide generalement de toutes actions personnelles, & non specialement du commodat, pour lequel on peut apporter vne exception à ladite constitution; ou dire qu'icelle est postérieure de ladite l. vlt. de commodat. Et à la verité y a grande raison de ne recevoir la compensation pour quelque dette que ce soit, contre la chose accommodée & prestée par courtoisie.

CONDICTION DE CHOSE NON DEVE
TILTRE. LXI.

CON-



CONDITION de chose non deuë, si est de payer plus que on ne doieue : & chet apres de action de chose non deuë qui engendre droit & action de repeter la chose ainsi payee outre ce que on doit. De ce dist l'Empereur en son saint Concille, il n'est mie doute que si aucun paye quelque personne par inadvertence & par fourcompt, sçachez que apres, jaçoit ce que apres par protestatiõ ait payé, si la peut il auoir par action de condiction indeuë, que les clerks appellent *de condictione indebiti*. si ainsi n'estoit que ce que ainsi auroit payé par iugement de Iuge competent, lequel iugement fust passé par iugement en force de chose iugée, car lors n'y auroit nulle repetition, & cesseroit lors l'action de condiction indeuë. *l. i. C. de condictione indebiti.*

De promettre à autre en son nom ce que on ne doit.

La loy dist^b encore outre sur ceste rubrice, que s'il est aucun qui fust enduit à promettre à autre aucune pecune, que celui qui ainsi promet-toit ne deuoit: mais le promettoit pour autre alléger de la dette ou de son conuient sans transaction, sçachez que tu ne peus auoir deliurance contre celui qui ainsi te fist promettre, puis que de ta franche voullenté le fis, mais te conuient accomplir ta promesse. *l. Si citra ullam transactionem.*

Immo dicit lex illa allegata quod quis alieno creditoripromittit pro debitore, habet condictionem indebiti contra debitorem pro quo promissit.

De payer par mal engin.

Item de toutesfois veulent dire les sages que qui prometa aucune chose à payer par mescreâce, jaçoit ce que il s'y oblige par escrit, neantmoins puis qu'il sera faict apparoir par mal engin, il a action de condiction indeuë, & s'en peut on deffendre par ceste loy. *l. Cum & soluta. C. eod. titu.*

Item combien que les droicts veulent que à payer par mal engin aucune somme, que tout y soit recouuré par actiõ de condiction induë: neantmoins peux & dois sçauoir que si aucun traict en cause vn autre pardeuant Iuge, & pour obuier à demande, partie ou amy de plus demander que deu ne soit pour doute de iustice, & pource en paye, ou en promet aucune chose, sçachez que pour ce ne a droit de repeter: mais conuient qu'il tienne en ce cas par promesse ou ce que payé en a, car en ce ceste action de condiction indeuë. Il veut dire que qui promet aucune chose à cautelle, ou qui la demande pour doute de iustice & de faillir à droit, ceste condiction cesse, car en ce n'a paour ne force ne mescreance. *l. Ea qua per inficiationem. C. eod. titu.*

De payer par cuider deuoir.

Si tu payes aucune sommes d'argent que tu cuidoyes deuoir, & riens tu n'en deuoies: ou que tu ne sçauoies vrayement le faict, & que ce puisses prouuer pardeuât Iuge, celui qui ce aura receu sera contrainct à rendre ce que payé en auras par action de condiction indeuë. *l. Si per ignorantiam. & ita dicendum est de legatis indebitè solutis. l. Fideicommissum. C. eod. tit.*

De condiction par laide cause.

Bbb

Condiction^d par laide cause si est promettre ou stipuler à aucun aucune chose, afin qu'il face ou qui voulsist faire aucune laide œuvre & qui de droict ne seroit à faire, si comme de marchander de battre ou tuer aucun, si comme de vendre la femme, ou la fille, ou la niepce, ou contre l'honneur de l'Eglise, ou cōtre bonnes mœurs, ou contre le bien de iustice, ou faire & porter faux tesmoignages, & plusieurs autres tels cas, que tous ne peuvent estre escripts, toutes telles promesses ne sont à soustenir, ne n'engendrent action au demandeur, mais toutesfois si sous telle vmbre aucune chose estoit ja donnée, & celui à qui donnée seroit, en fust fait sire, & mis en possession, sçachez que ja ne l'auroit ce que donné auroit, iacoit ce que ce fust pour laide chose, car en ceste partie le possesseur a la meilleure cause selon la loy qui dit. *In turpibus causis meliore est conditio possidentis: modo eorum par sit & eadem causa.* l. Cum eo propter. C. de condict. ob turp. causam.

De promettre aucune somme à celui à qui on auroit tollu le sien.

Item s'il aduient que aucun donne ou promette aucune somme d'argent pour rendre ce qu'il auoit tollu, & pour ce qu'il auoit escachié les bestes d'un chāp: afin qu'elles vinssent és lacs de ses compaignons pour les prendre & raurir, ou par autre torcióniere voye par luy faicte, afin que à cognoissance ne vienne, sçachez qu'il sera tenu de rendre ce que prins en a, pour escheuer la cognoissance premiere, & auant toute œuvre. Et pour ce ne demourera qu'il ne soit apres puny du meffaiet par le Iuge, à qui la cognoissance en doit appartenir. l. Quotiens. & l. Ob restituenda in l. Sequenti qua est final. C. eodem tit.

ANNOTATIONS SVR LÈ TILTRE LXI.

a  *A conditio de chose indeuë est appellée par aucuns ex promutuo, car cōme celui qui preste vne somme de deniers ou quelque autre chose à vn autre, l'oblige à le rendre ex mutuo: aussi celui qui preste ou baille par erreur de faict à vn autre ce qu'il ne luy doit ou plus qu'il ne luy doit, il l'oblige à luy rendre ex tacita obligatione, quæ inde nascitur.* l. Is qui in fi. D. commodati l. i. & al. D. de condict. indebi. & viciet ceste cōdition d'une eqnisé. l. hæc conditio. eo. mais si aucun sciennet paye vne chose indeuë, ou pour y auoir esté condamné, encores que ne soit iustemet, il ne pourra le repeter d. l. i. & seq. & l. i. C. eo. En France telle action ne seroit receuë, ains se faudroit pouruoir par lettres Royaux, soit pour repeter ce qu'on auroit payé indeuëment, par erreur de faict & inaduertace, ou estre releuë de la promesse qu'on auroit faicte. Au liure escrit à la main se lit conditio d'indeu & d'indeuë, & non simplement conditio indeuë. L'auteur dist mescreance, pour ignorance & erreur de faict.

b L. Si citra vllam transactionem, decide le contraire de ce que l'auteur allegue, à sçauoir que si aucun delegué par celui auquel il ne deuoit rien à son creancier, a promis payer, sans aucune transaction, c'est à dire n'ayāt faict ladicte promesse par transaction, il pourra interuer la conditio de chose in-

deuë contre celuy qui l'a delegué & fait promettre: & non contre son creancier, auquel il auroit esté delegué, comme j'ay monstré cy-deuant: mais s'il y auoit transaction, il ne seroit receuable. l. In summa. D. eo.

c La raison l. Ea que per inficiationem, est mal emēduë par l'Authheur, par ce que d.l. parle en l'espece de l'actiō quæ ex inficiatione in duplū crescit, dōt y en a des exemples in §. ex maleficiis. & seq. de actio. l. Inde neratius. §. hæc actio. D. ad leg. Aquil. & al. Paul. lib. i. sent. tit. 19. & lib. 2. tit. 18. Si donc en telle cause quelcun paie ou promet, pour la crainte du hazard du quadruple, il ne pourra intenter ceste action, arg. l. Si non fortē. §. si non falso. D. eo.

d Condiçtion pour cause vilaine, iniuste & contraire aux bonnes mœurs, s'entend en telle maniere, que si la cause est vilaine de la part de celuy qui a baillé seulement, comme s'il a baillé à vne putain, ou du baillant & receuant comme si on a baillé de l'argent au Iuge, pour le corrompre: la condiçtion n'a lieu, l. 2. C. de condict. ob turp. caul. l. 3. & seq. D. cod. mais pour le regard du Iuge qui auroit pris argent par corruption pour iuger, il seroit tenu de le rendre par le droit François, & seroit condamnable en l'amende: comme j'ay veu iuger par arrests de la Cour, contre aucuns, desquels ie ne veux reciter les noms. Et si la turpitude est seulement de la part du receuant, la condiçtion a lieu, comme s'il a pris argent pour ne faire quelque meschant acte, l. 4. & pen. C. eo. l. 1. 2. 4. §. quotiens. D. eo. & fait aussi à propos l. ult. C. eo. in qua obseruandū est moram dici in rem fieri, vbi factū interuenit, vt in l. Si ex legati causa D. de verb. oblig. & i en ay ailleurs plus amplemēt traité.

DE LOCATION, TANT DE MAISON COMME AUTREMENT. TILT. LXII.



LOCATION est louer vne chose soit ou terre, ou autre possession, ou autre quelque chose, comment on y est tenu, & comment non. Et appellent les clerks ceste rubriche de *locato & conducto*. Si sçachez que le sire de la garderobe qui icelle a louée à aucun pour mettre aucune chose en garde, s'il aduient que les choses qui mises y sont en garde ou en autre loyer, soyent perdues par larrons qui la garderobe ont efforcée ou rompue sans la coulpe du seigneur, ce n'est pas à son peril, mais si sans force par huys ou fenestres estoient perduës, lors seroit au peril du loueur. *Vide ad hoc. l. 1. C. de locat. & conduct.*

De maison louer.

Si tu loues vne maison de aucū pour certain loyer, & tu as payé le loyer sçaches que ce terme ne te peut oster de la maison, sainsi n'estoit qu'il y voulsist demourer soy mesmes, ou qu'il fut grande necessité à la maison de la refaire, tellement que pour ce faire il en conuint vider, & selon les aucuns coustumiers, si celuy à qui est la maison, la vendit ou arrentast à vn autre, & à ce s'accorde la loy écrite. C. eodem. l. Ade.

Des biens estans en la maison louée.

Bbb j

Le semblable est traité cy dessus en i'aynoté qu'il n'est besoin repeter.

Ne il n'est mestier au seigneur de la maison pour son loyer querir autre pleige que les choses qui sont en la maison apportees par le loüeur, car tout ce qui y est, appartient & luy est obligé pour loyer, ne nul autre n'y peut clamer tant que satisfait soit de son loyer. *C. eod. tit. l. certi iuris est.*

De louer terre à autre.

Si aucun a loué vne terre parmy rendant chacun an vne certaine somme de deniers ou de grains, ou d'autre chose, & au louïage faire ne fust deuïse que si tempeste aduenoit d'orage, de foudre, ou de secheresse, ou d'ost, ou de cheuachée notoire, que ce seroit à son peril, sçachez que si par ceste forme a dommage par aucuns ans durant la ferme du louïage, & en ta ferme n'ait années si fertiles que à esgard & discretion tu y soies & puisses estre recourré, sçaches que tu as & peus auoir action de demander restor du dommage qui par telle occasion te est aduenü, & doit estre ainsi iugé si contend en est. *C. eodem situ. licet certis annis.*

De demeurer deux censés en un lieu.

Optima hac est lex, & practi-
cabilis, & ibi
Bart. & Doc.
& Abbas &
Canonista in c.
propter sterilita-
tem, ext. eo. est
in illa allegatio
optima glo. cum
tex quod est ha-
benda ratio ad
ueritatem alio-
rum retro anno-
rum.
Item si aucun auoit loué vne maison ou tenure par certains ans, & pour certain prix chacun an, & il aduint que sans reloüier il y demeurast outre les ans denomé au louïage faire, sçachez que pour ce ne demeureroit qu'il ne fust tenu pour chacun an qu'il y demeureroit outre, d'autel paiement que parauant en payoit chacun an. Ne le seigneur de la maison ne luy pourroit aussi plus auant demander: si autre conuent n'y auoit. *l. Legem quidem. C. eod.*

De reloüer à autre sa cense durant.

Et s'il aduenoit que aucun eust loué aucune tenure, & il la voulsist reloüer auant à vn autre, par autel temps que loué l'auroit, sçachez que bien le peut faire, mais le seigneur n'a action fors que à son premier loüeur, s'ainsi n'estoit qu'il y eust telle conuenâce que à autre ne le peust loüer. *Alleg. roties tit. l. Nemo prohibetur.*

De vendre maison qui est louée.

Et s'il aduient que le seigneur d'une maison vende icelle maison durant le temps du loyet celuy qui ladicte maison a achetée, n'est pas tenu de tenir le loüeur s'il ne luy plaist, s'ainsi n'estoit que au vendage faire fust fait conuent de tenir le louïage. *l. Emptorem. eodem tit. C.*

De louer à vn: & puis à autre.

Et s'il aduient que aucun ait loué vne maison ou autre heritage, & depuis celuy qui la loué, l'a reloüé à autre en tout ou en partie, sçachez que le sire de la chose a tousiours son exception au premier loüeur. Et si il aduenoit que le premier loüeur fust en faute de payer, si se peut il traire au second loüeur, quant à ses biens que il trouuera en sa maison ou en son heritage, car à ceux a il action, & non pas au corps du second loüeur, ne à ses autres biens, auant chose iugée sur ce parties appellées.

De prester maison ou heritage.

Quiconque baille par prest à autre sa maison ou son heritage à tenir sans forme de contract, sçachez que cy n'a point de action sur recouurer loüage ne salaire à celuy qui ainsi la tenu, ne à celuy qui par la seconde

main l'auroit par telle condition, car par prest ne par priere ne se engendre point action de loyer, ne n'enferoient à poursuivre les biens qui seroient trouvez en l'heritage. ff. de precand. l. 1.

De louer aucune chose de celui qui la tient à vie tant seulement.

Si aucun a loué aucune maison de celui à qui la maison appartient à la vie tant seulement, & le voyager va mourir auant le terme venu, pour ce ne demeure que le loüeur ne doüve demeurer son terme & ans que loué a, parmy payant le loyer, par si qu'il n'y ait que l'an que le voyager sera mort, car si plus l'auoit loué d'ans, l'heritier ne le tiendrait s'il ne luy plaist. & ainsi d'un pré despoüiller le peut parmy payant le loyer de l'an, & non plus. & ainsi d'un iardin louer & cueillir le fruit qui dedans l'an du loyer seroit meür, & non le fruit non meür. Et ainsi d'un viuier pourtant que le loüeur l'eust appoissonné, pescher le pourroit en saison parmy payant le loyer de l'année, supposé que à saison le voyager seroit mort.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SOIXANTE DEUXIESME.

DE la location conduction est amplement traité. D. & C. tit. locati conducti. & de locato & conducto. & partant ie m'arresteraý seulement aux questions qui viennent plus souvent en pratique: comme des meubles apportez en la maison louée, qui sont raisiblement obligez & hypothecquez pour le loyer, encore s'il n'y eust contrat portant expresse obligation. l. Certi iuris. C. eod. l. Eo. iure. D. in quib. caul. pig. vel hypoth. tac. contrah. Ce que s'estime auoir pareillement lieu tant pour les meubles des sous-locatifs, que de celui auquel le premier locataire auroit transporté son bail. l. Solutum. §. solutá. D. de pigno. actio. & à ce propos fait la custume de Paris. art. 173. qui porte pour le regard des sous-locatifs, que les meubles leurs seront rendus en payant le loyer de leur occupation. Mais quant à celui auquel transport auroit esté fait du bail de toute la maison, s'estimerois que ses meubles seroient tenus pour tout le loyer, encorés, que le transport luy eust esté fait à moindre prix, par ce qu'il est au lien du premier locataire. Et faut noter que pour le loüage de la maison le propriétaire est préféré sur les meubles à tous créanciers, encorés qu'ils les eussent auparauant fait saisir: comme a esté iugé par arrest du 22. Decembre, 1590.

b La dispute est grande de la remise, ou diminution & moderation, qui doit estre faite au fermier, qui tient des terres & heritages à ferme, dont traictent les Docteurs in l. licet. C. eod. l. Ex conducto. D. cap. potuit. cap. propter sterilitatem eo & aliis in locis. Telle question est de fait, & selon les diuerses circonstances se doit iuger par l'arbitrage & discretion du Iuge: car il aduient quelque fois qu'il y a des calamitez si grandes, comme de tempestes, orages, gruels, gelées, guerres & rauages de gens d'armes, seiournans au lieu, & autres extraordinaires & inaccoustumées, que sans

compenser l'uberté & abondance des années precedentes, avec la perte de celle, en laquelle tel desastre seroit aduenü, le fermier doit auoir entiere remise du loyer ou ferme: & quelque fois les pertes & calamitez ne sont si grandes, & toutesfois elles apportent telle perte aux grains & fruius, qu'il est raisonnable de faire diminution au fermier: ce qui ne se peut limiter par certaine regle, comme i'ay ailleurs plus amplement disconru & observé de diuers arrestz donnez en telle matiere.

c Quant à la l. Emptorem qui porte que l'acheteur d'un heritage n'est tenu d'entretenir le bail fait par le precedent seigneur & propriétaire, s'il ne l'a acheté à ceste charge ou condition: on adiouste, ou si la maison ou heritage n'est obligé à l'entretienement du bail. Aucuns ont estimé que l'obligation & hypothecque generale, que le bailleur auoit faite de tous ses biens, est suffisante: & Masuerius §. item successor, de locato, semble estre de ceste opinion: mais elle n'est suivie en France, ains faut que la maison ou heritage duquel bail est fait, soit spécialement obligé & hypothecqué à l'entretienement d'iceluy, comme tiennent Bart. & Faber ad d. l. Emptoré. & a esté ingé par arrest du parlement de Paris, de l'an 1543. & autre de l'an 1555. Car lors le successeur singulier, & acheteur est tenu d'entretenir le bail: d'autant que le locataire est en ce cas tenu pour creancier, habens rem obligatam, vt ait Cynus in d. l. Emptorem. Alexander in l. Filio fami. D. soluto mat. tellement qu'ayant telle obligation speciale il ne seroit tenu sortir de la maison ou heritage qu'il auoit prins à loyer: encores que l'acheteur luy offrit dommages & interests, mais si le locataire n'auoit obligation generale il seroit tenu de sortir: sans son recours pour les dommages & interests, contre son bailleur n'ayant pour iceux qu'une action personnelle, & non droit de retention, pour demeurer dans la maison ou heritage, iusques à ce qu'il soit entierement payé d'iceux, comme aucuns ont estimé desquels si l'opinion estoit recenée, seroit rendre l'effect d. l. Emptorem vain & illusoire: par ce qu'elle ne charge l'acheteur des dommages & interests, enuers le locataire, ains dict simplement qu'il n'est tenu d'entretenir le bail, s'il n'a acheté à ladicte charge. Et la loy adiouste encores une exception, sinon qu'il soit verifié que l'acheteur ayt par quelque moien consenty le locataire demeurer au mesme louage. Dont si l'acheteur auoit par quelques termes reçu du locataire les loyers, & par ce moyen approuué taisiblement son bail, il ne pourroit l'expulser sans payer dommages & interests, comme i'ay veu iuger par arrest en un proces par escriu sur un appel du Preuost de Paris, du 17. Iuillet. 1563. Il y a d'autres causes pour lesquelles on peut faire sortir le locataire de la maison, qui sont traitées ausdits tiltres d. in C. & puis que nostre auteur n'en fait mention, le lecteur y pourra auoir recours.

d Il parle du precaire qu'il appelle prest, encores qu'il y ait d'ifference entre le prest de courtoisie, quod commodatum dicitur, & le precaire: qui est proprement ce qui est cōcedé à autrui par priere pour en iouir tant que voudra celuy qui l'a cōcedé, & qui le peut reuoquer quand bon luy semble. l. 1. & seq. D. de precario, il est gratuit: & pour la chose baillée precairement ne peut celuy demander loyer qui l'auroit baillée.

e L'usufruitier peut louer la chose, de laquelle il a l'usufruit: mais le louage ne durera sinon qu'autant que l'usufruit, l. Arbribus. §. usufructuarius. & al. D. de usufructu, ce qui se doit entendre avec un temperament, que le locataire ait quelque tēps pour sortir & quitter la chose louée au propriétaire: afin qu'il ne perde les impenses qu'il y a faites, pour en recueillir les fruits, en payant le loyer: comme à ay monstre ailleurs.

DE ACTION QUE LES CLERCS NOMMENT
EMPHYTEOSIS, DE METTRE SA TENURE EN GAING.

TITRE LXIII



En des locations^a il ensuit de mettre sa terre en gaignage, qui n'est chose en vente, ne en loyer, ne en achapt, si doit estre sceu que plusieurs mettēt leur heritage à gaignage à autre, ou leurs bestes, par si qu'ils en ont la moitié des profits, & le gaigneur qui sur ce fait tous despens, à l'autre moitié, par si que les bestes sont prises, & le conquest se depart à moitié, le bailleur premier ayant prins son principal.

De fortunes sur telles choses.

Sçachez que^b si en tel marché que les lais appellent mettre sa chose à gaignage, aduient quelque fortune, si que tout soit perdu par fortune de guerre, ou de rempeste, & que le gaigneur ne pourroit soulcourre tout ce doit dechoir sur le bailleur, & non sur le gaigneur. Mais l'aucune fortune y aduenoit par faute de saison par quoy partie de la chose seroit perdue & non tout, ce seroit au peril du gaigneur qui la chose tiendrait, & non du seigneur qui baillée l'auroit. Et de tels marchez se doiuent faire lettres, ou le marché est douteux & non tenable. C. li. iiij. Rub. de iure emphyteo. l. i. & 2.

De faillir sur tels conuens.

Item & si tels marchez sont faits par lettres, ou faite ait es conuens, qu'ils ne soyent tenus d'un costé ou d'autre, ce engendre action de emphyteotique qui se peut poursuiuir à iuste titre de remplir les conuens contenus es écrits sur ce faits, & en fait le defaillant à contraindre à luy & ausien. C. li. iiij. Rub. allegat. li. 2.

Comment le vendeur ne peut vendre son amendement.

Item dit la loy que le gaigneur qui a tel conuent à son bailleur ne peut vendre quelque amendement que faire doieue sur les lettres ainsi baillées ou sur les bestes, sans le consentement au bailleur, & sil le faisoit, le bailleur l'en pourroit poursuiuir à loy, & l'en fait contraindre que ainsi luy en doit estre fait. C. li. iiij. Rub. dist. i. Cum dubitatur.

ANNOTATIONS DV TILTRE

SOIXANTE TROISIESME.



L confond le cōtract emphyteotique avec la location en bail, qui se fait des bestes à moitié : entre lesquels toutesfois y a grande difference par ce que l'emphyteose est d'heritages à tousiours ou à certain temps, & la location de choses à moitié est de meubles, pour le temps conuenu entre le bailleur & le preneur, ce que declare l. Si pascenda. G. de pactis. où est traité la matiere du bail des bestes à moitié. Quant à l'emphyteose, encores que Zeno Empereur en ait fait un contract separé de l'emption & de la location: toutesfois il leur est grandement semblable. l. i. C. de iure emphytheu. §. adeo. Inst. de loca. Le nom est Grec, comme les Latins & nous en auons retenu plusieurs, ainsi qu'on escrit de l'hypothecque, proxenet, & autres semblables. C'est un contract (pour le declarer selon sa propre signification) par lequel mis par escrit le seigneur & propriétaire de quelque champ ou heritage desert, en friches & en ruine lo baille à un autre pour en jouir à tousiours ou à certain long temps, à la charge de le remettre en bon état, le reparer & y bastir ou l'efforter, labourer & amender selon la qualité de l'heritage, & de payer par chacun an certaine redenance. l. 1. 2. & 3. C. eod. Par le droit Romain l'emphyteote qui est trois ans sans payer la redenance, peut estre expulsé de l'emphyteose, vt traditur in d. l. 2. & par le droit Canonique pour les choses Ecclesiastiques, l'emphyteote qui est en demeure de payer par deux ans peut estre expulsé du bail. Nouel. de non alienadis aut permutadis Ecclesiasticis rebus. cap. potuit, de loca. Toutesfois autrement on en vse en France, par ce que si au contract de bail n'y a clause expresse d'en mettre hors le preneur par faute de payer la redenance dans le temps de deux ou trois ans, il n'en peut estre expulsé: ainsi le tient Rebuff. præ. in Const. Reg. & i'en ay veu un arrest de l'an 1542. pour un nommé le Riche.

b Pour la perte aduenue par fortune, faut faire difference entre le contract de location & l'emphyteose: j'ay parlé cy-dessus de celui de location: & quant à l'emphyteose la plus commune opinion est, qu'à l'emphyteote ne se fait remise & quittement de la redenance pour sterilité, l. Quicunque. C. de fund. patrimo. Et pour les autres cas fortuits comme de guerre: ie voudrois distinguer si l'heritage auoit esté occupé par les ennemis & ceux de contraire party, ou si c'estoit seulement par un ravage de gens de guerre amis, qui auroient detenu le lieu pour quelque temps: & au premier cas i'estimerois y auoir lieu de remise, & non au second: dont on peut voir Cyn. Bart. Bal. & alios in d. l. i. Panormi. & Docto. in d. cap. potuit, de locat.

DE ENGAGER AVEC UNE CHOSE.

TILTRE LXIII.

Engager



ENGAGER aucune^a chose si est mettre aucun meuble par deuers aucun iusques à tant qu'il soit satisfait & payé ce pourquoy on l'engage, esperant, que ce payé de l'auoir son gage. si en dist ainsi la loy. Ce que le creancier tient en gage aucune tenure, dont il a perceu les fruiçts, sçachez que tous les fruiçts qui depuis que ce luy fut engagé a perceu, doiuent estre comptez en paye: & si la tenure auoit empirée en son temps, si est il tenu de l'amender par action de gage. *l. Creditor. C. de actione pignoratit.*

De perdre les gages.

Et si le^b creancier à qui aucun gage est engagé, a perdu le gage qu'il auoit engagé sans la coulpe, sçachez qu'il n'est pas tenu de le rendre, mais si autrement estoit trouué que perduë eust la chose, sçachez que tenu y seroit, si comme cy dessus est touché. *facit ad hoc. l. Si creditor sine vitio.*

De cas d'aduenture sur gage.

Encore dois sçauoir que sur gage aduient cas d'auenture qu'on ne peut escheuer, si comme de feu, ou d'assault de larrons, ou autres cas semblables: sçachez que celui qui en a la garde du gage, en ce cas n'est tenu si le gage est en ce perdu, ne pour-ce n'est le detteur quitte de la dette, s'ain si n'estoit qu'il y eust conuent entre eux tel, que si le gage estoit perdu par tel cas de fortune, si en seroit le detteur quitte de la dette. *l. Quæ fortuitis casib. eodem titu.*

Qu'on ne doit empirer gages.

Il y a loy escrete qui dict que celui qui tient en gage aucune chose, ne la peut vendre n'engager: & si ce sont maisons ou autres tenures, si ne les doit on empirer ne copper arbres ne hayes, & si fait estoit, si le faut-il restorer & amender aussi.

Du creancier faire retenuë sur les choses à luy baillées en gage.

Et par autre raison si le creancier y met & en fait autre refection ou amendement de retenuë, l'auoir le doit sur le detteur, car il n'est tenu que de tenir la chose en tel point comme on luy baille, & les fruiçts qu'il en reçoit sont comptez en paye de la dette. *C. lib. 4. Rub. dicta. l. Creditor.*

Qu'en gage n'a prescription.

Sçachez aussi que comme long temps ait que le creancier tient la tenure en gage, pour-ce ne peut-il acquerre ne possession ne prescription, car il conuient que les fruiçts que receus en a, soient comptez en paye. & conuient qu'il rende le gage au detteur, si tost que payé est en estat deu, ou si non, amender le doit au detteur par fessgard du Iuge. *C. eodem titu. l. Creditores.*

De plusieurs biens baillez à plusieurs creanciers.

Si aucuns biens appartenans à vn detteur sont baillez à plusieurs creanciers, à tort les requierent estre leurs, s'ain si n'est qu'ils soient obli-

C c c

gez especialement. Car autrement fil y a autres creanciers, sçachez qu'ils auront recours aussi bien à ses biens, & conuiendra qu'ils soient conuerts à tous les creanciers si auant qu'ils dureront.

C'est en cas de desconfiture ou l'un creancier n'est point plus priuilegié que l'autre : comme il a esté noté cy dessus en la matiere de contribution. & *pro bis uidetur facere text. in l. Pro debito. C. de bonis Autho. in di. possid.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE.

SOIXANTE QUATRIESME.



L vſe du mot de gage generalement, pour le gage & hypothecque, que les Latins dient pignus, & hypotheca, encores qu'il ſemble y auoir difference: mais pour le regard de l'action hypothecquaire, on les prend indifferemment, dont faut voir ce qui eſt traité, in l. 9. §. propriè. D. de pign. act. l. Res hypothecæ. §. ult. D. de pigno. §. Item Scruiana. Inſt. de action. Par noſtre commun vſage nous en faiſons difference: & appellons proprement gage, le meuble qui eſt baillé par le deſteur au creancier pour ſeuſetè de ſa dette: & l'hypothecque, l'heritage ou autre immenſible obligé par le deſteur à ſon creancier. Pour le gage ou hypothecque, y a action directe qui compete au deſteur, pour partant ayant payé repeter la choſe engagée ou hypothecquée, avec l'intereſt, ſi le creancier l'a deteriorée, ou le ſurplus du prix ſi le creancier a vendu le gage plus que ne montoit ſa dette. l. 1. 2. 7. & 11. C. de pigne. actio. l. Pen. D. eod. l. Fideiuſſor. D. de neg. geſ. auſſi le creancier a action contraire pour repeter ce qu'il auroit employé & deſpendu en la choſe engagée ou hypothecquée, d. l. 7. Ce que l'Auteur diſt icy d'imputer au ſort principal les fruicts par luy perçus du gage, ex d. l. 1. 2. & ult. & ex ea quam reſtituit ex Baſilicis Cuiacius, quæ nunc eſt 1. Et eius meminit Harmenop. lib. 3. epit. tit. 5. reçoit une exception, ſeuſon que l'heritage euſt eſté baillé en engagement, pour en iouir par le creancier pour le profit & intereſt de ſes deniers, & iuſques à ce qu'il euſt eſté payé, qu'on appelle arryguons, l. Si pecuniam. D. de pignor. act. l. Si is qui bona. §. 1. D. de pignor. Car par tel contract les fruicts appartiennent au creancier, & ne les impute au ſort principal, l. Si ea pactio. l. Si ea lege. D. ex prædijs. C. de vſur. dont j'ay ailleurs plus amplement traité.

b. La creancier auquel eſt baillé gage par le deſteur, eſt tenu du dol, ſil a iceluy deterioré, comme pareillement de la coulpe & negligence, ſi le peril & dommage eſt aduenu par ſa faute: mais du cas fortuit aduenu ſans ſa coulpe, comme eſt un grand effort, & rauilleſſement, il n'en eſt aucunement tenu, l. Si creditor. & ſeq. C. eod. l. Si cùm venderet. in fin. D. eod. §. creditor quoque Inſtis. quib. mod. re contrah. oblig. où eſt déclaré quelle diligen-

ce doit faire & prester le creancier en la garde de la chose engagée, à sçavoir exacte, & telle qu'un bon pere de famille: Par-ce que le gage se baille tant pour le plaisir du detteur que du creancier: & si par cas fortuit le gage est perdu, le creancier en sera deschargé, & neantmoins ne laissera de demander la dette, sinon qu'il eust esté autrement conuenu entre luy & le detteur. d.l.6. C'est à celuy qui allegue le cas fortuit, de le verifier: comme on peut alleguer au contraire la faute, & en faire preuve. Mais on demande si le gage qui est transporté, & baillé en garde, est perdu par cas fortuit, comme par feu aduenu en la maison du gardien, ou pillage fait par larrons & ennemis, sur qui tombera la perte & dommage, on tient que la perte est au peril du detteur, si non que l'execution soit tortionnaire, & ait esté telle declarée par sentence, par-ce qu'en ce cas le creancier en seroit tenu, comme de dommages & interrests. l.pignus. C. cod. & au grand Coutumier liure second, titre des executions: & ie l'ay veu iuger par arrest du Mardy quatorziesme Janvier de releuée, Mil cinq cens soixante & un, & autres donnez encores du depuis.

S'ENSVIT D'ACTION EXERCITOIRE,

ET INSTITOIRE.

TILTRE LXV.



ACTION exercitoire & institoire, si est le droit des actions exercitoire & institoire que ont contre les maistres, les varlets qui sont & exercent les besongnes de leurs maistres, soit en marchandise faisant, soit par terre ou par mer, & de ce dist la loy escrite. Si ie fais conuent de marchandise au gouuerneur de la nef, pour le fait de la nef ou de la marchandise qui est dedans, sçachez que le maistre à qui c'est, m'est tenu & obligé à le faire bon, & ay action contre luy pour le conuent de son varlet, tout ainsi comme celuy qui pour le fait & marchandise d'aucun est par le maistre & Seigneur de la chose estably. C. lib. 4. de Exercitoria & Institoria actione, l. 1.

D'argent presté au gourmet.

Si ton varlet en menant ta marchandise emprunte deniers pour toy, & soient tournezz en ton profit, & dont ton varlet t'a fait compte, sçaches que tu es tenu de le rendre au presteur, si comme si ce fust presté à toy mesmes. C. cod. tit. l. Ex contractibus.

qu'il ait emprunté les deniers en menant la marchandise du maistre, ou faisant sa traffique, d. l. Ex contractibus.

Encores que le varlet n'en ait tenu compte au maistre: par-ce que c'est assez, d. l. Ex con-

Ccc ij

De varlet de change.

Action institoire est bien douée par la loy escrite, que pour celuy qui a mis aucun argent au change d'aucun changeur public par consignation deuë, lequel argent fut mis & assigné au varlet, iacoit ce que son maistre n'y fust present, puis que ce a esté fait au nom du maistre, il conuient que le maistre face bon tout ce que par son varlet a esté fait, ne diferer n'y peut. *C. eodem. l. Institoria.*

Du varlet commis par la femme.

Encore dict la loy escrite que supposé que le Gouverneur de la nef ou de la marchandise y soit mis & estably par femme, neantmoins conuient il que la femme ait pour agreable le fait de son varlet, & face bons les conuens en marchandise faisant, ne diferer n'y peut. *C. lib. 4. Rub. dicta. l. Et si à muliere.* Encore est semblant l'action qu'aucun a contre le varlet d'aucun marchand qui au varlet a marchandé par le gré du maistre, car lors est l'action double d'institoire & consentement. *C. lib. 4. Rub. dicta. l. ult.*

De ce que mieux vaut & faict à tenir à loy quand il est consenty.

Que mieux^a vaut & est à tenir à loy ce qui est faict & consenty des parties ensemble, & dont tesmoins sont recors, sans escrits qui sur ce soient faits, que ne face ce qui par engin, ou cautelle apperçoit estre fait & escrit sans autre preuue. De ce parle la loy en vne rubric que les Clercs appellent *plus valere quod agitur, quam quod simulatè concipiunt*, & dist ainsi. La verité d'aucun contract doit estre tenue & gardée à loy de ce que par tesmoins apperra estre faict en bonne foy, que ne faict ce qui par escriture appert sans tesmoins par suspicion de mal engin. *C. plus valere quod agitur. l. 1.*

De tesmoins contre lettres.

Si aucun faisoit par faintise escrire ce qu'il fait, aussi ce que n'autre luy fist, & puis s'en voulsist aider contre aucun, sçachez que ce qui sera trouué faict à verité vaut mieux, que ce qui sera escrit par faintise. *C. eodem. l. Si quis.*

De faire doute entendre contre une lettre.

Si ton Procureur fist faire escrit de ce que tu luy auois demandé à faire louer aucunes de tes terres, & à celuy à qui il auoit marchandé fist escrire en tes escrits autremét que le marché ne portoit, & toy ne ton Procureur ne gardasses l'escriture par la grande confidence que tu adioustoyes à partie, sçachez que cogneuë la verité de ce, il doit estre dict que le marché soit nul: car à marché de bonne foy doit estre le consentement d'un chacun tenu en garde, ou ce ne vaut. *C. lib. 4. Rub. dicta. l. Si falsum instrumentum.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SOIXANTE CINQVIESME.

LE n'ay voulu faire icy un nouveau tiltre, à fin que la multiplicité de tiltres ne soit ennuyeuse au Lecteur: aussi que ce qui est traité en ce lieu, ex tit. C. plus valere quod agitur. & pratique peu en France, apres l'ordonnance de Moulins, art. 54. par laquelle est entre autres choses ordonné que aucune preuve par tesmoins ne sera receüe outre le contenu au contract, ne sur ce qui seroit allegué auoir esté dict ou connu auant iceluy, lors & depuis; tellement que celuy qui voudroit maintenant alleguer quelques faicts contre ce qui est escrit & contenu au contract, il n'y seroit receuable, ne d'en faire preuve par tesmoins: encores ladicte ordonnance veut que de toutes choses excédant cent liures soit passé contract par deuant Notaires & tesmoins: ie sçay bien qu'on apporte des exceptions à ladicte ordonnance, & entre autres si on pretend le contract auoir esté fait par dol & fraude, comme a esté iugé par arrestz du 4. Aoust 1578. & 27. Iuin 1580. Mais il y faudroit venir par lettres royaux, à fin de faire casser & rescinder le contract; & ne seroit receüe la voye ordinaire dudit tiltre, plus valere quod agitur, & par-ce que i'en ay escrit plus amplement au Code Henry, ie n'en traiteray icy d'auantage.

DE LITIGE QVE L'EN DICT DES CHOSES.

QVI NE DOIVENT ESTRE VENDVES
plaid pendant.

TILTRE LXVI.

LITIGE si est quand aucun vend chose dont contend & plaid soit pendant, que les Clercs appellent vice de litige. De ce dict la loy. Nous defendons à tous qu'ils ne puissent vendre les choses dont plaid est, à quelque personne que ce soit, car si faict estoit, pour-ce ne demeurerait que le plaid n'allast tousiours auant comme si vendu n'estoit, & sortiroit la sentence sur ce donnée son effect, & l'amenderoit le vendeur & l'acheteur aussi qu'il ainsy scientement l'auroit acheté. Le vendeur qui ainsi vendroit la chose emplaidée, encourroit en amende d'autant comme la chose vaudroit, & seroit la vente mise à neant. Et l'acheteur s'il sçauoit que la chose vendue fust litigieuse par droit autant comme monteroit la vente au profit du Seigneur, & si l'acheteur ne sçauoit que la chose fust litigieuse, il ne perdroit ny ne se-

Ccc- iij,

roit à quelque dommage, ains r'auroit son argent, & la vente nulle, & le vendeur l'amenderoit au Seigneur d'autant que monteroit la vente. Et ainsi dois entendre si la chose litigieuse estoit donnée par le defendeur à aucun autre qui receuë l'auroit : lors seroit la chose litigieuse prinse pour auoir les amendes dessusdictes. *C. de litigiosis. l. Lix pendente, & l. Censum. & glos. in cap. Ecclesia sancta Maria. xx. n. lix pendente.*

De donner en testament chose litigieuse.

S'aucun laisse en son testament chose litigieuse à autre, içoit ce que ce fust au Seigneur ou à aucun autre puissant, pour mettre en plus forte main, sçachez que pour ce le don ou lais à luy ainsi laissé ne seroit mie celuy à qui ce seroit laissé à recevoir en iugement pour recouurer ne demander la chose litigieuse, mais cōiét que les hoirs au mort en prennent les erremēs & parfont querelle: n'autre n'y est à recevoir: mais à accomplir la volenté en quoy leur predecesseur est mort, si faut dōner à celuy à qui la chose litigieuse auoit esté donnée autant qu'elle vaut par iuste prise, & le profit ou l'aduenture de la chose litigieuse demeurera aux hoirs. Et ainsi entends des dettes douteuses ou litigieuses. *C. lib. 8. Rubrica dicta. l. Quicunque rem litigiosam.* Or vient vne Authentique qui amēde & supplie à la loy dessusdictē, & ainsi dict que içoit ce que la loy ait ordonné que l'hoir au donneur sera tenu de donner au donné* ou au legatē autant comme vaudra la chose litigieuse qui sera donnée, & à l'hoir appartiendra la poursuite, sçachez que l'hoir au donneur sera tenu de la chose litigieuse ainsi donnée à recevoir, & mettre le plaide sur ce encommencé à décision, aux despens des biens du donneur. Et si le plaide est gagné par l'hoir, la chose donnée doit aller au profit du donneur franchement & sans despens. & si la chose donnée est perdue par le procès de l'hoir, le donné n'aura que demander à l'hoir, car à raison ne semble pas que le donneur donnast fors à l'aduenture de la chose que si elle estoit gagnée, ou procès que celuy à qui donnée estoit peust, & si perdue estoit, qu'il n'eust pas la chose ou la valeur fors l'aduenture. *C. lib. 8. R. n. dicta. Authent. nunc si heres.*

Il veut dire, au donataire ou legataire.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SOIXANTE SIXIESME.

AT parlē cy dessus du vice de litige, qui se proposoit anciennement par exception: estant appelle litige ce de quoy y a procès, dont l'un des plaideurs fait transport à un autre: Justinian l'interprete d'immeuble. de la propriété duquel y a procès entre le possesseur & celuy qui en fait demande. No. 112. Mais le litige se prend plus généralement, tant pour meuble qu'immeuble. l. 3. C. de litigiosis, tout ce qui est traité audit tiltre, & D. eod. ne s'observe plus en France, comme mes-

mes Imbert a monsté en son Enchiridion, & i'en ay parlé cy dessus: Auf si les peines contenues esdicts tiltres pour la vente, donation, legs ou transport de chose litigieuse n'ont plus de lieu a present, encores qu'on l'eust dediée à l'Eglise. & nonobstant la loy des XII. Tables, de laquelle est faicte mention in l. ult. D. eod. Car il est permis de disposer librement de la chose litigieuse: mais celuy auquel elle auroit esté vendue, donnée, leguée ou autrement transportée, a accoustumé d'obtenir lettres royaux, pour estre subrogé en l'action, au lieu & place de celuy qui l'auroit premierement intentée: qu'on appelle vulgairement lettres de dispense ou relief du vice de litige, dont on peut voir le formulaire au prothocolle ou thresor de Chancellerie.

DES VENTES ET ACHATS QUI

SE FONT PAR MOYEN
d'argent.

TILTRE LXVII.



VENTES & achats se font par le moyen de * Pant icy ob-
l'argent qu'accordé en estoit, par le moyen de seruer, & en
l'echange qui pour ce ne * faict, soit de terre autres lieux cy
contre autre, ou de chose meuble contre he- dessus, que ne se
ritage, ou d'heritage, contre chose meuble, met pour en, co-
ou de peine & de serue faicte contre heritage, me aussi souuent
ou contre chose meuble: & sçachez qu'il ne en mon vieil
conuient ja estre sur la chose vendue, ne sur praticien.

le lieu où elle est quand au marché de la ven-
te faire; car pour ce ne demeureroit la vente qu'elle ne fust ferme n'en-
terine. l. i. C. de contrahend. emptio.

[Aduerte esse differentiam inter emptionem & permutationem: quia Ceste clause n'est
emptio fit pecunia numerata: permutatio vero de re ad rem. optimus tex. in en mon liure es-
l. i. ff. de emp. contrahenden. Instit. eodem tit. §. primum, & l. Empti fides. crit à la main.
C. eodem titu.]

Comment vente se faict.

• Encores dict la loy escrete qu'achat & vente est faicte, dès que les deux parties s'accordent au prix de l'achat, soit le prix à payer au iour aduenir, ou presentement, ou qu'escrips de memoire s'en fa- cent, ou non. Et toutes-fois veut bien la loy escrete que si memoire par escrit y a, qu'encores on s'en puisse repentir sans dommage, sainsi n'est qu'arres soient données par l'achepteur au vendeur, à fin de tenir le marché: & lors si le vendeur se repent, il doit perdre le double des arrs: & si l'achepteur s'en repent, il doit perdre seulement les arrs. Instit. eod. tit. in principio.

De vente pure, ou sous condition.

Encore dict la loy escrite qu'achat est fait ou purement, ou sans condition. Purement, si comme absolument. Sous condition, si comme de dire, ie vous vends telle chose pour dix liures parisis, par si qu'il fuisse dedans tel iour, &c. *Institu. eodem. Si emptio tum sub condicione.*

De vente d'homme forsenne.

Sçachez qu'en vente se desire vray consentement, ou autrement ce n'est pas tenable, & pour-ce qu'homme forsenne n'a nul consentement constant, tel homme ne peut faire vente qui vaille netienne, mais si tost que la forsennerie est hors de luy, lors le peut-il faire, mais qu'il soit en aage competet, & tient & vaut ce que lors hors de la forsennerie feroit. *C. eod. titu. l. Emptionem & venditionem.*

De vente & donation ensemble.

Tu peux & dois sçavoir que double action est de vendition & donation, & pour ce si par donation t'est aucune chose donnée, tu n'y peux ne dois prendre voye d'achat, car tu contrarieroies de l'un à l'autre qui ne se pourroit soustenir, car la chose mesmes ne peut on mie acheter: & par arrest de Parlement l'ay veu ainsi dire & iuger, d'entre les enfans Monseigneur Hue Dailly, Seigneur de Rume d'une part, & Monseigneur de Lannois d'autre part, pour plusieurs dons que ledict Dailly avoit faits à plusieurs enfans bastars qu'il avoit, lesquels dons il avoit donnez sur la terre de Rume en Tournes. Et depuis pour conforter leur action ce demande qu'ils faisoient contre ledict de Lannois, disoient aussi qu'ils avoient tilre de don & d'achat, laquelle chose ne peut soustenir la loy escrite. *facit ad hac. l. Si donationis, & l. Cum res, & l. Si non donationis. C. eod. titu.*

De vente sans estre payé.

Si aucune vente est faite par consentement de vendeur & d'acheteur, si comme dessus est dict, & que le prix de la vente soit nommé & déclaré, & sur ce soit la chose vendue baillée à l'acheteur: sçachez que iaoir ce que le prix qui a esté nommé en la vendition, ne soit pas payé, rien ne demeure que la vente ne tienne, & qu'elle soit ferme, & ne peut le vendeur demander que le prix par action de vente, & non pas retourner à la chose vendue. *eodem titu. C. l. Empti.*

De vente faite par prix.

Le cas de cest article dict qu'il conuient que le prix soit nommé & déclaré, car dois sçavoir qu'en quelque vente qui se fait, si prix n'y a nombre de deniers que monte le prix de la vente, n'est à tenir, s'il est qui par ce vueille reprocher. *C. lib. 4. de contrahenda vendi. alleg. l. Empti.*

De vente sans lettres faire ne garentie.

Encore dict la loy que la vente n'est pas moins ferme que lettres n'en furent faites incontinent, mais furent deuillées estre faites, & que garentie de la vente fut promise, car celuy qui est en faisine par le consentement ou vendeur, celle faisine luy vaut & tient lieu: & encore iaoir ce

A present ceste disposition du droit Romain ne s'observe pour le regard des choses excédans la valeur de cent livres, dont sans faire contrat par escrit, suivant l'ordonnance de Moulins, art. 54.

que

que le prix ne fust ne n'est encore payé de la vente, pour ce n'est le marché moins ferme que le védeur ou l'acheteur s'en repente, si n'estoit que tous deux fussent d'accord que le marché soit nul & deffait. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Non idcirco.*

De vente mise en voullenté d'autre.

Item si au marché d'une vente faire la chose est mise à la voullenté du vendeur ou de l'acheteur, sçachez que par ce point l'obligatiõ de la vente s'aucune en y a est nulle, au cas que l'un d'eux droit que ainsi ne fust, & que à la vente ne seroit d'accord. & par le droit écrit nul n'est contraint ne doit estre sa voullenté à vente de l'heritage bailler, si especialement & par obligation executoire n'y estoit obligé. *C. cod. tit. l. In vendentis.* Et si celuy à qui la vente est mise à taxer le prix le taxe, lors convient tenir la vente pour ferme: & si taxer ne la veut, la vente est nulle. *C. lib. iij. Rub. dicta. l. Super rebus venundandis.*

De Procureur vendre aucune chose pour dette fiscal.

Et s'il aduenoit que le Procureur du seigneur pour cause d'office fust vendre aucuns biens pour dette fiscal, ou pour autre dette appartenant au seigneur que son sujet fust encouru enuers lui, sçachez que le bié doit prendre garde l'acheteur, car si les heritages ainsi vendus deuoient aucunes dettes, ou celuy pour qui on vend, celuy qui ces choses acheteroit, seroit tenu de paier la dette que deuroit celui de qui on védroit les biens, & dont l'heritage seroit tenu, & le maistre de qui ce seroit vendu: car le seigneur qui confisque, prend sans payer ne sans acquitter nulle charge, mais est à requérir aux orenciers sur l'acheteur, & à son peril. Et ainsi en est usé par le Roy en son Royaume, & l'ay veu iuger par arrest de Parlement d'entre le Doyen & Chapitre de Tournay, sur les biens d'un appelé Iean Bocquet bourgeois de Tournay, & le Procureur du Roy, & ainsi le veut la loy écrite. *l. l. C. de heredita. vel actio. vendit.*

Comment l'acheteur a toutes les actions à son achat.

Item n'est nulle^d doute que celuy qui achette aucun heritage, pour ce mesme heritage a toutes les actions qu'auoit le vendeur, & d'icelles peut user à son droit l'acheteur, combié que selon l'opinion des sages faiseurs de loix, il pleust que l'acheteur eust droit par son achat & à celuy tiltre contre les redeuables à l'heritage: & que de tous ses priuileges se peust aider s'aucuns en a avec le droit de l'achat, puis qu'en possession est de l'heritage. *l. Empitor hereditatis. C. cod. titu.*

De vendre sa dette.

Et si aucun vent^e sa dette à un autre, sçachez que celuy qui achette la dette, n'a pas la seigneurie des choses qui estoient obligées pour celle dette, si n'estoit qu'il fust fait Procureur du vendeur, ou autrement il ne si peut ayder que de son achat en la chose tant seulemēt. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Ex nominis captione.* Puis que la loy veut qu'on puisse engager les actions que l'en a contre les detteurs, certaine chose est ordonnée, que puis que la dette qui estoit obligée, est vendue, l'acheteur doit auoir ses actions contre les tenus à la chose, & par la vertu de son achat, & tout le prix, que

avoir & atteindre y peut de raison. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Postquam eo decursum est.* Et doit avoir celui qui achate l'action d'autre, son droit en la chose, & en a pouvoir d'en faire demande toutesfois qu'il lui plaist. Car c'est tout vn droit d'avoir droit en la chose, ou à la chose. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Certi & indubitati.*

Qu'elles choses ne peuvent estre vendues.

Pareillement^f veux monstrer quelles choses ne peuvent estre vendues, puis que montré ay des choses qui vendues peuvent estre, car par vn exemple peux & dois sçavoir & entendre l'autre, selon la loy escrite, qui dist, *de similibus simile est iudicium*, car il n'est liure qui puisse tout comprandre ne contenir, fors entendre l'un par l'autre. Si sçachez que pour obvier aux fraudes de plusieurs subtils & convoiteux, il est defendu à vèdre & à taindre pourpre, soit qu'elle soit en soie ou en laine, qui est appelée blacce ou oxiblace on tainture, & s'il est aucun qui vède la laine de telles bestes, il serz en l'amende de perdre l'auoir, & le corps sera en la voulenté du seigneur. Et sçachez que plusieurs autres defences sont faites par les Princes, chacun en sa Prouince, selon que les choses y sont ordonnées, soit precieuses ou estranges, dont le Prince veut avoir premier la cognoissance que bien raison & droit est: *quia potentioribus non possumus esse pares.* Si comme en pays où il y a feste & foire notoire & publique, le seigneur defend que d aucunes precieuses marchandises nul n'en achate nulles, deuant qu'il en ait eu en son chois. Et ainsi peux entendre de moult d'autres choses qui sont à vendre, que bien estés Princes de le defendre iusques à leur renom par la loy escrite. Et ne s'en doit nul esmerveiller, car c'est de loy d'Empereur. *C. quares vendi non possunt per tot. tit.*

De vendre aux ennemis du Prince.

Encore peut estre defendu à vendre, ne porter aux ennemis du Prince, vin, oille, farine, blé, ne autres quelconques liqueurs ne sustentations de viures, ou autrement, & par especial nulle chose à defence, si comme arcs à main, arbalestes, ne quelque artillerie, ne quelque armure, ne chose dont on les puisse soustenter, par quelque voye ne maniere que ce soit, sur encoure en l'indignation du Prince, & sur perdre corps & avoir. *per tot. titu. quares exportari non debent. C.*

De vendre son enfant.

Item encore est-il defendu que nul enfant ne soit vendu par pere ou par mere, ne par autre en nulle maniere, donné ne engagé: supposé encore que celui à qui se seroit fait vendu ou engagé, ne sceust que l'enfant fust emblé, si ne demeurerait-il pour ce que l'amende n'y chée sur l'embleur, ou sur le vendeur, ou sur l'acheteur, arbitraire à la discretion du Juge, s'ainsi n'estoit que le pere par souffrete de paureté de famine engageast son enfant au service d'aucun convenablement, lors rendroit & n'y auroit point d'amende en ce cas, ne du pere ne de l'acheteur, & n'auroit toujours le pere son enfant pour le prix, ou l'enfant mesmes se n'auroit pour le prix ou autre de ses amis, jaçoit ce que à l'engager n'en fust riens dit ne deuist. *C. de patrib. qui fil. suos distraxerunt, per tot. titu.*

En France la venditiō n'y engagement des enfans ne se peut faire par le pere: mais il peut bien les mestres à service, à l'estude, mestier ou autre honneste vacation, & les obliger pour certain temps.

Comment on deffait la vente qui est faicte.

A Deffaire la^e vente qui seroit faicte si est quand trouué seroit ou que on voye qu'il ait au marché faire engin, ou barat ou faux entendre, ou de mendre prix de la moitié que ne vaille la chose, ou que liurée ne puisse estre. & de ce dist la loy. Si tu vends ta chose qui est de grand prix pour médre prix qu'elle ne valloit iusques à estimatiō de moins la moitié que ne deuoit valoir, sçachez qui si tu en fais demande au Iuge, tu seras sur ce recourré par la loy, que pour ce que les droicts veulent, & que piteuse chose seroit que aucun par ignorance puisse estre debouté de son droit, que pourueu n'y soit, puis que à cognoissance de Iuge peut venir, deux manieres de prouisions y sont ordonnées : cest à sçauoir que si tu qui as vendu vne tenure & tu veux rendre le prix que receu en as, dont tu te plains, l'acheteur sera tenu de rendre la chose par luy achetée par la discretion du Iuge, & pour ce que vne chose vne fois cōcedée doit estre tenuë selon la loy qui dit *quod semel placuit, amplius displicere non potest.* & s'il le veut retenir, faire le peut, par si qu'il sera tenu à l'esgard du Iuge, demander au vendeur la chose par luy achetée, outre ce que premier achetée l'auoit, tant comme il sera esgardé par sages à ce cognoissans d'autant qu'il sera prisé, que outre l'achat peut valoir la chose, & ainsi la peut retenir à soy. *l. Rem maioris. C. de rescindend. vend.*

De soy ayder du benefice de la loy.

Aucuns sous vmbre de la loy dessusdictē se veulent aider du benefice de la loy, & requierent au Iuge, puis qu'ils ont vendu leur heritage, que bien doiuent sçauoir par raison qu'il vaut, & que par tout entendement l'a donné pour mendre prix qu'il ne vaut, & soit recourré sur ce. sçachez que la loy veut que pour ce qu'à nul ne doit venir en ignorance que son heritage vaut, bien s'aduise sur ce au vendre, car si engin de deception n'y a au marché faire, il n'y a nul recours pour action de moins de la moitié de iuste prix par la raison dessusdictē, car nul ne doit estre si ignorant de son heritage, qu'il ne puisse sçauoir qu'il vaut, s'il n'est furieux ou papille, & pour ce n'a nulle repetition. *C. de rescindend. vendit. l. Ad rescindendam. C. l. Si delo aduersarij.*

De vente faire sur barat.

Et outre ce peux & dois sçauoir que la vente qui est faicte à bonne foy d'heritage sans nul mal, & puis veut le vendeur deffaire la vente par offrir à rendre la moitié auant que vendu ne l'a, sçachez que pour ce ne se doit la vente rappeller ne effacer, mais, conuient que ce qui est faict des parties & sans barat, demeure ferme & vallable. *C. libra iij. Rubric. dist. l. Non est probabilis.* Si deniers n'estoient donnez en paye pour aucune vendition, & en lieu de paye soient baillées bestes, ou laines, ou vins, ou autre marchandise, sçachez que pour ce ne demeure que la vente ne soit ferme, puis que ce auroit esté par le consentement au vendeur. *l. Pretij causa. C. eodem tit.*

Des officiers vendre leurs choses absolument.

Ddd ij

Scachez que ceux qui sont officiers en aucune ville ou pays, pour doute de leur office, si veulent partir & s'absenter fugitiuement, pour ce vendent leurs choses absconcement, scachez que telle vente ne vaut, & sera tout rappellé par loy, & ceux qui ce auront acheté à escient, perdront ce que mis & employé y auront, & la vente contée pour nulle. Mais s'il peut estre sceu loyablement que de leur partement riens ne scauoient, ils ne perdront pas ce que mis y auront, mais le rauront, car la vente sera contée pour nulle. *C. li. iij. Rub. dicta. l. His qua imposita.*

Des officiers acheter choses.

Ceci pour les meubles ne s'obserue en France.

Et quant aux immeubles faut voir ce que s'en ay noté cy dessus. Et mesmes karrest donné

aux grands iours de Troyes contre le Lieutenant general du bailliage dudit lieu. Et autre du dernier iour de May,

1588. contre celui de Vistry. Videt. Necessario. D. de peric. Et commo. rei vend.

Vide l. Illud. sciendum est. Et l. vii. D. eod.

Vide l. i. Et seq. Et 2. Si vina. D. eod. Et l. Clauibus. C. de contrah. empt.

Et si les officiers du Prince s'auancent d'acheter aucune chose en la ville ou au pays de leur seigneur par especial robes, ioyaux ne autres meubles, qui soient vendus par les sujets du seigneur, scachez que la vente ne tiendra lieu, & perdront les acheteurs le prix que donné en auront.

C. lib. iij. Rub. dicta. l. Vestem auri.

De peril ou profit de la chose vendue.

Le peril ou le profit de la chose vendue, si est à scauoir puis que la vente est faite & parfaite de bonne foy, tout le dommage appartient à l'acheteur, si ce n'est chose que aucune action fourde, qui desire garantir ce que les clerics appellent emiction. Car en ce cas faut appeller & sommer son garad, qui est tenu de ce emprétre. & en tous autres cas scachez que le vendeur n'est tenu depuis pour ce ne pour chose qui fourde pour cas de chose vendue & achetée. *C. libro quarto Rubrica de periculo Et commodari vendita. l. Post perfectam venditionem.*

De vente faite d'aucune chose.

Scachez que puis que vente est faite d'aucune chose dont la demeure du liurer n'est au vendeur, mais est à l'acheteur, scachez que le dommage qui s'en peut ensuyuir, appartient à celui qui est en demeure d'accomplir le marché, soit par le vendeur ou par l'acheteur selon la loy qui dist. *Mora sua cuiuslibet est nociva.*

Exemple de vente.

Quand le conu ent est fait entre le vendeur & l'acheteur pour certains tonneaux de vin, si l'acheteur ne fait demeure de recevoir le vin, le dommage du vin qui sera empiré, ne doit estre sur l'acheteur, mais pour ce que tu allegues que tout le vin qui estoit au celier, fust vendu sans mesure, & que les clefs du celier furent baillées à l'acheteur depuis que la vente fut faite: Scachez que le dommage qui pour ce aduient de l'empirement du vin, appartient à l'acheteur, par ce que les clefs comme chose à luy liurée a receu, & ainsi entend de toutes autres choses. Tu peux & dois scauoir tant par la loy escrite, comme par raison naturelle, que certaine chose est qu'en tous achats doit auoir bonne foy, selon la loy qui dist. *In contrahibus bona fides est adhibenda.* Et pour ce scachez que l'engin au vendeur ne nuist à l'acheteur de bonne foy. *C. de peri. Et commo. rei vend. l. Dolum auctoris.*

De vente sans escrit.

Et suppose que la chose vendue à bonne foy le marché parfait & liuré jaoit ce que escrit n'en soit fait, pour ce ne demeure que le peril n'en

demeure à l'acheteur comme au seigneur de la chose. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Cum inter emptorem.*

De chose vendue perdue.

Et si la chose vendue estoit perdue par feu ou par autre meschef, sçachez que le dommage en demeureroit à celui sur qui la demeure seroit, *iuxta illud; Mora sua cuiuslibet est nociva. C. li. iij. Rub. dicta. l. Cum speciebus venditam.*

Des actions qui sourdent des ventes & des achats.

Des actionsⁿ qui sourdent des ventes & des achats, peux & dois sçavoir qu'elles sont en deux manieres, c'est à sçavoir ou pour droit à la chose, ou pour avoir droit en la chose. Et pour ce peux & dois sçavoir que tu peux plaider contre celui à qui tu vendis ton champ ou ta chose, car puis que vente est faite tu n'as mais action, fors de poursuivre l'acheteur pour le prix que venduë seroit, ou que l'acheteur en doit, ou pour la reste, & non pas pour retourner à la chose vendue, car de ce as perduë l'action. *C. li. iij. Rubri. de acti. emp. & vend. l. Adversus eum qui agrum.*

De vendre sa tenure & retenir la saisine.

Celui qui vend sa tenure, mais il en retient encore la saisine pardeuers luy, ne n'en fait vest au vendeur sçachez qu'il est encore sire de la chose, mais toutesfois il peut estre contraint à faire le vuerp & adherement de la chose, si ce est tenure, ou vuidier sa main si c'est chose mobile, car la verité de la vente ne doit estre despecée. Mais si la chose vendue estoit plus ou moins chargée que dict ne fut au marché faire: lors si n'aist action de repeter sur la chose vendue, ou l'argent du prix de plus de charge de moins d'argent, & moins de charge plus d'argent. *C. lib. iij. Rubrica dicta. l. Si pater tuus vendidit.*

De non liurer la marchandise faite.

Il est cler à vn chacun, & loy escrete le confirme, que qui ne liure le marché que fait & vendu a en temps & en lieu, & l'acheteur y prend dommage par la faute du vendeur, le vendeur est tenu des dommages à l'acheteur à la taxation du Iuge selon le droit de *quantum plurimi. C. li. iij. Rub. dicta. l. Venditi actio. & l. Sicut periculum vini mutati.*

De vente de blanches bestes.

La vente de blanche bestes qui est parfaite, jaoit ce. qu'elles ne soient pas liurées & ce durant elles fannent sur les mains au vendeur, sçachez que les faons sont à l'acheteur, pourueu que les dommages qu'auras eu le vendeur en ce par le gouuernement des bestes, doit estre rendu au vendeur par l'acheteur, si n'est que la demeure des bestes liurer ne soit au vendeur. *C. li. iij. dicta. l. Post perfectam venditionem.*

Des achats fais au nom d'autre.

D'Acheterⁱ en nom d'autre, ou pour autre que pour soy ou d'autre argent, qu'en peut estre fait si question en fourt. Et dois sçavoir que si ton pere acheta terre de ses deniers au nom & pour ta mere, & de ce fut mise en possession, sçachez que par icelle en est faite dame: mais si tu qui es hoir de ton pere, veux faire demande de l'argent qui pour ce fut de

D d d iij

Voyez l'annotation cy dessus des choses où se doit faire contrat par écrit: car pour le regard de celles non excédans la valeur de cent livres, cet article peut avoir lieu.

Vide etiam l. Si vendita. Et quod ibi traduntur ab interpretibus. De de peric. & commod. rei vend.

Voult allegu. l. Si traditio. C. eo. ti. in qua est casus huius dicti.

par ton pere payé pour ta parchon, tu le peux demander au Iuge, & y es à recevoir. *l. 1. C. si quis alteri. &c.*

D'acheter tenure, & en estre mis en saisine.

Si tu achetas aucune tenure & en fus mis en saisine: ainsi sans doute en fus fait sire, jaçoit ce que le nom de la mere de ta femme fut mis en la chartre qui de l'achat se fist par aduéture pour aucune raison, sçachez que pour ce ne dois douter que pour la chartre qu'elle a pardeuers elle & que s'en veut dire dame, tu puisses estre debouté de ton droit, car le Iuge cogneu du cas te fera demeurer en droit. *C. eod. l. Mancipia.*

De mettre le nom de la femme es lettres de l'achat.

Et si tu achetas aucune tenure de ton argent, & par aucune cause tu fis escrire es lettres qui de ce firent le nom de ta femme, & qui plus fut luy baillas les lettres à garder & pour ce s'en vouloit dire dame: tu disoies du contraire & que si es lettres l'auoies fait mettre, ce auoit esté pour luy faire plaisir, & non point à fin que Dame en fut seule, & pour le tout à en faire sa volenté. & pour ce qu'elle vit que tousiours vouloit contredire, elle donna à sa fille la lettre & le droit qu'elle y auoit. Demandé fut à l'Empereur du droit sur ce, il dit par assens de Concile que la femme est meute contre raison, car le tien ne peut-elle donner sans ton sceu & accord, & te deura faire le Iuge rendre ta tenure avec les fructs sur ce perceus. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Cum propria.*

D'acheter par soy ou par sa femme.

Grand difference est, si tu paies l'argent de la chose que ta femme auoit achetée, laquelle luy auoit esté baillée, ou si tu fis l'achat en ton nom, & puis fis le nom de ta femme escrire dedans la lettre de l'achat cōme s'elle fust acheteresse, car par vne maniere naist vne action en ce, & par autre maniere naist action cōtraire: & pour ce si ta femme l'acheta en son nom, sçachez que tu as actiō de recouurer le prix, & non point la chose en tant que plus pauvre en es fait, & elle plus riche, pour ce que as l'argent payé pour elle. mais si tu achetas la chose & à toy fut baillée, & seulement le nom de ta femme estoit escrit en la lette, sçachez que plus vaut la verité de la chose que la lettre: mais cy gist vne raison notable. Car si au commencement vouloies faire la besoigne de ta femme, & achetas en son nō, sçachez que par ce ne gagnes actiō d'achat ne pour toy ne pour elle. Car pour toy ne le fis, ne pour elle ne le pouuois faire sans sa presence ou autorité. Et pour ce celui aura le greigneur droit en la querelle de la seigneurie, à qui le sire de la chose l'aura deliurée. *C. li. iij. Ru. dicta. l. Mulierum interest.*

D'acheter d'autrui deniers en son nom.

Qui achete d'autrui deniers aucune chose en son nom, pour ce ne demeure qu'il ne gaigne action d'achat, ne celui de qui les deniers sont, n'y à qui clamer quant à la chose achetée. Exemple, si ton pere acheta aucune chose des deniers qui estoient communs entre luy & toy, & question soit de ce, tu n'as action fors de recouurer les deniers, non pas la chose. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Qui aliena pecunia.*

S'ensuit de ce qu'on ne doit vendre ne donner.

QU'on ne doit vendre ne donner chose d'autrui ne estranger. Si ton mary vedit ta chose ou ton heritage qui estoit tiene sans ton sceu ou ton contentement, sçachez que jaçoit ce que par la crainte de ton mary tirayes scellé la lettre de ta vente, ou par autre subtil engin de ton mary, & qui te donna faux à entendre, tout ce ne donne nulle seurété à l'acheteur, s'ainsi n'est qu'il ait tenu la chose trois ans si c'estoit meuble, ou si l'acheteur n'a tenu la chose par temps de prescription, ce ne vaut soit meuble ou heritage. *C. li. iiij. Rub. de rebus alienandis & non alienandis. l. Si presidi pronincia. & l. Distrabente marito.* Si ton pere vendit ta tenure depuis que tu fus hors de son pouvoir, sans ta voulenté, & tu ne fus son hoir par ce qu'il donna ou estrangea le sien, & l'acheteur n'a tenu la chose par le temps de vsucapion ou de prescription, sçachez que tu as action de recouvrer ta chose. *C. li. iiij. Rub. dicta. l. Si fundum.*

Encore peux & dois sçavoir, ^k que si sur aucune chose soit meuble ou heritage est fait & ordonné en testament, & par celui qui estoit seigneur de la chose, qu'apres son trespas ne soit vendue ne alienée, neournée en autre vsage que le legateur l'auoit ordonné par derraine voulenté, sçachez que iamaïs ne doit estre vendue ne plus ne autrement chargée que le testateur l'a ordonné: & si fait estoit, si doit-il estre ramené à l'estat de l'ordonnance du testateur, s'il en est requis au Iuge. *C. li. iiij. Rub. dicta. l. Sancimus.* *De l'un vendre sur la part de l'autre.*

Si plusieurs ont aucune part ensemble sur aucune chose, & l'un en vent sur la part de l'autre, sçachez que sur l'acheteur as action de demander ta partie, si ainsi n'est que l'acheteur ait tenu la chose par temps de vsucapion en chose meuble, c'est à sçavoir par trois ans, ou par dix ans par prescription sur chose réelle: & si par tant de temps la tenue, lors en est fait sire: mais apres ce peux recouvrer ta chose sur celui qui la vendit, que faire ne deuoit. *C. libro quarto Rub. dicta. l. Nemo res.*

De vendre partie de la chose entre plusieurs par les participans ou par le Procureur.

Sçachez quand difference chet sur ce que si deux qui estoient hoirs avecques toy en vne chose, communement si vendissent chose ou partie d'icelle sans ton sceu, ou le Procureur du Prince la vendit, car si les hoirs sans ton sceu l'auoient vendu, ils ne te pourroient comprendre ne lier: mais^l si le Procureur l'auoit fait, ce vaudroit & tiendrait, ne ne seroit le marché defait, pour ce s'il l'auoit vendu sans ton sceu, & sans ton contentement, pour le fait des autres, ou de l'un des autres, & la chose ne fust partable, mais ta portion seroit gardée en l'argent. *C. libro quarto Rub. dicta. l. Multum interest.*

*Et in hoc prima
giatur fisco, ut
l. i. li. x. C. vend.
rer. fisco commo.
cum primatu.*

*Que homme en son liēt mortel ne peut faire
vente qui tiene.*

*Cessante omni
frande non vi-
deo quod probi-
beatur aliena-*

PAR coustume locale sçachez puis que l'home est acouché malade au liēt, dōt il voise de vie à trespas, tandis que celle maladie luy durera: sçachez qu'il ne peut faire don, vête transport ne alienatiō de son heritage

*venders, quando
in infirmitate co
stitutus est, com
etiam in ultima
voluntate potest
fieri contractus,
ut in l. Harades
palam. §. si a ff.
de testamen.
Aussi le testa
teur peut par te
stament disposer
deses meubles,
acquies & con
quests immen
bles & de certai
ne portion de ses
propres, selon les
costumes des
lieux, toutesfois
si la vendition
estoit frauduleu
se, comme faicte
en fraude de la
coutume du lieu
elle seroit sujette
à rescision.
Vuerp, ancien
nos François, si
gnifie tradition
et delivrance fai
cte par quelque
solemnité parde
vant le seigneur
duquel l'herita
ge est tenu, dont
y a des costumes
qui en font men
tion, & mo vrier
practicien en
traicte aussi.
Arrest de parle
mens.
Faut voir la
nouvelle custo
me de Paris, &
ce que j'ay escrit
sur icelle: mais
cette clause ainsi
marquée [] n'est
au liure escrit à
la main.*

au preiudice de son hoir qui vaille, jaçoit ce qu'il le fist deuant le seigneur & loy dont l'heritage seroit tenu, & que les hommes disent par iugement que bien & à loy fut fait.

Exemple de ce & arrest.

Il aduint qu'en la Chastellenie de Doüy Gerard Daubi vendit certaine terre qu'il auoit en fief, à Monseigneur Mouton de Bersées, & l'en adherita par loy, mais ce fist-il depuis qu'il fut acouché au liect mortel, & pour plus deuement faire à son aduis le vuerp de ce, il se chaussa & vestit, & ainli en presence des hommes de la loy passa, fist & agreea ladite vente & le vuerp dudit fief. ce faict il alla apres de celle maladie de vie à trespas. son hoir releua & mist empeschement à celle vente, & dist que soustenir ne se pouuoit par raison: car il ne l'auoit pas faict en estat que vaulist chose qu'il en fit au preiudice de son hoir, puis que durant sa maladie l'auoit faict: le seigneur de Bersée disant du contraire: & que celuy estoit en estat deu allant par voye chaussé & vestu, homme franc, qui du sien pouuoit faire à son plaisir, pour quoy ce qui s'en faisoit touchant la vente, sans fraude faire le pouuoit, & de raison soustenir: l'hoir disant du contraire, & que le vendeur n'estoit en estat deu tel que de son heritage peust vente faire qui tint: & si deuant les hommes s'est apparu, si ne fut-ce mie en estat deu: car il s'estoit vestu à cautelle, pour faire la vente, & leué de son liect mortel: & incontinent recouché: dont tantost apres il alla de vie à trespas. Ne il ne lui estoit besoin de védre par pauvreté ne pour employer en plus grand heritage, ne par gré d'hoir ne l'auoit faict: & si les hommes y auoient esté comme loy, ou le seigneur, de tant s'estoient ils plus mesfais quand en ce point le scauoient, & tel vuerp receuoient. &c. Apres plusieurs raisons d'une partie & d'autre, pour ce que les hommes deuant qui ce auoit esté faict comme Iuge soustenoient que bien auoit esté faict: & l'hoir disant du contraire: la cause fut traitée en Parlement. Il fut dit par arrest que la vente ne tiendrait lieu, & le r'auoit l'hoir: & fut le seigneur qui ce auoit passé, & l'acheteur aussi, condamné en amende du Roy. Item & ainsi pour tel cas en fust-il iugé en la Cour du Roy à Maire en Tourneis, pour Agnes de la desous, contre les enfans Phanuel de Templeue en Doffemer, dont lesdicts Phanueaux en appellerent en la Cour de Parlement: en laquelle Cour la cause ouye d'une partie & d'autre, & le procez sur ce veu il fut dit par arrest, bien auoir esté iugé, & mal appelé par lesdicts Phanueaux & furent condamnez despens & en l'amende. &c.

[Par la coutume de Paris il n'est loisible à aucun de disposer en derniere volonté outre le quint de ses propres: & par autre article il est loisible par contract faict entre vifs de disposer de tous ses biens: & ainsi il y a difference entre la disposition qui est faite entre vifs & celle qui est faicte en derniere volonté. *Inde quasi quis in infirmitate constitutus fecerit donationem inter vivos, & ex illa infirmitate moriatur, dicetur potius donatio testamentaria aut causa mortis quam donatio inter vivos: actus enim gestus in infirmitate presumitur gestus causa ultima voluntatis condenda vel causa mortis: ut cap. 1. & cap. de his. de sepultis. Vide ea qua dicit ibi Anto.*

de

de Butrio. reprehensus ab Alexand. in l. Quæ dotis. ff. solut. matrimo. Vide præterea Benedicti in cap. Raynuius, in verbo testamentum. ex. de testamen.

Comment on peut vendre son patrimoine.

Par coustume locale doit sçauoir comment l'homme peut vendre son patrimoine & heritage qui de par pere & de par mere luy eschet, si sa-chez que sans les conditions qui s'ensuiuent ne peut vendre l'homme son heritage qui de par pere & de par mere luy vient, c'est à sçauoir par trois conditions. La premiere si est par le gré & consentement de son hoir. La seconde par pauvreté au cas que verité seroit, & selon l'usage d'aucuns lieux en chief couiendrait que de ce il iurast luy tierce main. La tierce condition si est pour employer en plus souffisables heritages. Si est à sçauoir que quand l'homme vent par gré & consentement de son hoir, ou par pauvreté ou pour mettre en meilleur heritage par quelque voye que ce soit, si faut il rapporter l'heritage que vendre veut en la main de seigneur par enseignement de loy. Et que l'acheteur aussi par enseignement de loy en soit adherité & qu'il soit dict à ce faire si l'heritage est de riens chargée, & que l'acheteurs'en tient à contêt, & à satisfait de ses deniers, & qu'il promette & iure que iamais contre ce vendage ne viendra ne procurera à venir par luy ne par autre. Que le sire se tienne à content de ses deniers pour ses droictures, & les hommes de leur salaire & que soit à l'usage & coustume du lieu, & sauue le droict d'autre, & toutes ces solemnitez especialement gardées le aduest de l'heritage.

Ces conditions pour vendre heritage de patrimoine, sont particulieres de quelques costumes, comme de Pontieu, d'Artois & quelques autres du Pays bas, & telles estoient anciennement la plus pars de celles de la Gaule Belgique, comme aussi pour le remplissement & mise de fait. Mais le droict & mun de France est au contraire, par lequel suiuit le Romain est permis à chacun de vendre son patrimoine, sans telles conditions. l. In vendendis C. de contrah. Empt.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SOIXANTE ET SEPTIESME.



L meste l'emprion vendition avec la permutation, encores qu'il y ait difference, tant pour la nature des contractz, que pour les actions qui en procedent: Il est vray que le Iurisconsulte escrit l'origine d'acheter & vendre, estre venue de la permutation, qui a esté le plus ancien contract entre les hommes, cōme il confirme par l'autorité de Homere, l. 1. D. de contract. emptione. Le contract d'emprion vendition se fait par le seul consentement, & incontinent qu'il est cōvenu du prix, combien qu'il ne soit encores nommé. l. 2. D. cod. 9. Vendit. Instit. de diuisione rer. & tit. de Empt. & Vendit. Le prix doit consister en pecune, aussi comment qu'il y ait chose certaine, qui soit vendue nec enim emptio, venditio sine re, quæ veniat, potest intelligi. l. 8. D. cod. De la forme de contracter l'emprion vendition, & de ceux qui peuuent ou ne peuuent vendre, est amplemēt traité aux titires D. & C. eo. b Quelque fois la vendition se fait pour courrir & colorer une donation, & andit cas celle vendition ne vaut. l. Cum in venditione. D. cod. l. Sicut D. locati. l. 3. 4. & 8. C. de contrah. Emptione, tellement que tel contract sera reputé pour donation; mais quelque fois le contract porte la vendition auoir esté faite pour certain prix, & la chose vendue vaut d'auantage, que

Ecc

le vëdeur donne le surplus du prix à l'acheteur: & tel contract vaut pour vëdition, sinon qu'il ayt esté fait en fraude de la loy, comme de la donation prohibée entre l'homme & la femme. l. Si quis donationis. D. eo. mais en ce cas on demande si telle donation pourra empescher la rescision du contract de vëdition pour deception d'outre moitié de iuste prix. Je sçay bien-çe que les Docteurs en traittent ad l. 2. C. de reſcind. vendit. & l. Si quis cum aliter. D. de verb. obl. & Canonistæ in cap. cum causam. de Emptione, & en autres lieux: mais i'ay autresfois respõdu que si l'acheteur ne verifioit que pour iuste remuneratoire cause le vendeur luy eust fait telle donation, non obstant icelle il pourra estre releué du contract de vëdition pour deception d'outre moitié de iuste prix: par ce qu'elle semble auoir esté inserée au contract, en fraude du benefice d. l. 2. & i'en ay recité un arrest donné en un procès où i'auois escrit: du 22. May 1557. & i'ay entendu d'autres celebres Aduocats de la Cour, qu'il a encores esté ainsi depuis iugé. Quât à ce qui est icy traité de faire la vente sans lettres i'ay noté en marge ce qui en est ordonné par l'ordonnance de Moulins: à sçauoir de faire contracts par escrit de choses excédans cent liures: ce qui se peut rapporter à la constitution de Iustinian cuius fit mentio Instit. de Emptione & venditione. & l. Contractus. C. de fide instrument. tellement qu'en telles choses les parties se pëuuent départir de leurs promesses, iusques à ce que le contract ayt esté passé pardenant Notaires, & signé des parties, cõme a esté souuent iugé par arrests de la Cour.

c Cet article se doit entendre avec vne distinction, à sçauoir si la vente est faite de l'heredité vniuersellement, car en ce cas l'acheteur est tenu des debtes hereditaires. l. 2. §. sicuti & al. D. de hæred. vel act. vend. l. 1. & 2. C. eo. On si ledict procureur auroit seulement vendu quelques choses speciales & heritages, auquel cas l'acheteur auroit à l'encontre de luy, aussi bien que contre vn autre, recours de garantie ou d'euction, s'il estoit pourſuiuy & inquieté pour quelques dettes, si autrement n'auoit esté conuenu par le contract de vëdition.

d Celuy qui achepste vne heredité a tous les droicts & profits cõcernans icelle & que pouuoit auoir le vendeur, & partant il peut agir tant contre les detteurs que cõtre les possesseurs des choses particulieres de l'heredité. l. Emptor hæreditatis. C. eod. & l. 1. C. de euctionibus.

e Pardenuers celuy qui cede & transporte quelque dette, demeure l'action directe, tellement que le cessionnaire n'en est réputé saisi & fait vray propriétaire, iusques à ce qu'il ayt fait signifier son transport au detteur, ainsi qu'il est porté par la coustume de Paris, article 108. & a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour, & entre autres du 13. May 1572. en l'audience. & 24. de Nouembre 1595. en la 3. chambre des enquestes. vide. l. 1. de obligat. & act. & l. Ex nominis. C. de hæredita. vel act. vend.

f Plusieurs choses sont prohibées d'estre vendues tant pour la qualité d'icelles, desquelles le commerce est interdit, comme sont les choses sacrées & spirituelles, & celles que les Princes souverains se reseruent pour leur usage & en prohibent le commun cõmerce: que pour l'interdiction du temps & des personnes, comme de porter aux ennemis les choses necessaires à la vie ou aux affai-

res de la guerre, tit. quæ res venire non possunt & seq. C.

g. J'ay cy dessus traité de la question l. 2. C. de rescind. vend. & monstre que le benefice d'icelle ne concerne que le vendeur qui s'en doit faire releuer par lettres Royaux. Mais si outre la deception d'oultre moitié de iuste prix, il a autres moyens pour faire rescinder & annuller le contract, comme de minorité, force & contraincte, du dol, il s'en doit ayder, & en faire mention par ses lettres: afin de paruenir à la rescision & annullation du contract. D'autant que l'acheteur a l'option ou de rendre l'heritage, ou suppleer le iuste prix: lequel se doit entendre du vray prix, que valloit la chose vendue au temps de la vendition. l. Si voluntate in fi. C. eo. & le supplement se doit faire de tout ce qui defaut du vray prix, comme si l'heritage qui n'auoit esté vendu que mil escus, est verifié qu'au temps du contract il valloit deux mil cent ou deux cens escus; si l'acheteur veut suppleer le iuste prix, il doit bailler mil cent ou deux cens escus, outre ce qu'il en a payé. Et s'abusent ceux qui estiment le vendeur ne se pouuoir ayder du benefice d. l. 2. qui sçauoit lors du contract la vraye valeur de l'heritage par luy vendu: par ce que telle opinion est directement contre la vraye raison de ladicte loy fondée en humaine equité; pour subuenir à celuy lequel constitué en necessité, est contrainct quelquesfois de vendre ses heritages à vil prix, à ceux qui sans aucune charité veulent s'enrichir des biens des hommes necessiteux & miserables. Sans donc s'arrester à telle opinion, celuy qui auroit esté deceu, peut estre restitué, quelque cognoissance qu'il ait de la valeur de l'heritage par luy vendu. l. Quisquis. C. eod. ainsi le tient Alberic ad d. l. 2. Specul. de rescind. vend. num. 12. & Pinelus, ad d. l. 2. Des autres moiens de rescision en est amplement traité d. tit. de rescind. vend. & tit. de restitutionibus D. & C.

h. Du contract d'option vendition, naissent deux actions, à sçauoir l'une quæ empti dicitur, quæ datur emptori contra venditorem ad rem tradendam, pour auoir ce qui doit estre baillé, à sçauoir la tradition de la chose vendue. l. Tenerur. l. Exempto. de actionib. empti. & l'autre quæ dicitur venditi, qui cõpete au vendeur, & est appellée autrement actio pretij. l. 8. & 9. C. de contrah. empt. par ce que par icelle il demande le prix de la chose vendue: & par faute de payement d'iceluy il ne peut agir à la resolution du contract, ou pour rentrer en la chose vendue, si autrement n'est conuenu. l. 1. 6. & 7. C. de actionib. empt. Toutesfois nous auons veu quelquesfois iuger que par faute de payer par l'acheteur le prix conuenu, dans le temps à luy prefix, le contract de vendition auroit esté resolu. Mais on demande si le vendeur qui a faculté & puissance de liurer la chose, peut estre contrainct à la liurer: la plus certaine opinion est qu'il y peut estre contrainct, d. l. exempto. & le confirme Iustinian Instit. de empt. & vendit. Paulus lib. 1. senten. tit. 13. où Cuiacius le soustient: & ainsi le tient le commun usage de France: sinon que l'acheteur aime-mieux auoir ses dommages & interets. l. Si traditio. C. de act. empt.

i. Ce qu'il traite icy des acquests faicts par le mary constant son mariage au nõ de sa femme, ou de ses deniers, ou de ceux de sa femme & en son nõ se doit entē-

Ecc ij

dre selon le droit Romain, & vt traditur. tit. fi. C. si quis alter vel sibi. par lequel n'y auoit communauté de biens entre l'homme & la femme; laquelle toutesfoiseft receuë & obseruee en Frâce, principalement au pays appelle coustumier: tellement qu'à raison de ladiëte communauté les deniers qu'ont le mary & la femme, & les acquests qu'ils font d'iceux, sont communs entre-eux: en maniere qu'au suruisant moitié en appartient, & moitié aux heritiers du deffunct sinon qu'entre-eux autrement ayt esté conuenu: ou que les deniers procedent de la vente des propres heritages ou biens immeubles de l'un d'iceux dont il puisse estre remplassé sur les biens de la communauté, cōme le porte la coustume de Paris, art. 232. ce qui a lieu encores qu'il n'enust esté rien stipulé par le contract de mariage comme a esté iugé par arrest du 14. d'Aoust 1591. entre Loyse Remond veufue de Thomas Ioly d'une part, & Loys Ioly d'autre. Le surplus de ce qui est icy contenu se peut apprendre ex tit. si quis alteri vel sibi.

x La question qui est icytouchée, est amplement traitée in Nouel. 39. de restitu. & ea quæ parit vnde. mens. vnde sumpta est Authen. res quæ. C. communia de lega. & in l. vlt. C. de rebus alienis non alienan. où généralement Iustinian decide que de tout ce qui est prohibé d'estre aliené, soit par la loy, ou par testament, ou par pactiō des contrahans, la propriété n'en peut estre alienée, ny donnée en usufruict ou hypotheques & ne peut sur telle chose estre imposée seruitude ny icelle estre baillée en emphytéose: & fait aussi à propos l. Ea lege. C. de condit. ob causam dat. en telle maniere que si celui auquel la chose a esté leguée ou donnée sous la condition de ne l'aliener toutesfoies aliene, il ne pourra transferer la propriété & seigneurie d'icelle à celui auquel il l'auroit alienée, cōme a esté iugé par arrest du 17. Avril 1586. entre M. Michel Regnouard & consors appellans: & Jean de Chaalons sieur du Bois-inthimé, recité par M. Robert lib. 3. rer. iudica. cap. 14.

l Il ne faut prendre l. Vn. C. de vendit. rer. fiscal. si estroitement que fait l'auteur, si on veut la rapporter à l'usage de France. Mais seulement on peut recueillir d'icelle que si le Roy a quelque chose commune avec un priuë c'est aux officiers du Roy, qui cognoissent de son domaine d'en faire la vente si par sa majesté est ordonné, ce qu'il conuient entendre des regles & solemnitez requises en l'alienation des biens du domaine du Roy, deüement obseruées: ainsi on en use en France.

DE PETILLAGES QUE MARCHANS
TIENNENT EN MARCHANDISES.

TITRE LXVIII.



PEAGES ^a que les coustumiers appellent ordonnances, & coustumes que les marchans tiennent & ont en leurs marchandises, & de treus & peages de ce, & dois sçauoir que de ee a vn temps accoustumé que les marchans tiennent entr'eux, que puis que cinq ans sont passez en continuant vne chose en fait de marchandise, ce leur est à coustume, s'ainsi n'estoit que de ce dont contend seroit fut auant les cinq ans plaid encommencé, car

Credo hic potius dicendum vestigalibus, quia de huiusmodi verbo vestigal dicere intendit, que l'on dit en France peage.

lors n'y prescriroit ceste coustume. *C. li. iij. Rub. de vestigalibus. l. Neque commissum.*

[Il y a ordonnance du Roy Louys douzeiesme, article lxvij. *Additio.* Par laquelle les marchans vendans leurs denrées en destail, doivent de- *[]* Ceste clause n'est au livre mander le prix de leursdites denrées dedans six mois, lesquels six mois *escrit à la main* passez, il ne sont receus à demander ledit prix, s'il n'y a arrest de compte, ou *En la nouvelle* obligation, cedulle, ou interpellation iudiciaire faite dedans le temps desus- *coustume 126.* dis. & à ce propos il y a coustume expresse en la Treuosté & Viconté de Pa- *& 127.* ris, l'article cxcix. au tiltre dernier desdites coustumes.]

Comment treux, peages & asses furent mis sus.

Sçachez que selon ^b la loy de l'Empereur, peages furent mis sus dès dont que les loix & establissmens furent fais au peuple: & fut pour les re- *Dict Salicet. in. l. Vestigalia. C. no. Vestigal. im- po. vestigalia seu gabella non solum exiguntur de rebus qua ve- hantur de loco, & ad locum, sed et- iam de his qua sunt intra ciui- tatem vel oppi- dum.* tenuës des choses publiques, qui sur le publique se doiuent prendre, & à fin qu'on sceut quelle chose passoit d'un pays en autre, que les seigneurs des lieux fussent aduisez & en fussent seruis & recogneus: & fut ordonné que ce fust estroittement tenu & gardé sans enfreindre, sur encoure en certaines amendes selon ce que les marchandises sont, & les lieux, & les places, & ne fut pas ce ordonné pour les marchandises qui seroient portées ne rapportées en vn mesme pays, mais qui seroient portées d'un pays & d'une seigneurie en autre, afin que riens ne fust porté hors d'un seigneurage, qu'il ne fust sceu par le seigneur. Et si tu me dis que pour le present on cueille peage en vn pays, sçachez que c'est pour ce que les pays sont ainsi acquis à vn seigneur, car quand ce fut ordonné, ce n'estoit pas tout d'une seigneurie.

Qu'elles choses payent peage, & quels gens.

Si sçachez que les choses d'un seigneur ne doiuent point de peage: les choses aux clerks del'Vniuersité de Paris, les choses d'un Cheuallier, mais qu'il ne soit marchand de la chose, ne contre ce ne vaut quelque priuilege qu'on ait, que payer ne luy faille le treu, si le sire propre du treu ne l'a donné & passé. Encore y a vne loy qui ne veut que Cheualliers laissent foient quitres qu'ils ne payent le treu accoustumé. & s'il aduenoit que le peuple d'un seigneur enuoyast aucun don ou present au seigneur, ce ne doit point de peage. *C. li. iij. Rubrica de vestigalibus. l. Vniuersi. & c. & l. Omnibus rerum. & l. Omnium rerum.*

De treu du sel.

Sçachez que ^a dès le commencement de la constitution des loix fust ordonné à prendre le treu sur le sel, & par telle maniere que le Prince peut ordonner grenier à sel, & faire defence que nul n'achate sel, sinon

Ecc iij,

à son grenier sur l'amende, & sur perdre le sel & le prix que payé en auroit, si ailleurs l'auoit acheté. & doit estre le sel ainsi acheté, à celuy qui tient les greniers de par le seigneur. *C. li. iij. Rub. dicta. l. Si quis.*

[] Ceste clause n'est au livre écrit à la main.

[Il y a ordonnance sur le fait des gabelles du sel, article. i. par laquelle appert que les greniers à sel seront ordonnez par le Roy, és lieux où il luy plaira ordonner pour le profit dudit seigneur. *Et de huiusmodi materia vestigialium vide* les ordonnances sur ce faites intitulées les Ordonnances concernans le fait des Aydes, Tailles, Gabelles, Imposition foraine.] &c.

Item peux & dois sçauoir que quelque lettre qui soit impetrée du Prince contre le droit du peage, à ce ne doit estre obey s'il ne vient de especial commandement du Prince qui ainsi le vueille de sa conscience, & par especial que de ce soit apparu deuément. Et celles loix qui sont ordonnées és Citez pour le bien publique, qu'elles soient fermement tenues & gardées; & aussi est il ordonné és Citez que nul n'en soit quitte, puis que en la Cité fait residence. *C. lib. quarto Rub. dicta. l. Quidquid contra vestigiales.*

Que nul ne doit ordonner nouuel peage que le Prince.

Il est ordonné par la loy de l'Empereur que nul ne soit si hardy que de mettre & imposer sus nouuel peage, sans le sceu & auctorité du Prince, mesmement le Prince ne le doit mettre sus ne ordonner sans grand cause, & que ce soit pour la chose publique, & pour escheuer à plus grand inconuenient, & ce faire est defendu sur encouure en l'indignation du Prince, & sur sa vouleré arbitraire. *Vt est per tot. iij. vestigialia noma institui non posse.* Nul ne cueille plus grand peage que d'ancienneté est ordonné, sur encouure en l'indignation du Prince en corps & en biens. Et le Iuge dessous qui ce seroit fait, si remede n'y mettoit, & il le sceut, sur pareille amende. *C. eodem tit. l. Finali.*

Not. in. l. non solum barbaris, in verbo ingenio. C. de comer. & mercas. quod non licet mercatoribus aurum portare ad barbaros, pro mactipius vel speciebus accipiendis, et quod aurum debet ab eis subtilis ingenio auferri. Faut voir à ce propos les ordonnances au Code

De porter billon.

Item est aussi estroitement defendu que nul ne porte billon, ne monnoye defendue du Prince hors de son pays, sur encouure en l'indignation du Prince en corps & en biens, & le Iuge dessous qui ce seroit fait, si remede n'y mettoit & il le sceut, sur pareille amende. *ad hoc facit text. in l. Fina. C. de commercijs.*

Que les riches n'achètent riens.

Encore est il defendu par la loy écrite que les riches hommes des villes ne fassent marchandise qui soit contre le profit commun du petit peuple, & qu'ils n'en puissent auoir pour la richesse & grosse marchandise des puissans, ne qu'ils ne cueillent tant de marchandise à vne fois qu'ils fassent encherir la chose, au grand preiudice du petit peuple. *C. lib. iij. dic. Rub. l. Nobiliores.*

Henry. Hodie male observatur, idcirco optat Masuc. in sua Practica, sit. de Talijs, ut super hoc abusu lex seuerissima inuiolabiliter observanda imponeretur.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SOIXANTEHVICTIESME.

D V mot de Petillages use mon vieil praticien escript à la main & le prend comme nostre Autheur pour les Coustumes & Ordonnances qui se font entre les marchas, & pour le fait des marchandises & traffiques: mais d'où procede ledit mot ie ne l'ay encores peu observer. Quant à la prescription du temps de pouuoir demander par les marchans le payement de leurs marchandises vendues en detail, faut voir l'Ordonnance du Roy Loys 12. & Coustume de Paris icy notée.

b Les mots de treus & assises sont anciens, desquels usent les vieux praticiens & auteurs des histoires & Romans, & mesme le mot de tren ou trenage se liët en quelques Coustumes, & aux Croniques & histoires Françoises, comme en celle de Flandres, chap. 17. & 95. Aucuns le veulent tirer du mot latin Tributum: mais i'estime plustost qu'il soit ancien terme François, par ce que i'ay leu en quelques vieux liures, & mesmes d'un ancien Poëte, le verbe trenager pour transporter d'un lieu en l'autre: & dict mon vieil praticien que le Seigneur qui a droit de tren en sa terre, il doit faire assise pour y payer le droit, & qu'il y faut treuer, ie ne sçay s'il y a faute en l'escriure pour trenager, mais l'un & l'autre mot est de mesme signification, qui se préd pour le peage & impost que prend le Seigneur sur les marchandises passant par sa terre & seigneurie, où il a tel droit: qui s'appelle aussi trauers, duquel droit est faicte mentiõ en plusieurs coustumes, mesmement de Senlis art. 109. Clermont art. 229. Vallois art. dernier & autres. Ce droit est appellé par les Latins Vectigal, siue portorium, & d'iceluy est traité tit. C. de vecti. & commiss. & Cicero en fait mention pro Lege Manilia. Nam, inquit, cum vectigalia sint nerui Reipublicæ, & ea ex vectitionibus mercatorum sumantur, constar hunc ordinem esse negotiatorum fauore dignum. On peut faire deux especes de ce droit de peage, à sçauoir un royal, & l'autre seigneurial, i'appelle le royal celuy, que le Roy seul peut leuer à cause de sa souveraineté, comme de transporter marchandises ou autres choses hors du royaume, ou d'en amener & apporter des pays estranges dans le royaume: qui estoit par la loy Romaine un huitiesme, dont est faicte mention l. 7. & 8. C. eo. & in l. Vlt. §. species. D. de publ. & de tel impost on dict Iules Cesar auoir esté l'inuenteur, atque primus peregrinarum mercium portoria instituisse tradit par Suetonio, & à l'exemple d'iceluy a esté introduit en France la Traicte foraine, dont on peut voir les Ordonnances de François I. & Henry II. sur le fait de l'imposition foraine, & de Charles 7. & 8. Le peage seigneurial est celuy qui appartient à quelque Seigneur, soit le Roy, ou autre, à cause de sa Seigneurie pour le passage & trauers que font par icelle, soit sur pont, ou par chemin les marchands & autres menans & conduisans marchandises & autres choses sujettes audit droit dont est faicte mention l. Cum in plures. §. pen. D. locat. l. Si quis pro vx. D. de don. inter vir. & vx. Seneca lib. 2. de tranquil. vitæ. Cogitans & in pontibus quibusdam pro

transitu dari. Tel impost auroit esté principalement institué pour entretenir les ponts, chemins & passages & les tenir en seureté pour les passans, comme on peut observer des Histoires, & de ce qu'escriit Baldus in cap. 1. qui feud. dar. poss. & cap. 1. de pace iuram. firm. Et par ce que i'en ay traité plus amplement au Code Henry & ailleurs, ie ne m'y arrestera y icy d'auantage.

c Il y a des personnes qui sont immunes & exemptes de payer le peage, soit à cause de leurs qualitéz, ou des choses qui leur appartiennent, dont est traité in l. Locatio. D. de publica. l. Omnibus. l. Vniuersi. l. Omnium rerum. C. de vectigal. Et nous en auons plus amplement escriit ailleurs, & seroit le traité trop long pour briefues annotations.

d Le treu du sel s'entend icy pour l'impost à cause du transport du sel, dont est parlé in l. Si quis. C. cod. qui est differend du droit de gabelle: selon qu'il se lene en France: encores qu'autresfois par auenture n'eust esté qu'un mesme droit. Anciennement les salines estoient libres aux hommes priuez, qui en jouissoient & dispoient comme de leurs biens priuez, dont y en a tesmoignage in Liuius. lib. 2. & autres. l. Magis puto. D. de reb. eor. qui sub tutela. & Athenée lib. 3. Dipnos. cap. 1. escriit que pour auoir par Lyfsmachus imposé tribut sur du sel, la mine d'iceluy se seroit esuanouye, laquelle seroit aussy tost apparüe, qu'il auroit reuoké ledit impost, aucuns estiment la gabelle auoir esté premierement institué par Philippes le Bel, en l'an 1286. les autres par Philippes de Vallois en l'an 1328. & Paul Emile escriit que le Roy Charles le Quint l'auroit introduite pour la necessité des guerres en l'an 1364. Nous en auons plusieurs ordonnances, des Roys qui depuis ont esté, qui auroient tousiours augmenté ledit impost.

e Par le droit Romain il est defendu d'imposer, ny exiger nouueaux imposts, peages & vectigals. d. l. Locatio. §. earum. & l. Seq. & tit. C. vectigalia noua institui non posse. à quoy conuient la loy de Charlemagne de Tholeneis, qui veut vt antiqua tantum & iusta Tholonea à negotiatoribus exigantur. Et l'ordonnance de Charles 9. aux Estats d'Orleans 1560. Nous lisons que l'Empereur Marcus auroit ordonné estre punis ceux qui exigeoient quelque chose outre les vectigals ordinaires, vt testatur Iul. Capitolinus in Marco. Et y en a vne constitution de Theodoric ad Senatū vrbis Romę, in Cassiodoro lib. 2. Varior. Ce que dit est, se doit entendre pour le regard de ceux qui ont droit de peage & vectigal, & nō pour le regard du Roy lequel a puissance d'instituer & ordonner nouuelles tailles, imposts & tributs, pour la souveraineté de sa puissance.

f Ce n'est le denoir des nobles de faire trafic que de marchandises, & s'ils en font, ils desrogent à la noblesse: auquel propos on peut bien alléguer l'histoire de Theophilus recitée par Zonaras & autres, lequel ayant voulu arriuer aux portes de Constantinople vñ nauire fort chargé de marchandises, & n'auoir sceu qu'il appartenoit à l'Imperatrice qui auoit fait amener les sales marchandises de la Syrie, fit incontinent brusler le nauire avec les marchandises. Et passant l'Imperatrice lui dit, Veux que Dieu m'auroit fait Empereur, i'aurois voulu faire mourir. mais tu dois sçauoir q̃ la marchandise & trafic est attribué aux homes priuez, afin qu'ils en ayent occasion de tollerer & sustenir leur vie, & soustenir les

les charges de nostre Empire, traffiquans & negocians les uns avec les autres: & à la verité sil estoit permis aux hommes de tous estats & qualitez de faire traffiques & negociations, seroit apporté un grand desordre & confusion en l'estat.

DE VENDRE L'HERITAGE D'AVCVN PAR
EXECUTION, OV AUTREMENT.

TILTRE LXIX.



MAINTES-FOIS aduient que par la vertu d'aucune obligation sur faure de paye, ou contract, ou par sentence, ou par arrest de Parlement, l'heritage d'aucun se vend par execution de iustice, iacoit ce que ce soit contre la voulenté de celuy à qui l'heritage est, puis que celuy de qui on vend, est à ce obligé, car sans ce ne doit l'heritage de l'homme estre venduë.

De l'heritage de mineur.

Et sil aduenoit qu'aucun eust obligé son heritage à vendition pour dette, & puis allast de vie à trespas, & de celuy demeurast enfans moins dres d'ans, pour-ce ne demeureroit qu'on ne vendist l'heritage par moyen de loy & de tuteurs & curateurs, car la minorité ne le preuillege de minorité n'aide aux mineurs fors entant qu'ils ne soient deceus, non pas pour deceuoir autre, ne tenir en tort. Et si l'obligé n'estoit à la vendition, vendre on ne le pourroit, mais les fruiëts mettroit on en paye, par si que le mineur eust de quoy viure, si autre chose n'auoit.

La maniere de mettre l'heritage à vente.

Item puis^b qu'à vendre vient aucun heritage, il appartient que le Sergent qui doit faire l'exploict, ait de ce faire commission si c'est par Iuge Royal suiet: & si c'est par Parlement ou par Chastellet, lors en peuuent faire & donner decret d'eux mesmes: mais expedient est de ce faire, & confermer leur decret par lettres du Roy. Et si c'est par commission de Iuge suiet, lors peuuent faire la vendition iusques au decret bailler à leur Iuge. Et la commission eüe, le Sergent doit venir au detteur, & luy signifier qu'est à luy adressé, pourquoy sommer luy vient que si payer veut le contenu de la commission, ou le Iuge dont elle fait mention, il en fera faire quittance. Si non, il luy conuiert la commission enteriner, & pour-ce mets en la main du Seigneur les heritages obligez & hypothethequez en l'obligation, & qui à vente ne tournera si satisfaire ne fait: ce fait le Sergent doit signifier en l'Eglise, que sil est aucun qui vueille acheter tel heritage, vienne par deuers luy, & il le vendra par execution & par renchere, & volentiers receuera denier à Dieu. & ce fait encore doit venir au detteur, & luy signifier comment il a receu denier

De ista materia subhastationum vide de asue. in sua practica in versic. Item de bet materia subhastationis. Et serua consuetudinem loci, nam qualibet paria habes suum modum faciendi. Quin/modi autem subhastationes videre est per consuetudinem Parisiens. titu. Touchant les criées, &c.

Fff

à Dieu, pour tel prix de son heritage, & que si acheter ne le veut pour tel prix, il procedera auant comme il appartiendra. Car si luy vouloit lors racheter son heritage, encore le pourroit-il faire pour le prix, ou pour payer la dette avec les despens. Et si racheter ne le veut, le Sergent doit proceder à vente, & à subhastations tousiours par r'encheres, & selon la coustume du lieu qui tousiours doit estre gardée. Et le denier à Dieu receu, si r'encheres luy viennent, tousiours les doit prendre. Et si doit le dict heritage le premier Dimanche ensuyuant, après sa vente commencée crier & subhaster en l'Eglise de la parroisse dont l'heritage est tenu par cedula ou par escrit. Et doit exposer la vente, & le prix & le denier à Dieu, & les r'encheres elles y sont, l'heritage où il sied, & à qui il ioint, quelle charge & quelle redeuance il doit, & si c'est la premiere, la seconde, ou la tierce. Et ainsi faire par trois Dimanches, & à chacun nouvelle cedula qui contienne l'estat de la vendition en quel estat, & quelles r'encheres il y a au iour que ce se fait. Et tout garder à fin que le dettre en puisse faire mention. Et doit le Sergent ou le vendeur durant les trois criées tousiours receuoir denier à Dieu, & s'il est qui donner & r'encherir le vueille.

La forme de la cedula de la vente.

On vous fait à sçavoir de par le Roy, si vendue est par Officier royal, & si c'est par autre, nommer le Seigneur selon la coustume du lieu, que tel heritage seant en tel lieu, tenant à tel charge, est vendue par iustice tant N. Si y a tant de deniers à Dieu. N. laquelle vête se fait par r'encheres. Et si est aucun qui plus en vueille donner, si vienne par deuers tel Sergent. N. pour acheter & pour r'encherir de telle r'enchere à tel profit, & on le receuera volontiers, & est au iourd'huy la premiere criée, & d'huiet en huiet iours sera la seconde, & en ceste Eglise à heure de grand Messe fait en tel iour, &c. Et ainsi doit declarer le iour à chacune criée, les trois criées surhastées, & quantes r'encheres il y a. Et si n'est aucun qui dedans lesdictes criées r'enchere, le marché doit demeurer à ce-

*Il faut publier
par trois criées
la vendition de
l'heritage, &
nommer les an-
cheres.*

luy qui derrainement y a seru. Et se doit tout faire dedans les trois criées: icelles passées l'executeur de rechef doit venir au dettre luy sommer & luy dire, j'ay vendu & subhasté vostre heritage pour tel prix. sur toutes r'encheres & criées passées, encore vous somme, si r'acheter le voulez, pour tel prix, faire le pouuez. Si non, ie vous insinué que ie procederay auant en ma vente, à faire bailler decret à l'acheteur. Et si doit ce fait le Sergent executeur de tout ce r'escire à son maître, lequel veuë sa rescription doit bailler au Sergent iterative commission, par laquelle l'acheteur doit estre contrainct de vuidier sa main des deniers, que monte ladicte execution en sa main des deniers que monte ladicte execution en la main du Sergent, & que l'acheteur & celui de qui on vend soient adiournez à certain iour, pour voir bailler à bail à l'acheteur la possession & adheritement du marché avec intimation, que vienne ou non celui de qui on vend, il y sera procedé comme il appartiendra, auquel iour ainsi doit estre fait, & sur ce bailler le gros à l'acheteur executeur.

comment le Juge de qui l'heritage est tenu, sauue leurs droicts, & tous autres le mettent en l'heritage, & en peuuent faire escrits ou le decret soit incorporé, & non autrement.

De venir detteur au decret bailler.

Si est encore à sçauoir qu'au bailler le decret à l'achepteur, si le detteur venoit auant à tous les deniers comprans, encore r'auroit-il son heritage parmy payant les mises, c'est à sçauoir denier à Dieu, & exploicts de iustice tant seulement, car r'encheres non.

Des oppositions qui se font.

Si peux & dois sçauoir que si durant lesdictes criées, & auant que le decret soit baillé comme dict est, si aucun l'opposoit disant auoir droict ou aucune redevuance à l'heritage: sçachez que le Sergent le doit recevoir à opposition, & assigner iour sur l'opposition deuant que son maistre l'ait receu, car au Sergent n'appartient ceste cognoissance fors du pur obligé: mais pourtant ne cessera-il mie de sondict exploit faire, ains ira tousiours auant iusques en fin d'exploict. Et la raison si est, que si l'opposant decheoit de son opposition, n'issent auoit esté cessé: & s'il obtenoit de son opposition, tousiours le Juge pourroit pouruoir au droict del'opposant, & quant à ce mettre au neant les exploicts & criées sur ce faictes aux despens du tort. Mais bien est à sçauoir que durant l'opposition si les criées estoient parfaites, si n'en doit-on proceder plus auant iusques à ce que l'opposition seroit determinée. *Ita fuit ordinatum in Parlamento anno domini 1377. pro domino de Venderesse contra dominum Du Fay.*

Ad ista facta optimus te. in l. 2. C. debitorem vendis. pigno. impubi. non poss. Or l. Si residuus. C. de distract. pigno. Or ff. de pigno. ac. l. Si rem. §. finalis.

Arrest de Parlement.

Item se peut mesmes opposer celuy de qui on vend l'heritage, par moins que suffisans criées, par moins que suffisans exploicts, par moins que suffisans significacions, & par autres plusieurs manieres, qu'auant decret bailler faut estre determinées.

Exemple de pareil cas.

Vn exemple l'en veux monstrier qui aduint en Parlement l'an 1377. d'entre Monseigneur Roce du Fay d'une part, & Jean de Venderesse d'autre part, qui pour lors estoit Baillif de Senlis. Il aduint que par vertu de certains arrests, en quoy ledict du Fay estoit condamné à execution d'heritage pour certaine somme de deniers enuers ledict de Venderesse, il fist leuer commission executoire pour executer ledict du Fay à vendition d'heritage, adressant à certain Sergent. Le Sergent l'auança de mettre à vente les heritages dudiect du Fay, & les commença à executer par default de biens meubles, car selon la reigle de proceder on ne peut vendre heritages tant qu'on y puisse trouuer biens meubles, si n'estoit qu'il fust obligé par lettres contenans detention de corps: nonobstant que biens meubles & heritages eust obligé: si peut on retenir le corps prisonnier iusques à ce que l'execution soit faicte, à fin que faute n'ait en la paye. Et ainsi l'ay veu iuger en Parlement, lors President Monseigneur Arnoul de Corbie. Or aduint qu'à l'execution du Sergent qui ce faisoit: ledict du Fay l'opposa par plusieurs fois, & vint l'opposition en Parlement. Auquel iour assigné fut par ledict du Fay diable la cause de son

Par l'ordonnance de l'an 1339. art. 74. n'est besoin pour la validité de l'exploict des criées ou autre saisie, et main mise de personnes ou de biens, de faire perquisition de biens meubles.

opposition par plusieurs raisons. L'une estoit que l'Officier auoit fait moins que suffisans criées, par-ce que les heritages qu'il mettoit à vente, estoient assis en plusieurs parroisses, & il ne faisoit les criées qu'en l'une, car s'en toutes les parroisses ou les heritages estoient, eust fait les criées comme faire deuoit, trop plus de marchans l'eussent sçeu. L'autre cause estoit que ledict Sergent n'auoit fait en ses criées la declaration des pieces de terre dont il auoit plusieurs, & à qui elles tenoient, & où elles estoient situées, & à qui elles estoient ioingnans: laquelle chose en declaration il appartient. L'autre cause estoit que le Sergent n'auoit esté sur chacune piece de terre à l'exploict faire, & icelles mettre en la main du Roy. L'autre cause estoit qu'au decret ou en la commission iterative, il ne declaroit les charges ne le iour, laquelle chose il conuenoit de raison & l'intervalle de chacune criée estant sur ce. Concluant par ce & par autres raisons dependans de ce que tout l'exploict fut compté pour nul. Ledit de Venderesse disant du contraire, & que là où ledict opposant disoit que mal auoit esté fait entant que les heritages de la vendue dont plusieurs y en auoit, n'auoient esté criées qu'en vne Eglise, & ils estoient assis en plusieurs lieux, par-ce que plusieurs pieces y auoit. Car par raison, deuoient estre criées en autant de parroisses qu'assis estoient, à fin que plusieurs le sçeuissent. Respondu fut par ledict Venderesse que sauue la grace du proposant, bien auoit esté fait, & n'estoit ja besoin de les crier qu'en vne Eglise, & mesmes en l'Eglise dont le chef fief des heritages vendus estoit situé, car tous estoient tenus d'un fief, & puis qu'au chef lieu estoient criées, il suffisoit.

Item à ce que disoit ledict du Fay que mal auoit esté fait entant que l'executeur n'auoit déclaré les pieces où elles estoient: Respond ledit de Venderesse que sauue la grace du proposant, car puis que l'executeur auoit déclaré & dict qu'il vendoit tel fief teau de tel à telle redevance qu'il deuoit, & comment il gisoit contenant tant, &c. il n'estoit ja mestier de plus expresse declaration faire, car autre chose estoit comme si ce fust de terre vilaine tenue de diuers Seigneurs.

Item à ce que disoit l'opposant que moins que suffisamment auoit esté fait, par-ce que au decret il ne declaroit les criées en quel iour elles auoient esté faites & criées, & quelle distance y auoit eu entre les criées: Respondit ledict de Venderesse que mal disoit, car puis que la premiere criée est déclarée, & d'iceluy iour en huit iours & d'iceluy en quinze iours, il suffit sans plus autrement nōmer ne plus declarer lesdictes criées: pourquoy, &c. Tout veu il fut ordonné par la Cour de Parlement, pour ce que les parties s'estoient vantrées de la coustume du lieu, où les criées & subhastations auoient esté faites, & la chose vendue située, que la Cour enquerroit de la coustume locale, & feroit sur ce droit. Car par constitutions royaux, suppose qu'aucune execution se face par Sergent Royal: toutesfois doit le Sergent faire son exploict selon la coustume du lieu. Et ainsi fut il dict par arrest de Parlement en la deuant dicte cause pour ledict de Venderesse. Et fut dict que si biens meubles y auoit, ils se-

Arrest de Par-
lement.

soient premiers vendus que les heritages, & inventoriez par escrit à ce appellé le Seigneur du lieu. & si biens meubles n'y alors à l'heritage: & iceluy mis en la main du Roy, premier à ce appellé le Sergent du lieu par le commandement de son Seigneur. & aller de piece en piece de terre, & la main assise auant qu'on l'expose à vente, & puis les significations devant dictes, ou autrement moins que suffisamment est fait.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SOIXANTE NEUVIESME.



L conuient toutesfois noter que pour vendre par decret les immeubles d'un mineur, il faut premierement faire discussion des meubles à luy appartenans, suiuant la l. Magis puto. §. non passim. D. de reb. eorum. & ne suffiroit la declaration du tuteur de n'auoir aucuns meubles appartenans au mineur, & ne luy rien deuoir: tellement que l'ordonnance de l'an 1539. art. 74. par laquelle est porté la discussion & perquisition de meubles n'est necessaire, n'a lieu pour le regard du mineur: comme a esté iugé par arrest du 27. Iannier 1545. & ainsi on l'observe.

b La forme icy d'escrie de faire criées & adiudications par decret, & comme aussi celle que propose *M. asuerius*, tit. de execut. selon la custume d'Auvergne, n'est plus pratiquée en France: d'autant qu'une autre auroit esté prescrite par l'ordonnance du Roy Henry II. de l'an 1551. laquelle par arrest du 11. Iannier, 1574. entre *Messire André de Bourbon*, sieur de Rempres, & *Messire Anthoine de Monchy* sieur de Senerpont, a esté iugé deuoir estre gardée pour le fait des criées, nonobstant les custumes des lieux. Ce qui auroit esté aussi ordonné par l'ordonnance de Moulins 1566. art. 49. & d'autant que ladicte ordonnance du Roy Henry, a esté amplement interpretée par *M. le President le Maistre*, & que plusieurs en ont escrie. comme aussi nous auons fait sur la custume de Paris, aux memorabtes, & autres liures, nous nen enuierons icy d'auantage: sinon que noterons en passant qu'il y a trois manieres d'oppositions, les vnes à fin de distraire, autres pour annuler, & autres pour construire: à celles à fin de distraire sont referées les oppositions pour charges foncières, qui diminuent la valeur des heritages mis en criées: & doiuent icelles estre premierement voidées, comme aussi les oppositions afin d'annuler, qui concernent la validité des criées, & se proposent ordinairement par le propriétaire, sur lequel on crie les autres oppositions. qui ne sont que pour conseruer, comme pour dettes personnelles & hypothecaires, elles n'empeschent l'adiudication par decret: ains l'ordonnance veut qu'apres icelle on les discute, art. 6. Celuy qui fait saisir & mettre en criées quelque heritage, soit fief ou roture, doit faire diligemment & exactement observer les solemnitez prescrites par ladicte ordonnance, & par les autres ordonnances precedentes, ausquelles n'est par icelle desrogé: par ce que sont formes essentielles, & sil y auoit quelque défaut d'icelles, le decret

Fff iij.

feroit declaré nul comme a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour. Pour les criées la forme de faire les quatre quatorzaines, & les continuer sans interruption, à la porte de l'Eglise parochiale à iour de Dimanche, issüe de grand' Messe, vient de la custume de Paris: & icelles faictes & r'apportées elles doivent estre certifiées pardevant le Iuge du lieu en l'audience, suivant l'ordonnance de l'an 1539. art. 79. en toutes saisies de maisons assises es villes ou vilages, il faut auparavant que faire la premiere crie, mettre & affiger un panonceau aux armes du Roy, à l'entrée de la maison, & un pareil à la porte principale & entrée de l'Eglise: & encores que les criées se facent en la iustice d'un autre Seigneur, si est-ce qu'il y faut mettre le panonceau aux armoiries du Roy, & non du Seigneur en la iustice duquel le decret se faict, ainsi qu'il a esté iugé par arrest du vnziesme Decembre, mil cinq cens septante six, dont on peut voir Bacquet traité des droüts de iustice, chap. vingt sixiesme. Qui voudra voir plus amplement de ceste matiere, il peut lire ce qu'en ont escrit les Autheurs cy dessus nommez, & Papon liure dixhuitiesme tilstre sixiesme.

DE CAS DE PROXIMITE.

TITRE LXX.

* Au liure escrit à la main, y a, promesse: & par sont ce tilstre ainsi se lis au ben de proximité.



As de proximité*, que les Clercs appellent cas de retrait, selon les coustumes locaux, si est quand aucun vend heritage qui luy vient par succession, & aucun de ses prochains du costé dont l'heritage vient, le veut r'avoir pour tels deniers que vendu estoit. Si sçachez que qui ce veut faire, il conuient qu'il soit descendant du lez & costé dont l'heritage ainsi vendu vient & descend, & le plus prochain du lez & costé que l'heritage ainsi vendu vueille demander par proximité.

Que le plus prochain à la proximité.

Car si l'aduenoit qu'un prochain demandast à r'avoir heritage par proximité, & dedans le temps que demander le peut par la coustume locale, un autre parent plus prochain au vendeur du lez & costé venoit en Cour pour demander icelle proximité, sçachez que le plus prochain l'auoit par loy. Mais si tant attendoit que le temps de demander la proximité selon la coustume du lieu fut passé, à tard y viendroit & le r'avoir le premier demandeur de ladite proximité.

Comment on doit demander proximité.

Et pour ce demander qui douement le veut faire, il conuient ce faire dedans le temps que la coustume du lieu & court dont l'heritage est tenu, le desire à faire; ou autrement à tard y viendroit, & en conuient faire plainte à loy, si c'est en lieu où on yse par conuente de loy: & si c'est

en Cour où on vse deuant iuge par commission, faire le conuient par commission & par adiournement à certain iour, auquel iour conuient la demande ramener à faict, & offrir telles mailles & deniers, que monte la vente de l'heritage ainsi demadé par proximité en deniers prompts & comptans : car ainsi le requiert la coustume à ce introduicte, ou autrement seroit la demande moins que suffisamment ramené à faict, car l'acheteur ne doit plus auant aller pour les deniers auoir qu'en iugement s'il ne luy plaist, & la plainte iugée par loy, ledict demandeur doit faire à loy veue de l'heritage ou heritages demandez de piece en piece, auant l'octaue que la partie doit estre adiournée à la quinzaine, & hors octaue, & doit estre route fraude ostée de ce, & tout dol, & toute deception : & pour ce plus atteindre, & que fraude trouuée n'y soit, si celuy qui demande la proximité, requiert en iugement que le vendeur & acheteur soient contraincts par serment de dire la verité, de la forme & maniere de la vente, iurer en doiuent solennellement, & dire toute la verité, à fin que le demandeur de ladicte proximité puisse voir & scauoir la forme du marché : & tout ce que traicté en fut, & fut ce introduict pour la malice de tels vendeurs, qui pour oster la proximité le font les uns à voyages, & puis le treffons, car si ce est trouué faict par vn mesme denier à Dieu, & vne seule personne, fraude si embat pour oster la proximité. Ou encore le treffons à vn autre, puis que ce seroit trouué que ce seroit faict par vn seul homme en conclusion à demeurer voyage & treffons. mais s'il estoit trouué que ce fust par deux deniers à Dieu, & à deux personnes, l'un pour le voyage, & l'autre pour le treffons, chacun à part soy & sans fraude : tel marché est dict sans fraude, & est à tenir, & n'y est point de proximité à demander quant au voyage. Mais encore cher il proximité sur le fons qui demander le voudroit, à prendre apres le voyage ainsi & sans fraude faict & vendu comme dit est, car le droit de proximité fut introduict à fin que les heritages n'ellongassent mie leur droicte ligne, pour la vente du possesseur, puis qu'il seroit prochain, que pour tels mailles & deniers que vendu seroit l'heritage, le voudroit rauoir quant au fons, & à la propriété, car^b en voyage n'a point de proximité, pour ce que ce n'est vendu qu'à temps : & le temps passé la propriété en peut retourner au droit hoir, & pour ce sur voyage ne l'assiet sur proximité. Et ainsi a-il esté iugé en la Cour de Parlement, entre certaines parties, en l'an mil trois cens quatre vingt & vn. Et ce s'appreuue par la loy escrete.

Eacis quæstionem Masue. in tit. de retract. an si ille ad quem spectat usufructus alicuius possessionis, emerit proprietatem, propter quod usufructus sit consolidatus proprietati, & proximior petat retractum rei venditæ: utrum fieri debeat remanente apud emptorem, suo usufructu? Vide ibi per eum: que quæstio non est omnino dissimilis huic dicto. & d'autres coustumes pour ce l'article cent quatre vingt & vn, au tilre de retract lignager, des coustumes de Paris.

Additio:

Toutes ces additions marquées [] ne sont au liure escreit de la main : & au lieu d'icelles y a d'autres coustumes, & des articles qui sont icy omis.

Additio.

Adde etiam de venditione facta sub pacto legis commissaria vel aditionis in diem, vel de retrahendo, an currat tempus retractus à tempore dictæ venditionis, vel à tempore finis pacti, pro hoc decisionem Parlamen. Delphinat. quest. 258. ubi adducitur text. in l. 2. §. biduum. ff. quando app. fit. Boerium in consuet. Bitur. tit. de consue. retract. §. 1. in fine glos.]

Additio.

Coustume de Paris.

La coustume de Paris, art. 130. porte que l'an du retract li- gnager ne court, sinon depuis l'infodation ou saisine faite ou prise par l'acheteur.

[Par la coustume de Paris on peut demander le retract dedans l'an de la vendition, ou dedans l'an de la saisine & infodation prise par l'acheteur de la chose que l'on demande à avoir par retract, & ne court ledit temps, sinon depuis l'infodation ou saisine : & d'auantage par ladicte coustume le plus prochain n'emporte pas le retract, mais celui premier qui preuient en adionnement sera preferé à tous autres, posé qu'ils soient plus prochains parents du vendeur.]

Coustume de Chartres.

Additio. En la coustume de Chartres imprimée: Cest article ne se trou- uet; mais elle porte art. 3. s'ilre de retract, que l'an & iour du retract est de la possession réelle & actuelle.

[Par la coustume du Duché & Bailliage de Chartres, le lignager doit demander dedans l'an & iour le retract : & si le retrayant se laisse mettre en comparuit, l'un des lignagers pourra estre subrogé au lieu à pourchasser le retract.]

[Item tu vois qu'en matiere de retract, il y a difference selon la constitution des lieux qu'il faut garder quant à ce.]

[En matiere de retract ay ven ce different, qu'un acheteur fut mis en procès en matiere de retract lignager par un quidam, l'acheteur fist serment qu'il auoit desboursé la moitié des deniers de la vente, & que pour l'autre moitié il auoit constitué rente. Or la coustume du lieu disoit que dedans douze heures le retrayant doit rembourser. Offroit iceluy demandeur en retract à deniers descouuers ladicte moitié, & que pour l'autre moitié, attendu qu'il auoit achepté ladicte rente, luy en offroit fournir transport & cession. Le Iuge combien qu'il n'eust esté contesté sur ladicte coustume, ce neantmoins appoin- ta les parties à informer: dont fut appelé à la Cour : & fut mise l'appellation de ce dont auoit esté appelé, à neant, sans amende ny despens, & ordonné que ledict retrayantourniroit dudit transport ou defend, dedans huitaine, & satisferoit promptement à ladicte somme de deniers.

-Additio.

Item aduenant le cas que l'acquéreur mette en procès le vendeur à fin de luy bailler & liurer la chose ou heritage vendu, sçavoir si pendant le procès le temps de retract doit courir. & videtur quod currat, quia est venditio facta, & rem venditam esse sufficit, argumen. C. de rescindend. vend. l. Licet. 2. In contrarium posset dici quod ex quo dominium nō est translatum in emptorem, non debeat currere. de huc not. in l. Maiores. C. de inofficio. testu.]

ANNOTATIONS SUR LE TITRE

SOIXANTE ET DIXIESME.

PLVSIEURS



LV SIEVRS ont escrit du retraict lignager, & entre autres Tiraquean, & ceux qui ont escrit sur les coustumes de diuers pais & provinces de la France. Nous en auons amplement discours sur la coustume de Paris, aux memorables & autres liures. Ce droit aux anciens liures de pratique, & des coustumes se nomme retraict de premesse, qui signifie proximite, comme la diction presme, le prochain lignager, & souuent l'Auteur use dudit mot, comme aussi il se lit au liure escrit a la main, au lieu, de proximite. Il est appelle par les Grocs ius *proximitatis*, duquel est traicté in Nouel. Constantini Imperatoris Porphyrogeniti, qui est a la fin d'Ecloga basilicon, & en celles de Romanus Senior, & de Frideric. Autresfois les sieuts de l'Empire Romain en auroient use, mais il a esté depuis reuocqué, l. Dudum. C. de contrahend. empti. toutesfois nonobstant ladicte constitution il a esté remis en usage, tant en Italie, aux Gaules, qu'aux autres pais. De la coustume de France pour ledit retraict, fait mention Faber in §. si plures Instit. de legit. agnat. success. & Masuerius tit. de retractu. & est ledit droit pour le regard des heritages assis en France, tellement propre aux François: qu'un estrangier, encores qu'il fust proche lignager du vendeur ne seroit receu a retirer l'heritage par luy vendu, vt scribit Baro lib. 4. de beneficijs, ex l. Quidam. D. de pæn. l. In orbe. D. de statu homin. l. i. C. de hæred. Instit. & al. Pour le temps que l'an & iour du retraict lignager commence, & pour la preference des lignagers, qui y veulent venir, & pour les solemnitez requises a faire la poursuite du retraict, & le temps de consigner par le retrayant, y a grande diuersité de coustumes, comme peuent observer ceux qui en ont quelquefois a faire. Mais pour le regard de ce que lesdictes coustumes portent, comme aussi l'Auteur escrit, que le parent & lignager du vendeur, du costé & ligne dont est venu & escheu l'heritage, est receu au retraict lignager, il le faut entendre, qu'il suffist estre lignager du vendeur, encores que le retrayant ne soit descendu de celuy qui premier a acquis l'heritage, comme il est bien interpreté par la coustume de Paris, article cent quarante & un, & trois cens vingt neuf, & a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour, en ladicte coustume, celles de Meaux, Clermont en Beauuoisis, & autres: dont j'ay remarqué deux arrests. L'un du huitiesme Mars, mil cinq cens soixante & un, & l'autre du dix-huitiesme May, mil cinq cens quatre vingt deux. Ce que tesmoigne aussi Molinens ad quæst. 87. Ioh. Galli, & y en a encores arrest de l'an mil cinq cens quarante cinq. Quant a ce que l'Auteur escrit de la preference du plus proche lignager, il parle selon quelques coustumes: mais par celle de Paris & autres, le premier qui fait adiourner en retraict doit estre preferé a tous autres, posé qu'ils soient plus proches parens du vendeur: toutesfois si deux ou plusieurs lignagers estoient concurrens en mesme temps, i'estimerois que le plus proche deuoit estre preferé: encores qu'aucuns estiment qu'ils puissent estre esgallement receus au retraict, iuxta l. Si hominem. §. ult. D. de positi. Qui voudra voir plus amplement de ceste matiere

Ggg

il peut lire les *Autheurs dessus nommez*. Choppin sur la *coustume de Paris*. & autres.

b Le semblable est porté par la *coustume de Paris*, article cent quarante sept, que si aucun vend l'usufruit de son propre heritage à personne estrange, ledit usufruit ne chet en retrait. qui est bien interpreté par la *coustume de Melun*, article cent trente deux, mais si apres il vend la propriété au mesme acheteur, le tout sera retrayable : & s'il vend ladicte propriété à autre qu'à celui auquel il a vendu l'usufruit, ou qu'il la vende retenant à soy ledit usufruit, telle propriété tombera en retrait. Les additions qui sont adionstées à la fin de ce titre ne sont de l'Autheur, & ne se lisent au livre escrit à la main, comme j'ay marqué en marge : ains au lieu d'icelles sont inferez des articles des *coustumes de Tournay, de Gand, & autres du pais bas* : & des *formulaires de commission & rescription de Sergent pour le fait du decret*, que on pourra adionster à la fin du livre.

DES CHOSES VENDVES QVI VONT A RVINE.

AVANT QUE LIVREES SOIENT.

TITRE LXXI.



A loy dict que quand marché est fait par vente & par achat d'aucune chose : si tost que le prix est accordé, & denier à Dieu donné, la vente ne se peut deffaire si n'estoit que ce fust par le consentement de vendeur & d'acheteur, & ne peuvent l'un sans l'autre, car si l'un se vouloit repentir, si ne pourroit ce faire, si tous deux n'en estoient d'accord. & pour ce si tost que contract se fait d'entre deux parties, il conuient par la loy es-

*Vide. l. 1. & 2.
C. quand lic. ab
empt. disced.*

crire que tenu soit comme chose ferme & tenable. *C. de actionibus empti & vendi. l. Venditi actio.* Si s'ensuit que supposé que la vente soit faite si comme dict est, avant que la saisine propriétaire en soit baillée par le vendeur à l'acheteur par loy, si comme *coustume locale* le desire & enseigne à faire, si aduient que par aduventure de feu ou d'orage de temps, ou de cheuachée de Prince, la chose qui seroit achetée, allast à ruyne ou à perdition sans la coulpe du vendeur : sçachez que le dommage en est à l'acheteur combien qu'encore n'eust payé les deniers de la chose vendue, ou qu'en possession n'en fust mis, si comme dict est : & nonobstant que du marché n'en fussent les lettres & escrits faits ne liurez. Mais si la demeure du marché liurer estoit en la defaute du vendeur, & sur ce le peril aduint en la chose vendue : lors ce seroit sus le vendeur, & non pas sus l'acheteur. *C. lib. 4. Rub. de periculo & commodo rei vendite. l. Post perfectam venditionem. & l. Cum speciem venditam. Et*

Inst. i. lib. 4. de emptione & venditio. §. Cum autem emptio. & §. sed si post venditionem.

De chose mobile.

Item en chose mobile s'il aduient que le vendeur ait fait marché expres à l'acheteur, & de la chose vendue la demeure du liurer le marché n'en soit au vendeur, sçachez que si la chose vendue empire depuis, ce demeure au peril de l'acheteur, & de riens au peril du vendeur. Et si c'estoit chose qui se liprast par mesure, & l'acheteur depuis la vente faite print les clefs & la garde de la chose vendue : si depuis la vente elle empiroit, si seroit-ce au peril de l'acheteur & non du vendeur. Mais si la garde ou les clefs ne prenoit l'acheteur, ce demeureroit au peril du vendeur. *C. lib. 4. Rub. de periculo rei vendita. l. Cum inter emptorem & venditorem.*

De chose vendue par execution.

Et s'il aduenoit que la chose qui vendue seroit par execution de iustice, c'est à sçauoir par encheres & subhastations, la maison ou la chose vendue allast à perdition par feu de meschef, ou par fouldre d'orage, ou par ost, ou par cheuachée de Prince, sçachez que non-obstant que le marché de la vente faite par certain prix & denier à Dieu donné, semble estre contract de liberale volenté, comme dessus est dict : Toutesfois pour-ce que le marché n'est pas fermé, pour ce qu'encheres s'y font, & qu'on ne sçait encore à qui il demeurera, ne qui sera le dernier encherissant, le peril de la chose vendue demeure sus la chose, & non sus l'acheteur iusques à tant que les criées & subhastations seront passées, & que commission iteratiue doit estre leuée pour bailler la possession à l'acheteur, & luy faire vider sa main des deniers que monte la somme des achat & vente de la chose vendue. Si n'estoit que par le vendeur ou pour la cause de luy eust debat ou opposition en la chose vendue : car durant icelle, & iusques à ce que déterminé en seroit, ce seroit au peril du vendeur, & non à l'acheteur. Et si par le costé de l'acheteur venoit le contredit ou opposition, iusques à ce que déterminé en seroit. Et ainsi fut-il conseillé par les sages Aduocats & Procureurs en Parlement, & par especial par Monseigneur le Chancelier de Bourgogne, appelé Monseigneur Iean Cannart.

A qui doient appartenir les fruits de la chose vendue.

Et s'il aduenoit qu'en la chose vendue aucun emolument ou autres exploicts y cheissent à leuer & percevoir depuis le marché de la vente faite, si comme dict est, iusques au liurer la possession propriétaire, si comme dessus est dict, sçachez que si c'est vête faite de pure & liberale volenté & cōsentemēt d'entre le vendeur & l'acheteur, tout le profit venant depuis la vête de la chose vendue, appartient à l'acheteur, iacōit ce qu'encore n'en soit en vête n'e possession corporelle, n'elcrit sur ce fait ne liure, mais si c'estoit fait par vente qui se fist par encheres, & par execution de

Ggg ij

iustice, lors n'en appartiendrait l'emolument iusques à ce que le decret seroit baillé & scellé, & la possession baillée à l'acheteur par vuidant l'ancien des deniers de la vendue. *l. Fructus post perfectam. C. de actio. empt. & vendit.*

Exemple sur ce.

Le tiers iour ou environ deuant la saint Jean, vne maison fut vendue par liberal consentement d'entre vendeur & acheteur, auant les criées dudit vendage. la saint Jean eschet que le loyer de ladicte maison eschet à payer, ou doit estre payé. Auoir le veut l'acheteur, pour-ce qu'il dict qu'à luy appartient comme apres vente & marché fait de libérale volonté, le vendeur disant du contraire, & qu'encores n'a-il fait vest ne possession baillée. Dict fut par les sages coustumiers de Parlement qu'à l'acheteur appartient. mais si c'estoit par vente de r'encheres & par execution de iustice, non, iusques à ce que les subhastations seroient passées & le decret scellé comme dict est dessus, puis que l'emolument demandé & contencieux seroit aduenu depuis le iour de la vente faite. mais si c'estoit chose en estre au iour de la vente ce demeureroit au profit de l'acheteur, si comme si c'estoit d'un champ de vignes qui fust vendu la raison arognue, ou vn iardin chargé de fruit, ou vn champ lors aduestu de la vesture qui fust yssue & leuée hors de terre, lors demeureroit ce à l'acheteur. suppose que par r'enchere se vendist. Car dès le iour de la vente la chose en estre est tradible. *C. lib. 4. R. de actionibus empti & venditi. l. Si traditio rei.*

Item si comme dict est que le dommage si appartient à l'acheteur, quand par le vendeur ne demeure que liuré ne soit dedans le temps deu: aussi dois scauoir que si profit y a, ce appartient à l'acheteur aussi bien que fait le dommage. *de regulis iuris. Qui sentit onus sentire debet & commodum. Et C. lib. 4. R. de acti. empti & venditi. l. Sicut periculum.*

De grain vendu à iour.

De l'actio quanti plurimi, & de l'estimation de la chose vendue a esté traitté cy dessus.

Item dict la loy écrite que si par la demeure du vendeur tient que la chose vendue n'est liurée au iour nommé, ce demeure au peril du vendeur, suppose que ce fust en grain qui monta depuis le iour de la vente iusques au iour que liuré deuoit estre, si liuré estoit audit iour, il n'y cherroit point l'action de *quanti plurimi*, mais depuis le iour, si liuré n'estoit lors y cherroit l'action de *quanti plurimi. l. Si traditio. C. de actio. empt. & l. 2. C. de peric. & commod. rei vend.*

De bestes vendues.

Item dict la loy écrite que si les bestes qui sont vendues à liurer à iour, si auant que liurées soient, elles faonnoient, les faons seroient à l'acheteur parmy le premier achat. *l. Post perfectam venditionem. C. de actio. empt.*

Des lettres parlans sur le nom d'autre que de l'acheteur.

Et si l'aduenoit qu'aucun achetast de ses deniers aucune tenure, & sur faire les escrits, aucun autre y fust denommé acheteur qui eust la chartre de l'achat, & par ces en voulsist dire Seigneur, pour-ce qu'il auroit la chartre par deuers luy, sçachez que pour-ce ne demeure par la loy que la vente ne sortisse effect, & que celui qui ses deniers y a mis, ne doi-

ne demeurer droit Seigneur, si autre condition n'y a entre eux. *C. lib. 4. R. si quis alij vel sibi sub alterius nomine. &c. l. Cum propria pecunia.*

De maison qui durant la vente va à ruine.

Item si l'aduenoit^d que la maison mise à vente & à criées par subhastations tournast à ruine, auant que l'acheteur la peust auoir en deliure, sachez que pour ce ne demeureroit qu'il ne conuint que l'acheteur la print à sienne, qu'il ne payast les deniers. mais si c'estoit sans sa coulpe, le vendeur luy seroit tenu de remettre en tel estat qu'elle estoit au iour du denier à Dieu donné, ou il payeroit autant moins d'argent, qu'il seroit esgardé par sages à ce cognoissans, qu'empirée seroit depuis. & si c'estoit par sa coulpe ou par son refus ou opposition, ou par sa contradiction dont il eust cause & droit de ce faire: si seroit-il encore ainsi. Et si c'estoit par sa contradiction, qu'il en dechet il n'en auroit nul restor qu'il ne conuint payer les deniers. Et ainsi fut-il dict & iugé par arrest de Parlement, contre vn Bourgeois de Tournay appelé Hue Mouton, qui auoit en celle ville achetée vne maison, laquelle dechet grandement durant les criées par oppositions que plusieurs y firent sans la coulpe de l'acheteur. Il fut dict que pour ledict heritage seroit tenu de payer les deniers de la vendue, mais on luy remettroit la maison en tel estat qu'elle estoit au iour du denier à Dieu donné, où il en payeroit tant moins à l'esgard des sages. *Insti. lib. 3. de emptio. §. cum autem.*

Arrest de Parlement.

[*Arrest de Parlement entre la veufue du Val & autres, par lequel il fut dict que l'appellant seroit vider l'instance qui estoit, à fin de distraire la moitié de la Seigneurie qui auoit esté mise en criées par l'adite veufue du Val, dedans trois mois, & qu'en default de ce faire, l'adite Seigneurie seroit créée pour la moitié, cōbien que ce fust au grand preiudice de celui sur lequel on crioit: mais toutesfoiz ce ne doit pas empescher que le creancier ne soit payé, & qu'il ne face faire lesdites criées pour estre payé de sa somme. & estoit le fait tel, que l'adite veufue pour estre payée de quelque somme de deniers, elle auoit fait mettre en criées quelque Seigneurie, ausquelles criées quelque quidam s'opposā à fin de distraire la moitié de l'adite Seigneurie: nonobstant laquelle opposition à fin de distraire, l'adite veufue du Val requist que l'autre moitié qui estoit clere, fust créée: ce qui fut ordonné estre fait par le Preuost de Paris, dont il y eut appel. l'appellation en ce dict a esté mise à neant: & ordonna l'adite Cour que celui sur lequel on crioit, seroit instruire l'instāce qu'en suit, à fin de distraire.]*

Addition: qui n'est au liure écrit à la main.

De vendre par iustice pour plus d'argent que ne monte la somme contenuë en l'obligation.

DE vendre^e par execution de iustice pour plus d'heritage que ne monte la somme contenuë en l'obligation. il aduint en l'an 1384. qu'un Cheualier d'Amiens estoit obligé en la somme de deux cens liures enuets vn Bourgeois dudit lieu d'Amiens sur lettres de baillé. Le Cheualier fut refusant de payer: pourquoy il conuint que ledict Bourgeois fist executer ledit Cheualier. Aduint que le Sergent à qui l'executoire s'adressa, l'auança de vendre deux fortes maisons que le Cheualier auoit te-

Ggg. iij.

nuës tout d'un fief & d'un Seigneur: & qui esbrancher ne se pouvoient. Et monta la vendue à deux mille liures, & le Cheualier n'en deuoit que deux cens. Quand le Cheualier vit qu'on vendoit ses maisons iusques à si grand somme, qu'à deux mille liures pour deux cens liures seulement qu'il deuoit, il s'opposa à la vendue: & par ce fist tout cesser. Et ce fist-il par un mandement dont l'opposition alloit en Parlement. Au iour assigné, le Cheualier soustint son opposition, disant que raison ne pouuoit souffrir que pour la somme de deux cens liures fussent vendues deux maisons, & la terre à ce appartenante qui bien valoient deux mille liures ou plus, & qu'ainsi fust desherité & mis hors de la terre qui luy venoit de son patrimoine: pourquoy, &c. Le Sergent & son maistre soustenans leur execution, & disans que faire & soustenir se pouuoit par plusieurs raisons. La premiere si estoit que par les lettres obligatoires ces mesmes heritages y estoient obligez & hypothequez: pourquoy, &c. L'autre raison si estoit que tout estoit d'un fief, en un seul corps d'un seul tènement, d'un seul relief, d'un seul hommage, & d'un Seigneur tenu, car par ce ne si pouuoit diuiser ne departir, ne riens n'en pouuoit estre escliché, pourquoy le Sergent executeur en peust riens vendre n'esclicher quelque part séparément, ne rente, n'assenne sur ce faicte par la raison que c'estoit fief. pourquoy veu que ledict Cheualier n'auoit autres heritages qui se peussent mettre à vente, ne biens meubles qu'assenfer voulist, droit vouloir que l'execution commencée se parfist & s'enterinast, nonobstant l'opposition faicte sur ce. La troisieme raison est que le Sergent auoit le Cheualier sommé à toutes les solemnitez de l'execution, c'est à sçauoir au premier si payer vouloit au denier à Dieu receu, si r'achepter le vouloit. A la premiere criée si riens plus vouloit dire, & nonobstant tout ce ledict Cheualier auoit tousiours vsé & laissé passer, sans autre chose dire qu'opposition friuole: & par plus forte raison encore le sommoit ledict Sergent, que si autre chose vouloit dire, qu'il le dist. Ou si autre chose de ses biens sçauoit ou vouloit assenser, qu'il le dist: & ledict Sergent estoit tousiours prest de condescendre à quelques biens qu'il luy vouloit mettre auant qui fussent à luy appartenans, pour oster que lesdicts heritages, pourquoy il s'estoit opposé, ne fussent vedus: si non, ledict Sergent & son maistre disoient que l'execution par eux encommencée si se deuoit parfaire, nonobstant opposition faicte par ledict Cheualier, de laquelle il deuoit estre debouté, avec condamnation de despens & amende de fol opposant. Ledit Cheualier duplicant & disant du contraire, &c. Tout veu, il fut dict par la Cour de Parlement, & par arrest, que l'execution encommencée se parferoit, & que puis que ledict Cheualier auoit esté sommé, & que ledict fief ne se pouuoit esbrancher ne desseuer, vendu seroit au plus offrant & derrain encherisseur. Et le residu de la vendue, le creditier payé avec despens raisonnables, seroit rendu par bon compte faisant audit Cheualier. Et fut ledict Cheualier condamné es despens, &c. Pourquoy il semble que si autres biens peussent auoir esté trouuez, ou que l'heritage fust partable, on ne doit ne peut vendre plus que pour auoir la.

Arrest de Parlement.

homme obligée qui sagement veut faire. Et ainsi en ay-je veu iuger l'opinion de tous les sages à qui i'en ay demandé. Car de moins qu'on peut on doit adomager le detteur, & toutesfois faut-il que satisfaction soit faite, comme dessus auez ouy, avant sur tout en heritage quel qu'il soit. Car pour faueur ne peut on ny ne doit aucun tenir en tort que solution ne s'en face puis qu'à iustice est requise.

ANNOTATIONS. SVR LE TILTRE

SOIXANTE ET VNZIESME.

LAY parlé cy dessus de la question qui est icy traitée: mais la dispute est si l'acheteur est tenu du peril, auparavant la tradition de l'heritage à luy vëdu. Car la difficulté est plus grande pour la chose immobilière: toutesfois par la reigle generale de droit, le peril appartient à l'acheteur, si tost que la vendition est parfaite, encores que la tradition ne luy en eust esté faite: comme escrit disertement Iustinian, §. cum autē Instit. de empt. & vendit. ce qui est confirmé, l. 7. 8. & 11. D. de peric. & commod. rei vend. l. 1. 4. 5. & 6. C. eod. l. Si in emptione. §. pen. D. de cōtrah. empt. l. Cum emptor. §. 1. D. de rescind. vend. & al. & d. l. 4. dict en ces termes, cum inter emptorem & venditorem de pretio convenit, moraque venditoris in traditione non intercessit, periculo emptoris rem distractam esse, in dubium non venit. Mais semble faire au contraire l. Si fundus. D. locati. toutesfois on peut répondre, comme a bien observé Accursius, qu'elle parle en un cas particulier, quand l'heritage a esté fait public, devant la tradition, soit qu'on vœuille ainsi interpreter publicatus fuerit, ou pour avoir esté confisqué; Car telle publication est presmée estre faite à cause du vendeur, & non de l'acheteur, qui n'estoit encores possesseur du fonds ou heritage vendu. Quand ie dis le peril estre de l'acheteur, j'entends qu'il doit payer tout le prix, ou s'il l'a payé, qu'il ne le peut repeter, soit que la chose soit perie du tout, ou diminuée. Et quant aux meubles n'y a doute, que si tost que le marché est conclu & arresté par convention de prix, le peril n'appartienne à l'acheteur, mesme devant la tradition, si le vendeur n'est en demeure, l. ult. C. de pericul. & commo. rei vend. sinon aux cas qui sont traittez in l. 1. 2. & al. D. eod. & l. 2. C. eod. dont j'ay traité cy dessus. Ce que j'ay dict du peril de l'heritage vendu qui doit tomber sur l'acheteur, se doit entendre de la vendition volontaire: Car quant à celle qui se feroit par adiudication par decret, ie serois bien de l'opinion de l'Authheur, que l'adiudicataire ne fust tenu du peril & danger, iusques à ce que l'heritage luy eust esté adiugé & delivré: encores qu'auparavant il eust mis son enchere, sur laquelle l'adiudication eust esté faite: par ce que iusques à la delivrance faite par le Iuge, par la prononciation qu'il en fait en iugement, l'enchereisseur ne peut estre reputé propriétaire, & seigneur de la chose.

b La distinction que fait l'Authheur entre la vendition volontaire, & l'adiudication par decret, est fondée en la disposition de droit pour les fruits de la chose vendue, lesquels en vendition volontaire, encores que lors d'icel-

le ils soient meurs, & prests à recueillir, appartiennent à l'achepteur, l. Iulianus. §. si fructibus. D. de act. empt. l. Fructus. C. eod. Mais quant à l'adiudication par decret, les fruits perçus par le commissaire pendant les criées, demeurent au propriétaire, & n'appartiennent à l'achepteur, lequel ne peut pretendre les fruits de la chose adingée, iusques à ce qu'il ait satisfait à la condition de l'adiudication, à sçavoir de consigner. l. Valerius. D. de iure fisci. iuxta §. Venditiz. Instit. de diuis. rer. Toutesfois si le prix de l'adiudication ne suffit aux creanciers, lesdits fruits leur seront adingez, comme procedans du gage iudiciaire, qui se fait à la conseruation des droicts d'iceux.

c Faut ainsi entendre la l. Cum propria pecunia icy alleguée, que celuy qui a achepté de ses deniers quelque heritage, sous le nom d'autrui, auquel il auroit baillé le contract de l'acquisition, & qui s'en seroit mis en possession, peut seulement agir par action personnelle à l'encontre de celuy sous le nom duquel il auroit fait ladicte acquisition, à fin de luy en rendre & restituer la possession avec les fruits, qu'on peut prendre pour exemple de la condition appelée triticiaria. Car il ne peut auoir action réelle, d'autant qu'il n'auroit en tradition de la chose acheptée, l. I. C. eod. Mais par le droict François y auroit de la doute si l'on n'auroit contre-lettre de celuy qui est denommé audit contract de vendition, à cause de l'ordonnance de Moulins, & si l'on denioit le fait du demandeur, il luy faudroit obtenir lettres royales, fondées sur le dol d'iceluy, ou autres moyens de droict.

d Il confond icy la vendition volontaire avec l'adiudication par decret: & le §. cum autem. Instit. de emptio. parle de la vendition volontaire, laquelle est parfaite incontinent qu'il auroit esté conuenu du prix, & dès-lors le peril appartient à l'achepteur, comme nous auons monstré cy dessus. Mais pour le regard de l'adiudication par decret, le peril de la chose saisie & mise en criées n'appartient à celuy qui auroit encheri, iusques à ce que l'adiudication & deliurance luy auroit esté faite, par-ce qu' auparauant il n'est propriétaire & Seigneur de la chose: & par conséquent ne peut estre tenu de la perte & danger. L'arrest icy adiousté est notable, en l'espece de l'opposition à fin de distraire la moitié de la terre ou heritage mis en criées, car encores qu'il se puisse mieux vendre en total, que ne feroit la moitié indiuisée, enquoy consiste l'interest du detteur: si est-ce que puis que la moitié est rendue litigieuse, si le detteur saisi ne fait vider l'opposition à fin de distraire dans certain temps, à luy prefix, il est bien raisonnable de vendre l'autre moitié qui est claire, pour l'interest des creanciers.

e L'usage de l'arrest icy recité est maintenant obserué, mesmement apres l'ordonnance de Moulins, qui permet d'accumuler plusieurs moyens d'exécution; iusques à ce que le creancier soit payé: tellement que le creancier peut faire executer les meubles de son detteur, & saisir & mettre en criées ses terres & heritages, encores qu'ils soient de plus grande valeur que sa dette: & n'a le detteur autre moyen pour empescher la vente, sinon qu'en payant: comme il a esté sauuent iugé par arrests de la Cour, & qu'il s'obserue à present en pratique.

DES

DES SEIGNEURS QUI VEULENT AVOIR

LES DROICTS SEIGNEURIAUX DES HERITAGES
vendus non vuerpis.

TILT. LXXII.



VCUNESFOIS^a aduient que puis qu'un vendage est d'aucun heritage, supposé que le vuerp n'en soit pas fait, si veulent auoir les seigneurs de quiles heritages sont tenus, leur droicture ainsi comme si vuerp en estoit fait par eux & par leur loy, & pour ce que ceste matiere descend & enfuyt assez les rubriques des vendages dont dessus est touché, ie te veux monstré que sur ce enay ouy & veu par les sages tant en droict Ciuil, comme en droict Canon. Sifçachez que selon la loy escrite, & selon raison (à laquelle chose il conuiét que toute chose raisonnable se rapporte, ou autrement elle seroit corruptible, & non pas coustume tollerable) si tel deu de marché d'heritage est traité ou fait, jaçoit ce que le denier à Dieu en soit donné, & le marché promis à faire, toutesfois le vest & deuest n'est pas fait, ne l'heritage cogneu deuant le seigneur: pour tel marché ainsi fait, deuisé ou traité, le seigneur n'y a que demander deuant que desuest & aduest soient fais deuant luy & ses hommes. Car deuant ce n'est que marché deuisé, ne deuant ce que par loy soit fait n'est l'heritage à l'acheteur. Et s'il aduenoit que le marché deuisé & traité & ainsi fait comme dict est, sans estre recogneu deuant loy, les parties si repentent & ne voulsissent proceder auant en l'adheritement faire, pour ce ne les pourroit ne deueroit le seigneur traiter à amende ne à droicture, car repentir se peuvent quand il leur plaist, iusques à ce que deuant le seigneur soient venus recognoistre: ne deuant n'y peut demander quelque droict à cause de sa seigneurie.

Exemple sur ce.

Il aduint qu'un appelé Iean des Pierres Desplechin en Tournes, vendit à un autre appelé Collart du Bos trois Bóniers de terre arable à la mesure du lieu: & furent d'accord du prix, & des payemens & le denier à Dieu donné, & tant fais sur ce parties d'accord que le seigneur fut requis pour faire l'aduest dudit heritage, & au vendeur voulsist faire court: laquelle chose fust faire. Aduint que les parties ne furent pas d'accord dudit marché, & ne voulurent aller plus auant. Et quand le seigneur vit ce, il voulut auoir sa droicture d'yssuë & d'étrée, & tout tel droict que si l'aduest & deuest eust esté parfait, disant qu'en luy ne demeureroit: & que le marché estoit fait & passé, puis que le denier à Dieu auoit esté sur ce receu du vendeur, marchez & feurs fais nommez & declarez sur ce & les par-

H h h

ries d'accord, & que pour la repentise & debat des parties il ne deuoit perdre sa droicture, & en fist le seigneur plainte à loy. Les parties disans du contraire, par ce qu'ils disoient puis que desuest & aduest par loy n'en estoient fais, suppose que le marché eust esté contracté si comme dit est, consenty & accordé des parties: toutesfois riens n'en auoit esté faict ne passé à loy, dont hommes ne seigneur eussent esté embesoignez, ne fait coniuere ne semonce de loy: pourquoy le seigneur à mauuaise cause s'en estoit plaint, & faisoit demande de ce. Tout veu, il fut dict par les sages cleres en droict, & par sages coustumiers du pays la chose bien considérée & mise en debat de plusieurs, jaçoit ce que plusieurs seigneurs se fussent aucunesfois fait payer de leur droicture en cas pareil, que le seigneur n'y auoit droict ne droicture aucune: & que puis qu'ils n'estoient venus iutques à deuest & aduest, le seigneur n'y pouuoit riens demander. Mais pour ce qu'à leur requeste les homes de la Cour auoient esté assemblez, ils deuoient auoir leur iournée, s'il leur plaisoit, & telle iournée qu'ils ont accoustumé à auoir quand ils sont appelez hors iour de cour. Et si c'estoit en iour de cour, riens n'en deuoit auoir, & de ce seroit tenuë la partie en qui faute la chose seroit demeurée, si d'accord n'en estoient. *de hoc verbo Salice. in l. vlt. C. de In. Emphyt.*

*Le seigneur ne
peut demander
son droict que le
deuest & aduest
ne soit fait.*

*Exemple de droicture composée au seigneur, & puis non
faire le uerp.*

Exemple sur la rubriche dessusdite en trop plus forte raison. Il aduint qu'un appelé Vincet de Comines vendit vne terre qu'il auoit située dessous le seigneur de Rume en Tournes, à un appelé Jacques de Grantmont. Le marché faict & le denier à Dieu donné d'entre icelles parties, ledict Vincent vendeur pour auoir meilleur marché de la droicture du seigneur traita & composa tant audict seigneur de Rume, que de xvj. liures de droicture qu'en deuoit auoir ledit seigneur, il luy quitta pour six liures: & ainsi fut d'accord le seigneur audit Vincent. Aduint que les parties ne furent mie d'accord, & faillit le marché. le seigneur voiant que le marché d'entre lesdites parties estoit failly, si traist en cause ledit Vincet vendeur les pour auoir six liures, dont il estoit composé à luy pour faire le deuest & aduest dudit heritage, & de ce le causa par deux raisons. L'une si estoit par le general droict qu'il disoit auoir en ce, que marché d'heritage tenu de luy estoit fait & passé, iusques à denier à Dieu donné d'entre les parties, pourquoy auoir deuoit son droict seigneurial tout acquis & tout net, puis, que si auant est ou contract, & en deuoient les parties estre contraintes à iurer, & par especial le vendeur du prix dont il deuoit auoir la droicture de. &c. L'autre raison si estoit que ledit Vincent si en auoit traité & composé à luy par especial & fait certain conuent en la somme de six liures, dont le seigneur luy auoit faict tres-grand grace, pourquoy tenu estoit. &c. Ledit Vincent disant du contraire, & par plusieurs raisons, car si marché auoit esté faict d'entre les parties, si n'estoit il mie passé à loy, ne deuest ne aduest faict, parquoy le seigneur n'y eust aucun droict. Et si traité & composé auoit avec luy pour ce en la somme de six

liures, si auoit ce esté esperant que le marché se parfist & passast à loy de deuest & aduest, laquelle chose n'estoit pas aduenüe, pourquoy le seigneur à mauuaïse cause le tiroit en cause: si en deuoit aller quitte & deliure, & ledict seigneur condamné és despens, Tout veul fut dict par sentence en icelle Cour du Roy en Tournesif, par Monseigneur le Baillif de Vermandois que le seigneur de Rume à ce n'auoit caule & supposé que ledict Vincent eust traicté à luy pour ladicte somme de six liures, si estoit il de droict à entendre, que c'estoit au cas que ledict marché passeroit à aduest & desaduest par seigneur & par hommes: car autrement doit estre le traicté nul, par le droict de condition indeuë. Et fut ledict seigneur condamné és despens. &c. Conseillé fut ainsi par les sages Aduocats du Palais à Paris, en Parlement.

Condition non aduenue n'est à observer aussi telle promesse auois esté faicte ob causam, quæ nō erat sequenda.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SEPTANTE DE V X I E S M E.

La dispute a esté grande, si les lots & ventes sont deus des que le contract de vendicion auroit esté fait & passé, ou du iour de la saisine & tradition, ou comme l'auteur parle du iour du uerap fait entre les mains du seigneur, qu'autremēt nous disons de mission ou desaisine & desaisissement: ou quodeuest & aduest en soit faict, comme nostre auteur & autres anciens praticiens escriuent. Je sçay bien ce que Molinens & autres en traittent, mais l'opinion de ceux me semble plus probable, qui estiment iceux estre deus du iour de la vendicion, comme tient Masuerius, tit. de retractu numero 11. arg. l. 1. & 2. C. de rescind. vend. Tiracquellus tract. de constituto. Car c'est à cause de la vendicion, que lesdits droicts sont deus, comme accessoires d'icelle. Et quant à la tradition, elle ne vient qu'en consequence de la vendicion, laquelle ne laisse d'estre parfaite sans la tradition, comme j'ay monstré cy dessus, ex §. 1. & §. cum autem. Instit. de emptio. & al. 11. mesmement si le contract de vendicion est bien faict, selonc le stil commun à sçauoir contenant que le vendeur se seroit dessaisi & deuestu, & consenti l'acheteur en estre saisi & vassu par le seigneur duquel l'heritage est tenu & mouuant. Soit donc heritage fief ou rourier, si la vendicion est parfaite, & contract passé: encorcs que soit le prix n'ayt esté payé, toutesfoi les droicts fiodaux ou seigneuriaux en sont deus, au seigneur: nonobstant que depuis les contractans se soient départis voluntaiement du contract: comme a esté iugé par arrest de la Cour du mois de Iuin. mil cinq cens nonante & un, pour l'Esquesne de Paris: & autre du mois de Iuin, mil six cens deux pour Maistré Anthoine du Clay, Prestost de Clermont en Beauuois, Contre Pierre d'Argilliere. Toutesfoi si la vendicion estoit faicte avec condition resolutive d'icelle, copeme de faire adiuuger par decret dans certain temps par le vendeur l'heritage qu'il auroit vendü: autrement que la vendicion seroit nulle: en deus si les contractans

Hhh ij

s'estoient departis de la vendiſion. le ſeigneur n'en pourroit demander droictz, comme a eſté iugé par arreſt du vingtiſme Feurier mil cinq cens oſt ante ſix. touchant la terre de Torchepot, en Dunois. auſſi d'un contract de vendiſion. reſcindé par Iugement, pour cauſe neceſſaire, comme ſi l'acheteur ayant eſté decen par le dol du vendeur, l'auoit fait caſſer & reſcinder, le ſeigneur n'en pourroit demander les droictz, comme a eſté iugé par arreſt du vintg troiſieſme Decembre, mil cinq cens nonante deux. Entre le chapüre de l'Egliſe de noſtre Dame de Paris, & un nommé Lambert, dont on peut voir Faber. in l. 1. C. quan. lic. ab empt. & in l. vlt. C. comm. deleg. & Choppin ſur les Couſtumes d'Angers & de Paris.

DES RIVIERES COVRANS PARMY LA

TERRE D'AVCVN SEIGNEVR.

TITRE LXXIII.



TE M il aduient en^a pluſieurs lieux que parmy la terre d'aucun ſeigneur iuſticier, ſoit haut ou moié Cour & paſſe aucune riuiera ſoit grande ou petite ou moyenne. ſi eſt à ſcauoir que toutes groſſes riuieres courans parmy le Royaume ſont au Roy noſtre Sire, & tout le cours de l'eauë, & les tient on comme chemins Royaux, ſi comme eſt la riuiera de Seine, la riuiera d'Oiſe, la riuiera de Sôme, la riuiera de Marne, la riuiera de l'Eſcault & autres qui y ſont: mais aux ſeigneurs, parmy la terre deſquels les riuieres paſſent, leurs terres & ſeigneuries vont iuſques en l'eauë, & ont la couppure des ronſſes & arboirie ſ'elle y croiſt ou trailles de neſs ne pourroient paſſer, ſi grand arboirie n'y doiuent laiſſer qu'on y puiſſe trailler. Et ſ'ils ne le faiſoient, les traillieurs le pourroient faire & coupper ſi auant que pour leur dicte traile porter. & ſi la riuiera ſe accroiſſoit par ſon cours d'eauë, ce accroiſt auſſi au Roy: & ſ'elle ſ'appenſſe, ce accroiſt au ſeigneur parmy qui terre elle paſſe ſi comme dit eſt. Et des petites riuieres qui ne portent point de nauire, & qui ne ſont point riuieres telles que deſſus ſont dictes, ſont aux ſeigneurs parmy qui terre & ſeigneurie elles paſſent. / Mais les heritiers qui ſont ioignäs auſdictes riuieres de riuie en riuie ont leur heritage iuſques en l'eau, & toute l'arboirie qui y croiſt, reſerué que la dite riuiera doit eſtre tenue en ſa largeur, qu'elle a eue d'ancienneté: & ſi les ſujets y ſont deſturbance en laiſſant la riuiera remplie & ronſſier, les ſeigneurs en pouuent faire plainte à loy que l'empœchement ſoit oſté, & réparé l'empœchement en dedans quarante iours ſur l'amende. Et doit auoir la moienne riuiera quatorze pieds de large, à prendre les ſept pieds au milieu de la riuiera: & la petite riuiera ſept pieds, à prendre les trois pieds & demy au milieu de celle riuiera. Et y a le ſuſet & le ſeigneur auſſi tout cel droit & ome dict eſt deſſus. Ne n'y pour le ſujet faire cſcuſe, herigole, ne cſcuſe que de

cours de la riuere elle ne ait tousiours son droict cours sur l'amede s'ainsi n'estoit qu'il en eust la grace du seigneur de qui la riuere seroit tenuë sur l'amende. Et le mendre cours d'eauë courtois, si comme rieux de fontaine si est & doit estre de trois pieds & demy de large & par l'ordonance dessusdicte.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE
SEPTANTE TROISIÈME.

Ay monsté cy dessus en ce liure & ailleurs, qu'il y a en France deux especes de fleuves, les uns royaux, & les autres qu'aucuns Seigneurs pretendent à eux, à cause de leurs seigneuries, mais par la cõcession des Roys. Toutesfois par le droict commun du Royaume, tous fleuves navigables sont reputez estre du domaine du Roy, & luy appartenir à cause de sa couronne, comme aussi les Isles, ianeaux, atterrissemens & establissemens estans esdicts fleuves & riuieres navigables & publics ainsi qu'il est porté par les ordonnances royaux, & entre autres du Roy Charles. 9. du 7. Iuillet, 1572. A quoy on peut rapporter quod traditur in ca. vn. Quæ sunt regalia. Mais encorres que tels soyent les droicts du Roy, que nul n'y doine entreprendre, ne sur ce qui est de son domaine: toutesfois ceux qui ont heritages proches des riuieres & fleuves publics, entreprennent sonnent sur iceux, plantans arbres aux riuages, hayes, rousles & espines, qui nuisent quelquefois à la navigation: à quoy les maistres des eäues & forests doiuent pourvoir & remedier, & dõt on peut voir tit. ne quid in flum. publ. & de ripa munienda. D.

S'ENSUIT LA DIFFERENCE DE MEVBLES
CATEVLX, ET HERITAGES. TILT. LXXIV.



Des meubles^a & cateulx, puis que monsté ay des heritages, & des ventes & des achas qui se peuuent faire, dire & monstrier veulx des meubles & cateulx selon l'vsage de court laye. Si sçachéz que pressoir de vin & tout ce qui y appartient qui est enclauë en terre, grands vaisseaux à vin que on ne pourroit mettre hors sans depecher, sont heritage: & si le pressoir est hors de terre, & les tonnes ou cuues telles qu'elles puissent estre mises hors sans depecher: sont tenus pour meubles.

Des arbres portans fruit.

Des arbres^b de bois, sçachéz que tous arbres portans fruit sont heritages, fors cerisier boscage, nesplier, qui ne sont pas entez, sont tenus pour meuble. Pruniers, poiriers, cerisiers qui portent grosses cerises, nespliers entez, vignes, hallos à couper ou à ^{* Au liure escrit à la main à cop-} copper, ceux sont declairez heritages, & tous autres arbres soit en iardin ou dehors, sont tenus pour meubles.

H h h iij;

De bois à taille.

Tous estallons en bois à taille, puis qu'ils ont quarante & vn an ou plus, sont meuble, & en dessous ce sont heritage. Bois à taille de sept ans comme annois, haies de cinq ans, compilles de ballos de trois ans, chesne de gland, sont heritage. Et chesnes qui ne sont de gland dessous cinq ans iulques à * soixante ans sont meuble, & dessous cinq ans, & en dessous * soixante ans sont heritage.

* au livre escrit
à la main y a xl
ans.

Des poissons.

Sçachez que tous poissons de viuier, d'estang ou d'une fosse entour d'une forteresse sont tenuz pour heritage, & tous autres poissons qui ne sont de fosse entour forteresse, cōme de vuez, de flasques ou de riuieres, sont tenuz pour meubles.

En quel temps poisson est tenu meuble ou heritage.

Encore peux & dois sçauoir que poissons de viuier ou estang sont tenus pour meuble, depuis la my-mois de Septembre iulques au my-mois de Mars, pource que c'est temps de pesqueson, mesmement quand c'est en viuier ou estang qui se peut mettre ius par escluse.

Coustume de Haynault.

Et si c'estoit en la Comté de Haynault, supposé que ce fust en temps de pesqueson comme dict est, si ne seroit pas poisson tenu pour meuble, si la buise de l'escluse auoit couru en celuy temps ou commencé à courre: mais demeureroit heritage. Et supposé que en autre tēps la buise eust couru, pource ne seroit pas meuble: iacoit ce que ce fust pour pescher. Et la raison si est, que ce n'est pas temps de peschage.

Des bles, auoines, & autres tremois.

Des vuarifons dois sçauoir que bles verds, auoines, pois, &c. & tous tels ongnemens, tandis qu'ils tiennent à racine, sont & appartiennent à l'heritage iulques à tant qu'ils ont le pied coppé, iacoit qu'ils soyent encore sur le champ, tous sont lors meuble, mais que ce soit coppé en tēps de meurifon, si comme on fait aucunesfois pour bestes, il conuiendroit ce amender à l'heritier qui puis viendroît à l'heritage, si ce n'estoit chose qui de nature se doit copper & manger en verdaine comme drauiere. Et par la coustume de Hainault verds bles sont tenus pour meubles selon la coustume de Mons, & selon la coustume de Valenciennes ce est repuré pour heritage.

Des amassemens en forteresse.

Des amassemens sçachez que chasteau, forteresse, maison seant sur motte enclose d'eäies, & tout ce qui est dedans les murs de vne forteresse ou de la motte, appartiennent à la maison ou chasteau d'icelle, & tous arbres dedans croissans sont tenuz pour heritage: & aussi sont les fossez qui ce encloënt & trois pieds au tour des fossez, & tout ce qui y croist. & si dedans auoit artillerie, si demeureroit ce avec l'heritage. Si feroient les armures du seigneur à la garde de la forteresse appartenans. Et s'en vn pourpris auoit deux mottes tout enclos de fossez, puis qu'il n'y auroit que vne entrée & vne issüe, il n'y cheroit que vne motte ou le chief lieu seroit. Et ainsi fut il dict par arrest de Parlement d'entre le Côte d'Artois d'une part, & le Comte de Cleremont d'autre part. Et en vne autre cause

entre monseigneur Dauxi & madame sa mere, à cause de son douaire, & rendu par sentence de coustumiers au chastel de Lens en Artois.

Des amassemens en platte maison.

Item frauant que le paué d'une maison est, c'est à dire de la salle, de la chambre, la porte, les huys, & le coulôbier sont heritages. Et le demeurant, granges, marefcauchées *, achintes, ou autres amassemens sont tenuz pour meuble: mais s'il aduient que ce eschée à plusieurs hoirs, sçachez que celui qui a le gros de la maison, c'est à dire l'heritage, doit auoir tous les heritages qui sont tenuz pour meuble, pour autel prix que ouriers à ce cognoissans le priferoient en valleur pour emporter hors.

* Marefcauchées, on marefcauchées, pour estables, & ainsi se prend en plusieurs lieux.

Des moulins à vent.

Item peuz & dois sçauoir des moulins: que le moulin à vent, & tout ce qui se meut & tourne à celui moulin, est meuble, & tout ce qui ne se tourne, c'est à sçauoir l'estache du moulin, l'estanfique, & croix qui le porte, tout ce est heritage.

Des moulins à eau.

Du moulin à eau peuz & dois sçauoir, que tout ce qui se tourne & qui se meut si comme la grand roë, l'arbre de la roë, le rouët, le ferrage à ce appartenant, les meules & le trieuille, sont meuble, & tout le demeurant est heritage, si come le sault du moulin, l'estâchement qui porte le moulage soit de bois ou de pierre, l'arche du moulin, la maison d'ôt le moulage est couuert, & qui appartient au moulin tant seulement, car si autre amassement y auoit, ce seroit tenu pour meuble, si come châtre cuisine & autres amassemens, si dehors ladite maison se bouroient ou estoient adioustées: sçachez que on * peut faire moulin sur ce sans le congé & sans le gré de son seigneur. Mais puis que fait est, il ne conuient iamais que cil à qui le moulin est, reprenne grace dudit moulin refaire ne retenir, si il dechet, car ce demeure tousiours moulin, & heritage à celui à qui la terre est, tant que l'estache du moulin demeure droite quant au moulin à vét. Et quant au moulin à eau le sault: & si ce defailloit, le sire du moulin ne le pourroit refaire, sans le gré de son seigneur, qu'il n'encheist en amende à ce ordonnée.

* Mo liere est pris à la main est adionsté, ne: Et qu'il faille ainsi lire, le demontre ce qui suit apres.

Des coulons & coulombiers.

Item le coulombier d'une maison ou manoir est heritage, & les coulons qui dedans sont manans: iacoit ce qu'ils volent au champs de iour en iour, si peuuent estre clamez comme heritage. Mais selon le droit escript s'ils auoient laissé à retourner au coulombier plus de trois iours: ils ne seroient plus tenuz pour heritage, ne ne les pourroit le seigneur du coulôbier plus clamer pour siens.

des coulons, & coulombiers a esté traité cy dessus.

Du four d'une maison.

Item selon l'opinion d'aucuns le four d'une maison ou d'un manoir, est heritage, & le herbergement qui dessous est portant seulement le four à le couurir, & non plus.

Des bestails & volailles.

Item tout le bestail d'un manoir ou amassement est tenu pour meuble.

Et toute autre volaille comme coulons de coulombier si comme dist est, reserué le cheual à l'homme siefué, & reserué selon l'opinion daucuns les deux cignes masle & femelle, qui sont du viuier ou estang par si que ils soient enseignez del'enseigne de celuy à qui c'est le viuier. Et selon l'opinion d'aucuns si ce sont cygnes qui le transportent de lieu en autre sans auoir accoustumance de continuer au viuier dont ils sont enseignez.

Item tout autre iouyel ou hostil: soient d'or ou d'argent ou d'autre matiere, draps de linge, de soye ou de laine: Tous hostils, soient de cuiure, d'arain, de fer, d'estain, de plomb, ou de bois, sont meubles, Reserué à l'ainé hoir les armures pour son corps & pour son cheual: & à la dame ou damoiselle vn habit pour son corps, l'âneau de mariage & vn fermail que demeurent deuant part aux aînez enfans & pource les repute l'en à condition d'heritage.

De arillerie.

Engin^d & arillerie d'une forteresse ou maison, & les pierres appartenans à l'engin sont heritage.

Des fruiets.

Item tous fruiets prenants racine sont heritage.

D'argent, ou d'or monnoye.

Item or ou argent monnoyé est meuble. Mais argent ou or monnoyé venant d'heritage & de vente de heritage qui seroit encore mis en deposit pour cause de accidens de l'heritage, est tenu pour heritage.

Des acquestes.

*Des acquestes
ou acquests sera
ou traité plus am-
plement cy apres*

Aucunes fois aduient que deux conioincts par mariage achètent rente à vie durant leurs deux vies; & le dernier viuant tout tenant. Si est doute, à scauoir si le premier mourant, le second tiendrait tout le voiage, ou ses hoirs. Si se peut ainsi faire, & est trouué que le premier mort, pour ce que c'est acqueste & chose comptee pour meuble achetée des communs biens, les hoirs au mort en doivent auoir la moitié, & durant la vie du dernier viuant, s'ainsi n'estoit que lesdicts conioincts par don naturel ou par don de testament n'eussent de ce ordonné, & que ils voulsissent que l'un mort ce reuint à l'autre. Car en tel cas combien qu'il soit dist que conioincts par mariage ne peuuent amender l'un l'autre, toutes fois selon la loy escrite, & selon plusieurs coustumiers si sont selon les cas dessus dicts comme en reuestissant, & comme par don de testament l'un à l'autre, mais que le don soit esgal, & qu'il n'y appere desordonnée faueur, que autant en face l'un que l'autre, & lors ne seroit à tenir pour cause de libidine quant à l'homme, ou pour cause de crainte quant à la femme.

*Il entend le don
mutuel.*

*Addition
qui n'est au liure
escrit à la main.
* à presens 94.
titre, quels biens
sont meubles, &
quels immeubles*

[Par la coustume de la Preuosté & Vicomté de Paris, toutes rentes nommément constituées sur heritages, soient rachetables ou non: iusques à ce qu'elles soient rachetées sont reputées immeubles & heritages: article lviij. * au titre de censue & droictz seigneuriaux.]

Coustume du Baillage de l'Isle.

Mais selon la coustume du baillage de l'Isle le dernier viuant iouyst de toute la rente, puis qu'il y a és lettres, & le derrain viuant tout tenant, mais en autres

en autres coustumes non, & y est gardé le droict de viage. Et sçachez que ainsi en est vlt & continué de toutes acquestes faictes durant le mariage d'aucuns conioincts, apres la mort de l'un à partir comme meuble: s'ain- si n'estoit que ce fust fief, car lors demourroit à celui qui mis en seroit par loy, ou à son hoir.

Item dois sçavoir que içoit ce que heritages acquis par retrait de * promesse, selon l'opinion d'aucuns sembleroit que doit estre acqueste, * *au livre es- crit à la main, pre- messe.* pource que c'est chose achetée des communs biens d'aucuns conioincts en mariage, & que par ce feroit à partir aux communs hoirs puis que enfans n'y auroit: Toutesfois est il dit par les sages coustumiers d'Artois, & de Tournes, que ce n'est pas acqueste partable, cōme acqueste qui par promesse ne seroit retraite, mais s'en iroit par succession au costé de la ligne dont il viendroit, par la nature du droict de la promesse par laquelle il est reuenu au costé dont il vient & descend: Et ainsi s'en doit aller: ne ny fait riens l'achat que fait en a celui qui par la promesse l'a retrait: car par ce l'appelle on promesse qui reuiet au plus prochain par ligne, & que ainsi s'en doit aller. Mais aucuns sages soustiennent que la moitié d'autant que cousta la promesse en argent, doit estre reprins sus la part des meubles à celui qui la promesse a, si c'est entre les parties, ou les meubles qui sont partables, & entre parties où ils ne seroient partables, non.

[*Par la coustume de Paris en l'article cxix. au titre de communauté de biens, il est dict que quand aucune rente due par l'un des deux conioincts ensemble par mariage sur les heritages parauant ledict mariage est rachetée par le dict deux conioincts, ou l'un d'eux constant ledict mariage, tel rachat est reputé conquest.*] *Addition, qui n'est au livre es- crit à la main.*

Des rentes à vie.

Des rentes à vie, sçachez qu'elles sont tenuës pour meubles immou- * *An livre es- crit à la main, y a, importables.* uables & incorporelles *. Et ainsi fut il dict en Parlement par arrest, en l'an mil trois cens & quatre vingts, pour les escheuins de saint Amand en Peule, contre les Euesques de Tournay, & un appelé Jean de la Bouë, lequel Jean auoit esté condamné par lesdicts escheuins en certaine sen- tence, dont ledict de la Bouë en appella en Parlement, & fut dit bien iu- *Arrest de Par- lement donné l'an 1380.* gé & mal appelé, & fut ledict de la Bouë condamné en la somme de lx. liures * pour le fol appel, pour lesquelles executer par sergēt royal fut le- ** An livre es- crit à la main, xl.* dict de la Bouë contrainct. il se fist clerc. Le sergent s'adressa à rente à vie qu'il auoit sur l'Abbaye de saint Amand, & la mist à vente. Ledit de la Bouë se voulut deffendre par sa clergie, & comme clerc. A ce fut con- tredit. La cause vint en Parlement. Il fut dict que içoit ce que ledit de la Bouë fut trouué clerc, neantmoins la rente seroit vendue comme non meuble, pour ce que c'est chose incorporelle & non muable, & qui ne peut ensuiuir le corps du clerc. Et que meuble n'est autre chose que ce qui peut ensuiuir le corps, & estre portatif. & toutesfois ne demeure pource que à compte de hoirs ce ne se partisse comme meuble, pour la raison de ce que ce n'est pas heritage fonsliere ne propriétaire.

De la difference qui est entre meubles & non meubles.

Et pour ce mettent aucuns sages difference entre meubles & cateulx. Si comme aucuns dient en obligations, meubles, immeubles, cateulx, & heritages. Si sçachez que meubles, immeubles & cateulx sont d'une effice, si comme sont meubles qui transporter se peuvent de lieu en autre, & ensuyvir le corps. Immeubles sont choses qui ne peuvent ensuyvir le corps ne estre transportées de lieu en autre, si comme maisons & bois croissans qui ne sont pas tenus pour heritage. Cateulx comprend les deux, c'est à sçavoir meubles, immeubles, & tout ce qui n'est heritage.

Des connins des bois.

Des connins a esté traicté cy dessus.

Item peulx & dois sçavoir que les connins de la garenne sont heritage au seigneur, à qui la garenne est & appartient. Et ainsi fut il iugé au chasteau de Lens pour les hoirs de monseigneur de Chambelin en Ternois. Combien que selon le droict escrit beste croissant aux champs ne se peut approprier, mais doit estre à celui ou ceux qui premiers les prennent espaues, & ainsi des autres.

Des vtenfilles.

** Au livre escript à la main, hanaps.*

VTenfiles sont nommez les hostils qui communement courent avant la maison, & dont de iour en iour se faut necessairement aider par errement de maison, si comme sont bancs, scabelles, pots, poilles, tables, treteaux, banquiers, haneprie *, linges, quarreaux, plats, escuelles, pots d'estain, pots de cuivre, nappes, doubliers, couvertures, oreillers, ceuvrechiefs, hanaps d'argent & de marbre, avec cuilliers d'argent tant que à hostel est appartenant par raison, & non plus. Et ne seroit pas tenu pour vtenfille autre vaisselle, fermailles ne couronnes, ne tels ioyaux ne vestemens quelconques, ne bestes ne cheuaux. Encore sont vtenfilles, secrins *, huches, coffres, custodes, soit à mettre armures ou autres choses, chaliz, perches à draps, chandeliers, lanternes [de voire] & tous autres hostils de maison.

** Au livre escript à la main, escrins. [de voire] n'est au livre escript à la main.*

ANNOTATIONS SVR LE TITRE

SEPTANTE QUATRIESME.

LA semblable division des biens, en meubles, cateulx & heritages se trouve en plusieurs costumes & anciennes pratiques. Les meubles comprennent aussi les choses mouvantes, comme les bestiaux, dont est traicté in l. Mouentium. 93. D. de verb. signific. & al. & meubles sont appellez, qu'on peut transporter de lieu en autre, & qui suivent le corps: immeubles qui adherent au fonds, & ne peuvent estre transportez de lieu en autre, & ne suivent le corps. Et ainsi l'auteur les definit cy apres: & dist les cateulx comprendre les deux, meubles & immeubles, & tout ce qui n'est d'heritage, tellement qu'il semble faire l'heritage une espee speciale d'immeubles, comme font aussi quelques praticiens, qui reputent heritage ce qui consiste en fonds: Le vieil praticien que j'ay escript à la main, tient pour catel les fructs dependans de l'heritage. Les costumes de Boullenois, Artois, Beauquesne, & autres en font mention: comme aussi quelques vieux arrests, & entre autres du Parlement de saint Martin, 1222. pour Abraham de Faloye Juif

& du 6. Decembre 1386. pour l' Archeuesque de Rheims. Aucuns ont es-
crit que cateulx de leur nature sont immeubles, & neantmoins se partissent
& diuisent comme meubles: & en certains cas sont reputez meubles, comme
sont les granges, estables, mareschaucées & bancs bois: mais ceste opinion n'a
lieu en toutes costumes. Des cateulx on ne parle plus en France, ou n'y a que
deux sortes & especes de biens, à sçauoir meubles & immeubles, desquels est
traité au grand Coustumier, en la coustume de Paris; & autres: & i'en ay
escriu en diuers lieux. Mais à ce qui est icy traité des choses tenues pour
meubles ou heritage, toutes les costumes de ce Royaume ne conuiennent, les-
quelles partant on pourra conferer, sans trop s'arrester à ce qu'en diët nostre
auteur, & pour le regard du pressouer, & moulins à vent ou à eäue, la cou-
stume de Paris art. 90. en dispose selon la regle generale qu'elle fait pour la
distinction d'entre les meubles & immeubles, que s'ils sont mis & assis pour
perpetuelle demeure, & ne peuuent estre ostez sans despecer, ou desassembler
ils sont reputez immeubles. autrement sont tenus pour meubles, iuxta l. Iulian-
nus. §. vlt. l. Fundi. §. labeo. D. de act. empt. l. Cætera. §. quid ergo. D.
de legat. 1. l. Cum de Ianicenis. & l. Dolia. D. de Inst. & instr. legat. à ce
propos on allegue vn arrest du Parlement de Rouen, pour le pressouer fiché
en terre & scellé en plastre, qui a esté iugé immeuble du 29. Decembre. 1528.
entre la veufue & heritiers de Jean Doly: semblable distinction se doit faire
pour les meules, arg. l. Eum qui ædes. D. de vsucap. l. Granaria. D. de act.
empt. voyez le grand Coustumier, liure deuxiesme de la diuision des meu-
bles & heritages.

b Pour le regard des arbres, bois & grains, l' auteur en parle selon la cou-
stume du pays, où il estoit lors qu'il a escrit: mais celle de Paris, art. 92. est
plus conforme au droit Romain, & à laquelle conuiennent plusieurs autres
costumes, & partant suiuant icelle tous arbres tenans en racines, tout bois
debout & non couppe, & tous fruiets pendans par racines sont reputez im-
meubles, parce qu'ils sont inherens au fonds, & censez en faire partie, l. Fru-
ctus. D. de rei vindic. l. Fin. §. fructus. D. quæ in fraud. credit. l. Si ser-
uus. §. locauit. D. de furtis. l. Certum est. C. de rei vind. Et les arbres ab-
batus, bois couppe & fruiets separez du fonds, & n'estans plus sur le pied,
sont reputez meubles, l. 5. §. 2. D. de requir. reis vel abf. Dont on peut voir
Speculat. tit. de locato. & autres qui en ont amplement escrit, comme nous
auons fait tant sur la coustume de Paris, qu'au second liure des Pandectes.

c Quant au poisson, la coustume de Paris, art. 91. ne conuient du tout à ce
que l' auteur en escrit, ains dispose generalement que poisson estant en estäg
ou en fosse, est reputé immeuble, mais quand il est en boutique ou reseruouer
est reputé meuble. Et à icelle y a d'autres costumes, qui s'accordent. Je sçay
bien ce qu'on en traite in l. Lines. D. de act. empt. & ce qu'en a escrit Guid.
Pap. quæst. 91. mais on peut prendre argument de ceste distinction ex l. 3. §. Itē
feras. D. de adquin. possell. Pour le regard du poisson estant en fleuue ou ri-
uiere, il ne peut estre reputé qu'immeuble, quia à nullo possidetur, nec in
vilius est bonis, iusques à ce qu'il soit pesché: §. fera igitur. Inst. de diuis. rer.
Des autres choses icy recitées n'ay escrit oy-dessus & ailleurs.

d Les artilleries, engins & munitions de guerre estans es forteresses & chasteaux pour la fortification & conseruation d'iceux, sont reputez immeubles & de la nature des chasteaux, comme y est ans mis pour perpetuelle demeure, iuxta d. l. Cætera. §. quid ergo. D. de legat. 1. & l. Quæsitum. §. si domus. D. de instr. & instrum. leg. Plin. li. 9. c. 35. Ce qui est confirmé par plusieurs costumes de ce Royaume. Ce qu'il dict des pierres appartenans à l'engin; se doit entendre selon l'usage ancien de mettre des pierres dans les engins, pour les tirer & ietter au lieu des canons, balles & boulets, dont à present on use. Et tels engins estoient appellez perriers, ou perieres, ainsi qu'il appert des anciennes histoires & Romans, & entre autres de Villshardouyn de la conqueste de Constantinople. Pour monstrier que tels engins sont reputez immeubles, on allegue l'arrest de Vignoris: & autre du 13. Aoust. 1513. entre la veufue & heritiers du sieur de Saulteur. Es pareillement ont esté ingez immeubles les ornemens de la chappelle fondée au chasteau, comme calices, croix, Messel, & autres semblables: d'autant qu'ils estoient dediez à l'usage de l'Eglise, par arrest donné en la grand' Chambre, entre monsieur le Duc de Monpensior, & dame Catherine de Lorraine, veufue du feu Duc de Monpensior, du 7. Iuin, 1585. on allegue d'autres semblables, que ie passe pour briuecé.

e La dispuce est grande si la pecune destinée à estre employée en heritage, doit estre reputée meuble ou immeuble, dont on peut voir Boerius decis. 209. M. le President le Maistre en ses decisions, Tiraquel. lib. de retractu lineari, & autres qui en ont amplement escrit. Je suis de l'opinion du tres-docte Iuriconsulte M. Choppin, lib. 1. de moribus Paris. qu'en ceste question faut considerer les especes qui se presentent, avec leurs circonstances, par ce que la diuersité d'icelles en peut faire diuersement iuger. Mais on tient pour maxime, que si la destination a passé outre, comme si l'argent a esté mis en garde & depost pour estre employé en heritage, il sera reputé pour immeuble, mesmement quand il y va de la pecune dotale, ou des deniers pupillaires. arg. l. 4. D. de fundo dotali. l. 1. §. quid ergo. D. de contr. tut. l. A diuo Pio. §. ult. D. de re iudic. l. Si chorus. §. 1. D. de legat. 3. l. Legatum. D. de v. suff. legat. & al. vbi tractant Doctores. La custume de Paris, art. 93. pour la pecune donnée en mariage, s'arreste à la destination: & art. 94. pour les rentes des mineurs rachez, à la qualité d'iceux. Pour le regard des deniers dotaux, la stipulation portée par le contract, par laquelle iceux sont destinez à estre employez en heritage propre à la future. esponse & aux siens, les rend immeubles & de nature d'heritage: & eo iure vtuntur en France, vt testatur Ferronius ad Conf. Burdigal. tit. de dote. Mais hors ces cas les deniers prouenant des rentes simplement rachatees en heritages vendus demeurent en leur propre nature de meubles, & appartenant au heritier mobilier, d. l. Si chorus. l. Hoc senatusconsultum. §. 1. l. Quoniam pecuniaz. D. de v. suff. ear. rer. l. Iulianus. D. de pet. hered. l. Lex que tutores. C. de adm. dont on allegue plusieurs arrests, & entre autres de Noël, 1579. du 14. Aoust, 1591. Et la custume de Paris, art. 232. s'aurent ainsi entendu, quand elle auroit ordonné le remplacement des deniers procedans de la vente des propres

de l'un des conioinets vendus constant le mariage, estre fait sur les biens de la communauté: car elle l'auroit seulement ordonné pour empêcher que l'un des conioinets n'aduantage indirectement l'autre. Et toutesfois tels deniers comme meubles entrent en communauté. Par ce que de ceste matiere i'ay escrit plus amplement ailleurs; ie ne m'y arresteray icy d'auantage. Il y a des Coustumes qui en disposent lesquelles on peut uoir, & ceux qui les ont commentées. Pour le regard des rentes i'en ay discouru aux Memorables, & au second liure des Pandectes, & en diuerses Responces, où le lecteur pourra auoir recours, si sa commodité luy permet de les dire: car il me desplaist de repoter tant de fois mesmes choses. Toutesfois on notera en passant que l'auteur appelle rentes à vie, les rentes constituées, qu'autrement on nommes volantes: & ainsi les nomment quelques vieux praticiens: & il les fait mixtes, tant meubles qu'immeubles: Il y a Coustumes qui les font meubles, les autres immeubles: mais de leur nature elles tiennent plus de l'immeuble que du meuble: elles sont appellées à vie, à la difference de celles qui estoient perpetuelles, & ne se pouuoit racheter. Monstrelet en fait mention en la Chronique de l'an 1437. anciennement les rentes à prix d'argent se constituoient, ou à vie, c'est à dire, à faculté de rachai, ou à perpetuité: mais depuis y a esté pourueu par les ordonnances, qui les ont faittes toutes rachetables.

DE L'ASSENNE OV ADVIS QV'ON FAICT

A SES ENFANS. TILTRE LXXV.



E faire assenne^a ou aduis à ses enfans, peux & dois sçauoir si vn gentilhomme à plusieurs enfans, & par especial filles, il leur veut faire assenne ou aduis qu'on appelle dô, pour elles auâcer entre leurs aînez freres, qui par nature emportent tout le fief, franchement faire le peuuent par la maniere qui s'ensuit. Et pour ce apres que monstre ay des meubles & cateulx, te veux monstrier comment le pere & la mere peuuent auancer leurs enfans à l'un plus qu'à l'autre par coustume de Cour laye, Si sçachez que si gentil homme a enfans qui vaille auancer, faire le peut par le gré de son aîné fils. Et ce que ainsi seroit donné, aduisé, ou assenné par pere & par mere aux sœurs de l'aîné frere, tiendroît & vaudroit, à ce appelez parens & amis de par pere & de par mere, ja fust ce pardeuant, mais que ce fust à prendre apres la mort du pere & de la mere, car auant ne vaudroit tel auancement. si le sire n'en estoit serui comme estre estranges, & si ne le peuuent faire fors entre ses enfans. si sçachez qu'au pays de Haynaut est ceste Coustume tenue & y a grand lieu, & en est souuent vsé, pour ce que les enfans maînez n'ont point de quint ou fief, Car en autre terre qui est fief ne s'assiet ceste Coustume, & ne conuiét ja que le gré de l'aîné fils y soit: car il est au pere & en la mere, appelez parens & amis d'un costé & d'autre, de ce faire à leur plaisir, & sans ce que le sire y ait droiture, puis que ce seroit à

prendre apres leur mort. Et si le frere aîné vouloit dire du contraire apres la mort du pere, si seroit-il contraint par loy à tenir l'aduis & l'assenne du pere, fust en la Cour Royal, ou en la Cour de son seigneur qu'il en fust approché ou poursuivy.

Addition
Qui n'est au li-
vre escrit à la
main.

[Par la Coustume de la Prenosté & Viconté de Paris, en l'article cxxxiij. au tiltre de succession, pere & mere ne peut par donation faicte entre vifs par testament, ordonnance dernière, donner ou autrement en maniere quelque auantager leurs enfans venans à leur succession l'un plus que l'autre.]

Exemple sur ce.

Il aduint que l'aînée sœur Baudouin Pourcellet à qui Jacques son pere auoit fait certain aduis & assenne, sur sa terre de Brammez de la somme de certains florains, par l'accord dudit Baudouin son aîné frere: & apres que le pere fust mort, le frere mist empeschement à bailler à sa sœur, l'aduis & don à elle fait. elle l'en fist traire en cause pardeuât le Baillif d'Arras requerant à auoir son aduis. le frere disant du contraire, & que si son pere auoit fait aucun aduis à sa sœur, si l'auoit elle perdu, pour ce qu'elle s'estoit mariée sans son gré, mais contre son gré & plaisir & mouuement qu'elle ne deust, pourquoy. &c. Ladite sœur duplicant & disant que par son gré n'estoit elle mie tenuë de soy marier s'il ne luy plaisoit, car si son frere ne l'eust voulu marier, pour ce ne deuoit elle laisser à se marier, mesmes puis qu'elle ne se seroit mariée par folle volenté, & supposé qu'ainsi l'eust fait pour tant ne deuoit elle perdre son aduis, & son dō de pere, &c. Tout veu il fut dict par iugement d'hommes en la Cour d'Artois que ladicte sœur seroit mise en son don & aduis, & que ledit frere luy estoit tenu de ce faire & payer ledit don, & les arrierages sur ce escheuz, & fut ledit frere condamné es despens. *De donner à ses enfans à l'un plus qu'à l'autre.*

Item si plusieurs enfans sont d'un pere & d'une mere, & ainsi soit que le pere & la mere ayent à aucun fait plusieurs grands dons & assennes plus qu'aux autres, si sçachez que selon plusieurs coustumes, & par especial par la Coustume de l'Isle, si le pere & la mere mouroiēt, ceux qui ainsi ont eu don ou assenne, s'ils veulent auoir parchon de leur succession de leur pere & de leur mere avec leurs autres freres, il leur conuient rapporter tout ce qu'ils ont eu parauant, & faire de tout un mont & tout partir fraternellement.

De soy faire mort pour son fils.

Item peut le pere s'il luy plaît encore auancer son fils aîné du fief qu'il tient par ceste maniere, c'est à sçauoir que s'il luy plaît il s'en fera mort pardeuât le seigneur de qui il tient, & dira deuât son seigneur. Sire du fief tel N. que ie tië de Dieu & de vous à tel relief, qu'apres la mort & apres mō decez viendroit par succession naturelle à tel N. que vey present mon aîné fils par drpiète ligne: des maintenant ie m'en fais & tient comme mort, & consens que mon fils qui en est vray & naturel hoir, le tienne comme apres ma mort le pourroit & deueroit faire, & que comme si ie fusse mort, le puisse releuer à vous comme à son seigneur, & de ce en faire foy & hōmage, comme de son fief & heritage duquel ie me deporté, de liste & fais mort. Et le seigneur le doit receuoir par la maniere dicte, parmy

Hec verba sunt
de iure scripto v
C. de collatio.
l. i. & auth. ex
testamento. &
multis aliis
in bms.

prenant son relief seulement, & le recevoir en foy & hommage. Mais si le pere le vouloit faire à vn de ses autres enfans, qu'à son fils aîné, le seigneur ne le receueroit pas s'il ne luy plaist, sans auoir autre droicteure que si donné en pur don estoit. Et bien se prenne garde l'aîné fils qui ainsi entre en la succession de son pere, car quand il seroit dès lors poursuiuy des dettes de son pere, il conuiendroir qu'il les payast aussi bien que s'il fust mort, jaçoit ce que son pere vesquist encore, pour ce qu'ainsi se seroit fait mort, & que le fils auroit ainsi apprehendé hoirie & succession de fief que releué auroit comme dict est. Quand pere ou mere veulent auancer vn de leurs enfans ou plusieurs plus des autres, sçachez que faire ce peut és meubles & és terres de main de ferme, par si que au temps de la mort du pere & de la mere tous les enfans soient mariez. Car s'il y en auoit à marier, & ceux qui seroient mariez demandassent parchon contre les enfans à marier, il conuiendroir que ceux qui don & aduancement ou mariage auroient eu, qu'ils le rapportassent tout en vn mont, & de tout ce faire les parchons autant à l'vn comme à l'autre, si n'estoit que le pere eust donné à celuy qui ainsi voudroit auancer, l'auancement que fait luy auroit auant part, & que lettres en fussent faictes. Mais sur fief ne se peut assigner quelque assenne, si ce n'estoit par le gré de l'hoir du fief, car fief ne peut on charger sans le gré de son seigneur, si ce n'est en cas de mortgage entre frere & sœurs, & non autres, comme dit est cy dessus.

*Le pere & mere
peuvent auancer
leurs enfans en
plusieurs manie-
res.*

Des rapps & parchons.

A Pres s'ensuit des rapps & des parchons de l'vn hoir à l'autre que les enfans sont tenus de faire qui veulent auoir parchon en l'héritage qui leur eschet de leur pere, & de leur mere. Puis donc que dict & monstre ay des assennes & auancemens, que les peres & les meres veulent faire à leurs enfans: il s'ensuit de sçauoir comme les enfans sont tenus de rapporter leurs dits assennes ou dons, s'ils veulent estre parchonniers avec leurs autres freres & sœurs. Si sçachez que jaçoit ce que plusieurs Coustumiers maintiennent, que de raison & Coustume les enfans doiuent faire rapport au commun* mont de ce dont ils ont esté amendez de leur pere & de leur mere auant les autres freres & sœurs, si ils veulent auoir parchon avec les autres, ^b il est à sçauoir que cy appartient declaration, c'est à entendre s'ainsi n'est que le pere ait ordonné en son testament, qui vueille que ce que ainsi a donné & ordonné à tel. N. soit auant part, & que pour ce ne veut-il pas que cil auquel il a ainsi ordonné, soit forclos de la parchon commune. Et ainsi le souffre bien & veut Coustume, & droiet s'y accorde par plusieurs loix escrites qui s'ensuiuent, qui conferment ceste opinion. selon la loy escrite en Code qui dist, que doüaires si ils sont donnez ou autres donations ne sont tenuës d'estre rapportées à parchon, puis que le pere en son testament dira que ce leur a il donné auant part. *C. De collationibus. Authen. ex testamento.*

** Mont se met
icy pour masse
ou monceau.
Des partages &
diuisions.*

Des dons donnez à plusieurs enfans.

Et si le pere auoit plusieurs enfans & à plusieurs d'entre eux faisoit :

diuers dons, l'un à son mariage, l'autre pour soy entremettre d'aucune marchandise, & avec ce en ait aucuns emancipez, & donne partie du sien, & les autres marie, & leur donne aussi du sien partie, & puis le pere voise de vie à trépas, les enfans ainsi emancipez & mariez qui dons & assennes auroient eu, & voudroient avoir parchon à leurs autres freres & sœurs qui nuls dons n'auroient eu, sçachez que pour ce que le pere est mort sans dire ne ordonner de ce, s'ils veulent avoir parchon aux biens demeurez de leur pere, il faut qu'ils rapportent tout ce que leur pere leur auroit donné parauant, au commun mont, & que tout soit party fraternellement. *C. eod. tit. l. Si pater intestatus.*

De la femme qui se tient contente parmy son mariage.

Quid intelligi nisi interuenient iuramentum quia cum de iure canonico tenetur illud observare, ut ex. de pac. co. quāvis. l. ay traité cy dessus ce- ste question, & voyez encorcs vostre annotation.
Si le pere marie vne sienne fille, & luy donne don de mariage, tel qu'il luy plait: & parmy ce don de mariage la fille se tienne pour assennée des biens de son pere, & promet que plus rien n'y demandera: Sçachez que pour ce ne demeure si le pere meurt sans faire testamēt, & sans ordonner sur ce, & declarer que plus ne veut qu'elle y puisse retourner, la fille son pere mort parmy rapportant son don qu'elle auoit eu au mariage, partira avec ses autres freres & sœurs aux biens demeurez de son pere. *C. eod. tit. l. Pactum dotali.*

Des emancipez deuant que faire partage.

Et s'il aduient que le pere meurt sans faire testamēt ne ordonnances de ses enfans, & à la parchon de ses biens il en y ait qui soient hors de la mamburnie * du pere, si que supposé que tous y fussent: Si sçachez que pour auoir parchon d'entr'eux des biens du pere demeurez, il n'est ja necessité de faire rapport d'entr'eux, & pour ce que chacun d'eux a eu don, il suffit pour le don à chacun fait, le demeurant qu'ils trouuent de leur pere, adonc partir entr'eux, mais s'il y auoit aucuns enfans demeurez qui ne fussent emancipez, contre lesquels ils voulsissent partir, lors conuiendrait qu'ils rapportassent les biens au commun mont pour partir fraternellement. *C. li. viij. Rub. dicta. l. Si emancipati viri sine.*

De gain des emancipez.

Item & s'il aduenoit que les enfans qui sont emancipez & partis de leur pere par don ou autrement par assenne de mariage, eussent gagné aucune chose durant le temps de leur emancipation, & puis leur pere mort ils voulsissent demander parchon avec leurs autres freres & sœurs, qui emancipez ne seroient si comme dessus est dict, sçachez qu'au rapport qu'il appartient qu'il fissent de leurs dons & assennes pour auoir parchon, il ne conuiendrait pas qu'il rapportassent au commun mont le gain qu'ils auroient fait durant celuy temps qu'ils ont esté emancipez; mais leur demeure franchement. *C. libro sexta. Rubrica dicta. in principio illius Rub. dicta. l. Nec emancipati.* Dist l'Empereur en sa loy, Pour ce que nous puissions equalement faire & ordonner sur les rappors que sont tenus de faire les enfans qui veulent auoir parchon des biens qui sont demeurez du pere, soient fils ou filles, nepueux ou niepces, ou soient en

en Mamburnie ou dehors, nous voulons adiouster à ce que quand les fils veulent auoir parchon des biens du pere qui est mort sans faire testament, & si testament fist, qu'il est tel que ne vault, ou qu'il est deffait par loy, ou par-ce qu'il y a eu enfans postmis, qui estoient oubliez au testament, ou par autres des-heritez sans pitié, pourquoy le testament est despecé, sçachez que puis que testament tenable n'y a, les enfans seront tenus de r'apporter tout ce que donné leur a esté, soit de par pere ou de par mere, & en ce ne voulons qu'il y ait aucune difference que tout ne soit r'apporté au commun mont, puis qu'enfans y aura en Mamburnie. Et si tous auoient esté emancipez, lors tiendroient leur don, & le demeurant se partiroit equalement, comme les loix dessusdictes le declarent. Plus auant dict & declare ceste loy, que si nepueux ou niepces sont hoir à vn leur oncle, ou à vne leur ante qui seroient plusieurs nepueux ou niepces, & il soit que l'oncle ou l'ante en ait en son viuant fait à aucun don pour luy marier ou autrement, & puis celuy oncle ou ante mort ou morte sans declarer ce qu'a donné à son nepueu ou niepce, & veut que ce soit auant part en la succession comme dessus est dict, si celuy à qui c'est ainsi donné, veut auoir parchon en la succession de son oncle ou de son ante avec les autres nepueux ou niepces que nuls dons n'ont eu, sçachez que par la loy dessus alleguée & declarée, il faut que celuy ou celle qui ainsi a eu le don, face r'apport de tout son don avec les communs biens demeurerez dudit oncle ou ante, & que tout soit party fraternellement, ou autrement n'y auroit nulle difference. Car la loy les tient comme freres & sœurs en succession apprehédant, ne nulle differéce n'y doit auoir d'entre tous les hoirs, puis qu'ils sont de pareille cōdition ou de pareil degré, & ainsi l'ay-je veu dire & determiner par plusieurs sages, quand le cas y est aduenu. *C. lib. 6. Rub. dicta. l. Ut liberis.*

Declaration des choses dessusdictes.

Item dict encore l'Empereur en sa loy : Nous voulons oster toute doutance qui se pourroit soudre es r'apports que les freres & sœurs sont tenus de faire l'un à l'autre, sur parchon auoir des biens demeurez de pere & de mere qui auroient eu assenne ou aucun don de mariage, ou autrement. Et disons & declarons que si aucun mouroit sans faire testament qui eust fils ou filles, vn ou plusieurs, & eust nepueux * d'aucunes des

** Nepueux pour
petits fils, mon
vneil praticien
les appelle ne-
pins.*

filles qui fussent mortes, ou si aucunes d'elles mouroit sans testament qui eust fils vn ou plusieurs, & eust nepueux d'un fils ou d'une fille qui morts fussent, & il naissoit vne doute en quelle maniere ils deueroient auoir l'heritage, car il est certaine chose que les nepueux n'auroient que les deux parties de l'heritage que leur pere & mere si deueroient auoir, & la tierce partie leur conuiendroit laisser à leurs oncles, ou à leurs antes. Mais à r'apporter la donation de mariage que le mort auoit donné pour son fils, ou pour sa fille qui encore viuroient, ou pour le fils, ou pour la fille qui estoient morts, pour-ce qu'ils disoient que nulle constitution n'estoit faite sur-ce, & pour-ce contestoient les fils à celle personne qui morte estoit, & disoient que par la constitution de l'Empereur Honore

K k k

& Archade ils deuoient r'apporter à leurs oncles, freres de leur mere, & non pas aux freres & sœurs de leur pere, ne aux sœurs de par leur mere. Pour ce est-il, dict l'Empereur, que nous vueillans telle dourance departir, commandons que les fils ou les filles à celuy qui est mort, soient tonus de r'apporter le don de mariage qu'ils eurent de leur pere, aux nepueux & aux niepees qui sont nez de fils ou de filles qui sont morts, & les nepueux & les niepees doiuent r'apporter le don de mariage, que leur pere ou leur mere eurent, à leurs oncles ou à leurs antes, si que toutes ces choses soient meslées ensemble avec les biens dudit mort, & les nepueux ayent les deux parties de ce que leur pere ou leur mere si deuoit auoir, & la tierce-partie reuienne à leurs oncles ou à leurs antes avec ce qu'ils ont de l'heritage de leur pere. Toutesfois veut l'Aurentique sur ce

Isuelleté, signifie elgallité, & ainsi qu'on dict, droiture, comme les anciens enusoient. Et ainsi il s'en suit.

interprète ce qui est in Auth. quarta ex alliam in iustitiam.

faicte que la tierce-partie que les nepueux auoient moins que leur pere ou mere ne deuoient auoir, soit amendée par ceste derraine loy, & soit ramenée a ysnelleté. Car toutes personnes auront leurs parties entieresment. *C. lib. 6. Rub. dicta. l. Illam dubitationem merito. & Authen. quarta.*

De fils non emancié qui seroit gaign.

Encore veut la loy escrete, que s'il est vn fils qui soit en pouuoir de pere & de mere, & par sa prudence ait gaigné aucune chose qu'il ait assemblé, & puis apres la mort au pere soit faicte que les freres & sœurs, si comme dict est dessus, facent r'apport, sçachez qu'il ne conuient ce r'apporter que ainsi à gaigné le fils qui est en pouuoir de pere ou de mere. Car comme le Cheualier ou le Clerc qui gaigne en tel estat que les Clercs appellent *de castrensis periculo*, n'est tenu de r'apporter: aussi n'est tenu le fils qui en ce point est, & pour ce ne demeure qu'il ne partisse avec les autres freres & sœurs. *C. lib. 6. Rub. dicta. l. Ut nemini de cetero.*

Item dois sçauoir que le nepueu par le droit escript partist contre son oncle, & la niepce contre son ante es biens meubles & heritages venans du costé. *d. l. Ut nemini de cetero.*

ANNOTATIONS SVR LE TITRE.

SEPTANTE ET CINQVIESME.

LE S^{er}mes, assenne & aduis, qui sont anciens, signifient ce que nous disons à present assinat, qui est vn don faicte & assigné par le pere à ses enfans puisnez, ou à ses filles pour les marier, & encorés nous vsons à present du mot aduis, pour assurance, ou aduertissement certain. Quant à ce que l'Auteur traite de la forme de faire par le pere ou la mere des dons & aduancements à aucuns de leurs enfans, est pris de la plus part des costumes anciennes de la Gaule Belgique, comme d'Amiens, Artois, Peronne, & autres, dont aucunes sont encorés en usage, & partant qui en vandra plus amplemēt sçauoir, il peut auoir recours auxdictes costumes. Par la costume de Paris, art. 303.

à laquelle plusieurs de ce Royaume sont conformes, pere & mere ne peuvent par donation faicte entre vifs, par testament ou ordonnance de derniere volonté, ou autrement en quelque maniere quelconque, aduantager leurs enfans venans à leurs successions l'un plus que l'autre : & par l'article ensuiuant, les enfans venans à la succession de pere ou de mere, ils doivent r'apporter ce qui leur a esté donné pour estre mis en partage, ou moins prendre : toutesfois si celuy auquel don auroit esté faict, se vouloit tenir à iceluy, faire le pourroit en substenant de l'heredité, la legitime reseruee aux autres enfans. Car par ladicte coustume nul ne peut estre heritier & donataire ou legataire d'un mesme defunct ensemble, mesmement en ligne directe, & à la verité la collation & r'apport que les enfans aduantagez, doivent faire en venant à la succession de leur pere & mere, est fondée en grand' equité & raison naturelle : à fin de garder une egalité entre les enfans, comme ils sont également enfans de mesme pere ou mere, l. i. D. de collat. nam alias iniquum foret, vt ait Cassiodorus, Alterum abundare & alterum egere. & par la constitution de Iustinian Nouel. 18. de trient. & semiss. telle collation ou r'apport doit aussi bien auoir lieu, tant pour ce qui auroit esté donné par testament, que par donation entre vifs. encores que par l'ancien droit Romain, ce qui estoit donné par testament par le pere ou la mere, ne fust suiect à r'apport, si le testateur ne l'auoit ordonné, l. i. C. de collationibus. l. vlt. C. cum vtr. iud. Mais au contraire Iustinian a voulu qu'il fust conserué, si le testateur ne l'auoit expressément prohibé, toutesfois par quelques coustumes si le don ou legs est faict par preciput, hors part, sans r'apport, & par forme de prelegat, il ne sera suiect à r'apport, mais par autres coustumes, nul ne peut estre heritier & legataire d'un mesme defunct, soit en ligne directe ou collaterale : ce que l'Autheur dict en quelques lieux qu'on ne peut estre aumosnier & parçonnier, comme aussi porte la coustume de l'Isle, tiltre premier, article huitiesme, & l'interprete qu'on ne peut prendre portion d'hoirie, & don de testament, l. Proprias C. de legatis. §. sed si Instit. cod. Ce qu'il faut entendre pour le regard de mesmes biens, & en mesme coustume. Car si par la coustume d'un lieu il ne pouuoit estre heritier, comme anciennement à Paris le nepueu ne representoit son pere en la succession de son oncle, qui auoit laissé un frere : & qu'en une autre coustume il puisse succeder : il pourra estre heritier en une coustume, & legataire des meubles & acquets en l'autre, où il ne pourroit estre heritier, ainsi qu'il a esté iugé par arrest du mois de Ianuier mil cinq cens soixante trois, entre les heritiers de M. Pierre Bureau, que j'ay recité aux Responces : on v'ay aussi monsté qu'aucun peut estre legataire des biens d'un costé, auxquels il ne peut succeder, & heritier de ceux qui sont d'autre costé, dont il descend, encores qu'ils soient d'un mesme defunct : Par ce, que la difference des biens procedans de diuerses souches, les fait reputer comme de diuerses successions, iuxta l. Ex facto, 35. D. de hared. Instit. & l. Si certarum D. de testam. milit. Quant à ce que l'Autheur traite de se faire mort pour son fils, c'est d'une vieille obseruance & coustume, dont aussi mon vieil praticien fait mention : mais puis qu'à present elle n'est en usage en France, il suffit d'observer ce qu'il en escrit pour marque d'antiquité.

b Par quelques coustumes de France, ce qui est donné par pere ou mere, par contract de mariage, hors part & sans r'apport à l'un de ses enfans, il n'est tenu de le conférer: & r'apporter aux autres, en venant à la succession de celui qui luy a donné, mais y n'en dispute en la coustume d'Aumoins, par laquelle, art. 93. quand tous les enfans sont mariez, au iour du decez de leur pere ou mere, il n'y a point de r'apport, suppose que l'un eust en plus en mariage que l'autre: si ladicte coustume se deuue estendre en toutes donations, mesmes en celles faictes hors contract de mariage. Mais par arrest de la Cour, du 6. iour de Septembre, qui estoit le dernier iour de la prononciation du Parlement de l'an 1586. entre Pierre Toullet & consors, & Nicolas Flats, a esté iugé que ladicte coustume n'a lien que pour le regard des donations faictes en contract de mariage, pour la faueur d'iceluy, qui est un cas special: entre lequel ne la faut estendre aux donations autrement faictes, ledict arrest recité au 7. liure des Responses, chap. 203. on peut aussi voir le 222.

c I'ay noté cy dessus que par le droit François, la fille mariée & dotée par pere ou mere, ayant renoncé par contract de mariage de l'autorité de son futur mary, à la succession future de sondict pere ou mere qui l'auroit mariée, moyennant certaine somme, elle n'en peut estre releuée, encores qu'elle fust lors mineur, & qu'elle eust esté deceuë d'outre moitié de iuste prix par ladicte renonciation: & ven ay allegué des arrests aux Responses, & montré que par aucun d'iceux auoir esté iugé, que soit noble, ou roturiere, elle ne pouuoit demander supplément de legitieme: & entre autres de l'an 1569. de l'an 1570. & à la prononciation de Noel, 1576. & encores du 7. Iuin 1585. toutesfois pour le regard de la succession de pere ou mere ja escheuë, si la fille y renonce par contract de mariage, moyennant certaine somme, & que par ladicte renonciation elle ait esté grandement deceuë & lezée, elle en pourra estre releuée, en y venant dans le temps de restitution: comme a esté iugé par arrest du Parlement, le 15. May 1592. Et pour le regard de l'approbation de la renonciation faicte à la future succession, les Canonistes & autres Docteurs se fondent sur l'effect du serment fait par la fille: Mais nous arrestons en France sur la prouidence du pere ou de la mere en mariant leur fille.

d En France, principalement au pais coustumier ou s'arreste peu à la distinction des enfans siens & des emancipez: par ce qu'encores que les enfans par le droit François ne soient hors la puissance paternelle, s'ils ne sont iouissans de leurs droicts, si est-ce qu'ils peuuent acquerir & succeder à leur mere & autres parens, desquels leur pere ne peut estre heritier, & ce que par eux aura esté acquis, ou leur sera ainsi escheu, leur appartiendra, sans estre acquis à leur pere, soit en propreté ou v'sufruit: aussi ne sont-ils tenuz de conférer en la succession de pere ou de mere, sinon le don ou aduantage que l'un ou l'autre leur auoir faict, qu'on appelle bonu profectitia, & qu'ils seroient tenuz imputer en la legitieme, soit qu'ils ayent esté emancipez, ou non: ce qui conuient au nouueau droit Romain, du Nouel. 18. & l'illud. & l'vlt. C. de collat. toutesfois les peres ont acoustumé quelquesfois d'emanciper leurs enfans, afin de leur donner plus de pouuoir d'accepter les donations, qui leurs seroient faictes, acquerir & ester en iugement avec un carrement. Imbert en son Enchir.

ridion montre la forme qui s'observe à présent en l'émancipation des enfans de famille, mais les émancipés & les enfans qu'on appelle siens, succèdent également, l.vlt. C. de emancipat. liber. & §. emancipari autem. & seq. Instit. de hzred. quæ ab intest. defer.

DES HERITAGES ESCHEANS A PLUSIEURS ENFANS, ET PARTAGE SUR CE.

TILTRE LXXVI.



L aduient souuentefois qu'un heritage ou plusieurs escheent à plusieurs enfans, & pour-ce les faut aucunesfois partir & desseurer, soit en terre de main ferme * ou autre. Si l'en veut monstrer & recorder ce que veu en ay par lieux coustumiers. Et sçachez^a que s'il est homme qui ait plusieurs enfans, & il voise de vie à trespas, s'il y aheritages tenus de plusieurs Seigneurs, & il aduient que les enfans se retrayent en la Cour de l'un des

* M^o vieil praticien appelle terre de main ferme, qui est cottierte & renteuse, & demore fermement en main du propriétaire, & en payant par luy la rente, ne peut le Seigneur la luy offrir. Plusieurs coustumes en font mention, comme celles d'Artois, Flablands & autres.

Seigneurs pour auoir chacun leur droit, soit par leuer ou autrement en parchon faisant, sçachez que puis qu'ainsi se seront traits en vne Cour, il conuiendra qu'ainsi le facent en toutes les Cours, dont lesheritages ainsi escheus seront tenus. Ne iamais ne s'en peuvent autrement partir qu'il ne conuienne faire gré de Seigneur à chacun Seigneur, pour autant qu'à luy en touche, & est tenu, & en chacune Cour faire & demander parchon, c'est à sçauoir à chacun Seigneur à part. Et si depuis l'un des enfans vouloit releuer pour tous, si ne le pourroit-il faire, pour-ce que chacun s'est ja fait hoir, en quelque Cour que ce ait esté : & pourra le Seigneur ou Seigneurs demâder leurs amendes ou seruices à chacun enfant comme il sera tenu de luy. Ainsi fut-il iugé en la salle à l'Isle, pour Herlin du Pont Reuuart, contre les hoirs de Philippe Maillet.

De femme veufue ayans enfans qui se remarie.

Item s'il aduient^b qu'un homme prenne vne femme à mariage qui ait enfans d'aucun mary, & apres ce qu'il l'aura espousée, demandent parchon du * fourmort de leur pere, sçachez qu'on doit faire de tous les meubles qu'ils ont, trois mons *, dont l'un des mons aura la mere, & l'autre mont aura le parastre, & l'autre auront les enfans, & ainsi fut-il dict & iugé en la salle à l'Isle pour le dessusdict Herlin, contre ledict Philippe.

* Forme :
* Mons, pour loir, ou moncoeur.

D'homme marié acquester heritage soit en sief ou autrement.

Item & s'il aduient qu'aucun face acqueste d'aucun heritage tenu en main ferme, tant qu'il soit marié : sçachez que la moitié en appartient à la femme pour luy & pour ses hoirs, si enfans n'auoient d'eux deux viuans ensemble de loyal mariage : en sief non, car il demeure à celui qui herité en est, ou son hoir. Mais celui qui doit partir à autre, doit auoir

Kkk. iij

en tout la moitié, d'autant que le fief a cousté.

De frere germain & demy frere.

Item fils^c sont deux freres qui ayent vne sœur, & celle sœur acquiert heritage de main ferme, soit en mariage ou dehors, laquelle voise de vie à trespas sans auoir hoir de sa cher de loyal liêt: & l'un de ses freres soit germain, & l'autre demy frere, sçachez qu'à la succession de leur sœur autant y a l'un comme l'autre, voire és biens meubles, car en heritages le droit de formeure de pere & de mere y doit estre gardé: & ainsi le veut le droit escrit. *C. lib. 6. R. n. de collationibus. Authentica. Quarta portionis diminutio.*

Addition,
Qui n'est au li-
vre escrit à la
main.

[Il y a coustume en la Preuosté & Viconté de Paris, par laquelle les freres & sœurs, supposé qu'ils ne soient que d'un costé, succedent esgallement avec les autres freres, supposé qu'ils soient de pere & de mere, à la succession de leur frere ou sœur, quant aux biens meubles, & cōquests immeubles. *Quantum verò ad antiqua & propria heritagia, fratres ex utroque latere excludunt alios coniunctos tantum ex uno latere, secundum censuram civilem in Authen. d.*]

De fiefs estans à plusieurs enfans.

Item fils^d sont plusieurs freres demeurans apres le trespas du pere, lequel pere tint en son viuant plusieurs fiefs, tenus tous d'un Seigneur, ou diuers fiefs tenus de diuers Seigneurs, sçachez que si tous les fiefs estoient tenus tout d'un Seigneur, lors se partitioneroient par ceste maniere, c'est à sçauoir l'aîné hoir partitioneroit premier & choisiroit pour luy le meilleur fief. Et l'aîné apres le meilleur ensuiuant. Et le tiers aîné apres le meilleur ensuiuant. Et ainsi de fief en fief, & d'enfant en enfant, tant que fief y aura. Et si l'enfant conuenoit retourner, & que tant de fiefs eust, si recommenceroit l'aîné fils deuant aux fiefs demeurans, tant que fiefs y auroit. Et si luy auoit fief qui fust tenu d'un autre en Baronnie*, l'aîné le doit auoir hors part. Et si les fiefs estoient tenus de diuers Seigneurs, lors les auroit & emporteroit tous l'aîné fils par la raison de son aîneté, & n'y auroient les autres freres & sœurs, si elles y sont, que le quint denier à tous lesdits fiefs à partir entre eux trestous ensemble.

D'esclichement de fief.

Et si c'estoit en païs où la coustume souffre que le fief soit escliché* de hautement que le propre fief, car si l'a hante iustice, aussi l'aura celui qui en sera escliché, & le releuera & le tiendra le frere à qui ce sera escliché, du Seigneur de qui le fief sera tenu si il luy plaist, ou de son aîné frere si il luy plaist. Et l'un prins & choisi: il ne peut iamais retourner à l'autre.

En quel temps peut & doit fief estre quintié.

Si peux & dois sçauoir qu'un fief par coustume locale ne doit estre quintié qu'une fois au viuant de souuenans. Lequel viuant est entendu selon l'opinion d'aucuns, dedans soixante ans une fois, car si plus souuent pouuoient estre quintiez, dedans brief temps tous les fiefs vendroient à petites parchons de quintage, qu'en la fin ne feroient riens en valeur

* Tenir en Ba-
ronnie s'entend
proprieté, tenir
du Roy imme-
diatement, avec
titre de Baron:
mais il se prend
icy pour tenir
aussy titre de
Baron d'un Sei-
gneur qui peut
auoir des Barons
tenans de luy,
comme du Duc
ou Comte.

* Esclicher si-
gnifie demembrer,
Et cōme on dist,
eclipser.

Quintier ou quin-
tier le fief signi-
fie disposer du
quint, qui ap-
partient en fief
aux puînez, doi-
est faicte men-
tion en la con-
suetude d'Artois,

& autres de Picardie, & du Païs bas, ausquelles se refere ce qui s'icy traitté.

n'en reuenuë de fief. Et quelque esclichement qui en isse par quintage, sçachez qu'il est tenu d'aussi grand relief comme le gros du fief.

Comment fief ne peut remonter.

Item ne peut ne doit fief remonter en parchon de succession de sa nature, mais conuient qu'il descède de ligne, soit droicte ou lateral. Mais tu dois sçauoir que remonter n'est pas de retourner à l'aîné ou à l'aînée, si masse n'y a, si comme fils sont deux freres ou deux sœurs, & l'un ou l'autre ait vn enfant, lequel que ce soit ait fief, si il va de vie à trespas, le fief eschet sans nulle doute à son enfant. Or prenons que cest enfant voise de vie à trespas sans auoir hoir loyal de sa chair, sçachez que ce fief escherra à l'oncle ou à l'ante, si oncle n'y a du costé dont le fief est venu, s'il y estoit: & ne tiennent pas les coustumiers à ce cognoissans & conseillans que ce soit remonter, car il ne reuient pas à la ligne dont il descend.

De fille mariée auant eu don demander quint de fief.

Et si l'aduenoir que fille fust mariée qui ait eu don de mariage, & demande à auoir contre son frere aîné quint du fief, qui a son frere est venu de la mort de son pere: Sçachez que la Dame ou Damoiselle qui ce fait & demande contre son frere, doit r'apporter auant, autant que le quint dudit fief pourroit valoir sur le don de son mariage; auant qu'elle puisse auoir part ou droict audict quint. Si sçachez que ce veut-il dire, mais qu'ainsi soit que le pere de la Dame ou Damoiselle qui ainsi demanderoit quint sur le fief qui de son pere seroit descendu, eust eu par le don & ordonnance de sondict pere don ou autre assenne, que le quint qui a elle deueroit appartenir sur le fief descendant de sondict pere. Car puis que don ou autre assenne en auroit receu, & puis apres la mort de son pere voulsist droict de quint demander, elle seroit tenue d'r'apporter ce don ou ceste assenne que receuë auroit par le don & ordonnance du pere.

De frere donner à sa sœur aucun don sans quinter son quint.

Et si don ou assenne n'auoit eu du pere, & puis le fils qui seroit son frere à qui le fief seroit venu, de sa bonne volenté donnast à sa sœur aucun don ou assenne, sans ce que la sœur le quittast son don de quint de fief, ou don, pour ce ne demeureroit qu'apres celui don ou assenne faite, puis que quitté n'aurois son droict de quint, que demander ne le puisse & auoir ne le doieue. *De contend s'ourdant sur aucun quint demander.*

Et se Dame ou Damoiselle demande à auoir quint contre son frere, & contend en soit qui faille iusques à procès, sçachez que tout le procès durant, la Dame ou Damoiselle doit estre mise en possession, parmy ce qu'elle face suffisante caution à loy de rendre & restituer tout ce que leuë en auroit au cas qu'elle decherroit, & que droict n'y auroit. Ainsi fut il ordonné par sentence en la salle à l'Isle pour la Damoiselle de Hem empres l'Isle. Et ainsi fut il dict & ordonné en ladicte salle à l'Isle, & par sentence pour les Iuges de Madame Dantoing, que parchon faicte par pere & par mere, & par communs amis d'un costé & d'autre, estoit tenable & vallable, sans ce que fust faicte par loy, fors par les

communs amis en tant que pour les biens meubles & cateulx. Mais en tant qu'aux heritages, il conuiendroir que ce fust passé pardeuant loy, si on vouloit qu'il fut si fermement fait que pour valoir & tenir d'hoir en hoir.

Costume de l'Isle.

Item selon la coustume de l'Isle si homme & femme sont mariez ensemble, & ayent vn enfant ou plusieurs, l'homme ait heritage qui vienne de par luy: si celuy homme va de vie à trespas, & la femme se remarie, sçachez quelle a & doit auoir droit pour son voyage, moitié és heritages de son mary, & les enfans l'autre. Et s'il aduenoit que les enfans allassent de vie à trespas, sçachez que la mere perdra son voyage, & s'en reua l'heritage quitte & deliure aux hoirs de l'enfant de par son pere: & s'ils n'auoient nuls enfans, les heritages reuont au costé dont ils viennent, & ainsi est de l'homme. Et pareillement en Tournes. Et femme qui demeure sans enfans, n'a quelque part aux heritages qui viennent de par son mary, mais elle partit à moitié en toutes les acquestes, & a moitié aux meubles avec son droit de veufue, qui est tel comme ailleurs sera dict, au chapitre des veufues. cy apres ensuyuant.

Costume de Tournay.

Item par la coustume de la ville & cité de Tournay, lequel qui premier voise de vie à trespas, iagoir ce que nuls enfans n'ayent, le derrain viuant a la moitié des meubles & de tous les heritages à tousiours siueux en la banlieue d'icelle ville: & si enfans en demeurent le pere mort & la mere viuante, la mere iouira de tous les meubles & heritages tant qu'elle se tiendra de se remarier. Et s'elle se remarie, ses enfans qu'elle a, vn ou plusieurs s'ils veulent demander leur parchon contre elle, auoir la doiuent de la moitié des heritages & des meubles. Et ce fait la mere de l'autre moitié qui luy demeurera à la parchon faire, en peut sa pure volonté vendre ou donner à tousiours. Et si les enfans audict remariage ne demandent parchon, laquelle chose est en eux de faire ou delaisser: s'ils le laissent, la mere demeure és biens meubles & heritages tant qu'elle viura. Mais des heritages ne peut iamais vendre n'aliener commet que ce soit, qu'elle morte tout ne reuienne à ses enfans vn ou plusieurs, si elle les auoit autant à l'vn comme à l'autre. Et les meubles se partissent apres la mort d'elle contre le mary à moitié. Et si la mere se remarie comme dict est, & elle a enfans de son second mary: les enfans du second mary partiront contre les enfans du premier mary, c'est à sçauoir les premiers enfans auront la moitié de l'heritage venu de leur pere, pour la four morture venant de leurdict pere, & l'autre partie ou moitié seroit partie fraternellement autant à l'vn comme à l'autre. Et ainsi doit estre fait des premiers enfans contre les seconds enfans des heritages venans du second mary apres la mort, contre les enfans à celuy son mary, & des meubles

* Au liure escrit
à la main n'y a,
no, & sera mes-
leur de le reyer;

* ne a moitié.

ANNO-

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SEPTANTESIXIESME.

C qui est contenu en cet article, vient de l'usage qui lors estoit observé en quelques pays de la Gaule Belgique, mais il ne se pratique plus si généralement en France: ains par le commun droit François on releue seulement du seigneur les fiefs tenus & mouvans de luy, & non les rotures qui aduennent par succession. Et quant aux fiefs par quelques Coustumes le fils aîné peut releuer pour luy & ses autres freres & sœurs du seigneur feodal les fiefs escheuz & aduenus par la succession de leur père ou mere, & luy en faire la foy & hommage, & les freres & sœurs puînez releuer leurs parts de leur frere aîné, sino du seigneur feodal: d'où on peut voir les Coustumes, & à icelles auoir recours pour ceste matière. Le mot deffouir, signifie diuiser & separer, comme il se trouue en l'ancienne Chronique de Flandres, de Monstrelet, & ailleurs: & ainsi en vse mon vieil praticien.

b Cet article s'entend de la communauté introduicte par plusieurs Coustumes, entre les enfans d'un premier mariage & celui ou celle qui se remarie sans auoir faict faire inuentaïre: dont est traité és articles 240. 241. & 242. de la Coustume de Paris: étant ledict 242, conforme à ce qui est traité en ce present article: laquelle communauté n'a effect si l'homme veuf ou la femme, auant que se remarier auroit fait faire inuentaïre: qui se doit entendre quand il auroit esté fait solennellement, clos & affermé: comme a esté iugé par arrest du 8. iour de Mars, 1586. & est porté par ladite Coustume de Paris. Mais encores que l'inuentaïre n'ait esté fait si tost, toutesfois la communauté cesse du iour qu'il aura esté fait, par arrest du 13. Aoust, 1557. Formort ou formature signifie droit acquis par la mort de quelqu'un; & ainsi en vse mon vieil praticien. Le mot de for étant frequent, & adiouste en plusieurs dictions pour exprimer d'auantage leur signification, comme en formariage, forbant & autres semblables.

c De la succession des freres & sœurs & autres parens collateraux, par le droit Romain, ceux qui estoient conioincts de deux costez, estoient preferez à ceux qui estoient seulement parens d'un costé. Nouel. 84. 118. & 127. dont sont prises Auth. cessante. C. de legit. hered. & Auth. Itaque C. comm. de success. & y a des Coustumes qui le suivent: mais par celle de Paris, art. 340. & 341. les conioincts d'un costé succedent esgalement avec les conioincts des deux costez, aux meubles, acquests & conquests immeubles: mais quant aux propres heruages y succedent ceux, qui sont les plus proches du costé & ligne, dont ils sont aduenus & escheuz au deffunt, comme il est porté par l'art. 326. & suivant la regle comune paterna, paternis: materna, maternis. Toutesfois si les biens acquis par le pere sont escheuz à son fils, & par ce moyen aient fait souche en luy: apres son deceds ils apparriendront à ses cousins germains du costé paternel, & en seront exclus ses freres vterins, par arrest du dernier iour

de May, mil cinq cens soixante.

d Pour le partage des fiefs entre les enfans, y a grande diuersité de Coustumes, ausquelles celuy qui en aura à faire pent auoir recours: par ce que ce qu'en traitte icy l'auteur vient de l'usage & obseruance qui lors estoit en quelques lieux: mais ne s'observe en autres pays, où y a des Coustumes differētes. Toutesfois on tiens pour Coustume generale en France, que les Duchez, Comtez & Baronnies appartiennent à l'aîné seul, qui doit recompenser les puînez des parts, qu'ils y ont, en autres heritages nobles de la succession, comme a esté iugé par arrest du 7. Septembre, 1571. & 5. Mars 1575. recitez aux Memorables. Ce qui est traité au reste de ce titre des fiefs, est pris des Coustumes d'Artois & autres du pays Bas & Picardie, & desquelles aucunes sont à present reformées qu'on peut voir.

e Souuent a esté iugé par arrests de la Cour, qu'en partage entre freres & sœurs, où y a debat, se doit adinger prouision à ceux qui demandent le partage: des parts qui par la Coustume du lieu leurs soit attribuées au moins en baillant caution: d'autant qu'ils sont tous enfans d'un mesme pere & mere. & saisis également de leurs successions. l. In suis. D. de lib. & postu. Imbert en recite quelques arrests sans d'atte: mais il m'en resouient d'un donné en l'audience, du Mardy 12. Ianuier. 1557.

DE L'EXCEPTION DE PRENDRE PAR AUCUN AUTRE HOIRIE. TILTRE LXXVII.



SÇA VOIR^a est que quiconque veut apprehender hoirie d'autre, s'il se doute d'icelle apprehender pour les dettes au mort, sçachez qu'il a telle induce à ce faire auant qu'apprehender le doieue s'il ne luy plaist que d'un an. Et encores au chef de l'an, s'il est aucun qui vueille auoir droit sur les biens demeurez dudit trespaslé par dettes ou autrement, & qu'on ait aucune cause à biēs demeurez du mort, ou à ses hoirs ou aians cause & on face adiouner les hoirs ou aias cause du mort pour les dettes, sçachez que ceux qui sont adiournez cōme hoirs, ou aians cause dudit mort, au cas que de fait il n'auroient apprehendé aucuns des biens dudit mort par succession, ont vn an de prouision, à sçauoir si hoir se voudroit faire ou non & encores au chef de l'an, si ils sont adiournez, à sçauoir si hoirs se voudroient faire ou non, si ont-ils encore quarante iours d'appensément à respondre si l'hoirie voudroient entreprendre ou non. Et au cas que ce ne voudroient entreprendre, & on ne puisse prouuer cōtre eux, qu'aucune chose en eussent prins ne leué par succession qu'on peu que ce fust, ils ne seroient tenus de respondre pour le mort ne pour dette qu'il deust, mais en doiuent demeurer paisibles. Et dois sçauoir que celuy an durant, au cas que nul ne se porteroit hoir, les biens demeurez dudit mort doiuent estre gouuer-

nés & maintenus par main de iustice, comme par main sauue au moins de despens que faire ce peut iusques audict an fini, s'ainsi n'estoit que plus tost cil ou celle qui doiuent estre vrais hoirs au mort, y venissent plus tost renoncer à loy. Car lors se pourroient tous les biens inuentorier par iustice, & tourner en la paye des credeiteurs au mort, par si toutesfois que curateurs fussent par loy mis sur iceux biens à conseruation de droit, & de la droicturiere defence d'iceux. Et ainsi en est-il vsé en Chastellet de Paris, & par Parlement tenu & conserué. *concordat. l. Cum assignioribus. C. de iure delib.*

Comment on peut hoirie d'autre apprehender sans peril de payer les dettes.

Item^b & si le mort deuoit tant de dettes que ses hoirs doutassent apres luy d'apprehender, prendre ne demander son hoirie, sçachez que par benefice d'inuentaie le peuuent faire par ceste maniere. Il conuient impetrer vn mandement du Roy nostre sire, contenant comment il estoit mandé ou commis au Iuge Royal dessous qui les biens seroient situez, que tous les biens demeurez de tel mort soient inuentoriez par benefice de loy. Et tout ce que par ladicte inuentaie sera trouué, peut & doit estre par caution baillé à celuy qui par ceste voye se veut faire hoir. Et tout ce que par l'inuentaie ainsi faicte sera prins par l'hoir, sainement le peut prendre. Car supposé que le mort si deust plus de dettes que ladicte inuentaie ne monteroit, si ne les pourroit-on de plus demander ne contraindre, ne de plus n'en seroit tenu de compte rendre, & par ainsi de tout ce que l'inuentaie montera, se peut hardiment faire hoir, par si toutesfois qu'il ne puisse estre sceu qu'autre chose quelconque en ait l'hoir prins ne apprehendé, que l'inuentaie aura monté. Car si autre chose en auoit prins, il seroit tenu des dettes audict mort comme son hoir.

Dedans quel temps on doit apprehender hoirie d'autre, par benefice d'inuentaie.

Encore est à sçauoir qu'apres ce que dict est, & comment selon les loix on peut apprehender hoirie par benefice d'inuentaie, sans doute de payer les dettes que deuoit le predecesseur dont l'hoirie vient, sçachez que par la loy escrite si peut & doit ainsi apprehender ladite hoirie par benefice d'inuentaie, mais que l'hoir qui ce veut apprehender, vienne dedans vn mois apres la mort de celuy dont il veut ce faire, & requerrir au Iuge & à loy que les biens demeurez dudit mort soient inuentoriez, & par caution apres l'inuentaie faicte, peut ladicte hoirie apprehender, Et à telle condition doit faire caution, que dettes approuuées montoient plus que ladite inuentaie ne monteroit, si ne seroit il de plus tenu de rendre compte que d'autant que l'inuentaie ne monteroit, sans autre peril ne plus refondre, ne les leuées que sur ce en auroit fait caution. Et conuient que par ladite loy, l'inuentaie & tout ce soit fait dedans 3. mois apres la mort au predecesseur, au cas que l'hoir ou hoirs qui ce voudroient apprehender, seroient au pays au iour de la mort audit predecesseur. Et si hors du pais estoient, ils auroient vn an de iour apres ladite mort. Et c'est ce à

quoy les Coustumiers s'y arrestent le plus, si comme dessus est dict. *C. de iure deliber. l. Scimus iam. duas effe. communia de successioni. l. Amica.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SEPTANTESEPTIESME.

PAR le droict François il ne se porte heritier qui ne veut, ce qui est bien interpreté par quelques Coustumes, qu'il n'est tenu de renoncer ny de faire autre declaration, s'il n'estoit poursuivy à la requeste des legataires, creanciers ou autres, ayans interests: auquel cas il seroit tenu declarer, s'il vouloit apprehender ou repudier l'heredité. Ce que traite amplement Tiracbeau au traite Le mort saisi de vis: tellement qu'il n'y a plus en France d'heritiers necessaires, dont est parlé aux livres du droict Romain. Quant au temps d'apprehender l'heredité, on obtient lettres de benefice d'inventaire, pour se porter heritier sous ledit benefice: s'il n'y a Coustume qui limite expressement le temps, comme fait celle de Bretagne, on peut tousiours apprehender l'heredité, vt rectè existimat Cuiacius ex l. i. C. de suis & legitim. suivant l'opinion des Grecs, ad l. 4. C. qui admit. ad bono. possess. & pareillement celuy qui n'a fait acte d'heritier peut toutes & quantesfois qu'il sera poursuivy, repudier la succession ou obtenir lettres de benefice d'inventaire.

b De la forme d'apprehender une heredité sous benefice d'inventaire est amplement traité tit. C. de iure deliber. En France il faut que celuy qui veut iouir dudit benefice, en obtienne lettres royaux: encores qu'aucuns tiennent qu'au pays de droict escrit telles lettres ne soient necessaires, mais les lettres s'adressent au Iuge Royal: pour entheriner lesquelles faut faire appeller les creanciers apparans, & autres qui peuvent auoir interest, desquels ait cognoissance celuy qui auroit obtenu lesdites lettres: & quant aux autres qui luy sont incogneus, il suffit de les faire appeller à son de trompe & cry public es lieux où telles proclamations ont acoustumé d'estre faites, pour venir proceder sur l'entherinement des lettres, voir faire inventaire & bailler caution comme dict Bald. ad l. vlt. §. cum igitur. C. de iur. delib. Quant à l'inventaire, l'heritier le doit faire solemnellement faire, c'est à dire par deuant le Iuge avec legitime contradicteur, qu'il faut entendre des creanciers ou autres ayans interests, s'ils comparent: & en leur absence avec le Procureur du Roy, qui est personne publique pour conseruer le droict de tous ceux qui y ont interest, auquel Inventaire l'heritier doit fidellement faire mettre tous les meubles, créances, obligations, tiltres & papiers d'où il peut auoir cognoissance, & lesquels meubles il fera priser: & neantmoins les legataires, creanciers & autres ayans interest pourront faire augmenter en l'inventaire ce qu'il viendra à leur cognoissance, & augmenter l'estimation des meubles, d. l. vlt. §. licentia, & selon qu'il a esté iugé par arrest donné es grands iours de Moulins, l'an 1540. & autre donné audict lieu de l'an 1550. recité par Papon liure 21. tiltre 10. Si.

toutesfois y auroit en inuentaïre faict au precedent, comme les Juges & Officiers tant du Roy que des hauts iusticiers, sont assez diligens de faire inuentaïre, incontinent apres la mort du deffunt, l'heritier se pourra ayder du dict inuentaïre: & s'il est clos & affermé, il suffira pour l'autheriment des lettres du dict benefice: apres l'inuentaïre faict l'heritier par benefice d'inuentaïre doit bailler caution de l'estimation des meubles contenus en iceluy, & des fruiets leuez & perceus, & non des immeubles, comme a esté iugé par arrest du 27. Iuillet 1526. De ceste matiere les Docteurs & les Practiciens ont escrit si amplement, que ne seroit qu'une reditte d'en traïter d'auantage, toutesfois on peut observer pour le regard de la clause qui est ordinairement mise es lettres de benefice d'inuentaïre, pourueu qu'il n'y ayt d'autre qui se die heritier simple, qui est neantmoins porté par la coustume de Paris, artic. 342. que l'heritier en ligne directe qui se porte heritier par benefice d'inuentaïre, n'est exclus par autre parent qui se porte heritier simple: ce qu'il faut entendre encores que les deux heritiers soyent en pareil degré: mais ie ne voudrois estendre ledict article aux heritiers en ligne collaterale, il y a d'autres coustumes qui sont differentes, lesquelles on peut voir. L'heritier par benefice d'inuentaïre pour retrancher les procès, que les creanciers ou autres luy pourroyent faire, sur l'estimation des meubles, doit les faire vendre sollempnellemēt apres la publication faicte deuant la principalle porte de l'Eglise de la paroisse ou le deffunt demouroit, à issüe de Messe parrochiale, comme porte ladicte coustume de Paris, autrement il pourroit estre condamné au paris de la prise des meubles, suiuant l'arrest du 4. iour de Mars mil cinq cens quatre vingts un, ou de rendre compte des meubles selon l'estimation qui en seroit faicte par personnes dont les parties conuiendroyent, comme a esté iugé par arrest du 16. iour de Feurier 1582. Mais l'heritier par benefice d'inuentaïre doit bien s'enquerir qui sont les precedens creanciers, pour ne payer legerement, par ce qu'il a esté iugé par arrest du 2. iour d'Auril 1577. recué au troisieme liure des Responſes, que si l'heritier par benefice d'inuentaïre a payé quelques creanciers posterieurs, sans s'enquerir des precedens en hypothecque, il sera tenu enuers les precedens en son propre & priué nom: de la restitution de la somme qu'il auroit payée: encores que d. J. Vlt. §. & si præfatam, soit contraire.

COMMENT LE PLUS PROCHAIN EN DEGRE
DOIT S'VCCEDER EN HOIRIE, SOIT EN
montant, ou en descendant.

TILTRE LXXVIII.

LII iij



AR ceste loy^a presentement alleguée, *Statuimus*, & par vn autre cas brief qui dict, *Qui prior est in gradu, prior est in possessione*, doit estre entendu que le plus prochain en degré doit succeder en hoirie, soit en montant, ou en descendant, si n'est en fief, qui par coustume laie ne doit remonter en estoc de ligne de hoirie, d'ot s'il aduenoit que aucun alast de vie à trespas, qui eust pere & mere, ou l'un d'eux, sçachez que la succession de luy iroit plustost ausdicts pere ou mere, qu'il ne feroit à ses freres ou seurs & s'il n'auoit pere ou mere, lors iroit aux freres ou seurs, & plustost aux freres ou seurs, que aux freres ou seurs à demy germains: & encores plustost aux enfans de freres ou seurs germains, c'est à entendre tout d'un pere & d'une mere, que aux demy freres & demy seurs: & si nuls n'en y auoit, lors succederoyent les demy freres & demy seurs, & leurs enfans: lesdits pere ou mere trespassez: & ceste declaration trouuerez vous plainement *communis de success. l. Amis. & l. Auunculo. & Authent. Itaque mortuo. & Auth. Defuncto. C. ad Tertullianum*. Combien que par coustume de court laye, les demy freres & seurs partissent contre leurs freres ou seurs germains: mais la declaration si est que ce est entendu és meubles, & en acquestes d'heritages, qui par coustume seroyent tenuës pour meubles, & par la condition de l'acqueste.

De succession de quint.

Item veut encore le faict de coustume que s'il est aucun qui tienne fief & ayt plusieurs freres ou seurs, qui droict de quint^a payent, si le quint n'est demandé à loy & escliché à part, & ceux qui leur part de quint y ont vont de vie à trespas, sçachez que celuy quint, ou celle part de quint qui escliché n'est, rechet au gros du fief, ne n'y ont riens les autres freres ou seurs.

De succession d'homme occis ou meurdry.

Item & s'il aduenoit^b que aucun fust occis ou meurdry à recele: sçachez que par l'e droict escrit la succession ne doit pas venir à l'hoir de luy de-meuré, s'ainsi n'est que celuy hoir face grande & pleine diligence à loy, de sçauoir qui ce meurdre ou homicide a faict, & que loy s'en face si auar que trouuer on le pourra: ou autrement il sembleroit que l'hoir eust esté consentant de la mort. Et s'ainsi ne fait l'hoir, le seigneur à cause de mettre la main en ladite succession, comme à chose estraiere. *C. de his quibus*

Estraiere, signifie confisque, ancien mot François.

ut indignus. l. j.

De la propriété de v'sufruituaire.

A Sçauoir est que souuent aduient que aucun vend, donne ou engage le fruit d'un heritage, à tenir la vie d'un autre durant. Si aduient il aussi que ce aduient par don ou assenne de mariage, & par doüaire coustumier, d'ot souuent il aduient que celuy qui ainsi a son heritage empesché, si va de vie à trespas auant que l'v'sufruituaire qui le voyage doit tenir: à sçauoir à qui la succession quant à la propriété, deura escheoir, & quant ou au prochain hoir qui sera au iour du trespas du propriétaire, ou à celuy qui sera au iour de l'v'sufruituaire. Sçachez que si tost que le pro-

prietaire qui a ainsi ordonné ou obligé de son heritage, va de vie à trespas, la propriété en vient & succede à son droict hoir, combien quel v-lufruict en demeure à l'vlufruictuaire durant sa vie, & le doit incontinent releuer, si c'est chose qui desire relief à faire.

Custom de Mortaigne.

Item à la coustume de la terre de la ville de Mortaigne, sçachez que lequel que ce soit de l'homme, ou de la femme qui demeurent viuans sans enfans, il n'y a que le quart, & luy mort il reuiert aux hoirs, &c. & si c'estoit fille qui soit avec freres, elle n'y a riens quant aux heritages, mais quant aux meubles elle a droicte parchon comme les autres.

Enqueste faite à l'Isle.

Item il fut chargé par enqueste en la salle à l'Isle, que vn homme qui auoit demandé vn heritage qui escheu luy estoit de vne sienne ante, sur lequel heritage le pere & la mere auoyent assenné vne leur fille & seur à celle ante, de la somme de lx.liures, & lequel heritage vn estranger auoit acheté & jà tenu par grand temps, le demandeur le deuoit auoir comme eschange, & fut dict que ledict heritage se deuoit descontenger puis qu'il estoit de droicte ligne.

De trois manieres d'escheances en succession.

Et pource peux & dois sçauoir qu'ils sont trois manieres d'escheances de heritage. La premiere vient par succession, la seconde par grace, & la tierce par fortune. Celle qui vient par succession, si est auoir heritage de son prochain, si comme de son pere ou de son prochain, ou encore quād le sire apprehende succession par defaute d'hoir qui vienne. Celle qui vient par grace, quand vn Euesque ou vn homme de sainte Eglise a par don & par grace aucun bien par le trespas d'un autre, qui en son viuant le tenoit & possessoit. Celle qui vient par fortune, c'est à dire par aduenture, si est ainsi que par mariage selon les coustumes d'aucuns lieux.

On tient que le seigneur, dici debet potius succesor bonorum quā heres, aussi n'est il tenu des dettes du deffunct, que pro modo emolumentis. Bacquet. liure de desherance, chap. 3.

Du lignage directe ou collateral.

Il aduient aucunesfois que vn heritage vient à aucun qui de riens n'estoit de lignage à celuy, dont l'heritage descend, si comme en la terre de saint Amand en Peule, que en maint autre lieu seroit sçeu & aussi trouué.

Des escheances de ligne.

Item des escheances de ligne tu peux & dois sçauoir, que l'une est droite, & l'autre lateral. la droite si est quand heritage descend par droite ligne de pere ou de mere au fils ou à la fille, ou aux enfans des enfans. La ligne collateral si est quand l'heritage descend de l'oncle, ou de l'ante, ou de frere, ou de seur, ou d'autre costé qui soit lateral.

Custom de Normandie.

Par la coustume de Normandie nouvellement tenuë & instituée dois sçauoir que le fils l'aîné doit auoir l'aîneté, & sans luy ne doit nul calenger heritage ne deffendre, ne faire au seigneur hommage, car il y doit auoir autelle droiture de l'escheance, que le sien pere eust eu s'il eust yescu.

Il faut voir la custom de Normandie, ar. 325. & ensuiuans.

Comment le fils represente son pere en bonne succession.

Des successions en
en ligne collate-
rale, sans voir le
grand Coustum-
mier, pour la di-
uersité des Cou-
stumes qui sont
en France.

Pourquoy par ceste raison il appert que le fils represente son pere en tout faict de succession. & encore peulx & dois sçauoir que escheance de heritage qui n'est venant de droicte ligne à heritage, si comme le frere à l'heritage de son frere, & les nepueux à l'heritage son oncle, car telles successions viennent par ligne lateral.

Comment escheance qui vient par aduenture, se deuise en trois parties.

* Aument
desherance.

Escheance qui vient par aduenture, se deuise en trois manieres, dont l'une si vient par * escheance, si comme quand vn fief ou autre heritage reuiet au seigneur par faute d'auoir aucun hoir.

De succession par establisement.

L'autre si vient par establisement, si comme quand vn fief ou autre terre vient à estrage personne par faict de doüaire ou par fait de veufueté si comme les coustumes de diuers lieux l'enseignent moult diuerfement en aucuns lieux, & en aucunes seigneuries, & ainsi comme les coustumes y sont establies, tenuës, & expressement gardées.

De succession de condition.

L'autre si vient par condition, si comme quand aucun fief est vendu, cédé & transporté en estrange main par telle condition, que quand celui en qui main il est transporté, sera mort, il reuiendra aux hoirs de celui qui l'a ainsi transporté, ou par autre condition ordonnée par le transporteur, & le transporte de rente à vie, acquise par deux personnes, & le dernier viuant tout tenant, comme dict est en la fin de la rubriche des meubles & careulx, où il est de ce plus à plein traicté, & de ladicte rubriche cy dessus, où il parle des rentes à vie.

Vsage de Normandie.

Il faut voir la
nouuelle coust-
me de Norman-
die, qui ne con-
vient du tout à
ce qui est icy
traicté.

Item selon l'usage de Normandie auquel usage plusieurs sages se conforment, pour ce qu'il est fondé sur droict escrit, le fils aîné a l'heritage qui vient par la succession de son pere & de sa mere. Et si ledict fils meurt auant que son pere & sa mere, son fils aîné le represente, ou son plus prochain hoir qui d'icelle mesme ligne descend. Et s'il ne demeure nul enfant qui soit descendant de cestuy aîné fils, l'aîné frere apres le represente. Et ainsi peulx & dois sçauoir & entendre des freres ensuiuās: & si tous les enfans estoient morts auant que le pere, ou que nuls enfans n'eust, ce viendra à son aîné frere, ou à son plus prochain qui de luy sera issu. & si celui n'auoit nuls freres, ne enfans de freres, sçachez que la succession reuiendroit à l'hoir. Et ainsi est à sçauoir & à entendre de ceux qui sont de celle ligne en cas d'heritage, & non autrement, car les meubles se partissent aux plus prochains hoirs de quelque costé que ce soit.

De succession hors droicte ligne.

Item & encore est à sçauoir si vn heritage descend à aucun de par pere, & il n'y a aucun frere ou cousin, qui soit de par son pere tant seulement: cil frere ou cousin ne pourra mie auoir celui heritage, car il ne vient pas de son costé, ains retourneroit au seigneur de qui il est ou seroit tenu, mais autrement seroit des acquestes. Car elles retourneroyent aux plus

aux plus prochains hoirs de quel costé que ce fust. Si il n'y demeure nul frere, l'heritage reuient au cousin, & si ne reuient nulle fois à l'ayeul, tât qu'il puisse trouuer aucun cousin qui descende de celui lez ou costé dôt l'heritage demeure. Et si non, il reuient à l'ayeul, comme dict est.

Item les enfans qui sont issus des femmes d'autre pere pardeuant mariage, non pas les femmes n'auroient pas l'heritage tant que il y eust aucû viuant qui fust descendu du lez & costé des masles, selon l'usage dessusdict les heritages reuiennent aux peres, quand il n'y a nuls enfans issus d'eux. Et ainsi dois sçauoir & entendre de la mere de l'ayeul, de pere ayeul, & de bisayeul. Et par consequent de l'ayeulle, & de la proayeulle, & aussi de bisayeulle.

Usage d'Artois, Amiens, Vermandois & Tournesif.

Item & en ce mesmes selon l'usage d'Artois & d'enuiron, si comme Amiens, Vermandois & Tournesif, sçachez que le fils si doit estre mis & receu en l'heritage dont son pere mourut saisi & aduesty, si ce n'estoit en cas qui sont dictz cy apres au chapitre des mineurs. Car par l'usage des dessusdicts lieux on toute succession le mort saisist le plus prochain apres luy du costé dont l'heritage vient & descend. Toutesfoiz aucunesfoiz en aucunes particulieres villes & places voit on le contraire, car selon le sage, forte est la reigle qui ne faut: & l'autre qui dict, il n'est reigle qui ne faille. Et pour ce te monstreray exemple sur ce comment vn homme fut mis en vn heritage dont son pere ne fut onques tenant.

Ceste coustume est generale par tout le Royaume de France. Videl. l. 1. Et l. 202. D. de diu. reg. lvi.

Vn exemple.

Il fut yray que monseigneur Eustace de Noyelle mourut en Arragon, & auoit mené avec luy messire Aymer son fils, lequel messire Aymer dessusdict au retourner du voyage mourut en chemin, mais ce fut en la Comté d'Artois assez pres de son lieu. Or fut encore bien vray que sondit fils messire Aymer auoit vn fils qui estoit appellé Vuitasse, qui vint en teps à son aage, il fut mis en toutes les terres que son pere tenoit. Ce faict il vint à conseil au chasteau à Encre, dont & duquel chasteau tenoit ledit monseigneur Eustace son grand pere, & requist au seigneur dudit lieu qu'il fust mis en toute la terre que dudit chasteau tenoit sondit grâd pere, comme le plus prochain hoir, qu'il ne peust viure ne mourir par le moyen dudit feu messire Aymer son pere, & en offrit la bouche & les mains. A laquelle requeste faire par messire Eustace fut debatue par vn escuyer, disant qu'il estoit le plus prochain fils hoir qu'il peust viure ne mourir dudit messire Eustace de Noyelle, & par ce moyen y deuoit mesmes estre receu, & non ledit Vuitasse fils audit messire Aymer. Et disoit ledit escuyer que le pere d'iceluy Eustace n'en auoit onques esté tenant ne enuoy de seigneur: pourquoy luy qui estoit aussi prochain du lez, & costé, & par consequent ainsé d'aage, deuoit auant estre mis en ladite terre & succession que ledit Vuitasse qui estoit mainné. Ledit Eustace disoit du contraire, & disant que certaine & notoire chose estoit que sondit feu pere auoit esté fils legitime dudit feu monseigneur Vuitasse, & par consequent son droit hoir, & comment il mourut hors, & que si sondit

M m m

feu pere peult estre reuenu, il eust esté & estoit vray seigneur & heritier de sondict pere, & sans difficulté aucune l'eust mis en toute la terre & succession dont son dessusdict pere iouyssoit & possedoit au iour de sondict trespas, & que si son pere eust esté reuenu, receu y eust esté, parquoy si deuoit estre le fils en representant sondict pere. Ledit escuyer repliquant le contraire & disant que puis que son pere estoit mort, il descendoit vn degré, & par ce ores n'estoit à recevoir contre l'escuyer qui ainsi estoit. &c. Tout vey, il fut dict par iugement d'hommes que ledit Vintasse attedu le cas seroit de primeface mis en l'heritage. Et si ledit escuyer voullist cōtredire & que droit y sceust, il seroit tousiours ouy en ses honnes raisons loy faisant.

La raison de ce iugement est fondée sur ce que Vintasse estoit petit fils d'Enface, qui estoit mort sans & veu son dudit heritage, lequel petit fils representoit son pere en la succession d'Enface.

Des enfans d'un Gentil-homme.

Sur ceste matiere, peulx & dois sçauoir que enfans de gentil-homme ne peuuent ne doiuent auoir s'oustenance, sur heritage qui escheë à leur pere ne à leur mere de ligne & costé lateral, mais si ont quand il leur eschet de ligne droite: & s'il aduenoit que aucune escheance vienne au fils de ligne lateral, les freres ne les sœurs s'il les a, n'y ont point d'escheance & n'y ont droit de demander les enfans s'oustenance, fors es hiefs qui au pere & à la mere estoient au iour de leur espoussaille. & en ce que acquis auroient leur mariage durant.

Des enfans de homme de poeste.

Item les enfans d'homme de poeste doiuent auoir parcion ensemble à tous les meubles qui sont demeurez de pere & de mere autant à l'un comme à l'autre, & ainsi est des heritages qui sont tenus en main fermie.

Comment les hiefs ne se partissent.

Item peulx & dois sçauoir que hief ne se partist pas, car l'aîné l'emporte si comme dessus est dict, en la rubriche de ce faisant mention qui parle des heritages escheans à plusieurs enfans. Mais les freres & sœurs si il les a, ont le quint & plus ne y peuuent autre droit auoir ne demander.

De morgaige.

Item & s'ils ont hiefs acquis, sçachez que sur iceux peuuent ils demander telle somme d'argent soit grande ou petite, telle qu'il leur plaira & assigner sur iceluy hief par signe de morgaige tant que l'aîné hoir l'aura racheté de la somme dessus assignée. Mais enuers autres que aux freres & sœurs ne se pourroit ceste assienne faire.

De morgaige laisser à l'Eglise.

Et à l'Eglise encore selon l'opinion d'aucuns pour tant que fust en don de l'aumosne.

Coustume de Haynault.

Item de ce mesme propos selon la coustume de Haynault, sçachez que si l'homme qui tient en hief, prent aucune femme en mariage, de laquelle le femme il ayt fille & point de fils, celle fille tiendra le hief. Et si celle premiere femme meurt, & l'homme se remarie, & de ce mariage ayt vn fils, sçachez que celuy fils si tiendra le hief de la premiere femme, & non pas la fille s'elle y estoit.

C'est suivant les costumes de Picardie & du pays Bas, qu'on proutvoir tant les anciennes que nouvelles.

De venir à hoir de hoirs.

Item & si l'homme qui tient en fief à fils ou filles, & le premier fils ou la première fille a hoir ou hoirs de mariage, lequel hoir ait encore autre hoir, qui voise de vie à trespas deuant son pere ou sa mere, sçachez que l'hoir qui d'eux demeureroit, ne tiendrait pas le fief de son grand pere, mais le tiendrait premier de hoir furnuant au iour du trespas du grand pere ou de celui dont ledit fief viendrait, soit fils ou fille. Item si l'homme tenant en fief meurt sans hoir de son propre corps, la succession de son fief viendra au plus prochain hoir du lez & costé de luy & dont ledit fief descendrait. Et ceste mesme loy est sur la partie des femmes s'ainsi meurent sans enfans de loyal mariage.

Que femme n'a que son doüaire en fief, ou en terre d'aluex.

Item & si l'homme meurt sans hoir de mariage issu, la veufue qui de luy demeure, n'a riens es fiefs ne es terres d'aluex qui de par homme viennent, si non son doüaire tant seulement, & le meuble es terres ahannables l'an que son dict mary sera mort: & non plus, supposé que le fief ou la terre d'aluex fussent escheus durant le deffusdict mariage, ou non, car tousiours s'en reua-il du costé dont il est venu.

De l'homme qui auroit fief & enfans.

Item & si l'homme meurt deuant la femme & il ayt tenu fief, sçachez que l'hoir s'il a aage, tiendra le fief de son pere, si que la mere n'en tiendra riens fors son doüaire & le meuble en la terre ahannable que on appelle au pays terre gaignable. Et si la femme meurt deuant son mary, son fils s'il a aage, tiendra son fief, si que l'homme ne tiendra riens, si ce ne sont meubles sur la terre gaignable si come dict est, & en celui an de la mort d'icelle femme tant seulement. Et est l'aage de la femme tenu pour suffisant à douze ans; & l'aage de l'homme à quinze ans.

De fiefs acquestez par conioincts en mariage.

Item si l'homme & la femme qui sont ensemble conioincts par mariage, ont acquis durant iceluy mariage fiefs, & il aduienne que l'homme sans auoir hoir viuant du mariage va de vie à trespas, sçachez que cil fief viendra à prochain hoir de par l'hoir, en la maniere qu'il en sera du seigneur de qui le fief sera tenu, receu en hommage, mais ladiete femme tât qu'elle viura, aura en ce la moitié des profits, sans ce que ceste femme en soit tenue de en faire hommage ne seruaice pour ce au seigneur du fief, &c.

Des aluex acquis par l'homme & la femme.

Item si l'homme & la femme ont acquis aluex ensemble durât la conioction de leur mariage, & l'homme meurt deuant la femme, icelle femme tiendra tous lesdicts aluex, si hoir n'y a qui soit demeuré d'eux: & apres la femme tout ce reuiendra au prochain hoir de l'homme.

De la femme mourir auant l'homme ayant aluex.

Item si la femme de qui fiefs ou aluex sont venus, succedez & escheus, va de vie à trespas deuant le mary, sçachez que le mary aura le bail de ce iusques à tant que les enfans seront aagez, & ainsi l'auroit la femme si garde. l'homme mourroit deuant elle. & si ce n'estoyent que terre d'aluex, l'homme

Il parle suuant quelque coutume, mais comme il a escrit cy dessus, en France la representation au lieu infiniement en ligne directe, & en quelque degré que ce soit dont on peut voir la coutume de Paris, art. 319. & autres semblables, toutes fondées sur l'acquiescence naturelle. Ahannables, signifie labourables.

Cecy ne s'observe point en France, comme i'ay noté en l'annotation sur l'article precedent.

M m m ij

ou la femme les tiendroient tant qu'il viuroit. si l'homme ou la femme mourroit deuant que les hoirs eussent leurs aages, les proches n'en d'eux auoyent le bail durant leur minorité.

Comment l'homme ne peut mettre ses aluex en autrui main.

Item durant la minorité nul homme ne peut nullement mettre ses aluex hors de sa main, ne son fief, si ce n'est du consentement de son seigneur.

Customes selon la Preuosté de Paris.

La coutume de Paris n'est telle, & pour ce il la faut voir, article 68. où elle fait distinction entre le franc alev noble, & le roturier.

Item de ce mesme selon l'usage de la Preuosté de Paris, que toutes escheances qui escheent aux freres, sont à l'aîné apres la mort du pere, si elles ne sont du pere ne de la mere, & de ayeul ou de ayeulle qui sont appelez de droitte ligne.

D'acheter aucune chose ensemble en heritage.

* Et si aucun achetoit ou autres ensemble aucune chose en heritage, ce luy qui viuroit plus, tiendroient sa vie durant ses achats, & tous ainsi seroit la femme si plus viuoit que l'homme, & eux morts adonc reuendroient la moitié de tels achats à chacun costé de par l'homme & de par la femme.

D'enfans de poeste auoir.

* Item si aucun homme & femme estans en mariage ont enfans qui soyent de poeste, que l'en appelle au pays de la coutumiers, autant ont leurs enfans apres eux en leur succession les uns comme les autres en tous biens, soyent meubles, heritages, acquestes, ou autres terres.

Des enfans mariez.

Et si aucuns enfans y auoit mariez, si auoyent ils part à ce fraternellement, par si que ils rapportassent leur mariage ou autre don si ils l'auoient eu au parauant. S'ain n'estoit que ce eust esté terre où ils eussent edifié maisons ou vignes, ou autres amendemens, car lors seroit regardé par saiges que l'amendement vaudroit ou que valoit la terre au temps que donnée leur auoit esté, & de non plus ne seroyent tenus de rapporter à parchon.

D'un fol entre autres enfans.

Et si il y auoit aucun fol qui sa terre eust laissée en empier, ou son don, ou eust vendu tout ou en partie de ce que luy auoit esté donné, si comme dict est, sçachez que pour ce ne demereroit que en l'esgard de preudhommes à ce cognoissans il ne eust parchon. Mais il seroit esgardé combien moins vaudroit l'empierement, ou ce que vendra en auoit, & selonc ce luy seroit parchon ordonnée.

De auoir plus grand don au par l'un que l'autre.

Item & s'il aduenoit que l'un desdits enfans eust plus grand parchon ou plus grand don auant le partage fait entre eux, & pour douter de rapporter, il ne voulsist venir à parchon ne à rapport faire avec les autres freres & sœurs: sçachez que les autres freres pourroyent iceluy poursuivre à loy de venir à partage, & faire loyal rapport au commun mont: referué que si aucun amendement y auoit fait, ce luy demereroit à son profit, & quant est de plus declarez des partages, & des escheances, effez.

en peut estre sceu par les coustumes des lieux & places où les questions sourdent. Car elles sont differentes les vnes aux autres, ne ne pourroit nul cler en un liure tout escrire, ne narrer, ne pareillement les affinitez des lignages. Et pour ce t'en veulx monstrer à l'autre page en suyvunt ceste cy la figure par Joy, par l'arbre que l'en dit & nomme l'arbre de lignée, selon Jean Andry, ainsi par la forme & maniere que cy apres verrez figuré & pousterait.

ANNOTATIONS SUR LE TILTRE

SEPTANTE HUITIÈME.

DE la succession à intestat est amplement traité aux livres du droit Romain par lequel suivant la loy des XII. Tables. Les enfans sont appelez les premiers aux successions de leurs peres & meres : & les petits enfans, qui dicuntur nepotes, par representation de leurs peres en celles de leurs ayeuls & ayeules, l. i. D. de suis & legit. Inst. de hæred. quæ ab intest. def. à quoy est conforme la loy de Moysse, au liure des Nombres, ch. 27. & le droit François. Ad ais en la succession en ligne directe y a des descendans & ascendans. Pour le regard des ascendans, qui sont peres, meres, ayeuls & ayeules, y a eu grande variété au droit Romain, & en fin Justinian y a fait un nouveau establissement par ses nouvelles constitutions, & entre autres, la 118. de hæred. ab intest. venient. En France y a des coustumes diverses : & pour le pays de droit escri, par l'Edit des meres, de Charles 9. de l'an 1567. le senatconsulte Trebellian est abrogé. Mais au pays Coustumier le plus commun droit est que les peres & meres, au en leur defaut les ayeuls & ayeules succedent à leurs enfans decedez sans enfans, aux meubles, acquests & conquests immeubles, & non aux propres heritages, qui ne remontent en succession en ladite ligne : ainsi appartenons aux plus prochains collateraux du costé & ligne dont ils sont venus, toutesfoi ils succedent es choses par eux données à leurs enfans decedans sans enfans, & deffondans d'eux : ce qui s'entend de la plaine propriété, & sans aucune charge des debtes du fils donataire, selon la disposition du droit Romain l. Post dotem. D. solut. matr. l. 2. & 3. C. de bon. quæ liber. & arrests de la Cour du 25. Avril, 1575. & de l'an 1584. pour damoiselle Hypolite Fide, mere d'Aignan de Cally, recitez au commentaire sur la Coustume de Paris, art. 313. & encores les pere & mere jouissent par usufruit des biens delaissez par leurs enfans, qui ont esté acquis par lesdits pere & mere, & par le decez de l'un d'eux advenus à leursdits enfans, pourvu qu'il n'y ait aucuns descendans de l'acquerer, suivant ladicte coustume, art. 313. enjoinct avec la 230. l. Cum oportet. C. de bonis quæ liber. arrests du 2. Avril, 1588. & 15. Juillet, 1589. recitez audit commentaire. Ad laquelle Coustume de Paris il y en a d'autres conformes, qu'on peut voir. Mais ce que traite icy l'Auteur, est pris des Coustumes particulieres de Picardie, & du Pays Bas, dont aucunes ont esté depuis reformées, ainsi qu'on

M m m. iij,

peut cognoistre par le grand Coustumier.

b Ce qu'il traicte icy de la confiscation del'heredité de l'homme occis, duquel l'heritier n'auroit fait poursuivre pour la punition del'homicide, extit. C. de his quibus vt indignis. & D. cod. ne se practique du tout en France, parce que l'heritier, si d'ailleurs il n'est convaincu d'estre complice, adherant, ou consentant au meurtre, ne sera privé de la succession du defunct: mais le Juge pourra faire saisir les biens d'icelle, & luy ordonner d'en faire poursuite, sur certaine peine. Aussi par le droit François ce qui est esté à aucun comme indigne, n'est toujours appliqué au fisc, ut scribit Valla lib. de rebus dubijs et etiam colligitur ex l. Si pater. C. de heredib. instit. tellement qu'en ce cas si le plus prochain heritier estoit exclus de la succession du defunct, celui qui seroit le plus proche apres viendroît à la succession en faisant poursuite de la vindicte du meurtre du defunct, & fait bien des propos l. Sororem. C. cod. Mais si il advenoit que l'heritier eust tué luy mesme, ou fait tuer celui auquel il devoit succeder, il sera privé de sa succession: & icelle appartiendra non au fisc, ains à autre plus prochain, comme a esté jugé par arrest de la vigile de nostre Dame de Septembre, 1566. & autres depuis donnez.

c Pour les successions en ligne collaterale y a grande diversité de Coustumes en France, lesquelles on peut voir au grand Coustumier. Mais quand n'y a aucun heritier du costé & ligne dont sont venues les biens de la succession: a esté grandement disputé qui sont ceux qui doivent succeder au defunct, ou les parens de l'autre costé, ou le seigneur. Par la Coustume de Paris art. 330. les parens de l'autre costé & ligne y sont appellez, & en quelque degré qu'ils soient, à laquelle y en a d'autres qui sont conformes, suivant l'arrest vulgairement appellé de la Trimouille, de l'an 1537. & autres du 18. iour de May, 1578. à quoy conuient l. De emancipatis. C. de legitim. hered. il y a d'autres Coustumes contraires, mesme celle de Normandie article 245. à laquelle il semble que l'auteur se soit conformé en ces articles. On en pourra voir d'avantage au Commentaire sur la Coustume de Paris, & au 3. liure des Pandectes. Argenté sur la Coustume de Bretagne article 595. de la cause des seigneurs contra Molinæ sententiam, quæ tamen æquior mihi videtur.

d Soustenance signifie legitime, & ainsi en use souvent mon uicil praticien, mais ce que l'auteur en traicte icy, est suivant la Coustume qui s'observoit lors au pays, où il a escrit: dont conuientroit plus amplement discourir, si ie n'en avois traité aux Memorables, 3. liure des Pandectes, & ailleurs.

e Le mot de mortgage, est frequent en liures des anciens Practiciens, & le mien escrit à la main en use souvent, & interprete terre baillée à mortgage, estre quand les fructs d'icelle n'aquittent rien du deu. & quo. celui auquel elle est baillée en ioint sans en rien rendre, jusques à ce qu'on luy ait rachetée, & payé la somme pour laquelle elle luy est baillée, & ainsi l'interprete aussi nostre auteur, & y en a des Coustumes, qui en font mention. C'est qu'on appelle uti genas, dont j'ay escrit cy dessus.

f Il parle du douaire de la femme qui n'est que viager, & en sera plus am.

plemeut traité cy apres. *Aluex* signifie *aleu*, qui n'est ne fief ne roture, ains est franc & exempt de sujection & redevance envers quelque seigneur que ce soit. & pour ce il est appelé franc. Il y en a de deux especes, à sçavoir noble & roturier, dont j'ay escriu sur la Coustume de Paris, art. 68. & en ont aussi traité plusieurs autres, mesmes Ragueau en son Indice.

g. Cq. article se peut rapporter à la garde noble qu'a lo pere ou la mere, de ses enfans, pour soux des fiefs à eux escheus par le decés de l'un d'iceux, jusques à certain aage, dont faut avoir retours aux Coustumes.

b. En France où les fiefs sont réduits à la forme des autres heritages, cecy ne s'observe: car la femme a la moitié en propriété aux fiefs ou Aleus acquis constant son mariage, comme aux autres conquests: laquelle moitié elle transfere à ses heritiers, si elle n'a enfans d'udit mariage: & l'autre moitié appartient aux heritiers du mary, selon les Coustumes des lieux, où ils sont assis, qui sont tenu de releuer du seigneur, la moitié à eux escheue desdits fiefs: & non la femme, en fief, si son mary en a fait la foy & hommage, & payé les droicts, comme est traité au cinquiesme article de la Coustume de Paris, à laquelle plusieurs autres sont conformes.

i. Cecy est bien déclaré par la Coustume de Paris, art. 305. où j'en ay escrit. Mais elle veut que l'estimation des heritages se face, en esgard au temps que division & partage en est fait, deduction faite des impenses: à quoy s'accordent quelques coustumes: mais autres veulent l'estimation estre faite, à la valeur du temps des donations.

k. Par quelques coustumes, comme celle de Paris, art. 306. celui des enfans auquel auroit esté donné, se peut tenir à son don en s'abstenant de l'heredité: sauf aux autres enfans à demander leur legüime, comme aussi ils peuvent faire par le droit Romain, & a esté jugé par arrest solennel du 25. May 1555. recité en la Resp. nonante vn, liure 4.

DECLARATION DE L'ARBRE DE
CONSANGVINITÉ. TILT.LXXIX.

Not. istas duas
litteras I. & B.
non scripseras hac
in arbore, sed
earum d. signa-
tione designatur
cellula in modo
linde directe ar-
boris posita, qua
figuram homi-
nis praesert.

A R B R E de ligne descendant de l'Abaue & de ses branches, d'Aue & de ses branches, de pere & de ses branches, de fils & de ses branches se peut apparoir par l'arbre de ceste figure, en descendant du premier Abaue de l'angle en angle iulques que tant de droicte ligne comme de ligne collateral, si comme en chacun angle peut apparoir, & que le nombre qui est en chacun angle, est corté, peut apparoir. Et celle de la partie à fenestre, pour la ligne masculine en l'autre partie à dextre pour la ligne femelle. En descendant pareillement d'angle en angle, & de ligne en ligne, comme aussi à dextre peut apparoir par le nombre contenu en chacun angle, referué l'angle qui contient I.B. car par celuy angle, & par celuy signe de I.B. sera chacun angle demandé, & sceu en quel degré, soit en descendant ou en montant, il luy est prochain.

Exemple de ce.

Mettons que les quatre angles, c'est à sçauoir autour de l'angle de I.B. si comme l'angle où il y a escrit, *frater*. Et l'angle où il y a escrit, *soror*. sont tous descendans de la celle où il y a escrit, *pater & mater*, & l'autre angle où il y a escrit, *filius filia*, qui est dessous, toutes celles cy sont toutes d'un mesme degré, & pour ce est chacun corté par le nombre d'un: qu'ils sont tous d'un mesme degré à I.B. pour qui ie suppose que le degré soit demandé. Et pour ce en l'angle de I.B. n'a point de nombre: car c'est celuy qui mesme demande. Si tu veux sçauoir combien luy est en degré l'enfant du fils son frere, que les Clercs appellent pronepueux, sçauoir peux qu'il luy est en quart degré en ligne collateral. Vcy comment la celle de I.B. qui demande la question, si est prochaine à l'angle des freres en un mesme degré, si comme par les angles & selles y est seigné: & de l'angle & selle de frere qui est collateral, si descend l'angle de fils de frere, qui est signée par le nombre de 1. & ainsi appert que ceux-là sont à I.B. en second degré, que nous appellons germains: & en l'angle apres qui est collateralement de l'angle deuant dicté de fils de frere, descend le tiers angle de fils, de fils de frere que les Clercs appellent nepueux de frere: & pour ce est-il seigné par le nombre de trois: & sont ceux en tiers degré à I.B. que nous appellons cousins en autre. Et encore de celuy angle encore collateralement descend vn autre angle de pronepueux, lesquels sont en quart degré à I.B. & pour ce est-il seigné en l'angle, & corté par le nombre de quatre, car plus auant ne descendent les degrez de lignage selon les saincts canons dont il nous faut reigler. Et ainsi entends pour la partie fenestre, pour les degrez venans de par les soeurs. Car tout est d'une mesme maniere

niere à entendre. Or t'ay monstré par exemple des degrez collateraux, descendans de frere & de sœur à I. B. si te veux môstrer pareillement par exemple les degrez de droicte ligne : c'est à sçauoir de ligne montant.

Exemple de ce.

A prendre l'angle apres l'angle de I. B. la premiere ligne en montât si est l'angle de pere, mere, auquel angle est seigné par le nôbre de 1. pour ce que ces quatre angles, c'est à sçauoir pere mere en montant, & l'angle de fils, fille en descédant, & les deux angles collateraux à deux costez de I. B. c'est à sçauoir l'angle à dextre de frere, & l'angle à senestre de sœur, tous sôt à I. B. en premier degré de quatre, sans l'angle de pere en ligne môrât, l'angle de fils en ligne descédant, l'angle de frere en ligne collateral de par pere, & en ligne collateral de par mere, dont il ensuit qu'apres l'angle de pere en ligne môrât, vient l'angle d'Aue en icelle ligne môrant, & celuy angle est cotté par le nombre de 2. & Aue est à I. B. en ligne montant en second degré, & est appelé Aue, c'est à dire, pere de pere. Et celuy de la tierce selle apres en montât est appelé *Proauus*, & selon les Clercs est appelé *Tri-tauus*. celuy angle est cotté par le nombre de trois, & est en tiers degré à I. B. en ligne montant. Et de celuy angle monte encore vn angle qui est le derrain & le quart angle. Car plus ne peut monter, n'aussi plus aualler ne descendre, ne plus de degrez ne sont à monter selon le droict canon. Si comme dict est. Et celuy angle qui est le quatriesme en ligne montant selon les Clercs est appelé *Abaue* qui vulgairement seroit appelé grand Aue, & pour-ce est-il en cest angle seigné, & cotté par le nombre de quatre, car *Abaue* est à I. B. en ligne montant en quart degré, & les enfans qui de luy descendroient iusques en quatre, si comme par le derraine, & quatre angle de luy descendant lateralement, où il y a escrit *pronepueux*, sont en quart degré audiect *Abaue*; car plus auant ne va ligne. Veu par la ligne en montât par l'exemple desusdicté, il ensuit aussi par exemple, voir de la ligne descendant en dessous l'angle de I. B.

Exemple de ce.

Si est à sçauoir qu'en la ligne dessous l'angle de I. B. a vne autre ligne descendant qui est appelée l'angle de fils fille, & cel angle est seigné & cotté par le nombre de 1. & selon le droict canon le fils descend du pere d'un degré, & pour-ce est cel angle à I. B. en vn degré en ligne descendant, si comme l'angle de pere luy estoit en vn degré, en ligne montant, car tous ne sont qu'en pareil degré à I. B. Et de celuy angle descend vn autre angle qui est la seconde selle apres l'angle de I. B. où il y a escrit enfans d'enfans, que les Clercs appellent *nepueux* : & le quel angle est seigné par le nombre de deux, & sont ceux en second degré, en ligne descendant à I. B. & est fils de son fils, ou fille de sa fille qui autant est. Et de celuy angle descend vn autre qui est en tiers degré à l'angle de I. B. auquel est escrit *proenfans*, que les Clercs appellent *pronepueux* : le quel est seigné par le nombre de trois, & cil est tiers degré à I. B. en ligne descendant. Apres vient le quatriesme & derrain angle en descendant : &

N n n

plus auant ne peut descendre qu'on y tiennne point de lignage ne d'affinité, & en celuy angle est escrit abenfans, qui est le quart degré, que les Clercs appellent abnepueux, lequel angle est seigné par le nombre de quatre, & pour-ce est-il en quart degré à I. B. & lors peuuent auoir à mariage l'un l'autre. Et des successions peus & dois sçauoir entendre que tout ainsi par la forme & maniere si descendent, comme sont les degrez, les vns apres les autres. mais adiouste les coustumes des lieux selon que par icelles est vñe & accoustumée à faire. Encore te monstreray-je des autres degrez & lignes equals & collateraux, veu des exemples des degrez de ligne descendant, & des degrez de ligne montant, des degrez de ligne collateral descendant de par frere, & de ligne collateral descendant de par sœur, qui tout est vn en ligne, te veux monstrer pareillement comme dessus par exemple des degrez & lignes collateraux.

Exemple.

A l'angle de I. B. qui monter veur à l'angle de I. B. peus & dois sçauoir que l'angle qui est montant, si est l'angle de pere à droicte ligne. Or veux venir à l'oncle de I. B. pareil à ligne equal collateral à l'angle de pere : & ainsi est second à l'angle de I. B. par collateral, auquel est escrit oncle, que les Clercs appellent *Patrum*, pour-ce que c'est oncle de par le pere, & est dict & appelé *Patrum*, pour-ce qu'il est semblant au pere : lequel angle est seigné par le nombre de 2. Et en l'autre part à dextre en la ligne collateral est escrit ante, que les Clercs appellent *Matertera*, pour-ce qu'elle est ante de par la mere, & est dictée *Matertera*, pour-ce quelle est semblable à la mere : lequel angle est seigné & cotté par le nombre de 2. Et de ces angles de chacun costé descendans d'oncle & d'ante descend vn autre angle, auquel angle au costé de l'oncle est escrit frere à oncle : qui seroient tout d'un pere ; mais ils seroient de deux meres, que les Clercs appellent * frere *Patrum*. lequel angle est seigné par le nombre de 2. A sçauoir combien ils sont prochains à I. B. sçachez qu'ils luy sont en second degré par ligne equal collateral ; c'est à dire oncle. De cel angle descend le tiers angle où il y a escrit fils d'oncle, que les Clercs appellent d'eux fils, & iceluy angle est seigné & cotté par le nombre de 3. pour-ce qu'ils sont en tiers degré de I. B. Et de cel angle de fils d'oncle descend le quart angle, où il y a escrit fils de fils d'oncle, que les Clercs appellent d'eux nieps * de nepueux, & en celuy angle est seigné le nombre de quatre, pour-ce qu'il est en quart degré à I. B. par ligne equal collateral. Et ainsi entends de l'autre costé de l'arbre sur les angles qui sont descendans de par la mere, ou de par les femmes qui tout est vn. Et combien que le dict arbre monte iusques à Aue, Proaue, & Abaue, ou peu souuent aduient que necessité soit de tant de degrez auoir. Car ils empeschent moult l'entendement & la calculation des degrez. Et toutesfois l'angle auquel est escrit Aues pour sçauoir en outre les degrez collateraux, sçachez que l'angle collateral si est celuy où il y a escrit grand oncle, que les Clercs appellent *Patrum* le grand, & celuy angle est seigné & cotté par le nombre de trois, pour-ce que ce grand oncle est à I. B. en tiers degré par la ligne

* Au liure escrit
à la main, freres
patruels.

* Au liure escrit
à la main, nep-
ces. Mon vieil
practicien dict
nepins.

qual collateral. Et de celuy angle vient equalement & collateralement vn autre angle, au quel est escrit fils d'eux, cotté & seigné par le nombre de quatre, & ne va point iusques à fils de fils, pour-ce que si comme ie t'ay dict dessus, cest angle est en quart degré à I.B. qui est escrit fils d'eux tant seulement. Et s'il y auoit fils de fils, il iroit iusques au cinquiesme degré, que la loy de canon dont il nous faut vser, si comme cy dessus en ceste figure t'en ay dict & monstré, ne peut souffrir, & pour-ce n'y peut auoir que deux angles en celle ligne equalle collateral contre l'angle des Aues. Apres s'ensuit l'angle collateral qui est contre Proaues: & en celuy angle est escrit sur-oncle: & plus auant ne peut aller, car il istroit du quart degré, & pour-ce en celuy angle est seigné & cotté le nombre de quatre, pour-ce que c'est angle est en quart degré à I. B. & plus auant ne procedc, ne peut aller à ligne collateral. Le derrain angle est Abaues, qui est souuerain estoc à tous, & n'a nul collateral, mais tous les autres descendent de luy en procedant de droicte ligne, & de ligne collateral iusques à quatre degré, si comme par l'arbre figuré peux sentir & voir en imaginant de ligne en ligne, de chacune ligne dont question se fera, & en faisant pour chacune ligne vn arbre selon l'estoc & les lignes droictes & collateraux qui s'en enluiuét. Car sans arbre & sans figure est fort à compter, & mal à calculer: mais qui entend l'vn, il doit entendre l'autre. Si est à sçauoir que ce qui descend d'angle en angle de droicte ligne, il fait vn degré en compte de ligne, & en collateral, il y faut deux angles pour vn degré qui descend de droicte ligne deux paraulx ensemble, vn angle fait vn degré, si comme les enfans des deux freres sont germains, pour-ce qu'ils sont descendus chacun d'un angle, & pour-ce sont ils en second degré. Mais le fils du fils de frere n'est au frere descendu qu'un angle par ligne collateral, & pour-ce n'est-il que demy degré descendu en ligne collateral, car vn ne fait que demy degré en ligne collateral. Et pour-ce vulgairement l'appelle on germain demy point moins, ou remuë de germain.

Autre graduation selon l'Empereur Iustinian & droict civil.

DE ce mesme selon le droict escrit & civil, & institute, *lib. 3. Rub. de gradibus cognationis: hoc loco necessarium*, qui dist ainsi. Nous deuons sçauoir que des lignages, l'un est compté en montant, & l'autre en auallant, & l'autre collateral. Si est à sçauoir que le lignage en montant: si est celuy qui est compté en montant de droicte ligne en dessus l'ayeul, que nous appellons vulgairement l'Aue. Et celuy qui est compté en auallant, si est celuy qui est compté depuis le fils ou les nepueux qui descendent des angles, soit de par pere, ou de par mere. Et sont ces lignages qui viennent, soit en montant ou en auallant, comptez pour premier degré, & ceux qui viennent de collateral, sont comptez du second degré. Si est à sçauoir qu'au premier degré sont le pere & la mere, au second degré sont les freres & les sœurs. *Instit. de gradib. cogn. §. primo gradu.*

N n n ij

Item au second degré en montant sont les ayeulx ou ayeulles, & en celuy degré en costé sont freres & sœurs. *Insti. eod. tit. §. secundo grad.* Et au tiers degré qui est en montant sont les bisayeulx, & les bisayeulles, & en auallant sont les nepueux & les niepces, & de costé le fils ou la fille au frere, & le frere ou sœur au pere ou à la mere. *Insti. eod. tit. §. tertio grad.* Au quart degré en montant sont le tiers ayeul & la tierce ayeule, & en auallant sont les enfans au nepueu ou à la niepce, & de costé sont les nepueux ou les niepces au frere ou à la sœur, & le frere ou la sœur à l'ayeul ou à l'ayeule. Et combien que selon le droict canon on ne compte que iusques au quart degré, où mariage peut recommencer d'entre les naissans & descendants d'un estoic, toutesfois les droicts ciuils pour les successions tiennent en outre ligne iusques à sexte degré. Et pour-ce peulx & dois sçauoir que le quint degré en montant si est le quart ayeul & la quarte ayeule, & en auallant sont les enfans à l'abnepueu & à l'abniepce, c'est à dire, les enfans des enfans aux enfans: & de costé sont les enfans qui sont nez des enfans aux enfans du frere ou de la sœur, ou du bisayeul, ou de la bisayeulle, & le fils ou la fille au cousin germain. Au sexte degré sont le sexte ayeul ou la sexte ayeule en la ligne montant, & en auallant sont les enfans aux enfans des enfans aux enfans au nepueu ou la niepce: & de costé sont les enfans aux enfans des enfans aux freres ou aux sœurs, & le frere & la sœur au tiers ayeul, ou à la tierce ayeule, & ceux qui sont enfans des enfans de cousin germain, ou de cousine germaine. Si peut & doit suffire de ceste declaration quant aux degrez des lignages, car par ce que dict & monstre en ay, pourroient estre tous degrez comptez & mis en ligne, soit en montant, soit en descendant, soit de costé. Car le lignage de par la mere est ainsi compté comme celuy de par le pere, & de ce mesme degré. *Insti. eod. tit. §. agnationis quoque.*

Addition,
Qui n'est au li-
ure escrit à la
main.

[*Adde quod in materia consanguinitatis est alia computatio de iure canonico, & alia de iure ciuili: qua hodie utraque obseruatur. Illa iuris canonici comparatio obseruatur quantum ad matrimonia, ita ut duo fratres non sint nisi in primo gradu ex illo iure canonico: de iure vero ciuili sunt in secundo: quod ius ciuile quantum ad successiones, tutelas & reprobationes testium obseruatur, ita ut de iure ciuili procedat regula, quod unaquaque persona adiecta nouum gradum generet. De his vide in sexto arborem, & insti. de gradib. cogn. & ibi multa per Christophorum Porcum & alios scribentes.*]

Costume selon la Chastellenie de l'Isle.

Pour le regard
de tous ces arti-
cles faut voir
les coustumes
des lieux, des-
quelles aucunes
ont esté refor-
mées.

Item peulx & dois sçauoir que selon la Chastellenie de l'Isle, les filles contre les freres n'ont riens en l'heritage qui viert de patrimoine, c'est à dire, dont le pere & la mere estoient saisis & aduestits au iour qu'ils espouserent l'un l'autre: mais és acquestes partissent franchement & és meubles.

Item & par ladicte coustume la maifnée a le manoir tenu de main ferme pour sa maifneté auant part. Item a la veufue droict en la moitié de tous les meubles^b, & si auant part vn habit pour son corps, l'anneau de quoy elle espousa, la couronne, & aussi le fermail si elle l'a à ce iour.

De quintz de fiefs qui sont esclichez aux freres & sœurs.

A Pres ensuit des quintz de fiefs qui sont esclichez au freres ou sœurs contre l'ainé quand l'un deux meurt, à sçavoir à qui son quint, ou la partie de son quint peut & doit esclieoir ou à l'ainé, ou à ses autres freres ou sœurs, ou auquel d'eux. Si sçachez qu'un fief dont l'homme meurt laïc, son hoir aîné masse par droicte ligne l'emporte, & n'y auront riens les freres ne sœurs que le quint de celui fief, combien qu'ils soient de freres ou de sœurs, à partir ce quint entre eux ensemble egalement: & sera ce quint escliché hors du gros du fief à part. Et en aura & tiendra chacun sa piece à part aussi noblement, & aussi franchement comme le gros du fief sera tenu, & pourront chacun d'eux releuer & adiourner à tenir celle part que chacun en aura, soit de leur frere aîné qui le gros en tient, soit du Seigneur de qui l'ainé tient le fief, dont cest heritage de quint descend. Car en luy en est la election de tenir le quint duquel qui mieux luy plaira. Mais releuée de l'un, jamais ne peut reuenir à l'autre. Et demeurera chacune partie de ce quint autel relief que le gros du fief doit, ou de trois années la meilleure se si petit estoit le fief, qu'il ne vau-
De releuer par les puisnez de l'ainé, ou du Seigneur, a esté traicté cy dessus

De tenir fiefs de plusieurs Seigneurs.

Et sil aduenoit que l'homme qui tiendrait plusieurs fiefs de plusieurs Seigneurs, alast de vie à trespas, & eust plusieurs enfans: sçachez que pour-ce que les fiefs seroient tenus de plusieurs Seigneurs, l'ainé emporterait tous les fiefs, si comme dessus est dict en la rubrique de ce faisant mention. Et les autres enfans auroient le quint en chacun fief, & dessous chacun Seigneur aussi bien que s'ils fussent tenus tout d'un Seigneur.

Comment on doit son quint demander en temps & en lieu.

Item dois sçavoir que droict de quint n'est à l'hoir deuant ce qu'on le demande, pardeuant le Seigneur de qui le fief est tenu, si autrement ne sont d'accord les hoirs de l'ainé frere, ne n'en sont deuz arrieraiges ne leuées sur ce fait, fors depuis que le quint aura esté demandé par loy: & est à sçavoir que la coustume se tient en Amiennois, Boulenois, Artois, en la Chastellenie de l'Isle, Tournes, en la terre de saint Amand en Peule: & en la terre de Mortaigne sur l'Escault.

Coustume de Vermandois.

Mais en Vermandois n'a droict de quint auoir sur fiefs, fors à vie tant seulement, & à compte d'hoirs.

Ceste coustume est à present reformée.

Coustume de Hainault.

Et au païs de Hainault n'a nul quint & n'y a qu'aduis d'assenne d'enfans que peuuent faire le pere & la mere par aduis des prochains d'un costé & d'autre, & vault ce sur tous heritages audict païs.

Coustume de Flandres.

Et en la Conté de Flandres n'y a que tiercement de fief pour les maistres enfans, c'est à sçavoir, comme en France que les maistres ont le quint,

N n n iiij

ou fief demeuré de leur pere contre l'ainé hoir, tout ainsi que les maifnez en Flandres ont le tiers ou gros du fief demeuré de leur pere, & lequel ils doiuent auoir auffi franchement qu'on a le quint en France, & à telle Seigneurie. Et ainsi le peuuent releuer & tenir de leur frere aîné, ou du Seigneur de qui le fief est tenu.

De plusieurs enfans maifnez, selon le tiercement dessusdict.

Item & s'il y auoit plusieurs enfans maifnez qui auoir d'eussent au fief de leur pere le tiers comme dict est, de ce tiers escliché à part l'ainé des maifnez en peut pour luy retenir les deux parts, & l'autre tierce bail-ler à ses freres & sœurs maifnez de luy. & ce droit a-il pour la raison de son aîneté, qu'il a apres son aîné frere qui a le gros dudit fief.

ANNOTATIONS SVR LE TITRE

SEPTANTE ET NEVFIESME.



IUSTINIAN §. sed cum magis. Instit. de gradibus cognationis, *escrit elegamment*, sed cum magis veritas oculata fide, quam per aures animis hominum infigitur, ideò necessarium duximus post narrationem graduum, etiam eos præsentì libro inscribi, quatenus possint & auribus & oculorum inspectione adulescentes perfectissimam graduum doctrinam adipisci. *Es choses qui consistent en demonstration oculaire, est bien requis de les depeindre, & monstrier par une figure. mais celle que l'ustinian auoit fait insérer aux Institutions, ne se trouue en aucun liure, ny mesmes aux liures Grecs de Theophile, toutes fois plusieurs se sont efforcez d'en représenter une semblable: & entre autres le tres-dôte Cuiacius, qui en a représenté des anciennes figures. Entre le droit civil & canonic y a difference en la computation des degrez de cognation, pour le regard de la ligne collaterale; car au droit civil n'y a nul premier degré en la collaterale, l. i. & 9. D. de gradi. & affini. & l'ustinian, d. tit. At ea, inquit, quæ ex transuerso muneratur à secundo. Mais au droit canonic y a un premier degré en ligne collaterale, à sçauoir des freres & sœurs, & ainsi consequem-ment: tellement que les cousins germains enfans des freres & sœurs sont par le droit civil au quatriesme degré, & par le canonic au second: & comme il est escrit in can. ad sedem. 35. q. 5. duo gradus legales vnum gradum canonicum efficiunt. & le suiet de la difference procede de ce que par le droit civil, pour cognoistre combien on est esloigné d'aucun de cognation, on monte en la droite ligne à celui par lequel sont cōjoincts ceux de la cognation desquels est question: & par ce moyen chacune generation fait un degré, & y a autant de degrez que de generatiō. §. pen. Instit. eo. Theophil. in §. i. de legit. agn. success. Comme pour exemple, pour cognoistre combien par le droit civil ie suis esloigné de mon cousin germain, qu'on appelle consobrinus, il faut com-pter en ceste maniere. de moy à mon pere, c'est vn degré, il faut monter à mon ayent, qui est au second degré, & la souche de vostre cognation, de luy faut*

transuerfer à mon oncle, qui est un troisieme degré: & le fils de mon oncle en descendant est au quatriesme degré: & ainsi par le droit civil, nous sommes au quatriesme degré, d. l. i. §. Quarto gradu. & l. Iuriconsultus. §. Quarto gradu. D. de gradib. & affin. §. Quarto gradu. Inst. eod. Par le droit canonique, on commence à compter en ligne collaterale à celui qui premier se presente, comme le frere estant le premier en ladicte ligne, sans remonter par la ligne droite, comme fait le droit civil, il est tenu pour faire le premier degré, & par ce moyen le cousin germain fait le second. Ceste muneration du droit canonique n'est si ancienne, par-ce que saint Ambroise & autres Docteurs anciens s'arrestent à celle du droit civil, & le droit canonique des Grecs l'a retenue. Les deux formes de computation des degrez sont representez en ceste figure, & mon intention n'est de disputer icy laquelle d'icelle est mieux fondee en raison de droit, mais celle du droit civil est suivie & obseruée, quand il est question de successions, tutelles & autres matieres civiles, comme de recusations de Juge, & celle qui a esté introduite par le droit canonique est suivie & gardée pour les mariages, quand y a dispute si un mariage se peut legitimement contracter entre deux personnes. J'ay representé aux Memorables, & au troisieme des Pandectes une autre figure, où en ay escrit plus amplement.

Quand aux articles qui sont icy adioustez des costumes de quelques lieux, pour succeder aux fiefs, ie n'ay voulu m'y arrester, par-ce qu'on les peut voir au grand Coustumier, ou en la Conference des Costumes de Guenois.

b Faut icy remarquer la maniere de laquelle anciennement on auoit accoustumé de vestir & parer les espousées, à sçauoir outre les habillemens du corps on donnoit à l'espousée un anneau duquel elle estoit espousée, une couronne & un fermail, ceste couronne signifie ce que nous disons une guirlande ou chapeau de fleurs, qui estoit mis sur la teste de l'espousée estant descheuelée: & lors les vierges estoient ainsi mariées; & le fermail estoit une ceinture, en laquelle y auoit un fermail d'or ou d'argent, selon la qualité des personnes: par-ce qu'alors on n'auoit accoustumé de porter des ceintures de tout d'or ou d'argent, quelques riches que fussent les espoux ou espousées: dont on remarque le vieil proverbe, que bonne renommée vault mieux que ceinture dorée, c'est à dire, enrichie de clous & fermail d'or.

ENSVIT LA MANIERE DE SCAVOIR.

COMMENT VN FIEF SE PEUT
esclicher à estranges.

TILTRE LXXX.



VE y comment^a vn fief se peut esclicher aux freres & sœurs mineurs contre l'ainné frere au pays coustumier, si que la coustumièr voie par laquelle le vn fief se peut esclicher sans le gré du seigneur de qui le fief est tenu par la mort du pere aux enfans, & non entre autre, encore est-il à sçauoir que par autre maniere se peut faire esclichement de fief à autre qu'à ses enfans ainsi qu'il plaist au pere, mais qu'il en ait gré du seigneur de qui ledict fief est tenu. Et se peut faire par la maniere qui s'ensuit & non par autre. Premieremēt il faut que celui qui veut esclicher son fief par le gré de son seigneur, le rapporte du tout en la main de sondict seigneur, ^b par rain & par bastō, & en presence de loy, & en soit du tout deuëtu, & le fief mis en la main dudit seigneur. Et puis ledict seigneur qui ainsi r'aura iceluy fief en sa main, le pourra esclicher & despecer ainsi qu'il luy plaira & en faire tant de hommages que bon luy semblera, de telle part ou parts dont on sera d'accord à l'heritier qu'il luy plaist par loy. Et cil qui a la part esclichée dudit fief, en est fait homme audict seigneur, & faut que pour ce il en face hommage à iceluy seigneur de bouche & de mains. Et ce fait, le seigneur du demurant dudit fief en doit de nouveau par loy adheriter, & de nouveau aussi faire hommage de bouche & de mains vn autre encore s'il luy plaist. Et par ainsi y a deux hommes, & s'en peut faire esclichement à estrange, & non autrement, & pour ce faut-il bien auoir gré de seigneur, car autant de droicteure y cherroit-il que si tout estoit vendū par vente faite. Et encores ne pourroit-il esclicher sans le gré du seigneur, comme dessus est dict.

De plusieurs fiefs tenus tout d'un seigneur.

Item si aucun fief y auoit qui fussent tenus tout d'un seigneur, comme dict est dessus en la rubriche de ce faisant mention: l'ainné fils emporteroit le meilleur, & puis l'autre fils ainné apres le meilleur. Et ainsi de fief en fief tant que fief y auroit. Et lors n'y auroit nul quintiage quant aux freres pource que chacun emporteroit son fief. Mais si tant y auoit de fiefs qu'il y auroit de freres, le demurant des freres qui n'auroient fiefs, auroient quint contre les autres fiefs & freres, & ainsi seroit-il des sœurs s'elles y estoient.

De son quint auoir releué auant sa mort.

Item les quints ainsi partis & diuisez à chacun sa part, s'il aduenoit que lequel que ce fust, allast de vie à trespas, sçachez que si celui qui ainsi seroit mort, auoit releué sa part de quint de son frere ainné, lors ne reuiendroit pas celle part de quint au frere ainné, car ce seroit remonter: ains reuiendroit au fils apres ainné, & n'y auroit riens l'ainné frere.

De quint auoir releué du seigneur de qui ledict fief est tenu.

Et si ainsi estoit que celui qui mort seroit, l'eust releué du seigneur de qui

qui l'aîné tiendrait le gros du fief, lors reuiendrait-il audit frere aîné par la raison qu'il auroit esté osté & descorporé dudit fief dont il estoit yssu, si tost que celui qui est mort, le releua & aduoia à tenir d'iceluy seigneur, & pour ce ne seroit-ce mie remonter, mais iroit à droicte ligne de aînesse, ainsi comme fief de aînesse doit aller. Et encore retourneroit-il à l'aîné frere, s'ainsi estoit que oncques partage de quint n'en eust esté fait de entre freres, car lors demurerait le quint que ledict mort d'eust auoir à sa part, au corps du fief dont oncques n'auroit esté departy. &c.

Comment on ne peut auoir quint que à compte de hairs.

Et apres la mort de plusieurs enfans maînez qui oncques n'auroient demandé droict de quint, le derrain viuant demanderoit, ou si plusieurs estoient, demanderoient droict de quint contre le frere aîné, ils n'auroient, ou n'auroit quint que à leur pere ou à sa part, à compte de ceux qui motts seroient, dont le droict seroit retourné au gros du fief.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

OCTANTIÈME.



*S*ANS reciter ce qui est traité aux Feudes, du droict des fiefs, & prohibition de les alier, par la constitution de Frideric, tit. de prohib. Feud. alienat. Encores que par le droict François les fiefs soient reduits, ad instar patrimoniorum, à la maniere & condition des choses estans en nostre patrimoine, pour en disposer librement comme des autres heritages sans attendre la permission & consentement du seigneur feudal, duquel il sont tenus, comme traittent les anciens praticiens, Faber. §. i. Instit. de empt. Petr. Iacob. in sua Praxi. tit. de success. feu. Benedict. ad cap. Rainutius. in verb. & uxorem. de testam. & autres. Toutesfois on a tenu par droict commun en France que le vassal ne peut esclicher, esclipser esbrancher ou demembrer son fief, au preiudice & sans le consentement de son seigneur feudal; duquel il se peut bien iouer, c'est à dire, comme il est interpreté par quelques Coustumes, l'engager & hypothéquer en tout ou en partie, & l'arrêter ainsi que dict nostre aithenr cy dessus en autre tiltre: ce qui signifie le bailier à cens ou rente. sans toutesfois demission de foy, c'est à dire que le vassal retienne à foy la foy & hommage du fief pour la faire & prester au seigneur: dont on peut voir M^{on} sieur le President le Maistre, Traicté des fiefs & hommages; & de Luc, titu. de prædiis clientelariis art. 6. & autres: mais arrester son fief n'est le demembrer, par ce qu'il demeure entier au vassal, & quand il y a ouuerture d'iceluy, le seigneur le peut tout exploiter, tant pour ce qui est retenu qu'aliené, sinon qu'il ait approuué & infeodé ladite alienation, soit par declaration expresse, ou la reception de l'aduen & denombrement de son vassal: comme il est traité es articles cinquante & un, & cinquante & deux de la Coustume de Paris. Es si le vassal auoit vendu son fief, le seigneur qui le veut retenir par retraict feudal, peut aussi auoir & retenir ce qui a esté ainsi aliené, en

000

rendant & remboursant le vray prix porté par les contrats, avec les loyaux cousts, meliorations & reparations utiles & necessaires faictes par les acquereurs: ainsi qu'il a esté iugé au profit de Maistre François du Four & sa femme, contre Madame la Conneftable, M. Jacques Alard Procureur à Compiegne, & Claude l'Oysel, le dixhuitiesme iour d'Auril, mil cinq cens octante & un, recité en la Responce 65. du liur^e 5. Esclieher ou demembrer un fief signifie proprement le partir & diuiser en plusieurs membres, & d'un fief en faire deux ou plusieurs, come il se fait entre coheritiers par tageas le fief delaiissé par celui auquel ils succedent, selon la Coustume du lieu tellemēt qu'on ne peut dire un fief estre demembre, quand le vassal fait des arrieffiefs tenus de son fief: par ce que le principal fief demeure tousiours entier, & aduenans l'ouuerture d'excluy le seigneur feodal l'ayant mis en sa main y peut aussi mettre les arrieffiefs ouuerts, qui en dependent: Toutesfois y a des Coustumes qui ne permettent au vassal de faire arrieffiefs sans le consentement du seigneur dominant. Et pour le regard de se iouer par le vassal de son fief, ladiette Coustume de Paris, & autres, ont restrainct ceste liberte aux deux tiers, pour l'autre tiers demeurer au vassal, avec le cens ou rente pour lequel il auroit baillé les deux autres tiers: mais Philippes de Beaumanoir diét en sa Pratique, selon la Coustume de Beauuoisis, Cy puis faire du tiers de mon fief, arrieffief & retēiront l'hommage, si comme ie marie aucuns de mes enfans. Mais si s'en offre plus du tiers, les hommages du tiers & du surplus vient au seigneur.

b Ces mots, par rain & baston, sont retenus de la solemnité, qui estoit anciennement obseruée, tant en la reception de foy & hommage qu'en la demission, que nous disons per anulum & virgam aut baculum, dont est faicte mention es Epistres de Iuo Carnotensis, en quelques histoires & coustumes Car le mot rain, qui est ancien, signifie aneau: & les seigneurs qui receuoient à foy & hommage leurs vassaux, principalement pour les grands fiefs & seigneuries, tenoient un baston qu'autrement on appelle sceptre, & donnoit le seigneur à son vassal un aneau en signe de mutuelle obligation d'amitié, qu'il luy rendoit, pour la foy & hommage que le vassal luy auoit faict, & pour un symbole de la tradition & inuestiture qu'il luy faisoit de son fief. Les Euesques aussi & Prelats de France, en faisant le serment de fidelité au Roy, inuestituram recipiebant per anulum & virgam, comme tesmoigne Sigebertus in Chronico, & Iuo en ses epistres. Il conuient encores icy obseruer la solemnité de faire la foy & hommage, par la bouche & les mains, dont mention est faicte es Coustumes non seulement de France, ains aussi d'autres pays: lesquelles en declarent la forme, à sçauoir, que le vassal ioignant ses mains les met entre celles du seigneur dominant, qu'il les reçoit entre les siēes, & à la verité cestē maniere de ioindre les mains ensemble, est un grand signe d'amitié, & comme de quelque association, ainsi qu'on peut obseruer en Homere, tant en l'Iliadē, que Odyssē, & cōme plusieurs ont recueilly de diuers auteurs: & quant à la bouche, le seigneur auoit acoustumé de baiser son vassal, en le receuant à foy & hommage pour tesmoigner d'auantage l'alliance qu'il faisoit avec luy, car plus grand signe d'amitié ne peut on receuoir d'une personne, que le baiser, dont Aimoinus, Sigebertus, Froissard & autres anciens historiens font ample foy, outre les

Et sans le consentement du seigneur dominant. Et
par le vassal de son fief, ladicte Coutume de Paris,
de liberté aux deux tiers, pour l'autre tiers de men-
te ou rente pour lequel il auroit baillé les deux au-
de Beaumanoir diét en sa Pratique, selon li Cou-
suis faire du tiers de mon fief, arrieffief & retenir
ie marie aucuns de mes enfans. Mais si d'en oste
du tiers & du surplus vient au seigneur.

caston, sous retenus de la solemnité, qui estoit ancien-
reception de foy & hommage qu'en la demission,
um & virgam aut baculum, dont est faite mention
ensis, en quelques histoires & costumes Car le mot
ane au: & les seigneurs qui recenoient à foy & hom-
palemet pour les grands fiefs & seigneuries, tenoient
appelle sceptre, & donnoit le seigneur à son vassal
elle obligation d'amitié, qu'il luy rendoit, pour la foy
luy avoit fait, & pour un symbole de la tradition



coustumes qui toutes en font mention. Il est vrai que telles solennitez ne sont de l'essence de la foy & homage & ne laissera le vassal d'auoir main tenue s'estant mis en deuoir sans les obseruer, de faire la foy, & homage, vs. Molimus refert sur le 54. art. de la Coustume de Blois. l'en ay escrit ailleurs plus amplement.

Pour le regard de ce qui suit en ce tiltre de la forme de succeder aux fiefs, & du quint, est pris de quelques coustumes particulieres, qu'on peut voir au grãd Coustumier, ou en la Conferẽce des Coustumes de Guenois d'autant que ceux qui en auront à faire y pourront auoir recours si n'est besoin de s'y arrester icy d'auantage.

DECLARATION DE L'ARBRE D'AFFINITE. TILTRE LXXXI.



MOVLT ay grãd desir d'acheuer ma maniere, & pour ce que m'ostreay de ligne par deux parties iusques au sexte degre, il ensuit voir de l'arbre d'Affinite. Et premierement dois sçauoir que c'est que Affinite. Si sçachez que c'est la prochainete qui vient par auoir compagnie charnelle l'un avec l'autre d'entre gens qui ne sont ensemble de nulle parentele, selon la loy escrite. Et ne cesse pour mort ne pour copulation.

Affinitas est personarū proximitas ex coitu proveniens, omni carens parentela secundum canones, sed secundum leges est proximitas proveniens ex nuptiis legitimis, & oportet eas non esse interdictas: aliam non contraheretur affinitas. l. Non facile. §. sciendū. ff. de grad.

lation Affinite, & apres mort & tousiours dure durant les vies de ceux qui ont les Affinitez assemblees. xxxv. quest. xiiij. cap. fraternitatis. &c. Car apres mort celuy ou celle où tu auras copulé Affinite, tu ne peux iamais auoir copulation avec sa cousine ou cousin sans la licence du saint Pere, & pour cause. Si peux & dois sçauoir par ceste reigle que si aucun qui me seroit en second degre, avec copulation auoit vne femme, celle mesme femme me seroit en second degre par la nature de ladicte copulation, & ainsi entens iusques au tiers degre, car la copulation engendre pareil degre avec la femme cogneuë charnellement. ext. de consanguini. & affi. cap. i.

Des degrez de gendre.

Par reigle generale si tu veux sçauoir combien la femme à qui ton cousin à copulation de mariage, te est, sçachez qu'elle te est en autel degre apres la copulation en premier gendre, que ton cousin te est: & si vn autre apres auoir celle femme à mariage, cil par la copulation qu'il auroit avec celle qui ainsi auroit eu ton cousin, te seroit en second gendre, & si cil qui ainsi a cogneu par charnelle copulation celle que ton cousin a cogneuë, apres cognoist vne autre, celle te sera en tiers degre de gendre: & ainsi iusques au quart degre de gendre qui est defendu en copulation. &c.

Des affinitez entre les amis du mary & de la femme.

Et toutesfois peux & dois sçauoir que nulle Affinite n'est entre les amis du mary & les amis de la femme, car deux freres peuuent bien auoir par mariage deux sœurs: si fait le pere & le fils avec la mere & la fille.

Mais il y a affinité entre les amis du mary & la femme si tost qu'il l'espouse & fait charnel couple. Et ainsi a il entre les amis de la femme du mary si tost que le charnel couple y a : & la raison si est par les degrez de gendre, mais les amis de l'un ne de l'autre ne l'engendrent point. Et pour ce te veux monstrier la forme de l'affinité des degrez, car es moyennes selles est vne part, c'est à sçavoir, en la premiere est seigné premier degré qui est entre freres & sœurs, qui sont en deux selles prochaines à dextre & à senestre collateralement : & encore es deux collateraux plus prochains est escrit femme de frere : & en l'autre mary de sœur, & pource te monstre la figure par les deux lignes qui les accollent, que la femme du frere au mary de la sœur est en premier degré de gendre : & par les selles apres descendans te peut clairement apparoir que la femme au fils du frere, est à la fille de la sœur en second degré de gendre. Et le fils du frere au mary de la fille de la sœur en pareil degré, si comme les selles descendent. Et ainsi peux & dois entendre de toutes les autres selles qui figurées sont par leurs degrez qui iusques là ne peuvent auoir l'un l'autre à mariage. Et les deux selles qui sont au dehors, l'une à dextre, & l'autre à senestre, y sont mises pource que ce sont selles ou le degré d'affinité de gendre faur, ne n'ont point de defence. Et les deux lignes qui par dessus accollent les selles, demonstrent le premier degré d'affinité : par lesquels peux & dois entendre tous les autres degrez descendans en dessous selon que les elers le demonstrent, & le degré des moyennes aussi. Car plus auant ne se peuuent les affinités descendre que les selles le demonstrent, ne plus auant ne dure l'affinité de gendre, que entre ceux que les selles de la figure monstrent & enseignent. *Ioannes Andreæ in Summa sua, ubi tractat de consanguinitate & affinitate.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE.

OCTANTE ET VNIESME.

2.



Ar le droit civil n'y a aucuns degrez d'affinité, ve traduit Iuriconsultus in l. 4. §. gradus. D. de grad. & aff. Et a esté le droit canonic qui a introduit ceste computation de degrez d'affinité, pour les mariages. Il est vray que par le droit civil y a aussi quelque prohibition de mariages entre les affins, c'est à dire conieints par les cognations du mary & de la femme, d.l. 4. §. gradus, & seq. & §. affinitatis. Inst. de nuptiis. L'affinité est la coniection & alliance des parens du mary & de la femme, qu'ils ont les uns avec les autres, ou l'alliance de deux parentez & cognations, procedans de nopces licites par le droit canonic, elle se contracte de toute copulation naturelle, C. discretionem. & C. pen. de eo qui cogn. conf. vxor. suz. Le Iuriconsulte dict. quædam iura inter affines quoque versantur. Ouid. l. 4. de Ponto, Eleg. 8.

Ius aliquod faciunt affinia vincula nobis.

Nam tibi quæ coniux, eadem mihi filia penè est:

Et quæ te generum, me vocat illa virum.

Mais ceste figure d'affinié, qui vient du droit canonique, sert pour les mariages: toutesfois la prohibition ancienne de contracter mariages, comme elle a esté restraincte par le Concile de Trente pour la cognation au quatriesme degré, aussi est elle pour l'affinié. Le droit canonique a forgé les degrez d'affinié, à la raison de ceux de la cognation: en maniere que de quel degré aucun est cousin de ma femme, il m'est affin. can. porto. 35. qu. 5. & ainsi le frere de ma femme, qui luy est parent en premier degré par le droit canonique, m'est aussi affin en premier degré, comme aussi sa sœur: & ainsi des autres. L'usage du mot cousin, generalement selon le droit Romain pour cognatus, & de celui de parens, selon nostre vulgaire usage. Mais pour entendre l'article ensuiuant parlant des degrez de genre, il semble qu'il prend genre, pour le mot Latin, genus, comme souvent on le rend en François par genre: toutesfois par le droit canonique y a difference entre les degrez & genres d'affinié. Les cousins ou parens de la femme sont affins au premier genre du mary, comme pareillement de la femme ceux du mary. Et au second genre sont affins au mary les affins ou alliez à la femme d'un precedent mariage, comme pareillement à la femme les alliez du mary d'autres nopces: encores qu'ils ne soyent proprement affins, ains au lieu d'affins, vt constat ex l. 15. D. de ritu nupt. Ce que nous auons dict des genres d'affinié, est pris ex cap. 1. & pen. de consang. & affinit. & illud cap. pen. ex Concilio Lateranensi habito sub Innocentio III. sumptum est: par lequel au premier genre d'affinié, les nopces sont prohibées iusques à quatriesme degré: & non semblablement au second & tiers genre d'affinié, vt ostendit Petrus Blesensis, epist. 116. & notat eleganter Cuius ad d. cap. pen. & nous en auons traité plus amplement au troisieme liure des Pandectes.

DE TENIR EN FIEF ET HOMMAGE D'AVCUN

SEIGNEUR: ET LA MANIERE DE FAIRE
hommage. TILTRE. LXXXII.



De tenir en fief & hommage d'aucun seigneur, & la maniere de faire hommage te veux monstrer, pource que traité ay des fiefs, & commēt ils doiuent escheoir aux hoirs de ceux qui les tiennent depuis qu'ils sont morts, il s'en suit de sçauoir comment ceux qui escheent, les peuuent & doiuent releuer, & faire de ce hommage au seigneur de qui celuy fief est tenu. Sçachez que par l'usage de court laye si tost que celuy est mort, qui du fief a iouy, & iouysoit au iour de son trespas, l'ainé hoir male de luy descendant du costé dont le fief vient, le doit releuer dedans quarante iours apres le iour de la mort à celuy qui le tenoit, de tel relief que le fief doit par coustume,

O o o iij.

car les vns sont de plus, & les autres de moins, & pourtât en ce n'a point de règle que on puisse escrire, mais ce a il au surplus. Et que si ce ne relieue, le seigneur le peut mettre à amende par plaincte faicte sur le fief. Et doit tenir le fief autant & si longuement en sa main que l'hoir mettra à releuer celuy fief outre les quarante iours. Ce faict & releue, l'hoir doit requérir au seigneur par personne presente qu'il le vueille recevoir en foy, & en hommage de tel fief qu'il tient de Dieu & de luy, pour lequel il offre bouche & mains, & de faire tout deuoir que à ce selon la coustume du pays il est accoustumé à faire en tel cas. Or peut aucun demander quelle chose est hommage, c'est à son seigneur promettre foy & loyauté en choses droitturieres & necessaires, & luy donner conseil & aide: luy porter foy & loyauté enuers tous & contre tous.

Le seigneur peut faire saisir le fief à faute de releuer & non mettre en amende son vassal, Et n'en parlent aucunement les coutumes.

Additio.

Quod hic dicitur de inuestitura petenda infra xl. dies: aliter est de consuetudine feudorum scripta: quia vassallus habet annum & unum mensem, ut lib. de Fendis, Rubrica, Quo tempore miles inuest. petere debeat. in principia.

La maniere de faire hommage.

Chapperō estoit un accoustrement de teste, dont v. soyent les anciens, presque semblable à ce qu'on a depuis appelé capuchon, cōme on peut voir aux vieilles statues.

La maniere de faire hommage si est ceste, premierement l'homme mis au net c'est à dire chaperon abbatu, & sans couteau qui portast defense, & en pur le corps c'est à dire, sans manteau, à l'enseigne franche que l'homme est tout prest d'estre en droict par son seigneur, si mestier estoit. Doit l'homme ioindre les deux mains en nom d'humilité, & mettre es deux mains de son seigneur, en signe que tout luy vouë & promet foy. Et le seigneur ainsi le reçoit, & aussi luy promet à garder foy & loyauté, & doit l'homme dire ces paroles. Sire ie viens à vostre hommage, & en vostre foy, & deuiens vostre homme de bouche & de mains, & vous iure & promets foy & loyauté enuers tous & contre tous, & de garder vostre droict à mon pouuoir, & faire bonne iustice à vostre semonce, ou à la semonce de vostre Baillif à mon sens: & celer le secret de vostre cour, & ce faict, le seigneur le doit recevoir, & respondre en telle maniere. Et ainsi ie vous reçois comme mon homme de fief, saulx mon droict & l'autrui, à tels vsages & coustumes que ledict fief pourroit deuoir & estre tenu selon l'vlage & coustume de ma cour & du pays, & en ce confiement en nom de foy & de vray seigneur doit le seigneur baiser l'homme en la bouche, *ext. de consuetud. Feud. Rubr. de forma fidelitatis. cap. 1. & 2.*

Quants hommages sont.

Or est^b à sçauoir que trois manieres sont d'hommages. Le premier est appellé hommage de fief. Le second est appellé hommage de seruice. Le tiers est appellé hommage de paix. Dont il s'ensuit que le premier qui est appellé hommage de fief, si est celuy qui est cy dessus déclaré. Le second si est, si comme ils sont hommes qui sont tenuz de faire seruice au seigneur, & en tiennent possessions, & en ont foy. Le tiers si est si comme ils sont hommes qui ont iuré à faire tenir & garder paix au seigneur, &c. Encore dient les sages qu'il y a autre hommage qui est appellé hom-

mage de pleiure, car l'homme doit faire pleiure pour son seigneur pour l'honneur deluy, & tout ce est en droit & par raison. Et l'auez peu voir par le Roy de France, qui fut prisonnier en Angleterre, comment il fut ordonné que plusieurs nobles Barons qui estoient ses hommes, s'en allassent en Angleterre tenir prison pour luy, & faire pleiure. *Faire pleiure, c'est respondre se faire plegier pour un autre.*

Item si paix est faicte pour le seigneur, aussi peult sçavoir & entendre, qu'il peut obliger ses hommes à la paix tenir, lesquels sont tenus de la tenir & garder par la foy de leur hommage.

Item de l'hommage de service peult & doit sçavoir & entendre que l'homme est tenu de faire service à son seigneur toutesfoies que sommé & requis en est, & par la foy que il a à son seigneur, me le peut ne doit refuser. Et de toutes ces exemples le peut on voir & appercevoir en tous les seigneurs qui ont nobles hommages. Car à ce sont les hommes contraincts par la foy de leur hommage faict, si comme dessus est dict.

Des differences de fiefs.

A sçavoir est que selon la loy escripte il sont deux differences de fiefs, c'est à sçavoir le fief de condition feodal, & le fief de condition non feodal. Le fief de condition feodal, si est tout fief qui prend & sortist condition feodale, si comme de faire hommage de bouche & de mains, ou de faire feauté si le seigneur n'est present. Et de tel fief conuient que par succession & par relief faire & payer, l'homme en soit en possession, & par foy & hommage auoir faict au seigneur, ou par faute ou alleurement de cour, ou autrement ce n'est pas fief de condition feodale, & que il soit corporel & non incorporel, si comme fief tangible où on peut asseoir la main à la terre, ou arbre, ou maison. Et celui fief ne se peut ne doit traiter ne demener que par loy & enseignement des hommes, & pareillement tenans en fief à semonce & conuie de seigneur. Et fief de condition non feodale, si est comme chose estroite de chose incorporel & non tangible, qui se peut faire & assigner sur le corps du fief par lettres, si comme aucunesfoies on vend sur son fief aucune rente ou pensio annuelle, & ce appelle on fief incorporel, & non tangible. Et se doit faire par seigneur & par hommes dont le fief est tenu: & si c'est rente perpetuelle, le rentier en deura relief tel que on fera de tout, & en sera homme pareil au vendeur: & si c'est rente viagere, si en sera le rentier homme durant sa vie, & en conuient faire hommage ou feauté aussi bien que d'autre fief, car riens ne s'en peut esclicher qui n'en doive sortir condition de fief. Et si telles rentes estoient vendues ou esclichées comme dit est sur le corps, car sur partie du fief ne se pourroit faire, si ce n'estoit faict par le gré du seigneur, & celui qui le fief tiendrait, le confisqueroit, le rentier perdrait sa rente: & si il la vendoit, le seigneur n'en auroit iamais droiture: car son fief ne peut on desmembrer sans son seigneur. *lib. de Feud. de alienat. feud. & alienat. feud prohib. per Frideric.*

● *De mettre à rente à aucun une partie de son fief.*

*Paul. de Castr.
in l. iij. ff. de ser-
vitiis, dicit quod
fundatarius po-
test in re feudali
constituere ser-
vitutem, sicut fun-
dus, sicut ser-
vitiarius &
emphyteota. Et
de hoc Ioan. Pa.
in §. item Ser-
vitiaria. Instit. de
action.*

Item, mais autre chose est quand celuy qui tient le fief, en vend partie pour son profit & pour l'accroissement dudit fief. Arrester vn bonnier ou deux, ou manoir, ou aucune chose, faire le peut à vie ou à tousiours sur son seel tant seulement, & sans son seigneur de qui il tient le fief appeller. Et en ce faisant il n'esbranche pas le fief, ne siens n'en oste ne esliche, mais l'accroist; & le fief en corps n'en est deuenus amoindry car la rente y doit mieux valoir, & le rentier qui la tient qui la piece de terre a arrentée. Et fera de lors enauant celle terre mise à rente, en la forme & maniere que dict est, tenuë & dictete terre renteuse tenuë dudit fief. Et se demenera par les hommes rentiers descendans dudit fief. Et ainsi sont toutes terres renteuses descendans des fiefs. *Ad ista videtur facere textus lib. ij. Feud. tit. qualiter olim poterat Feudum alienari.*

ANNOTATIONS SVR LE TITRE

OCTANTE DEUXIESME.

2



Plusieurs se sont tranailleZ en la recherche de l'origine des fiefs: & la plus commune opinion en a referé l'institution aux mœurs des Lombards, autres à celles des Romains de l'ancienne alliance entre les patrans & cliens, ou de la custume qu'auoyent les Empereurs & chefs d'armées de bailler aux peuples qui se rendoyent à la diuion & obeissance du peuple Romain: ou aux gens de guerre de leurs armées, certains champs & terres, à la charge & conduion d'estre tousiours prests en armes, quand il seroit besoin; ou pour defendre les frontieres. A quoy aussi on pourroit rapporter la custume d'envoyer des colonies & peuplades aux pays des peuples vaincus & domptez. Pour ces opinions on allegue assez d'auteurs, Dionis. Halicar. Plutarch. Cesar in suis commentariis, Appianus, Paterculius, Higinus, Flaccus, Lampridius in Alexand. & autres. Mais i ay monstré ailleurs que l'usage des fiefs estoit cogneu en France long temps auparauant le nom des Lombards, ne qu'ils fussent passez en Italie, comme on peut cognoistre de l'histoire de Gregoire de Tours, qui souuent fait mention des Leudes de France. Pour les fiefs, si on en veut repeter quelques exēples des Romains, il y en a qu'on peut observer des histoires: & entre autres i en ay remarqué en la 59. resp. du 10. li. vn notable du 45. li. de Tite Liue, de l'oraison de Masgaba fils de Masnissa, qu'on peut confirmer par ce que dict Adherbal. apud Sallustium, P. C. Micipsa pater meus moriens mihi præcepit vti regni Numidia tantummodo procuracionem existimarem meam: cæterum ius & imperium penes vos esse. Il est certain que l'institution des fiefs procede de la guerre, estans biens faictz que les Roys, Princes & grands seigneurs faisoient à ceux qui leur auoyent faict service, à la charge de les tenir d'eux en foy & hommage, & de continuer le service en la guerre, quand l'occasion s'y presenteroit. Du commencement ils ne estoient qu'à vie, ce que demonstrent assez les liures des Feudes, & plusieurs historiens

historiens estrangers: & mesmes que les fiefs estoient lors tenus par les gens de guerre. Mais en France ils ont esté faictz perpetuels, & reduits à la forme des autres biens patrimoniaux, & possédez indifferemment tant par les gens de guerre, que par autres personnes, comme i'ay monstré cy dessus. De la derivation & etymologie du mot barbare-Latin Feudum, ie laisse disputer les docteurs Feudistes: mais le mot fief, qui est ancien & originaire François n'en procede: Il se trouue en tous les vieux liures escriz fié, sans f: & i'ay observé tant au commentaire sur la custume de Paris, qu'ailleurs plus amplemēt, que les anciē Frāçois ont usé, de ce mot fié, fier & fiances, pour fidel ou feal, & fidelité ou feauté: aussi le fief se peut bien definir selon le droict Frāçois. L'héritage tenu d'un seigneur, à la charge & cōdition de la foy & hommage. La vraye & directe seigneurie demeurāt par deuers le seigneur, la iouissance & vtile domaine par deuers le vassal. Ie n'adiouste la prestation des droicts & devoirs, pour n'estre qu'accidens. Car la propre essence & vray naturel du fief, consiste en la prestation de la foy & homage, que doit le vassal à son seigneur dominant, en recognoissance du benefice que luy ou ses predecesseurs auroiēt receu du seigneur qui leur auroit baillé ledict fief. & le mot d'hommage appellé hominium par Helmodius, Radenicus, & autres anciens tesmoignent ceste antiquité: d'autant qu'il est entendu par l'hommage que le vassal deuiant homme, c'est à dire, sujet, & comme on peut dire, à l'exemple de ce qu'on liēt en quelques auteurs Romains, mesmes en Cesar libro 3. parlant des Gaulois, Deuotus, vel cliens. Aussi nous lisons en plusieurs auteurs le mot homo, estre pris en telle signification, vt apud Aimoinum lib. 5. cap. 24. Ego Hincmarus à modo & deinceps Domino seniori meo Carolo Regi sic fidelis & obediens ero, sicut homo suo seniori: & dont aussi on peut s'irer tesmoignage de la dispute qui fut entre le Pape Adrian & l'Empereur Frideric premier, qu'on peut lire apud Radeuicum lib. 1. cap. 10. Ce qui doit suffire sans en repeter d'auantage des liures des Feudes, & de Otto Frising. Albertus Krantzius, Trithemius, & autres, qui usent indifferemment des mots hominium & homagium, & aux formes des hommages, le vassal declare qu'il deuiant homme du seigneur, auquel il faict l'hommage, & le seigneur le reçoit à homme: nous en auons l'exemple en l'ancien Coustumier & usage du Chastelet de Paris, où le vassal s'estant mis à genoux nuë teste sans manteau, ceinture, espée, ne esperons, commence par ces mots. Sire ie deuien vostre homme de bouche, & de mains: & vous iure & promets foy & loyauté, & de garder vostre droict à mon pouuoir, & de faire bonne iustice à vostre semonce, ou à la semonce de vostre Bailly, à mon sens. L'auteur en recite une forme semblable, on en peut voir encores en quelques coustumes & liures anciens, & mesmes en un Anglois, intitulé Lit letons Tenures, dont autres ont faict mention, & n'est besoin de repeter ce qu'ils en ont escrit: toutesfois en quelque forme que le vassal face la foy & hommage à son seigneur feodal, la personne du Roy & Prince souverain est tousiours entendue estre exceptée. Mais on demande si plusieurs seigneurs pretendent le fief estre tenu d'eux comment le vassal s'y doit gouverner. Par la custume de Paris, article 60. il se doit pourvoir par lettres Royaux pour estre recen-

par main souveraine, en consignant les droicts si aucuns sont deus : & comme i ay monstré sur ledict article, il est necessaire d'obtenir lettres Royaux à ce ste fin: parce que la sentence de prouision du Iuge ne seroit suffisante pour exempter le vassal des fruiets: ainsi qu'il a esté iugé par arrest du dixseptiesme Juillet, mil cinq cens septante sept. Ladiète coustume article soixante troisieme, prescrit la forme de faire la foy & hommage; & conuient noter que si le vassal n'auroit obserué la forme prescrite par la coustume, pour faire la foy & hommage, soit qu'il auroit voulu se presenter au seigneur, qui auroit refusé de le recevoir; ou qu'il l'ayt fait en son absence; il ne pourra obtenir main leuée des fruiets, ains la saisie tiendra: ou si saisie n'y auoit, le seigneur pourroit faire saisir: d'autant que telle forme est essentielle, & doit estre exactement obseruée comme i ay veu iuger par arrest du Mardy vingtcinquiesme May, de releuée, mil cinq cens soixante & un, & i ay entendu y en auoir eu d'autres semblables donnez depuis. Quant à la saisie dont est icy parlé, toutes les Coustumes en font mention, & n'est besoin de s'y arrester d'auantage, sinon de remarquer en passant que suiuant ladiète Coustume article trente, la saisie doit estre renouvelée de trois ans en trois ans, autrement n'a effect que pour trois ans, & pour l'aduenir demeurent les Commissaires descharges. Ce qui a esté iugé auoir lieu non seulement pour la Coustume de Paris, ains aussi pour toutes les autres: par la raison de l'ordonnance de Roussilon article quinze: ainsi qu'il a esté iugé en la Coustume de Clermont par arrest du 26. Nouembre, mil cinq cens octante huit, que s'ay recité sur ledict article, ce que toutesfois il conuient entendre, sinon qu'il y ait eu procez, car il a esté iugé par arrest donné en ladiète Coustume de Paris, entre Monseigneur le Cardinal de Gondy, & Messire Andouyn de Thurin, Cheuallier Sieur de Luz Archev, du vingthuitiesme iour de Mars, 1600. que s'il y a opposition à la saisie & sur icelle procez, durant ledict procez, la saisie tiendra & le seigneur fera les fruiets siens, encores qu'il y ait plus de trois ans qu'elle ay esté faite.

b Ces especes & manieres d'hommages ont esté remarquées par quelques auteurs, mesmes par Hotom. in disputat. de iure feud. cap. 24. L'hommage de fief se fait en la forme cy dessus declarée, contenant la submission & h, milité du vassal enuers son seigneur dominant. L'hommage de service s'entend plus generally par ce qu'il n'estoit deu & presté seulement par les vassaux, ains aussi par les autres hommes & subiects d'un seigneur. L'hommage de paix est un respect de societé, & cōme de confederation, & alliance, ainsi qu'il est contenu au traité d'entre le Roy Charles V. II. & le Duc de Bretagne, que quand les Princes & Seigneurs s'allient ensemble, & leurs subiects promettent de tenir & entretenir la paix & confederation par eux faite. Et quant à l'hommage de ploiure qu'on fait quatriesme espece, c'est quand l'hommage du seigneur est tenu de se rendre pour luy, estant prisonnier des ennemis, ostage & respondant: l'auteur en baille icy quelques exēples. On fait ordinairement vne autre diuision du fief & hommage en fief lige, & fief simple ou non lige, dont quelques coustumes font mention, &c. glof. in cap. pastoralis, de sent. & re iud. in Clement. & les Docteurs Feudistes communement: mais telle,

diuision est refutée par Hotoman, cap. 7. & autres & on y a peu d'esgard en France: car les formes des hommages prescrites par les Coustumes, pour les faire par le vassal à son seigneur, tiennent toutes de la qualité du fief lige, laquelle emporte l'obeissance du vassal, foy & hommage qu'il doit à son seigneur sans adionster aucune exception: laquelle s'entend tousiours pour le regard du Roy & Prince souverain, & des droicts de sa souveraineté. L'auteur interprete le fief lige, qui tient d'un seigneur sans moyen, & liegement immediatement & sans moien: & par ce que ceste matiere requiert un plus ample discours dont j'ay traité amplement au deuxiesme liure des Pandeetes, ie ne m'y arresteray icy d'auantage.

La fief ne consiste qu'en immeubles, qui est icy diuisé en celuy qui est de condition feodale, & celuy qui n'est de condition feodale. Le fief de condition feodale est celuy qui consiste en heritages de ladicte condition, & le fief de condition non feodale, est icy escrit pour un droict incorporel assigné sur un fief, & tenu feodalement, comme une rente infeodée: & de ceste espee aucuns font le fief qu'on appelle vulgairement fief en l'air. Aussi on fait distinction de tenir fief, ou tenir en fief, comme pareillement y auroit eu autresfois des estats en France, principalement de la maison du Roy, qui estoient tenus en fief: & les fiefs appellez de reuenue assignez sur le tresor ou domaine du Roy, ou d'autre Seigneur. Les Feudistes font mention de Feudis de Camera, vel de Cauena. Mais par ce que de ceste matiere j'ay escrit plus amplement au commentaire sur la Coustume de Paris, comme aussi plusieurs autres en ont traité, le lecteur qui en voudra sçauoir d'auantage, y pourra auoir recours: comme aussi aux traittez & commentaires des Feudistes. Et pour le regard d'esclicher, demembrer & arrester un fief ou partie d'iceluy, j'en ay escrit cy dessus, qu'il n'est besoin de repeter en ce lieu.

COMMENT L'HOMME EST FRANC A SON
SEIGNEUR PUIS QV'IL EST RECEV
à hommage. TILTRE LXXXIII.



PUIS^a que l'homme est receu en hommage, il est franch homme au seigneur, & tient de luy en fief liegement & sans moyen, luy doit foy & toute loyauté, ne autre ne luy doit estre en plaid ne en collation, ne en armée d'oït ne de cheuauchée, ne en lieu où il soit traité du deshonneur, ne du dommage du seigneur, de sa femme, & de ses enfans, & par especial de son fils aîné. Et s'il aduenoit que faire le voullist pour luy ou pour autre de ses amis, si luy doit-il dire, & auant que riens en face, renuoyer son hommage, ou autrement il seroit tenu comme trahistre à son seigneur. Ne contre son seigneur ne peut ne doit traicter ne faire. Ne son fief ne peut esbrancher ne despecer sans le gré de son seigneur: & s'il le faisoit, ce ne vaudroit. Et suppose que ce soit par le gré du sei-

Ppp ij

gneur, si conuient il que l'esbranchement qu'on veut faire, vaille de moins le double d'autant que le relief du seigneur vaut sur le gros du fief, car on n'en peut faire esbranchement comment que ce soit qu'il ne soit tenu d'autel relief, que le corps du fief doit. Si feroit-il du quint qui quitte feroit, si comme dict est cy dessus en la rubriche de ce faisant mention. Et ainsi fut il dict en la salle à l'Isle par le iugement d'hommes pour monseigneur Gillon d'Aigremont, contre monseigneur Jean Coter. Et en confortant ce fut il ainsi conseillé à Arras par tous les plus sages coustumiers que on y peut assembler iusques au nombre de xxv. qui tous furent ouys en fait de coustume. Et pareillemēt par les plus sages coustumiers de Vermandois que on peut assembler à saint Quentin iusques au nombre de xiiij. Et encore fut il ainsi conseillé en Tournesif par les plus sages coustumiers que l'en y peut assembler pour vne cause qu'ils y auoient sur ce l'un contre l'autre, c'est à sçauoir messire Matthieu de Lannais pour grand partie de la terre de Rume, contre dame Catherine Constans veufue demeurée de messire Huë iadis seigneur de la terre de Rume, de laquelle sentence ainsi donnée au conseil desdits coustumiers, il fut appelé par ladicte dame Catherine Constans en Parlement. Tout veu, il fut dict bien iugé & mal appelé, & l'amenda ladicte appellante.

De fief tenir par moyen.

P Vis doncques^b que monstre & traité ay des fiefs qui tenus sont liegement, dire veux des fiefs qui sont tenus par moyen. si sçachez que vn fief est tenu en fief par moyen dont on a hommes dessous luy, par la nature dudiect fief: & toutesfois est il tenu d'autre seigneur: si comme Ica qui est seigneur du Bois où il a iustice de vicomté ou fonsliere, & le tient du seigneur. Et dois sçauoir que qui tient par moyē, il ne peut de son fief faire quelque nouuelleté sans son seigneur, &c.

Un exemple sur ce.

Messire Huë d'Ailly seigneur de Rume en Tournesif voulut donner à ses enfans bastards, qu'il auoit de Catherine Constans que depuis il espousa, mais il ne peut lesdits enfans faire loyaux, pource que la dame Catherine au iour de la natiuité d'iceux auoit mary, & néanmoins ledit seigneur de Rume les voulut faire assenner sur la terre de Rume, de certains dons qu'il fist à part à chacun desdits enfans. Et ce fist il par la loy de ses hommes de fief iugeans en la cour de Rume, les en mist en l'heritage par rain & par baston, le plus solempnellement qu'il peut, & de ce don iouyrent & possederent lesdits enfans tant que ledit seigneur vesquit, & depuis par cinq ans ou enuiron furent en iugement lesdits enfans, & seyrerent comme hommes à cause de fief & terres que ledit seigneur leur auoit donné. Et en estoient lettres faites que iceluy seigneur & hommes auoyent seellées. Aduint que ledit seigneur de Rume alla de vie à mort, son hoir legitime appelé messire Matthieu de Lannais releta toute la terre de Rume du Baillif de Tournesif: duquel au nō du Roy ladicte terre de Rume estoit tenue, lesdits enfans voulurent soustenir leur don. Ledit de Lannais y debatit, disant que si le seigneur d'Ailly auoit

d'ont par la loy & hommes de fief quelque don ou quelque assenne, ce ne pouuoit il auoir fait qui tint ne vauist, puis que par son seigneur ne les hommes avec luy ne l'auoit fait, c'est à sçauoir par M^{seigneur} le Baillif de Tournes & par les hommes du Roy iugeans au coniurement dudit Baillif, qui est son seigneur, lesquels hommes sont pers audit Baillif seigneur de Rume pourquoy &c. Lesdits enfans disans du contraire, & que ledict d'Ailly estoit seigneur dudit lieu de Rume franchement, & en pouuoit faire comme de la chose, donner & aumosner à qui il luy plaisoit: & suppose que ce eust voulu faire deuant simples hommes, si deueroit & pourroit valoir, mesmement puis que c'estoit à ses propres enfans, & non à estrange hoir ne personne, qui est chose fauorable, & qui est à tous Iuges à conseruer. &c. Pourquoy. &c. Chacun soustenant ses fais protestez & autres plusieurs raisons. Tout-veu, il fut dict que le don ne tiendroir, & fut iugé par les hommes du Roy en Tournes. De laquelle sentence il fut appellé en Parlement. La cause d'appel deuolée en Parlement, il fut dict par arrest bien iugé, & mal appellé, & furent lesdits enfans condamnez és despens, & en amende de fol appel.

*De iure feudorū
in tit. qualiter o-
lim pos. feud. a-
lien. §. donare
feudum irrequi-
sito domino do-
mari non potest.
Et ibi vide Al-
mar. Et cardinal.*

De tenir en arriere fief.

TEnir en arriere^e fief si est, si comme quand on tient aucun fief par seconde ou par tierce main. Si comme le seigneur de Rume dont dessus est parlé, qui tient la terre de Rume à pur & sans moyen du Roy, & le Seigneur de Callône tient Tainteignes vne ville qui est empres Rume en fief dudit seigneur de Rume, de la Cour & hommage dudit lieu de Rume, & ce tient il dudit seigneur de Rume, par moien pour ce que le seigneur de Rume qui est son seigneur, tient du Roy si comme dit est. Et vn autre tient vn autre fief dudit seigneur de Callône de la terre, Cour & hommage de Tainteignes, lequel derrain fief est tiers fief du Roy par les moyens dessusdicts, & par ce ne peut-il estre appellé qu'arriere fief. Cōbien que plusieurs l'appellent le second fief, arriere fief, si seroient-ils le tiers fief. mais plus pertinent est d'appeller le tiers fief arriere fief, qu'il n'est le second. Et si ne peut plus le tiers fiefuë faire de son fief, quelque transport ne de nouuelleté sans le seigneur moyen, ne sans son seigneur souuerain, si comme dict est, par exemple en la rubriche precedente.

Item quiconque tient fief, soit fief à pur ou moyen, ou arriere fief, sçachez qu'il est tenu de seruir son seigneur toutesfois que semons en est par son seigneur en deux choses, c'est à sçauoir en ses plais pour iustice faire & tenir, & si ne se y peut excuser, ne doit sans loyal exoine. Et s'il estoit demeurant hors de la Prouince, ou s'il estoit cheu en impotence de veuë, de membres, de language, ou de sens, si doit-il auoir homme resonsable qui en ce cas deserue son fief, ou autrement le seigneur peut faire plainte sur son fief, à fin d'amende, & de le contraindre à desseruir son fief, ou homme resonsable qui demeure en la terre du seigneur, & où on le puisse semondre aux plais dudit seigneur toutes les fois que mestier sera. Et ainsi l'ay-je veu faire par tant d'exemples & par tant de fois sans ramener en aucune doute.

*Celui qui tient
fief, est sujet à
son seigneur, &
luy doit seruire.*

De seruire en fait de guerre.

Ppp. iij.

*Le deuoir que le
sujet doit à son
seigneur de fief.*

Item si le Seigneur^d ou Prince a mestier de son homme pour son honneur garder pour son corps, & pour sa terre defendre: sçachez que mander peut son hōme de fief qui est tenu de venir en armes & en cheuaux selon que le fief le doit, & en ce le seigneur seruir par le terme de quinze iours: lors seroit ce aux despens du seigneur: & si l'homme de fief faut à ceste semōce: sçachez qu'il se met en danger de perdre son fief, & estre appliqué à son seigneur, & encore estre réputé comme mauuais, & ennemy de son seigneur, s'ainsi n'estoit qu'il eust eu telle exoine que raison voulsist qu'il fust tenu pour excusé, laquelle exoine conuiendroit qu'elle fust moult grande & conuenable. Et si c'estoit pour si prochains que l'homme eust plus cher à faillir à son seigneur, qu'à son prochain, si luy doit il renuoyer son hommage premier & auant qu'il puisse armer contre luy: car si autrement le faisoit, il seroit réputé comme trahitre & desloyal, & perdrait son fief qui au seigneur seroit appliqué, ne nulle excusation ny pourroit auoir pour affinité, si ce n'estoit contre vn autre seigneur de qui il tint en fief aussi, & où il auroit pareille loyauté à tenir, car autre excusation n'y sçay. Si le seigneur semont son homme de fief d'aller en l'ost où le seigneur soit, si l'homme defaut, il est à lx. liures, & autresfois l'auoit semons de rechef pour vn ost, & l'homme demourast encore en defaut, il perdrait le fief. Et selon aucuns il y auroit trois semonces. La premiere si est d'aller en l'ost quand le seigneur y doit aller, lors y a amende telle que le relief est.

Item puis que le seigneur est en l'ost aux champs, qui ne vient à celle semonce, il y a soixante liures si comme dit est.

Item à la tierce semonce qui n'y vient il pert le fief, & doit estre réputé comme mauuais ennemi du seigneur, comme dit est. Si ainsi n'est que loyale exoine y soit, qui soit faicte en temps & en lieu. Et ainsi fut il jugé par les coustumiers de l'Isle en l'an mil trois cens quatre vingts six.

*Unde dicit textus
quod si ad ter-
tiam uocationē
non uenerit, hoc
ipso feudū amittit:
& ideo debet
curia domini
num mittere in
possessionem.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

OCTANTETROISIESME.

a  Ranc homme s'interprete diuersement, comme ie monstrey cy apres traictant de la conditiō des personnes. mais icy franc, signifie autāt que lige, & au testament & diuision que Charlemagne fist de ses Royaumes, l'homme franc se doit entendre pour l'homme lige & vassal, & par ledit testament Charlemagne commāde que tout homme franc qui aura laissé son seigneur cōtre sa volonté, & sera allé d'un Royaume à l'autre, ne sera receu du Roy, & on peut obseruer aux histoires de France que ce mot franc, est prins souuent en ceste maniere, encores qu'on en use quelque fois en plus generale signification. L'auteur aussi, comme i'ay remarqué en la precedente annotation, explique le mot de lige pour vn vassal tenant immediatement de quelque seigneur: & ainsi les anciens semblent l'auoir entendu, comme on peut recueillir des histoires & Annales de France, & mesme de l'hommage faict par Pierre Duc de Bretagne de l'an 1450, dudit Duché, & du Comté de Montfort, aussi on tient

que si un Roy ou Seigneur souverain tient des terres & seigneuries en la dision & obeissance d'un autre Roy ou Seigneur souverain, il est tenu luy en faire hommage lige, comme feist le Roy de Navarre à Charles 5. ainsi qu'il appert en la Chronique de S. Denis chap. 33. Il repete encores ce qu'il a par diuerses fois escrit de l'exclipsment & demembrement du fief, dont aussi i'ay traité en diuers lieux: mais qu'à ce qu'il dict du fief demembré par le gré du Seigneur, y a de la doute par ce que par le demembrement d'un fief en sont faits deux, & le Seigneur consent, il est à presumer qu'il ait receu les droicts feodaux, ou s'en soit tenu pour content de ce qui est esbranché & distrait du fief tenu de luy, tellement qu'au lieu d'un fief il en a deux, & par consequent aduenant l'ouuerture de l'un ou l'autre desdits fiefs, il ne peut pretendre droict, sinon qu'à raison de celuy qui est ouuert, dont on peut tirer argument de l'article 52. de la coustume de Paris, par ce que l'inféodation du fief exclipsé est comme espee d'investiture de nouveau fief distinct & separé de l'ancien, duquel il auroit esté demembré.

b Il fait en cet article & en l'ensuiuant, distinction entre le fief qu'on tient par moyen & l'arriere fief, & semble tant par cest article que par l'exemple qu'il amene de la terre du Rume qui estoit tenue du Roy à cause de Tournay, qu'il entend le fief par moyen qui est tenu directement du Roy, & lequel est appelé aux Feudes Feudū regale, en prenant generalement Feudum regale pour tout fief tenu sans moyen du Roy, encores que plus specialement & proprement il apparienne aux plus grands fiefs tenus immediatement de la couronne, comme sont les Duchez, Comtez & Marquisats, & quæ proximè descendunt à Principe, cap. 1. de Feud. March. c. 1. de lege Corrad. & 1. ibi DD. quis dicat Dux. March. vel cum. Et quant à ce qu'il dict que le fief ne peut estre donné & aliéné sans le consentement du Seigneur duquel il est tenu, celà procede du droict des Feudes tit. qualit. olim poter. feud. alien. ou de la coustume qui estoit lors obseruée au pays, où il a escrit: mais comme i'ay monstré cy dessus, autrement on en use à present: & le seigneur ne peut demander que ses droicts, selon la coustume du lieu. Aussi ce iugement pouuoit estre fondé sur autre raison feudistique, que les bastards ne sont capables des fiefs, mesmement des anciens, lib. 2. tit. 26. §. 12. & tradunt DD. in §. naturalis si de feud. defun. cōtent. sit. & autres qui ont escrit des fiefs, & præ ceteris Valët. Forster. lib. 6. de success. c. 39. en rend la raison: sed par le droict François, ils en sont capables, pour en auoir & acquerir, encores qu'il n'y puissent succeder.

c Par le droict des Feudes le vassal peut bailler des portions de son fief à aucuns qui de luy les tiendront en fief, & mesmes tout son fief, en retenant la foy & hommage qu'on dict faire des arrierefiefs, arrierefiesier, ou arrierefiesuer, & feudistiquement, subinféodare, sans le consentement du seigneur: & non seulement le premier vassal, ains aussi le second, & le tiers, & ainsi infinimēt: cap. 1. §. 1. qualit. olim feud. alien. vbi DD. cap. 1. §. similer. & §. seq. de c. Corrad. c. 1. §. illud de prohib. feud. alien. per Frider. & al. Clar. §. feud. que 32. Zaf. p. 9. num. 15. dont sont procede les termes de Vassi, Vassali, Valuaslores, valuasini, vassaux, vauassours, & autres semblables, dont i'ay escrit ailleurs. Mais ladite inféodation ne se peut faire au preiudice du seigneur, si il n'y donne consentement: en maniere que s'il n'a inféodé telle subinféodation

ou receu l'aduen & denombrement de son vassal contenant les arrieriefiefs, qu'il auroit faictz, aduenant l'ouuerture du fief tenu de luy, il pourra aussi exploiter les arrieriefiefs, encores qu'ils ne soyent ouuerts: ce qu'il ne pourroit faire s'il auoit approuuè l'adite subinfeodatio. par l'argumēt de l'art. 52. de la coust. de Paris. Ce que l'auteur restrainct le refiefuemēt, ainsi parle mon vieil practicien, au tiers arrieriefief, est pris de quelque custume qui lors s'obseruoit: car par le droict des Feudes, le tiers vassal peut refiefuer c. 1. §. simil. del. Cor.

d L'auteur recite deux condicions, ausquelles le vassal est sujet, la premiere d'assister aux plaids que son seigneur faict tenir, qu'on appelle en plusieurs custumes estre des hommes iugeans Pairs & hommes feodaux ou de fief: ce que les seigneurs faisoient anciennement bien observer, & sur amendes: mais à present n'est en usage si frequent, sinon qu'en assises, si le seigneur feodal a droict de les tenir. L'autre condicion de suivre son seigneur en l'ost & armée, procede de l'ancien & premier droict des fiefs, qui estoit militaire: dōt est aussi procedée l'institution du ban & arriereban: le Ban signifiant la conuocation qui se faict pour aller à quelque assemblée, qu'on auroit attribué spécialement à l'expedition militaire, tellement que le Ban estoit la conuocation que faisoit faire le Roy & souverain Prince: & l'Arriereban ou heribanum la publication que le seigneur appelle au ban de son Roy ou Prince, faisoit faire pour assembler ses vassaux & arrierevassaux, pour l'accompagner à l'ost & armée: & les vassaux qui defailloyent à telles conuocations, estoient mulctez de peines & amendes, & quelquesfois mis au ban, c'est à dire bannis: ce qu'on peut observer tant des Capiulaires de Charlemagne lib. 3. cap. 14. 18. 35. 40. & al. qu'en plusieurs autres auteurs: ce qui descend d'une ancienne custume des Gaulois, de laquelle Cesar faict mention: mais à present telles anciennes mœurs sont hors d'usage, & depuis ont esté faictes des ordonnances qui prescriuent la forme du ban, & arriereban, & par là n'est besoin de s'arrester d'auantage à ce que l'auteur en traicte.

DE TENIR EN PARAGE. TITL. LXXXIII.



TENIR en parage^a si est quand cil qui tient tenement de celuy de qui il tiēt, sont pareilles parties par raison de lignage, & que ledict tenement vient de leur anchifeur, & vient par succession de ligne, si comme es lieux & par especial en Normandie, ou es fiefs de freres venās de pere, l'aîné emporte le gros, & les puînez en ont le tiers par la raison de partage & de succession, celle parrie est tenuē en parage, car ils sont paraux en fief: jaoit ce que l'un soit plus grand que l'autre, & toutes fois le tient-il aussi noblement comme l'aîné faict le gros, & si sont paraux en lignage, & toutesfois veut le droict que le maisné tiēne de l'aîné en parage, & va ainsi iufques au sexte degré de ligne. celuy à qui ce viēt, est lors tenu de faire feaulté à l'aîné, c'est à dire qu'il represente l'aîné, & qui adonc tient le gros du fief: & au vij. degré celuy qui

qui lors le veut tenir, doit faire hommage pour le fief, & lors reuient le fief à estre tenu tout purement de l'ainé ou de celuy qui lors tient le gros du fief, & lors est tenu en hommage, & non plus en parage. Et sçachez qu'en celle tenure de parage, l'ainé à sus celuy qui ainsi tient la iustice, & contraincte de ses rentes, & des seruices qui appartiennent au seigneur souuerain, de tort fait à luy ou à ses gens, & de non plus de chose.

Vsage d'Orleans.

Et selon l'usage d'Orleans, qui tient en parage, il a toute telle iustice que l'ainé; ne n'est tenu de faire aide ne seruice fors au chef seigneur: ne le sire n'y peut asséoir seruitude tant qu'il soit tenu en parage: Moul d'autres coustumes y a en tenure de parage, mais pour-ce quelles sont si coustumieres au lieu de Normandie, au commencement on en vse, & que tout y est vse par escrit, autrement qu'on ne fait ailleurs en païs coustumier: ie m'en veux passer briuement, & procederay en tenir à bourgaige.

De tenir en bourgaige.

TEnir^b en bourgaige si est tenir terres, cens, rentes, manoirs, masures ou autres heritages qui sont tenus sans fief, & qui ne doiuent feaulté ne hommage à seigneur, fors la rente aux termes accoustumez. Et peut celuy qui ainsi tient, faire de sa terre sa volenté, vendre ou donner, parmy payant le seruice au seigneur, vueille ou non le seigneur, & y mettre sus rente & sous rente: & ce ne fait-il pas sur son fief sans le gré au seigneur: si comme dessus est dict, ny ne doiuent audict seigneur autre seruice ne redeuance que la rente aux termes, & les aucunes à la mort de double rente.

Vsage de Normandie.

Selon l'usage de Normandie, en ce ne chet promesse ne retraict, & y ont les femmes moitié apres la mort aux maris, voire si c'est acqueste. Et en parage les sœurs y partissent ainsi comme les freres. Et selon ladicte coustume de Normandie ne doiuent seruice ne relief.

De tenir en cotterie.

Tenir^c en cotterie par l'usage de coustume locale, si est tenir toute terre en possession de main ferme, c'est à dire, qui n'est tenuë en fief, que rurallement on appelle entre les coustumiers, terre vilaine, & ne doit hommage. seruice ost, ne cheuachée, fors la rente au seigneur aux termes accoustumez, & à la mort double rente en plusieurs lieux: mais doiuent à leur seigneur seruice d'escheuinage. Car le seigneur de tels tenans peut faire ses escheuins pour traicter & demener les heritages entre ses tels suiets, & tenus d'en faire aduest & desuest de l'heritage de cognoistre & faire payer les rentes que tels heritages doiuent, & non autrement: si le seigneur n'a droit & loy preuilegié de son souuerain, qui telle luy puisse donner comme le Prince souuerain du lieu.

De tenir en cens.

TEnir^d en cens, si est de tenir terre d'aucun en cens, c'est à dire, en certaine redevance, que l'en appelle cens, qui est ancienne chose mise sur les terres. Car ainsi sont tenuës par le Seigneur de qui elles sont tenuës. Si ne doiuent autre rente ne dette, ne escheuinage, fors quand le sire a mestier d'auoir droict pour aucuns desrens l'un contre l'autre, il peut mander ses tenans en cens, & les peut coniuurer & faire dire loy, & ils le doiuent faire à la semonce du Seigneur. Et n'y a autre escheuinage ne mayeur, mais que par quatre ou cinq des hommes tenans en cens les premiers que le Seigneur mande pour le iour, & n'ont autre cognoissance que de vest & desuest des terres tenuës en cens, & du debat sur-ce si aucun en sourdoit: & aussi ne doit estre fait ne iugé par autres.

*De tenir en franc alleu. **

* Au liure escript
à la main, y a
alleux.

TEnir^e en franc alleu, si est tenir terre de Dieu tant seulement. Et ne doiuent cens, rentes ne dettes, ne seruage, relief, n'autre nulle quelconque redevance à vie n'à mort, mais les tiennent les tenans franchement de Dieu, & y ont toute iustice basse, si comme de treuf, de plainte, de cognoissance, de simple delict, à iuges par leurs pers tenans en alleux qui sont de la Chastellenie, & coniuurent l'un alleux l'autre sans Seigneur ne Baillif, requérât au Seigneur Souuerain qu'il vueille en aide de droict faire mettre leur iugement à execution par les Sergens, & le Seigneur en doit faire l'adueft & desuest de tous les alleux, & en coniuurent l'un l'autre, & en baillent lettres de decret qui tiennent & valent, scellées de leurs seaux. Et en plusieurs lieux pour faire vente de son alleux, il n'y faut que la cognoissance, qu'en fait le vendeur pardeuant Notaire ou Tabellion, & lettres sur-ce leuer, ou pardeuant gens sur son seel, si le seel cogneu dont lettres s'en facent: & si estoit appellé de leur sentence, selonc aucuns lieux les francs alleux le deffendent en armes, & non autrement. Et selonc le droict il peut estre releué deuant preud'hommes. Mais l'usage des alleux doit estre gardé en tant que raison seroit.

De tenir par aumosne.

Tenir^f par aumosne si est tenir ce qui est donné à l'Eglise, par telle maniere que le donneur tout si franchement a donné que l'Eglise en est pure possessoresse sans moyen, & ne le tient que de Dieu, ainsi n'estoit que le don soit consenti & amorti du Prince, dont en souueraineté ce est tenu, car lors n'en doit l'Eglise relief, seruice ne redevance, supposé que ce soit fief ou noble tenement.

* Au liure escript
à la main, il y a.

Item & supposé que le don ne soit fief consenti, n'amorti du Souuerain, pour-ce ne demeure que le don ne soit tenu de l'Eglise. Mais il n'y conuient auoir homme viuant & mourant qui soit responsable de ce tenement. Et faut que luy mort ceux qui sont de par le donneur, y remettent un autre, en faisant le gré du Seigneur de qui celui don est tenu, c'est à dire la chose donnée: ou si ce non, le Seigneur de qui ce est tenu, par plainte par ce à loy faite, y peut mettre & alfoir la main de loy, iusques à tant qu'on en ait fait gré à luy. & ainsi se peut-il faire de responsable mort en responsable, iusques à tant que par le Souuerain le don sera a-

morty. Et quand ce faict, il conuient qu'à ce soit appellé le Seigneur de qui le don est tenu. Car sans appeller le Seigneur moyen, le Seigneur Souuerain ne peut ne doit amortir quelque possession, si de luy n'est tenuë à pur, ne si le Seigneur moyen, & qui y a interest, ne s'y consent, & que son droict y soit gardé. S'aini n'est faict, le Seigneur de qui ce est tenu, ne le peut faire vendre, nonobstant le don faict à l'Eglise. Et si vendre ne le faict, si faut-il, si deporter ne s'en veut, qu'il ait toute la cognoissance sur la chose donnée comme parauant auoit, & que liuré luy soit homme viuant & mourant, de la chose donnée, & qu'il le desferue par le gré du Seigneur de qui ce est tenu, si comme dit est, & satisfaire au Seigneur à son plaisir, ou autrement le Seigneur le tiendra en sa main comme en main de Seigneur par faute d'homme.

Des amortissemens.

OR sçachez qu'amortissement est tant faire au Seigneur Souuerain, & au Seigneur sujet de qui la chose qu'on veut amortir, est tenuë, qu'ils soient consentans tant que la chose soit, qu'elle puisse demeurer à tousiours sans redevance quelconque, & de ce auoir lettres ou chartres du Souuerain, & du consentement du Seigneur moyen. Et de lors en auant n'y chet ny ne peut iamais le Seigneur quelque droicture ne quelque exploict, amende ne confiscation faire ne auoir, mais demeure à l'Eglise sans autre seruice ne droicture à autre Seigneur lay ne temporel de quelque chose.

Admortir est sans payer aucune redevance.

De tenir par volenté.

TEnir par volenté si est quand aucun baille de son fief aucune partie à autre, & en retient l'hommage, si comme qui auroit vingt liures de rente sur vn fief, & il en donnaist les douze ou autre partie en retournant l'hommage à luy, & retenant ledict hommage de son homme. Car celuy à qui ce est ainsi donné, ne faict pas hommage, ne n'est tenu de faire pour la partie à luy donnée, & toutesfois tient-il celle rente noblement, car riens n'est qui soit ypothequé ne assis sur fief qui ne sortisse condition noble, par raison du fief, dont ce naist, si ce n'est par le consentement du Seigneur qui ce donne, & qui ce peut laisser en rente vilaine si luy plaist: De ce n'est pas ainsi vsé en Picardie, car la rente qui donnée ou vendue seroit, seroit tenuë par luy en hommage.

De tenir par dignité.

S Tenir par dignité, si est tenir aucun office en fief par forme de dignité. Si comme de tenir Seigneuries & autres offices à heritage, & en fief, & si comme mayeur heritier. Ou tenir en fief dont on est quitte & franc de aucune dette qui communément est accoustumée de payer au pais, dont on ne paye riens par le droict du fief, surquoy on demeure, & si comme vne maison est franche de payer afforages ou assises de pais, que les autres gens payent. Ou auoir droict en four, ou en moulin par franchise de fief. Et toutes telles autres franchises qui par tenures de fiefs sont à ceux qui les tiennent & ont, car tous tels tenemens sont appelez tenemens de dignité, & sont francs & nobles entre les autres.

Tenir par dignité est estre exempt, & ne payer aucun droict.

Des reliefs que les fiefs doivent aux Seigneurs.

DEs reliefs¹ que les fiefs doiuent, veulx parler pour ce qu'ils s'en suiuent apres les tenemens des fiefs. si peulx & dois sçauoir qu'il n'est fief qu'il ne doiue relief. Si est à sçauoir qu'il est trois manieres de payer relief. La premiere si est quand celuy qui a tenu le fief, va de vie à trespas, son fief doit estre tenu de releuer par deuoir son Seigneur, de qui le fief

Et au parauant le est tenu, apres le trespas de celui qui est mort, de tel relief & dedans tel
temps portez par la iour que la coustume du pais & du lieu le donne. Car selon aucuns lieux
coustume, le Sei- il le faut releuer dedans 40. iours, & selon aucuns autres dedans l'an, & se-
igneur ne peut lon aucuns lieux dedans sept iours.

Item aussi selon la coustume des lieux sont les reliefs, car les vns sont liege, & les autres demy liege. les liegez doiuent dix liures de relief, le demy liege doit cent sols de relief. Les vns fiefs doiuent cheual par pris, les autres doiuent blans gans, blanche lance, les autres doiuent soixante sols, & ainsi selon les vsages des lieux se faut reigler;

La seconde maniere de payer relief, c'est quand celuy à qui le fief appartient & compete, entre en religion, car lors peux & dois sçavoir que celuy qui apres doit posséder le fief, doit faire & payer au Seigneur tout tel relief que si celuy qui entre en religion, estoit mort.

La tierce maniere^k de payer relief, si est quand le fiefchet en gou-
uernement de bail, car lors couient que le bail relieue au nom du moin-
dre d'ans, & luy preste le relief, iusques à tant que le moindre d'ans vien-
dra en aage, & lors luy doit rendre le moindre d'ans, quand il sera venu
en aage, & non deuant. Et si faute, y a au bail que le relief ne fust payé en
temps & en lieu, ce seroit au peril du bail, & non d'autre, & c. Toutesfois
sont aucuns coustumiers d'opinion que le bail doit relief à cause de son
bail, pour tant qu'il luy faut entrer en bail par loy, & qu'il est desseruant
le fief, & si faitchoir du fief quand il vient en aage, & qu'il fait homma-
ge si relief ne payoit. mais l'ay trouué le plus des sages desquels l'opinion
estoit du contraire, & qu'il n'y faut qu'un relief que le bail doit prester à
l'entrer du bail : & sçachez qu'à tout hommage il conuient qu'il y ait re-
lief ou droicture, ou autrement la nature du fief ne seroit mie resortie ne
accomplie. Et pour-ce en transaction, faisant hommage & relief est
tout ioinct ensemble par l'adueu & redeuance qui en est faite au Sei-
gneur, car sans ce nul ne peut choir en hommage. Mais ce ne conuient
il pas faire à l'entrer au fief & en hommage pour la mort d'aucun. Car
lors n'y faut payer que relief, & non autre seruiue, pour ce qu'il n'y a point
de nouuel hommage. Car ce n'est pas nouuel hommage du prochain
hoir du trespaslé receuoir, car il ne fait que représenter son predeces-
seur, pour-ce que le seigneur ne doit estre sans hōme de son fief, & fief de
sa nature doit aller d'hoir en hoir: ne selō les sages, il ne deueroit pas estre
* transigé en estrange, si n'estoit par les causes qui sont en droict. Com-
ment l'homme peut vendre son tenemēt & son hoir desheriter, dont cy
dessus est touché en la rubrique de ce faisant métion, qui parle comment
hōme en son lit mortel ne peut faire vente qui tienne. Et pource encore,

A tout hōmage
faut relief ou
droiture.

* Transfigé, c'est à dire, transféré.

qui veut faire nouuel hōmage, il en cōvient faire redeuanceau seigneur.

Item qui ne faict deuoir de relief payer dedans le iour accoustumé, il chet en l'amende accoustumée enuers le Seigneur, & tiendra le Seigneur le fief autant sans homme, qu'on la tenu sans Seigneur, c'est à sçauoir qui tient fief de blanche lance ou blans gans de relief, il est à autant demandé que le liege fief doit, c'est à dix liures. Autelle amende doit le fief de demy liege à cent sols. Et sçachez qu'il n'y a fief de plus grand relief de soixante sols tournois. Et si le fief estoit si petit qu'il ne vaulsist mie soixante sols tournois, par an ou autre fief qui ne vaulsist son relief, sçachez que le Seigneur doit auoir la meilleure aduesture du fief si il luy plaist, qui dedans trois ans y viendra.

Le fief se doit payer au iour nommé, en peine de l'amende.

De fief de Sergenterie.

Item fiefs de Sergenterie selon la coustume de la salle de l'Isle ne sont qu'à trente sols de relief, & à trente sols de seruice.

Des sergenteries fiefes, & sergès fiefes, est faict mention en quelques anciens arrests, de la Penrecoste, 1273. 16. Iuliet, 1351. & 3. Iuin, 1391. & en aucunes coutumes.

Coustume de Mortaigne.

Item à la terre de Mortaigne tous fiefs sont à soixante sols parisis de relief, ou de trois années la meilleure: si comme dict est cy dessus, &c.

De fief de moindre d'ans & mineurs.

Item ne chet moindre d'ans en quelque amende pour relief non payer. Mais le Seigneur en peut faire plainte, & on luy doit iuger à prendre son relief sur les leuées dudiect fief sans amende: & ainsi fut il dict & iugé en la salle à l'Isle pour Iean de la Houffiere moindre d'ans, à cause de son fief de Peronne, qui auoit esté releué par plus d'un an pour le cōtend qui estoit dudiect fief, par procès pēdant en ladiect Cour: & sil aduenoit qu'apres la mort d'aucun qui tint plusieurs fiefs de plusieurs Seigneurs, & demeurast de luy plusieurs enfans masles comme dict est, l'aîné emporterait tous les fiefs, s'ils sont tenus de plusieurs Seigneurs. Et si tous estoient tenus d'un Seigneur, les fiefs iroient à compte d'hoirs masles. Et pour ce, si de plusieurs Seigneurs sont tenus, tout cher à l'aîné à releuer de tous lesdicts Seigneurs, dont les fiefs sont tenus. Et si tous d'un Seigneur estoient tenus, chacun des fils releueroit celuy fief qu'auoir deueroit, & ainsi les doit le seigneur recevoir, ne refuser nales doit, si ainsi n'estoit que ces fiefs tenus de plusieurs seigneurs, le mainné fils vint pour releuer, & l'aîné fils ne vint, lors ne le tiendra pas le sire s'il ne luy plaist, pour ce que bien sçait qu'aîné fils y a qui par raison le fief doit tenir & auoir: Si le seigneur ne sçait certainement que sans fraude ne sans autre recompensation l'aîné se cessast de venir releuer, & que l'aîné ne s'en reporte pour riens, que pour auancer son frere qui peu auroit cheuancé, si ce ne faisoit. Car autrement le Seigneur seroit fraudé en son droit seigneurial de son dixiesme, que perdre ne doit pour quelque compte ne transaction qu'il face contre le gré du seigneur. Ou si ainsi n'estoit que l'aîné fils se deportast de toute la succession qui de son feu pere luy estoit venue, ou de sa mere, si le fief venoit de par le costé de sa mere, ou si entré n'estoit en religion & profes demeuré.

De releuer le fief, pour les mineurs.

Le dixiesme d'hoir est icy parlé, est un droit du dixiesme denier, deu par quelques coutumes au Seigneur, en cas de vñe, dom,

*transport ou alienation du fief: dont mention est faicte és coutumes de Tournay, s'ilre dixiesme, art. 22. Bethu-
nay, tit. 2. art. 13. & autres.*

Car autrement le Seigneur n'a cause de luy en deporter s'il ne luy plaisoit & que gré luy en soit fait, ou autrement il sembleroit que fraude si em-barist contre le droit seigneurial. Et ainsi fut-il jugé en la Cour de Cysoing pour Monseigneur Pierre de Vertain contre Monseigneur son aîné frere. lequel frere vouloit releuer le fief appelé la Teste, mais le Seigneur ne le vouloit recevoir, pour-ce que bien sçauoit qu'il y auoit frere aîné qui releuer le deuoit. Et pour-ce disoit le Seigneur qu'il estoit vray semblable que moyen eust entre eux par échange de terre ou d'argent, pourquoy venoit ainsi releuer le mainé & l'aîné se taisoit. sur ce l'assist procès en la Cour à Cysoing, & dura par long temps, & tant qu'il fut trouué par le conseil des sages de l'Isle, que le Seigneur n'estoit tenu le-dit relief prendre ne recevoir si il ne luy plaisoit, & conuint que le gré du Seigneur fut fait.

Item & ainsi fut-il dict d'un autre fief en Tournefis tenu d'un Seigneur de Vuarcoing, entre Jacques de Vuandripont aîné fils demeuré de Messire de Vuandripont, & Arnoul son mainé frere, lequel fief siet à Esquer-mes.

Item encore fut-il ainsi dict d'un autre fief situé à Cysoing en la manie-re comme cy dessus a esté dict.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

OCTANTE ET QUATRIESME.

 E tiltre contient les diuerses manieres de tenures, dont la premiere est celle de tenir en parage, de laquelle sont mention les coustumes de Normandie, Bretagne, Anjou, & d'autres provinces, qui en disposent si amplement, que par icelles est facile d'entendre que c'est que parage, & tenir en parage: Qui est uien entendu tenir en parité & esgallie de fief, que l'un le tient aussi noblement que l'autre. Et en est aussi faite mention in Neapolit. Const. lib. 3. tit. de success. filio. Comit. & Bar. Et mon vieil praticien dict que par droit de parage les mainez parageaux ne doiuent homage à l'aîné parageur, mais sont paraux en fief, tant que parage dure. Qui en voudra sçauoir d'auantage, il peut lire lesdites coustumes: & mesmement pour le regard des filles qui sont mariées en parage, & Matth. de Afflict. Neap. dec. 160. Quant à ce qu'il ad-iouste que le parage finit au sixiesme degré, vient de ce que le parage se r'ap-porte à la forme du lignage, qui ne s'estend gueres outre ledit degré, quia ultra septimum gradum, rerum natura cognatorum vitam consistere non pa-titur, l. 4. D. de gradib. & affinib. Paul. lib. 4. senten. Mais si apres le temps du parage expiré & fini, ceux qui ont droit des parageaux ont iouy de l'heri-tage qui auoit esté baillé en parage, trente, quarante ans & plus, sans en auoir esté inquiet & poursuuius, ils ne seront tenus de reconnoistre le parageur, ou celui qui le represente, ne luy faire la foy & hommage, comme a esté jugé en la coustume d'Angers, par arrest du 23. Iuillet, 1583. recué par M. Choppin, sur ladicte coustume, lib. 2. tit. 2. qui traite amplement de ceste matiere.

b Bourgage s'entend proprement de la redevance ou rente due à aucun Seigneur, sur les masures, manoirs & heritages, qui sont dans un bourg, qui sont tenus sans fief, & ne doivent au Seigneur hommage ny autre charge & service que la rente aux termes accoustumez: comme l'interprete la coustume de Normandie, & l'ancien stil du pais. Bourg vault autant que ville, & à present signifie une ville non close de murs & de fosses. Que c'est que les anciens appelloient burgos, on le peut apprendre ex Iudoro, Orolio, Paulo Diacono lib. 12. histo. Miscel. & alijs.

c Tenir en coterie, c'est que nous disons en roture, & les anciens disoient, en vilenaige, ou vilonage; & heritages cottiers en plusieurs coustumes sont oppsees aux feodaux. & en est souuēt faicte mention esdictes coustumes: Sont heritages roturiers tenus à cens & rente, & suiets à aduest & deuest, c'est à dire à saisine de saisine enuers le Seigneur, pour luy payer lots & ventes, quand le cas y eschet selon les coustumes des lieux. Mon vieil praticien interprete tenir en coterie, ce que le vilain, c'est à dire le couchant & leuant en la terre d'un Seigneur, tient de luy en vilenaige, qu'on dict autrement, en roture.

d Ce qu'il traicte icy du cens, est entendu du chef cens, qui est la premiere charge & redevance, à laquelle le Seigneur feodal auroit baillé les terres & heritages dependans de son fief: c'est un droict qui luy est deu en signe & remembrance, comme parlent les anciens praticiens, ou pour recognoissance de Seigneur, car il demeure tousiours le vray & direct Seigneur, & qui tient de luy en censue, il a bien la propriété de l'heritage qu'il possède: mais non le droict de Seigneurie: ains la iustice appartient au Seigneur, avec droicts Seigneuriaux, comme lots, ventes, saisines & amendes. Mais sil aduenoit que celui qui auoit pris à cens d'un Seigneur, ou autre ayant droict de luy, eust chargé le mesme heritage d'autre cens, & droicts seigneuriaux enuers autre Seigneur: toutesfoi le premier Seigneur auroit seul les droicts seigneuriaux, n'ayant peu son suiet charger sans son consentement. l'heritage qu'il tient de luy à censue, d'un autre cens en qualité seigneuriale, par ce que seroit luy bailleur un conseigneur: & ainsi le tient Faber ad §. aded autem. Inst. de locat. & ad l. Cum dubitabatur. C. de iure emphyt. Masuer. tit. de locat. & iure emphyt. & a esté iugé par arrest du vingt troisieme iour de Iuin, 1584. recité au 7. liu. des Respon. ch. 118. & sur le tilt. de censues & dro. seig. de la coustume de Paris. Ce que l'Auteur adiouste de l'usage du pais, où il a regardé en escriuant, ne merite de sy arrester. Mais le Seigneur peut faire bailleur par declaration par ses suiets, les terres & heritages qu'ils tiennent de luy en censue, ou autre charge & redevance, & mesmes les faire mesurer & border. pour retirer ou empêcher les entreprises, comme s'ay veu iuger par arrest du Vendredy vingt uniesme iour de May, de relenée, 1563. & traditur in l. 4. D. de censibus.

e L'ay parlé cy dessus du franc aleu, & seulement oduient adiouster ce qui est au liure 2. du grand Coustumier, tiltre de rachat des fiefs. Franc aleu est un heritage, tellement franc, qu'il ne doit point de fonds de terre, ne de celui n'est aucun Seigneur fonsier: ne doit vest ne deuest, ne ventes ne saisines, ne autre seruitude à quelque Seigneur: mais quant est à iustice, il est bien suiet à la

iustice ou Iurisdiction d'aucun : & celuy qui pretend son heritage estre tenu en franc aleu le doit verifier par tiltre , par-ce qu'il ne peut par prescription acquerir franc aleu sans tiltre, comme a esté iuge par arrest solénel du 13. iour d'Aoust, 1583. tellement qu'en doute l'heritage ne doit estre reputé alauidial, ains plustost roturier & tenu en censue: à la raison des terres & heritages voisins & assis au mesme territoire : si on ne faisoit apparoir par escrit qu'il fust tenu en fief ou franc aleu, comme il est traité par du Moulin sur le 46. art. de l'ancienne custume de Paris: & quād le Roy ou quelque Seigneur hault iusticier faict faire papier terrier, les propriétaires d'heritages alauidiaux doivent bailler par declaration les heritages qu'ils pretendent leur appartenir à tiltre de franc aleu , & faire apparoir de tiltre. L'Auteur semble confondre le franc aleu noble & le roturier , dont toutesfois est faicte distinction par l'art. 68. de la custume de Paris: & par quelques autres custumes, par lesquelles appert que celuy qui tient en franc aleu, n'a toutesfois iustice basse, ny autre, si ce n'est qu'il tienne en franc aleu noble, ains est suieût à la iustice d'un autre Seigneur. Le mot de treuf ou de trief, comme il se lit au livre escrit à la main, & en mon vieil praticien, signifie estrif, c'est à dire debat, contention, ou querelle, dont sont les verbes, triuer & estruer. De cest article & plusieurs autres qui sont en ce livre, on peut remarquer l'ancienne forme de passer lettres publiques, lesquelles iadis on n'auoit accoustumé de signer, ains seulement les sceller, comme aussi on peut cognoistre par plusieurs anciens tiltres.

¶ Cest article & ensuiuant, concernent les dons faicts aux gens d'Eglise, & les amortissemens: car par l'ancien droict François les Ecclesiastiques comme gens de main morte, ne peuuent tenir heritages & biens immenbles en France, comme appert par les ordonnances de plusieurs Roys de France, & patentes decernées pour les droicts des francs fiefs & nouueaux acquests: dont entre autres raisons on en rend une bien considerable, par-ce que s'il estoit libre aux gens d'Eglise, & de main morte d'acquerir & posseder heritages, soient fèdaux, roturiers ou autres, le Roy & les autres Seigneurs en receuroient grand perte, dommage & diminution de leurs droicts, comme a esté obserué par Benedictus in cap. Raynutius in verb. vxorem nomine Adelasiam de testamen. & les Feudistes, in tit. de alienatione feudi. Speculat. tit. de emphyteo. & autres: toutesfois par la bonté des Roys, ils ont obtenu dispense & permission d'acquerir & posseder des heritages en France, ce qu'on dict amortir: & le Roy seul a le pouuoir & authorité d'amortir, comme a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour: encores que quelques Seigneurs ayent voulu autrefois sen attribuer le droict, ainsi qu'ont escrit M. le President, lo Maistre, & Bacquet au traité d'amortissement, & par le moyen de l'amortissement obtenu par les gens d'Eglise du Roy, ils peuuent tenir & posseder des heritages en France, & ne peuuent les Seigneurs fèdaux ou censiers les cōtraindre d'en vider leurs mains, en leur payant droict d'indemnité: mais si les heritages n'estoient amortis, ils seroient tenus, non seulement de payer au Seigneur les droicts denz à cause de leur acquisition & indemnité: ains aussi luy bailler homme viuant & mourant, & le renoueler quand celuy qu'ils auroient baillé, viendroit à mourir, & payer droict selon les

les Coustumes des lieux, & mesmes les seigneurs pourroient les contraindre de mettre hors de leurs mains, lesdits héritages non amortis, & conuient noter que les Ecclesiastiques qui ont obtenu amortissemens du Roy deuement verifiez, ne sont tenus luy bailler homme viuant & mourant, ny payer aucuns droicts pour ceux mouuans de luy. Mais quant aux seigneurs fеоdaux ou censiers ils doiuent payer indemnité, & bailler homme viuant & mourant, comme a esté iugé par plusieurs arrests de ladicte Cour, & entre autres du 22. Decembre, 1556. 18. Nouembre, 1557. 14. Avril, 1564. & 22. Decembre, 1581. toutesfois les beritiers du donateur ou testateur qui a donné & amorti des heritages aux Ecclesiastiques ou autres gens de main morte, sont tenus de faire amortir à leurs despens, & payer l'indemnité au seigneur ainsi qu'il a esté iugé par arrest du Ieudy 2. iour. de Iuillet, 1579. & autre auparauant du vingtdeuxiesme iour de Mars mil cinq cents cinquante huit, recitez par ledict Bacquet.

g Ce qui est traité icy, se peut rapporter à ce qu'on dist se iouer ou disposer de son fief iusques à demission de foy, dont j'ay amplement traité cy dessus.

h Il declare plusieurs significations du fief de dignité, qui est aussi appelé noble: par ce que les Fendistes font deux especes de fief, à sçauoir l'un noble ou de dignité, & l'autre non noble, n'ayant dignité annexée, cap. 1. de his qui Feud. dar. poss. cap. 1. de Feud. March. & al. Petrus Iacob. in Practic. tit. de causis. ex quib. Feud. amitt. Mais il semble que les Fendistes ont autrement entendu le fief noble ou de dignité, que ne le prend icy l'auteur: lequel le declare estre celuy qui a droicts de franchises & exemption des charges de seruage & autres, ausquellas sont sujets les autres fiefs du pais, comme à la verité il y a des fiefs qui sont sujets enuers les seigneurs, outre la foy & hommage, à quelque sujettions dont le fief afranchy est icy appelé de dignité ou noble.

i Releuer du seigneur signifie que le nouueau vassal auquel le fief est aduenu, soit par succession, partage, donation ou autre espece d'acquisition est tenu de le releuer du seigneur auquel il est tenu & mouuant: & à ceste fin le recognoistre pour seigneur, luy faire la foy & hommage, & payer le droit de relief ou rachat, si aucun est deu par la Coustume du lieu, dont mon vieil praticien faibt deux especes de relief, à sçauoir d'hommage & de droicture, car en plusieurs coustumes se lit releuer & droicturer son fief, ou releuer & payer droicture. Quant aux droicts de relief, ils sont diuersement introduits par les Coustumes, tant pour le regard des successions en ligne directe & collaterale, que pour les acquisitions & autres diuerses formes d'ouuerture & mutations de personnes: tellement, que pour le regard desdits droicts il faut auoir recours aux Coustumes des lieux. Car mesmes en ligne directe par quelques coustumes, est deu droit de relief, & par autres encores qu'il n'y ait droit de relief, si est ce que le vassal est tenu de payer droit de Chambellage, ou quelques autres droicts de recognoissance: comme de gands, lance, esperons, Roussin de seruice ou autres semblables: lesquels encores ceux qui doiuent droit de relief, soit

Rrr

par succession collaterale; acquisition ou autrement, sont tenus payer ou-
 tre le relief: mesmement en espee si le seigneur le veut, & non en deniers
 pour l'estimation: comme il se lit pour le Roussin de service, au liure in-
 titulé Ci commencent li estat du Royaume de France, chapitre Deren-
 dre service à son seigneur: Ou il est escrit, Se aucun avoit son home qu'il
 li deust roussin de service, & len semansist, rendeZ moy mon roussin de
 service, car ie le vueil avoir, & si n'en vueil pas. penre deniers. Adonc
 il doit amener son roussin dedens les quatorze iours, se il ne len vicut dou-
 ner plus long terme. Et a faute d'y satisfaire par le vassal, le seigneur
 pourra faire saisir, ou s'il a fait saisir, tiendra la saisie, & fera les fruiſts
 siens, ainsi que j'ay veu iuger par arrest donné en l'audience, du neufiesme
 Juillet mil cinq cens cinquante cinq. Quant à l'amende par fause de re-
 lever par le vassal, i'ay noté cy dessus que par le droit commun de la
 France, il n'en est deu aucune: mais que le seigneur peut faire saisir, &
 fait les fruiſts siens, & qu'il peut mesmes iouer & exploiter par ses mains,
 encores qu'il eust fait saisir, iugé par arrest en l'audience, du neufiesme
 Decembre mil cinq cens octante six. Par quelques coustumes les droict
 de relief sont arbitrez & limitez, & comme on dict abornez ou abon-
 nez.

K Par l'ancien droit François le gardien ou bail devoit relief
 ou rachapt, pour les fiefs des mineurs, desquels il avoit la garde, com-
 me il est escrit au grand Coustumier liure deuxiesme, titre. Du rachap
 des fiefs, ce qui est encores observé par quelques Coustumes de Picardie.
 Mais par celle de Paris, article quarante & sixiesme, & plusieurs autres,
 tel droit a esté abrogé; dont on peut voir ce que j'ay escrit sur ledict qua-
 rante & sixiesme article, & sur toute ladicte Coustume de Paris, pour la ma-
 tiere des fiefs & des gardes.

L De la forme de relever les fiefs j'ay escrit cy dessus, & sur la Coustume de
 Paris, & au deuxiesme liure des Pandectes: comme aussi plusieurs autres
 ont traité des fiefs & matieres feudales: lesquels on peut voir. Mais
 la raison de ce que l'auteur dict que le seigneur feodal ne recevra s'il ne
 veut les puisnez à foy & hommage, l'aisté estant vivant, & comme
 on dict, au monde, qui ne l'auroit fait, est fondée sur ce que le seigneur
 a interest de cognoître qui est son vray vassal, & à quel titre il se pre-
 sente à luy pour estre receu à foy & hommage: pour n'estre fraudé de
 ses droict: toutesfois si l'aisté avoit renoncé à l'heredité de son pere ou
 de sa mere, les autres enfans doivent estre receus à foy & hommage,
 sans payer droit de relief, sinon que pour faire ladicte renonciation y
 eust eu argent baillé ou autre chose equipolente, ainsi que j'ay discouvert
 sur le sixiesme article de ladicte Coustume de Paris.

DES DROICTS DES CHEMINS ET
VOIRIES. TILTRE LXXXV.

TEM, droicts² de chemins & de voirie dont les droicts parlent, & aussi font les coustumiers, & pour ce en veulx monstrier ce que veu en ay. Si sçachez que par plusieurs noms se nomment droits de voiries, c'est à sçavoir voie, piefente, sentier, carriere, trauers, chemins royaux, cours de riuieres, car tous peuent estre voiries appelez. Et pour ce sçachez que les voiries, les vnes sont appelez priuées, & les autres communes ou notoires. Les priuées sont celles qui ne sont pas communes à tous, si comme aucū adroict de passer parmy le champ de son voisin, pour aller à la terre qui n'a autre yssuë, & celle est appellé voye ou piefente, & doit auoir de large deux pieds & demy, & en ceste voye ou piefente peut estre fait planche ou sautoir, & n'y doiuent passer ne aller quelques bestes sans amende *Insti. de seruitut. rusti. prad. §. interest.*

Item sentier si est plus large chemin & y peuuent bestes estre menées & ramenées, & n'y peut-on faire planche ne sautoir, mais y peut estre charié en tous temps & doit estre tenu ouuert. Si doit contenir cinq piedz de large, ou tant que chars y puissent passer, & *insti. eod. tit. §. actus est.*

Item carriere si est chemin si commun que tous y peuuent aller & venir à pied ou à cheual, à char ou à charrette, sans deffence ne contredit, & ne s'y peut ne doit mettre deffence, ponts ne planches, & doit auoir dix pieds de large du moins. *Insti. eod. tit. §. via est.*

Item trauers si est vn chemin qui trauerse d'un pays en autre, & est commun à tous, pour gens pour bestes & pour charroy. Et dois sçauoir qu'en France au Roy appartiennent les trauers à garder & maintenir. Si doit ce trauers contenir de large comme le plus des Coustumiers sont d'accord, iusques à vingt ou à vingt deux piedz.

Item chemin Royal si est le grand chemin qui va d'un pays en autre, & d'une bone ville à autre, si n'y doit estre fouy ne planté, que le grand chemin ne contienne tousiours quarante piedz de large, sur l'amende de lx. sols au Roy es termes du Royaume, & en autre pays au Prince, car au seigneur souverain appartient le gouvernement & cognoissance des grans chemins Royaux & des cas qui y aduiennent, iasoit ce qu'ils trauesent & qu'ils passent ens & parmi la terre d'un hault iusticier; & si ne doit on ahanner terre qui marisse au grand chemin, que ce ne soit en retournant la terre en la roye de l'ahennage faisant, au costé de la terre, & non pas sur le chemin à trois royes de ahann pres, afin que la terre ne gaigne sur le chemin, & en demonstrent que c'est chemin Royal, sur

Rrr ij

l'amende de soixante sols. Mais bien peut le ahonneur sur le chemin tourner la charuë pour arroyer la roye sans meffait ne amende aucune.

Item des riuieres qui sont courans, qui sont de telle nature que en la rubriche à ce seruant est declaré, & en y est touché plus à plain, & pource m'en passe en brieve que ne face reditte.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

OCTANTE CINQVIESME.

DE la difference des chemins, dont est icy traité, en est disposé par plusieurs Coustumes, mesmement celle de Clermont en Beauuoisis, tiltre 21. art. 226. 227. 228. 229. & 230. qu'on peut voir, & autres. Et pour rapporter ce qu'en a escrit l'auteur au droit Romain, on peut prendre le pied-sente pour iux, qui est un chemin priué, par lequel l'homme a droit d'aller & passer à pied, & est de deux pieds & demy de largeur: La Coustume de Clermont luy donne quatre pieds de largeur: on n'y doit mener Charrette. Le sentier se peut prendre pour actus, par lequel on peut aller à pied & à cheual, & y mener bestes, & charrette, il est de cinq pieds de largeur: La Coustume de Clermont appelle la seconde espece de chemin carriere, & la fait de huit pieds de largeur: mais l'auteur met carriere pour troisieme espece, qu'il fait de dix pieds de largeur du moins, & dit estre chemin commun pour y aller à pied & à cheual, & y mener Char & Charette sans contredict, tellement qu'on le peut prendre pour via. l. i. D. de seruit. prædlo. rust. inst. de seruit. in princip. Il adiouste deux autres especes du trauers & du chemin Royal, des largeurs & qualitez desquels y a diuersité de coustumes, auxquelles on peut auoir recours, quand l'occasion s'offre. Carriere se peut bien rapporter à via, laquelle auoit sa largeur limitée par la loy des XII. Tables, Habebat enim in porrectum octo pedes, & in anfractum, id est, ubi flexum est, sedecim, l. 8. D. de seruit. præd. rust. Varron lib. 6. de ling. lat. c'est à dire, qu'elle auoit huit pieds en l'estendue de large, & seize pieds où il falloit tourner. Par l'Ordonnance de Henry III. de l'an 1579. aux Estats de Blois, art. 356. est ordonné que tous grâds chemins seront reduits à leurs anciennes largeurs, & plantez & bornez d'arbres, pour empescher qu'on n'y entreprenne & usurpe. Des chemins & voyes on fait deux principales especes, à scauoir publics & priuez: les publics sont repeutez royaux, cap. vnd. quæ sunt regal. Et les seigneurs qui en pretendent aucuns leur appartenir, sont fondez en cõcessions & tiltres qu'ils ont des Rois à cause de leurs seigneuries, dont ils ont adueus & denombrements: tellement qu'on peut appeller grands chemins ou royaux tous ceux qui conduisent d'un pays ou d'une ville en autre, encores qu'aucuns seigneurs ayent haute iustice sur quelques parties d'iceux, aux endroits & estendues de leurs seigneuries: & par plusieurs coustumes ils donnent conueur soixante pieds de largeur. Mais on tient que des cas commis sur lesdits grands chemins,

Les Juges royaux ont preuëtion, encores qu'ils passent & trauersent par les terres des seigneurs. Car le Roy est le grand Voyer du Royaume & conseruateur des chemins publics, pour la seurte & repos public de ses sujets & des estrangers qui viennent en son Royaume, cōme i ay traicté cy dessus. En Grece & à Rome y auroit eū des magistrass, qui auoyent la charge & intendance des chemins publics menans aux villes, tant pour la conseruation & entretènement d'iceux, que pour empescher d'y commettre aucuns crimes & delictz. Les Grecs les appelloient ἀστυκόμοι dont Plato fait mention lib. 6. de Legib. Et les Romains Curatores viarum. l. Ad curatores. l. Qui vias publicas. D. de damn. infect. l. 2. §. sed & si curatores. D. ad municip. Lamprid. in Alexandro. Les anciens ont esté bien soigneux de borner les chemins, & les munir & remparer de costé & d'autre pour empescher d'entreprendre & diminuer de leurs largeurs. Et y en a des ordonnances & coustumes, qui ordonnent les peines contre des usurpateurs. Mais on demande qui sont tenus à la reparation des voyes & chemins publics: On tient que les seigneurs qui en prennent le trauers & peage, ou ont droit de haute iustice & seigneurie sur iceux, les doiuent entretenir & reparer, & mesmes aucuns ont esté d'opinion qu'ils sont tenus des larcins & dommages, qui y auroient esté commis. Speculat. tit. de iniur. Afflictus in constit. Neap. de defens. imposit. ad official. Petr. Iacob. tit. de bassa iurisdic. Cepolla tract. de seru. rust. præd. cap. de via. Mais pour les delictz & crimes commis sur les chemins, ladicte opinion n'est recenē contre les seigneurs. Et pour le regard de la reparation & entretènement elle est suiuite, telte Bartolo ad l. vlt. C. de immun. nem. conced. Bald. in l. Ad instructiones. C. de sacrosanct. Eccles. Quant aux chemins qui sont du tout en la iurisdiction, trauers & peage du Roy, les habitants ayans heritages voisins sont sujets de les entretenir & reparer, & souuent on y fait contribuer ceux qui s'en seruent, & tirent commodité, iuxta l. Ediles. D. de via publ. l. Hi qui muneris. D. de vacat. & excus. num. d. l. Ad instructiones, quod etiam spectant l. Viæ vicinales. D. de locis & itiner. publ. & l. 2. §. viarum. D. ne quid in loc. publ. Et est la coustume en telles matieres d'obtenir lettres du Roy pour faire assiette des deniers qu'il y conuiendra employer,

DE LA CHEVALERIE QUE LES SEIGNEURS DEMANDENT QUAND ILS MARIENT LEUR AISNE, fils, ou qui deuient Cheualier.

TILTRE LXXXVI.

Rrr iij



R sçachez ^a que par le droict seigneurial & de cheualerie les seigneurs ont bien accoustumé à demander sur leurs hommes tenans en fief & sur leurs hommes tenans en cotterie, la cheualerie de leur aîné fils quand il deuient cheualier, & aussi le mariage de leur fille, pour les grands mises que les seigneurs font en ce faire. Et comme le fils est tenu par nature de secourir au pere, ainsi par droict seigneurial les tenans & subiects d'un seigneur qui est leur chef, & leur pere en seigneurie & en honneur & en deffence, doiuent à luy faire secours en ce cas, meismement que c'est pour son fils aîné qui attér estre leur seigneur, ou pour la fille qui pourroit estre leur dame. Si est communement l'aide de l'homme fiefué tenant liegement de x. liures, & du demy liege cent solz, & du tenant en cotterie de double rente. Et ainsi est bien accoustumé en plusieurs lieux. Mais si tu me demandes que de droict en doit estre, sçachez que par rigueur le seigneur ne le peut demander. Mais pource qu'il est accoustumé ainsi à faire, & accoustumance est desheritance selon aucuns. Car il s'ensuit que les hommes ne s'en peuuent passer de faire, & de presenter vne fois vne courtoisie honorable, si comme de vn gobelet doré, ou autre iouel selon l'estat & possibilité des tenans & du seigneur; mais qui sagement le veut faire, ce doit estre à chacunesfois nouvelle chose, pour & afin que ce ne tourne trop à coustume: & n'en peut le seigneur faire demande par contrainte, ne par loy, mais que le demander en est par courtoisie.

Vn exemple sur ce.

Il aduint que le seigneur de saint Venant demanda à ses hommes & tenans, pour le mariage de sa fille & la cheualerie de son fils aîné, à auoir plein seruiue de fief: c'est à sçauoir au plein fief dix liures, au demy fief cent solz, & au tenant en cotterie double rente. Les hommes du seigneur se mirent ensemble, & eux surce bien conseillez ils respondirent à leur seigneur, que tenus n'y estoient, mais à l'honneur du seigneur ils luy feroient volontiers courtoisie, & present tel qu'il leur plairoit, non pas que autrement ils y fussent tenus ne liez, ne leurs fiefs ne tenemens. Le seigneur ne le print pas en gré, & dict que droict luy en seroit fait, & les fist conuenir deuant le souuerain seigneur à la salle à l'Isle. Le cas ouy il fut dict par hommes, que oncques n'en auoyent iugé, ne veu ne ouy iuger, & que pource n'en feroient nul iugement, ne tenus n'y estoient les tenans par droict de tenement, par maniere de conseil, bien conseilloyent ausdicts hommes que par courtoisie ils fissent à leur seigneur à la feste de ses enfans aucun present, fust en vaisselle d'argent, en vin, ou autrement, & qu'ils l'auoyent veu ainsi faire, mais autre chose n'en voulurent dire, & si plus auant en vouloyent estre sages, qu'ils allassent au chief lieu, c'est à sçauoir en la chambre du Roy pour le temps de lors que la ville de l'Isle estoit au Roy, où il estoit accoustumé aller les iugeans en la salle qui sont en dourance d'aucun cas: ne en autre cour ne les veis ie

Le deuoir que l'homme de fief doit à son seigneur quand il marie son aîné fils.

Sentence en pareil cas.

onques iuger ne auoir par iugement.

*Des fiefs qui doiuent auoir herbergement * sur les lieux.*

Ls font aucuns^b fiefs & aucuns tenemens qui par leur nature doiuent auoir herbergement sur les lieux qu'ils designent. Et s'il aduenoit que faute ayt en aucū lieu, & que herbergaige n'y ayt, le seigneur peut faire plainte à loy, que tous ceux & celles qui à tel manoir ou place y doit estre nommé, veulent auoir ne clamer droict, y ayent fait attraiet & commencement de herbergaige en continuant l'accomplissement d'iceluy herbergaige, sur l'amende à ce introduicte dedans quarante iours prochains, apres que sur le lieu il sera fait sçauoir par loy: & à plainte de seigneur doit estre ainsi fait & signifié sur le lieu. Et si dedans les quarante iours n'est fait, le seigneur fera seconde plainte de auoir herbergaige dedans quarante iours comme seconde fois on le doit adiuger & signifier. Et si dedans seconde fois & seconds quarante iours ce n'est fait, on le doit adiuger & faire tierce fois que dedans quarante iours herbergement y soit fait. Si non, le seigneur fera quatre plainte d'auoir autant pour chacune des deux premieres fois que fait & y a esté à iuger ses amendes, & on luy doit iuger pour chacune des deux fois deux sols d'amende, & pour la tierce fois quarante sols d'amende, & le manoir, lieu ou mesure estre mis & tenu en sa main tant que l'heritier y ayt fait seurté de l'auoir herbergé dedans l'an, mais le droict est à faire à chacun défaut de quarante iours iuger à fait l'amende, sans attendre à faire iuger les trois amendes ensemble.

De l'heritage que le seigneur peut retraire par faute de seruice, ou de rente non payée.

Par faute de^c seruice ou rente non payée, peut le seigneur retraire à son demaine, que les ruraux appellent à la rable & charuē, le tenement qui est tenu de luy. Si sçachez que quand faute a en ce, & le seigneur s'en veut plaindre à la loy, on luy doit iuger qu'il face sur le lieu pourquoi il se plaint appeller presens les hommes de la loy celuy ou celle de qui il fait la plainte, par faute de seruice ou de rente. Laquelle chose est dessus exposée. En disant que par faute de tel seruice ou de telle rente non payée, il fait plainte d'auoir son seruice ou la rente avec l'amende accoustumée de soixante sols ou de telle. &c. Ou si non, de auoir attraiet à son demaine ledict heritage sur quoy ladicte rente ou seruice est deu. &c. Et sur ce à la plainte du seigneur doit le lieu estre mis en la main dudit seigneur, en disant, que s'il est aucun ou aucune, & par especial tel N. qui contre ce sçache ou vaille dire, vienne à la quinzaine aux iours de plaids contre ledict seigneur, & raison luy sera faite. Si à la quinzaine nul ne se vient, ne ne compare, ledict seigneur doit auoir défaut, & par nouvelle plainte la partie d'erechef doit estre adiournée en court comme dessus, à voir iuger le défaut au profit d'iceluy obtenu pour le seigneur. Et ainsi iusques à quatre quinzaines passées, au cas que l'adiourné ne viendrait; & les quatre quinzaines passées, le seigneur doit auoir la rente & l'amende de soixante sols, ou telle, &c. Et ainsi faire par la plainte & adiournement par quatre quarantaines, &

* Icy & par tous l'article se lie, herbergage, au liure escrit à la main, dont sans voir l'annotation.

Raisons pour lesquelles le seigneur peut retraire son fief.

toutes à peril d'amende au cas quel'adiourné ne viendroît les quatre quinzaines passées & les quatre quarantaines, le seigneur attainit sur l'adiourné la rente & l'amende de lx. sols. Et si encore ne vient l'adiourné faire son appointment de ladicte rente, le seigneur doit recommencer sa plainte comme dessus par quatre quinzaines & quatre quarantaines mais à ceste fois ne doit faire ne causer nulle plainte d'argent, fors auoir attrait à luy & à son demaine l'heritage, ainsi qu'il sied & est, ou estoit tenu de luy, de faute de seruice ou de rente non payée, & lesdictes quinzaines & quarantaines passées, le seigneur doit auoir adiugé à luy l'heritage estre retraict par deffaut de seruice ou de rente non payée, l'oy deduicte & demeure sur ce, c'est à sçauoir toutes les quinzaines & les quarantaines par dessusdictes sans auoir nulle interpretation. &c.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

OCTANTE SIXIESME.

DEstrois cas, ou comme aucuns ont escrit, quatre cas, pour lesquels le seigneur peut imposer tailles sur ses sujets, par quelques costumes, j'ay traité cy-dessus, qu'il n'est besoin de repeter. Mais du cas de Cheualerie, conuient obseruer ce qu'on peut remarquer aux anciennes histoires, Romans & autres liures François sans s'arrester à ce qu'on pourroit représenter de l'ordre equestre des Romains, que iadis on obseruoit certaines ceremonies à faire des Cheualiers: & n'estoit loisible à chacun de prendre ce tiltre, si l'ordre de cheualerie ne luy auoit esté donné par le Roy ou quelque grand seigneur ou cheualier. Je n'entends l'Ordre du Roy, qui estoit particulièrement baillé, depuis qu'il auoit esté institué, à certains seigneurs, & iusques à certain nombre: ains ie parle de l'ordre general de cheualerie, qui ne se donnoit legerement à tous gentils-hommes, ains outre les Cheualiers y auoit des Bacheliers & Escuyers: dont j'ay amplement escrit au premier liure des antiquitez de France. Celuy qui se presentoit à recevoir l'ordre de cheualerie, y deuoit venir en honneste equipage, & mettant un genouil en terre, celui qui le faisoit cheualier luy ceignoit l'espée, & donnoit l'accollée, luy faisant iurer quelques articles, qui se lisent en aucuns liures: & quelquesfois telle solennité se faisoit en une Eglise ou Chappelle, dont Pierre de Blois en l'epistre 49. escrit que les cheualiers prenoient leurs espées de dessus l'autel. Pour faire honorablement la solennité qu'il y conuenoit obseruer, falloit faire de grands fraix, pour fournir ausquels estoit bien raisonnable que le seigneur fust secouru de ses sujets: car comme dist un vieil Poète que j'ay escrit à la main,

Tout ordené en moult belle maniere,

Il y auoit court ouuerte & plamiere,

Et tant de Bers & hante seigneurie,

Pour donner loz à sa cheualerie.

Il y conuenoit faire de grands fraix & despeses, mais à présent chacun se fait

faiët cheualier qui veut, & dame sa femme: & aucuns s'attribuent tel tiltre encorés qu'ils ne soyent escuyers ne nobles; quelquesfois la cheualerie se donnoit à un iour de bataille, ou apres la victoire, pour recompenser ceux qui auoyent bien faiët, dont y a des exemples en Froissart, Monstrelet & autres. Le droiët de taille ou ayde que prend le seigneur sur ses suiëtts, pour la cheualerie de son aîné fils, ou pour marier sa fille, est arbitre par quelques coustumes, pour estre pris sur les roturiers & tenans terres en coterie: mais par autres il se prend aussi sur les vassaux, comme l'auteur escrit icy faisant distinction entre le fief lige & demy lige: c'est à dire qui doit plein relief, ou demy relief, en cas d'ouuerture: autres interpretent fief & arrierefief. Il y a des coustumes qui font distinction entre le fief tenu en perrie du seigneur, & celui qui n'est tenu qu'en plein hommage. Le Roy a ce mesme droit sur ses subiëtts d'aucunes villes, pays & fiefs, comme a esté iugé contre ceux de Berry, par arrest de Chandeleur, 1270. & contre ceux d'Orleans & Gastinois à la Pentecoste, 1285. Et l'a practiqué le Roy François I. par ses patentes données à Ennet le 23. iour de Septembre, 1540. pour la cheualerie de son fils, & mariage de sa fille, dont on peut voir Cuiac. ad tit. 5. & 6. lib. 2. Feud. Chop. lib. 3. de Doman. cap. 4. & lib. 2. ad conf. And. part. 2. cap. 2. tit. 3. & autres qui en ont amplement escrit. Mais l'opinion de l'auteur me semble tres-probable, que du commencement l'ayde qui se faisoit au seigneur pour la cheualerie de son fils ou mariage de sa fille, par ses vassaux & suiëtts, n'estoit que de courtoisie & honnesteté, n'y estans suiëtts par la disposition de droiët commun: mais que par coustume & vsance telle courtoisie seroit tournée en suiëtction: dont toutesfois le seigneur ne pourroit auoir contrainte, s'il n'auoit tiltre, ou que la coustume du pays y fust expresse dont faut voir Guid. Pap. quæst. 57. & les auteurs qu'il allegue. Autresfois a esté disputé si la Dame pouuoit comme le seigneur leuer ayde sur ses suiëtts pour marier sa fille, & par arrest donné en la coustume d'Auuergne, du mois de Iuin, 1532. a esté iugé pour la Dame, contre les habitans de Mons, car puis que son mary peut constant leur mariage imposer telle taille & ayde sur les suiëtts de la terre & seigneurie de sa femme, il s'ensuit qu'elle a aussi le pouuoir de ce faire, comme monstrent Maluerius §. 8. tit. de tallijs, & Iacobus de sancto Georgio, tit. de Feud. ainsi que s'ay recité liure dixiesme des Responsses, chapitre vingt & septiesme.

b Herbergage, herbergie, ou herbergement, ou herbergerie & herbergement est un droiët qu'a le seigneur, par lequel le vassal ou autre suiët selon la nature de son tenement doit auoir & tenir manoir & bastiment, & le seigneur l'y peut contraindre. En la coustume de Bretagne, art. 315. 606. & 621. herberger, herbergerie & herbergement se prennent pour loger & logement, logis & maison: & y a des anciens auteurs qui en vsent en ceste signification & vulgairement on dit heberger. La forme des contraintes que propose l'auteur, se doit rapporter à l'vsance qui estoit lors, laquelle à present ne se pratique.

c Ce qu'il traite du seigneur qui peut remettre à sa table & domaine les heritages tenus de luy, par faute de rente non payée, est pris des anciennes cou-

*sumes de Picardie, & du pays Bas, dont est encores faicte mention en au-
ounes d'icelles, comme en celle de Monstreul, art. 9. Artois tit. 1. art. 16. S-
Omer tit. 2. art. 4. & autres: & les formes d'y proceder sont amplement de-
clarés par icelles qu'on peut voir, & conserer avec ce que l'auteur en escrit.
Il faut entendre rente fonciere & seigneuriale, comme la declare la coustume
d'Artois. Par la coustume du Duché de Bourgogne & quelques autres, à
faute de cens ou champart tenant lieu de chef cens, non payé par quelques
années. Le seigneur censier peut remestre à sa table les heritages, qui en sont
tenus, & appliquer les fruiets à son profit: & si dans dix ans celuy qui les te-
noit auparavant, ne les demande au seigneur, & luy paye les arrerages pour
lesquels il les auoit repris, ils demeureront au seigneur, iuxta l. Locorum. C.
de omni agro deserto. Mais si la coustume ne portoit telle clause, que les
heritages deussent demeurer apres les dix ans au seigneur, ie serois d'aduis
que l'ancien propriétaire y pourroit reuenir apres les dix ans, & iusques à
trente ans, ou ses heritiers, ainsi que i ay veu iuger pour quelques habüans de
Fleury en Champaigne pour lesquels i estois, par arrest du sixiesme Mars
1557. que i ay recité ailleurs, & ay entendu que le semblable a esté depuis
iugé par autres arrests, mesmes contre ceux auxquels le seigneur en auoit faict
baül à nouveau cens.*

DV PRIX DE BLE, AVOINE, CHAPPONS, GEL- LINES, ET AVTRES CHOSES.

TITRE LXXXVII.



Y s'ensuit comment^a grains, chappons, gellines, hostes & tenans doiuent estre & sont prisées en prisee d'heritage, & autres choses qui en prisee peuuent venir selon les anciens vüages. Premie-
rement est prisee la rasiere de fourment à cinq sols six deniers. La rasiere d'auoine à deux sols neuf deniers. Le chappon de rente à 9. deniers.

Item sont prisées deux gellines pour vn. chap-
pon. Item les chappons de herbergaige sont pri-

sez les deux pour vn chappon de rente: & doit auoir le chappon de ren-
te couteaulx suffisans, & si n'estoyent suffisans, on rabat de chacun cou-
steau deux deniers tournois si c'est des souuerains couteaulx, & si c'est
des petits, lors en rabat on pour le couteau vn denier tournois. Et si le
chappon auoit esté moins suffisant chapponné on en rabat trois deniers
tournois.

Item est prise vn homme liege à xx. sols tournois de rente par an, & le
demy liege x. sols.

Item est prisé vn hoste à deux sols, & vn tenant à douze deniers. Et
doit l'hommage liege herbergement de dix liures, & le demy liege cent
sols, & les petits ou grands à l'aduenant. Item s'il aduiert prisee de terre

*Comment se doi-
uent payer les
moisons par les
fermiers.*

où il y ayt chasteau ou forteresse, sçachez que le chasteau selon la coustume de Vermandois & mainte autre coustume doit estre prisee autant de fois dix liures que la terre appartenant audit chasteau peut valoir de fois cent liures par an, si comme vne terre qui vaille six cens liures par an, à laquelle il ayt chasteau appartenant, qui doive estre baillé en prisee, sçachez que le chasteau sera mis à prix de lx. liures par an. Ainsi a-il esté mis à prisee entre plusieurs seigneurs par priseurs des sages à ce commis.

Item est prisee vn hallot à coupier vn denier par an. Et s'il aduenoit que en aucune terre eust seigneurie & iustice appartenant, sçachez que la prisee doit estre telle que à cent liures de terre dix liures auant, c'est à sçauoir que pour cent liures és terres ainsi tenuës en iustice & seigneurie, comme dict est, on y doit mettre la prisee de dix liures auant que doive estre prisee la seigneurie & iustice, comme il est dict pour forteresse s'elle y est.

ANNOTATIONS SVR LE TITRE OCTANTE SEPTIESME.

A prisee que propose icy l'Authent des grains, chappons, & autres choses qui sont deuës en assiette d'heritage, c'est à dire censues ou rentes foncieres qui sont deuës en espee, en fonds & assiette d'heritage, n'a plus de lieu à present, à cause de la mutation de la valeur de telles choses & especes. Il y a aussi des coustumes qui en font autre estimation, comme celle d'Anjou & autres. Mais pour euiuer la varieté des prix & valeurs, qui changent souvent, on pourra suiure la regle qui est en la coustume de Bretagne, titre des prisages, qu'Argentré declare: & que i'ay veu obseruer en quelques appreciations faictes par arrests du Parlement de Paris: à sçauoir si les rentes sont assises sur heritages roturiers, de dix années accumulées & comptées ensemble on en faict vne commune, & à raison d'icelle on faict l'estimation: & pour le regard des heritages feodaux, l'estimation s'en faict du domaine d'iceux à raison d'une année faictte de vingt, aussi accumulées & rapportées ensemble: & quant aux droicts feodaux, elle s'en faict à raison que vaut vne année commune de trente ans rapporter & compter ensemble: comme on peut colliger de l'arrest donné entre dame Anne de Daillon veufue du sieur de Ruffec, tutrice de ses enfans, & François de Voluyre douairiere de S. Otere, du 27. Iuin 1586. recité par Choppin lib. 2. ad Consuet. And. tit. 3. & ainsi ie l'ay tousiours veu pratiquer: & à la mesme raison priser heritages en assiette. Quant au prisage des bastimens, il se faict diuersement, & y en a article en ladite coustume de Bretagne, qui toutesfois ne s'observe du tout, comme s'ay traité au 4. liure des Pandectes, en vn titre ou chapitre special.

DES BANSET DEFFENCES D'AOVST. TITRE LXXXVIII.

Sff ij

* Bans, au liure
escriut à la main,
comme aussi il
faut lire.



La maniere de
faire les bans &
deffences au mois
d'Aoust.

Es * bans * & deffences d'Aoust te veux monstres ce que les cours layes en font ordinairement. Ils doiuent estre fait en iours de plaids par plainte de Baillif & par iugement d'hommes. Et apres doiuent estre publiez par hommes ou par sergens en toutes les Eglises du Bailliage, esquelles villes on veut prendre amendes. Et la forme de faire les bans si est telle. Nous faisons les bans d'Aoust par tel seigneur N. & deffendons qu'il ne soit nul ne nulle qui durant le mois d'Aoust charie deuant soleil ou apres, si ainsi n'estoit qu'il fust tout chargé & meü de son champ deuant soleil couchant sur l'amende de soixante sols. Item que nul ne nulle ne voise garber ne emporter aucunes garbes pour autrui vuaras ou vuarison sur ladicte amende, si n'estoit par les gens de celui à qui la vuarison est. Et si le mesfait estoit trouué de nuit; il seroit reputé à larcin.

Item que nul ne nulle ne voise fourager en iardin d'autre depuis le temps du renclorage sur l'amende de dix sols.

* Ne soustoie
houlier ne hon-
liere, au liure es-
crit à la main,
& soustoie sig-
nifie recelle ou
retire. houlier &
hon'iere sont l'ho-
me desbauché &
putain

Item que nul ne nulle ne soustienne mauuais hostel, ne ne soustoie * hourieur ne houriere, ieu de dez, de dommart, ne de brelenc sur l'amende de lx. sols.

Item que nul ne nulle ne souffre mettre bestes en esteules d'autrui blé iusques au tiers iour que la vuarison sera emmenée, sur l'amende de soixante sols. Et est le tiers iour entendu, si comme le blé estoit porté hors le lundy, les bestes y peuuent aller le merquedy * apres. Laquelle ordonnance fut faicte par monseigneur saint Louys Roy de France, afin que les pauvres membres de Dieuy peussent auoir glanison.

* Mercredy.
Ordonnance faicte
par S. Louys

Item que nul ne nulle ne rende aux oyseaux de riuere deuant le iour de Toussaincts, sur l'amende de lx. sols.

De ne rendre
aux perdrix.

Item que nul ne nulle ne tende aux perdrix sur l'amende de soixante sols, & en aucuns lieux sur l'amende de dix liures, & le harnas perdre.

Item que nul ne porte armures deffenduës par l'usage du pays, si comme arcs à main, sayettes, picques, haches, dagues, bastons ferrez à picquot, plus de picquot que de trois paux de long, fourche ferrée, si ce n'est pour garber, sur l'amende de lx. sols, & l'arc sur l'amende de dix liures, & ainsi de l'arc * arbaleste puis que porté seroit par inuasion, & le harnas perdre.

* à arbaleste au
liure escriut à la
main.

Item qu'il ne soit nul ne nulle qui laisse aller ne mettre bestes en autrui dommage sur les amendes qui cy apres s'ensuyuent. C'est à sçauoir pour vn poultrain * deux sols, pour vne vache trois sols, pour vne brebis deux deniers, & ainsi de chacune tant que le foucq * porte: & si c'estoit de nuit à perdre les bestes pour le foucq dauvues six deniers, & les dommages qui par lesdictes bestes seroyent faicts, rendre & audict à la veüe des hommes qui à ce sont commis. Et si c'estoyent bestes qui fussent en garde de pasteur, adonc ne deueroit le foucq que vne seule amende, & le dommage rendre.

* Poultrain sig-
nifie poullain.
* Foucq, signifie
delict, dommage
Et ce qui en dit
interest, doit vñ
le verbe fouc-
quer, & effouc-
quer.

Item les amendes des bestes dessusdictes sont en Tournes de soixante sols tournois.

Item que tous cours d'eau soient destoupez & remis à leur droit cours, depuis la my-Mars en auant dedans quarante iours, sur l'amende de soixante sols.

Item que tous chemins soient amendez, frettes releuées, planches rallisées dedans quarante iours apres la my-Mars sur l'amende de lx. sols.

Item que les hayes & courtieux soient reclos & restoupez dedans vij. iours apres la my-Mars sur l'amende de lx. sols.

Item que nul ne fosselle sur chemin Royal ne publique ne sur regeât, sur l'amende de lx. sols.

Item que nul ne pèche au harnas que on appelle riez, puis la Pasque iusques à la saint Remy, ne de rois à cullas, que aucuns appellent traifnel qui en tous temps est defendu, ne ne pèche de nuit au pouffoir depuis la Pasque iusques à la saint Remy, sur l'amende de lx. sols, & le harnas perdre.

Item que nul ne pèche depuis la saint Iean Baptiste iusques à la Pasque à harnas que on appelle muche, qui est pescherie de roches, sur l'amende de lx. sols, & le harnas perdre. Et ne doit estre tendu en temps de fourrage * à cent pieds près du four sin, sur l'amende dicté.

Item est defendu en tous temps à pescher aux anguilles.

Item ne doit auoir chacun pescheur que deux bacquets, & chacun bacquet que six nasses de bars, mais de petites en petites en peuuent auoir plus, & ne doit mener chacun bacquet que huit bouchelles aux anguilles, & cinquante vreuins, sur l'amende de soixante sols, & les harnas & bacquets perdre.

Item ne doit nul pescher que de harnas à la maille le roy, c'est à sçauoir que la petite ne puisse passer qu'un denier tournois, & en la plus grande un gros tournois, sur l'amende de lx. sols, & le harnas perdre.

Item que nul ne pèche en riuere royale ou publique de traifnel, si n'est depuis la saint Remy iusques à la Chandeleur, sur l'amende de soixante sols, & le harnas perdre.

Item que nul ne pèche en autrui viuier, estang, ou seruiroir ne fosse, sur l'amende de soixante sols, & le harnas perdre, & de nuit à estre reputé à larcin : & que nul ne coupe en autrui bois, sur l'amende coustumiere au lieu. Et si c'estoit rets si gros que de l'estage d'un homme où on puisse forer d'une tarelle, sur l'amende de lx. sols, & le dommage rendre. Et si c'estoit bois coupé de l'estage d'un homme, & si gros qu'on le puisse forer par le menu bout d'une tarelle sur l'amende dicté, & si c'estoit bois en taille ou en rolle qu'on print & emportast, ce seroit tenu & reputé pour larcin. Et si aucun portoit bois coupé par la terre du seigneur, & il soit arresté sur ce, il conuient qu'il sçache mener où coupé là, & qu'il reuienne à point à la taille où il menra hors des bois du seigneur : ou si ce non, il sera à l'amende pardeuers son seigneur telle comme si en son bois l'auoit coupé.

De ne pescher des riuieres en certain temps de l'an.

** Quand les poissons fourcent. De ne pescher aux Anguilles.*

De ne pescher en autrui viuier & ne couper en autrui bois.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

OCTANTEHVICTIESME.

2



N ce tiltre faut lire *Bans*, comme au liure escript à la main, & le mot *Ban* signifie proclamation, publication, cry & ordonnance ou Edict publié, dont mention est faicte en plusieurs Coustumes, ou il se prend en telle signification. Et le droit de *Ban* pour les moissons, vendanges, pesches & autres choses semblables est plustost de iustice, que de sief: tellement qu'un vassal qui n'a iustice, ne peut faire tel *Ban*, & luy peut prohiber & empescher de ce faire le seigneur iusticier, comme a esté iugé par arrests de la Cour, & entre autres un que j'ay ouy donner le *Mardy* 19. *Iannier*, de releuée, 1557. mais on demande à quel iusticier appartient de faire tel *Ban* de moissons & vendanges, ou au haut iusticier seul, ou au moyen ou au bas iusticier: s'il en est disposé par la Coustume du pays, il la conuient suivre: Et si n'y a Coustume on tient que c'est au haut iusticier de le faire, comme estant fait de police: toutesfois en quelques lieux on n'y a que moyens ou bas iusticiers, leurs officiers le font faire. Non seulement en France, ains aussi en *Italie* & autres lieux s'observe la Coustume de faire *Ban* de moissons & vendanges, dont *Cepola Veronensis* lib. de seruit. rust. præd. cap. 20. rend raison. *In quibuldam locis, inquit, sunt statuta, ne quis possit vindemiare, vel messes facere etiam in suo, nisi certo tempore: hoc idem à dominis locorum constitutum, ne fruges decerpere immaturas, & tempore non suo cogerentur.* Le *Iuriconsulte* in l. *Præsides*. D. de *Ferijs*. *Præsides*, inquit, provinciarum ex consuetudine cuiusque loci, solent messis vindemiarumque causa tempus statuere. Toutesfois on n'observe plus gueres en France le *Ban* de moissons: par ce qu'il est libre à chacun de dépeuiller ses grains si tost qu'ils sont meurs, sans prescription de iour. Mais pour le regard des vendanges, le *Ban* des seigneurs se fait ordinairement sur peine d'amende, & est bien nécessaire pour empescher de cueillir les raisins deuant leur maturité, dont *Faber* fait mention in §. *præiudiciales*. Inst. de action. Et estoit à Rome anciennement ceste loy pour vendanger. *Vnam squalidam ne legito. Hanc ne legito rotulentam.* *Plinius* lib. 18. cap. 31. Du dommage que font les bestes, en est disposé par plusieurs Coustumes: & en traite *Hermenopulus* in *Georgicis* legibus tit. de damno. Quant aux glaneurs l'ordonnance de *S. Loys*, que recite aussi mon vieil praticien escript à la main, a esté introduicte à l'exemple de la loy de *Moyse*. *Leuit.* cap. 19. & 23. *Deuter.* 24. qui vouloit qu'on laissast paupers & peregrins de quoy glaner apres les moissons & vendanges faictes: & y en a des Coustumes qui en disposent. Pour le regard des pesches, oyselemens, & autres choses concernans le fait des eaulx & forests, y en a des ordonnances qu'on peut voir, & en sera puis apres plus amplement traité.

D'ATTRAIRE A SOY LA IVSTICE DE SON
SEIGNEVR SOVS VMBRE &C. TILT. LXXXIX.

TTRAIRE à soy la iustice de son seigneur sous vmbre d'aucune iustice ou seigneurie quand on la dessous son seigneur, & le seigneur s'en deult & en fait plainte, procédy soit par ceste maniere. Si le sujet est trouué en faillie de la chose, demurer y doit pendant la querelle, jaoir ce que à la plainte du seigneur la main de iustice soit assise à la chose contentieuse. Mais si tost que le sujet compare en Cour, & il requiert que la main soit leuée de son heritage, & que il est prest d'attendre droict & loy: les bonnes raisons ouies sçachez que la main de iustice doit estre leuée, & doit estre dit au sujet, au cas que de ce se vanteroit en iugement, qu'il a chartres ou autres choses faisans mention de son droict, que il les apporte en Cour, & sur ce droict luy sera fait, & il a tesmoings d'hommes en la Cour pers à luy, il les nomme & face ouyr, & droict luy sera fait. si non, & il a tesmoins voisins particuliers, que il les nomme, & le seigneur luy doit faire Cour & iours ordinaires, & luy doit prester hommes de Cour aux despens du sujet, & mener aulieu & faire enqueste de la iustice telle que le sujet calège à auoir, & si il le preuue, le seigneur le doit laisser paisible & accorder lettres de la iustice telle que prouuée l'a: & s'il en dechet, il l'amende de soixante liures au seigneur, & selon l'opinion de plusieurs il pert le tenement.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE
OCTANTE NEVFIESME.

^a **L**E seigneur qui vent debattre & empêcher la iustice de son vassal, a trois principaux moiens de ce faire, à sçauoir par prohibition qu'il luy peut faire par son Bailly de l'exercer: ou de le faire appeller par deuant son Bailly ou le Iuge supérieur, afin que defenses luy soient faites d'entreprendre & exercer telle iustice: ou si le vassal la baille par aduen & denobremēt la debatte. Mais si le vassal est en possession pendant le proces il en iouira, cōme des autres droicts dont il iouit à cause de son fief: & par la desmūue du proces sera cognu s'il a iustice ou non. Par ce que le fief n'est attribué iustice, & comme dit Maluerius §. Itē non sequitur. tit. de Feudis. Il ne s'ensuit si aucun a fief, qu'il ait iustice, cap. vn. qual. Vassal iura. debe. Mais si le vassal est débouté de la iustice par luy prétendue, il rendra les fruits & émolumens par luy perçez durant le proces, à son seigneur seigneurial, cōme il feroit des autres droicts qu'il auroit mis en son aduen & denobremēt: que le seigneur auroit debattu, Maluer. d. tit. de Feu.

dis §. Item quandiu. Quant à l'amende de soixante liures parisis, & perte du fief & tenement, telles peines n'ont lieu en France. Entre le seigneur haut iusticier, & le seigneur feodal, qui n'a iustice, y a des differences desquelles i'ay traicté ailleurs, qu'il n'est besoin icy reciter, par ce que le lieu ne le requiert.

DES SVRAAGEZ ET LANGOUREVX.

TITRE XC.



DEs suraagez^a & langoureux peuz & dois sçauoir que selon le droict escrit par l'Empercur Constantin qui dist. Nous establissons par nostre ordonnance, que les suraagez, langoureux, & impotens ne soient contraincts par nul de nos subjects de venir pardeuant nous ou nos iuges, ne y sir hors de leurs chastelenies, bailliages, où preuostez, & voulons que ceste reigle leur soit tenuë, c'est à sçauoir qu'en leurs causes ils ne soient tenus de comparoir fors par procureur, supposé qu'ils fussent adiournez en personne. Et si c'estoit en demandant, qu'encore ils soient receuz par procureur ou par curateur, car de curateur appartient il qu'ils soient garnis selon le stile de court laye. Et si c'estoit en demandant, de lettre de grace du Roy selon le stile du royaume de France, & les doit auoir le Prince en garde si trauallez estoient par puissance, ou par rigoureux iuge ou importun. Et si illec traioient à refuge, & faisoient complainte, sçachez que là faudroit demeurer la cognoissance de la cause, car de tel cas au souuerain en appartient la cognoissance.

Comment les expatriez sont entres manieres restablis du leur.

SAchez^b que selon aucuns coustumiers en trois manieres sont les expatriez restablis du leur. La premiere maniere si est, si les expatriez sont si longuement hors du pays par longue demeure qu'aucun vueille acquerir contr'eux possession par prescription ou vsucapion. La seconde maniere si est des droicts vsages & coustumes & franchises dont ils vsoient auant qu'ils partissent ou ils ayent perduë la possession parce qu'en leur nom ne pour eux aucun n'en ait vñe durant leur expatriation. La tierce maniere est que durant leur expatriation ils peuuent acquerir droict de possession aussi bien que s'ils estoient presens. Si dois sçauoir que selon le droict escrit ils ne sont que trois manieres d'expatriation qui soient à garder. La premiere maniere si est, si l'expatrié est hors enuoyé pour le bien public de son pais, ou de la ville où il demeure, & ce par le gré de son seigneur. La seconde maniere est, si l'expatrié est enuoyé par le commandement de son Prince, ou par le fait du son Prince. La tierce maniere si est, si l'expatrié est hors en l'un des deux pelerinages de la court de Rome approuuez si comme le saint vovage de Hierusalem, ou aux pardons de Rome, au temps qu'ils durent, ou au voyage de

Ils sont trois manieres d'expatriation.

ge de saint Jacques en Galice par vœu fait & promis. Car par telle expatriation peut estre engendré repetition pour les expatriez, par especial pour les expatriez au commandement du Prince. *C. lib. 2. Rubrica de restitutione militum. l. Ignorare non debes.* Outre dist la loy, que si l'expatrié a esté dommagé pour son expatriation, sçachez que luy reuenu dedans vn an apres, il est à receuoir à restitution demander. *l. Quod tempore militia. & l. Sancimus. C. cod. titu.* Et dict encore la loy écrite, que si durant l'expatriation les choses de l'expatrié estoient vendues, iacoit ce que ce soit par loy que vendues soient, l'expatrié si les r'aura parmy payant la dette, pourquoy elles ont esté vendues sans autres frais ne despens. *C. lib. 2. R. u. dista. l. Si cum militaribus.* Encores dict la loy écrite, que si l'expatrié meurt hors du país, son hoir au nom de luy a autelle action de restitution qu'eust peu auoir ledict expatrié si retourné fust en son país. *C. ex quib. cau. maiores in integ. l. ult.*

Vn exemple sur ce.

Vn preud'homme auoit vn vsage dedans vn pré, si s'en alla à sa marchandise, où il demeura par l'espace de trois ans, ne tandis nul n'vsa de tel vsage en son nom. Le preud'homme quand reuenu fut, demanda & voulut vser de son vsage, comme il faisoit à son partir: debat y fut par le derrain possesseur, disant soy estre en possession de franchement tenir, posséder & auoir le pré, sans ce que nul eust droit d'aller ne venir parmy ne faire voye ne sentier, ne que le pré fust tenu de nul seruage. Le preud'homme qui reuenu estoit, disoit du contraire, & qu'il estoit par luy & par ses predecesseurs en bonne saisine d'aller à son champ, sans ce qu'on luy peust ne deust faire planche, ne faultoir, ne la voye otter ne destourber, & que si discontinué auoit, si auoit ce esté à cause de son expatriation, & que si tost que reuenu estoit, il auoit voulu vser de son droit, ne depuis n'auoit attendu an, iour, ne temps, pourquoy il deust estre debouté de sa saisine & possession. Le debarant disant que si hors du país auoit esté, ce n'auoit pas esté par commandement de son souuerain, ne pour la chose publique, ne en guerre de son seigneur, ne des mescreans, ne tenu n'auoit esté prisonnier, ne fait n'auoit expatriation, fors à sa propre volonté & à sa plaissance, à laquelle expatriation en ce cas il n'estoit à releuer, pourquoy, &c. Tout veu, il fust dict que l'expatriation n'estoit pas suffisante, & puis que de la saisine n'auoit vsé, ne autre pour luy, à luy porroit dessaisine, & à l'autre porroit saisine.

Autre exemple en cas pareil.

Vn preud'homme fut commandé par son seigneur d'aller hors du país pour le fait du bien public en long voyage, or estoit aduenu vn petit deuant qu'une terre fut vendue, qu'un parent demanda par retrait de proximité, & tout le temps durant que l'expatrié fut hors; celui iouit de la proximité. Si aduint que quand l'expatrié fut reuenu qui demeuré auoit trois ans, & plus, voulut contredire à la proximité par la raison de son expatriation, & voulut auoir audience en Cour pour celle proximité. Defendu y fut en disant que supposé qu'il fut expatrié par

commandement conuenable, & qu'ès choses droicturières où il auroit esté cause, deust auoir reſtabliſſement, ſi ne le deuoit-il l'auoir en ceſte matiere, car ſuppoſé qu'il euſt eſté preſent au païs, ſi n'eut il pas eu la proximité, pourquoy ce ne luy vault, ſi hors a eſté l'eſpace deſſuſdicte. Le preud'homme replica diſant du contraire, & que venir deuoit en temps en l'eſtat qu'il peuſt auoir faiſt quand il ſe partit & expatriez. Tout veu, il fut dict que la proximité tendroit lieu, car là les expatriez ſont releuez pour cauſe de l'expatriation conuenable, ſi ce n'eſt fors entant que de ceuz où preiudiciez ſeroient, mais non pour autrui faire tort, grief ne dommage, non plus que ſont les pupilles.

Quels ſont tenuſ pour expatriez.

Item veut le droict que tenu ſoit pour expatrié celuy qui eſt prilonnier, ſoit par priſon fermée, ou ſoit par commandement de priſon tenir ſur corps & ſur auoir. *l. Si idcirco. C. ex quib. cau. maior.*

D'eſtre prins par les ennemis.

Item doit eſtre tenu pour expatrié celuy qui eſt tenu ou prins par les ennemis, & derenu prilonnier: car ſi fuitif eſtoit de la bataille de ſon ſeigneur, à luy n'appartient nul reſtabliſſement. *C. cod. ſu. l. ult.*

D'eſtre outre la mer.

Item doit eſtre tenu pour expatrié celuy qui eſt outre la mer ſur les meſcreans, iagoit ce que de ſa volonté y ſoit allé, mais que fuitif ne ſe ſoit rendu de la bataille. *l. Quo tempore militia. C. de reſtit. milit.*

D'eſtre banny de la terre.

Item doit encore eſtre tenu pour expatrié celuy qui eſt banny de la terre, mais que ce ſoit pour cas criminel, dont il euſt perdu vie ſ'il euſt eſté tenu, ſainſi n'eſtoit que le Roy *luy rendiſt ſon Royaume, & le remiſt en ſa grace & renommée bonne que parauant auoit, & en ſes biens, &c. Mais encore en ce cas dient les ſages que la preuue qui ſeroit trouuée contre luy, ne ſeroit il pas reſtably, &c.

D'eſtre en Hieruſalem.

Item doit eſtre tenu pour expatrié celuy qui eſt au ſainct voyage de Hieruſalem, ou de Rome, ou de ſainct Iacques, ſi ainſi aduenoit qu'il demeuraiſt plus d'un an.

D'un expatrié eſtre banny luy eſtant hors.

Item ſ'il aduenoit qu'un expatrié durant le temps de ſon expatriation fuſt banny de ſa terre: ſi luy reuenu ſe vouloit approcher du ſeigneur & mettre à loy à fin de purge, il doit eſtre receu auſſi bien qu'il euſt eſté les appeaux durs, & au commencement du banniſſement, & doit eſtre receu à loy.

*C'eſt à dire que le Roy l'eut reſtitué & r'appellé en ſon Royaume.

De hac materia absentiarum est bona glo. in l. ult. sub verbo appellare. Et ibi Doct. ff. de integ. resti.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NON ANTIES ME.



CEST E constitution est in l. Vn. C. quando Imperator inter pupillos. Mais la loy generale en France, que nul ne peut estre euocqué de son Iuge ordinaire à la suite de la Cour. Le Iuge ordinaire est appellé competent, & celuy auquel de droict ordinaire la cognoissance de la cause n'appartient, incompetent, l. i. C. de Iurisd. omn. iud. & faict bien à ce propos Nouel. Martiani. Nem. exh. de pro. ad com. Et quant à ce que l'Authneur adiouste ex d. vn. que les pupilles, veufues & personnes miserables peuent faire euocquer au conseil priué ou suite de la Cour, y en a un exemple, apud Cassiodorum lib. 4. var. Mais cela ne s'observe en France, par-ce que telles personnes ont la voye d'appel aux Cours Souueraines, ou Iuges superieurs.

B Mon vieil praticien escrit à la main, dict despaisiez, qu'on appelle absens, & distingue s'ils sont despaisiez, ou par leur volonté, & pour leurs propres besongnes, ce qui ne leur profite pour estre restitué & restabli à cause de leur absence; ou pour les affaires publiques ou malgré eux, ce qui leur sert pour estre restabli & restitué. Nous auons l'Edict du Preteur qui contient les causes pour lesquelles les absens peuent estre restitué, l. i. D. ex quib. causis Maiores. & les interpretations des Iurisconsultes sur ledict Edict. Et en un mot Ulpian dict que si l'absent ex probabili causa abfuerit, deliberare debet Prætor, an ei subueniri debeat, l. Nec non. D. eod. Les causes probables sont l'absence pour la Republique, & par commandement de son Prince, hors le Royaume, l'expedition & occupation militaire, la captiuité & detention entre les mains des ennemis, l'emprisonnement faict sans fraude, l. Item hi. & seq. l. Abesse Reipublicæ & seq. l. 9. 14. & seq. & l. 23. D. eod. l. i. & toto tit. C. cod. l. i. & tot. tit. C. de restit. milit. Aufquelles loix on peut auoir recours, & à ceux qui en ont faict des traictez, pour plus ample intelligence. Quant à ce qu'il escrit des pelerinages, ie n'estime qu'il puisse auoir à present lieu en France: par-ce que sont absences volontaires: & par la disposition de droict si celuy mesme qui Reipublicæ causa videbatur abesse, aliò deflexerit rei suæ causa, tempus illi non proficit, l. Si cui, 38. §. vlt. neque is verè dicitur Reipublicæ causa abesse, qui sui priuati negotij causa in legatione est, l. 42. D. eod. Pour le regard du temps prescrit par le droict Romain pour la restitution d'un absent apres son retour, le droict François ne le suit du tout: ains faict seulement surceoir pendant l'absence, comme pendant la minorité, le temps ordonné pour la restitution, l. Interdum. D. de minorib. l. i. 1. & seq. & vlt. C. quib. non obijcitur longi temporis.

C Mon vieil praticien qui recite un mesme exemple, dict, & bien demeurera dix ans ou plus; ne entremetieres nul n'usa en son nom de l'usage qu'il auoit ou pré: & le demande dedans l'an qu'il est repairié. Et ie te dy que nenih car puis qu'il se despaia pour son propre prou, c'est à dire, proufit, s'il ne laissa bon Procureur pour garder la droicture, à luy sen prenno.

D Pour l'intelligence de cest article faict bien, quod traditur in l. Sciendum est, 18. D. ex quib. causis maior. Sciendum est, quod in his casibus restitutionis auxilium maioribus damus, in quibus rei duntaxat persequen-

da gratia quaruntur: non cū & lucri faciēdi ex alterius pœna vel damno, auxilium tibi impetiri desiderant. à quoy conuient. l. Ergo sciendum. 22. D. cod. tellement que les absens ne sont restitués au droit que la coustume attribue aux lignagers venans dans l'an au retraict, soit pour l'obtenir apres l'an, & pour en euincer celuy qui l'auroit obtenu durant leur absence. C'est pourquoy par arrest de la Cour, donné en l'audiēce, du sixiesme iour de Mars, 1552. Genton fut debouté des lettres royaux par luy obtenues, à fin d'estre releué de ce qu'il n'estoit venu au retraict, dans le temps de la coustume, comme absent Reipublicæ causa, en la guerre au voyage d'Allemagne, avec le Roy. l'ay escrit plus amplement des restitutions au quatriesme liure des Pandectes.

DES R'APPORTS QUE LE SEIGNEVR PEVT DEMANDER QU'AND PREMIER EST VENU A TERRE.

TITRE XCI.

* Il p'ed iustice
focire pour basse
se iustice, toutes
fois on fait dis-
tinction entre les
deux, & on es-
tend p'us auant
la basse iustice,
que la fonicire:
dō on peut voir
Macquet traité
des droits de
iustice, ch. 3. Et la
4. liure des Pan-
dectes.



I tost qu'un seigneur vient nouuellement à terre, où il a iustice haute, ou moyenne, ou fonicire: sçachez qu'il peut faire plainte à loy d'auoir r'apport & denombrement fait dedans quarante iours de tous les tenemens de tous les fiefs qu'on tient de luy sur l'amende, & ainsi luy doit estre adiugé par la loy. Si c'est par hommes de fief, le r'apport se doit faire par escrit sur scel de son fiefuē du fief de luy tenu. Et si c'est en terre de main ferme, il se doit faire par hommes tenans en main ferme, & par leur iugement par la maniere qui s'en suit. Il doit estre iugé par la loy d'iceluy seigneur, soit par hommes de fief, soit par hommes de cotterie, qu'il soit fait sçauoir à l'Eglise du lieu où la seigneurie est située, par Dimanche ou par iour de feste gardable en presence de Baillif & hommes, que tous les tenans de tel seigneur, ayent suffisamment fait r'apport & denombrement de tous les tenemens qu'ils tiennent dudit seigneur dedans quarante iours, du iour dudit sçauoir sur l'amende accoustumée qui ce n'auroit fait. Et soit lors le lieu assigné, où on a accoustumé de tenir les plaids dudit seigneur dénommé, & déclaré trois iours en dedans quarante iours, où il y ait à tout le moins sept iours francs, entre chacun iour, c'est à sçauoir par trois Dimanches, & selonc aucuns qu'il y ait quinze iours de l'un à l'autre: c'est en trois quinzaines esdictes quarante iours, aufquels iours & lieu ainsi déclarez. aud. sçauoir ledit seigneur, son Baillif & Lieutenant, & hommes seront par autant d'heures qu'il est accoustumé de tenir les plaids de carculx. Et qui en dedans lesdicts trois iours ne fera deuoir de son r'apport faire, & tant qu'il se laisse contumasser par lesdicts trois iours, il doit estre encheu en l'amende en iceluy derrain iour l'heure passée, & peut le Baillif ou son Lieutenant faire plainte &

coniuire de loy auoir sur ce: & à telle semonce il doit estre dict par la loy, que veules trois iours passez par lesquels tel. N. a failly à faire denombrement & r'apport de son tenement. & que l'heure est pour celuy iour passée, le deffuillant est encheu en l'amende accoustumée, & avec ce doit estre dict que le fief ou tenement soit mis en la main du seigneur, & tant par iceluy tenu & gouuerné, que le sujet ait fait sondict r'apport & denombrement. Et s'y autrement est fait, amende n'y eschet. Et si c'est en fief, ce r'apport se doit faire par escrit sur le scel de fiefué. Et si c'est en cotterie, il le peut faire sans scel, mais il conuient que celuy mesmes qui tient le tenement, face le r'apport en sa personne, & l'affirme estre tel: ou autrement amende s'y engendreroit, car autre pourroit-il desaduouier. Mais si le fiefué le peut faire par autre que par luy, pour-ce que son scel y doit estre, que desaduouier ne peut: encore le peut faire cottier de bouche s'il luy plaist. Et le Seigneur doit auoir Clerc à ses despens qui le mette par escrit audict lieu & iour.

Item qui feroit son r'apport de moins qu'il ne deueroit, le seigneur pourroit clamer à luy le surplus, & autre amende n'y a: Car il ne tient pas du seigneur qui ne veut si autre obligation n'y a.

Item qui fait son r'apport moins que souffisant, il n'est pas receuable, s'il ne plaist au seigneur, & peut estre clamé d'amende pour moins souffisant r'apport, aussi bien que de non r'apporter.

Item qui ne r'apporte dedans lefd. iours & dedans heure de plaids accoustumez à garder pour cateulx, il ne r'apporte pas à droict, & peut estre clamé d'amende.

Item dois sçauoir que qui veut faire souffisamment son r'apport, il doit denommer les tenemens, les hostes & tenans qu'il en a, quelle iustice & seigneurie il y a, & la charge dudit tenement, & quel relief il en doit si c'est en fief. Et si c'est en cotterie, il doit denommer les pieces que elles contiennent, quantes tenances il y a, quelle charge, quelle rente, & quelle redeuance soit à mort ou à vie, ou autrement le r'apport ne seroit souffisant ne receuable s'il ne plaisoit au seigneur.

La forme de faire r'apport.

La maniere de faire & former son r'apport, si est ceste. C'est le r'apport & denombrement que fait tel. N. par deuers noble & puissant seigneur, &c. de tout le fief & tenement qu'il tient de Dieu, & luy en la terre, iustice & seigneurie de tel lieu. N. li contient ledict fief tant, &c. tant d'hommes, &c. & à chacun homme tant de hostes, contenans, &c. à telle redeuance, &c. & à tel relief à la mort &c. lequel r'apport ledict tel. N. &c. pout obeir au commandement sur ce fait par protestation, que si plus ou moins y auoit, que ce il ne sçait bonnement, si en fait il & veut faire loyal & souffisant r'apport, sans vouloir entreprendre autre droict, ne laisser du sien. En tesmoin de ce, &c.

Comment celuy qui achete fief doit faire r'apport.

Item dois sçauoir que s'il est aucun qui acqueste fief ou autre tenement qui doit relief, si tost comme il en est adheriré, il luy doit estre enjoinct

par le Baillif ou Lieutenant que dedans quarante iours il en ait fait l'apport sur l'amende, & ce doit estre fait à certain iour de plaids dedans les quarante iours: ou amende y eschet.

ANNOTATIONS. SVR LE TILTRE

NONANTE ET VNIESME.

2



OV R entendre l'usage duquel on use à present, il convient distinguer les siefs des rotures: & quant aux siefs faire distinction entre les Seigneurs qui ont iustice, & ceux qui n'en ont aucune. Le Seigneur feodal en recevant son vassal en foy & hommage, luy peut ordonner de bailler son adueu & denombrement en forme probante & authentique dans les quarante iours, & encores qu'il l'ait receu sans ladicte condition, il peut tousiours luy faire bailler pardevant son Iuge & Baillif, s'il a iustice; sinon pardevant le Iuge du lieu, ou est assis le sief: & à faute de ce faire, proceder par saisie sur le sief: laquelle saisie tiendra iusques à ce que le vassal ait baillé son denombrement, encores que cependant le seigneur ne face les fruiets siens. Masuerius §. Item quandiu. tit. de feudis. Les termes d'adueu & denobremēt se prennent indifferemment en matiere feodale: & on dist declaration pour les heritages roturiers, que le propriétaire & tenancier est tenu bailler au seigneur censier. Plusieurs custumes font mention des adueus, r'apports & denobremens que le vassal est tenu bailler, & des declarations que le roturier est aussi tenu bailler: mais la peine de l'amēde ne se pratique plus, ne la forme de proceder pour les faire bailler ainsi recitée, ains quelques seigneurs y procedent en vertu de lettres de papier terrier, les autres font faire des publications: aucuns incontinent apres les quarante iours passez, font saisir les siefs tenus d'eux, à faute de denobremēs, ou les terres & heritages tenus d'eux en censine, à faute de declarations baillées. Le vassal ayant baillé son adueu & denobremēt doit auoir main-leuēe, sauf à le debattre par le seigneur feodal, cōme a esté iugé par arrest pour le seigneur de Ville-Vandé, sief tenu de Baronnie de Mont-jay, du 23. Decembre, 1566. & le vassal fait sagement de mettre son adueu & denombrement la clause, sauf à augmenter ou diminuer, à fin que ce qu'il auroit omis ne tombe en commise enuers le Seigneur, ains le puisse adiouster à son denombrement, ce qu'il peut faire sans perte & commise, si non qu'il eust denié ce qu'il auroit omis en son denombrement, estre tenu de son Seigneur feodal, auquel cas le seigneur l'en pourroit faire pruer, idque propter dolum & malam fidem, iugé par arrest du huietiesme Ianuier, 1558. La verification de l'adueu & denobremēt, s'il est debattu par le seigneur, gist en cognoissance de cause. Pour le regard des siefs tenus du Roy, les denobremens doiuent estre presentez à la Chambre des Comptes, qui les rennoye aux Juges de la Prouince pour les verifier: & iusques à ce qu'ils ayent esté verifiez, la receptiō d'iceux faite en ladicte Chambre, ne fait preiudice au Roy, par ce qu'autrement ils ne sont tenus pour iud-

tes. Mais pour le regard des seigneurs, si les denombrements à eux presentez ne sont blasmez dans les quarante iours, ils seront tenus pour receus: car le seigneur les doit blasmer & debattre dans pareil temps, que le vassal est tenu les luy presenter & bailler, comme i'ay escriu sur la coustume de Paris, art.9. Quand y a dispute entre le seigneur & le vassal, sur l'aduen & denombrement presenté, faut auoir recours aux anciens tiltres, aduen & denombrements, & à la premiere inuestiture, si elle se peut recouurer, Bald. in l.i. C. quando non pet. part.& in cap.i. de feud. gard. & cap.i. quaz fuit prim. caus. benef. amitt. cap.i. & ibi. DD. de vassal. decrep. & stat. & ainsi le tiennent communément les Feudistes. comme aussi a esté iugé pour le regard d'un papior terrier que le Seigneur auoit fait augmenter outre les anciens tiltres & declarations, que la Cour auroit ordonné estre reformé, & que sans y auoir esgard, les tenanciers ne seront tenus payer autres ne plus grandes redevances que celles portées par les anciens tiltres, par arrest du Parlement de Paris, du 6. Iuillet, 1560. & de Tholose du 10. Avril, 1571. par-ce que les denombrements & declarations ne se font pour constituer un nouveau, ains pour aduouer & recognoistre celuy qui d'ancienneté appartenoit au seigneur, par les premiers & originaires tiltres, iuxta textum cap. examinata de confir. vtil. vel inutil. cap. quia diuersitatem. de concess. præben. cap. inter dilectos. §. porrò. de fid. instrum. Oldrad. conf. 164. Alber. in 1. part. stat. Alex. consil. 59. lib. 1. comme i'ay traité au liure 8. des Resp. chap. 57. Qui voudra voir d'auantage de ceste matiere, qu'il lise ce que i'ay escriu, & autres sur la dicte Coustume de Paris.

DES PUPILLES.

TITRE XCII.



PUPILLES sont^a ceux qui sont en minorité: A comme les hoirs massles qui sont dessous quinze ans, & la femelle dessous vnze ans, & selon droit escrit dessous vingt cinq ans, ff. de verborum significat. l. Pupillus. & ibi glos. si que le pupille est de la chose garder, & doit estre sans amendrissement de contract; ne marché qu'il face, ne puisse faire obligation, vente ne achat, que si ille fait ou autre pour luy, il ne tient qu'il ny soit restably:

& peut demander & auoir doit droit de restitution * enterine, puis qu'en riens y sera perdant, ou deceu, ne chose qu'il face ne tient, s'il n'estoit garny de benefice de tuteur. Encores ne doit le tuteur ny ne peut faire chose de son heritage ou il soit deceu, que restitution n'en ait, ou le tuteur l'amenderoit, car comment que ce soit, par especial de leur heritage, ne peut estre faite alienation à leur preiudice, l'ainsi n'estoit que le pere fust obligé par lettres de baille à vendition d'heritage, & lors se vendroit.

* Enterine, c'est-à-dire, en entier.

à ce appelez les tuteurs. Encores veut le droict que si pupille auoit fait marché, où il ne fust pas deceu, & il demandoit restitution sur ce qu'il y soit receu, car il n'est conuenable de riens traicter ne marchander à eux.
Insti. de Authorita. in prin. usque ad. §. tutor autem.

* Preu, c'est à dire proufict.

*Du preu * de pupilles à restitution.*

Or peut estre demandé, si le pupille auoit fait aucun marché, où il eust preu ou gaignage apparent pour luy, & puis de sa volenté en voulsist auoir restitution à loy, & en fist complaincte, à sçauoir si auoir la deuroit, sçachez que puis que le Iuge verroit y auoir preu pour le pupille, & la partie à qui il a affaire, dommage, ou ne voudroit consentir la restitution pour la volenté au pupille contre son preu, en ce cas ne seroit-il pas restably. Car restitution aux pupilles fut ordonnée, pour ce qu'ils ne fussent deceus, non pas pour leurs volentez ne plaissances dommageuses accomplir. Mais si au marché le pupille n'auoit perte ne gaigne, & il demandast restitution, auoir la doit pour la raison de ce que si estroicte chose est de droict de pupille que si gaigne ne luy est prompt, il a tousiours restitution, mais que dedans la pupillarité ou dedans l'an de son aage la demande. *l. Ultima. cum glos. C. de in integrum restit. minorum. & Rub. qui & aduers. quos in integ. rest. l. 2.*

Demande de pere contre son fils mineur.

Encore peut^b estre demandé, si le pere marioit son fils auant aage, & l'emancipoit de soy, & puis fist le pere marché au fils, duquel apres le marché fait, le fils demandast restitution, à sçauoir si auoir la deuroit. Sçachez que non, si n'auoit il vers sa mere pour la reuerence paternelle, mais contre autre l'auoit, si vlsage de païs ne l'estoit, lequel conuiendroist estre fort approuué en tel cas. & *C. C. qui & aduersus quos l. 2.*

De pupille par semblant auoir son aage, & non auoir.

Encore peut^c estre demandé, si vn pupille n'auoit son aage, mais bien sembleroit qu'il l'eust, & ainsi le maintint qu'il l'eust & le iurast & affermast, & sur ce fist marché dont il fut perdant, & d'iceluy voulsist auoir restitution, à sçauoir si auoir la deuroit: sçachez que selon l'opinion des sages auoir ne la doit par la raison qu'il iura, & par ce fut bien si subtil de deceuoir autre, ou d'autrui vouloir deceuoir, & droict ne peut souffrir que par cautelle nul obtienne benefice de loy: *ut C. si minor se maiorem dixerit. l. 2.*

Dedans quel temps le pupille doit demander restitution.

Si sçachez^d que si dedans l'an & iour le pupille est venu à aage accomplie, peut il demander la faisine, dequoy son pere estoit saisi ou desneusty ou aduesty, dont en minorité le pupille seroit despoillé: mais si outre l'an attendoit, il ne se pourroit plus aider du benefice de pupille, mais conuiendroist qu'il le fist par demande de priuée personne, comme de simple faisine ou de propriété.
Imo habet quatuor annos post completam minorem aetatem, ut l. vii. C. de tempo. in integ. rest.

De restitution & punition du meffait du pupille.

Et pour ce ensuir^e vne demade sur ce, à sçauoir si les pupilles sont aussi bien restituez en leur meffait, qu'à leur preu. Sçachez que si le pupille est

est de tel aage qu'il ait cognoissance qu'est bien faire & mal laisser, & que malice supplie à l'aage, il n'y chet nulle restitution, car en delict par especial en crime ne sont les pupilles supportez pour minorité: car en meffait nul n'est excusé par aage, si l'aage n'est telle que ieune & innocent soit qu'il ne puisse ou doive sentir qu'est bien faire ou mal faire, & toutesfois s'il meffait à autre supposé que minorité l'en releuast aucunement, si est il tenu de amender ou rendre le dommage ou ceux qui le gardent: car nul ne doit estre tenu en tort pour occasion d'autre sans restitution. Et par arrest de Parlement en l'an mil trois cens quatre vingts & quatorze, fut-il ainsi dict, pour vn fils qui estoit en l'aage de vnze ans qui auoit tué vne ieune fille de quatre ans ou enuiron, pour ce qu'elle luy auoit osté son chapperon, & il estoit tigneux, si en fut courroucé. Si la trouua & la frappa d'un caillet & l'occist & puis la mussa en vn buisson vers la ville, & pour ce qu'il en fut trouué malicieux, il en fut iugé à traîner & à pendre. *C. lib. ij. Rub. Si aduersus delictum. l. j. & y.*

Arrest de Parlement l'an 1394 qui semble trop rigoureux.

De restitution sur chose iugée.

Encore veut droit que le pupille ait restitution des choses qui seroient faictes si solennellement que en iugement, puis qu'ils y seroient deceuz. & que leur droit n'y seroit gardé, jaçoit ce qu'ils ayent tuteurs ou procureurs presens pour eux, mais qu'ils en facent demande auant aage, ou dedans l'an de leur aage, car en quelque dommage, tort, ou preiudice ne les peut-on mettre ne contre eux laisser courre tant qu'ils soient en minorité, ne le tuteur present ne sauue point contre ce, car ils ne sont que pour eux garder, non pas pour eux faire preiudice. *C. Si aduers. rem indicat. l. Cum & minores.*

[*Quando sententia data contra minorem valeat aut data contra adultum sine curatore, vide optimam glos. & tex. l. Acta. §. final ff. de re iudicat. glos. in allegat. Cum & minores. & ibi Bartho. Si aduers. rem indicat. C.*]

Addition. Qui n'est au liure escrit à la main.

D'heritage de mineur vendre par luy, & sur ce bailler plege.

Et s'il aduenoit que le pupille vendist aucū heritage à luy appartenant, & baillast plege de garantise, & puis voulsist l'heritage recouurer ou autre pour luy sur vmbre de minorité, sçachez que si autre chose n'y a que de minorité, puis que le marché auroit esté fait sans barat & sans exception, ains aura esté cōtracté de bonne foy & que ce aura esté fait par auctorité de loy & pour le profit du pupille, sçachez que la garantise est tenuë pour le marché conduire. Mais si barat ou deception y estoit trouuée, & le pupille ou ses ayans cause & les pleges en sont quittes & deliures sans dommage. *C. lib. 2. Rub. de fideiuss. mino. l. Postquam in integrum.*

[*Aut textus iste vult quod minor non restituatur aduersus contractum venditionis factum auctoritate iudicis in quo lesionem non sentit minor: & tum hoc est verum, aut quia non interuenit autoritas iudicis: lesio nem tamen non probat nisi quia minor: & tum rescinditur contractus, aut vult iste text. allegare casum prima aut secunda. l. De fideiussoribus minorum.*]

Addition. Qui n'est au liure escrit à la main.

C. & tunc restituito minore non restituitur fideiussor, nisi dolo inductum minoremostenderet. pro superioribus dictis vide tex. in l. 1. C. qui & aduers. quos integ. resti. non poss. ibi non est vobis. & l. Si quidem. de pradiis & alijs rebus minorum. C.]

*De pupille estant en gouuernement de pere
ou de mere.*

Additio. Du pupille qui encore est au gouuernement du pere ou de la mere, * s'il s'est fait pleigeux & dois sçauoir que s'il se constituë pleige * pour autre, ce ne luy nuist si ne le veur, ne contrainct n'y doit estre. & si par plus forte raison il se faisoit * pleige pour son pere auquel il ne succedast, il peut demander restitution en entier : mais si il succedast à sondict pere, ou à celuy estranger pour lequel il se seroit fait pleige pour la confession de l'obligation, il pourroit demander ladicte restitution. *ut text. cum sua glo. magna in verba non successit. C. de filio-familias minore. l. 1.*

*De tuteur ou curateur souffrir faire deception.
au mineur.*

Et si le tuteur estoit present à la chose du pupille faire & accorder, & toutesfois si le pupille peut en temps deu monstrier qu'il ait en ce dommage, sçachez que pour ce ne demeure pas que pour ce n'ait restitution, car comme dict est dessus, les tuteurs ne sont pas ordonnez pour le dommage, des pupilles, mais pour faire leur profit. Et si l'aduenoit que le tuteur le fust par * cautelle ou malice, ou par simplicité trop ignorant, amender le doit au pupille si autre remede ou recours n'y auoit. *C. libro secunda Rubrica. Si tutor vel curator. l. Minoribus annis, vigintiquinque.* Car en tous cas aussi bien contre les tuteurs que contre les autres ont les mineurs restitution de leurs choses, mais que en temps deu la demandent, c'est à sçauoir dedans l'an apres l'age accompli. Ne vendre ne aliener ne amender ne peuuent les biens aux mineurs, mais bien les peuuent accroistre. *C. Rubrica dicta. l. Si creditor. ubi pupillus obligatur ex contractu tutoris sui : quia ibi pecunia fuit versa in utilitatem pupilli.*

De chose vendue par le pupille.

Encores ^h a le pupille restitution en la chose qu'il auroit vendue, si comment que ce soit y auoit esté deceu : mais si sans deception auoit esté vendu, & le pupille l'eust iuré à tenir, lors n'y auroit ne cherroit restitution, car la loy ne doit estre cause de periure, puis que c'est en contract de bonne foy. *C. libro secundo Rubrica. Si aduersus venditionem. l. Si minor. & per totam rubricam.*

[*Intellige de venditione solenni quod alias nulla esset que sine decreto fieret. & sic est intelligendus text. dicta legis prima. C. Si aduers. venditionem. videtur tamen dicendum quod etiam si decretum non interuenit, valeat tamen contractus propter iuramentum. vide glos. in verbo contractibus. Authen. sacramenta puberum.]*

Du serment aux pupilles.

Et toutesfois veut la loy que le serment faict par le mineur puis qu'il est de aage de cognoissance auoir, tienne lieu : si comme de l'aage de vingt & deux ans ou environ puis que le serment n'auroit esté faict par force, par crainte, ne par paour. *C. libro secundo Rubrica dicta. Authentica, sacramenta puberum. & l. Se.*

[*Hic quando dicit de l'aage de douze ans: aduerte quod Doctores tenebant quod etiam si impubes est maior infante proximus pubertati, ita quod in eo cadat delictum, tunc obligatur iuramento per impuberem. ff. main. ad. l. Corneliam de falsis. & super ista materia an minor possit petere restitutionem non obstante illo iuramento, vide Bartho. in dict. Authen. sacramenta puberum. qui ibi circa hac multa adducit.*]

Exemple sur don de pupille.

Vn pupille aimoit vne Damoiselle par amours, & la fiança, par vne fois l'alla voir avec son tuteur, & luy donna ioyaux & autres choses au veu & sceu du tuteur. Aduint que en aucun temps apres voulut le pupille rappeler ses dons, & les demanda à l'auoir : contend en fut. La question en vint deuant l'Empereur. L'Empereur dist que si le cas estoit tel que entre le pupille & la Damoiselle puisse auoir contract de mariage, sans empeschement d'affinité, le don n'est à rappeler. *Dubio de capite ista.* supposé encore que le don fust de chose reelle. Et s'empeschement y auoit pourquoy le mariage ne se peust faire entre eux, le don reelleroit à rappeler : mais le don meuble non. *C. li. y. Rub. Si aduersus donationem.*

* [*Hanc materiam habes in glos. dicta l. sub verbo, non renocabuntur. alibi Doctores in l. Pradia. C. de pradiis mino. sine decret.*]

Exemple sur pareil cas.

En minorité ne vaut don quelque le pupille face, supposé encore que ce fust par le conseil de son pere ou de son tuteur : car comme dir est cy dessus, le sien ne peut-il amendrir sans faict de loy : comme par exemple vous monstreray. Vn pere auoit vn fils mineur : & toutesfois l'auoit-il emancipé. Aduint qu'il luy donna vn certain don, & par succession de temps apres, le pere voulut donner ce mesme don à vn autre, & le fist consentir à son fils qui encores estoit en minorité. Le mineur venu en cognoissance voulut auoir de son don restitution. contend en fut. L'Empereur dist, que puis que donné estoit vne fois au mineur, le pere ne luy pouuoit retollir sans la volenté au mineur. *Casus est. l. Sequentis, si in te. C. Si aduersus donationem.*

Que prescription ne vsucapion ne s'acquier contre mineur.

Tu peux & dois sçauoir que contre mineurs ne se acquiert vsucapion ne prescription qu'ils n'en ayent restitution, aussitost comme ils la demandent. *C. li. y. Rub. si aduersus v. m. ap. l. Unica.*

D'argent presté au pupille.

Et si le pupille emprunte deniers à aucun, & celui qui les luy presté, les vueille r'auoir, ou en veut auoir vsure, sçachez que si l'argent n'est tourné au profit du pupille euident, & que ce n'ait esté pour despen-

Addition.
Qui n'est au li-
ure escript à la
main.

*In l. i. C. Si ad-
uers. donat. le ma-
riage auoit esté
perfait par ce
que la l. dit à
minore viginti
quinque annis
marito, & sans
considérer des me-
ubles: d'autant que
le mineur ne
peut disposer de
ses immeubles
sans decret, mes-
mes par donatio,
l. ult. C. cod.*

* *Addition.*
Qui n'est au li-
ure escript à la
main

*De cet article a
esté traitté cy
dessus, & on peut
voir l. 4. §. D. de
minorib. l. 3. C.
de pres. 30. vel
40. ann. l. ult.
C. qui & aduer-
sus quos.*

dre ne aliener aucunement, que le pupille n'est tenu de ce rendre s'il ne luy plaist : mais y a restitution. & bien se garde vn chacun d'eux rester si n'est pour la necessité pure & proffit de luy. *C. libro secundo Rubrica. Si aduersus creditorem. per duas leges titulum afficiens.*

Exemple de pupille.

Il use souvent
du mot heritage
pour heredité

Il aduint vn tel cas. vne fille pupille fut: si luy escheut l'heritage de son grand pere: pour doute des dettes, elle n'eust pas conseil de soy faire hoir de ces heritages. Or aduint apres que son pere alla de vie à trespas, & luy escheut aussi l'heritage de son pere. Pareillement pource que son pere deuoit tant, elle ne voulut apprehender l'auoir de son pere ne l'hoirie, & pensa laquelle hoirie elle apprehenderoit, celle de son grand pere, ou celle de son pere. elle fut conseillée que l'heritage de son grand pere estoit le moins chargé, & qu'elle le apprehenderoit faire le voulut, contends'en faillit pour ce que autresfois l'auoit delaisnée. Elle dist qu'elle demandoit le droict du pupille, & le benefice d'iceluy. Il fut dit par l'Empereur que puis que encore en temps deu elle demandoit le droict de restitution, que auoir le deuoit. *C. li. ij. si minor ab hereditate.* Mais toutesfois au cas que le pupille aura ceste restitution, il sera tenu de payer les dettes à celuy à qui il apprehende l'hoirie, comme feroit vn autre qui par minorité n'auroit pas ceste restitution. *C. libro secundo. Rubrica dicta.* Et si c'est hoirie qui vienne par predecesseur precedent si comme de ayeul, leur pere partist avec les autres freres & sœurs qu'il eut, s'il est necessité au cas, & que les autres freres ou sœurs le requierent, il doit faire rapport au vaillant, de autant que son pere eut en donation de son pere, qui fust ayeul au mineur dont le cas s'offre, affin que tous soient vn en droict de succession que parti y ont. *l. i. C. si vt omiffam heredit.*

De temps de restitution.

De temps a esté
cy dessus traité
en plusieurs
lieux.

Tu peux & dois sçauoir par la loy escrite que le temps de restitution en tenure pour le pupille en cas d'heritage dure tout le temps de minorité: & toutesfois selon ceste loy qui ensuit, jaçoit ce que la minorité dure, si le mineur par luy ou par son tuteur ou conseil attendoit à demander restitution outre le terme de quatre ans, il semble qu'il n'y viendroient iamais apres à temps, mais le droict de minorité emporte tout, & pour ce l'ay cy mis en ce cas, car par aucunesfois est de necessité de auoir aucune exception. *C. libro secundo Rubrica in quibus casibus.*

De exception de pecune non nombrée.

De ceste excep-
tion a esté par-
lé cy dessus.

Ers'il aduenoit que aucun pupille appartient à demander compte d'argent qui n'eust esté nombré, & qui promis eust esté à payer, & quittance suffisante n'en apperroit, pour lequel cas a exception de pecune non nombrée, qui ne dure entre les aagez que le temps de deux ans, sçachez que entre pupilles dure tousiours tant qu'ils sont en minorité. *C. li. ij. Rub. dicta, in quibus. l. Finali.*

De pupille mis en aucun office.

Et s'il aduenoit^k que aucun pupille fust mis en office par le gouuernement qu'il seroit trouué en luy, & qu'il se fust contenu si sagement en ses propres besoignes, & qui plus est, ledict office en quoy on l'auroit mis, fust de la chose publique, pource ne demeure que si en ses causes il estoit deceu en aucune maniere, que il ne peut auoir restitution de tout ce en quoy deceu seroit, & que le benefice de minorité n'eust lieu. *Facit textus in l. j. C. qui & aduersus quos in integ.*

Du pupille qui pourchasseroit au Prince son aage.

Ets'il^l aduenoit que aucun pupille pour faire sa volenté pourchassast au prince tant qu'il fust tenu pour aagé, & puis fist aucun marché, suppose que en ce marché fust endommagé, pource ne recouuerait il pas restitution : car son malice ne luy doit profiter en ce ne en autre maniere. *Cod. de his qui ve. etat. impe. l. j.*

De pupille faisant entendre auoir son aage, & non auoir.

Si le pupille par barat faisoit entendre qu'il eust aage competent, & n'auoir, & sur ce fist marché, dont il voulsist auoir restitution, sçachez que auoir ne deueroit en ce cas. *l. Si is. & leg. seq. C. si minor se maior dixerit.* Sçachez que le pupille qui a pourchassé par don de prince aage, si ne peut il pource vendre ne aliener son heritage, sans l'autorité du Iuge dessus qui il est subiect. *C. de his qui ve. etat. l. Omnes ibi, ita tamen ut pradia sine decreto non alienent.*

Exemple d'un pupille.

Aduint que vn ieune enfant de l'aage de dixhuit à vingt ans, & encores mineur de vingt cinq ans, alla en la guerre: pendant lequel temps luy escheut quelque heritage, & auant qu'il retournaist de ladite guerre, mourut, & par ainsi ne apprehenda pas la possession dudit heritage dedans le temps de droit. son hoir demanda estre restitué. sçachez que telle restitution se doit bailler si ledict decedé seroit mort en ladicte guerre: & est le cas de la loy premiere. *C. de restitutione milit. & eo qui reipubl. & c.*

De dire au pupille diffame.

Item est à sçauoir^m que si à aucun pupille est imputée quelque chose qu'il semble estre audict pupille diffamatoire, ou qui ayt regard à matiere de reproche à son corps, sçachez que la loy escrite veut & enseigne que pource que si noble chose est d'homme. & que tuteurs ne curateurs n'ont eu aduertence ne doiuent auoir au corps, car ils ne sont que au gouuernement des biens, & non à l'honneur du corps, toute la matiere ainsi imputée en cas diffamatoire au pupille se doit cesser à la requeste des tuteurs & curateurs, iusques à ce que le mineur vienne en aage accomplie, & que en sa personne il puisse deffendre sa querelle qui luy touche à son honneur, c'est à sçauoir qu'il ayt quinze ans accomplis, & que de soy y puisse respondre. *C. l. ij Rubr. ad legem Corneliam de falsis. l. j. & ibi gloss. & ff. de Carbo. edict.*

Ceste intention de ceste loy dois entendre comme il ensuyt, si comme qui mettroit sus au mendre d'ans qu'il fust serf, & il deust estre franc, ou

mettroit sus qu'ils fussent illegitimes, & ils fussent legitimes, & autres cas qu'ils peussent auoir regard leurs personnes reprocher.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NONANTE DEUXIESME.



L confond les pupilles avec les autres mineurs, quo le droit Romain distingue, appellant ceux pupilles qui sont sous la puissance de tuteurs, la tutele durant iusques à quatorze ans aux masles, & douze aux femelles, Inst. de tut. & quibus modis tut. finit. Et les mineurs tous ceux genorallémēt qui sont mineurs de vingt cinq ans. Je sçay bien que le droit François appelle indifferemment tous ceux qui sont sous puissance de tuteurs & curateurs iusques à vingt cinq ans, pupilles & mineurs: mais y a plus de consideration par le droit Romain pour le regard des pupilles que des autres mineurs. Car aux pupilles est necessaire l'authorité du tuteur en tous actes, si ce n'est pour leur grand profit, quand ils se font promettre, Inst. de auth. tut. l. Oblig. §. pupil. D. cod. l. Côt. Iur. in prin. D. de pact. l. Pupil. D. de acqu. rer. dom. Mais tout ce que font les mineurs, n'est suiect à rescission: & ils n'en peuuent estre releuez, nisi capti & circūscripti sint. l. Nam posteaquā, 9. §. si mini. D. de iureiurando. l. Non omnia. 44. D. de minor. ce qui s'entend non seulement s'ils ont perdu, ains aussi s'ils ont laissé à gagner, d. l. Non omnia. Et fait bien à ce propos, l. Quod si minor. §. 1. D. cod. Tellement que si la contract n'apporte profit ou perte au mineur, il pourra toutesfois en estre releué, parce qu'il est plus seur & utile pour luy de n'estre obligé. Pour ceste matiere on peut voir, l. Ait Prætor, 7. §. non solum. d. l. Quod si minor. 24. l. Verum. D. cod. l. Minoribus, 5. C. de in integ. restit. minor. Mais pour le regard de l'alienation des heritages & biens immeubles des pupilles & mineurs, tractatur tit. C. de prædiis & al. reb. minor. sine decreto non alien. l. Ait Prætor in prin. & §. quæsitum est. d. l. Verum. où y a une regle generale que le mineur, ne peut aliener ses heritages & biens immeubles, ne son tuteur sans decret: & encores qu'ils ayent esté vendus par decret, le mineur en peut estre releué, s'il y a grand preiudice & dommage, l. Tutor. 47. D. cod. suiuant l'arrest de Harfillemont que j'ay recité ailleurs.

b Ce que l'auteur escrit ex l. 2. Qui, & aduersus quos, ne s'observe en France: parce que les enfans n'y estans si estroitement sous la puissance du pere, comme par le droit Romain, se peuuent librement faire restituer contre leur pere: comme j'ay noté cy-dessus & ailleurs.

c Si le mineur s'est dict maieur par le contract, & qu'à la verité il fust lors mineur, il faut distinguer s'il auoit apparence de maieur, & que par dol il se soit dict tel, ou s'il n'apparoissoit maieur; & que celui avec lequel il auroit contracté, l'auroit induit à se dire maieur: car au premier cas il ne pourra estre restitué, mais au second il pourra se faire releuer. l. 1. 2. & 3. C. si minor se maiorem dixerit. Et pareillement il pourra estre restitué si par erreur il se seroit dict maieur, l. Vlt. C. cod. & l'age se peut prouuer par le registre du baptesme, ou registre du pere, qu'on appelle tabulas professionis, &

autres instrumens & tesmoins, & aspection de la personne, d.l.3. l.2. C. de his qui vend. xrat. l.2. D. de excus. tutor. Cuiacius in Parat. ad d. titul. si minor se maior. Dont appert qu'il est ordinairement restitué, s'il n'appert de son dol enidemment, ainsi qu'il a esté iugé par arrests du 14. Iuin, & 6. Septembre 1544. & autres.

d L'ay traité cy-dessus du temps de la restitution du mineur, qui est de dix ans depuis l'age de maiorité. Mais quant au cas de saisine & nouuelleté, qui se doit intenter dans l'an, le temps court aussi bien contre le mineur que contre le maieur, ainsi que j'ay monsté au 4. liure des Pandectes, & toutes-fois la prescription pour la propriété ne court durant la minorité, comme j'ay noté cy-dessus ex l.3. è quibus non obicitur longi temp. & al.

e Le mineur n'est restitué pour crime ou delict par luy commis. l. Auxilium. §.1. D. eod. Paulus lib.1. recept. sent. tit.9. ce qui a lieu non seulement es crimes atroces & publics, ains aussi es delicts primez. l. Si ex causa. §. nunc videndum. D. eod. Mais quelquesfois la commiseration de l'age fait moderer la peine: comme nous lisons de C. Lætorius qui in deprecada grauioze adulterij pœna xratem allegauit, authore Suetonio in Augusto. En quoy faut distinguer les aages, & les circonstances du fait. l. Si adulterium cum incesto. D. ad leg. Iul. de adulter. l.1. & 2. C. si aduersus delict. Car si le mineur est impubere n'approchant de la puberté il sera réputé auoir pluost commis le delict par legereté & imprudence d'age, que par dol: & partant il seroit excusable de la rigueur de la peine ordinaire, encores qu'il fust punissable, comme j'ay monsté ailleurs par l'arrest donné contre les escholliers de la ville d'Estampes. Mais s'il est proche de puberté, comme ayant atteint l'age de treize ans, ainsi qu'escriu Seruius ad Eglog. 8. Virgil. il sera moins excusable, l. Pupillum, III. D. de diuers. reg. Iuris. Il couient donc qu'en telles matieres le Iuge y apporte de la prudence pour considerer & examiner toutes les circonstances, & suiuant icelles ordonner de la peine. Mais le mineur ne peut estre reloué de la transaction qu'il auroit faicte pour excès à luy faicts, par arrest du 2. iour de Decembre, 1581. dont mention est faicte en la 210. Respons. du 7. liure.

f Le mineur peut estre restitué contre la chose iugée, c'est à dire arrest de Cour souueraine. l. Minor, & seq. D. de minoribus. l. vlt. D. de in int. restit. & toto tit. C. si aduersus rem iudic. ce qu'il faut entendre: si non que son tuteur & curateur ayt amplement deffendu sa cause, & qu'il ne puisse alleguer comme on dict, au fonds & au principal, autres moyens, que ceux sur lesquels le iugement a esté donné, ainsi qu'il a esté iugé par arrest à la prononciatio solennelle de Pentecoste, du 23. iour de May, 1561 aussi es actes où le mineur, au son tuteur pour luy, vltus est iure communi, & comme eust faict un maieur, il ne peut estre restitué, quia non videtur circumscriptus. l. vlt. C. de in integ. restit. minor. l. Inter eos. §.1. §. cum inter. D. de fideiuss. & d. l. Verum. §. sciendum. J'ay veu un semblable arrest aux Memoires de monsieur Chartelier, du 3. Septembre, 1494. recité en la 30. Resp. du 3. liure.

g Pour les fideiussieurs du mineur y a distinction, à sçauoir s'il n'y a autre cause que la minorité de celui pour lequel ils se sōt obligez, auquel cas ils ne peu-

n'est estre restitué, ou si le mineur a esté deceu & circonuenu par le dol de celuy avec lequel il a contracté, & en ce cas les fideiusseurs peuvent estre restitués, l. 1. & 2. C. de fideiuss. minor. & le Jurisconsulte en rend raison in l. 7. D. de except. où il distingue entre les exceptions coherentes à la personne, & celles coherentes à la chose, lesquelles il dict proffiter au fideiusseur, comme de chose iugée, de dol & de force & crainte: & non les autres qui sont coherentes à la personne. J'ay noté cy dessus que par arrest le fait du dol a esté recu. Il semble aussi que le fideiusseur doit estre restitué qui est obligé pour le mineur s'il auroit ignoré qu'il fust mineur, arg. l. Si Titius. 48. D. de fideiuss.

h l'ay traité cy-dessus en diuers lieux: de la restitution des mineurs pour l'alienation de leurs heritages & biens immeubles: mais on a tenu qu'ils n'en peuvent estre restitués, si estans puberes ils ont promis par serment de ne retracter la vendition par eux faite, l. 1. & Auth. sacramenta puberum. C. si aduers. vend. & telle pratique a longuement duré, en telle maniere que ceux qui vouloyent en estre releués, denoyent estre dispensés du serment par leur Prelat: & on auoit accoustumé aux lettres de restitution d'y mettre clause, pourueu qu'il soit dispensé de son serment. Mais à present telle pratique ne s'observe plus en France, & on n'y a plus d'esgard, comme a esté iugé par arrest du 19. Avril, 1513. auant Pasques: du 27. Mars, 1531. & autres: dont on peut voir Imbert in Enchiridio, & aux Instit. forenses, Rebuff. in præfat. ad Const. Reg. & autres, mesmement les Docteurs ad d. Auth. sacramenta. & Fachin. lib. 3. Controuerf. cap. 14.

i Le fils peut estre heritier de son ayeul, encores qu'il ayt renoncé à la succession de son pere, vt tradit Bartol. in l. qui superstitis. D. de acquir. hæ. & a esté iugé par arrest du dernier iour de Decembre, 1566. mais il doit rapporter les dons & aduancemens faits à son pere, par son ayeul, auquel il veut succeder, par arrest du 13. Aoust, 1564.

k Toutesfoiz si le mineur estant pourueu d'estat & office public, qui par l'ordonnance & droit François doit estre tenu & exercé par un majeur, fait quelques contractz, il n'en pourra estre releué pour minorité, iuxta l. 1. C. qui & aduersus quos, ainsi qu'il a esté iugé par arrests du 22. de Decembre, 1574. recité en la 30. Responf. du 3. liure, & du 27. Februrier, 1593. allegué par Choppin sur la coustume de Paris, lib. 2. tit. 7.

l Le benefice d'aage obtenu du Prince & verifié à tel effect, qu'il fait cesser la tutelle: & s'il y a bail fait des biens du mineur, mesmes en iustice, avec la clause, iusques à ce que le mineur soit venu en aage, ou tant que la tutelle durera, celui qui a obtenu ledit benefice, le fera resoudre, & rentrera en la iouissance de ses heritages, iugé par arrest du 3. Iuillet, 1574. recité en la 14. Resp. du 3. liure. Aussi il ne sera receuable à faire casser la transaction qu'il auroit faite depuis ledit benefice obtenu, avec son tuteur sur les debais du compte par luy rendu: parce qu'il n'est question que de meubles, ainsi qu'il a esté iugé par arrest du 20. Ianuiers, 1596. recité en la 47. Resp. du 9. liure.

m In l. 1. C. ad leg. Cornel. de falsis, il est question de la supposition du part qui est espece de faux, & veut la loy, que telle question qui est capitale contre la mere, ne soit différée au tēps de la puberté de l'enfant: parce qu'il est vray-
sembla-

semblable que la mere, qui en est accusée, deffendra la cause de bonne foy, d'autant qu'il y va de sa vie. Le semblable est traité in l. i. §. vlt. D. de Carbonia. edicto. Mais ie trouue l'opinion d'Accursius, & de Ioannes ad d. l. i. C. ad leg. Cornel. de falsis. que la sentence qui seroit donnée en ce cas, ou autre concernant l'estat & condition de l'enfant, soit contre sa mere, ou son tuteur, ne luy scauroit preiudicier, non seulement par la reigle vulgaire, res inter alios acta vel iudicata, aliis non prodest neque nocet. Ains aussi par ce qu'il y va du fait singulier de l'enfant, lequel paruenü à maiorité, peut plus-amplement deffendre sa cause, & iustifier son droit, non debet igitur partui fieri præiudicium, si contra matrem iudicatum sit. arg. l. i. §. si ea quæ. D. de ventre in possess. mittend. l. 3. §. si mater. & §. si quis. D. de Carbon. edict. il sera donc meilleur de differer telle accusation in tempus pubertatis d. ll. & l. Si ventris. D. de ventre in possess. mittend.

DVCHE DE NORMANDIE.

TILTRE XCIII.



Dont peuz^a & dois scauoir que en la Duché de Normandie des moindre d'ans le Duc en a le gouuernement, & de leurs biens, terres, & fiefs iusques à ce qu'ils soyent venus iusques à l'aage de vingt & vn an. Et si c'est fille, elle sera en garde tant qu'elle sera en estat de marier, & lors sera mariée par le conseil de son seigneur, si ses amis n'y vouloyent entendre. Ne deuant ce ne soit femme de ladiète garde qu'elle se marie, ne n'est dicté femme de aage accomplie iusques à ce qu'elle ait xx. ans. Mais s'elle se marie auant, le mariage luy donne aage competent, & pource est hors de garde.

D'homme qui ne tiendroît en fief.

Et s'il aduenoit que homme qui ne tint en fief, & par ce ne deust garde, & print femme qui tint en fief, & parce deust garde, sçachez que le seigneur les tiendroît en garde, iusques à l'aage d'homme. Car à la condition de la femme se rapporte ceste coustume, & doiuent les seigneurs qui ce ont en garde, tenir les emolumens de ce qu'ils ont en garde en valeur sans amendir & sans aliener, ne sans frais desraisonnables.

Des bailles qui en garde ont les pupilles.

A Pres que^b dict est des pupilles: il ensuit voir des bailles qu'ils ont, & qui en garde & administration doiuent auoir pupilles qui tiennent en fief. Sçachez que par la coustume locale, en quoy plus a lieu ceste matiere que à droit écrit, bien peuuet estre bail & gouuerneur d'un pupille & de son fief la mere quand le pere faut, ou l'oncle quand le pere ou la mere defaillent, ou l'ante quand oncle n'y a, ou la sœur quand elle

X x x

est ainsée du frere. Briefuement à parler au plus prochain appartient la garde & administration du bail qui du costé est dont le fief vient.

De bail comparoir.

Si sçachez que par la coustume locale, qui veut tenir au gouvernement du bail, il se faut comparoir pardeuant le Iuge de qui le fief est tenu, & faire plainte d'auoir le bail, garde & administration du pupille de son fief. Car sçachez que fief est de si noble nature & condition, que quiconque a le bail d'aucun par la raison du fief, aussi bien a il la garde de toutes autres terres, car ainsi le veut le droict de fief. Et pource faut & appartient que le bail soit mis audit bail par loy, appelez à ce prochains d'un costé & d'autre, & qu'il y soit mis par loy à l'vñage & coustume du lieu, & en entre en foy & hommage de seigneur. Et par tout son temps le bail durant face seurté & caution especialle qu'il rendra le pupille au chef de son aage sans soin & sans dette, & aussi sans loyen de mariage. Et ceste seurté & caution est generale en tous lieux & en toutes coustumes nonobstant que autres vsages particuliers y ayt: si comme il ensuit. Car en aucuns lieux & coustumes le bail à cause du droict de son bail en tous meubles & cateulx & emolumens d'heritage, soyent en fief ou en main ferme si comme dict est: car la nature du fief est si noble qu'elle emporte toute administration. Et parmy tant^e que le bail a ces meubles & cateulx si comme dict est, il est tenu de payer toutes les dettes, que deuoit le trespaslé au iour de son trespas: & en doit liurer le pupille tout quitte au iour de son aage. Et bien^d se aduise ledict bail à entreprendre ledict bail, car il luy conuiendra ainsi rendre. Et de ce doit il faire caution. Et suppose que les dettes n'ait pas acquitrées & payées au iour que ledict pupille viendroir à aage, si n'en seroit ce nulle charge audit pupille ne à sa terre, mais en demeureroit la charge au bail, à ses hoirs & au sien, car telle est la totale nature du bail. Et contre ce, si beaucoup plus de biens y auoit appartenans au bail que de dettes, si demeureroit tout au bail sans rendre compte. Car tout franchement emporte le bail toutes les leuées des terres, & tous meubles & cateulx par la condition dessusdicté. Et peut faire couper bois, hayes, pescher viuiers & estangs, mais que ce face de raison. Et dure le temps du bail sur l'hoir masse iusques à ce que il ayt quinze ans, & sur la femelle iusques à ce qu'elle ayt onze ans. Et ceste coustume de bail a lieu en la chastellenie de l'Isle, de Douay, d'Orchies & de Tournesis.

Coustume d'Artois & de Vermandois.

Item & par la coustume d'Artois & de Vermandois, le bail a tous les profits & emolumens venans & croissans sur toutes les terres, manoir au pupille comme dessus est dict, mais il n'a nul des meubles, ains demurent au profit du pupille & de ses freres & sœurs si il les a. Et pour la raison de ce le bail n'est tenu de payer nulles dettes: & s'il les paye; si ne les fait il que prester au pupille: & les peut & doit r'auoir & reprendre en la fin de son bail sur les biens du pupille, ou tant tenir sa terre que refondu soit du tout en tout.

[La custume de Paris en garde noble est quasi semblable: car les gardiẽs doivent acquitter les dettes que doiuent lesdits mineurs: & iceux mettre & entretenir, payer & acquitter les charges que doiuent les heritages: & font les fruiẽts siens: & dure ladiẽte garde aux masles vingt ans, aux filles iusques à quinze accomplis: & si lediẽt pere ou mere, ayeul ou ayeulle suruiuant ausquels est loysible accepter ladiẽte garde, se remarie, alors ladiẽte garde est finie.

Addition.

qui n'est au liure escript à la main.

Que le bail peut faire.

Item quiconque tient en bail, il ne peut demander ne auoir par droit de bail chose dont le pere ne mourut laïsy ne aduesty. Mais si au pupille pendant le temps dudiẽt bail eẽcheoit quelque eẽcheance, bien la peut demander & pourluyuir, tant à cause de son bail, comme à cause dudiẽt pupille.

Il y a des custumes cõme d'An-
ion, Tõurs, le
Maine & autres
qui disposẽt, que
ce qui aduient
aux mineurs du-
rant le bail, soit
de succession di-
recte ou collate-
rale, ou par don,
leur appartient:
& le gardien eẽt
tenu de leur en
rendre compte.

De demander aucune chose au bail ou au pupille.

Et s'il aduenoit que on demandast au bail ou au pupille, ou à tous deux ensemble, chose dont le pere fust mort en faĩsine de tout, & le tint il à tort, sçachez que le bail ne le pupille ne aucun d'eux n'y sont tenus de respondre iusques à ce que le pupille sera venu en aage. Car de tout ce dont le pere iouyssoit au iour de son trespas, sans contend de procès doit iouyr le bail durant son temps, car par la raison du droit du bail, il conuient qu'il rẽde au pupille luy venu en aage la terre, ne plus liée ne chargée, qu'elle estoit au iour du trespas du pere au pupille.

[Nota qu'il use de ce mot bail qui equipolle à garde: combien qu'il y aye difference entre les custumes comme i'ay noté en autre lieu.]

Addition, qui
n'est au liure es-
crit à la main.

Comment le bail doit prester le relief que le fief doit.

Si sçachez que cil qui a le bail, doit prester les reliefs, que les fiefs doiuent aux seigneurs de qui ils sont tenus à temps, que faute n'y a ne domage au pupille: car ce seroit au peril du bail, & non pas dudiẽt pupille.

Du bail qui doit prester les dons que fist le mort au liẽt mortel.

Item dois sçauoir que le bail doit prester les aumosnes, que le mort a faĩctes en liẽt mortel, & le pupille luy venu en aage luy doit rendre: & la sepulture du mort doit le bail bailler & payer sur son bail. & aussi doit lediẽt bail payer tous les cousts & frais de l'obsequ pour cause de son bail & sans le frais au pupille.

De la mort au pupille.

Item s'il aduenoit qu'apres le bail prins par loy & vsage si comme diẽt est, le pupille alast de vie à trespas, auant le terme du bail faĩct, & que lediẽt pupille fust venu en aage, sçachez, que pour ce ne demeureroit que le droit hoir des enfans alors n'emporte & n'air la succession de l'heritage au pupille, nonobstant que en bail fust. & l'aura l'hoir aussi bien sans soin & sans dette, comme le bail le deuoit rendre à l'enfant luy venu en aage. Car la mort au pupille ne faĩct ne porte preiudice aux hoirs, Et ainsi a il eẽté iugé par plusieurs fois & pour plusieurs personnes tant à la sãlle à l'Isle, comme en Artois & Vermandois.

Ad dition, qui
n'est au liure es-
crit à la main.

[Istud non est modice disputationis, quando si stante tali statuto de quo supra, moriantur pupilli antequam finita sit tutela per aetatem eorum, an non obstante tali morte talis balista facere debeat fructus suos, saltem usque ad aetatem positam in consuetudinem, & usque ad quā durat administratio: dicerem salva meliori opinione distinguendum esse, aut consuetudo defert illos fructus ad balistam ratione administrationis, & tunc non est dubium quin finiatur morte, ut est text. in lege Tūia. ff. de ann. leg. & in l. Stichus. §. Titio. ff. de alim. legat. in quibus ll. dicitur quod finio legato tractatū successiuū habente finiatur & onus successiuum sibi iniunctum. Facit tex. in l. Plene. ff. de oper. liberi. ubi finita causa permissionis finiatur eius permissio, & cum ista scripsissem inueni Consil. ccccxxviij. Ludouici Rgm. per quod nonnulla facientia ad hac ista annotat. Dicit enim quod ex quo aliqui qui custodit castrum pecuniam habet, vel aliquos fructus percipit, si ratio custodia castris deficiat, descere etiam debet perceptio talium fructuum. Faciunt ad hoc quae dicit Bartholus in l. Diurno. C. de frument. ubi cassato nomine officialium cassantur & officiales. Aut talis balista percipit fructus ratione patrie potestatis, & statutum viget in patria Iuris scripti, in qua parentes habet suos natos in potestate, & tunc faceret fructus suos. Multa alia hic adducerem: sed hic mihi labor non est: & aliunde me fortuna vocat, cum tantum emendationum mortui dare librum hunc susceperim.]

Et hoc quidem
non fit ratione
ballij aut gar-
dia, sed propter
ius scriptū, quod
bonorum mortui
filijs vsumfructū
ad patrē defert.
l. Cum oportet.
C. de bonis qua-
lib.

Comment le bail emporte les emolumens du fief en son temps.

Et s'il aduenoit que durant le temps du bail, le fief dont le bail se fait, fut tel qu'il y eut seigneurie appartenante, par laquelle aucune confiscation vint au droit dudit fief, si comme si au fief appartenoit haute iustice ou Vicomté, sçachez que le bail peut & doit apprehéder à son profit toute telle confiscation que sur ledict fief en sera trouué, soit en meuble, ou en heritage. & si c'estoit en heritage, & le bail se vendoit dedans l'an que confisqué seroit: ce demeurerait à son profit, & sans compte rendre: & si dedans l'an ne l'auoit vendu, ce demeurerait au profit dudit fief, & retourneroit à l'hoir avec son fief luy venu en aage & discretion.

Comment en terre de main ferme ne chet point de bail.

Sçachez qu'en terre de main ferme ne chet point de bail, mais y appartient garde d'enfant, & garde de biens, ne bail n'appartient si non à terre noble, & entre nobles personnes, pourquoy quand enfans d'homme de poeste & qui ne tient que en main ferme, demeurent pupilles, il conuient qu'ils soyent gardez & maintenus par tuteurs & curateurs qui ayent le soin & garde d'eux & de leurs biens par loy & autorité de tutelle, si comme dessus est dict, tant en la rubrique des tuteurs comme en la rubrique des pupilles. Mais en pupille de noble venue & de noble renemét n'appartient point de tutelle fors le bail qui est sire de tout durant son temps, & sans compte rendre. Et n'a charge fors de retenir les hostels du pupille, mais conuient il qu'il le face à ses despens.

*Comment le Bail doit rendre au pupille sa terre
en sa main luy venu en aage..*



QUAND le Bail veut rendre au pupille luy venu en aage sa terre en sa main, & yssir hors du Bail il n'appartient pour saine-
ment yssir que le Bail face adiourner en la Cour du seigneur dont iceluy Bail tient le pupille, & les plus prochains parens & amis audict pupille, tant de par pere comme de par mere, à certain iour sur ce assigné pour rendre le Bail à l'enfant qui à aage accomplie est venu. Et le iour venu en la presence des hommes de la Cour le Bail doit dire : Sire & vous mes seigneurs les hommes cest enfant qui a esté mendre d'ans iusques au iourd huy, j'ay tenu & gardé en Bail le sien loyaument à mon pouuoir & sans fraude : pourquoy par deuant vous pardeuant lesquels ie le prins, ou vos predecesseurs à la Coustume & vſage de certain pays, enuiron dudiect Bail garde & administration tant de l'enfant comme de sa terre & manoir, ie m'en descharge & oste, & le liure sans soin, sans debte & sans loyen de mariage, que ie sçache qu'il soit ne puisse sçauoir. Et dudiect Bail autant en ay fait comme en appartient à faire à tout vſage & Coustume, si requiers que i'en soie acquitté & deliuré par loy, comme par loy l'ay entrepris, & que de ce aye lettres pour moy & pour mes hoirs. Adont doit ledit seigneur demander à l'enfant si il, ne proïsme pour luy veulent rien dire contre le Bail, ou qu'il n'ait fait tout ce que à loyal Bail peut & doit appartenir à faire. Si nul ny sçait que dire, le Bail doit tout rapporter par rain & par baston le droict dudit Bail, qui par rain & par baston luy fut mis en sa main, en la main du seigneur & par loy. Et ce fait le seigneur le doit remettre par loy par rain & par baston en la main de l'enfant, venu en aage comme de sa propre chose & heritage. Et ce fait par enseignement de loy, l'enfant doit faire hommage au seigneur promettre de seruir la Cour & estre son homme & tenant. mais pour ce faire le seigneur n'a que son chambrelage, ne autre droicture ny a fors sa journée, & la journée des hommes. Ne relief ny appartient, car pour vne mort n'appartient que vn relief & vn seul hommage. Et ce fait il doit estre dict par le iugement des hommes que le Bail en a tant fait que bien a accompli la regle à ce seruant. Au surplus il doit estre dict par iugement que iceluy Bail s'est bien & à loy deschargé dudiect Bail, & que quitte en doit estre pour luy & pour son hoir. Laquelle Coustume qui est à parfaire au surplus, si est ceste, qu'il doit estre dict par iugement d'hommes que pour auoir le Bail deliurance d'iceluy Bail pour luy & pour son hoir, il soit fait crier, en trois paroisses des plus prochaines villes dudiect fief, dont lediect Bail a esté tenu, par Dimenche ou par iour d'Apoustre, ou autre iour solemnel, que s'il est aucun qui aucune chose sçache à dire ou vueille demander à tel N. à cause du bail qu'il a tenu pour tel N. soit pour cause du pere & mere, ou pour cause du fief, terres &

*Ceste forme ne
se pratique plus*

XX ij,

appartenances de tel N. qui a esté moindre d'ans, si s'appare dedans vn an prochain de ceste publication, & on luy fera faire accomplissement de raison. Et si dedans vn an nul ne vient ne compare, c'est à tel peril, que depuis n'y viendront à temps à faire sur ce demande, à quoy le bail ne l'enfant fut tenu de rendre. Et ainsi doit estre crié & fait sçauoir par sergent & hommes par les trois Eglises dessusdites, & par les trois iours dessusdicts, & par huitaines continuelles. Et ce fait si dedans l'an nul ne compare qui riens sçache que demander au bail: la terre & le fief de l'hoir demeurent quittes à tousiours.

*Que le moindre d'ans ne peut faire adiourner son bail, luy
venu en aage, si le bail mettoit difficulté de le non
vouloir recevoir au sien.*

*Celuy qui a esté
en bail, celuy ex-
piré peut iour de
son fief & en fai-
re la foy & hom-
mage au seigneur
sans user de la
forme icy recitée
de faire crier &
publier.*

S'il aduenoit que l'enfant venu en aage il eust difficulté entre luy & son bail, & que le bail ne le voulüst remettre en sa terre, il doit faire adiourner son bail pardeuant son seigneur à certain iour de Cour, & au iour sur ce assigné doit dire. Sire, en bail ay esté iusques à maintenant, plus n'y doy ne vueil estre, car i'ay mon aage accomplie pourquoy ie vous requier que vous me receuez en vostre foy, & en vostre hommage, & vous en offrez la bouche, & les mains & si celui qui a tenu mon bail ou autre veut dire ou opposer au contraire, si lui je prest de prouuer mon aage, par parains & marraines tant qu'il deuera suffire. Si la loy ne le contredit, l'enfant doit estre receu, & doit estre le bail contrainct à luy deporter & desister dudit bail, & faire ostentation des manoirs comment ils sont tenus. Et à la requeste del'enfant il doit estre crié en trois Eglises, que s'il est aucun qui audist manoir & terre sçache ou vueille dire aucune chose comme dessus est dict. &c. Et si le bail se veut opposer ou contredire à ce, si peut & doit le seigneur recevoir l'enfant en foy & hommage, & ce sauue tous droicts puis que son aage est plus apparent que non. Car de nature son homme, & son tenant, par le droit dont le mort saisit le vif, & en la forme & maniere que dict est cy dessus veut le droit escrit. *C. libro quinto Rubrica de testamentaria tutela. l. Si tutoris testamento. & de hac materia tractatur. ff. de tutel. & rationibus distrahen. l. 1. & per totum tit.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE NONANTETROISIESME.

L commence de traicter du Bail & garde des pupilles, dont a esté parlé cy dessus en autre tiltre, qui sera causé que i'en escriray icy plus briuevement. Par les Coustumes de France sont introduites trois especes de garde, encores que toutes icelles n'en disposent conformement, comme on peut voir par lesdites Coustumes: à sçauoir garde seigneuriale, noble & bourgeoise. La seigneuriale est de deux especes par la Coustume de Normandie, chap. 10. à sçauoir Royale, & simplement seigneuriale. La garde Royale est quand elle escheoit pour raison du fief noble tenu nuëment & immediatement du Roy: qui est tres-ancienne, comme appert par les patentes de Louys XI. de l'appanage donné à Charles son frere, du mois d'Octobre, 1465. & le monstre Choppin lib. 3. de doman. tit. 19. & autres en ont escrit. Ce droit de bail & garde a esté transferée par Guillaume Duc de Normandie en Angleterre, quand il a conqueslé le Royaume: & s'observe tant en Angleterre qu'en Escosse, vt Hector Boërius & Buchananus in historia Scotorum testantur. Et a tresfois il a eu lieu en Bretaigne: mais depuis il a esté changé en rachat par accord & traité fait entre Iean Duc de Bretaigne, & les nobles du pays, comme il se cognoist par les lettres faites à Nantes, le iour de Samedy auant la saint Hilaire, l'an de l'incarnation, mil deux cens septante & cinq. & est discouru par Argentré en l'histoire de Bretaigne l. 4. chapitre 178. La garde seigneuriale, qui ainsi simplement se nomme, est celle qui appartient à tout autre seigneur feodal. Qui voudra sçauoir les droits appartenans à chacune desdictes gardes, qu'il lise ladiète Coustume de Normandie.

b L'autre espece de garde est appelée noble, dont il traicte icy, & i'en ay amplement escrit cy dessus, & sur la Coustume de Paris, à laquelle on pourra auoir recours: mesmes pour le regard de la garde bourgeoise. Le bail ou garde noble est ainsi appelé, par ce qu'il a esté premierement introduit entre les nobles, & pour les fiefs & nobles tenemens, qui estoient anciennement tenus par les nobles faisans profession des armes. Bail ou baillie ou baillée signifie garde & gouuernement, dont vient aussi le mot de baillistre, en quel que liures Larrins, balliū, ballius, baiulus, Aimon. lib. 4. cap. 15. & 38. Cōstit. Sicil. lib. 2. tit. 7. & lib. 3. tit. 26. & 30. & autres semblables auteurs. Le droit de garde noble par la Coustume de Paris & quelques autres, est attribué aux pere, & mere, ayeul ou ayeule nobles, de leurs enfans, apres le trespas de l'un d'eux, ce qu'il faut entendre par ordre, que s'il n'y a pere ou mere, l'ayeul ou ayeule a ladiète garde, & par lesdites Coustumes tel droit ne vient aux enfans collateraux: mais par autres en defaut de parens en ligne directe, il est deferé aux freres, sœurs, oncles, tantes & autres collateraux. Pour la diuersité qui se trouue esdites Coustumes, il conuient y auoir recours, quand l'occasion se presente. Toutesfois faut noter que la garde noble non plus que la tutelle ne se peut deferer par lettres patentes contre la Coustume, ainsi qu'il fut iugé par arrest de releuée, du 4. Ianuier, 1577. contre le Sieur de Gourdan.

c C'est vn ancien proverbe duquel mention est faite en quelques Coustumes: qui bail prèd, quite le rend. Du nombre des debtes, dont le gardien ou baillistre est tenu à cause du bail, est reputé le remploy, que la mere ayât accepté ledit bail.

pouuoit reprendre de certaine somme pour vne fois sur les biens de son mary comme a esté iugé par arrest du mois de Septembre, 1594. contre la veufue de feu Monsieur Cuias: à ce propos on peut voir l. quoties §. 1. D. de administ. tuto. l. Si tutor post pubertatem. D. de tutel. & rat. distrah. l. 1. C. de bō. mater. l. 6. C. de bon. quæ lib. & al. Quant à l'age. auquel la garde noble finit. y a grand d'inerfité de Coustumes, selon lesquelles les differens qui en peuvent suruenir. se doiuent regler.

d En cet article est fait mention de la forme d'accepter la garde noble: & par la Coustume de Paris, & autres elle se doit accepter en iugement, comme aussi la garde bourgeoise, c'est à dire, pardenant le Iuge seant en iugement, & l'acceptation faicte au greffe ne suffiroit, comme a esté iugé par arrest du mois de Ianuier, 1587. entre Monsieur de Bourges Conseiller en la Cour, & Commissaire aux Requestes du Palais, & la veufue de feu Huppeau. lequel arrest s'ay recité au liure 7. des Responſchap. 241. & conuient noter que la garde noble n'est incompatible, non plus que la bourgeoise avec la tutelle, & que le gardien ou baillistre peut aussi estre esleu tuteur & curateur aux mineurs, comme a esté iugé par arrests du 14. Avril, 1579. & du 14. Mars, 1586. & est porté par la Coustume de Paris, art. 271. Encores que l'auteur ait escrit que le gardien qui iouit des fruiets du fief & les faict siens, emporte aussi & applique à son profit les fruiets & esmolumens des heritages catoux & roturiers: si est ce que l'ancien droit François que plusieurs Coustumes ont retenu. auroit limié le droit de garde noble à la iouissance & perceptiō des fruiets du fief: en telle maniere qu'encores qu'ils ne fussent suffisans pour nourrir & entretenir les mineurs, toutesfois celuy qui auroit accepté le dict Bail, ne pourroit appliquer à son profit ceux des heritages roturiers, ains comme est escrit en mon vieil praticien, & au Coustumier de Clermont, de Philippes de Beaumanoir, puis qu'il estoit entré en Bail, il deuoit les enfans mainbournir, & rendre quittes, quand ils seroient agez & faire sauues les desponilles de lors vilenages par bonne seurte. Quant à la caution dont parle l'auteur, le gardien noble par la Coustume de Paris, & quelques autres, n'est tenu d'en bailler: en quoy il differe de celuy qui accepte la garde bourgeoise, article deux cens soixante & neuf de ladicte Coustume. Et qui en voudra sçauoir d'auantage, qu'il lise s'il luy plaist, mon commentaire sur icelle, & le grand Coustumier. liure 2.

e Au grand Coustumier, liure deuxiesme, tiltre du rachat des fiefs, est escrit que garde doit rachat & finance pour les fiefs, dont il faict les fruiets siens: mais nostre auteur cy dessus a esté de contraire opinion, qui est la plus equitable & a esté suiue par la Coustume de Paris, article quarante sixiesme & autres, qui portent que le gardien noble ou bourgeois n'est tenu de payer droit relief pour les heritages feodaux appartenans aux mineurs, desquels il est gardien, mais il est tenu les en acquier, s'il en est deu du chef desdicts mineurs: comme si ceux par la succession desquels lesdicts heritages leur seroient aduenus, en deuoient aucun: ou que par la coustume du pais les mineurs mesmes le deussent: ainsi qu'en la coustume de Clermont en Beauuoiss. art. 175. pour le regard des fiefs tenus & mouuans des Chastellenies de Bulles,

les, Conty & Milly, pour les fiefs de la Cour d'Anneul & le fief d'Araïnes, qui releuent a toutes mutations. Mais le gardien doit demander souffrance pour les mineurs, comme le tuteur : laquelle expirée les mineurs estans en aage pour faire la foy & hommage, seront tenus la faire au seigneur feodal, comme i ay traicté si amplement sur ladiette coustume de Paris, qu'il n'est besoin d'en discourir icy d'auantage.

DES FILS ADOPTIFS.

TILTRE XCIII.



Es fils^a adoptifs te veux dire & monstrier apres que dict ay des pupilles & de leurs bailles, & il l'enfuit sçauoir comment, quand aucun n'a nuls enfans, il peut attribuer & prendre à luy aucun enfant, & en faire son hoir par adoption, & tels sont appelez fils adoptifs. Si sçachez que ceste matiere chet plus en droict escript qu'en coustume, & n'en est pas souuent accoustumé à vser, mesmement au païs coustumier, & toutesfois droict le seuffre & enseigne à faire, & pour-ce en veux briueement dire ce que veu & ouï en ay des sages clerks en droict. Si sçachez que selon le droict escript il sont deux manieres d'adoption. La premiere si est celle qui est par lettres du Prince faictes, ou par cōmandement des Seigneurs. La seconde si est par l'autorité de l'Empereur, si comme de ceux ou celles qui sont de leur droicture, ou qui sont d'aucune poeste, & ceste maniere d'adoption est appellée selon les clerks *arrogationis*. Si sçachez que de ceste maniere selon le commandement des maîtres se peut faire adoption de quelque degré que ce soit, c'est à sçauoir, de trois degrez, dont le premier est si comme fils ou filles. Le second si comme nepveux ou niepces. Le tiers, si comme fils ou filles à la niepce ou au nepueu. Mais il est ordonné en l'establissement sur-ce faict de l'Empereur, que quand le pere naturel donne son fils à vn estrange par adoption de poëste au pere naturel, ne faillent pas pour-ce que nulle chose qu'il ait ne vienne au fils adoptif, ne il n'est pas en la poëste, iacoit ce que par l'Empereur soit concedé la * poteste d'auoir son heritage, si le pere adoptif luy laisse en adoption. *Insti. de adopt. à princip. usque ad §. minorem natu.*

D'adoption faicte à son prochain.

Et si le pere naturel donne son fils en adoption à l'ayeul du fils de par la mere, ou à son ayeul de par le pere, & en ce cas par droicture naturelle, par celle adoption du pere adoptif, la chose est accomplie par naturel lien. Et ainsi puis qu'adoption se feroit d'entre si prochains, que par naturelle ligne la chose se pourroit par mort eschoir à droite ligne : Si est asçauoir que quand vn fils qui est dedans aage, est adiourné par la con-

* Par tout ce til-
tre au liure es-
crit à la main y
a poëste, qui si-
gnifie puissance.
autres dient po-
ste, ou pose.

* l'aduoué signifie celui qui a adopté: & se prend aussi pour l'adopté, comme l'aduouerie pour adoption.

fession de l'Empereur que faire ce peut, est au semblant & equipollent d'adoption, & que ce soit pour cause sans turpitude, & par certaine condition, & * l'aduoué du pupille, donne caution deuë, que si le pupille mourir auant qu'il fust venu en aage, il laisseroit ses biens à ceux à qui ils doiuent estre les hoirs naturels, ou autrement aduouerie en ce cas ne seroit pas deuë. Et est encore à sçauoir que celui tient l'aduoué, ne le peut mettre hors de bail deuant ce qu'il soit d'aage accomplie, & lors si faire le vouloit, il seroit tenu de rendre toutes les choses. Et si le pere veut iussir hors de son heritage, le fils qui est aduoué de luy, sera hors de son bail, mais il aura la quarte partie de ses biens outre ceux qu'il apporta à son pere adoptif, & outre ceux que depuis luy a acquis: *ut Insti. cod. titu. & C. de adop. l. ult.*

De l'aage que doit auoir celui qui autre prent en adoption.

Ad hac vide. S. minorem natu. insti. cod. tit.

Si dois sçauoir que celui qui autre veut auoir en adoption, doit auoir au moins quatorze ans plus que celui qu'il prent en adoption ou en aduouerie, ou autrement le droit ne le pourroit souffrir, car dure chose seroit que le pere fut plus ieune que le fils. si peuuent estre prins en adoption ou en aduouerie qui qu'il plaist, par si que ce soit le gré de celui qui sera fils adoptif ou aduoué. Car il conuient par le droit escrit qu'il s'y consente, & pour ce conuient qu'ils soient d'aage & de sentement tel qu'ils puissent, vuellent ou consentent & gréent ainsi estre, ou autrement ne vaulent. Et dois sçauoir qu'homme qui seroit chastré, ne peut prendre fils adoptif: mais si homme est de naturelle condition, prendre le peut, & toutesfois il n'a nuls enfans, ainsi que bien souuent aduient à plusieurs, pour ce qu'il ne plaist à Dieu, ou par ce qu'ils sont refroidez ou debilitiez par vicillesse, & c. *S. sed. & illud. Insti. cod. tit. & vide ibi Angel. aret. & Christ. por.*

Que femme ne peut prendre fils adoptif.

* *Poesta.*

Item femme ne peut auoir fils adoptif n'aduoué. Car leurs fils mesmes naturels n'ont elles pas en leurs * poteste, ergo n'en peuuent elles auoir autres. Mais toutesfois par la permission du Prince qui auroit vigueur d'Empereur en ce, se pourroit faire selon aucuns: car l'Empereur est conditeur de loy. Et sçachez que si aucun seigneur faisoit son fils adoptif de son serf il l'affranchiroit. Et fil aduenoit qu'aucun qui mesmes auroit enfans naturels, fust fait par aucun fils adoptif, pour ce ne seroit-il enfant en adoption, mais ses enfans sont ainsi faicts comme fils fussent nepueux adoptifs. *S. femina & S. finali. Institut. cod. tit.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NONANTE ET QVATRIESME.



AUT ce qui est icy traité, & au droit Romain de l'adoption & enfans adoptifs, n'est receu en France: & ne sont les enfans adoptifs capables de succeder, vt testatur Mafuerius tit. de probat. num. 34. & Benedict. in repet. cap. Raynutius. in verb. & vxorem nomine Adclafiam. de testam. tellement qu'il n'est besoin de s'y arrester. Aucuns ont estimé que par contract on pouuoit faire adoption, qu'autrement on appelle aduouerie ou affiliation, comme de stipuler par contract de mariage, que le futur espoux succedera au stipulant, portera son nom & ses armes, comme s'il estoit son propre enfant, ne de luy & de sa femme legitime. Lesquels termes & autres semblables ont effect d'adoption, par ce qu'on tient en France que par contract de mariage, on peut faire un heruier, vt tradit Mafuerius tit. de societate. num. 7. & Bened. in d. cap. Raynutius. in verb. duas habens filias. Aufrer. in decif. Tholof. qu. 452. Ce n'est toutesfois proprement vne adoption selon la forme du droit Romain.

DES ILLEGITIMES.

TILTRE XCV.



PUIS que^a dict est. des pupilles & des fils adoptifs, il ensuit voir des fils illegitimes. si sçachez que celuy est fils ou fille illegitime qui est procréé ou procréée hors de mariage, ou encore mariage durant lequel ne seroit legitime ne droiturier, ou que puis mariage solennisé seroient diuorsez [par affinité de lignage ou de comparage. Mais si pour autre chose estoient diuorsez, & ils eussent eu enfans pour ce ne seroient pas les enfans dits illegitimes. Ne ceux ne seroient pas dits illegitimes qui deuant mariage auroient esté nez, puis que depuis le pere espouleroit la mere, iacoit ce que la mere eust eu encores autre mary entre la natiuité de l'enfant, & l'espousage du pere.

Un exemple sur ce.

Il aduint que Baudet de Pas fut né en mariage. Or furent le pere & la mere diuorsez par l'Eglise, tellement qu'ils se peurent remarier vn chacun d'eux si luy plaisoit. Or aduint que quand ledict Baudet fut mort, les gens du seigneur d'Artois saisirent tous les biens. Sa femme si opposa, & dist que son mary auoit esté né & procréé durant le mariage fait & solennisé en sainte Eglise; & par ce deuoit estre & estoit son mary tenu pour legitime. Et qui plus estoit, les prochains de par luy auoient par

Y y ij

*Ceste clause
n'est au liure es-
crit à la main.*

loy prins & eu parchon cōtre elle à la coustume du lieu, comme d'homme de liberale condition, & que tel auoit il tousiours esté tenu & reputé, ne oncques n'auoit esté nouuelle ne métion du contraire, pourquoy, &c. Les gens du seigneur disans du contraire, & que si né auoit esté en mariage, si estoit il vray que c'estoit mariage illegitime, si comme il apparut. Car ils furent diuorlez de lit, pourquoy puis que diuorce de lit y auoit, & que perpetuelle auoit esté en tant que chacun se pouuoit à autre remariier, il estoit tenu & reputé pour illegitime. Tout veu, il fut trouué que ledict Baudet fut trouué pour illegitime, & que pour illegitime estoit tenu.

Un autre exemple.

Encore vn autre exemple de fils nez sans mariage, & puis eurent par mariage l'un l'autre le pere & la mere autre mariage entre deux. Il aduint qu'un homme tenoit un fief en la Chastellenie de l'Isle, & eut un fils illegitime d'une Damoiselle à marier, & aussi estoit l'homme, que les clercs appellent *de soluto & soluta*. Aduint que cel homme se maria à vne autre Damoiselle, & en eut un fils legitime. Ce faict la Damoiselle mere à ce fils legitime alla de vie à trespas, & demeura l'homme vesue à tout les deux fils: le premier non legitime, & l'autre legitime. Le pere de ces deux enfans, voyant que la mere de son fils illegitime estoit bonne Damoiselle, & son fils beau-fils, espousa icelle mere, & par ce fut faict le premier fils legitime. Apres ces choses ainsi aduenues, le pere alla de vie à mort, ces deux fils, c'est à sçauoir le premier né qui ainsi fut illegitime, & maintenant au iour du trespas de son pere legitime, par ce que son pere auoit espousé sa mere, & l'autre fils qui auoit esté né legitime, dont la mere estoit morte: se disoit chacun à luy appartenir le fief du pere. Le premier disoit qu'il estoit aîné, & deuoit auoir tout le fief, & à luy appartenir: car son pere auoit depuis sa natiuité espousé sa mere, & ce ne luy nuisoit qu'il ne fust legitime, & aîné. L'autre disoit à luy appartenir ledict fief, car il estoit né & procréé de mariage, auant que ne fust son frere, & que si son frere estoit aîné d'ans de natiuité, ceste natiuité deuoit estre comptée pour nulle, car elle n'estoit pas droicturiere ne legitime, ne telle qu'elle luy peust donner quelque dignité contre luy, qui estoit né & procréé en mariage, & que sa natiuité quant à natiuité & hoirie receuoir, & à dignité, mesme en si noble matiere, que de fief, ne deuoit estre dict ne entendué, deuant ce que leur pere eust espousé sa mere, qui fut grand temps apres la natiuité du né à mariage. L'autre frere disant que puis que son pere auoit espousé sa mere de solut & de soluc, il l'auoit affranchy & tellement habillité qu'il estoit & pouuoit estre dict fils legitime & aîné, ne ceste maieur ne le pouuoit destruire par raison, pourquoy, &c. Tout veu, les sages coustumiers de l'Isle n'en oserent determiner à certain: & fut la cause enuoyée au conseil à Paris, duquel conseil fut r'apporté que considéré le cas, l'un frere eust autant de part au fief que l'autre, & fut ledict fief diuisé en deux parties euales, & à chacun autant à l'un comme à l'autre.

Autre exemple en cas pareil.

Vn homme qui marié estoit, & appelé maistre Simon Larmoyeur, en son viuant demeurant à Tournay, s'en alla hors du pais, & par l'espace de quinze ans demeura, ou plus. Sa femme demeura derriere qui depuis le partement de son mary au chef de onze mois eust vn enfant. Or aduint que certaines nouuelles vindrent que son mary estoit mort. La sœur du mary l'apparut & voulut auoir la succession de son frere contre la veufue demeurée. Ladicte veufue dict du contraire, & qu'elle auoit vn enfant procréé en mariage, pourquoy à elle & à sondict enfant competoit & appartenoit toute la succession de sondict mary. La sœur disant du contraire, & que s'elle auoit vn enfant, si conuenoit il qu'il fust dict & réputé illegitime, car il n'auoit esté né de tel temps & si loings du partement de son mary qu'il ne deuoit par nulle raison estre dict ne entendu enfant à sondict mary. Car il auoit esté né vnze mois ou plus depuis le partement dudit mary : durant lequel temps le mary qui estoit par delà la mer, n'auoit oncques rapassé ne n'auoit esté veu ne sçeu au pais, pourquoy il peut auoir procréé n'engendré ledict enfant : & par consequent conuenoit par raison qu'il fust dict illegitime, pourquoy à luy ne deuoit competer n'appartenir quelque succession. La mere disant du contraire, & puis que verité estoit qu'elle estoit femme espousée audit mary, & que verité estoit que l'enfant estoit son enfant, ne que les deux maieurs ne pouuoient estre deniez, & que l'enfant estoit né, durant leur mariage, de toute raison elle deuoit estre fille legitime, & par consequent auoir la succession. Car si au chef d'vnze mois ou de douze auoit eu l'enfant, si estoit-il possible & naturel : car femme porte bien vnze mois par cours naturels. Et d'autre part supposé qu'il y eust plus d'vnze mois, si estoit-il possible que son mary estoit reuenue en recele parler à elle comme à son espouse : & si ne s'estoit apparue, ce auoit esté pour ses dettes, qu'arresté ne fust de ses creanciers, car pour ce s'estoit-il party : pourquoy, &c. Ceste question faillie & ventilée en Parlement, d'vne partie & d'autre en l'an 1375. lors President Monseigneur Arnoul de Corbie, il fut dict que la fille seroit tenuë pour legitime, & successeuse de son pere, & que la sœur n'estoit à recevoir à impugner qu'elle ne fust tenuë pour legitime. Et fut la sœur condamnée es despens, la taxation referuée. A ce faict la loy escrete. l. i. C. de Carboniano edicto.

Arrest de Parlement, donné l'an 1375.

Ista lex parum facit ad propositum : & ista determinata hic videntur esse contra dispositionem Authen. de restit. & ea que parit in 11. mense. ubi parit non potest se extendere usque ad 11. mensem. Sed ad hoc posset responderi quod ista Authen. intelligitur quando vir mortuus est, & mulier post eius mortem parit in 11. mense. Hic verò pater non erat mortuus, sed absens : & potuit secretè reuerti ad uxorem suam : nam præsumitur semper præ matrimonio : ut ff. qui sunt sui vel alieni iuris. l. Filium eum diffinimus. ego tamen dubitare valde propter text. illius. l. Circa medium & finem. cogita, quid id sapius accidere non solet quod questio interueniat : sed quod filij nascantur præter maritum, tantum dubio, quantum cogno.

Addition,

Lyy. iij.

D'enfant né en adultere.

Item par argument contraire peut estre soustenu que l'enfant né en adultere soit encore le mary demeurant avec sa femme, ou non, doit estre tenu illegitime: & selon la decretale. *C. lib. 4. Rub. qui sunt legitimi, decretali causam, &c.* La loy de *Carboniano editto* dessus alleguée dict sur ce que l'enfant doit estre tenu pour legitime qui est né durant le mariage: iacoit ce que le mary ait esté hors du país par si long temps, que sembler puisse qu'engendré ne le puisse auoir pendant celuy temps que hors a esté. si veut ainsi entendre & declarer, que s'il aduient ainsi que le mary soit expatrié, & durant celuy temps sa femme ait enfans, pour-ce ne doit demeurer que si le mary va de vie à trespassement, & l'enfant demeure mendre d'ans qui ainsi est né, que pour-ce qu'il est né en mariage, à luy n'appartienne la succession du mary comme de son pere. Et ainsi la doit auoir & estre mis en la succession de son pere: pour-ce que plus prest est d'estre dict fils legitime & en mariage, que non. Et ce doit il auoir parmy faisant de rendre la succession en quoy mis sera, luy venu en aage, si la partie contraire ne peut prouuer que né soit en adultere, que fort est à prouuer. Et si l'enfant estoit aagé à la mort du mary, où il fust depuis mort, ou la veufue le demandast a cause de l'enfant dont elle seroit hoir, si l'auroit elle parmy baillant la caution desludicte.

Exemple d'enfant illegitime.

Encore^d te veux monstrer exemple de succession d'enfant d'illegitime marié à femme illegitime, & toutesfois les enfans d'eux venans seroient morts sans auoir autres enfans. Il aduint en la Chastellenie de l'Isle qu'un homme illegitime print à femme & espouse vne femme aussi illegitime, & eurent deux enfans à mariage qui furent legitimes. Or aduint que le pere & la mere allerent de vie à trespassement, leurs enfans succederent pour-ce qu'ils estoient legitimes. Apres que l'un de ces enfans, car deux estoient, fut allé de vie à trespas, son frere succeda comme raison estoit. Encore aduint que ce second enfant alla de vie à trespas. Les hoirs vouloient succeder. Le seigneur dessous qui c'estoit, disoit auoit & à luy appartenir comme seigneur & comme chose espaue. Car iacoit ce que les enfans fussent legitimes, toutesfois ils ne pouuoient faire ligne: car leur pere & mere n'auoient point de ligne, & sans ligne succession ne se peut apprehender. Car nul ne se pouuoit dire hoir ne de ligne aux enfans, car ils n'auoient de par pere ne de par mere qu'il leur peust appartenir à ligne legitime. Les prochains disans du contraire, & que puis qu'ils estoient morts legitimes, le seigneur n'y auoit que clamer. Car de raison il n'auoit qu'aux illegitimes, pourquoy, &c. Et si dire veut que ce soit chose espaue: Sauue sa grace ce n'est pas chose espaue, puis qu'on sçait veritablement de quelle est venue, pourquoy, &c. Tout veuë il fut dict par iugement d'hommes, la chose bien discutée, que les biens appartennoient au seigneur comme chose espaue, & qu'à nul autre n'auoient regard, par-ce que les enfans, iacoit ce qu'ils fussent morts legitimes, si n'estoit-il personne qui s'en puisse dire hoir,

ny ne pouuoient faire ligne, mais leurs enfans, si aucuns en eussent eus, eussent lors commencé ligne, mais que legitimes fussent, & ainsi après eux de ligne en ligne.

Autre exemple en cas pareil.

Il aduint que vne femme illegitim   espousa homme legitime, & eurent du mariage vne fille, laquelle fille ils marierent, & luy donnerent grandement du leur: & aussi ceste fille avec son mary acquesta biens & heritages: puis le pere de la fille alla de vie à mort, & demeura la mere veufue, & apres ce la fille alla de vie à trespas sans auoir nul enfant, si fut question de la succession de ceste fille ainsi morte auant sa mere,    sçauoir à qui vendroit ceste succession, ou à sa mere, ou au seigneur. La mere disant que i  oit ce qu'illegitim   soit, toutesfoiſ sa fille estoit legitime, & à son mariage luy auoir grandement donné du sien, pourquoy succeder deuoit, &c. Le seigneur disant du contraire, car à illegitim   ne peut quelque succession venir: & supposé que donné luy eust, si pouuoit elle bien transiger à autre, ne pour-ce n'auoit elle droit de succession: & si sa fille estoit legitime, pour-ce ne l'abillitoit pas sa fille à succeder. Tout veu, il fut dict que la mere n'auoit pas la succession ne possession, ains demeureroit au seigneur: & si la fille eust eu frere ou sœur, nepueu ou niepce, à eux fust venu ladicte succession: puis que de ligne fussent venus, & ainsi l'accorde la loy escrite. Si peux & dois sçauoir que loy escrite si deffend à mettre ne accompagner les enfans illegitimes aux pupilles des legitimes. Si comme si vn homme a enfans illegitimes & legitimes, & par la subtilité de la mere aux illegitimes, ou par la bonne volonté aux peres, ils veulent leurs enfans illegitimes accompagner à leurs enfans legitimes, sçachez que ce ne doit estre souffert, ne don qu'en celle maniere face le pere    tels enfans, n'est à tenir apres la mort au pere, ne il ne leur doit laisser que petite partie de sa cheuance, au regard de ses autres enfans, si comme le douzième de ce qu'il a laissé à vn des legitimes. Encore dist la loy que ne vault qu'en soit laissé riens à eux, mais à leur mere peut estre laissé la quatorzième partie des biens au pere, par si qu'elle fust de bonne gouuerne pour ses enfans nourrir: & ce pourroit faire le pere, mais non pas la mere ne leur pourroit riens donner. *C. lib. 5. Rub. de naturalibus liberis. l. 1. Matre vel legitimis filijs. Et Authen. nunc soli sunt liberi.* Mais tu peux sçauoir qu'autre chose seroit d'homme qui auoit enfans illegitimes de solut & de solue, que les clerks appellent *de soluto & soluta*, c'est à dire à marier, & sans loyen de sainte Eglise, & qui pourroit la femme auoir    mariage, dont il a les enfans illegitimes, si qu'aussi la femme soit à marier, sans loyen de sainte Eglise n'autre, & qu'entre eux n'ait affinitt   de lignage ne de c  parage, pourquoy ils puissent auoir l'un l'autre à mariage, tels sont appelez de solut & de solue. Et de tels peut le pere avec ses autres enfans legitimes donner & laisser le sien à son plaisir. Et les peut promouvoir    dignitt   Ecclesiastique ou t  porelle, qu'ils soient legitimez par.

le saint Pere, si à dignité Ecclesiastique les veut promouuoir, combien que pour le present maints en sont promeus à dignité tēporelle, si comme à cheualerie, à office de iustice, ou autres quand ils le valent. Et est bien souffert & concedé, car le bon homme ne peut on trop exaucer. Si sçachez qu'encore en plus forte raison la mere morte de l'enfant illegitime de solut & de solue, si comme dict est, le pere peut son fils faire hoir & le tenir pour legitime par la permission de l'Empereur, qui le peut legitimer & habilliter comme legitime par ses lettres, & le faire habille de recevoir succession de pere, voire le seigneur suieit & dessous qui ce seroit, appelé. *C. de natura lib. l. Si quis.*

Ceste addition
n'est au liure es-
crit à la main.

[*Talibus spurys nihil potest relinqui, nec per institutionem, nec per legatum, nec per donationem, ut videre est per plura in consilio. 58. domini Calca. & pro hoc vide Iasonem in l. Is qui solidum. ff. de vulgar. & pupilla. substitui. Guill. Benedic. in cap. Raynuius in verbo. & uxorem nomine Adelasiam. de testament. ubi dicitur spurium non posse capere aliquid à patre ex contractu lucrativo nec oneroso. per se nec per interpositam personam secundum glos. Cy. Bal. Salice. in l. 1. C. de nat. li. & de his adulterinis vide cap. si gens Anglorum. 56. dist. ibi. Diuulgatum est tales incestuosos nec bello seculari esse fortes, nec in fide stabiles: nec honorabiles hominibus, nec Deo amabiles. Illud tamen non præteream, ut quos sic destitutos alia prerogativa Deus aspexerit, ut puta ingenio acutiores ceteris legitimis agnoscas. Sciētia enim secularis humane seruienti deseruiētes fuerunt inuenta ab illegitimo. Genes. 3. scribitur: Iabel natus ex adulterio factus à Lamech cum Ada sui pater habitantium in tentorijs, & canentium cithara & organo. Quid de Tubalca in adulterino qui fuit malleator in opera eris & ferri? Quid de Salomone? Quid de Alexandro? Quid de Gratiano decretorum compilatore, quem natum ferunt ex coitu adulterino? Plura hic nolo adportare, ne videar materiam forte minus utilem componere.]*

D'enfant de solut & de solue.

En confortant ce que dict est, l'ensuit vne autentique qui dict ainsi que fil aduient qu'aucun ait enfans illegitimes, & il les ait tellement que l'un & l'autre soit de solut & de solue, tellement qu'ils pourroient auoir l'un l'autre à mariage legitiment, & la mere voise mourir sans ce qu'ils ayent l'un l'autre, sçachez que depuis l'Empereur à la requeste du pere, peut legitimer les enfans ainsi nez, & les peut faire & dispenser hoirs au pere. Encore veut dire la loy, que les enfans ainsi nez comme dict est, si le pere ne les vient à l'Empereur ainsi dispenser comme dict est, & il les appelle enfans & filles, sans nommer bastards, & il en ait tesmoins ou lettres, sçachez que selon la loy escrite ce luy vault. Mais le meilleur est qu'ils soient faicts legitimes par le Prince. *C. lib. 5. Rub. de naturalibus liberis. Authen. Si quis liberos habens naturales. & Authen. præterea qui legitimam non habet prolem.* Et encore dist la loy escrite, que s'il aduenoit qu'aucun eust enfans illegitimes d'aucune serue, & puis espousast la mere, ces enfans demeureroient francs & legitimes. *C. li. 5. Rub. dicta. Authentica supradicta.*

De

De la condition aux illegitimes.

VE v^s comment illegitimes peuuent estre legitimez, il s'ensuit voir de la condition aux illegitimes. Et sçachez que si aucun illegitime a aucune chose au iour de son trespas dessous aucun seigneur, à luy est & appartient par son droict seigneurial par la Coustume laye. Et si dessous aucun autre seigneur auoit aucune autre chose, jaçoit ce qu'il n'y fust pas couchant ne leuant, ne qu'il n'y mourust pas, pour ce ne demeure-roit que le seigneur dessous qui ce seroit trouué, ne l'emportast par le droict Coustumier. Car a illegitime ne peut riens eschoir, ne de luy ne peut riens eschoir à autre, fors au seigneur à qui & dessous qui ce est trouué à cause de son droict seigneurial. S'ainsi n'est que le illegitime donnast aucun en son viuant allant champ & voie, & à ce emporter promptemét.

De testament des illegitimes.

Car depuis^h qu'il seroit couché malade au liét mortel, ne peut il donner ne legater chose qui tienne ne vaille oultre v. sols, ne le sire ne luy est tenu de faire plus grand obsequé, combien que du sien eut par droict seigneurial. Mais ce qu'il feroit, vendroit ou transporterait en son viuant allant champ & voie pour emporter & auoir luy estant en celuy estat, tiendrait & vaudrait: luy couché en liét mortel ce ne vaudrait ne tiendrait, mais par le droict escrit vaudrait son testament, puis que en bonne mémoire le feroit. *C. li. v. Ru. qui testamentum facere possunt.* où il est dit qu'ils ne le peuuent faire, & à tous autres est permis. Et s'il a enfans legitimes, tout tient & vaut quanques ils sont comme de vne autre personne de franche condition. S'ils n'ont enfans legitimes & ils soient mariez: adont le seigneur par son droict seigneurial emporte la moitié de tous les meubles, & la femme demeurée vesque l'autre moitié: & s'il y a heritages, la femme en a la moitié durant sa vie, & apres sa mort le seigneur l'emporte, soient siefs, ou terres de main ferme.

Que le seigneur ne paye nulle dettes aux illegitimes.

Item si le seigneur par son droict seigneurial apprehende hoirie & biens de aucun illegitime, sçachez qu'il n'est tenu de payer quelque dette que illegitime doie: mais l'emporte tout franchemét sans dette, ne donne aumosne plus de cinq sols montant, s'il ne plaist au seigneur.

Coustumes de Flandre, Cassel & Ternois.

Si sçachez que à la Coustume de Flandres de Cassel & de Ternois, nul n'est bastard de par la mere, pour ce qu'ils dient que certaine chose est de la mere, & incertaine chose est du pere, & emportent de par leur mere succession, voire quant la mere n'a nuls enfans viuans de loyal liét au iour de son trespas. Mais selon le droict escrit aux illegitimes ne vient riens de par la mere, car elles doiuent garder chasteté. *C. libro sexto. Rubrica ad Senatusconsultum. Orfit. l. Si qua illustri.*

Ista lex habet locum in illustribus faminis non autem in alii ut dicta l. In princip. vsque ad §. fin autem. Et vsque ad finem legis.

Z z z

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NONANTE CINQVIESME.



Des enfans illegitimes y a plusieurs especes, qui sont tous vul-
gairement appellez bastards: les uns qu'on nomme naturels
nez de deux capables de se marier ensemble, qu'on dict ex
oluto & soluta: les autres procreez en adultere, à sçavoir
l'homme marié, ou femme mariée de la conionction avec
autre personne: les autres incestueux & illegitimes nez
d'une conionction incestueuse & reproüvée par le droit, soit en mariage,
qui depuis anroit esté dissolu, ou hors mariage: & y en a d'autres, qu'on ap-
pelle nothi, vulgò concepri, & spurij, quali sine patre, nez d'une femme
publique & d'un pere incertain. Aucuns ont estimé qu'ils sont aussi appellez
manzeres: mais ils s'abusent, quia manzeres, de quibus Deuter. 23. dicun-
tur, qui ex probro & lege diuina damnato coïtu nati sunt, vt ostendit
Cuiacius ad cap. per venerabilem. qui fil. sint legit. En France par droit
general les bastards sont repetez comme de la condüion des estrangers, neque
genus, neque gentem habent, & n'ont avec nous droit de lignage & paren-
té, tellement qu'il a esté iugé par plusieurs arrests, de la Cour des Aydes, qu'en-
cores qu'ils soient nez d'homme noble, si est-ce qu'il sont subiects aux tailles &
imposts, auxquels les roturiers sont contribuables. Aussi par la loy des Grecs, de
laquelle Demosthene contra Aristocrat. Isæus & Plutarque in Themist. font
mention: les bastards estoient interdits des sacrifices, qui se faisoient pour les
familles: & par l'ordonance de Pericles y auoit loy en Athenes, que les bastards
n'estoient tenus pour citoyens, ne de la race des parens. Les enfans illegitimes
peuuent estre legitimez en France, ou par lettres du Roy, qui doiuent estre ve-
rifiées en la Chambre des Comptes, ou par mariage subsequant: & n'y a que
ces deux moyens de legitimatiõ qui soient receuz par le droit François. Quãt
à la question qui est traitée en l'exemple ensuiuant de la succession du pere,
qui auoit eu un enfant en mariage, lequel depuis auoit esté dissolu par l'Eglise,
se n'approuuerois du tout le iugement qui en est icy recité: ains me sembleroit
plus raisonnable de distinguer, comme fait le Iurysconsulte inter incestum iu-
re gentium prohibitum, & incestum iure ciuili vel canonico prohibitum,
& si le mariage a esté publiquement ou clandestinement contracté. l.vlt. D. de
ritu nupt. Car en degré de cognation ou affinité collaterale, n'estant proche, si
le mariage auoit esté publiquement & solennellement contracté, se ne serois
d'aduis de priner l'enfant de la succession de son pere, & l'adinger au seigneur
ains me voudrois conformer à la raison l. Qui in prouincia. §. i. D. eod. pour
confirmer l'estat de l'enfant.

b Le iugement donné sur le fait icy proposé, que le premier enfant né d'une
concubine, laquelle le pere auroit espousée apres la mort de sa femme legitime,
succederait avec l'enfant qu'il auoit eu de sadite femme, se peut confirmer par
un arrest du 10. Iuliet, 1576. recité par Bacquet liure du droit des bastards,
2. part. chap. 9. Mais ledict arrest n'est que promissionnel, & fondé sur quel-

ques particulieres circonstances tellement qu'il ne le faut tirer en exemple & consequence. Je persiste donc en l'opinion que j'ay tousiours tenuë, que le fils que le defunct auroit eu de la femme, qu'il auroit premiere espousée, est son aîné, & doit iouyr du droit d'aînesse, lequel n'auroit peu luy estre osté par le subsequence mariage du defunct avec sa concubine: de laquelle l'enfant qu'il auroit eu, estoit du commencement bastard, & le mariage qui depuis seroit suruenu avec sa femme legitime, auroit empesché la conioction du commencement avec la fin du second mariage: & ceste opinion est suivie par plusieurs autres, Ioâ. Andreas ad regul. sine culpa. de regul. iur. in 6. D.D. ad l. Gallus. §. & quid si tatum. D. de liber. & post. Le Crier de primog. lib. 1. qu. 14. Molin. in cons. Paris. tit. 1. §. 8. glos. 1. Tiraquel. dē iure primig. qu. 3. in repet. l. Si vnquam. C. de reuocand. donat. l. Boues. §. hoc sermone. D. de verb. signific. & alij: & ainsi a esté iugé par arrest du Parlement de Bretagne, la vigile de Toussaint, 1588.

c Le doute grandemēt de ce iugemēt, & ne le voudrois ensuiure. Par le droit Romain fondé sur les XII. Tables, le temps legitime d'enfanter son part par la femme, estoit de dix mois, qui n'estoient anciennement que lunaires. C'est pourquoy Iustinus Nouel. 39. a déclaré le part né à vnze mois estre illegitime, ce qu'aucuns interpretent des vnze mois accomplis. Mais en bien comptant les neuf mois, que nous obseruons apres la correction que Cesar & Auguste auroient faite de l'ansils approchent aux dix mois de l'ancienne obseruation des Romains, comme j'ay traité ailleurs, si à present tel differend se presentoit en quelque Cour de Parlement, s'estime qu'elle voudroit plus exactement examiner les circonstances icy remarquées. Quant à l'enfant né en adultere, il est d'autout incapable des biens de son pere, lequel mesmes par le droit Romain n'est tenu de le nourrir, non plus que celuy qui est né d'un embrassement incestueux Nouel. 89. cap. vlt. vnde sumpta est Auth. ex complexu. C. de incest. nupt. toutesfois par l'equité canonique il doit luy donner pour ses alimens, cap. 5. de eo qui dux. in matr. & ainsi on en use à presēt, encores que Baldus in d. Auth. ex complexu. soit d'aduis de suiure plustost la nonuelle de Iustinian pour le regard de tels bastards neque ex adulterio vel incestu.

d Par le droit Romain comme les enfans naturels succedoient à leur mere, aussi la mere leur succedoit. §. vulgòque fitos. Inst. de success. cog n. Nouel. 89. quib. mod. natur. eff. sui. §. si quis. l. Hac parte. D. vnde cognat. §. vlt. Inst. de S. C. Tertull. §. nouissimè. Inst. de S. C. Orphit. Mais par le droit François les bastards ne succedent, & aussi on ne leur succede: tellement que si le pere ou la mere est illegitime, la succession de leur enfant legitime mort intestat, ne leur appartiendra, par ce qu'en France sputius est incapax successionis, vt Eguinarius Baro ad l. vlt. D. de statu homin. alijq; tradunt, iuxta l. Naturalib. liberis. C. de cōfir. tuto. ca. lator. qui filij sint legit. ca. 2. §. 1. de despons. clandest. ca. pervenerabilis. qui filij sint legit. Benedict. in ca. Raynuius. in verb. & vxorem. de testam. Bartol. in l. Hereditas. C. de his quib. vt indig. arrest du 7. Septembre, 1584.

e Pour le regard de celuy qui doit succeder au bastard, on tient en France, que sa succession est deferée au Roy, cūme de l'aubain & estranger: toutesfois

les seigneurs hauts iusticiers se l'attribuent: & par Coustume ils en iouissent & les trois cas concurrent: à sçavoir que le bastard soit né en leur terre & seigneurie, qu'il y soit demeurant, & y soit decedé, comme recite l'auteur du Grand Coustumier, tiltre des droicts royaux. Mais mon ancien practicien escript quand aucun bastard meurt sans hoirs de sa femme, toutes ses choses sont au seigneur, qui haute iustice a, & à chacun de ce qui sera en sa terre: dont on peut voir Chopin lib.1. de Doman. tit. 10. & sur la Coustume d'Anjou lib. 1. mais si le bastard a un enfant de legitime mariage, qui decede apres son pere, la mere de l'enfant, qui est de race legitime, luy succedera en ses meubles & acquests, comme a esté iugé par arrest du 28. May 1576. recité par Chopin lib. 2. de Morib. Paris. tit. 5. Les bastards ne de pere & mere estans libres de se pouvoir marier ensemble, qu'on dict ex soluto & soluta, peuvent estre dispensés par le Pape super defectu natalium, pour tenir benefices, que legitimes par le Roy, pour estre capables des droicts honneurs & dignitez appartenans aux legitimes, & des successions dont Choppin & Bacquet ont amplement escript, & nous aussi aux Pandectes, aux Memorables & autres lieux.

f L'enfant est reputé legitime qui est né en mariage, & comme dict le Iuriconsulte, l. Filium quē. D. de his qui sui vel alieni iuris sunt. Iulianus ait, non ferendum eum, qui cum vxore sua ad fiduē moratus nolit filium agnoscere, quasi non suum. Mais qui est né hors mariage, est reputé illegitime, & ne peut estre legitime, que par l'une des deux manieres que i'ay cy dessus recitées: tellement que pour appeller par le pere simplement son fils qui n'est que naturel, il ne le rendra par telle nomination legitime. l. Non epistolis & l. Seq. C. de probat. l. Ait Prætor §. fin. D. de iureiur. & arg. l. §. C. de testam. Toutesfois si en fraude, comme pour le marier plus honorablement & aduantageusement, il a teu sa condition de fils naturel, & qu'ayant des enfans d'une femme legitime il soit decedé, comme pareillement ce fils naturel ayant delaisé des enfans de la femme qu'il auoit espousée: encores que les enfans d'iceluy ne succedent à leur ayeul, neantmoins seront les enfans legitimes du defunct pere condamnés és dommages & interests des enfans dudit fils naturel, estimez & arbitrez à la valeur de la portion que leur pere eust eue és biens de leur ayeul, s'il eust esté legitime. Qui est la notable decision de l'arrest du quatorziesme Aoust, mil cinq cens oitante deux, recité en la Responf. 31. du 8. liure.

g Ce qui est traité en cet article est contraire à ce que i'ay dict cy dessus de la succession des biens des bastards. Mais encores qu'autresfois les seigneurs hauts iusticiers les ayent pretendus purement & simplement, comme biens vacans & espués: si est-ce que le droict du Roy ayant depuis esté plus diligemment examiné, a esté arresté pour droict commun qu'au Roy seul appartiennent les biens des bastards, & non aux seigneurs hauts iusticiers, si non que les trois cas soient concurrents, à sçavoir que le bastard soit né, demeurant & decedé en la terre du seigneur qui pretend ses biens, dont on allegue quelque ordonnance estant en la chambre du Tresor, & ingemens.

h Il a esté iugé par plusieurs arrests que le pere qui n'a enfans legitimes peut donner & leguer à son bastard & fils naturel, comme à un estrangier, & entre autres du quatorziesme Avril mil cinq cens septante neuf, & autre precedent de l'an mil cinq cens vingt huit. Et mesmes la donation faicte par une femme noble de tous ses biens meubles & immeubles à son fils bastard, n'ayant autres enfans, à la condition de porter le nom & les armoiries d'elle, fust declarée bonne & valable par arrest prononcé solennellemēt aux arrests de Pasques, 1584. dont on peut voir les Docteurs ad l.vlt. C. de verb. signif. Aussi le bastard peut disposer de ses biens, non seulement par donation entre vifs, ains aussi par testament, estant capable de tester, en quoy il est de meilleure condition que l'aubain & estrangier: dont Io. Gallus recite quæst. 81. un ancien arrest de l'an 1283. & y en a eu depuis d'autres donnez pour la validité des testamens des bastards, à sçavoir du 16. Avril, 1527. & 6. Iuliet, 1545. & autres, recitez par Choppin & Bacquet és liures cy-dessus alleguez. Ne faut donc pour le regard du commun droit François s'arrester à ce que l'auteur en escrit icy: mesmement pour le regard des dettes du bastard, duquel les biens seroyent aduenus au seigneur. Car le seigneur est tenu desdictes dettes à raison de ce qu'il amende & proffue desdicts biens: parce qu'il n'est réputé pour heritier succédant de droit ordinaire, ains pour possesseur des biens à luy acquis par le droit de saisine, & comme un emolument casuel & extraordinaire: tellement qu'il ne peut estre tenu de toutes les dettes, sed tantum pro modo emolumenti, quia æs alienum respicit bona defuncti, quæ non intelliguntur, nisi eo deducto. l. Fideicommissum. §. tractatum. D. de iudic. l. 39. §. bona. D. de verb. signific. & eo iure utimur, dont on peut voir Bacquet traité du droit de desference, chap. 3.

DES POSTMIS, ALIAS POSTHVMS.

TILTRE XCVI.



Postmis^a sont les enfans qui sont nez depuis la mort de leur pere. Si sçachez que s'ils sont deux conioincts par mariage, & si l'un, c'est à sçavoir le mary voise de vie à trespas, & par ce face testament, ou qu'il face ses ordonnances de derraine volonté, lais & aumosnes, soit à ses autres enfans ou à autres quels qu'ils soyent, & il se taife de celuy enfant qui encore est au ventre de sa mere, & neluy face quelque assenne ne ordonnance du sien, supposé que riens ne sçache que sa femme soit enceinte, & en voise celuy mary de vie à trespas, & le fils ou la fille qui est au ventre de la mere, vienne depuis à baptesme, sçachez que le testament du pere par la natiuité à l'enfant est du tout destruit & adnichilé, & n'est à tenir ne à confermer, & reuiédra l'enfant ainsi né à droicte succession naturelle &

Z z z iij

coustumiere. Et la raison si est qu'il n'est pas à douter que s'il eust sçeu que sa femme fust enceinte, il n'eust iamais ordonné que l'enfant qui estoit au ventre de sa mere, fut debouté de son droit naturel & coustumier. *C. lib. vj. Rub. de posthumis heredibus instituendis. l. Si post factum testamentum.*

Des enfans auortez.

Abortus testamentum non rumpit, nec venit ad successionē. text. in l. Vxoritis abortum. C. eod. tit.

A Pres s'ensuit des enfans auortez, & qui viennent sans vie sur terre, de tels sçachez qu'ils n'ont nul droit ne autre pour eux de demander hoirie : mais sont tenus comme non enfans, ne hoirie ne leur compete aucunement.

Des absceisez qui sont taillez hors du ventre de leur mere.

D Es absceisez, c'est à dire qui sont taillez hors du ventre de leur mere, & extrais en vie, iacoit ce que la mere soit morte auant qu'ils en foyent trais au taille. De ce dict la loy escrite^b. S'il aduenoit que aucune femme enceinte cheist morte auant qu'elle eust enfanté naturellement, & pour sauuer l'enfant on raillast la mere, & tellement que l'enfant peust venir sur terre à tout vie humaine, si que on le puisse voir mouuoir de quelque membre que ce fust, de bouche, de yeulx, de mains ou de pieds, ou de fourcelle qui est la chose qui plustost, & que on voit ventiller la peaucelette sur la fourcelle de la poictrine del'enfant, sçachez qu'il seroit digne d'auoir baptême, ou au moins le fait du baptême, que les sages femmes ont bien accoustumé de faire en cas hastif, & par consequent seroit tenu pour Chrestien & pour droit hoir naturel & successeur. Et supposé encore que il ne fust aucun son de bouche, que les clerics appellent, & par especial les Logiciens, *sonus, vox*, & qu'il soit en forme humaine, sçachez que tels sont tenus & reputez pour hoirs legitimes & naturels ; & supposé que leur pere fust mort parauant leur abscision, si seroyent ils tenus droicts hoirs, & despeceroyent le testament du pere fait où ils seroyent oubliez, comme il est dict des posthumes. *C. lib. vj. Rub. de posthumis heredibus instituendis. l. Quod certatum est. & l. Quidam cum testamentum faciebat.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NONANTE SIXIESME.

a **L** Onte la question de l'institution des posthumes cesse à present en France, & autres pays de la Gaule Belgique, où institution d'heritier n'a lieu. Car tous les enfans succedent à leur pere ou mere legitiment selon les coustumes des lieux soit qu'ils ayent esté nez du vivant, ou apres le decez de leur pere ou mere : & n'est necessaire l'institution d'heritier aux posthumes, non plus qu'aux autres enfans : & pour le regard de la dispositio testamētaire que feroit le pere ou la mere, il faut auoir recours aux coustumes, & se regler suivant icelles : mais par le droit Romain par la preterition de l'enfant posthume, qui estoit né apres la mort du pere qui ne l'auoit institué ou exheredé, le testament se rompoit. *§. Posthumi quoq. Instit. de exhered. lib. l. i. C. de posthum. hered. instit.* Ce qu'il faut entendre du posthume, qui seroit né ayant

vie, encores qu'il soit decedé incon:inent. pouruen qu'il ne soit monstrueux & prodigieux. l. 2. & 3. C. eod. tit. car par la Loy des XII. Tables transferée de celle de Romulus, monstrosos partus exponi fas erat, tanquàm Reipub. exitiosos & vrbe indignos. l. Non sunt. D. de statu homin. l. 135. D. de verb. signific. Halicarnass. lib. 2. Paul. l. 4. sent. tit. 9. Des parts monstrueux y en a plusieurs exemples en diuers auteurs. Amm. Marcell. lib. 19. & autres. Aussi l'enfant auorté, qui est venu sans vie sur terre, n'est reputé pour posthume, & ne fait rompre le testament, d. l. 2. l'auteur appelle les posthumes, postmis, selon qu'il se liét au liure imprimé: mais au liure escript à la main y a postnez, comme aussi les appelle mon vieil praticien.

b Ce qui est icy traité des enfans absçisez & tirez hors du ventre de la mere, est à la suite de ce qu'il a dict des auortez en l'article precedent. Car comme mulier quæ ante legitimum tempus enixa, immaturum partum edit, dicitur abortum facere, & illo abortu testamentum non soluitur. l. 2. C. de posthum. hæred. instit. & le Iurisconsulte in l. 1. §. tamdiu. D. de vét. in possell. mittendo, distingue aut mulier pariat, aut abortum faciat, aut certum sit eam non esse prægnantem. Aussi l'enfant qui est absçisé & osté hors du corps de la mere, pour estre reputé vray posthume, & reconnu pour enfant viuant, doit auoir aage de parfaicte & plaine vie: tellement qu'il auoit esté iugé par arrest du 2. iour de Decembre, 1594. entre Gilbert Prala, & Germaine Maillart, qu'un fils absçisé du corps de la mere, n'ayant que quatre mois & demy, n'estoit reputé auoir eü vie, ores qu'il eust remué un bras, une iambe, menton & leures: à l'effect que comme suruiuant sa mere morte en gese, il aye transmis sa succession mobiliere au pere: par ce qu'il doit estre au septiesme mois, vt perfectus partus censeatur, l. Septimo mense. D. de statu homin. Du temps du part parfaict plusieurs ont escript, & mesmes Plutarchus lib. 5. de placit. philos. cap. 18. Censorinus de die nat. Agell. lib. 3. cap. 16. qui cite entre autres auteurs Pline lib. 7. Natur. hist. Macrobian. lib. 1. cap. 6. in somn. Scipion. Paul. lib. 4. sentent. tit. 8. & autres qu'on peut voir.

D V DROICT DE DOVAIRE QVE LA FEMME PEVT AVOIR APRES LE TRESPAS DE SON MARY.

TILTRE XCVII.



*Emme qui² demeure veufue, s'elle a esté espou-
sée à hōme qui tint noblement, c'est à sçauoir qui
tint fief, elle doit auoir par droict coustumier
droit de douaire en la moitié de tous les fiefs dōt
son mary qui est allé de vie à trespas, estoit posses-
sant au iour des nopces que eus epouserent, &
dont il iouyssoit au iour de son trespas. Et aussi de
tous les fiefs que du lez & costé d'audit mary sont
venus durant le mariage, & escheus audit mary.*

Costume de Vermandois.

*Et si c'estoit en Vermandois, la dame ou damoiselle n'auoir point de
droict de veufue avec douaire.*

Costume d'Amiens, de la Chastellenie de l'Isle & de Tournes.

Mais si c'estoit en Amiennois en la Chastellenie de l'Isle, ou en Tournes, la dame avec son douaire auroit droit de veufue, cōme declaré sera cy apres au chapitre des veufues. Et si en demeurera en foy & en hōmage de seigneur, sans relief ne dette payer audict seigneur, mais que par le seign. se soit fait mettre en son douaire par loy. Car deuât ce n'a dame ou damoiselle douaire qu'elle le demande à loy, & qu'elle s'est fait mettre en son douaire ne arrierages que pour celuy en soyent deus pour les années qu'elle a entendu à soy faire mettre en son douaire. Et doit auoir maison de douaire, selon la valeur & quantité du fief, c'est à dire le chef lieu, ou telle maison suffisant que la valeur du fief peut souffrir. Et ce selon la coustume d'Artois, d'Amiens, de l'Isle, de Tournes, & du pays enuiron.

Costume de Vermandois.

Et selon la coustume de Vermandois la dame ou damoiselle aura par droit de douaire^b, le chef lieu & la maison de son fief ou des fiefs qui sont demeurez de son mary, soit chateau ou non. Ne pour douaire en toutes coustumes ne perdra pas la veufue le droit de son veufue, & que ne ayt la moitié en toutes les acquestes que fait auroient ensemble. Et tiendra par vertu de son douaire toute la moitié dudit fief, aussi franchement & noblement du seigneur de qui le fief est tenu, comme fait le droit hoir l'autre moitié, ou deuroit faire tout le fief si le douaire n'estoit, & aura sa part des hommages, son Baillif, son sergent & la cour. Et sera tenu de luy à cause de son douaire tant qu'elle viura, comme de seigneur, soit qu'elle se remarie, ou non. Et si faute auoit en ce, si s'en peut elle traire, auquel qu'il luy plaira de trois seigneurs, c'est à sçauoir au seigneur de qui le fief est tenu, ou au seigneur souuerain, ou au Roy, si c'est au Royaume. Car auquel que premier s'en trait, celuy luy en doit faire droit. Et si premier s'en trayoit au Roy, ou au souuerain, là doit demeurer la cause, car en ce cas n'a point de r'enuoy.

Comment la Dame peut renoncer aux hommages au profit de l'hoir.

Et s'il aduenoit que la dame ou damoiselle à emprendre le douaire ne voulsist auoir en son douaire hommage, & que ils demeurassent tout à l'hoir, avec le corps du fief, bien deporter s'en peut s'il luy plaît & en est en luy, mais pource ne demeurera pas, qu'elle n'ait tousiours la moitié des emolumens seigneuriaux, qui à la moitié du fief & à la seigneurie de celuy fief peuuent & doiuent appartenir: car frauder ne l'en peut on ne doit aucunement que releuée & secouruë n'en soit, si tost que icelle dame ou damoiselle s'en plaint.

Par la coustume de Paris & de Chartres les femmes mariées sont & demeurent dames de douaire coustumier. posé que par expres au traité de leur mariage ne leur eust esté constitué aucun douaire: & est ledict douaire coustumier de la moitié des heritages que le mary tient & possède au iour des espousailles, & de la moitié pareillement des heritages qui depuis la consommation d'iceluy mariage & pendant iceluy escheent & aduenient en ligne directe

*Addition, qui
n'est au liure es-
crit à la main.*

directe audit mary.]

Comment la Dame peut renoncer aux cateulx de son mary.

Item la ^c dame ou damoiselle qui prend doüaire, s'elle ne veut partir à payer les dettes de son mary, elle peut renoncer aux mettibles & aux cateulx, & parmy ce elle demeure quitte de toutes les dettes, & si emporte franchement tout son doüaire sans ce que pour les dettes on la puisse pourfuyuir, iacoit ce qu'elle fust obligée en temps de son mary. Mais si obligée y estoit & elle eust biens ou heritages qui fussent de par elle, à iceux biens se pourroit on traire en tant que obligée y seroit, & non plus.

De l'exception que la dame pourroit auoir sur ce selon aucuns.

Encore ^d veulent tenir aucuns vsages & aucuns sages coustumiers que la femme y auoit exception contre. c'est à dire que tenuë n'y seroit, par ce qu'elle l'auroit fait par la crainte de son mary, & que courroucer ne l'osoit, pourquoy tenuë n'y seroit. *Que dame ne pert son doüaire.*

Si ne peut ne doit la dame perdre son doüaire ne le droict qu'elle y a, pour vente ne transport que son mary face de ses fiefs ne possessions, ne perscription au contraire n'y vaut contre la dame ou damoiselle, que si tost qu'elle s'en veut traire à loy, qu'elle n'y soit & doieue estre mise au droict de son douaire sans tous droicts. Et supposé que dedans le viuant de son mary, elle eust fait quitte & en apparussent lettres, si ne vaut ce qu'elle ne fust ouye à l'encontre par l'exception du droict, qui ne souffre que dame ou damoiselle en ceste partie puisse estre fraudée cōment que ce soit, si par trop especiales voyes n'estoit sur ce ordonné, c'est à sçauoir qu'elle y eust renocé, par ce qu'elle fust recompensée d'autres heritages dont elle iouyst paisiblement, & que ce fust certaine chose, & qu'à ce eust mis consentement, par ce qu'elle auroit esté bien aduisée & cōseillée sur ce par temps de deliberation, & par plusieurs fois, pour ce que coustume de femme est variable, ou autrement la renonciation qu'elle y auroit faite ne tiendrait. *C. lib. iij. Rub. ad S. C. Vellei. Auth. siue à me, siue ab alio.*

[*Par la coustume de Paris le doüaire est le propre des enfans, adē que dès l'instant du mariage ne pere ny mere ne le peuuent vendre, alier, ou hypothecquer au preiudice de leurs enfans. Ita que si lesdicts enfans ne se portent heritiers de leur pere, ledict doüaire leur appartient purement & simplement, sans quelques charges. Ladicte coustume coitēe au tilre de doüaire à l'article cxxxvij. & cxxxviij.*]

Ceste addition n'est au liure écrit à la main.

** Art. 249. Et 250. de la nouvelle coustume de Paris.*

De dame quitter son doüaire apres la mort de son mary.

Mais si depuis la mort de son mary l'auroit quitté, donné ou transporté, ce tiendrait & vaudrait, car deslors en peut elle faire sens ou folie, vendre ou alier: si feroit son mary * s'il se remarioit, durant la vie de la dame ou damoiselle, & non plus auant. Et le mary mort elle y reuiendrait si repentir s'en vouloit, car comme dessus est dict, elle pourroit alleguer que comme contrainte l'auroit fait, &c. Et tiendra la dame ou damoiselle celuy doüaire franchement tant qu'elle viura, & demeurera en la maison du fief, sans partir s'il ne luy plaist, tant que l'hoir luy aura faite mansion suffisant selon la valeur du fief, si comme dict est.

** S'elle se, au liure écrit à la main, & semble qu'aussi faut li-re.*

Ceste addition
n'est au liure es-
crit à la main:
Et au lieu d'ice-
luy a un article
de la coustume
de Tournesif.
Le traicté de la
communauté de
biens n'appartien-
t à ce tiltre, sou-
vent on peut
voir les 237. &
238. artic. de la
coustume nou-
uelle de Paris,
Or ce que s'en ay
escriit sur iceux.

[Par l'article cxvij. au tiltre de communauté des biens, es coustumes de Paris il est loisible à une femme noble atraicte de noble ligne, & vivant noblement, de renoncer, si bon luy semble, apres le trespas de son mary à la communauté des biens d'entre elle & sondict mary, la chose estant entiere: & en ce faisant, elle demeure quitte des dettes manans deues par sondict mary au iour de son trespas, & si par l'article susuant il est loisible à l'un de deux vivans noblement de prendre tous les meubles par le surviuant, estans iceux meubles hors la ville & fauxbours de Paris: & en ce cas il payera les dettes mobilières que deuoit le trespasé, obseques & funeraillies, pourueu qu'il n'y ayt enfans audict trespasé.

Comment la dame peut partir le douaire contre l'hoir.

Si l'aduenoit que la dame ou damoiselle qui droict de douaire doit auoir, ne puisse estre d'accord avec l'hoir de partir le douaire à part, sçachez que la dame ou damoiselle doit faire deux parts de toute les valeurs des fiefs, ou du fief, sur quoy le douaire se doit alleoir: & mettre en deux rooles. Et ce fait, l'hoir doit choisir des premiers laquelle part il tiendra, & l'autre part demeurera au douaire durant la vie de la douagiere.

Comment la dame doit faire caution de payer les dettes, qui prent la moitié des meubles.

Cet art. est hors
d'usage en France
Et n'a l'appre-
hension des meu-
bles rien de com-
mun avec le dou-
aire.

Et si dame ou damoiselle prend moitié ou quelque part aux meubles, elle est tenuë de faire caution de payer la moitié des dettes, auant que nul profit doive ne puisse prendre au douaire.

Coustume de l'Isle & de Tournesif.

Si peux & dois sçauoir que si dame ou damoiselle prent tiercement de douaire: selon la coustume de l'Isle & de Tournesif, elle le doit auoir franchement si comme dessus est dict, & faut qu'elle ayt le fief tiercié à l'vrt costé, & soit le fief diuisé & party en trois, & lesquelles parts la veufue est tenuë de faire, & ordonner comme bon luy semble. Et celles parts ainsi faictes l'hoir choisira & prendra les deux parts, comme bon luy semblera & la tierce demeurera à la veufue pour son douaire, & ainsi fut il fait par les sages coustumiers de l'Isle & de Tournesif, pour madame de Vualincourt, contre Jean de Vuercin son fils, pour la tenure de Cysoing.

Comment la dame n'est tenuë de nulle retenue faire.

Si sçachez que la dame ou damoiselle qui prent douaire, n'est tenuë de riens faire ne mettre retenue en la maison de son douaire s'il ne luy plaist: ne poursuivre par faute de ce on ne l'en peut. Item n'est aussi riens tenuë de l'obseques & sepulture de son mary payer, mais appartient à l'hoir à payer & à faire, ne riens n'en compere à la dame ou damoiselle s'il ne luy plaist.

Addition, qui
n'est au liure es-
crit à la main.

[Baldin l. Quod in uxor. C. de neg. gest. dicit quod sol. matrim. & uxore mortua non tenetur maritus eam sepelire de suo proprio, sed de patrimon. mulieris & de eius dote. l. Si pro rata. ff. de religiof. & sumptu. funer. Ut igitur sit aqualitas inter uirum & uxore: idem facere debet uxor suo viro mortuo. expensae enim funeris debent extrahi de hereditate mortui, etiam priusquam soluantur creditoribus & legatariis. l. Scimus. §. in computat. C. de iure deliber.

De la dame qui auroit douaire soy mesvser aucunement.

Item si dame^e ou damoiselle auoit douaire ou assenne de mariage d'un autre mary qu'elle eust eu parauant, & elle se mesvlast aucunement, si que le second mary qu'elle auroit, s'en mespayast, & qui l'enchassast arriere de luy, sçachez que pour ce ne demeureroit qu'elle n'eust son viure sur son douaire ou assenne selon elle. Car dure chose seroit, que la dame ou damoiselle alast mendier de ce qui vendroit de par elle.

Comment le seigneur par faute de rente ne peut toucher au douaire.

Item si dame^h ou damoiselle a douaire ou assenne de mariage, & aduienne que par faute de rente ou autre maniere, le seigneur de qui ce sera tenu, traite à loy l'heritage sur quoy ce douaire ou assenne sera ordonné, sçachez que le seigneur ne peut riens toucher au droit de douaire ne à l'assenne, puis que ce sera fait par loy: & pource est il tres-expedient à dame ou damoiselle, de luy faire mettre en son douaire ou assenne par loy, si comme dessus est dict.

[*Aut vult dicere c. istud quod dotalitium hypothecari non potest à marito: & hac hypotheca dotalitium sequi non debeat: & potest esse verum de consuetudine, etiam de iure, argument. l. Si socer. §. idem Julianus quarit. ff. de dote prelega. aut quod ipsa uxor non teneatur onera subire qua debet ipsa res quam habet pro dotalitio. & de iure regulare est qui percipit fructus, subit onus collectarum. l. Si pendente. §. si quid ff. de usufruct. & l. V. usufructu legato. ibi & omnes obuentiones. ff. de usufruct. legato. vide Guido. Pap. quest. cccclxxvii.* Addition, qui n'est au liure es-crié à la main.

Comment la dame a douaire en tous les fiefs de son mary.

Item s'il aduient que le mary qui va de vie à trespas, tienne plusieurs fiefs d'un seigneur ou de plusieurs seigneurs, pour ce ne demeure pas que la dame ou damoiselle n'ayt sur tous lesdicts fiefs son douaire franchement.

[*Hoc non videtur verum esse de iure, cum feudi conditionem deteriore facere non possit vassallus, nec illud alienare aut seruituti supponere: quare maritus facere dotalitium super feudo non potest. textus in cap. 1. de inuest. de re alien. fact. Sed est dicendum secundum textum istius capitis: quod possit, cum feuda sint redacta ad instar allodialium & patrimoniorum, & possint vendi, sicut & alia: ut dicit Faber in Authent. ingressi. C. de sacrosanct. & §. item Seruiana. Instit. de act. Vide Guidonem Pap. questione lix. & in quest. cccxviij. & Guil. Benedict. in cap. Raynuitius, in verbo duas habens filias. de testam.* Addition, qui n'est au liure es-crié à la main.

De asseoir par la dame son douaire sur l'un de ses fiefs.

Et si la dame ou damoiselle qui droict de douaire doit auoir, & si l'hoir estoit d'accord que le douaire soit assis sur l'un des fiefs à part, faire le peuuent de leur consentement, sans ce que les seigneurs de qui les autres fiefs seront tenus, y puissent riens demander ne clamer droicature ne autre chose, car comme dessus est dict, douaire n'est tenu de quint ne de parchon faire, de relief, illuë, ne entrée payer.

A a a i j

Comment le douaire ne cesse pour le mary estre deux fois marié.

Item peulx & dois sçauoir que droict de douaire ne se cesse, pource si l'homme ou la femme ont esté mariez autresfois vne ou plusieurs, pourtant qu'ils n'ayent nuls enfans viuans, ou que les fiefs qu'ils tiennent, n'ayent esté escheus à aucuns enfans d'eux qui morts soyent: car en ce point sont l'homme & la femme qui ainsi se remariant sans enfans auoir qui soyent viuans, au iour de leur remariage comme damoiseaux, & en condition de Damoisellage.

Par quelle maniere dame ou damoiselle n'a douaire ne droict de le demander.

Condition de damoisellage, cōme s'ils n'auoyēt iamais esté mariē: & damoisel en l'ancienne Chronique de Flandres, & en Froissart liu. 1. ch. 16. & 27. & en quelques Romans se prend pour vn ieune gentil homme non marié.

SCachez que dameⁱ ou damoiselle n'a douaire ne droict de le demander par plusieurs manieres & raisons par coustume de cour laye. Si comme quand dame ou damoiselle prent à mariage homme qui ayt eu parauant autre femme dont enfans soyent demeurez,

Coustume de Vermandois.

Et selon la coustume de Vermandois supposé que l'homme eust esté marié. & eust enfans, si auroit la femme douaire sur les fiefs venās du costé du mary, & non des fiefs qu'il tiendrait encores de sa premiere femme.

Coustume d'Artois, d'Amiens, de l'Isle & de Tournes.

Et selon la coustume d'Artois, d'Amiens, de l'Isle, & de Tournes, si l'homme auoit esté marié, & eust enfans viuans, la seconde femme n'auroit point de douaire.

Coustume locale.

Item encores est à sçauoir selon la coustume locale, que peut estre & bien peut aduenir, que sur vn fief à deux douaires: si comme que la premiere femme au mary emporte son douaire coustumier de la moitié de tous les fiefs, qui à son mary au iour de son trespas estoient appartenans, icelle morte si femme reprēt, ou la mere, encore tient douaire de la moitié, si comme dessus est dict: le fils remarié, luy mort la femme a douaire, c'est à sçauoir le quart de l'autre moitié du fief.

Dé fief donné au mary.

Sçachez^k que dame ou damoiselle n'a droict de douaire en fief qui ayt esté donné à son mary par Roy, par Comte, & par autre seigneur, pour le bon seruice que le mary auroit faict au seigneur ne à ses predecesseurs, comme seigneurs ont aucunesfois donné, içoit que le mary ayt hoir de sa chair. & la raison si est, que içoit ce que le don reuint apres la mort au mary, ou à celuy à qui il seroit donné à l'hoir de sa chair, se retourneroit arriere au donneur, & pource n'y a dame ne damoiselle droict de douaire, mais le doit l'hoir de sa chair tenir tout franchement tantost apres la mort de fondit pere.

Addition, qui n'est au liure écrit à la main.

Dic hoc debere regulari ex consuetudine & statuto dictantibus tale dotalicium. Vel enim dictat dotalicium consuetudo super hereditatibus pertinentibus ad maritum ante matrimonium, vel etiam super illis que euenient ipsi marito à tempore dicti matrimonij: & in hoc sunt considerata ver-

ba consuetudinis-nam per consuetudinem Parisiis etiam super his qua donata essent marito, siue ante matrimonium siue post habere suum dotalitium mulier secundum verba consuetudinis: sed secundum consuetudinem Burgundie, ubi tantum dotalitium habet super hereditatibus antiquis, ista essent vera.

La Coustume de Paris ne conuient de tous à ce que l'auteur en escrit & faut voir l'annotation.

De fief acquesté.

Item n'a encores Dame ne Damoiselle droict de doüaire en fief que son mary ait acquesté le mariage d'eux durant, & puis l'ait reuendu, jaçoit ce qu'elle ne si foir consentuë: & la raison si est, que de son acqueste peut l'homme faire sa volonté par especial ou vendre, car ainsi comme de deniers ou la Dame auoit part, fut acheté le fief, & pour ce sembleroit, que à luy en toucheroit, aussi bien en furent les deniers refais, quand il le vendit, & la Dame redintégré.

[*At istud cap. fait bien à propos la Coustume de Paris en l'article. cviij. au tiltre de communauté de biens, où il est dit que le mary est seigneur des meubles & conquests immeubles par luy faits durant & constant le mariage de luy & de sa femme, en telle maniere qu'il les peut vendre, aliéner, hypothéquer, & en faire & disposer par disposition faicte entre vifs à son plaisir & volonté, sans le consentement de sa dicte femme.*

Addition
Qui n'est au liure escrit à la main, & faut voir le 225. art. de la nouvelle Coustume de Paris.

De auoir assenne par la Dame.

Item peux & dois sçauoir que la Dame ou la Damoiselle n'a droict de doüaire si le mary l'auoit au mariage auancée d'aucune chose, ou assennée de sur son heritage, car deux douaires ne peut elle auoir ensemble. Mais il conuient qu'elle se rienne auquel qui mieux luy plaira, ou à l'assenne, ou au doüaire coustumier, & ainsi en est-il vlté.

[*Istud cap. vult loqui de dotalitio conuentionali, que les Coustumiers appellent doüaire prefix, qui faict difference à doüaire coustumier, car comme il est dit par l'article cxiiij. au tiltre des doüaires & Coustume de Paris, que la femme ne peut demander doüaire coustumier, quand il luy a esté baillé doüaire prefix s'il ne luy a esté reserué. & hoc euenire solet de mille parentibus apud Parisensem, qui suarum filiarum student commodo, vt semper mulier electionem habeat, vel petendi consuetudinarium, vel conuentionale sed semel vno electo, ad aliud nisi minor restituta reuerti non potest: & adhuc de minore vidi dubitari. dicam alio loco.]*

Addition
Qui n'est au liure escrit à la main.
Art. 261. de la nouvelle Coustume de Paris.

Exemple sur ce.

Il aduint que Madame de Helly vesue de Monseigneur de Helly au traité du mariage d'entre eux eut conuent de auancement de mariage, que jaçoit ce que ledict seigneur son mary tint en fief plusieurs heritages, toutesfois luy fist auancement, & sur celuy auancement auoit ledict mary au mariage faire donné plege. Quant ledict mary fut mort, la Dame voulut auoir son droict de doüaire & assenne par tout, c'est à sçauoir le droict de doüaire coustumier, & le droict de auancement de mariage qui fut déclaré au traité d'iceluy mariage. Les hoirs y contredirent. La question vint en Parlement. Tout veu, il fut dict par arrest que ladicte Dame ne pouuoit auoir droict de doüaire par deux fois, c'est à sçauoir

Aaaa iij

droict de douaire coustumier, & l'assenne de mariage ensemble : mais conuint qu'elle se tint auquel qui mieux luy plairoit.

[*Dicas quod huiusmodi assignatio de qua hic fit memio. potest capi (ut dictum est) pro illo dotalicio conuento, vel pro illa sua propria significatione: & de huiusmodi assignatione est consuetudo Burgundia in §. xxy. titl. des droicts appartenans a gens mariez. vbi habetur quod fœmina non capit doarium s̄c capiat assignationem. & vide ibi dominum Chassa. de huiusmodi assignatione.*

Addition
Qui n'est au li-
vre escrit à la
main.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NON ANTE SEPTIESME.

SONT deux especes de douaire, à sçauoir coustumier, & prefix ou conuentionnel: du prefix sera parlé cy. apres. Quant au coustumier, quelque recherche qu'aucuns en ayent faicte, il ne s'en trouue au droict Romain exemple ne marque aucune. L'ay un vieil praticien escrit à la main, qui estoit du temps de Philippes I. ou Philippes II. car il est tres-ancien, & porte en la premiere page, que Guido en est l'auteur: il y auoit du regnes de Philippes I. un Guido, qui auroit esté Doyen de saint Quenien en Vermandois, & depuis Euesque de Beaunais. Audict liure tiltre des ingemens, est escrit en ces mots, parlant de la Cour laye, & de celle de Chrestienté, que nous disons Ecclesiastique, ou les veufues Dames poursuiuent leur douaire. Mais pourquoy les soustiet nostre usage en che car eles n'ont mie tel douaire par leur maris, ains ont tel saisine par l'establissement le Roy Philippe: qui tot le plaist doit auoir de son establissement. Et de quanques il appartient, aussi bien come il a le plaist de la chartre. Duquel lien on peut recueillir que le douaire coustumier a esté introduict, suiuant l'ordonnance, & establissement qu'en auroit faict le Roy Philippes, & qu'ainsi il seroit venu en usage: & Philippes de Beaumanoir, en la Coustume de Clermont, l'attribue à Philippes Auguste, suiuant son Edict de l'an 1214. Mais y a grand diuersité de Coustumes, tant pour la portion que la femme doit prendre pour son douaire coustumier sur les biens de son mary. soient feodaux ou roturiers: que pour le regard des enfans, s'il leur est propre ou non: dont on peut voir la Conference des Coustumes. Par la Coustume de Paris & autres, le douaire coustumier est de la moitié des heritages feodaux & roturiers, que le mary tient & possede aux espousailles, & qui luy sont eschens depuis la consommation du mariage en ligne directe, pour lequel la somme a droict d'hypothèque dès le iour du mariage, qu'on appelle hypothèque legale: en maniere que si le pere est respondant du douaire promis par son fils à la future espouse, soit prefix ou coustumier audict douaire seront, obligez non seulement les biens qu'il auoit au temps dudit mariage, ains aussi ceux qu'il auroit depuis acquis, Jugé par arrest du sixiesme May, mil cinq cens soixante & sept. Et le mary ne peut vendre, obliger ny hypothéquer ses heritages au preiudice du douaire de sa femme par ce qu'elle y a droict.

acquis du iour de son mariage.

b Par plusieurs Coustumes la douairiere principalement noble a son habitation en l'une des maisons seigneuriales de son defunct mary: sur quoy y a distinction, que si par contract de mariage, la maison est spécialement declarée, encores que soit la principale, la veufue la pourra prendre, combien qu'elle soit remariée: iugé pour la veufue du Comte de Brienne, remariée au Sieur de Baufremont, par arrest du dernier iour de Iuin, mil cinq cens octante & deux: mais si generalement luy a esté promise par contract de mariage l'habitation de telle maison qu'elle voudra choisir: ou qu'il luy soit permis par la Coustume du lieu, elle ne pourra eslire & prendre la principale maison, ains telle autre qu'elle voudra apres s'il y en a d'autres: iugé par arrest pour les enfans du feu Sieur de Simphale Bailly de Troyes en Champagne contre sa veufue, du 26. Iannier, 1580. dont on peut voir ce que s'en ayescrit liure 7. des Responses. Aussi encores que par contract la veufue ait le choix du principal Chasteau, si est-ce que la Cour adinge quelques fois pour certaines considerations au fils aisné, en baillant à la veufue autre honneste habitation: comme a esté iugé par ledict arrest, en l'audience du 26. Iannier, ce que i'ay voulu repeter, afin d'estre remarqué en telle question.

c Toutesfois la veufue qui a renoncé à la communauté s'estant obligée avec son mary, a recours contre les heritiers d'iceluy, pour l'acquitter de toute la somme: d'autant que telle obligatiō auroit esté par elle faite au profit de son mary, qui estoit maître de la communauté, & puis que ce n'estoit pour son propre fait: tellement que si elle n'auoit expressement renoncé au Senat consult Velleian, & autres droicts introduits en la faueur des femmes, elle pourroit faire casser telle obligation, suivant l'arrest du 14. Aoust. 1586. prononcé solennellement.

d J'ay remōstré ailleurs que la crainte reuerētiāle de la fēme enuers le mary n'estoit suffisante pour faire casser l'obligatiō, qu'elle maieur auroit faite avec luy: & qu'il conuendroīt pour l'en faire releuer qu'elle y eust esté contrainte par force d'excez ou violentes menaces, vt notatur in l.i. §. quæ onerandę. D. quar. rerū. & à Barto. ad l. ad inuidiam. & seq. C. de his quæ vi metūve caus. cap. causā matrimonij. de offic. deleg. & cap. accedēs de cōuersat. cōiug. arrest du 5. Avril. 1569. & autres. Aussi l'exception icy alleguée ne seroit recenable sans lettres royaux: encores que la fēme eust iuste cause de restitutiō.

e Les heritages suiets à douaire se peuuent partir entre la veufue & les heritiers du defunct: mais quelques fois pour la commodité des parties on baille à la veufue quelques siefs ou heritages pour son douaire: afin que la communauté n'apporte dissention iuxta l. Mæuius. §. 2. §. arbitet. & l. Si familiæ. §. 5. D. famit. erciscun. l. In comuni. D. commu. diuid. l. 3. C. eo. §. si familiæ Instit. de offic. l. quel partage se doit faire à cōmuns frās. glos. in l. Si irruptione. §. ad officiū. D. fin. regun. l. Generali. §. Lucius. D. de vsuf. legat. mais s'il y a heritage indiuisé comme vne maison, & qu'allieurs la veufue ne puisse ou ne vueille auoir son douaire, elle en iouyra de la moitié: mesmes si les créanciers du defunct posterieurs du douaire faisoient mettre en criées les heritages de laisset par le trespas d'iceluy, ils ne seroient adingez qu'à la charge

du douaire comme Monsieur le President le Maistre au traitté des criées escrit auoir esté iugé par arrest du Mardy 26.iour de Septembre, 1542. Le Parlement estant continué.

f Cet article pour le regard des reparatiōs ne s'observe, ains la veufue douairiere, cōme usufructiere est tenue d'entretenir les heritages de reparatiōs viagères qui sont toutes reparations d'entretienement, hors les 4. gros murs, portes & entieres couuētures & voutes, l. Eum ad quem. C. de vsufr. l. 7. D. eo. dont on peut voir le 262. art. de la Coustume de Paris. Et i'ay veu un arrest du 19. Decembre, 1562. par lequel la veufue a esté condamnée enuers les heritiers à faire les reparations aduenūes depuis la iouissance de son douaire es heritages qu'elle auoit laissé tomber en ruine.

g Ce qui est icy traitté de la femme chassée par le mary, est approuuée par plusieurs interpretes du droit Romain, vt tradit Alexander ad l. Si cum doctem. §. sin autem D. solut. matrimo. Baldus in l. Fin. C. de senten. quæ sine cert. quant. & alij. Et encores quand le mary la retiēdroit en sa maison, si toutesfois il tomboit en indigence, estant trauaillé par ses creāciers, elle se pourroit faire separer de biens & reprendre son dot, l. Si constante. D. solut. matr. cōme a esté par plusieurs arrests de la Cour mesmes des 29. May, 1562. 26. Feurier, 1563. en l'audience: mais pour le regard du douaire de la femme sur les biens de son mary, la question est plus grande, & merise plus ample discours.

h Quant aux charges anciennes, ausquelles sont sujets les heritages baillez, ou assignez à la veufue pour son douaire, il est sans doute qu'elle en est tenue cōme un autre usufructiers & non des rentes que depuis le mariage le mary auroit constituées sur iceux: ce qu'il faut entendre à cause de son douaire: car elle en peut estre tenue pour autre cause, comme de la communauté, ou si elle y est obligée. Mais elle n'est tenue pour son douaire faire la foy & hommage, ne payer droit de relief autre au seigneur, ains est tenu l'heritier l'en acquier, si aucun est deu de son chef, comme est porté par la Coustume de Paris, article quarante, & autres, dont conuient voir du Moulin sur le vingt-cinquiesme article de l'ancienne coustume, & ce que i'en ay escrit sur ledict 40. De l'assenne ou assiette i'ay traitté cy dessus.

i La femme mariée avec un homme, qui de sa premiere femme a des enfans, ne peut auoir plein & entier douaire coustumier, ains l'aura selon la diuersité des mariages: à sçauoir si elle est seconde femme de la moitié en la moitié, & ainsi des autres, comme il est contenu au 253. article de la Coustume de Paris, & autres Coustumes. Il y a d'aucunes qui sont différentes. Mais si les douaires des deux femmes sont prefix, la premiere estant payée de son douaire, la seconde sur le reste sera payée du sien, s'il y a pour luy fournir, iugé par arrest du dixiesme iour de May, mil cinq cens soixante & cinq. Et conuient noter que s'il y a deux douairieres, qui n'empeschent l'une l'autre, comme la mere & la femme du mary, aduenant le decez de la mere premiere douairiere, le douaire de la fēme croistra, iugé par arrest du 26. Mars, 1591. Pour le regard de la caution y a distinction en la Coustume de Paris, article

article deux cens soixante quatre, entre la femme qui ne se remarie, laquelle doit auoir le douaire à sa caution innoteire, & celle qui seroit conuollée en second mariage, qui doit bailler caution: ce qu'il faut entendre selon la forme de droict, c'est à dire, d'en user comme bonne mere de famille: iugé par arrest du troisiès. iour de Iuin, 1585. On peut voir à ce propos l.vlt. §. fin autem C. de bon. quæ liber. & quod traditur de usufructuario qui satisfare debet, l. i. D. V usufruct. quemad. cau. l. i. & 4. C. de usufr. Paul. lib. i. sentent. tit. ii.

k Pour le regard de ce qui est donné par le Roy ou autre seigneur au mary constant le mariage, pour recompense de ses merites & services, n'est suiet au douaire de la femme, & n'entre en communauté, l. Cum multa. C. de bonis quæ lib. Pour le douaire coustumier n'y a nulle doute: par-ce que l'acquest fait par le mary n'y est suiet: mais pour le prefix, on allegue un ancien arrest de l'an 1267. & si le don auoit esté fait auparauant le mariage, s'estimerois que la femme y pourroit auoir douaire prefix ou coustumier: car elle peut aussi l'auoir sur les heritages suiets à fidecommis, Auth. res quæ. C. commun. de legat. ainsi qu'il a esté iugé par arrest à la prononciation de Noel, 1556. & autre du 10. Avril, 1582. confirmatif de la sentence du Gouverneur de Montdidier. Et ce qu'aucuns recitent d'un vieil praticien, que femme n'a douaire en don fait par le Roy au mary pour le service qu'il luy auroit fait, parle en l'espece que le don auroit esté fait constant le mariage, dont on peut voir Choppin, lib. 3. de Doman. tit. 12. Mais ce qui a esté donné au mary auparauant le mariage, à quocunque sit in eius patrimonio esse censetur, & partant suiet à douaire.

DV DROICT DE VIVELOTTE.

TILTRE XCVIII.



VIVELOTTE. si est le droict que les femmes ont en terres tenuës en cotterie apres la mort de leurs maris sur les heritages venans de par eux. Sçachez qu'en terre tenuë de cotterie, que les aucuns appellent terre de main ferme és lieux ou païs, où la coustume locale est telle, que viuelotte a lieu, la femme qui demeure veufue, y a tel droict, que son mary mort elle iouist de tous les heritages venans du costé de son mary qui sont tenus en cotterie, supposé qu'elle ait enfans ou non sa vie durant: mais s'elle auoit enfans, & elle se remariait, elle en perdrait la moitié. Et si ses enfans se marioient, si n'y auroient ils riens la vie de leur mere durant.

Du viure que les filles à marier peuuent demander à leur frere.

IL est à sçauoir que par la coultume locale de plusieurs païs les filles à marier qui demeurent sans pere, peuuent demander viure ou souste-

B b b b

nement contre l'ainé frere, qui a le gros de la succession de leur pere, au pais où les filles ne succèdent point en heritages, laquelle chose le frere leur est tenu de bailler selon la possibilité du hief & de la succession. Mais si c'estoient filles du second mariage contre le frere du premier mariage, riens n'y auroient, l'ainé n'estoit que le pere eust acquis aucuns heritages durant le second mariage, car sur-cel l'auroit la fille, & y doit celle fille estre mise par loy, si elle le requiert, incontinent aussi franchement que Dame ou Damoiselle doit estre mise en son droit de douaire, iusques à tant que l'hoir parties ouïes aura montré en iugement, cause pourquoy estre ou demeurer n'y doit.

Exemple sur ce.

Je veis vne fille à Madame de Séelles, qui eut à mary Baudouin d'Arras, lequel auoit parauant eue vne autre femme. ledict Baudouin mort, contend fut entre ladicte fille & le fils dudit Baudouin demeuré de son premier mariage: si fist icelle fille ledict fils adiourner à Beauquesne deuant le Preuost Royal d'illec; ladicte fille requerant à auoir son viure sur la terre qui fut à son pere, & dont il possessoit au iour de son trespas. Ledict frere y contredist ce qu'il peut: nonobstant chose qui dist du contraire, ladicte fille sur pieds mise au droit de son viure, & soustenement de la terre demeurée de son pere, selo la possibilité d'iceluy, & à compte d'hoirs. Et ainsi le veut raison, car viure n'a nul iour, & pour-ce incontinent y doit estre mise la fille, puis qu'elle le requiert à loy. Et pareillemēt que Dame ou Damoiselle doit estre mise incontinent en son douaire, puis qu'elle le requiert, & sur-ce estre ouye en droit, & que sur ce iour soit assigné aux parties. Mais si l'hoir requiert sur ce estre ouy en droit, & que iour soit sur-ce assigné aux parties, le luge doit faire pour sur ce faire aufdicts parties icelles ouïes. Et se doit la main de iustice leuer si de

Pendens questione alimentorum debet facere ad hoc l. Si instituta. §. de inofficioso. ff. de inoffic. test. & resp. ex parte, extra de accusat. ubi monachus agens contra Abbatem debet inserui ali de bonis monasterij.

l'hoir est requis au iour sur ce assigné, pour & au profit de l'hoir. Et la fille requiert à auoir portion sur l'hoir pour son viure, & le procès maintenir, auoir le doit de la tierce partie du viure qu'auoir deueroit quand plainement luy seroit adiugé. Et ainsi doit auoir la Dame ou Damoiselle en fait de douaire, si contend en fault. Et ainsi fut il dict par iugement à Beauquesne, au cas dessusdict pour ladicte fille. Si fut il en la Cour à Maire en Tournes en cas de douaire, pour Madame de Rume veufue demeurée de Monseigneur de Rume, contre Monseigneur Matthieu de Lannais, hoir dudit lieu de Rume, dont il appella en Parlement. Auquel il fut dict bien iugé, & mal appellé, &c.

Droit de veufue.

Droit de veufue^b que toutes femmes veufues peuuent & doiuent auoir par vsage & coustume de veufue, si est avec le douaire qu'elles ont en tous les hiefs demeurez de leurs maris, si comme au chapitre precedent est dict. Si ont elles aussi es terres de main-ferme tel droit qu'au chapitre de viuelotte est precedemment déclaré.

[*Notandum duxerim quod terminus in iure non inuenitur pro significatione istius verbi douaire, nisi verbum dotalitium: quāvis hoc reprobetur.*

Addition qui n'est au livre écrit à la main.

glo. in cap. plerunque de dona. inter virum & uxorem. extra. ibi tamen Panor. se firmit quod text. in illo cap. loquens de dotalitio intelligat de donatione que fit ante nuptias que est proprie quod vulgariter dicimus douaire.]

Item ont elles aussi la moitié de toutes les acquestes qu'ils ont fait ensemble, si n'est en fief dont le mary si ait esté adherité.

Item ont elles par droit de veufue le meilleur habit à elles appartenant, l'anneau de mariage, le fermail, & les aornemens de chef, leur liét estoffé, & courtine s'elle y est, & vn liét pour leur Damoiselle seruant, s'elles sont Dames ou Damoiselles nobles, de tous hostieux vn & le meilleur que prédre voudroit, referué vaisselle d'or ou d'argét, & beste viue.

Lucas de Penna in l. Fin. de incol. lib. 10. C. tener quod mulier lucratur talia iocalia, baguæ, vestes, allegans ibi plures rationes, ubi etiam tenet quod maritus tenetur ornare uxorem ornamentis, vestibus & baguæ. Et aduerte escrit à la ad hoc quod inueni quendam Romanum nomine Veturium, impetrasse à Senatus consulto Romano privilegia multa mulieribus, & inter illa quod eis li-

ceret uti auro & purpurea veste aureisque fibulis & armillis: quod quam bene hodie obseruetur, nemo est qui non videat, nisi cæcus cacutiendo in istis suis mulieribus: quibus isti fatui viri petentibus dant collaria & vestes multitudinis infinita & coloris cuiusque. Et nota quod Persis istas vestes & iocalia non lucrantur mulieres: hoc ideo forte quia nihil aut forte parum præter hac superabundantia ornamenta domibus inest: & ideo mortuo viro nihil penitus relinqueretur heredibus. Vnde de istis mulieribus quidam cecinit:

En brachia, & pannos, aurum circumligat omne.

Desuper est aurum, sed nihil aris habet.

Comment Dame ou Damoiselle peut faire qu'elle n'a nul droit de douaire.

IAçoit ce que par fait coustumier Dames ou Damoiselles ont ou doiuent auoir droit de douaire en tous les fiefs dont leur maris sont possesseurs au iour de son trespas, referué les cas dessusdicts: & toutesfois peux & dois sçauoir que le droit escrit & coustume labeure & fait grandement pour elles, si comme raison est, si peut la Dame ou Damoiselle bien faire de sa volenté que droit n'a de douaire par plusieurs manieres. Dont la premiere si est quand le mary vend le fief surquoy la Dame ou Damoiselle est douée, & le quel vendage elle consent parmy ce qu'elle en est recompensée d'autre terre qui autant vault, & qui vient de par son mary où droit de douaire n'a lieu, de laquelle est adheritée sa vie durant par seigneur & par hommes. Ce fait, & elle ainsi recompensée, iamais au douaire ne peut riens clamer ne demander, iacoit ce qu'elle vendist ou alienast sa recompensation. La seconde maniere, pourquoy renoncer y peut, si est quand par moyé de deniers elle y renonce en presence de loy spirituelle, & qu'elle iure par sa foy corporellement fiancée que iamais contre ceste renonciation ne vendra, & sur peine d'excommunication, car depuis ne doit estre receuë à venir contre. Et nonobstant ce que renoncé y eust esté par elle, si comme dict est, si son mary mort elle se plaindoit au Souuerain, & requist estre

Addition qui n'est au liure de la main.

Du luxe des femmes, sans voir ce qu'en a escrit Seneca lib. 7. de benefic. cap. 9. Et autres.

An mulier consentire viro possit alienare dotem. Vide Bal. in l. 1. & ibi Bart. ff. solut. mat. tenentes quod valet alienatio. Cy. in l. Pradium. C. de iure dotium. Bart. videtur tenere contrarium in l. Restitutio ff. solut. matrimo. quod dicit verum esse Bal. nisi expensas rei dotalitiae De ceste prestation de sermēt a est parlé cy dessus, & monstre que l'Antiquen. sacram. pubicum, n'a lieu en France.

B b b b ij

mise au droit de son douaire du fief qui fut à son mary, & qu'il luy fust party & donné, & que l'en fist iouir & vser comme de douaire il appartient à faire, sçachez que le seigneur luy est tenu de faire. Et s'il est partie qui l'oppose, disant qu'elle en a fait quittance comme dict est, & que renoncé y a: Elle peut dire & respondre que ce qu'elle en fist, elle le fist par paour de son mary, & que refuser ne fesoit, mais volontiers l'eust laissé, & comme contrainte & par paour le fist, si ne le veut tenir, &c. Le Iuge lay ne se doit arrester à la quittance, ou à la renonciation que fait en a pardeuâr le Iuge Ecclesiastique. Mais si l'opposant la veut à ce contraindre, face la citer & compeller pour sa foy, & mettre en excommuniemēt par an & par iour. Et lors par bras seculier la pourra contraindre par le

Il s'abuse de dire l'Empereur Velleian: car le Senatofult. est appelé Velleian, pour auoir esté fait M. Silland & Velleio Tuvore Consulibus. l. 2. D. ad S. C. Vellei.

seigneur temporel. La tierce manière si est s'elle à renonce au droit que on dist Velleian, c'est le droit que l'Empereur Velleian fist pour le droit des Dames ou Damoiselles qui les relieue en leurs cas & en leurs causes, & leur fait auoir droit de douaire. Et parauant celuy droit, le droit des autres Empereurs, estoit qu'ils auoient ordonné que les femmes doüoient aussi bien les hommes, que les hommes doüient à present les femmes. Et pour-ce y a difference entre dos & doüaire: Car dos est ce que la Dame ou Damoiselle apporte à mariage, surquoy l'homme apres la mort à la Dame ou à la Damoiselle prend aucun voyage, quand enfans n'en demeurent, & doüaire est ce que l'homme y apporte, sur quoy la Dame ou Damoiselle est assennée de douaire. Et ainsi peux voir des douaires que coutume en enseigne. Car par le droit escrit petit en est dict, & plus en est dict pour l'homme que pour la femme, mais la coutume locale en donne tout l'enseignement sur ce. Et ce trouuezes *Codice libro quinto Rubrica: Si secundo nupsit mulier, & Rubrica de dotis promissione, & Ru. de iure dotium, & Rub. de rei uxoria actione, & Ru. de pactis conuentis, & Ru. de dote cauta & non recepta. Et ad hoc facti sunt. versus isti.*

Casibus in senis mulier sponsando tenetur.

Pro libertate, pro dote, renunciēt, & si

Decipiat, prætium capiat senatque secundo, &c.

Additio.
Qui n'est au li-
ure escrit à la
main.

[*Limita mulierem non posse habere dotalitium quando constante matrimonio commisit adulterium. tex. est ad litteram in cap. plerunque extra de dona. inter virum & uxorem. Et intellige dummodo vir eam accusauerit de adulterio, quia heres non potest retinere dotem opponendo ei exceptionem adulterij. Alexan. in l. Mora. in si. ff. solm. matrimo. Bal. in l. 1. §. illud. C. de rei uxore. actio. Specula. in titu. de dote post diuortium restituenda. §. fin. ver. quid si mulier. Et dicit Ludouic. consil. 23. quod sicut uxor perdit dotem propter adulterium, ita lucrum sibi proueniens ex l. Municipali. tamen Boerius in consuetud. Buvricen. titu. de consuetu. mat. §. 3. tenet quod heres potest eam expellere si maritus in vita ignorauit. Utrum præterea possit per pactum nubendo fieri quod mulier non habeat illud dotalitium? Videtur quod non, quia pactis priuatorum iuri publico renunciari non potest. l. Si quis in conscribendo. C. de pact. Stat tamen in contrarium, quia cuilibet iuri in fauorem suum introducto permissum est renunciare, & contrahentibus pacta legibus non improbata licet in suis contract. apponere. l. 1. §. si conuen. ff. de po. Cogita.]*

De douaire & de provision.

Si peux & dois sçavoir que si Dame ou Damoiselle faisoit demander d'estre mise en droit de son douaire, & si contend luy fut mis sur ce, sçachez qu'elle doit avoir sur le fief provision de viure de son droit requérir de la tierce partie que vault & peut valoir le douaire, demandé tout le procès durant, sans ce que la Dame ou Damoiselle en soit tenue de faire ne donner autre caution que iuratoire.

Exemple sur ce.

Il aduint que Madame Catherine Constans veufue demeurée de feu Monseigneur de Rume en Tournes, si fist demandé en la Cour du Roy à Maire en Tournes, d'estre mise au droit de douaire de ladicte terre de Rume. L'hoir d'icel lieu de Rume appelé Monseigneur Matthieu de Lannais y contredist & s'opposa, disant plusieurs railons par lesquelles auoir ne le deuoit, & elle disoit du contraire. Dict fut par le Baillif de Vermandois qui lors tenoit le siege qu'elle deuoit auoir provision le procès durant, c'est à sçavoir, de la tierce partie de la moitié de la valeur de tout ledict fief. De laquelle sentence fut appellé en Parlement par ledict de Lannais. La cause d'appel ventilée audict Parlement, de chacune desdictes parties, il fut dict par arrest de Parlement à Paris, que bien auoir esté iugé par le Baillif, & mal appellé par ledict de Lannais. Et fut condamné ledict de Lannais és despens, & en amende, &c.

Pro ista provisione ultra omnia que possent hic de iure adferri, vide in stilo curie Parliamenti, tit. de provisione modoque petendi & faciendi ipsam.

Hoc etiā de iure scripta, quod mulieri non restituitur dos, debet ali. Angelus & Cy. in l. Diuorsio. ff. solus matrimo. Arrest de Parlement.

Des assennes & auancemens de mariages qui se font sur terres non Nobles.

P Vis que dict ay des douaires appartenans aux Dames ou Damoiselles pour cause des fiefs & nobles tenemens, il ensuit dire & monstrer des assennes ou auancemens des mariages sur terres non nobles & tenure de main-ferme, & quel droit les Dames ou Damoiselles y doiuent auoir, tant par coustume locale comme par droit escrit. Si sçachez que la Dame ou Damoiselle apres la mort de son mary és terres de main-ferme qui de par luy viennent, puis qu'enfans n'en a, peut & droit est, quelle ait droit de viuelotte, & est ainsi appelée par les lais, pour-ce que c'est à dire pour le viure des Dames ou Damoiselles.

Coustume de Vermandois.

Si la Dame ou Damoiselle pour le droit de veufue en terre tenu par escheuinage la moitié tant comme elle vit, & si elle en a eu enfans qui ayent euvie, içoit ce qu'ils soient morts auant le pere, elle fa à heritage, & és terres tenues en cens & en coterie elle n'a riens.

Coustume de saint Amand.

Item en la terre de saint Amand en Peule, la coustume est que le mariage doie la femme, & pour-ce elle tient tous les heritages rāt quelle vit. Et si enfans a eus qui ayent eu vie, içoit ce que morts soient auant le pere, elle a tout à tousiours.

Coustume de l'Isle & de Tournes.

Item à la Chastellenie de l'Isle & de Tournes, la veufue qui demeure sans enfans n'a riens aux heritages qui viennent de par son mary.

Bbb b iij

mais s'elle a enfans, elle en iouist tât qu'ils soient en aage, & lors doit partir contre ses enfans, & durant sa vie a la moitié desdicts heritages. Et si elle se remarie, elle doit partir à ses enfans de la moitié tant qu'elle viura, & les enfans de l'autre. & si les enfans meurent, elle pert son voyage, & s'en va franchement aux hoirs dont ce vient. Et és meubles elle emporte auant part des habits de son corps le meilleur par le droict de sonveufue, & au surplus sont les meubles à partir à la moitié, si tost que sans enfans demeure veufue.

*Vide quod supra
dixi de iocalibus*

*& vestibus ad
mouberē pertinē-
tibus, si eas de
iure lucresur, &
quid de consue-
tū. Parisiens.*

Costume de Mortaigne

Item selon la coustume de Mortaigne sur l'Escault, le derrain viuant de l'homme ou de la femme iouist du quart des heritages demeurez du trespassé, & luy mort il reua aux hoirs dont il vient, & les meubles se partissent à moitié.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NONANTE ET HVICTIESME.

AT remarqué en mon vieil praticien que parlant du douaire, il le faict particulier pour les Damoiselles & femmes nobles sur les fiefs du mary, comme si du commencement, il eust esté estably par le Roy Philippes pour icelles: & outre il adiouste qu'elles ont viuelotte, comme toutes autres femmes sur heritages cotiers & de main-ferme, que nous disons roturiers, On peut prendre generalemēt le viuelotte pour le douaire, & ainsi Krantzius lib. 7. Dania. cap. 35. Vitalitium, ce qui est donné & assigné par le mary à la femme, ou que la coustume luy attribue pour son viure & entretenement apres la mort du mary. Il y a des coustumes, mesmes du Pais bas, estant de la Gaule Belgique, qui en font mention: & ce qu'en traite icy l'Autheur, se refere auxdictes coustumes. A l'occasion du droict de viuelotte appartenant aux femmes, il traite aussi de la prouision qui doit estre adiugée aux filles à marier, pendant proces pour leur viure & entretenement. C'est vne reigle generale en France fondée sur l'equité naturelle, que si le douaire demandé par la veufue est rendu litigieux, ou le partage demandé par les filles contre leur frere leur est debatū & contredit, on adijuge certaine prouision pendant proces, & quelquefois de tout le douaire à la veufue en baillant telle caution qu'elle pourra, ou à sa caution iuratoire: & aux filles de quelque portion hereditaire, ou de certaine somme selon que pour les qualitez des parties, circonstances & raisons qui se presentent, le Iuge en arbūre & ordonne: & les sentences données en telles prouisions sont par les ordonnances royales, executoires, nonobstant l'appel: ainsi qu'il a esté iugé par arrests de la Cour: mesmement pour le regard du douaire contre vn tiers possesseur, des 18. Feurier, 1549. & 18. No- uembre, audiēt an: recūez par Papon liure 15. tit. 4. Et quant au partage demandé par les filles, encores que par quelques anciens arrests leur au esté seulement adiugée prouision de la quarte partie de ce qu'elles demandoient

en reuenn. iuxta l. Antiqui. ibi, quartam partem. D. si pars hæred. pet. & arg. l. Sed & si restituaetur. §. fin. D. de iudic. *si est-ce que par arrest du Vendredy vingt deuxiesme l'annuier. de releuée. mil cinq cens cinquante sept, s'ay ven confirmer la sentence du Iuge, qui auoit adiugé prouision de moitié de la portion hereditaire que la sœur demandoit à son frere, à sa caution iuratoire: par-ce quelle auoit affirmé ne pouuoit trouuer caution: & cependant il n'estoit honneste ne raisonnable, qu'elle qui estoit de bonne famille, fust contrainte de mandier, pour la rigueur d'un frere, qui la vouloit priuier de toute la succession de son pere. La cause du donaire & des alimens est tres-fauorable.*

b *Le droit de veufue duquel est icy traité, se r'apporte à la communauté de biens d'entre l'homme & la femme, tant meubles, qu'acquests & cōquests: laquelle est de long temps obseruée & usitée au pais coustumier de la France, & en toute la Gaule Belgique, encores qu'il y ait quelque diuersité aux coustumes: & d'icelle font mention Ioa. Faber in §. 1. Instit. de acquisit. per arrogat. Cynus in l. 1. C. de summ. Trinit. Ioan. Andr. ad Speculat. §. cōpendiosè. de instrum. edict. Mon vieil practicien l'appelle comme l'Autheur, droit de veufue. Et certainement il est bien raisonnable, que la veufue, qui a eu avec son mary vne société de vie, ait aussi la moitié des biens qu'ils ont acquis & amassez par un commun mefnage, labour & industrie. On l'appelle bien conlaboratio, vt in capitul. Caroli magni lib. 4. cap. 9. encores qu'il n'en soit attribué à la veufue que le tiers. vt etiam tit. 29. leg. Ripuar. & apud Marculf. De ceste communauté on peut voir la coustume de Paris, où s'en ay escrit plus amplement. Quant aux accoustremens, bagues, ioyaux, & autres choses que la veufue peut prendre par preciput, faut auoir recours aux coustumes des lieux: & aux contrats de mariage, s'il y en a aucuns.*

c *La femme qui a consenti à l'alienation faicte par son mary d'aucuns heritages suiects à son donaire, iceluy ayant lieu, en doit estre recompensée sur les autres heritages delaissez par son mary. l. Iubemus. & Auth. siue à me siue ab alio. C. ad S. C. Velleian. l. Vn. §. & cum lex. C. de rei vxor. act. encores qu'iceux fussent d'autre nature, comme de succession collaterale: ingé par arrest du 24. iour de l'annuier. 1578. Mais si le mary des deniers de ses heritages par luy vèdus en auoit achepté d'autres, desquels la femme par droit de communauté en ait pris moitié, se seroit d'aduis que pour le regard d'iceux elle ne pourroit auoir recompense de son donaire: d'autant que les heritages de ladicte communauté sont suiects au remplacement des propres du mary vendus constant ledit mariage: autrement seroit un aduantage indirect à la femme, contre l'indisposition du droit Romain & François. Quant à la priuation du donaire, pour l'adultere de la femme, estant condamnée pour ledit crime elle en est prinée par le droit François. fondé sur la Novel. 134. de Iustinian, & plusieurs arrests des Cours Souueraines. Mais on demande si l'heritier du mary qui n'a de son viuant accusé sa femme, luy peut obiecter le crime d'adultere, pour l'exclurre de son donaire. L'ay remarqué ailleurs qu'autresfois par arrest, tel fait a esté recen: toutesfois depuis a esté ingé par arrest donné en l'audience, recuë au 11. liure des Responces qu'il n'estoit receuable.*

Car c'estoit au mary d'en faire l'accusation, cuius personam huiusmodi iniuria respiciebat, nec ad hæredes extendi debet, vt constat ex Quintiliano declam. 330. & Seneca 94. sed cum uxorem non accusauerit, crimen remisisse censetur, iuxta l. Sine metu. C. ad leg. Iul. de adult. l. Mariti, in prin. D. cod. & fait à ce propos. l. i. C. Theod. de dotibus & quod traditur de iniuria, avec plusieurs autres raisons de droict, & un arrest du Ieudy neufiesme iour de May, 1585. J'ay traicté cy dessus ce qui peut appartenir au reste de ce tiltre qu'il n'est besoin de repeter. Quant aux coustumes icy recitées pour les assennes ou assignations, qu'autrement on dict assignats de conuentions matrimoniales, ou droicts des femmes, il ne conuient s'y arrester d'auantage, par-ce que sont coustumes particulieres, pour lesquelles on peut auoir recours à la conférence de Guenois.

DES DONATIONS QUE L'HOMME ET LA
FEMME FONT L'VN A L'AUTRE QV'ILS
font ensemble par mariage.

TILTRE XCIX.

De donation
matuelle.



Y ensuit des donations que l'homme & la femme font ensemble ou veulent faire tant qu'ils soient ensemble par mariage. Si sçachez que la donation que feroit le mary à sa femme durant le mariage, ne vult selon que les sages vsent. Et la raison si est que si le mary donnoit à sa femme, il sembleroit que ce fust par ardante luxure: & si la femme donnoit à son mary, il sembleroit que ce seroit plus par crainte que par autre raison, & pour ce tels dons ne sont à receuoir n'à soustenir, car ils n'ont point de couleur raisonnable ne tollerable. C. lib. quinto. R. de donationibus inter virum & uxorem l. 1. & sequen. & ff. eod. si u. l. 1. Mais par autre raison se peuuent faire dons & amendemens entre les dessusdicts mary & femme, que layement on appelle reuestissement: & aussi est ainsi appellé pour ce qu'autant en amende l'un que l'autre, & conuient qu'il soit fait par loy & passé, ou autrement il ne tendroit, si comme dessus est dict & monsté en la rubriche des reuestissements, Cod. li. 5. Rub. dicta. l. Si maritus tuus. & l. Seq.

Reuestissement: se
prend icy pour
don mutuel, qui
se fait entre
deux conioincts
par mariage.

Addition.
Qui n'est au li-
ure escript à la
main.

Art. 280. de la
nouuelle constu-
me de Paris.

Aduerte quod ista donatio mutua sine reciproca est permessa etiam de iure. Doct. in l. Si pater puella. C. de inofficioso testamento. Et fit hodie diuersi-
modè: & secundum consuetudinem loci diuersitatem inuenies. est enim vali-
da donatio non existentibus liberis apud Parisios, de omnibus tantum mobi-
libus & conquestibus, vt videre est artic. 156. consuetud. Paris. titu. de don
mutuel. Apud verò Carnutum cuius origo mihi est natalis, valet & tenet
etiam existentibus liberis: & si liberi non sint, procedit ulterius consuetudo:
quia

*quia permittit donare illa donatione mutua etiam propria heritagia: & quā- La consume se-
nis gaudere non faciat superstitem dicta consuetudo Paris. nisi super usufru- lon qu'elle est à
ctu: illa tamen per proprietatem. & ad hoc vide consuetud. de Chartres au presens ne se rap-
tiltre de don mutuel. Et miror quomodo Carnutes in tali usu consuetudina- porte du tout à
rio fuerint propensores in fœminas quam Parisienses, cum eorum natura non ce qui est annoiê
patiatur. Sed ad hoc diceret aliquis quod illa donatio respicit tam masculum au tiltre de do-
quàm fœminam. Plura alia adferrem, nisi forsitan ego affectato animo loqui nation mutuelle.
arbitrarer. prius enim me Carnutem nominavi, non exemplo Socratis respon-
dents quarenti cuius esset, mundanum esse.]*

De femme destourner & prendre les biens de son mary.

Item & s'il^b aduenoit que femme estant avec son mary par fol conseil prenoit ou emportoit aucune chose du leur, & le destournast ou vendist sçachez que pour ce ne pourroit pas le mary pourſuiuir la femme de lar- cin ne d'autre chose que de r'auoir son dōmage ou sa chose, ou que trou- uer la pourroit ou sçauoir: ne pour ce n'en pourroit sa femme causer ne emprisonner, fors que tant de sçauoir ou ses choses seroiêr, ou qui ce con- seil luy auroit donné. Et la raison si est, que aussi bien en est la femme Da- me comme le mary en est seigneur. Ne au mary n'est de sa femme cau- ser ne criminellement ne autrement, s'elle n'auoit traicté de sa mort faire auancer. *C. libro sexto. Rub. rerum amotarum. l. Diuortij gratia rebus ux- oris. &c.*

La forme de mettre Dame ou Damoiselle en son douaire.

LA forme^c de mettre Dame ou Damoiselle en son douaire si se peut faire en trois manieres. C'est à sçauoir par lettres & mandement du Roy qui toutes veufues a à garder. La seconde maniere par plainte faite à loy au lieu dont le fief est tenu. La tierce maniere si est par commission de mise de fait, & ceste derniere maniere est plus sommiere, & se peut dō- nier par le Iuge du ressort du fief, ou par Iuge Royal souuerain du lieu, & par celle commission est la Dame ou Damoiselle de fait mise au droit de son douaire. Et si opposition s'y assiet, si tient la mise de fait iusques en de- cision, pour la raison de ce, que douaire est le viure de Dame ou Damoi- selle, & en viure n'a nul iour: & pour ce doit estre mise en droit de son douaire, si tost comme elle le demande, nonobstant opposition. Et n'y appartient nul renuoy sur ce que le souuerain ne en cognoisse sans faire renuoy. Et pour ce veux monſtrer la forme de faire & former vne com- mission de mise de fait en cas de douaire.

[*Aduerte quod ex pluribus consuetudinibus maxime Parisiis de dotali- tio est saisita mulier morte mariti. artic. cxliij. ubi douaire coustumier fai- sist. quid de conuenionalis, ex sequenti articulo, douaire prefix n'a point de lieu, iusques à ce qu'il soit demandé en iugement.*

Commission de mise de fait.

TRistan du Bois Cheuallier Seigneur de Fammechon & de Rainſce- ual Conseillier du Roy nostre Sire & Baillif de Vermandois, au pre-

n'estans besoin de mise de fait à la veufue pour son douaire: Et pour le possesseur, on n'observe plus la forme de ra- mener à effect la complainte sur le lieu, comme i'ay monſtré cy deſſus.

*Addition
Qui n'est au li-
ure escript à la
main, & sans
voir l'annota-
tion.*

*Ce formulaire
de commission
ne se pratique
plus en France,*

mier sergent du Roy nostredit Seigneur audit baillage qui sur ce sera requis salut. De la partie de telle N. veufue demeurée de feu tel. N. nous a esté remonsté en complaignant que comme par le droict commun. à Dame ou Damoiselle demeurée veufue de mary, qui à son trespas fut iouyssant & possédant de fief, ou plusieurs, & l'eust au iour de leur espousaille, ou depuis acquesté, cōpete & appartienne la moitié des reuenues, profits & emolumens d'iceux fiefs tant en droict de seigneurie comme autrement, avec la chef maison dudit fief ou fiefs pour la maison de ladite Dame ou Damoiselle, que selon la valeur dudit fief ou fiefs peut & doit appartenir & appartient à cause & droict dudit douaire, tout son voiage durant. Et qu'il soit ainsi que ladite cōplaignante soit de nouuel & depuis an encore non passé demeurée veufue de feu. N. qui en son viuant & au iour de son trespas tenoit plusieurs fiefs & nobles tenemens, & en especial vn certain fief situé en tel lieu. N. desquels ou duquel la moitié des reuenues profits & emolumens, iustice & seigneurie en compete & appartient à ladite complaignante, par droict de douaire coustumier, avec le chef maison, soit chasteau ou autre forteresse, ou maison comperante, sentant ou doutant en ce estre perturbée, si comme elle dit, & pour ce requérant estre pourueüe & gardée en droict. Pour ce est il que nous qui aux Dames ou Damoiselles veufues au cas dessusdit voulons en iustice pouruoir, vous mandós, & pour ce que ce est en cas de preuention, dont au Roy nostre Sire appartient la cognoissance, commettons que vous vous trāsportez sur le fief ou fiefs dudit defunct demeurez és termes dudit baillage, & sur iceux appelé à ce le seigneur, ou seigneurs, leurs gens & officiers de qui il est ou sont tenus. mettez de fait ladite complaignante ou son procureur pour elle, en la moitié de tous les profits, exploits & emolumens droits & seigneuries audit fief ou fiefs appartenans, avec la chef maison d'iceluy ou ceux fiefs, si aucune en y a pour de tout ce par ladite veufue iouir & posséder paisiblement sa vie durant, cōme à droict de douaire peut & doit appartenir à faire: & ce fait, vous transportez pardeuers les hoirs ou ayans cause dudit defunct, en eux signifiant & intimât. ladite mise de fait à la fin, que si opposer se veulent, si leur donnez & assignez sur ce certain & competant iour en la Cour du Roy nostre Sire à S. Quentin pardeuant nous ou nostre Lieutenant, & neantmoins opposant ou non, si les adiournez audit iour & lieu à certain iour: ou si opposez ne sont pour voir tenir & garder ladite complaignante ou son procureur pour elle, ou mis l'avez de fait pour eux à se opposer ou contredire si bon leur semble, & pour à ladite veufue faire & liurer maison si aucune y en a, telle & suffisante que à la possibilité du fief de raison pourra & deuera appartenir proceder sur ce, & en outre circonstances & dependances comme il appartiendra. En rescriuant de ce. &c. de ce faire vous donnons &c. Laquelle mise de fait se approuue par la loy escrete. *C. li. vj. Rub. de edicto Diui Adriani tollendo. l. Quamuis quis se filium. & l. Edicto Diui Adriani.* Et ne s'affiet celle mise de fait que sur deux cas, c'est à sçauoir sur cas de douaires, & sur dons legataires, & sont cas de preuention pour

la faueur d'eux, dont qui s'en trait premier au souuerain, par le Iuge sujet n'en doit estre demandé ne luy fait nul renuoy, & que en luy en demeure la cognoissance comme à souuerain, & comme de cas de preuention.

[Nota que cecy est aujour d'hy practiqué etiam en complainte prinse en cas de saisine & nouuelleté, pour raison de possessoire de quelque cure ou benefice: car nonobstant quelque exception on adiuage la recreance illi qui pot'ora iura ostendit; & à ces accorde la lex. final. C. de edict. Dini Adrian. tollend.]

Addition, qui n'est au livre écrit à la main.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NON ANTE NEVFIESME.

2



Ar la loy Romaine tirée des loix de Solon, est pour plusieurs causes defendus aux mariez de faire donation l'un à l'autre, mesmes mutuelle. l. l. 3. l. Sed si vir. §. quod legaturus. l. Cum hic status. §. si ambo. D. de donat. inter. vir. & vxor.

Toutesfois il leur estoit permis de donner & leguer l'un à l'autre par testament, & mesmes la donation faite entre vifs auoit effect, si le donateur y perseueroit iusques a la mort. l. 9. §. ult. & l. seq. d. l. Cum hic status. 32. D. eod. & y a des exemples au droit Romain tant de l'institution d'heritier que l'un des conioints auroit fait de l'autre, que des legs qu'ils se seroient faicts l'un à l'autre. Et ce droit Romain est obserué au pays qu'on appelle de droit escrit: & y a des Costumes qui s'y conforment aucunement. Mais par la Costume de Paris & autres est prohibé aux conioints par mariage d'auantager l'un l'autre par donation entre vifs, testament ou ordonnance de derniere volonté, directement ou indirectement: comme de donner aux enfans l'un de l'autre, qu'ils ont d'un autre mariage: ce qui conuient à plusieurs arrefts de la Cour, qui ont déclaré nulles les donations faictes par l'un des cōioints aux enfans de l'autre, à sçauoir du Mercredi vingt-troisiesme Decembre, 1561. 12. Iuillet, 1584. & autres. Toutes fois si le mary n'auoit enfans, il a esté iugé en la Costume de Paris, qu'il pouuoit leguer aux enfans que sa femme auoit d'un autre mariage, autat qu'il luy estoit permis de disposer par testament, par arrest du 4. Iuillet, mil cinq cens octante sept, que l'ay allegué sur le 282. article de ladite Costume. Par laquelle aussi comme par autres est permis aux conioints estans en santé de faire donation mutuelle l'un à l'autre, de leurs biens meubles & conquests faicts constant le mariage, aux charges portées par les Costumes: pour le regard desquelles parlans des conioints estans en santé, fait filix meuz. D. solut. matr. & y en a des arrefts, par lesquels les donations mutuelles faictes, l'un des conioints estant malade, de la maladie de laquelle il seroit decédé, auroient esté infirmées, & entre autres du dixiesme Fcvrier, mil cinq cens octante deux, & quinziemes Mars 1586. Mais ne sont compris au don mutuel les acquests faicts par l'un ou l'autre cōioint aupauarant le mariage; ce que mōstre le mot de conquest, qui s'entend de l'acquest fait par les conioints constant leur mariage, vt tradit Io. Faber in l. de fideicommiss. C. de trans. Io. Gallus que. 87. & Masuer. §. ite &

Cccc ij

dicuntur. tit. de societate. Par les ordonnances la donation mutuelle doit estre insinuée, autrement elle est nulle: iugé par arrest du 21. Iuillet, 1584.

b Sipar la loy Romaine qui permettoit la divorce, n'auoit lieu l'action de furt, contre la femme, qui auoit detourné & pris les biens de son mary, constans le mariage, & ce pour l'honneur & respect d'iceluy, ains le mary apres la divorce pouuoit seulement intenter l'action rerum amotarum, l. 1. 2. & al. D. de actio. rer. amot. l. 1. 2. & 3. C. eod. tit. a meilleure raison le mary ne seroit à present receuable à intenter action de furt cõtre sa femme, qui demeure sous sa puissance, si autre crime n'y estoit mesle: par ce qu'il peut vindiquer les meubles quelle auroit transportez, d'autant qu'il est maistre & seigneur d'iceux: & que par l'office du Iuge il la peut faire reuenir avec luy.

c Par l'ancienne Coustume de Paris, comme par plusieurs autres, y auoit difference entre le donaire coustumier & prefix. Mais pour le coustumier on a tenu sans doute que la femme en estoit saisie du iour du decez du mary: tellement que pour iceluy elle pouuoit intenter le cas de saisine & nouuelleté, mesmes cõtre les heritiers du mary, dont j'ay obserué un arrest donné en l'audience du Mardy 14. May, 1555. Le semblable se peut dire pour le donaire prefix és lieux où la uenfue en est saisie. J'ay monstré cy dessus qu'au cas de saisine & nouuelleté, le Iuge Royal a preuention, & n'est tenu faire renuoy de la cause, par arrest du penultiesme iour de Novembre, 1547. & autres.

DES EMANCIPEZ. TITRE C.



T puis^a que dit est des pupilles, des veufues, & des mariez, & comment ils se peuuent auoir selon ce que veu en ay par les sages anciens, dire veux comment i'ay veu emanciper, que les ruraux appellent mettre hors son enfant de son pain & de son por, c'est à dire que depuis lors l'enfant est hors du gouuernement de pere & de mere, & est en son mesme gouuernement, & tient & vaut ce qu'il faict, traicté & marchandé, jaoit ce qu'il soit à marier.

Ne pour les causes ne doit estre retourné au pere, ne au sien. Si r'en monstreray comment ie l'ay veu faire.

Addition, qui n'est au livre es- crit à la main. [Emancipare est liberare, ut dicit Cardinal. in. clement. de excess. prelat. a- lias dicit text. in. l. Si uina. C. de bon. mater. quod emancipatio est concessio libertatis. Vide formam emancipationis positam per Speculat. in tit. de nat. ex liber. ven. §. final. Exemple de ce.

Il aduint que madame de Raiffe voulut mettre hors de son pain & manburnie, Madamoiselle de Vuixre sa fille, qu'elle auoit eue de feu Mõseigneur de Raiffe son mari: car jaoit ce que ladite Damoiselle eust bien 16. ans ou enuiron, si l'auoit tousiours ladite Dame en son gouuernemēt. si demanda ladite Dame conseil cõment ce pourroit deuement faire. Et en

eut le cōseil de tous les plus sages coustumiers de la Chastellenie de l'Isle, & de Tournes, où ladicte dame auoit le sien. Conseillé luy fut qu'il conuenoit qu'elle le fist par loy, pardeuant le seigneur de qui elle tenoit ou tendroit le plus de ses possessions, & où elle estoit le plus apparent à faire residence, & pardeuant le souuerain: pourquoy elle se traist pardeuant le Baillif de Vermandois où elle auoit grand' partie du sien, & qui estoit Iuge souuerain en Tournes, & fist plainte à loy, cour aduettie d'hommes de fief tant que pour suffire à loy, & à ce faire, à celle fin que dict luy fust par enseignement de loy, comment deuement & par la coustume du lieu elle eust la fille emancipée & mise hors de son pain & de son pot: ceste plainte à loy faicte, le Baillif semont ses hommes de loy dire, pourquoy par les hommes fut dict au Baillif qu'il demandast à ladicte dame, que par son serment elle iurast & dist pourquoy elle faisoit ce. Laquelle dist que ce qu'elle en faisoit, elle le faisoit plus pour le profit de sa fille que pour autre chose quelconque, & que ce faisoit sans fraude, sans deception, & sans nul mal engin, pour sa fille, ne pour autre: & avec ce que par son serment elle dict, si sa fille auoit vnze ans & plus, avec ce s'elle estoit idoine & sensible de soy & le sien garder. Laquelle dame en presence de loy print par son serment que ce faisoit elle sans fraude, sans deception, & sans mal engin pour sa fille, ne pour autre personne quelconque, & qu'elle affermoit que sa fille estoit aagée de plus de vnze ans ou enuiron, & idoine & sensible de soy & le sien garder. Apres fut dict par les hommes audit Baillif, que pareillement il demandast à ladite damoiselle, si ce que ladicte dame sa mere requeroit, & qu'elle auoit affermé en sa presence s'elle le vouloit agréer & accorder de sa bonne volonté, ne sans crainte ne doute, qui oncques luy en fust faicte ne mōstrée, & s'ainsi le requeroit d'elle & de sa volonté: laquelle damoiselle dist que ainsi le requeroit, & que son gré & volonté estoit, sans ce que oncques en fust oppressée ne contraincte par ame nulle. Et ce ainsi faict ledict Baillif semont ses hommes que veu que ladicte dame mere & ladicte damoiselle, & aussi Pepin de Raiffe, oncle de par le pere, affermoit que ladite damoiselle auoit aage de vnze ans & plus, & qu'elle estoit habille de soy gouverner, & que c'estoit sans fraude, si comme dict est, ils luy voulsissent dire que faire en deuoit par l'usage & coustume du lieu & de la cour. Lesquels ouye la requeste de ladicte dame, & ce que dict est & que affermé en auoit, la requeste, gré, & aussi consentement de ladicte damoiselle, avec le consentement de sondict oncle, pour la partie du costé de par le pere, & sçeu en outre de quel auancement elle la vouloit auancer pour son mariage commencer, laquelle dame luy donna en auancement de ce vn gobelet d'or couuert, & dedans certaine somme d'or, tant qu'il suffist à ladite damoiselle, & que contente s'en tint. Et puis fut dict par loy que le emancipement que vouloit faire ladite dame, se pouuoit bien faire à l'usage & coustume du pays, & que bien & suffisamment auoit icelle damoiselle Ieanne sa fille emancipée, & mise hors de son pain & manburie, si comme à l'usage & coustume du lieu appartenoit, pour ladicte

damoiselle Jeanne de lors en auant estre & demeurer gouuernelle d'elle & du sien. de laquelle chose ladicte dame demanda lettres, qui accordées luy furent. Et fust en outre conseil que si ladicte dame vouloit de lors en auant auoir sa fille avec elle, que ce fust par contract de marché fait entre elle & sa fille, & pour certain prix, ou autrement il sembleroit que l'emancipation qui faicte seroit, fust feintement faicte, & la pourroit on par ce reprocher.

Comment on se emancipe de soy.

Item de soy mesmes se emancipe aucunesfois fils ou fille quand il se marie: car par coustume de cour laye ils sont emancipez, combien que par le droit escrit ils ne soyent pas habilles à vendre leur heritage s'ils ne sont aagez. c'est à sçauoir l'homme de xv. ans, & la fille de vnze ans.

Addition, qui n'est au liure écrit à la main.

[*Imo pradia minorum xxv. annis non possunt alienari sine decreto. l. ij. & sequent. C. de pradiis minor. sine decret. non alienand.*]

Item encore s'emancipe le fils quand il deuient prestre ou clerc d'office qui en soy faict & porte seigne.

Addition, qui n'est au liure écrit à la main.

[*Ad hoc Bald. in l. Apud hostes vers. extra quæro. C. de suis & legitim.*]

Item encore si emancipe le fils quand il deuient cheualier, & ne fust il marié.

Item encore se emancipe le fils quand il entreprêt office de loy ou autre dignité de bourgeoisie. Il est à sçauoir que si celui qui doit estre emancipé de pere & mere, il conuient que ce soit à leur requeste avec leur fils ou fille. Et si pere n'y a, il conuient que ce soit fait par la mere, & le plus prochain de par le pere, & ainsi par le pere si mere n'y a, & le plus prochain de par la mere.

Addition, qui n'est au liure écrit à la main.

[*Ex Iure scripto duodecim dignitates inuenies qua aliquem curialem à curiali conditione liberant. ut l. Fina. libr. x. de curial. & illa eadem liberant à patria potest. Auth. constitutio qua de dignitat. §. j. & §. generaliter.*]

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE CENTIESME.



^a Ay escrit cy-dessus de la puissance & mamburnie paternelle, & de l'emancipation: laquelle n'est si frequente en France, d'autant que le droit Romain de la puissance paternelle n'y est du tout obserué: toutesfois afin que les enfans ayent plus de pouuoir d'acquiescer, & recevoir donations de leurs peres ou meres, ou d'autres, ils ont accoustumé de se faire emanciper, par le vouloir & consentement de leurs peres, par deuant les Iuges ordinaires. Et la forme que propose icy l'auteur ne se pratique en France. Mais par le droit François homme & femme conioincts par mariage sont repuez aagez usans de leurs droits, & comme emancipez sortent de la puissance paternelle, & peuuent administrer leurs biens, & disposer de leurs meubles, sans pouuoir toutesfois vendre, engager, ou aliener leurs immeubles pendant leur

minorité, comme porte la custume de Paris, art. 239. à laquelle y en a d'autres conformes. Et tel est l'effect de la reputation d'estre usans de leurs droits, que le mary peut contracter & s'obliger pour marchandises & meubles à luy vendus, comme a esté iugé par arrest du mois de Novembre, 1532. pris des *Memoires de feu monsieur le President Brulart.*

DE STIPULATION DE PROMETTRE ET SOY OBLIGER DEVERS AUCUN. TILTRE CL.



VE stipulation ^a est, ay monsté au chapitre des differences des actions en la rubrique à ce seruât, & pour ce m'en passe à present, mais bien veux dire que i'ay veu tenir de stipulation, qui autant vaut à dire que soy obliger à quelque chose rendre ou payer.

De promettre à enfant.

Si peux & dois sçauoir que si aucun auoit promis à vn enfant par stipulatio aucune chose à luy donner, sçachez que tant que l'enfant soit en la mamburnie du pere, le pere a ceste action contre le stipulant, & le peut faire conuenir pour ce accomplir. *C. l. viij. Rub. de contrah. & committenda stipul. l. Si filia tua.*

De prester à aucun argent.

Ets'il aduenoit que aucun prestast argent à autre, si comme si aucun prestoit à Iean telle somme. N. & fist obliger Iea qui la rëdroit à Iacques qui present ne seroit pas, sçachez que l'obligation ne vaut, quant à ce que Iacques le puisse demander ne pourluyuir, car à personne absent ne vaut stipulation: & pource si Iacques par aucune maniere demandoit à Iean. rel'argent, pource que ouy dire auroit ainsi que Iean seroit obligé à luy, & il luy baillast. tu as action contre Iacques qui a receu cest argent, par action de besoignes faire: car par raison Iean en deuroit estre quitte, puis que ainsi l'auroit baillé à Iacques par celle ordonnance, mais Iacques le doit rendre à toy. Et si Iean ne l'eust legerement baillé à Iacques, & qu'il voulsist estre deffendu, Iacques par celle obligation n'y seroit à recevoir.

Ad hoc Instir. de inutilib. stipulat. §. alteri stipulari.

De la vertu de stipulation.

Item peux & dois sçauoir que ce qui est promis à faire à autre par stipulation, la vertu de la stipulation est telle & si forte, qu'elle porte & passe iusques à l'hoir apres la mort à celuy qui ainsi a stipulé, & en peut on pourluyuir l'hoir à faire & accomplir la promesse de son predecesseur dont il a cause & la succession. *C. libro octauo, Rub. dicta, l. Veteris Iuris altercationes.*

Additio.
Toutes les additions icy marquées ne sont au liure escript à la main.

Comment stipulation n'a lieu.

TV peux & dois sçauoir, que ce que mineurs obligent, soit qu'il soie fait par forme de stipulation, si ne vaut ce qu'ils en font. *C. lib. viij.*

Rubr. de inutilib. stipul. l. Ex stipulatione.

Additio.

Pupillus sine tutore obligare se non potest, nisi in quantum sit locupletior. l. Impuberis. ff. de authorit. tut. & l. iij. ff. commo. & vide gloss. in l. y. C. de inutilib. stipul.

Item stipulation faicte sur mariage, que par saincte Eglise ne se peut confermer, ne n'est à tenir. *C. l. viij. Ru. dicta, l. Libera matrimonia.*

Item ne vaut stipulation qui puisse engendrer friuole obligation, si les stipulans n'y sont presens, ne les deux presens ne peuuent obliger le tiers absent, si n'est en obligeant son hoir pour cas especial: *C. l. viij. Rub. dicta,*

Si ce n'est du cō. l. Ut inter absentes.

*seulement de ce-
luy, de la succe-
sion duquel est
question, iuxta
l. vi. C. de pact.
& i'en ay vrai-
té & dessus, &
monstre que par
contract on peut
faire un heritier*

Item ne vaut stipulation faicte de escheance aduenir, car c'est contre bonnes mœurs, & ce qui contre bonnes mœurs se faict, ne vaut ne n'est à tenir. *C. l. viij. Rub. d. l. Ex eo instrumento.*

Pactum de futura successione non valet, ideo quia captanda mortis occasiōem praberet. Ad hoc vide textum in leg. Fina. l. Pactum quod dotali. & leg. Licet. C. de pac. & de collatio. l. Pactum. & de inofficioso testam. leg. Si quando. §. illud.

Item ne vaut stipulation faicte par paour constant. & quelle chose est paour constant, ay dessus dict en la rubriche de ce faisant mention. Ne par barat, fraude ne deception, que tout ne face à r'appeller. *C. l. viij. Ru. dicta, l. Dolo vel metu adhibito.*

Additio.

Tenet stipulatio extorta dolo vel metu: sed ope exceptionis rescinditur. Vide in illa. l. Dolo. Baldus & Doct. & quomodo dolus non facit contractum, ipso Iure nullum, sed annullandum, nisi det causam contractui, & quomodo intelligatur dolus incidens in contractum, & dans causam contractui, vide optimam gloss. in verbo, si dolo malo. l. Sica. Cod. de fideiussor. minor. & verum quod diximus contractum esse nullum quando dolus dedit illi causam, sit verum: vide ad sobrietatem. Iason in §. omnium. in v. column. de actionib.

De plusieurs gens qui ensemble font stipulation.

S Cachez que^b si deux ou plusieurs font ensemble stipulation aucune, & il aduienne que l'un soit poursuiuy & contrainct de payer, sçachez qu'il doit faire conuenir son compagnon qui est obligé avec luy: & si porter ne luy veur compagnie luy surce deüement sommé à loy, & que payer luy faille, pour ce ne demeure que celui qui ainsi a payé, par la stipulation que faicte en a, ne puisse apres poursuivre son compagnon qui avec luy est obligé, qu'il luy face compagnie de payer & rendre sa partie de la dette, que payée a pour la stipulation en quoy ils estoient obligez. Et le Iuge le doit à ce contraindre. *C. l. viij. Rub. d. de duob. reis stipuland. l. j.* Mais sur ceste loy senfuit vne Authentique qui dict, que voir est que la loy dessus dicte dict & enseigne, s'ainsi est que tous ceux qui ainsi sont obligez ne soyent au pays, ou que l'un soit si pauvre qu'il n'ayt de quoy payer, lors se peut on traire à vn seul. mais si tous sont au pays, & puillans de payer, lors se doit on traire à tous ensemble, & le Iuge les doit contraindre de satisfaire de toute la stipulation. *Cod. lib. viij. Rubrica dicta, Authent.*

authen. Hoc ita si pactum fuerit speciale.

Aduerte quod quamuis duo in solidum obligati sint, & non fuerit renunciatum beneficio diuisionis aut etiam discussionis: tamen creditor non potest unum in solidum discutere alio non discusso pro parte, quando est soluendo & presens: ita dicit glo. singul. instit. de duobus reis. §. fina. & ita est intelligenda dicta authen.

Additio.

Item s'ensuit vne autre loy qui conferme la loy dessusdicté en cas de stipulation & dit. Puis que plusieurs sont obligez pour vne dette par si que c'est chacun pour le tout, sans autre exceptiō, sçachez que le créancier a en luy l'eslite de luy traire auquel qui luy plaira des obligez: & conuendra que cil y responde, & face satisfaction de la dette si vaillant l'a, mais bien se pourra recouurer sur iceluy, pourquoy ou pour qui il s'obligea, sçauant qu'il lit conteste en la cause le somme de par la loy de soy acquitter. Car si apres lit contestatiō le sommoit, à tard y vendroit, ne n'y auroit recours. Et si chacun estoit obligé pour sa partie, autrement ne pourroyent estre poursuuyis. *C. lib. viij. Rub. dicta. l. Exprimere debueras.*

Ista intellige quando est renunciatum beneficio diuidentiarum: alias secus. pro hoc glo. in verbo. ad solutionem. dic. authen. hoc ita si pactum. C. de duob. reis.

Additio.

Des pleiges.

Des pleiges^c que les clerks appellent fideiussieurs, & de l'effect des fideiussieurs que les ruraux appellent pleigerie, veux dire & monstret ce que veu & ouy en ay. Si peuz & dois sçauoir que selon l'opinion d'aucuns, ils sont trois manieres de pleigerie: c'est à sçauoir pleigerie stipulaire, pleigerie accidentelle, pleigerie simple. La stipulaire, si est cōme quand aucun s'oblige par stipulatiō, & promet à payer dette pour vn autre, & en fait la dette en luy obligeant par foy & par peine à certain iour à rendre & payer.

Que l'hoir est tenu de la pleigerie.

Celle qui est accidentelle, si naist & descend de la stipulaire, si comme l'hoir de celuy qui ainsi a fait la dette pour autre, comme dessus est dit, quand il va de vie à trespas, est tenu de celle dette payer, par ce que leur predecesseur sa propre dette en fait, comme dit est. Ou selon aucuns quand succession vient à aucun par la mort d'un qui estoit chargé de dettes de son predecesseur: & celle va d'hoir en hoir tant que payé soit.

Ad hoc textus in l. fideiussoris. C. de fideiuss.

Que l'hoir n'est tenu de la pleigerie.

La tierce pleigerie qui est simple, si est si comme quand aucun est pleige, que l'autre payera à la tierce personne telle dette: & ceste pleigerie est appelée simple pource que le pleige ne fait pas la dette seul & pour le tout: ne pour ceste pleigerie n'est tenu l'hoir du fideiussieur. Car le pleige mort, la pleigerie meurt. Si sçachez que des deux manieres de pleigerie dessusdicté, c'est assauoir de la stipulaire & de l'accidentelle faut respondre par soy qui conueni est pardeuant Iuge, ne garand ne compagnie ne s'y assiet, pour ce qu'on en a fait la propre dette sans aucunes modificatiōs que à certain cas & droict escrit y met, si comme cy apres sera dit en la rubrique de ce faisant mention. Ne aussi l'accidentelle n'a point d'exce-

D d d d

prion, pource que le successeur represente le predecesseur qui estoit ain si obligé. Mais en la simple a exception, & peut requerir sur ce à appeller celuy pour quil pleigea, & que de ce le despeche & garantisse: le quel luy doit faire s'il a le vaillant: car tant que le principal a de quoy: on ne se peut ne doit traire au fideiussieur. Mais si le principal estoit pauvre, qui n'eust de quoy satisfaire, lors le conuiendroit payer le pleige & le fideiussieur. Ou si le principal estoit hors du pays, si qu'il fut expatrié par temps que l'expatriation le desire, si comme dessus est dict en la rubriche à ce servant, il conuient respondre & satisfaire. *C. lib. viij. Rub. de fideiussoribus & mandatoribus. l. Si fideiussor. & Authent. presente. eod. titu.*

De prendre gaige pour le pleige.

Aucunesfois^d aduient que le pleige prend gaige de celuy de quil fait la pleigerie. Et aussi aduient aucunesfois que creditur prend gaiges & pleiges pour sa debte. si sçachez que le fideiussieur qui a gaiges par deuers luy, si poursuyui est, doit sommer son principal auant que les gaiges puisse vendre ne clamer, car ce n'est que seurté que le principal n'appauurisse. Mais le creditur qui prend pour sa dette pleiges & gaiges, sçachez que s'il se veut traire aux pleiges, il leur doit mettre en main les gaiges: ou autrement il n'y seroit à receuoir. Car s'il auoit ces gaiges engai ges auant, si souffriroit il qu'il les ramenast en estre sains & entiers, & les mist en la main des pleiges, ou tenus n'y seroyent de respondre, car selon aucuns il semble qu'il s'y soit tenu aux gaiges, & laisse les pleiges quand il s'en aide en autre maniere. *Codice lib. octauo Rub. de fideiussoribus l. Creditori qui pro eodem.*

De muer sa dette à autre.

Et si aucun^e qui pleige auroit pour sa dette, se muast d'un detteur en autre, sçachez que les pleiges qui estoient de premier pleiges & fideiussieurs, sont deliures de ceste pleigerie, & ainsi n'est que seconde fois ils soyent & se rendent derechef pleiges au second creditur. *C. libro octauo Rub. dicta. l. Nouatione legitimè perfecta.*

D'appeller par le pleige son garand.

De ceste authentique a esté par le cy-dessus.

Par vne loy en Code escrite, est dict que le creditur a pouuoir de laisser le principal & luy traire au pleige, s'ainsi n'estoit que autre conuent n'y ait. Mais par vne Authentique qui s'ensuit, ceste loy est modifiée par la nouuelle loy de appeller son garand par le pleige, ce est le principal. Et dict l'Authentique que ambedeux quand ils sont en presence, c'est à sçauoir le principal & le pleige, le creditur ne peut ne doit riens demander au pleige, iusques à ce que le detteur soit trouué si pauvre que satisfaire ne puisse, ou qu'il se seroit absenté ou destourné, car lors conuiendroit il que pleige fust contraint à satisfaire. Toutesfois conuient il que le pleiges il le requiert, ait iour competant à appeller son garand, & qu'il le conrumasse, car lors s'il ne vient, le pleige sera contraint. Mais le demandeur deuera bailler tous ses erremés au pleige ainsi contrainct, afin que en temps & en lieu il puisse recouurer son principal, c'est à dire celuy pour quil aura ainsi payé. *C. lib. viij. Ru. dicta. l. Nō recte. & Auth. presente.*

De pleiger par signe ou autrement.

Le droit^f escrit ne fait nulle doute s'il est ainsi que aucun se vante de pleige auoir & le demande à auoir, & le pleige venu y respond en autre langage que au commun, que volontiers le fera, ou qu'il le fait par signe, car autant vaut l'un langage que l'autre, puis qu'il appert que le consentement y est *C. lib. viij. Ru. dicta. l. Blandius tibi est.*

D'un creancier assaillir l'un pleige, & laisser les autres.

S'il aduenoit que plusieurs ensemble fussent pleiges pour vne dette, & le creancier assaillist au plaids l'un auant l'autre, & celui qui ainsi seroit assailli, n'eust dequoy tout payer, & puis voulüst le creancier retourner sur les autres pleiges, & ils se voulussent defendre par exceptiõ que celui auroit premier mis en procès vn autre d'eux, & fait la demande de tout le deu, & par ce ne se peut ne doit traire aux autres, sçachez que pour ce ne demeure que pour le residu dõt payé ne seroit, ne puisse traire aux autres iusques à tant qu'il soit satisfait : puis qu'il a iuste demande. Mais s'il decheoit contre le premier de iniuste demande, par consequent si deuroit il faire contre les autres si tous estoient d'une mesme condition & pleigerie. *C. lib. vij. Rub. dicta. l. Si liberum fuerit antequam. & l. Reos principales.*

Que femme ne peut pleiger.

Tu peux & dois sçauoir par la loy écrite que femme ne peut estre pleige pour autre, car femme pour autre ne pour elle ne se peut obliger que l'obligation vaille ne tienne. *C. ad senatusconsult. Velleia. l. j. & l. se-* *Si elle n'y a re-*
nomcé: car si ex-
pressément elle
n'a renoncé au
velleian, elle
peut estre rele-
uée comme a esté
iugé par plu-
sieurs arrests de
la Cour, & en-
tre autres du 14.
Acoust 1586.

De bailler souffisans pleiges.

Quiconque^f promet à autre de bailler souffisans pleiges ou caution: Sçachez qu'il ne baille nuls pleiges souffisans tant riches qu'ils soient ne qu'il ne baille pleige iusticiable à la loy dont & où la question se fait, si ce n'est en argent monnoyé. Car bailler heritage, c'est faire & engédrer cause que les droits ne seussent pas, car autre pourroit dire qu'il seroit sur ce hypothéqué, ou que premiers y auroit main de iustice assise & c. pourquoy ce seroit nouuelle cause & autre procès s'il estoit deffendu. *ff. qui satisfacere cogan. l. ij.*

Comment le creancier se peut traire auquel qu'il veut des pleiges.

Item selon que dit est en la rubrique precedente des stipulations, si plusieurs sont pleiges pour autre, iacoit ce qu'il ne soit pas contenu en la fideiussion que ce soit chacun pour le tout, pource ne demeure pas que le creancier ne se puisse traire, auquel des pleiges qu'il lui plaira, & si conuient que le pleige y responde. Mais le pleige ainsi pouruiuy à droit, peut demander son garand : mais que ce face auant qu'il ayt fait la litifcontestation en la cause, car si depuis le faisoit, les autres pleiges ou principal que appeller on peut, n'y seroient tenus de proceder. *Insti. Rub. de fideiussoribus. §. si plures sunt fideiussores usque ad §. fideiussores.*

De autre maniere de pleigerie.

Dddd ij

*Ad hoc l. Si de-
cesserit. ff. qui
satisfacere cogan-
tur.*

AVtre^s pleigerie se fait d'entre parties, si cōme aucun pleige vn au-
tre de le ramener en cour, ou de luy estre en droict, ou de payer le
iugé. Car par ces trois manieres chet souuent pleigerie en ce cas, si peut
sçauoir sur ce, que s'il est aucū qui pleige autre de le ramener en cour, ou
d'estre à droict, & il aduient que le pleige voise de vie à mort auant le iour
assigné en cour, sçachez que les hoirs du pleige en sont quittes, mais si le
pleige ne venoit seruir son iour, & biē en allast apres ledit pleige de vie à
trespas, pource ne seroyent pas quittes les hoirs: & tout ainsi dois en-
tendre & sçauoir si le pleige alloit de vie à trespas auant le iour.

Item si en ce cas aucun le veut mettre pleige pour autre, s'il n'est cou-
chant & leuant deslous le seigneur deuant qui il veut faire ceste pleige-
rie, ou au moins tenant de biens iusticiables audit seigneur: Sçachez que
la fideiussion ou pleigerie n'est pas suffisante ne n'est à recevoir, iacoit ce
qu'en autres lieux soit riche & puissant & suffisant. Et la raison si est, que
ce seroit faire & engendrer de cause en cause nouvelle cause & action.
Car par autre seigneur faudroit faire execution de la pleigerie ou il cher-
roit euocation & opposition, & autre proces nouuel qui n'est pas con-
sonant à tel cas. Et toutes fois raison veur que si autres pleiges ne pouuoit
auoir le detenu que forains à la iustice, dont il seroit tenu afin qu'ils
soyent de la prouince, & que à ce se veulent obliger cōme à chose passée
à leur requeste en force de chose iugée, en promettant à la tenir par foy
& par peine, & qu'ils s'obligent de l'entreprendre & de estre en droict,
que à ce soyent receuz, ou autrement ce ne vaut. Et si encore le debteur

*Pro isto cap. vide l. Si quis
quemquam cum
l. seq. ff. si quis
requisitionibus. Do-
minus tamen
Card. in clemen.
j. de censib. dicit
quod si quis pro-
misit rem laici
en n. sistere corā
iudice laico, si
rem interim
fiat clericus si-
autel point que il est, le pleige le doit ramener & liurer: Car si celuy se
mettoit en autre habit, & fust clerc, moins que suffisamment le ramene-
roit: ou s'il impetroit tandis que le iour seruiroit, priuilege de quelque
franchise, lors cherroit le pleige en ce cas à la peine à ce mise.*

De pleige en cas de delict.

Item si^h aucun pleige en cas de delict d'estre en droict, sçachez que en
autel point que il est, le pleige le doit ramener & liurer: Car si celuy se
mettoit en autre habit, & fust clerc, moins que suffisamment le ramene-
roit: ou s'il impetroit tandis que le iour seruiroit, priuilege de quelque
franchise, lors cherroit le pleige en ce cas à la peine à ce mise.

De pleige à payer le iugé.

*Ad hoc ten. in l.
Indicatum solui
stipulatio ff. in-
dicatum solui.*

Item peux & dois sçauoir que celuy qui que soit, qui pleige à payer le
iugé, est oblige iusques à decison, & n'a nulle exception, car le iugé luy
conuient payer, c'est assauoir principal & despens, & encore amende l'el-
le s'y engendroit.

Du pleigié non venir, & le pleige s'y vint.

Ité s'il aduenoit que le pleigié de ramener en Cour, ou d'estre en droit ne vint à son iour, & son pleige y vint, & le demandeur requist défaut contre le pleigié, & demande attainte ou autre profit selon le iour & le cas, sçachez que le pleige ne pourroit pas seruir ne occuper la iournée pour celui qui pleigié auroit, s'il n'estoit son procureur. Mais auroit le demandeur défaut à tel profit que ordre de droit donneroit, ne pleige ne peut la cause de son pleigié faire pire ne meilleure, car il ne sert que de sa caution quant au principal: mais selon l'opinion d'aucuns, le pleige pour sa pleigerie soustenir, peut bien auoir certaines exceptions & excusations pour la cause soustenir en cas dilatoire & non d'autres.

Du dommage du pleige.

Item si le pleige prenoit ou auoit dommage pour la pleigerie, & la coulpe du pleigié, tu peux & dois sçauoir que le pleigié luy est tenu de rendre & refondre tous les dommages que pour ce aura euz & soustenus. *Extra de fideius. capite peruenit. & Inst. eodem tit. §. Si quis autem.*

De estre en droit sur peine.

De estre en droit sur peine sur ce faicte, & par pleigerie sur encoure peine en somme d'argent, qui au iour assigné defaudoit, te veux dire & monstrier ce que l'Empereur Iustinian en fut ordonné, és dernières ordonnances qu'il fist par son Concile sur ce faict & tenu. Si sçachez que s'il est aucun qui pleige autre d'estre en droit & reuenir à Cour à certain iour nommé sur encoure en certaine peine enuers le seigneur, & le pleigié ne vient en Cour à ce iour, tu peux & dois sçauoir que s'il n'a loyalle exoine, il est tenu en la peine, & est la somme acquestée au seigneur par le défaut du iour, par la maniere qui s'ensuit. Car le pleige y a relieurement, c'est à sçauoir qu'il doit auoir autant de temps à payer la somme encouruë, qu'il y a eu de temps du iour de la pleigerie iusques au iour de Cour qui fut assigné au pleigié, où il defaillir à comparoir. Et si dedans ce iour le pleige peut tant faire qu'il rameine son pleigié en Cour, il doit estre quitte d'icelle somme ainsi encouruë par défaut: & si le iour d'entre deux estoit trop brief, si doit le pleigié auoir iour competent pour ce faire, c'est à tout le moins de quinze iours. La loy en demonstre plus. Mais lors les iours de plaids estoient plus longs. Selon aucuns il y pourroit auoir trois, voire six semaines de iour, non plus, car le droit ancien en ce cas en donne six mois au plus. Mais il est à supposer que les iours de plaids ne seruoient pas de quinzaine en quinzaine, comme ils sont pour le present. & s'il vouloit defendre l'homme pourquoy il auroit ce pleigié, selon la loy il y est à recevoir, mais que ce encomence à faire dedans le iour que seconde fois il a remené son pleige, mais puis conuient mener le plaide à fin, & ne seroit pas quitte depuis pour ramener son pleige, qu'il ne payast la peine encouruë sur luy de la defaute de la contumace dessusdicté. Et encores ne pourra il ramener, ne de faict

Les delais en France sont arbitraires selon la disticté des liours, qualitez des personnes, & des choses, dont y a proces.

D d d d iij

entreprendre le pleige s'aucune charge n'en auoit eu au commencement de la pleigerie faire. Et si le second terme qui payer doit passoit, c'est à sçauoir la seconde quinzaine, ou le mois, ou les six semaines, si tant y auoit de terme passé, i'amaïs ne pourroit lors faire ne entreprendre le plaïd pour son pleige, ne estre quitte, qu'il ne payast la peine encouruë. *C. de fideiussor. & mandat. l. Sancimus.*

De demander à autre qu'il face pleigerie pour luy.

Item s'il aduenoit que aucun mandast à vn autre qu'il fut pleige pour luy d'aucune conuenance, marché ou contract, & celuy qui ainsi mandé feroit, le remandast encore vn autre que pleige fust pour luy enuers tel dont il estoit prié & requis d'estre pleige, & celuy ainsi iteratiuement mander le face, & par ce en ayt le dernier mandé pleige, & par ce que fait y a, en a aucun dommage, il s'en peut retraire à son mèdeur qui ainsi comme dict est luy manda: & le mandeur qui du premier fust mandé & requis, derechef se peut retraire à son premier mandeur, lequel puis qu'il apperra des mandemens ainsi faits, sera tenu si contend en vient, de tout faire bon, & desdommager l'un l'autre, mais se sera sans reconuention. Car chacun a la seule action de mandement, & sera chacun tenu de respondre pour luy: mais la verité est que le premier mandeur acquittera son mandement, & le second le tiers, *contraria actioe mandati.*

Du pleige auoir exoine.

Toutesfois veut la loy écrite que si aucun pleige autre de le ramener en iugement, c'est à dire en Cour, & celuy qui ainsi est pleige, ne peut reuenir par loyalle exoine qu'il a, que le pleige celuy iour soit tenu pour excusé. Or peut estre demandé si le pleige ne l'auoit promis à amener que à celuy iour, & à celuy iour il ait l'exoine dessusdicté, à sçauoir si pour ce le pleige sera quitte de la pleigerie? sçachez que selon l'opinion de plusieurs sages, nō, Car il ne rameine pas à iour cōuenablement, car s'il a eu le premier iour loyalle exoine, pour ce n'est pas reuenu à iour pour estre en droict, selon ce que à defendeur il appartient de comparoir & seruir au premier iour ou non. Et tousiours faut il sçauoir que en tel cas est loyalle exoine presuppōsé auoir lieu, & que ce soit à reuenir à iour de Cour vne fois du moins en tel estat que estoit l'obligé au iour qu'il le promist, & au iour que par ordre de procez deuoit seruir premierement du iour de la pleigerie. *ff. qui satisda. cogant. l. vlti.*

Du pleige yssir de la pleigerie.

Vide per glo. in verbo feceris. C. mandati. l. Si pro ea casus in quibus fideiussor potest agere an sequatur solueris.

Item s'il aduenoit que aucun soit pleige pour autre, & apres ce que ainsi seroit demeuré pleige par aucun temps, apres vueille yssir de ceste pleigerie, soit pource qu'il apperçoit que celuy pour qui il fut pleige si gaste le sien, ou autrement ou se maintient mallement, si que il peut & doit auoir paour, de luy que acquitter ne le puisse, sçachez que pour ce

n'est il pas qu'il puisse yssir de la pleigerie, s'ainſi n'estoit qu'il y fust entré par telle condition, qu'il en puisse yssir à temps, ou à condition, ou autrement le creancier seroit deceu que pour autre cause que par faute de conuent & de paye n'auroit prins pleige. Ne de pleigerie ne peut nul yssir sans le gré des parties, c'est à ſçauoir du creancier & des autres pleiges avec qui on est pleige & fideiuſſeur. *Ad hoc facit tex. in. l. Si pro ea. C. manda.*

De l'action que le pleige a contre le pleigié.

Comme est dict dessus en ceste meſme rubriche en vne loy fondée sur la decretale, quiconque faiſt ou paye argent pour cause de pleigerie, ſçachez qu'il a action de le recouurer sur celuy pour qui pleigeure a faiſt: mais que la pleigeure ait faiſt à ſa requeſte, & que ſon maistre face conuenir à loy le pleige pour luy acquitter auant qu'il paye, car autrement n'y auroit recours. & pour ce qui ſeulement veut proceder, nul ne ſe doit auancer d'eſtre pleige pour autre ſans requeſte, car autrement on n'a point de recours. Si c'eſt faiſt au commandement d'autre, c'eſt à dire à la requeſte d'autre, ſçachez que le pleige ſ'il eſt adommagé il le peut recouurer sur celuy à qui requeſte il a faiſt. Combien que pour ſeulement proceder en tel cas on peut & doit requerer que celuy pour qui on pleige, l'en promet acquitter: car lors y a promeſſe de ſtipulation, qui eſt la plus ſeure voie. Mais ſelon la loy eſcrite ſi autre contend n'y auoit que de la generale maniere de requerer à eſtre pleige, il y a il action de pourſuite par commandement de luy acquitter. *C. eod. mandat. l. Cum ex cauſa fideiuſſionis.*

Nuls allegare decre. peruenit. extra de fideiuſſ.

Ad hoc. § ſi quid autem fideiuſſor. Inſtit. de fideiuſſo.

De mander par le pleige à faire procéZ à ſon pleigé.

Encore veut la loy eſcrite, que ſi le pleige eſtoit pourſuiuy à loy pour ſa pleigerie, & il fiſt ce ſçauoir à ſon pleigé, & le pleigé luy * de- * Mandat, mandast à faire procéZ & defence contre le demandeur pourquoy a au liure eſcrit à ainſi pleigé, & le pleige ſur ce ſe defend à loy, ſuppoſé que le pleigé la main. par aucune negligence par luy commiſe dechée de l'acceſſoire, ou en principal, ou en amende, ou en deſpens, ſçachez que ledict pleige qui ainſi luy a commandé à ſoy defendre, eſt tenu de refondre le dommage que en ceste pourſuite faire aura eu le pleige, nonobſtant que par la defaute dudit pleigé ſoit aduenue la ſentence audit pleige ſ'ainſi n'eſt que le pleigé puiſſe le pleige ainſi negligentarguer de dol, & que frauduleuſement ait faiſt la negligence par luy pour ce commiſe, auquel cas lors ſeroit tenu le pleige deſdits deſpens & amende. *Ad hoc facit cap. peruenit. extra de fideiuſſ. l. Etiam. l. Si fideiuſſor. l. Si pro ea. C. manda.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CENT ET VNIESME.

AT cy dessus escrit de la stipulation, fideiussion, nonation & des coobligez ou comprometteurs dont est traicté en ce tiltre: & toutesfois ie ne laisseray encores de noter ce qui meritera d'estre observé. Stipulation encores que soit un contract special, auquel vient l'obligation, qu'on appelle verborum obligatio, si est ce qu'en toutes conventions & contractz peut interuenir la stipulatio pour les fortifier, & en faire proceder l'actio ex stipulatu ayant esté introduite à ceste fin par le droit Romain, Paulus. lib. 5. sentent. tit. 7. Icelle est une conception de paroles par lesquelles celuy qui est requis, respond & promet de bailler ou faire ce dont il est interrogé, l. 5. §. stipulatio. D. de verb. oblig. Instit. cod. tit. & se fait entre presens, non entre absens, l. 1. D. cod. §. item verborum. Inst. de inutil. stipul. Paulus lib. 5. tit. 7. mais comme il dict, si le contract ou instrument porte aucun auoir promis, il le faut estimer comme si l'interrogation precedente il auoit respondu, & §. si scriptum. Inst. de verb. obligat. Quant à la stipulation de l'enfant de famille mineur, ou pupille, il est sans doute que non seulement le pere ou tuteur peut stipuler à son profit, ains aussi luy mesme, l. Si filie. C. de contrah. & commit. stipul. Instit. de auctor. tuto. Les stipulations, soit pour bailler ou faire, se transfèrent & passent aux heritiers, encores que d'iceux ne soit faite mention au contract, par ce que les heritiers peuuent faire par autres accomplir le fait, l. veteris iuris. C. cod. ou payer l'interest, iuxta l. Si quis ab alio. D. de re iudic. l. Stipulationes non diuiduntur. §. Celsus. D. de verb. obligat. Des stipulations inutiles a esté si amplement traicté cy dessus, que seroit redicte superflue d'en escrire icy d'auantage: mesmes pour le regard de la stipulation ou convention de la future succession, qui est receuë en France contre la dispositio du droit Romain, principalement en faueur & par contract de mariage, Mafuerius. §. item licet. tit. de societate. Aufser. quæst. 452. Benedict. in cap. Rainutius. in verb. duas habens filias. de testam. Pour le regard des stipulations extorquées par dol ou crainte, comme pour autres semblables contractz, il se faut pouruoir par lettres royaux, pour en estre releué, soit que le dol aye donné cause au contract, ou qu'il y soit interuenu: n'estant telle distinction observée par le droit François, comme j'ay monstré au quatriesme liure des Pandectes.

b J'ay assez escrit cy dessus des deux ou plusieurs obligez ensemble solidairement, que mon vieil praticien appelle comprometteurs, nous disons coobligez, duo rei promittendi vel debendi dicuntur, dont on peut voir les tiltres. D. C. & Inst. de duobus reis. & j'ay monstré que l'authentique hoc ita. C. de duob. reis tirée de la Nouuel. nonante-neufiesme ne s'observe en Frâce, ains que si deux sont obligez solidairement, c'est à dire l'un pour l'autre, un seul & pour le tout, l'un d'iceux peut estre contrainct à payer entierement
toute

toute la dette, encores que son coobligé soit présent & soluable, & que la clause sans division & discussion n'y soit mise, par ce que ces mots, l'un pour l'autre, l'emportent, jugé par arrest du 19. Iuillet, 1590. suivant l'ancien droit Romain, l. 2. C. de duob. reis, sauf son recours contre son coobligé actione negotiorum gestorum, comme j'ay monstré cy dessus.

c L'auteur fait trois especes de fideiussion ou plegerie : & la fideiussion est l'obligation que fait aucun pour un autre, §. si quis autem. Inst. de fideiuss. l. Gracè. D. eod. Mais en diverses manieres interviens le fideiussesseur : car quelquefois il s'oblige avec le principal débiteur solidairement, & lors il est tenu pour coobligé, & correo debendi; aussi correi fideiusssores inuicem esse videntur, l. Reos. D. de duob. reis. Et en ce cas il est sans doute qu'il peut estre poursuivi sans discussion du principal débiteur, l. Iure & l. Reos. C. de fideiussor. & comme nous auons dict cy dessus, de duobus reis. quelquefois le fideiussesseur s'oblige seulement en ladicte qualité, & si n'y a clause expresse au contrat qu'il se soit obligé sans discussion, ou autre de pareil effect, comme qu'il se soit constitué principal débiteur, il faudra user de discussion contre le principal obligé auparavant que s'adresser à luy, iuxta Auth. Præsentem. C. de fideiuss. & arrest de l'an 1528. recité par Papon liure 10. tilt. 4. & autres depuis donnez. Mais si l'une desdictes clauses estoit mise au contrat pour rendre le fideiussesseur comme principal obligé, ou ayant renoncé à la discussion, il pourra estre poursuivi de premiere contrainte, sans exception de discussion, comme a esté jugé par arrest du 15. Iuin, donné en l'audience, 1557. sur un appel de Chasteaunherry. Aussi entre marchands associez au fait & B e n e f i c i e n t e t r a f f i q u e d e q u e l q u e m a r c h a n d i s e & n e g o c i a t i o n, n'y a division ne discussion, l i f i c i e n t e t r a f f i q u e c o m m e e s t t r a i t t é p a r B a c q u e t, c h a p. 26. d e s r e n t e s. L'héritier du fideiussesseur e s t t e n u a u s s i b i e n q u e c e l u y d u p r i n c i p a l d e b i t e u r, e n c o r e s q u e n e s o i t q u e s i m p l e f i d e i u s s i o n, l. Fideiussoris. C. eod. si toutesfois sont plusieurs heritiers, ils n e s e r o n t t e n u s q u e c h a c u n p o u r l e u r p a r t & p o r t i o n h e r e d i t a i r e, c a r l a s o l i d i u é d e l'obligation qui estoit entre les defuncts obligez, ne se transfere & passe c o n t r e e u x, j u g é p a r a r r e s t d u 2. j u i l l e t, 1591. si nō qu'un veuille dire que c o m m e b i e n s t e n a n s i l s s o i e n t t e n u s h y p o t h e q u a i r e m e n t p o u r l e t o u t, s u i u a n t l'ar r e s t d e G a l l o p e, r e c i t é p a r P a p o n.

d Le creancier se peut assseurer, & par gage du débiteur, & par fideiussesseur, & encores qu'il poursuive le fideiussesseur, si est-ce qu'il ne sera tenu de luy quitter & transférer le gage, qu'il ne soit entierement payé, l. Creditori. C. eod. ce qui s'observe à present exactement, mesmes apres l'ordonnance de Moulins, qui permet l'accumulation de toutes contraintes.

e Mutation de dette est ce qu'on appelle autrement nouation, dont j'ay escrit cy dessus : & par la nouation d'une dette à autre, les fideiussesseurs du premier contrat sont deschargez s'ils ne se sont obligez au second, l. Nouatione. C. eod. tellement que si le temps expiré de la ferme pour laquelle le fideiussesseur s'estoit obligé, le preneur prend de nouveau la mesme ferme, & le fideiussesseur ne s'y oblige de nouveau, il ne sera tenu de la nouvelle ferme, l. 13. §. qui impleto. D. locati. l. 3. §. cum quinquennium. D. de iure fisci. l. Si cum hermes. C. de locato. l. ult. D. de pactis, jugé par arrest de la Cour des Aides du

E c c e

*dixiesme Feurier, mil cinq cens septante, vt tradit Choppin. lib. 3. de Do-
man. tit. 14.*

f Pour obliger le fideiussieur il n'est besoin qu'il use de solennité de paroles, il suffit qu'il le consente, comme de dire, quid ni? Pourquoi non? Encores qu'il responde en vne autre langue, l. Blanditus. C. cod. comme aussi est traité de la stipulation, l. 1. D. de verb. oblig. où le Iuriconsulte adiouste, ita tamen, vt vterque alterius linguam intelligat, siue per se, siue per verum interpretem. J'ay traité cy dessus de la sommation & recours que le fideiussieur peut auoir contre celuy pour lequel il a respondu: & aussi de la poursuite & contrainte que peut faire le creancier contre chacun des principaux obligez ou fideiussieurs solidaiement, si non qu'il les ait prins & poursuivis chacun diuinement pour son regard & pour sa part & personne: comme j'ay monstre qu'il falloit concilier, l. Si creditores. C. de pactis. l. Liberum. & l. Reos. C. de fideiussor.

g Qui est tenu de bailler pleige suffisant & idoine, il le doit bailler tel, non seulement selon les biens & facultez, ains aussi selon la facilité de le conuenir, principalement quand c'est pour estre en iugement, qu'on dict ester à droict, l. 2. D. qui satisf. cog. Celuy est assez suffisant, qui a des biens assez pour respondre au creancier selon la qualité de ce qu'il demande. l. 234. §. D. de verb. signific. de ce qui est traité en l'article ensuiuant, faut voir ce que j'en ay escrit cy dessus. Mais il conuient noter que la fideiussion ou promesse de représenter aucun en iugement doit estre par escrit, & signée de celuy qui l'auroit faite, suuant les ordonnances, nonobstant l. Si fideiussor. C. de fideiussor. qui n'a plus de lieu en France: par ce qu'encores que celuy qui doit bailler caution, en ait nommé un, qui l'ait cautionné en iugement, si est-ce que si le fideiussieur ou caution n'auroit signé l'acte, il n'en sera tenu & obligé, comme a esté iugé par arrests du 21. Mars. 1595. & 27. Iannier, 1596. fondez sur l'art. 23. de l'ordonnance d'Orleans, recitez par Choppin lib. 3. de Morib. Parisio. tit. 2.

h La fideiussion de payer le iugé, ou de représenter en iugement celuy duquel est question, qui reus dicitur, a lieu tant en matiere criminelle que civile. Et pour la bien faire, il faut que le fideiussieur s'il n'est demeurant dans le territoire & iurisdiction du Iuge, pardeuant lequel il se rend pleige, face submission expresse à la iurisdiction dudit Iuge, & eslise domicile dans la ville ou ladicte iurisdiction se tient: & encores qu'il ait priuilege pour ses causes commises aux requestes du Palais, si est-ce qu'il ne laissera d'estre pleige & suiet à la iurisdiction du Iuge, où il se sera rendu caution, iugé par arrest du 14. Octobre. 1534. en la chambre des Vacations, & depuis en l'audience, de relenée du Mardy 16. iour de Mars. 1559. Le pleige en cause criminelle doit prudemment considerer comme il s'obligera: & serois bien d'advis qu'il s'obligeast seulement à représenter l'accusé en l'estat, ou payer certaine somme. Car s'il s'oblige indefiniment à payer le iugé, il sera tenu & de la reparation civile, & de l'amende pecuniaire, videtur enim in omnem causam pecuniariam obligatus. Il ne pourra toutesfois estre executé sans discussion préalable du condamné, comme a esté iugé en la Tournelle par arrest

du 26. iour de Feurier, 1546. encores qu'en matiere civile il puisse estre executé sans discussion, par arrest donné es Grands iours de Tours, l'an 1533. D'auantage si le fideiussor a representé l'accusé en l'estat qu'il estoit, à sauoir prisonnier. & il soit mort en prison, il en demeurera deschargé, comme a esté iugé par arrest du Parlement de Tholose, du 6. Avril, 1566. recité par Papon : & conuient remarquer autre difference de la fideiussion qui se faict sur certaine peine entre la cause civile & la criminelle. Car en la cause criminelle le pleige est tenu de la peine promise, si la condamnation contre l'accusé n'est moindre : mais en matiere civile la peine est souuent moderée à raison des dommages & intereffs, que peut auoir celuy, auquel la promesse est faicte, iuxta cap. suam de pœnis, par ce que la peine est au lieu de l'interest, & quelquesfois elle s'adage, quand les Iuges cognoissent qu'elle n'est excessiue & ne surpasse trop le iuste interest, dont Papon discours liure 12. tilt. 9. art. 4. & le sieur du Faill, en son recueil des arrests de Bretagne, arrests du 7. Aoust. 1565. & du 13. Octobre, 1567.

i Le pleige a action contre celuy pour lequel il a respondu, quæ mandati dicitur, si non qu'il l'eust faict contre la volonté d'iceluy, ou en affection de luy donner, ou que soit pour le faict mesme du fideiussor, l. 6. §. si passus sim. l. Si verò non remunerandi. D. mandati. Et s'il a respondu non par la charge & mandement de celuy qu'il auroit pleigé, ains d'un autre, il aura seulement l'action mādati contre celuy qui luy aura dōné charge, l. Cùm mandatu. D. cod. & contre celuy pour lequel il a respondu, l'action negotiorum gestorū, l. Ex mandato D. cod. Mais en France on ne s'arreste aux noms & formes des actions. Le pleige peut contraindre celuy pour lequel il a respondu à le faire descharger, principalement en trois cas, encores qu'il ne soit poursuini par le creancier, le premier, si le detteur dechet de biens, soit par dilapidation & mauvais mesnage, ou pour autre cause qui le face tomber en pauureté : le second s'il voit que le detteur demeure longuement obligé ; le tiers s'il est condamné à payer la dette, & ne s'en acquitte, l. Si pro ea contra quam. C. mandati. cap. fin. de fideiussor. & à ce propos on allegue vn arrest du Parlement de Grenoble, en Decembre, 1459. que recite Guid. Pap. quæ. 117. qu'il faut voir pour plus ample intelligence de ceste matiere. Quant au second cas le Iuge a acoustumé d'arbitrer & ordonner certain delay au detteur pour faire descharger son pleige & respondant, & à faute d'auoir ce faict dans le dict temps il l'y faict contraindre, mesmes par corps, ains que j'ay veu iuger en l'audience, de releuée, du Mardy 18. Feurier, 1561.

DES GAGES BAILLEZ EN NAMPT

POUR DETTE DEVE,

TILTRE CII,

Eccc ij

Venditio pignore non tollitur actio personalis, sed eo in debiti computato quod de pretio reseruari potest, de residuo manet integra petitio l. aduersus. C. de act. et oblig.



VIS que dict^a & monstré ay des pleiges & fideiussieurs, il s'en suit dire & monstrer des gages qui sont baillez en namp pour la dette deuë. Et de ce dist la loy escrite. Le detteur n'est pour ce deliuré de la dette, qui baille namp iulques à ce que le namp est vendu, à sçauoir, si autant vault que la dette monte: car si moins valloit, le detteur doit le surplus, & si plus vault, il a à r'auoir. *C. li. 8. Rub. de pignori. l. Debitor qui pignoribus.*

D'obliger gages en especial & en general.

Aucunesfois aduient que le detteur oblige aucunes choses en especial, avec tous les biens en general, & sur ce veut le credeur tout tenir pour obligé, & que du sien ne se puisse aider par l'hypothèque qu'il dist sur ce par luy à luy estre faicte. Sçachez selon le droict escrit l'il est ainsi que les biens qui sont obligez en especial puissent souffrir à ce pourquoy ils sont obligez, pourquoy il ne conuiendra que plus en soit obligé ne empesché, car autre chose n'est bailler gage que mettre le detteur au dessus d'estre bien payé. *C. lib. 8. Ru. de pign. l. Quamuis constet.*

Hypotheca est solum inuicta ad securitatem obligationis non autem ad augmentum quantitatis.

Addition qui n'est au liure escrit à la main.

Iason in §. item seruiana. Instit. de act. assignat differentiam post Docto. inter generalem & specialem hypothecam. vide ibi eum: & aduerte quod habens specialem & generalem debet prius specialem excutere quam ad generalem devenire. allegat. l. Si constet. C. de pigno.

De vendre le gage sans loy.

An pignus possit per creditore propria auctoritate occupari conuentione habita; quod si per eum non solum intra duos menses possessionem pignoris habeat, vide gl. in verbo non videtur. l. Alleg. creditores. C. eod. tit.

Quand aucun^b baille gage, soit d'heritage ou de biens meubles par si & par condition que si dedans certain iour il n'est r'achepté, que celuy a qui obligé est, s'en puisse mettre en saisine ou de faire vendre: Sçachez que conuenablement ne se peut mettre en possession de la chose, ne faire vendre si par autorité de loy ne le faict: & toutesfois consent la loy escrite, que si sans autorité de loy le faisoit, si n'y cherroit il point de meffaiet. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Si creditores qui non.*

D'usucapion sur gage.

Celuy qui baille en gage aucune chose, & celuy à qui elle fut baillée en gage, la bailla à autre, supposé encore que ce fust à iuste tiltre, & tant la tienne celuy à qui elle est ainsi derrainement baillée, qu'il la tienne trois ans, qui est le temps & terme d'usucapion, & par ce en soit faict comme seigneur: neantmoins pour ce ne demeure que celuy qui premier la bailla en garde, en ait perdu la droicteure, & que recouurer ne la puisse: & bien quiere son retour celuy en qui main elle est derrainement trouuée, à celuy qui la luy bailla. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Usucapio pignoris.*

Addition qui n'est au liure escrit à la main.

Ad intelligentiam istius cap. vide magna. glo. in allega. l. Usucapio. & quomodo pignoris ius non tollitur alienatione legali, nec alienatione hominis: & quomodo tollitur pignus prescriptione, sed non usucapione. & c. vide ibi, & an persequens pignus creditoris debeat probare debitorem esse dominum.

De prescription en gage.

Sçachez que si aucun met en gage aucune possession d'heritage, & celui à qui ainli est baillée, la tienne par long temps, pour ce n'est ny ne se peut acquerre possession ne prescription que celui qui ainli la bailla ou ses hoirs, ne la doiuent r'auoir si tost comme ils la demandent parmy comptant les vsufruits que la possession a valu, les mises à ce deduictes qu'il aura cousté à cultiuer & labourer, & parmy payant le residu de la dette si residu y a. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. si dominium.*

De gages mis en autre main.

Item si gages sont mis en autre main d'aucun pour payer autre, à fin de seurte, & il y ait faute de paye, sçachez qu'autant que le creditur le puisse traire aux gages, il luy conuient sommer & demander sa dette au detteur. Et lors si faute auoit en luy, se pourroit il traire aux gages par loy, & non autrement. *C. lib. 8. Rub. dicta. Authen. hoc ita si, &c.* Ou que le gage qui est engagé, soit mis ne transporté par celui qui le garde ou doit garder, soit par testament ou autrement, sçachez que tousiours le peut reclamer celui qui l'engagea, ou ses hoirs, & le peuuent poursuuiuer par tout où ils le sçauront, parmy payant le deu pourquoy engagé estoit. Et est ceste action appellée action en la chose. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Debiorem neque vendentem: & l. Pignoris vel hypotheca.*

De gage perdu par le gardeur.

Sçachez que celui qui a en garde les gages d'aucun, s'ils sont perdus par sa coulpe, ou negligéce, ou par mauuaise garde, il est tenu de les rendre, ne il n'y a autre excusation que s'ils luy estoient tollus à force, ou emblez avec autres de ses choses & de ses biens, & qu'il apparust clairement que ce fust sans coulpe, lors y auroit excusation. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Sicut vim maiorem.*

Des choses obligées tout à vne fois sans estre obligées en especial.

TV peul^d & dois sçauoir que la chose est aucunes fois obligée tout à vne fois, sans ce qu'elle soit engagée en especial. Et sçachez par ceste rubriche par la loy elcrite que tous les biens de celui qui doit aucune chose, ou treu publicque, ou du Seigneur, par celle mesme nature & condition sont obligez, & vallent comme gages où qu'ils soient. *C. lib. 8. Rub. dicta, in quibus casibus vel causis pignus tacite contrahitur. l. Vniuersa bona.*

Pour les dettes du seigneur.

Item pareillement tous les biens de ceux qui doiuent à la bourse du seigneur, c'est à dire les biens de ceux qui doiuent au seigneur, dessous qui ils sont iusticiables, sont obligez comme gages, & se payent deuant toutes autres dettes, & atteint on celle dette sur les gages des detteurs, où qu'ils soient en la iustice du seigneur, & par nature de loy y sont obligez. Mais aucuns veulent dire qu'en ceste partie ne doit estre entendu fors pour les dettes du souverain seigneur, & qui a droit fiscal. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Certum est eius.*

De femme veufue non pourchasser tuteurs à ses enfans.

Eeee iij

S'il aduenoit qu'aucune femme qui eust enfans moindre d'ans, si remariait : & sur ce à ses enfans ne pourchalloit depuis tuteurs ou curateurs, ou que ne leur payast ce qu'il seroit deu à cause de l'administration qu'elle auroit eue de seidsicts enfans, sçachez que les biens au second mary qu'ainsi auroit reprins, seroient obligez au reliqua du compte, de l'administration des biens que sadicte femme auroit eue desdicts enfans, iacoit ce que le mary ne se fust de riens entremis. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Si mater legitima.*

Que biens sont gage pour louage.

De ceste matiere a esté traitté cy dessus.

Certaine chose est, que tous les biens qui sont apportez en la maison qu'aucun tient à louage, sont gage de louage par la nature de la loy escrite, ny ne doiuent estre transportez hors de la maison, puis que le seigneur de la maison l'aura defendu, car autre iustice ne s'ergét n'y faut que le seigneur mesmes de la maison, & ainsi le tiennent & gardent les coutumiers par tout. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Sancimus.*

Comment la chose d'autre ne peut estre engagée.

ET toutesfois^e veut la loy escrite que si le procureur d'aucun pour le fait de son maistre & la cause soustenir, engage aucun meuble pour sondict maistre, & le maistre refuse à ce rendre & payer, que celui qui ce luy aura presté, puisse estre receu à faire le gage vendre, puisque ce aura esté contourné à son profit par le fait du procureur, ne en ce cas ne pourra son procureur deladuouer. *C. lib. 8. Rub. si aliena res pignori data sit. l. 1.*

Addition qui n'est au liure escript à la main.

Dic procuratorem non posse rem domini obligare, nisi specialiter ei mandatum sit, vel nisi habeat generale mandatum cum libera, vel nisi eam rem hypothecauit, quam consuetus dominus erat pignoraré, vel ultimo nisi pecunia numerata ex tali obligatione fuerit conuersa in utilitatem domini. l. Procurator cui libera. ff. de procurat. & l. Uniuersorum. ff. de pigno.

D'engager à autrui chose par barat.

Istam tamen fraudē debet nō probare qui eā allegat. l. In exceptionibus. §. quoties, & §. qui dolo. ff. de probatio.

Par ceste loy s'appert clairement que nul ne peut engager chose d'autre, & comme en la precedente rubriche est modifié, encore modifie la loy que si aucun souffroit par faintise engager sa chose pour autre deceuoir, & bien le sçauroit auant la main: ou si aucun engageoit à escient autrui chose qui bien sçauroit que sienne ne seroit pas, mais ce fust pour autre deceuoir: Sçachez qu'en ce cas le gage tendroit lieu & vaudroit, ny ne le pourroit on retrairer comme autre chose. Car la tricherie qui y seroit, ne souffrirait que le gage ne tint lieu & vaulsist pour celui à qui il est ainsi obligé & engagé. *C. cod. l. Si probaueris.*

Que tuteurs peuuent engager.

Si le tuteur & curateur d'aucun engageoit aucune chose de ceux qu'ils ont en garde pour leur droit & querelles soustenir, sçachez que ce se peut bien soustenir. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Curator aduerti.*

Intellige tamen hanc obligationem non tenere nisi in quantum pecunia est conuersa in utilitatem pupilli.

De choses qui ne se peuvent ne doivent engager.

Autrement dist^e encore la loy écrite qu'il y a choses qui ne peuvent ny ne doivent estre engagées. Si comme suppose qu'aucun engage tous les biens generalement, il ne peut pour ce obliger la femme s'il l'a, ne les enfans s'il en a. Ne selon l'opinion d'aucuns, les vestemens cotidiens de son corps, car il n'ira pas tout nud, humanité ne raison ne le souffriroit pas. Ne qui plus est, son nécessaire viure, car raison ne le pourroit souffrir, & aussi ne seroit il pas licite pour dette qu'il allast à rai-ge. *Rub. quæ res pignori obligari non poss. l. Alumnos.*

Dicit Bar. l. Illam alumnos, facere in argumentum quod si quis suscipiat in se omne periculum alicuius rei, quod videtur tantum suscepisse periculum contingens ex dolo vel culpa precedente, non autem periculum casus fortuiti. nota per glo. & Doct. in l. Sed si quis. §. quosdam. ff. si quis cautionib.

Des cheuaux & harnas de charnè.

Item est defendu aux executeurs d'executer pour dettes les cheuaux, charuës, les herces, & tous les hostils à ce appartenans, dont le labeur de la terre se pourroit cesser. Car ceseroit contre la chose publique, ne tels hostils ne doiuent cheoir en gage n'en execution tant qu'on puisse trouuer autres gages. Et veut la loy écrite que le Iuge qui ce com-mendera à executer, soit condamné à l'amender. Ne tels hostils ne doiuent estre entendus en commune obligation quand l'homme oblige ge-neralement tous les biens. *C. eod. titu. l. Executores à quocunque indice.* Encore ce conforte ceste loy qui l'en suit qui dist, qu'il n'est pertinent, ny ne conuient mettre en gage ne en execution quelque hostil qui appar-tienne à cultiuement de la terre. Et la raison si est, pour ce que c'est au detriment de la chose publique, ne tels hostils ne doiuent cheoir en exe-cution tant qu'on puisse trouuer autres, suppose qu'il conuint auant l'homme emprisonner, qui est detteur au cas qu'il meismes ne menroit ou feroit le cultiuement. *l. Pignoris. C. eod.*

Quærit Bartho. in dict. l. Executores. an talia instrumenta fundi ex speciali conuentione pignoriari possunt. decidit quod non, per d. l. Pignoris. & quod illa lex habeat etiam locum in alijs tributarijs pradijs, ne sterili-as fructuum eueniat, argument. l. 1. §. de opere. ff. de aqua pluuiæ ar-cend.

D'obliger biens aduenir.

Et s'il aduenitⁿ qu'aucun oblige tous les biens par generales paroles, puis que la stipulation sera deuë, puis que par ceste generale obligation est ainsi fait, sçachez qu'il doit estre entendu qu'aussi bien sont obligez tous les biens aduenir que s'il les dist par mots exprès, & nommast iceux biens. Car obligation puis qu'elle est de bonne foy, est à tenir en toutes fins, & en tous contracts, ne contre ne doit estre venu, ne legiere excep-tion n'y doit estre receuë. *C. lib. 8. Rub. dicta. l. Si quis in cuiuscunque con-tractum.*

*Additio.
Ceste addition
& autres mar-
quées ne sont au
liure escrit à la
main.*

Additio.

*Quando fit exe-
cutio, militi ar-
ma, scholari vel
aduocato libri
relinquendi sunt.
gl. in l. Nepos
proculo. ff. de
verb. sig. & l.
Stipendia. C. de
excep. rei ind.
& l. Commodum,
ff. de rei iudica.*

Additio.

Additio.

Omnia bona obligari etiam futura sub generali dispositione : utrum hac habeant locum in tacita hypotheca : vide Bald. in l. 3. C. de privileg. fisc. & glos. in fine. l. Hic allegare in text. Quid si cedo bonis, an de futuris intelligatur? Bald. quod non in l. Penult. C. qui bon. ced. poss.

De celui qui a le plus grand droict au gage.

Quiⁱ plus grand droict a au gage, appert par ce qui l'ensuit. A sçavoir est que cil qui premier se trait à loy, ou à qui le gage fut premier mis en main, ou à qui il fut premier obligé, celui a le plus de droict sur le gage.

De materia huius, qui prior est tempore, Vide Dinum ad satisfactum in cap. qui prior de reg. iur. in vj.

C. lib. 8. Rub. qui potiores in pignoris habentur. l. Si decreto pratoris. & premier va sur le gage, iacoit ce qu'aucun soit tenu en la chose publique, qui est chose moult priuilegiée. Toutesfois si sur celui qui ainsi est au publique obligé pour ton deu, premier trait à loy, ou faict main asseoir premier aux gages denommez & consignez par loy : sçachez que non obstant le cas priuilegié, ou le cas du publique, si comme dict est, ton gage ainsi assigné & appelé par loy, passera deuant execution, & a ton droict si auant qu'en feras apparoir. C. lib. 8. Rub. dicta. l. Si fundum pignori. Si le second creancier veut sa dette retourner, il appartient qu'il face gré au premier creancier de sa dette, & puis au second est le gage seul & pour le tout. C. lib. 8. Rub. dicta. l. Prior quidem creditor. La loy écrite dist que l'obligation generale comprend en soy l'especiale. facit. l. Si generaliter. C. eodem.

Exemple.

Iean obligea tous ses biens generallyment à tel. N. pour certain deu qui luy deuoir. Et apres ledict Iean pour certaine autre cause obligea à Thomas nommément aucune partie de ses biens, sçachez que Thomas à qui celle partie nommément est obligée, ne peut obliger ne empêcher que l'obligation que ledict tel. N. a, laquelle est generale, ne tienne lieu sur l'obligation nommée especiale, & que la generale ne soit premier satisfaitte. dicta. l. Si generaliter.

De vendre les biens par le premier creancier au second.

Et si le premier creancier vent le gage qui est obligé à autre secondement de luy, sçachez que faire le peut sans ce qu'on s'en puisse de riens reprendre. Et si le detteur vendoit ou donnoit le gage au premier creancier, faire le pourroit, ne pour-ce ne perdroyes pas ta dette, non plus que si le vendoit ou donnoit à vn autre à qui riens ne seroit engagé : & & si tu offres au creancier premier à qui le gage estoit obligé, ce que deu luy est sur le gage, sçachez que le gage te doit demeurer en namp de ta dette. l. i. C. Si antiquior creditor.

De vendre gage pour dette.

Combien^k que par plusieurs viages de pais est ordonné & tenu que quand aucun gage est vendu pour dette à la requeste du creancier, on luy met & assigne iour de trois iours selon aucuns lieux, & selon aucuns autres de huit iours & sept nuicts. Sçachez que selon la loy écrite, puis que le gage est vendu, si le detteur le vouloit r'auoir pour le prix, si n'y est il à recevoir. Car le contract vne fois faict de la chose tenable ne doit

doit estre despecé. *C. lib. viij. Rub. dicta. l. Obligata pignoris iure.* Ne le second creancier ne peut empêcher que le premier ne vende le gaige si tost qu'il voudra, si le second ne paye la dette au premier, par ainsi seroit seigneur du gaige. *C. Rubrica dicta. l. Quo minus creditor.*

De vendre gaiges en nom de dettes.

Non tant seulement peut-on prendre les gaiges mouuables, si comme draps, cheuaux & autres biens à celui, sur qui le iuge commande que gaiges soient prins & leuez, mais si fait on les dettes que autre luy doit, & faire leuer & chasser. A ce est modifié par les presens que voirement peut-on bien adresser aux dettes du detteur quand ne treuve nuls autres de ses biens executables, mais ce, non. Et appartient que la rescricption de l'executeur en face mention, & que la dette soit cogneüe. *C. de prat. pigno. & vi in actionib. debitor. miss. prator. pign. proced. l. 1.*

Imo omisiss bonis mobilibus & immobilibus potest creditor inchoare suam executionem in nominibus debitoris. & formam arrestandi tale nomen vide per Masuer. in sua Practic. titm. de execut. circ. finem.

D'acheter le gaige par le creancier.

Sçachez que si par le iuge est ordonné à vendre aucuns gaiges pour faire satisfaction au creancier, & le gaige expose à vente, il ne soit qu'il le vueille acheter pour la doute de celui à qui ce est, ou par son barat: sçachez que le creancier le peut trop bien racheter pour le pris, & est à recevoir. *C. si in caus. indicat. l. Final.*

D'engager le gaige à autre par faute de payement.

Item est allauoir, que si l'ay obligé voye, terre, ou autres choses en gaiges, bien si peut celui à qui engagées les auray, à vn autre engager par faute de ma paye: & aura le second creancier droit au gaige ainsi comme à droit de gaige appartient. mais si c'estoit terre, & ie n'eusse engagé que les vusfruits: celui en qui main l'auroye ainsi engagée, ne pourroit engager la terre. Et si il l'engageoit, & ie payasse le premier creancier, l'engagement que fait en auroit, ne tiendrait, & l'auroye ma terre telle que la trouueroye sans frais, ne sans interest refondre au second engage. *C. si pign. pigno. da. sit l. 1.*

De vendre le gaige pour la reste.

Et si le creancier qui tient en gaige aucune tenture ou autre meuble, estoit payé de la moitié ou de la plus grande partie de la dette, pour ce ne demourroit il pas que le residu de la dette ne doie estre payé, & que pour ce faire il ne puisse faire vendre le gaige, & que la vente ne tienne. *C. de distractioe pigno. l. Quando non est.*

An pro modico debito possit vendi res magni valoris, vide in l. A Dico Pio. §. in venditione. ff. de re ind. Faciunt ad hoc nota. per Bart. in l. ij. C. de nego. gest. Quid de re pupilli, vide not. in apostil. ad Bart. in d. l. quando non est. C. de distract. pig.

de faire vendre pour quelque somme qui lay soit due: & de ces matières on peut voir Masuerum in. de Execut.

Additio.

Et fait à ce propos l'ordonnance de Montlins qui permet au creancier de proceder par toutes contraintes & accumulatiō d'icelles. Et l'ordonnance de l'an 1559. par laquelle disction de meubles n'est necessaire, pour saisir & mettre en cryées les immeubles.

Additio.

Par le droit François il est libre au creancier

De configner & sommer de la paye.

Si le creancier à qui le gaige est engaigé, ne veut receuoir ce que deu luy estoit, & le detteur luy offre, neantmoins le detteur doit configner & sommer de paye deuant gens. Et ce faict, si le creancier vendoit sur ce le gaige, tout seroit à rappeler, & tiendroient lieu la consignation & la sommation sur ce faicte. *C. eodem. tit. l. Si priusquàm distraberetur.*

De femme obliger gaige pour autre.

Si femme¹ oblige gaige pour aucun autre, ou pour elle pardeuant aucun, & le creditur les vouloit obliger à autre ou pour luy pardeuers aucun ou vendre, sçachez que ce ne pourroit-il faire sans la femme appeller deuant le Iuge, & que ce fust faict par auctorité de loy. *C. eod. l. Mulier.*

De vendre les gaiges à la requeste del'un des creanciers.

Et s'il aduenoit^m que aucunes choses fussent obligées en nom de gaige à plusieurs, & l'un le gardast à qui elles fussent aussi bien obligées en nom de gaige, sçachez que si l'un des crediturs quel qu'il fust requeroit au Iuge que les choses fussent vendues pour luy & pour les autres payer, sçachez que vendues doiuent estre à la requeste du creancier quel qu'il soit. Mais sur les deniers de la vendue, les premiers creanciers seront payez premiers, jaçoit ce que ce ne soit pas à leur requeste, si auant que argent durera, & toutesfois la vente est à receuoir. *C. eod. l. Si in hoc quod iure tibi debetur.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CENT ET DEUXIESME.



Encores que les auteurs du droit Romain s'arrestent peu à la difference inter pignus & hypothecam, vt constat ex l. 5. D. de pignor. & §. item seruiana. Inst. de actio. Si est-ce qu'au droit François on fait difference entre gage & hypothèque: par lequel gage est entendu ce qui est baillé & liuré au creancier par le detteur pour seurte de la dette, & mesmement d'immeuble: & hypothèque ce qui est obligé au creancier iuxta l. 9. §. propriè. D. de pignor. act. & l. 238. D. de verb. signific. mais souuent on en use indifferemment. L'ancien usage de France, qui est encores gardé en plusieurs Provinces de la Gaule Belgique, estoit, que pour auoir droit de gage, ou hypothèque sur heritages & biens immeubles qui demouroient en la possession du detteur, il falloit que le creancier se fist namptrir sur iceux par loy, comme portent les vieilles Coustumes & pratiques, c'est à dire par le seigneur en sa iustice, duquel les heritages estoient tenus: lequel namptrissement auoit effect de mise de fait legale, ou traduction & apprehension de droit, & à faire ledit namptrissement le detteur y donnoit consentement par le contrat mesme: ce qui est plus amplement déclaré par lesdites Coustumes. Le mot de namptr ou namptrissement se prend generally pour traduction & deliurance ou apprehension de la chose, d'où vient le verbe namptrir. La diuision de l'hypothèque

ou gage en general & special, est vulgaire: mais quant à la question si le creancier qui a speciale & generale hypothèque, est tenu de s'adresser premierement aux heritages à luy obliger, specialement, & les discuter, semble y auoir contrariété entre l. 2. D. qui pignor. in pigno. Et l. 2. C. de pignor. Monsieur le President le Maistre au traité des criées fait une distinction que pour le regard du detteur le creancier peut indifferemment s'adresser sur tous ses biens tant generally que specialement hypothéquer; mais si la cause est entre creanciers, qu'il conuient que le precedent creancier discute premierement les heritages à luy specialement obliger, comme a esté iugé par arrest du 20. Aoust, 1558. & 16. Decembre, 1560. en la cause des Picois, toutesfois la doute seroit plus grande, si au contrait y auoit clause, sans que l'hypothèque generale, deroge à la speciale, ne la speciale à la generale, ains que toutes deux sortent leur effect, auquel cas ie serois d'adujs suivant l'opinion de Paul. Parif. consil. 103. lib. 3. que le precedent creancier ne fut tenu de discuter la speciale hypothèque: & i'ay entendu auoir esté ainsi iugé par arrest.

b C'est un droit general en France, que soit meuble ou immeuble qui soit engagé, le creancier ne se peut l'attribuer de sa prinée autorité, ains doit faire vendre le meuble par auctorité de Iuge, comme s'il estoit pris par execution, & l'immeuble par saisie, criées & adjudication par decret: & se trouuent des arrests contre les creanciers, qui autrement y ont procédé, mesmement i'ay veu condamner par arrest du Mardy huitiesme Feurier, de releuée, mil cinq cens cinquante & huit, un creancier à représenter le gage, qui luy auoit esté baillé, par le detteur, nonobstant qu'il soustint iceluy luy appartenir, par la conuention qu'il auoit faicte avec le detteur, que s'il ne payoit dans certain temps, le gage luy demurerroit. Car telles pactions sont, deguise mens d'usures: à ce propos faut voir l. Creditores. C. de pignor. l. 2. C. Si in caus. iudicat. l. Sed & si proponatur. D. de in diem addict. l. Cum plures. D. de bon. auct. iud. possid. & al. qui parlent des denonciations & publications que le creancier deuoir faire, dont aussi Cicero lib. 16. epistol. ad Atticum, Plinius lib. 7. epistol. & autres font mention. Aussi le creancier ne se peut ayder de l'usucapion de trois ans pour le meuble, l. usucapio. C. cod. l. Iusto. §. mutat. D. de usurpat. & usucap. qu'il faut entendre pour le regard du creancier & du detteur: & non du tiers possesseur, l. 1. & 2. C. si aduers. credit. præscript. oppon. & ne peut aussi le creancier s'ayder de la prescription pour l'immeuble, par ce qu'il possède pour le detteur, l. Si dominium. C. de pignorib. l. Male agitur. C. de præscript. 30. vel 40. annor. l. Pignori. D. de usurpat. & usucap. sinon que le detteur luy eust baillé l'heritage pour certain prix, & qu'il fut entré en la possession & iouissance d'iceluy: car lors il pourroit prescrire, l. Titius. D. de pign. act. l. Clauibus. D. de contrah. empt. dont toutesfois on pourroit douter, par ce que tel contrait seroit d'espece de pignoratif & engagement: & ja en Papon liure 11. tilt. 3. arrest du 19. May, 1552. par lequel la Cour declara nulle la vente qui auoit esté faicte au creancier de l'heritage à luy obligé par le detteur pour certain prix, si dans le temps conuenu il ne paioit la dette: & ordonna que si dans deux mois le detteur n'auoit payé, iceux passez l'heritage

Ffff ij

demeureroyt vendu au creancier, au prix qui seroyt arbitré par les estimateurs dont les parties conuendroyent, iuxta l. Si fundus. §. fin. D. de pigno. l. ult. D. de contrah. empt. & l. ult. C. de leg. commiss. Il conuient donc en telles causes considerer la forme des contractz, & s'il n'y a du commencement en iceux quelque vice, qui empesche la prescription, iuxta l. pen. D. de usurpat. & vsucap. §. nouissimè sciendum est. Inst. de vsucap.

c Pour la discussion du principal débiteur, auant que s'adresser contre le tiers possesseur des heritages obligez, on distingue selon les coustumes des lieux: car si par la coustume du lieu le detrempteur & propriétaire des heritages obligez peut estre poursuuiui personnellement & hypothequairement sans discussion, le creancier ne sera tenu de faire discussion contre la personne & biens du principal obligé, comme a esté souuent iugé en la coustume de Paris, & autres semblables, mesmes par arrest donné au profit de Michel procureur en Parlement du 8. Feurier, mil cinq cens septante & huit. Mais si la coustume ne porte en termes exprés sans discussion, il faudra premierement la faire, iuxta Auth. hoc si debitor. ex Nouel. 4. iugé par arrest du 30. iour d'Aoust, 1597. & autre du 26. de Feurier, 1602. donné en l'audience, en la Coustume de Meaux, dont j'ay traité ailleurs. De la perte du gage j'ay cy-dessus escriu si amplement qu'il n'est besoin de le repeter.

d Icey est traité des hypotheques tacites, qui sont denées de droict sans autre conuention & promesse, comme pour les tributs, cens & autres charges denées au seigneur à cause de sa seigneurie, & pour lesquelles il a droict de preference sur les heritages qui y sont suiectz & affectez, l. 1. C. in quib. caus. pig. vel hypoth. tacit. contrah. l. 1. C. si propr. publ. pensit. vend. fuer. Aussi tels tributs, cens & charges seigneuriales suivent le possesseur. l. Imperatores. D. de public. l. 3. C. de anno. & trib. & tit. C. sine censu vel reliq. & le Roy & Prince souverain a aussi tacite hypotheque sur les biens de la femme qui s'est mariée à un tenu pour la charge de primipile, qui primus erat centurio, teste Liuius lib. 7. & Veget. lib. 2. cap. 8. & 21. & receuoit les deniers pour payer la compagnie qu'il menoit, l. Satis notum. C. in quib. caus. pign. vel hypoth. Aussi les biens de celuy qui espouse une femme iurice de ses enfans, sans leur auoir fait pourueoir de nouueaux tuteurs, & rendu compte, sont tacitement obligez à ladicte tutelle & reddiion de compte, l. Si mater C. cod. Dauantage les meubles apportez en une maison par le locataire, sont tacitement obligez pour le louage, l. 4. D. de pact. l. 2. 3. 4. D. in quib. caus. pign. l. Si non inducta. & l. ult. C. epd. dont j'ay plus amplement escriu cy dessus, & sur la Coustume de Paris, art. 161. 162. & 171.

e La chose d'autrui ne peut estre obligée & hypothequée, sans son consentement: & sans pour constituer l'hypotheque, que la chose soit es biens de celuy qui l'oblige, l. 5. & 6. C. si aliena res pigno. l. Seruus quem, in fi. D. de act. empt. l. Et quæ nondum, §. 1. D. de pign. C'est pourquoy le procureur d'aucun ne peut sans charge d'iceluy obliger & hypothequer son heritage: toutesfoi si les deniers sont tournez au profit du maistre, il sera tenu par exception, de rendre ce qui aura esté payé pour luy, l. 1. C. cod. Le semblable au dict du tuteur qui auoit engagé la propre chose du mineur, l. Curator &c.

f Si in rem. C. eodem. Et par ce qu'esdictes loix est parlé du menble, convenant noter qu'elles ne sont à present en vſage, d'autant que par le droit François le tuteur est maître des menbles du pupille, desquels il peut disposer, à la charge d'en rendre compte: mesmes apres inventaire fait d'iceux. Les vendre, pour les deniers en procedans employer au profit du pupille, comme il est porté par les Ordonnances.

f Si le propriétaire de quelque heritage souffre qu'aucun l'oblige & hypothèque, encores qu'il n'y donne expres consentement, il sera tenu pour sa fraude de l'hypothèque, parce que ſachant tel acte se faire, & ne l'empeschant il est présumé le consentir. L. 2. C. ſaliena res. & ainſi l'ay veu juger pour un nommé des Jardins par arrest du 16. Janvier 1557. en un procez par eſcrit. Auſſi a eſté jugé que celuy qui est present à un contract de conſtitution de rente, qui n'a déclaré l'hypothèque qu'il avoit sur les biens de l'obligé, encores qu'il eust recue le contract comme notaire, on n'y eust aſſiſté que comme parent ou teſmoin, ne ſe pourra preualoir de son hypothèque precedente, pour preferer celuy, auquel ladicte rente avoit eſté conſtituée, idque propter dolum, malum, qui non in eo tantum est, qui fallendi cauſa obſcurè loquitur, ſed etiam qui inſidioſè obſcurè diſſimulat. L. Ea quæ commendandi. §. Fin. De de contrab. empt. arrest prononcé en robes rouges du 21. iour de Mars, 1581. contre Payen notaire. & autres du dernier iour de May, 1582. & du 6. Septembre, 1584. auſſi prononcé ſolennellement.

g Des choses qui ne peuvent eſtre engagées & hypothéquées est traité amplement aux tiltres, D. & C. quæ res pignori vel hypoth. & en reſulte une maxime & regle generale, que nul n'eſt eſtimé comprendre en une obligation generale, ce qu'il ne voudroit ſpecialement engager comme ſa femme. & enfans. l. j. C. cod. titulo. Quant aux cheuaux, beufs & inſtrumens aratoires qui ne peuvent eſtre engagés & executez par le droit Romain. l. Executores, & ſequent. & Auth. agricultores. C. cod. il a eſté quelque temps hors d'uſage: mais depuis par diuers Edicts il a eſté reſtably pour quelque temps, non toutesfois avec telle rigueur de peine, que celle portée par l'Authentique Agricultores, car ſeulement on declare l'execution d'iceux ſectionnaire, & en eſt faite main-levée au laboureur oppoſant. L'utilité publique de l'agriculture requiert qu'on maintienne les cheuaux, beufs & inſtrumens aratoires en liberté de n'eſtre pris par execution sur les laboureurs. En quelle recommandation les anciens auroyēt en boues aratoires, quos Varro ſocios hominū in opete ruſtico vocat., Plin en rend teſmaignage. li. 8. cap. 24. Elian. var. hiſt. lib. 5. cap. 14. & autres. Mais ſi le laboureur eſt obligé au corps, on demande ſ'il pourra eſtre emprisonné, encores que par l'Edict ſes cheuaux, outils & inſtrumens aratoires ne puiſſent eſtre pris par execution. Il me ſemble que ſa perſonne eſt plus privilégiée, car ſans icelle pour labourer, les cheuaux, beufs & inſtrumens ſeroient inutiles, & ne ſerviroyent au labour.

h L'hypothèque generale comprend les biens à venir, l. ultim. C. quæ res pignori, & à icelle ſont ſujets les fruits des heritages obligés pendans par racines, & pour iceux y a ordre entre les creanciers, comme tenans de la nae.

FFFF iij.

surre d'immeubles, iuxta l. Fructus. D. de rei vindicat. l. Cum conuenit. D. de pignorib. & M. le President le Maistre au traité des criées recite ainsi auoir esté iugé par arrest de la Cour, donné contre l'Euesque de Clermont en Auvergne.

Il traicte icy de ceux qui potiores in pignore habeantur, & confond le gage de meuble, avec l'hypothèque de l'immeuble, qu'il faut distinguer. Le meuble n'a suie par hypothèque, c'est à dire qu'un creancier n'y peut pretendre droit d'hypothèque, quand il est hors la possession du débiteur: comme l'interprete l'article 170. de la coutume de Paris. Mais celui qui premier le fait valablement saisir & prendre par execution, y a le plus-grád droit & doit estre le premier payé, par le 178. art. de ladicte coutume: il y a des exceptions portées par icelle, où l'en ay amplement escrit. On peut voir à ce propos l. 2. & seq. C. qui potior. in pign. & certainement tel gage pris par execution, qui se fait par un sergent en vertu de commission de luge, dicitur pignus iudiciale, dont est traicte tit. C. si in causa iudic. & l. Si & iure. D. qui potior. in pigno. Pour le regard de l'hypothèque d'immeuble, celui est preferé qui est premier en date d'obligation: l. 2. 3. & al. D. eod. l. 4. 6. 8. & al. C. eod. en maniere que si plusieurs auoyent consigné des deniers entre les mains d'un, duquel les heritages auroyent esté vendus par decret: ils viendrom à la distribution selon l'ordre de leurs obligations & hypothèques, iugé par arrest du 2. Septembre, 1581. duquel Choppin fait mention sur les coutumes d'Angers & de Paris. Il y a toutesfois des creanciers qui ont priuilege de preference, entores qu'ils soyent postérieurs, comme les maçons pour les reparations par eux faites, pour auoir conserué la cause de toutes les hypothèques, l. 1. D. in quibus caus. pig. vel hyp. tacit. l. Interdum. D. qui potior. in pign. arrest du 23. Decembre 1597. que i'ay recité ailleurs. Et n'est besoin de discourir d'auantage de ceste matiere, dont s'ay traicte amplement au 2. liu. des Pandectes.

k Pour vendre les gages pris par execution faut suivre l'usage de la iurisdiction où la vente se fait. En France apres les ordonnances, le creancier peut indifferemment & par accumulation faire prendre les meubles de son débiteur, les vendre & les acheter publiquement au lieu, où la vente s'en doit faire: & aussi faire arrester les dettes qui luy sont deües, & iceluy constituer prisonnier s'il est obligé au corps, & faire saisir & mettre en criées ses heritages. Si un ancien creancier transporte sa dette à un subsequnt ou autre, celui auquel le transport auroit esté fait, entrera en son droit & place. l. 1. & 3. C. de his qui in prior. credit. Mais ne peut le creancier transporter plus de droit qu'il a: comme si celui qui n'auoit qu'un usufruit, qu'il auroit engagé à son creancier, & le creancier auroit transporté l'hypothèque sur la propriété de l'heritage, il n'auroit peu faire preiudice au propriétaire d'iceluy qui entrera en la possession l'usufruit expiré, sans rien payer. l. 1. C. si pignus pignori.

l Cecy se doit entendre selon les mœurs des Romains, que la femme pouoit contracter de ses biens particuliers, comme s'entend l. Mulier. C. de distract. pigno. Mais par le droit François la femme mariée ne peut disposer de ses

Biens, ne les aliener, hypothéquer ny autrement en contracter sans l'autorité de son mary: ny mesmement engager les meubles de la communauté, qui sont seulement en la disposition du mary, comme j'ay traité sur la coutume de Paris, titre de communauté de biens.

m. Soit en saisie & prise de meubles par execution, ou saisie & criées d'immeubles, le droit François veut qu'on y procede par autorité de justice: & qu'on y establisce gardiens & commissaires, autres que les saisis & executez & les saisissans: ce qui est fondé sur les ordonnances & arrests de la Cour, & entre autres un du 22. Decembre, 1564. que la Cour ordonna estre leu au siege du Chastelet de Paris. Si un creancier a fait arrester & prendre par execution des meubles sur son débiteur, encores qu'il ayt preference, si autres creanciers s'opposent, ils pourront faire ordonner qu'iceux seront vendus, pour estre payez du reste des deniers, si aucun y a apres le premier saisissant payé. si non qu'on y vienne par desconfiture, auquel cas ny a lien de preference pour celuy qui premier auroit fait saisir, comme j'ay escrit cy-dessus, & sur la coutume de Paris, art. 179. où le débiteur peut auoir recours.

DES TESTAMENS. TITRE CIII.



AR coutume^a & vſage de Cour laye, testament & ordonnance de dernière volonté au testateur qui ce fait & ordonne, est à tenir & conseruer fauorablement par tous Iuges, si auant qu'il en ayt fait apparoir deuement. *Codice de testamentis. l. Testandi.*

Quels peuuent faire testament.

Et pource te veux monſtrer quels peuuent faire testament, & quels non. Si ſachez que le ſils qui est encore en minorité, c'est à dire en mamburnie de pere & de mere, ne peut faire testament qui tienne ne qui vaille. *C. qui testament. facere possunt. l. Nemo ex lege.*

Irem encore vieilles gens ne debilitiez de ſanté n'empesche que tels ne puissent faire testament puis qu'ils ont leur ſens naturel. *C. de his qui testament. facere possunt. l. Senium quidem etatis.* Quant aux mineurs d'ans veur la loy elcrite qu'ils puissent tester pour le regard des masles à xiiij. ans accomplis, & la fille ou femme à xij. ans pallez & accomplis, ainſi qu'il est porté formellement au texte de la loy, *Si frater patruelis. C. eod. tit. qui testament. facere possunt.*

Quid vero de consuetudine Parisensi où il est dict, Toutes personnes aagez & vſans de leurs droicts peuuent tester. *Notanter facio dubiu propter hoc verbum,* & vſans de leurs droicts, *secundum notat. in l. Final. & in l. ij. Codice de his qui veni. etat. impetra.* *Quid de consuetudine Carnutensium:* où il est dict, homme & femme conioints par mariage & autres

Addition, qui n'est au liure écrit à la main. Et sans voir la nouvelle coutume de Paris, titre des Testaments.

habilles & idoines à tester, *tantum dubium esse non potest, quia omnes ad testandum habiles sunt nisi prohibiti.* Or. xiiij. annum egressus minor non est prohibitus: quare, &c. unde cogitandum esset super his si in talibus civitatibus minor habens xv. annum, & xiiij. egressus, testamentum fecerit: quid iuris de illa consuetudine Parisensi propter hec verba, & vlsant de les droicts.

De testament devant desespoir.

Et s'il aduenoit que aucun qui eust fait testament, se mist à mort par desespoir, par rage de chef, par maladie, ou par autre maniere accidentelle, sçachez que pour ce ne seroit le testament despecé, qu'il ne tint & vaulsist à loy. Mais s'il se desesperoit par paour de peine ou de iugement, qu'il esperoit à auoir de luge par son mesfait, sçachez que son testament ne tiendroît ne vaudroit, supposé qu'il l'eust fait parauant en bonne memoire.

Addition, qui n'est au liure écrit à la main. Pro hoc est elegans admodum textus in l. Si is qui te. C. qui testament. facer. possunt. & adde quod si pudore aris alieni sibi mortem consensit, testamentum eius antea factum non propterea annullatur: nam haeres sine ex testamento, siue ab intestato succedit illi. textus ad litteram in l. In fraudem. vers. quod si is. ff. de iure fisci.

De testament au furieux.

Par la loy ^b escrete sçachez que celui qui est en furiosité, ne peut faire testament qui vaille ne dure tant que sa maladie luy dure, mais si tost que sa maladie luy cesse, & il reuient en memoire raisonnable, sçachez tant que en ce point est, faire pour son testament. Et ainsi supposé que souuent soit en bonne memoire, & souuent renchée en la furiosité, toutes fois s'il est en bonne memoire pour le temps qu'il fera son testament en presence de gens, qui en bonne memoire le puissent tesmoigner, le testament vaut. Et si au temps de la furiosité aucune chose en faisoit, ce ne tiendroît ne ne vaudroit. C. eod. tit. l. Furiosum in suis.

Addition.

De illo qui inducias suam mentis patitur, intelligit. aliquando enim sano mente, aliquando infirma sui cerebri valetudine existit.

De testament aux muets.

Item peux encore sçauoir que si aucun est muet par natiuité, de telle raison il est sourd, & pource tels ne peuuent faire testament ne ordonnance de derniere volonté qui tiennne ne vaille. Mais si aucun qui eust parlé en aucun temps, deuenoit muet par aucun accident, tels peuuent bien faire testament & ordonnance de derniere volonté, soit par signe ou par écrit, puis qu'il peut apparait que de saine volonté le veulent ainsi.

Addition.

An mutus & surdus simul, an mutus vel surdus tantum, aut ex accidenti aut à natura, qui eorum possunt testari, vide bonam distinctionem in l. Discretis. C. qui testament. facer. poss. & per Ioannem de Platea, in §. item mutus. Instit. eod. Limita tamen istum text. nostri auctoris in milite muto: quia siue à natura, siue ex accidenti, testari tamen potest: ut §. quimmo. In §. de testament. milit. & ibi gloss.

De testat.

De testament aux illegitimes.

Par la coustume locale veulent les coustumiers dire & soustenir que illegitimes ne peuuent faire testament de leurs biens, qui tiennent ne vaille, s'ainsi n'est que tous les dons qu'il fera par son testament, il les donne & face emporter à chacun à qui il les aura, donnez presentement avant sa mort, car depuis que mort seroit, le seigneur dessus qui les biens seroyent trouvez, les diroit & maintiendrait par ladicte coustume estre siens, puis que illegitime en seroit trouué en possession au iour de son trespas, nonobstant testament que eust fait ledict illegitime. Et ainsi le voit on vser de iour en iour en pays coustumier. Mais sçachez que par le droit escrit, ceste coustume n'est pas approuuée. Car par la loy escrite tous peuuent faire testament à qu'il la loy escrite ne le deffend, si comme dessus est dict, ausquels il est par loy deffendu, & ausquels non.

Contrarium quod bastardus possit testari, vide duo arresta in quest. Gall. unum Anno millesimo cccxxviij. & alterum cccclxviij. & rationem bonam hic assignat textus, quia edictum de testamentis est prohibitorium: ut tenet Philipp. Francus in Rubr. de testament. in repetit. cap. si in pater. in vj. vbi late disputat materias illorum qui non possunt testari.

Additio.

Des Prelats & Religieux.

Prelat ne peut faire testament des biens de l'Eglise, mais des biens qu'il auroit de son propre, de ce peut il faire testament à sa volonté. C. j. extra de testament.

Item peulx & dois sçauoir que religieux ne religieuses proffes ne professes ne peuuent faire testament qui tiennent ne vaille, cap. quia. cod. titu. Encore peulx & dois sçauoir que clerics beneficiez de biens acquis de l'Eglise ne peuuent faire testament qui tiennent ne vaille, capite, cum in officio cod.

Le contraire s'obserue à present: parce qu'un clerc peut disposer par testament ou autrement des fruits de son benefice & en iceux ses heritiers luy succedent Masuer. tit. de success. § item de consuetudine regni. Bened. in cap. Raynuius. ver. & uxorem nomine Adela. de testam. & y a des arrestz, mesmes l'ordonnance de Charles VI. de l'an 1385. du mois d'Octobre.

Comment testament vaut & tient.

Sçachez^d que combien que la loy vueille certaine solennité estre adioutée deuant que le testament soit vallable, ainsi qu'il est noté par le texte d'un §. sed cum paulatim. Institut. de testamentis. Toutesfois ladicte solennité n'est besoin estre gardée, ains suffit celle qui est de droit Canon, ainsi que le met la decretale, cum esses in presentia. illo tit. de testament. & fait bien à considerer en ce cas la coustume du lieu; car on voit diuersité de solennitez selon la diuersité des lieux.

Hoc potes agnoscere ex titulo, Des testamens aux constumes de Paris, en l'article xcviij. & des constumes de Chartres au mesme tiltre en l'article. Item tous testamens: où il y a difference quant à ladicte solennité entre lesdites deux constumes.

De publier testament à loy.

Si l'aduenoit puis que le testament seroit publié par deuant loy, & que autant an fust mis en la ferme de la loy, le testament fust perdu par aucune aduerture, pource ne demeureroit pas qu'il ne tint lieu & vaulsist, & que celui qui seroit en la ferme de la loy, ne peust estre redoublé par les tesmoins qui au fait auroient esté presens. C. cod. l. Publicati.

C'est art. n'est en usage en France.

Gggg

Du testament reprocher ou approuver.

Qui veut le testament approuver, il ne conuient pas redarguer si les tesmoins sont francs ou non, ne quels ils soyent, mais qu'ils ne loyēt faux tesmoins, car autre reproche n'y doit auoir. *C. eod. l. j.*

De testament en estrange langage.

Encore est il à sçauoir que si le clerc qui escriroit le testament, escriuioit d'autre maniere qu'il ne deuroit à l'entendement du testateur ou destesmoins, fust que le clerc le fist à escient, ou par non escient, pource ne demeureroit pas que ledict testament ne vaulst & tint lieu, si auant que les tesmoins seroyent records qu'il en deuroit estre. Ou encore s'il aduenoit que ledict clerc escriuist vn mot en estrange langage, si comme qu'il deuoit escrire que le testateur donnast vn hanap pesant vn marc, & le clerc oubliast à escrire vn hanap d'argent, sçachez que pour la faute de ce mot d'argent, ou d'un autre tel mot, ne demeureroit que le testament ne fust tenu pour ferme, & seroit suppléé par le Iuge que ne fust ne deust estre vn hanap d'argent. Et ainsi doit estre entendu d'un autre mors s'il aduenoit. *C. eod. l. Errore, & l. Ambiguitates.*

De donner au clerc ou tesmoins.

La loy^e escrete souffre & veut bien que le testateur puisse laisser & donner en son testament aucune chose à celui qui escrit le testament, & aux tesmoins qui y sont appelez, ne pource ne doiuent estre reprochez. *C. eod. l. Dictantibus.*

Ratio dubitationis fuit propter ea quæ habentur in us. de in quibus vel alius in testa. C. eod. l. ij.

De testament faict de long temps.

Si sçachez^f que le testament qui seroit, ou est faict de x. ans passez ou plus, n'est pas despecé pource, s'ainsi n'est qu'il soit monstré que le testateur ayt depuis eü autre volontré, & faict autre testament par deuant tesmoins idoines. *C. eod. l. Sancimus.*

Du testateur qui vent ce qu'il a laissé par testament.

Et s'il^t aduenoit que le legateur depuis qu'il auroit legaté aucune chose, fust heritage ou autre meuble, si le vendist ou consignast, & sur ce alast de vie à trespas sans rappeler son testament, sçachez que le legaté a cause de demander son lay par action legataire, & conuiendra que l'hoir ou les testamenteurs facent & accomplissent au legaté, nonobstant qu'il fust vendu ou engagé par le legateur. *Codice de lega. l. Qui post testamentum.*

Aditio.

Dicas, aut testator pignorat, & non videtur adimere legatum, aut alienat: & tunc distingue, aut ex necessitate rei familiaris, & tunc non videtur ademptum, aut ex voluntate, & tunc non debetur legatum. l. Rem legatum. ff. de adimend. legat.

De faire par testament aumosnier & parchonnier.

Il n'est pas deffendu par la loy escrete que aucun ne puisse bien estre aumosnier, & parchonnier d'aucune chose, combien que maintes coutumes sont contraires à ce. *C. eod. de legat. l. Cum responso.*

Aumosnier signifie donataire au parsonnier heritier qui a part en l'heredité. De cest article s'ay traité cy-dessus, & sur la Coutume de Paris, art. 300.

Hic vult tangere ce qui est mis en plusieurs coustumes que aucun ne peut estre heritier & legataire d'aucun deffunct.

Que testament ne vaut sans payer dettes.

Que testament ne vaut sans payer dettes, ne se peut faire ne aumofner par quelque personne que ce soit, que premier en auant toute œuvre elles ne soyent payées. Ce tesmoigne la loy écrite. *C. eod. l. Si uiruerse.*

De donner le gage en gage.

S'il aduenoit que le testateur eust engagé aucun de ses ioyaux à aucun sien amy pour dette d'argent, qu'il luy eust presté, ou qu'il luy deust par quelque autre maniere que ce fust, & en son testamēt luy donnast ce gage sans ce qu'il payast ce pourquoy engagé seroit, & sur ce allast de vie à trespas sans la dette payer, sçachez que les hoirs sont tenus de payer la dette au creditur, nonobstant que le gage luy ayt esté donné. *C. eod. l. Creditor.*

De mary donner à sa femme.

Sçachez que combien que coustume soit au contraire à ce que le mary ne peut amender sa femme, toutesfois veut le droit écrit que le mary en liēt mortel puisse à sa femme legater conuenable don, & la femme pareillement. Car lors est la desordonnée faueur outre en celle partie, pourquoy il est ordonné que le mary ne la femme ne puissent amender l'un l'autre en autres loix, c'est à dire quand ils sont ensemble en santé, pour les causes ailleurs alleguées en la rubrique des donatiōs. Car don de entre vifs ne peuuent faire l'un à l'autre. *C. eod. l. Non tantum.*

De legater d'hoir en hoir.

Combien que aucuns soustiennent que on ne peut legater ne faire condition que le tiers hoir puisse tenir s'il ne luy plaist: Sçachez que par droit écrit le testateur qui est franc seigneur de la chose, en peut legater & ordonner à son testamēt à son plaisir, iacoit ce que ce soit sur heritage, & conuient que l'ordonnance qu'il y fait tienne & vaille d'hoir en hoir, où ils delaissent la chose ordonnée. *C. eod. l. In annalibus.*

De legater à un seul aucune chose, & à un autre partie d'icelle.

S'il estoit aucun qui en son testamēt ordonnast d'aucune chose, ou d'aucun heritage à vn seul, & apres sur celle chose ou sur celuy heritage mesme en ordonnast à autre partie, sçachez que pource ne seroit son testamēt corrompu ne rappellé, car de raison ordonnée & de loy il est que chacun tant qu'il est en sens naturel, peut croistre & s'appeller son lays: & pource si legaté & donné auoir le tout parauant, il en peut bien retrancher ce don, & en donner partie à autre, si feroit il tout s'il luy plaist. *l. Cum questio. C. eod.*

De celer testament.

La loy écrite veut & ordonne pour oster & punir toute fraude en fait de testament, & que les dernieres volontez aux morts puissent estre briuevement accomplies, que s'il est aucun qui recelle le testament d'aucun apres sa mort, & retarde qu'il ne vienne à cognoissance & à effect, sçachez que si tost que le testament peut venir à cognoissance, ce-

G g g g ij

Additio.
Cecy entend est
en ligne directe
que collaterale,
& tant entre
heritiers simples,
que par benefice
d'immuable, que
mal ne peut estre
heritier si lega-
taire d'un def-
unct ensemble,
iugé par arrest
du 15. Mars,
1564. Et autres.

Si non qu'il ap-
parest auoir fait
ledit legs en pai-
ement ou recom-
pense de la dette,
l. Creditorem. D.
de legat. 2.

De ceste matie-
re a esté ample-
ment traité cy-
dessus.

luy qui ainsi le recelle, doit perdre tout le preu & benefice que par le testament pouuoit & deuoit auoir, ne riens ne luy en doit estre donné. Et si par aucune maniere subtile ou aucune voye l'auoit perdu prins & leué, s'il le doit il rendre, & à ce doit il estre contrainct, & encore à la discretion du Iuge, qui ainsi par barat a recelé le don & aumosne des pauvres, & de l'ame du testateur. *l. Si legatarius. C. eod.*

*vide l. Paulus
respondit. D. ad
l. Cornel. de fal-
sis.*

De tester que la femme ne s'y remarie.

La loy^e escrite deffend que en testament ne autrement le mary puisse deffendre à sa femme de elle remariar apres sa mort, ne que la femme soit tenuë de iurer sur ce. Et s'elle en iuroit pour complaire à son mary ou par dour, si ne vaudroit ce, ne n'est à tenir. Et supposé que l'homme l'ordonnast ainsi en son testament, & que sa femme se remariast, elle perdrait tout, &c. ou qu'elle fust priuée de telle chose. &c. ou s'elle se tenoit de remariar, elle iouyroit de telle chose: ou s'elle se remarioit, elle la perdrait. Sçachez que tout ce n'y vaut, car si plaist à la femme, elle se pourra remariar, & pource ne perdra elle son droit que par le testamēt doint ne puisse auoir par la generale coustume du pays, veu ce que son mary luy auoit laissé si de remariar se tenoit.

Proistis facit text. in cap. clericus. cum gloss. in verbo redeuntis, cum l. Ambiguitates. de indic. viduitate. C.

De vouloir contredire au testament.

Il est & doit estre en la discretion du Iuge de estimer quelle la volonté du mort estoit par toutes voyes & coniectures deuës, & par tout ce que enquerir & apprendre. en pourra, & selon ce ordonner & faire que la volonté du mort soit & puisse estre au plus pres accomplie, que faire se pourra bonnement, iagoit ce que aucun pour son singulier profit y soit contredisant par voye oblique ou par barat, ou pour destruire la derniere volonté du mort. *C. de fideicommiss. l. Voluntatis defuncti. & ibi gloss.*

De testament non accompli dedans l'an.

Comme il est assez stile & vûe que quand les executeurs des testamens ont emprins à faire aucun testament, si dedans l'an ne l'ont fait & accompli, ils peuuent estre reprins par l'hoir au testateur, ou par le Iuge de rendre compte dudit testament & ordonnance, & que plus n'en ayent la cure & administration, & doiuent perdre le don & profit que dedans ce testament deuroient auoir. Et sera par le Iuge le testament remis en la main de l'hoir ou hoirs par caution faisant à iustice de accomplir le testament deuëment. Et si les hoirs ne le faisoient, si est il au Iuge de le faire à cause d'office & des volontez des morts mettre à execution deuë, & par le Iuge spirituel appartenir à faire encore plus que au Iuge seculier. Cōbien que les Iuges seculiers, par especial le Roy en son royaume le faict ordinairement.

Quod si testator remisit rationis reddicionem, vide decis. Capell. Tholos. quest. xlvj. & decis. Guid. Pap. quest. ccclij. & istam materiam executorum testamentorum tractat Specul. per c. quest. iij. de editio. instrument. §. nunc. vero de ultimatum.

*Cette loy Volun-
tatis, qui est bri-
esue, signifie que
la question de la
volonté du testa-
teur, à sçavoir
quand y a doute
est en l'estimatio-
n & arbitre du
Iuge.*

*De soy traire à la Chambre des Comptes à Paris,
pour don de testament.*

Encore peut & doit estre sceu que si lesdits executeurs n'ont le testamēt accompli, ne rendu compte dedans l'an dudit testament, & qu'il soit aucun qui à cause de don legataire, ou à cause de succession s'en vueille traire en la Chambre des Comptes à Paris, faire le peut par commission des seigneurs de ladicte Chambre, & faire là adiourner lesdits executeurs de rendre compte de tout le testament, en delaisant tous autres luges royaux, ne de là n'en fera fait aucun renuoy: car ladicte Chambre, en est souueraine, & ainsi a-il esté fait entre plusieurs, & nagueres par Maître Pierre de Soissons contre les executeurs de Jean Bon-enfant Bourgeois de Tournay, pour don legataire, car la Chambre des Comptes du Roy nostre Sire à Paris est la souueraine Cour, où de tous Comptes on peut & doit rendre final & total compte. Mais bien peut estre que de vn don legataire qui s'en traitoit à autre Iuge Royal, il en deueroit cognoistre, legaré ou non legaté, mais pour decision de testament & de compte auoir sur ce, on ne s'en peut plus decifoiement traire qu'en ladicte Chambre. Il aduint par exemple au cas dessusdict, que par testament dudit Jean Bon-enfant Bourgeois de Tournay, fut donné à maître Pierre de Soissons demeurant à l'ainct Quentin en Vermandois, vne Bible en François que auoit ledit Bon-enfant. Question en fust entre ledit maître Pierre & les executeurs qui donner ne luy vouloient ladicte Bible. Ledit maître Pierre les fit conuenir par vn mandement de la Chambre des Comptes, lesquels requierent estre renuoyez deuant les Escheuins de Tournay, comme deuant leur Iuge: renuoyez y furent, pour ce que la question n'estoit que de don: mais si de Compte rendre eust esté, la cause fust illecques demeurée. Et faut entendre sur ceste matiere, que si l'heritier du defunct n'accomplist ce que a ordonné par son testament dedans l'an, qu'il doit selon droit estre priué de la succession hereditaire à luy deferée par ledit testament, ainsi qu'il est noté par le texte de l'Authentique, *Hoc amplius. C. de fideicom.*

Nota que par la Coustume de Chartres que combien que les executeurs du testament d'aucun defunct soient saiziz de tous les meubles par an & iour, pour l'accomplissement dudit testament, ce neantmoins peuvent les heritiers dudit defunct auoir deliurance desdits biens meubles, en baillant argent ausdits executeurs pour accomplir le testament, entant que touche les obits, obseques, funerailles, & autres dettes cogneues, en baillant aussi caution suffisante de payer les autres dettes dedans ledit an.

De legater dette qui ne soit deuë.

Item si se laisse à mon testament quarante sols, que ie dois à Jean, & apres ma mort il est trouué que ie ne luy doie riens, sçachez que pour ce ne demeureroit que ledit Jean ne doie auoir les quarante sols, par action legataire. *C. de fal. cau. l. Etiam si ueritas.*

Gggg iij

De usufruit d'heritage legué.

Quand en ^m testament aucun heritage est legué à aucun qui porter peut usufruit chacun an, & celuy a qui il est legaté, le laisse à demander iusques à grand temps apres la mort au legateur, & puis en fait demande, sçachez qu'il n'a usufruit que receu en soit, ou ait esté depuis la mort au legateur, ne aura usufruit, fors depuis que demandé aura le don. *l. In legatis. C. de usu. & fruit. legat.*

De desheriter son enfant par testament.

Il y a vne loy^e que on appelle Des testaments contre pitié, c'est quand le pere & la mere desheritent leurs enfans sans cause. Et dict la loy escrete que si le pere desherite son enfant sans que l'enfant l'ait desservy vers le pere, ne qu'il l'ait courroucé moult durement, si comme d'auoir attouché à luy par violence, ou d'auoir traicté à sa mort ou à son deshonneur, touchant infamie, ou de trayson pourchassée contre luy, sçachez que le fils à cause de venir contre ledict testament, par lequel il est ainsi desherité, & y est à recevoir, & si tost qu'il s'en trait à loy, & il appert qu'il en est droict hoir, il doit estre mis en possession de la chose verbalement, c'est à dire la chose doit estre mise en la main par le Iuge, & iour assigné aux parties pour proceder sur ce comme il appartiendra. *l. Quamuis. C. de inofficio. test.*

De ordonner à ses enfans en testament.

*Des postumes on postnez ou post-
mis a esté am-
plement trai-
cté cy dessus.*

S'il aduenoit que homme ou femme fissent leur testament & ordonnassent de leurs acquests qu'ils auroient fait ensemble en leur mariage, chacun à sa portion, & la mere fust enceinte, & à celuy enfant qui seroit au ventre, ne seroit riens laissé, & sur ce allast de vie à trespas, lequel que ce fut le pere ou la mere qui le testament auroit fait, sçachez que ce testament ne tient ne ne vaut, & le despecera du tout l'enfant qui depuis celle mort sera ne qui auoit esté oublié au testament faire, ce que ne peut souffrir testament de raison. Mais si l'enfant qui depuis sera né, comme dit est, fust assigné de sa part & portion au testament, ledict testament tiendroic & vaudroic. Et sont tels enfans appelez postmis, pour ce qu'il sont nez apres la mort de leur pere. *l. Si mater filius duobus. C. eod. tit.*

De testament contre pitié.

Pour ce^o qu'en la penultime loy est dict que le testament n'est à tenir qui est si durement contre pitié, que le pere sans cause desherite son fils: Sçachez que par vne authentique depuis apres ensuiuant est dict, que verité est que si le pere du moins ne laisse la quarte partie du sien à ses enfans, en telle maniere que s'il y a quatre enfans ou moins, ils doiuent auoir la tierce partie de l'heritage du pere, au moins que laisser leur en peut: & si ils sont cinq ou plus, leur en doit laisser la moitié ou moins que laisser leur en peut par droict escript: lesquelles parties, c'est à sçauoir le tiers aux quatre ou moins des enfans à chacun equalement, & au cinq & en dessus la moitié à chacun sa partie equalement. Et ce ne leur peut ne doit tollir, non pas les usufruits desdicts heritages. *C. eod. Authent. nouissima lege cautum est.*

De donner à ses enfans à l'un plus que à l'autre.

Encore veut la loy écrite que si le pere à l'un deses enfans donnoit de ses heritages outre mesure enuers les autres, que ceux qui ainsi seroient despointez, le puissent recouurer contre les autres qui outre mesure enseront ainsi ordonnez, à la raison & quantité de la loy dessusdicté. Et combien que en moult de Coustumes locaulx on tient le contraire, & que le pere pourra & peut donner à son plaisir à l'un deses enfans plus, à l'autre moins: toutesfois il est euident que le droit écrit en parle & dict, à la fin que si mestier en a, que on s'en puisse ayder, & semble que dure chose seroit de donner à l'un plus, à l'autre moins, si ce n'est à l'aîné. *Authent. unde si parens. C. cod.*

Par la Coustume de Chartres, de Paris, & autres, le pere & la mère ne peuvent auantager par quelque disposition que ce soit leurs enfans l'un plus que l'autre.

Additio.

De legater à aucun chose qui à autre seroit.

Si le legateur donnoit en son testament chose qui fust à autre, & que bien le sceust, si comme ie donne telle maison seant en tel lieu, ou autre telle chose que bien sçay que mienne n'est pas, sçachez que les hoirs au testateur sont tenus de accomplir ce don, & tant faire pardeuers le legaté qu'il se tienne à content par auctelle prisee. Et si le legateur legatoit chose qui tint estre sienne & si ne fut pas sienne, sçachez que le lais ne tiendroit point en ceste partie. *l. Cum rem alienam. C. de legationem.*

Faut voir §. non solum autem. Instit. de legat. où ceste matiere est amplement traitée: Et l. cum seruus. §. constat. & seq. D. de legat. 1.

Res aliena legari potest. & tenet legatum si testator sciuerit rem esse alienam. Ita dicit tex. in §. non solum. Instit. de legat. & adde quod si testator legauerit rem que non est in commercio hominum, non tenet legatum. Idem si esset in commercio, sed cum magna difficultate, ut in fundis patrimonialibus Cesaris, quorum alienatio dependet à voluntate principis: quod tantum dicitur difficile, & quasi est impossibile. l. Apud Iulianum. §. fin. ff. de lega. 1. Et ideo non valet onus adiectum legato pradi facto fratribus mendicantibus, ut ibi debeat construi locus ubi morantur fratres: cum talis mutatio dependeat solum ab unius iussu Pontificis summi. c. unico de religi. domib. in. vj. Et nota debere estimationem fundi relictis fratribus mendicantibus, quem fundum habere non possunt. Bar. l. Sed si heres. ff. de leg. j. quod plenè examinat in tractatu suo Minoritarum.

Additio.

ANNOTATIONS SUR LE TILTRE.

CENT ET TROISIÈME.

L^a V N des tesmoignages de l'homme d'auoir esté, & s'estre prouidement gouverné, consiste au testament qu'il faict de sa dernière volonté, que les loix des Grecs, Romains & des autres peuples viuans par police, ont approuué & grandement fauorisé, mesmement celles des XII. Tables, qui donnoit libre puissance de leguer & disposer de ses biens par testament. Et ve ait Quinçtilianus declam. 264. inter est supremę hominis voluntati legem fauere, vt quod de bonis suis constituit in supremis dominus, fecerit iure Cicero 2. Philip. in publicis actis nihil lege grauius, in priuatis firmissimum esse testamentum scribit. & on peut encores voir ce qu'il en escrit, lib. 3. de finib. Nous en auons plusieurs autres auctoritez & exemples en diuers auteurs & aux liures du droit Romain, qu'il n'est besoin repeter. Il conuiēt premierement sçauoir qui sont ceux qui peuuent faire testament: en quoy les Coustumes ne suiuent du tout le droit Romain: cōme pour l'age. Car le droit Romain repute le masle aagé de quatorze ans, & la femelle de douze accomplis, capables de tester. l. quā aetate. D. de testament. §. præterea. Inst. quib. non est permitt. fac. test. Mais par la Coustume de Paris, & quelques autres sans distinction de sexes, y a différence pour les especes de biens: & y en a qui sont distinction entre les masles & femelles: toutesfois de celles qui ont esté reformées de nostre aage ne s'en trouuent qui n'ayent disposé de plus grand aage, que celuy porté par le droit Romain. Mais on demande si la Coustume ne fait mention de l'age, à quel droit on aura recours. I'ay obserué ailleurs qu'il a esté iugé en la Coustume de Meaux, par arrest du 7. Iannier, 1581. Toutesfois ie serois plus tost d'aduise de suiure la Coustume de Paris, qui est comme la Roynie de France, iuxta l. de quibus. D. de Legib. aussi qu'aux masles agez de quatorze ans, & femelles de douze, n'y a encores iugement ferme & volonté certaine, pour cognoistre que c'est testament, & pouuoir valablement disposer de leurs biens. Et quant aux enfans de famille, ils ne sont tant sous la puissance du pere, que s'ils ont aage competant ils ne puissent disposer de leurs biens, soient meubles ou autres, selon les Coustumes des lieux, suiuant ce que s'en ay traité cy dessus, & que i'ay veu quelquesfois iuger pour les legs des meubles faicts par les enfans aagez de vingt ans par testament, contre les peres qui les vouloient debatre. Des autres qui peuuent ou ne peuuent tester, on doit auoir recours au droit Romain. Quant au testament de celuy qui par le desespoir se seroit tué, il faut considerer la cause du desespoir, vt traditur in l. 2. C. qui testam. facere. Et que ainsi que i'ay cy deuant escrit. Car en France on n'excuse le desespoir, par ennuy de vie, comme indigne d'un Chrestien, ains seulement celuy qui aduient par fureur de maladie.

b La distinction pour le testament du furieux, s'il auoit des euidens interuales de sain entendement, a aussi lieu pour l'insensé & troublé d'esprit, comme a esté iugé des testamens de Parent & de Nully, par arrests recueiz aux Respon. Dont appert que la question est de fait, & depend de la preuue si le testateur auoit des euidens interuales, & durant iceux auoit fait son testamēt. videl. Furiosum. C. qui test. facer. poss. Et pour les auengles muets & sourds, l.

hac

hac consilissima. & l. Discretis. C. eod. Mais par ce que par le droit François les testamens se doiuent faire par escri, suivant les ordonnances & coustumes des lieux, il est facile pour les aueugles & sourds, de faire leurs testamens, d'autant qu'ils les peuuent nommer & dicter: mais pour le regard des muets y a plus de difficulté.

c En France les Euesques & autres Prelats n'estans religieux profex, pouuent disposer tant par donation entre vifs, que par testament de leurs biens, sous lesquels sont compris les fruiets de leurs benefices, & acquests, qu'ils auroient faictz d'iceux: par ce qu'ils sont comme on dict, temporels, glos. in cap. fin. de offic. ordin. in 6. quam ibi sequitur Io. Andreas. glos. & Bened. in cap. Raynutius. verb. & uxorem nomine Adelasiam de testam. Masuer. tit. de success. Faber. in §. is verò. Inst. de rer. diuif. Ian. Gall. quæst. 122. Encores mesmes que l'Euesque eust esté autrefois religieux profex, de l'ordre des Mandians, comme a esté iugé pour les heritiers d'un nommé Fourné Euesque de Chatons sur la Saône, qui auoit esté Iacobin, par arrest prononcé solennellement le 15. iour d'Auril, 1585. Quant aux Religieux ou Moines, le testament par eux faict deuant la profession est valable, & ne se renouque, par icelle: mais depuis la profession ils ne peuuent faire testamenr. Nouel. §. de Monachis. Bart. in Auth. si quæ mulier. C. de sacros. Eccles. L'ordonnance des Estats d'Orleans: Et ainsi on en use par le droit François, sans s'arrestér à l'Auth. Ingressi, qui ne s'observe, ny aux distinctions des Docteurs, comme i'ay monstté ailleurs.

d Les solennitez du droit Romain, soit pour la confection du testament, pour l'ouverture d'iceluy, ou autres semblables ne sont plus en v'sage en France au pais caustumier, ou y a des coustumes qui ont establies formes & solennitez requises pour faire testamens valables. Et certainement pour euitier aux fraudes, suggestions & inductions, a esté besoin d'introduire certaines formes pour faire des testamens legitimes, vt scribit Harmenopul. lib. 5. tit. 1. C'est pourquoy testamentum à Quinçiliano definitur, declam. 308. Voluntas defuncti consignata iure legibusque ciuitatis. Par les ordonnances d'Orleans, art. 85. & de l'an 1574. art. 163. est porté que les testamens doiuent estre signez par les testateurs & tesmoins, sur peine de nullité: & de ce faire ils soient requis & interpelléz par les Notaires, Tabellions ou Curez ou Vicaires qui les receuurent, qui en fassent expresse mention, & s'ils n'ont signé, de la cause pour laquelle ils n'auroient peu signer. Il suffit pour la validité du testament, qu'il soit faict selon la solennité du lieu, ou le desinç auroit testé, pour auoir force en autres lieux, iuxta l. Si nō speciali. C. de testamēt. Cynus, Bartol. & alij ad l. n. C. de summatrinit. Guid. Pap. quæst. 282. dont y a plusieurs arrests, & entre autres celuy sur la proposition d'erreur pour la venue du President de S. André, & du dernier iour de May, 1566. Les solennitez prescrites, par la coustume doiuent estre exactement gardées, autrement si d'icelles y auoit en omission, le testament seroit nul, etiam pour les legs ad pias causas, iugé par arrest du vingthuiuesme Mars, mil cinq cens quatre vingt & un, & autre du premier iour de Feurier 1586. dont i'ay plus amplement discouru sur la coustume de Paris.

H h h h

e La l. dictantibus, parle des Jurisconsultes ou autres, que les testateurs auoient accoustumé d'appeller pour dicter leurs testaments & quant aux testmoins encores que parle droit Romain ils eussent peu estre legataires, vt constat ex d.l. & al. & §. legatarijs. Inst. de testam. Si est-ce que par la coutume de Paris, & quelques autres, ils ne peuuent estre legataires: ce qui peut auoir esté introduit pour le petit nombre des testmoins qui sont requis, & suivant le Senaconsult Libonian, l. Si quis legatum. l. Filius emancipatus. l. Diuus. D. ad leg. Cornel. de falsis.

f Iustinian in l. Sancimus. ordonne que pour reuoker un testament n'est seulement requis le laps de dix ans, ains aussi la declaration de la contraire volonté du testateur, qu'il peut demonstrier, soit par autre testament parfait, ou par l'effacement & radiation de son seing, & de ceux des testmoins mis audit testament, ou par laceration d'iceluy & des seings de ceux qui l'ont receu. Toutesfois aucuns voulans retenir la constitution des Empereurs qui est en la l. 6. C. Theo. de testam. abrogée par Iustinian in l. Sancimus. ont esté d'opinion que le seul laps de dix ans suffit, si le testateur ne declare vouloir son testament auoir effect. Mais il me semble qu'il vauld mieux suivre la decision de Iustinian.

g. L. Qui post legatum. C. de legat. parle seulement au cas que le testateur auroit obligé & hypothéqué la chose par luy leguée. Car au cas d'alienation, soit par vendition, ou donation, il seroit reputé auoir reuoké le legs. l. 6. D. de legat. l. l. Rem legatam. D. de adim. legat. §. si rem suam. & §. si quis ancillis. Inst. de legat. Toutesfois telle question depend de sçauoir si le testateur auroit eu volonté de changer la disposition qu'il auoit faite par son testament, & reuoker ledict legs, l. Fideicommissa. §. si rem suam. D. de legat. 3. J'en ay plus amplement discours au troisieme livre des Pandectes.

h Cest article s'entend que le testament ne peut preiudicier aux dettes que deuoit le defunct, lesquelles si elles emportoient & consommoient toutes les facultez du testateur, rendoient son testament & les legs qu'il auoit faits, sans effect & valeur, l. Si vnuerſa. C. de legatis. Mais on y peut adiouster une exception, que si le testateur auroit legué des meubles, desquels la deliurance auroit esté faite aux legataires, auparavant que les creanciers les eussent fait saisir, ils demeureront aux legataires, par ce que meubles n'ont suite par hypothèque.

i L. In annalibus parle de annuis legatis, lesquels sont esteints par la mort de ceux auxquels ils sont laissez, & ne passent à leurs heritiers. l. Si in singulos. D. de annu. legat. si non que le testateur eust ordonné de les bailler, non seulement aux legataires, ains aussi à leurs heritiers, & heritiers d'iceux comme perpetuels.

k Encores que ce qui est icy traité de la viduité enuoincte, ex l. 2. & 3. C. de indict. viduit. Nonobstant laquelle le legs doit auoir lieu, ais esté abrogé par Iustinian. Nouel. 22. vnde sumpta est Auth. Cui relicum. Si est-ce que Bacquet, traité de Justice, chapitre vingti & vnième, & autres, estiment ladicte Authen. n'estre obseruée en France, ains dd. ll. Quæ tollunt in-

dicté viduitatis conditionem : & l'ay entendu d'aucuns anciens Aduocats le contraire auoir esté iugé. Mais par ce que ie n'en n'ay rien ven de iugé par arrest, ie n'en disputeray d'auantage.

l Par plusieurs coustumes, mesmement celle de Paris, tilt. des testamens, est disposé de la charge & de noir des executeurs de testamens. Et s'en ay fait mention cy dessus. Ils sont saisis durant l'an & iour du trespass du defunct, des biens meubles par luy delaissez, pour accomplir son testament : & apres l'an ils n'en n'ont plus de charge, ains sont tenus de rendre compte : & s'ils n'ont du tout executé le testament, les heritiers le pourront faire. Mais la peine de la priuation du don & legs à eux fait, n'est practiquée en France, si non qu'il soit fait expressement pour executer le testament, & que l'executeur n'ait voulu en prendre la charge, ou qu'il y ait eu iugement contre luy comminatoire de ladicte priuation s'il n'en faisoit son deuoir, & qu'il n'y eust obey. Car en ce cas telle charge, habetur tanquam conditio adiecta legato, quæ omnino impleri debet, l. 3. C. de condit. insert. Et par ce que i'en ay escrit amplement sur ladicte coustume de Paris, & ailleurs, ie n'en feray plus long discours.

m L. In legatis, quæ est vltima tit. C. de vsuris & fructib. legat. parle des legs & fidecommis en general, & non seulement de l'usufruit legué : & veut que les fruits de la chose leguée ne soient deuz, sinon du iour de la contestation de cause, & non du iour de la mort, par ce que le legs doit estre demandé par le legataire, l. 1. C. eod. tit. l. Quæsitum. §. vlt. D. de legat. 1. Toutesfois i'ay eniendu auoir esté iugé par arrest du mois de Iuin, 1563. lors que ie suiuois le Palais, que d'une rente leguée les arrearages auroient esté adiugez au legataire du iour de la mort du testateur, encores qu'il n'en eust demandé la deliurance plus de quatre ans apres le deceds d'iceluy.

n La loy naturelle qui continuë aux enfans la succession des peres & meres, & qui est approuuée de tous peuples, comme un droit des gens, mesmement pour les postumes, vt constat ex lege Moïsis, num. cap. 27. Plutarchus in Solone. Cicero. lib. 3. de fin. bonor. l. In suis. D. de liber. & postum. l. Cum ratio. D. de bonis damnat. & al. Et le confirme Procopius, ne permet que sans cause ils en puissent estre priuez & desheritez, Iustinian en la Nouel. 115. vt cum de appellat. a ordonné les causes d'ingratitude pour lesquelles lesdictes exheredations pouuoient estre faictes. Le droit François les approuue bien, mais si le pere ou la mere n'en auroit fait poursuite de son viuant, ains seulement ait déclaré par son testament, aucunes desdictes causes, pour lesquelles il desherite son enfant : celuy qui se vouldra preualoir de ladicte exheredation, sera tenu d'en prouuer les causes, autrement, on n'y aura esgard : comme i'ay ven iuger par arrest du seiziesme Mars, mil cinq cens cinquante cinq, donné sur un procès par escrit, que i'auois conduit pour un nommé le Feuré : dont i'ay traité plus amplement au troisieme liure des Pandectes, & on peut voir à ce propos, l. Omnimodo. C. de inoffic. testam.

H h h h ij

o. Par ce que les peres & meros. faisoient quelquesfois des testamens si inefficieux: pour consommer leurs biens en dons & legs; & en priver leurs enfans, qu'ils estoient contraincts de les faire casser & annuller, vt in Valerio. Max. lib. 3. cap. 5. & alijs auctoribus legimus; il y a esté pourueu par les Auteurs du droit Romain, par le moyen de la falcidie, qu'ils ont voulu estre laissée aux enfans. Laquelle Iustinian a augmentée Nouel. 18. detrientie & semisse: pour estre le tiers de la substance & entieres facultez du defunct, s'ils sont quatre enfans, ou moins: & de la moitié s'ils sont d'auantage. On l'appelle legitime, comme ayant esté par les loix introduite, pour estre legitimement duee aux enfans. I'en ay amplement discoursu sur la coustume de Paris, art. 298. & au 3. liure des Pandectes: seulement y adiousteray que la legitime ou supplement se doit demander premierement aux heritiers, & subsidiairement aux donataires entre vifs. suivant l'arrest du 14. Mars, 1592. en la maison d'Apchon. Mais quant aux legataires, il semble qu'on se peut directement adresser à eux, comme aux heritiers, par ce que les legs font partie de l'heredité, d. l. Omnimodo. Je sçay bien ce qu'en a escrit Boërius decil. 145. & Guid. Pap. quæ. 82. Mais ie ne suis de leur opinion. Et encores que le pere ou la mere puisse aduantagez l'un de ses enfans plus que l'autre, c'est tousiours à la charge de la legitime, comme a esté iugé par arrest du 27. iour de Mars, 1558. & en ay escrit sur la coustume de Paris, art. 306.

DES CODICILLES.

TITRE CIIII.

Quatuor genera sunt codicillorum. vide Ioa. de Platea titu. de Codicill. Insti. & Dos. in rubr. de Codicill. C.



PREs s'ensuit des codicilles. Comme il soit ainsi qu'un chacun qui est en estat de memoire raisonna- ble & franche volonté, peut faire testamēt, aussi peut & doit sçauoir que pareillement apres testamēt fait on peut iceluy testamēt croistre & diminuer, & nou- ueaux dons peut on faire apres le testamēt premier fait, par forme de codicille. Et est codicille appellé vne addition que fait le testateur avec l'ordonnance du testamēt que parauant a fait, sans ce que pour ce il vueille que ledict testamēt soit de- riens corrompu en son principal effect. Et pour ce peut & doit sçauoir que codicille n'est qu'addition à testamēt: mais toutesfois il est de telle autorité, que par le codicille peut estre un don en testamēt augmenté ou diminué, sans corrompre le testamēt. Ne par codicille ne doit estre le testamēt corrompu ne destruire, & testamēt ne peut destruire codi- cille, car codicille est & doit estre depuis, & pour ce en tous codicilles doit estre contenu, que c'est sans l'appeller la vertu & pouuoir du testa- mēt principal en tous autres cas, qu'en iceux qui par ce present codi- cille sont modifiez & declarez. Et doit le codicille confermer le testa- mēt en tous ses autres termes. l. Cum proponas. & l. i. C. de Codicill.

Comment le demandeur du don doit declarer par quelle maniere il demande, soit vñ ou, &c.

Item sil estoit^b aucun qui demandast hoirie ou autre don, par don legataire : sçachez qu'il seroit tenu de declarer si par don de testament le demanderoit, ou par autre don, comme de codicille, car plusieurs s'en peuvent faire, mais qu'ils ne soient contradictoires les vns aux autres. Et si par testament le demandoit, & le codicille feust r'appellé, frustré seroit du don. l.vlt. C. eodem.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CENT QUATRIESME.

A *JUSTINIAN* tit. Inst. de Codicil. declare amplement l'origine des codicilles, qu'on peut definir, l'ordonnance de derniere volonte, n'estant garnie des solennitez de droit, qui sont requises pour la confection du testament: en quoy les codicilles sont differens du testament, & en quelques autres particularitez, comme de l'institution directe de l'heritier, d. tit. de Codicil. Les codicilles se peuvent faire aussi bien deuant testament, qu'apres, & non seulement sil y a testament, ains aussi si le defunct decede intestat, §. i. & seq. eod. l. 3. & 5. D. eod. & en est amplement traité. l. 8. eod. & l. i. 6. & 7. C. eod. Et aucuns ont escrit que les testaments qui se font aux pais coustumiers de France, ne sont que codicilles, au regard de ceux qui se deuoient faire par les solennitez du droit Romain.

^b Il sobserue bien de declarer par le demandeur par quel droit & moyen il pretend la chose qu'il demande: mais non avec telle formalité si c'est par don de testament ou codicille. Car par l'usage François on confond le testament avec le codicille, & süssist de dire si c'est par donation entre vifs ou par testament: & on ne s'arreste aux subtilitez traitées in l. vlt. C. eod.

DES LAIS, ET DE LA MANIERE

DE LEGVER EN TESTAMENT.

TILTRE CV.



^a *ENSUIT* apres des lais & de la maniere de leguer en son testament. Si est à sçauoir que lais est le don qu'aucun fait à autre en son testamēt. Et pour ce que plusieurs manieres & differences sont en don de lay, est necessité de declarer en brief ce que veu & ouy en ay. Si dient les lais en ce cas estre trois manieres de dons, c'est à sçauoir don d'entre vifs, don pour cause de mort, & dō de lais. Et pour ce par les deux premieres.

H h h h iij,

La donation à cause de mort est reduicte à la forme du laiz, & renouable iusques à la mort, §. 1. Instit. de donation. C. l. ult. C. de donat. caus. mortis Et s'en ay traicte cy dessus.

dons s'oblige le donnant, c'est par le don d'entre vifs, & par le don pour cause de mort. Mais par le don de laiz ne s'oblige pas le donant que tout son viuant ne le puisse r'appeller si luy plaist. Et si luy va de vie à trespas sans r'appeller le don de laiz, ses hoirs sont tenus de satisfaire & accomplir le don de laiz. des biens au mort, premier les dettes payées. Si est à sçauoir que laiz vaulx comme loy escrite, & est à tenir & garder par tous bons iuges, car riens n'est plus fauorable chose que d'accomplir les dernieres volontez aux morts. Instit. lib. 2. titu. de lega §. Nostra autem constitutio. Et si peut l'homme qui est en estat de faire testament, legatier de la chose à la pure volonté par son testament deuement fait & approuué. Et conuient que son hoir le tienne & accomplisse si auant que les biens du testateur valent.

Addition, elle est au liure escrit à la main.

Imo donatio causa mortis potest renocari: ut ff. de donatio. cau. mort. Mortis causa donatio. quia est instar ultime voluntatis.

De la chose achepter qui est leguée.

Cest article est bien differé du liure escrit à la main.

Item fil aduenoit que du viuant du testateur celui à qui certaine maison estoit leguée par testament, deulenne seigneur & maistre de ladicte maison, & va puis apres ledict testateur de vie à trespas, la question est de sçauoir si on peut demander sondict laiz, nonobstant que d'iceluy on en soit seigneur comme dict est, & respond le texte aux institutes, au §. si res aliena, de legatis, que si par cause d'emprion ou achapt, ladicte maison soit paruenue audit à qui elle est leguée, que lors & audit cas, poterit agere ex testamento, & pretium per illam actionem consequi poterit. Autrement seroit ce si ladicte maison estoit aduenue par cause lucratiue non onereuse comme par donation: la reigle commune ce empeschant que due causa lucratina in eundem hominem & eandem rem concurrere non possunt.

D'une chose legatée par deux testamenteurs.

Il prend legaté pour legataire.

Item si vne mesme chose est laissée à deux ensemble, ou celle mesme chose fust laissée à deux chacun par soy, sçachez que si contend en est, la chose doit estre partie entre eux, puis que la chose estoit au mesme legateur. Et si l'un des legatés mouroit auant le legateur, lors seroit toute la chose à l'autre legaté: ou si l'un des legatés ne vouloit accepter le laiz. §. si eadem res duobus. Instit. de legat.

Addition qui n'est au liure escrit à la main.

Nota quod in aliquibus casibus legatum deficit, & accrescit alteri legatario. quod vide Instit. §. si eadem. alleg. in glo. sub verbo defecerit.

Item si la chose qui est mienne, m'estoit par vn autre legatée, sçachez que tels laiz ne valent, car la chose qui mienne, est ne me peut estre donnée ne legatée. Instit. eod. §. sed si rem legatary.

L. Proprias. C. eo. Il y a des exceptions que les interpretes ont remarquées.

Du detteur laisser à son creancier ce que deu luy est.

Le detteur qui laisse à son creancier ce qu'il luy doit, le laiz ne vaulx car il ne seroit que payer, s'ainsi n'estoit qu'il luy laissast plus que la dette ne monteroit. Mais si luy laissait plus, si comme dict est, & puis vient le terme qu'il luy doit, ou sous condition, le laiz vaudroit pour ce que la dette est deslors payée. Instit. eod. §. ex contrario.

De leguer à l'enfant qui est encore au ventre de sa mere.

L'enfant qui est encore au ventre de sa mere, peut bien estre fait hoir par la legation d'aucun. Mais les sages doutent qu'on ne puisse leguer à enfant qui encore est à engendrer, que tel ou telle aura de tel, si comme aucun diroit par testament, ie laisse au premier enfant que tel ou telle aura de tel, tel don, lequel enfant seroit encore à engédrer, ne dont la mere n'apperoit point enceinte, *Instit. rod. §. posthumus quoque alieno.*

De leguer à sa fille, & puis luy donner le lay à son mariage.

Item le legateur s'il a vne fille à laquelle il laisse aucun don par son testament, & depuis il marie sa fille, & luy donne à mariage ce que paravant legaté luy auoit, & le pere allast de vie à trespas, & la fille voulüst demander son lay, sçachez que faire ne le peut, car double action ne peut elle auoir en celle partie, c'est à sçauoir action de don de lay, & action de don de mariage. *J. Filia legatorum. C. de lega.*

Il faut voir ad d. l. Filia. Ce qu'en traicte Accursius in glosa.

Combien il faut de tesmoins sur la probaion d'un testament.

Item i'ay dict cy deuant la solennité qui conuient garder en testament, estre diuerse & de droict ciuil, & de droict canon: là où tu pourras voir combien sont requis de tesmoins: mais quelque chose que l'en die le droict, regarde tousiours la coustume où tu veux faire testament: *quia illa est sequenda ubi bona sunt sita: ut not. in l. Cunctos populos. C. de summa Trini. & fide catho. Et ibi Bari. facit. l. Ex post facto. ff. de heredit. instituen.*

De ceste matiere a esté traicte cy dessus, au tilstre des testaments.

De la probaion des tesmoins.

Veux des testaments, Codicilles & lais faits par iceux, par ce que presentement ay touché des tesmoins qu'ils faut en iceux, suiuant le *cap. relatum*, & *cap. cum esset. extra de testamen.* Maintenant veux dire de la probaion qui se fait par tesmoins. *Cum igitur probatio sit rei dubie per testes vel instrumenta, aut alias veras & iustas causas notificatio:* tu dois sçauoir qu'ils sont sept manieres de probations.

Tout ce qui est icy traicte des tesmoins est vne addition, qui ne se trouue au liure escrit à la main, lequel est grandement differant du liure imprimé.

La premiere si est par manifeste presumption de fait, si comme s'il estoit trouué presentement qu'un homme fust couché nud à nud avec vne femme paisiblement, que la femme ne donnast cry, & il fust question ou contend de leur couchement & amour, il doit estre entendu clairement, & presupposé que le fait charnel y est aduenue, & vault pleine preuue en ce cas.

La seconde maniere, si est par commune renommée qui labeure contre aucun, si comme quand aucun est communément renommé de faire mauuaises œuvres, de faire communément aucune chose, & en ses voyes & marches adient aucun fait qui est en doute, puis qu'on ne peut riens auoir de presumption sur luy, il est à sçauoir qu'on ne peut & doit tenir que ce soit il plus fait que nuls autres. Ou autrement si un homme est demeuré en estrange place avec vne femme, & ayent tousiours & par long tēps mené vie honeste & continué l'un avec l'autre come mary & epouse, & ainsi soit allé de vie à trespas sans ce qu'il en soit autre demonstration au contraire, & apres la mort de l'un ou des deux l'en vueille dire que

Ad hoc ca. de manifesta. 2. q. 1. ubi vide de fama, de manifesto & notorio, in glo.

Pvn de leurs enfans demeurez ou tous soient bastards, quand on ne le diroit que par aduventure & sans en faire faict qui soit à recevoir, sçachez que telle renommée que comme loyaux en mariage sont maintenant, vault preuue en ceste partie, & en tous semblables cas.

Additio.

Presumitur aliquem fuisse filium mariti natum ex uxore in domo mariti, & ex eo in patria potestate existente: & contra presumitur contra filium si pater vel maritus fuit per decem menses absens. l. Filium. ff. de his qui sui vel alie.

Mine précédentes & de recenti inducunt presumptionem, no. in l. Vnic. C. si quis imperator, ma ledi. l. Fina. ff. de hys. in si.

La tierce maniere si est par supposition de fait ou de paroles, si comme ie menasse vn homme de luy porter dommage en corps & en biens, & il aduienne que dedans brief temps apres, & sans ce qu'il appert que ie soye en amour ou en compagnie avec luy, il soit barbu ou iniurié, ou mort, ou dommagé du sien par faict si couuert qu'on ne puisse sçauoir clairement qui ce auroit faict, ne autre presumption n'y peut estre sçeuë, que la menasse que faict en ay deuant gens, puis que telle menasse sera prouuée, il est à sçauoir que ce vault preuue sur celuy qui ainsi fist la menasse, que ce a il faict, ou faict faire.

Additio.

Multiplex est presumptio, de qua per glo. in l. fin. ff. quod met. caus. & glo. in cap. is qui. extra de sponsa. & qua sit differentia inter fictionem, presumptionem & indicium. vide Cy. in l. Siue possideris. C. de probatio. & qua sint vehemens presumptiones adulterij. not. glo. & Bar. in l. Capite quinto. ff. de adult. cap. literis & cap. tertio loco. extra de presump.

La quatre maniere si est par claire experience de chose seruant au cas, si comme s'il estoit contend de l'age d'un homme qui ja fust aucunement barbu, il ne seroit pas à douter qu'il n'eust quinze ans accomplis.

La quinte maniere si est faict par serment, si comme quand aucun se r'apporte du tout au serment d'un autre, de ce dont question est entre eux, c'est à sçauoir qu'en ce cas aduient souuent que le demandeur s'en r'apporte au serment du defendeur: & si le defendeur n'en vouloit iurer qu'il le vueille remettre au serment dudit demandeur, lors conuient il que le demandeur en iure, ou autrement il pert sa demande, selonc la loy qui dist: *Actore non probante reus absolvitur.* Et si le defendeur ne le veut iurer, & aussi ne le veut remettre au serment du demandeur, si qu'il ne vueille faire ne l'un ne l'autre, lors le luge doit admonnester au defendeur, puis qu'au demandeur ne se veut du tout r'apporter sur son serment, tenu est de iurer, & sur ce enquerir par le serment au defendeur, & selonc aucuns aussi faire iurer le demandeur qu'il faict à iuste & loyalle cause sa demande, & qu'onques n'en fust payé ne satisfait, ne autre pour luy. Et sur ce contraindre le defendeur à iurer par default de non vouloir iurer en la cause, ne affermer sa deffence par serment, comme il est en droit de procès accoustumé à faire, que les clercs appellent *iuramentum lites devi forium*. ut C. de rebus credit. & iurando. l. In contradi. l. In contradi.

La sixiesme maniere si est par lettres & instrumens publicques, ou sur sceaux authentiques, ou sur scel d'un homme qui scel ait & doie auoir par

par Coustume du pays, si comme sont les hommes tenans en fief & les nobles, & ceux qui ont les seigneuries & iustices, que on peut appeller seaulx priuez: auquel cas si sur ce on est attraiet il conuient auant toute œuvre nyer son seel ou cognoistre. &c. si comme en la rubriche des lettres & instrumens de destruire ou soustenir sera plus à plain parlé, ceste preuue vaut & tient. *vi. C. & ff. de fide instrumen. per totum.*

La septiesme maniere si est par lettres faictes & esrites de sa propre main, car ce vaut pleine preuue, comme dict est, du seel qui faut l'homme cognoistre ou nyer. S'il cognoist l'escriture de sa main, c'est pleine preuue: & s'il nye l'escriture, & il soit prouué que ce soit de sa main escrit, il est reputé faulsaire, & vaut la preuue faicte contre luy.

La huitiesme maniere si est par preuue de tesmoins non reprochez de reproches suffisans à loy ou autrement, & par tant de tesmoins qu'il puisse & doieue suffire à loy, c'est par deux tesmoins du moins en petites causes, car par le droit escrit, vn seul tesmoin ne vaut.

La ix. maniere si est par champ de bataille mortel, quand aucun met sus à vn autre chose qui desire bataille & champ, & l'autre le nye, & le demandeur dist que autrement ne le pourroit prouuer que de son corps contre le sien, par gaige de bataille en champ ferme & entre deux solaux, & en ce cas le conuaincre, il approuue la demande, si comme dessus est dict en la rubriche du champ de bataille.

Des tesmoins particuliers, & lesquels ne peuuent ne doiuent porter tesmoignage.

I'Ay dict & monstré des neuf manieres de probation en general, par lesquelles toute forme de preuue peut estre entendue, mise & arguée en Cour laye, il s'ensuit voir en especial des preuues particulieres qui se font & peuuent faire par deposition de tesmoins attraits sur le cas mis en ny. Si sçachez qu'il est defendu que en la cause nul ne soit tesmoin, s'ainsi n'est que la partie aduersé ne s'en rapporte à son serment & à sa deposition, si comme dessus est dict en la rubriche precedente, sur la maniere de la probation des tesmoins.

Item nul Aduocat ne nul Procureur en la cause qu'il traite & nourrisse, ne peuuent estre tesmoins.

An procurator ad iudicia vel negotia possit esse testis: dic vt de testib. l. Omnibus, C. ibi, & proxeneta. Per Barth. in l. Differre. ff. de vsucap. per Angel. in Authem. de testib. §. quoniam.

Additio.

Item nuls executeurs, nuls tuteurs ne nuls curateurs en la cause que ils traittent & nourrissent, ne peuuent estre tesmoins.

Item vn enfant dessous quinze ans ne peut porter tesmoignage, ne à tesmoin ne doit estre appelé: reserué que s'il estoit contend & question de fais aduenus en son enfance où il auroit esté, de ce pourroit-il estre ouy en tesmoignage, pour la raison que des fais aduenus on ne peut auoir cognoissance fors par ceux qui y ont esté: mais à faire traitté ne conuent où il faille tesmoins, ne doit estre appelé enfant dessous xv. ans.

Impubes testimonium non dicit nisi in casib. ff. deliberat. caus. l. Final. &

Additio.

hoc in ciuili. iij. quest. iij. cap. j. in criminali vero etiam factus pubes repellitur nisi compleuerit. xx. annos. numquam tamen ad plenam sed quantum ad presumptionem faciendam pupillus quandoque potest recipi. maxime si dominus à familia sit occisus. ff. ad Sylleianum. l. ij. §. impubes.

Item luifs melcreans ne peuent porter preiudice ne tesmoignage contre les Chrestiens.

Additio.

De hoc vide de Pœni. distinct. j. cap. multiplex. in gloss. & l. Quoniam multi. C. de heretic. & ibi Cynus.

Item les peres ne peuent porter tesmoignage en la cause de leurs enfans si ce n'est en trois cas, c'est à sçauoir des cas qui naistroient de ce que leurs fils auroient gagné en cheualerie ou en estude, que les clerks appellent *de Castrensi peculio*. Le secôd cas si est, en approuuer affinité de lignage, si contend ou question en estoit. Le tiers cas si est approuuer conuent de mariage fait entre les enfans & autres personnes. *l. Parentes. C. de testi.*

Item serf contre son seigneur ne peut porter tesmoignage, & selon l'opinion d'aucuns si ne fait il contre autre.

Item forsenné ne peut faire ne porter tesmoignage, c'est à sçauoir tant comme la maladie luy dure.

Item conuaincu de crime si comme quand vn homme est banny de la contrée pour tel crime que s'il fut tenu, il eust perdu la vie: Sçachez que s'il appert par lettres, ou qu'il soit notoire, ou qu'il le confesse ou ait cōfessé, il ne doit estre ouy en tesmoignage, car il n'est digne de viure, & est conuaincu de mort & de diffame s'il n'a remission du Prince verifiée, qui le remet te en bonne fame & renommée. *extr. de testib. cap. testimonium.*

Item ceux qui sont de la famille d'aucun, & selon aucuns de familles & de robes, ne peuent ne doiuent porter tesmoignage pour leur seigneur & maistre.

Additio.

Vide Specul. tit. de testib. versic. item quod est excommunicatus.

Item excommunié s'il appert promptement que par l'Eglise soit defendu que avec eux ne soit faite quelque participation, & qu'il ait esté publié à l'Eglise à l'audience de tous, tels ne peuent ne doiuent estre tesmoins deuant qu'ils soient rassoubz: mais s'il n'en appert promptement par lettres & par vſage de Cour, si n'y doit estre differé, car pour offrir ce à prouuer ne les lairoit on à ouyr en Cour laye.

Item femme commune de bordeau si ne doit estre tesmoin, si non des fais aduenus par aduenture qu'elle auroit veuz, & là où presente seroit. Car cōme dit est en celle mesme rubriche de l'enfant dessous quinze ans il faut enquerir des fais aduenus la verité par eux qui y ont esté. Car à mal faire on n'appelle pas volentiers tesmoins, & pour ce en faut enquerir la verité par tous ceux que l'en peut sçauoir qui l'ont veu & ouy. si en baille le sage ces vers cy.

Conditio. sexus, etas, discretio, fama.

Additio.

Et fortuna fides in testibus ista requirunt.

De meretrice habes text. in l. ij. §. lex Iulia. ff. de testi. & l. Que adulterium. C. de adul. sed contra est cap. tanta. & cap. licet hely. extr. de simo.

Sol. hoc permittit ratione immanitatis criminis.

Or te veux monstrier de ce selon le droit escrit. Sçachez que selon le droit escrit tesmoins domestiques sont à refuser. *C. de testib. l. Etiam iure civili.* Encore dist la loy écrite que le tefmoin qui ne rend raison de ce qu'il depose à la deposition, à tel tefmoin ne faut foy adiouster. *C. eod. tit. u. l. solam testationem.*

Additio.

Testis non valet nisi sui dicti rationem reddiderit. ext. de testi. cap. cum causam. cap. sicut. de re indicat. & Authen. de testi. §. licet dudum. ibi, & causam hoc tamen verum est. si de sua scientia fuerit requisitus: alias non tenetur dicere causam sui testimonij. predict. cap. sicut. & arg. ff. de transact. l. Cum hi. §. in causa. de noui ope. nunciatio. l. De pupillo. §. qui nunciat. & de hoc est notat. in dict. l. Solam. C. de testib.

Et s'il aduenoit que aucun suruint deuant Iuge, ou fust trouué en la iurisdiction, & on eust mestier de sa deposition, & celuy fust d'autre iurisdiction & seigneurie & voulsist differer à depose, & requis à estre renuoyé à son Iuge, ou que à luy on enuoye querre la grace: Sçachez que puis qu'il seroit trouué en la iurisdiction de celuy qui sa deposition voudroit auoir, ou que requis enseroit, il cōuendrait qu'il deposast, ne n'y vaudroit exception qu'il en dist que à ce ne deust estre contrainct par toutes voyes deues. Mais s'ainsi n'estoit trouué present & qu'il fust en autre iurisdiction, il faudroit auoir par commission * inquisitoire, autrement non, & que son seigneur s'y consentist. *C. eod. l. nullum.* Il appartient que qui de tesmoins se veut aider en preuue de paie sur obligation de dette, ou sur testament voir faire, que les tesmoins soient espécialement requis à ce voir faire, & que recors en soient tesmoins si mestier en est, & requis en sont: car tefmoin à tesmoignage faire ne estre ne se doit de luy mesmes ingerer. Et s'il se ingere, il semble qu'il face à contredire. *Authen. rogati. C. eod.*

* Requisitoire. Par l'ordonnance des Iuges de la cause doit ad-dresser cōmissiō du Iuge du domicile des tesmoins, qui sont d'autre iurisdiction, pour les ouyr, qu'on dis vulgairement commission ad partes, iugé par arrest du Venedict, 23 Novembre, de releuée 1543, & autres recitez par Papon liure 9. tit. 1.

Item dist la loy que tesmoins qui pour vne mesme cause, ont esté produis pardeuant vn Iuge, s'il aduient que telle cause, question ou contend soit deuant vn autre Iuge, peuuent bien estre tesmoins aussi pardeuant iceluy autre Iuge. *C. eod. l. Si quis testibus.*

Et pareillement si tesmoins ont esté appelez & ouys pardeuant arbitres, & la cause reuienne pardeuant le Iuge, pour ce ne demeure que les tesmoins ne puissent bien estre ouys pardeuant le Iuge. *C. eod. l. penult.*

Item dist la loy que periure qui depose par supposition ne par doute ne vaut, ne foy ne n'y est à adiouster. *Facit l. Si quis maior. C. de transact. & cap. sicut nobis. de testib.*

Dist encore la decretale que contre la deposition de plusieurs vn seul tefmoin n'est à receuoir ne à ouyr. *de testib. C. eod. l. Iurisiurandi. §. final.*

De tesmoins en testament qui valent, combien que d'iceluy ils rapportent gaing & profit.

Item f' dois sçauoir que tefmoin appelle comme tefmoin en testament faire par le droit escrit, tels tesmoins peuuent & doiuent porter tesmoignage à l'approbation du testament où ils aurent esté appelez

liii ij

comme tesmoins, nonobstant que iceluy testament leur soit donné au-
cun don, ne n'y sont à reprocher par reproche qui vaille. *C. quemadmod.
test. ord. l. l. Distantibus. Instit. eod. §. legatariis.*

Sur cas accidentel.

Voire ce dit l'expositeur si lesdicts tesmoins estoient ouys sur cas acci-
dentel audit testament, car si sur l'adnichilation dudit testament estoient
ouys, lors vaudroit la reproche; car ledit testament adnichilé, leur don se-
roit nul: pourquoy, &c. Mais en cas particulier peuent ils bien déposer
nonobstant que don legataire ayent audit testament.

*Vult ibi dicere quod quando de viribus testamenti agitur, tum non est ida-
neus testis pro hoc vide glos. & text. in. l. Omnibus. C. de testi.*

Des hoirs aux testamenteurs.

Item doit estre entendu que les hoirs aux testamenteurs sont aussi à re-
procher au cas de destruire ou adnichiler le testament. Car le testament
destruit, les testamenteurs auroiēt à refondre ce que par celuy testament
deuēment auroient fait.

*De herede scripto intellige secundum §. sed neque haeres. Instit. de testa-
ment.*

De tesmoins adiournez.

Item est à sçauoir que s'aucuns tesmoins sont adiournez pour déposer
en cause soit pardeuant Juges ou cōmissaires, & le sergent qui l'adiourne-
ment aura fait, relate que adiourné ou adiournez les a à personne ou à
domicile, & les tesmoins ainsi adiournez ne viennent ou enuoient exoi-
ne competant pourquoy à ce iour n'ont peu venir, le Juge ou les com-
missaires peuent aller ou enuoyer à luy ou à domicile pour luy ouyr, &
ce sera fait à ses despens, & encore deuera-il amender la desobeissance que
fait a, si c'est en Cour sujette, & si c'est en Cour de Parlement ou royal
ordinaire, l'amende sera arbitraire.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CENT CINQVIESME.



AT cy dessus traité des trois especes de donation, & mes-
memēt du legs qu'il n'est besoin de repeter: seulement s'adiou-
steray qu'en France au pays coustumier, ou institution d'he-
ritier n'a lieu, si aucune est faite par testament, elle n'au-
ra effect que de legs, pour valoir iusques à la quantité des
biens dont le testateur peut valablement disposer par la Coustume du lieu,
comme porte le 299. article de la Coustume de Paris: tellement qu'en la Con-
stume, qui ne reçoit représentation en ligne collaterale, si le testateur a rappel-
lé à sa succession ses neveux, pour succeder avec son frere ou sa sœur, ils n'en
auront d'aunage, que le defunct leur pouuoit laisser par forme de legs, suivant
la Coustume, comme a esté iugé par arrest prononcé solennellement le 24. iour
de Mars, 1567. entre les heritiers d'un nommé Nicolas de Harquembourg.

b. Tout cest article selon qu'il est imprimé, est bien different du liure escrit à la main, ainsi que i'ay noté en marge, & pour le regard de ce qui est icy imprimé, le liure escrit à la main contient ces mots, *A qui elle est legatée, non-obstant les hoirs au legateur en seront tenus, d'autant que la chose sera prisee au iour que legatée feut: car ce qui est ainsi acheté par le. legaté, n'est point gain à lay, mais acqueste honorable. Mais se par autre auoit esté donné, & par ce en fust sire ou deust estre, lors ne vaudroit le lay par la maniere dictée: car deux gains ne peut on, ne doit auoir sur vne mesme chose, ne deux dons ne peuent estre faicts par loy sur vne mesme chose ensemble. Et bien à propos icy allegué, §. si res aliena. Instit. de legat.*

c Il exprime par ces mots à deux ensemble, & à deux chacun par soy ce qui est siue coniunctim, siue disiunctim in §. si eadem res. Instit. eod. qu'on peut voir, & l. 19. §. vlt. D. de legat. 1. & l. Cum quæstio. C. de legatis. & de la maniere de conianctis & disiunctis. l. Re coniuncti. D. de legat. 3. l. Triplici, 142. D. de verb. signific. l. vnd. C. de caducis tollend. & 21. & en auons amplement escrit au liure 3. des Pandeñtes.

d Encores que la constitution de Iustinian mentionnée in §. Postumo. ne setrouue: si est-ce que le texte dudit §. demonstre que Iustinian auroit ordonné qu'on pouuoit leguer au postume d'autrui, qui alienus dicitur, qui etiam hæres institui poterat, eique per fideicommissum relinqui. l. Pen. D. de legat. 1.

e Ce qui est icy adiousté & inseré de la probation des tesmoins, ne setrouue au liure escrit à la main que i'ay, lequel est grandement different de celuy qui a esté cy-deuant imprimé par Galliat du Pré dès l'an 1537. toutesfois ie n'y ay rien voulu changer. Quant à la probation, les Rhetoriciens la dient estre par laquelle on faict foy de la chose estant en controuerse: & en font deux especes, artificielle & inartificielle. L'artificielle, est celle qui consiste en l'art, comme d'alleguer raisons de Philosophie, du droict Romain ou François, ou autres semblables. L'inartificielle, qui vient d'ailleurs que de l'art: & d'icelle on faict plusieurs especes: & sans recuer ce que Aristotle lib. 1. Rhetoric. Cicero lib. 2. de Oratore, Quintilian. lib. 5. Instit. orator. cap. 2. & autres en ont escrit, on les peut reduire à sept especes, selon nostre usage François, & sans y comprendre la torture & question qu'on tient à present pour peine: à sçauoir tesmoins, presomptions, sous lesquelles ie comprends les indices, tiltres & instrumens, iugemens, sentences & preingemens que ie distingue des tiltres, serment, & iurement, bruiets & renommée, & euidence & notoriété: dont plusieurs ont amplement traité, & nous au 4. liure des Pandeñtes. Les deux principales preuues consistent aux tesmoins, & aux tiltres & instrumens: & on tient que celle quæ testibus fit, alius sit efficacior, cap. cum Ioannes. de fide instrumentor, De la preuue par tesmoins, & qui sont ceux qui peuent estre admis à porter tesmoignage, au en sont reiectez: ex est amplement traité titul. D. & c. de testibus, & plusieurs auteurs, comme Speculator, Masuerius, & autres en ont si diligemment escrit, qu'on peut auoir recours à leurs liures. Seulement ie remarqueray que l'ancienne pratique de produire les tesmoins n'a plus de lieu en France, à sçauoir de

reprocher les tesmoins & ordonner des reproches auparavant qu'examiner les tesmoins. Car à present on observe de les ouyr, sans les reproches & saluacions: mesmes en causes sommaires esquelles on propose reproches auparavant les depositions des tesmoins: il faut toutesfois les examiner, encores que les reproches soyent admissibles & uallables. Et de ce i'ay entre autres remarqué deux arrefts, l'un du mardy de releuée, douzième Iannier 1557. & l'autre du vingtdeuxième May, en l'audience, 1559. Papon liure 9. tiltre 3. en recite un du quatorzième Mars 1532. avec l'ordonnance de Lonys XII. article 85.

Et si venient aux tesmoins testamentaires, pour lesquels a esté faite la digression ou hors propos cy-dessus. Il cōuient distinguer par le droit François, de quels tesmoins & testamens on entend parler. Pour le regard des tesmoins qui ont esté presens à un testament par escrit, denommez en iceluy & qui l'ont signé, selon qu'il est porté par les ordonnances & costumes des lieux, ils ne peuuent estre legataires, ainsi que i'ay monstre cy-dessus. Mais quant à un testament par escrit solennellement fait: selon la coustume du lieu, on ne peut estre receu à le debatre que par maintenue de faux, puis que la voye de nullité n'y a lieu, & seroyent les tesmoins testamentaires grandement suspects qui deposeroient contre le contenu en iceluy, sinon qu'ils deniasent auoir fait les seings y apposez, iuxta l. i. §. ult. D. testament. quemadmodum aperiant. Pour le regard du testament nuncupatif, duquel vsoient les anciens, il est à present hors d'usage en France, à cause des ordonnances, & ne seroit la preuve d'iceluy receue par tesmoins: comme a esté iugé par arrest donné en l'audience le sixième Iuin, mil cinq cens nonante quatre. l'en ay escrit plus amplement sur la coustume de Paris, & au troisième liure des Pandectes.

DE L'APPROBATION DE LETTRES ET QUE PAR CE SE PEVT FAIRE.

TILTRE CVL



Lu peux & dois scauoir que l'escriture qui est faite de aucun par sa main, vaut contre luy, mais pour luy ne vaut, ne n'y faut foy adiouster: si cōme ie promets à payer à autre aucun deu, & ie luy en baille lettres escrites de ma main, sçachez que ce luy vaut preuue. Mais si ie escris de ma main mes dettes, & ainsi que tel me doit tant, &c. Sçachez que ceste escriture ne fait pas preuue pour quoy contre ceux sur qui l'ay escrit ce, s'ils mentent. l. Exemplo perniciosum est. C. de probatio.

Des fausses lettres luy ualer.

Si aucun se vante en iugement de lettres trouuées fausses, sçachez qu'il

doit estre reputé faulsaire & faileur de faulſſes lettres. *C. ad l. Cornel. de falſ. l. Si falſos codicillos.*

De lettres perduës.

Et ſi aucun eſtoit obligé à autre par lettres & puis ſes lettres fuſſent perduës par cas d'aventure, pource ne demeureroit que par preuues ne puiſſe estre prouué la teneur de lettres. *C. de fide instrument. l. Sicut iniquum eſt.*

D'eſtre condamné par follement uſer d'aucunes lettres.

Et ſ'il aduient que aucun ſoit condamné par follement uſer d'aucunes lettres comme faulſſaires, & vn autre vueille uſer de ces meſmes lettres, pour ce ne ſ'enſuit il pas que le ſecond ſoit reputé faulſſaire, ſi ainſi n'eſtoit que les lettres meſmes & leur teneur fuſt condamné à faulſſe: car pour l'un pourroit il eſtre dict faulſſaire, que pour l'autre ne ſeroit paſ ainſi dict. *C. eod. l. Si uſeris instrumento.*

De lettres contraires les vnes aux autres.

Qui ſe ayde en iugement de deux lettres contraires les vnes aux autres ſur vne probation, ſçachez quel vne deſtruit l'autre, ne ne valent preuues pour le produiſant. *C. eod. l. Scriptura diuerſa.*

De l'un ſoy ayder de ſes lettres par preuue, & l'autre par teſmoins.

Eſt'il aduient^b que en iugement l'une partie ſe vueille aider de lettres en preuue, & l'autre partie ſe vueille aider de teſmoins ſinguliers, ſçachez que la viue voix paſſe vigneur de lettres ſi les teſmoins ſont contraires aux lettres. Et ſe doit le Iuge plus arreſter à la depoſition des teſmoins qui de ſaine memoire depoſent & rendent ſentence de leur depoſition, que à la teneur des lettres qui ne rendent cauſe. *Cod. eod. l. In exercendis litibus.*

L. In exercendis, allegata per authorem hic non videtur conuenire ad propositum eius. cum dicat tantum ea lex, eandem vim habere & instrumenta & testium depositiones, quod quomodo sit verum, vide Doctor. Canonist. in cap. cum Ioannes. ext. de fide instrument. & in quibus casibus fals. hic hac regula, vide per Ioann. And. in cap. 1. de censib. in vj.

Addition, qui n'eſt au liure eſcrit à la main.

De lettres approuuées ou non.

Des lettres^c qui ne ſont faiçtes pardeuant Iuge qui ayt autorité de ce faire, ou par Notaire, ou par tabellion publique, avec teſmoins ſur ce appelez, ou qui ne ſont ſur le ſeel de l'obligé, ſi c'eſt homme qui ayt ſeel approuué, comme ſeigneurs & vaſſaux qui ont iuſtice ou terre feodal, ne ſont à receuoir en forme de preuue, qui vaille pleine preuue ſi autres teſmoins n'y a avec, ne ne ſeroit plus comptée que pour memoire de teſmoins recorder ſur ce. Et faudroit que les teſmoins depoſaſſent ſur la teneur d'icelles.

De eſſentia publici instrument. tractat Felinus in cap. 1. ext. de fide instr. & Panor. in Auth. de probat. vide Speculat. in tit. de instrument. edit. dictamen ſecundum Barthol. in l. Si quis. §. ſi initium. ff. de edend. quod eſt in hoc ſequenda conſuetudo pronincia & locorum. & quod dicatur instru-

Addition, qui n'eſt au liure eſcrit à la main.

mentum authenticum, & quid differat à publico, vide optimam gloss. in verbo publicum. cum gloss. seq. in cap. vi circa. de electio. in vj.

De lettres passées dont aucun voudroit auoir veüe.

Addition, qui n'est au liure écrit à la main.

Ad decisionem eorum qua hic sequuntur, eleganter Barth. in l. j. C. de edendo. & ibi gloss. copiosius per Panorm. in cap. j. de fide instrument. & est materia d. l. j. C. de edendo, & cap. j. perpetuum, de fide instrument. cum dicto cap. j. de probatio. ext.

S'il aduenoit que aucun qui auroit lettres ou chartres de son heritage, ou autre certaine cause à luy appartenant qui vne fois ayent esté passées pour bones & valables, & puis grand temps apres il soit aucun qui vueille dire auoir droit & cause de voir ces lettres ou celle chartre, disant que à luy compete de les voir, & que cause en a, la partie à qui competeroient lesdites lettres, disant que tenu n'y seroit de les monstrier, & que ses lettres qui de long temps luy sont passées & baillées sur son heritage, n'est il tenu de monstrier s'il ne luy plaist. L'autre partie disant du contraire, & que icelles doit voir. Car celuy qui les a & qui à son profit les clame, le tient & s'en aide à tort, car lesdictes lettres ou chartres sont fausses & mauuaises, & telles que valoir ne doiuent au profit de celuy qui s'en aide, & telles les offre à môstrer: s'il requiert que à ce ayt iour à l'encontre de luy, & qu'il soit contre luy sur ce adiourné avec ses lettres: adiourné doit estre à certain iour, & les lettres. Et au iour les parties comparans si tost comme le demandeur a ouuert sa demande, il doit iurer & affermer aux saintes Euangiles de Dieu, que ce qu'il demande la veüe des lettres ou chartres, n'est par nul barat, ne par mal engin ouuert, ne pour chose en especial qu'il a ouy dire ne prelumer que aucunemēt perduës soyent, ne que le deffendeur les ayt vers luy, mais c'est pour ce que pour verité dire & maintenir & cause certaine qui à ce le meut & doit mouuoir, il veut ou entend lesdictes lettres ou chartres prouuer & monstrier estre fausses & mauuaises, & telles que valoir ne doiuent au profit d'iceluy qui aider s'en veut. Et ce fait, qu'il fera si Dieu plaist, protestation de requerir sur les biens & possessions dont lesdictes lettres & chartres font mention, si qu'il tient à tort & a tenu long temps tel droit que à luy en doit appartenir, & d'iceluy recouurer. Le deffendeur doit defendre que lesdictes lettres ou chartres ont pour luy vne fois esté passées & iugées bonnes, & que tenu n'est de les monstrier s'il ne luy plaist. mais si le demandeur veut de riens môstrer par quelle raison & par quelles lettres il se deffendra en temps & en lieu si mestier luy est, il se aidera de ses lettres si bon luy semble, & de tout ce que valoir luy pourra à son aduis: sçachez que le Iuge contraindra ledict deffendeur à monstrier ses lettres ou chartres, supposé encore qu'il les eust autresfois veües le demandeur. Et ainsi le veut la loy: car tousiours toute suspicion de fraude & de mal engin doit estre ostée puis que à cognoissance peut venir: & si le deffendeur ne vouloit monstrier les lettres ou chartres, seroyent toutes reputées pour nulles.

Item & si le deffendeur se vouloit ayder de dire que les dessus dictes lettres

lettres ou chartres n'auroit par deuers luy, ne monstrier ne les pourroit, car il ne sçait ou elles sont ne qui les garde, ne en sa puissance n'est pas de les auoir: Sçachez que lors doit estre contrainct à iurer & affermer sur saintes Euangiles de Dieu, que lesdictes lettres ou chartres que declare & demande ledict demandeur à auoir veüe & ostentation, riens ne sçait ne nulles n'en a, ne ne sçait ou elles sont, ne qui les a, ne trouuer ne auoir ne les sçauoit par le serment qu'il a faict, & ce dict il peut verité dire & affermer sans guille, barat, deception, fraude, ne quelque mal engin. mais s'il sçauoit ou elles sont, il le diroit volontiers &c. sçachez que par le serment ainsi faict il doit estre tenu pour excusé sur ce. Et si iurer n'en veut, lesdictes lettres ou chartres doiuent estre tenuës pour nulles, & comme fausses & mauuaises, & telles estre reputées de lors en auant. *C. cod. tit. de fide instrument. l. Final.*

Que tesmoins par viue voix destruisent lettres.

Encore est à sçauoir que s'il est aucun qui se vante de prouuer son cas par lettres: sçachez que si le deffendeur veut dire, toutes ces lettres ie reproche de viue voix, sçachez qu'il est à recevoir, & vaudra la reproche de viue voix contre les lettres. Et si reproche y a lussant, les lettres serôt destruites, & ne vaudront. *C. libro. quarto, Rubrica dicta. & Rubrica de probationibus. l. Cum precibus.* S'il aduient que aucun se vante que ie luy ay donné aucune chose, & de ce me face querelle en iugement, & l'offre à monstrier & prouuer par lettres, sçachez que si ie veux dire & exposer par vifs tesmoins contre ses lettres que ie luy vendis, ie y seray à recevoir. *C. de probationibus. l. Cum precibus.* Si aucun ditoit aucune chose estre notoire & manifeste, sçachez que plus est action sur ce viue voix de tesmoins que lettres. *Pro hoc vide Specul. in titul. de noto. crimin. §. qui de notorio.*

En quoy lettres valent plus que tesmoins.

IAçoit ce que dessus aye dict & monsté comment viue voix destruit teneur de lettres, sçachez que bien doit gesir en la discretion du Iuge & en son examen, toutesfois peulx & dois sçauoir que contre rentes annuelles ne cens qui de an en an le doiuent payer par lettres, en ce cas sont plus à croire que viue voix de tesmoins. Ne par deposition ne doiuent les anciennes lettres sur ce faictes estre destruites si inconuenient n'y a, & dés les premiers termes de paye on ne vouloit proposer faulseté sur les lettres. *ff. de probat. l. Censu.*

De alibi.

ALibi. ^d Tu peulx & dois sçauoir que alibi est vn fait que qui le preuue, il respond & preuue à negation: si comme d'un faict dont on feroit imposé, dire à estre innocent par alibi de telle distance que nullement on ne puisse auoir esté au lieu où ie imposé auoir faict: ou autrement ne vaut.

De huiusmodi probanda absentia vide Panormitan. in cap. ex tenore ext. Additio. de testi. text. in l. Optimam questionem. C. de contrah. & committenda stipulation.

Kkkk

De femme contre son mary.

Encore peux-tu & dois sçavoir que la femme d'aucun içoit ce que avec luy soit demeurant, & qu'elle soit son espouse, peut & doit estre ouye en cause contre son mary, nonobstant que ce semble la mesme cause. si seroit mesmes le deffendeur si le demandeur requeroit selon aucuns, & selon l'opinion de autres non, car c'est leur mesme cause. Et semble que qui ne le met sur leur serment, que autrement n'en doiuent deposer. *Pro hoc vide gloss. in l. ij. Cod. de testam. & in l. 1. §. si vir. & ibi Bart. ff. ad Sylla.*

Adduio.

Pro hoc articulo vide aliqua collecta ex Doctor. in quest. ij. & sequen. Decif. Capell. Tholof.

De auoir copie de lettres mises en preuue.

Puis que les lettres sont mises en preuue en quelque cause que ce soit, pardeuant luge lay ou commissaires lays, sçachez que si partie en demande auoir veüe, lecture & copie pour reprocher si bõ luy semble: sçachez que en presence du luge ou des Commissaires en doit auoir veüe & lecture au long & à traict present son conseil, & voir s'il n'y a rasure ne vice aucun reprochable. mais copie n'en doit il auoir autrement, que tant seulement la date quand elles furent faictes. Et la raison pourquoy copie n'en doit auoir, si est pource qu'en cour laye on ne faict ne n'est tenu de faire publication de tesmoins, & aussi ne doit on faire de lettres. S'ainfi n'estoit que ce fussent lettres publiques, si comme lettres données en cour sur cause dont question ou contend seroit, ou commission & rescription sur ce, dont par coustume laye on doit auoir copie qui la demande. Encore des lettres iudiciaires n'est deu copie, mais en prendre autant à la cour si bon luy semble: car autrement ne les doit on auoir de rigueur. Mais en cour où on vse de droict escrit, si comme en cour spirituelle, sçachez que là de tous tesmoins & de leur deposition, & de toutes les lettres mises en forme de preuue, publication est deuë à partie aduersse, & doit de tout auoir copie à ses despens s'il le demande, pour faire sur ce tels reproches que bon luy semblera.

De toutes lettres & pieces qu'une partie produist, elle en doit bailler copie à la partie aduersse qu'il la requiert: & y a en toutes Cours de France publication & communication de lettres & enquestes selon qu'il est porté par les ordonnances estans au Code Henry.

Addition, qui n'est au titre escrit à la main, & est à present hors d'usage.

De ista publicatione testium, nota quod in patria consuetudinaria non fit alicuius inqueste publicatio, excepto quod Parisius in Castellato fit in civilibus tantum causis: & de materia hac practica videas in stylo curie Parla-menti, tit. quali commiss. habeant inquest. remitt. & dict. est. debeant publ.

De raisons de droict.

De ceste matiere a esté traicté cy dessus.

Item dois encores sçavoir que en faict de raison de droict, c'est à dire de production, soit deuant Commissaires ou autres, on se peut aider en lettres de preuue. Et s'il aduenoit que deuant Commissaires ou autres, production fust encommencée par premiere seconde & tierce production, & par quarte si besoin estoit, & solutions baillées, & iusques au procez conclure pour voir erremens & pieces recognoistre, ou iusques à demander droict, & laquelle des parties que ce fust à ce voulsist bailler raisons de droict en forme de preuue, ou lettres peremptoires, & là où il ne cher aucun faict de preuue fors le peremptoire desdictes lettres, sça-

chez que receuës doiuent estre lesdites lettres pour valoir ce que raison donnera droit sur ce fait en especialle declaration. Et sans doute si sont raisons de droit, iusques à sentence rendre.

De faire iurer les tesmoins, & de ceux interroger.

DE faire iurer les tesmoins, & de ceux interroger & examiner, il appartient que les tesmoins facent serment pardenant le Iuge, & partie, afin que s'il y sçait reproche, qu'il le die auant qu'il depose, car a-
pres n'y viendrait à temps, puis que veu iurer les auroit sans reprocher, s'ainsi n'estoit que les parties fussent d'accord, si c'est en audition par en-
queste faire que tesmoins fussent ouys aussi bien en absence que en pre-
sence, & adiournez que non adiournez, afin que noms & surnoms loïent
baillez en fin de audition, & que lors vailent reproches si faire on les
veut.

[Nota quod depositio testium constat ex duobus, scilicet ex dicto testis & Addition, qui ex iuramento: nec unum valet sine altero. cap. fraternitatis. de testi. & in l. n'est au liure es-
Iurisurandi. C. eod. licet partes possint renunciare iuramento testium, ita crit à la main.
quod eorum simplici verbo credatur. cap. tuis. eod. tit. & gloss. in l. j. ff. de fe-
riis. & circa hæc omnia vide per Lanfranc. ab Adriano tractat. de testi. in
principio. & Barth. in tractatu eod.]

Testes autem debent iurare quod amore, gratia, vel odio, nec alio modo fauoris perhibent testimonium veritati, nec pro commodo quod habeant nunc vel habiuri sint, ad iurandum non sunt conducti, &c.

Et ainsi doiuent iurer & mettre la main sur Messel, en disant par mots
expres. Vous iurez sur les saintes Euangiles de Dieu, qui cy dedans sont
contenuës, & par la foy que Chrestien doit tenir de Dieu, le saint bap-
tesme que vous auez receu, & sur vostre part de la gloire de paradis à
perdre, que vous direz verité à vostre loyal escient de ce que nous vous
demanderons en la cause sur quoy vous estes produict. Et ce ne laissez à
dire pour amour, ne pour hayne, ne pour profit, ne pour dommage, ne
pour don, ne pour promesse que vous en ayez, ne que promis vous en
soit, ne que vous esperez en auoir, ne pour paour, crainte, doute que en
ayez ne que faicte vous en soit. Et ce faict, le Iuge doit estre en vn priué
& requoy lieu seur & honnelle, & doit auoir vn adioint ou adioincts a-
uec luy hommes de la cour ou escheuins, pour voir & ouyr la deposition
de la cause, Et faire escrire toute leur deposition mot à mot comme les
deposans le dient, si auant que sur ce sur quoy la deposition s'affiet, le
doit comprendre. Et hors des articles ne doit estre interrogé ne escrit.
* Et si le deposant en vouloit déposer plus auât, si ne doit il à ce estre re-
ceu. Car c'est presumption mauuaïse quand le tesmoin se ingere à depo-
ser outre les termes de l'article ou de l'interrogation. *Pro hoc not. Barth.*
in l. Uxor. §. qui se filio. ff. de fals.

On n'vse plus de mettre la main sur Messel, ains seulement le tesmoin leve la main, ou s'il est prestre, il la met au piz, admones pectori. & iure sur les saintes ordres.
De la forme de examiner les tesmoins la pratique est toute vulgaire: seulement le Iuge, ou le Commissaire doit estre admones d'interroger diligemment le tesmoin sur les faicts, sur

lesquels il est produict, & faire rediger fidellement par escrit sa deposition.

* Le tesmoin depose hors les articles, quand il depose de ce qui ne concerne iceux, ou de ce qui ne tend à la declaration du faict qui y est articulé.

Kkkk ij

Additio.

Testis productus super uno articulo non debet super alio interrogari nisi dependeat à primo: ut not. in l. Si quis libertatem. in fine. ff. de petit. heredit. & pro hoc vide Barth. in l. Diuus. ff. de quest. & Cy. in l. Momentanea. in fine. & qui legit. per hab. st. an. in iudic.

Item doit le depofant rendre raifon pourquoy il depofe ce qu'il depofe, ou autrement il depofe en fufpection. *not. in. l. Qui testamento. ff. de testi.*

Additio.

Hoc ex ordinat. Reg. Ludou. xij. articulo xij. debent tantum x. testes examinari super uno facto: & etiam est similis ordinatio Reg. Caroli septimi, art. xxxij.

Item ne doiuent estre ouys plus de x. tefmoins fur vn article ou fur vn propos, par efpecial quand le cas est intitulé. Et doit estre diligemment interrogé & examiné le tefmoin en fa depofition, du temps, de la faifon, du iour, de l'heure des prefens, du voir & de l'ouyr: Si le tefmoin depofe par aubir esté prefent, ou par l'auoir ouy dire: fi ce fut de nuit, ou de iour.

Item doit estre par le Iuge aduifé fi le tefmoin depofe par vraye fcience, s'il eft point contraire en soy & en fa depofition par la maniere de fon depofement. S'ils font de riens varians ou difcordans en leur depofition, fi comme l'appreue le fage de droict efcrit par ce vers,

Res, persona, gradus, locus hac sunt, consona tempus.

De la diuerfité des tefmoins.

Si eft f. à fçauoir que en depofition de tefmoins s'affiet triple diuerfité, c'est à fçauoir diuerfité de chofe, diuerfité de perfonne, & diuerfité de degré. Dont il enfuit que diuerfité de chofe fi eft quand vn tefmoin depofe de vne chofe, & d'un fait, ou d'un lieu, & vn autre tefmoin fur ce attraiçt, depofe deffemblable ou du contraire & lors y a prefomption fur telle depofition.

Item diuerfité de perfonne fi eft quand vn tefmoin depofe que Iean ferit, & l'autre tefmoin fur ce attraiçt dift que ce fust Iacques, & ainfi des autres cas femblables. Car puis que diuerfité y a, encore eft ce prouue à prefomption qui n'est pas fuffifant.

Additio.

Dic quod testes non valent nisi de loco, tempore & personis conueniant. ij. quest. ix. cap. nihilominus. & cap. cum causam. ext. de test.

Item l'autre diuerfité fi eft de degré, quand Iean dift en depofitiō que Robert appartient à Iacques en tiers degré, & l'autre fur ce attraiçt dift que c'est en quart degré: telle deffemblable depofition n'est à tenir par la prefomption qui y eft, & font tels tefmoins à examiner diligemment afin d'attaindre la verité du cas, & de la variation du tefmoin à quelle fin c'est fait: fi que le mal engin qui y feroit trouué puiſſe estre puny. Si doit le tefmoin plus estre examiné en grandes caufes qu'en petites. Es grādes fi comme de crimes, & és petites fi comme és caufes personnelles. Car la depofition qui peut & doit emporter iugement, doit estre auffi claire que le foleil luyant à midy. *testes debent esse luce clariores. C. de prob. l. ult.*

Additio.

Qualiter testes sint examinandi. vide Speculat. in tit. de test. §. nunc tractandum.

La maniere de examiner tesmoins.

Et pour ce sont ordonnées quatre manieres d'examination de tesmoins. La premiere maniere si est par ouyr, par voir, par creance, ou par introduction. La seconde si est de l'an, du mois, du iour, de l'heure. La tierce si est, s'il est meilleur, comment, pourquoy? & à qu'elle cause. La quatre si est de iour de nuit, de nom, ou de vestement & d'autres examinations, selon que au cas seront seruant appartient à faire & interroger. Et doit le Iuge considerer comment le tesmoin depose & declare, & comment il tient maniere sans variatiō, sans * bloisir, sans trembler, & sans muer cou- * Bloisir signifie vaciller, & en ceste significatiō en v'se mon vieil praticien.

leur. Car ce sont toutes mauuaises presumptions contre deposition faite par vn deposant. Item doit estre monstré au tesmoin si tost que on leveroit varier, la peine & le peril que c'est de deposter faullement. Et s'il ne tenoit vray propos, doit estre mis arriere, afin que la verité de sa penlée puisse estre apperceuë par examination & autrement au plus diligement que faire se peut selon le cas.

De faux tesmoins.

Et s'il estoit trouué faux tesmoin à escient par argent, il seroit à punir comme faulsaire, & autrement non. Car c'il n'est pas tenu ne reputé comme faux tesmoin qui depose autrement que la verité n'est, mais que ce soit à non escient. Et par especial selon aucuns sages qui ne depose faux à escient, & pour argent, autrement n'est à punir, ne aussi supposé que aucun depose en la cause, encore en soit sur luy rapportée la cause: supposé que il depose autre chose que la pure verité, pour ce ne demeure que il en doive estre reprins de faux. Ne tels sermens ne telles depositions ne sont que sermens calomnieux où faulseté s'affiet, & s'il aduenoit que aucun deposast faux, & par son serment tint à deposter verité, assauoir si pour ce seroit tenu pour faux, sçachez que non.

Hoc iuri consonum est: quia in causis criminalibus dolus requiritur: ut ff. ad l. Cornel. de falsi. l. 1. in princip. & §. 1. & 2. eiusdem legis. Additio.

De huiusmodi falsis testibus vide per Barth. in tractat. de publicatio. test. §. falsus testis. Additio.

Exemple sur ce.

Il aduint que vn homme qui estoit seconde fois marié en la ville de Paris, batit sa femme tāt qu'elle se absenta, ne on ne sceut qu'elle deuint. Exclamatiō courut comment batuë l'auoit, & tant que iustice s'esmeut par information sur ce faicte. Le mary fut prins par tesmoins qui deposterent qu'ils l'auoient ouy battre & crier, & depuis ne l'auoient veuë ne sceuë. Par ceste deposition ledit mary fut condamné à mort. Luy condamné il confessa que pour ce ne deuoit mourir: mais bien auoit pour autre cas la mort deseruie, car la premiere femme auoit meurdrie & enfouye en terre. Tout veu, il fut executé à mort. Or fut question si les tesmoins qui auoient depose que la seconde femme auoit crié, si comme ils disoient par ce que veu & ouy en auoient, seroient tenus pour faux tesmoins: sçachez que nō. Car à leur escient ils auoient depose verité, si comme ils tenoient fermement, & pour ce en tel cas n'a point de faulseté, ne de faux serment. fait & iugé en Chastelet de Paris, & confirmé par arrest de Parlement.

Sentence & arrest.

Kkkk iij

De remettre la preuue au serment du defendeur.

Souët^h aduient qu'il cōuient faire preuue de cause par le demandeur ou par le defendeur, si cōme quād le demandeur remet la preuue au serment du defendeur. Car ce que dire en veut par son serment, vaut vigueur de preuue parfaite au cas que iurer en voudroit. Et s'il aduenoit que il ne le voulsist, mais le remist au sermēt du demādeur. Et est ceste preuue appelée selon les clers *referre iuramentum*, c'est remettre au defendeur dont il ensuit, que si le demādeur en ce cas n'en veut iurer, il doit dechoir de sa demande. Car selon le droit escrit, *actore non probante absoluitur reus*. Et s'il aduenoit que la preuue remise au serment du defēdeur, que le dit defendeur ne voulsist remettre au serment du demandeur, ne aussi en iurer, le Iuge doit condamner le defendeur comme contumax en la cause, & doit au demandeur adiuger sa demande par le default que le defendeur ne veut accomplir l'ordre de droit. *C. de reb. credit. & in re iuran. l. De lata condicione.*

Des reproches.

DEs reproches^h qui se peuuent faire sur tesmoins produits selon l'usage de Cour laye, te veux dire & monstrer ce que veu & ouy en ay par les sages mes maîtres & autres. si sçachez que sont deux manieres de reproches, c'est à sçauoir reproche de droit, & reproche de fait. Reproche de droit si comme qui se ingere à deposer plus auant que à la cause ne doit appartenir & que interrogé est, qui auparauint sa deposition par malice oublie, qui au dehors de termes de l'article depose, qui ne red cause de sa deposition, ouyr plus de dix tesmoins sur vn article, qui vient deposer sans estre adiourné sur ce, ou sans commandement de son seigneur, si les parties n'auoient esté d'accord que aussi bien fussent tesmoins ouys, adiournez que non adiournez, & lesquelles reproches de droit cheent en la discretion du Iuge, jaçoit œ que partie s'en teust. Les reproches de fait si sont d'auoir esté reputé comme faulsaire, comme perjure, comme infame publique, comme banny pour crime de son pays par cōtumasses, s'ainsi n'estoit que le Roy, ou l'Empereur és termes de l'Empire, ne l'eust remis en sa bonne fame & renommée: comme excommunié, si promptement en estoit fait apparoir par lettres, autrement n'est ceste reproche cōme excommunié, & en est vñ en la Cour laye: mais l'excommunié seroit ouy. Car dure chose seroit si par l'inconuenient de l'excommunié le produisant faillloit à la preuue, ne qui autres tesmoins n'auoir promptement. Comme estre du conseil du produisant, comme d'auoir part en la cause, comme d'estre du lignage au produisant si prochain, que son hoir ou prochain successeur, comme estre ennemy mortel à celuy contre qui la production se fait, & autrement non. Comme d'auoir dict par menasse qu'on porteroit dommage en corps ou en biens à celuy contre qui la production se fait, comme estre de sa famille & des robes au temps de la deposition parauant ou depuis, par especial au temps de la deposition lesquelles reproches cheent toutes en fait de la cause, si deniées sont, & les conuient prouuer à l'impōsant, ou autrement ne

vault la reproche sur faicte.

Il y a ordonnance du Roy Louys XII. en l'article xxxvij. par laquelle est ordonné que es sieges de ce royaume, esquels y a publication d'enqueste, les parties bailleront reproches de tesmoins auant ladicte publication: apres laquelle publication ne seront aucunement receuz.

Addition, qui n'est au liure es- crit à la main.

De production sur reproches.

Item dois sçavoir que à production de reproches ne chet que vne seule production que le Juge y doit assigner de temps competant, selon que les parties ouyes il appartiendra à faire. Et que si dedans celuy temps ainsi assigné on ne face production sur reproches, plus n'y doit recouurer, mais en doit dechoir & estre debouté.

[*Ordonnance dudit Roy Louys XII. en l'article xxxix. par laquelle il est inhibé & defendu à tous Juges de ce Royaume de n'appointter les parties à informer sur les faicts de reproches, sans voir lesdites reproches, & de ne recevoir icelles parties en preuue desdits faiz, sinò qu'ils fussent cõcluans. &c.*]

Ceste additiõ n'est au liure es- crit à la main.

De fais sur saluacions.

Item peux & dois sçavoir que sur saluacions faictes sur reproches, ne chet quelque fait, ne quelque preuue n'y appartient mais chet à la discretion du Juge.

On peut bailler saluacions cõtra les reproches, & par icelles alleguer faicts contraires: tellement qu'on recoit les parties à faire preuue respo-

De pareille cause.

Item dois sçavoir, que celuy est reprochable qui a pareille cause à traiter & à demener pour foy, selon la diceretale qui dist. *A testimonio praestando repellitur simili morbo laborans. cap. personas. ext de testi.*

On peut bailler saluacions cõtra les reproches, & par icelles alleguer faicts contraires: tellement qu'on recoit les parties à faire preuue respo-

De tesmoins sur testament.

Item sont à reprocher tesmoins, qui en cas de testamēt deposeroiēt, qui y auroient don legataire, ou autre profit particulier, puis que ouys seroiēt sur la destruction d'iceluy, ou autrement non, en cas accidentel ils sont à ouyr.

On peut bailler saluacions cõtra les reproches, & par icelles alleguer faicts contraires: tellement qu'on recoit les parties à faire preuue respo-

Des hoirs aux testamenteurs.

Itē sont aussi à reprocher les hoirs aux testamenteurs en cas de destruire le testament, en cas particulier non, car le testament destruit, il conuiendroit que le testateur refondist ce que par le testament destruit auroit ainsi leuē ou faict. Ainsi l'exposent les faiseurs de loix.

De lettres mises en preuue de preuue.

Lettres mises en preuue se peuuent reprocher par rasure en lieu touchant, si comme en nom, en somme & en lettres non Authentique, si comme celles qui sont seel Authentique, si comme apres sera dict.

Pro hoc Specul. tit. de instr. edit. §. restat videre.

Ou quant la lettre contiēt chose que par viuans tesmoins on peut prouuer le contraire, Car viue voix corrompt lettres.

De ceste questió de cõredire lettres par tesmoins a esté traicté en vne annotation de dessus.

De ouyr son frere à tesmoin.

Le veis en vne cause où le demandeur auoit faict ouyr son frere en deposition, Le defendeur le reprocha disant que le frere ne deuoit estre ouyr pour le frere: car par aucun laps de temps il pourroit estre son successeur. &c. Le produisant faulua que son frere n'estoit pas son hoir, car il auoit enfans legitimes, & supposé qu'il n'eust enfans, si auoit il aîné qui

seroit auant son hoir : pourquoy. &c. Il fut deliberé sur ce par clerks de droict & sages coustumiers que la reproche n'auroit lieu, & vaudroit la deposition de frere.

Addition, qui n'est au liure escript à la main. Dic fratrem pro fratre testificari posse: ut l. 1. §. 1. & l. Lex Iulia. ff. de testi. & cap. literas. ext. de presumpt. & argumen. l. Si sororem. C. qui accus. non poss. & ij. quæst. ij. §. parentes. quod limitant doctores, nisi fratres omnia bona sua habeant in communi. tunc enim intelligitur propria causa, & sic testificari unus pro alio non potest. l. Omnibus. C. eod. tit. de testib.

De ouyr son pleige à tesmoin.

Le veis en vne autre cause où le demandeur auoit fait ouyr son pleige en deposition. Le defendeur le reprocha, disant que le pleige n'estoit à ouyr pour iceluy pour quil estoit obligé, car le pleige en auoit fait la cause en soy rendant pleige, & de la cause nul ne doit estre creu. &c. Le produisant sauua contre, & dist que le principal est assez riche, ne ne falloit pour celle cause reprocher: car quelque reproche ne se doit asseoir sur le principal. &c. Il fut dit par clerks de droit, que puis que le principal estoit assez soluable, bien pouuoit deposer le pleige, & ne auoir lieu ladicte reproche.

Addition, qui n'est au liure escript à la main. Pro hoc Speculat. titul. de testi. vers. quid de fideiussore. & Barth. in tractat. circa mater. testium. vers. fideiussor.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CENT SIXIESME.

L Aprouue par instrumens est de grand force & effect: & y a deux especes d'instrumens, les uns publics, & les autres priuez: s'ose de ce mot en general pour toute esécriture, dont on se sert, pour l'instruction de la cause. Les publics sont qui se font par de uant personnes publiques, cōme Notaires & Tabellions: Les priuez qui se font par personnes priuées. Quant aux instrumens priuez, ils ne font foy que contre celui qui les a escripts. par ce qu'il ne peut venir contre sa propre confession, reconnaissance & declaration, & non au preiudice d'un autre, qui n'y a donné consentement. l. Instrumento. l. Rationes. l. Exemplo. C. de probat. l. Plures. C. de fide instrum. Auth. contra qui propriam. l. Generaliter. C. de non numer. pecun. l. ult. C. de conueni fici debito. Je sçay bien qu'on y apporte des exceptions, qu'on peut voir aux liures de ceux qui ont escript sur la loy. Admonendi. D. de iureiur. Guid. Pap. qu. 441. & d'autres Docteurs du droict Ciuil & Canonic. Et nous en auons traité cy dessus & ailleurs amplement. Quant à ce que l'auteur diét de celui qui use de fausses lettres, conuient ce qu'en a escript B. Ambrosius libro tertio officior. capite primo. Cum etiam leges publicæ eum, qui sciens falso utitur, tanquàm reum adstringant. & l. Si falsos. C. ad leg. Cornel. de falsi. En quoy faut distinguer que s'il ne persiste à soustenir

à soutenir les lettres maintenües de faulx, il sera seulement condanné despens, dommages & interests, mais s'il y persiste, il sera puni comme faulsaire. l. Pen. C. de probat. dont on peut voir *Rebuff. ad Constit. Reg. tract. de mat. possess. & autres.* Mais encores qu'aucun usant d'un instrument, pour lequel un autre ait esté condanné de faulx, puisse soutenir son droict, nonobstant la sentence, de laquelle n'auroit esté appelé par le condanné. l. 2. C. de fide instrum. iuxta l. Sæpè. D. de re iudic. & al. Si est-ce que telle sentence qui concerne l'instrument mesme, semble faire preiudice à celuy qui s'en veut à present aider, & partant seroit plus seur d'en appeller. D'avantage celuy qui se veut aider de quelques escritures, doit bien regarder si elles sont contraires, par ce que si telles sont, elles se destruisent & derogent la foy les unes aux autres, l. Scripturæ. C. de fide instrum. cap. imputari. cod. Quant à la perte de l'instrument dont est traité, in l. 1. 4. 5. & leq. C. cod. Il faut distinguer suivant le droict François, ou qu'il est question de chose non excédant la valeur de cent liures, dont la preuve est receüe par tesmoins, ou de chose qui se doit verifier par escrit: au premier cas suffit de prouver par tesmoins la dette ou chose qu'on pretend, encores qu'on ne verifie la perte de l'instrument: au second cas faut verifier la perte de l'instrument, & ce qu'il contenoit, l. Testium. in fin. C. de testib. A quoy conuient l'ordonnance de Moulins, article cinquante quatriesme, & ainsi nous en vsons.

b Pour l'instruction des procès, la foy des instrumens a autant de force, que les depositions des tesmoins, comme dict l. In exercendis, qui autrement ne se doit entendre. Mais si l'une des parties veut produire des tesmoins pour déposer contre ce qui est contenu en l'instrument, il faut qu'elle y vienne par maintenüe de faux: autrement on s'arreste à l'instrument, l. Cum præcibus. C. de probation. Et les depositions des tesmoins ne destruisent la foy de l'instrument, si non que par ladicte voye de maintenüe de faux: dont appert que la longue dispute qu'en font les Docteurs, ne sert gueres à la pratique de France.

c Il declare qui sont les lettres prinées par la comparaison des publiques. Car celles qui n'ont les circonstances requises aux lettres publiques, sont reputées prinées. De la forme de faire lettres publiques est traité in l. Cōtractus. C. de fide instr. Nouel. 44. 73. 176. & aux ordonnances royaux. Entre les lettres publiques on comprend les actes faicts pardevant le Juge & le Greffier, iuxta l. 1. C. de apoch. l. Consulta diuina. C. de testam. l. 1. C. de ijs qui in Eccles. Manum. & al. Quant à ce qu'il dict du scel approuné, qu'autrement on appelle authentique, vient de l'anciēne forme de faire actes & instrumens publics, lesquels seulemēt on scelloit sans les signer: comme on en voit plusieurs aux Archives & tresors des maisons Ecclesiastiques: & le scel dōnoit autorité aux lettres, pourueu que fust scel public, cap. post cessionem de probat. facit l. Nec arbitris. C. de recept. arbit. Mais pour la force & autorité du scel les Docteurs requierent plusieurs qualitez, qu'on peut voir, apud Speculat. tit. de procurat. & tit. de probat. & Abbas. Felin. & al. in d. l. cap. post cessionem. L'instrument pour faire foy, doit estre produit l'origi-

nal : car la coppie ne faict foy, encores qu'elle ait esté faicte & collationnée par authorité du Juge, par-ce qu'elle n'a effect de preuue, si non pour le regard de ceux avec lesquels elle a esté collationnée : & un autre peut demander l'exhibiſion de l'original, ſ'il pretend le maintenir defaulx ou autrement le debaire. Mais ſi celuy qui a une fois exhibé l'original, ne peut plus le representer pour eſtre perdu, & ſ'en purge par ſerment, il ſera excuſé de l'exhiber : & toutesfois la coppie collationnée par deuant le Juge & ſon Greſſier, ou par les meſmes Noiaires qui auroient faict l'inſtrument, ſera quelque foy & preuue, l. vlt. C. de fide inſtrum. Docto. in Authen. ſi quis in aliquo. C. de edendo. cap. pen. & vlt. eod.

d Alibi ſe prend en pratique pour le faict inſtitutif d'un accuſé, qui propoſe auoir eſté en autre lieu diſtant de longue diſtance de chemin, du lieu auquel on pretend le faict auoir eſté commis, lors de la perpetration d'iceluy, auparavant & depuis, avec tel eſpace de temps qu'il n'eſt vray ſemblable qu'il euſt peu ſe trouuer au lieu, ne commis le faict qui luy eſt imputé.

e Quant à la queſtion ſi la femme peut eſtre ouie en teſmoignage contre ſon mary, on faict diſtinction entre la cauſe ciuile & la criminelle, à ſçauoir qu'en la ciuile elle peut eſtre ouie, & non en la criminelle, Papon recite un arreſt du neuſieſme Januier, mil cinq cens trente, pour la cauſe ciuile, liure neuſieſme tilire premier. Mais ſans m'arreſter aux raiſons & authoritez qu'on peut alleguer, ie ſuis d'aduſ avec Bald. in l. Etiam C. de teſtib. Cynus ad l. 2. C. eod. & autres, qu'elle ne peut ne doit porter teſmoignage contre ſon mary, eſtant ſous ſa puiffance & authorité, pour la reuerence qu'elle luy doit, & au mariage. I'ay bien veu ordonner par arreſt du Vendredi 27. May, de releuée, i'558. qu'elle ſeroit tenue d'affirmer ſur un faict, eſtant de ſa cognoiſſance, qui concernoit des payemens faicts à ſon mary & à elle.

f Pour le regard des teſmoins qui depoſent diuerſement, il faut diſtinguer ſ'ils ont eſté produicts par vne meſme partie, & ouïs en ſon enqueſte : & ſi ſont les meſmes teſmoins qui auroient eſté produicts, examinez és enqueſtes des deux parties aduerſes : eſquels deux cas leurs depoſitions comme trop ſuſpectes ne peuuent faire foy, iuxta l. Qui falſa. D. de teſtib. & argum. l. Scripturæ. C. de fide inſtrum. Mais ſi ſont diuers teſmoins, qui ayent diuerſement depoſé és enqueſtes des parties, le Juge doit ſuiure la regle qui eſt preſcrite in l. 3. & 21. D. eod. Pour la diuerſité des depoſitions des teſmoins, le Juge doit bien conſiderer ſ'ils ſont diuers, differens & contraires au faict, duquel eſt principalement queſtion entre les parties, ou aux circonſtances, qui ſont de l'eſſence du faict : comme pour exemple, ſ'il eſt queſtion d'un preſt, ſi les teſmoins ſ'accordent & conuiennent au faict du preſt, & ne ſoit queſtion du temps, ils ne ſeront reputés d'auoir diuerſement depoſé, pour n'eſtre concordans au temps. Mais ſi les circonſtances concernent l'eſſence du faict, comme en l'exemple propoſé, ſi les parties ſont en differend du temps, les teſmoins ſeront tenus pour diuers qui en depoſeront diuerſement. Es ſur tout le Juge doit bien regarder à conſirmer les depoſitions, & les reduire ſ'il eſt poſſible, à conuenance & concorde, vt tradit Maſuerius tit. de teſtib. §. Item

testes. où il allegue l. 2. C. de contr. iud. tut. & cap. cùm nobis. de testib. qu'on peut voir & autres praticiens qui traittent amplement de ceste matiere. Toutesfois sur la question à laquelle depositio on se doit arrester du tesmoin, qui a presté diuerſes & contraires depositions pour l'une & l'autre partie, y a diuerſité d'opinions. Certainement y a plus grand' presumption pour la premiere deposition, d'autant qu'en la derniere y a suspicion de corruption, & ainsi le tient Bartol. in l. Si postulauerit. §. pen. D. ad legem Iul. de adulter. Guid. Pap. quæ. 546. & autres. Mais il me semble que le Iuge doit considerer laquelle des deux est plus probable & conforme aux depositions des autres tesmoins: car le tesmoin peut aussi vaciller & s'abuser en la premiere qu'en la seconde deposition, comme j'ay plus amplement discouru au quatriesme liure des Pandectes. Les circonstances qui sont icy recitées pour examiner les tesmoins, peuuent seruir d'instruction au Iuge ou Commissaire. Nam, vt ait Hilarius Episcopus, circumstantiæ illuminant dicta: & en icelles est requise grand' prudence & discretion, principalement es causes criminelles.

g Si les tesmoins ouïs par un Iuge ou Commissaire varient, vacillent, se contredisent, ou autrement demonstrent qu'ils sont faulx tesmoins ou grandement suspects, il ne doit laisser de les ouïr, & faire rediger par escrit tout ce qu'ils auront deposté, & de quelle forme & contenance: & apres les interroger plus exactement: & s'il se trouue qu'ils ayent deposté faulx, proceder contre eux extraordinairement. Mais pour le faux on requiert trois choses, à sçauoir que la deposition soit fausse en ce qu'elle contient, en apres qu'il y ait dol de la part du tesmoin, nec enlm sine dolo committitur falsum & que son tesmoignage preiudicie & porte dommage, iuxta l. Quid sit falsum. D. ad leg. Cornel. de fals. Il suffit pour arguer un tesmoin de faulx, de prouuer que sa deposition est fausse, & qu'il auroit deposté faulx par icelle, encores qu'on ne maintienne que pour ce faire il ait esté corrompu par argent, ou autre moyen, vt tradit glof. in cap. licet causam. de probat. & confirmat Iul. Clarus lib. 5. §. falsum. duquel l'opinion est suivie en nostre pratique.

h Le serment quod iuramentum dicitur, est vne espee de preuue pour decider le procès & differend entre les parties. On fait diuerſes especes de serment, à sçauoir de calomnie, duquel j'ay parlé cy deuant, delatoire de partie à partie, iudiciaire procedant de l'office du Iuge, & celuy qu'on appelle in litem, qu'on peut dire en decision de cause: ie laisse celuy qui se fait hors iugement. Il traite icy du delatoire, que la partie à laquelle il est deféré, doit prester ou referer, l. Iusiurandum & ad pecunias. §. ait Prætor. l. Manifestæ. D. de iureiur. & ceste matiere a esté si amplement traittée par les Auteurs du droit Romain, & les Canonistes, qu'il n'est besoin d'en discourir d'auantage: seulement j'adionstrey pour la pratique, que comme celuy auquel est deféré le serment, doit iurer delata conditione, selon qu'il luy a esté deféré, l. 3. D. eod. aussi son serment doit estre pris entier, comme il a presté, sans le diuiser: comme tiens Ioan. Faber in §. si quis postulante. Inst. de action.

i Les tesmoins, vt eis fides adhibeatur, debent esse omni exceptione maiores, aut certe idonei ad testimonium ferendum, qui ne peuvent estre iustement reprochez de tesmoigner en la cause, en laquelle ils sont produicts. Car ainsi faut entendre les tesmoins idoines, a sçauoir capables, suffisans & irreprochables, l. 6. 9. 10. & al. D. de testib. Contre les tesmoins la partie aduersse peut proposer reproches, qu'on dict præscriptiones, siue reprobationes in Nouel. de testibus. Des faicts de reproches aucuns concernent la vie & condition des tesmoins, autres le faict & cause de la partie qui les produitt. Mais pour le regard de ce qui regarde la personne & les mœurs des tesmoins, qu'on argue de crime, il ne suffit de les en arguer seulement, ains faut adiouster qu'ils en ont esté condamnés, ou qu'ils en ont accordé & transigé, iuxta l. 1. D. de his qui not. infam. Ce qu'il faut verifier par escrit, suiuant l'ordonnance de Moulins, art. 55. Quant aux autres reproches, il en est amplemēt traité tit. D. & C. de testibus. & in decret. eod. tit. Aussi Speculator. Masuerius & infinis autres en ont escrit, & nous en diuers liures: & entre autres reproches on peut alleguer cōtre les tesmoins, qu'ils sont domestiques de celuy qui les a produicts, l. Testes, 24. D. de testib. ou le Jurisconsulte interprete domesticos, qui sunt de domo eius qui eos producit, comme aussi dict Cicero in orat. pro Roscio: & Balsamon le declare bien ad can. 132. Synod. Carthagin. interpretant de domo, id est de potestate eius qui eos producit, quibus scilicet imperare potest, vt testes fiant, l. 6. D. eod. Si donc le frere n'est demeuré sous la puissance de son frere, il ne peut estre reproché tanquàm domesticus testis, sed propter necessitudinem, nimiamque familiaritatem & amicitiam, atque alias huiusmodi causas. Quelquefois les tesmoignages des domestiques sont receus, principalement es choses domestiques, qui ne se peuvent prouuer par autres que par eux, comme des faicts de mariage, filiation, aage, & autres semblables, l. Non solum, 67. §. de vno. D. de ritu nupt. l. Quoniam. C. de hered. cap. in literis. & ibi Felinus. de testib. Je passe les autres reproches, seulement ie veux adiouster pour la pratique que par les ordonnances de Charles VIII. de l'an 1490. art. 102. & Loys XII. 1510. art. 39. & François I. 1535. chap. 8. art. 20. le Iuge doit voir le procès pour ordonner si les parties serōt recenēs a verifier les faicts de reproches & saluations, auant que les parties en puissent faire preuue: & pour ce faire il doit considerer si les faicts sont admissibles & recenables: & si d'ailleurs le procès ne se peut iuger diffinitiuement. Car si outre les tesmoins reprochez, y en a d'autres en nombre suffisant pour la preuue, il sera procédé au iugement du procès, sans appointer les parties en preuue sur les faicts de reproches, comme n'estant besoin de s'enquerir: ce que le Iuge doit declarer par sa sentence.

DES LETTRES, CHARTRES, INSTRUMENS
ET AUTRES MUNIMENS EN PREUVE.

TILTRE CVII.



V I S que dict est^a des tesmoins de viue voix & de ceux examiner, & la forme des reproches sur iceux tesmoins, dire veux des lettres, chartres, & instrumens & autres munimens dont on se peut aider en forme de preuue. Si sçachez qu'ils sont plusieurs formes & manieres de lettres, & qui par plusieurs noms sont nommez selon le commun vſage de parler en Cour laye, si comme lettres données en chartre sur ſeél de Prince ou d'autre seigneur: & telles lettres se font par vn ſeul ſeél: autres y a qui ſi ſont encore appellées chartres, & ſi y a plusieurs ſeaux ſi comme de seigneurs & d'hommes de fief. Et autres encore ſont appellées chartres, ſi comme ſont lettres ſur ſeél d'Egliſe, d'Eueſques, de Chapitres ou de Monasteres, generalement on doit appeller telles lettres chartres, ſoit qu'elles ayent vn ſeél ou plusieurs, puis qu'elles demeurerſeules lettres ſur le cas pourquoy elles ſont faiçtes & ordonnées durer à touſiours, ou encores à vie ſi le caſ le deſiroit.

Item autre forme & maniere, ſi eſt de faire & ordonner lettres entre parties pour les conuens & contractz, & comme il aduiant ſouuent qu'ils ſe font, & à fin que preuue ſeure l'en puiſſe enſuiuir en temps aduenir ſi meſtier en ſont appellées lettres publiques: leſquelles ſelon le droit eſcrit ſont appellées instrumens publiques.

La premiere maniere ſi eſt comme lettre qui eſt faiçte, paſſée & accordée d'entre les parties & de leur conſentement contenant le contract entre icelles parties, & eſt tout ce faiçt & paſſé pardeuant ſinguliers tesmoins qui à ce ſont eſpecialement appelez, & de lettres eſcrites par main priuée, c'eſt à dire, par clerc qui n'eſt Notaire ne Tabellion, & ceſte lettre faiçte, porte ſoy tant que les tesmoins viuent: mais eux morts, la valeur de tel instrument & de la lettre eſt expirée.

La ſeconde maniere de faire lettres & instrumens publiques ſi eſt, ſi comme lettre qui faſſiet d'entre les parties par lettres faiçtes pardeuant Notaire ou Tabellion publique qui eſt appellée main publique, & qu'il y ait deux ſignée de ſon ſeing manuel en preſence de tesmoins à ce appelez. Et ſuppoſé que les tesmoins denommez en ceſte lettre & instrument allaſſent de vie à trespas, pour-ce ne demeureroit que la lettre & instrument

Ceſte maniere ne peut eſtre tenue que pour eſcriture priuée. Y a ordonnance du Roy Loys XII. par laquelle il eſt defendu qu'un ſeul Notaire ne puiſſe recevoir aucun contract ſans ce qu'il y ait deux teſmoins, nonobſtant quelque conſtume locale à ce contraire.

Par les nouvelles ordonnances les parties & les tesmoins doivent ſigner: & eſtre interpellé de ce faire par le Notaire ou Tabellion, & ſ'ils ne peuvent ſigner, en faire mention: toutes fois il conuient qu'il y ait pour le moins un teſmoins qui ſigne, és Villes ou gros Bourgs, où on en peut reconnoître, Ordonn. de Henry III. de l'an 1579. Eſtats de Blois, art. 166.

ne vaille & tiennne lieu puis que de main publique seroit signée. Car supposé que nul tesmoin n'y eult, fors le signé publique, si doit il valoir.

La tierce maniere, si est que quand la lettre ou instrum ent est faicte & passée sur scel autentique, si comme sur scel royal, sur scel de ville qui ait loy & iustice, sur scel de Prelat ayant iurisdiction, & telle lettre ou tel instrumēt dure à tousiours és termes ou perpetuité se peut & doit estendre, si comme si c'estoit en rente heritable, ou en cause d'hcritage, ou d'autre conuent à perpetuier, si comme de seureté de paix, de seureté de mariages. Car en seureté de dette pour vne payer tant seulement a restitution d'années, si comme cy apres sera dict.

Item & iaoit ce que par ladicte decretale ne soient nommées ne dictes que trois manieres de lettres ou instrumens publiques, si comme dict est, toutesfois par l'vsage de Cour laye les Coustumiers en dient estre quatre manieres & non plus, c'est à sçauoir chartre sur scel de Prince, ou de Seigneur ou Seigneurs qui ce peuuent faire sceller.

Item lettres & instrumens sur ligne manuel de Notaire ou Tabel-
lion publique.

Item lettres & instrumens faicts & passez par escheuinage qui se faict en deux parties cyrographées, ou en trois parties dont le Iuge garde l'une des parties, & les parties à qui touche gardent les autres. Et sont telles lettres selon le droict ciuil appellées apotheques. *C. de fide instrum. l. Plures apochis.*

Item y a lettres & instrumens qui sont appellées lettres priuées: par ce qu'elles sont faictes de main ferme, si comme de lettres qui se font sur aucun contract ou conuent, faictes pardeuant singuliers tesmoins, & escrit de main priuée d'homme qui n'est Notaire ne Tabellion.

De his speciebus instrumentorum tractat Specular. tit. de instrum. editio. §. nunc dicendum restat.

Item l'autre forme & maniere de lettres priuées si est, si comme aucun escrit de sa propre main, le traicté ou conuent qu'il a à l'autre, ou il s'oblige à payer la main recogneuë premier en iugement.

Item l'autre forme & maniere si est si comme quand aucuns nobles qui tiennent hief tant qu'il appartient qu'ils ayent scel, font aucun conuent ou contract par lettres sur leur scel, ce tient & vault, & sur leur scel le scel recogneu, mais premier il faut adiourner celuy qui ce a scelle, à recognoistre son scellé, & iceluy recogneu est executoire. Et sil denioit son scel si le faudroit-il prouuer. Et si contre le deniant estoit prouué son scel, il l'amenderoit grandement à iustice selon sa faculté, & seroit condamné à demande & despens de partie.

A amende, au liure escrit à la main.

Des priuileges de Villes.

Encores y a^b autres lettres appellées priuileges, qui souuentesfois sont données de Roy, de Prince, ou autres tels seigneurs à leurs villes & sujets. Et sont appellées priuileges, pour-ce qu'ils priuent la loy, c'est à dire qu'ils donnent aux sujets & Villes qui ce ont, plus de droict & autre loy que le commun droict ne donne & enseigne à auoir, & plus grand franchise & liberté que le commun droict & vsage ne donne & enseigne à auoir. Et pour-ce sont ils appelez priuileges, & sont de droict

escrit. Et pour ce sont ils auant à retraindre que à amplifier, pour ce qu'ils sont plus larges que le droit commun ne soit. Et quiconque vse de droit priuilegé & de la loy qu'il emporte : il ne peut ne doit vsfer ne outre plus auant aller que le priuilege enseigne à faire. Et si du priuilege estoit opposé, on le doit demonstrier. Et si en preuue on s'en vouloit aider, on n'en doit estre tenu de bailler par escrit fors l'article qui feroit mention de ce dont contend feroit. Car de preuue on ne doit autre chose bailler. Et la raison si est qu'en priuilege est communément contenu plusieurs choses, touchans les estats des Villes ou Colleges qui les priuileges ont, qui n'est pas necessité de monstrier, fors quand contend en est de chacun cas à par luy, par la decretale, *Contingit. ext. de fi. instrumen.* Ny ne conuient produire quelques tesmoins sur terme de priuilege, ne sur choses dedans contenues, car au Prince qui le priuilege a donné, est à interpreter quanques de doute auroit, ou feroit difficulté au priuilege, & non à autre n'en appartient quelque interpretation fors au donneur du priuilege, ne preuue n'y faut à receuoir pour argument contraire. Car le Prince en sa noble discretion l'a à distinguer & non autre. *l. 1. & 2. C. de legi. & Senat.* Ne aussi ne sont ny ne doiuent estre donnez priuileges pour donner cause d'autre faire tort ne d'autre greuer. *Ut cap. sans ext. de priuileg. & l. 2. §. siquid à principe. ff. ne quid in loco publ. fiat.* Si dois sçauoir que s'il est aucun qui pardeuant Iuge, ou arbitres ou commissaires, ou en iugement se vueille aider de lettres en forme de preuue ou non : Si la partie contre qui ce est voulu faire, se veut aider de ces lettres en forme de preuue, soit de tout ou en partie, faire le peut & y est à receuoir, iasoit ce que celuy qui ces lettres administreroit, fust defendeur ou demandeur, & de quelque partie que les lettres soient administrées en preuue, l'autre partie s'en peut aider aussi à la preuue pour tant qu'aider luy peut & valoir. Ainsi est-il tenu & fait par nos Seigneurs de Parlement, toutesfois que le cas s'y offre.

Des escrits donnez par le Prince ou par committimus ou autrement.

Quand monstrez ay^d des lettres, chartres & instrumens ou autres munimens, & pareillement des priuileges : il s'ensuit voir & monstrier des escrits donnez de par le Prince, soit par committimus ou autrement. Si sçachez que si le Prince mande à aucun de ses Iuges ou Princes d'aucun lieu d'une cause cognoistre par committimus, laquelle cause soit en la iurisdiction du Iuge à qui elle est commise par le rescrit du Prince, pour ce ne demeure que le Iuge en perde la cognoissance, ne son ordinaire, ne que son ordinaire ne iurisdiction en soit amendrie ne diminuée, mais dois sçauoir qu'auca la iurisdiction ordinaire que parauant y auoit esté, elle est creuë par le committimus à luy adressé, & luy peuent estre requises toutes relles solennitez, induces & exceptions que nonobstant ledict rescrit peussent auoir esté faites si celuy escrit ou committimus ne fust. Item si le rescrit ou committimus estoit impetré par personne dont il appartient de celle cognoissance au Iuge qui

Sur ceste presente matiere fait à propos l'ordonnance du Roy Loys XII. en l'art. 40. par laquelle il est prohibé de n'oscroyer lettres pour oster la cognoissance d'une matiere à un Iuge pour l'attribuer à un autre.

ordinairement en deuoit cognoistre: sçachez que tel rescrit ou autrement appellé mandement par committimus, ne doit oster la iurisdiction ne l'ordonnance du Iuge ordinaire, si ainsi n'estoit que faute fust trouuée au Iuge ordinaire ou en remission de droit, ou refuge de raison, ou qu'il eust par port ou par faueur du Iuge ordinaire desordonnée, ou que la partie impetrant ne puisse auoir conseil deuant l'ordinaire pour la crainte ou puissance de la partie aduersé, ou que ce fust cas qui desirast ressort ou information ou autres semblables accidens & cas, pourquoy au Iuge Souuerain ou commis en peust ou deust appartenir la cognoissance, & estre ostée de l'ordinaire par cause iuste & raisonnable, & que le rescrit ou committimus en fust expressement causé, car autrement ne vaudroit, & encores conuiendroit il que ce fust parties appellées, & le Iuge ordinaire qui seroit à ouïr contre le committimus: car au cas que iustement ne seroit causé, & qu'on auroit donné au Prince faulx à entendre, & cas tel que si la verité fust sçeuë, tel committimus n'eust esté donné, sçachez que le cas est à repeter par le Iuge ordinaire, & à luy en doit estre renduë la cognoissance au cas dessusdict. Car par le droit escrit nul ne absorbit le droit d'autre, mais doit donner par mesure, & a droit de partie selon la loy écrite.

Des lettres & obligations qui se font sur scel de Baillie.

Des lettres & obligatoires qui se font sur scel de Baillie: tu peux sçauoir qu'elles doiuent estre saines & entieres de scel & d'écriture, au moins en lieu de fait, si comme en nom, en somme, en iour, en date, & en scel. Et doiuent contenir la cause pourquoy elles sont faictes & accordées entre les parties, quelles contiennent & doiuent contenir la somme du contract ou de la vente. Elles doiuent aussi contenir que ce soit du liberal consentement du vendeur à l'obligé, ou stipuler que les parties soient cogneuës de recevoir & passer la lettre, ou qu'il y ait tesmoins qui les cognoissent, & les tesmoins que le passeur des lettres, c'est à dire, le Notaire les cognoisse. doiuent aussi contenir chose possible, & non impossible, car à impossible ne se peut nul obliger selon la loy écrite.

Addition qui n'est au liure escrit à la main.

Hic de ce qu'il est dict que les parties contrahans soient cogneuës par les Notaires, pour-cey a ordonnance du Roy Loys XII. en l'article 65. par laquelle il est dict que les Notaires ne receueront aucun contract, s'ils ne cognoissent les parties, &c. ibi posita vide.

*Pro hoc. l. Pa-
tisque contra
leges. C. de pa-
ctis.*

Item doiuent aussi contenir que ce soit pour chose conuenable & honneste, car si l'homme s'obligeoit à chose illicite & inhoneste, si comme de luy obliger à battre ou à tuer homme, ou cōtre son pere & sa mere traicter, faire ou machiner ou autre chose semblable, ce ne vaudroit, ny ne seroit à soustenir.

Item doiuent encore contenir que ce soit chose qui ne soit contre l'estat de sainte Eglise, ne contre l'usage & commune obseruance, ou communauté de pais notoirement introduite, ne contre la sainte foy. Car par aucunes de ces causes ne vaudroit ce que promis & stipulé en seroit, ne contre droit escrit, mesmement en chose contre bonnes mœurs

mœurs . Et de ce peux & dois entendre & sçavoir que ainsi se doit faire en toutes lettres quelles qu'elles soient.

Item si c'est lettre sellée du scel Royal qui face & porte obligation , & l'obligé viène contre le conuent qu'il a fait, sçachez que le creditur peut sur ce requerir execution. Et si opposition s'y assiet, l'oppo sant doit garnir la main de iustice, d'autant que la somme de l'obligé vaut en main de l'executeur, ou autremét il n'aura iour de son opposition. Et la main garnie, iour comperant luy doit estre assigné sur son opposition, comme il appartient par raison pour sur ce proceder. Et doit le garnissement estre fait d'argent, ou d'or monnoyé, selon la valeur de la somme contencieuse & non d'autre gage, car si d'autre estoit fait, ce seroit fait & engendré cause de cause, laquelle chose ne se doit faire és termes de iustice. Et la raison si est, qui namptiroit de gages autres que d'argent monnoyé, comme de draps, de vaisselle, en cheuaux, en heritages, ou autres biens, si vendre les conuenoit, ce seroit à frais & à action nouuelle, qui de leger se pourroit naistre & soudre au vendre & à denier le gage, ou par ce que autre y diroit auoir droit, ou que autre y auroit main de iustice assise, ou qu'il luy seroient obligez & hypothéquez, ou qu'ils auroient esté moins que suffisamment vendus, ou moins deuément: ou par mainte autre maniere qui seroit alongement à l'execution royale, que raison ne veut pas.

* Item & si l'obligé estoit mort auant l'execution, sçachez que lors ne cherroit pas l'obligation & execution: mais que en euocation, & sans garnissement de main de iustice, en cas d'opposition ne autrement, comme de simple obligation est accoustumé à faire, car l'obligé mort, les hoirs ne sont pas pour ce obligez à executio, & pour ce n'y chet qu'eucation & cognoissance de cause, supposé encore que ce ne fust que de main de iustice assoir: si n'y chet il, puis que l'obligé est mort, que euocatio. Car main de iustice assoir à quelque chose que ce soit par vertu de lettre obligatoire, n'est que à conseruation de l'obligation, & dont elle ne se peut assoir que sur les biens de l'obligé & durant sa vie, car c'est comme conuent de execution, & par le droit escrit nul ne est à executer auant iugement, si à ce n'est obligé.

Item si femme est obligée par lettres executoires, & elle se remarie, sçachez que par le remariage, le mary est tenu pour seigneur de tous ses biens, & par consequent puis que les biens sont faits siens, & il n'est obligé, la terre n'est depuis executoire, mais euocatoire: & est sur ce le mary à adiourner par euocation.

Hoc vult dicere, qu'il faut requerir contre ledit mary lesdites lettres estre declarées executoires. pro hoc vide Masue. tit. de execut.

En quel temps lettre se expire.

Et dois sçavoir que lettre obligatoire en action personnelle selon les sagés coustumiers & conseillers, tant en Parlement comme dehors, en Cours locaux & subiects se expire par l'espace de trente ans, puis que

M m m m

De hoc de pras- plaid ou contend n'en seroit encommencé pardeuant Iuge competent
cript. 30. au. l. & qui cognoistre en deust. Et en actiō d'hypothèque la lettre s'expireroit
Cum notiss. imp. par l'espace de quarante ans puis, si comme dit est que contend & procez
& l. Sequen. C. n'en seroit encommencé.

De contredits & reproches que sur lesdites lettres on a.

P Vis que dict est & monstř de lettres & instrumens, il s'ensuyt voir des contredits & reproches qui sur ce se peuuent dire, ou faire. Et icelles lettres ou instrumens destruire ou annichiler. Si peux & dois sçauoir que comme dit est dessus precedemment, si l'aduenoit que lettres fussent causées contre les termes dessusdits, & qui doiuent auoir lettres que par forme deuē se deuoient faire sont à reprocher.

Itē sont à reprocher celles qui sont causées sans terme, ou autre nō aduenir, ou à terme outre 30. ans en actiō persōnelle. Et en dette qui à vne fois se paye, ou quel cas & cause ne est esprouuē dedans, si comme dessus est dit, ou quand la somme du contract, ou de la vendition n'y est declarée ou si la somme declarée n'est satisfaiete & payée, & que le contracteur s'en tienne à content par la lettre, ou s'elle est cancellée ou vicieuse de rasure en lieu notable, si comme en nom, en somme, en date, en Prouince, en ville, ou en seing, ou seel, ou par narration de conuent, si comme de respit, de quittance, d'autre pleige, d'autre nampt, d'autre terme, ou l'obligé mort, ou vefue remariée: ou par la femme le benefice de Diuadiet, & de Velleien, qui ne souffre que la femme s'oblige pour autre, ne qu'elle soit de riens receuē pour fragilité humaine, ou de personne qui ne se peut obliger, si comme pupille, serf, enfant de mamburnie, furieux, durant le temps de leur furiosité, ou selon aucuns muel par cours de nature, ou d'obliger par impossible, ou chose qui n'est sienne, ou chose publique, ou chose sainte, ou chose amortie, ou contre la Foy, ou contre le Prince, ou contre les saincts Canons, ou contre droit, & le commandement de droit, ou pour chose illicite, si comme de iurer en faulx, de prester à vsure, de deceuoir autre à escient, de promettre, de autre battre ou tuer, ou espier pour ce faire, de entamer procez sans appeller son garand, ou ses vsufruituaires obliger de propriété, ou pour lettres cōtraires à elles mesmes, car l'une destruit l'autre, ou pour coppie de lettres, si l'original n'auoit esté veu sain & entier, ou collation faicte sur seel Authentique, ou par vne voix reserue en cas de cens & de rentes, car lors passe la lettre en espediale obligation qui destruit la generale simple, & par lettre la faicte & passée à loy, si comme deuant Tabellion publique qui destruit lettre simple, c'est à dire lettre passée pardeuant simples tēmoins.

Des porteurs de lettres.

A Press'ensuit des porteurs de lettres que les clers appellent *portitores literarū*. Si sçachez que porteur de lettres, si est cil à qui par le seigneur principal de la lettre, la lettre est chargée & cōmandée à en faire poursuite, mais que les lettres soient causées que au porteur d'icelles soit aussi bien obligé par la teneur d'icelles lettres que le principal crediteur.

Si dois ſçauoir que puis que le porteur d'icelles a encommencé la cauſe & petition deſdites lettres en Cour: il eſt fait ſeigneur de la pourſuite & action d'icelles entierement, & en peut faire comme il luy plaist, perdre ou gagner en iugement, ſi comme pure & principale partie: en faire quittance ou don comme bon luy ſemble: tellement que ſi le ſeigneur principal denommé eſdites lettres venoit & comparoit en Cour pour eſtre ſur ce ouy cõtre le porteur, il n'y ſeroit à receuoir, ſi ainſi n'eſtoit qu'il vouliſt propoſer que la lettre luy euſt eſté emblée par le porteur. Encore ſi tant attendoit que iugement fuſt aſſis ſur le procez fait par le porteur, il n'y viendroit à temps à dire contre le fait que le porteur en auroit fait.

Quels peuent eſtre porteurs.

Si peuent eſtre porteurs de lettres toutes perſonnes qui ſont à receuoir en Cour ſi comme deſſus eſt dit. Soit que le principal à qui on eſt obligé en ladite lettre, ſoit mort, ou non. Car on ne peut reprocher, ſi non que on propoſe auant iugement ſur ce rendu, que le porteur ait les lettres emblées, ou de male foy, ſi comme dict eſt deſſus.

Quels porteurs peuent pourſuiuir par Procureur.

Mais conuient que ce qui eſt par le porteur encommencé, ſoit par luy parfait & décidé, ou par ſon Procureur qu'en la cauſe auroit inſtitué depuis que la cauſe auroit encommencé, mais que lettre de grace euſt. Ne vn autre que ſon Procureur ne pourroit la cauſe pourſuiuir, car il n'y faut que porteur, ou autrement le defendeur n'auroit pas partie formée ne telle que en iugement doit auoir: car qui cauſe pourſuit, auſſi bié peut perdre que gagner: & comme dir eſt, le ſeigneur eſt le porteur, c'eſt à dire que le porteur eſt fait ſeigneur de la cauſe. Et pour ce appartient au Iuge retenir les lettres ſi toſt que exhibées ſont iuſques en diffinitue. Et eſt deſendu en Cour Royale, que on ne ſe puiſſe faire ne porter par porteur de lettres d'autre, & Procureur en ce meſme cas, & pour celuy en qui nō les lettres parlent tāt par porteur de lettre & Procureur enſemble ne fait à receuoir, pour ce que le porteur eſt ſeigneur de la cauſe, & le Procureur nō, & que le maĩſtre & le Procureur procedent enſemble il n'eſt pas poſſible, car il faut auoir partie directe & ſi formée qu'elle n'ait pas deux adnex, mais vn ſeul qui vaille, car abſurde choſe ſeroit que vn homme fuſt meſmes ſon Procureur, & le porteur eſt ſeigneur de la cauſe, dont il ſeroit foy meſmes.

De choſe faite au commandement d'autre.

DE la choſe faite au commandement d'autre, que les clerks appellent *de mandato*, peux & dois ſçauoir que, ſ'il eſt aucun qui ait ordonné à vn autre à faire, maintenir & gouverner ſes beſoignes & negoces, & celuy à qui ce eſt ainſi ordonné, a mis & deſpendu du ſien en ce faiſant ou en empruntant argent pour ce faire: Sçachez que jaçoit ce que celuy qui ainſi a fait ſes negoces, n'ait lettres d'acquit ſur ce qu'il en fera, pour ce ne demeure que tout ce qu'en ce faiſant a mis & emprunté ne ſoit ne doieue eſtre rendu par celuy pour qui les beſoignes ſont ainſi faites pour

M m m ij

tant que les besoignes & negoces ayent esté faites & gouvernées deuëment. C'est à sçauoir que le negociateur, c'est le besoigneur, air fait & gouverné le fait selon ce que en tel cas il appartient, c'est à dire que les besoignes à ce appartenans soient necessairement faites, si comme de retenir hostels & maisons, de terres labourer & cultiuer, d'eauës & prez retenir & remplir, de droit, de causes, & querelles, obseruer franchises, libertez. &c. Mais de faire nouveaux edifices, nouveaux emparemens, nouveaux procez entreprendre, & nouuelles querelles, nouveaux contens & debats, n'appartient au negociateur sans especial commandement du maistre, & par lettres ou par especial mandement de ce faire. Et l'ay-je veu faire, & iusticier entre plusieurs grands seigneurs, & iuger par loy. Si peux & dois sçauoir que le cōmandemēt est finy, si tost que le receueur d'un cōmandemēt est allé de vie à trespas, ne tenus ne sont les hoirs de accomplir le commandement, mais de compte rendre sont tenus du rēps de leur predecesseur. *C. mandati. l. Si tibi pupillorum & l. Mandati.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CENT ET SEPTIESME.

2



AY monstre cy-dessus qui sont les instrumens publics & prieuez: seulement i'adiousteray que l'instrument public est celuy qui a esté receu & passé par deuant un Notaire ou Tabeliū, soit du Roy ou d'autre seigneur ayāt droit du Tabeliū, avec tesmoins: Nouel. 73. quod etiam forense dicitur, l. Pen. C. de fide instr. & tout autre qui n'est fait & signé que par parties priuées, encores qu'il soit aydé & signé de tesmoins qui y ayēt assisté, est réputé priué. Mais les Chartres sont du nombre des instrumens publics, par ce qu'on appelle ainsi les anciens tiltres des fondations & dotations d'Eglises, des priuileges des villes & autres seignables, qui ont esté octroyez par les Rois, Princes & grands seigneurs, ayans puissance & auctorité publique, estans en parchemin & scellez, mesmes les Chartres du Roy s'expedient en la Chancellerie de France, en laz de soie & cire uerde, du grand seau, par le commandement de sa Maieité, dicuntur chartæ, dont est faite mention en Gregorius Turon. lib. 4. cap. 12. Aimoinus: l. 2. cap. 36. & autres, mesmement en quelques Constitumes. Quant au seel i'ay remarqué cy dessus les deux especes qu'en fait l'ordonnance de l'an 1539. art. 65. & 66. à sçauoir seel Royal, & autre seel Authentique: car le Royal est aussi Authentique pour l'auctorité & force d'exécution, qui donne au contract ou autre acte auquel il est appose: mais celuy des autres seigneurs qui ont droit de seel public, est aussi appelé Authentique, toutesfois il n'a tāt de pouuoir que le Royal, cōme il est porté par lesdits articles. Pour le regard du priué, il n'est non plus Authentique que l'escriture priuée. b Il n'est besoin de repeter ce que i'ay escrit cy dessus des priuileges: où i'ay monstre que priuilege est un droit priué & singulier octroyé à quelque cōmunauté, ou à autre pour particulieres considerations, contre le droit cōmun: & qui ne

doit estre tiré en consequence, pour estre augmenté & amplifié. iux. l. 14. 15. & 16. D. de Legibus. Car comme Cicero a escrit apres Plato en plusieurs lieux, Rien n'est plus contraire à un estat public, que de violer les loix communes & uniuerselles, & fauoriser aucun par dessus icelles: ce que monstre bien Saluianus libro quarto de Gubern. Dei. Et l'Empereur Valentinian auroit renoué tous priuileges & immunités les reduisant ad æquale ius prouincialium cæterorum, l. Priuilegia. C. The. de anno. & trib. Toutesfois y a des considerations qui meuuent souuēt le souverain à octroyer des nouueaux priuileges, ou confirmer ceux de ses predecesseurs: ce que iustement il peut faire par les raisons qu'allegue Demosthenes contra Leptinem, & les exemples des Empereurs Romains, qu'on peut recueillir ex Suetonio in Tito Vespasiano. Victore in eodem, Dione & Plinio libro 10. Epistolarum, & l. 6. D. de excusat. tutor. quæ est Modestini græca lex. Et en France conuient au nouuel aduenement de chacun Roy à la couronne, obtenir de luy confirmation de priuileges. Celuy qui allegue un priuilege, en doit faire apparoir, non qu'il soit tenu d'exhiber & produire tout l'instrument & priuilege, ains seulement l'article qui le concerne, & duquel il se veut ayder, iuxta leg. 1. §. edenda. D. de edendo. capite quarto & §. de fide instrument. à quoy conuient l'ordonnance vulgairement appellée de Roussillon.

c L'aymonstré ailleurs qu'un instrument produict par l'une des parties, l'autre se peut ayder d'iceluy, comme estant commun à la cause, quel que protestation que le produisant ayt faict de ne le produire qu'à son intencion, par ce qu'en le produisant il est estimé approuuer tout ce qui est contenu en iceluy, encores qu'il luy soit preindiciaible, vt tradit Felinus in cap. Cum venerabilis de except. & les Docteurs ad d. l. 1. §. editiones. & l. Edita. C. de edendo. & ainsi nous en vsons. Mesmes i'ay veu ordonner par arrest interlocutoire de la Cour, que la partie qui auoit produict vne piece, & laquelle mesme sa partie aduerse auroit produict à sa fin, en auroit communication pour la contredire: à sçauoir pour le regard de la fin, à laquelle sa partie l'auoit produict & employée: dont on peut voir ce que j'ay escrit au chap. 180. liure 12. des Responses.

d L'ordre de la iustice de France fondé sur les ordonnances, est tel que chacun Iuge ordinaire doit cognoistre des causes qui sont de sa iurisdiction, sans à se pouruoir par la partie par les voyes ordinaires de recusatio ou d'appel. Et sont repprouuées les voyes extraordinaires d'enocatio ou attribution de iurisdiction à autre Iuge. Louys XII. de l'an 1510. art. 39. François I. 1535. chap. 8. art. 30. & autres: ainsi qu'il a esté souuent ingé par arrests de la cour, & entre autres du 10. Decembre, 1515. l'entends des premiers Juges, sans toucher aux committimus, & causes des priuilegez, dont i'ay escrit cy-dessus. Mais pour le regard des enocations des cours souveraines, y est asseZ pourueu par les ordonnances.

e Pour la force des lettres & obligations passées sous seel royal & authentique faut voir l'ordonnance de l'an 1539. art. 65. & 66. & ce que j'en ay escrit cy-dessus. Et pour le regard des conuention des parties, des choses qu'et-

M m m iij

les peuuent ou ne doinent ny ne peuuent faire, traicter & stipuler, a esté amplement cy-deuant par les ordonnances de Loys XII. mil cinq cens dix, article 65. & François I. 1535. chap. 19. article 12. defenſes ſont faiſtes à tous Notaires de recevoir aucuns contrats uſuraires & illicites, ſur peine de priuation de leurs offices, & d'amende arbitraire: auquel propos on peut voir l. Iubemus. §. œconomus. C. de Sacroſ. Eccleſ. l. Generali. C. de tabular. Guid. Pap. quæſt. 118. & 433. J'ay ven un arreſt du mois de Juin, 1562. donné contre un Notaire, par lequel il auroit eſté ſuspendu cinq ans de ſon office & condamné pour auoir paſſé un contrat notoirement uſuraire. Quât au ſurplus de la charge & deuoir des Notaires en eſt ſi amplement diſpoſé par les ordonnances, qu'il n'eſt beſoin de s'y arreſter icy d'auantage. C'eſt la pratique de France fondée ſur les ordonnances d'auoir communication par les parties des productions l'une de l'autre pour bailler contredits: & à ceſte fin la partie doit produire l'original de la piece, dont elle ſe veut ayder, ſi non que la copie en euſt eſté collationnée avec la partie aduerſe preſente, ou ſon procureur, ou icelle ſuffiſamment appellée, ſelon ce qui eſt traité par les Docteurs in Authentica, ſi quis in aliquo. D. de edend. Guido Papa quæſt. 471. Car l'infpection de la piece produicte eſt grandement requiſe: Nam ut ait Quinſtilianus lib. 5. Inſtit. Inſpectio ipſa læpè falſum deprehendit, alioqui deprehendi & coargui qui poteſt? Et traditur in cap. ex litteris, & cap. ſeq. de fide instrument. l. 2. §. inſpectio. D. quemadmodum teſtament. aper. Mais conuient noter que toute rature eſtant en un instrument, ne le rend ſuſpect de faux, & ne diminné de ſa foy: meſmement quand elle n'eſt en lieu & endroiſt eſſentiel & ſuſpect, dicto cap. ex litteris, vbi Abbas. & in cap. inter dilectos. de fide instrument. De ceſte matiere des instruments on peut voir Speculator, Maſuerius, & autres qui en ont aſſez eſcrit.

ſ Ce qu'il diſt icy du porteur de lettres, mihi probari non poteſt: par ce qu'encores que le contrat porte, ou au porteur des preſentes, ſi eſt-ce que celui qui en eſt porteur, ne peut eſtre reputé que pro adiecto, & non pour principal creancier, & partant petere luo quidem nomine non poteſt, tantumque ei ſolui poteſt, l. Quod ſtipulatores. D. de ſolution. Et faudroit pour agir en ſon nom, & en exclurre le principal creancier, qu'il euſt ceſſion & tranſport de luy, aut mandatas actiones. l. 1. Cod. de obligat. & act. l. 1. & 3. C. de nouat. & ainſi nous en uſons.

g De la maniere de contracter l'obligation de mandement eſt traité D. C. & Inſt. de mandato. & d'icelle naiſſent deux actions, à ſçauoir directe & contraire. La directe compete à celui qui a fait le mandement, contre celui auquel il a donné charge, pour cognoiſtre ſ'il y a ſatisfait, & en reſpondre: qui enim ſuſcepit mandatum, non tantum de ijs quæ geſſit, ſed etiam de ijs quæ gerenda ſuſcepit, tenetur. l. Cum per procuratorem. C. mandati. l. Diligenter. & al. D. eod. Cicero pro Roſcio, mandati non minus turpe eſſe iudicium, quàm furti ſcribit. La contraire action compete au procureur ou à celui qui a pris le mandement & charge des affaires d'un autre, apres l'auoir executé. l. Si verò non remunerandi. §. contra-

rio. l. Si mandata. D. eod. *pour estre remboursé des deniers qu'il auroit baillez & deboursez pour le mandateur, & frais legitimes qu'il auroit faits.* l. 1. 2. 4. & al. C. mandati. l. Idémque. §. Idem labeo. l. Si verò non remunerandi. & al. D. eod. l. Qui proprio. §. litis impendia. D. de procurator. In huiusmodi enim contractibus, vt scribit Iustinianus. §. vlt. Instit. de consens. obligat. alter alteri obligatur in id quod alterum alteri ex bono & æquo præstare oportet. *Et d'autant que nous en auons encores cy-deuant escript, il n'est besoin d'en traiter d'auantage.*

FIN DV PREMIER LIVRE DE LA
Somme Rural, ou grand Coustumier.



ENSVIT LE SECOND LIVRE DES
DROICTS ROYAVX, ET DE LA CO-
GNOISSANCE QVE LE ROY A SVR
plusieurs cas, & aussi des preuentions qui à cause de sa
Royalle Majesté luy sont appartenans.

TITRE I.



Vis que^a dict & monstre ay des droicts & con-
stitutions Imperiaux, & comme les coustumes lo-
caux s'y concordent, dire & monstre veux des
droicts Royaux. Si sçachez que le Roy de Fran-
ce, qui est Empereur en son Royaume, peut faire
ordonnances qui tiennent, & vaillet loy, ordon-
ner & constituer toutes constitutions: peut aussi
remettre, quitter & pardonner tout crime cri-
minel, crime civil: dōner graces & respit de der-
res à cinq ans, à trois ans, & à vn an: legitimer, affranchir & annoblir,
releuer de negligences, donner estat en cause, ou causes, & generalle-
ment de faire tout, & autant que à droit Imperial appartient.

Addition, qui
n'est au liure es-
crit à la main,
non plus que les
autres icy ad-
ioustées.

*Bald. in l. Exemplo. C. de probat. dicit Regem Francie esse Imperatorem
in suo regno, qui potest per se iudicare, & scripturam suo sigillo ad proban-
dum roborare, cum habeat supremam iurisdictionem in suo regno. Ita tenet
Franciscus Curtius in consilio xlix. ibi, nono ostenditur. Et hoc maxime cum
in temporalibus superiorem non habeat. cap. per venerabilem. ext. qui filij
sunt legiti. & maiorem quam habeat Imperator in suo Imperio, potestatem in
suo regno habet: ut tenet Cardin. Alex. in cap. j. que sunt regalia, & quod
posuit legitimare, faciunt ea que dicit Alex. in consil. lxxvj. in j. volum.*

Des cas de preuention.

Item a le^b Roy & à luy appartient & à ses Iuges, la cognoissance de
tous cas de preuention. C'est à sçauoir de complainte de nouuelleté,
puis que premier on s'en trait à ses Iuges & Officiers, & r'enuoy ne s'en
doit faire, si n'estoit que ce fust d'entre suje& qui se complainst de son
seigneur, car lors y appartient r'enuoy, si le seigneur le requiert loy fai-
sant. Et ainsi l'ay veu iuger par arrest de Parlement de entre les batelliers
de la riuere de l'Escaut en Tournay, & les Preuost & Iurez de icelle vil-
le. Et aussi de entre le seigneur de Ligne, & le seigneur de Mortaigne sur
l'Escaut, & de entre les bouchers de Tournay & lesdicts Preuost & Iu-
rez, &

rez. & plusieurs autres: & autrement n'en appartient l'enuoy en ce cas.

Pro hac praeventione vide in Stil. curia Parlamen. tit quorum cognitio specialiter pertinet ad Regem. Imo alius praterquam Regius Iudex est competens harum causarum. vide ibidem. §. item nouitatis. *Additio.*

Des testamens.

Item a le Roy la preuention & cognoissance des testamens, puis que premier on s'en trait à ses Iuges & Officiers, ou si testament auoit l'an passé, & à ses Iuges ou officiers on s'en soit trait, iacoit ce que premier on ne s'y fust trait. Et l'ay veu iuger en plusieurs cours Royaux, tant à Amis comme à saint Quentin, & à Laon, & qui plus est en Parlement par arrest par plusieurs cas entre plusieurs parties.

Des douaires.

Item a le Roy la preuention & cognoissance des douaires aux dames ou damoiselles veufues appartenans, deles y tenir & garder, & faire mettre ens tant de fait comme de droit, & non en faire l'enuoy, puis que premier on s'en trait à luy. Et ainsi l'ay veu iuger pour Madame de Rume en cour laye en Tournes, & pour plusieurs autres douaires en plusieurs cours Royaux.

Facit pro hoc text. in l. unica. C. quando Imperator ibi, cogantur eor. aduersarij examini nostro sui copiam facere.

Des ports d'armes.

Item a le Roy la preuention & la cognoissance des ports d'armes, puis qu'ils sont faicts par inuasion, & faict appensé. Ne de ce faict ne appartient la cognoissance à autre que au Roy, à ses Iuges & Officiers. Si sçachez que combien que plusieurs sages dient & maintiennent que ports d'armes ne doiuent estre entendus, si ainsi n'est que ce soit faict par tourbe de gens armez à descouert qui assaillent, & soyent dix ou plus: neâtmoins est à sçauoir que tous officiers Royaux, & mesmes la cour de Parlement, sont d'accord que s'il y a plus de trois armez & embastonnez qui de faict aduisé facent assaut & inuasion sur autres, puis que ce sera en aguet appensé, ce doit estre entendu & tenu port d'armes, dont au Roy en appartient la cognoissance de tout le delict, & non à autre: iacoit ce que le faict & delict ait esté faict en terre de haut iusticier ou non, que mesmes le haut iusticier en eust commencé à faire l'exploict de iustice, si conuient il qu'il cesse du tout, & que le Roy en cognoisse, car à luy en appartient la cognoissance, & non à autre. Et raison ne peut souffrir que vn delict soit puny par deux Iuges, s'ils n'estoyent par indiuis. Mais s'il aduenoit que à vn delict prins par chaude colle, & de hastif mouuement eust dix ou vingt, ou trente, ou plus ou moins, ou combien qu'il en y eust, & fussent armez ou embastonnez, comme ils pourroyent, puis que ce ne seroit en aguet & faict appensé: Sçachez que ce ne seroit mye tenu port d'armes, ne perdre n'en deuroit le haut iusticier dessous qui ce seroit faict, la cognoissance. Et ainsi l'ay veu iuger & conseiller par le conseil à Paris, pour le debat que sur ce en tel cas mettoit le conseil de la ville de Tournay, contre les Officiers du Roy en Tournes, & ainsi fust il dict & conseillé sans doute. Si sçachez que selon la decretale si assaut ou inuasion se faict par plusieurs, iacoit ce que armez ne soyent, mais que ils

N n n n

*Pro hoc vide l.
Prætor ait. la. ij.
ff. de bo. rapt.*

soyent garnis de pierres , & de cailloux , ou autres bastons ou harnas in-
uasibles dont ils facent assaut, inuasion & trouble sur aucun , ce est tenu
port d'armes. Car port d'armes se faiçt par tourbe coadunée , que les
clers appellent *turbam coadunatam*. Laquelle tourbe est du nombre de

* An liure & x. & * de non plus ou de moins.

** An liure &
crit à la main,
& de plus ou de
non moins.*

Des assennes de mariage.

Item a le Roy la preuention des dons & assennes de mariages, puis que
premier on trait à ses officiers , sans en faire r'enuoy aucun à quelque Iu-
ge ou seigneur que ce soit, ne que les assennes soyent situez, circonstan-
ces & dependances.

Des droicts aux pupilles.

Item a le Roy la preuention des droicts aux pupilles, si par faute de Iu-
ge suject, ou par puissance d'aucun estoient greuez, domagez ou em-
peschez , car autrement ne doit estre haut iusticier, ou de Iuge suject, la
cognoissance ostée.

Des Veuues.

Item a le Roy la cognoissance des veufues , au cas que faute de Iuge
leurs faudroit, ou puissance de voisin les oppreeroit , car autrement au
Roy appartient la garde & tution des pupilles & veufues, au cas que
contre raison seroyent perturbez ou par violence & moleste d'aucun.

De paix, trefues & assurances.

Item a le Roy la cognoissance de paix, trefues, & par especial des as-
seurances baillées par les Iuges & officiers, si ainsi aduenoit que quelque
infractiō fust sur ce faicte, iagoit que ce soit faicte en terre de haut iusti-
cier, ou autre, ne d'autre suject, ne n'en font les Iuges quelque r'enuoy,
ne à autre n'en appartient quelque punition à faire, ne amende à pren-
dre ne à leuer.

Additio.

*De huiusmodi saluegardia infractiōne solū Regius Index cognoscit etiam
in clericos. pro hoc vide in tracta. domini Ausre. de potest. secul. super Ec-
clesiast. perso. & est text. in l. ij. C. ut nemo priuat. tit. prædix suis. l. ij. ibi
miles vel clericus.*

De bailler assurances.

*Pro materia as-
securamenti vi-
de styl. cur. Par-
laments. tit. de
asscuramen. Et
ibi Ausre.*

Item a le Roy la cognoissance par especial la cour , de faire & ordon-
ner à quelque personne qui le requiere, assurance, soit qu'il soit present
ou soit trouué de faire , conuenir & adiourner partie pour lesdictes as-
seurances faire & bailler. Et en cas de refus de appeller aux droicts du
Roy à cause de ladicte assurance bailler, & pour ce ne demeure qu'il ne
soit prononcé par loy.

Des bannis du Royaume.

Item a le Roy la cognoissance des bannis du Royaume par ses Iuges
& officiers. Et suppose qu'ils soyent trouuez en terre de haut iusticier , si
conuient il par le haut iusticier qu'ils soient rendus aux gens du Roy. Car
à nul autre Iuge n'en appartient la cognoissance ne punition , s'ainsi n'e-
stoit que par le haut iusticier eust parauant le banny esté banny de la ter-
re criminellement, & puis fust prins sur celle terre, Lors le pourroit le

haut iusticier punir criminellement, pource que banny le auroit premier & premier prins. Ainsi fust il dict par arrest de Parlement en l'an mil trois cens septante cinq, au mois de Iuillet, pour vn banny qui auoit fait & perpetré vn homicide, banny par le Baillif de l'Euesque de Tour-nay en la terre & ville de Helchin où le cas aduint, & depuis par les gens du Roy fust ledict homicide du Royaume banny. Aduint que ledict banny fust prins en la terre de l'Euesque de Helchin, & mis prisonnier. Si tost que les gens du Roy le sceurent, ils le voulurent auoir, comme banny du Royaume, & disoyent que à eux en appartenoit la cognois-sance, pource que banny estoit dudiect Royaume. Le Baillif dudiect Euesque disant du contraire, & que premier estoit banny de leur terre, & sur ce prins par eux: pourquoy à eux deuoit demeurer, &c. La question fust mise en Parlement: il fut dict que ledict prisonnier deuoit demeu-rer audict Baillif de l'Euesque. Item en pareil cas fust il dict pour vn qui estoit banny de Vuarcin pour homicide, & depuis banny pour ce cas du Royaume par les gens du Roy à l'Isle: prins fust sur ladiecte terre de Vuarcin par les officiers du seigneur dudiect lieu, depuis aduint que les gens du Roy le sceurent, si le voulurent auoir, il y fust debatue. Tout veu, il fust dict par iugement en la salle à l'Isle que audict Baillif deuoit demeurer.

Arrest de Par-
lement.

Passim Docto. & Ultramonta. & Citramonta. loquuntur in hac verba: Quid de bannitis nostri temporis? unde valde est necessarium ut intelligas quidnam sunt isti banniti nostri temporis. & scias quod Docto. Ultramonta. habent diuersitatem à Docto. Citramont. propter diuersitatem Prouincia-rum: sed quantum ad nos nota secundum Fabr. Docto. Citramont. bannitos dupliciter considerari. Illi enim qui propter contumaciam banniuntur, de il-lis questio, qua queritur quid de bannitis nostri temporis, non loquitur: illos assimilari nequaquam deportatis: sed eorum bona duntaxat annotari propter contumaciam iuxta naturam de requir. reis. Hoc affirmat dict. Doct. Fabr. Alij sunt qui per sententiam bannum pro pœna pati soleant: & de istis loqui-tur dicta questio utrum equiparantur deportatis. longum esset hic adducere.

Des appellez aux droicts du Roy.

Item a le Roy la cognoissance des appellez à ses droicts criminellemēt & de tous delinquans, iagoir ce que le fait ayt esté fait en terre de haut iusticier, ce que le haut iusticier face tout son deuoir de appeller le de-linquant à ban, pour ce ne demeure que le Roy ne le face aussi appeller. Car le haut iusticier ne peut bannir que de sa terre, & le Roy bannist de tout son Royaume. Ne de ce ne cessera le haut iusticier à faire pour les appeaux du Roy, ne aussi ne cessera le Roy pour les appeaux du haut iu-sticier, si ainsi n'est que ledict delinquant se rende prisonnier au haut iusticier sur le cas, & que ce soit signifié au Roy en requérant que il face cesser de ses appeaux. Car le delinquant ou suspect s'est venu rendre pri-sonnier pour estre à droict & à loy enuers tous & contre tous. Et lors doit le Roy cesser, & non autrement.

Nnnij

Des gardes Royaux.

Item a le Roy^e la cognoissance de tous & routes qui enfreignent les gardes par luy données sur ceux qui sont preallables de garder, si comme sont tous officiers, tous monnoyers de ses monnoyes & ouriers sur ce, toutes personnes d'Eglise qui de nature sont en garde, c'est à sçavoir Eglises Cathedrales, & Eglises qui sont de fondation Royale. Car autres Eglises de nature ne sont en garde, ne autres gens que les Officiers du Roy, & ouriers de monnoye, si comme dict est : mais leurs choses & familles y sont naturellement. Encores sont en garde, & peuent estre autres personnes, où les lettres du Roy y sont prinſes & mises, & par ses officiers enterinées & publiées, car autrement ne valent. Et comme que ce soit d'entre personnes subiectes du Roy à pur & sans moyen. Car entre subjects de haut iusticier ne peuent ne doiuent tenir ne valoir, si ainsi n'estoit que la garde fust enterinée & signifiée au iusticier & à son subject sans ce qu'il y fust opposé par le haut iusticier, car lors seroit la signification & enterinement à estre dicts & passez comme en force de chose iugée. Ne de toutes les infractions & gardes ne peut ne doit estre cogneu par autres que Iuges Royaux, amende prinſe ne leuée comme que ce soit. Car selon la loy escripte vn delict suffist estre vne fois puny, & non plus: *vi ff. de penis. l. Sanctio legum.*

Des Officiers & seruiteurs Royaux.

Item a le Roy la cognoissance de tous les seruiteurs & Officiers en tous faicts en officiant faicts, & de tous ceux qui en officiant leur messeroient, soit que ils soyent subjects de haut iusticier, ou non. Ne à autre Iuge n'en doit appartenir quelque cognoissance ne amende prendre, ne leuer.

Des faux monnoyers.

An Roy seul pour le tout ainsi que à luy appartient en son royaume faire faire monnoye, aussi à luy seul appartient la correction des crimes, & fautes, y aduantage.

Item a le Roy la cognoissance de tous faux monnoyers sur les monnoyes, & sur ses coings, & non à autres Iuges, & supposé que dessous haut iusticier fussent prins ou arrestez, ou dessous autres, si les conuient ils rendre & renvoyer aux gens & Iuges du Roy. Et supposé encores que lesdicts faux monnoyers ne l'eussent mie faict forger ne monnoyer, puis qu'ils auroient acheté sciemment à ceux qui la forgent & monnoient, &c.

De contrefaire le Royal seel.

Item a le Roy la cognoissance sur ceux qui fausseroyent & contreferoient les seaux, & non autre Iuge n'en peut ne doit cognoistre ne apprehender quelque cognoissance.

De fausser lettre ou seing Royal.

Item a le Roy la cognoissance sur ceux qui fausseroyent ou contreferoient quelques lettres Royales ou quelque seing de ses Notaires, ou que les malfaiteurs soyent couchans ne leuans, ne à quelque autre Iuge n'en appartient la cognoissance.

Des heritages du Roy.

Item a le Roy la cognoissance de tous ses lieux & heritages, jaçoit ce qu'ils touchent au iugement d'autre qui ait haute iustice. Car de son he-

ritage ne cognoist nul fors luy, ne il n'a nul souverain, ne ne se peut ne doit faire qui vaille sans appeller son Procureur.

Des pescheries.

Item a le Roy la cognoissance des pescheries en toutes riuieres Royales, & à ses officiers & Iuges de eauës, en appartient la cognoissance, & nō à autre, c'est à sçauoir que celles sont tenuës riuieres Royales, qui sont chemin Royal, & portent gros nauires d'un lieu en l'autre, & d'un pais en autre, si comme la riuere de Saine, la riuere d'Oise, la riuere de Somme, & la riuere de l'Escault, & autres pareilles.

Des bois & forests Royaux.

Item a le Roy la cognoissance de ses bois & forests & des cas illec aduenus. Et au maistre des bois & des forests en appartient la cognoissance, & non à autre.

De crime de leze Majesté.

Ité a le Roy la cognoissance des cas de crime de leze Majesté, car à luy & à ses Iuges en appartient toute la cognoissance, & non à autre. Et selon l'opinion d'aucuns sages, au Roy propre, si ainsi n'est que il y commette, & en peut estre faite execution, ou que le malfacteur fust trouué, suppose que ce soit en terre de hault iusticier: & ainsi fut il dit par arrest de la Cour de Parlement, d'entre les Preuost & Iurez de la Ville & Cité de Tournay, & le Gouverneur de par le Roy nostre Sire, lequel Gouverneur auoit plusieurs Flamans de Gand, qui estoient suiets du Roy leur Souuerain Seigneur, pour ce qu'ils s'estoient rendus rebelles à leur seigneur, & au Roy: & pour ce auoient encouru en crime de lese maiesté, si les auoit pour ce fait conuenir & decapiter dedans la Ville. Lesdicts Preuost & Iurez disans qu'ils estoient hauts iusticiers en corps & en commune, & qu'en terre de haut iusticier ne doit faire quelque execution de iustice, mais la doit faire en terre du Roy tenuë, &c. Lediët Gouverneur disant du contraire, & que de crime de lese maiesté en tous lieux du Royaume faire le peut, si fait il de tous crimes dont le haut iusticier ne pourroit cognoistre, comme d'un banny du Royaume, il le pourroit traîner par la terre d'un haut iusticier, & pendre à son gibet, ou d'un asseurement Royal enfreint, ou d'un homicide en enfreignant garde. Brieuement & de tous cas dont le haut iusticier en pourroit cognoistre comme dict est. Sur tels debats la question alla en Parlement en l'an mil ccc. iij. xx. iij. Tout veu, il fut dit par la Cour que l'officier Royal par main souveraine que telle execution auoit faite en la terre du haut iusticier, siens ne preiudicioit au haut iusticier.

Arrest de Parlement donné en l'an 1384.

Ité a le Roy la cognoissance de tous ses rescripts, mandemens, & cōmittimus impetrez de partie contre autre, suppose que la partie impetrant, ou contre qui ceste impetré, soit sujette de haut iusticier, & que encores soit le cas tel que le haut iusticier en puist & doie cognoistre, mais si le iusticier & la partie ensemble requierent le r'enuoy de la cause, ce ne peut il faire que premier par le Roy à qui la cause est commise, ne cognoisse du mandement s'il est surreptif ou non, quāt au cōmittimus. Car s'il est remis

Il y a ordonnance du Roy Charles 7. par laquelle il est defendu à Iuges de nō obeir aux lettres emanées de la Chancellerie du Roy.

Nnn iij.

sinon qu'elles
soient ciuiles
& raisonna-
bles en l'article
66. & en a esté
traicté cy dessus
au premier liure
mais comment
noter que ce mot
committimus se
prend icy genera-
lement pour sou-
te commission,
rescrit & man-
dement du Roy:
par ce qu'anciè-
memes les lettres
estans expedées
en Latin contie-
noient ce verbe cō-
mittimus: toutes-
fois à present le
cōmittimus s'en-
tend pour la cō-
mission qui se le-
ue en la Chan-
celerie pour ceux
qui ont leurs can-
ses commises aux
requêtes du Pa-
lan.

sans subreption, lors en demeure la cognoissance du cas au Iuge Royal, nonobstant que le Iuge & la partie l'en requierent comme dit est. Car en vain donneroit le Prince son rescrit & cōmittimus adressant au Iuge à la requeste de partie, s'il ne sortiroit son effect puis qu'il seroit causé de verité, & le commandement du Prince ne seroit mie aecōply comme estre doit, car son commandement vaur loy escrete, qui dist. *Quod principi placuit, legis habet vigorem*. Et si subreption est trouuée audit mandemēt: de ce premier cogneu, si comme dit est: lors peut estre requise par le Iuge & partie sujette, la cause & cognoissance du cas, puis que tel seroit que cognoistre en pourroit le Iuge qui ce requiert, & que la partie fut sujette de luy: & lors le doit le Iuge Royal r'enuoyer: car par la subreptiō trouuée au committimus, le mandement du Iuge est aboly, & le committimus sur ce donné & commis aussi. Et ainsi est compté comme si neant estoit: pourquoy le Iuge Royal doit la cause r'enuoyer, comme si sans commit-
timus l'auoit fait, & autrement n'y cher r'enuoy.

Lettre sur seel Royal.

Item a le Roy^f la cognoissance des lettres seellées du seel Royal, cir-constances & dependances, sans en faire r'enuoy aucun, & toute l'exploration qui s'en ensuit à faire, soit sur heritages, ou sur biens meubles, ou sur dettes deuës, ou sur corps d'homme, si à ce est obligé: si r'en veul monstrier vne exemple qui sur ce cas vint en Parlement en l'an 1385.

Exemple sur ce.

Vne Damoiselle veufue demeurée de Raissle-brumbot Bourgeois de Tournay, qui estoit obligé contre vn autre, sur seel Royal: Celle qui ainsi obligée estoit, en faute de paye se traist au Iuge Royal en Tournesie. Le Iuge donna commission executoire. La partie s'opposa. Au iour de l'opposition partie opposant vint en Cour accompagnée d'un Procureur de la ville de Tournay, requerant à r'auoir la cause & le r'enuoy d'icelle, cōme de leurs Bourgeois & manans. &c. Le Procureur du Roy disant que nō, & que de tous seaux, & par especial du seel Royal au Roy en appartenoit la cognoissance: partie disant du contraire, & qu'ils n'estoient que 3. seaux, dont au Roy appartient la cognoissance seulement, si cōme du seel de Chastellet de Paris, de Montpellier, & des foires de Châpaigne. Tout veu, il fut dict par le Iuge Royal, que au Roy en appartenoit la cognoissance. il en fust appelé en Parlement. il fust dict par ladicte Cour de Parlement, bien iugé & mal appelé, & fust ladicte ville condamnée en amende.

Des lettres sur seel priué.

Item a le Roy la coustume de cognoistre de toutes lettres seellées de seel quel qu'il soit, puis que par preuention & premier on s'en trait à ses Iuges & officiers sans en faire nul renuoy.

Item a le Roy la cognoissance de cognoistre & appliquer à luy la fortune & trouue d'or en son Royaume.

Des cas escheans pardenant Iuges Royaux.

De la fortune
d'or ou thresor a
esté amplement
traicté au pre-
mier liure.

Item a le Roy la cognoissance, & ses officiers seuls ordinairement de tous les cas escheans pardeuant les Iuges, puis que ce touche tant seulement à son Procureur, sans autre partie faire.

Exemple sur ce.

En vn Bailliage Royal, si comme en Vermandois ou autre Bailliage, où il est accoustumé à iuger par homme de fief, à coniuire du Baillif.

Quant il aduient qu'aucuns perpetrent vn delict, dont nul ne se fait partie que le Procureur du Roy par information precedente, car autrement n'en est aucun attraiect en Cour, que par adiournement à la requeste du Procureur du Roy : Ce fait, aucunesfois l'adiourné se veut decliner, disant qu'il veut estre traicté & iugé par hommes, ou par plain-tes, ou par commission precedente, si c'est en lieu où l'en vse de commis-sion. Le Procureur du Roy doit dire du cōtraire, & que le Baillif de foy le doit iuger, & cognoistre du cas puis qu'autre partie n'a que le Roy, & que c'est par information precedente. Tout veu, il fust dict par arrest de Parlement, en l'an 1377. que le Baillif par luy seul, & par tel conseil que bon luy sembleroit, en pouuoit & deuoit cognoistre, puis que ce ne tou-choit que le Roy, & qu'information precedente y auoit. Et ainsi fust il iugé pour vne cause pendant à Peronne en Vermandois, d'entre Mon-seigneur Drieu de Roye, contre le Procureur du Roy audiect lieu: dont il fust appellé en Parlement, par lequel il fust dict bien iugé par ledit Bail-lif de Vermandois, & mal appellé par les parties contraires.

Des Iuges & Officiers du Roy.

Item a le Roy la cognoissance de ses Iuges & Officiers en la Prouin-ce, de bailler remede sur tous Iuges suiectz qui sont en faute & en omis-sion de droit faire, & dont partie se complaint, & doit bailler sur ce commission en contraingnant le Iuge sujet, qu'il procede à droit faire entre les parties sur le cas, ou si ce non, il par souueraineté y pouruoyera de remede. Et si faute y a sur ce, & que le plaignif se retourne arriere au Iuge Royal, il peut bailler iteratiue commission, que dedans certain temps à ce competât le Iuge suiect ait determiner à droit: ou si ce non, il y pouruoyera de remede conuenable. Et selon aucuns dés la premiere plainte peut bailler & donner ceste commission. Item & si en ce fait a faute au Iuge suiect, & qu'il n'ait procedé à sentence selon que la cause fera pardeuant luy. Car selon l'estat d'icelle doit le Iuge Royal bailler prouision, & bailler commission iteratiue contenant que tout le procès en tel estat qu'il est, auoir parties adiournées sur ce, luy soit tout r'enuoyé à certain iour competant, sur ce en ordonner par main souueraine, com-me de raison il appartiendra à faire en defaute de Iuge à qui ce compe-toit & appartenoit à faire, ne par autre forme de defaute, ne doit le Roy entrer sur son suiect, qu'il ne le greuast.

Des cas d'appel.

Item a le Roy la cognoissance par ses Iuges & Officiers, chacun en leur Prouince des cas d'appel, puis que partie greuée en appelle de Iuge suiect, & de toute la cause ou causes dudit appellant en quelque maniere

A present les Iuges Royaux iugent des cau-ses ciuiles Et cri-minelles, sans es-estre tenus d'ap-peller les homes de fief: si non en assises es lieux où les Iuges tien-nent les assises en certains tēps avec les hommes de fief. Arrest de Par-lement donné en l'an 1377.

que ce soit, les defendent, & icelles defences tiennent & gardent que fautive n'y ait: auquel cas s'ils trouuoient le contraire il apprehenderoient à eux la prinse & l'amende par main souueraine.

Des vsures & cas d'vsure.

In delicto usurarium locus est presentioni etiam inter seculares & Ecclesiasticos iudices, quid sit usura, & quomodo committatur, vide in cap. 2. 3. per 10. de usur.

Item a le Roy la cognoissance des vsures en cas d'vsure, & de cōtracts, viuriers, & y peut mettre & commettre Commissaires & Inquisiteurs, & les condamner à amende pour le fait de l'vsure. Et ainsi le fait & a accoustumé de faire, soit en terre de haut iusticier ou autre, soit en ville priuilegiée, ou en terre de Pair de France ou de Baron, car à luy en appartient la cognoissance, & aux Euesques, & non à autres quels qu'ils soient.

Dicit Ange. de Perus. vnum singulare in l. Si nautis. ff. de rei vendic. quod ubicunque dominium alicuius rei transferimus in alium, & ex illa re aliquē fructum percipimus: certē iniustum percipimus: sed mutuando pecuniam, dominium illius pecunie in alium transferimus: ut l. 1. §. appellata. ff. de rec. cred. ergo recipiens aliquid emolumenti ex illa pecunia, usuram committit. Vnde miror valde quomodo isti excusari possunt qui dant pecuniam, & ex illa annuos pecuniales redditus accipiunt. Sed dicas quod hic est venditio, & volunt, non autem mutuum: sed credo quod eos intentio sua damnat vel saluat, non autem nominis mutatio. Cogita, quia non vellem uti.

Des acquestes des non meubles.

De hoc vide tit. super acquisitio, per ignob. fac. in lib. 3. tit. cur. parla. ubi tractatur multis decisionibus tā gentes ordinationes regias. Et tit. de finacia acquisitionis feud.

Item appartient au Roy la cognoissance des acquestes faites des terres & possessions tenuës en fief, acquises & acquestées par non nobles, à renouueller de lx. ans en lx. ans Commissaires sur ce, à sçauoir que en dedans celuy temps en est acquis & acquesté par non nobles, & de prendre finance sur ce de la valuë de l'acqueste de six ans, ou selon que l'acqueste le vaut & enseigne à faire.

Or retro feud. no bil. per ignobil. ac quisit. An premier liure a

Et la raison si est, que nul ne se peut anoblir sans l'auctorité du Roy en son Royaume, qui ne vient d'extraction noble: & par acquerre nobles reuenemens, il semble qu'ils se anoblissent par long temps le tenir, & l'acqueste qui noble seroit par eux enuieillie en leur main.

Des heritages amortir.

Or retro feud. no bil. per ignobil. ac quisit. An premier liure a

Item a le Roy la cognoissance & seigneurie de amortir heritages en son Royaume, & non autre. Car si par autre estoit fait, & confiscation se y appartenoit: il n'en tiendrait rien s'il ne luy plaisoit: ne autrement que par la grace ne tient ne vaut amortissement par autre fait.

Des regales.

De ista admortificatione vide super dict. lib. tit. de finacia frāc seu. & nouo questu. & per ordinatio. nostri serenissimi Francis regis super dictis admortificationibus.

Item a le Roy la cognoissance des regales qui escheent en son Royaume, si tost que quelque Euesque va de vie à mort, car lors peut & doit tout prendre en sa main & à son profit sans compte rendre de tout le temporel de l'Euesque, & de toute la iustice laye faire Baillif & officiers nouveaux si il luy plaît, ou recommettre lors les vieux, & faire les Iuges iurer à luy, & au nom du Roy nostre Sire, faire nouveaux receueurs faire tailler bois, & pescher viuiers & estangs. C'est à sçauoir les bois si ils sont en aage, & les viuiers ou estangs, s'ils sont en temps de peschaige, peuuent prendre & emporter gros bois en bois ou chemin.

De

De loüer fermes ou censés aux termes accoustumés, & non deuant. De appliquer à luy tout ce qu'à fons & à realité appartient, & tous hostieus à ce appartenans, doit auoir la garde des maisons, forteresses, & chasteaux si ils sont, & y commettre chastellains & officiers nouueaux si bon luy semble. Et si terres y a aduesties au iour du trespas dudit Euesque, qui ne soient à ferme, sçachez que tout compete au Roy si ainsi n'estoit que au iour du trespas fussent les vuarisons & aduestures couppees & abatuës. Car lors appartiendroient aux testamenteurs ou à l'Eglise, si testament n'auoit fait. Car le Roy n'a riens aux meubles mouuables, ne à la iustice spirituelle. Mais au chapitre appartient de tout ce à faire, & nouueaux officiers, comme nouueau sceleur, & nouueau promoteur, &c. & donnent les benefices que donnez eust l'Euesque s'il vesquist encores. Et le Roy donne les prebendes vacans dedans l'an de la mort dudit Euesque en l'Eglise cathedrale de l'Euesché. Et ainsi fut-il dict, conseillé & ordonné par les gens & seigneurs des comptes à Paris, pour l'Euesché de Tournay apres la mort de Monseigneur Philippe Derbois Euesque dudit lieu de Tournay, en l'an 1377. & lettres sur ce commises au Baillif de Vermandois, comme au Iuge Royal plus prochain alors, & desquelles lettres la teneur s'ensuit. Sentence en l'an 1377.

Lettres de regales en latin.

CArolus Dei gratia Francorum Rex, Baillius ac receptori Viro mandati, aut eorum locumtenentes. Salutem. Cum temporalitas Episcopatus Tornacensis ad nostram regalem ratione obitus Philippi Derbois nuper defuncti, & ultimo Episcopi Episcopatus pridem à die obitus sui de nouo deuenerit, vobis, & vestrum cuilibet prout ad eum pertinnerit: committimus & mandamus quatenus temporalitatem ac iurisdictionem secularem Episcopatus predicti ad manum nostram ponentes, omnes fructus, redditus, prouentus, iura & emolumenta quacunq; ipsius Episcopatus dicta durante regalia per vos & à vobis, seu vestrum aliter deputatos, leuetis, recipiatis, explectetis, ac etiam gubernetis prout est hactenus fieri consuetum. Quia de causa, si aliqui fructus, redditus, prouentus, iura & emolumenta ad dictam temporalitatem pertinentia à die obitus huiusmodi usque ad diem receptionis presentium literarum alienati fuerint, vel distracti vobis & vestris deputatis vestro nomine, & pro nobis faciatis restitui sine mora, distractores & alienatores ad hoc si necesse fuerit viriliter & debite compellendo. Sic super premissis vos taliter habituri quod de negligentia non possitis aliqualiuer reprehendi. Datum Parisius, &c. Et apres ceste lettre s'ensuit la lettre des seigneurs de la chambre des Comptes, qui doit estre attachée au marge de la lettre desusdicte par vn des signets desdicts seigneurs, & signée de plusieurs de leurs signes en la marge de cire rouge, dont la teneur s'ensuit. Les gens des Comptes du Roy nostre Sire à Paris, aux Baillifs & au Receueur de Vermandois, ou à leurs Lieutenans salut. Nous vous mandons, & à chacun de vous, si comme à luy appartiendra, & commettons que les lettres attachées à ces presentes sur l'un de nos signets, vous accomplissez & enterinez par la forme & maniere que le Roy nostre-dict sei-

O o o o

gneur le vous mande. Escrit à Paris, &c. Et est à sçavoir que par le Conté de Flandres fut obey aux lettres du Roy pour tout le temporel, que à la dicte Euesché appartenoit estant en Flandres, sans aucune difficulté.

Des dettes du Roy.

Item ¹ a le Roy pure execution de toutes les dettes, & de tout ce que deu luy est: ou que les detteurs soient trouuez, ou leurs biens, iasoit ce qu'ils soient en terre de hault iusticier, en ville privilégiée, ou que autre par loy y ait fait la main asseoir, ou par autre dette, ou que vente par autre en soit ou fust faite ou encommencée à faire, si auroit le Roy la paye premier, & avant toutes œuvres deuant autres dettes, &c. Et ainsi fust-il dict par arrest de Parlement en l'an 1375. d'entre les Doyen de Chapitre de Tournay, & Collecteur du Roy sur les biens de Iean Bocquet, lequel Bocquet auoit esté fermier desdicts de Chapitre, & par ce estoit tenu enuers eux en vne grande somme de deniers, pour lequel il estoit obligé enuers iceux de Chapitre par lettres à scel Royal. Et par vertu d'icelles de par le Roy estoit main mise & assise sur ses biens & commencez à executer ledict Bocquet d'une amende de soixante liures, en quoy iceluy estoit escheu par vn fol appel que fait auoit d'une cause qui par souueraineté estoit allée en Parlement, & lequel sergent de Chastelet ne trouua autres biens dudit Bocquet, que les biens surquoy lesdicts de Chapitre auoient fait asseoir la main comme dict est. Ledit sergent si arresta ces biens, les mist en vente pour le Roy payer. Lesdicts de Chapitre s'opposèrent cōtredisans par les causes dessusdictes, & comment il estoit obligé à eux comme en la main du Roy. Comment iustice y estoit assise, comme execution estoit encommencée par eux. Ledit sergent dict que nonobstant chose quelconque, la dette du Roy seroit premier payée, & ne feroit cesser de son exploict. Iceux de Chapitre en appellerent en Parlement. La cause ventilée, il fust dict que mal auoit appellé, & que la dette du Roy estoit permanable auant toutes autres dettes, & l'amenderent lesdicts de Chapitre.

Des nobles & leurs delicts.

Item ² a le Roy la cognoissance selon la coustume de son Royaume, excepté en Picardie, de tous nobles en leurs meffaits & delicts de luy & de par ses officiers, sans en faire aucun renuoy à seigneur suiection, excepté en causes réelles. Car de celles en est la cognoissance aux seigneurs de qui les heritages sont tenus. Et sont tenus pour nobles ceux qui sont venus de noble lignée, fils ont fiefs acquestez en aucuns lieux. Ceux mesmes qui les ont acquestez non nobles, ne sont pas tenus pour nobles, fils ne demeurent sur le fief. Item ceux sont tenus pour nobles, qui par le Roy sont anoblis, & qui de ce ont lettres passées par la chambre des Comptes.

Des appeaux.

Item ³ a le Roy la cognoissance en cas de ressort, de refus, de droit de tous Iuges suiection, des appeaux saillans de leurs iugemens, sentences, ou appointemens. Et si l'aduenoit qu'entre deux Iuges eust contend de

Arrest de Parlement donné l'an 1375.

*Aduerte ad
tant, multa nota-
bilem, l. Nobi-
liores, C. de mer-
ca: Et commor-
vbi allegantur
quia qua requi-
runtur ad hocve
quis sit nobilis.
primum quod sit
nobilius notabilis
secundum quod
sit honorum luce
conspicuum: Et
tertium, dices in
patrimonio, ista
aria in paucis
reperimus.*

leur iurisdiction, si peut le Roy mettre & asseoir la main, & prendre à soy le contend par main souveraine, iusques à ce que de raison en soit ordonné. Car de droit le Roy ne despoins nully pour prise ne arrest qu'il face en terre de son sujet qu'il ait. Ny ne fait pour prise qu'il face nul reestablishement, car à luy n'appartient pour cause de la souveraineté. Et pour icelle cause ne peut nully despoins, & ne fait que tenir en droit. Et si aduenoit que par ses sergens fust faite aucune prise en terre de iusticier sujet, dont au sujet en appartient la cognoissance, mais que par le sujet fust requise à r'auoir, le Iuge Royal luy doit rendre sans nul autre reestablishement faire, que rendre le prisonnier à tout le cas dont question seroit, & donner lettres que ce que fait en a esté, est sans porter preiudice à la iurisdiction du sujet. Et à tant doit suffire le sujet, car c'est grand chose & vallable au sujet quand le Roy luy recoignoist sa iustice par lettres. Et ainsi est il fait, tenu & gardé par tous Iuges Royaux au Royaume de France.

D'anoblir vn homme.

Item a le Roy la cognoissance d'anoblir vn homme, & de luy donner grace de porter harnas doré, tant à cheual comme à pied en tous estats comme s'il fust cheualier, & sans ce que pour ce il faille qu'il soit cheualier, s'il ne luy plaist. Et ainsi fust il fait d'un Bourgeois de Tournay appellé Iacques Mouton, lequel fust anobly par le Roy, & avec ce fust licencié de porter harnas doré en tous ses estats & habits, & ne le doit nul porter s'il n'est cheualier, sans le gré & licence du Roy comme dict est.

De legitimer vn bastard.

Item a le Roy la cognoissance de legitimer vn bastard, mais que ce soit selon aucuns de liberal pere & mere que les clerks appellent *de soluto & de soluta*, c'est à dire, que le pere & la mere au bastard ne soient mariez à autre, ou que l'un d'eux ne soit marie : & celui qui est ainsi legitimé, peut auoir & apprehender tous honneurs, toutes offices & lais, & toutes Bourgeoisies sans ce que l'en puisse ne doive pour ce debouter ne reprocher. Et selon aucuns les peut habilliter à posséder & à recevoir escheance de par pere & de par mere.

Des seruiteurs du Roy.

Item a le Roy la cognoissance par ses maistres d'hostels, où qu'il soit, de tous les seruiteurs de son hostel, ne en quelque iurisdiction qu'il vienne en son Royaume a vnze lieues de luy pres : Et sont lesdicts Maistres d'hostels, Maistres des Requestes, reformateurs & Iuges de tous cas, & de toutes complaints, puis qu'on s'en traict à eux, & en peuuent bailler commission au cas de reformation selon qu'au cas appartiendra.

Des finances sur nouueaux acquests.

Item a le Roy finance sur nouueaux acquests qui se font par non nobles aux nobles, sur tous fiefs, aleux & terres qui sont tenuës en cens du Roy, c'est à sçauoir, sur fiefs tenus à pur du Roy la finance de six ans autant que vault le fief pour vn an, & autant que le fief vault par trois

O o o o ij

ans, des fiefs qui sont tenus par moyen: & des fiefs tenus en quart degré, nulle finance ne s'y doit asseoir pour sa longue deffaulte. Et si ce estoit en aleux, ou en terre de cens tenuës du Roy, pareille finance s'y assiet. Et ainsi là on veu iuger, tenir & vser par tous commissaires sur ce commis par le Roy nostre Sire, & par leur instruction scellée, mais que ce soit acquesste depuis le terme de quarante ans. Car de plus long temps nulle finance ne se y assiet. Et sur les fiefs ou aleux, ou cens dessusdictes rentes à vie qui est acquessee dedans les quarante ans de non noble, si s'en suit il finance de quatre ans.

Ceste addition n'est au liure escript à la main: mais au lieu d'icelle y a plusieurs articles desdicts officiers qui sont aussi au premier liure, qu'il n'a esté besoin de repeter.

Icy seroit bien necessaire traicter des droicts des Conneftables, de leur puissance & iurisdiction, des Marefchaux de France, Maistres des Requestes, de l'hostel du Roy & autres iuridictions en descendant *gradatim*: mais par-ce qu'au premier liure en ay parlé, ie m'en deportte à present, & pour voir la iurisdiction desdicts Conneftables & Marefchaux, soient veuës les ordonnances royaux, *maximè* celles du Roy Iean en l'article premier, celles du Roy Philippes le Bel és articles 6. & 7. & les ordonnances du Roy à present regnant, serenissime & tres-chrestien François premier de ce nom, sur les ordonnances faictes pour le faict des guerres & gens d'armes.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

P R E M I E R.



O V R la consideration des cas Royaux dont a esté parlé au premier liure, & est encores traicté en ce second, faut distinguer entre ceux qui sont de la souveraineté, & ceux qui sont de la iurisdiction Royale. J'appelle ceux de souveraineté, qui dependent de l'autorité & puissance souveraine du Roy, & que ses Magistrats ne peuvent faire iure Magistratus, comme on dict au droit Romain, ains se font sous le nom & autorité de sa Majesté, & dont mesmes pour aucuns sadiette Majesté doit parler: comme de faire Loix, Edicts & Ordonnances, créer & establir nouveaux officiers, les supprimer & renocquer, faire assemblées des Estats & Ordres du Royaume, imposer tailles, aides, subsides, gabelles, & autres impôts sur le peuple, faire forger monnoye, anoblir, naturalizer, legitimer, donner graces, aboliffions, remissions & pardons de crimes, r'appels de bans, restitutions en entier, lettres d'Etat en cause, amortir, eriger uniuersitez, octroyer fures & marchez publics: & autres dont i'ay parlé au premier liure. Les cas de iurisdiction Royale sont ceux qui appartiennent aux Iuges Royaux, priuatiuement à ceux des autres seigneurs: & y a en iceux difference entre ceux desquels la cognoissance appartient priuatiuement aux Baillifs & Seneschaux, & ceux qui leur sont communs avec les Preuosts Royaux, encores qu'aucuns estiment, les cas Royaux estre proprement de la cognoissance des Baillifs & Seneschaux:

Et d'iceux aucuns sont appelez preneftaux, par-ce que les Prenofts des Mareschaux, comme auffi concurrement les Baillifs & Senefchaux en cognoiffent en dernier reffort & fans appel. Et fil y en a qui font appelez priuilegez, à la difference des delictz qu'on appelle communs, dont la cognoiffance appartient aux Iuges Ecclefiaftiques, dont toutesfoiz les Iuges Royaux doiuent cognoiftre & iuger des cas priuilegez qui fy trouuent. Et encores que j'aye amplement traité de ceste matiere au liure premier: fi eft-ce qu'il ne fera fuperflu d'en difcourir briement en ce tiltre. Il y a encores des cas de preuention defquels le Iuge Royal peut cognoiftre par preuention, fans en faire le renuoy au feigneur iufticier des parties, nonobftant qu'il le demande. Et pour le regard de ladicte preuention, en plusieurs Prouinces elle appartient generalement au Roy & à fes Iuges: mais en autres, & communement elle n'a lieu qu'en certains cas: dont l'Auteur en recite aucuns, & j'en ay cy deffus traité. Mais il conuient remarquer en ce tiltre l'ancienne pratique de France pour les cas royaux & de preuention, & la forme d'y proceder qui fobferuoit es pais de Vermandois, Picardie, & autres de la Gaule Belgique qu'on dict à prefent du Pais bas, qui estoient cy deuant de l'obeiffance du Roy.

b J'ay noté au premier liure que le cas de faifine & nouuelleté pour les matieres feculieres & profanes eft de preuention entre les Iuges Royaux, & ceux des haults iufticiers: mais pour le poffeffoire des benefices & matieres Ecclefiaftiques, les Iuges Royaux feuls priuatiement aux fubalternes en peuent cognoiftre, fuivant l'ordonnance de Loys XII. de l'an 1499. cap. caulam quæ. Qui filij fint legitimi. Guid. Pap. qu. i. arrest du 24. Ianuier, 1565. fur vn appel du Comte d'Eu, Pair de France. Et la preuention pour les caufes & matieres temporelles doit auoir plus toft lieu contre le feigneur, fi fon fufiect intente complainte contre luy, tant pour fa qualité, que pour la fufpicion qu'on pourroit auoir contre fon Iuge. Des testamens & douaires j'ay escrit au premier liure: & pour les douaires, j'ay allegué mon vieil praticien, qui escrit que par l'establiffement du Roy Philippes, la cognoiffance en eft attribuée aux Iuges Royaux. Quant aux ports d'armes qui fe font par aflemblées illicites, la cognoiffance d'iceux eft des cas Royaux, comme a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour de Parlemēt, mefmes celuy donné es Grands Iours de Moulins, du 25. Octobre, 1550. entre les Officiers Royaux à Ryon en Auvergne, & ceux de Monsieur le Duc de Mont-pensier. Le Iuge Royal a la cognoiffance du port d'armes, mefmes contre les Clercs & perfonnes Ecclefiaftiques, comme de cas priuilegé. Faber in l. Addictos. C. de Episc. aud. Bened. in cap. Raynutius. verb. & vxotem nomine. de testa. & alij. Et par ce que Choppin, Bacquet, Ragueau en fon Indice, & autres en ont amplement écrit, comme auffi j'ay fait sur le grād Couftumier, & ailleurs je ne m'y arrefteray icy d'auantage, finon que ie noteray que port d'armes en l'ordonnance s'entend en deux manieres, ou de porter armes prohibées & defendues par les Edicts & Ordonnances du Roy, ou de porter armes en compagnie & aflemblée illicite, c'est à dire, qui fe fait pour quelque mauuaife entreprife: & en ceste dernière efpece on pourroit prendre pour port d'armes, les bastons & pierres que porteroient ceux qui s'afsembleroient pour faire des efforts, violances & au-

tres cas semblables, qu'on appelle de force publique, iuxta §. telum. Instit. de public. iudic. & l. Armatos. D. ad leg. Jul. de vi public.

c Je ne veux repeter ce que j'ay traité cy devant de la sauue-garde & assurement, seulement j'adiousteray que les praticiens escriuent qu'au Iuge Royal seul appartient donner sauue-garde, priuatiuement à tous autres: qui signifie mettre en la sauue-garde & protection du Roy, apud Cassiod. li. 3. ep. 27. lib. 7. ep. 39. & al. dicitur tuitio & securitas, græcè ἀσφάλεια. & eius formula traditur in d. epist. 39. Mais que le Juge non Royal peut donner assurement, pour faire qu'une partie soit assurée de l'autre, pour ne se mesfaire ne mesdire. Mais de la sauue-garde en frainte la cognoissance est des cas Royaux.

d Le bannissement comprend la deportation & la relegation. & est quelquefois ordonné à perpetuité hors du Royaume, ou par confinement en certain lieu, ou à quelque temps. Le Juge Royal peut bannir du Royaume: Mais le Juge d'un seigneur ne peut bannir que de la terre & seigneurie d'iceluy. Et toutesfois au Roy seul appartient par droit de souveraineté de r'appeller les bannis, & les restituer en leurs renommées, honneurs, biens & droicts, l. 4. D. de pœnis. l. 5. in fin. D. de re militar. l. 1. & al. C. de sentent. pass. Cassiodorus lib. 3. epist. 46. & lib. 4. epist. 41. & ne peut le seigneur empescher tel r'appel de ban & restitution, encores que ce fust contre une sentence donnée par son Iuge, comme j'ay veu iuger à la Tournelle par arrest du Samedi 19. Juin, 1557. On allegue d'autres arrests semblables, que j'ay recitez ailleurs.

e Aucuns ont obserué les Gardes gardiennes auoir pris leur origine des exemptions qu'aucunes Eglises, Chapitres, Abbayes & Communantez auoient obtenues des Roys, quand ils auoient baillé des Prouinces & Villes du Royaume en Apanage, dot, donaire, v'sufruit, engagement ou autrement, à fin de ne proceder pardenant les Iuges de ceux auxquels lesdites Prouinces & Villes auoient esté baillées; ains seulement pardenant les Iuges Royaux. Toutesfois les histoires & tiltres anoiens font soy que telles Gardes gardiennes auoient esté octroyées à quelques Eglises, Chapitres, Abbayes & Communantez en aucunes Villes qui n'auoient iamais sorti hors de la domination du Roy: & encores en autres, qui auoient esté tousiours en la seigneurie d'autre seigneur, que du Roy, & des Euesques, & Abbez mesmes. Aussi en l'ordonnance de Moulins est faite mention des Gardes gardiennes octroyées à tiltre onereux, & moyennant certaine finance. Et les lettres d'icelles doiuent estre verifiées en la Cour de Parlement, suivant l'arrest donné en l'audience du 6. iour de Feurier, 1564. recité par Bacquet, traité des droicts de iustice, ch. 8. qu'on peut voir: comme aussi pour les autres cas Royaux icy mentionnez, dont j'ay pareillement traité au liure premier, & fait mention des Antheurs qui en ont escrit, pour y auoir recours.

f On tient pour maxime en pratique qu'au Iuge Royal appartient la cognoissance des lettres, obligations & contrats passez sous scel Royal. & de l'execution d'iceux: à chacun dans le ressort & estendue de sa iurisdiction. Car n'y en a que trois attributifs de iurisdiction, à sçauoir Paris, Mont-pellier & des foires de Champagne & Brie. Toutesfois aucuns ont remarqué des arrests, par lesquels a esté iugé que les Iuges des seigneurs hauls iusticiers pouuoient

cognoistre des executions, procès & differends pour obligations & contrats passez sous scel Royal, quelque submission que les parties ayent faicte à la iustice Royale: & me resouuiert d'en auoir veu vn donné en l'audience pour Monsieur de Neuers & ses Officiers de Coulomniers en Brie, desquels les appellations reffortissent directement en la Cour de Parlement, à cause de la pairie. Et certainement la cause des seigneurs est fondée en apparentes raisons de leurs iustices patrimoniales, auxquelles leurs suiects ne peuent par les contrats qu'ils font pardenant Notaires Royaux deroguer ne preiudicier, comme traite Bacquet audiū ch. 8. Et quant aux promesses & conuentions faictes sous scel priné ou d'autre seigneur que du Roy, n'y a doute que la cognoissance n'en appartienne aux Iuges subalternes.

g Le crime d'usure est des cas de preuention par-ce que si le Iuge Royal a preuenu d'en cognoistre, il n'en faict renuoy pardenant le Iuge subalterne. Et de nostre aage pour la frequence d'un crime si eslongné de l'humanité & charité Chrestienne, & estā espece de larcin, y auroit eu des Commissaires deputez par les Roys tant des Cours de Parlement que du Grand Conseil, pour en faire la recherche & punition, lesquels selon les circonstances & qualitez ont condamné ceux qui en estoient couuincus en diuerses peines, non seulement d'amendes pecuniaires ains aussi honorables. La commune opinion est que la cognoissance dudit crime pour les clerics appartient au Iuge Ecclesiastique, & pour les laics au Iuge seculier: Mais les Iuges Royaux & les Commissaires en ont cognen contre les Ecclesiastiques pour le cas priuilegé, qui se trouue audit crime: & y en a des arrests de condamnation contre des Prestres tant du Parlement de Paris, & entre autres du 1. iour de Iuillet, 1581. contre un Prestre de Langres nommé la Corne, que du Grand Conseil: dont i'ay cy dessus au prem. liure & ailleurs traité plus amplemēt, & plusieurs en ont escrit. I'adionsteray seulement que le crime d'usure est grandement detesté par tous bons Auteurs, Plato pluribus in locis, Aristotel. li. 1. Polit. cap. 1. Demosth. 1. Olynthiaca. Cato li. 1. de re rustica. Cicero plerisque in locis. B. Ambros. lib. de Tobia. & autres: mesmement par les liures sacrez, tant du vieil que nouveau Testament: ce qui a esté remonstré par plusieurs, mais mal obserué.

h Le droit de regale appartient au Roy à cause de sa souveraineté, & comme il est en l'ordonnance du Roy Philippes, appelée la Philippine, pour la Noblesse de la Couronne de France: duquel droit font mention plusieurs anciens Auteurs, Speculator. §. nunc tractemus. tit. de legat. & §. ult. ne sede vacan. & autres; & l'excellence dudit droit a faict que le mot de regale qui est generale, ait esté specialomēt attribué à celuy qu'le Roy sur les Eglises Cathedrales de son Royaume, pour estre la plus part d'icelles de la fondatiō ou dotatiō des Roys, & toutes en sa garde & protection: & desquelles les Prelats, Archeuesques & Euesques doiuent d'anciēneté le sermēt de fidelité au Roy, vt testatur Iuo. Carnotensis epist. 206. Baldus in proœmio decret. & ad cap. quanto. de iudic. & des causes concernant ledit droit cognoist on premiere instāce le seul Parlement de Paris. Iceuluy consiste en deux choses, à sçauoir en la perception des fruiets & reuenus du temporel de l'Euesché, durant que l'Eglise Cathedrale est vacante, & a lieu en toutes les

Eglises Cathedrales du Royaume. Lesquels fruiets & reuenus appartenioient au Roy, mais les Chanoines & Chapellains de la sainte Chapelle de Paris, en iouissent, par la donation qu'ils en ont des Roys. Et en la prouision & collation des benefices vaquans durant l'ouuerture de la regale, de droict & de fait, ou de droict seulement, ou de fait seulement. Nostre Auteur semble tenir comme ont fait quelques autres, que ladiſte regale. a lieu pour le spirituel en toutes les Eglises Cathedrales du Royaume: mais M. le President le Maistre. Choppin lib. de Domanio. & de Sacra polit. & autres, ont monstré qu'il y en a des Eglises exemptes. tant deçà, que delà Loire: lesquels le lecteur peut voir, & ce que j'en ay escrit au liure premier des Pandectes, aux Memoirables, & aux 1. 8. & 10. liures des Responſes, qu'il n'est besoin de reiter.

i Du domaine & dettes du Roy cognoissent en premiere instance les Conſeillers du Threſor, & les Baillifs & Seneschaux. Mais quant à la preference de l'amende du Roy, on ne ſuit à preſent l'opinion de l'Auteur, ains l'amende ſoit du ſol appel, ou adiugée pour delict, elle n'a effect d'obligation ou hypothèque que du iour du iugement, & partant ne peut eſtre preferée à une dette precedente: ains on tient que la reparation ciuile adiugée à une partie doit eſtre premier payée que l'amende adiugée au Roy, comme j'ay veu noté aux Memoires de Monsieur Chartolier, Conſeiller en la Cour de Parlement.

k Au Roy ſeul appartient d'anoblir, eſtant la nobleſſe une grande marque d'honneur, ornée de pluſieurs prerogatiues & priuileges. Aucuns ont extraict l'origine de Nobleſſe des armes, & fait des valeureux & prouèſſes memorables de ceux qui auoient longuement combattu pour la deſenſe de la Republique & ſeruice de leur Prince Souuerain. Toutesſois il y a auſſi des Nobles de roque & robbe longue, anoblis par leurs Eſtats, ou par leurs vertueux merites: comme pareillement des Cheualiers d'armes & de loix: ainſi qu'on peut obſeruer de l'hiſtoire de Froiſſart, liure premier, & d'autres. L'anoblissement de pareils priuileges que le vray & ancien noble: & ſes heritiers meſmes collateraux, en la premiere ſucceſſion luy ſuccederont noblement, iugé par arreſt du 7. Septembre, 1595. prononcé ſolemnellement. L'anoblissement du pere, fait par le Roy par patentes deuement veriſiées, ſ'eſtend aux enfans nez auparauant, comme a eſté iugé par arreſt du 13. Septembre, 1577. ſuiuant l'opinion de Baro de benef. lib. 2. cap. 7. & de Tiraquellus tract. de Nobilit. cap. 15. & tract. de iure Primigen. qu. 31.

l J'ay diſcourru cy deſſus des baſtards, qui ne ſont legitiemez en France, que par mariage ſubſequent, ou par lettres patentes du Roy veriſiées en la Chambre des Comptes. De l'effect de la legiſimation traite amplement Bacquet liure du droict des baſtards. Mais la queſtion tant agitée entre les Docteurs, ſi les baſtards des nobles peuvent eſtre reputez nobles, quam tractat Tiraquellus lib. de nobilit. cap. 15. eſt decidée par l'Edict de noſtre Roy du mois de Mars, 1600. article vingt ſixieſme, par lequel eſt porté qu'il faut qu'ils ayent lettres d'anoblissement veriſiées: où j'en ay plus amplement escrit.

m De ce lien, comme de mon vieil praticien, & des anciennes hiſtoires, j'ay

J'ay observé que jadis les causes des serveurs du Roy estoient traitées par-devant les maistres d'hostel, lesquels par ce qu'ils recevoient les requestes & en ordonnoient, estoient aussi appellez maistres des Requestes, d'où j'ay traité au liure des Antiquitez Françaises. Maintenant y a un Preuost de l'hostel, qu'on appelle aussi grand Preuost, qui en a la cognoissance, avec ses Lieutenants.

QUELLES PERSONNES APPARTIENNENT

A ESTRE IUGES, ET QUELS NON. TILT. II



OMME il soit ainsi que dict soit de droicts Royaux, il s'enfuit voir & sçavoir qu'elles personnes peuvent appartenir à estre Iuges, & auoir iurisdiction en garde, & quels non. Si sçachez que ils sont six conditions de gens à qui le droict escrit defend qu'ils ne soient instituez Iuges, ne gardes de Iustice, à sçavoir, sourd, muet, aueugle, forenné, femmes & pupilles, c'est en moindre aage que de quinze ans. Les sourds par-ce que dure chose seroit, que homme qui n'oyt goutte, fust ne peut estre Iuge, & pareillement du muet, & de l'aueugle, qui ne sçaueroit de qui, ne qu'elle chose on proposeroit deuant eux. Le forenné ne peut ne ne doit estre Iuge, car la forcenerie luy pourroit à telle heure retourner que grand peril seroit au bien de iustice. La femme aussi ne peut ne ne doit nullement estre Iuge, car au Iuge appartient tresgrande constance, & discretion : & la femme de sa propre nature n'en est garnie, si comme il apparut par Dame Calpurnie qui courut sus au Iuge. Le moindre-d'ans aussi ne peut ne ne doit estre Iuge pour raison de sa ieunesse, ne qui ne souffre la grand meureté, qui doit estre & appartenir en Iuge. Mais selon la decretale qui de ce fait mention, Le mineur de vingt ans d'aage peut bien estre delegué, puis que parties le consentent, & que du Prince y est permis. *l. Cum Prator. §. non autem. cum sua gloss. ff. de iudic. & cap. cum vicesimum. extr. de officio delegat.*

[A ce propos y a ordonnance du Roy Philippes le Bel par laquelle il ordonna que nul ne fust Seneschal, Baillif, ou Preuost du lieu dont il seroit natif, en l'article xviij.]

Item encores veut la loy escrite autres prohibitions en ce cas, c'est à sçavoir que nul ne soit, ne ne puiſt estre Iuge en la terre & iurisdiction, dont il est natif, si ce n'est par espéciale grace du Prince, & que de ce le Prince ait concedé ses lettres. *C. de officio prefeti. l. Vnica.*

* Item ne doit nul homme en la iurisdiction dont il est natif, estre Iuge, ne doncques tant que il y ait en la terre cause contre autre, pareille à traicter. Ne selon l'opinion d'aucuns sages, ne doit estre Iuge de partie qui luy soit d'affinité, ne de guerre mortelle. Item est ordonné par la loy escrite, que puis que aucun Iuge est deposé d'office de Iuge, il doit depuis demeurer en celle terre & iurisdiction, & en certain lieu notable par l'espace de quarante iours tous continuels, en la fin s'il est aucun qui de luy sça-

[] Ceste addition, n'est au liure escrit à

la main, mais ladite ordonnance de Philippes le Bel, est à present hors d'usage.

Cecy ne s'observe en France, parce que les offices royaux mesmes de iudicature sont perpétuels, par l'ordonnance de Louis XI. vñ testatur Guaguini lib. 10. cap. 2

Pppp

che ou vuelle douloir: que raison en puist estre faicte & accomplie. Item est defendu par la loy que nul Iuge ne acqueste, ne acquiere riens en sa Province par especial heritages, ne par don, ne autrement, ne se marie ne ses enfans, sur peine de encourre en l'indignatiō du Prince, & perdre l'acqueste. &c. Item s'il aduient que aucun Iuge se laisse corrompre par deniers, & par fraude il delaisse à faire iustice, si c'est au cas Ciuil, sçachez que il est tenu d'estre, & doit estre condamné en quadruple de ce dont il sera corrompu, & avec ce priuē de toutes offices de iustice. Et si c'est cas criminel, que pour argent il eust fait mourir autre, il doit estre puny capitalement: & si deliuré auoit pour argēt celui qui mort auroit deserui par iustice, sçachez que pareillemēt il encourroit en peine capitale, avecques confiscatiō de biens. Irē selon l'opinion des sages en ceste partie, la punition du cas si doit estre arbitraire au Iuge, puis que il n'y auroit que cas Ciuil, & que le Iuge ainsi corrompu n'auroit mie par sa corruption condamné à mort l'innocent, ne deliuré le coupable. Car lors y cherroit peine capitale, & au Ciuil amende selon la faculté & possibilité du delinquant.

Des Iuges deleguez.

DEs Iuges^b deleguez peuz & dois sçauoir que delegué ne peut subdeleguer: mais est necessirē de ce que le souverain delegue, car le delegué ne doit ne peut subdeleguer: si comme le Prince ou le Seigneur qui a toute iustice peut deleguer, faire Baillif, & celui Baillif peut faire Lieutenant par le commun stile: mais si aucun est delegué, il ne peut subdeleguer, ne vn Lieutenant ne peut faire autre Lieutenant: mais conuiendroīt que le Baillif ou le Seigneur mesmes le fist, car autrement ne vaudroit. Et pour ce peuz & dois sçauoir que Iuge delegué si est celui à qui aucune cause est commise du seigneur à cognoistre en especial, & appartient que de ce ayt lettres du souverain, qui ainsi le delegue, car le temps expirē de la delegation, le pouuoir expire du delegué, jaçoit ce que la cause encommencēe par le delegué ne fust pas decidēe durant le temps du pouuoir du delegué. *l. A iudice. C. de iudic.*

Du delegateur mort.

ENcores dois sçauoir que si le Seigneur qui a delegué, va de vie à trespass auant que soit expirē, & son pouuoir aussi, dois sçauoir que le delegué, ou le commis est de tel effect & vigueur, que puis que vne cause est deleguēe ou commise du seigneur qui deleguer peut à qui ce soit: sçachez que le delegué est commis à cognoistre tout ce que de la cause se depēd, sans lesquelles dependances le principal ne pourroit estre attainē, cogneu, ne sceu, selon la loy escripte.

Addition, qui n'est au livre escript à la main.

De hac materia vide text. cum glos. in l. Et quia. & ibi Barth. ff. de iurisdictio. omniū iudic. & cap. relatiū. & cap. sequenti cū glos. & ibi Panor. extr. de offic. deleg. & utrū delegatus ad vniuersitatem causarū reuocetur morte delegantis, annotat Fab. in l. Item si adhuc Instit. mandat. Specul. titū. de delegat. §. restat.

Du temps de la delegation.

Item & si iuge delegué conuiēt la sentence mettre à executiō: sçachez que son pouuoir de delegation est expirē, car plus auant ne peut que la

commission de delegation luy donne de pouuoir.

De plusieurs deleguez l'un mort,

Item si plusieurs sont deleguez en vne commission, & l'un des deleguez voile de vie à trespas, sçachez que le pouuoir sur ce donné est expiré. Et par plus forte raison s'il n'y auoit que vn delegué, & il allast de vie à mort, sçachez que celui qui viendrait apres luy, ne pourroit parfaire ce que le premier delegué auroit encommencé. Si ainsi n'estoit que la delegation que il auroit, ne contint que comme tel delegué en son viuant eust telle chose encommencée, & il soit ainsi que pendant ce, & auant que acomply l'ayt, soit allé de vie à trespassement, que tel delegué le puist parfaire & mettre en accomp lissement deu.

Pro ista materia vide cap. v no delegatorum. & ibi glos. qua ponit multos casus in quibus hac materia procedit.

Additio.

Du delegateur rapeller le delegué.

Item dois sçauoir que si le delegateur auoit delegué & commis aucun, & sur ce voullist le delegateur rappeller la delegation, & resumer en luy la cause: Sçachez que faire ce peut, & lors cesse la delegation, selon la loy escrete. Et ainsi seroit la delegation expirée, si le delegué renuoyoit la cause au delegateur. Item est aussi expirée si tost que le iour se passe de la delegation.

Du delegué prononcer sa sentence.

Item est aussi expiré la delegation, si tost que le delegué a proonncé sa sentence. Item est aussi expirée quand le delegateur delegue vn autre sur le premier delegaté: car lors cesse le pouuoir du premier delegué. Item cesse aussi quand de luy est appellé: car par la loy escrete lors cesse iurisdiction, & s'en fait l'appellant exempt.

Par cause de suspicion.

Item se expire la delegation par cause de suspicion contre le delegaté, puis que elle est prouuée selon la decretale. Mais assauoir est que la cause de suspicion doit premiere estre cogneuë. Item dois sçauoir que le delegué ne peut subdeleguer, si son pouuoir de delegation ne luy donne autorité du faire: mais conuient que ce vienne proprement du delegateur, qui le face qui subdelegue tel en son absence.

Des Baillifs, Preuosts & autres officiers en iustice, de ce qu'ils doivent faire selon la constitution du Roy saint Louys.

Veu des deleguez & subdeleguez, il ensuit dire & monstrer des Baillifs, Preuosts, Seneschaux, & autres officiers de iustice. Si sçachez que selon la constitution de S. Louys, & depuis le Roy Philippe de France & de Nauarre faicte en l'an ccc. xv. de laquelle ou en substance tant qu'il en sert en ce propos, la teneur s'ensuit.

Premier voulons & ordonnons que nul de nos officiers puisse quel que personne detenir prisonier, ne faire executio sur luy, si à ce n'est condâné, mais lui soit droict fait selo le stile du lieu puis qu'il le requerra. Ité que nos Baillifs & officiers ne puissent saisir les fiefs de nos homes, sans le sceu de ses Pairs, & cognoissance de cause: si ne soit il aussi d'autres biens si ainsi n'estoit que ce fut en cas de mouuât peril, & que les biens se puissent transporter par absence certaine, ou moins vraye seblable coniecture.

Pppp ij

Ad hoc. ff. de re iudicat. l. A diuo Pio. & cap. de causis. extr. de offic. delegat.

Pro hoc text. in. l. iudicium soluitur. ff. de iudic. & cap. quoniam abbas. ext. de officio delegat.

Ordonnances de moiseig. S. Louys & du Roy Philip. le Bel, touchans les Preuosts, & Baillifs, & autres officiers: qu'on peut voir au Co. Henry, par ce que la plus part d'icelle ne sont à present.

Item que nul de nos officiers ne puisse ne doive quelque personne appeller à nos droits criminellement, si n'est pour cas qui desire mort par iustice, si le faiseur qui est appelé, ne pouvoit estre tenu, si ainsi n'estoit que aucun fust refusant à bailler assurement d'entre amis, pour cas dont mors'en pourroit ensuivre, si come en cas de guerre mortelle : c'est à sçavoir dõt mort seroit precedentement, & que on s'en voudroit cõtreuenger, car lors pourroit estre banny criminellement. Mais si c'estoit requis pour cas de doute, & l'appellé ne vouloit venir à bailler assurement, lors le peut on cõtreaindre par correction de iustice, à mettre mages sur ses biens, & les doublés de iours en iours, tant que venu soit à obeissance de iurer l'assurement, & de tout mettre le sié en main de iustice : & pour ce ne demeure que le temps pendant dudict assurement faire, ledict assurement ne doit estre prononcé entre les parties, & que il ne tienne & vaille à peine capitale quiconques l'enfrainst sur ce, puis que il sera publié par loy. Et toutesfois dois sçavoir que si le seigneur des parties requiert le cas, r'avoir le doit, puis que il a celle iustice que de bailler assurance.

Ceste forme de proceder par iure d'hommes de fief, n'est observée plus en France.

Ceste forme de n'entermer & ne mettre à execution les mandemens & lettres du Roy ne s'observe pas à present, mais on y procede ou par remonstration à sa Majesté & plusieurs de son conseil, ou par voie de iustice, si se présentent parties qui s'y opposent & l'empeschent.

** Tout cery est cõtené & ordonné par nos Rois & en celles du Roy Philippe le Bel. Mais comme il est noté cy dessus, en marge & en l'annotation la plus part d'icelles sont hors d'usage.*

** Les assises sont à present délaissées, & ne se tiennent plus en plusieurs Bailliages & Seneschauccées, mesmes depuis l'extinction des Juges présidans au grand conseil d'administration Royales & de leur autorité, & des vassaux & suzerains Roy.*

Item que nos officiers conitans nos hommes, puis que sermons auront esté de loy dire, ne demeurent avec nos hommes à l'occasiõ de loy, mais se partent, tant que nos hommes soient d'accord de loy dire, & lors peuvent r'appeller nos Baillifs pour faire & dire loy à leur sermonce.

Item que nos officiers receuent nos mandemens par grand diligence, & mettent à execution deue, si ainsi n'estoit que ils y trouvaissent cause pourquoy faire ne le deussent. Auquel cas nous voulons qu'ils escriuent au dos de la lettre du mandement, ou par autres lettres pourquoy ce ne peuvent faire, par le propre porteur dudict mandement, ou si c'estoit que ainsi le fissent, ou qu'il y eust cause en eux par faute ou autre maniere que par voye oblique le faingnissent, nous voulons que ils en soient punis & condamnés és despens de partie & interests. * Ité que nos officiers de iustice n'ayent Lieutenans, fors en cas de necessité, mais exercent leurs offices par eux mesmes, ne ne prennent aucun salaire de quelconque chose en leur office faisant, soit à gés d'Eglise, ou autre gens, ne ne facent quelque conuent ne marché à nuls officiers au lieu dont ils sont natifs. Item que ils ne prennent sur les sujets de nos hauts iusticiers, ou vicontiers ne fonsiers nulle cognoissance de cas qui ne soit de cas de ressort, si n'estoit en cas d'appel ou en cas de de faute & refus de droit. * Item que nos souverains Baillifs tiennent leurs assises és lieux accoustumez d'ancièneré, en leurs Bailliages, & non ailleurs de 3. mois en 3. mois & que en fin de leurs assises ils facent sçavoir quāt l'autre sera, afin que chacū se puisse à ce pourvoir & ordōner. Ité que ils ne puissent faire Notaire ou Tabellio Royal, car à nous en auons retenu, & retenons l'autorité du faire & non à autre.

Et voulōs que ce soit sans preiudice à nos Barons & autres sujets qui ont accoustumé à faire notaires en leurs terres. Sifachez que tout autel pouvoira le Lieutenant come son maître, fors que il ne peut faire autre sub-

nom plus en plusieurs Bailliages & Seneschauccées, mesmes depuis l'extinction des Juges présidans au grand conseil d'administration Royales & de leur autorité, & des vassaux & suzerains Roy.

fitur ou Lieutenâr. Et si le Lieutenâr cômis de son maistre represente le pouuoir de son maistre en son absence, que les clerks appellât *vice gerens.* *Vide tit. C. de offic. eius qui vice alicuius indicen vel presidii obtinet.*

Des assesseurs qui sont au conseil du Iuge.

DEs assesseurs qui sont au conseil du Iuge & de la Cour, peul & dois sçauoir que ce sont ceux qui communement sont appelez au conseil du Iuge. & qui demeurent au iugement. Et sçachez que tels sont tenus pour officiers, & l'oilt aussi bien que du propre Iuge & officier, puis que ils se parrent de ce conseil que ils doiuent demeurer au lieu par quarante iours, à sçauoir si nul se voudra ou sçaura plaindre d'eux en aucune maniere, car respondre les y cōuiendroit comme officiers, & pour ce en peuuent prendre salaire competant & raisonnable: & si autrement le font, ils sont tenus de l'amender au quadruple de tout ce que trouué seroit que meffait auroiër, & que salaires n'auroient prins & receu, dôt de ce quadruple le seigneur dessus qui ce seroit, auroit la moitié, & la partie blessée, l'autre. I tē est deffendu par l'Empereur & par tous faiseurs de loix, que nul assesseur ne soit conseiller de loy en la cour outre quatre mois, en venant contre les anciens estatuts & establissemens des Empereurs. Et ū contre le font, l'Empereur dist, nous voulons que ils perdent tous leurs biens sans remede, si ainsi n'estoit que ils eussent de ce ordonnance ou mandement especial de ce faire. Car si ainsi pouuoit estre fait, les opinions de plusieurs, si destruiroyent souuent les constitutions de nos predecesseurs: qui dure chose seroit, que ce qui est fait par conseil general, & par permissiō d'Empereur, fust adnichilē par l'opinion des particuliers, & par leur folle pensée ou plaisir. *C. de assessor. per sor.*

Des sergens.

SErgens^d par l'ordonnance de raison escrite, & par la constitution des faiseurs de loix, sont commis par le Iuge de executer les exploits & commandemens dudit Iuge, & representent le fait du seigneur en exerçant leur office de sergenterie. Si dois sçauoir que sergent ne peut ne doit outre les commandemens à luy faits, faire ne exploiter office outre sa commission. Et si c'est sans commission outre les commandemens de bouche à luy faits. Et pour ce doit tousiours à dez dire aussi auant que par commission le puis & dois faire, ou si auant que de bouche m'a esté commandé à faire, & ainsi rescrire & relater: & si autrement le fait, on a cause d'appeller de luy, & en seroit peril à luy, non pas à son maistre. Et si ainsi le fait, & il en est appelé, c'est au peril du maistre qui luy donna la commission ou le commandement, si bien en estoit appelé.

De huiusmodi officariis quos lex apparitores vocat. facit mentio textus in l. Omnes prouinciarum. C. de officio recto. prouincia. Et doiuent estre constitué en tel estat gens de bonne & honneste vie, qui sçachent lire & escrire, ainsi que le veut l'ordonnance du Roy Lays XII. en l'article liij. ce qui est mal obserué. *Addition, qui n'est au liure est. crit à la main.*

Item n'a aucun sergent commission de cause quelconque: & s'entre-mettre ne s'en peut ne doit. Item ne peut ne doit entrer en terre de haur

PPPPij

Pro hoc vide articulum xviij. ordinatio. Regio Philippo Pulchro

iusticier pour faire prise ne nul adiournement, s'il n'a commission contenant le cas pourquoy il y va, si ne fait il en terre de vicontier, pour cas dont le vicontier puiſt cognoistre, s'il n'a aussi commission contenant le cas, si ainsi n'estoit qu'il trouuaſt cas de present meſſaict, & en ce se peut le sergent auancer à prise & à detention de corps deſſous quelque iurisdiction que ce soit, pourtant que ce soit terme de Bailliage dont il est sergent, autrement non.

Item ne peut ou doit vn sergent d'autre bailliage faire ne exercer office en autre bailliage, s'il n'a sur ce committimus du Roy, de ce faire qui cōtienne le cas: & conuient que le sergent qui ce voudroit faire, monſtraſt au Baillif sur qui il vient executer son mandement, & aussi l'executoire qu'il a de son Baillif d'estre sergent, & s'il ne l'a, il ne fait à obeyr, ne exploitter ne doit: & s'il l'a, lors luy doit le Baillif sur qui il viét pour exploitter, preſter à ses despens vn de ses sergens, pour aller avec luy, & voir faire son exploict. Et si autrement estoit fait, & il fuſt desobey au sergent qui ce exploicteroit, il n'y auroit point d'amende au desobeiſſant, & ce ne vaudroit l'execution ou exploict que auroit fait ledict sergent. Item ne peut le sergent commettre à autre à faire l'exploict à luy commis à faire, car delegué ne peut autre deleguer, si n'est le delegué du Prince ſouuerain qui luy donne pouuoir de deleguer. Et pource s'il aduient que vn ſergēt ne puiſt exercer son office, il peut bien impetier grace du Prince de mettre son office à ferme, par tant de ans que le Prince luy en donne grace, & non plus. mais bien se garde à qui il le donne à ferme, car si le fermier faisoit chose qui deſiraſt * preuētion d'office, tout ſeroit perdu aussi bien pour le donneur, que pour le preneur. Item n'a quelque sergent comment que ce soit, quelque cognoiſſance de cauſe pour quelque cauſe que ce soit, ne ne doit estre procureur en cour, ne porteur de lettres. Car il est en cas d'office tousiours au Roy nostre Sire, ou à son seigneur. Item doit reſcrire de tous ses exploicts, ou relater de bouche, si c'est en lieu où il soit de delater par bouche, & ne peut riēs exploitter outre les termes de la commission ou commandement. Et si il le fait, il le doit amender: & ne vaudroit ce que il en feroit en outre. Et si il en estoit appellé, à bonne caule ſeroit appellé. Et pource ne doit nul sergent ſage faire exploict ſans commission, si n'est des cas qu'il trouue en present meſſaict: car lors n'y faut point de commission. Item ne peut sergent faire quelque eſlargiſſement ne recreance de prisonnier quand prins ou arreſté l'a, mais le doit mener prisonnier és prisons de la cour, & dire au geolier le cas pourquoy il l'a pris, si c'est pour crime ou pour dette, & quelle, afin que le geolier le puiſt & ſçaſche ſur ce emprisonner & garder, car s'il briſoit priſon, & le geolier l'eust mis en petite priſon, & ce fuſt grand cas dont le sergent ne luy eust riens dict. Le geolier s'en excuſeroit par le sergent, & ſeroit la coulpe au sergent, & à son peril. Item doit le sergent remonſtrer au geolier aussi l'habit en quoy il l'ameine le prisonnier, & s'il est en habit de clerc ou en habit party, ou s'il a tonsure ou non. Car si l'habit ou tonsure estoit muée ou renouuellée en priſon, ce ſe-

* *Prinacion.*

roit au preiudice du geolier, & non pas du sergent, & remettroit on le prisonnier au premier estat & deu. Sergens sont les executeurs des commandemens, sentences & ordonnances du Iuge, soit par commission sur ce donnée, ou par commandement de bouche, & à faire prinse & arrest de iustice. Et comme qu'ils soyent créez & ordonnez du seigneur à qui la seigneurie & iurisdiction appartient par lettres sur ce données, & par serment sur ce fait audict seigneur ou par son Baillif, ou autrement, ne doit estre à eux obey, ou au moins si obey ne y estot, il n'y auroit point de meffait en ce cas: si ne peut ne doit le sergent faire exploit sans commission contenant le cas, si n'est en terre tenuë par moyen: & si c'est en terre tenuë à pur, il ne conuient pas que la commission contienne le cas expressement, mais suffit que le seigneur se face adiourner par son sergēt son sujet à pur, pour respondre à ce que on luy voudra demander. Item & si c'estoit en pays local, où on n'vloit mie de commission, si c'est pour simple plainte de partie, il suffit adiourner par sergēt. Mais si c'estoit actiō reelle, il appartient droit que ce fust par sergent, & par homes. si peut & doit estre le sergent creu de la relation, puis que autrement nel luy touche que de l'exploit à luy cōmādé. mais toutesfois il doit auoir tesmoins de son exploit des voisins que il y a appelez: car autremēt ne doit faire exploit quelscōques. si sachez que le sergent peut estre cōuenu pour son office pardeuāt son souuerain & nō autre, & pour son cas ne peut estre sergēs.

Nota que par l'ordonnance il est prohibé & despendu à tous sergens qu'ils ne fassent aucun exploit sans recors ou attestation de deux tesmoins ou un pour le moins. art. lvi. des ordonnances du Roy Loys XII. *Addition, qui n'est au liure écrit à la main.*

Item peut sergent prendre & arrester tous ceux qu'il trouuera en present meffait, sans autre commission ne commandement, & ceux doit il amener prisonniers, car sergent ne peut faire quelque recreance ne nuls ellargissemens. Item ne doit demeurer en terre d'autre seigneur ne iusticier que dessous le seigneur de qui il est sergent: & s'il y demeure, si n'y doit il faire quelque exploit de sergenterie, & ne doiuent estre corrigez ne punis en cas de leurs offices, fors par leurs seigneurs dont ils sont sergens. Et si en autre terre de meuroient, ils y seroyent punis de tous autres cas, que de leurs offices par le Iuge dessous qui ils demeureroient: & si sont à conuenir deuant celuy Iuge, aussi bien comme seroyent bourgeois ou manans, & doiuent à tout participer comme les autres.

Pour cecy est une ordonnance du Roy Philippes le Bel, par laquelle les sergens ne doiuent demeurer es terres des Prelats, Barons ou autres, sinon en deux cas. *Addition.*

Item & ne doit auoir sergent outre le nombre d'ancienmeté ordonné: & s'ils y estoient par aucun pourchas importū, s'il estoit qu'il les requerrust, si les doit le seigneur oster ou faire oster. Item ne doiuent prendre que salaires ordōnez,* c'est à sçauoir les sergēs au Roy à cheual que salaires de trois sols parisis: & les sergens de pied que 18. deniers parisis, sup- *Pour ce chapitre seoyent vers les .xix. & .xxij. articles des ordonnances du Roy Philippes le Bel.*

** Par les ordonnances les salaires des sergens sont grandement augmentez, & neantmoins ils ne laissent de prendre & exiger des parties excessiuelement, & plus beaucoup qu'il ne leur est permis par les ordonnances.*

posé qu'ils allassent dehors, & que plusieurs exploits fissent en vn iour, & pour plusieurs personnes. Mais ceste regle faut souuent, & pource eurent droit les faiseurs de loix que nulle n'en ordonnerent sur les sergens, car il n'en est nulle qu'ils tiennent: & ne doiuent faire exploit en terre tenue par moyen, sans appeller le seigneur du lieu ou son Baillif ou son Lieutenant, comme dessus est dict, & sans commission qui contienne le cas.

Costume de la Chastellenie de l'Isle.

Mais selon la Chastellenie de l'Isle, il suffit si le sergent expose le cas au seigneur ou au Baillif, & doiuent estre creus de leur relation où l'en vse par commandement quand ils disent & relatent en ce qui gist de leur office.

Additio.

Quid si seruicus dicat personaliter se citasse Titium. & Titius affirmat contrarium cum iuramento, cui magis sit credendum? Vide Ioan. And. in c. cum parati. ext. de appellatio. & Salic. in l. Tres denuntiationes. C. quo. & quand. ind. & concluditur per eos locis allegatis, quod hoc est in arbitrio iudicis considerata qualitate facti, & condicione personarum. Barthol. autem aliter tenet in l. Scire oportet. §. sufficit. ff. de excusatio. tuto. & si referat ap. parior ultra sibi commissa: an sibi creditur? Vide Bal. Ang. in l. Consensaneum. C. quo. & quand. ind. & Jaso. §. quadrupli. Insti. de actio.

Item ne peuvent ne doiuent excéder les termes de leur commission ou commandement, & si ils le font, si en peuvent ils estre trais en cause, car autrement ne peut on ne doit appeller d'un executeur, & seroit le sergent en ce cas tenu d'amender & rendre les despens de partie dolant sur ce que il auroit ainsi excédé. Et si l'exécution du sergent ne faisoit mention pour mettre aucun en tenure & saisine d'aucuns heritages, où il y eust usufructs à auoir, sçachez que les usufructs seroyent mis en main sequestre iusques en diffinitive. Mais en cas d'appel celui qui appelleroit qui seroit trouué en la maniance de l'heritage, demeureroit en sa possession iusques à ce qu'il seroit cogneu dudit appel.

Pour le regard des sergens Royaux ils sont tenus par les ordonnances de bailler caution: mais ceux des autres seigneurs n'ont accoustumé d'en bailler.

Item sçachez que les sergens doiuent faire caution de leur office de sergenterie en la main des receueurs Royaux: & les sergens d'autres seigneurs en la main de leurs seigneurs: car là se en retrait on en ce cas.

Item doiuent auoir fait serment que loyaument feront l'office de sergenterie, en gardant le droit de leur seigneur & de ses sujets, ne ne prendront que salaires ordonnez & competens, ne n'apporteront aussi que iustes & loyaux exploits & rapports à leur sens & pouuoir. Item ne doit vn haut iusticier auoir en sa iurisdiction que deux sergens & vn vicontier: & les Barons qui ont Baronnie: & ainsi des bonnes villes. &c.

La teneur du pouuoir de sergent par formulaire.

ATous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Sçachez tous que nous confians & acertenez du bon sens & loyaute avec bonne diligence d'un tel N. iceluy auons fait, commis & estably, & par la teneur de ces presentes lettres faisons, commettons & establissons nostre sergent, en nostre iustice & seigneurie de N. & des appartenances aux droits, profits & emolumens à ce accoustumez: lequel office est à present va-

est vacant par la mort de tel N. & duquel office de sergenterie ledict tel a fait le serment accoustumé de loyaument faire iceluy garder & exercer tant que il nous plaira. Si donnons en mandement à nostre Baillif dudit lieu ou à son Lieutenant & tous nos autres iusticiers & officiers & sujets, prions & requerons tous autres que à nostredict sergent obeissent & entendent diligemment, en faisant sondict office de sergenterie, en luy baillant & prestant ayde & prison si mestier est & requis en sont. Auquel sergent nous deffendons par ces presentes lettres toute cognoissance de cause. Donnée. &c. Si sçachez que le sergent mort l'action de son peché en fait de sergenterie ne descend point sur l'hoir, si non en ce qu'il auroit receu en executant à cause de office.

De l'estat aux Aduocats.

OR sçachez^e que le fait d'aduocaterie selon les anciens faiseurs des loix si est tenu & compté pour cheualerie. Car tout ainsi cōme les cheualiers sont tenus de cōbatre pour le droict à l'espée, ainsi sont tenus les aduocats de cōbatre & soustenir le droict de leur pratique & sciēce, & pour ce sont ils appelez en droit escrit cheualiers de loix: & peuēt & doiuent porter d'or comme font les cheualiers. Et doit estre l'aduocat reuerend en habits, en estre, en conuersation, en parler petit & moderemēt il dist petit quant à ailleurs en plaidoyant. Itē & doiuent maintenir à leur aduis causes iustes & conseiller, & non autres, de prendre salaires attrempez & raisonnables selon le cas, & qui fait au contraire, ou qui marchāde à partie de mener la cause pour en auoir la moitié, ou le tiers ou partie d'icelle, sçachez que c'est faussonnerie & chose deffenduē par la loy escrite à peine d'estre priuē de l'estat de aduocaterie à grād blasme & confusion. Mais doiuent prendre leur salaire en conuenable somme de pecune, & non pas de la mesme chose, car trop de fausseté s'en pourroit ensuyuir par la subtilité des aduocats pleins de pratiques.

Pro hoc est aureus tex. in l. j. §. in honorariis. & §. si cuiusq. de var. & extra. ord. cogn. & de isto pacto de quora parte litis factu cum clietulo. vide Bald. in l. Si quis aduocatorum. C. de postuland. potest tamen aduocatus pacisci de re extra litem. Ita dicit Angel. de Perus. in l. Sumptus. ff. de pact. quia aduocatus potest vendere suum consilium. xj. quest. ii. cap. non licet.

Que Aduocat ne peut estre Iuge.

Item quicōques est aduocat en vne cour, il n'y peut ne doit estre Iuge. Car differēce est entre Iuge & aduocat: & se doit l'aduocat garder de dire iniure à partie aduerse. Car il est estroittemēt deffendu au fait d'aduocaterie par la loy escrite: si ainsi n'estoit qu'il seruist à la cause necessairement, & encores de ce faire protestation que dire luy conuient necessaiement pour le droict de la cause alleguer & maintenir, car enuys le dict, ne dire ne levoudroit si passer s'en pouuoit sans cause amēdir ne ne doit faire nul marché à celuy pour qui il meine la cause tant que la cause dure.

Textus in l. Fin. C. de assesso. prohibet aliquem esse aduocatum in aliqua causa in qua Index fuerit, ibi, ne cum in virumque festinet, neutrum bene peragat. Facit textus in l. Quisquis. C. de postuland.

De faire fausseté par Aduocat.

*Vide Speculat.
tit. de position §
6 Cyn. Salices.
Fu goss & Pauli.
Castrensin An-
thent hodie. C.
de iudic. qui cō-
tra improbos pa-
tronos procura-
toris que decla-
m int. cōs que
perpetram consu-
lentes omnia da-
mna rescirent.
deh. res. tit. uat.*

Ets'il aduenoit qu'un aduocat qui auroit emprins vne cause d'aucun, fist fausseté contre son maistre, que les clerks appellét par coustume, preuarication, & que l'aduocat se doublast à l'autre partie par quelque maniere que ce fust, au preiudice de la cause de son maistre, sçachez que l'aduocat le doit amender à la discretion du Iuge selon la faculté, & à partie rendre dōmages & interets: & doit estre à tousiours priuē de l'aduocacerie à blasme à grande & confusion.

De dire à l' Aduocat iniure.

Et qui à l'aduocat le mettroit sus sans cause, il l'amenderoit tresgrandement au Iuge & l'aduocat d'amende honnorable & profitable, à la discretion du Iuge selon le cas & la personne.

Procacibus verbis aduocatus contra alterū aduocatum postulādo vti non debet: quod faciunt elingues: quid dico? imobilingues & indocti aduocati, qui opprobriis aut etiam verbosis assertionibus, non legibus certant: de quibus in l. Quisquis. C. de postul. & in l. Finis. in refutatoriis. C. de appellatio.

Du gaing que faict l' Aduocat.

*Pro hoc l. ult.
C. de inoffic. test.
de aduoc. diuer
so. iud. l. Cum
aduocatio.*

Sçachez que le gaing que peut faire vn aduocat en fait d'aduocacerie, s'il aduient que son pere ou sa mere voise de vie à trespas, & il y ait autres enfans qui veulent auoir parchon l'un cōtre l'autre, supposé que l'aduocat y veut auoir sa part, & que autresfois ait eū don ou assenne de pere & de mere par mariage ou autrement. Ledit gaing fait en aduocacerie ne chet point en parchon, mais demeure franchement à l'aduocat: tant est noble gaing. li ne faict gaing faict en cheualerie: car selon la loy si comme dict est, tous sont compez d'une condition en cheualerie & aduocacerie.

Comment l' Aduocat ne doit faire que son office.

*Ad istud facit
l. Sancimus. cum
l. sequens. C. de
aduoca. diu. iud.*

Encores tient la loy escrete l'aduocacerie si noble, qu'il est deffendu en toutes villes & citez que aux aduocats ne soit enioinct & commandé à faire nul autre seruice que l'aduocacerie, ne nul autre charge ne office, ne en guet de iour ne de nuit, dont leur aduocacerie soit ne puiest estre perturbée aucunement: si ainli n'estoit que aucunesfois le Iuge pour les sens d'eux les commist à estre Iuges en la ville es causes qu'ils n'auroient mie nourries.

Comment le Iuge doit recevoir l' Aduocat à serment.

La loy escrete deffend à tous Iuges que ils ne reçoient aduocat quelque à serment d'aduocacerie, si ainli n'est que premier ils soyent examinez suffisamment, si à ce est idoine auant toute œuvre: afin que le peuple ne soit mie deceu à soy mettre en la main d'un aduocat que riens ne face à la cause sous ymbre du serment d'aduocacerie que il a faict en cour, & par ce semble que ils sont suffisans.

Additio.

*A present les
aduocats sont
recens es cours
souueraines &
inferieures, sur
leurs lettres de
degré en droit
civil ou canonie,
sans estre exa-
minez.*

Tex. in l. Nemini licere. C. eod. tit. & in l. Petitione. eodem. Faciunt bene ad istam materiam sed credo hoc male obseruari: quia quando recipiuntur in aduocatos, satis est quod probatos doctorum testificatio deprimat: quod qualiter veritati innisatur, non curo.

De Aduocat receu à pension.

Item dict la loy escrete que si l'aduocat retenu à pension à année va de vie à trespas, ou prenne autre estar, pour ce ne demeure que celui de

qui il auroit la pension, ne fust tenu de payer toute l'année. *Nam ut dicit summarius l. Post duos. C. de advocat. dicitur. indi. advocatus transmittit ad heredem salarium totius anni in quo moritur.*

De l'advocat d'office.

Sçachez que l'advocat d'office doit estre le premier advocat en la cour du seigneur qu'il represente, si cômme l'advocat du Roy és cours Royaux Et puis que advocat d'office a esté pour aucun seigneur qui a advocat en la cour à cause d'office, sçachez que iamais ne peut estre cõtre iceluy seigneur en cas de advocacerie, supposé encores qu'il n'eût aucuns gages eus ou pension dudit seigneur: & toutesfois veut bien la loy que l'advocat d'office par le gré & licence au seigneur, de qui il est ou a esté advocat, puist estre au conseil d'aucun seigneur puis que ce ne seroit contre le seigneur ne contre la cause, que pour le seigneur eust soustenu autresfois. Et ainsi le peut on voir en Parlement de l'advocat du Roy. Si fait il mesmement vne cause d'appel dont il seroit appellé d'un officier Royal, si le soustient il contre l'officier au Juge Royal à dire & soustenir mal iugé, & bien appellé, cõbien que mal avoir appellé le Roy auroit lx. liures d'amende, pourquoy à merveilles peut sembler comment l'advocat du Roy peut estre contre. Et sont les advocats du Roy souvent pareillement en Parlement.

De l'office de l'advocat du Roy, soit en Parlement ou autre jurisdiction, sans voir les ordonnances Royaux. Pro hoc vide l. Potes. C. de advocat. si cõ.

D'Advocat faillir à escrire.

Sçachez que si l'advocat en plaidoyant ou en escriuant par mescheance faillloit aucune chose à dire ou à escrire, dont la partie de qui il seroit advocat, eust dommage ou preiudice à la cause, & tant que sentence fust donnée contre celui qui tel advocat auroit, & par ceste mescheance la partie pour qui ce auroit esté fait, en voulsist faire pourchas, & estre recouré par la faute de son advocat, apres sentence donnée à tard le feroit, car puis que la cause auroit esté laissée passer sans appel, ne sans reclamation, à temps n'y viendroit.

Imo advocatus qui per imperitiam cecidit à sua causa, tenetur ad restitutionem. ita dicit Barth. & Alex. in l. Cum quid. in fi. ff. si cert. petat. pro hoc apertius vide per Fabr. in §. cum autem. Instit. quib. ex caus. manumitt. non licet. in verbo. sed pro Deo.

D'Advocat laisser dire par oubliance aucune chose.

ET s'il aduenoit que l'advocat en plaidoyant laisse aucune chose à dire qui serue au cas pourquoy il plaide, par ignorãce, ou par oubliance, & dont la cause pourroit estre plus aneantie, sçachez que le Juge sans faire grief à partie le peut & doit arrester à la cause, & dire promptement & ramentevoir & supplier à la faute del'advocat, puis que c'est chose que ordre de droict requiert en la cause, & non en fait.

De ceux qui peuvent estre advocats en cour. & quels non.

Veu du fait del'advocacerie, il s'en suit monstrer quels gens peuvent estre advocats en cour, & quels non. Et premier

Mineur d'age.

Si sçachez que du fait d'advocacerie par le droict escrit sont priuez mi-

Cecy ne s'observe, s'il n'y a dol, ou tresgrãd faute de l'advocat: car pour faute legere est imputée l'advocat n'en est tenu: nam consilij non fraudulenti nulla est oblig. l. 47. D. de reg. iur. Cice. l. 16. ad Attic. Ep. 7.

Pro hoc Rubric. ut qui desunt advocat. partim dicitur supplat. C. Vide tit. de post.

Qq qij

neurs de seize ans, pour la raison que trop grand ieunesse & petite con-
stance est encores en eux.

Sourd.

Item en sont prieuz sourds pour la raison de leur impotence & défaut.

Aueugle.

Item sont prieuz aueugles pour cause de leur impotence, & aussi bien pourroyent ils proposer par derriere le Iuge comme par deuant, si comme faisoit l'aduocar Brutus souuent qui proposoit le Iuge non assis, ou par derriere, qui est chose impertinente & deffenduë.

Femmes.

*Aucuns dient
C. Afranie, &
ainsi en escrit
Valerius lib. 2.
cap. 3. qui dist
C. Afrania.*

Item sont priuées femmes par raison de leur hastiueté, si comme fust Calphurnie qui ne pouuoit souffrir que en nulle maniere sa partie defendist, ne que le Iuge y donnast appointement sans dire hastiueté au Iuge, ou à partie.

Furieux.

Item en sont prieuz ceux qui aucunesfois cheent en furiosité pour la raison que en plaidoyant n'y retournassent.

Sergens.

Item sont prieuz sergens es lieux & terres où ils sont à sergenter, pour la raison de leur office qui desire relation, & souuent aduient à dire & exposer contre.

Infames.

Item en sont prieuz infames pour la raison que à si noble indultie & science que comparer à noblesse de cheualerie, ne s'ensuit que l'homme reprochable s'en puisse mesler. Car à aduocat appartient blâmer & reprouuer vices, dont s'ensuit il que l'aduocar soit sans vice, & tel reproche.

Clercs.

*Cerys entend de
la Cour seculiere
car les clercs pen-
nent postuler, &
ostre aduocats
en la cour Eccle-
siastique, & en-
cores en la secu-
liere pour quel-
ques perfonnes.
Vide l. 2. Iuris
Orient. consis.
Ican. Xiphylini
Patriarcha Co-
stantinopolitani*

Item en sont prieuz clerks en cause de sang, pour raison de l'irregula-
rité.

*Satis est Iure decisum, illos qui beneficio Ecclesiastico sustentantur, illos
& qui in minoribus constituentur, ab aduocationibus repelli. ut xiiij. quest.
v. cap. denique & cap. ij. & iij. extra de postulan. C. de testament. l. Con-
sulta. & C. de Episc. & cleri. l. Repetita. Unde qua ratione tot beneficiatos
in minoribus constitutos, passim negociari, passim si possunt postulare, passim
inquam verbo communi sollicitatores causarum esse permutatur: non video.
Quid inquam de sacerdotibus in palatio sollicitantibus etiam præio nume-
rato, ut inde, qui nusquam vigiliis circa bonas literas dederunt: sed tantum
ex hortulanis aut coquinariis effecti sacerdotes, ex sacerdotibus volunt effice-
sollicitatores, & locus operarum non sit illis qui fortè laborem & annos in in-
re suos exhibuerunt, & patrimonium sperando præmiari consummauerunt:
quam optimum super his legem constitui, quamque decorum, nemo est qui
non consulat.*

Religieux.

Item sont prieuz religieux pour cause de leur monastere. Car à cloi-
stier n'appartient que soy tenir en son cloistre & en son ordre, ne mesler

ne se doiuent des choses mondaines, car ils en doiuent estre exempts: *quod tamen in vſu non eſt.* Clercs de Cour & Notaires.

Item en ſont priuez les Clercs & Notaires de la Cour pour la raiſon du ſerment ſecret qu'ils ont à maintenir & garder en Cour.

Juges & aſſeſſeurs.

Item en ſont priuez les Juges & les aſſeſſeurs en la Cour qu'ils ont à maintenir & garder. Et ſ'il aduenoit que l'Aduocat diſt choſe nuifable à ſon maĩſtre, ce ne touche au maĩſtre ſ'il ne l'aduouë. Et pour ce ne doit laiſſer l'Aduocat qu'il ne die, c'eſt pour mon maĩſtre, ſauue la retenuë en tout. Et ſ'il aduenoit que l'Aduocat ne fuſt aduouië de ſon maĩſtre, & il auroit diſt choſe contre l'honneur du ſeigneur: lors il doit eſtre condamné en l'amende de vingt ſols, & ainſi fuſt il iugé en la Cour du Roy à l'iſſe contre Jean des Prez Aduocat, pour raiſon de ce qu'il ne fuſt mie aduouië de ſon maĩſtre; & il diſt contre la Cour.

Ces peines ſont arbitraires, & ſ'adugent ſelon la qualité & merite du faict.

D'Aduocat plaidoyer pour vn autre ſans en eſtre requis.

Item & ſi Aduocat ſe faiſt en iugemēt auāt parler ſans eſtre requis ne retenu de celuy pour qui il parle, ſçachez qu'il doit eſtre condāné en dix ſols d'amende au ſeigneur. Et ſi c'eſt en Cour d'hommes corriers, il doit eſtre à deux ſols d'amende. Item ſi faute a à la cauſe que l'Aduocat maintient de ſon maĩſtre qui ſoit par la coulpe, vice ou faute de l'Aduocat: ſçachez que amender le doit l'Aduocat de dommage & intereſt, ainſi que cy deſſus eſt monſtré.

Des commiſſaires.

Commiſſaires ſont ceux qui ſont donnez, ordonnez & commis par la Cour à enquerir la verité de la cauſe du plaid & procès qui eſt en icelle Cour, par ſi que parties appellées pardeuant eux ſur les faiſts d'entre les parties qui clos & ſcellé ſoit enuoyé, ils puiſſent ouïr teſmoins d'un coſté & d'autre, receuoir lettres en forme de preuue, bailler noms & ſurnoms des teſmoins produictz, receuoir reproches & ſaluations, ſi les lettres de leur pouuoir le contiennent: & non autrement. Car plus auant n'en peuuent ne doiuent faire que leur pouuoir leur donne la cognoiſſance & autorité de faire, ne plus auant tenir leur enqueſte que leur pouuoir dure, car autrement ne plus auant ne peuuent ne doiuent faire ne entreprendre que leur pouuoir leur enſeigne faire. Et tout ce que faiſt en auront ou peu faire durant le temps de leur pouuoir, ſoit que par faiſt ayent ou non, en tel eſtat que leur enqueſte eſt au iour que leur pouuoir fault, doiuent parties appellées tout mettre en vn ſac clos & ſcellé des ſeaux deſdictes parties, tant demandeurs comme defendeurs, & tout quanques faiſt en ont & auront, tout en tel eſtat l'enuoyer en la Cour dont ils ſont commis & fondez, parties adiournées & intimées ſur ce à comparoir en ladicte Cour à certain & cōpetant iour pour voir reprendre & receuoir le procès, & auecques ce auſſi l'enqueſte qu'en ont faiſte en tel eſtat qu'elle eſt pour ſur ce proceder & aller auāt comme il appartient & ſera de raiſon. Et tout ce que deſſus eſt dict, doit apparoir pour certain par procès verbal, qui par les deſſusdictz commiſſaires appartient & doit eſtre faiſt en trois parties: deſquelles la premiere & principale

Cecy ne s'obſerue de faire ſceller le ſac des ſeaux des parties.

Il veut dire que le cōmiſſaire deliure deux copies de ſon procès verbal aux parties, & qu'il met ledit procès verbal dans le ſac.

Qqqq ij

doit estre encloſe au ſac dudit procéſ.

La ſeconde partie doit auoir partie demanderſſe & complainant. Et la tierce partie doit auoir partie defenderſſe. Et toutes icelles parties doiuent eſtre fermées & ſcellées des ſeaux des deſſuſdits Commiſſaires, & non d'autres. Et ſi n'y conuient autre adiournement, pour les parties renuoyer en la Cour auecques leur procéſ, ſi comme cy deſſus a eſté dit. Et tout ledit procéſ verbal auec l'Euangile, laquelle eſt attachée ſur le ſac où ſont ainſi enfermées les eſcritures. Et pour ceſte cauſe ſont les Commiſſaires appelez & nommez referendaires à proprement & legalement parler. Car ils ne peuuent plus auant en la matiere que ce que leur pouuoir leur donne, & que leur mandement & commiſſion contient, & non plus, ne faire ne donner ſentence ne iugement, contre ne au profit d'aucune des parties, mais tout ouyr quanques les parties voudront dire & propoſer, ſoit par toute proteſtation, ou autrement, & tout doiuent faire mettre par eſcrit, & clorre dedans le ſac. Et ainſi clos & ſcellé des ſeaux deſdites parties rapporter à la Cour. Et pour ce comme dict eſt deſſus, ne ſont ils appelez proprement que referendaires.

Pro tota iſta materia vide in ſtil. cur. Parlamen. tit. de commiſſa. & eo. poteſt. & tit. de diligen. facien. erg. commiſſ. & aliis titulis ſequentibus, uſque ad titu. de Feud. ibi enim multa ad vnguem poſita ſunt que hic tranſportata eſſe videntur.

S'enſuit la maniere comment les Commiſſaires doiuent proceder & aller auant en leur enqueſte.

OR peux & dois ſçauoir que puis que Commiſſaires ſont donnez en cauſe par pouuoir ſur ce à eux commis & dont de par Cour: iceux Comiſſaires pour entrer en leur dite enqueſte, ſi ont tout premierement à faire conuenir les parties pardeuant eux par adiournement & commiſſion de par eux donnée, en laquelle commiſſion leur uiſſance & pouuoir doit eſtre tout au long racompté & incorporé, & par certain huiſſier ou ſergent de la iuriſdiction en laquelle ils ſont adiournez à certain & competant iour. Laquelle commiſſion & mandement doit tout au long contenir comment par l'auctorité & vertu du pouuoir à eux commis & donné ils adiournent à certain iour illec denommé & assigné par l'huiſſier ou ſergent, tels & tels, à la requête de vn tel. N. demandeur en ceſte partie. Ou par contraire, à la requête d'un tel. N. defendeur. Et ſi ainſi eſtoit que le demandeur ne faiſoit la diligence & deuoir alencontre d'un tel ou de tels ainſi nommez. &c. pour voir & entendre les raiſons & articles & eſcritures clos & ſcellez de la Cour, ouurir, reſpondre & aſſermer iceux comme de raiſon. &c.

Item aux Commiſſaires auſſi appartient voir & ouyr iurer teſmoins en la cauſe, ou és cauſes pour leſquelles ils ſont pardeuant eux attraitz & produits.

Item peuuent encores les commiſſaires voir lettres & autres munimens qui en forme de preuue ſeront produits & adminiſtrez, & auoir les noms & ſurnoms des perſonnes ſi le pouuoir deſdits Commiſſaires le

contient, & baillet sur ce reproches & saluations si bon & agreable semble à partie, & avecques ce pour adiourner partie au iour assigné par les dessudits Commissaires & iours sur icelles enquestes tenans & enuiuans avec intimation que vienne ou non vienne partie adiournée, pour ce ne demeurera que à la verité de ladite enqueste enquerir ne soit procédé comme il appartiendra de raison. Et sçachez que de la date de la commission iusques au iour dehommé en icelle commission à comparoir les parties deuant les Commissaires, doit auoir quinze iours d'espace. Et entre le iour d'exploit & le iour assigné doit auoir dix iours, ou autrement le iour seroit moins que suffisant, & y cherroit opposition raisonnable selon le stile de Parlement, par especial à la premiere commission.

Le pouuoir des Commissaires ne s'estend si auant à present, ains seulement d'ouir les tesmoins & faire cōpulsoire s'il est mādē: & ce fait, les parties se doiuent pouruoir en la Cour, sans nouuelle assignation.

Item lequel sergent ainsi chargé de ladite commission doit rescrire sur ce que suit & trouué en aura. Ce fait, au iour assigné partie qui cest exploit a fait faire, partie aduerse comparant, doit presenter les articles clos & sceillez, en requerant iceux estre ouuerts, & iceux ouuerts les doit affermer sur le serment si partie y est presente, & si c'est par Procureur en la main de son maistre, & doit faire le serment tel que les raisons & articles la dedans posez & escripts ainsi comme ils sont, il les afferme par son serment, & sur saintes Euangiles de Dieu estre veritables & iustement causez au plus presqu'il peut, & sçait, & selon la verité du cas & de la matiere sujette à son loyal sens & pouuoir, & que de iceux articles si aucune chose y sçauoit estre non veritable ou non plaidoyée, il la retrancheroit & feroit rayer & oster, afin que la verité fust plus pleinement attainte, & que en la cause ne administrast tesmoins de partie aduerse, par cremeur ne autrement, à venir deposer tesmoignage de verité par quelque voye que ce soit, & aux articles de partie aduerse respondre, ou croire, ou denier iceux au plus loyaument & plus pres de verité qu'il sçaura & pourra bonnement. & ainsi entens de l'un que de l'autre. Ce fait, il doit estre leu aux parties en presence desdits Commissaires tous lefdits articles: & chacun article affermer & retrancher s'il le conuient en respondant en la fin de chacun article ce que affermé a & respondu. de laquelle affirmation & responces faittes & completes, partie doit auoir coppie par extraict s'il le requiert. Ce fait les Commissaires peuuent & doiuent proceder en audition & examination de tesmoins, par quelles parties soient d'accord presens les Commissaires que ce soit aussi bien en presence & en absence que autrement. Tesmoins adiournez ou non adiournez, à iour denommé en la commission ou non denommé, par si que en fin de audition, noms & surnoms soient baillez pour reproches faire & saluations si il le conuient, & par ainsi ce accordé, peuuent iceux Commissaires ouyr & examiner tesmoins tant d'une partie comme d'autre, en assignant chacune partie iour de production les vns apres les autres le temps durant de leur pouuoir.

Ceste forme de lire & affermer les faits pardeuant le Commissaire est abrogé & hors d'usage

*De partie non contente que tesmoins fissent serment
en son absence.*

Item & s'il aduenoit que partie ne se voulist consentir que les tesmoins fussent ouys & examinez aussi bien en absence que en presence: lors conuiendroit qu'ils fussent iurez deuant partie aduerse contre qui ils seroient ouys & attraits, & que incontinent ils fussent reprochez qui reprochez les voudront, ou autrement n'y viendrait iamais à temps à reproche faire. Et pour ce est il aussi bien consenty en absence que en presence. &c. afin que en fin on peust aussi bien reprocher à l'une fois que à l'autre si bon semble tout à temps.

Partem citari oportet in iuramento testis. tex. in cap. ij. de testib. & in l. Indices. C. de fid. instrumen. & in l. Generaliter. §. eisdem. C. de reb. credi. & l. Si quando. C. de testib. & non valet dictum testis si cum iurauerit, neutra pars interfuit. glo. in l. Si quando. C. de testib. & dictu Raph. Fulg. in l. 1. C. quomodo & quando index se mille dicta testium irritasse propter hoc.

De ouyr plus de dix tesmoins sur vn article par les

Commissaires.

Faut voir les ordonnances estés au Code Henry Et styl. Parlem. cap. 27. de commiss. Et cor. potest. §. 23. Et Ioan. Gall. qu. 107. & 305.

Item ne doiuent les Commissaires ouyr plus de dix tesmoins sur vn article, & si plus en oyent, le surplus seroit compté pour nulle valleur, & par ainsi y perdroyent leur peine & leur temps.

Tesmoins doncques ouys & examinez tant d'un costé des parties comme de l'autre, & si icelles parties veulent produire ou mettre en auant lettres en forme & maniere de preuue, faire le peuuent si il leur plaist. Mais tout premierement il conuient & est necessaire que parties y soient euoquées & appellées, nonobstant que icelles parties en & d'un commun eussent accordé ouyr aussi bien tesmoins en absence comme en presence. Et en aura vne chacune partie s'il leur plaist lecture en la presence des Commissaires, & copie du commencement, du moyen & de la fin si il requierent. Et peuuent à ce reprocher & contredire si bon leur semble, & le pouuoir desdits les Commissaires le contient. Ce fait, & les tesmoins ouys tant d'un costé comme de l'autre lettres aussi produites & apporté au deuant tout ce que en forme & maniere de preuue fait à produire & à mettre auant reproches & saluations receuës, tant de l'un costé comme de l'autre, si les parties les baillent ou sont contrainctes, & la commission & pouuoir des Commissaires le porte & contient, ou si ce non, iceux Commissaires & lesdites parties se deporteront de ce faire & bailler.

De his omnibus vide amplè in tit. de modo conficiendi processus commissario. & superius alibi tit. i. allega. stil. cur. Parlemen.

Item les Commissaires peuuent & doiuent faire adiourner les parties tant demandeur comme defendeur pardeuant eux à certain & competent iour, pour voir clorre & fermer le procez ainsi & par la maniere comme il a esté conduit & demené pardeuant eux, & toutes les escritures & munimens à ce seruans enfermer & enclorre en certain sac, auquel sac tout doit estre mis & enclos en la presence desdites parties, tant demandeur comme defendeur, avec la premiere partie du procez verbal, comme cy dessus a esté dict, & toutes ces besoignes scellés & garnies

nies des seaux d'une chacune desdictes parties. Et ledict sac ainsi fermé & scellé, & avec ce euangeliser par dessus comme il appartient, iour doit estre assigné par lesdicts commissaires aux dessusdictes parties en la Cour & seigneurie dont le procès & la question descendent, aux premiers & prochains plaids après ladicte closure & ligature dudit sac, pour iceluy voir recevoir, ou le voir iuger & determiner à raisonnable & deuë sentence, si comme de droit & de raison il appartiendra.

S'ensuit une exception, à sçavoir si l'une des parties ou toutes deux ne pourroient auoir fait leur enqueste durant le pouuoir des Commissaires.

Item & si par aucune aduenture ou inconuenient il aduenoit que le pouuoir & temps desdicts Commissaires durant aucunes des parties contendans, ou toutes pareillement ne peussent ou sceussent auoir fait leur enqueste, par-ce que leurs tesmoins desquels aider se vouloient, ne peussent auoir eu à leur volonté, ou que lesdicts seigneurs commissaires pour plus grands leur affaires n'y peussent vacquer ou entendre: sçachez que pour ceste cause il ne demeureroit qu'iceux commissaires ne peussent ou deussent clorre, fermer & sceller le sac, si comme dessus a esté dict au debout de leur temps spécifié en leur lettre de commission, & ledict procès en tel estat comme il seroit ou fust renuoyé en la Cour aux souverains Iuges. Mais les deux parties comparans en ladicte Cour s'il y auoit aucune d'icelles qui demandast & requisit aux Iuges auoir temps prorogué & prolongué pour mieux & plus plainement informer la Cour & le Iuge, auoir le deueroient de droit, depuis que par la relation des seigneurs les commissaires, ou autrement deuient il apparait de l'exoine ou empeschement de la partie qui ce requeroit. Ou aussi se pourroit ce faire, si les parties se consentoient. Et ainsi peut on faire iusques à deux prorogations bonnemét, mais le Iuge y peut bailler prefixion de temps, comme il voit que le cas le desire, outre laquelle prefixion iamais ne doit estre pouuoir de commissaire prolongué ne renouuellé, & ainsi l'enqueste apportée en Cour, iugement si peut asseoir.

Des delais de faire enqueste, fait voir l'ordonnance de l'an 1539. art. 32. 33. & 34. & ce que M. Bourding a escrit.

De quod Index potest prafigere terminum peremptorium, intra quem amplius quis non auditur. l. Si ea. & l. Qui crimen, de ys qui accusare non possunt: & l. Si eod. de remissio. pigno. & l. Diffamari. C. de ingen. man.

Additio.

Des raisons que peuent alleguer parties deuant les Commissaires.

Or peuent venir qu'en ce partie de Commissaires difficulté s'y peut asseoir. Sçachez qu'aucunesfois que les parties alleguent deuant les commissaires, tant de raisons qu'il leur conuient cesser leur audition. Et lors si ce sont raisons à quoy on se doie arrester, & ce soient commissaires au lieu, ils peuent remettre & renuoyer à la Cour, pour-ce que prochains en sont, à fin que legerement puiſt sur ce estre ordonné, & la cause renuoyée aux commissaires pour proceder outre: mais si la cause n'estoit telle qu'on si deust arrester, il n'en conuient ja les commissaires cesser qu'ils ne pussent proceder en leurdicte audition & enqueste.

Rrrr

Mais bien peuvent faire en leur procès verbal mention des allegations de parties, à fin qu'au iuger le procès, raison en aduienne. Et si les commissaires sont donnez de la Cour de Parlement, & soient en loingtains parties, lors ne doiuent mie cesser leur enqueste, mais proceder en icelle, ou la difficulté des parties faire escrire, & tout mettre au sac du procès, & que le procès verbal en face mention de l'apporter à la Cour, à fin que la Cour face droit sur tout comme il appartiendra. Car dure chose seroit que pour friuole, cautelle, ou quelque raison d'aucune partie, les commissaires de si loing venus cessassent leur enqueste, quant à tout l'apporter droit se peut faire, & par ordre, &c.

Et toutesfois doit estre par les commissaires fort delibéré, si par raison alleguée ils doiuent cesser ou non, à la fin que chacune partie compare en personne, si le cas est personnel, ou si par Procureur ne sont receus à la Cour, car les commissaires ne doiuent de ce prendre n'adiouster. Et si c'est pour cas desirant que par Procureur on se puist comparoir si doiuent les parties, si presentes ne veulent estre, eux presenter par Procureur. Et ne suffist mie auoir eu procuration en Cour, que deuant commissaires ne conuienne auoir & mettre outre. Car illecques pourra estre telle chose dictée & arguée, que comment que procuration ait, n'autrement n'y auroit defection, car droit deuera sur ce qu'en sera trouué au sac, sans ailleurs recouurer, & pour ce est-il expedient que procuration y ait, si par autres que les propres parties y estoit procedé ne poursuui.

Du Procureur du Roy soy faire partie contre autre.

Item aucunesfois aduiant que le Procureur du Roy, ou le Procureur d'Office de la Cour, dont les commissaires sont baillez, se fait seul partie contre autre, que sur ce commissaires sont baillez en la cause, adonc pour reuerence d'office, suppose que le Procureur ne vint deuant commissaire au iour assigné, si le doiuent ils attendre, si default ne le comprennent deuant que le Procureur est en la cause, ou aucun autre substituer. Car le Procureur d'office ne peut on contumasser, pour ce qu'on ne sçait quelle necessité il a à cause de son office.

Nota de stil. cur. Parlamen. quod quandoque procurator Regis facit partem solus: & tum debet expectari, nec dari debet in eum contumacia: quandoque facit partem cum alio: & tum si est in facto diuisibili, tunc proceditur cum parte iniuriata: si vero factum de se indiuisibile est, tunc debet fieri processus insimul, & expectatur procurator regius. pro hoc ultra iura quæ hic possent allegari, vide in tit. de mod. conficiend. process. commiss. stil. cur. Parlamen. versic. item quandoque.

Que default ne se donne contre le Procureur du Roy.

Item est à sçauoir que contre le Procureur du Roy ne se donne mie legerement default, comme contre autre partie priuée, pour les exoine qu'il peut auoir pour le fait du Roy: mais toutesfois si le Procureur default à son iour, default peut estre donné, & peut auoir lieu sur ce partie aduerse, si ainsi n'est que le Procureur ait eutresloyal exoine pour le fait du Roy, & encores est tenu de mander & faire

ſçauoir au iour ſervant ſuffiſamment : ou autrement il y chet en default auſſi bien que feroit ſa partie aduerſe. Et ainſi fut il conſeillé par le conſeil du Roy à Paris, c'eſt à ſçauoir Monſieur des Marez, Maïſtre Iean Canart Aduocat du Roy noſtre Sire en Parlement, pour la Ville de Tournay contre le Procureur du Roy noſtre-diſt ſeigneur en Tourneſis. Et pour ce ſi toſt qu'aucune cauſe eſt commiſe en audition pardeuant commiſſaires, ne les commiſſaires ne le Procureur contre qui la cauſe eſt pour le Procureur, ne ſe doiuent partir de celle Cour, que le Procureur d'office n'ait en celle propre cauſe, & eſpecialle ſubſtitué aucun ſubſtitut pour luy, pour proceder en ladiſte cauſe comme de raiſon ſera. Et lors contre iceluy ſubſtitut on prent default & profit de default pour valoir tant que valoir doit : Car ſi le Procureur puis que c'eſt en cas de ſauuegarde enſrainte, ou delict tel qu'il eſt par la Cour, & la cauſe eſt par indiuis, lors peut le Procureur dire, tout ce que par ma partie adiournée ſera fait, ie l'aduoué par mon office, & requiers droit entant que toucher me peut.

D'eſtre l'une partie diligente, & l'autre non.

Item ſi c'eſt en cauſe de partie contre autre, & l'une des parties ſoit diligente, & l'autre non : ſçachez que lors peut eſtre procédé pour le diligent, & à ſa cauſe, comme le cas le requiert. Et contre le deſaillant, pour ce que le pouuoir des commiſſaires n'eſt qu'à r'apporter comme diſt eſt, & leur commiſſion eſt d'y proceder avec intimidation, que vienne ou non vienne, adex * ſera procédé à la requeſte du diligent. Mais à toutes les iournées indiciaires, c'eſt à ſçauoir, à toutes les iournées aſſignées pardeuant les commiſſaires, le deſaillant doit eſtre adiourné deux-ment, & appellé à l'huis de la maiſon où les commiſſaires font leur audition, & vienne ou non, les commiſſaires doiuent touſiours proceder en ladiſte audition, & de tout ce faire mention en leur procès verbal. Car ſçachez qu'auſſi bien le faut-il adiourner à chacune iournée qu'il a fait à la premiere, car toutes ſeruent au cas de l'audition, & auſſi bien l'une que l'autre : & ſi autrement eſtoit fait, la Cour mettroit le procès à neant, & le tiendrait pour inutile.

* *Adex* ancien mot François, qui ſignifie adonc ou lors.

Qu'on ne peut appeller des commiſſaires de Parlement.

Item peult & dois ſçauoir que des commiſſaires ordonnez de Parlement ne doit eſtre appellé. Et qui en appelleroit, ſi ne doiuent ils pour ce ceſſer en leur audition, car on ne peut neant plus appeller d'eux, qu'on peut appeller de Parlement, qui les commet. & ainſi fuſt il diſt par arreſt de Parlement. Et que pour les commiſſaires donnez de la Cour ſuiecte, peut bien eſtre appellé. Car lors faut diſerer les commiſſaires, & enuoyer la cauſe à la Cour dont ils ſont commis, pour doute d'atterter, & eſt le plus ſeur.

Item dois ſçauoir que les commiſſaires ſont donnez de Parlement ſeant, ſi ainſi n'eſt que leur pouuoir contienne Parlement ſeant. Si ſçachez qu'aucunes fois pourroit eſtre appellé, & oppoſé à l'un des commiſſaires, ou à tous les deux. Et dont ſi les commiſſaires voyent ce, ils

Rrr ij

doiuent cesser, & retourner à la Cour, & font leur honneur de ce faire, & toutesfois si les raisons estoient friuolles, & Poppoſant ne vouloit proceder sur protestation de ſouſtenir ſon oppoſition, & ſon oppoſition fuſt trouuée friuole: ſçachez qu'il perdrait ſa production, & demurerait en peril de ſa cauſe. Er pour-ce grand peril eſt d'alleguer contre les commiſſaires ou leur commiſſion ſans moult grand cauſe, & que on ſçache bien obtenir à ſes cauſes d'oppoſition, & pour ce y doit eſtre procedé ſur protestation, & pour-ce grand peril eſt de faire cesser l'audition pour la doute qui en dechet de perdre le temps à ce ordonné & commis. Car qui oppoſe friuolement, il ſe met en peril de perdre ſon audition, &c. Dont ie vey qu'en cauſe pendant en Parlement furent donnez deux parties de commiſſaires, les vns de Parlement, & les autres au païs. C'eſt à ſçauoir l'un par vne partie, & l'autre par autre partie. Aduint que l'une partie debourist l'un des commiſſaires, diſant qu'il auoit eſté du conſeil de l'autre partie, &c. Le commiſſaire ſentant de certain que non, pour ſon honneur ne vouloit aller plus auant en l'audition ſur ce, deuant qu'il fuſt conſeillé de la Cour. Si luy fuſt conſeillé que ſi la partie ne vouloit dire que ſommairement il pouuoit eſtre du conſeil & collation de partie aduerſe, que pour-ce il ne laiſſaſt à proceder en l'audition ſur ce, quand de faiçt ne le vouldroit alleguer: & l'autre partie vouloit qu'il procedaſt, & ſi le procedant ſur la ſuſpection ne vouloit proceder, à ſon peril fuſt, & au peril de ſon audition, & pour ce peur apparoir que en vne cauſe peut bien auoir deux paires de commiſſaires, donnez tous de la Cour, là où le cas & la matiere le requiert, & la cauſe pendant. C'eſt à ſçauoir, les vns commiſſaires pour vne partie, & les autres pour l'autre partie. Item peuuent bien encores eſtre donnez deux paires de commiſſaires, ſi comme deux d'un lieu, & deux de l'autre, & ainſi fut-il faiçt en la Cour de Parlement en vne cauſe, pendât entre noble homme Gerard des Pierres, & Guillaume Biholart en cauſe de delict, leſquelles parties eſtoient en Tournes, & furent mis en faiçts de commiſſaires donnez de la Cour. C'eſt à ſçauoir de la partie dudiçt Biholat demandeur, furent donnez commiſſaires à ſa requeſte, au lieu en Tournes, & par chacun deſdicts commiſſaires fuſt faiçte l'enqueſte à ſa partie appartenât & renuoyée à la Cour, & avec ce donnez où de droit il appartient.

Comment commiſſaires doiuent garder le ſtille de la Cour.

Item dois-je ſçauoir que commiſſaires doiuent dez à garder le ſtille de la Cour dont ils ſont donnez. Et la raiſon ſi eſt, car là conuient la deſiſion de cauſe querre iugement & fin. Et ſi deuant eux eſtoit propoſé choſe qui ne fiſt debat à aller auant en audition, ils ne doiuent leur audition ſur ce cesser: mais doiuent proceder, en faiſant mention des allegations des parties en leur procès verbal, afin que tout rapporté en la Cour droit ſe puiſt faire. Et ſi les parties ne ſe vouloient de ce conſentir, ſi les peuuent les commiſſaires ordonner à eſcrire leurs raiſons, que ſur ce uenent maintenir, à rapporter à certain iour, & icelles raiſons mettre au ſac, à fin que droit ſ'en puiſt faire par la Cour, & que l'audition ne ceſſe mie

pour ce, ne pour simple accessoire, & que la verité n'en soit sçeuë, puis que ce ne seroit chose de tel effect, en la cause que les commissaires verroient sur ce qu'ils en feroient en l'audition, parfaissant ne fust mis à neant par la Cour. Car lors deueroient les commissaires remettre le cas à la Cour, & parties sur ce adiournées à certain iour, pour en estre déterminé par la Cour, comme par le Iuge. Et pendant ce doiuent cesser les commissaires en leur audition, iusques que par la Cour en sera ordonné, & autrement ne doiuent cesser. Et pour ce il est tres-expedient de bailler en vne cause, sages & experts commissaires, & qui sçachent voir pourquoy ils doiuent cesser, & pourquoy non.

Car autrement vn cauteleux feroit arrester l'audition par cautelle, ou subriles voyes, & lors à la requeste de l'autre partie doiuent estre ouuert, & procedé en outre, si ainsi n'estoit que la partie contrariant alleguast cause euidente que la diffinition des commissaires sentist que cause y eust eu, si que dessus est dict.

Et pour cause qui de raison n'est à receuoir ne doiue estre arresté. Mais s'il alleguoit que le sac eust esté descellé, combien que lié fust ou les articles des scelez, ou scellé d'autre scel estrange, ou tellement deffacé qu'on n'y cogneust empreinte en forme, ou autres semblables causes qui bien sont à receuoir : lors ont bien les commissaires cause de cesser, tant que pourueu y soit de la Cour.

D'affirmer outre l'article.

Item si l'une partie ne vouloit iurer d'affirmer & respondre aux articles, si trop euidente cause n'y monstroir, pourquoy les commissaires deussent cesser, cesser ne doiuent. Car de ce y chet peu d'excusation ne de contredit qui face à receuoir. Mais y doit estre diligemment procedé au iour qui suit à son pouuoir, le diligent soit à affermer, ou à respondre. Et la partie diligente requerra que par sa negligence & deffaute, il en soit forclos & debouté, puis qu'au iour sur ce assigné ne l'a fait, & que ses raisons demeurent seules, comme non contredictes, & non debatues. Et de ce rescrire doit, & l'autre partie y contredire, & vueille monstrier raisons au contraire, sçachez que sur ces débats, les commissaires doiuent remettre le cas à la Cour, & aux parties sur ce donner & assigner iour certain & competant pour auoir determination du cas.

De huiusmodi responsione ad articulos aduersæ partis per verbum credit vel non credit: vide Masuer. tit. de probatio. & versicul. coram Iudice: usque ad versicul. Item si fiscus. & si pars fuerit contumax in respondendo, virum propter unam contumaciam tantum articuli habeantur pro confessis. videtur dicendum quod non iuxta ea quæ dicuntur gloss. final. in cap. final. de confess. in vj. & de ista responsione ad positionem fienda per verbum credit vel non est ordinatio utilis regis Ludouici XII. articuli. 16.

Additio.

La pratique de respondre par credit vel non, est abolie par l'ordonnance de l'an 1539. Mais se peuuent les

parties faire interroger l'une d'elles l'autre, sur faits & articles pertinens & concernant la cause, preallablement communiquer: & y doiuent respondre pertinemment & categoriquement: & à faute de ce faire les faits seront tenuz pour confessez & auerex, art. 36. 37. & 38.

Rrrr iij

Car c'est bien cas de cesser l'audition autant que peut estre tout & que sur ce en pourroit estre en parfaire l'audition pour le negligent, qui pourroit estre dié & compté pour nul. Et pour ce loist bien que telle doute soit remise en Cour : & si à affermer ou à respondre vient, sçachez qu'il n'appartient qu'on laisse les parties respondre fors au cas du propos fait de l'article de croire, ou non croire, sans fausser ne gloser son respons, & autrement ne doit le commissaire laisser faire. Car ce seroit laisser donner trouble à la cause, & faire comme nouuel article, qui ne se doit souffrir.

De partie demander respit pour respondre à vn article.

Item & si l'aduenoit qu'aucune partie ne voulsist respondre à vn article, & en demandast respit pour luy aduiser, on luy doit donner à l'endemain. Et si adonc ne vouloit respondre, les commissaires le doiuent sommer par premiere, seconde & tierce fois, qu'il responde & voye auant comme il appartient, ou autrement il y procederont comme de raison sera. Lors ne doiuent point cesser les commissaires, mais doit estre cotté contre l'article ou marge de roolle des articles, la sommation que faicte en a esté, & comment il n'y a voulu respondre, & neantmoins sont les commissaires allez auant: au surplus s'y pouruoye la discretion du Iuge, & ce est fait, à fin qu'à visiter le procès il y soit ordonné comme il appartient.

Cecy ne s'observe plus, ains faut suivre ladicte ordonnance de l'an 1559.

Item la forme d'y respondre, est croire ou non croire, en negatif ou suppositif, ou impertinent, ou si de droict estoit l'article, il chet en la discretion du respondant, & en l'adiourné de l'article. Car autrement ne se peut bailler bonnement doctrine, & toutesfois en est traicté au premier liure.

Adde ea que habentur in tit. de protestatione quam debet facere, &c. in stil. cur. Parlamen.

Item en ceste partie appartient assez à faire protestations certaines, si comme les sages font. C'est à sçauoir ie fais protestation, que si ie responds à article negatif, ou à article suppositif, ou article de droict, response impertinente, que ce ne soit compté pour response, qui nuire ou dommager puist au droict de ma cause, ne porter preiudice, & tous autres protestations pertinentes, & requerant coppie des diffamatoires & responses de partie aduerse, laquelle chose leur doit estre baillée par les commissaires.

Des iours assignez aux parties par les commissaires.

Item les commissaires doiuent assigner certains iours aux parties de productions, & premier au demandeur en la cause, pour voir iurer les tesmoins l'un de l'autre : ou intimation que vienne ou non, la partie qui aura iour à faire iurer, pour ce ne demeurera qu'on ne le face iurer, & qu'il ne soit ouy en la cause, & si partie y est, on doit le tesmoin ou tesmoins faire iurer en sa presence, & puis luy doit estre demandé par les commissaires, si il sçait que dire aux tesmoins, pourquoy ils ne puissent estre ouïs pour la partie qui le produire contre luy, & si reproche y sçait dire, qu'il vaille telle qu'il voudroit ou pouroit dire qu'il appartiendroit que ce fust fait, qui desiroient preuue, si n'estoit reproche qui

desirast preuue, on le doit faire apporter par escrit, & mettre au procès, & les saluations de partie, aussi que par la Cour soit veu, & pour ce ne demeureroit que ne fust ouï le tefmoin, pour sa deposition valoir, ce que pourroit & deueroit valoir par raison. Mais si le tefmoin confessoit la reproche en presence de commissaires, telle qu'il ne peust estre ouï par droict, lors ne le deueroient ouïr les commissaires, & en deueroient faire mention en leur procès verbal: mais ceste matiere aduient peu souuent. Car par generale reigle de ceste matiere, il est accoustumé que les parties accordent que tesmoins peussent estre ouïs, aussi bien en absence qu'en presence, & non adiournez par si qu'en fin d'action chacun ait noms & surnoms de tesmoins produicts d'un costé & d'autre, & qu'ils pussent bailler reproches & saluations, & tout ce qu'a forme de procès appartient, soit contre personne produicte ou lettres, & ceste forme leur doit estre accordée par les commissaires, & en doit faire le procès verbal expresse mention. Si sçachez que la forme de faire iurer les tesmoins, d'iceux examiner, trouuerez en la rubriche qui de ce fait mention qui dist, des tesmoins, d'iceux examiner, &c. Mais bien se doiuent prendre garde les commissaires que sur vn article ils ne oyent que dix tesmoins. Car l'ordonnance du Roy le defend. Item se prennent garde les commissaires que la deposition des tesmoins soit mise par escrit en belle forme chacun par luy, & que le tefmoin ait rendu cause comment il sçait ce qu'il depose, & si sçait par auoir esté present, ou par ouïr dire, en quel temps, en quel lieu, & quel iour, pour quoy, & en quoy, si ils sont requis de ce dire, s'ils en ont eu don ou promesse. Car tefmoin qui ne rend cause de sa deposition, à telle deposition ne doit estre arresté. Item si lettres sont produictes en forme de preuue, lors faut partie appeler pour les voir mettre outre, & en doit auoir lecture & coppie du commencement & de la fin tant seulement, à fin que si reproche y veur bailler, que faire le puiſt, & fust de mettre en preuue coppie: mais que les originaux soient apportez deuant les commissaires à la partie contre qui c'est à faire, & que collation en soit faite en presence des parties mot apres autre, & qu'ainsi soit enregistré au dos des parties qu'on met en preuue, & prouue comment les originaux y sont sains & entiers, veu & tenu à tel iour.

De la closture du sac.

Item ensuit de la closture du sac. Sçachez que les commissaires leur enqueste faite, doiuent faire les parties conuenir pardeuant eux à certain iour, & là doiuent auoir tout le procès, & toutes les parties chacune à par luy: & doit estre sur chacune partie au dos cortée par le nombre de lettres, a. b. c. &c. sur chacune piece vne lettre doit estre contre-roollé au procès verbal de piece en piece, & aussi tout monſtré aux parties, & en leur presence doit estre tout mis au sac, & le sac clos & scellé des seaux des Commissaires en la presence des parties, & ce fait les Commissaires doiuent assigner aux parties, & donner iour en Cour pour voir receuoir l'enqueste, mais

Cecy ne s'observe, comme a esté cy dessus noté: par ce que le commissaire doit ouïr les tesmoins sans preiudice des reproches & saluations, cōme a esté iugé par arrest du 14. Mars, 1532. & autres.

Cecy est hors d'usage: car sans appeler les parties le commissaire peut clore le sac & le renuoyer clos & scellé en la Cour.

Le commissaire n'assigne plus iour aux parties en la Cour pour voir receuoir l'enqueste, mais

La partie qui a fait faire & rapporter l'enquête, après avoir baillé copie du procès verbal au Procureur de la partie adverse, en doit demander la receptio: ce qui se faisoit cy deus en l'audience, mais à present les Procureurs des parties passés appoinctement de receptio d'enquête, sans prejudice des moyens de nullité & reiect & des reproches, & des réponses & saluations au contraire.

& icelle iuger à droict, & doit de ce faire mention le procès verbal, & la doit conclurre, & le procès verbal: & de lors en auant doit estre le pouuoir des commissaires finy, ja fust ce que leur temps de ce pouuoir ne fust mie encore expiré. Car pour autre chose n'ont pouuoir, fors pour l'enquête faire & parfaire: & puis que par closure du sac, & par adiournement qu'ils feront des parties en Cour, pour voir iuger icelle enquête, dès lors leur commission est finée. Car ja l'ont r'enuoyée en Cour, &c. Et fil aduenoit qu'aucune des parties ne voulsissent conclurre à clorre le sac, & à recognoistre leur piece, sçachez que pour ce ne demeureroit mie que les commissaires ne procedassent à la closure, mais il conuiendrait qu'ils fissent mention en leur procès verbal, & rescriussent comment à ce l'auroient suffisamment adiourné, & les raisons que partie allegueroit à fin de non clorre, & non conclurre, & tout mettre au sac du procès, si que par la Cour y puint estre pourueu, & pareillement se deueroit il faire en default de non comparoir au iour de clorre. Item doiuent les commissaires prendre & auoir Clerc en leur audition agreable aux parties, auquel ils facent iurer sur saintes Euangiles que loyaument il fera le fait de ladicte enquête sans faueur, ne haine à vn ne à l'autre, & cellera les secrets de la cause, & y vacquera par les iournées assignées, sauf loyalle exoine, qui fera sçauoir de temps & d'heure, à fin que les parties ne fussent dommagées ne perturbées en maniere aucune.

La teneur du pouuoir des commissaires.

LE pouuoir des commissaires doit contenir ceste forme. Tristan du Boys seigneur de Famechon & de Raincheul, Cheualier & Conseiller du Roy nostre Sire, & Gouverneur des Bailliages de Tournes, & des appartenans.

Ce formulaire ne s'observe plus: & ce n'est pardeuans le commissaire, ains pardeuans le Juge de la cause, que les parties doiuent affermer leurs faits, conclure en enquête, & bailler reproches & saluations de tesmoins, produire tilres & lettres, & bailler contredits & saluations.

À nos biens amez tels & tels. N.N. &c. hommes Conseillers de la Cour du Roy nostre Sire en la Ville & Cité de Tournay. Nous par l'accord & consentement des parties, c'est à sçauoir de tel demandant à l'encontre de tel defendeur, lesquels ou contend & procès qu'ils ont en ladicte Cour, sont ordonnez en faits contraires, & enquestes sur ce faire, si comme par les escritures d'une partie & d'autre vous apperra, lesquelles nous vous enuoyerons closes & scellées sous contre-scel de ladicte Cour. Si vous mandons & commandons que parties appellées pardeuant vous, icelles escritures & raisons ouuertes, vous les faites affermer & respondre, si comme ordre de droict le requiert à faire, en faisant appeller & conuenir deuant vous tous les tesmoins que lesdictes parties vous feront donner & requerir pour tesmoignage de verité porter en ladicte cause. Item de faire iurer à déposer verité eux examiner & ouïr, avec toutes lettres ou munimens qu'administrer & produire voudront, recevoir le procès & saluations si bailler les veulent lesdictes parties, & conclurre en enquête, clorre & fermer l'enquête & procès sur ce fait, & aux parties assigner iour, & retourner en Cour pour ladicte enquête voir recevoir & iuger à fin deuë & raisonnable, & tout ce auoir fait dedans le terme & espace de trois mois inclus, si comme le stile de la Cour de

de Parlement l'enfeigne : C'est à ſçauoir, le premier mois pour la premiere production ; dedans lequel temps ſoit affirmé & reſpondu aux dictz articles d'une part & d'autre. Le ſecond mois pour la deuxieſme production. Et le tiers mois pour la derraine & tierce production. Si leſdictes parties ouies d'un coſté & d'autre par ladicte Cour, autrement par prorogation & delayement n'y eſtoit pourueu, de ce faire vous donnons pouuoir, mandons & commandons à tous les iuſticiers & officiers dudit Baillage, prions & requerons tous autres qu'à vous en ce faiſant diligemment ſoit obey & entendu.

La teneur de la comiſſion deſdicts comiſſaires.

Comiſſion des comiſſaires doit eſtre ainſi cauſee & titulée: Tels, &c. comiſſaires commis & deputez par noble & puiſſant Mōſeigneur le Gouverneur des Baillages de Tournay & Tournaiſis, au premier ſergent ſur ce requis ſalut. Nous auons receu lettres dudit Monſeigneur le Gouverneur en nous donnant pouuoir de comiſſaires en ceſte partie, dont la teneur ſenſuit. Triſtan du Boz, &c. Par vertu deſquelles lettres vous mandons & commettons que vous à la requête de tel, &c. Adiournez à tel iour, &c. tel, &c. pardeuant nous aux iours enſuiuans que nous vacquerons à l'audition de l'enquête pour voir & ouïr les articles à nous ſur leur contens & procès enuoyez clos & ſcellez, iceux voir & affermer & y reſpondre comme ordre de droict le requiert, voir iurer les teſmoins que produire voudra, lettres ou munimens, voir produire ſi meſtier eſt. Conclurre en enquête & audition, voir fermer ladicte enquête & audition au iour assigné, retourner en Cour quant temps & lieu en ſera, en la forme & maniere qu'en tel cas eſt accouſtumé, & par le pouuoir à nous donné & commis le pouuons & deuons faire, avec intimidation que vienne ou non, nous procederons en ladicte enquête & audition, comme il appartiendra de raiſon à faire, & avec ce adiournez audit iour & iours enſuiuans de noſtre-dicte enquête tous les teſmoins qu'il vous demandera & requerra à adiourner pour porter teſmoignage de verité en la cauſe, ſi auant qu'ils le ſçauront, de ce faire vous donnons pouuoir, &c.

La teneur de la reſcription dudit ſergent.

La reſcription du ſergent doit eſtre telle. A treſſagés & honnorez mes tres-chers ſeigneurs & maîtres tels, &c. honneur ſeruice & reuerence avec toute obeïſſance. Mes tres-chers ſeigneurs plaiſe vous ſçauoir que j'ay receu vne comiſſion, parmy laquelle ceſte miēne reſcription eſt annexée, de laquelle comiſſion ie pour icelle enteriner à la requête de tel denommé en ladicte comiſſion le troiſieſme iour de May me transportay en la Ville de ſainct Amand en Peule, où il me fuſt dict que tel, &c. eſtoir demeurant, lequel en la preſence de tel ſergent à moy preſté pour voir faire mon exploict par le Preuoſt d'icelle Ville, i'adiournay tel, &c. à comparoir au iour denommé en ladicte comiſſion pardeuant vous à Tournay en l'hoſtel de tel, &c. où vous auez eſſeu à tenir & faire voſtre audition, à voir faire & accomplir la teneur de ladicte

Ceſt ancien formulaire ne ſe pratique plus.

ſiſſ

commission, & tout par la forme & manière que par icelle appartient à faire. Lequel me respondit que bien auoit oüy ce que dit auoye, & me requist à auoir coppie de ma commission & rescription, laquelle ie luy accorday si auant que de raison le pouuoie & deuoye faire. Item à la requeste dudict tel denommé, si que dict est en madiete commission, adiournay aussi tels, &c. audict iour & lieu pardeuant vous pour deposer tesmoignage de verité en ladicte cause. Lesquels me respondirent qu'ils se gardoient de meffaire, & iacoit ce que plusieurs autres tesmoins me fussent denomez à adiourner pour ledit tel, &c. Toutesfois pour certaines causes que i'auoye touchant mon office de sergenterie, & pour le Roy nostre Sire, n'en peux plus adiourner pour lors, mais bien me requist qu'autres iours les vouliste adiourner, laquelle chose ie luy accorday. Tout ce vous certifie ie auoir fait par ceste presente rescription scellée de mon scel, lequel i'ay mis à ces presentes lettres en tesmoin de verité. &c.

La maniere de faire son procès verbal.

A present les commissaires sont plus amplement leurs procès verbaux : auxquels sont cotenus les comparances des parties, ou défauts contre les non comparans, leurs remonstrances, allegations et protestations, prestations des sermens des tesmoins, et conclusions jusques au iour du delay porté par la commission ou appointment de faire enqueste. Et les procès verbaux se font hors le sac, & se baillent aux parties.

La forme de procès verbal si doit estre telle. L'an de grace 1392. Nous tels commissaires commis & deputez en ceste partie receués les lettres de noble & puissant Seigneur Monseigneur le Gouverneur de Tournes, à nous donnans & attribuant pouuoir de commissaire, dont la teneur sensuir. Tritan du Bois, &c. Lequel pouuoir sera trouué au sac de ce present procès signé au dos par A. par vertu duquel pouuoir, &c. à nous commissaires adressans à certain sergent du Roy pour adiourner ceux qui seroient à adiourner, laquelle commission & rescription sur ce faite seront trouuez au sac signé au dos par A. Et pareillement pour partie aduerserle pouuoir de commissaire, commission & rescription qui sera trouué audict sac signé au dos par tel signe, &c. Et ainsi de piece en piece, tant d'une partie comme d'autre, tout mettre, signer & rescrire toutes iournées tenues par lesdicts commissaires jusques au clorre le sac.

Comment on doit euangeliser le procès.

La forme d'euangeliser le procès, si est l'euangile appelée vne cedula qui doit estre consignee au dehors du sac qui doit ainsi contenir. A noble & puissant seigneur monseigneur le Gouverneur des Bailliages de Tournes, tels & tels commissaires commis & deputez par vous en la cause pendante en la Cour du Roy nostre Sire à Tournay. Et laquelle cause nous vous faisons scauoir que nous auons procedé & allé auant pour enquerir la verité de la cause au plus diligemment que nous auons sceu : & que par le pouuoir auons sur ce donné le pouuions & deuions faire, & que le procès que nous auons sur ce fait, lequel nous vous enuoyons clos & scellé de nos seaux avec lesdictes parties sur ce adiournées à tel iour, &c. pardeuant vous ou vostre Lieutenant en la Cour du Roy dessusdicte pour voir iceluy procès recevoir, & en outre comme il appartient. Donné, &c.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

DEUXIESME.



V liure escrit à la main que i'ay a d'autres tiltres deuant cestuy-cy : mais à la verité y en a d'aucuns semblables au premier liure : toutesfois on pourra adiouster à la fin de l'œuvre, ceux qui defaillent au liure imprimé. Quant aux Iuges, en l'ancien droit Romain ils estoient entendus à la comparaison des Magistrats, ceux qui estoient donnez & depuiez par le Preteur ou autre Magistrat ayant iurisdiction, pour cognoistre des causes prinées entre les parties & en iuger. Mais depuis iours Magistrats & Officiers ayans authorité de iuger ont esté appellez Iuges, meismes en France, tant des Cours Souueraines qu'inférieures, tant Royaux que d'autres seigneurs, tant Ecclesiastiques que séculières. Toutesfois pour monstrier des qualitez requises aux Iuges, on allegue souuent ce qui en est traité aux liures du droit Romain & Canonique : outre ce qui en est ordonné par les ordonnances Royaux. Tous ceux sont capables d'estre Iuge, qui n'en sont prohibez, l. Cum Prætor. D. de iudic. & aucuns sont prohibez par nature, autres par la loy, & autres par les mœurs & coustumes du pais, d. l. Cum Prætor. par nature le sourd, le muet, le furieux, & le mineur : on entend le sourd de nature, ou auquel tel inconuenient est aduenü qu'il ne peut nullement ou difficilement entendre, pour les raisons notées, in l. Iudices. & seq. C. de iudic. l. De minore. §. tormenta. D. de quæst. & autres qui se pouuent aussi alleguer pour le muet : d'autant que le Iuge doit entendre les parties, & pronocer sur leur differend. Le furieux n'est aucunement capable d'estre Iuge, pour la perturbation & transport de son esprit, encores qu'il ait des apparens interualles, par ce qu'il est autant dangereux d'auoir en la Republique des Magistrats insensés, que des meschans, vt scribit Eschines, & que l'experience auroit souuent demonstré. Quant au mineur, j'ay mieux aimé dire ainsi, que de dire impubere avec le Iuriconsulte in d. l. Cum Prætor. d'autant que par les ordonnances Royaux nul n'est admis à office de iudicature, qui n'ait atteinct l'age de vingt cinq ans. Et par icelles sont prescripts & ordonnez les aages que doit auoir chacun pour estre pourueu de tel office, soit aux Cours Souueraines, ou aux Bailliages, Seneschauces, Preuostez ou autres iustices. Plato lib. 3. de Republica, non iuuenem, sed senem bonum iudicem esse oportere scribit, exemplo boni medici. Nous en auons plusieurs autres authoritez à ce propos, qu'il seroit trop long de reciter : sont prohibez par la loy d'estre Iuges, ceux qui en sont indignes, comme s'ils ont esté condamnez pour crime infamant, ou priuez des offices qu'ils auoient, pour semblable crime, & declarez incapables d'en tenir : qui turpi iudicio damnati sunt, vt ait Cicero pro Cluentio. & ceux aussi qui n'ont la science du droit, qu'on distingue pour le regard des Cours Souueraines, & Iuges Royaux desquels les appellations ressortissent en icelles, qu'ils doiuent estre versez en la Iurisprudence, & y auoir acquis degre & qualité, & en la pratique du droit François : & pour le regard des Iuges inférieurs & subalternes, qu'ils doiuent, pour le mains

Ssss ij

estre entendus en la pratique; à quoy on peut rapporter, l. Nemini. C. de Aduocat. diuersi. iudic. Nouel. 82. de Iudicijs. & 161. de Prouinc. Præsid. sont prohibez par les mœurs des femmes, qui ne peuuent par le droit Romain ne par le droit François estre Iuges ny Arbîtres, d. l. Cum Prætor. l. 2. D. de diuersi. regul. iur. l. ult. C. de arbit. & encores qu'elles comme aussi les impuberes ayent iustice à cause de leurs terres & seigneuries, si ne peuuent les uns ne les autres les exercer eux mesmes: toutesfois on remarque aux Annales de France que la Comtesse de Flandres se seroit trouuée avec les autres Pairs au iugement de Robert Comte d'Artois, en la presence du Roy, l'an 1315. Mais tels exemples rares ne doiuent estre tirez en consequence. Je ne veux entrer en dispute de la raison de telle prohibition, seulement ie diray que la pudeur de la femme chaste & modeste, la doit retirer des compagnies & affaires publiques. Il y a encores en quelques pais des constumes pour la creation & institution des Maïres ou Majours, qui ont iustice; mais ceux qui ne sont indigenes & naturels du lieu, & quelques autres du pais mesme, ne peuuent estre admis à tel estat, & charge. Quant au surplus de ce qu'il traicte icy selon le droit Romain, & quelques anciennes ordonnances des Iuges qui ne peuuent estre du pais, & n'y faire contrails avec les suiets, & d'estre tenuz d'attendre quarante iurs en la Prouince, apres le temps expiré de l'exercice de leur charge & office, il ne s'observe plus en France, apres l'ordonnance de Loys XI. qui aueroit fait les offices Royaux perpesuels, vt testatur Gaguinus lib. 10. cap. 2. & la recue Ausierius tit. de excell. offic. cap. 60. §. præterea. I'en ay cy dessus plus amplement escrit au premier liure, qu'il n'est besoin de repeter.

b. On fait deux espèces de Iuges, les uns ordinaires, & les autres deleguez. Les ordinaires sont ceux qui exercent une iustice ordinaire, dont ils sont pourueus en tiltre d'office, soient Royaux, ou des seigneurs ayans droit de iustice en leurs terres & seigneuries: toutesfois y a difference entre iceux, par ce que les Royaux ne se peuuent reuoker, que par destitution & priuation pour crime: & ceux des seigneurs sont reuocables & destituables à la volonté d'iceux, si non qu'ils en eussent esté pourueus pour remuneration & recompense de seruices, comme porte l'Edit de Roussillon de l'an 1564. art. 27. & a esté iugé par plusieurs arrasts de la Cour, tant auparauant ledit Edit que depuis, & entre autres du 23. Septembre, 1595. les deleguez sont ceux qui sont commis & deputez à certain acte de iurisdiction, soit que le Roy, une Cour Souueraine, ou autre magistrat les ait commis & deleguez. Au droit Romain souvent est faite mention des Iuges deleguez par le Prince, comme aussi au canonic de ceux deputez par le Pape, & Iul. Capitolinus Marcum Imperatorem scribit in Senatus honorificentiam, multis & Prætorijs & Consularibus & priuatis decidenda negotia delegasse, quod magis in exercicio iuris eorum cresceret auctoritas. Mais entre les deleguez du Prince ou d'une Cour Souueraine, & ceux deleguez par un Magistrat inferieur, y a grande difference; par ce qu'iceux peuuent estre deleguez avec pouuoir de iuger: mais l'inferieur Magistrat ne peut deleguer si non pour l'instruction, & non pour le iugement, qui doit demeurer par deners luy, iuxta Auth. Apud

eloquentissimum. C. de fide instrum. Car seroit transferer sa iurisdiction, en un autre : ce qu'il ne peut & ne doit faire. Par ce que j'ay traité ailleurs de ceste matiere, j'adjoûteray seulement qu'à present les Lieutenans des Baillifs, Seneschaux & Prenoſts Royaux, ne ſont pourueus par eux, ains par le Roy en tiltre d'office, perpetuez, & non deſtituables, ſi non pour crime, & forſuicture, comme j'ay dict cy deſſus : dont on peut voir les ordonnances eſtans au Code Henry.

Ce qui eſt icy traité des aſſeſſeurs pris des tiltres des D. & C. de offic. adſello. & de adſeſſorib. n'eſt plus en uſage en France : par ce que non ſeulement és Bailliages, Senſchancees & ſieges Preſidiaux, ains auſſi és Prenoſtez outre les Lieutenans generaux, y en a de particuliers & des Conſeillers pourueus en tiltre d'office. & qu'on peut appeller perpetuels & ordinaires : par ce qu'en l'abſence ou reuſaſion des Lieutenans, ils tiennent le lieu & place des Juges, & en pareille authorité. Anciennement les aſſeſſeurs n'eſtoient du nombre des Magiſtrats & Officiers, ains certains hommes verſez en droit ou pratique, que le Magiſtrat appelloit au conſeil : vt ex d. tit. conſtat. & ex Tertullian. lib. ad Scapulam. lul. Firmic. lib. 2. Mathel. cap. 5. Lamprid. in Alexandro Seuero. & al. Car comme à Rome prætores, Proconſules, Præſides aliq. Magiſtratus, auſſi en France iadis les Baillifs & Senſchaux, qui eſtoient Gentils-hommes, n'eſtoient verſez en la iuriſprudence ou pratique, & neantmoins exerçoient la juſtice : & comme dict Cicero pro Plancio, de Populo Romano, auſſi lors le Roy Magiſtratum virtute & innocentia contentus erat. quorū enim quique diſertus, quorū quique iuris peritus erat ? C'eſt par quoy ils appelloient des aſſeſſeurs qui j'aſſeioient aupres d'eux, & leur aſſiſtoient au iugement des cauſes & procès. Mais à present tell ſorme eſt bien changée, comme appert par les ordonnances recitées au Code Henry.

De l'office des ſergens eſt amplement traité aux ordonnances, & cy deſſus au premier liure, & autres liures de pratique. Plusieurs ſe travaillent ſur l'etymologie du terme ſergent, & aucuns le denient du latin Cæſariani, qui erant officiales procuratoris Cæſaris, l. 9. C. de pœnis proſcript. l. 5. C. de iure ſicci. Mais mal à propos : & ne faut chercher des langues eſtrangeres, les etymologies des mots, qui ſont primitifs en la ſienne naturelle. Sergent eſt un propre terme François ſignifiant celui qui ſert ayāt quelque charge & commandement, & ainſi ſe prend aux anciens liures d'hiſtoires, & Romains. En Caſſiodorus & autres ſemblables Auteurs, on liu Saio, qu'aucuns prennent pour ſergent. En France y a des ſergens de diuerſes eſpeces & qualitez, tant de cheual que de pied & à verge, & meſmes aucuns qui ont pouuoir d'exploiter par tout le Roïaume : dont faut auoir recours auxdictes ordonnances. Par icelles appert que les ſergens ne peuuent faire exploits ſans auoir deux records ou reſmoins, les noms deſquels, qualitez & demourances ils doiuent inferer en leurs exploits, & leur faire ſigner. ſils peuuent ſigner, ſi non faire mention de ce qu'ils auroient déclaré ne pouuoir ſigner, ſur peine de nullité de leurs exploits, deſpens, dommages & intereſts des parties, ordonné de l'an 1566. art. 32. 1568. art. 3. & de l'an 1579. eſtats de Blois, art. 173.

desquels exploits ils doivent laisser coppie à la partie, contre laquelle ils exploitent en parlant à la personne ou au domicile. & adiouster au bas de leurs exploits, ce qu'ils auront pris pour leurs salaires. Ce quine s'observe à present par la negligence des Iuges qui denroient estre plus severes envers les sergens malversans en leurs offices, & contrevenans aux ordonnances : dont j'ay discouru ailleurs.

c L'estat d'Aduocat est honorable, auquel est requis qu'il soit versé & en l'art oratoire, & en la iurispudence, ayant eu cognoissance des autres sciences appellées humaines & ingenuës ou nobles. Anciennement à Rome on faisoit difference, inter oratorem & patronum qui causas agebat, & Aduocatum qui ius suggerebat, aut presentiam suam commodabat amico, vt ostendit Cicero pro Cluentio, & Asconius Pedianus. Mais depuis on a pris l'Aduocat pro oratore & patrono, & sa profession togata siue literata militia dicitur, in Nouel. Valentiniani. de postul. In panegyrico ad Pisonem.

———— licet exercere togatæ

Munera militiæ: licet & sine sanguinis haustu

Mitia legitimo sub iudice bella mouere.

Toutesfois comme à present on entend le tiltre de Cheualier, il ne se peut accommoder aux Aduocats. A Rome & à Constantinople sous les Emperours, desquels les constitutions sont au Code de Iustinian, tit. de Aduocatis diuersi iudic. y auoit certain nombre arresté d'Aduocats, qui statuti dicebantur, & pleräque priuilegia habebant reuerentia studiorum, vt ait l. 5. C. cod. & y en auoit d'autres, qui supernumerarij vocabantur, sed ij priuilegiarij non erant, vt scribit Cuiacius in Parat. ad d. tit. Aduocati statuti auoient des gages du public, quæ solatia dicuntur in l. 5. C. cod. duquel tiltre & des autres ensuiuans est pris ce qui est icy traité. Pour les salaires des Aduocats soit pour plaider, escrire ou consulter pour les parties, il n'est besoin de reciter la loy Cincia & autres anciennes loix, ains seulement leur proposer que leur salaire honorarium & non merces vocatur, & partant ils doivent prendre vn moderé & licite honoraire, vt traditur in l. 1. §. in honorarijs. D. de extraord. cognit. & non marchander & exiger, vltra modum legitimum. Par les ordonnances de Charles VII. de Charles VIII. de l'an 1425. Loys XII. de l'an 1570. & François I. de l'an 1535. le temps est limité de deux ans aux Aduocats & Procureurs pour demander leurs salaires; Il y en a qui ne parlent que d'un an, mais la pratique est plus recente de deux ans. J'adiousteray que puis que l'estat d'Aduocat ne faict perdre au noble son tiltre & priuilege de noblesse, il le doit noblement exercer sans imiter ceux que Cuiacius appelle iustement vulturios togatos. l'en ay discouru ailleurs plus amplement.

f Anciennement ny auoit des commissaires examinateurs en tiltre d'office, qu'au Chastelle de Paris: mais à present y en a en tous les sieges de Bailliages & Seneschauces, créés & establis par Edicts, qui peuent faire les enquestes, & interrogatoires des parties. Mais comme antresfois a esté iugé que les enquesteurs ne pouuoient faire descente sur lieux, & sur la figure reporter

Et recoller les tesmoins, par arrest du 8. Juillet, 1527. Et autres: aussie seroit d'aduis que les commissaires examinateurs ne le pourroient faire: par-ce que c'est acte de iurisdiction contentieuse, Et dont le Iuge doit auoir oculaire cognoissance, par ce que souuent la decision Et iugement du procès en depend, comme i'ay monstre au liure premier, traitant de la venë. Mais le commissaire soit en tiltre d'office, ou seulement delegué ne peut prendre cognoissance de cause des differends qui se proposent pardenant luy, ny en ordonner, ny mesmes des causes de recusasion contre luy proposées, ains en doi'r enuoyer la cognoissance au Iuge de la cause Et procès: Iugé par arrest du 12. May, 1545. L'enquesteur ou commissaire ne peut proceder au fait d'une enqueste, sans adioinct, qui necessairement la doit signer, par arrest du 7. iour d'Aoust, 1546. Et cy deuant les parties en conuenoient, ou estoit denommé d'office par le Juge: mais à present y a des adioincts establis en tiltre d'office. Le commissaire ne peut rien faire d'auantage que ce qui luy est mandé: tellement que ce n'est pardenant luy que se fait la production des tiltres, ne les autres procedures concernans l'instruction Et conduite du procès: ains c'est au Iuge d'en reigler les parties. Et la plus grand' part de ce qui est icy traité des commissaires, est à present hors d'usage, comme i'ay noté aux marges: Et partant faut voir les nouueaux styles de Parlement, Et de Chastelles.

g. Le commissaire qui fait vne enqueste, doit suivre le style de la Iurisdiction du Juge, duquel il est delegué, Et non du siege où se fait l'enqueste, comme a esté iugé par arrest donné en l'audience sur l'appel, ab Auditoribus rotæ de Rome, du 7. de Mars, 1550. recité en la 33. Respon. du quatriesme liure.

DES ARBITRES.

TILTRE III.



ARBITRES sont dictz selon l'opinion d'aucuns arbitres, & selon aucuns arbitrateurs, & selon aucuns amiables appaiseurs, & selon Iean André sont dictz ceux qui du consentement des deux parties sont eleus, & sur peine obligée & stipulée à tenir ce que faire voudront du discord d'entre eux. Ou autrement arbitrage est vne volonté ou puissance donnée à aucun qui entreprendro le veut à determiner & prononcer sur le debat des parties, ce que raison en donne. Si sçachez que comme le Iuge peut determiner à sentence, ainsi donnent arbitres le droit où il appartient. Si dois sçauoir que difference y a entre arbitre & arbitrateur, & entre amiables compositeurs & appaiseurs. Arbitre ne peut & ne doit en la cause à luy submise proceder, ou autrement que par ordre de droit gardé selon qu'il est allegué ou

prouué deuant luy : car nul traicte ny peut ne doit faire non plus que ferroit le Iuge, ne plus ne doit auoir de faueur à vne partie qu'à l'autre: mais tout laisser aller selon la reigle de droict.

Additio.

De materia arbitrorum vide Bart. in l. Societatem. §. arbitrorum. ff. pro socio. arbitror enim est ille qui habet iudicare de iure secundum ordinem iudicarium: arbitrator autem assumitur super contractu ad litem decidendam. Abb. in cap. causam. de elect. Et de materia hac, vide multa recollecta ex docto. per Ioannem Baptist. in suo tractatu de arbit. quem longum fecit. Et in quo multa nequaquam spernenda inuenies.

Arbitrateur si est celuy qui de la cause est chargé à sa conscience, ordre de droict gardé, ou non gardé, & peut les parties appoincter selon que bon luy semble.

Amiable compositeur ou appaiseur, si est celuy qui du consentement des parties les met en accord. C'est à dire, que chacune partie sçait bien qu'auoir en deueroit auant ledict de l'amiable composition. Or peux & dois sçauoir qu'arbitrage est emprins, ou compromis, ou * mise. Car par tous ces noms le peuuent appeller, & ne vault sainsi n'est qu'il soit fondé sur trois fondations. C'est à sçauoir qu'il y ait foy, iour, & peine: il faut qu'il y ait foy, pour ce qu'à vray compromis il faut que les parties s'obligent par foy à tenir ce que les arbitres sentencieront. Encore faut il qu'il y ait iour prefix & denommé, dedans lequel il y deueront auoir leur dict & sentence déterminée, & outre lequel iour ne durera l'arbitrage, ains faudra iceluy iour. Encore faut il qu'il y ait peine ordonnée, car qui defaudroit d'entretenir l'arbitrage, il conuient qu'il enchee en la peine compromise & deuisée. Et si l'un de ces trois cas defailloit en compromis, il seroit moins que suffisant, & ne faict à tenir ne à conseruer l'arbitrage emprins par les arbitres, ils doiuent faire le compromis escrire, & en doiuent lettres leuer de Iuge, ou de Tabellion: car autrement nuëment precedent les arbitres. Ce faict, ils doiuent assigner iour pardeuant eux certain & competant en sauf lieu & honneste, & du consentement des parties où elles puissent sauement comparoier, & sans cremeur ne doute aucune: car si autrement estoit, la partie non comparant au iour, auroit iuste exoine: car au iour assigné en arbitrage, il y sont requises trois solennitez: c'est à sçauoir le iour, le lieu, & l'heure, ou autrement si faute y auoit que l'une partie ne comparust, il seroit excusé, & la raison est que s'ils ne declarent les choses dessusdictes, mauuaiselement le peuuent sçauoir les parties, pour ce que les arbitres n'ont mie plais ne iours accoustumez comme les Iuges ont en leurs Cours. Si sçachez que on ne peut ne doit nully contraindre à estre arbitre, s'il ne luy plaist: mais puis qu'emprins l'a, le Iuge le peut & doit contraindre à aller auant en l'arbitrage, & proceder auant audict arbitrage durant le temps de leur pouuoir: lequel expiré l'arbitrage est failly & n'ont plus de pouuoir, ne plus contraindre on ne les peut ne doit en outre, & se terminé n'ont à sentence diffinitive, ou appoinctement entre les parties. Sçachez que tout quanques pardeuant eux a esté faict, est expiré, & ne vaut à iamais retourner

* Denise, au liure escript à la main.

De iure civili non tenet arbitrium nisi pena adiecta. Auth. decernit. C. de arbi. Auth. de iudi. §. qui a vero. Et l. Litigatores. ff. de arbi. secus de iure canonico, cap. 2. Et ca. per in ad. extra, de arbi.

retourner sus, ja fust qu'ils eussent ouy. & examiné grand foison de tesmoins, & encores ouy procez & saluations, & plus auant eussent procédé iusques à droict dire. Si ne vaudroit tout puis que dedans le temps & pouuoir ne seroit en la cause l'arbitrage déterminé. Et pour ce que sage-ment se veut faire, il le doit faire par telle conuenance, forme & maniere, que s'il aduenoit que les arbitres ne fussent d'accord d'auoir déterminé de ouyr demandes le temps de leur pouuoir, ou ne peussent, ou pour quelconque chose que ce fust que le procez fait pardeuant en l'estat qu'il seroit au iour que leur pouuoir expireroit, fut tenu & vaulst pour celuy à qui il appartenoit à l'apporter deuant le Iuge, & aller auant comme de raison seroit, & qui autrement fait, son compromis nuément le fait. S'ainsi n'est que ce soit partie qui vueille differer & fuir à la cause decider. & c. Item sçachez qu'il est au Iuge local & souuerain de contraindre arbitres de quelque estat ou condition qu'ils soient, puis qu'ils ont emprins l'arbitrage, & la maniere de submissiō soit telle conditiō & de telle, que si le Iuge en peust auoir cogneu qu'il en fust tāt à luy, & que ce soit de la iurisdiction, & que si l'arbitre ne decide dedans son temps, l'arbitrage soit fait & tondé que ce que fait en sera, ne demeure ne vaille pour proceder à droit, sçachez que le Iuge peut apres le pouuoir des arbitres expiré tout euoquer pardeuant luy pour proceder & déterminer à droict. & c. Encore peux & dois sçauoir que jaçoit ce que les parties se soient abseées au dit des arbitres, par cōdition d'accepter leur dir, & qu'il y aye les 3. conditiōs dessusdites, c'est à sçauoir foy, peine, & iour, & promis que iamais n'appelleront: neantmoins en peuuent appeller les parties s'il leur plaist, ne pour quelque lyen de non appeller qu'ils ayent fait, ce ne vaut que appeller n'en puissent si tost qu'ils se sentent agreuez, soit en accessoire, ou en principal. & c. & dois sçauoir que l'appel fait deuant arbitres ou sentences d'arbitres, l'appellant le peut releuer pardeuant quelque Iuge qui luy plaist, soit par Iuge temporel ou spirituel. Car ou qui le relieue n'appartient à faire l'enuoy par la raison de la mise & compromis en quoy les parties se sont submises. Car non plus n'a cause de demander renuoy deuant le Iuge à qui on a releué l'appel des arbitres, que on a cause de demander le renuoy deuant les arbitres sur qui les parties se sont submises, & selon la loy escrite d'appel fait de sentence ou appoinctement d'arbitre ne quiert nulle prescription de temps à appeller ne poursuiuir l'appel fait deux. C. l. ij. de tempo. appella. Authent. si tamen.

Pro hoc C. de arbit. l. i. §. i

Pour le regard de. e. qu'il dit de releuer l'appel pardeuant quelque Iuge, que ce soit, tempor. ou spirituel, ne s'observe à present dont sans voir l'annotation.

Nota l'ordonnance du Roy Louys. xy. en l'article. xxxiiij. par laquelle il est dit nommément que si aucun ayant fait compromis cum adiectione poene, qui se sente greué par la sentence desdits arbitres qu'il peut appeller pardeuant le Iuge ordinaire: & si ladite sentence est cōfermée par ledit Iuge ordinaire, en ce cas la partie n'est receuable d'appeller, sinon en payant preallablement la peine apposée audict arbitrage. Et vide Panor. qui tractat ad quem debeat appellari in cap. cum dilectus extra de arbi. ubi concludit esse appellandum ad superiorem illius qui tulit arbitrium. arg. l. j. C. ubi & apud quem & has firmas Barth. in l. ij. C. de arbit. Et nota quod ego pro hac opinione

Ceste addition, n'est au liure escris à la main, non plus que les autres.

Tttt

obtinui arrestum aux generaux de la iustice des aydes, vbi cessat ordinatio superius allegata: & ideo resurrendum est ad ius scriptum.

Quelles gens peuent estre arbitres.

Item ne doiuent estre comprins en mise ne en cōpromis d'arbitrage: serf, ne sur eux ne doit estre quelque mise faite, si ne fait il sur femme, sur pupille, ne sur mineur qui soit en la mamburnie du pere pour la cause touchant au pere: car de sentence qui par tels arbitres fust renduë, ne se doit on arrester ne faict à tenir: supposé que en aucun arbitrage fussent deux, & que l'un fust de ceste condition, si ne vaudroit rien la sentence. Si ainsi n'estoit que depuis la sentence renduë aucune des conditions dessusdictes vint premier à cognoissance, & que parauant l'homme eust esté tenu & réputé pour franc homme: car lors tiendroient la sentence & tout autre de quelque condition qu'il soit, peut estre arbitre, puis que on se veut mettre sur eux *C. de arbi. l. vi.*

Pro his vide. l. Sed & filius familias. & l. Seq. & l. In seruo. & l. Pedius. & l. Sed in seruum. §. sed neque: & l. Cum homo. & redde singulis. ff. de arbi. & quod hic dicitur feminam non posse esse arbitricem: vide. cap. cum dilecti. extra eodem. & Cy. & Auge. in l. Fina. C. de arbi. Specula. §. ij. eod. titu. scribes in cap. quintauallis. extra de iurciurando.

Comment on se deporte d'arbitrage.

Et jaçoit ce que aucun ayt emprins à estre arbitre d'aucune cause, si peut il s'en deporter & oster par plusieurs manieres. C'est à sçauoir, que si tost que l'une des parties pourquoy arbitre est: luy dist ou imposé infame: car lors se peut oster & demettre de l'arbitrage, ne luge depuis que ce sera trouué en verité, ne l'en peut contraindre à plus faite venir.

Arbitre.

Item si l'une des parties deuiet de guerre mortelle à l'arbitrage depuis l'arbitrage emprins, l'arbitre s'en peut demettre & oster, ne depuis ne le peut le luge contraindre.

Item l'arbitrage emprins par aucuns arbitres, les parties iceux delaissez alloiēt à autres arbitres, & puis voulsissent les parties arriere retourner aux premiers, iceux premiers s'en peuent deporter & demettre, ne depuis ne les peut le luge contraindre, combien que parties allassent deuant le luge pour le cas dont ils seroient submis, & puis voulsissent aux arbitres remettre la cause: si ne les pourroit le luge contraindre à ce, car c'est despieter son luge, que raison ne souffre, & arbitre est luge en son arbitrage. *ergo. &c.*

Item s'en peut oster l'arbitre par maladie quand elle suruiet.

Item s'en peut deporter quand il est corrigé de son seigneur d'office: pourquoy il n'y pourroit entendre.

Item quand il a emprins à faire voyage qui luy touche, ou qui luy est commandé de son seigneur, ou par pelerinage que promis a à faire.

Item s'en peut oster quand il a à faire pour luy si grand besongne euidente que plus luy touche la sienne que l'autrui, que nullement ne pourroit faire l'une & l'autre, que faute n'y eust. Sçachez que jaçoit ce que mise soit emprise par aucuns arbitres, toutesfois peut elle estre nulle, jaçoit

que fussent les trois principales raisons dessusdictes, foy, peine, & iour.

Pro omnibus contentis à principio huiusce cap. hucusque: vide. l. Sed si in seruum. §. sunt & aly. usque ad finem legis. & l. Litigatores. & l. Pomponius. & l. Licet. l. Non distinguemus. ff. de arbi.

Ceste addition est au liure escrit à la main.

Encores par autre maniere, c'est à sçauoir, si estoit faicte par telle condition, qu'il fust contenu ou compromis.

Nous promettons sur tel par telle maniere qu'il sentenciera telle chose qui n'est point au compromis, telle mise ne vaut: car tout arbitrage doit estre de franche liberalité, comme Iuge, ou autrement il ne vaut.

Item ne vaut mise qui est compromise sur deux, par telle condition que s'ils ne peuuent estre d'accord, qu'ils ne prédront le tiers, l'aini n'est qu'à leur compromettre, & à la mise faicte eils tiers y soient nommez & declarez, & la raison si est que l'arbitrage doit estre tenu certain & sur ce que dict est, & si les deux arbitres n'estoient d'accord de prendre le troisieme nommé à l'eslire, la mise ne seroit mie certaine, mais incertaine.

Ad intelligentiā eorum qua hic ponuntur, vide tex. in l. Arbitrator de §. si duos. usque in finem legu. Et l. Si inter et l. Siem. ff. eodem.

Item & est encore mise nulle de quand de trois arbitres prins le tiers n'y est, ou s'il y est, si n'est il d'accord, car il conuient que tous les arbitres soient d'accord, ou autrement ce ne vaut, l'aini n'estoit que le compromis le contint, que de trois, les deux d'accord pourront sentencier & determiner la cause: & la raison si est que si le tiers eust esté present, peut estre eust il dict tant de bonnes raisons que ladicte sentence fust autre, ou peut estre si fust accordé, & si n'ont accordé, dont n'y pouuoit il auoir sentence. *ergo, &c.*

Cery est traitté in l. l. si unus. D. de recep. qui arbi. in §. vlt. & in l. Seq. est traitté que si trois arbitres s'ont conuenus & dénommez, & estans tous trois presés, deux conuiennent & consentent en vne sentence, il suffit, comme si trois Iuges estoient donnez: & le tiers doit passer par leur adu: Et ainsi nous en usons.

Item & s'il est compromis de plusieurs querelles sur article, lesquelles querelles s'entresemblent, & la sentence d'arbitres ne declare de toutes ces querelles, la sentence de foy est nulle: mais si c'est de plusieurs querelles qui ne s'entre-resemblent, & la sentence ne declare ne determine toutes, pour ce ne sera mie en ce cas la sentence nulle, mais pourra & deuera en outre proceder sur les autres querelles.

Item selon la loy escrete, si l'arbitrage est faict par cautelle en forme de dol, sçachez que les arbitres ne peuuent mie en vn autre aller ne assigner iour aux parties s'il ne leur plaist, car par le droict escrit ou les procès sont encommencez, là se doiuent finer, & par ceste raison le peux & dois entendre en mise & arbitrage: Car là où il est emprisi, là doit estre decidé. Si sçachez qu'ils sont plusieurs cas qui ne chéent en arbitrage de nul, mais en conuient estre decidé par le Iuge qui en peut & doit cognoistre, si comme d'adultere, de cas de seruage de personne, de cas de mariage, & de tous cas spirituels.

Nota in causa restitutionis in integrum non posse assumi arbitros: quia est mixti imperij & de officio iudicis nobilis expeditur. l. Et si minor. in fin. ff. de mino. arbi. autem nec simplicem iurisdictionem, nec ea que sunt mixti imperij retinet ad quandam notitiam. l. 1. C. de arbi. & l. Ait Praetor. ff. de re iudi. cap. per suas. extra de arbi. Item arbi. nec in causa matrimoniali: quia solus Episcopus. in cap. accedentibus. extra de excess. Pralato. Item not. in causa liberali. l. Non distinguemus. §. liberali. ff. de arbi.

Ceste addition n'est au liure escrit à la main.

Et multis aliis, de quibus vide per sequentia.

On tiens en France
que chacun peut
accorder, Et par
consequence com-
promettre pour
son interest civil:
sans que tel ac-
cord puisse pre-
iudicier à l'inte-
rest public du
Roy ou du sei-
gneur.

* Ne au liure of-
crit à la main.
C'est l'ancienne
ordonnance
qu'on ne peut
transiger ne
compromettre des
causes pendantes
en Parlement,
sans la permis-
sion de la Cour, ce
qui n'auroit en
lien pour les au-
tres justices Roya-
les: *Om̃ intenti
ne nobis rue.
Cum istis cõcor-
das. tex. in. l. nō
distingnuimus.
in §. iulianus in
distingt. usque
ad §. si. seruus
ff. de arbi.
Il se pratique
qu'il faut que
l'arbitre procede
contre le d. fui-
lant selon la for-
me des ordnan-
ces. Et ainsi que
seroit le Iuge,
ordinaire.*

C'est à dire qu'il
faut que le com-
promis contienne
le nombre cer-
tain des arbitres

Ité nul cas criminel ne chet en arbitrage, par especial de rapt, de meur-
dre, de trayson, de pillerie: car supposé que les parties ne fussent d'accord
ou non, si ne le souffriront mie le seigneur: car l'action ne compete mie à
partie: mais au seigneur: & pour ce le defend estroitement iustice, & ne
peut estre cõpromis du cas qui desire la souueraineté du seigneur tât que
en crime. Item en * peut estre compromis de cas qui desire feu. Item &
supposé que aucuns se compromettent de larcin afin de r'auoir la chose
emblée, & aussi de homicide de beau fait, afin de l'amende & satisfactiõ
de partie, pour ce ne demeure que iustice ne si doive arrester, & qu'elle
ne prenne ou face punition selon le cas: mais à partie ne peut estre de-
fendu que de ces deux cas, de larcin, & d'homicide ne soient bien d'ac-
cord s'il leur plaist. Mais des cas dessusdits ne se peut ne doit on com-
promettre: & si fait estoit, si le defferoit & defendroit le Iuge, & y chet
peine. Item ne peut ne doit estre compromis de cause qui pende en Par-
lement: ne en Cour Royale sans la licence de la Cour: car si fait estoit
ce ne tiendrait ne vaudrait, mais l'amenderoient les faiseurs. Item ne
peut ne doit estre compromis des cas qui desireront infame: mais conuient
que la verité en soit sceuë par le Iuge: car quoy que fait en soit par arbi-
tre, ne demeurerait il qu'il ne conuint que ce vint à la cognoissance du
Iuge. &c.

De pouuoir aux arbitres.

Après s'ensuit de voir du pouuoir aux arbitres. Si sçachez que l'arbi-
tre n'a pouuoir de riens faire ne sentencier en la mise depuis que le temps
de son pouuoir est expiré, si que dit est dessus.

*Lapso termino qui fuit prefixus arbitris, amplius sententiandum non est. si-
nitum est enim arbitrium. l. Si cum dies. Et l. arbitri. ff. de arbit.*

Item dist la loy que quelconque partie qui compromise ayt, défaut de
iour assigné par arbitre, il chet en peine compromise. &c. Mais selon l'o-
pinion des sages coustumiers qui ne sont mie d'accord que pour vn de-
faut la peine coure contre le defaillant, mais il y appartient trois défauts,
& le quart à voir iuger les profits des defaux obt. nir tout ainli que en or-
dre de iugement en Cour se peut & doit faire: car quand auroit promise
ou compromise, arbitre plus grande auctorité que Iuge ordinaire n'ayt.
Mais par défaut peut la partie diligente acquerir la cause & la peine ou tel
profit que celle iournée enseignera selon l'estat de la cause.

*Quidam dicunt arbitros non posse punire contumaciam litigantium. l. Non
ex omnibus. ff. de arbit. sed tantum hoc permisso est indicibus l. ij. §. si. ff. de
ind. nisi hoc sit actum expresse in compromisso. arg. l. non distinguemus. §. nunc
de officio. Et §. si. ff. eodem. de arbit.*

Item selon la loy escrite dois sçauoir que les arbitres doivent estre
pris & esleus en la mise par nombre, ou en nombre, non par li comme
iij. v. &c. Item dois sçauoir que en cause compromise recompensation
ne se peut ne doit alloir, car deuant n'a lieu ne ne fait à recevoir, si n'est
que expressement en soit compromis.

Item peux & dois ſçauoir que ſi deux ont compromis, & l'un va de vie à trespas, ſçachez que l'arbitrage eſt finy, ne les hoirs du mort n'y ſont tenus de y proceder ſ'il ne leur plaist. Et ſi proceder y vouloyent, ſi conuiendroir il que ce fuſt par auctorité de luge, ou autrement n'y pourroyent proceder, ne feroient à receuoir, *extr. de arbit. cap. ex parte tua. & cap. ult.*

Lateneur de la lettre du compromis.

LA forme & maniere de faire & cauſer la lettre du compromis de la miſe d'entre les parties ſi eſt telle, & ainſi ſe doit eſcrire: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront & orront: S. ſçachent tous que par deuant nous, &c. ſont venus & comparus en leurs perſonnes tels & tels N. &c. Leſquels de leur bonne & liberale volonté & ſans aucune contrainte, pour bien de paix, de cōcorde, & d'amour nourrir entre eux, & pour euitier aux miſes & deſpens qui en ce ſe pourroyent faire & engendrer, de tous les deſpens, procez, riots, ou débats, contractz, marchandie, &c, qu'ils pourroyent auoir & ont enſemble du temps paſſé iuſques au iour preſent & par eſpecial tel, &c. ſe ſont ſubmis & ſubmettent du tout plainement & entierement audit ſentence & arbitrage par forme & maniere iuſte & loyale de compromis de honnorer les ſages tels. &c. C'eſt à ſçauoir tel par ſa partie de tel demandeur en ceſte partie de vne partie, & de tel pour l'autre partie deſſendeur d'autre part. Leſquels veulent & conſentent que à enquerir la verité ſur le contend & debat deſdictes parties, & y proceder en forme de iue iuſques en diffinitiuie leſdicts arbitres y puiſſent faire & proceder comme arbitres, arbitrateurs, ou amiables compoſiteurs, en eux donnant pouuoir & auctorité de chacune deſdictes parties de ce faire & arbitrer. Et promirent par leur foy ſur ce iurée en noſtre main, & ſur vingt ſols de peine à tenir ferme & eſtable tout ce que par leſdicts arbitres, arbitrateurs ou amiables compoſiteurs ſera dict, ordonné, prononcé & ſentencié ou par les trois d'accord. &c. en la dicte miſe. & à comparoir à toutes les iournées par eux aſſignées, ſur peine de encourre à tel deſaut que ordre de droit requiert & couſtume local de la cour ſouueraine du lieu: leſquels arbitres qui preſens eſtoient, pour amour & contemplation deſdictes parties l'emprierent à faire dedans tel iour. &c. Par maniere & cōdition que ſi dedans iceluy iour n'eſtoit determiné à ſentence diffinitiuie, ils puiſſent proroguer iuſques à tel iour. &c. En teſmoin. &c. Item ſelon aucuns trefſoyſible eſt de compromettre par telle forme & maniere que ſi leſdicts arbitres n'auoyent determiné dedans le iour aſſigné afin que tout ce que par eux ſera fait audit arbitrage, ne ſoit perdu & adnichilé comme il ſeroit, ſi ſans ceſte condition eſtoit fait, qu'il ſoit cauſe que ſi les arbitres n'eſtoient d'accord de prononcer la ſentence ou auoyent fait dedans le iour du compromis, par quelque voye que ce fuſt, que tout ce que par eux ſeroit fait labouré & enquis en l'audit dudit compromis, fuſt en teſmoins ouyr, fuſt ſur reproches ou ſaluatiōs, tout que tint & vauſiſt au profit du droit pour l'apporter deuant le luge du lieu au cas que les arbitres dedas leur

Ce formulaire ne ſert que de memoire: mais pour bien faire un compromis, ne ſant par iceluy declarer de quel le part chacun arbitre eſt denomé: ains que le compromis porte que les arbitres ont eſté denoméz, conuenus & accordez par les parties compromiſſis d'un commun accord & cōſentement.

temps n'en auroyent determiné pour iceluy iuger, decider & determiner en outre la cause pour celuy à qui le droit le deuroit. Car autrement quanques faict seroit deuant les arbitres, seroit nul & perdu avec les frais. & ainsi fust il dit par arrest de Parlement en l'an 1380. pour vne cause que plaidoit M^e Jean Canart, pour certaine personne du bailliage de Vermendois, president Monseigneur Renault de Corbie, &c. Soit encores mis audict compromis que si de la sentence des arbitres estoit appellé, que l'appellant l'ait releué dedans trois mois deuant le Iuge du lieu, ou il en soit debouté comme d'appellation de sentence & la sentence mise à execution au profit de partie non appellant. Car autrement frustré seroit pour ce qu'il n'y a quelque temps à leuer appel des arbitres.

ANNOTATIONS SVR LE TITRE

TROISIEME.

Nous pouuons faire poursuite de quelque chose qui soit en controuerse ciuile, ou pardenant les Iuges ou les arbitres, vt ostendit Iustin. tit. de act. in princ. Les Iuges sont ceux qui sont establis en pouuoir public & ordinaire de iuger. l. vlt. §. iudiciadi. D. de muner. & hon. Les arbitres sont bien appellez Iuges. l. pen. D. de iudic. mais ils ne sont que Iuges voluntaires, c'est à dire qui est pris, denommez & conuenus par les parties acceptent la charge de iuger de leurs procez & differens. l. Pompon. §. recepis. D. de recept. arb. On peut observer des mœurs de Rome diuerses especes d'arbitres, à sçauoir aucuns qui estoient donnez par le Pretre, lesquels auoyent plus libre puissance d'arbitrer & ordonner, que les Iuges, aussi donnez par le Pretre, vt ostedit Cic. in orat. pro Comed. & souuent est faicte mention aux livres du droit Romain des arbitres donnez. l. A diuo. D. de re iud. l. Lex Iul. D. de leg. Iul. repetun. à quoy aussi on peut rapporter l. vt fund. D. com. diuid. l. Ad officiu. C. eo. l. Arbitr. D. famil. ercisc. l. Pro socio. D. pro soc. Autres arbitres estoient ceux desquels nous traitons, desquels encores on faict deux especes: à sçauoir ceux appellez simplement arbitres: & les autres nomez arbitrateurs & amiables composeurs: laquelle distinction est tirée ex l. Societate mecū. 77. §. arbitror. D. pro soc. Les arbitres doiuent suivre l'ordre iudiciaire, c'est pourquoy le Iuriscons. dict cōpromissum ad similitudinē iudiciorum redigi. l. i. D. de recept. arbit. En Athenes y auoit deux especes d'arbitres, à sçauoir d'ordinaires, electi publici, & sorte per singulas tribus ad iudicandū vocati, & ceux qui estoient pris & conuenus par les parties, vt cōstat ex Demost. in Midia, & Vlpiano Sophista in com. & in Aphobū. De la diuersité des arbitres on peut aussi voir l. vlt. C. vbi & apud quem. & l. pen. C. de recept. arb. Mais pour venir au droit François, ceste distinction d'arbitres, arbitrateurs & amiables composeurs est approuuée par iceluy, comme appert par l'ordonnance de Loys XII. de l'an 1510. art. 34. & de François I. 1535. cba. 16. art. 30. & François II. à Fontainebleau, au mois d'Aoust 1560. art. 1. & sepeuent faire les arbitrages & compromis, sū avec adiectiō de peine, que

sans peine, suivant le droit canonique, que nous suivons, cap. 2. cap. per tuas. de arbit. Les arbitres ayans prononcé leur arbitrage & iugement, les parties ont accoustumé de le faire emologuer par le Juge ordinaire, soit qu'il y ait peine apposée ou non: ce qui semble estre pris ex l. Diem proferre. §. vlt. D. eod. afin de le faire executer en vertu de la sentence du Juge, l. Cum antea. C. de arbitris. Mais si l'une des parties contredit au iugement arbitral, ne pourront les arbitres la condamner en la peine, tant par ce que leur pouuoir est expiré par le moyen du iugement qu'ils ont donné, que d'autant que l'adjudication de la peine ne depend du pouuoir des arbitres, ains de la conuention des compromettans. Par l'ordonnance de Loys XII. on pouuoit appeller des sentances des arbitres au Juge ordinaire: mais par celle de François II. il en faut appeller directement aux cours souveraines, si non par deuant les Juges Presidiaux, s'il est question de chose, dont ils peuuent iuger en dernier ressort. Mais s'il y a peine, ne sera l'appellant receuable en son appel, que premierement il ne l'ayt payée. Et l'appel interiecté par l'une des parties a esté tellemēt tenu pour contrauention aux compromis, qu'encores que depuis elle acquiesce ou renonce, elle ne laissera d'estre condamnée en la peine, comme a esté iugé par arrests de Septembre, 1566. & en robes rouges du 23. Decembre 1566. & du 5. Novembre, 1568. Autre solennel du iendy auant Noël, 1582. & du 23. Decembre, 1584. du 23. Mars, 1596. & autres que j'ay recitez ailleurs. Cum enim pœna semel commissâ est, purgari non potest, nec est locus pœnitentiæ, l. Celsus. & l. Cum pœna. D. de recept. arbit. l. Traiectitiæ. D. de obligat. & action. Tellement qu'on peut dire avec Quintilian declam. 249. non exitu iudicij constare hanc actionem ad pœnam, sed introitu. Qui vouldra voir plus amplement des arbitres, de leur pouuoir & comme on doit proceder par deuant eux, & quel ordre ils y doiuent observer, qui peuuent ou ne peuuent compromettre, & qui peuuent ou ne peuuent estre arbitres, & autres questions appartenans à ceste matiere, qu'il lise tit. D. & C. de recep. arbit. & ce que les Docteurs & practiciens en ont escrit: seulemēt j'adiousteray qu'on ne peut recuser les arbitres conuenus par les parties par arrest du 7. May 1571. ce qu'il faut entendre sinon que depuis le compromis soyent suruenues causes de legitime recusation. iuxta l. Non distinguemus. §. cum quidam. D. eod. tit.

DES TABELLIONS ET NOTAIRES.

TILTRE III.



En des Juges, commissaires, & arbitres, qui tous peuuent iuger & determiner des causes, il s'esuit voir des tabellions. Si sçachez que par les ordonnances & constitutions Royaux il est deffendu à tous Seneschaux, Baillifs, Preuosts, Juges & officiers du Roy, de cōstituer ne faire tabellion ne Notaire par quelque voye ne maniere que ce soit. Car ce pouuoir n'est ne appartient à nul, fors au Roy. Reserué que si aucuns Barons ont

Cecy est l'ordonnance du Roy Philippe le Bel en l'art. xx. de sesdictes ordonnances.

accoustumé de faire aucū Notaire ou Greffier en la cour qui vse de signe

*Pro hoc vide
Bald. in ca. que-
niam. de probat.
Et dicit idem in
c. cum P. tabell.
officium tabel-
lionis esse funda-
tum super hoc
verbo Deutor.
In ore duorum
vel trium test. &c.*

manuel, bien se peut faire pour causes seruans en la cour tant seulement, & est deffendu par l'ordonnance Royale que nul tabellion ou Notaire Royal ne face autrement en ses lettres & instrumens où il aura dō, serui- ce, quint, ou peine qu'il soit premier donné & seruy au Roy nostre Sire especiallement: mais generallyment à toutes iustices & au premier que on s'en voudra traire: & par ladicte ordonnance Royale est expressement deffendu aux gardes des seaux Royaux que autrement ne sceillent les let- tres qui sur ce seruent, & si ils les sceilloient, ce ne demeureroit mie pour- ce que les parties que telles obligations auroient ne se pussent traire à quelque Iuge qu'ils voudront sans meffaire, & que on s'en puist traire à quelque seigneur que on voudra puis que haute iustice auroit, & les biés y seroyent trouuez, & qu'il n'en peust faire l'executiō, ne par les officiers du Roy n'en doit estre pertourbé si faute n'auoit en luy ou refus de droit & si premier on s'en trait à l'officier du Roy, là en demeure la cognois- sance sans r'enuoy nul. Item nous deffendons que tous tabelliōs, Notai- res ou clerics des offices de nostre iustice (dict ladite ordonnance & con- stitution Royale) ne prennent que salaires attrempez. C'est à sçauoir de trois lignes vn denier, & de trois lignes à six lignes deux deniers de mō- noye courant, & si plus auoit de lignes, de surplus de six lignes en six li- gnes deux deniers: & doit estre la ligne d'un espain * de long, & conte- nir lx. & dix lettres au moins, & si plus comprenoit, plus en prendroit, & pourroit auoir selon la quātité que dict est: & autre tel dois sçauoir & en- tendre des instrumens publics de dict tabelliōs ou Notaires ou com- muns escriuans, que ceste forme de taxation y soit gardée si contend en est. Item est dict que par ladite ordonnance Royale nul tabellion ne re- çoiue quelque contract deuant luy s'il ne cognoist les parties, ou qu'il y ait avec luy aucune personne creable qu'il les cognoisse, si le tabellion ne les cognoist, & que l'instrument face de ce mention. Item que les tabel- lions ne reçoient instrument des choses contre bonnes mœurs, ne con- tre l'Eglise, ne contre la foy Catholique, contre le Prince de impossible, ne contre les vrayes termes de iustice. &c.

** Espain, au li-
ure escrit à la
main: & aux
ordonnances
imprimées, d'un
pan.
C'est l'ordon-
nance du Roy
Louys XII, en
l'article lxxvj.*

Additio.

*Adde Paul. de Castro in l. Neque milites. C. de probatio. dicentem nota-
rium non posse facere instrumentum de his qua ab hominum dispositione ne-
quaquam eueniunt, ut nascentia alicuius, aquarum impetuositas, bellorum
insurrectio.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE QVATRIESME.



Suidas, & vetus

C dessus a esté traité de l'office des tabellions & Notai- res. Les tabellions au droit Romain sont appellez ceux qui drescent, font & escriuent les instrumens. l. 9. §. & non- nunquam. D. de pœn. l. 14. §. his tabellionibus. C. de sa- crof. Eccl. l. 29. l. 31. §. i. l. 49. C. de Episc. & cler. Nouel. 73. Glossarium. Les Notaires ainsi nōmez, des notes ou abbre- uiation,

nitions, sont proprement entendus ceux qui reçoivent promptement par notes ou lettres singulieres & mots abregez les paroles de ceux qui parlent vt constat ex Festo, B. Aug. lib. 2. de Doct. Christ. Isido. lib. 1. c. 21. Orig. li. 41. D. de milit. testam. l. 41. §. scio. §. tutoris. D. de fideicom. libert. & al. Et par ce qu'anciennement les Tabellios usoyent quelquesfois d'abreuiations en receuant & escriuant les instrumens, ils ont esté aussi appelez Notaires: & souvent on use indifferemmet de ces mots, Notaires & Tabellions, encores qu'on y puisse observer difference par les ordonnances mesmes, qui auroient estably des Tabellions pour grossier les actes, contractz & instrumens receus par les Notaires: & entre autres de François I. de l'an 1542. & 1543. Aussi on tient que les Notaires s'entendent seulement des Royaux, par ce qu'au Roy seul appartient d'en creer, instituer & establir: Et quant aux seigneurs qui ont droit de tabellionnage, qu'ils n'en peuuent instituer, ains seulement auoir des Tabellions: & est le droit de tabellionnage domanial qu'on auroit accoustumé de bailler à ferme au profits du Roy, ou des hauts iusticiers, auxquels il appartient. Il y a encores des Notaires appellez Apostoliques, par ce qu'ils sont instituez par le S. Pere Apostolique, pour les expéditions qui se font des benefices principalement à Rome, & sont receus en France par l'autorité du Roy, selon qu'il est contenu aux Edicts de l'an 1547. & de l'an 1550. Si les Notaires Royaux peuuent demeurer & instrumenter aux terres des seigneurs qui ont droit de tabellionnage, y en a des arrestz diuers fondez sur diuerses considerations: toutesfois y auroit plus d'apparence qu'il ne leur fust loisible d'y demeurer & exercer leurs estats, pour le preiudice qu'ils feroient au droit de tabellionnage des seigneurs, comme tiēt Io. Fab. ad tit. Instit. de Atil. tut. & ainsi a esté iugé par arrest du pen. Iuillet 1543. pour le Vidame de Charres, & autres, & mesmes pour monsieur le Connestable, seigneur Baron & Chastellain de Mello, de l'an 1578. recité par Bacquet traité des droicts de Iustice, chap. 25. qu'on peut voir, où il resout qu'on tient pour certain que le Roy ne peut establir Notaires au dedans des terres des seigneurs, qui ont droit de tabellionnage: ne les Notaires y peuuent instrumenter, si non en deux cas. Le premier, si le Roy a faculté & pouuoir d'y mettre & establir Notaires, comme en erigeant la terre & seigneurie de quelque seigneur en tiltre de Baronnie, Chastellenie, ou autre plus-grand, il se l'est par expres reserué. Le second, si le Roy a tel droit par ancienne coustume, usance & commune obseruance, & les Notaires Royaux en soyent en longue & immemoriable possession, comme a esté iugé pour les Notaires de Concrusant, contre le sieur d'Aubigny: ainsi que recite Guenois en la Conference des Ordonnances livre 12. tilt. 14. Quant aux salaires des Tabellios & Notaires, ils ont esté reglez à la raison de ce que les greffiers doiuent prendre, à sçauoir de 16. sols parisis pour pean, & deux sols 1. pour feuillet de papier. Mais ils en prennent a present sans taxe, à volonté.

Vuuu

DES SERMENS CALOMNIEVX QUE CHACVN
EST TENV DE FAIRE EN SA CAUSE.

TITRE V.

*Non mireri an
thorem nouum
fuit materias
haud continuā-
tem.*



SÇAUIR est^a des sermens calomnieux. Si est le serment que doit faire chacun en sa cause qu'il a deuant le iuge puis que requis en est. C'est à sçauoir qu'il tient auoir iuste & loyale cause de faire la demande qu'il faict & que ainsi le croit en bonne foy, & le deffendeur qu'il tient auoir iuste & loyale cause de faire deffence telle que l'en faict, & que ainsi le tient en bonne foy, & sur saintes Euangiles de Dieu,

Item si c'est à respondre aux articles ce doit estre le serment qu'il tient & croit & afferme les articles par luy mis & baillez en cause estre iustes & raisonnables, au plus vray entendement qu'il scait & tient, & s'aucune chose y sçauoit qui ne fust veritable, si l'en feroit oster & retrancher à son vray propos en essient. Et de la partie au deffendeur doit estre iuré qu'il respondra aux articles du demandeur le plus veritablement qu'il pourra selon son pouuoir vray propos & essient. Creant tout ce que la consciencie luy en donne à croire, estre verité, & n'en dira chose qu'il ne sçache, tienne & croye estre iuste, loyale, veritable: & ne mettra peine, cōtre dict ne empeschemens aux tesmoins que partie aduersé voudra produire, ne pour luy ne administrera tesmoins qu'il ne sçache, tienne & croye estre iustes, loyaux & veritables en son loyal sens & pouuoir. & ainsi doit estre iuré de la partie au demandeur, qu'il ne administrera ne produira tesmoins qu'il ne sçache estre vrais loyaux sans fabrication quelconque: ne mettra dilation ne empeschemēt au droict de la cause par friuole cautelle ou cauillation quelconque: & dont doit iurer l'une partie & l'autre, & sur ce donnent les sages des loix certains vers qui ainsi contiennent.

Illud iuretur quod lis sibi iusta videtur.

Sic inquiretur quod verum testificetur.

Nec procurabit ut falsa probatio detur.

Ut lis tardetur, dilatio nulla petetur.

Item en tout ce que dit est, peut estre iuré par procureur selon la regle & faict de procuracion: & n'est tenu le procureur de affermer & faire les sermens dessus dits fors en l'ame de son maistre: mais bien sçachez qu'il doit sçauoir & enquerre à son maistre le plus de la verité qu'il pourra afin que plus seurement iure. Car selon l'instruction de son maistre le doit faire & à son peril: & si autrement le faict, il le faict à son peril & aduerture de ame & de corps.

Item de iurer en la cause & de rapporter le sermēt au deffendeur, que les clerks appellent, *referre iuramentum*, peux & dois sçauoir que tout

*De hi l. j. c. 5.
C. de iuramen.
calum.*

Iuge doit faire iurer en la cause par le demandeur, & le deffendeur en la forme & maniere que dessus est dict, toutesfois souuent aduient que les parties comparans deuant le Iuge, le demandeur met sa demande au serment du deffendeur, & dict qu'il s'en croira du tout. Sçachez que lors le deffendeur en doit iurer, & de tout ce que par son sermēt en doit & veut affermer, il doit estre creu sans iamais autre preuue, ne reproche faire, & si doit sur ce iugement asseoir pro ou contra. Mais si le deffendeur ne vouloit iurer sur ce, & le voulsist remettre au serment du demandeur: Sçachez que lors le demandeur en est tenu de iurer, & ne le peut ne doit refuser: & s'il ne le faisoit, il doit decheoir de sa demande, & rendre despens: & si iurer en veut puis que le serment luy est remis, il doit estre creu du tout sans autre reproche faire. S'il aduenoit que le deffendeur ne voulsist iurer ne aussi le serment remettre au demandant, lors doit estre conuaincu de la demande par contumace de serment pour verité, & en ce doit estre condamné, & es despens. A sçauoir est qu'il y a certains cas, esquels le sermēt de iurer en la cause ne se peut ne doit remettre. Si comme si le mary faict querelle contre sa femme que elle luy ait osté du sien, en ce cas le serment ne faict à rapporter à son mary. *Rerum amotarum.* Car la preuue en appartient à l'homme. Item encore en autre cas si le creditur a aucun gage en nampt, & il le vède par faute de paye sans appeller le detteur, & puis le detteur vueille sçauoir, pourquoy ne pour quel prix son gage est vendu: Sçachez que le creditur est tenu de iurer pour quel prix vendu l'a, sans remettre le serment au demandant. *Co. de iure. iur. l. i. in actione. & ff. eod. l. Insurandum.*

Tu dois sçauoir que on doit iurer par la loy escrite, ou on demande despens.

Item si le clerc a iour ou procez pardeuant Iuge lay: si c'est en demandant, il conuient qu'il iure & face le serment calomnieux, comme la loy enseigne. Si faict il si c'est en deffendant puis que sortir veut iurisdiction, nonobstant quelque stile ou coustume à ce contraire, ou autrement default seroit baillé contre luy comme contre vn lay. &c. S'il aduenoit que aucun eust iuré à payer vsure: Sçachez que tel serment se peut faire par dispensation, & toutesfois s'il aduenoit sans dispensation que on en fust approché: sçachez que pource que c'est si estroitte chose que de sermēt, qui faut le tenir, & payer par protestation de repeter le serment acquitter quant à la paye de ce dont est. Mais la chose payée, & le serment acquitté, & que ainsi payé est, si peut de raison acquitter, repeter par loy, & a iuste cause de ce faire selon la loy escrite. *ext. de iure iurand. cap. j. & cap. debitores.*

Item dois sçauoir que quiconques faict serment d'aucune chose faire, & apres luy viēne en cas que ceste chose ainsi iurée valoit encores mieux à faire en autre maniere. Sçachez que pour muer & amender la chose en mieux on ne le parjure mie: mais est amendement au serment sur le cas. Item s'il aduient que aucun par force ou par contrainte ou par paour constant, faict serment d'aucune chose, ou promet à

V u u u ij

faire: sçachez que tel serment ne faiçt à tenir, puis qu'il est contre raison & bonnes mœurs, & en tel serment chet legere dispensation. Item dict encore la loy escrite que cheualier doit bien estre dispesé de faux sermés, qui vient à effient contre son serment loisiblement faiçt, sans ce qu'il ait cause de venir contre autre que de sa propre volonté.

Item se l'ay iuré à faire ce que vn autre me commandera, & il me commande à faire ce que i'ay autresfois iuré de non faire, ou il me commande chose inloisible, si comme contre l'Eglise, ou contre iustice, ou contre bonnes mœurs, ie n'y suis tenu de y obeir, ne pource ne viens contre serment de raison. *Rubrica sup. alleg. cap. veniens.* Encore dict la loy escrite que s'il aduenoit que aucun face serment à autre, de luy faire ou tenir conuent par li qu'il face tel chose, que cil à qui sera faiçt tel serment faille ce que l'y iurant entendoit qu'il deuoit faire, & par celuy faille l'y iurant du serment que promis luy auoit: sçachez qu'il ne doit mie estre tenu pour periure ne de faux serment.

Item enseigne encore la loy escrite que clerks qui viuent clergemmet, qui ne tiennent quelque temporalité, ne sont tenus de iurer ne de faire quelque serment avec les lays faiçts, ne à ce ne les peuuent les lays contraindre par quelque maniere. S'il aduenoit que aucun eust iuré & faiçt serment que contre aucun autre en especial il ne seroit iamais ne ne viendroit ne procureroit: Sçachez que pource ne demeure que s'il aduenoit que cil qui ainsi a iuré, ait à faire en sa personne contre celuy à qui il a ainsi iuré, que point ne le peut faire sans venir contre son serment. Si ne feroit il si ce venoit à faire pour l'Eglise, voire homme qui soit de l'Eglise, si comme homme de monastere ou de college, ne aussi contre son droiturier seigneur. Sçachez que le mary contre sa femme ne doit estre receu à serment, ou croire ne l'en doit le Iuge.

*Additio,
De la question
qui est icy trai-
ctée a esté parlée
cy-dessus.*

Dicas uxorem contra maritum non debere testificari. Cyn. in l. ij. C. de testib. & hoc tenet Specul. in tit. de testi. §. opponitur. versic. quid si aduersarius. nisi in defectum probationis. tunc enim est uxor cogenda: ut dicit Anton. in cap. j. de test. cogen.

Item si aucun faiçt poursuite de lettres voir ou r'auoir, lesquelles lettres sont en garde ou en depost par deuers aucun, & celuy à qui on les demande, die que nulle n'en a. Sçachez qu'il est tenu de iurer & affermer que nulle n'en a, ne ne sçait où elles sont: & s'il le sçauoit, qu'il le diroit & feroit à sçauoir, ne que par engin les a baillées ne transportées, pour oster que ne les ayt le demandeur cōment que ce soit, ne destournez ne les a, & pour tant s'en peut & doit passer.

Item peult & dois sçauoir que le Iuge par raison ordonnée ne peut ne doit contraindre aucune partie à iurer en cause, reseruez les cas de droit escrit ordonnez: si comme de contraindre de iurer en cas de possession, & en ce cas faiçt à contraindre le tesmoin amené & produit par detention de prison, si deposer ne le veut par toutes autres voyes deues. Item peut & doit contraindre à iurer en cas de serment calomnieux, soit le demâdeur au cas que le deffendeur le rapporteroit sur iceluy. Car lors

en doit iurer ou perdre sa demande, & autrement ne doit on estre contraint à iurer. Item ne doit aucun estre contraint à iurer de chose qui appaire notoire au Iuge du contraire, ne contre lettres approuvées que le demandeur s'en r'apportast au serment du defendeur. Item ne peut nul obliger son hoir ou successeur à iurer apres sa mort. & ainsi fust il dit par arrest de Parlement, pour le Chapitre de Tournay contre les Preuost & Iurez d'icelle ville, lesquels Preuost & Iurez disoient que lesdits de Chapitre estoient obligez à eux par leurs predecesseurs de iurer les vins qu'ils auoient en leurs prouisions, que nuls n'en vendroient à personne qu'il ne fust tenu de iurer combien en auroit, afin d'auoir pour la ville pour chacun lor l'assise accoustumée à payer en ladiète ville. Lesdits de Chapitre disoient que tenus n'estoient de iurer pour le fait de la composition des Chanoines predecesseurs: si à ce estoient liez. & ordonnez, ne deuoient comprendre ne obliger les presens à iurer qui est chose spirituelle. il fut dict que à iurer ne les deuoit on contraindre pour l'obligation de leurs predecesseurs, si il ne leur plaisoit. Selon la loy ils sont trois manieres de sermens, selon le decret que on fait & peut faire en quelque cause. La 1. si est, comme aucun iure d'une chose estre vraye, & toutesfois n'est pas vray. La 2. si est quand aucun iure d'une cause estre vraye, & il sçait bien que non est. La 3. si est quand aucun iure en cause dont il sçait bien qu'il est faux, & il iure estre vray. Si sçachez que tous trois faillent à porter tesmoignage, si comme du Procureur qui iure estre vray ce qui est faux. Car jaçoit qu'il tienne à bien iure, toutesfois est le contraire vray. Et pour ce nul ne peut iurer sur incertain le fait d'autrui. La seconde est faux tesmoins purement & fait à condamner. Le tiers est aussi faux tesmoin, & si fait à punir. Item & encore tiennet les plusieurs des sages que sermes obligez à faire au tēps aduenir à successio vaur & doit tenir, puis que c'est chose publique ou le bien de iustice tenir, & confesser, & que ce soit par le souverain leigneur: si comme quiconques sera Prenost ou Baillif, il iurera dorenavant telle chose.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

CINQVIESME.

IL'AT monstre cy dessus que du serment iudiciaire on fait plusieurs especes, qui se peuvent reduire à deux: à sçavoir le serment procedant de la partie, & celuy procedant de l'office du Iuge. Du serment procedant de la partie on peut faire deux especes, à sçavoir pour la decison ou pour l'instruction du proces. Pour la decison est celuy qu'on appelle dilatoire; qu'une partie defere à l'autre, qui le doit prester ou deferer. l. Manifeste. D. de iur. iur. & l. Generaliter. C. eod. Pour l'instruction est celuy que presentent les tesmoins produits d'une part & d'autre. Le serment procedant du Iuge est celui de la calomnie, ou pour le supplement de preuve. Le serment de calomnie.

Vuuu in.

precede tout autre. & se doit prester tant par le demandeur que par le defendeur dès le commencement de la cause, encores que l'une ou l'autre partie ayt deferé le serment qu'on appelle decisoire. l. Si non fuerit. D. de iureiur. l. Declata. C. eod. Par l'ordonnance de Charles IX. de l'an 1560. aux Estats d'Orleans. art. 58. en toutes matieres personnelles les parties doiuent cōparoir en personne à la 1. assignation. si elles n'ont legüime excuse d'absence ou maladie, & se purger iudiciairement du serment de calomnie, à sçauoir le demandeur de n'auoir intenté l'action par calōnie, mais estimant auoir bonne & iuste cause, & le defendeur que ce n'est par calōnie qu'il defend, ains pour la defence de sa cause qu'il estime bonne & iuste. Iustinian adiouste que les parties iureront qu'elles ne feront preuue & production en toute la cause qu'elles n'estimēt veritable & seruir à la cause. l. 1. & 2. C. de iureiur. propter calū. & Nouel. 49. vnde sumpta est Auth. In isto. C. eo. §. 1. Inst. de pœna temerē litig. Ce qui est encores icy traité du sermēt iudiciaire, soit des parties ou des tesmoins, n'est la plus part que redicte & repetitiō de ce que l'auteur en a cy dessus escrit. A la veruē vt ait Cic. l. 3. offic. Nullū vinculū ad obstringendā vitā, iureiurādo maiores arctius esse voluerunt, id indicāt leges in 12. tabulis, indicāt sacra, indicāt fœdera. Demost. orat. in Bœotiū, & aduersus Aristocratē, maximam esse vim iuramenti ostendit, Si les bōmes estoient bien touchez d'une iuste conscience, ils vuideroient prōptement leurs differends & procez par le sermēt, que Ciceron appelle affirmationē religiosā. Illud est enim maximum expediendarū litū remediū, l. 1. D. de iureiur. dont on peut voir Plato lib. 12. de Leg. Toutes personnes ne sont capables de iurer, ne deferer le sermēt au moins à leur preiudice, ains seulement celles qui peuuent legüimement estre en iugement & contre lesquelles se peut donner sentence, qui procede de la delation du serment. l. 3. 4. 9. 17. & al. D. de iureiur. & in decretal. & in 6. eod. tit. L'auteur parle icy encores du sermēt promissoire qui se fait extraiudiciairement par promesse iurée auquel les Docteurs traittent amplement en plusieurs liures, & en monstrent diuerses forces & effets. Mais s'il est adiouste à une cōuention repprouuée, ou faicte de chose estant hors le commerce des hommes il ne pourra la confirmer & valider. l. 7. §. & generaliter. D. de pactis. Barth. in l. Si quis pro eo. D. de fideiussor. Il ne pourra donc donner force & auctorité au contrait vsuraire, que par les ordonnances, mesmes de Louys XII. de l'an 1512. art. 65. il est prohibé aux Notaires de recevoir, sur peine d'amende arbitraire & priuatio de leurs offices. Car si l'acte ou le contrait est repprouuē par le droit, le sermēt qui n'est qu'accessoire, ne peut valoir, par les vulgaires regles de droit. l. Cū principalis. D. de diuers regul. iuris. cap. accessoriū eo. in 6. Anciēnemēt on obseruoit d'obtenir dispēce de son prelat, pour estre absous & dispensē du serment: & les lettres Royaux qu'on impetroit pour estre releuē de quelque contrait, où y auoit promesse par serment, portoiēt clause, pour uenir que l'exposant soit dispensē du sermēt par son prelat, suivant la deposition canonique, dont les Canonistes traittent amplement. Mais à present on ne s'arreste plus à la dispense, & au defaut de l'auoir obtenue: par ce que si le contrait est nul & repprouuē, & par consequent aussi le serment, il n'est besoin de dispēce, vt tradit Panormitan. in cap. quamuis. de pactis, in 6. & cap. cū contin-

gat de iurciur. & j en a plusieurs arrests à ce propos, qu'autres ont recitez. & on peut voir ce qu'en a escrit Imbert in Enchiridio.

D V SERMENT QUE DOIVENT FAIRE

LES IUGES, ADVOCATS, PROCUREURS, SERGENS,
Geoliers & autres: & premier des Iuges. TILT. VI.



Es Iuges & ^a officiers de iustice doiuent iurer sur saintes Euangiles de Dieu que à leur loyal sens & pouuoir ils garderont iustice aussi bien au grand que au petit, sans faueur de port, ne dissimulation aucune: ne laisseront à faire pour amour, pour hayne, pour crainte, pour gaing, pour perte, ne pour chose que aduenir en puist, & garderont le droict du Roy, si au Roy sont, ou le droict de leur seigneur, ou d'autre seigneur si à eux sont, le droict des orphelins, le droict des veufues, le droict des expatriez, & le droict de l'Eglise: ne prendront ne procureront prendre ne auoir aucun bienfait, pour cause de iustice faire de personne quelconque, & que de leur propre seigneur ne prendront que iuste & loyal salaire ordonné à prendre, ne courtoisie en ce lieu.

Le serment desdits Baillifs & Seneschals du Roy doit estre fait en la Cour de Parlement, ainsi que le veut l'ordonnance du Roy Charles VII. en l'art. 92. & vide formam iurisiurandi iudicum in Authent. iurisiuran. quod prestat ab his qui administrant. recip.

Additio.

Du serment aux Aduocats.

Les Aduocats ^b doiuent iurer sur les saintes Euangiles de Dieu que loyau-
mēt exerce-
rōt le fait d'aduocacie: ne soustiendront que iustes & loyales
causes à leur loyal sens & pouuoir, & ne prendrōt ne demanderōt que sa-
laires cōpetens & moderez. Ne doit vn Aduocat de Parlemēt prendre de
salaire cōme grande que la cause soit, plus de trēte liures en pecune, ne en
autre valeur, & non plus, mais encores en doiuent prēdre selon que le cas
sera, ne ne feront que iustes & loyaux escritures, expediront les causes au
plus qu'ils pourrōt, ne ne querront declinatoire ne exceptiō au contraire
du droict, ne n'empescheront l'audiēce de partie aduersē par cautelle ne
subtile voye. Itē garderōt & aiderōt à garder les droits du Roy, les droicts
de leur seigneur, & stille de la Cour, les coustumes du pays à leur escient.

*O heurenx siecle
quand les Ad-
uocats faisoient
tel serment & le
gardoient.*

*Les Aduocats
ne doiuent en*

*leurs escritures
proposer cas im-
pertinents.*

Item qu'ils ne proposeront en leur escient fais impertinens, mais iustes,
recenables & veritables seruans à leurs cas, sans lesquels ils ne se scau-
roient passer pour le droict de leur maistre garder, & non autrement.

Du serment aux Procureurs.

Les Procureurs doiuent iurer sur saintes Euangiles de Dieu que loyau-
ment l'office de Procureur garderont & exerceront à leur loyal sens &
pouuoir, & tout le surplus que aux Aduocats est dit, reserue qu'il faut reser-
uer le fait de Procureur contre l'Aduocat, ne par le stille de Parlement ne
peuent ne doiuent prendre comme grande cause qu'elle soit, plus de dix
liures: mais moins en peuent & doiuent prendre selon le cas. Ne con-
seilleront que iuste cause, ne se mettront en peine que de impetrier iuste

** Cet ancien &
tres equitable
reglement ne se
garde plus, au
grad desordre &
confusiō de la iu-
stice, & à la rui-
ne des miserables
plaidiers.*

& loyale commission & impetration, & ne ne induyront leur maistre à corruption, & frequenteront & entendront les iours assignez à la Cour.

Additio.

Quel salaire doivent avoir les Procureurs, le demonstre l'ordonnance du Roy Charles septiesme en l'article 44. & en l'article sequent est ordonné que les Procureurs doivent faire registre de ce qu'il reçoivent des parties, afin que leurs heritiers ne demandent deux fois une chose, & salaire double.

Du serment aux Clercs, Notaires & Secretaires de la Cour.

Les Clercs & Secretaires de la Cour doiuent iurer sur saintes Euangiles quel office de clergie ils deseruiront & garderont à leur loyal sens & pouuoir, que le secret & conseil de la Cour garderont & tiendront en secret, ne prendront ne exigeront salaires que raisonnables & competans, ayderont à garder le droit des parties si auant que leur office appartien dra, & par especial le droit du Roy & de leur seigneur, des orphelins, des veufues, & des expatriez, & des Eglises.

Du serment aux sergens.

Les sergens doiuent iurer sur saintes Euangiles de Dieu que l'office de sergenterie à leur loyal sens & pouuoir, garderont & feront & exerceront comme à bon & loyal sergent appartient à faire, & garderont le droit du Roy, de leur seigneur & le droit du peuple, ne ne feront que iustes & loyales princes, & rapports & exploits que loyaument le plus brief que faire pourrôt, ils exerceront leur cōmission à eux ordonnées & adres sans, feront iustes & loyaux rescriptions, ne prendront que salaires competans & ordonnez, qu'ils ne prendront cognoissance en eux de quelque cause. Ne donneront ne feront peine, trauail ne empetchement aux sujets de la terre ne à leurs biens, sans cause iuste & raisonnable à leur es cient, celeront, & tiendront en secret quanques il leur sera dict & com mandé à faire, & qu'ils seruiron loyaument leur seigneur & la Cour.

Ce que les officiers doivent iurer.

Sçachez qu'il est defendu par la loy escrite de iurer pour cause illicite, & s'il le iure, si ne fait tel sermēt à tenir, ne qu'il ne iure de chose impossible, ne d'occire ou mutiler. Ne qui iure d'autrui deceuoir. Ne de non faire paix, & se faulx non. Ne qui iure de l'enfreindre. Ne qui iure de riens faire par force ne par crainte. Tous tels sermens ne sont à tenir, & ne enqueurt on point en peine qui l'enfreint ne qui muē son serment en mieux. Ne selon la loy ou decret qui faine à iurer de plus pres de verité, pour vie d'homme sauuer qui n'a mie mort deseruie.

Des gardes des prisons & geoliers.

Les geoliers sont appelez souriers, comme gardans les prisons constituēz et ensermez, en une tour: Et

Les gardes des prisons sont communement appelez geoliers ou tou riers ou chepiers. Si veul dire d'eux & des prisonniers ce que veul & ouy au des sages, & que la loy en dist. Si sçachez que par la loy escrite il est defendu à tous, fors aux seigneurs qui ont iustice à tenir & garder, d'a uoir ne faire prisons en leurs maisons ne en leurs terres, & doit estre ceste

chepiers à cause des cheps, dont les prisonniers sont quelques fois donnez & liez. Rei interdam caseni & cippo tenentur viuēti, ut scribit Greg. Turonensis lib. 5. cap. 49.

defence

defence tenuë sur peine capitale. Si dois ſçauoir que le ſeigneur qui a iuſtice à loy d'auoir priſon en la terre, il l'a doit auoir telle: c'eſt à ſçauoir, priſon fermée vne ou pluſieurs, ſelon les cas. Car le grief faiët deſire plus grieue priſon, non pas qu'elle puiſt ne doiue empirer le corps du priſonnier. Car dure choſe ſeroit que le corps d'aucun fuſt par priſon empiré, & apres le cas enquis l'en allaſt innocent. Et pour ce dois ſçauoir & entendre que priſon n'eſt autre choſe que garde de mal-faïcteur ou ſuſpéconné de mal.

Qualis poſſit eſſe cuſtas carceris, declarat Barth. in tractatu quem fecit de carceribus: in quo tractat multa de huiſmodi carcere. de cuſtodibus eius vide ibi, & quod dixi nunc in tractatu Barth. credo illum eſſe Bald. Peruſini.

Additio.

Item dois ſçauoir qu'à la priſon doit auoir garde de par le ſeigneur qui a l'adminiſtration des priſons & des priſonniers, leſquelles gardes doiuent eſtre & auoir ceſte ordonnance: C'eſt à ſçauoir que les gardes des priſons ne peuuent ne doiuent prendre argent, ne quelque bien-fait de ceux qui les priſonniers font tenir. Car dure choſe ſeroit que les priſonniers fuſſent aggreuez par la corruption de la garde, mais leur doiuent adminiſtrer viures competans ſelon leur eſtat, ou ſelon l'ordonnance de la Cour, ſans haine ne deſordonnée faueur. Item ne doit nul eſtre mis en foſſe, ne en chartre ſans enſeignement de loy, & que le meſſaiët le deſire. Car à nulle garde de priſon ne doit eſtre licite de mettre priſonnier en chartre ſans le commandement du Iuge, ne au Iuge ſans commandement de loy, ne à la loy ſans ce que le cas le deſire, dont il conuient eſtre ſuffiſamment informé. Et dois ſçauoir qu'il veut dire par la loy eſcrite, chartre, foſſe, & toute priſon ſans clarté ou lieux tenebreux: car dure choſe ſeroit à homme chreſtien d'eſtre en telle priſon ſi le meſſaiët n'eſt moult grief & peſant.

Le geolier ne doit conſermer en chartre le priſonnier, ſans corgè du Iuge.

De femme emprisonner.

Item eſt defendu par la loy eſcrite que femme ne ſoit miſe en chartre, en fers, ne avec homme, mais doit eſtre miſe en conuenable priſon comme chambre ſeure & fermée, & avec elle vne autre femme. Car freſſe choſe eſt de femme, & pour ce ne veut la loy qu'elle ſoit tourmentée de priſon pour cauſe ciuile: & ſi la cauſe eſt criminelle, ſi doit elle eſtre en ſeure & ſauue-garde de priſon courtoiſe, ſans tourment de ſon corps & ſi c'eſt pour ciuil & elle puiſt auoir pleige ou ſeureté, par ce doit elle eſtre eſlargie ſi roſt que le Iuge le peut faire bonnement.

Adde quod ſi mulier ſumpſerit tutelam filiorum, & renunciauerit Velleiano & omni alteri exceptioni ſibi competenti, quod per illam renunciationem poteſt carcerari. hoc expreſſe tenet Bar. in l. Si quis ſub conditione. ff. de teſta. tu. etiam mulier infamis pro debito ciuili poteſt incarcerationi. not. Cy. in Authen. ſed nouo iure. C. de cuſto. re. & an poſſit pro delicto, vide in illa Authen.

Additio.

Comment la garde de la priſon doit faire caution.

Item dois ſçauoir que la garde de priſon doit faire ſuffiſante caution

XXXX

selon les gardes de la Cour, à fin que l'aucun prisonnier eschappoit pour ciuil, qu'il puiſt respondre à partie. Car pour crime selon la loy écrite deueroit il porter autel peine. Mais les sages l'ont modifié à la discretion du Iuge qui l'intereſt de partie garde. Car tout l'intereſt & dommage de partie appartient à recouurer ſur la garde, puis que par la ſimpleſſe eſt eſchappé le prisonnier: mais ſi par force de priſon rompre, ou briſer, ou par autre violence, non.

Additio.

Qua actione agatur contra custodem qui dimiſit effugere carceratum pro debito ciuili dicti Dulinus de Galbano in l. Quoties. C. de exac. tri. li. 10. quod agitur condicione ex illa lege.

Que les gardes doiuent faire.

Item doiuent les gardes de priſon annoncer au Iuge de mois en mois, ou plus brieſſe ſelon l'ordonnance de la Cour, tous les prisonniers & les cas pourquoy ils ſeroient emprisonnez, à fin qu'expedition brieue ſe puiſt ſur eux faire, qu'ils ne ſoient trauaillees de priſon outre meſure par oubliance, qu'ils n'ayent fin ou deliurance, pro ou contra. Et ſi les gardes deſaillent de ce faire, ils doiuent eſtre eſcheus en amende de vingt liures: & à fin que faute n'ait en ce, ſi les Iuges ne ſont commandement aux gardes, & qu'ainſi leur ſoit ramentu, leſdicts Iuges meſmes doiuent encheoir en la peine deſſuſdicte.

Pro hoc vide optimum text. in l. De his C. de custo. re. qui obseruari à iudicibus quantum deſideretur ab ipsis incarceratis, nemo neſciū niſi qui fuerit eorum aliquando condicionis & fortuna. & pro hoc eſt ordinatio Regis Caroli ſeptimi, artic. 27.

De prisonnier mourir en la priſon.

Item ſi prisonnier eſt mort en priſon, ſi c'eſt par crime qu'il eſtoit prisonnier: ſçachez que celui qui eſt garde, eſt deliuré de l'accuſation, ne riens ne luy en doit eſtre demandé ne de partie ne de iuſtice, & tout eſt à la mort à l'accuſé: & ſi c'eſt pour ciuil, & il ne ſoit obligé par lettres, l'action ſ'eſtaint qui encommencée eſtoit, &c. Encore veut la loy dire que ſi le prisonnier de crime mouroit en priſon auant qu'il fuſt attainct & condamné de crime, pour-ce ne ſont ſes biens à prendre, conſiſquer ne arreſter ſ'ainſi n'eſtoit qu'il ſe ruaſt en priſon pour paour de iuſtice, & de ſon meſſaiet.

Additio.

An bona morientis in carcere antequam feratur ſententia contra eum, ſint conſiſcata: Bal. in l. 1. C. ne ex delict. deſunet. & Specul. tit. de accuſa. §. 1. verſ. quid ſi. & decif. T. bol. videntur tenere quod ſi: & pro hoc vide. l. Si is quem homicidij. & melius in l. Final. C. ſi reus vel accuſa. mor. fuer.

De briſer priſon pour cas ciuil.

Item ſelon encore les viſages & ſelon les couſtumiers, ſi aucun prisonnier eſt pour cas ciuil en priſon, & il ſe part, & briſe priſon, il ſe rend encheu en la demande pourquoy il eſtoit emprisonné: & ſi c'eſtoit pour cas de crime, il ſeroit coupable du cas: & à ceſte fin peut eſtre banny de la terre, comme de crime de cauſes, & ſur ce contumaces par priſon briſer. Mais ſelon l'opinion d'aucuns ſages, ſ'il aduient qu'aucun ſoit priſon-

Nota illum qui effugit de carceribus, videri ſaſpenſum. l. Ad cōmētarienſem. C. de custo. re.

nier, & il brise prison auant que demandé luy ait esté faicte ne imposée, du cas pourquoy il estoit prisonnier, sçachez que pour ce ne doit estre conuaincu ne en ciuil ne en crime, & la raison si est qu'encore ne sçauoit il que demâder on luy vouloit. Et pour ce le plus seur est quand on met vn prisonnier en prison, qu'on le charge de telle demande que on luy veur faire, & soit déclaré deuant le geolier, à fin que s'il rompoit prison, que ce soit au peril & à la charge de la demande contre luy faicte, & que par-ce puist estre contumassé par deffault: & si c'est en crime, qu'il soit banny de la terre criminellement, & toutesfois il venoit aux appeaux, vn ou deux ou trois des appeaux selon l'estat, si doit estre débouté declinatoires, dilatoires, & tous autres exceptions, mais * que la pre-remptoire.

Quand le sergent met et constitue un prisonnier en prison, il doit déclarer la cause, si c'est pour crime, et en vertu de sentence ou decret de Iuge, ou si c'est pour dette, et à la requeste de quelle partie, et en charger le registre ou escroné du geolier: à ce propos faut voir les ordonnances de Loys XII. de l'an 1498. et François I. de l'an 1535. et Henry II. de l'an 1549.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SIXIESME.



LES formes de prester le serment par les Iuges, tant Bailifs, Seneschaux, & leurs Lieutenans, qu'autres Iuges, qui le doivent faire en la Cour de Parlement, & pareillement les Prenoys & Iuges inferieurs, & autres officiers, & encores les Aduocats, Procureurs, Sergens, & autres exerçans fonctions & charges publiques, sont amplement déclarées par les ordonnances Royaux, recitées au Code Henry & en la Conférence, ausquelles on peut auoir recours. Ce que le Roy Loys XII. par l'ordonnance de l'an mil quatre cens quatre vingt & dix-huict, & François premier, par celle de l'an mil cinq cens trente cinq, & autres, auroient adiousté à l'ancienne forme du serment des Iuges, qu'ils seront serment solennel à leur institution, n'auoir baillé aucune chose directement ou indirectement pour leurs offices, & auroit esté longuement gardé en ce Royaume, est maintenant abrogé, estans tous les offices de iudicature venans, au grand mespris & des-honneur de la iustice, & ce qui auroit tousiours esté blasmé & redargué en tout estat de Republique. Iustinian prescrie la forme du serment que les Magistrats & Iuges doivent faire, Nouel. 8. vt iudic. sine quoquo suffi. & le deuoir qu'il leur conuient garder en l'administration de leurs estats & charges, Nouel. 17. de mandatis princip. & Nouel. 25. de Prætorè Lycaoniz. Demosthene orat. contra Timocratem, recite le serment, Heliaistarum iudicum Athenis, qui contenoit entre autres choses, Iudicij causa neque dona muneraue vlla accipiam, neque in rem meam alius, sed neque vllum arte fraudèue aliqua, quicquam accipere patiar. Pareil serment faisoient les Arcontes Magistrats d'Athenes. Je passe ce que les Iuriconsultes en ont escrit, & les Empereurs Romains ordonné.

b Les Aduocats estoient anciennement appelez Amperliers, qui parloient pour les parties, soustenoient & defendoient leurs droicts.

XXXX ij

& causes : & lors comme l'ay obserué en mon vniuersité, les parties ne plaidoient par Procureurs, ains parloient & plaidoient leurs causes par Avocats : & parlant des Procureurs, il dict que sont ceux qui font les besongnes d'autrui par son aduen, vt etiam definitur Procurator in l. 1. D. de Procur. Mais depuis l'ancienne pratique a esté bien changée pour les Avocats & les Procureurs, toutesfois y auroit eu des reiglemens establis par les ordonnances, & encores d'autres ordonnez par les arrestz des Cours de Parlement, tant pour le deuoir de leurs estats & charges, que pour les salaires qu'ils doiuent prendre. Anciennement à Rome les Avocats, qui etiam Patroni dicuntur, faisoient serment en toutes causes, incontinent apres la contestation, qui est prescrite & ordonnée par Iustinian. in l. Rem non nouam. §. Patroni. C. de iudic. comme aussi faisoient les Iuges donnez par le Preteur & Magistrat, d. l. Rem non nouam, in princ. Mais à present les Avocats & Procureurs font iudiciairement le serment au iour de leur reception, soit en la Cour de Parlement, ou aux sieges de Bailliages & Seneschauccées, où ils veulent postuler & exercer lesdicts estats : lequel serment ils renouellent tous les ans, aux iours de l'ouuerture du Parlement ou des plaids ordinaires desdicts sieges de Bailliages & Seneschauccées, selon l'usage & coustume d'iceux. Et par ce qu'il est assez traité de ceste matiere, tant aux ordonnances, qu'au style de Parlement & autres livres de pratique, il n'est besoin d'en discourir icy d'auantage, seulement i'adiousteray que les Avocats auoient séance, préeminence & prerogative de seoir l'un deuant l'autre du iour de leur reception, soit en la Cour, ou siege de Bailliage & Seneschauccée : & mesmes ceux receus en la Cour, encores qu'ils ne soient immatriculez aux autres sieges, par arrestz du Mardi neufiesme Feurier, 1555. & 22. iour de Iuin, 1587. pour le Bailliage de Senlis.

c La prison a esté premierement introduitte non pour peine, ains pour garder & retenir ceux qui estoient accusez de quelques crimes, l. Aut damnum. §. solent. D. de pœnis. Carcer, inquit Imperator, pœnaliū, carcer hominum noxiorum est, l. 2. C. de exact. tribut. vnde carcer à coercendo dicitur, teste Varrone lib. 4. de ling. latin. & Seruius in lib. 1. & 5. Æneidos, carcerem ait esse custodiam noxiorum, siue locum in quo seruantur noxij. En la prison de Rome y auoit un lieu sous terre, qu'on appelloit Tullianum, inuenté par Tullius Roy des Romains, qu'on peut bien appeller fosse. Des diuerses formes de garder les prisonniers qui estoient à Rome, on peut voir Lipsius ad lib. 6. Annal. Taciti, & de carcere ad lib. 3. vbi ex interprete Iuuenalis triplicem facit carcerem, Vrbanum, Rusticum, Castrensem. Par l'ancien droit Romain, les detteurs ne pouuoient estre emprisonnez pour dettes, mesmement fiscales, ains seulement arrestez pour leur consumace, & crainte de fuite, l. Aut Prætor. §. si debitorem. D. quæ in fraud. cred. & d. l. 2. ce qui conuenoit au droit des Atheniens, cuius meminit Plutarchus in vit. decem orato. Aussi les femmes ne pouuoient estre emprisonnées, si non pour crime, & lors elles deuoiuent estre mises en lieu separé des hommes, l. 3. C. de custod. reor. Nouel. 134. Mais à present ceux qui sont obligez au corps pour dettes, peuuent estre emprisonnez, mesmement les

femmes, contre lesquelles toutesfois estans mariées la rigueur des quatre mois n'a lieu, inqé par arrest du 19. Mars, 1588. & autres. Mais un sergent ne peut emprisonner aucun, si c'est pour crime, sans decret & ordonnance de luge, si non qu'il trouue le delinquant en manifeste forfait & flagrant delict: & si c'est pour dette, sans obligation ou commission, Græca constitutione Iustiniani. C. de custod. reor. ne peut aussi emprisonner en maison priuée, comme meismes porte l'Edit de Henry III. de l'an 1581. & l. Vn. C. de priuat. carcerib. qui defend de faire prisons priuées. Et me resouuiet d'auoir veu condamner un sergent en l'amende avec suspension de son office, pour auoir tenu en sa maison des prisonniers, par arrest donné à la Tournelle, du 13. Feurier, 1557. Les seigneurs qui ont iustice & prisons, les doiuent auoir seures & à rez de chaussée, par l'ordonnance de Charles IX. 1560. Estats de Blois, art. 55, & arrest du 15. Iannier, 1563. & autres. Qui vouldra voir d'auantage de ceste matiere, qu'il lise les ordonnances au Code Henry, & en la Conference: desquelles on peut recueillir la grand' fidelité requise en un Geolier, & le deuoir, auquel il est tenu.

DES CLERCS, ET DE LEVR ESTAT.

TITRE VII.



E dnabus potestatibus scilicet temporali & spirituali, vide elegantem tractatum domini Petri Bertrandi Cardinalis, & vide duos nequaquam spernendos tractatus Auserij Tholo. glosatoris stil-curia Parlamen. quos fecit de potestate secularium super Ecclesiis: & de Ecclesia super laicis.

Additio.

VEu du droict ciuil selon la constitution de l'Empereur & de sa loy, & aussi des coustumes, apres l'ensuit des Clercs, comment ils doiuent estre traictez: tu peux & dois sçauoir que clerks a voulu la loy escrire, à fin qu'ils soient autrement traictez que ne sont les lais par le priuilege de leur tonsure, qui les exempt de luge lay, & veut qu'ils ne soient traictez que par l'Euesque dessous qui y sont demeurans, & qui en a à cognoistre seul & pour le tout, soit pour cas ciuil, soit pour cas criminel, ne* doiuent estre traictez & menez par reigle de droict Canon, c'est *Ne. pour en. par les reigles des decretales qui sont faictes par les Papes, & saincts Concilles, qui ne seruent riens de criminel à peine mortelle fors à peine de douleur, c'est à sçauoir chartre perpetuelle. Et la loy pourquoy que les lais sont reiglez & traictez par les Empereurs & leurs Concilles, est la difference qui est entre droict canon & ciuil. Si dois sçauoir quelle difference la loy met entre les clerks & les lais. Sçachez que la reigle & le faict des clerks si est telle & doit estre, à Dieu aouer, honnestement viure & conuerter en faicts, en dictz, & en habits, estre hors de reigle &

Differentia iuris ciuili à iure canonico colligit Barth. in suo tractatu nominato, de differentijs inter ius ciuile & canonicum.

Xxxx iij

forme de lais, mais clergement soy reigler & viure. Car tels & non autres doiuent estre appelez clercs. Et est si noble nom d'estre appellé clerc: que c'est à dire Roy: pour-ce que les Roys se doiuent si noblement regir & gouverner: & aussi doiuent faire clercs. Et pour-ce portent ils tonsure sur le chef en lieu de couronne, & signifie la couronne de bon gouvernement & regime qu'il doit auoir & conduire sur son peuple, & la terre sous soy.

Additio.

Pro hoc vide optimum textum in cap. duo sunt. 12. quest. 1. ubi verba hæc latino sermone conscripta sunt: & pro tota ista materia vide tit. de honest. & vit. cleric. maxime cap. his igitur 23. distinct. cum cap. clerici coman. cap. 1. distinct. 42. 43. & 44. per tot. & quomodo clerici laicos præcellere debeant, & illis deferatur in sedibus. vide text. in cap. sacerdotum. de consecratio. dist. 2.

De la preeminence & autorité des clercs tonsurez.

Item les lais doiuent auoir autre office & reigle, car à eux appartient autre gouvernement & regime, comme du faict de labeur, de marchandise, d'estre en l'ordre de mariage, de terres labourer & cultiuer. Et sont tels appelez lais pour ce que layement & mondainement se doiuent gouverner. En confortant le propos precedent est dict que non seulement les Prelats, les Prestres & autres gens d'Eglise doiuent prealler, & estre les plus souuerains en noble & reuerend gouvernement, mais aussi tous clercs de quelque estat qu'ils soient, puis que de tonsure se veulent aider, ou autrement, ils ne doiuent mie estre reputez clercs, ne iouir de priuilege de clerc: & si autrement le font, ils ne sont differens aux lais: & aux clercs appartient le regime & gouvernement de l'Eglise, & des choses d'icelles, ne autre ne l'en doit entremettre. les lais ne doiuent assister ne seoir, n'approcher l'autel, n'estre au cœur de l'Eglise tant qu'on faict l'office diuin: Car aux clercs appartient, & non à autres. Encore dist la decretale que clercs ne doiuent porter armures, ne à eux n'appartient, ne à office de clerc: & s'ils le font ils en doiuent estre punis par les lais.

Les clercs vsuriers doiuent estre punis par les Iuges lais.

Item ne doiuent estre vsuriers, ne nul chrestien, car c'est office aux Iuifs qui vsent de la vieille loy, en laquelle vsure estoit permise: & si les clercs font outre ce que dict est, ils sont excommuniez, & doiuent estre punis par le Iuge lay.

De l'habit des clercs.

Item est defendu par la decretale aux clercs de porter habit deshonnest, & qui ne soit en forme & ordonnance de clerc: & ne doiuent laisser leurs cheueux pendans sur leurs espauls, ne laisser barbe qu'elle ne soit tonduë & rese à guise de clerc, car à clerc n'appartient point telle ordonnance, mais aux lais qui l'aiment doiuent viure: & s'ils font ce, ils sont excommuniez & doiuent perdre benefice de clergie.

Item dois sçauoir que si clercs sont frequentans nonnains, & il leur soit ammonesté par leurs Prelats que de ce cessent: s'ils sont beneficiez, ils doiuent perdre les fruiets de leur benefice tant qu'à la discretion soit ordonné, & si ils ne sont que simples clercs, ils doiuent perdre le priuilege de tonsure: & si sont lais, si sont ils excommuniez.

Item si clerc se vist comme goliard, ribault, coquin, houlhier, borde-
lier, ioueur aux dez, menestrels de bouche, ou autres instrumens par ta-
uernes & cabares. il n'est digne de iouir de priuilege de tonsure, par espe-
cial si sonmez en font, & ne s'en cessent: mais se doiuent maintenir en e-
stat de clergie ainsi que dict est, & en habit & conuersation: & autre-
ment ils ne doiuent estre reputez clercs.

Item si clerc s'entremet de choses & besongnes seculieres, comme
d'estre Procureur deuant Iuge lay, ou Iuges lays ou lais officiers: sçachez
que si de leur Prelat ils en sont ammonnestez par trois fois, & par trois
monitions, & ils ne s'en cessent, ils doiuent perdre priuilege de tonsure.
Generalemēt dois sçauoir que par droicte loy de canon il est defendu à
tout clerc d'estre iougleur, cappuleur, goliard, ioueur de dez, yurogne,
bordelier, houlhier, tauernier, cabareteur, macquerel, boucher, foulon,
barbier, ribault en chemise, ioueur en place commune, enchanteur, sor-
cier, vuideur d'aïsemens, putier, diffameur de diffamations publiques,
toutes telles gens ne doiuent iouir de priuilege de clerc ne de tonsure,
mesmement tauerniers puis qu'ils en sont ammonnestez si moins d'un an
l'auoient esté. Mais si par plus d'un an l'auoient esté, lors n'y faut point in-
troduction autre que seulement l'exécution sommaire, ou le debate en
cas present.

Des clercs mariez.

Des clercs^b mariez peux & dois entendre que selon la decretale si
clerc marié veut iouir de priuilege de clergie, il conuient qu'il soit
en habit & tonsure ensemble, ou autrement s'il estoit prins pour aucun
mefaiet sans les deux, il ne doit iouir de priuilege, mais comme lay faict
à punir, & ainsi en a esté iugé, tant en Parlement comme ailleurs en plu-
sieurs Cours du Roy. C'est à sçauoir d'un clerc marié vne fois à vne non
corrompuë, & en ceste partie & non autre doit iouir de priuilege.

Item en outre dist la decretale que clerc marié ja fust ce qu'il eust
habit & tonsure, s'il s'entremettoit de choses layes comme de marchan-
dises layes, d'office lay, si ne deueroit il en ce cas ne es pourchas qui pour
ce se font, iouir de priuilege de clergie, mais doiuent estre par le Iuge
lay à ce contrains & menez comme lays, & taillez à taille & à execu-
tion & tous subsidez comme pur lay. & ainsi a il esté trouué au conseil de
Paris & autre part, puis qu'un clerc est marié viuant liement que pour
quelque contract ou marchandise qu'il face, il en doit respondre au Iu-
ge lay, & nō au Prelat. Et si le Prelat ammoneste le Iuge Royal d'excom-
muniement pour ce faire, le Iuge Royal ou autre apres coppie prinse de
l'ammonition doit bailler commission annexée avec ladicte coppie, &
enuoyer à l'Euesque ou son Officier & luy faire commandement qu'il re-
uocque sa monition, & le laisse conuenir de sa noble iurisdiction sans
s'empescher: ou si ce non, il y sera pourueu de remede: & ce faict, si l'Euef-
que ou son officier, n'obeissent de rescription de sergent sur ce eue à la
requeste du Procureur du Roy nostre sire, iteratiue cōmission sera don-
née comme ledit Euesque se cesse, &c. Et si non, le temporel dudit Euef-
que doit estre mis en la main du Roy, & par sa main gouuerné iusques à

*Prestres ne doi-
uent practiquer
deuant Iuge lay.*

*Iougleur, c'est
vn menestrier:
cappuleur qui
faict du badin
pour plaisanter:
goliard qui
faict du bouffon
par les maisons:
ribault est vn
coureur, ribleur
& debauché:
dont on peut
voïr mō distiō-
naire des anciens
mais François.*

*Priuilege des
clercs lays.
Telle forme de
proceder par
l'Euesque, ou Iu-
ge Ecclesiastique
contre le Iuge
Royal & secu-
lier est abolie en
France: & l'E-
uesque ou son
Officier la vou-
loit practiquer,
on appelleroit de
lui cōme d'abus,
et seroit l'appel
bon: par ce que
seroit entrepri-
se sur la iustice
Royale & secu-
liere, cōme l'ay
mōstré ailleurs.*

*An habitus sit
clericatus vel ne:
& consequenter
cognitio huius
pertineat ad iu-
dicem secularem
vel Ecclesiasti-
cum, & utrius fa-
cienda sit remis-
sio: de his vide
quest. 138. Gui-
do. Pa. ubi mul-
ta ad hac sa-
cientia adducit.*

ce qu'obey ait: & si de ce naist quelque doute au contraire, & fil est clerc non marié, & ait habit & tonsure & non autrement, il doit estre rendu incontinent. Mais sil aduenoit qu'il fust sans habit & tonsure, ou par especial sans tonsure, ja fust ce qu'il fust à marier, si doit il estre rendu de prime face, & appartient au Iuge lay le possessoire & la detention iniques à ce que par son propre Prelat soit cogneu le Iuge lay appelé & ceux qui faudroient à appeller, si il doit iouir de clergie ou non. & si iouir n'en doit, il doit demeurer au Iuge lay, & à luy en appartient la congnouissance & detention. Mais sil aduenoit que le prisonnier fust prins en habit & tonsure, par especial en tonsure, & il fust à marier, ou en habit & tonsure ensemble les deux, si marié estoit & il fust requis de son Prelat, puis qu'il seroit trouué en habit & possessoire de clerc, il doit estre rendu au Prelat incontinent par protestation de le repeter & rauoir au cas qu'il ne deueroit iouir de priuilege: laquelle chose cogenne par le Iuge spirituel, il doit estre rendu au Iuge lay & à sa iurisdiction, & ainsi en est-il, & a esté vŕe en Parlement & par tout ailleurs, & mesmement en la Ville & Cité de Tournay, contre l'Euesque de Tournay, pour vn appelé Vuantier au Parins & vn appelé Hanequin Gourdin, & plusieurs autres. Si dois sçauoir que si sur ce nos sergens de Parlement font aucune audition, & dient qu'un clerc prins par le Iuge lay estoit, & le clerc se die estre non marié, & il n'a tonsure especiallement & soit viuant layement, & ne sçache lire quant * amministré en sera, ne promptement ne fait apparoir de son priuilege, ne portez ne sçait par auant que prins fust comme clerc viuant clergement, il doit demeurer au Iuge lay du tout. Car par le decret nul ne doit iouir de priuilege de clergie sil ne vit comme clerc doit faire, & comme la tonsure qui est couronne à Roy qui se doit royaument gouverner. Car nul clerc ne se peut ne doit entremettre, que de faits de clergie qui de benefice & priuilege de clergie veut iouir, & ainsi fust il dit & conseillé par nos seigneurs de Parlement à plusieurs cas, que la ville de Tournay auoit à faire, contre l'Euesque en l'an 1387.

** Ammonesté,
au liure escript à
la main.*

Des clerics qui sont Cheualiers.

Item dois sçauoir que iacoit ce que dessusdict est que clerc marié doit auoir habit & tonsure sil veut iouir, &c. Toutesfois est à sçauoir, qu'à Cheualiers ne faut ja pour ce qu'ils sont mariez, auoir habit & tonsure, car il peut porter par honneur de Cheualerie tel habit qu'il luy plaist, & estre sans tonsure: & pour ce ne perdrait il mie le priuilege de clergie. Toutesfois quand le cas seroit criminel, aucuns conseillent pour toutes doutes que seure chose est auoir habit & tonsure. Combien que la decretale dist expressement que necessité n'en est.

*Addition, qui
n'est au liure es-
crit à la main.*

Si clericus coniugatus in crimine deprehensus fuerit, non tamen cum habitu & tonsura, utrum debeat gaudere priuilegio clericali, & ad quem pertineat eius cognitio & quid si non fuerit coniugatus, vide eleganter in consil. 8. Alex. & in consilio Alexand. 58.

Item dois sçauoir que iacoit ce qu'un homme soit marié & ait habit & tonsure

tonsure, toutesfois s'il est requis au Iuge lay d'auoir paix ou assurances le Iuge lay le peut contraindre à ce faire pour le bien de paix: & s'il aduenoit que le clerc marié qui ainsi auroit esté contraint à bailler paix ou assurance, l'enfrainst, pour ce ne seroit mie à cōtraindre à Iuge lay. & la raison pourquoy ce appartiendroit au Iuge spirituel, est pour ce que le cas de paix enfreinte ou assurance est tel qu'il prent preuention au Iuge de qui il est requis afin de seureté & que mal n'en aduienne, & ainsi fust il dit par Parlement, pour Iean Bocquet Bourgeois de Valentienne, contre Monseigneur Enguerran Dourdin, President de Monseigneur Arnoul de Corbie.

La cōtraire s'obserue aujour-d'huy: Et la connoissance de sauuegarde enfreinte appartient au Iuge Royal, mesmes contre le clerc. par ce que c'est cas priuilegé, comme s'aymōstré cy dessus.

Dixi supra sit. de cas qui touchent le Roy, quod infractio salueguardie pertinet ad iudicem regium, tum ex iure, tum etiam ex cōsuetudine immemoriali; quod eidem facultas cognoscendi civiliter & criminaliter puniendi per iudicem secularem in clericos sit quæstibilis consuetudine immemoriali & priuilegio. vide qua dicitur Sicul. in ca. causam. de prescript. ubi priuilegio Papæ concedi potest laico capacitas spiritalis. glo. in cap. imperium. x. distinct. & xxv. quest. viij. Ioan. Andr. in cap. nobis. de iure patro. & idem addit ad Sicul. in tit. de legat. §. nunc tractemus. ver. sed nunquid legatus. Innocen. in ca. quod sicut in glo. Episcoporum de elect. glof. in cap. laicis. xvj. quest. vij. Bald. in l. Rescripto. C. de precib. imperat. offerend. Petr. de Ancha. in Clem. per literas. de prebenb. Anto. in cap. mæssana. de elect. ca. quanto. de iudic. & cap. prater ea. le. j. de iure patro. Imol. in cap. quod in dubiis. de renunciat. & in cap. ad supplicationem. eod. tit.

Addition, qui n'est au liure escript à la main.

De Clerc qui seroit prins, & changer ou muer habit en prison.

Item dois sçauoir que s'il aduient que aucun clerc soit prins par Iuge lay, & durant icelle prison par cautelle il change ou muë son habit ou tonsure, & de ce se vouloit ayder, le Iuge lay que sans habit l'a prins & mis en la prison, si tost qu'il apperçoit telle cautelle: & le peut doit faire mettre hors tel habit & tonsure, & en tel ou semblable habit qu'il le prinist & trouua, & selon ce verser & ordonner de luy comme lay & comme non habile de iouyr de priuilege de tonsure. & ainsi fust il dit par arrest de Parlemēt, contre Iean de Rouaux qui auoit esté prins sans habit, & auoir son habit mué en prison de Preuost & Iurez de la Ville & Cité de Tournay. Itē dois sçauoir que s'il aduenoit que aucū clerc fust prins pour aucun delit, & luy estant layement prisonnier, il estoit requis de son prelat cōme clerc, s'il estoit tenu non marié ayant habit ou tonsure, ou seulement tonsure, il doit estre rendu à son prelat incontīnēt que requis en est.

Arrest de Parlement.

Des bigames qui ont espousé deux femmes.

SCachez que bigamie est vne irregularité qui vient & descēd par fauté de reigle, ou autrement bigamie est vne defaute qui vient de diuision de chair. Et est dit celuy bigame qui par diuers temps a eu deux femmes par mariage legitime: & selon les Grammeriens bigame est dict *quasi bigamus*, c'est à dire deux fois marié, ou autrement de deux mariages. Si sçachez que celuy est dit & tenu pour bigame qui espouse femme qui ayt esté autres fois mariée, ou qui autres fois a esté mari, & tels perdent tout

Yyy

priuilege de clergie en toutes manieres, ne iamais ne s'en peuuent aider ne porter tonsure, ne habit clerical sur peine de excommuniement, mais sont tous donnez aux lays & à leur cognoissance, nonobstant quelque coustume au contraire. *de bigamis. in vj. cap. altercationis.*

Item dois sçauoir que s'aucunes concubines a avec luy, & en plusieurs lieux ou temps, pour ce n'est mie tenu pour bigame, ne perdre ne doit le priuilege de clergie, car bigamie se fai& par mariage legitime à deux femmes, ou à vne femme veufue, ou pour l'homme auoir espoufé deux femmes l'une apres l'autre. *cap. quia circa. de big.* Encore peux & dois sçauoir que s'il aduenoit que aucun print par mariage veufue, & il fust trouué que icelle fust encore pucelle, & ne fust point corrompue & ainsi fust trouué par les sages femmes : pour ce ne seroit celuy qui l'auroit prinse, bigame, mais seroit tenu comme simple marié. *Rub. dict. cap. debium.*

Des clerics veufues, & femmes veufues.

S Cachez que veufue homme qui est clerc si tost qu'il est veufue, il rertourne à la franchise de clerc, & pour ce pourroit estre Prestre puis que vne fois & à vne vierge auroit esté marié tant seulement, mais qu'il tienne habit. Et si c'est Dame ou Damoiselle qui seroit tenuë en veufueté, elle doit estre tenuë & gardée en sa veufueté par le Prince & par tous Iuges d'Eglise & autres, & doiuent sommairement estre ouyes en leurs querelles : & si en ce auoit defaute au Iuge lay, elle se peut traire au Iuge spirituel, qui en ce cas la doit soustenir & ouyr en son droict, & autrement nes y doit traire s'elle a affaire à loy, si defaute n'a au Iuge : mais si elle estoit despouillée d'aucun sien droict, fust encore en temporalité, sçachez encore que s'elle s'en trait premièrement au Iuge de l'Eglise, là doit demeurer la cause, car c'est cas de preuention, & doit estre renduë là où elle premièrement se trait par le benefice de sa veufueté : & de ses autres ordinaires cas, comme de demander ou de defendre, elle doit sortir sous le Iuge où il est demeurant, & il fait à contraindre.

Ceste pratique de se retirer par-deuers le Iuge Ecclesiastique, est hors d'usage ains si le Iuge seculier ne fai& iustice, y a moye d'appeller de luy suumans les ordonnances.

Du priuilege aux femmes veufues.

Additio.

Ceste additio ne ce qui est traicté en l'article, de la preuention du Iuge Ecclesiastique, ne s'observe plus en France, par l'ordonnance de l'an 1539. art. 7. Et 2. Faut voir l'annotation sous la lettre a.

Ista debent intelligi quando index laicus esset negligens in iustitia ad ministranda viduis: tunc index Ecclesiasticus potest causam ad se trahere petente parte: ut ext. de foro competen. cap. ex tenore literarum. nam protectio viduarum pertinet ad Ecclesiam: ut eod. tit. cap. ex parte. ubi Papa committit causam super violentia facta Regina Anglorum vidua.

Des priuileges aux Clerics.

T V peux & dois sçauoir que clerics qui de priuilege de clergie veulent vser, ne doiuent estre cognus pour cause qu'ils ayent, fors deuant leur Iuge & Prelat, soit la cause criminelle ou ciuile, sinon en cause recelle ou en complainte de nouuelleté, en sauuegarde enfreinte, en port

d'armes. Car de ces trois cas conuient qu'ils respondent au Iuge lay, supposé qu'ils fussent Prestres, Euesques ou d'autre dignité.

Item s'il aduenoit que le Iuge lay contrainst le clerc à respondre à luy puis qu'il scauroit qu'il seroit clerc, il est excommunié par ce mesme droit que les clerics appellent *ipso facto*. mais c'est à scauoir que si le clerc en l'Eglise vent ou marchande d'aucune chose à vn lay, & contend en vienne, pour ce ne demeure mie la cognoissance au Iuge du clerc, mais doit demeurer au Iuge lay, car par loy escrete chacun doit estre tenu & traité pardeuant son Iuge, & non ailleurs, & dont la chose litigieuse est subiecte & tenuë, & si autrement est fait, si en doit estre la cognoissance r'enuoyée au Iuge de qui le defendeur est subiect, ou la chose contencieuse. Encore dist la loy escrete que homme lay ne doit faire homme lay conuenir deuant Iuge d'Eglise si non par defaute de Iuge lay: & s'il le fait, si en doit la cause estre r'enuoyée au Iuge lay, car le droit ne souffre que nul soit conuenu que deuant son Iuge ordinaire, si ce n'est par defaute de Iuge. Sçachez que si clerc de sa volenté se vouloit submettre au Iuge lay, & iurast & promist tenir son iugement, si ne peut-il submettre ne ordonner que ce tienne & vaille, posé encore que partie aduerse s'y consentist: car le droit ne peut souffrir que nul soit trait pardeuant autre Iuge que son Iuge ordinaire; & encore est la loy si estroite pour le clerc que se faute auoit au Iuge Ecclesiastique pour le clerc, ou que suspicion fut au Iuge, le Iuge Ecclesiastique doit commettre autre Iuge pour le clerc, & Iuge Ecclesiastique. car le clerc ne peut estre conuenu deuant Iuge lay, si non pour les quatre cas dessusdicts, s'ils ne sont clerics demeurans & residens dessous aucuns priuileges, comme chappellains, moynes, ou autres prelatz qui ont Eglises en ce priuilegiées de cognoistre de leurs gens, & de leurs subiects.

Hic quod dicit de submissione, quid si iurisdictio Ecclesie prorogetur à laicis: an possit ibi conueniri: vide per Io. Fab. & Bal. in l. Qui ex consensu. de Episc. audient. C. & per Sicul. & Feli. in cap. significasti. de foro competent. glos. in cap. iurata. xj. quest. j. latè per Iaso. in l. j. §. post operis. ff. de no. ope. nunciat. Quicquid tamen sit de iure, consuetudo presentis regni habet quod laici non possunt prorogare, ubi dominus contradicit. ita dicit Ioan. Fab. in loco sup. allega. quod facere dicit cap. ex transmissa. de foro competent.

Item qui fiert clerc par felon courage iusques au sang, il est excommunié par ce mesmes droit que clerics appellent *ipso iure*. Et si clerc fiert lay iusques au sang: amender le doit à son prelat & ordinaire, ou il doit estre depose de benefice. & si le lay blesse le clerc, jasoit qu'il soit lay, il sera pour ce puny par le prelat pour ce qu'il est excommunié: car nul autre que le prelat n'en doit cognoistre. mais s'il aduenoit que vn autre frapast aucun prelat qui ne fut pas en habit de prelat, & qui n'apparut point estre clerc, il n'est mie excommunié, ne par Iuge d'Eglise ne doit estre codané. Toutefois

cognoist contre le lay, encorè qu'il soit question d'outrage fait à vn Prestre ou autre Ecclesiastique.

Yyyy ij

Telle excommuni-
cation cōtre le lu-
ge seculier, pour
ne r'enuoyer le
clerc pardeuant
le Iuge Ecclesia-
stique, n'a plus
de lieu en France,
et il y a long
temps qu'elle est
hors d'usage.
Voyez l'article
4. de l'ordonnée
de l'an 1539.
* En quelques
lieux, conta-
gieuse.

Cery ne s'obser-
ue en France,
ains le Iuge lay

¶uroit le Iuge d'Eglise la cognoissance s'il scauoit qu'il fut clerc ou nō. *cap. ij. & ij. de for. cōpeten.* & de ce doit aller à loy & absous par son serment qu'il en doit faire pardeuant le prelat: ne autrement ne s'en doit purger: & si iurer n'en veut, il est tenu pour excommunié: *ut xviij. quest. iij. cap. si quis suadente.*

Item s'il aduenoit que en ieu aucun frapast vn clerc, il n'est pas excommunié, mais si autrement estoit fait, il faudroit que absolution vint du Pape. *allegat. cap. si quis suadente.*

Addition qui est au liure es- crit à la main. *Casus in quibus index secularis potest manus in personas laicorum, sine metu excommunicationis imponere, prosequitur in suo tractatu Do. Bernardus Laurent. quem specialiter super hac re & huius nominis intuentium edidit: & in quibus Iudex Ecclesiasticus in laicos habeat coërtionem & iurisdictionem, vide ample per Do. Steph. Ausfrer. in tractatu de potestate Ecclesie super laicis: in quo per. cxlv. casus materiam diffuse pertractat.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SEPTIESME.

LES Chrestiens font deux especes de personnes, à sçauoir les laïcs ou laïcs, & les clercs. C. duo sunt, 12. q. 1. Les laïcs sont ainsi appellez du mot Grec λαός qui signifie troupe ou multitude de peuple: & les clercs du mot Grec κληρικός, c'est à dire sort, cōme Demosthenes in oratione *μηδ' ἀγνὸν τιμήν*. & autres Grecs en vsent: cōme si les clercs estoient sortis pour seruir spécialement au ministère de l'Eglise. Clericos interpretatur imperatores, qui diuino cultui ministeria religionis impendunt, l. 2. C. Th. de Episcop. Des clercs y a diuers degrez & ordres, à sçauoir Prestres, Diacres, sous-Diacres, Acolytes, Exorcistes, Lecteurs & Portiers: mais pour estre cogneus clercs, & iouyr des priuileges qui leur sont attribuez, faut qu'ils ayent ce premier caractère, qu'on appelle tōsure ou courōnes, qui est l'entrée de tous les autres, vt aiunt Canonistæ in cap. cū contingat. de ætat. & qualit. & in Clem. 2. de vita & hōnest. cler. De l'ordre des clercs les Prestres estoient eleuez, qui superiorē inter clericos locū obtinent, l. 8. C. de Episco. & cler. Mais anciennement en chacune Eglise y auoit certain nōbre de clercs, vt cōstat ex historiis Ecclesiast. l. In Ecclesiis. C. eo. Nouel. 3. vt determinatus sit numer. Clerico. La courōne qui se fait en la tonsure des clercs, est la marque & symbole d'une obeissance qu'on rend à l'Eglise, & de l'espoir qu'on a d'acquiescer la couronne eternelle par la submission qu'on fait à Dieu en l'Eglise Chrestienne. Je sçay biē que les Canonistes en alleguent d'autres raisons, mais de celle cy seule ie me contente, sans interpreter des histoires les tonsures & razemēs de cheueux, qui se faisoient entre quelques peuples. Toutesfois pour l'antiquité de la tōsure aux ieunes enfans entrās en l'ordre de clericature, & de celles des Prestres, on peut voir Cyrillus in vita S. Euthym. Euagrius Scholast. hist. l. 3. ca. 26. Ammiā. Marcell. l. 12. l. id. de diui. offic. & autres, qui en rēdent assez de tesmoignage. Plusieurs priuileges, franchises & immunitēz sont attribuez aux clercs iā par

les constitutions Pontificiales & Imperiales, que par les ordonnances des Roys de France, dont on peut voir les tiltres du droit canonique, & tit. de Episc. & cler. C. Th. & Iust. Et entre autres qu'ils ne peuuent estre conuenus en causes ciuiles & criminelles pardenant autre Iuge, que l'Ecclesiastique: dont procede la diuision de la iustice en Ecclesiastique & seculiere. L'Ecclesiastique est tât des choses spirituelles & Ecclesiastiques, priuatiuement aux Iuges seculiers, comme des matieres de sacremens & autres pures spirituelles, ainsi que porte l'ordonnance de l'an 1539. art. 4. que des personnes Ecclesiastiques, pour causes personnelles, soyent ciuiles ou criminelles. Auquel priuilege les clerics ne peuuent renoncer, cap. li diligenti. de foro compet. auquel tiltre & celuy de iudic. apud Gregorium, est amplement traité de ceste matiere. Toutesfois si les clerics sont demandeurs, ils doiuent faire conuenir les lais pardenant leurs Iuges seculiers, suiuant la vulgaire regle de droit, actor forum resequitur. Aussi s'il est question du petitoire & droit reel des choses temporelles, ou du cas de saisine & nouuelleté, mesmement des benefices & droits spirituels, le Iuge Royal & seculier en cognoist, & non l'Ecclesiastique, comme i ay monstre au premier liure, & ailleurs. Et pour le regard des crimes, si c'est le clerc qui se plaint de l'offense & outrage à luy fait par un lay, il se doit pouruoir pardenant le Iuge seculier, iuxta l. Si quis. C. de Episcop. & cler. Mais si le crime a esté commis par le clerc, c'est au Iuge Ecclesiastique de luy faire son procez, Nouel. 83. Sulpic. Seuerus lib. 2. sacr. histor. Cassiodorus libro 1. var. epist. 9. & lib. 8. epist. 24. & inter Capit. Caroli Magni lib. 1. cap. 38. lib. 5. cap. 237. & lib. 6. cap. 155. & al. Et pour ceste cause si le Iuge Royal ou autre seculier en a pris cognoissance, il en doit faire le renuoy pardenant le Iuge Ecclesiastique. Mais y a des capitaux & priuilege desquels le Iuge Royal peut cognoistre, & faire le procez, mesmes à un prestre, par mesme moien que le Iuge Ecclesiastique pour le delict & cas commun, parce que le Iuge d'Eglise ne peut condamner à la mort, cap. cleric. cap. sententiam sanguinis. ne cleric. vel monachi sacul. negot. cap. si aliquis de homic. Toutesfois en crimes incidens, esquels on n'aduge peine de mort, comme en un crime de faux pour piece produite par un homme d'Eglise, le Iuge lay peut donner sentence contre luy pour le cas priuilegé, mesmement d'amende honorable, comme a esté iugé par arrests du 29. Aoust 1545. 15. Iuin, 1559. & autres. Mais tous clerics ne iouissent dudict priuilege, soit à cause de la chose dont est question, ou de leurs personnes. Si l'fait negociation & traffique seculiere, il sera tenu à raison d'icelle de respondre pardenant le Iuge seculier, parce qu'il deroge à sa profession & qualité. Nouel. 123. cap. 6. Pour les personnes, il est porté par l'ordonnance de Charles 9. de l'an 1563. art. 21. de l'an 1566. art. 40. & 1. declaration, & de l'an 1571. art. 14. que nul ne pourra iouir du priuilege clerical, soit pour estre delaisé & rendu au Iuge d'Eglise, ou pour autre cause, s'il n'est constitué es ordres sacrez, & pour le moins sous-diaque, ou clerc beneficié, ou actuellement residant & seruant aux offices & ministres qu'il tient en l'Eglise, ou escholier actuellement estudiant. Il y a encorés d'autres causes qui rendent les clerics incapables dudict priuilege, comme s'ils sont officiers Royaux ou d'autres seigneurs, ayans charge de cri-

Y y y y y

minalité. S'ils sont officiers des monnoyes, ou y ont quelque charge, suivant les ordonnances de François I. de l'an 1540. art. 38. & de Henry 2. de l'an 1549 article 20. Aussi les clerks qui suivent la guerre, faisant profession des armes à la solde du Roy, ou d'autre seigneur, sont estimez perdre ledict privilege: ce qui reçoit toutesfois des exceptions, dont s'ay escrit ailleurs. Et encores si les clerks sont apprehendez sans la petite couronne de tonsure, & en habits deshonestes & non convenables à leur qualité & profession, & s'ils se gouvernent indignement, comme de hanter & frequenter les tavernes, bordaux, brelans, & lieux mal renommez où ils seroyent trouvez faire des basteleurs, farseurs, mommeurs, & tels autres actes reprouvez par les Constitutions canoniques, ils ne iouyront dudict privilege, auquel ils se seroient rendus indignes, Clem. I. & II. de vita & honestat. clericor. dont on peut voir Guid. Pap. quæst. 138. & cap. ex parte de priuileg. cap. perpendimus. de sentent. excommun. cap. si Iudex laicus. de sentent. excommunic. in 6. & Choppin. de Sacra Politia, qui en escrit tresdoctement. Et tels qu'ils sont trouvez, ils sont presumez estre. l. Item apud. §. si quis virgines. D. de iniur.

b Je ne veux entrer en la dispute du mariage des gens d'Eglise, & principalement des prestres. Car nous auons les Constitutions de l'Eglise Catholique Romaine, auxquelles il se faut arrester: & suivant icelles les clers constituez aux moindres ordres, iusques au sous-diaque, iceluy exclud, peuent estre mariez, C. si quis eorum. 32. distin&. cap. clericus. de vita & honestate cler. cap. i. 2. §. de cler. coniug. Et estans mariez s'ils portent la tonsure & robe clericale ils iouyront du privilege de clericature. cap. pen. 23. dist. cap. sed quid vero. 31. dist. cap. i. §. fin. de cler. coniug. in 6. vide cap. clerici officia. de vit. & honest. cler. si non qu'ils soyent bigames, ayans eü esposé deux femmes, ou une veufue, par ce que tels ne peuent parvenir aux degres Ecclesiastiques, cap. quisquis. 84. distin. cap. i. de bigam. non ordinand. Ce qu'aucuns ont obserué proceder du Concile de Nicene. Quant aux exemptions & immunitéz attribuées aux clerks par les loix de France. & aucunes costumes, il faut entendre les vrais clerks, qui viuent clericatement, du nombre desquels ne sont les clerks mariez, & partant ne sont exempts des charges & deuoirs deuiz aux seigneurs par les autres habitans, comme a esté iugé en la custume de Vitry, par arrest du 26. Avril. 1586. & au parauant en la custume de Troyes, du 20. Feurier. 1574. dont on peut voir Masuerinus tit. de talliis. Et autres practiciens qui ont amplement escrit de ceste matiere.

DES MARIAGES.

TITRE VIII.



MARIAGE est^a vn lien à proprement parler, qui se fait par le consentement de l'homme & de la femme puis que les cœurs d'eux se consentent à auoir l'vn l'autre à mariage: combien que autres solennitez de bans & de fiançailles n'en fussent faites. Mais honneste chose est de les faire en l'Eglise. *de sponsalib. & matrim. cap. de francia. & cap. cum inhibitis. de clandest. de sponsa.*

Item sçachez que ainsi que mariage se fait par seul consentement: ainsi se deffait il par diuorce raisonnable.

Multum consideratur honestus in matrimoniis: ut dicit Barba. consil. suo vij. in primo volum. text. in l. Semper. ff. de rit. nupt. & §. si uxor tua. Instit. de nupt. l. Semper in coniunctionibus. ff. de reg. Iuris. Inde dixit Bald. in l. Si pater. C. de sponsalib. quod nobilis domina nubens indigno puta suo seruitori vel suo consanguineo vel affini est exheredanda. Facit quod adnotat Bart. in l. Edicimus. C. de iur. lib. xj. ubi mulier nobilis non potest nubere monestario. Et istis adde secundum Rofred. Beneuent. in libel. Iur. Can. sub titulo de sponsal. quod in sponsalibus dicitur matrimonium initiari: in matrimonio per uerba de presenti compleri: per carnis uero copulam dicitur consummari, ad similitudinem matrimonij spiritualis: quod per electionem post consensum initiatur: in confirmatione ratificatur, in consecratione confirmatur. calicet. & cap. inter corporalia. extr. de translat. Episc.

Le dinorce des personnes par leur seul consentement, n'a lieu par les constitutions canoniques lesquelles on observe à present. vide Nouel. 117 Ceste addition n'est au liure escript à la main.

Sçachez aussi que par l'age de sept ans & au dessus peut on traiter enfans en mariage, puis qu'ils seront de tel entendement qu'ils sçauront bien & mal.

Hac debent intelligi de sponsalibus contrahendis: quia in illis est tempus uniforme: sed in matrimonio contrahendo est difforme: quia in muliere duodecim annos, & in masculo quatuordecim oportet: ut not. in l. Minorem. ff. de rit. nupt. & in cap. attestaciones. & ibi Docto. de despons. impu. rationem quare tale tempus est difforme, assignat Faber Instit. de nupt. §. masculi. & Iason post eum.

Additio.

S'il aduenoit que le mary depuis les fiançailles se partist, & auant qu'il eust couché avec la femme par copulation charnelle, se absentast hors du pays par long temps, la femme se peut bien à autre allicier. *de sponsalib. & matrim. cap. de illis. extr.*

Item si l'homme & la femme promettent l'vn à l'autre mariage par paroles à certain temps déclaré entre eux, ils sont mariez, & iamais ne peuvent aller contre: & doiuent estre contraincts par le Prelat à parfaire le mariage, ou ils sont excommuniez tous deux, ou celuy à qui il tient, par le chap. *ex parte Rubr. sup. alleg.*

De marier malgré la femme.

Item si femme est donnée à mariage malgré elle, & par l'homme detenuë contre son gré, cy n'a nulle respoë autre que tel mariage n'est nul. *ca. de muliere. ead. titu.* Si mariage se fait par paroles obscures ou diuers langages, & puis pour ce en soit contradiction, & l'vn veut qu'il n'entende point l'autre, le Iuge doit cōsiderer l'age & la forme de proceder qu'ils fi-

lent, & selon ce donner la sentence. *cap. ex lue. eod. tit.*

De contracter mariage par force.

Item s'il aduenoit que femme contractast mariage avec vn par force & contrainte, & puis apres se mariait, pource qu'elle oncques ne fust consentant avec celui de force, le second mariage vaut, & non le premier. *cap. veniens. ext. eod. tit.* Tu dois sçauoir que si mariage se fait par force, comme dict est, & depuis y a couple charnelle du consentement de la femme, tel mariage vaut, & doit estre confermé. *allegat. cap. veniens.*

De femme soy remariar.

Item dois^b sçauoir que la femme mariée qui a son mary hors du pays, posé que longuement il demeure sans en ouyr nouuelle, elle ne se peut remariar deuant qu'elle ait ouy certaines nouuelles de sa mort, & qu'il soit trespaslé. *cap. dominus. ext. de secund. nupt.* Item de mesmes selon la loy ciuile dois sçauoir que si le mary se part par l'espace de vij. ans, ou par tel & si long temps que la femme se peut licitement remariar, faire le pourra, mais que renommée soit que son mary soit mort, & que de ce soyent suffisans tesmoins depolans sur ce. C'est à sçauoir que icelle femme si ait tout le moins vn qui depose qu'il le vid mort en tel lieu, & autres qui afferment qu'ils ont esté sur la fosse où il fust enterré, & autre qui die qu'il fust à son obsequie, car par tels tesmoins si autres on ne pouuoit auoir, il suffiroit à renommée de mort, autrement ne se peut remariar, nonobstant longue demeurée. *vt Codice de repud. Authent. hodie quantiscunque.*

Des espousailles de futur.

Tu dois^c sçauoir que espousailles de present destruisent celles de futur sans auoir charnel delict, lors se feroient valoir espousailles de present. *Extr. de sponsal. & matri. cap. si inter virum. §. verum si inter.* Et si roit que enfans viennent à tel aage, qu'ils puissent estre habiles à engendrer, ils sont habiles à marier. Toutesfois dict la decretalle, que enfans ne doiuent estre mariez si n'est pour bien de paix mettre entre les seigneurs, qui ont les pays à gouuerner. *vt extr. de desponsal. impu. c. ubi non est consensus.* Le pere peut son enfant marier qui est encore en minorité, l'enfant à ce non consentant, mais les autres enfans ne pourroit à ce mener s'ils ne si consentoyent.

Des espousailles clandestines.

Clandestines espousailles sont approuuées par l'Eglise, si les parens si consentent.

Additio.

Imo clandestina desponsationes sunt prohibita: vt ext. de cland. despons. cap. ult. & a esté donné arrest du xxix. de May mil cinq cens & douze, par lequel vne nommée Catherine de Velort, François Ronault & autres, ausquels vne nommée Marguerite du Bois auoit esté baillée en garde: furent les dessus dictz condannez en deux cens liures parisifs enuers Loys du Boys, pere de ladicte Marguerite, & en cent liures parisifs enuers le Roy, & à demander pardon & mercy audict du Bois, le tout pour le mariage clandestin fait entre ledict Ronault & ladicte Marguerite, fille dudit du Bois, du
consen-

consentement de ladite Velort de Fleury & autres, auxquels elle auoit esté baillée en garde.

De l'homme auoir espousé deux femmes.

Si l'aduenoit que aucun eust espousé deux femmes, dont la premiere fust de present, & la seconde de futur: le mariage tiendroir de la premiere. mais si la seconde estoit de present, & la premiere du futur, le mariage tiendroir à la seconde.

De interdire mariage.

Si tost que litige se fait de mariage, il doit estre interdict à l'un & à l'autre, qu'ils ne fassent mie autre mariage durât le litige, & s'ils le faisoient, ils seroyent separez. *cap. j. & ij. extr. de mat. contra interd. Eccles. contratt.*

Des donations de mariage.

Les donations qui sont faittes pour cause de mariage, suppose que le mariage cesse, ne doiuent pour ce estre r'appellez, si de ce n'a expresse condition de mariage.

Quod hic dicit, est contra leges. C. de donat. ante rupt. l. Si presidi. & l. Si a sponso. per quas dicitur quod donatio reuertitur ad donantem si matrimonium non sequatur. & vide Bal. in l. Si filia. & in dict. l. Si presidi. eod.

Additio.
De ceste matiere a esté traicté cy dessus au premier liure.

De condition de mariage.

Item s'il aduenoit que le mariage eust condition ou cause aucune, sçachez que celle cause ou turpitude seroit comptée pour nulle, & aussi que faite ne conditionnée ne fust, & tout ainsi le dois entendre si condition y a impossible, ne chose qui soit contre la substance de mariage. *cap. j. de conditionibus apposis in desponsatio.*

Des mariages aux meseaux.

Si dois sçauoir qu'il n'est mie deffendu aux meseaux qu'ils ne se mariét ensemble, ou à autre qui faire le veut, ne ne souffre la loy, que s'il aduenoit que l'homme ou la femme que mariée seroit, quelle qu'elle fust, cheist en mesellerie, pour ce n'est mie le mariage diuorcé, ne deuoyent ja pour ce partir l'un del'autre: Mais doit le sain garder le malade, si chaste- ré ne vouloit voier. Toutesfois dir la loy que si fiançailles y auoit de futur, & l'un deuint mesel, l'espouaille seroit deffaicte, ne ne seroyent tenus de proceder au mariage. *de coniugio lepro. cap. ij. & iij.*

Meseaux, sont lepreux.

De mariage de serf.

Si l'aduenoit que vn franc homme fust mariage à vne serfue luy ignorant qu'elle fust serfue, sçachez que le mariage ne vandroir ne rendroit: s'ainsi n'estoit que l'homme depuis qu'il l'auroit sceu que la femme estoit serfue, auoit depuis couché avec elle en charnelle couple. *cap. j. & ij. de coniugio seruo.*

Cecy ne s'observe en France, où la condition des serfs qui estoit anciennement à Rome, n'a plus de lieu: mais y en a de seruile condition

De mariage d'entre gens de lignage.

* Item dois sçauoir que les cousins du mary, se pouuét bien marier avec les cousines de la femme, fors en degrez deffendus, si comme vous trouuerez en la table cy deuant mise, qui de ce fait mention, & dois cōmenter à cōpter en ceste partie les degrez d'affinité à l'estoc de l'arbre, selon

en quelques provinces, desquelles on peut voir les costumes pour le formariage.

* Fait voir ce que j'ay escrit cy dessus au premier liure, sur les arbres de Consanguinité & d'Affinité.

Z z z z

ce qu'il est noté au chapitre, *quod super his. & c. tua nos. extr. de affinit. & consangu.* Le pere qui tient obligée la fille à mariage fait à contraindre à l'Eglise la fille à l'accomplissement de mariage. Mariage si dissout bien si un cousin à l'homme en secret maintient qu'il a cogneu la femme charnellement, mais il ne l'ose dire pour crainte de iustice, ou de ses amis. Et pource doit estre contraint par ferment à dire verité sur ce, Et s'il l'affirme, le mariage se dissout.

De diorces & separations de mariage.

A Pres que * dict est des mariages, il s'ensuit des separations & diorces qui sur ce se peuvent faire. Si sçachez que diorce se peut faire en mariage, quand entre le mary & la femme a affinité de lignage si prochain qu'ils ne peuvent demeurer en conjection de mariage, si dispensez n'en estoient du sainct Pere. *de diort. cap. ii.*

Item quand il est trouué que le mary a eu compaignie charnelle à vne cousine de sa femme auant le mariage, si ce aduenoit, pource ne les conuient mie diorcer.

De comperage.

Item s'entre le mary & la femme estoit trouuée affinité de comperage sçachez que espousailles ne s'en pourroyent iamais ensuyuit, mais si ce aduenoit apres les espousailles, pource ne les faudroit diorcer, car par dispensation en peuvent bien estre recourez. Et toutesfois iusques adonc qu'ils en soyent dispensez, ne doiuent point gesir ensemble. Et s'il aduenoit, lequel que ce fust, le mary, ou la femme ne voullist dispensation, si le pourroit l'autre faire contraindre par le Prelat. *vi cap. y. de cognatio. spirituáli.*

D'estre froid de nature.

Cecy se doit entendre si le refroidissement estoit auparavant le mariage, & non s'il seroit aduenu depuis iceluy & la copulation charnelle: dès on peut voir l'Annotation. Item si le mary deuenoit tel ou estoit qu'il fust refroidy de nature, & finalement disposé qu'il ne peut auoir avec sa femme compaignie charnelle, tellement qu'il appartient à faire d'entre le mary & la femme, que les clerics appellent * dette de mariage, sçachez que lors y chet diorce perpetuelle par le Prelat: & se pourra la femme remariar à autre, à son bon plaisir. *cap. j. & y. de frigid. & malefic.*

De court membre & debilité.

Encore dict la Decretalle que s'il aduient que le membre de l'homme soit alteré par maladie, ou autrement qu'il soit petit, ou tel qu'il ne puisse faire ne payer la dette de mariage par sa debilité: Sçachez que diorce si peut ascoir par le Prelat, cogneu de la debilité du membre, au cas que par medecines & remedes ne se pourroit r'ascoir ne auoir lieu.

Item dois sçauoir que l'homme debilité s'il aduient que la femme soit telle & si attrainte qu'elle ne soit habile à tout ce que à nature de femme appartient à auoir, comme on trouue sans aduerture ne ordonnance naturelle, sçachez que l'homme marié à telle femme peut demander diorce, & ce cogneu la doit auoir: s'ainsi n'estoit que par miracle & artificiel le chose peut à ce estre pourueu. *cap. ex literis.*

Des incredulés.

Item chet diuorce quand l'homme ou la femme se trouue à incredulité: & s'il retourne à la foy sainte, lors doit estre diuorce remise: & eux reioincts à mariage, comme parauant estoient. *de diuort. cap. de illa. & cap. sequent.*

D'estre en adultere.

Item se fait diuorce par cas de adultere, si cōme si le mary scauoit que sa femme commist adultere, & ce fust trouué en vray, sçachez qu'il n'y chet diuorce p̄petuel, car la loy espere tousiours qu'ils se retourneront de peché, car eux retournez en grace l'un de l'autre, lors retourne la cōiunction de mariage ensemble: car si telle diuorce chet en fait, sçachez que lors doit auoir la femme portion de viure pour son estat. Mais si femme se deporroit deson mary de sa volonte, sans la contraindre par son mary, ou si le mary la trouuoit en fornication, & pour ce l'en chassoit en sus de luy, sçachez que lors n'auroit la femme portion de viure: & si la femme estoit douée, elle perdrait son douaire. Toutesfois veulent aucunes loix que les femmes en ce cas ayent aucun viure de ses biens par sustentation, afin que elle ne voit mie par paup̄reté en plus grand desertiō: car si la femme en ce tēps durant si contenoit sagement, & le mary cheist en adultere, si que la femme le peut monst̄er: lors pourroit la femme requerr̄ au Prelat qu'elle fust remise * en commission de mariage avec son mary, & luy doit estre adiugé ainsi. Et autrement ne fait à ouyr à demander restitution de conioction de mariage, si prouuer ne le peut. Et si vous demandez comme ce pourra estre prouué, pource que semble forte chose à prouuer, sçachez que si la femme peut prouuer que son mary ayt quelque concubine avec luy, demeurante en hostel secret ou il repaire, & que renommée en soit, c'est assez prouué pour attaindre la conclusion dessus dict̄e.

Femme adultere doit perdre son douaire.

* Commission, au liure escrit à la main.

Additio.

Si uxor constante matrimonio adulterium commiserit, dotē & dotalium p̄tere non potest. textus ad literam in cap. plerumque. extr. de donationibus inter virum & uxorem, text. in l. Consensu. C. de repud. Docto. in Auth. ut liceat matr. & auia. §. quia vero. & Authent. sed non in re. C. de adul. Bal. in cap. tua. ext. de procurat. ea tamen intelligo si vir eam accusauerit de adulterio: quia heres non potest retinere dotem opponendo ei exceptionem adulterij. Speculat. in tit. de doto post diuor. restituend. §. final. versic. quid si mulier. Alex. in l. Mora in fine. ff. soluto matrimon. Bald. in l. j. §. illud. C. de rei uxor. actio & in l. Rei iudicata. ff. solut. matrim.

Cette l'heritier voulant accus̄ la veufue d'adultere, ou luy proposant l'exception, a esté im- gé par arrest en l'audience du 9. iour de May, 1585.

De pere & de mere estre compere à l'homme ou à la femme.

Item si fait diuorce quand il est trouué que le mary & la femme sont issus de deux peres ou meres, qui ont esté comperes ou cōmeres de ses mesmes enfans qui mariez sont: Item s'il aduenoit que le mariage se fist entre les enfans issus de comperage. Mais que ce ne fust d'enfans pour lesquels comperage auroit esté fait, en ce ne chet diuorce, mais tient le mariage. *cap. j. ext. de cognatio. spiritual.*

De enfans leuer ensemble.

Item s'il aduenoit que aucuns leuassent enfans de l'un d'eux, & puis ad-

Z z z z ij

uint que lequel des deux que ce fust deuing veufue : sçachez que depuis tels ne peuvent ja auoir mais l'un l'autre en mariage, & s'il estoit fait, s'il le faudroit il diuorcer. *cap. ueniens. extr. cod. tit.*

De naurer l'homme sa femme.

Item dient aucuns encore que se peut faire diuorce quand le mary s'atourne de telle volonte que accoustumet à barre & à naurer sa femme, car ce ne peut ne doit attendre ne souffrir la femme, s'il ne luy plaist. mais ceste diuorce ne se fait que du liect. Car ensemble se peuvent remettre si tost qu'il leur plaist. Et ainsi fust il fait & iugé en la cour de l'Eueque de Tournay d'entre Pierre de la Croix, & Marguarite de Puches sa femme.

De l'homme dissiper ses biens.

Il s'abuse de dire separation de liect, parce qu'elle se fait seulement de biens, et non du liect, qui s'entend la separation du corps.

Item s'il aduenoit que le mary se tournast à estre dissipateur de ses biens, sçachez que la femme selon aucuns a cause de demander diuorce quant au liect, ou cause de demander distribution de biens, & que portion luy en soit faite. Lors sçachez que à ceste portion fait à recevoir, & luy doit estre faite portion de tous les biens qu'ils eurent ensemble, & de ceste portion doit estre la femme teue & gardée, & doit estre publié à breuelque, comment ceste portion à diuorce des biens est faite par loy. Et que de ce iour en auant pour detre que le mary face, à la portion ordonnée pour la femme ne pourra ne deuera nul retraire. Et par ainsi aussi ja pour la detre de la femme à la portion du mary ne se pourra nul retraire, s'ainsi n'estoit qu'ils se remissent ensemble en demeure. Et ainsi fust il fait & iugé pour damoigelle Marie de Clermer, contre Eulart de Pontreson mary, &c.

De iure scripto si maritus incipiat male uti substantia sua, uxor potest repetere dotem suam etiam constante matrimonio. ut l. Si constante. ff. soluto matrimonio. Et hoc tangit notabiliter Joan. Andr. in tit. de donat. inter vir. Et uxo. §. final.

De deflorations de vierges.

VEu des diuorces, s'ensuit des deflorations que on fait aux pucelles: de fornication, inceste & adultere, c'est à sçauoir que en tous cas il y a difference, car defloration que les clerics appellent *de stupro*, se est quand un homme par amours fait tant deuers vne pucelle, qu'il a l'amour d'elle, & la despucelle. Et cela appelle on defloration, & selon le latin stupre. & s'ensuit de ceste maniere de stupre si la femme se veut plaindre au Iuge, & il soit trouué que defloré l'air, que l'homme qui ce fait, doit la femme douer selon sa faculté, ou la doit prendre à épouse, & est en l'homme de eslire lequel qui veut, & par l'un se peut cesser le debat. dont si lequel des deux que ce soit estoit marié auant que demande en fust faite, la franchise & chois que l'homme deuoit auoir, seroit aboly, car ils ne pourroyent auoir l'un l'autre à mariage, & par ce perdrait la loy sa vigueur, & la deflorée son interest, par tât auoir attedu.

Fornication.

Fornication est d'auoir à faire par homme ou femme mariez à autre que marié ne seroit, ou à veufue, ou à femme de religion: & en ce chet amende s'il est prouué.

Adultere.

Adultere est d'homme ou de femme mariez cognoistre charnellement autres mariez, & en cher. aussi amende, s'il est prouvé selon faculté. *de his est tex. in cap. lex illa. in §. aliud. xxxvj. quest. 1.*

Des enfans d'un mariage séparé.

Des enfans qui demeurent de l'homme & de la femme qui se diuorcent par la Cour spirituelle, peux & dois sçavoir que s'il aduient que diuorce se face d'entre le mary & la femme, sçachez que si enfans y a, & la diuorce vienne par la coulpe du mary, ses enfans doiuent estre à la gouuerne de la mere, la despense du mary. S'ainsi n'estoit que la diuorce fust perpetuelle, & la femme se remariait. Et au cas qu'elle se remarieroit, les enfans doiuent estre à la gouuerne des amis d'un costé & d'autre, aux despens de pere & de mere, & si le diuorce venoit par la coulpe de la femme: lors demeureroient les enfans au gouvernement du pere, aux despens de la mere si si riche estoit la portion, ou que faise le puist. Si non, ce doit demeurer à la discretion du luge, par le conseil des amis charnels, à prendre tant sur l'un costé que sur l'autre, & le plus au plus riche. Toutesfois il faut considerer par quelque coulpe le diuorce vient car celuy le doit plus supporter & auoir charge. *Prohis est Authenti. si pater. C. diuort. fact. apud quem liberi morari vel educari debeant.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

HVICTIESME.

2



Le second liure des Pandectes d'ay défini le mariage, une conienction de l'homme & de la femme legitime- ment contractée, contenant une inseparable société de vie, & ceste definition qui n'est enuers esloignée de cel- le traitée au droit Civil, l. 1. D. de ritu nuptiar. & §. 1. Inst. de patr. potest. demonstre par l'aduerbe le- gitimement, ce qui est principalement requis au mariage, à sçavoir le con- sentement de ceux qui contractent mariage, & de ceux aussi en la puissan- ce desquels ils sont, l. 2. D. eodem. & les solemnitez requises, avec la benediction de l'Eglise: de laquelle Tertullianus fait mention lib. 2. ad vxorem, Leo philosophus Nouel. 74. & can. 1. 30. quæst. 1. Aussi l'Eglise Catholique, tant Orientale qu'Occidentale, en la celebration du mariage use des prieres & benediction, vt constat ex lib. 1. iur. Oriental- titu. de Spons. Concil. Arelat. c. 6. can. nostrates. c. nullus fidelis, 30. quæst. 5. ce que confirme Concilium 4. Carthag. cap. 13. Ignatius Epist. 11. ad Polycarpum. & autres, & est appelé Sacramentum à Diuo Pau- lo Epistol. ad Ephesios. Clemente libro tertio Stromat. Beato Augu- stino lib. de fide & operibus, cap. 7. & al. Et pour la solemnité l'Eglise requiert la publication de trois bans, selon la coutume ancienne de l'E-

Z z z z iij

glise Gallicane, cuius fit mentio in cap. cùm in tua, 27. de Sponsal. & matr. & s'y rapporte cap. vult. de clandest. Sponsal. & cap. vlt. qui matr. accus. poss. ce qui a esté saintement ordonné pour empêcher les mariages clandestins, lesquels encores qu'ils ayent esté autresfois tolerez, pour n'estre dissolus: si est ce que depuis quelque temps les choses mieux & plus prudemment considérées, ils ont esté reprouvez, dissolus & annulez, suivant la determination du Concile de Treve, sess. 24. Refor. matrimon. cap. 1. & l'ordonnance de Henry III. du mois de May, mil cinq cens soixante & dixneuf par arrest du vingtsiesme de Septembre mil six cens. Et douzième de Juillet, mil six cens & un, recitez en la cent & troisième Responce du vnziesme liure. Ce que l'auteur dict icy que le divorce du mariage se peut faire par mutuel consentement, se peut bien entendre des fiançailles, qu'on appelle sponsalia, quæ mutuo consensu dissolui possunt, si quidem in futurum tempus collata sint, non autem sponsalia presentis temporis, quæ propius ad matrimonium accedunt, cap. 2. de sponsal. & matrimon. Pour l'age des nopces on suit le droit Romain, à sçavoir aux masles quatorze ans, & aux femelles douze complets, qui est l'age de puberté: il est vray ques pour les fiançailles on les peut faire entre impuberes, pourveu qu'il ne soient mineurs de sept ans. l. In sponsalibus. D. de sponsalibus. cap. 4. §. & pen. de desponsat. impub. Nouel. 109. Leonis Imperatoris. Je sçay bien qu'an droit Oriental y a d'autres constitutions des Empereurs, pour l'age & celebration des fiançailles, & que Platon, Aristote & autres, ont diversement escrit de la capacité de l'age pour les nopces: mais il n'est besoin de repeter ce que s'en ay discours au liure second des Pandectes. Puis que le mariage consiste au consentement & in affectione maritali, ut ait Iuriconsultus in l. Cum hic status. §. si mulier & maritus. D. de donationibus inter virum & uxorem: il ne se peut ne doit faire par force: quia libera debent esse matrimonia: mais on entend une force de violence. cap. 15. & 28. de sponsalibus, & non demi-volontaire, & telle que depeint Ovidius.

Vim licet appelles, grata est vis ista puellis.

Quod iuvat inuitæ læpè dedisse volunt.

Vim passa est Phœbe, vis est illata forori,

Et gratus raptis raptor vterque fuit.

b Pour l'absence du mary, encores qu'il soit capif des ennemis, ne se peut la femme remarier, quelque temps qu'il y ayt qu'il soit absent, si non qu'il y ayt preuue de sa mort, Nouel. 117. vt liceat matri & auia. §. quod autem. vnde sumpta est Authentica hodie. C. de repud. Nouel. Leonis. 33. cap. in presentia. de sponsalibus. & la mort se peut iustifier par tesmoins qui certainement en depose, ou par grandes & manifestes presumptions, iuxta cap. vlt. §. si autem. vt lire non contest. Mais si le mary reuiert, encores qu'il ayt esté vingt ans & plus, sa femme qui se seroit cependant remariée, sera tenue de retourner avec luy, comme a esté iugé par arrest donné sur un appel comme d'abus, du vingtsiesme de Septembre mil six cens & un.

*fixiesme iour de l'annuier, de releuée, mil cinq cens cinquante & sept, ou i'e-
stois present.*

c L'ay noté cy dessus y auoir par le droit Canonique deux especes de fiançailles, que l'Auteur appelle espousailles, comme mon vieil Practicien du mot Latin Sponsalia, qu'il dict estre la demande & re-promesse des futures Noces, rendant en François par le mot demande, celui de mentio, duquel use le Iuriconsulte, in leg. 1. D. de sponsal. & comme aussi Plautus in Aulularia, & autres en usent. Il y a donc des fiançailles de present, & autres conferez au temps futur. Les fiançailles de present tiennent de la condition du mariage, & partant ne se peuent renocquer & dissoudre, cap. 2. cap. 15. & vlt. de sponsal. ceux de futur se peuent dissoudre, & n'empeschent de se marier à un autre, l. 1. C. de sponsal. si non qu'il y ait promesse faicte par serment : selon la force que le droit Canonique donne aux sermens : auquel cas on peut encores renoncer aux fiançailles, s'il y a cause raisonnable & legitime, cap. ex literis, & cap. 17. de sponsal. Les fiançailles par paroles de present, sont si bien tenues pour mariage, qu'il sera preferé à un mariage subsequant, d. cap. 15. & 30. & vlt. eod. Toutesfois par l'ordonnance de Henry troiesme de l'an mil cinq cens soixante & dix-neuf, article quarante quatriesme, est defendu aux Notaires sur peine de punition corporelle de passer ou recevoir aucunes promesses de mariage par paroles de present. Ce qui suit des personnes qui peuent, ou ne peuent contracter ensemble mariage, mesmement des degrez de consanguinité, ou cognation & affinité, est pris du droit Canonique, lib. 4. decretal. Gregorij, que nous suiuous es causes de mariage, comme j'ay escrit cy dessus au premier liure & ailleurs.

d L'usage commun fait distinction entre le diuorce & separation de biens, & la dissolution du mariage. Quant à la dissolution du mariage, dont conuient premierement traicter, elle se fait ou pour cause naturelle, ou par la disposition de la ley prohibitiue de telles nocces, & la cognoissance en appartient au Iuge d'Eglise : ceste dissolution a effect de separer du tout tant de corps que de biens les mariez, & dire l'un à l'autre selon l'ancienne forme, dont uoient les Romains aux diuorces, res tuas tibi habete, res tuas tibi agito, dont Cicero 2. Philipp. Apuleius lib. 5. Milesiar. & Martialis font mention.

Mense nouo lani veterem Proculcia maritum

Deferis atque iubes res sibi habere suas.

Pour cause naturelle les mariez sont separez, quand ils ne peuent accomplir & executer l'œuvre de mariage, soit par imperfection naturelle, ou pour malefice, qui ne se peut deffaire & guerir : comme si l'homme est trop froid, & tant debilité de nature, qu'il ne se puisse eschauffer au deuoir & plaisir de mariage, ou si la femme est si estroicte, qu'elle ne puisse faire le deuoir de femme : ou si l'un d'eux par malefice de nouage d'esguillette ou autre sortilege est rendu impuissant & incapable de copulation charnelle, capit. 1. 2. 3. capit. fraternitatis, & aliis.

de frigid. & malefic. Si l'empeschement n'est du tout desespéré, ou qu'en iceluy ait doute, on attendra le temps de trois ans : mais s'il est tout evident & hors d'espoir de remede, le mariage sera incontinent dissolu. cap. laudabilem. cap. 5. & ult. eodem. Nouel. 22. de nuptiis. cap. distrahuntur. l. In causis. & Auth. sed hodie. C. de repud. & suffira seulement la visitation, sans attendre les trois ans, iugé par arrest du vingtiesme de l'annuier, mil cinq cens octante & sept. Et entre le cas d'impuissance pour dissoudre le mariage, la Cour a iugé par arrest du mois de l'annuier, mil six cens & un, si le mary n'a testicules apparans pour auoir force d'engendrer. La dissolution de mariage se fait par la disposition de la loy, entre personnes qui ne peuvent legitimement contracter mariage, soit à cause de cognation ou d'affinité : & en certains degrez la prohibition est si estroicte, qu'il n'y a lieu de dispense : & en autres le Saint Pere l'a eue & a accoustumé donner : dont on peut voir ce qui en est traicté au droit Canonie, & au Concile de Trente de Reformat. matrimon. & par les Docteurs & praticiens. Il y a une cognation qu'on appelle spirituelle, de qua in tit. Decret. de cognat. spiritual. & icelle estoit aussi bien cogneüe en l'Eglise Grecque, qu'en la Latine, vt constat ex can. 53. sextæ Synodi Constantinopolitane habitæ in Trullo siue pallatio. elle se contracte par le Baptisme inter eum qui aliquem suscipit ex baptismo, & eum qui suscipitur, nempè inter susceptorem & susceptum susceptus enim susceptæve patris loco. can. 1. 30. q. 3. l. Si quis alumnam. in fin. C. de nupt. ceste cognation s'estendoit bien auant par le droit Canonie : Mais elle auroit esté restraincte par le Concile de Trente, sess. 8. c. 2. reformat. qui a tresprudemment reformé en plusieurs articles les trop seüeres constitutions de l'ancien droit. Vnus tantum, inquit, siue vir siue mulier, vel ad summum vnus & vna baptizatum de baptismo suscipiant, inter quos & baptizatum ipsum, & illius patrem ac matrem tantum spiritualis cognatio contrahatur. &c. Pour L'adultere, fornication, excez, dissolution de mœurs, dissipation de bien & autres causes semblables recüees in l. Consensu. C. de repud. & Nouel 17. de nupt. se faict bien la separation de biens, & quelquefois du liët : mais non la dissolution du mariage, pour se pouoir par l'un des mariez se conioindre avec autre par mariage : car mesmes pour l'adultere & fornication ne le permettent les constitutions canoniques, vt constat ex Concilio Tridentino, sess. 24. can. 7. iuxta sententiam : D. Pauli 1. ad Corinth. 7.

c Pour la dissipation des biens du mary se peut faire separation de biens, & non du liët, si autres causes n'induisent les Iuges à l'ordonner : comme ie l'ay veu iuger sur un appel comme d'abus contre un mary gasté de verolle, par arrest du Mardy 17. May. de releuée 1558. Et quant à la separation de biens, & adiudication du dot de la femme, & quelquefois du douaire ou pension du viuant du mary, mesmement pour la senice, ou longue absence d'iceluy, i'en ay allegué cy dessus & ailleurs des arrests, & entre autres du 18. Decembre, 1576. des 20. iour de Mars, & 17. Decembre, 1593. & 20. iour de Iuin, 1598. i'en ay remarqué de plus anciens au second liure des Pandectes.

f Il y a

f Il y a difference entre le rapt de la fille qui se fait par force, & est punissable de peine capitale, l. Vn. C. de rapt. Virg. & l. Raptores. C. de Episc. & cleric. & la defloration qui se fait par amourette, comme on dict; qui toutesfois est grièvement punie par la loy Iulie de vi publica: & vocatur stuprum. cap. illa lex. 36. q. i. par la constitution de Leo Empereur, 34. les biens de celuy qui virginem vitiauit, ipsi virgini addicuntur. Par le droit Canonique le violateur est tenu ou d'espouser la vierge par luy corrompue ou la doter: ce qui est tiré de la loy de Moïse Exod. cap. 22. & Deutero. cap. 22. cap. i. cap. peruenit. de adult. cap. cum causam. cap. accedens. de raptor. Aux declamations de Quintilian est faite mention d'une loy, qui pouuoit lors estre observée en Grec. Rapta raptoris mortem aut nuptias optet: cuius legis causa fuit, vt de raptore secundum voluntatem raptæ constitueretur, inquit Quintilianus declam. 270. laquelle loy demonstre combien le rapt a esté odieux aux anciens: & neanmoins combien ils ont eu en recommandation les virginités des filles.

DES EGLISES, ET DES CHOSES APPARTENANS A ICELLES.

TILTRE IX.



Rensuït à voir des Eglises, & des choses aux Eglises appartenans. Si sçachez que l'Eglise est dictée maison de Dieu, lieu d'oraison, & doit estre franche & separée de toutes autres maisons, & de toutes tailles, & redeuances & dettes. C'est à sçauoir l'Eglise, & ce qu'à l'Eglise est donné. Car l'Eglise est dictée maison de Dieu. Et furent d'ancienneté deux Eglises, l'une de bone créance, & l'autre de male créance: dont il fust ordonné que l'Eglise de bonne créance seroit & appartiendroit aux chrestiens, & l'autre aux incrédules. Et fust des lors defendu que riens ne fust laissé en testament ne autrement à l'Eglise de male créance, mais fust laissé aux Eglises de bonne foy, & pour ce sont les Eglises de bone créance si multipliées & sont de iour en iour. C. de sacrosanc. Eccle. l. i. & per tot. titu. Ce fait est ordonné des Eglises, si que dict est, il fust que chacun vouloit estre apres son trespas mis & enterré en l'Eglise, l'un par puissance, l'autre par don de leur richesse. Si sçachez que selon la loy écrite nul ne doit estre enterré en Eglise si il n'est clerc. Car à nul lay n'appartient estre en la cymetiere de l'Eglise, c'est à sçauoir dedans l'Eglise, mais doiuent estre dedans le cymetiere au dehors de l'Eglise. C. Rub. dict. l. Nemo. ibi. humana corpora non debent sepeliri in Ecclesiis. Il semble par la quatrief. loy de Code, que nul clerc ne doïue estre enterré en l'Eglise, si non les clercs propres de l'Eglise, du lieu qui y sont seruans & repairans, & y met la loy exemple de l'Eglise, de sain-

A a a a

cte Sophie qui est la plus grande Eglise de Constantinoble, où il y a certain nombre de clercs, ne plus n'en y doit auoir, & pour-ce semble il qu'ainſi deuoir il estre de toutes autres Eglises, à fin que l'Eglise ait son nombre, & qu'autres ne deueroient estre clercs fors ceux qui sont eſleus du nombre de l'Eglise, *allegat. l. 4. C. eodem titu.*

Item ne en Eglise ne doit estre enterré, homme qui ne soit de ſainte vie & clerc, ſi que dict est : & ſelon la loy eſcrite qui en l'Eglise ſe faiſt enterrer, & il soit en peché mortel : Sçachez que celuy est auant à damnation qu'à ſauuement d'ame. Et toutesfois qui en l'Eglise est enterré, & on y chante & faiſt le ſeruice diuin, ſ'il n'est clerc ce luy est renouvellement de tourment.

La ſepulture ne ſe doit vendre eſt ſymonie. Pro hoc. ff. de religio. Et ſum p. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

Item nulle ſepulture ne doit estre vendue, & doiuent les lais estre enterrez au cymetiere de hors l'Eglise, & les clercs dedans, ſans ſymonie & ſans vendre cymetiere, que ce ne soit trop mal faiſt. Et pour ce ſçachez que cymetiere ſi doit estre entendu en quatre manieres, c'est à ſçauoir que terre qui n'est point dediée, l'a ſe peut vendre & ordonner ſepulture propre : comme d'ancienneré les puiſſans eliſoient leurs ſepultures où il leur plaſoit, mais la ſepulture ne ſe peut vendre ſans ſymonie. Et es autres terres, c'est à ſçauoir de l'Eglise, & la terre qui est ordonnée au droit d'enſeuclir, là ne ſe peut vendre ſepulture, mais conuient qu'elle ſoit à ceux à qui ce appartient, c'est à ſçauoir aux clercs d'Eglise, & aux lays le cymetiere.

Item & tout ainſi que comme par ſymonie ne doiuent estre vendues les reliques des ſaincts corps de l'Eglise, ne les aornemens, ne doiuent estre les terres & poſſeſſions de l'Eglise taillées, pour quelque taile ou charge, qui ſe facent au païs : mais en doiuent estre quittes & exemptes : reſerué que ſ'il faut faire aucun pont ou ouurage de publique, ou chemin ou voye reſaire qui fuſt choſe profitable & neceſſaire à tous : Sçachez qu'en ce y conuiendroit les biens aux Eglises appartenans contribuer, ne de ce ne ſe peuuent ne ſe doiuent exempter. Si ne feroient auſſi ſi le Prince paſſe par le païs, & il vueille deſcendre en maiſon d'Eglise, faire le peut de droit, & prendre les biens de l'Eglise pour eux & pour leur gens : car tout vient des ſeigneurs.

Pro hoc. l. Placet. & l. Ad inſtructionem. & l. Neminem ab angarijs. C. de ſacroſan. Eccleſ. & cap. 1. extr. de im. nunita. & cap. clericis. co. tit. in vj.

De ſoy rendre à l'Eglise.

L' Auth. Ingreſſi. ſi, ne ſ'obſerue an France, ains les biens de celuy qui ſe rend religieux appartiennent à ſes heritiers legitimes, ſ'il n'en a auant diſpoſé, ſeulement les ordonnances miſes au Code Henry. Maſſart. tit. de ſuccesſ. Bened. in cap. Rayonim de

Item ſçachez qu'auſſi tout qu'aucun entre en religion, ſoit homme ou femme ſes biens ſont & appartiennent à l'Eglise, & par ce ne peuuent faire ne ordonner teſtament au preiudice de l'Eglise. Mais ſils ont enfans de mariage auant qu'ils ſoient entrez en l'Eglise : ſçachez qu'à ceux ne peut faire preiudice que leurs droits ne ſoient gardez, & qu'à eux ne puiſſent ordonner de leurs biens. *Authen. Ingreſſi. & Authen. ſequens. C. eod. tit.*

Reſuſſ. Et alij, Et ſ'en a eſcrit cy de ſua.

De donner parroisse en monastere.

A sçauoir est si l'Eglise parrochiale peut estre conuertie en monastere, sçachez qu'ouy par le consentement du lieu & de son chapitre, & que ce soit en priuilege de l'Eglise cathedrale. *De ceux qui sont pendus.*

Item peux sçauoir que ceux qui sont pendus au gibet par iustice, fils ont esté confessez à la mort, & qu'ils soient morts vrais catholiques: Sçachez que nonobstant qu'ils soient ainsi morts honteusement, ce ne empesche pas s'il plaist au seigneur de qui la iustice est tenuë, & qu'ils a faict mourir, qu'ils ne puissent estre despendus & mis en terre saincte: *ut ff. de cadaueribus punitorum.* *De desrober les sepultures des morts.*

Item est expressement defendu par la loy escrite que nuls ne desrobent les sepultures aux morts par quelque voye que ce soit. Et quiconques sera trouué en ceste maniere en meffait, il soit condamné tres-grieuement, c'est à sçauoir selon la loy ancienne en amende ciuile, selon la faculté du delinquant, & au Iuge qui en ce cas en face tres-grieue punition, & au cas que ce ne feroit, le Iuge mesmes soit condamné de tres-grieue amende. Mais selon le temps present quiconques faict ce, il doit estre puny tres-criminellement. Car plus dure chose seroit d'emblen aux morts qui parler ne peuuent, & à l'Eglise à qui de droict ce doit estre, que ce ne soit d'emblen à personne viuant, & plus grief faict à punir. *ut C. de sepulch. viol. per tot. tit.*

Que les lays ne doiuent seoir au cœur de l'Eglise tandis qu'on faict l'office.

Item dict la loy escrite que les lays durant qu'on faict le seruice diuin, ne doiuent asseoir ne estre au cœur du monstier ne approcher de l'autel, ne ny doiuent seoir autres que les clerics, & par especial viuas clergement: *ut cap. 1. de vsta & honestate cleri. extra.*

Comment l'Eglise est refuge aux delinquans.

Item dois^b sçauoir que l'Eglise qui est ordonné estre refuge aux delinquans qui y veulent prendre refuge, & retourner pour prendre & auoir l'immunité de l'Eglise, car dés le vieil testament si estoit il ordonné vn certain lieu des delinquans de delict où il peut choir remission & grace, & par droict & raison peussent retourner à refuge auant qu'ils fussent prins, & que partie fust contentée & satisfaiete, & puis le Prince y peut estendre sa grace, car mieux vault le pecheur viure, que la rigoureuse damnation sans amender à partie, & ainsi le veut le texte de la Bible. Mais la loy nouuelle est que depuis que l'Eglise fust ordonnée, elle fust ordonnée à estre refuge aux delinquans en cas remissible. *De ceux qui doiuent iouir de l'immunité & franchise de l'Eglise.*

Ioseph in 4. antiq. refert Moysem constituisse asyllum ad quod illi tantum confugientes qui dolo non sic pertinaci, neque ex proposito facinoris, consilio homicidium perpetrassent, extrahi atque abduci non permittēbantur. Seruius in 2. Aeneidos refert prater ea quod cum Hercules è terris cōmigrasset, nepotes eius timentes eos quos auus adflixerat, Athenis Asylum ànò F & x̄i οὐ γιν̄: id est non trahere, quasi asyllum, quod misericordia templum est collocarunt. Unde Statius in 12. Thebaidos. *Additio.*

Fama est defensor acie post busta paterni.

Aaaaa ij

*Numinis, Herculeos sedem fundasse nepotes.
Sic sacrasse loco commune animantibus egris
Confugium.*

*Romulus idem fecit: ut apud Linium in 1. ab urbe condita. Virgil. in 8.
Æneid. de hoc meminit.*

*Hinc lucum ingentem quem Romulus acer asylum
Retulit.*

Et Ovidius in 4. Fastorum.

Romulus ut saxo lucum circumdedit alto:

Quilibet huc inquit confuge, tutus eris.

Ad huiusmodi asyli imitationem per pontifices inductum est ut confugiens ad aras, vel ad eam sacram, haudquaquam inde extrahi debeat, non secus quam ad principum statuas. leg. Fideli. & leg. Prasente. Cod. de his qui ad Eccles. confug. & leg. Vnica. Cod. de his qui ad statu. princip. confug. cap. inter alia. extra de immuni. Eccles. & cemi. Sunt tamen crimina quibus neque ad aras, neque ad statuas principum suffragia conceduntur, qualia sunt homicidium, adulterium, virginum raptus, tributorum exactio, publicam latrocinium, nocturna depopulatio, & id genus maleficia, de quibus infra Author citato cap. inter alia. extra de immu. Eccle.

De ceux qui ne doiuent iouir du refuge de l'Eglise.

Mais en cas non remissible, si comme desrobeurs de gens en chemin ou voye publique, que les clerics appellent *depredatores populorum*, tels ne doiuent auoir refuge ne prendre immunité: car aussi ne doiuent meurdriers qui pour meurdre par eux fait ne doiuent auoir refuge, puis que le meurdre seroit notoire publique ou cogneu, car tels n'y doiuent auoir refuge, ne iouir d'immunité.

*Ceux lesquels
ne doiuent iouir
de l'immunité
de l'Eglise.*

Item ne doiuent aussi iouir d'immunité ceux qui s'efforcent de scandalizer l'Eglise, ou que l'Eglise vilipendent à qui ils sont retournés à refuge. Si comme de ceux qui se combattent & font débats & meslées aux Eglises où ils se refugent, ou ils font force publique, ou fornication, ou font de l'Eglise chastel, si comme depuis qu'ils seroient venus à refuge, d'en yssir & aller faire aucun conflict, contend, ou debat, & depuis retourner à celle Eglise à garant. *C. de his qui ad Ecclesiam confugiunt. l. Denunciamus.* Et selon aucuns qui encore sur ce se remettroient en autre Eglise. Car selon l'escriture, il n'est qu'une seule Eglise entendue pour toutes. *Non est nisi sola Ecclesia sancta Dei.* Car tel que dict est es cas dessusdicts, ne doit iouir de refuge, ne d'immunité de l'Eglise.

Item & ne doiuent encore iouir iceux qui sous ombre de refuge de l'Eglise espient & aguettent les ennemis si pres de l'Eglise, & l'a leur font iniure grande ou petite, & puis pour doute de iustice s'en fuient, & tournent incontinent au refuge de l'Eglise. Sçachez que tels n'en doiuent iouir. Et est à sçauoir que ce doit estre dict & entendu que c'est fait sous ombre du refuge de l'Eglise, puis que le fait qui ainsi sera fait pres de ladite Eglise, sera fait d'aguet & propos appensé, sans ce que c'esloit fait de chaude colle presentement fait: car selon l'escriture: *Et*

clesia Dei non debet esse spelunca latronum. Et il fust dict par arrest de Parlement en cas d'inuasion & assault empres vne eglise, pour maistre Nicole Bonsolas Procureur en Parlement, contre vn appellé Iean l'Escrivain, lequel en l'an 1382. ou environ, auoir aguerré ledict Bonsolas qui deuoir yssir de l'eglise de nostre Dame de Paris, & l'assaillir empres ladicte eglise, le naura & iniuria inhumainement: & ce fait l'ensuit à refuge en ladicte eglise. Le Preuost de Paris informé du cas, le vint querre en ladicte eglise, & le mena prisonnier au chastellet. Item il fust dict aussi par arrest de Parlement pour vn appellé Blasor, lequel empres l'eglise sainct Benoit à Paris, occist maistre estienne Belin, & tantost se traict à refuge en ladicte eglise. Ce fait, les seigneurs de Parlement informez du cas, le firent prendre en l'eglise, & le firent iusticier criminellement. Item il fust dict par arrest de Parlement en cas de faire chastel de l'eglise, & icelle conténer, si que dict est cõtre les Coulembeaux de la Ville d'Abbeuille, lesquels yssirent d'une eglise, où ils se tenoient pour certain cas, & allerent assaillir & naurer vn homme en ladicte Ville, & ce fait pour doure de iustice, & doutans que l'eglise dont ils s'estoient partis, ne leur fust refuge, entrerent en vne eglise pour estre à refuge: la iustice laye informée du cas, & comment ils estoient yssus d'une eglise, r'entrez en l'autre, qui doit estre entenduë tout vne eglise selon la loy escrite, le Iuge les alla traire hors de la seconde eglise. comme d'une mesme eglise: ils en firent procès en Parlement. Tout veu il fust dict que l'eglise ne leur deuait auoir garant, & furent punis selon le cas.

De faire occire un homme pour argent.

Item dois encore sçauoir que qui par prodicion, ou pour argent occist, ou fait occire homme, il ne doit iouir d'immunité d'eglise: & si il se traict, le cas trouué estre vray, extraire l'en peut le Iuge lay qui la cognoissance en doit auoir. Mais bien se prenne garde que de ce ait iuste exoine par bonne information precedente, & que sommé en ait le Iuge ecclesiastique, & lors le peut extraire: car le Iuge ecclesiastique iamais ne donneroit congé de faire ce pour irregularité en quoy il pourroit encourre. *Rub. de homi. volunta. decretali. si quis per industriam. cum gloss. illius cap.*

Item fust dict par arrest en cas de contemner l'eglise, d'entre les enfans de Pierre du Toppet Bourgeois de Tournay, qui pour certain delict par eux fait se tenoient à refuge en l'eglise sainct Pierre en Tournay, & l'a venoient armer & embastonner grandement à l'huis de l'eglise apparans & monstrans leur fait, le Iuge Royal leur fist oster leurs armures, & les print & emporta. Tout veu, il fust dict que le Iuge Royal le peut & doit faire en tel cas, & non autres: car qui de l'immunité de l'eglise se veut aider, humblement le doit prendre & soy garder, esperant de faire satisfaction à partie, & gré à iustice, & autrement ne vaut.

De mettre ses biens en l'Eglise.

Item peux & dois sçauoir que s'il estoit aucun qui pour doute de iustice mettroit ses biens meubles en aucune eglise, esperant que là fust-

.Aaaaa.iii

*Pro hoc text. in
l. Praesent. lege
Decernimus. C.
de his qui ad
Eccle. confug.*

sent à refuge: Sçachez que pour ce ne doit laisser le Juge si c'est de chose cogneuë, qu'il ne peüst bien traire ses biens hors de l'Eglise pour satisfaction à partie, & sans faire preiudice à l'Eglise, mais on le doit faire à ce appelez les gens de l'Euesque. et selon que dict est, l'Eglise n'est mie faicte pour faire tort à autrui, mais pour raison faire, & aider à faire. Ne n'est mie l'Eglise ordonnée refuge, mais que pour les corps des hommes à fin d'escheuer la rigueur de iustice tant que satisfaction soit faicte à partie, & puis grace de Prince si peut estendre si le cas le desire, & non autrement. Ne autres ne doiuent en autre cas iouir d'immunité, & ainsi fust il dict par arrest de Parlement contre Jean Brule de Paris, qui l'estoit mis en l'Eglise, & ses biens.

D'estre mis en l'Eglise pour cas dont on pense estre adiourné.

Item & s'il aduenoit qu'aucun qui au refuge de l'Eglise se mist pour quelque doute, s'il est poursuiuy par le Juge lay, & le cas le desire qu'il soit adiourné pour le cas: Sçachez que pour ce qu'il est à l'Eglise ne demeure qu'à l'Eglise mesmes, on ne le peüst adiourner ne intenter sans faire preiudice à l'Eglise, & que l'adiournement ne vaille, ou l'intimation qui y seroit faicte: car si que dict est, l'Eglise n'est mie refuge à tel cas, mais pour le corps de l'homme garantir tant seulement: & ainsi fust il dict par arrest dessusdict. Car par plus forte raison y peut on faire adiournement quand on y peut homme extraire qui de l'immunité ne doit iouir.

Combien le refuge de l'Eglise doit valoir à homme.

Item à autre cas veut la loy escrire, qui se traict à l'immunité de l'Eglise, par si que deuotement il le demande, elle luy tienne & vaille refuge contre le Juge. et si noblement luy doit valoir le refuge de l'Eglise qu'à trente pas pres de l'Eglise ou cymetiere doit valoir l'immunité de l'Eglise au cas que ce seroit pour necessité naturelle faire, ou de cymetiere, car inconuenable chose seroit qu'en l'Eglise ou cymetiere qui est terre sainte, fust faicte laidure ou villenie, il doit estre entendu où il dist villenie, que pour ce faire c'est necessité naturelle, & pour ce y sont & doiuent estre trente pas.

*De hoc dicitur
in decre. 19.
quest. 4. cap. si
ant antiquum.*

De faire delict à trente pas pres de l'Eglise, sans entrer dedans.

Et si par contraire à trente pas pres de l'Eglise ou cymetiere, aucun faisoit quelque delict, & puis s'aillist en l'Eglise, l'Eglise ne luy doit estre refuge, comme dessus est dict.

De faire chose contraire à l'Eglise, ne à choses qui y sont à refuge.

Item est expressement defendu par loy escrie, que nul ne face chose contraire à l'immunité de l'Eglise, ne à ceux qui y sont à refuge, autrement qu'es cas dessusdicts, & quiconques le fera, il encherra en telle peine qu'il seroit en commettant trahison contre son seigneur: car plus grand ne droicturier seigneur ne deuôs nous auoir que l'Eglise de Dieu, & qui est la maison d'oraison. et est defendu par la loy que nul ne face noise, riotte, n'assemblée, ne murmure, sur encoure en peine capitale, qui pour le present se modifie à peine arbitraire à la discretion du Juge, selon les personnes & le cas. *C. de his qui ad Ecclesiam confugiunt. l. Fide-
li. & l. Denunciamus.*

De s'oy mettre à l'Eglise pour dette ou doute de pleigerie.

Qui à refuge de l'Eglise vient pour ses dettes : sçachez qu'à ce ne doit auoir nul garant à l'Eglise, mais en doit estre extraict par la loy, car l'Eglise n'est pas pour autrui faire tort : si pleige pour doute de leur pleigerie se mettent à refuge de l'Eglise, qui n'y ait refuge pareillement, que dict est. Mais ce doit estre fait par le conseil du Prelat, &c.

De Ecclesia nullus debet extrahi pro causa criminali sine civili, sed seruatur ordo. l. C. de his qui ad Eccle. confug. l. Praesenti. Et l. Decernimus.

De s'oy faire enterrer en l'Eglise.

S'il aduient qu'aucun par presumptueuse volonté se face enterrer apres sa mort en l'Eglise, par especial au cœur, si comme font aucuns par grandeur, & és plus notables places de l'Eglise, sçachez si tels le font, qu'ils aggreuent leur damnation: car toutesfois qu'on celebre en l'Eglise, leur est renouuillée leur peine en enfer. Item sçachez que les trespassez de ce siecle apres qu'ils sont morts, sçauent ce que d'eux en ce siecle est fait de ce qu'ordonné ils ont à faire qui leur touche, & qui fait n'est. Et ce sçauent ils par les bons Anges qui sont & habitent entre les viuans en l'air, qui sçauent & voyent tout ce que fait est, *aut per ipsos quando ad nos venire creduntur; sicut Actum 9. cap. Paulus dicitur esse raptus in paradisum.*

Des autres droicts aux Eglises appartenans.

SCachez que encores y a vn autre droict appartenant aux Eglises. Car les aucunes sont en la sauue & especiale garde du Roy nostre Sire, de droict especial. Les autres de droict general, & les autres n'y sont fors tant seulement que le Roy comme leur seigneur souuerain les doit aider à garder & defendre de violence de tort & de puissance d'homme desordonné, si comme de droict general: sçachez que toutes Eglises qui sont de fondation Royale, c'est qui sont faites par les Roys, sont de fondation Royale, & telles sont de leur nature & de droict commun & general en la sauue & especiale garde du Roy. Ne il ne leur en faut nulles lettres s'il ne leur plaist, soient Eglises ou monasteres, & avec toutes les personnes d'icelles Eglises leurs biens, choses, & familles. Item & de droict especial si sont les Eglises & monasteres qui ne sont mie de fondation Royale, si que dict est. Mais elles ont impetré du Roy lettres de sauuegarde, & especiale & de certain cas dont ils dient auoir cause de ce faire, & contiennent qu'icelle sauuegarde soit publiée és lieux & villes où ils s'en veulent aider, & aux personnes contre qui ils doutent de grief ou de tort ou violence, car autrement ne vaudroit.

Reges enim potissimum Francia Ecclesias cathedrales tot annuunt prouentibus locupletantur, unde protectores et defensores earum non immerito appellantur, ita dicitur Archidiaconus in ca. lectis. 63. dist. Et hac sentit Bal. in cap. quanto, ext. de iudi.

Item sont aussi de droict commun & general en ladicte sauuegarde toutes Eglises cathedrales, les personnes des Eglises, leurs corps, biens & familles sans ce qu'il leur en faille lettres, s'il ne leur plaist, & ne le peut ne doit nul ignorer par raison, n'autre publication, ny ne leur en faut lettres, mais que la renommée de l'Eglise. Et peuuent & doiuent auoir leur gardien de Sergent Royal pour la conseruation de leur garde, leurs choses & biens.

Les Eglises & supposés d'icelles sont en la sauuegarde du Roy.

Item dois sçauoir que nulle quelcôque Eglise n'est à la sauuegarde du Roy. C'est à dire que qui mefferoit à eux, leurs gés ou biens, que pour ce

ils encourussent en infraction de sauue-garde contre le Roy, ne fist delict dont le iusticier dessous qui ce seroit fait, en deueroit prendre la cognoissance, comme de garde enfraincte, ne qu'aux gens Royaux en appartint principalement la cognoissance pour garde enfraincte, ne par preuention n'autrement pour en oster la cognoissance au Iuge local. Ce ne peut ne doit estre ainsi entendu, mais bien sont en la garde de bonne iustice du Roy, en tant qu'aucun leur voudroit grief, ou tort, ou aucune moleste. Si c'est contre trop puissant Prince, le Roy les en doit garder, aider & conforter en leurs droicts, si sont tous bons Iuges. Mais encore n'est-ce mie cas de preuention, pourquoy le Iuge local en doieue prendre * pour ce la cognoissance, si faute n'auoit en luy, ou si le delinquant n'estoit si puissant, ou tel cas que le Iuge local n'en peust ou sceust faire droict ou n'osoit: & ainsi fust il dict & conseillé par le conseil à Paris, pour aucunes eglises qui sont à Tournay & empres Tournay, où aucuns delicts auoient esté faicts par aucuns delinquans, si en vouloir le Procureur du Roy de Tournes faire la cognoissance venir pardeuant le Iuge Royal audict lieu, le Procureur de la ville de Tournay disant du contraire, & que lesdictes eglises n'estoient mie en la sauue-garde du Roy, &c. Dict fust, puis que lesdictes eglises n'estoient de fondation Royale ne cathedrale, ou n'estoient en garde publiée deüement, elles ne deuoient estre tenuës & reputées en garde, pourquoy le Iuge local en deust prendre * la iurisdiction ordinaire ne cognoissance, puis qu'en luy n'auoit aucune faute trouuée. Et ainsi fust il dict par arrest de Parlement en l'an 1382. pour vne eglise qui est située en la terre de Madame du Bar, en laquelle eglise auoit vn delinquant, qui estoit allé à refuge, pour ce qu'il auoit tué vn sien homme en icelle terre, & aduint qu'il fust prins & mis hors d'icelle eglise par la iustice laye, & mené prisonnier par les proësmes & amis dudit prisonnier. Et aussi les gens du Prelat le requeroient à estre restitué en l'eglise, le Iuge disant du contraire, & que le fait auoit esté fait si pres de l'eglise, & de fait & aduis appensé, que pour le mort occire sur confidence d'incontinent retourner à refuge à l'eglise, & pour ce nul refuge ne luy deuoit valoir, disoient outre les proësmes & amis qu'ils deuoient auoir le Procureur du Roy adioinct avec eux, pour ce que l'Eglise qui en la sauue-garde du Roy est & doit estre, & comme toutes les Eglises qui sont au Royaume, auoit esté grandement blessée & iniuriée par l'extraction dudit prisonnier, &c. Le Iuge lay disant du contraire, & que ceste Eglise qui n'est Eglise parrochiale, ne peut ne doit estre de soy en sauue garde: car elle n'est mie de fondation Royale, ne n'est Eglise cathedrale, ne aussi en sauue-garde especiale. Ne il ne s'en vante mie, aussi feroit il du contraire: pourquoy, &c. Tout vœu, il fust dict que l'Eglise ne seroit mie en ceste partie cōme en garde Royale qui se peust ne dotue enfraindre. Mais bien pouuoit le Roy & deuoit garder le droict de l'Eglise comme il vouloit faire de toutes, en tant que foullées & blessées seroient par violence desordonnée.

* Perdre, au li-
ure escrit à la
main.

* Perdre, au li-
ure escrit à la
main.
Arrest de Par-
lement donné
en l'an 1382.

Des

Des lieux prophanes.

Prophane si est dict & appellé pour ce que c'est vn lieu ou place au pres d'icelle Eglise. Et toutesfois ce n'est mie terre benoiste, * ne la où on peult enterrer ne faire sepulture de morts par lieu de cimetiere, ne que ce soit lieu d'immunité où vn delinquant se peult tenir en franchise d'immunité: mais és lieux appartenans à l'Eglise qui est à celle Eglise donnée & amortie, par le Prince, qui iamais ne se peut vendre ne alier. Et pour ce si l'Eglise à qui ce est donné & amorti, a iustice & iurisdiction du lieu qui soit amorti aussi par le Prince & gré du seigneur dessus qui ce est, à ladicte Eglise en appartient la cognoissance: sinon, au Iuge local en demeure la cognoissance. C'est à sçauoir que si aucun delict y aduenoit, à celuy en appartiendroit cognoissance.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

NEVFIESME.

L'Eglise est la congregation des Chrestiens assemblez & unis en la foy Catholique: car autre assemblée ne faut recognoistre pour Eglise, que la Catholique, les autres sont sectes & conueniencules des heretiques. Sola (inquit Laetius, lib. 4. de vera sap. cap. vlt.) Catholica Ecclesia est, quæ verum cultum retinet. hic est fons veritatis, hoc est domicilium fidei, hoc templum Dei, quod si quis non intrauerit, vel à quo si quis exierit, à spe vitæ ac salutis æternæ alienus est. Et postea sciendum est illam esse veram Catholicam Ecclesiam, in qua est confessio, & pœnitentia, quæ peccata & vulnera, quibus subiecta est imbecillitas carnis, salubriter curat. *En deux mots il exprime & represente la vraye Eglise, qui est fondée sur la confession de la foy estant en l'Eglise Romaine par la tradition de saint Pierre, vt traditur in l. 1. C. de summa Trinit. & l. 2. C. Theo. de fide Catho. & dont on peut voir Tertullian. de præscript. & autres qui en ont amplement escrit. Il adionste aussi la penitence, qui est le fondement des sacremens. Quant aux priuileges, franchises & immunitiez des Eglises, les histoires, & les Constitutions des Empereurs, desquelles aucunes sont C. titut. de Sacros. Eccles. & diuersis titul. C. Th. & celles pareillemēt des Rois de France, mesmes de Charles le Grand, & les Conciles & Constitutions des souverains Papes, les traitēt & declarent si amplement, qu'il n'est besoin d'en faire plus ample discours. Pour le regard de ce que l'auteur escrit des sepultures, il estoit anciennement prohibé d'enterrer dans les Eglises, vbi Martyrū sunt reliquæ, l. 2. C. de Sacros. Eccles. & l. 6. C. Th. de sepul. violat. où elle est plus ample. Concil. Moguntiaci, cap. 52. & Concil. Triburiensi, cap. 17. can. præcipiendum, 13. qu. 2. Gregor. lib. 4. dialog. cap. 53. c'est pourquoy les cymetieres ont esté ordonnez, & lesquels du commencement auoient esté institutez hors les villes, vt constar ex d. l. 6. C. Th. & plerique auctores Christiani confirmant, & maximè B. Chrysost. in Psalm. 5. qui monstre auoir esté la custume de les*

B b b b

conf. crer, idèd quòd dæmones concurrere ad sepulchra soleant, Hom. 29. & 35. in Mattheum. Aussi les Payens ne permettoient les corps des morts estre ensevelis ou bruslez dans la ville, ce qu'ils tenoient pour quelque religion, vt lege 12. Tab. cautum est, & ita Romanorum Legibus constitutum fuisse constat ex l. Mortuorum. C. de religiof. & sumpt. fun. Paulo lib. 1. recep. sent. Iul. Capitol. in Antonin. & aliis. & Seruius Episto. ad Ciceronem de morte Marcelli, lib. 4. Epist. scribit non potuisse ab Atheniensibus locum sepulturæ intra urbem vt darent, impetrare, quòd religione se impediri dicerent. Toutesfois depuis a esté introduit en l'Eglise Chrestienne de faire les cymetieres pres les Temples & Eglises, afin que les Chrestiens y soient plus honnestement inhuméz, & ce gratuitement, sans rien prendre par les Ecclesiastiques des sepultures, comme il est porté par les Cõciles, & ca. vbi cunq. 13. q. 5. ca. præcipiendũ. 13. q. 7. c. fraternit. c. aboléd. de sepult. & al. Mais à present les inhumations se font indifferemment de toutes personnes dans les Eglises, & dans le chœur mesme, où encores les laiç sont tolerez s'assoir librement, par la conniuece des Prelats, Curez & autres superieurs Ecclesiastiques, qui ont oublié l'exemple de saint Ambroise.

b C'est un ancien priuilege des Asyles & franchises qu'auoient ceux lesquels se reiroient a refuge aux Temples: & auoient les asyles esté establis tant entre les Hebreux, par la constitution de Moysé, Deuterom. cap. 4. qu'entre autres peuples Payens, & Chrestiens. Quant aux Payens, pour le regard des Grecs, Xenophum in Egesilao, Emil. probus, Euripid. in supplicib. Liuius lib. 35. Polib. lib. 4. Tacitus lib. 3. Annal. & autres en rendent tesmoignage: Pour le regard des Romains Liuius & infinis autres en ont amplement escript: & mesmement des Chrestiens, l. Pateant. l. Præsent. C. de his qui ad Eccles. confug. & C. Th. eod. tit. & au droit Canon. 17. q. 4. in capitular. Caroli Magni. & aliis auctoribus. Tel estoit le priuilege de l'Asile vt inde nefas esset eum extrahere, qui ad illud confugerat, non enim fas erat supplicem in templo violare, vt inquit Parthenius in Erotica. cap. 9. & testatur Virgilius lib. 1. & 6. Æneid. quod etiam confirmat Nicephorus lib. 13. cap. 4. & Harmenopulus lib. 2. cap. 9. & y en a des Conciles recitez in d. 17. q. Mais à cause des abus qui procedoient de tels asiles par l'ordonnance de l'an 1539. art. 166. est porté qu'il n'y aura lieu d'immunié pour dettes, n'autres matieres, ciuiles, & pourront toutes personnes prendre en franchise, & sans a les reintegrer, quand y aura prinse de corps decernée à l'encontra d'eux, & qu'il soit ainsi ordonné par le Iuge. Aussi auparauant ladiue ordonnance tous criminels ne iouissent de la franchise, comme monstre icy l'auteur, & confirmari potest Deutero. 19. Numer. 35. Iosue. 20. Phil. Iud. lib. de special. legib. Nouel. 17. de mand. Princip. §. neque autem homicidas. lib. 3. capitul. Caroli Magni. cap. 26. quod etiam plerisque aliis obseruatum.

c Les Eglises de France sont toutes en la protection du Roy, comme estant le vray defendeur & protecteur de l'ordre Ecclesiastique: mais y en a qui ont des droits & priuileges de speciale protection & sauuegarde, comme celles qui sont de fondation Royale, & autres auxquelles ont esté octroyées lettres de

garde gardienne, lesquelles doivent estre verifiées en la Cour de Parlement, comme i ay traité cy dessus, qu'il n'est besoin de repeter. Les causes temporelles des Eglises qui ne sont de fondation Royale, ou n'ont lettres de garde gardienne, se traittent par deuant les Iuges ordinaires, comme celles des autres personnes priuées, & par l'Edit du mois de Iuin. l'an 1559. quant à celles de fondation Royale, la cognoissance en appartient aux Baillifs & Seneschaux, & aucunes ont des committimus: & pour le regard des autres qui ont lettres de garde gardienne, par icelles les Iuges sont denommez par deuant lesquels elles se peuent pourvoir.

DES DISMES. TILT. X.



V peus^a & dois sçauoir que par le commandement Dieu dès le commencement du monde, tant par le vieil testament comme par le nouuel fait & ordonné de Dieu nostre Createur, il fust ordonné & comandé estreoitement que de toutes choses croissans sur terre, tât par labour côme autrement, & de tous grains visolemēt fais, tant par labour de corps comme par industrie d'autre moyen fust payée & renduë à Dieu la x. partie des profits de ce venans. Et par l'usage de l'ancien testament estoit ordonné que pour ce que le x. ost la part à Dieu, & que à iceluy doit estre renduë & payée, pour ce que mieux ne sçauoient payer ne enuoyer à Dieu, ils ardoient la disme, afin que la flamme & fumée allast au Ciel & au plus pres de Dieu, & disoient que c'estoit son payement, & disoient que tant iustement le faisoient, que le plus loyaument qu'ils pouuoient le payoient ainsi sans faute: & comme plus haut monteroit la fumée, la prendroit & receueroit Dieu mieux en gré. Si sçachez que en aucū tēps apres fust ordonné que aux Prestres de la loy seroient ces dismes payées, au nō de Dieu, pour ce que sont les ministres à Dieu, & que de ce se viuoient: & auoient vn autel fait à ce, où il y auoit vn trou fait au milieu & sur l'autel au nō de Dieu sacrifioient leurs bestes qu'ils deuoiēt à Dieu, & le sang de celle beste couroit en ce trou & s'en couroit en terre. L'vne partie donnoiet au Prestres cōme à Dieu: & l'autre partie iettoient aux chāps, afin que tout ce que Dieu auoit fait & créé y eust sa partie: *ut extra de deci cap. j.* Mais depuis le nouueau testament les SS. Empereurs par la discretion des saincts Conciles & grace de Dieu a esté ordonné que la disme & toute fructificatiō seroit & appartierdroit aux Curez & Vicaires de Dieu, qui ont la Cure & garde des ames des Chrestiens & personnes de Dieu, si que à eux fussent réduës & payées au nom de Dieu, & comme son droit part & portion des biens qu'il nous enuoye. *cap. cum contingat extra eod.* Or est doncques à sçauoir que de tous biens qui croissent sur terre par quelque labour, ou moien que soit, disme en est deuë à Dieu. C'est à sçauoir en herbes, en fructs d'arbres, en grains labourez, soit en poules, oysons, canarts, oyseaux, soit en cochons, pourceaux, soit en laines, ou en autres bestes

Premiere institution de payer les dismes au vieil testament.

Institution de payer les dismes au nouueau testament.

Comment les dismes se donnent payer, & de quoy

B b b b b ij

alimentées & nourries dont profit & vſufruit peut venir, ſoit en poiſſons, en garennes, en profit de moulins, ſoit en ſour, ſoit en miniere de fer, d'or ou d'argẽt, ou de quelque autre metal, ſoit en pierre, ſoit en gaing artificiel: ſi comme en gaing de metier, ou de marchandise, ou de ſcience, ſoit en gain de ſervice. Et genezalement de toutes choſes que Dieu fait croiſtre & multiplier ſur terre, veut Dieu avoir la diſme pour ſa partie & loüange, meſmement du corps de l'homme veut Dieu que on rende & paye diſme à luy : ſi comme de la ſainte quarantaine qu'il pardonna à ieſus, qui eſt la diſme de l'an & dont le corps doit faire diſme à Dieu, *ut cap. nuncios cum ſua glos. extra eodem*. Si eſt à ſçavoir qu'il eſt

Il eſt deux manieres de diſmes.

deux manieres de diſme, perſonnaux, & prediaux. Diſme perſonnel ſi eſt diſme qui doit eſtre ſatisfaire & païee des labeurs que l'homme fait pour ſon corps & pour ſon labeur & ſcience, deduit ſes deſpẽs au chief de l'an du remanant, dõt il doit faire diſme à Dieu à la iuſte conſcience, & ce eſt diſme perſonnel, pour ce qu'elle vient par labeur & par l'industrie de l'homme.

Item diſme predial ſi eſt celle qui vient & doit venir des profits & emolumens venans des fruits des beſtes & volailles, & des poiſſons. Car de tout ce eſt deüé à Dieu diſme, ſans ce que les deſpens en ſoient ne doiuent eſtre rabatus, comme de diſmes perſonnaux, & avant que le fruit ſoit porté hors du tas où ce aura eſté creu. Car premier & avant nul autre, doit eſtre Dieu payé: ne ne faire le canon quelque differẽce ſur quoy elle creut, ſoit ſur terre, cẽs ou fief, ou ſur alleux. Si eſt à ſçavoir que les diſmes qui deües ſont ſi que dit eſt, doiuent eſtre rendües & payees aux Curez & Preſtres, où on reçoit les ſacremens, par eſpecial les diſmes perſonnaux, & les prediaux doiuent eſtre auſſi payees aux Curez: ainſi n'eſt que les terres ſur quoy croiſſent les prediaux, ſoient ſituées en la parroiſſe ou l'en demeure. ſi nō on les doit payer au Curé de la parroiſſe où les terres ſont ſituées, car là en appartient la cognoiſſance du diſme payer: *ut extra eodem de deci ad Apoſtolica ſedis. & ca. non eſt. & cap. paſtoralis*. Si fait il ſelon l'opinion de la loy eſcrite doit eſtre payée la diſme des vſufruits, où les beſtes prennent nourritures & paſtures: car de là ont ſuſtentation & alimentation dont elles viuent & fructifient & ſont fruit, jaſoit ce que elles reuiennent au ſoir coucher en autre parroiſſe. Encores ſont les fages ſur tels cas difficulté, & dient s'il aduient que yn arbre ayt ſon trauſ ſur vne parroiſſe, ou vne vigne ou les racines en ſoient par deſſous terre ſus autre parroiſſe, ainſi que ſouuent peut aduenir quand ils ſont ſi pres des confins de deux parroiſſes, ſçachez que la diſme de tel arbre ou de telle vigne peut appartenir & doit au Curé de la parroiſſe où la racine ſourt: car par là eſt l'arbre ou la vigne nourrie & alimentée, & ainſi peut & doit eſtre entendu d'autres cas ſemblables. Et peut eſtre demandé puis que dit eſt par la loy que de toutes choſes diſme doit eſtre païee ſi que dit eſt: à ſçavoir mon ſi de choſe mal acquiſe diſme doit eſtre payée, ſi comme de vſures, de rapines, de larcins, &c. Sçachez que non, car ce n'eſt mie choſe permife de Dieu, mais eſt choſe defendüe, & qui doit eſtre reſtituée, & par ce n'en doit eſtre diſme payée.

Les diſmes ſe doiuent payer aux Curez des lieux auquel les fruits croiſſent.

Quærit hic textus an decima solui debeant de illis uel acquisitis. vide de hoc articulo per Hostiens. in Summa de deci. §. de quibus rebus. verb. quod dixit. & laicè per Ray. in Summ. de deci. circa prim. ver. quæritur utrum. & per Panorm. in cap. ex transmissa. extra de deci.

Additio.

Si dois l'atouir^o que disme est de tel effect qu'elle ne peut ne doit estre vendue ne engagée comment que ce soit à personne laic, ne hors de l'Eglise: & si faict estoit aucunement, si ne seroit il à tenir: car de l'Eglise ne le peut on esloigner, ne doit en chose qui à l'Eglise soit dediée ne laissée.

Item ne vaudroit priuilege au contraire. Et s'il estoit aucun qui eust priuilege de ce du saint Pere, car d'autre ne le peut il auoir qui vaille, que de son labour ne fust tenu de payer disme. Pour ce ne demeureroit que de tout ce, dont le priuilege ne feroit expresse mention, il ne fust tenu de payer disme: car priuilege de non payer disme, ne peut on auoir ne obtenir de droit, mais on a bien par priuilege ou par possession que on ne paye sur aucune terre, ou lieu que demie disme, ou à quinziesme, ou à seiziesme: car de nulle disme payer ne se peut faire remission ne possession: au contraire ne s'en peut ne doit acquerir: car supposé que aucun laisse à payer disme sur autre terre ou lieu par l'espace de dix, de vingt, ou trente ans ou plus, pource ne vaudroit que si tost que l'Eglise s'en aperceuroit, que il ne fust contrainct à payer sa disme. Mais bien pourroit on acquerir possession de non plus payer que demy disme, ou de xv. ou xvj. mais de non disme ne le peut on acquerir. Et la raison si est double, car toute chose spirituelle est tenue, & a pleine possession par loy. L'autre raison si est que nulle chose fructifiant ne doit estre sans payer disme à Dieu par propre commandement, que nul ne peut ne doit transgresser. Et s'il estoit faict par aucun subtil engin, si ne vaut il, ne ne faict à tenir non plus que contre la sainte foy venir ou aller.

Additio.

Facit ad hoc capit. nouum genus. extr. de deci. & ex superioribus dictis nota Regem Francia habere priuilegium à summo Pontifice quod decima infundata ante Lateranense concilium possunt per laicum laico vendi non obstantibus notatis in cap. prohibemus. de deci. quod quidem priuilegium est apud Paris. in Camera Comput. & quod possunt vendi, videre est multis in locis: maxime apud Bituricensis. Et pro his vide Boër. in tit. de consuetud. pradio. §. xj. consuetud. Bituricensis. & hoc expresse tenet Guill. Benedict. in cap. Raynuius. ext. de testament. in verbo duas habens. & super his vide notat. per Chassan. glos. consuetud. Burgund. in verbo, nunquid autem laicus. tit. Des iustices. §. vj. & adde quod laicus habens decimam in feudum ab antiquo, de iure canonico non potest illam alteri laico infundare. text. & Doct. in cap. prohibemus. cap. quamuis. & cap. final. de deci. extr. & hoc uidetur aperte reprobari in cap. cum Apostolica. de his que fi. à Prelat. ubi speciale est in laico quod possit Ecclesia de autoritate Episcopi concedere: cum non multum refert que Ecclesia habeat, dummodo extirpetur à laico. Quæ ratio omnino cessat cum uult concedere alteri laico: quod posset tendere in magnum preiudicium Ecclesia cui debetur: cum post mortem illius morientis forsitan sine filiis ad Ecclesiam deuolueretur. ut cap. ij. de Feud. sed

Bbbbb ij

per concessionem alteri laico factam, qui forte haberet filios, & per hoc impediretur huiusmodi deuolutio. Porro quia loquitur hic textus de prescriptione decimarum: dic per Panorm. in cap. tua nobis. extr. de deci. quod ualeat prescriptio in Ecclesiis: cum non multum refert quia Ecclesia habeat, dummodo non exeat de uniuersali dominio Ecclesia. Nam unica est Ecclesia uniuersalis. xxiii. quest. j. cap. loquitur. & cap. prudenda. Quantum uero ad laicos dic eos non posse: ut ca. causam. de prescript. & ibi Doctor. & Panor. Sed utrum quota prescribi possit, tenet ultra omnes Docto. quod si Doct. Io. in Summa de decima. & magnum fuit dubium in iure utrum ualeres talis consuetudo diminuens quotam decimarum. nunc uero indubiatum existit quod consuetudo alterans modum dandi eas ualeat secundum Dom. Cardin. cons. cxlvj. & Fel. in cap. cum ex officio. in vers. limita primo. extr. de prescript. Nolo huc multa alia adoptare, cum questio hac iam plusquam trivialis est.

Item dois sçauoir que du doüement sur quoy vne Eglise est doüée & fondée, de ce ne doiuent estre payées aucunes dismes. Mais pour ce ne demeure que des autres terres & possessions que l'Eglise auroit, qui ne seroit de leur propre fondation primeraine, & qui donné leur auroit esté ou fondé à constituer l'Eglise, que disme doiuent auoir à l'Eglise parrochiale, & au Curé d'icelle parroisse, si comme des terres & possessions qui depuis leur premiere fondation leur estoient données, ou qu'ils auoyent acquestées, nonobstant que elles fussent amorties à l'Eglise. Or peux & dois sçauoir que s'aucun estoit en defaute de payer & satisfaire la disme des biens qu'ils fructifient, & qu'il en fust conté, il ne peut ne doit estre contraint que par censure Ecclesiastique, car à luge lay n'en appartient la cognoissance, iacoit ce que ce soit en possesioire ou en petitoire, ou en longue demeure de payer la disme, ne s'acquiert possession de non payer ne prescription, puis que demandée sera la disme par le Curé de la parroisse, que payer ne faille pour l'an en quoy la disme est faicte, mais des années passées, puis que passées sont sans demander, de ce n'est tenu le possellant, si conscience ne luy remort en ce.

Inuenio Archid. in ca. maiores. xvj. qua. vij. referenti quod S. Thomas tenet eos non esse in via damnationis qui decimas non soluerunt curato, quando ab eo non fuerunt petita. Tutius tamen esset soluere, vel pro eis cōponere, & quod eos dies in mora constituat sine alia monitione. Annot. Panor. in c. per uide qua notantur per eum, in ca. cum homines. & cap. tua nobis. extra eo.

Item s'ensuit monstrier comment aucuns ne sont tenus de payer disme & si tenus y sont en quoy & combien. Si sçachez que blanc moine, templier, & selon les aucuns les religieux de Cisteaux, les terres qu'ils font labourer pour eux, & par eux, & qui sont de leur demaine, ne les bestes de leur demaine, qu'ils nourrissent par leur courtieux qu'ils tiennent en leur main, si tout se mettoit en autre main par transaction, ne autrement par rente, ou argent r'auoir par vie, ou autrement, si n'estoit en droicte cense à eux appartenans par terme d'ans, de tout ce doiuent ils disme. cap. ex parte. de deci. Mais autrement des Chanoines tant reguliers com-

Pour le possesioire le luge lay en cognoist, & mesme des dismes deus, si le droit n'est rendu contentieux: & pour le regard des inféodés, c'est au luge Royal d'en cognoistre, & sur la seule allegation qu'elles s'ont inféodés, le luge Ecclesiastique n'y en doit laisser la cognoissance, comme escrit &. Bourdin sur l'ordonnance de l'an 1539. art. 2.

me non reguliers: car de toutes leurs possessions doiuent ils disme, reserué que à eux reuiendroyent, & des courtils qu'ils tiennent en leurs mains, & des bestes qu'ils font nourrir pour leur despence.

Item est aussi ordonné que nul ne se peut ne doit excuser des dismes payer, par exception de long temps non auoir payé, & que de tous fruits qui croissent, disme en est deuë. Et ainsi fust il dict & conseillé par tout le plus grand conseil qui fust, & que on peut auoir, ne trouuer, en la ville de Paris, à Laon, à Amiens, & ailleurs, pour le chapitre de Tournay, à l'encontre de la ville de Tournay, mesmes pour payer la disme des courtieux qui sont dedans la ville, ou on fait plusieurs labourages de vignes, d'arbroiers, & d'autre seméce, dõt ceux de la ville disoient non deuoir pource que ne leur auoit esté demandé par quelque persõne, & que c'estoit dedans la forteresse de la ville, neantmoins leur conuint payer, &c.

Des Noualles.

Noualles sont les places & les lieux qui anciennement n'ont esté par coustume labourez ne cultiuez, parquoy seméce ou vlsfruiet peut venir dõt disme peust estre payée ne deuë, si cõme des anciës bois & places, en bois ou il vient bois, & croist sans ce qu'ils ayent esté à ce pourplainte ne artige*, ou si cõme en terre & place qui onques n'auroit esté labourée, & on le mettroit de nouuel à ahā & à semence. Ou si cõme d'un viuier par seicheresse d'eauë on le mettroit à ahā & à semence: car tāt que telles places & lieux sont & demeurēt en leur nature, elles ne doiuent point de disme. Mais si tost que on les tourne à labour & ahā, elles doiuent dismes, & ce est appelle noualle, car telles places de leur nature ne doiuent point de disme, puis qu'elles apportēt leur vesture sās labour, mais qui les mettroit en ahā, soit en viuier qui onques n'auroit esté payé disme, ou vne mesure ou maison auroit esté dõt disme n'auroit esté payée, toute telle place, puis que on la remet en ahā, disme en est deuë, & ce appelle on nouale. & si place, ou terre qui à ahā auroit esté, & dõt on deuroit disme, on mettroit en bois, ou en viuier, ou en prez, iāçoit ce que telles places ne sont accoustumées de paier disme, toutesfois si tost que on met telles places à viuier, ou à prez, ou à bois, pource ne demeure que on n'ē paye disme cõme par auāt faisoit. Et generallemēt sçachez que toute terre qui d'anciēneté n'est accoustumée d'estre arable, & puis on la remet à ahā & labour, telle est accoustumée d'estre noualle appelée, & en est disme deuë, reserué aux freres qui portēt la croix du Tēple. Car de noualle ne payēt ils nulle disme. Encore dois sçauoir que si tost que vne terre auroit esté en friche par 3. ans, ou par plus sās disme payer, sçachez que si tost que on le mettroit à ahā & à fruit faire & porter, disme en seroit deuë, comme deuant estoit. Toutesfois seroyent tousiours en auant appelez noualles.

Hac materia nonalium tractatur per Canonist. in c. cū cōingat. ext. de deci. ubi per glos. & Doct. & quamuis hoc regulare sit ut prescribens decimas, aut priuilegium habens super illis: tale priuilegium aut prescriptio illa non se extendit ad nonalia: tamen Ioan. Andr. dicit quod certo casu potest in his nonalibus prescriptio allegari: videlicet si aliqua Ecclesia ab illis terris incultis aliquid nomine decima perceperit: & aliquas decimas prescripserit: & hoc

Additio.

inquit efficiuntur decimales illius Ecclesia: & si reducuntur ad culturam, potest hac Ecclesia petere decimam, arg. cap. cum in tua. extr. cod.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

DIXIESME.

DE repeter l'origine des dismes, dont on prend l'exemple de la loy de Moÿse, qui les auoit ordonnées aux Luites, comme sacerdots & sacrificateurs de Dieu, auquel les premices & dismes sont deuës, Genes. 28. Exod. 22. Leuitic. 27. cap. 1. & al. de decimis. seroit vn discours superflu, pour auoir esté traité par plusieurs autres auteurs: & encores de rapporter les dismes de Hercules & autres dont on prend les exemples des Payens. Les dismes sont desinies certaine portion de tous les biens legitimelement acquis, deuë à Dieu & à ceux qui sont dedicē au ministère de son Eglise. Par plusieurs constitutions Pontificiennes & humaines, mesmement des Rois de France il est ordonné & enioinēt à tous de les payer, dont y en a des articles in Capitularibus Caroli Magni. Et des ordōnances des autres Roys recitēes au Code Henry. Tous sont tenus de payer dismes, s'ils n'en sont exempts par legitime priuilege, ca. reuertimini. ca. decimæ. 16. quæst. 1. cap. parochianos. cap. tua nobis. cap. grauem. de decim. & al. Concil. Tridentino. in vlt. sessio. de reformat. gener. cap. 12. On fait deux especes de dismes, les vnes prediales & les autres personnelles: les prediales qui sont deuës des fruiets qui prouiennent de la terre, comme du vin, des grains & autres fruiets: les personnelles, qui sont deuës de la negociation, gain, traffique & artifice de la personne, & se payent à l'Eglise, en laquelle la personne reçoit les sacremens, cap. ex transmissa. cap. ad Apostolicæ. cap. peruenit. de decim. On adiouste vne tierce espee des mixtes, comme celles qui prouiennent des bestiaux qu'on nourrit & fait pasturer. d. ca. ad Apostolicæ. cap. pastoralis. cap. commissi. de decim. Elles sont principalement deuës aux Curez, qui gouernent les parroisses, & ont la charge des ames des paroissiens, pour leur annoncer la parole de Dieu, & administrer les sacremens, ca. Ecclesiæ. 13. quæst. 1. ca. decimæ. ca. de decimis. 16. qu. 1. Toutes fois elles sont quelquesfois attribuées aux autres Eglises & Monasteres, ou par tiltre de fondation, dotation & donation legitimelement faite, ou par treslongue possession. cap. cum contingat. cap. cum in tua. de decim. Aucuns qui se pretendent Curez primisifs tant des Eglises Cathedralles & Collegiales, que des Monasteres, s'attribuent les dismes grosses & menues, comme on dict vulgairement, & toutesfois ils sont tenus de bailer portion congrüe & Canonique au Vicair perpetuel, ou Recteur de la parroisse, d'autāt qu'il les acquitte de la principale charge d'un Curé, d. can. reuertimini. 16. qu. 1. dont y en a plusieurs arrefts recitē par diuers auteurs, & en ont amplement escrit, Io. & elua, tractat. de benefic. pa. 1. quæst. 5. & Rebuff. tractat. Congruæ portionis. quæst. 12. Et y en a des Constitutions Canoniques, & enue

& entre autres Concil. Trid. sess. 24. cap. 18. Et pour le regard des menues dîmes, se trouve diversité d'arrests que j'ay observé & distingué ailleurs. L'usage de ne payer dîmes de quelque tēps qu'il soit ne peut acquérir prescription de ne les payer à l'advenir: par ce que c'est un cens imprescriptible deu à Dieu, souverain seigneur du monde. Mais la quote & forme de payer la dîme se peut prescrire, glos. & Panorm. in cap. in aliquibus. de decimis. Felin. in cap. causam. de præscrip. Aussi la coutume de ne payer les menues dîmes est receüe & approuvée ex sententia B. Thomæ in 2. secundæ. quæ. 87. Boërius in consuet. Bitur. §. 12. in fin. de consuet. præd. Et c'est une maxime qu'on tient pour la prestation des dîmes: qu'il faut suivre la coutume du pays, cap. cum sint homines. d. cap. ad Apostolicæ. cap. aliquibus de decim. & l'ordonnance du Roy Philippes le Bel, appelée vulgairement la Philippine de l'an 1303, défend d'exiger dîmes insolites: à quoy conuient l'ordonnance des Estats de Blois, art. 50. Il est vray qu'une Eglise peut prescrire les dîmes contre l'autre par possession de quarante ans avec tiltre & bonne foy, ou possession immémoriale, cap. ad aures. cap. veniēs. & al. de præscript. Authent. quas actiones. C. de sacros. Ecclesia. Il y a des Ecclesiastiques qui sont exempts des dîmes comme ceux de l'ordre de saint Jean de Hierusalem & Templiers, ceux de l'ordre de Cîteaux, & autres qui en ont privilege.

b Par la commune disposition du droit Canonique les laïcs sont incapables de posséder, acquérir, & prescrire les dîmes, ca. peruenit. l. q. 3. ca. 1. 16. qu. 7. ca. fin. 16. q. 1. cap. causam quæ de præscript. Toutes fois pour certaines causes les dîmes ont esté en France concédées à quelques seigneurs, du consentement du clergé, en recompense des peines, despeses & travaux qu'ils auoient soufferts pour la defense de la religion Catholique, & expulsion des Sarrazins & ennemis d'icelle: dont on refere l'origine à Charles Martel, teste Guaguino in eius vita. cap. cū Apostolica. de his quæ fiunt à Prælati. De là viennent les dîmes inféodées, qui sont receues & approuvées, pourueu qu'elles soient inféodées deuant le Concile de Latran, qui a esté tenu sous Alexandre 3. l'an 1159. qui defend pour l'advenir aux laïcs d'en tenir & acquérir de l'Eglise. Mais par ce qu'il est tres-difficile & pres qu'impossible de verifier une inféodation si ancienne, qu'elle precede le temps du dict Concile, il suffit d'en faire apparoir d'une tres-ancienne, & prouuer la iouissance immémoriale, vt notatur in dicto cap. cū Apostolica. & a esté iugé par arrest solennel à la prononciation de Pentecoste, 1566.

c Il definit icy diuersement les nouales: Mais les Canonistes nouale definiunt proscissum nunc primum agrum, qui antè desertus & incultus erat, cap. 1. cap. quid per nouale. de verb. signific. l. Sylua. §. noualis. D. cod. tit. c'est une terre nouvellement defrichée pour labourer, & de nouveau reduite à labour. & ainsi l'entend la commune pratique de France, sur la question à qui les nouales appartiennent, ou au Curé de la parroisse, ou au gros dîmeur autre que le Curé, il faut distinguer que si les dîmes appartiennent aux laïcs, ils ne pourront rien pretendre aux nouales, par ce qu'il ne faut estendre leur droit plus auant. Mais si sont Ecclesiastiques qui les tiennent

CCCC

y a plus de doute: toutesfois s'ils sont fondez, seulement en possession d'avoir les dîmes, la plus-commune opinion est, que les nouales ne leur appartiennent, dicto cap. cùm contingat. & cap. cùm in tua. de decim. Que s'ils ont tiltre du droit des dîmes, aucuns estiment qu'ils auront aussi nouales, cap. ex parte. de decim. Mais si le tiltre ne fait expresse mention des nouales, il me semble qu'elles doivent appartenir au Curé, qui iure communi potiorum causam habet. Comme a esté iugé par arrest solennel de l'an 1553. pour le Curé de Serris en Brie, contre les Religieux de saint Denis en France, Des dîmes Choppin libro de sacra Polit. & autres en ont ample-ment escrit.

DES VSVRES.

TITRE XI.



OVr deux^a raisons selon la loy escrite est vsure defendue. La premiere raison si est que vsure est defendue pour le peuple qui est enclin de sa nature à oisiveté, & ne voudroit faire autre œuvre ne labeur. La seconde raison que elle est expressement defendue par l'Eglise, & à ce doit obeyr tout vray Chrestien, & qui ne le fait, il ne doit mie estre tenu fils de nostre mere sainte Eglise.

Additio.

Ponuntur aliqua rationes per Doctorem. maxime per Innocentium in Rubr. de usur. quare usura est vitioque testamento prohibita: inter quas assignatur una, quia hoc est contra charitatem, ut sum proximum adiuvans velit habere lucrum. unde peccant nolentes mutuari proximo sine lucro. Sed Diuini quos hodie in hoc vitium absorbentur? & est contra naturam ut pecunia germinet pecuniam: quia tamen non est apta germinare, cum sit tantum in mensuram rerum. l. j. ff. de contrahend. empt. & in cap. eiciens. lxxxiii. distinct. & venditur usus rerum ubi non est.

Si sçachez que vsure est dicte & faicte par trois manieres. La premiere si est quand l'achetant s'oblige pour cause de la creance en plus que de raison ne feroit si luy payoit son argent comptant. La seconde maniere si est de prester vne chose pour l'avoir en certain terme meilleur par expresse conuention: Si comme de prester orge ou la vendre pour l'avoir froment par mors expres. La tierce maniere si est par forme & maniere de mortgage^b, qui se faict par conuent d'entre autres gens que freres & sœurs, par l'ordonnance de leur pere. & c. La quatriesme maniere si est de prester argent sur gage par conqueste faicte, car telle est manifeste vsure, qui par la loy escrite soit & appare que vsure est de à croire, ou vendre à creance pour plus haut vendre. & cecy est vsure: *ut ca. in ciuitate extr. de usur.*

Additio.

Dicas esse usuram quicquid sorti accedit ut est text. cum glos. in verbo non

possit. in fine. in l. Rogasti. §. si tibi. ff. si cert. petat. & probatur in l. Si tibi decem milia. in princip. ff. de pact. & hoc tenet B. Ambros. ut habetur xiiij. quest. iij. ca. plerique. Ubi dicitur quodcumque accedit sorti, usura est. & ista regula, quicquid sorti accedit, usura est. procedit non solum in mutuo, sed etiam ubi aliquid excogitatur in fraudem usurarum. glos. notabil. in cap. conquestus. extr. de usur. & ideo infert Hostiens. in Summa de usur. §. fin. quod contractus usurarius detegitur si creditor recipit aliquid ultra sortem.

Or de ces quatre manieres & autres peut on voir par le tiltre de *usuris*, & in vj. decreta. & extr. eod. tit. & dependent deldictes quatre manieres plusieurs autres: C'est à sçauoir qui remet & compte les fruiets d'un gage que on tient à nampt, en somme principale, si comme de mettre aucune possession en gage, & les usufruiets de ce venans ne compter ne rabatre, c'est usure.

Nota hic quod capiens ex re pignolata fructus committit usuram: ut l. j. C. de distrac. pigno. & cap. j. & y. & cap. conquestus. extr. de usur. & Pano. in dict. cap. conquestus. ponit casus multos in quibus quis non committit usuram capiendo ultra sortem: quia aliquando id recipitur non tanquam usura, sed tanquam interesse. ita dicit glos. in dict. ca. conquestus. vide pro hoc Panor. in dict. ca. extr. de usur.

Additio.

Si peux & dois sçauoir que l'usurier à demander le gain d'usure, ne fait à recevoir. &c. Et s'il estoit aucun qui eust iuré de non repeter l'usure, si le peut il repeter luy dispensé de serment: ou l'usure payée, s'il le peut il repeter, & de ce n'en est ne doit estre debouté, car ce cas à tousiours restitution interiner. *Hec materia tractatur in cap. tuis dudum. ext. de usur.*

[& vide ibi Panor] Item & supposé que vn autre usurier que celui qui demande à estre payé de l'usure, demandast, & le voulsist excuser par ce que ce fust du faict d'autre, supposé que ce fust l'hoir de l'usurier: Sçachez que les hoirs de l'usurier sont à contraindre à satisfaire des usures prinſes & leuées par leurs predecesseurs, iacoit ce qu'en leur temps ne l'ont faict. *vide pro hoc Panor. & ibi text. in cap. tua nos. extr. eod.* Si sçachez que la loy faict vne question si le Roy ou le Prince a iustice & seigneurie en sa prouince si haute qu'il peut faire loy, edict ne ordonnâce à approuuer usure. Ne les usuriers compromettre ne licencier de en leur terre prester. Mais si ils le font, & ils sont clercs, ils sont excommuniez par ce mesmes cas & droit. Car si ils sont lays ils sont à excommunier par le S. Pere, ou par l'Archeuesque ou Euesque du lieu.

Item dict outre la loy écrite, que nul seigneur de terre ne doit souffrir usurier demeurant en sa terre, ne à eux ne doiuent estre prestées ne louées maisons ne conuersation aucune. Mais si par aucune aduenture ils y estoient trouuez à residence, si les en doiuent ils debouter & mettre hors dedans trois mois apres qu'ils les y sçauront, & ce doiuent ils faire sur peine d'excommuniment, & sur peine de cent marcs d'argent à appliquer au Prelat, puis que eux sur ce admonnestez dedans le temps dessusdict, ce n'auroient fait. Encore veut la loy en la decretalle au sixiesme liure, que les usuriers sont à debouter de toutes autres cōmunicatiōs

[] Au liure écrit à la main, ne sont ces mots, & vide ibi P. a. norm.

Cecy n'est plus en vs. ge en Frā ce:ains les banquiers prestans argent à interest qui resont à l'usure: y sont toleréz & bienueus. On entend cecy des usuriers manifestes, & non damnez pour usure.

Cccccij

des Chrestiens , & du cymetiere benoist, ne ny doiuent auoir sepulture, ne auoir quelque sacrement de Chrestien ne faire testament qui vaille, s'ainisi n'estoit qu'ils eussent en leur viuant rendu & satisfait des vsures qu'ils auroyent extorquées & prinſes, ou qu'ils n'en fissent restitution, ou ordonnassent à faire, & pour ce faire rapportassent en la main de l'Eglise tout leur vaillant, si auant que durer pourroit, afin de restitution enteriner. Ne autrement ne doiuent auoir confession ne absolution quelconque.

Additio.

Nota tres pœnas esse in usurario manifesto. prima est ut non admittatur ad communionem altaris secundum Innocent. in cap. quia in omnibus. ubi tractatur materia. Abbas tamen exponit aliter in cap. cum tu. eodem titulo de usur. extr. ut non admittatur ad Ecclesiam quando celebrantur diuina. & de huiusmodi expositione facit mentionem glos. in cap. j. de usure in sexto, quam dici placere Panorm. Secunda pœna ut manifestus usurarius decedens in hoc peccato carere debeat Christiana sepultura: indeque sepelientes eum hodie sunt excommunicati ipso facto. Clement. eos. de sepult. & ibi bonam glos. videas. unde infert Panorm. ex illo text. dict. cap. in omnibus. quod licet hæres velit satisfacere, non tamen debet talis usurarius admitti ad sepulturam Ecclesiasticam. Oportet enim quod ipsemet restituat vel caueat de restituendo, ita quod non appareat illum decessisse in illo peccato. Et hoc notat. in cap. quemquam. in vj. & Clement. dict. eos de usur. Tertia est pœna ut non admittatur ad oblationem faciendam. Unde debet clericus respicere dictam oblationem manifesti usurarii. Et utrum ipsa tres pœne sint inflicte ipso iure, an vero requiratur sententia hominis, vide Innocent. locis supra alleg. tenentem quod ipso facto. & Godefre. contra: qua opinio Godefr. placuit Hostiensis: & pro illa Panorm. adducit cap. cum te. extr. eod. de usur.

Item sçachez que iaçoit ce que aucun preste à son amy aucune chose sans dire que tant en aura de gain par vsure, mais toutesfois il en prend bien courtoisie enuois & dons lateraux, toutes telles courtoisies sont vsures, & generallement quoy que on en prenne outre le iour le prest fait. &c. il n'y a point de couuerture qui excuser l'en puist. &c. cap. consuluit. extr. eod.

Item ° dois sçauoir que ce n'est mie vsure de rente à vie & à rachat, supposé qu'il y ayt cause que ce sera à payer à quantité de temps, que les clerics appellent *pro rata temporis*. Et la raison pourquoy ce n'est mie vsure, si est pour ce que si tost que l'acheteur va de vie à trespassement, la rente est expirée & l'argent demeure au vendeur: & pource qu'il y a fortune, ce n'est mie vsure. Mais s'il estoit à ferme main ce seroit vsure, puisque on le pourroit racheter. Et ainsi fust il dict par arrest de Parlement pour Simon Dauuaing, contre Iean Godefroy en l'an mil trois cens. septante six.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

VNZIESME.



AY traité au premier liure de l'usure & des recherches qui en ont esté faites, & peines introduictes par les ordonnances. Les anciens Payens & Chrestiens ont eu l'usure en grand abomination: par ce qu'elle viole toute humanité & charité: & Caton reputoit l'usurier pour tuer: c'est pourquoy, comme il tesmoigne, apud Romanos legibus maiorum magis inuisi erant fœneratores ipsi furibus: & y auroit eu plusieurs loix, par aucunes desquelles les usures auroient esté du tout defendues & prohibées, & par autres reprimées & moderées, comme par celles des XII. Tables, quibus cautum erat ne quis amplius vnciarior fœnoret fœnaret, ut scribit Tacitus lib. 5. Annal. Et à ce propos on peut voir ce que Platon, Aristote, Demosthene, Cicéron & autres ont escrit, & encores Basilius in Psal. 14. D. Ambrosius lib. de Thobia, & alij Christiani auctores, & quod traditur in libris sacris & canonicis. Usure se peut definir le profit de la chose prestée par l'usage d'icelle. Car le prest gratuit est exposé à celuy qui se fait par usure, ut constat ex Plauto in Afinaria, Nam si mutuo non potero, summam fœnore, usura dicitur ratione vsus, ut ait Varro lib. 4. de ling. Lat. & l'usure comme elle se prend à present, s'entend celle qui seulement regarde le gain & profit de celuy qui preste, & non celle qui procede d'un iuste interest, & de la demeure du decteur, dont est parlé in l. Cum quidem. §. si pupillo. D. de vsur. L'ay dict de la chose prestée, entendant non seulement la pecune, ains toute autre chose consistant en poix, nombre & mesure. iuxta l. 2. D. de rebus credit. En plusieurs manieres l'usure s'exerce tant en prest d'argent, que de grains & autres semblables especes. Il y a usure de fait & aperte, & autre appellée mentale, si quand on fait des dons & courtoisies à celuy qui a presté pour attendre: dont Du Moulin & autres ont amplement escrit, aux liures desquels on peut auoir recours: comme à ceux du droit Romain & Canonique, pour cognoistre la diuersité des usures: & comment elles ont esté tolérées & repprouées. En France elles ont esté defendues par les ordonnances de plusieurs Roys, sinon que pour l'utilité des commerces avec les estrangers elles ont esté permises aux foires de Champagne & Brie, & de Lyon, plus hautes qu'à la raison commune du denier douze, ains par foires, & de change & rechange: comme j'ay observé ailleurs. L'auteur recite icy diuerses peines, principalement du droit Canonique contre les usuriers. Il y en a aussi d'introduictes par les constitutions des Roys de France: & de nostre aage plusieurs ont esté recherchées & punies. Quant à la punition de la communion de la sainte Eucharistie, & de la sepulture Ecclesiastique dont est traité in cap. 3. & cap. quia in omnibus. de vsur. & cap. 1. & 2. de vsur. in 6. & lib. 2. iuris Orientalis, in can. Ni-

Ccccc iij.

cephori Confessoris : il faut entendre ladicte peine estre ordonnée contre les usuriers manifestes, qui sont notoirement diffamez d'usures. cap. cum tua in diœcesi de usuris.

b *J'ay monstré au premier liure que mortgage est ce qu'on dict Antichrîs, engagement ou contract pignoratîf, quand le detteur engage son heritage au creancier pour iouyr des fruïts au lieu de l'usure ou profit des deniers prestez, l. Si is qui bona §. 1. D. de pignolib. En France, on ne le tient pour contract usuraire, encores qu'il soit reproûné par le droict Canonic, cap. 1. & 2. cap. conquestus. cap. salubriter. de usuris. Par quelques arrests tels contracts pignoratîfs ont esté conuertis & reduïts à rentes constituées, & entre autres du 19. de Septembre, 1577. & de la prononciation de Pentecoste, mil cinq cens octante. Par autres a esté iugé que dâs certain temps le detteur rendra les deniers, & à faute d'auoir ce fait le temps passé l'heritage demeurera au creancier, du huietième de l'annier mil cinq cens septante & neuf, & dixneuiesme de Decembre, mil cinq cens octante cinq. Mais ie trouue d'autres depuis donnez, l'equité plus grande, par lesquels auroit esté ordonné que le detteur payeroit dans certain temps, & à faute de ce faire seroit l'heritage vendu & adiugé par decret au plus offrant: & entre autres du 10. de Feburier, mil cinq cens nonante & quatre, donné en l'audience. J'ay veu un arrest du mesme temps, par lequel auoit esté ordonné, que par faute de payement par le detteur dans le temps prefix, l'heritage demeureroit à l'acheteur selon le prix qu'il seroit estimé par les gens dont les parties conuiendroient, iuxta l. Si fundus. §. ult. D. de pign. & certainement il y peut auoir en tels contracts, qui se font ordinairement par forme d'emption vendition, des circonstances, qui en font diuersement iuger.*

c *Au lieu des usures que le droict Romain permettoit, le Canonic a introduït les rentes, desquelles la constitution tient d'espece d'emprison vendition cap. 1. & 2. extra. de empt. & vendit. Elles ont esté receûes & approuuées en France, à raison du denier douze & si elles auoient esté constituées en grains, elles ont esté reduïtes à prix d'argent à ladicte raison, par les ordonnances de Charles IX. de l'an mil cinq cens soixante & cinq, & mil cinq cens soixante & sept, conformes à autres precedentes, & arrests: & mesmes a esté iugé que rentes constituées en bled, ensemble les arerages estans deuz seront reduïts, & se pourront racheter à ladicte raison du denier douze, au prix courât à presât de la monnoie, nonobstât quelque longue iouissance & possession, & changement de valeur de la monnoye, par arrest solennel à la prononciation de Pasques, mil cinq cens octante & six. Mais ce que dict icy l'auteur que par la mort de l'acheteur, la rente est expirée, ne s'observe nullement. Il est vray que telle rente qu'on appelle volante, est perpetuellement rachetable. De la matiere des rêtes j'ay ailleurs plus amplement escrit.*

DES EXCOMMVNEZ.

TITRE XII.



DE's excommuniez^a que les clers diēt anathematizez, si est soy laiffer encourte en excōmunimēt : car quiconques est en excommuniment, il doit perdre la communication des fils & filles de sainte Eglise, ne nulle compagnie ne participation ne luy doit estre faire, ne ne doit auoir nulle administration des SS. sacremens de l'Eglise, mais leur est defendu d'estre ne demeurer en l'Eglise tant que on tait le seruice diuin. Itē ne doiuent auoir cōpagnie en marchandise avec autre, ne ne leur doit estre louēe maison ne habitatiō quelconque. Itē selon l'opinion d'aucuns sages, perdent respons en Cour: c'est à sçauoir qu'ils ne peuuent faire autre conuenir en iugemēt, ne à leur demāde on ne fait à respondre, ne cōtre eux ne doit estre procedé ne respondu tant qu'ils soiēt en ce point, mais bien les peut faire cōuenir à demāder sur eux si mestier est, & cōuiēt qu'ils y respōdent selō la loy escrete.

Tangit text. de excommunicato quomodo agere non possit sed tantū excipere in a quod illi est permisū sese defendere & appellare. c. cū inter de except. ext. & ibi Doct. & utrum reus voluntarius effici possit & quando. vide Panor in dict. c. cum inter. & Paul. de Cast. in l. Libertus à patrona. ff. de in ius vocād. & per Bart. in l. Si fideiussor. §. si necessaria. ff. qui satisd. cogā. & par Antho. in c. dictē. eo. i. de except. extr. qui etiā sentit quod excommunicatus in casibus in quibus potest esse in iudicio. nō solū potest esse in quantum repellit sententiā pro alio ferendā, sed etiam in quantum consequi velut sententiā iustā pro se. cōtrarium tamē tenet Abbas in c. dict. cum inter. ext. de except. & vide ibi cum & utrū excommunicatus maior vel minor possit petere in integrum restitutionē ex clausula si qua iusta causa: videbatur quod non per c. intelleximus. de iudic. tamen contrarium tenet Hostiensis in c. significarunt. de except. ubi quaerit an excommunicatus possit petere in integrū restitutionē contra sent. à qua nō appellauit, & dicit aliquos tenere pro & cōtra: tamen concludit quod si petatur restitutio ex clausula generali si qua iusta & c. & causa ea probata dānaretur innocēs vel periret anima. tunc admiraretur: quia tunc nō agitur solus de fauore ipsius excommunicati, sed de iniquitate iudicis. hoc sequitur Io. And. in dict. c. significarunt. & Felin. Sycul. & Henri. in dicto. cap. intelleximus. porro utrum possit opponi compensatio per excommunicatum: vide multa adducta ex variis Doct. per glos. in qu. i. decisio capel. Tholo.

Additio.

Or est à sçauoir quel est excōmuniē, & quel nō. Si sçachez que qui frappe clerc iusques à sãg il est excōmuniē, & nē peut auoir absolutiō que par le Prelat c'est par l'Euesque, & si ce estoit vn Prelat, par le S. Pere ou son cōmis: & si vn excōmuniē frappoit vn simple clerc, si cōuiendrait il qu'il fut absous par le S. Pere ou son cōmis. *pro hoc. c. si quis suadente. 17. q. 4.* Itē dit encore la decretale que si le clerc par esbatemēt bleffoit vn autre iusques à sang en frappant l'un l'autre, pour ce ne sont ils mie excommuniez, mais si hayne si embaroit & couroit, ils le seroient, & lors leur conuiendrait auoir absolution par le S. Pere ou par son cōmis. *c. r. extr. de senten. excomm.* Item s'il aduenoit que moines clostriers ferissent l'un l'autre, ilz peuuent estre absous par leur Abbé: & si le cas estoit trop grand, par l'Euesque.

dict. Rub. cap. ij. Item s'il aduenoit que aucun frappast vn autre qui ne fust mie en habit de clerc & eust iuste cause de ignorer, sçachez qu'il ne seroit mie excommunié, pour cause de la iuste ignorance qui de ce l'ex-cuse, & en doit estre le frappant creu par son serment. Item si femme frappe clerc, par l'Euesque se peut absoudre: & aussi fait s'il aduient que vn huysfier, ou Clerc d'aucune feste ou assemblee frappe aucun Clerc par inaduertence. *pro hoc cap. si vera aliquis, Rubric. dict. de sentent. excommu.* Item dois sçauoir que le Clerc qui par trois fois a esté ammonné par son Prelat à delaisser à porter armures, & ne les laisse, est excommunié, & avec *ipso facto* pert le priuilege de la clergie, & aussi clerc qui par trois fois est ammonné par son Prelat reprendre habit clerical, & ne le reprend & est contre aucuns qui se mettent & habillent de si diuers habis, & en tels habis ne doiuent iouir de priuilege de clergie. *pro hoc Rub. de vit. & honest. cleric. cap. clerici arma. cum sua gloss.* Item sont excommuniez qui detiennent clerc prisonnier, & par conséquent qui en prend iudicature ne correction sur eux autres que leur Prelats.

Additio.

T'ay noté cy des- sus qu'on obser- me en France de senir le Iuge se- culier pour ex- munié, qui tiens- un clerc prison- nier, encores qu'il soit prestre.

Et cap. seculares indices, de for. compet. in vj. non tamen intelligas eos ipso facto excom. sed inquit text. deb. per indices Eccle. compelli cōsura Eccles. ut desistant. & hoc in ciuilibus. in captione vero clericor. & de rursione bene dicis ut cap. ut fam. & cap. nuper à nobis. de sentent. excommunicat.

Item si excōmunié se veut dire absous: il n'en fait à croire s'il ne le monstre par lettres, & aussi n'en fait à croire qui veut sur autre dire qu'il est excommunié, si il ne le monstre par lettres, car par nature nul n'est excommunié, si par accident ne l'est. Item sont excommuniez qui sont contre l'Eglise & qui sont estaturs preiudiciales contre l'Eglise, & qui retiennēt le droit de l'Eglise. Item est excommunié clerc par especial, & si est le lay qui a esciēt accōpagne & frequente avec excōmunié, & ne fait à absoudre que par le S. Pere ou son cōmis: *ut cap. nulli. de sent. excommuni. extr.*

Item si excommunié peine à la mort, & ait contrition & requiere mercy à Dieu & absolution, & satisfait de ce pourquoy il est excommunié, & il voise de vie à trespas, apres sa mort peut estre absous par celuy qui en la vie l'eust peut raloudre: *ut decreta. à nobis. ext. de sentent. excommunica.*

Du bras seculier.

LEs clercs^b appellent bras seculier, quand aucū se laisse excommunier par an & plus: & pour ce est appelé bras seculier, que l'Euesque qui n'a point executiō seculiere, requiert sur ce par ses lettres requisitoires au Iuge lay, c'est au bras seculier par le moyē d'un de ses prestres ou appariteurs qui en aide droit requiert de ramener tel à la foi catholique, qui par an & plus s'est cōme chien endormy en excōmunication, qu'il soit contraint par detention de corps à satisfaire, & soy remettre en obeysance de sainte Eglise, dont il est priué par sa coulpe, & le iuge lay à la requeste du Prelat le doit faire par la maniere qui s'ensuit. Le Iuge spirituel doit enuoyer vn libelle que on appelle en court, *comparimini*, qui doit contenir comment l'excommunié luy incité & condamné, en ce s'est laissé excommunier, & endormir comme chien sans crainte de

Dieu

Dieu en sentence d'excommuniment par an & plus, & ainsi se laisseroit & voudroit laisser si qu'il demonstre ou contempt de partie, & de l'Eglise, si remedié n'y estoit : qu'il plaise au Iuge lay dessous qui ledict excommunié est demeurant, qu'il soit prins & detenu prisonnier & enuoyé au Iuge spirituel, tant qu'il soit deuenue à l'obeissance de sainte Eglise, & à partie de qui il est tenu, & si l'excommunié se rend fugitif, si peut le Iuge tant contraindre de ses biens si trouuer les peut, que pour satisfaire à partie du deu, & si l'excommunié se vouloit à ce opposer, le Iuge lay qui de ce est requis, doit l'excommunié tout prisonnier enuoyer au Iuge spirituel dont le requisitoire vient, pour dire les causes de son opposition refus ou contredit, & ny doit estre r'enuoyé que sur celuy cas, que l'Euesque ne le doit traicter de ce : & si ledict excommunié s'opposoit, & requist auoir iour sur ce, si doit il estre prisonnier mené à la Cour spirituelle tant qu'il soit sçeu s'il a cause d'opposition ou non : & s'il a cause, la partie demanderelle le doit demander. Si sçachez s'il ne plaist au Iuge lay, il n'excuteroit mie ceste requisitoire : Car contraindre ne le peut l'Euesque ne ammonnester fors par requisitoire, mais selon conscience le Iuge y est tenu. Et pour ce ne le font plusieurs Iuges lays, s'ils n'y ont profit : & si premier on s'en traict au Roy, faire le peuuent les officiers sans en faire renuoy : & la raison si est qu'on dict, cas n'a qu'exécution de cause, car par le Prelat en est cogneu : & aussi en appartient au Roy par ce qu'il est garde de l'Eglise, & ce cy est en aide de droit, en cas auant detention de corps par le Iuge lay, l'excommunié fait à contraindre, pour l'expectation des biens meubles s'il en a : & si non, par detention de corps ; & s'opposer se vouloit au comparimini, la main garnie en la main du Iuge lay, par luy doit estre l'opposition renuoyée pardeuant le Prelat dont le comparimini vient. Car à luy en appartient la cognoissance, & ainsi fait il dict & conseillé par le plus grand conseil de Paris, pour la ville de Tournay.

Pro intelligentiam eorum qua adducis hic text. vide optima verba cap. principes. 23. quest. 5. ubi principes saculi nonnunquam intra Ecclesiam potestatis adepti culmina tenent, ut per eandem potestatem disciplinam Ecclesiasticam muniant. ceterum intra Ecclesiam potestates necessaria non essent, nisi ut quod non praevalent sacerdotes efficere per doctrina sermonem, potestas hoc imperet per disciplina terrorem, &c. Et nota iudices saeculares multis casibus habere iurisdictionem in clericos : quandoque in personis ipsis cum sunt incorrigibiles : ut cap. eos qui. 22. dist. & cap. de liguribus. 23. quest. 5. Item quandoque propter ambitionem alicuius. c. si quis pecunia. 79. distin. Item cum fidem volunt subvertere : ut. c. quo iure. dist. 8. Item cum schisma faciunt clerici, & cum contemnunt exercitationem : ut cap. de liguribus. alleg. can. 23. quest. 5. ubi textus ad litteram. Quod si forte contempserit & permanserit, per potestates publicas opprimatur. Item cum Ecclesiastica potestas defecerit : ut dicto ca. principes, & sequen. ca. & de his videas fere per 10. can. 23. quest. 5. quia hic fit mentio de excommunicatis qui per annum perseverant in tali excommunicatione. Non esset forte absurdum querere si ta-

Additio.

D d d d

lis perseverans per annum in excommunicatione possit vocatus declarari hereticus: & utrum etiam talis sit privandus beneficijs, vel privatus ipso iure: sed quia tales questiones passim tractantur per doct. iuris cano. non eas huc refero: sed tamen qui voluerit videre eas recollectas, legat quest. 365. decisio. capell. Tholosa. & ibi additio. & melius per Do. Ioan. de Selna in suo tract. de beneficio in quest. 4. tertiae partis dicti tractatus numero illius. 4. quest. 26. versic. ex quibus inferitur.

Des Iuifs & des Sarraïns.

DEs Iuifs & des Sarraïns dois sçavoir qu'il n'appartient à nul Chrestien de faire avec eux quelque participation ne compagnie, ne subsister contre les Chrestiens, & quiconques le fait, il chet en excommunication & confiscation de biens, & est reputé comme traistre à Dieu.

Item ne doiuent estre contraincts par force à nostre foy, ne à eux retourner à baptesme, ne Iuge Chrestien ne les peut à ce contraindre, mais les doit à ce mener par belles paroles qui peut, & autrement non.

Item quod hic dicit illos inuitos non debere trahi ad fidem, quod aliqui voluerunt intelligi de adultis, non autem de parvis: pro hoc vide Panor. in cap. sicut. extra cod. & glo. in cap. iudeorum. 28. quest. 1. & vide Archidia. in cap. qui sincera. 45. dist.

Item peux & dois sçavoir que nul Chrestien ne se doit mettre à servir Iuifs ne Sarraïns: & s'il est sçeu qu'il le face, il fait moult à punir.

Item s'il aduenoit qu'aucun Iuif naurast ou frappast aucun Chrestien clerc, il doit estre puny par son temporel, & doit estre priué de compagnie des Chrestiens, tant qu'amende aura fait: & si autre que clerc feroit, si l'amenderoit-il par leur conseruance.

Pro his vide ca. ad hac. & cap. postulasti & ca. in nonnullis. extra cod. de iud. & sarrace.

Item sçachez que les Iuifs ne doiuent habiter entre les Chrestiens, sans enseigne à ce ordonnée, à fin qu'entre les Chrestiens puissent estre recogneus, ny ne doiuent le iour de Palques yssir hors de leurs maisons, ne ouvrir huis ne fenestre, ne faire ne dire chose qui peut tourner à blâme au saint iour, sur certain amende. S'il aduient que Iuif serf deuienne Chrestien par payant douze sols de la redemption de son seruage, il est osté de ceste seruage.

Des apostats.

Ad ea faciunt que notantur in cap. 1. & cap. sua fraternitatis & cap. à nobis appetitis ext. de apost. & reiteratione baptis.

DEs apostats sçachez que ce sont ceux qui se rendent fugitifs de leur Abbaye, & se mettent en habit seculier, & se rendent à estat mondain & seculier, & de ce diit la loy escrete, que ceux qui se mettent à estre apostats, perdent le priuilege de clergie, ne l'Eglise ne leur doit estre garant en quelque cas dont ils soient prins: & quiconques n'obeïst au commandement de son Prelat, on le doit tenir pour apostat: & si c'est homme lay, il doit estre excommunié: & si c'est homme clerc, il perd le benefice de clergie, & doit estre grieuement puny: & generallyment dois sçavoir qu'apostat qui autrement que par raison ne se veut de ce tenir ne chastier, doit estre en chartre si tost que prins & retrouué peut estre.

Des hereses.

Hereses sont ceux qui prennent & tiennent doute en nostre sainte foy: & doiuent estre punis & deboutez de la compagnie des Chrestiens, & sont à reprocher en cause de tesmoignage.

Pro materia ista vide per totis de harem.

D'accompagner hereses.

Item quiconque accompagne & participe avec hereses à essient, sçachez qu'il est excommunié pour ce faire.

Des biens aux hereses.

Item dois sçauoir que les biens des hereses doiuent estre confisque, supposé qu'ils ayent enfans, ne iamais à eux ne peuuent retourner, ne à personne de par eux.

Qu'herese ne doit estre Aduocat.

Item herese ne peut estre en quelque estat Aduocat ne Notaire, ne exercer office quelconque, ne faire fait de procuration ne autrement, mais sont du tout à reprocher.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

DOVZIESME.

2



L'EXCOMMUNICATION est la plus grieue peine de l'Eglise, par laquelle l'excommunié est banni & chassé de la communion des Chrestiens: on en fait deux especes, la maieur & la mineur. Non seulement entre les Hebreux & Chrestiens, ains aussi entre les Payens, les Sacerdotes & Prestres auroient obserué quelques formes de maudire, de nouër & excommunier ceux, qu'ils reiettoient & repoussioient de leurs temples & sacrifices: dont nous en auons des exemples & tesmoignages des sacerdots Eumolpides en Athenes, qui à Populo coacti fuerunt, vt Alcibiadem denouerent, Plutarch. in Alcibiade, Æmylius Probus in eius vita, Iustinus lib. 5. & eius execrationis morem refert Liuius lib. 36. & 50. & encores des Druides apud Cæsaire lib. 6. Comment. L'excommunication se donne ou pour crime & delict, comme peine adingée, ou pour la contumace de celui qui est condamné par le Iuge Ecclesiastique, à payer quelque somme. Mais pour dette elle ne se doit legerement ordonner, ains apres discussion faite des meubles du condamné, & saisie de ses immeubles: & si auparavant le clerc auoit esté excommunié pour dette, il serait bien receuable d'en appeller comme d'abus: ainsi qu'il a esté iugé par arrest du 9. May, 1518. & autre du mois de Iannier, 1569. Les excommunications sont grandement à craindre: car les excommuniez manifestes doiuent estre reiettez de l'Eglise, come fut l'Empereur Theodose par S. Ambroise, vt narrat. Theodoli. 5. hist. ca. 18. & histor. tripart. li. 9. ca. 30. Par plusieurs Cõciles a esté defendu de conuerser avec les excommuniez sur pareille peine d'excommunication, come est aussi porté par le 10. Canon des Apostres, Syn. Carth. can. 9. Concilio primo Braccarensi, ca. 33. Toletano primo, cap. 15. & al. Zonaras ad can. 11. Apost.

D d d d ij

en rend la raison. à sçauoir le mespris & contemnement de l'Eglise. & de Dieu. Il faut donc que l'excommunié soit absous, & par penitence reconcilié à l'Eglise, auparauant qu'il puisse estre receu en la compagnie des chrestiens. cap.li quis laicus. cap. excellentissimus. 12. q. 3. cap. sanè. 24. q. 2. cap. fin. de cler. excom. minist. & al. Et pour ceste cause anciennement les Euesques aduertissoient les autres Euesques de ceux qui estoient par eux excommuniés, à fin qu'ils ne les receussent en leurs Eglises, & à la communication des Sacremens: dont y a des exemples aux histoires Ecclesiastiques, & la Concile de Nicene en fait mention: & Basilius epist. 47. ad Athanasium. Mais en France selon le Concile de Basle, Pragmatique Sanction & Concordat, tit. de excommunic. non vitan. il s'observe que nous ne sommes tenus de quitter la conuersation des excommuniés, si tels ils ne sont iugez, ou spécialement & expressement denoncez: encores qu'ils soient tenus pour excommuniés de droit. Qui vouldra voir plus amplement de ceste matiere, qu'il lise le droit canonique, & les interpretes.

b Les histoires principalement Ecclesiastiques tesmoignent que les Euesques auroient souuent imploré l'autorité & la force des Empereurs, des Roys & Magistrats politics, contre ceux qui auoient esté condamnez par eux, soit aux Conciles, Synodes, ou en autre maniere: & que tels condamnez, mesmement iugez heretiques & excommuniés auroient esté enuoyez en exil ou punis d'autres peines, par les Empereurs, les Roys ou Magistrats, pour n'auoir voulu reuenir à rescipiscence. Car la discipline & iurisdiction Ecclesiastique est maintenüe par la force & autorité du Prince & des Magistrats, qu'on appelle bras seculier. Deuterom. cap. 17. can. regum officium. 23. q. 5. can. tributum. 23. q. 8. can. boni principis. 96. distin&. Il y en a d'autres tesmoignages in lib. 16. C. Theodosiani, & Nouel. Iustiniani. Dont on peut tirer la raison de ce que dict, Optatus Mileuitanus, Ecclesiam in Republica esse, non autem Rempubicam in Ecclesia: & qu'escriu M. le President de Maistre au traite des appellations, que les Iuges Ecclesiastiques n'ont territoire: & quand ils l'entreprennent, on en peut appeller comme d'abus, ainsi qu'il a esté iugé par plusieurs arrests de la Cour, & entre autres pour un Iacobin, du 3. Iuin, 1574. recuë par Choppin, lib. 2. de sacra Polit. tit. 8. Mais conuient icy noter qu'à present on observe que s'il y a opposition à la permission, ordonnance ou commission du Iuge seculier, cest à luy d'en ordonner & iuger, auparauant que renuoyer les parties pardenant le Iuge d'Eglise.

c Ce qui est icy traité des Sarrazins, Juifs, Apostats & Heretiques, sert peu à la pratique de cetemps. Sarrazins sont les sectateurs de la secte de Mahumes, à present appelez Turcs. Apostats sont proprement ceux qui se departent & desuoyent du tout de la religion chrestienne, & de Chrestiens sont faicts Juifs, Turcs ou Payens: & sont pires qu'Heretiques, l. 3. 4. & 5. C. de Apostatis, & C. Theo. eod. tit. Mais on repute encores pour Apostats, ceux qui abandonnent l'ordre de religion, duquel ils ont fait profession, & prenant un habit seculier, lesquels sont coustumiers d'estre heretiques, de quibus fit mentio in l. ult. C. eod. vnde scribit Tertullianus hæreses.

apostatas facere. Les heretiques sont ceux qui defaillent de la doctrine de la religion Catholique, & soustiennent obstinément opinions contraires à icelles. l. 2. C. de hæreticis. Contre les heretiques y auroit en des Constitutions & Edicts des Empereurs tres-iustes & seueres pour maintenir la religion Catholique, qu'on peut voir in C. Iustin. & Theodos. & aux histoires Ecclesiastiques: comme aussi en a des Rois de France, que le Lecteur peut voir aux liures qui en sont imprimez. I'adiousteray seulement ce que nous auons appris des histoires, qu'il n'y a conspiration plus pernicieuse à un estat, que l'assemblée des heretiques..

LA FORME DES PROCES, SENTENCES, ET EXECUTIONS DE IUSTICE..

TITRE XIII.



Vne des actions tant de droit canon comme de droit ciuil & coustumiers comme dessus est dict: s'ensuit voir de la forme des procès, sentences, & appeaux. Et premierement des procès qui sont en Cour, cōment & par quel temps ils se peuuent ordonner & iuger: si sçachez qu'à tous appartient à decider les causes deuant soy entamées au plus brief & au moindre fraits qu'il pourra: & ne doit souffrir à partie dire ne demander quelque chose friuolle, ne proposer chose impertinente à la cause, ne delay ne refuge impertinent pour alongner la cause de decision du droit, & ne doit souffrir de releuer action de chose autres-fois passée en force de chose adiugée, ne dont autresfois action ait esté faite, & demande ouuerte luy present, suppose que par default ait le demandeur obtenu sa querelle. Car l'action vne fois attainte doit suffire ne retraicter ne se peut.

Nota authorem materiarū continuationē non seruare, Et est iste liber potius quoddam promptuarium Et subito cōpilatum vnde non immcrito Summā Ruralem appellauit, vtpote quæ ordine non seruato multa in se ostenderet.

Item ne doit laisser le Iuge qu'il ne face les parties apporter leurs raisons par escrit, & qu'il ne les face affermer & respondre sur chacun article à part, à fin que sur les articles non confessez tesmoins puissent estre produicts: car autrement le procès pourroit estre defectif, & s'appellé d'iceluy seigneur en estoit à la fin que le Iuge, deuant qui l'appelleroit, peust appercevoir le deuoir & la diligence du procès, & que faute n'y ait: car si faute y auoit, tout seroit compté pour nul, & appartient en tous procès que le demandeur leue acte de chacun iour qu'il plaide faisant mention de ce qu'il y sera exploicté pour en faire enseignement à l'autre iournée: ou si ainsi n'est fait, le defendeur requeroit à voir sur quoy il auroit iour, & le demandeur n'en fait apparoir, le defendeur auroit cōgé de Cour & despens, puis que ce seroit en Cour où on plaide par esctit: mais si c'estoit en Cour autre, il suffiroit faire apparoir par le

Ceste forme de faire apparoir à toutes iournées des actes & appointemens ne se pratique plus ains si la cause doit estre traitée à l'audiēce, les Procureurs Et quelquefois avec eux les Aduocats la plaident.

D d d d iij,

Et si les parties
ont esté appoin-
tées à escrire,
elles jurent le
serment qui
aura esté donné,
Et selon les de-
lais portez par
iceluy.

registre de la Cour : & pour ce faut au demandeur faire grand' diligence au clerc de la Cour que l'escriit du iour soit seurement enregistré : & aduient souvent qu'au defendeur appartient aussi faire enseignement du iour qui sert selon l'estat de la cause, & si le defendeur y tend auoir profit, & ce approuue vne loy qui veut que les actes & escritures scelez sur l'estat d'un procès soient creables & vailent : *ut cap. quoniam contra falsam. de proba. extra.*

Des parties ordonnées à escrire en faicts contraires.

De ceste forme
de proceder a o-
ste vaiché au
premier Livre, ou
le Lecteur peut
auoir recours.

Item & si l'aduient que les parties soient en faicts contraires, & elles soient ordonnées à escrire les raisons accordées pour plaider par les parties, ce doit estre enregistré au dos des raisons, & ce faict doiuent estre accordées ou debatues comme plaidées ou non plaidées, & puis bailler commissaires pour enquerir la verité du cas d'un costé & d'autre, lesquels doiuent auoir pouuoir de ce faire, cōme dict est en la rubriche des commissions, lequel pouuoir doit durer trois mois, ou tant que l'usage de la Cour veut, & ce temps passé les parties retournent en Cour selon la continuation, & doiuent accorder reproches des tesmoins si bon leur semble, & sur icelles reproches & saluations produire si mestier est, & conclurre en droit, & puis doit le Iuge visiter & sçauoir la verité, & le demonstrier aux parties sur ce appellées ou presentées leur procès pour sçauoir si tout y est, & puis le clorre & faire sceller par les Conseillers des parties, ou autrement selon l'usage de la Cour, & puis le iuger.

Ceste pratique
est à preserch-
gée, comme a e-
sté noté cy des-
sus.

Item si le dict procès n'estoit parfait, si le doiuent les commissaires renvoyer en Cour en tel estat qu'il est avec les parties adiournées pour voir iceluy procès receuoir en l'estat qu'il est, & selon ce ordonner par raison. Et si le procès n'estoit parfait d'une partie & d'autre & conclud, & le Iuge estoit requis de proroguer le pouuoir des commissaires, prorogué doit estre vne fois à certain iour prefix, dedans quel tout doit estre parfait & conclud : car le iour qui depuis les trois mois est ainsi prorogué, doit estre par prefixion : & si l'une des parties requiert auoir prorogation, & l'autre debatant, les commissaires doiuent estre ouïs par le Iuge, & par leurs sermens, à sçauoir quelle diligence auoit esté faicte par le requerant la prorogation : car si negligent auoit esté, ce luy seroit imputé de rigueur : mais faict de proxime * est tousiours fauorable, & seroit le procès receu pour iuger en l'estat qu'il seroit trouué, le procès & saluations avecques productions faire sur les tesmoins ouïs. Mais si la partie n'auoit peu auoir ses tesmoins par vray empeschement, ou autre chose qui luy fust suruenue, & à ce fist bonne loyale exoine, ce luy deueroit valoir, & auroit sa procuracion prorogué à la discretion du Iuge. Tout bon Iuge doit entendre à bonne deliurance de cause comme dict est, & ne doit vn procès criminel souffrir durer outre deux ans, ne vn procès ciuil outre trois ans : & si plus le souffre durer, le souverain Iuge sur ce requis peut euocquer pardeuant l'oy à la confusion & deshonneur du Iuge qui ainsi a esté en ce negligēt, la cause & le procès. Et par le demandeur on ne peut aller ne proceder auāt audit procès, ou par le defendeur

Cecy est pris de
la L. Propteran-
dum, C. de iudi-
cijs : laquelle
soutesfon ne
s'observe à pre-
sent si exacte-
ment, ains les
procès durent

doit le Juge à six mois pres de la fin du temps dessusdict, faire conuenir celui à qui il tient à dix iours d'entredeux, à fin de parfaire ledict procès. Et si la partie euocquée y est defaillant par trois iours, & par le quart d'abondant, attendu qu'il ait eu dix iours de iour à autre, s'il ne vient au troisieme iour, ou quart, il doit estre debouté de sa demande, & l'autre partie absous & condamné es despens dudit defendeur.

Item dois sçauoir^a qu'ils sont procès ordinaires, & procès extraordinaires. L'ordinaire est celuy que le Juge fait en cause criminelle qui se fait quand aucun pour soupçon de crime se vient rendre & mettre à loy, soit de sa volonté ou autrement comme innocent du cas, ou pour le cas cognoistre: mais s'il vient ou veut monstrier corps deffendant que les clerks appellent *vinn pro vi*, ou à tout grace & remission du cas: ou si le faiseur estoit encore prins par iustice, & se voullist mettre en toutes enquestes, en tous ces cas doit estre receu en procès ordinaire, & ne doit estre traicté que par accusation de partie ou d'office, & par preuues sans tourment ne question quelconque, ne sans en faire aucune menace, & doit tousiours auoir courtoise prison & competente en toute la cause.

Item le procès extraordinaire doit estre traicté & fait en tout autre terme, par especial en grans crimes, & enormes, & qui sont deniez, & qui ont esté faits repostemér. Et ne doit le Juge sur ce espargner à faire procès extraordinaire, & de sçauoir la verité de iour en iour, sans autre interualle par information ou autrement: & si aucunement trouue le present suspect par vehemete presumption, il le peut & doit mettre en question selon la personne du prisonnier: car plus forte question desirer vn corps que l'autre, car à toutes fins le Juge doit prédre qu'il ne tourmente l'homme tellement qu'il perde vie ne membre, ne par tourment ne gesne, car ce seroit le peril du Juge & des faiseurs: & se garde de question de feu, car il est defendu de par le Roy: & si par question de gesne ne veut riens dire ne confesser à la premiere fois, le Juge le peut bien mettre au second iour, & puis au troisieme & quatrieme s'il voit que le cas le requiere, & y ait si grand presumption, & le prisonnier soit de fort courage: toutesfoi si par question ne veut riens dire ne confesser, & que par tesmoins ne soit vaincu, si appartient il bien que par soupçon par long temps il soit prisonnier & par exclamasse, à fin de sçauoir si nul plaintif venoit contre luy: & si en grand temps nul ne venoit, la penitence de prison qu'il aura tolleré & soufferte, luy sera amende de la mauuaise presumption, & puis doit estre eslargy de prison, iusques à renom de Juge à peine d'estre atteint & conuaincu des cas à luy imposez ou presumez: & autre deliurance n'en doit faire le Juge: car si absolument le deliuroit, il sembleroit qu'à mauuaise cause l'eust detenu prisonnier.

Item dois sçauoir si procès est pendant entre deux parties, puis que ladiournement est fait, les parties ne se peuuent depuis compromettre ne pacifier ensemble sur peine d'amende, mais que ce soit à litis contestation, & pour ce ne demeureroit mie que ce qui ensemble seroit traicté, ne fust vallable, mais seroit du tout cōpté pour nul quelque promesse

selon la difficulté & perplexité des causes, & commodité des parties.

Ceste pratique n'a plus de lieu, ains apresque la cause est contestée, & les parties reiglées, on procede par conclusion contre celui qui ne satisfait de sa part.

Des procès ordinaires & extraordinaires.

Forme de faire procès extraordinaire contre un criminel.

L'ay noté de desus que l'usage de present est au contraire.

Arrest de Par-
lement donné
l'an 1374.

n'obligation sur ce faicte de l'un à l'autre, & par ainsi a-il esté iugé par arrest de Parlement, par plusieurs fois, & mesmement entre Jean de Vendresse, & le seigneur du Fay l'an 1374.

Des sentences.

Après la sentence
arrestée le diu
se baillie au Grif-
fier pour le pro-
noncer, & sont
les sacs remis en
ses mains, selon
qu'il s'observe à
présent.

Sentence inter-
locutoire, Et sen-
tence diffinitive.

Ita consenta in
hoc cap. sunt
conformia in-
tri scripto.

Ces voyes de
nullité n'ont
plus de lieu en la
pratique de
France, ains con-
vient appeler de
la sentence, &
par les griefs on
peut alleguer les
nullitez d'icelle.

Après s'ensuit des sentences, si sçachez que le procès r'amené en Cour, il faut aux parties monstrier le procès, sauf le secret des testmoins: & ce veu, tout soit remis au sac clos & scellé des seaux des parties, & sur ce demandé droit par les lettres, & que de ce soit demandé & faicte vne acte qui soit mise & employée au procès, & puis euangelisez. Et ce faict, la sentence soit faicte & formée par escrit, & qu'à certain iour parties appellées à ouïr droit, la sentence soit faicte & formée par escrit, & autrement ne se doit rendre qui sainement le veut rendre, par especial quand le procès auroit esté faict par escrit. Et si l'une partie ne venoit à rendre la sentence, pour ce puis qu'elle auroit esté adiournée & sommée, ne demeureroit mie qu'elle ne fust renduë, & doit le Iuge au rendre la sentence mettre le procès clos & scellé en la main d'aucun qui ne soit mie de la Cour, à fin que s'il estoit appellé, il peust seurement enuoyer au souuerain Iuge à qui l'appellation seroit releuée: & si appellé n'estoit le procès demeura à la Cour. Et dois sçauoir que sentence se deuise en deux manieres, c'est à sçauoir sentence interlocutoire, & sentence diffinitive. La interlocutoire si est qui se rend sur certaine accessoire qui se prend sur le procès encommencé entre parties. Et pour ce est appellée interlocutoire, que ce n'est sur le principal, ny ne contient absolution ne condamnation, mais que l'appointement de l'accessoire interuenue: & ne doit en celle sentence interlocutoire auoir quelque condamnation de despens, mais y doiuent estre reservez iusques en la diffinitive. Item la sentence diffinitive si est la sentence qui decide la matiere, & doit ceste sentence estre donnée sur certain cas, car sentence sur incertain ne faict à tenir, & doit contenir absolution d'un costé, & condamnation de l'autre avec condamnation de despens, la taxation reservee pardeuers la Cour. Et dois sçauoir que toutes les paroles que le Iuge dist, ne doiuent mie estre entendues ne tenuës pour sentence, iacoit ce qu'il les die seant en iugement ou dehors, car à sentence rendre ou donner, il conuient que les parties ayent allegué leur cas d'un costé & d'autre, & que sur ce ayent requis au Iuge droit, & que les parties soient presentes à ce rendre, & ayent esté appellées à certain iour, si comme dist est, ou autrement ce n'est mie sentence tenuë ne reputée.

Par quantes manieres est la sentence nulle.

Item par quatre manieres est dicte sentence nulle, iacoit qu'il n'en fust appellé. La premiere est quand le Iuge condamne le Procureur qui à la cause demené, & ne condamne point le maistre, car sur le Procureur ne doit sentence asséoir. La seconde est quand erreur est en la sentence telle qu'icelle cogneuë la sentence faict à reuoker, ou que la sentence est donnée en son absence & sans le à ce euoker. La troisieme est quand elle est donnée contre droit escrit & ancien usage des pais. La quatrieme

me est quand elle est donnée par non Iuge, & selon la loy escrite, telle sentence ne fait à tenir.

Pro his tex. in l. i. C. de senten. & interlocuto. omnium indi. & tex. in l. i. ff. qua senten. sine appella. rescind. & l. ult. C. si à non competen. ind.

Additio.

Comment on ne peut muer sentence donnée.

Item dois sçavoir quand le Iuge a donné sentence, il n'y peut toucher s'appellé n'en est; s'il le faisoit, si ne vaudroit-il riens, & supposé qu'il le muast par mandement de Prince, si ne vaudroit-il riens sans le consentement des parties. Item ne veut la loy que les pupilles sans tuteurs, les expatriez qui ne sont garnis de curateurs, puissent par le Prince estre recourez par la restitution de la sentence donnée contre eux.

Pro his l. j. C. senten. rescind. non poss. & l. Cum & minores. cum sua glô. C. si aduer. rem indic.

De bailler raisons de droict.

Et veut la loy que iusques à la sentence prononcer, on peust bailler causes de droict & raisons peremptoires à l'avancement & aduertissement de la cause.

De chose passée en force de chose iugée.

Item dois sçavoir que la chose passée en force de chose iugée, par sentence deuëment proferée, ne peut iamais estre rescindée, mais doit sortir plain effect, puis que appellé n'en seroit.

De plusieurs condamnez par vne sentence.

Si plusieurs sont condamnez par vne sentence sans declaration de chacun pour le tout, par le droict escript est dict chacun pour tant qu'il luy touche, & pour sa part & portion.

L. i. 2. C. si plures vna senten. conde.

Item s'il aduenoit que plusieurs tuteurs fussent ensemble donnez pour vne tutelle, & chacun faisoit Procureur à par luy, & puis chacun Procureur poursuiuist sentence à part, si sentence est donnée contre aucun de ses Procureurs ou contre l'un d'eux, elle sera pour tant que à chacun touche, & non point sur tous ensemble: ne ne sera l'un à executer pour l'autre en aucune maniere.

Item si sentence estoit prononcée, si comme s'aucun estoit condamné par faux erremens que la partie eust mis auant sans ce qu'il eust esté ouy au bailler ses erremens, & sentence soit sur ce donnée: telle sentence doit estre restraite sans appel: mais auant il conuient prouuer les erremens estre faux, premierement & s'il aduient qu'il soient faux l'execution de la sentence doit surceoir: & s'aucune chose estoit payée, si le peut on retenir & demander à r'auoir puis que prouué sera que le Iuge eust esté induit par fausses lettres, & sera teluy qui ce aura fait accusé de faux: *vt C. si ex falsis instrum. l. i. & l. Falsum.*

Si c'est sentence il en faut appeler. Et si c'est arrest de Cour souveraine, il se fait pouruoir contre iceluy par requeste civile.

De l'execution des sentences.

L'Execution de la sentence donnée doit estre faite par forme executoire iusques au plain accomplissement de la sentence, & n'y chet point d'opposition ne autre delay que l'executeur se doie pour ce arrester de faire son execution, ne l'executeur ne doit excéder la sentence & commission. Si le condamné sent que on le greue en faisant l'execution,

Eccc

il se peut retourner au Iuge qui la sentence a donnée; & exposer son grief & le Iuge la main garnie y doit pourvoir, à sçauoir si le grief est tel que se doine l'exécuteur cesser. autre remede n'y a, si la personne n'appelle, car lors doit cesser, combien qu'il n'y cher point d'appel qui peult valoir. *ut C. de execu. rei iud. l. j. & R. u. quorum appella. non recipiat. l. ab executione.*

De conuent fait apres sentence.

En outre dict la loy que s'il y a depuis la sentence autre conuent ou stipulation qui doine muer la sentence par autre contract: lors est à sçauoir que l'exécution de la sentence est innouée, & ne cher que en euocation: *ut C. de execu. rei iud. l. Si cum indicati.*

Sur quels biens l'exécution se doit faire.

Ceste forme de commencer par les meubles n'a plus de lieu, ains on peut se pourvoir directement sur les heritages, &

immeubbes sans *discussio* préalable de meubles. Et par cumulation de cōtrainte & exécution, mesmement d'arrest & saisie des dettes du condamné suiuant les ordonnances, cōme i'ay monstré cy dessus.

Item & pareillement si depuis la sentence renduë estoit attendu plus d'un an à mettre la sentence à execution, car depuis n'y cherroit execution, mais euocation. &c. Item pour mettre sentence à execution, si c'est pour pecune, il faut premier soy traire aux meubles, apres aux heritages, & apres aux corps obligé si riens n'auoit: *ut ff. de iudic. l. A Dico Pro. §. in venditione.*

Qui fait à executer par sentence.

Item dois sçauoir que execution de sentence nul fait à executer autre que le condamné, & si biens meubles & heritages n'estoient trouuez ne corps à executer: lors peut on proceder aux dettes du condamné, & y doit-on assoir la main, & faire conuenir les detteurs à payer pour le condamné, & autrement ne doit estre procedé à deue: *ut ff. l. & §. supra dict.*

Des sentences contenant avec rendre despens.

Aucunesfois que la sentence donnée contient que le condamné est avec le principal condāné despens, dommages & interests, la taxation reseruee deuers la Cour, & souuent aduient que la sentence contient les despens tant seulement: & pour atteindre quand le cas le desire, sont les Aduocats concludseurs de dommages & interests: car les conclusions des dommages & interests, ou la chose non demandée en iugement ne peut estre iugée, que les clerks appellent, *non petita non conceduntur. &c.* Car combien que la sentence contienne condamnation de despens, dommages & interests: & il n'y eust nuls despens ne interests, fors despens en cause: ce n'empesche point la sentence puis que en plaidant auroit esté demandé. Car tousiours est entendu que c'est si auant que trouué y teroit par la raison que la sentence contient, & doit tousiours contenir la taxation reseruee à la Cour, car ce sauue tout.

De non iuger despens aduenir.

Mais bien se doit garder le Iuge qu'il ne iuge despēs aduenir, ne r'auoir sur ce que les Aduocats demandent despēs faits & a faire. Si deuez sçauoir qu'il y a difference entre despens, dommages, & interests. Despens sont les frais de Procureur, d'Aduocat, de sergent, de tesmoins, de lettres, escritures, Commissaires, & autres semblables. Dommages sont faute de payement à iour assigné, ou de non accomplir conuenances, dont

dommages s'en ensuiuent, que qui auoit promis de ahanner terres, & semer en temps, & on ne le feroit, & par ce y auoit dommage, celuy à qui ce seroit fait, l'interest semble estre d'un mesme propos: & toutesfois peut on auoir interest à la chose, & si n'y a dommage formé: Si comme ie dois auoir la taille d'un bois, ie laisse à couper plus du temps deu à fin d'auoir plus grand bois, & plus grosse taille, le fructuaire qui auoit vendue la taille, pour la demeure d'icelle saison n'y auoit dommage, ne le marchand, mais le fonsier y a interest: car le ieû & le fons du bois en vaudroit pis.

Exemple en tel cas.

Il aduint en Parlement l'an mil trois cens quatre vingts que vn homme auoit eu sentence pour luy sur vne lettre obligatoire de vne somme d'argent en quoy vn autre estoit tenu vers luy: si contenoit la sentence, despens, dommages & interests: car ainsi le faut il faire, jaçoit ce que la sentence le contienne, & conuient que par vertu de la sentence, commission soit leuée à voir rapporter dommages & interests qui auoir les veut, en outre les despens. Ce fait, les parties comparans en Cour afin d'auoir les despens à la taxation de la Cour des parties ouyes, disant que a dommages & interests ne faisoit à receuoir, ouye la demande, & que nuls n'en auoit euz en la cause dont la sentence faisoit mention, nonobstant que en elle fust contenu dommages & interests. L'autre disoit qu'il auoit dommage, car il venoit de loin à son droit querre, & auoit esté son mesfager desrobé sur le chemin, & auoit prins à fraits argent pour la cause maintenir. Tout veu, il fust dict par arrest de Parlement que en faict exequeroire d'obligation ne de sentence n'estoit dommage ne interest, fors despens.

De sentence contenant despens compensez.

Item souuent aduiuent que sentence contient condamnation de despens: & aucunes fois sont despens compensez pour cause que chacune partis obtient en sa demande, en aucune maniere, & lors sont les despens à compense: & si ceste cause n'y estoit, sçachez que celuy qui est trouué en tort, doit estre condamné és despens: ou la sentence ne seroit mie bonne.

De l'exécution de despens.

Si sçachez que despens qui sont taxez sont à exécuter comme fait sentence en principal sans autre difference, & ainsi en a il esté & est vñe noisorement, & par especial en la Cour de Tournes par le Roy pour Jacques de la Planche contre Iean le Dous, l'an 1378. Item veut la loy escripte que jaçoit ce que aucun ait priuilege parquoy il ne deueroit sortir deuant Iuge, neantmoins si il se rend demandeur deuant cestuy Iuge, dont par la vertu de son priuilege il en fust bien trait à autre Iuge, fil eust voulu, & il aduiene qu'il soit condané en cause & en despens: par ce mesme Iuge luy conuiet par sortir droit & faire accôplissement, nonobstant que de son priuilege se vueille apres la sentéce ayder & soy aduoier. Encore dit la loy que supposé qu'il soit defédeur, & il ne decline le Iuge par son priuilege, mais y a respôdu & liticôteté, & tât procedé qu'il est condané en prin-

E c c c c ij

*Arrest de
Parlement.
Toutes fois à pre
sent depuis l'or
donnance des E
stats d'Orleans,
on adinge inte
rest de la dest
du iour de l'ad
iournement. Et
faut voir le 60.
art. de ladite or
donnance.
Pro hoc l. Pro
perandum. S. si
ue alternatim par
so. C. de iudi.*

*De illis ex pen-
sis declarandis
per iuramentum
loquuntur lex. in
l. Propterandum.
§. & si quidem.
C. de iudic.*

*On observe en-
cores à propos de
iurer & affer-
mer les voyages
& consultations.*

*À présent on
ne fait plus ap-
peller la partie
condamnée pour
voir taxer des-
pens, ains suffi-
sant par l'ordonnan-
ce. & pratique
de le signifier au
Procureur, si non*

*que le proces
ait esté jugé par
defaut & con-
damnée sans y a-
voir eu Procu-
reur pay la par-
tie condamnée.*

** De la rane des
despens.*

*De la forme &
contenance des
escriptions. Es-
croles a esté es-
crit & noté cy
dessus.*

*C'est le Roy
Louis Hutin,
filz de Philippe
le Bel.*

principal & en despens, il faut & conuient parfortir droit en la sentence, & à ce doit estre contrainct par ce mesme Iuge de son priuilege qu'il a relin- qui, & luy doit amender, & aussi bien qu'on doit iurer à l'encommencer de la cause de son droit, auoir à faire & pourfuiuir sa demande que les clerks appellent, *iuramentum calumnie*, aussi doit estre iuré au deman- deur les despens qui sont à iuger en la cause quand pour les demander à iuste cause & tels que on les a faits & payez en verité: mais en Cour laye n'en est communement vsé de ce chapitre dernier de iurer en despens.

La maniere de pourfuiuir despens.

P Vis que nous auons dict des despens ainsi fais contre aucun, qui auoir les veut, il s'en faut ayder par commission sur ce donnée & leuée du Iuge qui la sentence a donnée pour faire appeller le condamné à voir taxer lescits despens, qui sur ce procez sont encourus & au iour soient apportez par escrit dont partie aura copie s'il luy plaist, & iour à diminuer si bon luy semble. & si il se laisse contumasser pour le premier default les despens doiuent estre taxez comme il appartiendra, & doiuent estre mis & ordonnez par escrit tout de piece en piece par Commissaires, actes & iour gardez, & en Cour deuant Commissaires par escritures salaires de Procureurs, de Aduocats, de Sergens, tesmoins, & ouyr tout par articles signez & cotrez par vn, deux, trois, quatre.* Car le Iuge n'en taxera plus que par escrit luy en apperra selon le stile de la Cour, & se doiuent executer sur le condamné comme fait la principale sentence. & si escriture y a à taxer par lettres ou rooles, la taxation selon l'ancien & bon vsage de Parlement s'en doit faire par la maniere qui s'ensuit. Si fait il de toutes escritures qui chéent en taxation de Iuge lay, & qui se font par ordinaire de Cour laye, soit de Tabellions, Notaires, Clerks, Aduocats, quant à la peine d'escriture, & non de cause. Car illec se assiet la taxation selon le cas, & la peine de ladicte escriture grossier & minuter: & faut garder l'vsage des lieux où se fait ladicte taxe, & est ordonné que chacune roye d'escriture soit enroolée ou lettre doit auoir vn espan de long. C'est à sçauoir en roole: & se c'est en lettre, & plus longue soit la roye si les faut il mesurer tousiours par espans de long, si que dist est, ou à l'estroit compter. lxx. lettres pour l'espan, ou la roye taxer trois royes pour vn paris, & de quatre royes iusques à six, deux paris & ainsi de plus en plus selon que l'escriture sera, & doit le roole estre large de vne commune fueille de papier, supposé que il fut en parchemin, si doit estre vne lettre commune de ce long. Si ne sont chartres, ou grandes lettres, qui contiennent grandes matieres, toutesfois si doiuent elles ramener aux taux dessusdit, & ainsi fust il ordonné par le Roy Louys, Roy de France & de Nauarre, & par son conseil en l'an mil trois cens & quinze au mois de May.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

TREIZIESME.



L n'est besoin de repeter icy ce qui a esté traité cy-dessus, parce qu'on y peut auoir recours, seulement ie noteray que la difference que fait l'auteur entre le procès ordinaire & extraordinaire, n'est du tout reçeüe en pratique: ains le procès ordinaire est entendu celuy qui est conduit & pouruiuy ciuilement, à sçauoir par la forme ordinaire, selon laquelle les deux parties contestent ensemble & sont ouyes en iugement, & réglées par un commun appointement, escriuent, font preuues & produisent d'une part & d'autre. L'extraordinaire est appelé tout procez criminel, qui est pouruiuy criminellement, auquel n'est obserué l'ordre des procez ciuils, ains une autre forme qui depend plus de l'office du Iuge, que de la contestation des parties: à sçauoir par informations, interrogatoires, recellemens & confrontations. Tellement qu'en tous crimes & delicts, où est procedé criminellement, soit que l'accusé ayt esté contrainct d'estre à droict, ou se soit volontairement rendu prisonnier, & présenté lettres de pardon ou remission. Ceste difference est assez declarée par les ordonnances, quand il est porté par icelles que le procès criminel faict & parfait, & veu par le Iuge, il peut receuoir les parties en procès ordinaire, si la matiere y est disposée. Quant à ce que l'auteur traite icy de la question & torture, i'en ay escrit cy-dessus. En France elle est espee de peine: anciennement en Grece & à Rome, elle ne se bailloit qu'aux serfs, pour tesmoignage, vt constat ex Aristotele in Rhetoricis, Demosthene, Cicerone in Topic. & Partition. Oratio. pro Cluentio, pro Sylla, & alijs. La question ne se baille que pour tirer la verité du criminel. l. j. D. de quæst. l. Item apud Labeonem. §. quæstionem. D. de iniurijs. Et par là elle ne se doit si cruellement bailler, que le criminel en soit offensé en sa personne, ita enim quæstionem haberi oportet, vt tortus saluus sit, vel innocentia vel supplicio, l. Quæstionis. D. de quæstion. Anciennement y auoit de diuerses manieres de bailler la question, vt eculeus, rota, ignes, plubata, mala, mensio, & autres dont i'ay escrit ailleurs, & on peut voir Marf. in l. i. D. de quæst. Mais il s'y faut gouverner suivant la coustume de la Province, sans user de nouvelles especes de tourmens, à l'exemple de Phalaris ou de Peryllus. Quant à repeter la question, ne s'observe la pratique que propose icy l'auteur: ains on suit la disposition du droict Romain, qu'on ne repete la question, s'il ne suruiuent d'autres nouueaux & plus euidens indices & argumens, l. Repeti. l. Vnius. §. reus. D. de quæstion. Apres la question donnée si le criminel n'auroit rien confessé, par l'ordonnance de l'an 1539. art. 264. Les parties doiuent estre reçues en procès ordinaire, & cependant le prisonnier esbargi, à la charge de se représenter si besoin est: lequel partant ne doit estre plus-longuement detenu en prison: parce que les indices sont purgez par la torture, vt ait Albericus in Rubr. de quæstion.

Eccco iij

b Le procez instruit & produit par deuers le Iuge, c'est son office de le voir meurement & diligemment le iuger & donner sentence aux parties: qu'on dict leur faire ou rendre droit. Et certainement c'est un grand heur aux parties, quand elles ont trouué un Iuge, qui recte iudicare & velit & possit vt scribit Iulianus Imperator, epist. pro Argiuis, græcè quidem scripta. Des sentences y a deux especes, definitiue, & interlocutoire. La definitiue, qui proprement s'appelle sentence, est celle qui definit & decide le procez & differend des parties par condamnation ou absolution, l. 3. ii. & pen. C. de sentent. & interlocut. La sentence interlocutoire, quæ etiam interlocutio dicitur, est celle qui ordonne ce qu'il conuient pour la pleine instruction du procez, & pour paruenir à la definition & decision d'iceluy, l. 9. C. cod. tit. Si au procez y a plusieurs chefs & differens entre les parties le Iuge en pourra iuger aucuns definitiuement, & pour les autres interloquer, comme a esté ordonné par Iustinian en la Constitution Grecque, de laquelle y a une episome prise des Basiliques. d. tit. C. de sentent. & interlocut. Le Iuge doit iuger selon les loix, constitutions & costumes, si aucunes y a: si non par equité en conscience entiere, comme Demosthene pr. in Boetum oratione, montre auoir esté le serment des Iuges à Athenes. Et en escrit Platon de regno & in Apolog. & alij. De la validité & nullité des sentences est amplement traité au droit Romain, & Canonie, & par les praticiens: & icelles estans données sur procez par escrit se doiuent prononcer par dictum, qu'on appelle periculum. C. tit. de sentent. ex periculo recitandis, vt ibi à me notatum est.

c Le Juge par sa sentence ne doit seulement faire droit au principal, ains aussi ordonner des despens, esquels le temeraire litigateur, & celuy qui perd sa cause, doit estre condamné, l. Eum quem. D. de iudic. l. Properandum. §. siue autem. C. cod. §. hæc autem omnia. Inst. de pœna temerè litigant. Et quelquesfois est aussi condamné es dommages & interests, qui se prennent pour mesme chose, encores que l'auteur en face quelque distinction: & c'est qu'on dict interresse, vel id quod interest, qui consiste & en dommage aduenü, & en profit & gain perdu. l. Si commissi. D. rem ratam haberi. l. vnd. C. de sentent. quæ pro eo, quod interest profer. Par l'ordonnance de l'an 1539. art. 38. est porté qu'en toutes matieres reelles, personnelles & possessoires, ciuiles & criminelles, y aura adiudication de dommages & interests, qui seront par la mesme sentence taxez & moderez à certaine somme. Et sur ledict article Monsieur Bourdin pour la taxe d'iceux fait distinction entre les dommages & interests procedans de l'instance, qui se doiuent taxer & liquidor par la sentence, & ceux qui procedet de la chose litigieuse, qui ne se peuuent si facilement taxer, ains consistent en une liquidation qu'il conuient faire par cognoissance de cause. Qui vouldra voir de ceste matiere de despens, dommages & interests, qu'il lise Imbert, Marana & autres praticiens.

DES APPEAUX DE SENTENCE.

TITRE XIII.



SACHEZ qui sont quatre manieres d'appaux qui se peuuent faire en la cause pendante deuant le Iuge. Le premier est appellé appel volage, & de celui est communement vsé en Lannois plus que ailleurs, & cecy se fait si tost que aucun est adiourné deuant Iuge à certain iour, il peut venir au Iuge au iour, ou deuant, ou soit ce que la cause soit encommencée, ou non, & dire, Sire Iuge, vous m'avez fait adiourner pardeuant vous à la requeste de tel, si qu'on me dict, si ay cause d'appeller de vous & de vostre iurisdiction, & pour ce en appellé-je d'appel volage; & le doit aussi nommer à l'appel faire, & pour soutenir desmaintenant mon appel volage, ie vous adiourne pardeuant mon seigneur le Baillif de Vermandois ou son lieutenant au premier siege à Laon au iour de la prochaine assise contre moy à voir soutenir mondict volage appel: & si vous cuidez que bon soit, soyez y. Desmaintenât intime ma partie aduerse quelle y soit si bon luy semble, pour voir par moy soutenir mondict appel volage, & n'y faut adiournement, ne puis aussi le Iuge appellé n'y oteroit proceder en outre sur peine de attempter. & si le Iuge ne compare au iour, l'appellant auroit comparu, & commission pour faire adiourner & interiner.

Cet appel volage est forme de le proposer n'a plus de lieu en la pratique de France.

Ils sont quatre manieres d'appaux des sentences.

Et si l'appellant auoit lors prouué que le Iuge eust ainsi appellé & adiourné, lors seroit à l'appellant donné défaut en cas d'appel, & est ceste coustume fort obseruée audict pays de Lannois & enuiron.

Item l'autre appel de grief aduenir, que les clerks appellent à *futuro granamine*. Il se fait & peut faire par toutes coustumes, & contre tous Iuges mais qu'on ait cause de le faire, & faut cest appel releuer dedans trois mois si c'est appellé en Parlement: & si c'est en cour Royale, dedans la prochaine assise de l'appel fait, & faut releuer par commission obrenuë du Iuge souverain, & adiourner le Iuge de qui on a appellé, & intimer la partie aduerse.

Item le tier. s appel est appeller de la sentence donnée par le Iuge quand on se sent greué, ou de refus de droit, ou de grief appointement, & ceste forme est la droite maniere de appeller, & est soutenable quand est bien appellé, & l'appel bien fondé, & le conuient releuer come dict est: ou autrement faute y auroit. & s'il aduenoit de releuer en Parlement, & les trois mois ne peussent être entiers par ce que ce seroit appellé trop tost apres la Saint Martin qui sont les premiers iours de l'ordinaire du Parlement, si conuient il releuer en temps competent, ou plustost apres l'appel fait, & donner iour au Parlement extraordinaire; & ce tiët & vaut.

De ceste maniere a esté traslé au premier lieu

Et ainsi en temps d'assise en Cour Royale & sùjecte en Parlement. Et ceste forme est la propre ordinaire de Parlement. Et ainsi fust il dict par arrest de Parlement pour la damoiselle Vvantiere de Tournay, contre Iacques Gambonat en cas d'appel, en l'an 1407.

Quand on doit appeller.

Item dois sçavoir que quiconques veut appeller d'aucune sentence, il se doit faire incontinent que la sentence est rendue, que les clerks appellent *illico*. Ou autrement l'appel ne vaudroit puis que celui qui appeller voudroit, y seroit present ou son procureur. Mais si ledict procureur, ou celui qui appeller voudroit, n'estoit present au rendre la sentence: iagoit ce qu'il y fust appellé, & ne fust venu, pource qu'il ne vient pas ouyr droit qui ne veut, lors doit appeller si tost apres que ce peut venir à la cognoissance. Et doit le plustost apres qu'il peut venir au Iuge, & faire sçavoir. Et ce peut il faire ou que le Iuge soit en iugement, ou dehors par si qu'il n'y mette plus de huit iours, & selon la loy dix iours.

*Vi. C. de ap-
pell. Ambant.
hodie autem.
Additio.*

In patria consuetudinaria oportet appellare illico a tempore notitia sententie data, vel illasi grauminis, secus fit in patria que iure scripto regitur, & pro hoc vide in stil. curie Parlamen. versic. Item si appellatio. & Aufre. i. 101, & s. seq. & est ad hoc optime statuta ordinatio per Regem Carolum 7. art. xvij. des ordonnances Royaux.

*Vol. 1. ff. nihil
in nouari appel-
lacio. pendente.*

Il se doit sçavoir que depuis l'appel fait, soit qu'il soit fait à droit ou non, tout doit estre tenu par ce mesme point que il estoit au iour & heure de l'appel sans riens muer ne innouer par le Iuge, ne par partie appellée ne appellant. Et qui le feroit, ce seroit attemptas, & l'amenderoit le faiseur au Iuge souverain de lx. liures si c'est à Parlement à releuer. Et si c'estoit en cour Royale de lx. sols, & si seroit grād preiudice à la cause d'appel. Et se attemptat y auoit fait, si faut il que ce soit amendé & reparé auant que plus auant y soit procedé.

*Ce n'est plus le
style que les sacs
soient scelez des
seaux des par-
ties. ains le greff-
fier les doit clor-
re & sceller du
seau ordinaire
de la iustice dõt
est l'appel.*

Item l'appel releué pardeuant le Iuge s'il est ainsi que le procès dont il est appelé soit par escrit, & ainsi renuoyé au Iuge l'appel clos & scellé des seaux des parties & euangelisez à ouyr droit: en confessant que c'est le procès sur quoy les parties ont requis droit: apres ce que les parties auront recogneu les pieces du procès estans enclos au sac, sçachez que lors n'y faut autre proces faire ne dire, fors mal iugé & bien appellé, & cōdamnation de despens pour la partie de l'appellant. Et de la partie des appelez bien iugé & mal appellé, & condamnation de despens, soit la cause renuoyée au Iuge de qui il est appellé, & soit la sentence mise à execution, soit tenu d'amender son fol appel.

Item si le procès de l'appel est en la cause dont il est appellé, n'estoit par escrit que la cause fust en bouche d'aduocat, lors ne faut autrement venir deuant le Iuge de l'appel que apporter la commission & rescription en cas d'appel, & tout de nouuel plaider toute la cause de commencement iusques en la fin avec l'appel & pourquoy appellé en est. Car sçachez que en ce cas d'appel puis que le procès n'est par escrit, il faut tout plaider à vne fois principale, & appel, ou autrement il y auroit defectiō, & peut

& peut l'aduocat fulcir & conforter son cas de quâques il pourra & sçau-
ra faire appartenant en la cause, supposé que en la cause premierement
plaidée n'en eust esté faite quelque mention. Et pource est trop grand
peril au Iuge subiect qu'il ne fait escrire les parties qui procedent par-
deuant luy & que ils ne font leur procez par escrit, car souuent les aduo-
cats les mettent en tous nouueaux faits & procez deuant le Iuge de
l'appel, qui n'ont esté dictz ne playdez deuant le premier Iuge, dont sou-
uent il est dict par ce, bien appellé, & mal iugé.

Item est à sçauoir si commissaires sont donnez de nos seigneurs de Par-
lement sur aucune cause d'entre les parties, & lesdicts commissaires ve-
nus au lieu pour faire leur enqueste, si par aucune partie est appellé d'eux
en quoy que ce soit, lesdicts commissaires ne cessent point pource à fai-
re & à parfaire leur enqueste & audition pour la partie qui appellé n'a
pas, ne chet point d'attempts pour ce faire sur lesdicts commissaires, ne
sur la partie qui son enqueste parfait: car de non plus que de nos sei-
gneurs de Parlement on ne peut appeller, si ne fait on de commissaire
par eux commis. Mais s'il estoit trouué que l'appellant eust fait faux ap-
pel, il amenderoit de soixante liures parisis, & des despens de l'instance,
& pour ce ne demeure que en outre ne soit procedé en la cause, & en-
queste faite & parfaite pour le diligent, si feroit elle pour la partie qui
appellé auroit si il le requeroit ordonné de ladicte appellation. Et ainsi
fust il fait en certaine cause que les religieux de saint Nicolas des prez
pres Tournay, madame de Raiffe & mademoiselle de Rume auoyent,
contre la ville de Tournay à cause d'un cerquemanage qu'ils deman-
doient, que faire se deuoit entre lesdictes parties dont commissaires fu-
rent donnez de Parlement, & iceux venus à Tournay, les Preuosts
Iurez ne voulurent administrer tesmoins singuliers, le procureur des
dessus dictz disant que ce deuoit faire par cerquemanage, & autres fois en
ladicte cause s'estoit ainsi encommencé. Lesdicts commissaires appoin-
terent qu'ils orroyent tous tesmoins d'un costé & d'autre que admini-
strer on voudroit, lesdicts de saint Nicolas, de Raiffe & de Rume en ap-
pellerent, neantmoins lesdicts commissaires procederét tousiours pour
lesdicts de Tournay. Leur appel releué, & commissaires adiournez en
cas d'attempts il fust dict par arrest mal appellé. & n'y auoit point d'at-
tempts, & l'amenderent les appellans chacun de lx. liures parisis.

*Cerquemanage
se prend pour
bornage & me-
surage, comme
a esté noté cy-
dessus, mais il si-
gnifie aussi tur-
be, comme l'ay
observé en mon
vieil praticien,
où il dist que
pource que l'v-
sage n'estoit bié
accordé, fut fait
enqueste par
cerquemanage.*

Faut noter en cest endroit qu'il n'est pas prohibé d'appeller des com-
missaires ordonnez par la Cour à faire enqueste, mais bien est vray que
par l'ordonnance du Roy Charles vij. en l'article xviij. des ordonnâces
Royaux ils peuvent belogner & proceder à faire & paracheuer l'enque-
ste, nonobstant que l'une des parties appellast.

Item & s'il aduenoit que le procureur de aucun eust appellé comme
procureur, & puis le maistre d'iceluy procureur voulust poursuyuir l'ap-
pel que auroit fait son procureur, sçachez que faire le peut, & y est à re-
cevoir, supposé que le procureur n'y fust point present. A celui qui ap-
pelle ne faut faire ne dire quelque dureté, ne le detenir prisonnier si c'est

*Pro hoc videtur
opt. text. in l. De
minus litu. C. de
appellat.*

FFFFF

en cause pectunielle: mais si c'estoit en cause criminelle, l'appellant doit estre soigneusement gardé tant qu'il puisse enuoyer au souverain sur l'appel.

Additio.

Pro ista materia a versiculo A ccluy, utrum scilicet appellans debeat relegari a iudice a quo, vide Guid. Pap. quest. cccxxv. & cccxxvj. quest. Delphinat.

Le luge doit estre grièvement blâmé de qui il est appelé, si il n'en uoye la cause d'appel par escrit certainement pardeuant le luge de l'appel, afin de voir toutes les allegations d'une partie & d'autre, sur quoy il est appelé, afin qu'elles puissent estre veuës par le luge de l'appel, & voir s'il est bien ou mal appelé.

Item & selon la loy escripte il appartient auoir releué son appel deuant le luge qui cognoistre en doit dedans trente iours. Et si le luge de qui l'appel est fait n'a dedans ce temps enuoyé au luge de l'appel toutes les actes & autres enseignemens de la cause, amender le doit au souverain. Et selon les coustumiers il y a quarante iours de l'appel.

Additio.

Pour releuer un appel en Parlement il est certain qu'on a trois mois, & faut garder la coustume du pays, pour releuer les appellations, car on trouve diuersité de temps pour releuer, quantum vero de iure sit, satis est videre per l. j. ff. de libel. dimisso. & Authen. hodie. de appellat. & per tot it. de tempor. appellat. C. & qui non releuauit suam appellationem infra tempus ordinatum, appellatio est ipso iure deserta, nec est opus declaratione: sicut de iure qui non petiit Apostolos infra xx. dies. cap. Abbate. de appellat. libr. vj. & notat. in l. j. ff. de libel. dimisso. & nota, que en matiere de criées fai-

Ce stile ne s'obserue plus, parce qu'en telles matieres on peut appeler dans les trois mois en Parlement, comme d'autres instances donnees par le Preuost de Paris.

Etés par vertu du priuilege aux bourgeois de Paris; & pendant mescelles criées par deuant le Preuost dudit lieu: s'il y a appel interiecté en ladicte instance de criées, il faut releuer dedans quinzeaine, alias il est desert. Ainsi qu'il a esté iugé par plusieurs arrestz & mesmes en l'an mil cinq cens & treize, le treiziésme de Mars; un quidam appellant d'un appointement donné en ladicte instance des criées, fust son appellation déclarée deserte, & condamné es despens, par laquelle n'auoit releué dedans la quinzeaine. Nota que toutes fois il y a ordonnance du Roy Charles septiesme, en l'article xij. des ordonnances faictes sur le faict des rachats, ou par laquelle il y a quarante iours pour releuer lesdictes appellations.

De renoncer à son appel.

Et toutes fois la loy escripte veut que supposé que l'appel soit releué, & enuoyé par escrit au luge souverain, qui de l'appel doit cognoistre, & l'appellant se vueille retourner à droict & deporter de son appel, que fait le puisse, car il ne doit mie estre refusé de vn chacun soy laisser ramener à raison & à droict, & est ce à quoy tout luge doit contendre que de appointer parties, & plus bel ne se peuuent appointer que de leur consentement, ne on ne doit contondre à plaider, ne demener.

Additio.

Pour renouer à son appel dedans huitaine, y a ordonnance du Roy Charles septiesme, en l'article seiziesme des ordonnances Royaux: & sçauoir quel amende doit payer celui qui renonce à son dict appel, dic. vo nous

sur pecc. Masuer. in iur. de appellationibus. §. j. Item quod ille. & vide Ar-
testum in quest. Gall. Ubi non valet consuetudo quod renuntians sua appel-
lationi soluat sexaginta libras Parisienses. Alia per eum Arresta super
huiusmodi renunciatione, & de iure. videl. Si quis libellos. Codice de
appellatione.

De appeller avant sentence rendue.

Tu dois sçavoir que nul appel fait deuant sentence donnée, ou
grief, ou refus de droit ne fait à soutenir, car appel fait, pour doute
de chose aduenir ne vaut. Mais qui a appellé d'une cause, & renoncer
vucille à l'appel, sçachez que dedans le terme de huit iours du iour de
la sentence donnée il y faut renoncer selon le stile de plusieurs Cours, &
selon le stile de plusieurs autres dedans dix iours, & pource aux stiles s'en
faut rapporter, ou autrement la sentence tiendrait comme chose passée
en force de chose iugée, & seroit l'appellation deserte, & cherroit l'ap-
pellant en amende de fol appel.

Nota quod de iure temerarius appellans variis modis puniri debet. *Additio.*
Primo, si sua appellatio non fuerit recepta, efficitur infamis, & amittit cau- *Des amendes du*
sam. ut l. A Proconsulibus. Cod. de appellationib. Punitur etiam appellans *sol appel a esté*
pena contenta in l. Ab exco. Cod. quorum appella. non recipiant. Sci- *traicté cy dessus.*
licet pena quinquaginta librarum auri, quandoque viginti: ut l. Quisquis.
Cod. eod. tit. Alio modo puniunt appellans temerarius in expensis: ut l. Eos.
& nec temere. Cod. eodem tit. de appellatio. & pro his vide Bart. in dict. l.
A Proconsulibus. & adda quod de Iure Canonico si quis per calumniam
evidentem, & non presumptam appellaverit, ultra expensas est puniendus,
ut puta alia pena arbitrio iudicis. Itadicunt Sicul. & Preposit. in cap. y. de
appellatio. secundum eos est sexti. in cap. parati. eodem tit. & est ad hoc or-
dinatio Caroli VIII.

ANNOTATIONS SUR LE TITRE QUATORZIESME.



Ay escrit au premier liure des appellations, desquels l'v-
sage est tres-ancien, comme tesmoignent les Histoires des
Grecs, & des Romains, & mesmement par la loy fai-
te par Valerius Poplicola, souvent renouellée à Rome.
& celle forgée par Ciceron libro 2. de Legibus. Et l'v-
sage en est tres-necessaire, l. 1. D. de appellationibus.

Par l'appellation celuy qui se sent greué de la sentence contre luy don-
née, pretend la faire reformer par le Iuge superieur. Ne se faut arre-
ster aux quatre manieres d'appel que recue l'auteur, par ce l'appel
volage n'a lieu, comme j'ay noté en marge, & n'est recevable par le droit
François. L'appel à futuro grauatine, introduit par le droit Cano-
nic, cap. vt debitus. capit. cum sit Romana. & al. de appellation. Par
ce qu'il faut que l'appellant ayt un grief fermé, pour iustifier la cause

FFFFF ij

de son appel. On fait deux especes d'appellation. à sçavoir extrajudiciaire & judiciaire. L'extrajudiciaire est celle qui s'interiecte à un acte fait hors iugement, comme d'une execution, qu'on fait souvent par lettres royales convertir en opposition pardevant le Juge supérieur: d'une election & autres semblables, dont traitent les Canonistes in cap. bonæ. de appellat. Imbertus lib. 2. Maranta in Speculo. & alij. l'appellation judiciaire est celle qu'on interiecte de la sentence, acte ou appointement donné en iugement, ou par le Juge sur la cause pendant pardevant luy: d'icelle Masuerus fait trois especes, qu'on peut voir. xij. de appellat. L'appel s'interiecte ou par escrit ou de vive voix, ou en iugement ou hors iugement par signification faite à partie, ou de sentence donnée sur proceß par escrit, soit definitive ou interlocutoire, en quoy on suit le droit Canonic, cap. cum sit. de appellat. ou de iugemens & appointemens verbalement donnés, dont procede la distinction des appellations verbales & de proceß par escrit. Mais l'appel se doit interiecter modestement, & ne doit le Juge duquel est appelé, injurier, & conuier l'appellant, ne l'appellant le Juge, & s'il t'injurie, il peut estre puni par le Juge mesme, l. Iudici. D. de iniuriis. l. Illud sciendum est. D. de appellat. l. Et in maiori-bus. C. cod. & me resonniert avoir peu condanner un appellant en grande amende & reparation, pour avoir dict en appellant, que c'estoit un meschant Juge, qui avoit donné faux iugement, est au gaigné par sa partie, par arrest du Mardy vingt & uniesme iour de l'uin de releuée mil cinq cens cinquante huict. Le temps d'interiecter l'appel n'est si precis & peremptoire, ni escrit ni l'autheur par ce qu'on peut appeller dans trente ans du iour de la sentence donnée pourvus le relief d'appel par lettres royales que l'exposant auroit appelé si tost qu'il en auroit eu connoissance & de le faire auroit esté conseillé, & soit rotent de ballico. & des poursuites volontaires si aucunes il auroit faites: comme escrit Rebuffus in proëm. Constitution. Regiarum. Papon liure dixneufiesme, tiltre premier. & autres. Par les ordonnances les Juges en certaines causes & matieres peuvent passer outre nonobstant l'appel comme es provisions & autres semblables, & mesmes quand il n'est question que de proceder, & que le iugement se peut reparer en definitive. Autre-ment on ne doit rien attempter au preiudice de l'appel, l. vn. D. nihil in-nova. appell. interpos. Et si on avoit attenté, la partie qui s'en plaindroit en cause d'appel, pourroit demander la renocation des attentats avec despens, dommages & interests, sur quoy la Cour ou le Juge d'appel feroit droit par mesme moyen, que sur l'appel. De ceste matiere les Canonistes & autres traitent amplement, & mesmement Otauius, Vestrus lib. 8. in Aulz Rom-action. cap. 4. & Grauatius in annotat.

b On fait difference entre renoncer à l'appel, & acquiescer. La renoncia-tion à l'appel se fait devant l'appel releué ou en iugement ou au greffe dans la huitaine, qu'il n'est besoin de faire signifier, ou apres la huitai-ne avant qu'estre anticipé, ou hors iugement, & en ces deux cas faut faire signifier la renoncia-tion à la partie adverse, pour eviter la deser-tion. L'acquiescement se fait en la Cour, ou par devant le Juge de l'appel apres iceluy releué ou anticipé, quand l'appellant ne voulant

conclure à l'appel acquiesce à la sentence, qui est un terme de droict. l. 3. & 6. D. de appellat. l. 37. D. de excus. tutor. l. 6. C. eod. l. 29. D. de minorib. l. 63. D. de re iudic. l. 5. C. eod. l. Vn. D. nihil noua. appel. interpos. Si l'appellation n'est releuée dans le temps prefix par les ordonnances, ou introduit par les costumes des lieux, elle sera deserte, & pourra le Iuge, duquel auroit esté appellé, passer outre, si la partie qui a obtenu le requiert, & laquelle aussi pourra faire adiouner en desertion l'appellant en la Cour, ou pardenant le Iuge de l'appel, par les ordonnances de Philippes VI. de l'an 1332. & de Charles VII. de l'an 1453. & autres. l. Si contra maiorem. l. Quoniam. C. de appellat. l. ult. §. illud C. de tempo. & repar. appel. cap. reprehensibilis. cap. sapè contingit. de appell. Mais l'adiourné en desertion obtient quelquefois lettres royaux pour s'en faire releuer, à fin d'eniter l'amende. Mais conuient noter que le iour de l'appel interiecté n'est compté au terme du temps de releuer. iuxta l. Eum qui Calendis. D. de verbo. oblig. l. vbi lex. D. de diuers. regul. Iuris cap. frequens. De restit. spoliato. in 6. c. pia. de excep. in 6. C'est qu'on dit dies termini non cōputatur in termino: & ainsi la Cour l'a iugé en matiere de retrait lignager, par arrest solennel à la prononciation de Pasques, mil cinq cens septante & quatre. Et le ient Tirauel. de retr. linea. §. i. glof. ii. Qui vouldra voir plus amplement de ceste matiere des appellations, qu'il lise les tiltres du droict Romain & Canonie, & les interpretes, Speculator, Masuerius, Imbertus Maranta & autres practiciens, & les ordonnances au Code Henry, & Rebuffus en son commentaire sur icelles.

DE FISC SELON DROICT ESCRIT.

TILTRE. XV.



AP R E S auoir parlé² des appellations, il est necessaire que nous parlions d'autre matiere, & par ce que les appellations friuoles doiuent certaine amende au Roy, ou fisque, nous disons succinctement que c'est de fisque. Fisque selon droict escrit, est proprement à dire *sacculus Regius*, in quē reduncuntur, vel cui applicantur bona bannitorum, vel proscriptorum, ut accipitur in l. Sed ades. §. fiscus. ff. locat. et est Regij vel imperialis thesauri congregatio, vel *Imperialium bonorum electio*, vel *privilegium*, quia multa privilegia habet fiscus, ut nota per Azorn in sua Summa. C. de priuileg. fisc. & est & appartient audit fisque demaine confisqué d'aucuns seigneurs, à luy aussi appartiennent les deniers prouenans des passages, vignages, & amendes seigneuriaux, comme profits de ventes, reliefs de fiefs, mortemains en seruages, et coruées, en anciennes dettes, & en rentes, & generalement tout ce qui à la recepte du seigneur fonslier & propriétaire peut

Fffff iij.

& doit appartenir, & alouer ou quitter ne pourroit sans son heritage ou demaine cesser ou amendrir. à conserner & garder doit auoir le seigneur vn Procureur qui ce face & puisse conseruer, que on appelle Procureur du fisc, c'est de garder l'heritage & demaine du seigneur: comme le Roy à Procureur en la Chambre des Comptes à Paris, qui a proprement parler est appelée la Chambre du Fisc. Car là est comptée & rapportée toute la demaine du Roy, ne de son heritage ne demaine ne peut estre touché sans ledict Procureur. Combien que pour le present on se passe tout par vn Procureur, tant pour le fisc comme pour les querelles, car deux Procureurs y doit auoir l vn du Fisc, & l'autre Procureur des causes & à litige. &c. C. *Rub. de iure fiscal. j. & l. ij. C. Rub. de iure fiscal. iij. per totum, & libro quarto Rubrica. quando sifons. per totum iij.*

*De fisco qui dicitur bursa publica. habes gloss. optimam in. l. In praui-
ciis. C. de muner. & act. qua exponit apprimé hoc verbum fiscus: & sifons
videre de duplici procuratore, scilicet domini, & fiscali, lege in Rub. dei
confiscations. consuet. Burg. Domi. Chassan.*

Du droit de confiscation.

TV peux^b & dois sçauoir que aux seigneurs qui tiennent iustice, par leur droit seigneurial compete & appartient droit de confiscation sur les biens de ceux qui perdent vie pour leur meffait, & dont iustice si elle renoit les corps, feroit punition corporelle. Ou autrement ils ont encore droit de confiscation sur les biens que ils trouuent, ou qu sont trouuez en leur iustice sans calenge de aucun qui y puisse ou sçache demander par raison, ou sur les biens qui en leur iustice sont demeurez sans succession de ligne naturelle & legitime, si comme des biens d'un bastard qui va de vie à trespas sans hoir legitime. Si dois sçauoir que quiconque par son meffait pert le corps par iustice, sçachez que il doit perdre les biens, & demeurent au seigneur confisque. Et si le corps ne perdrait par iustice par ce que il ne fust tenu, mais par défaut & parsumasses fust banny de la terre au seigneur sur la hart, sçachez que pour ce ne demeure que il ne doive perdre ses biens, & que au seigneur dessous, qui ils sont assis ne soient confisque, aussi bien que se il peroit la vie par iustice. Et chet ceste confiscation à tous les seigneurs dessous qui les biens sont trouuez au iour de la sentence, soit que le faicte soit adueni dessous eux, ne condamnation du crime par eux rendé, mais que le seigneur dessous qui tels biens seront trouuez ayt telle seigneurie, que il ayt droit de confiscation, Car en aucuns lieux par coustume ancienne les seigneurs ne confisquent point, si comme au pays de Haynault, si comme en la terre de saint Amand en Peule si comme en la terre de Mortaigne sur l'Escault, si comme selonc aucuns en la Chastellenie de l'Isle & de Tournes, & en plusieurs autres lieux auxquels ie me r'apporte, & ce sont coustumes noyestes: pays qui de ce vsent, si n'en faut mie faire beaucoup de memoire. Si faut à vn chacun seigneur si tost que le cas de confiscation est adueni, il ap-

partient que incontinent facent mettre la main aux biens dessous eux trouuez par loy & par plainte, à fin de confiscation si c'est en lieu où par plainte on plaide, Et si c'est en lieu où on vse ordinairement, il conuient que ce soit fait par commission, & dès lors les doit le seigneur tenir en sa main par inuentaie, & puis faire apparoir deuëment de la mort de celui à qui les biens estoient, & comment il est executé par iustice. Et lors les Iuges du seigneur peuuent & doiuent adiuger au seigneur les biens comme confisque. Et ainsi le dois tu entendre si banny estoit criminellement, faire apparoir du ban, & appartient ainsi estre fait & par iugement: pour ce qu'il aduient souuentefois que le Roy remet & pardonne le crime, & les biens non confisque. Et si ce que dessus est dict n'estoit fait par loy comme dit est, la remission du Roy impetrée sur la cause, si tost que celle remission seroit apportée vers le Iuge Royal pour icelle enteriner, & que le Iuge Royal l'auroit à ce receu, iamaïs apres on n'y pourroit confisque les biens ainsi trouuez comme dict est appliquer à luy, car le Roy communement leur rend le pays, & leur biens non confisque: & pourquoy se auant ils estoient confisque, iamaïs la remission ne viendroit à temps puis que confisque seroient. Et à ce sert le mot en la remission mis, & en leurs biens non confisque. &c. Car puis que confisque seroient, ce mot est expiré & passé. Et ce s'appreue par la loy escrete. *C. lib. ix. Rub. de bonis proscriptorum damnatorum. l. Si quis intra prouinciam.*

Item y a vne autre confiscation qui appartient au seigneur sous qui les biens seroient trouuez comme espauës, & sans quil y ait aucun qui y clame aucun droit, si comme de biens trouuez par aduenture, ou de biens que nul ne calenge, ne n'ose calenger à droit, tous tels biens sont & appartiennent au seigneur sous qui ils seroient trouuez, & les peut le seigneur prendre & appliquer à luy par son droit seigneurial.

De confiscatione quatenus est quantum ad fiscum applicatio. de annotatione, de descriptione, publicatione, & interpretatione, & multa ad ipsum inconfiscandi attingentia, vide per Doct. in l. i. & fin. per Bart. ff. de requir. re. & per Ange. in l. i. C. cod. per Doct. Chassa. Rub. des confiscations. in consuet. Burgund.

Item y a encore vne autre confiscation appartenant au seigneur par son droit seigneurial; c'est à sçauoir quand bastard ou bastarde va de vie à trespas sans hoir legitime de luy procréé: car lors si tost qu'il est mort tous les biens appartiennent au seigneur dessous qui ils seroient trouuez soient meubles ou heritages: car au seigneur sous qui les biens sont, à celui doiuent ils demeurer comme chose acquise & confiquée. Plus si vn clerc perperre cas pourquoy il soit condamné en chartre par son prelat: tout son temporel doit estre cōfisque au seigneur haut iusticier de qui il est tenu. Et s'il estoit cōdané pour larcin & pour cas d'ot vicotier deust cognoistre: lors l'auroit le vicotier, & les meubles appartiendroient à l'Euesque par ce que les meubles suivent le corps. Encores sont aucuns d'opinion que si vn clerc estoit banny d'un Euesché sur chartre, que confisca-

tion y cherroit, car il vaut comme condamné: & ainsi fust il conseillé par tout le conseil du Roy à Paris, pour Iean du Brulle, qui fust condamné en chartre par l'Euesque de Tournay, ou par son Official pour la mort de Iean Dorques. &c.

*Bona seipsi in-
terficiendi despo-
natione criminis
perpetrati fisco
confiscantur, quod
quomodo intelli-
gatur est recur-
rendū ad Doct.
in l. 5. C. qui
testamen. face-
pos. maxime per
Bal. Salic. Et
Iaso. Et per eun-
dem Salic. in l. 1.
C. de bonis corū
qui mor. sib. con-
sci. Del homicida
a est amplexus
traicté au pre-
mier liure.*

Item y a encore vne autre confiscation appartenante au seigneur pour son droit seigneurial, c'est à sçauoir des biens de ceux qui commettent homicide en eux mesmes, car selo les coustumiers leurs biens par ce mesme meffait doiuent estre cōfisque au seigneur sous qui ils sont trouuez. Et selon aucuns, le corps doit estre mis à iustice pour rendre à iustice son droit, c'est que tous homicides sont dignes d'estre mis à execution de iustice, dont celuy qui fait homicide de soy mesmes, son corps doit estre mis à executiō de iustice: mais selo la loy escrete: il en doit estre autrement, car il y a difference de homicide de soy mesmes, car l'un est par forme de desespoir, par cause criminelle, & l'autre par cause de maladie par furiosité. Celle de desespoir par cause criminelle si est quand aucun est pouruiuy de cas criminel à iustice, ou quand il en est enchassé, ou quand il en est tenu prisonnier: car lors si ainsi se met homicide de soy mesmes, adonc doiuent ses biens demeurer confisque au seigneur sous qui ils sont trouuez, & doit estre mis le corps à execution de iustice.

L'autre maniere d'homicide si est quand l'homme par maladie de furiosité, de rage de chef deuier forsené, & en ce se met homicide, qui par autre n'estoit suspectiōnné de crime, nul ne pour ce n'est apparent que il l'ait fait, fors que par sa maladie qu'il auoit parauant, ou qui prinse luy est soudainement dont nul ne s'appenoit. Si comme aucuns qui par mauuaise maladie & pensée sur vne heure se mettent en homicide d'eux mesmes: sçachez que tels homicides selon la loy ne sont pas à mettre à execution de iustice, & sur leurs biens ne chet point de confiscation, mais doiuent aller à leurs hoirs naturels: *ut l. j. C. de bo. corum. Et c.*

*Pro materia i-
stius vers. vide
multa per Guid.
Pa. in quest.
341. quest. del-
phina.*

Item y a encore vne autre maniere de confiscation appartenante au Roy tant seulement, si comme de choir en crime de leze Majesté: car lors sont les biens de celuy qui ce fait au Roy confisque, ou que les biens soient trouuez, ne dessous quelque seigneur que se soit: car en ce cas nul ne confisque, fors le Roy propre, & tout seul.

Or est à sçauoir que si les delinquans dont confiscation s'affiet sur leurs biens, sont mariez, sçachez qu'ils ne peuēt meffaire que la moitié de leurs biens, & l'autre demeure à la femme tout franchement.

Item luy demeure son assenne de mariage & ce qu'elle a auant le meffait de son mary qui donné luy a esté, & tout ce qu'elle deuoit auoir par le traicté du mariage, car l'homme ne peut meffaire ce que à la femme peut & doit appartenir.

Item dois sçauoir que pareillement si l'homme qui est condamné par son meffait, a enfans, sçachez que la moitié de ses biens demeure à ses enfans, & l'autre se confisque au seigneur. Dist encore la loy, que suppose qu'il n'eust nuls enfans vians au iour de la confiscation ou condamnation

damnation, si auroient les enfans de ses enfans celle moitié: mais si le condamné estoit homme de l'hostel du Prince, & il n'auoit propres enfans viuans, les biens seroient tous confisquez.

Item dois encore sçauoir que puis que le seigneur confisque, il le prend si franchement, que supposé que le condamné deust aucunes dettes en son viuant, pourquoy que ce soit, si n'en payeroit riens le seigneur qui cōfisque, mais emportera le seigneur la confiscation tout franchement sans dette ne autre don rendre, ne payer que deust ne eust faict le condamné en son viuant. Et ainsi le peux & dois entendre des biens qui viennent au seigneur par la mort du bastart ou bastarde.

Vide Paul. de Cast. in consil. 210. ubi ponit quod per confiscationem omnium bonorum confiscatus eximitur ab omni obligatione qua tenebatur suis creditoribus, per. l. Si debitoris deportatio. ff. de fideiussor. hinc dicunt Angelus & Bal. & post eos Alexan. in l. Si maritus. ff. soluto matrimo. quod si bona alicuius fuerint confiscata, eo quia condemnatus ad mortem, si habuerit gratiam à principe de vita, & non recuperauerit bona, non tenetur ad antiqua debita. multa autem facientia ad hunc casum, vide per Ioan. de Imo. in consil. suo. 35.

l'ay monsté cy dessus au premier liure que les seigneurs, ausquels les biens d'un condamné sont confisquez, doiuent payer ses dettes, iniques à la concurrence de ce qu'ils en amendent.

Additio.

Comment en la Comté de Hainault n'a point de confiscation.

Tu peux & dois aussi sçauoir qu'en la Comté de Hainault n'a point de confiscation pour quelque meffaiet, supposé que ce fust contre le seigneur propre, reserué les majeurs en ladicte Conté, lesquels si ils perdent le corps, ils perdent leurs biens. Et la raison si est qu'à eux se font toutes sommations.

Comment en la Comté de Flandres n'a point de confiscation.

Item dois sçauoir qu'en la Comté de Flandres n'a point de confiscation, reserué en cinq cas: c'est à sçauoir pour son seigneur liege trahir, pour soy enfuir de la bataille contre les mescreans, pour faire commotion en bonne ville, pour delaisser la loy de Dieu & pour homicide de soy mesmes, esquels cas confiscation s'assiet, mais pour ce ne demeure-roit que la femme & les enfans si ils y sont, n'eussent soustenance sur les biens leur vie durant, & seroient les dettes payées, & ainsi apres tout remettre au seigneur. Encore peux & dois sçauoir que iacoit ce qu'en la terre de Mortaigne sur l'Escault, il soit tenu par ancienne coustume que confiscation n'y a, c'est à sçauoir que si n'a-il quand homme meurt par iustice de quelque meffaiet que ce soit: car par ladicte coustume, qui pert la vie, il ne pert mie le sien, & souffrit à perdre la vie, & les biens voient à l'hoir. Et si le mal-faicteur ne pert la vie, c'est à sçauoir qu'il soit banny du pais: sçachez que lors pert il le sien, & qu'en ce cas y chet confiscation si c'est dessous haut iusticier, & que le meffaiet soit tel que cognoistre en doieue. Et si c'est dessous Vicontier il ne peut ne doit confisquer si ce n'est de cas dont il pourroit cognoistre, car lors peut il confisquer, mais puis que le meffaiet monte plus haut que cognoistre en puisse, lors ne doit apprehender confiscation.

De la confiscation que le bail d'aucun peut apprehender.

G gggg

Et fil aduenoit qu'aucun tint en bail ou vsufruituairement terre ou seigneurie qui de son droit eust confiscation, & durant son temps aucune confiscation escheoit, iagoit ce que ce fust d'heritage: sçachez que apprehender le pourroit le bail ou vsufruituaire à son profit, & le vendre, mais que dedans l'an que ce confisque seroit le vendist. Et si par an & par iour le tenoit sans le vendre, ce seroit reconsolidé à la table & demaine du gros de la seigneurie dont le bail ou vsufruituaire seroit tenu. Et si vendu estoit dedans l'an, si comme dict est, si seroit ce tousiours tenu du gros du fief & seigneurie dont ledit bail ou ledit vsufruituaire seroit tenu, & non mie du bail ou de vsufruituaire qui le vendroit.

Utrum confiscatio pertineat ad proprietarium vel vsufructuarium, vide per Ioannem Sanxo. in consuetu. Turon. titu. des droicts de peage; artic. 1. & titu. de rachapts. artic. 5. per Boerium in consuetudi. Bauricen. in titu. de feud. §. 9. per Alberic. de Rosat. in Rub. C. de vsufructua. & per Guido. Pap. quest. Delphina. quest. 313. & 477.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

QVINZIESME.

SANS repeter ce qu'aucuns ont obserué de la difference inter *ararium populi Romani*, & *fiscum principis*, ex Tacito lib. 5. Plinio Panegyrico, Spartiano in Hadriano, & alijs: & d'où vient le mot *fiscus*, qu'on peut apprendre ex Alconio in diuinatione, ie diray selon la signification en laquelle nous vsons de ce mot, qu'on le peut bien appeller cum B. Augustino in Psalm. 146. & Isidoro lib. 20. origin. cap. 9. *sacrum publicum*. Car tous les droicts publics qu'auoit le peuple, ont esté transfez au Prince Souuerain par la loy Royale, qu'on de cius *imperio lata est*, l. 1. D. de constit. princip. dont est le tiltre adionsté aux feudes; Qu'on sunt *regalia*, & depuis les Empereurs en l'Empire Romain, & les Roys de France en ce Royaume auroient concedé & octroyé à plusieurs seigneurs, Villes, Eglises & Communautéz des droicts fiscaux & publics: qui auroient esté cause de leur faire instituer des Procureurs Fiscaux, à l'exemple de ceux que les Roys ou Empereurs auoient: aussi tous lesdicts droicts publics sont appellez *Fiscaux*, estans en France du domaine du Roy, comme pareillement ceux qui en ont les font de leur domaine. Car le domaine, ou demaine comme parle nostre Authheur, consiste tant en un patrimoine perpetuel, comme pour le regard du Roy, celui qui est consacré, uni & incorporé à la couronne, qu'en droicts casuels & extraordinaires, comme sont les aubaines, desherances, biens de bastards & autres vacans; confiscations & autres semblables, qui appartiennent au fisc: Vnde *fisco caduca bona addicuntur*, l. 9. D. de S. C. Syllanian. *ad fiscum deuoluta bona dicuntur*, l. 30. D. de iure fisci. *bona vacantia ad fiscum pertinent*, l. 96. D. de legat. 1. & cetera. Tous ces droicts Fiscaux appartiennent au Roy, comme on dist de droicts com-

mun, à cause de sa couronne, principalement à tous autres, s'ils n'en sont titulaires: dont M. Choppin en a écrit amplement au liure de Domanio. Mais à present ils sont comme communs aux autres seigneurs avec le Roy, par ce qu'ils en jouissent à cause de la iustice qu'ils ont en leurs terres & seigneuries: ainsi que l'ay traité ailleurs, à sçavoir au premier liure des Pandectes, de nouveau reueu & augmenté.

b Confiscation est une redaction & attribution de biens au fisc. vnde Suetonius ad August. habuisse confiscatâ repositâque pecuniâ. L'Authent. prend ce mot pour toute vacance de biens: mais il s'entend proprement, de ce qu'autrement on dit publication, quand les biens d'aucun condamné pour crime sont confisque. La peine de publication & confiscation de biens, est tres-ancienne, como tesmoignent les histoires Grecques & Romaines, sans parler des autres: damnatione, inquit Callistr. bona publicâur cum aut vita adimitur, aut ciuitas, aut seruilis cōditio irrogatur; toutesfois aucuns bons Empereurs auroient donné aux enfans la moitié ou autre portion des biens de leur père, condamné. l. i. & l. Cùm ratio. D. de bonis damnat. l. vlr. C. de bonis proscript. En fin Iustinian Nouel. 134. vnde sumpta est Auth. bona damnat. a esté la confiscation de biens, & ordonné qu'ils appartiendront aux heritiers ascendants & descendants, & aux collateraux, iusques au troisieme degré, s'il y en a: Mais en France la confiscation de biens a lieu, & on dit vulgairement qui confisque le corps, cōfisque les biens. Boërius decif. 264. excepté qu'en quelques Prouinces, comme en Guyëne, Anjou, Berry & autres, elle n'a lieu qu'au crime de lèze Majesté. Et on a demandé si aucun est condamné pour crime par luy commis en un pais, où confiscation a lieu, & par sentence ses biens confisquez, à sçavoir si en la confiscation seront cōpris les biens qu'il auroit laissez en une autre Prouince, où les biens ne peuvent estre confisque: & par arrest du Samedy treizieme Feurier, mil cinq cens quatre vingt & huit, donné à la Tournelle en l'audience, a esté iugé que confiscation de biens n'auoit lieu, attendu la custume du pais d'Anjou, où ils estoient situez, pour le regard des seigneurs, seulement celui qui a haute iustice peut confisquer; aussi les biens confisquez appartiennent au seigneur haut iusticier, & non au seigneur feodal, par ce que confiscation est emolument de iustice. Mais les immeubles s'ils sont situez en diuers lieux, appartiendront à chacun des seigneurs, en la iustice desquels ils seront assis: Et quant aux meubles y en a diuersité d'opinions, toutesfois la plus commune les attribue au seigneur haut iusticier du domicile du condamné, Baldus in l. Mercatores. C. de commer. & mercat. glos. & Bart. in l. Mouentium. D. de verb. signif. Alexander de Imola consil. 31. vol. 1. Et pareillement les meubles du clerc, duquel les biens ont esté confisquez, appartiennent par le droit François, non à l'Euesque qui ne peut confisquer, ains au seigneur, en la iustice duquel la confiscation a esté adiugée contre celui qui y auoit domicile. De la desherance, biens des bastards & vacans, a esté amplement traité au premier liure, qu'il n'est besoin de repeter.

c De cest article on peut observer l'ancien droit François, que la confiscation des biens du mary ne peut preiudicier aux droits de la femme, comme

Ggggg ij

porte l'ordonnance de Philippes IIII. de l'an 1303. recitée par Ausserim
 stilo Parlam. part. 3. tit. 20. §. vlt. & partant la femme reprendra son dot & con-
 ventions matrimoniales, aura son donaire en ordre avec les autres creanciers,
 fil y en a de precedens : & pourra prendre la communauté des meubles &
 acquests si elle veut. Par-ce que la mort civile ne peut avoir plus de force &
 d'effect que la naturelle, aussi la peine du crime n'outre-passe la personne qui
 l'a commis, & la femme n'est tenue ne ses biens, du crime & meffait de son
 mary, & pour iceluy n'en doit estre inquietée & molestée, l. Crimen. D. de
 pœnis. l. Sancimus. C. cod. l. 2. C. ne vxor pro marito. l. Si marito. & l.
 In his rebus. D. solut. matr. l. Res vxoris. C. de donat. inter vir. & vxor.
 & y en a des constumes, qui ainsi expressément en disposent : & des arrefts de
 la Cour, par lesquels a esté ainsi jugé pour les femmes, & entre autres de l'an
 1532. allegné par du Moulin, & de l'an 1549. le Roy Henry II. seant en son
 Parlement, encores qu'il y ait eu dispute pour le regard de la communauté,
 dont i ay amplement discours, & des autres questions de confiscation, au
 quatriesme liure des Pandectes.

DES MARCHANS, ET DES MARCHANDISES.

TITRE XVI.



Des marchans^a & des marchandises veulx dire &
 monstrier ce que veu en ay, iagoit ce qu'au pre-
 mier liure en son lieu soit monstré de la compa-
 gnie de marchandise. Et pour ce veulx dire des
 marchans & des marchandises. Si dois sçavoir
 que marchandise si est liberale volonté de mar-
 ché faict entre marchand à autre. Et doit estre
 marchandise * loisible, ou autrement elle ne for-
 tiroit loy, & seroit à reprocher, & le profit qui

* Loisible pour
 l'usage ou loyale.

s'en ensuiuroit. Et faut à vn.chacun marchander de marchandise loisi-
 ble, & faire & prendre gaing au mieux qu'il peut & sçait, c'est à sçavoir,
 en payant les anciennes coustumes & vlags ordonnées sur les passages,
 & sur les païs par le Prince au droict & conseruation de la chole publi-
 que & du Prince, reserué és cas defendus par la loy du Prince, si comme
 que nuls ne portent or ne monnoye estrange hors du païs, sur l'auoir per-
 dre, & le corps en la volonté du Prince. Et s'il estoit aucun des Iuges du
 païs qui ce sçeust, & n'en fist punition, il souffrirait autelle punition
 comme dict est.

Encore defend la loy que nuls des hauts & riches bourgeois des
 villes & citez ne sauancent premier d'achepter quelque marchandise
 qui descende en la cité, mais en laisse premier auoir le commun peuple,
 & y doit estre mise vne ordonnance que dedans tel iour, &c. nul ne fa-
 chepte en gros sur certaine peine, à fin que le petit peuple en soit garny
 par raison. Et dois sçavoir que si franche & noble chose est & doit estre

Pro hoc text. in
 l. 1. 2. & 3. C. de
 commercijs &
 mercat. & vide
 que auotant.

de marchandise & de son fait, que fut ce ne doit estre nuls nouueaux peages assis ne accoustumez sans le gré du Prince, & de ce faire supplication au Prince, & auoir sa grace & ses lettres, car autrement ne se peut ne doit faire sans meffaire grandement & sur encouure en grosses peines, & sur encouure aussi à la volenté du Prince.

Item & ne vaut coustume au contraire, supposé qu'il soit trespasé de cinq ans ou de plus, combié que plaïd n'en soit pas entamé parauant, car tout ce doit estre tenu & gardé sans enfreindre, reserué sur les cheualiers pour leur despenfe pourtant qu'ils se rendroient marchans coustumierement, & ce n'est pas pertinent à noble ne à cheualier: Car lors les nobles cheualiers & les nobles viuans noblement pour leurs viures ou pour vendre reuenuës qui les enuoyent vendre par le pais, ne sont tenus de payer les tributs des marchans communs & des marchandises. Et s'ils trespassoient aucun peage sans payer le tribut du peage, si n'encherroient ils pour ce en aucune peine. La loy veut aussi & enseigne que nul puis qu'il est marchand, ne puisse estre, ny ne soit quitte des peages communs & anciens, supposé qu'ils eussent chartres au contraire, mais en soient tous tenus, car le peage est ordonné pour le bien public, & pour ce exception n'y a lieu puis qu'ils sont marchans. Et dois sçauoir que les peages & tributs qui sont es citez, doiuent estre tenus & gardez & conseruez enuers & contre tous pour la conseruation de la chose publique, reserué comme dist est aux cheualiers & aux messagers qui sont pour le Prince. Encore est il ordonné par la loy qu'au Prince soit payé tribut du sel qui se vend en la Prouince, si qu'il ne soit nul qui vède ne qui achepste sel fors par le maistre des gremiers du sel, sur encouure en l'indignation du Prince. Et pour tous les droicts des peages accoustumez & ordonnez sur les marchandises estre tenus & gardez irreuocablement: Nous auons voulu & ordonné (dist l'Empereur en faisant la loy) que pour quelconque mandemét ou lettres que nous faisons à la priere d'aucun, que nous ne faisons que par importunité de prieres, que nul n'y obeisse, mais y doit estre nostre droict gardé & tenu, l'ainli n'estoit que ce fust par commandement especial fait & passé par tout nostre saint conseil. *C. lib. 3. Rub. superius dicta. l. Quicquid contra vectigales.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

SEIZIESME.

AY cy dessus au liure premier escrit assez amplement de des marchans & des tributs & peages, qu'il n'est besoin de repeter icy: seulement y adionsteray que celui est proprement reputé marchand, qui fait trafficque ordinaire de quelque marchandise, l. i. iuncta glos. in verb. omnes. D. de trib. actio. l. Legatis seruis, vbi Bartol. & alij interpret. de legat. 3. Mais sans entendre marchandise licite, car la negociation de l'illicite est

G g g g ij.

reprounée, vt constat ex l. 1. D. de his quæ vt indig. & l. 11. §. illicitarum. D. de publicanis. *Des marchans & marchandises. l'usage est grandement necessaire pour les commoditez de la vie humaine, vt Plato dialog. 2. de Republica, Cicero lib. 1. officio. & alij testantur: & pour ceste cause les foires ont esté inuētes, & establies en plusieurs villes & prouinces, avec grands priuileges, franchises & immunitiez, l. Vn. C. de nuadin. comme en France les foires de Champagne & Brie, & de Lyon. Mais les marchans traffiquans ordinairement doiuent droit de peage aux ponts, ports ou passages, où le Roy ou autre seigneur a tel droit, par lesquels ils menent & cherient leurs marchandises; quod vectigal vel portorium dicitur, cuius meminit Cicero pro lege Manilia: & Iurisconsultus in l. Si quis pro vxore. D. de donat. inter vir. & vxor. vulgairement on l'appelle pedagium, vt in stylo Parlamenti, cap. 13. & 18. & Teloneum lib. 3. leg. Franc. cap. 12. & 54. lib. 4. cap. 24. lib. 5. cap. 18. Constit. Caroli Magni. Au peage ne sont suiets les Ecclesiastiques, les Nobles, les Escolliers, & autres mentionnez en cest article, & tit. C. de vectigal. & commiss. Constitutione Friderici, habita. & aux ordonnances: pourueu qu'ils ne fassent traffique des marchandises qu'ils font mener & conduire, comme i'ay traicté ailleurs, & en sont aussi exemptz les pouruoieurs du Roy, des Princes & Princesses du sang, & ceux qui en menent à l'armée du Roy, & encores ceux qui sont du corps du Parlement, & quelques autres officiers, dont trop long seroit d'en discourir d'auantage, apres plusieurs qui en ont escrit.*

DES OEUVRES QUI SONT FAICTES EN LA CHOSE PVBLIQUE. TITRE XVII.



PRE s'ensuit^a des œuvres qui sont faictes en la chose publique & commune, de ce dist l'Empereur en sa loy. Nous defendons à tous de faire nouuelle œuvre en nos citez & villes sans nostre sceu & licence, mais nous plaist & voulons que si anciennes œuvres vont à ruine, qu'elles soient refaictes & retenues.

D'auoir acquis franchise.

Item & fil estoit aucun qui d'ancienneté eust acquis franchise de non contribuer aux œuvres communes, dist l'Empereur en sa loy écrite. Si voulons nous que dorenavant nuls ne s'en peussent excuser que tenu n'y soit à sa quantité, &c. ergo s'ensuit que quand tous y doivent contribuer que nul de quelque priuilege qu'il vse ne se peut excuser de contribuer aux mises de la ville où il demeure, & qui sont pour la necessité & emparement d'icelle ville retenues & refectionnées. Et si s'en vouloit excuser, si faict-il à contraindre à ce, &c.

D'auoir edifié au preiudice de la ville.

Et si l'aduient qu'en vne ville ou cité, anciennes œuvres soient fai-

*Ad hoc. l. Intra
urbem. C. de
oper. pub.*

*Ad hoc. l. Pre-
scriptio. Et l. Ad
portum. C. de o-
per. pub.*

des par la puissance d'aucun, lesquelles œuvres soient en effaçant la monstre, beauté, & veüe de la ville & cité, ou au preiudice & dommage d'icelle: sçachez que ce fait à destruire & abatre sans deport. Ne contre ce ne vaut possession de long temps, ne lettre du Prince, ne grace qui en temps passé en soit faicte.

Ad hoc l. Nemo inducem. C. eod. tit. supradic.

De rendre compte de l'œuvre commune.

Tu peux & dois sçauoir que si noble chose est de la chose commune, que si l'est aucun à qui l'œuvre du commun soit commise à faire, distribuer & ordonner, duquel fait & œuvre, il appartient à rendre compte: sçachez que le droit escrit dist qui ce aura maintenu & gouverné, ou ses hoirs si mort estoit, en seroient tenus de rendre compte iusques à quinze ans apres l'œuvre faicte, supposé que compte en fust rendu plus tost, si en demeure celuy ou son remanant chargé iusques à tēps de quinze ans apres l'œuvre faicte & parfaicte. Et la raison si est pour-ce que l'œuvre du publique doit estre si notablement faicte, qu'elle soit durable à tousiours: & pour-ce y sont les quinze ans d'esgard que l'ouurage n'ait point esté faicte ou fondée indeüement, car dedans quinze ans se peut il & doit demonstrier, par especial en maçonnerie.

Supradicta Rom. l. Omnes qui bnt.

De mettre son nom en l'œuvre publique.

Item est expressement defendu en l'œuvre publique par la loy es- critte que nul sur peine de desloyauté & sur toutes peines qu'encourt peut enuers le Prince, de mettre ne faire mettre son nom, son image, ne son enseigne en l'œuvre publique de la ville, ne de la cité, ne nulle, fors de Dieu, du Prince & seigneur, ou du saint de la ville.

Et l. Si qui in dices. eod. tit.

D'une ville ou cité tournée à ruïne.

Dist & commande l'Empereur en sa loy escrite, que si aduient que aucune ville ou cité tourne à ruïne, nous voulons que les habitans soient contraincts à la reparer, car c'est leur refuge & maison, & que la tierce partie des rentes & possessions du commun y soit cōuertie & employée, tant que ceste reparation soit faicte, ne nuls ne soient ouïs au contraire, &c. & par especial à la fortification de la forteresse y doit chacun mettre selon la faculté sans excusation aucune, & à ce peuuent estre contraincts les corps & les biens par le Iuge sans delay.

Facis pro hoo tes. l. Omnes Prouinciarnm superius dicta Ro.

D'empescher la forteresse de la ville.

Item dist encore la loy que si empres de la forteresse auoit maison ou autre empeschement, qui peusse faire ne donner occasion de dom- mage de feu ou autre de la forteresse, ou que la largeur & les voyes des portes en fussent empeschées, nous voulons & commandons que tout ce soit osté & abatu. & mis à la voye ample, pour l'aïsement & empare- ment de ladicte forteresse.

Et l. Edificia C. eod. tit. Et pro sequenti versio facit etiam tex in l. Basilicam C. eod. tit.

De mettre son sceing en l'Eglise.

Encore dist la loy escrite que les Eglises demeurent franches & gardées, & soient retenues par les parroissiens, & que nul n'y face mettre ne peindre son image sans licence, sur encourt en peines à ce introduictes, ne nul n'y mette bestes ne cheneaux, ne n'y face assemblée de feste de nopces, sur l'amende aussi à ce introduicte.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

DIX SEPTIESME.



LE S anciens ont esté tres-soigneux d'enrichir les villes d'œuvres & edifices publics, magnifiquement bastis, à fin de monstrier la grandeur d'icelles, comme tesmoignent plusieurs histoires: & entre autres edifices, les temples, palais, maisons de ville, fortereffes, murailles, ports & autres semblables: ce que discourt elegamment Demosthenes in orat. de Republ. ordinanda, & aduersus Aristocrat. Mais ce que l'Authent en traite icy est pris ex tit. de operib. publ. C. Les œuvres publiques profitent à tous les habitans, & partant chacun doit estre soigneux de leur conservation, ornement & entretenement. C'est pourquoy les loix veulent que les anciens ouurages & bastimens soient reparez & parfaits, auparauant que d'en commencer des nouveaux, sans la permission & commandement du Prince, l. Intra urbem. l. Nemo. & l. vlt. C. de operib. publ. & que tous les Ciuyens soient tenus de contribuer aux impenses qu'il conuiendra faire, encores que soient Ecclesiastiques & autres privilegez, l. 1. l. Ad portus. l. Omnes Prouinciarum. C. cod. l. 26. C. de Episcopal. aud. quæ est Græca constitutio Iustiniani, quam d. tit. de operib. publ. quidam adiungunt, l. Restaurationi. C. de diuers. præd. urb. & rust. lib. II. Les Emperours, in l. Omnes, 7. C. de oper. publ. veulent que ceux qui ont fait les ouurages publics, & leurs heritiers en respondent iusques à quinze ans, du temps qu'ils ont esté parfaits. Mais telle constitution ne s'observe en France, ains après que les ouurages sont parfaits, les entrepreneurs les font recevoir pardeuant ceux qui en ont le pouuoir, & la reception faite ils demeurent dechargez. Ceux qui sont deputez pour faire les ouurages, & ont à ceste fin receu deniers du public, ou du peuple estant cottizé pour ce faire, sont tenus d'en rendre compte. l. 2. C. cod. l. Vn. C. de ratioc. oper. publ. si toutesfois aucun a fait de ses propres deniers & impenses quelque œuvre ou bastiment public, il ne sera tenu d'en rendre compte, & pour la memoire de sa liberalité & bien-faict, il y pourra faire mettre & graver son nom, l. 2. & 7. D. de oper. public. Ce fut la dispute entre Eschines & Demosthenes, pour le decret que Ctesiphon auoit fait en l'honneur de Demosthenes. Mais aux ouurages publics faits du public, il n'est permis à aucun d'y mettre & graver son nom, image, pourtrait ou armoirie, ains seulement du Prince. ou de la ville, qui les a fait faire: pour tesmoigner à la posterité que sont ouurages publics, l. Si qui iudices. C. cod. Les palais, pretoires & autres lieux publics neuent estre perpetuellement vindiquez, & retirez de ceux qui les usurpent & occupent sans iuste tiltre, & remis au droit & usage public, l. Prætoria. C. cod. & encores que les detempereurs ayent tiltre, ils en peuvent estre deposez en les indemnifiant. Car mesmes on peut prendre les bastimens & heritages primez, pour l'utilité & necessité du public, vttradunt

dunt. Doctores ad l. Conuentionum. D. de pactis. l. Gallus. §. & quid si tantum. D. de liber. & postum. l. Lucius. D. de eui&t. l. vlt. C. si contra ius vel vtilit. public. & al. *Qui voudra voir plus amplement de ceste matiere des œuures publiques, qu'il lise tit. D. & C. Inst. & Theod. de operib. publ.*

b *Cecy est pris ex l. Basilicam. C. cod. mais l'auteur prend mal Basilicam pour Eglise: car c'est un mot Grec, qui signifie Royale, & d.l. Basilicam. S'entend d'un Palais Royal: comme aussi ce mot est pris quelquefois pour un Palais ou lieu magnifique destiné au public, vt in. l. 83. §. sacram. & l. 137. §. cum quis. D. de verbo. obligat. §. vlt. Instit. de contrah. empt.*

DES OEUVRES QUI SONT FAICTES EN LA CHOSE PRIVEE. TILTRE. XVIII.



APRES senfuit^a des choses qui sont faictes en la chose priuée, c'est à sçauoir que chacun faict ou peut faire en la chose és villes ou citez. De ce dist la loy escrite, il est defendu estroittement que nul ne soit si hardy qu'il defface la maison pour vèdre la pierre, ne porter hors de la ville ou cité. Et la raison si est que les villes & citez ne soient desemparees ne demolicies, mais loiet retenuës & demeurās en estat tousiours au mieux que

Ad hoc l. ij. C. de adificiis priuatis. Et profecti mania per so. tit.

faire peut. Mais bien peux faire en ta maison si comme œuvre nouuelle ou clozure, mais que ce soit sans empirer l'emparement de la ville ou cité.

De faire de sa maison place vuide.

Encore est defendu que nul ne face iardin ne place vuide de sa maison, sans l'auctorité du Iuge: & qui ce fera, il encourra és peines à ce introduictes, & sera contraint à ce reparer à ses despens.

De faire maison des murs de la ville.

Et s'il estoit aucun qui s'aduançast faire & ordōner sa maison des choses du commun de la ville, ou des pierres des vieux murs de la ville, ou parfaict sans l'auctorité du Iuge: sçachez que par la loy escrite il doit perdre la possession & heritage que de ce a edifié.

Comment le Iuge doit contraindre à refaire maisons cheutes.

Le Iuge de la ville ou cité doit contraindre à refaire les maisons qui sont cheutes à ceux à qui les heritages sont: & à ce les doit contraindre par explectation de leurs biens tant qu'il peut: & s'ils n'ont de quoy, si soit auant contraint l'heritage à la quantité par toutes voyes deuës, car l'emparement de la cité doit estre sur toutes riens obserué, gardé, & retenu.

Que nul ne doit edifier à quinze pieds près de l'Eglise.

Item est defendu par la loy que nul ne edifie à quinze pieds près de l'Eglise, ne de maisons cōmunes pour les perils qui venir en peuuër: & si fait estoit, qu'ils soient contraints à le remettre à deu estat à leurs despens.

H h h h h

De faire iardin pres l'un de l'autre.

Ne nul ne face iardin si pres l'un de l'autre qu'il n'y ayt dix pieds entre-deux, à celle fin que nul ne face destoubrier à l'autre, ne aux arbres, ne à l'air de l'autre.

De faire solier ou montée pres des iardins du Prince.

Ne nul ne soit tant osé qu'il face solier ou montée si pres du iardin, ne des esbatemens du Prince, que du moins il n'y ayt d'espace quinzé pieds sur peine de perdre l'ouurage & l'heritage sur quoy il auroit fait le solier ou montée.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

DIXHVICTIESME.



C'est tiltre est pris ex tit. C. de ædific. priuatis. Encores qu'il soit loisible à chacun de disposer à sa volonté de sa chose propre, si est ce que telle liberté est quelquefois restrainse & modérée pour quelque cause publique, comme pour empeschier qu'on ne nuise aux œuvres & bastimens publics, & entreprenne sur iceux: ou qu'on ne difforme la ville par ruyne & demolition des maisons: Ce qui auroit esté prohibé tant par l'Édict de l'Empereur Vespasian, que par le Senatconsult fait sous Hadrian. l. 2. C. de ædific. priuat. l. 41. D. de legat. 1. combien les anciens ont esté curieux & principalement les Romains de l'ornement & decoration des villes, Vitruuius & alij plerique auctores ostendunt. Vespasian voiant la ville de Rome difformée par les anciennes ruynes & incendies, conceda les maisons ruynées & demolies & places vuides à chacun qu'il les occuperont, & vouldroit reparer, si les propriétaires & seigneurs d'icelles ne les vouloient reparer & rebastir: Satiari paucos re sua dicens, quàm in vrbe urbem quærere, vt scribit Suetonius. Pour ceste mesme raison si aucun auoit basti en vn lieu public sans empeschement, il ne seroit contrainct de demolir, ne ruiner les vrbes deformatur: Mais le public pourroit auoir action contre luy. l. ult. D. ne quid in loco publ. Ad curatoris reipublicæ officium, inquit Paulus, spectat vt diruta domus à dominis extruantur: Domum sumptu publico exstructam, si dominus ad tempus pecuniam impenfam cum vsuris restituere noluerit, iure eam Respublica distrahit, l. 46. D. de damn. infect. On peut interpreter ce temps de quatre mois, ex cōstitutione Marci Imperatoris, l. Cū duobus. §. Idem respondit. D. pro locio. Si par cas fortuit, ou antiquité le bastiment estoit tombé en ruyne, & le propriétaire, qui par auanture n'a moyen de le rebastir, se contente de la place vuide, pour la mettre en iardin, chantier ou autre usage, il ne pourra estre cōtraint de rebastir selon le commun droict François, qu'il faut suivre en telles matieres iuxta l. 3. C. de ædific. priuat. Car on n'observe la rigueur du droict Romain de primer le propriétaire de son heritage, soit par faute d'y bastir, ou pour y auoir basti des pierres & materiaux des vieux murs de la ville: par ce qu'on n'a accoustumé que de le cōdāner en quelque amende, avec restitution de la valeur de ce qu'il a priu. Pour le regard des marbres, statues & autres embellissemens qui sont aux maisons, encores qu'il

semble y auoir quelque contrarieté inter l. 6. & 7. C. cod. si est-ce qu'il n'est prohibé en France de les transporter d'une maison en l'autre, ne de la ville aux champs. Pour le regard de la distance qui doit estre entre les palais & lieux publics, & les maisons prinées & saillies, dō est traité in l. 9. & 11. C. co. il seroit facile d'en discourir amplement, reciter la loy des XII. Tables & les auctoritez de plusieurs qui en ont escrit, & représenter l'estat des bastimens de Rome consistans en maisons & Isles, qui estoient edifices distincts & non ioignans ensemble: mais il suffira de remontrer qu'en France où les maisons sont contigues & ioignans, ne se peuuent faire aucuns bastimens pres le Palais du Roy, sans permission & auctorité, & pres les maisons de ville, sans le cōsentement du peuple, & permission du magistrat y commandant. Quant aux saillies par les ordonnances Royaux, elles sont defenduës dans les villes, & doiuent estre abatues: comme aussi priscis legibus Menianain vrbe Fabricari prohibitum erat, teste Marcellino, qui scribit sub Valentiniano Prætextatum præfectum vrbi fustulisse omnia. l'adionsteray pour la pratique qu'on ne peut demolir une maison chargée de cēs & rente enuers un seigneur sans son consentement, encores que le fonds de l'heriage soit suffisant pour les redenances à luy deuës, iugé par arrest recité en la Responce 119. du 11. liure.

DE LA FRANCHISE DES BOVRGEOIS, ET
BOVRGBOISIES DES VILLES. TILT. XIX.



En des ouurages qui se font es villes & sur la chose commune & priuée, il s'ensuit ouyr des Bourgeois & bourgeoisies des villes: Si sçachez que quiconques veut entrer en franchise de bourgeoisie de ville ou de cité requerre le doit si ainsi est que oncques luy ne ses peres ne l'eust esté, & ce requis au Iuge ou au seigneur du lieu, s'ainsi est qu'il soit receuable à frāchise de bourgeoisie: c'est à sçauoir qu'il ne soit serf, ne bastard ne bāny de sa iurisdicō pour cas de crime dōt il deust auoir perdu l'auie, ou qu'il fust infame de foy mentie, d'auoir esté contre la foy Catholique, & que de ce il soit attaint & conuaincu par loy, ou contraire à son droitier seigneur, ou auoir esté esmouueur de commun, & de ce fust bāny de la ville & iurisdicō, ne qu'il fust bāny pour larcin, & en autre cas qui ne sont à reprocher de droit en vſage en franchise de ville, tels peuuent estre Bourgeois, & non autres, & peuuent tels acquerir bourgeoisie. Et suppose que par inaduertāce gens de telle cōditiō (cōme dit est) l'eussent acquis, si n'en doiuent ils iouir s'il est qui les en reproche & poursuiue.

Item & ce presupposé, le Bourgeois doit iurer de loyaument garder le droit du Prince, le droit de son Seig. & estre enuers eux loyal & vray suiet, le droit de la bourgeoisie, & les franchises de la ville & bourgeoisie. Ne que à autre loy que à leur loy ne se traira, si n'estoit en faute & remissiō de droit & de loy qu'il trouuast en eux, & de cōtribuer aux charges & mises ordonnées en la ville & bourgeoisie, & qu'il tiendra l'estat de bourgeois.

H h h h ij

fic : aura & acquerira heritage de maison, s'il ne l'a dedans la ville & bourgeoisie à luy appartenant dedans an & iour, & fera domicile, & iceluy continuera sur & à perdre le droit & franchise de bourgeoisie. Et selonc les constitutions royaux la maison au moins rendant par an la somme de soixante sols parisis. Et doit la bourgeoisie estre contenuë en ceste forme c'est à sçavoir que si marié est, il doit faire la residence par domicile la plus grand partie de l'an, & est appellé domicile que la femme y soit demeurante, & par especial à la feste saint Jean Baptiste, & à la nuit de Toussaints, & ainsi la plus grande partie de l'an, s'ainsi n'estoit qu'il eust loyale exoine. Et l'homme qui n'a femme, ou la femme qui n'a mari qui vueille tenir & garder bourgeoisie, doit avoir maison & hostel continuellement en la ville où il ayt varlet ou chambriere gardant la maison. Et doit contribuer aux communes charges de la ville, & par especial estre aux villes es nuits dessusdictes, s'il n'y aroit loyal exoine.

De yssir d'aucune bourgeoisie.

Et s'il aduenoit^b que aucun Bourgeois yssit d'aucune bourgeoisie pour entrer en autre, il seroit tenu de payer à portion les charges appartenans de la bourgeoisie dont il seroit party iusques à ce qu'il aroit fait sçavoir que icelle bourgeoisie dont il seroit yssu, par le Iuge de l'autre où il sera entré, comment il est receu à bourgeois de telle ville. N. & en a fait le serment, & fist à tel iour, & presens tels, & qui d'autre bourgeoisie ne se veur reclaimer ne ayder, & des lors en auant ne seroit plus ne doit estre iusticiable par la premiere bourgeoisie, ains par la nouuelle : mais des cas & des causes de parauant il demeureroit à la iurisdiction de la premiere bourgeoisie.

Du temps que le seigneur a à cognoistre sur le Bourgeois de luy party.

Item & veut la constitution royale sur ce faicte que le seigneur dessous quitel Bourgeois sera party pour entrer en autre bourgeoisie, ayt la cognoissance des cas perpetrez par le Bourgeois dessous luy trois mois parauant son partement; suppose que en autre bourgeoisie soit entré, & le pourra le seigneur premier poursuivre trois mois apres qu'il sera entré en autre bourgeoisie, nonobstant la nouuelle bourgeoisie. Et par ce semblable que si dedans trois mois apres ce nouuel adueu de bourgeoisie nouuelle querelle n'en estoit faicte, que apres on n'y viendroit à temps.

Des terres du Bourgeois en plusieurs lieux.

Item est à sçavoir que nonobstant bourgeoisie, si aucun Bourgeois a terres & possessions hors de la iurisdiction de bourgeoisie où il est entré, que il en tant qu'il a toutes ses terres & possessions situées & assises en plusieurs lieux, si est il tenu de respondre sur ce deuant le Iuge ou Iuges, sous qui ce sera tenu : & aussi s'il estoit prins en present meffait, ou lié par response, & en autre cas, les doiuent r'auoir les bourgeoisies.

De bourgeoisies priuilegiées.

Ité il y a plusieurs bourgeoisies priuilegiées de r'auoir leurs Bourgeois.

*Pro his vide tit.
de incolis lib. C.*

de tout cas, mais il conuient que ce soit par priuilege de ce faisant expresse mention donné du prince qui ce peut faire.

Que pour cas criminel on ne doit faire enqueste, ne verité tenir sur bourgeois.

Item selon la constitution Royale on ne doit faire enqueste ne verité tenir sur bourgeois en cas de bourgeoisie pour cas criminel, tant que on le tienn prisonnier pour ce mesme cas, mais doit estre pouruiuy par partie formée, autrement non, puis que en present meffaiet n'auroit esté prins ne trouué.

De la forme de proceder en matiere criminelle a esté traité au premier liure.

Des manans és villes & citez.

DEs manans és villes & citez que les clerks appellent *de municipibus* veulx dire & montrer ce que veu & ouy en ay: Si sçachez que manas sont ceux qui demeurent és villes & citez qui n'ont prins la franchise de la bourgeoisie, desquels qui bourgeois ne sont, pource ne demeure que ils ne soyent tenus de contribuer & participer aux fraicts, missiôs, & despens, & aux aydes de la ville où ils sont demeurans selon ce que leurs facultez sont, peuuent & doiuent souffrir. Et supposé qu'ils ayent leurs biens & maisons en plusieurs lieux, esquels on les veut faire contribuer és missions suruenans à chacun lieu: & ils s'en veulent oster disans que ils ne sont demeurans que en vn lieu, & par ce ne sont tenus de contribuer ailleurs, sçachez que selon la loy écrite tels sont tenus de contribuer à chacun lieu selon que ils ont de facultez & de richesses & par especial au lieu, où ils ont domicile, c'est à sçauoir que domicile si est entendu au lieu où l'homme si marié est, a sa femme demeurant: & si marié n'est, comme la loy & le cas present le declare, car selon la loy seule mansion & auoir ailleurs tous ses biens ne fait mie le manant, si comme si vn homme a en vne ville là où il est manant, vne maison tant seulement que il loüe à aucun, & n'y a autres biens, ne fait à retenir pour residence, ce n'est ne ne doit estre entendu comme mananderie selon la loy qui dict. *Sola comparatio domus in aliena ciuitate non facit residentiam: vt l. Nescimus. C. lib. x. de incolis.* Mais autre chose seroit & est quand vn homme a en plusieurs villes, maisons, & reuenues, ou encore mansion, & en chacune face residence & rienn domicile, sçachez que en chacun lieu sera tenu pour manant, & par ce sera tenu de contribuer illec selon la faculté de vn chacun domicile, selon la loy qui dict. *Si aliquis habet dua domicilia in diuersis ciuitatibus, & equaliter in eis habitat, dicitur municeps vtriusque, vt ff. ad municipalem. l. Liber.*

Comment se fait la plus saine & grande partie d'une communauté d'une Ville ou Cité: ou comment ils se peuuent assembler.

PVis^d que dict est des bourgeois & manas, il s'en suit de sçauoir comment se fait la plus grande & saine partie de la communauté d'une ville ou cité, & comment se peut assembler. Si sçachez que assemblée de commun de ville si est de conuoquer par la licence du seigneur à certain iour & heure & pour certaine cause touchant le commun, & chose

H h h h h ij.

publique, tous les habitans de la ville: & pour autre cause ne autrement ne se doit faire. Et supposé que à celle assemblée ne viennent tous, puis que publiquement aura esté criée & fait à sçavoir, pour ce ne demeure que si les deux parts passent & accordent le cas, que ce ne vaille & doive estre tenu selon la loy escrite qui dict, *quod duae partes universitatis faciunt à tota universitate factum esse videtur. vi l. Nulli. & l. sequen. ff. quod cuiusque universi.* Ne n'y chet excusation pour dire, ie ne sçeus riens du cas. Car selon la loy qui dict, que cil est assez present qui est es courtils: Aussi bien est à dire que nul puis qu'il est au lieu, ne peut ne doit ignorer ce qui se fait au lieu publique c'est bretelesque. *Ad hoc l. presens habetur. ff. de procurato.*

* Tourbe ou assemblée, & ce qui est icy traité vient de la commune du pays, qui estoit au temps que l'auteur a écrit.

* Foucq ancien mot François, signifie troupe, assemblée ou compagnie: d'où vient effouquer, qui signifie rompre par force une troupe de gens assemblez. *Ad hoc ff. quod cuiusque universi. l. Sicut municipij. §. in decurionibus.*

Pour faire ou avoir * tourble.

Item par plus forte chose peulx & dois sçavoir que pour avoir tourble de peuple ne faut assemblée que vingt & six ou de plus: car pour le nombre de vingt & six se fait tourble & multitude. & pour avoir * foucq ne faut avoir que assemblée de dix, ou par le nombre de dix se fait foucq d'assemblée, & pour avoir college ne faut avoir que assemblée de trois, & non de moins. Car selon la loy iagoit ce que souvent par vn seul peut estre & est l'honneur d'un college: par vn seul est aboly selon la loy. Or s'ensuit dire & monstrier quel nombre fait à comprendre la plus grande & saine partie d'une communauté. Si sçachez que là où il y a la plus grande partie des personnes, là est apparent la plus grande partie. mais à ce ne s'en faut mie arrester, si ainsi n'estoit que à celle partie fussent les plus notables de la ville. Et si de l'un des costez estoit assemblée une partie des petits & pauvres du peuple qui fussent le plus de testes, & d'autre part eust contreassemblée qui fust une autre partie des plus notables de la ville qui fussent moins de testes, sçachez que pour ce ne demeureroit que la volonté du plus grand nombre de petits, iagoit ce que ils fussent le plus, deussent passer de seure lassens des riches & notables qui seroient les moins en nombre: mais ils seroient la plus saine partie de la communauté; car en fait de la communauté se faut plus prendre à la saine partie que à la greigneur, pour ce que verité est que plus poissent les riches & les notables le fait de la chose publique, que ne font les petits qui ne desirerent que leur prompte volonté. Et si de l'un costé & d'autre avoit autant de nombre à l'un costé que l'autre, si que on ne sçeuist duquel costé y eust le plus tant de petits comme de notables, tant fussent egaux en nombres de personnes, sçachez que lors seroit tenue la plus saine partie qui diroit & conseileroit la plus sage & saine voye & la plus loisible. Et ainsi doit il estre pesé en assemblée de communauté, au cas que par tout une voye ne seroient d'un accord & d'un conseil. *C. qui bonis cedere poss. l. Cum solio more.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE
 DIX NEUVIÈME.


L'appelle bourgeois ceux, qui ciues dicuntur, & encores à Lyon on dict citoyens: lesquels il distingue des autres habitans, qu'il dict estre appellez municipes, autrement vocantur incolæ. Les bourgeois ou citoyens son ceux qui usent du droit de bourgeoisie & cité. Encores que les citoyens ayent plus-grands droicts, priuileges, libertez & prerogatiues en une Republique & seigneurie democratique, qu'en la monarchie: si est-ce qu'ils ne laissent d'en auoir souuyn Roy & Prince souuerain, ou par la cōtinuation de leurs anciens droicts, ou concession de nouveaux: desquels ceux participēt seulement qui sont vrais ciuoiens, comme il est mesmes porté par quelques coustumes de la France & Gaule Belgique, Ciues origo, manumissio, allectio, vel adoptio facit, l. 7. C. de incolis. Quant à la manumission & adoption, ne l'une ne l'autre ne se pratique en France, si non pour le regard de ceux qui sont en quelques pays de seruile condition, que le seigneur peut affranchir, comme a esté ingé par arrest en la coustume de Chaumont en Bassigny, du 11. Iuliet, 1556. pour un habitant de Vassé, pour lequel i'auois escript en la cause d'appel. L'origino est le premier & plus-certain moien de la bourgeoisie ou droit de cité, qu'on appelle aussi naissance ou natiuité, l. 1. D. ad municip. L'allectio est la reception d'auncun en quelque ville au droit de la cité & bourgeoisie d'icelle. L'auteur en propose quelque forme, selō la coustume qui s'observoit au pays, lors qu'il a escript: & encores qu'icelle ne s'observe à present en tous lieux, si est ce que par quelques coustumes y a des formes & solennitez introduictes pour rendre auncun bourgeois & ciuoiens: & on tient communement que celuy qui par dix ans a participé aux charges de la ville, en laquelle il a tousiours eu son domicile, est reputé auoir acquis ledict droit, iuxta l. 2. C. de incolis. Mon vieil praticien faict quatre especes d'hommes, à sçauoir serfs, vilains qui sont ceux qu'on appelle paysans, bourgeois & hommes de ville, & gentils-hommes: & dit que bourgeois sont francs au Roy, & par an luy paient droit de iurée ou franchise: dont aussi y a des coustumes & anciens arrests qui en font mention, que M. Ragueau a doctement recueillis en son Indice.

b Encores qu'il ne fust libre par le droit Romain à chacun de laisser la ville de sa naissance, pour s'exempter des charges d'icelle, & se transporter en une autre, mesmement priuilegée, ou en autre lieu pour y habiter: & les Latins associez des Romains ayent faict ordonner par le Senat, que les naturels de leurs pays qui s'estoient retirez à Rome, retourneroient à leurs premieres demeures, comme escript Tite Liue, l. Si quis. C. de munic. & orig. l. 50. C. de decurion. & l. 50. C. Th. eod. tit. l. vn. C. si curial. relict. ciuit. Toutesfois ceste rigueur n'auroit tousiours esté observée: vt constat ex oratione Cicer. pro Corn. Balbo. Nihil est, inquit Iurisconf. impedimento quo minus quis vbi velit, habeat domicilium, quod ei interdictum non sit. l. 31. D. ad

municipal. Et telle a tousiours esté la liberté en France que chacun pouuoit librement transporter son domicile d'une ville, bourg ou village en autre. Mais par ce qu'il auroit esté cogneu que telle mutation se faisoit en fraude des assietes & cotisations des tailles & autres charges qui se leuent sur ceux du tiers estat, il y a esté pourueu par les Edicts du Roy, de l'an 1599. en l'annuier, & en Mars 1600. art. 22. où il en ay amplement escrit, qu'il n'est besoin de reparter icy. Et quant à la iustice du seigneur sur ses suietts, & forme de proceder en matieres criminelles, s'en ay assez traicté au premier liure.

c Le mot de municipes & municipales vient de municipijs, de quibus Agellius lib. 16. cap. 3. & alij scribunt, & ij dicuntur propriè municipes, qui recepti in ciuitatem, sunt munerum participes, vt nobiscum munera faciant; sed nunc generaliter, & vt ait Iurisconsultus abusiue, municipes dicimus cuiusque ciuitatis ciues. l. 1. D. ad municipal. l. 18. D. de verbor. signific. sont tous manans. Les uns originaires, les autres volontaires. l. Ciues. C. de incolis. l. Filij. §. municipes. D. ad municipal. Et sont proprement entendus manans, siue incolx, qui ont leur domicile arresté en quelque ville bourg ou village, encores qu'ils n'en soyent natis, d. §. municipes. l. 1. 3. 4. 5. 6. & 7. C. de incolis. Et sont quelquesfois suietts aux charges tant du lieu de leur naissance, que de leur domicile, l. 1. & ult. C. de municip. & origin. l. Incola. D. ad municip. & comme le domicile de chacun doit estre entendu, est bien déclaré in d. l. Ciues. 7. C. de incolis, & l. 239. §. incola. D. de verb. significat. dont i ay escrit suffisamment sur ledict Edict de l'an 1600. Et faut noter que la seule possession de la maison, qui est achetée en une autre ville, ne fait le domicile, ains l'habitation de la personne avec sa famille, & le principal de ses biens & facultez, y ayant fait arrest & establisement de sa demeure. d. §. incola. l. Libertus. §. sola. D. ad municap. l. 203. D. de verb. signific.

d La communauté qui a pouuoir de s'assembler: peut aussi faire des deliberations pour les affaires communes, qu'on appelle decreta: & à ceste fin conuoient conuoquer le peuple selon la custume du lieu. Encores qu'aucuns aient estimé estre requis par le droit Romain que les deux parts des habitans y assistent l. 3. D. de decret. ab ordin. faciend. Si est-ce que pour une assemblée generale du peuple: il suffit que suiuant la conuocation qui en auroit esté faite, quelque nombre d'habitans s'y trouue. Aussi d. l. 3. loquitur de ordine decurionum, comme sont les Preuost des marchands, Maires, Maieurs, Consuls, Gouverneurs, Escheuins & autres semblables officiers de ville. Lesquels aussi ne font college s'ils ne sont trois. l. Neratius. 85. D. de verb. signif. Encores que par un le droit puisse estre retenu & conserué, l. 7. D. quod cuiusque vniuersi. combien qu'aux assemblées du peuple les voix se comptent, sans les peser: si est-ce qu'on regarde quelquesfois aux opinions des plus apparens & à leurs raisons, pour y faire reduire la commune: ce qui depend de la prudence de celuy qui preside.

COMMENT

COMMENT ON FAICT CESSION DE SES
BIENS, ET COMMENT ON NE PEUT RENONCER
aux meubles, cateulx & dettes,

TILTRE XX.

FAIRE cession à ses biens, si est renonceraux meubles & aux dettes, dont peulx sçauoir que la loy écrite en parle si plainement comme cy apres sera dict. Aussi faict la coustume & vſage de cour laye & de la cour spirituelle, & le droict commun en ce c'est à sçauoir le droict escrit & la coustume si comme dict est que iaçoit ce que aucun soit obligé enuers vn autre en certaine ſomme d'argent, ſupposé que la lettre soit pure executoire & estroite comme lyen ſur ſeel Royal, & que l'obligé ait renoncé à tous respis, à toutes graces & à toutes exceptions, &c. & que detenu soit prissonnier pour la dette par voye d'execution encommencée, ou que respondu eust en la cause ou liticontesté, si il aduient que il se vueille ayder du benefice de cession, il faut qu'il y soit receu par si que il recognoisse la dette ou dettes à luy demandées, dont il seroit poursuiuy au cas que vrayes seroyent. Et à ce se peut deffendre iusques à ce que la dette soit verifiée: & la dette cogneuë ou approuuée, il faut que il promette à payer au plus tost que il viendra en prosperité de biens, reſerué ſon viure neceſſairement. Et pour ce faire & accomplir il abandonne tous ſes biens quelconques, où ils pourroyent estre trouuez pour payer ſi auant que durer pourront. Et parmy ceste cession il doit yſſir de priſon ſi il luy plaist, & il y est pour faire la cheuance au mieulx que il pourra pour ſon viure neceſſaire tant ſeulement & le ſurplus tourner à payer à ſes créaciens au marc la liure, que les clerks appellent *pro rata*.

Ad hoc est, in l. j. Et ſequens. C. qui bon. ced. pof.

Du detteur auoir un mantel affublé.

Item & ſelon l'vſage couſtumier ſi à ce faire il auoit mantel affublé, il le doit rapporter avec tous ſes autres biens en la main de iuſtice, & le laiſſer en l'ordonnance de ſes creanciers: car ſans leur conſentement ne le ſ'auroit. Et la raiſon ſi eſt que ſans mantel bien ſe peut viure ſans neceſſaire viure, & ja a promis que outre ſon viure neceſſaire que ce ſoit en paye à ſes creanciers. Et peulx & dois ſçauoir que ſ'il eſtoit ſçeu que outre ce en retint ou recelait aucune choſe, on le tiendroît à larcin & ainſi en vſe on en Cour laye.

Utrum cademi bonis omnia debeant auferri, ita quod veſtis etiam ſit auferenda, & debeat nudus remanere. glos. in l. penult. ff. de ceſſ. bonorum. vult quod nihil ſibi relinquatur, nec etiam vnus minimus denarius. Alibi eſt glos. in l. Final. §. fin. ff. de hiis qui in fraudem credit. qua dicit quod illi

Addito.

liiii

est auferendum usque ad sacculum & per am. tamen dic secundum Doctor. Ioan. Fabr. de Plac. & Angel. de Aret. in §. eum quoque. Instit. de actio. quod est illi relinquenda una vestis vilis & pannicula que nuditatem cooperiat, sicuti relinquuntur damnatis ad mortem. ut l. Diuus. ff. de bon. damnat. & ad hoc vide Din. & Barth. & Cyn. in dict. l. penult. de cess. bon.

Quelles gens peuuent estre receus à cession.

Si doit estre receu à cession tout hōme de quelque estat qu'il soit, puis que il le requiert, & que en cour est attraiçt pour la dette. Mais si attraiçt n'y estoit, & il voulsist faire cession pour douter de ses creanciers, il ne le deuroit faire fors en la Cour souueraine de son lieu. Et ce qui faict est en Cour souueraine, s'estend par toute la prouince que ceste souueraine cour comprehend, mais que à ce soyent appelez ceux qui sont appeller, ou au moins la plus grande partie de ses creanciers: & ainsi se tient & vaut en Cour laye. Or vueil dire ce que ouy dire en ay aux sages clerks de droict qui ainsi dient, & à ce s'accorde la coustume dessus dicté.

Additio.

Pro huiusmodi materia vide amplè per Lason. in §. eum quoque. Instit. de act. ubi tractat multa ad cessionum materiam attinentia.

Ceux qui abandonnent leurs biens par le benefice de cession ne sont mie quitres de la dette, mais ils sont tant seulement quitres. & deliures de la peine de prison, car apres cession mais qu'elle soit faicte à telle solennité comme dict est: ne doiuent estre prisonniers pour ladette. Et ne peut on detenir les biens de celuy qui abandonne les biens par cession, iacoit ce que il doie à celuy qui les retient, mais les conuient vendre par r'enchere: & l'argent doit estre distribué aux creanciers au marc la livre en acquit du detteur. Et si aucun en detenoit sans denoncer à loy, & il fust sçeu: il seroit vendu, & les deniers conuertis aux autres creanciers que à celuy qui ainsi les auroit retenus, & encore l'amenderoit il à iustice si: ainsi n'estoit que auant l'abandonnement le detteur luy eust baillé en: paie de sa dette. *l. Legis Julia. C. qui bon. ced. possunt.*

De abandonner pour escheuer aucun office en la ville.

Sçachez que celuy ne faict à recevoir à abandonner qui ce veut faire pour escheuer aucun office que on luy veut faire entreprendre en la ville ou cité dont il est resident, car de ce ne se peut nul escondire par droict en toutes causes, ne pour querelles que l'abandonneur de ses biens vueil le faire cession, puis que il le demande & requiert à faire à loy, sçachez que on n'y doit demander autre cause à faire autre enqueste que la parole, ne autre procez n'y faut faire que receu n'y soit à l'abandonnement faire sans y faire autre delay, quelque raison que die partie aduersé au contraire; puis qu'il offre l'abandonnement, ne depuis ne doit estre prisonnier tenu pour dette qu'il ayt.

Additio.

Pro hoc text. est in l. Propter honorem. Rubr. dict. qui bon. ced. poss. C. & in l. Si pater tuus. ced. sit. per illam legem subdit Bald. quod volentes cedere bonis ut exirent collectas non possunt hoc facere.

De cheualier ou clerc faire cession.

La loy met vne autre altercation, à sçauoir s'il est aucun qui ayt enfans

clercs ou cheualliers, lesquels ayent acquis par leur clergie ou par leur cheuallerie aucune cheuance que les clercs appellent *peculium*: si de celle cheuance pour ce qu'elle ne vient pas de leur pere ne de succession, ils doiuent estre receus à cession de cela tant seulement, sans comprédre ce que de leur pere ou mere ou autre succession leur appartient, sçachez que à ceste cession sont à recevoir pour euitier la miserable peine de prison.

Vult author allegare casum. l. Cum & filij familias. C. eod. sit.

Additio.

Comment en delict ne chet point de cession.

Item dois sçauoir que en cas de delict ne chet point de cession à faire car supposé que aucun pour delict par luy fait soit condamné à amender de pecune, & pour celle amende vueille faire cession pour escheuer la prison: sçachez que à cession ne doit estre receu en cas de delict, mais le doit amender par penitence de corps & detention de prison selon la loy qui dict. *Qui non habet in are, luat in corpore.* car trop seroit donné cause de mal faire si le pauvre alloit quitte de son meffait pour la pauvreté. Et ainsi fust il fait & iugé en vne cause d'appel du Preuost de Paris, qui auoit iugé cession auoir lieu en cas de delict. La cause d'appel venue en Parlement il fust dict mal iugé, & bien appellé, & qu'en matiere de delict ne chet cession. Fait en l'an 1374. & lors President monseigneur Arnoul de Corbie.

Hic fit mentio de cessione qua non admittitur quando quis tenetur ex delicto vel quasi: quia pœna pecuniaria debet resolui in corporalem per dictum allegatum hic, qui non habet in are, luat in corpore: ut l. Qualiter de pœn. & l. penult. de in ius vocan. d. ff. unde infert Ioan. Fabr. & post eum de Plate. in dicto §. cum quoque. Instu. de actio. quod si quis egerit actione iniuriarum, & concludat ad pecuniam, & tandem condemnatus voluerit cedere bonis, non liberatur, sed pœna pecuniaria debet resolui in corporalem. pro his praedictis facit l. Si ex parte. §. quenuquam. ff. quod cum eo. not. Doct. in rap. Odoardus. extr. de solus.

Additio.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE VINGTIESME.



Le dernier remede aux miserables detteurs, pour euitier la misere de prison, est de faire cession: ce benefice a esté introduit à Rome par la loy Iulie, & esté du aux prouinces par les Constitutions des Empereurs, l. 4. C. qui bon. ced. poss. Autres fois à Rome à l'exemple de la loy des 12. Tables, on auroit vsé de proscription & vente des biens du detteur sous la haste, qu'on appelloit section, qui luy causoit infamie, par ce que sous son nom elle se faisoit l'Action. §. 1. D. pro locio. dont s'ay amplemet discouru au liure quatriesme des Pandectes. Mais la cession des biens que fait le detteur a esté trouuée plus humaine, par ce qu'en abandonnant ses biens à ses creanciers, il se deliure seulement de la prison, & non des dettes qu'il doit, leg. 1. C. qui bonis

l. i. i. i. i. ij

ced. poss. Et sont les creanciers qui font vendre sous leurs noms les biens abandonnez par le detteur, & partant la cession ne luy apporte infamie. l. Debitores. C. ex quib. caul. infam. irrog. Autresfois on auroit usé de quelques solennitez à faire la cession, mais depuis a esté obserué qu'elle se pouuoit faire par la seule volonté du detteur. l. In omni. C. qui bonis ced. possunt. l. vlt. D. de cess. bon. En France on usé de quelque solennité, & se doit icelle faire en iugement par le detteur mesme en personne, & non par procureur. La solennité est de ietter sa ceinture: ce qui procede d'un ancien usage de porter son argent en sa ceinture, qu'il faut entendre ou que la ceinture fust de largeur & de façon pour y serrer de l'argent, comme s'en ay ven aucunes, ou à cause de la bourse ou gibessiere qu'on y pendoit, où l'argent se mettoit. Caius Gracchus, inquit Agellius, lib. 15. cap. 12. Zonas quas p lenas argenti extuli, eas ex prouincia inanes retuli. Horat. lib. 2. Epist. 2.

Ibit eò quò vis, qui zonam perdidit.

Parquoy le detteur en iettant sa ceinture demonstre qu'il quite & abandonne ses biens à ses creanciers, pour les faire vōdre. icy l'auteur traite des habillemens, qui luy doiuent estre laissez: ie scay biē ce que Baldus ad l. vlt. C. qui bon. ced. poss. lason in §. vlt. Inst. de act. Petr. Iac. in pract. tit. de cess. bon. & autres ont escrit: mais il me semble selon l'opinion de Cynus, qui est la plus commune, in l. i. C. eod. qu'il luy faut laisser les habillemens desquels il estoit vestu lors qu'il a fait cession, & s'il auoit un mâteau, il seroit trop dur & inhumain de luy offer. Quelquesfois on a voulu faire porter un bonnet verd à ceux qui auoyent fait cession, suiuant l'arrest de Lual du 26. Iuin, 1582. Mais depuis ceste peine & marque, comme faisant note de quelque infamie, a esté reprouuee par arrest du 18. Februrier, 1586. & n'a plus de lieu contre le cessionnaire, qui n'est frauduleux & banqueroutier. Aussi estāt venu en meilleure fortune il peut estre contrainct à payer, & ainsi le promet en faisant cession, l. 4. & 7. D. de cess. bon. Toutes personnes peuuent faire cession, & les creanciers ne le peuuent empescher, encores que l'obligation porte renouciation au benefice de cession, iugé par arrest du Parlemēt de Grenoble de l'an 1459. recité par Papon liu. 10. tit. 10. & nonobstant que le detteur eust esté astermoié, contre l'opinion d'Accurse in d. l. vlt. C. qui bon. ced. comme a esté iugé par arrests donnez en l'audience du 18. Mars, 1570. & du mardy 7. May, apres disner 1585. Mais y a des cas, esquels la cession n'est receüe, mesmement par les ordonnances, contre pour dettes contractées es foires de Brie & Champagne. & de Lyon, pour moissons de grains, par arrest du 22. Decembre, 1579. & du 28. Mars 1583. iuxta l. Si feruus, §. lo caui. D. de furtis. pour vin vendu en l'estappe, ou en la cane, qu'on appelle en destail, comme a esté iugé pour un fait aduenu en la ville de Paris, par arrest du ieu dy 22. May, 1585. Aussi les banqueroutiers nonobstant la cession & banqueroute sous punis extraordinairement & exemplairement, suiuant les ordonnances de François I. de l'an 1536. article 4. Charles IX. de l'an 1560. Aux Estats d'Orleans, article 142. & Henry III. de l'an 1579. Aux Estats de Blois, article 305 de tuteur pour reliqua de compte qu'il doit, ne sera receu à faire cession, par arrest du 3. Septembre, 1566. Quant à la question si le detteur peut estre receu

à faire cession contre son pleige & fideiussur gratuit, il faut voir ce qu'en ay escrit en la Responce 63. du livre 5.

b. La question a esté grande si pour amende & reparation en matiere criminelle on est receu à faire cession. Aucuns estiment qu'on y peut estre receu, per l. vlt. C. de custod. reor. & l. vlt. C. qui bonis ced. poss. & alleguent quelque ancien arrest. Faber in §. vlt. Inst. de actio. & autres sont de contraire opinion. & y en a arrest de l'an 1550. Et sur ce on dispute de la conuersion de la peine pecuniaire en corporelle. Mais j'ay obserué que la Cour ne l'ordonne indifferemment en toutes matieres criminelles, ains sa prudence accoustumée considere les circonstances qui se presentent. Par quelques arrests & entre autres du Samedy 12. de Iuin, 1593, a esté ordonné, que si le condamné ne payoit la peine & reparation pecuniaire dans le temps à luy prefix, elle luy seroit commuée en criminelle, comme du fouët. Par autres arrests le condamné qui auroit demandé telle commutation, en a esté debouté, & en ay remarqué vn du Samedy 29. d'Auril, 1595. Nous auons plusieurs auctoritez de ceste regle vulgaire, qui non habet in arte, luat in corpore. Et entre autres de Cassiodorus lib. 9. variar Epist. 2. & lib. 10. Epist. 28. où il dict. tringinta librarum auri multa feriat. quod si ad hoc damnum idoneus non potu erit inueniri. corporali supplicio pœnam luat, qui non potuerit in supradicta percussione sufficere. Et vt ait in d. Epist. 2. Reddat debitum. pœnis, quod non potuit compensare pecuniis. De ceste matiere tous les doctes praticiens ont amplement traicté desquels on peut voir les liures: & ce qu'en a escrit Thaleus interprete Grec, ad l. Quicumque. C. de seru. fugit. & quod traditur in l. vlt. D. de in ius vocando. & l. 1. §. vlt. D. de pœnis. & al. similib.

COMMENT DAME O V DAMOISELLE

PEUT RENONCER AUX MEUBLES ET AUX
dettes de son mary.

TILTRE XXI.



En renonciation^a que Dame ou Damoiselle peut faire aux meubles & aux dettes de son mary; peux & dois scauoir que par la coustume de Cour laye, s'il aduient que Dame ou Damoiselle chée veufue, & elle prent doute de apprehender aucune chose des biens demeurez apres le trespas de son mary, & pour ce on luy vueille faire payer les dettes que son mary aura faites, sçachez quelle peut renoncer à la fosse, cest à entendre à l'obsequie, à tous les meubles demeurez de son mary. & à tout ce qui de par luy viendra & peut venir, & fait ceste solennité à la Messe & au Iuge du lieu dont les choses sont iusticier, c'est à entendre que si seulement il y a biens à ce appartehans sous vn seul seigneur, il suffit à faire deuant iceluy seigneur.

liiii. iij,

gneur. Mais si c'est à faire dessous plusieurs seigneurs, il appartient qui bien le veut faire, que ce soit fait deuément en ce appelle le seigneur souuerain du Bailliage où ce sera fait, à fin qu'il vaille par tout, & en especial pardeuant le Iuge Royal du lieu, & aussi deuant le seigneur Ecclesiastique pour ce que citation qui faire s'en pourroit, soit loispis. Et ne doit auoir que habit quotidien, & qui à son propre corps appartient, c'est l'habit de veufue qui auoir doit au iour de l'obsequel selon son estat. Et parmy ceste renonciation qui se peut faire en Cour tēporelle & en Cour spirituelle, elle doit demeurer paisible de toutes les dettes faites par sondit mary, esuelles ne seroit trouuée obligée de l'auctorité de son mary. Et pour ce ne demeure que la Dame ou Damoiselle doiue perdre le droit de son douaire ne de son assenne de mariage, ne des acquestes que auroient fait ensemble durant leur mariage, car à elle compette la moitié desdites acquestes. Ne ne doit pour ce la Dame ou Damoiselle estre éloignée d'iceluy heritage. Mais si aucuns immeubles auoit sus, comme sont arbres montans, granges, marets, chauchées, ils cherroient à vendre pour les dettes du mary, & les auroit la Dame ou Damoiselle pour le prix qu'ils seroient prisez à porter hors. Et si c'estoit sur son heritage venant de son costé, tous les immeubles luy demeureroient, ne ny pourroit on toucher si obligée n'y estoit avec son mary & ce eust esté de son bon gré.

Additio. De huiusmodi renunciacione. & materia ista in iure non habemus: quia etiam pro debito viri mulier non tenetur de iure, sed tantum de consuetudine, & quantum ad huiusmodi renunciaciones serua consuetudines locorum: & pro hac materia vide dominum Chassa. in consuetud. Burgun. titul. Des droicts & appartenances &c. §. xix. & xx. ubi videbimus multa seruientia ad huiusmodi materiam, qua magis est consuetudinaria, quam iuridica.

La maniere de renoncer.

Et la maniere de renoncer si est ceste: La Dame ou Damoiselle si doit estre à la Messe de son obsequel en son habit de veufue. Et apres icelle Messe sur la fin d'icelle doit venir en perlonne, & doit estre dict pour elle & à son adueu, veez cy telle Dame ou Damoiselle. N. ainsi nommée demeurée veufue de tel. N. ainsi nommée: laquelle voyant & sentant la charge des dettes faites par ledict feu son mary, pour estre deliurée & deschargée d'icelles dettes, renonce & se deporte de tous les biens meubles restans & demeurez de sondit mary, ne droit n'y demande à iamais auoir, en faisant de iceux biens expresse generale & speciale renunciatio: offrant à faire toutes les solennitez en tels cas accoustumées, de faire le sermēt à ce accoustumé. ce fait, & à l'adueu de ladite Dame ou Damoiselle veufue, l'Official ou le Doyen rural en diocese doit estre present, & un Notaire de la Cour spirituelle auquel lettres en doiuent estre demandées & données. Item & pareillement y doit estre le Iuge temporel par especial le Iuge souuerain du lieu. Et doit la Dame iurer sur le Messel que ceste renonciation fait sans fraude, & que nuls biens meubles n'ont, mais les offre à denoncer à son pouuoir aux hoirs du creditur d'iceluy des-

funct, son droit douaire sauf. Et de ce doiuent estre leuées lettres & les signifier par commission de Iuge par tout où il appartient.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

VINGT ET VNIESME.

DE S anciennes Coustumes & anciens Practiciens tesmoignent auoir esté l'ancien priuilege des veufues nobles de renoncer aux meubles delaissez par leurs maris, pour estre dechargées des dettes par eux deuës: duquel priuilege on rend la raison, à l'ocasion des guerres, & long voyages d'outre-mer que faisoient les homes nobles. La solennité de faire telle renociation par la Dame ou Damoiselle, estoit, quand le corps estoit mis en terre, de ietter sa bourse sur la fosse, & ne retourner à l'hostel mortuaire, ains aller gesir autre part, comme on lit au grand Coustumier. Mon vieil praticien adionste, de ietter les clefs sur la fosse: qui est une marque de separation d'avec le mary, pour ne rien prendre à ses meubles, qui procede de l'antiquité Romaine, comme plusieurs ont obserué de la loy des XII. Tables. & de la Philipp. 2. de Cicero. Monstrelet au premier volume, chap. 17. parlant de Marguerite veufue de Philippe Duc de Bourgogne, & chap. 134. parlant de Bonne veufue de Valeran Comte de S. Paul, monstre que les Dames pour renoncer aux dettes & meubles de leurs maris, auoient accoustumé de mettre sur la representation du defunct leur ceinture ou courroies, bourses & clefs, & en demander acte aux Notaires ou Tabellions: Et ainsi pareillement l'escriu mon vieil praticien, jans y adionster d'auantage de solennitez, que met icy l'auteur. Mais à present toutes veufues, tant non nobles ou roturieres, que nobles, peuvent renoncer à la communauté dès biens d'entre elles & leurs maris, sans user des anciennes solennitez & ceremonies: toutesfois y a des coustumes qui en retiennēt encores aucunes, & qui prescriuent certain temps pour faire la renociation: laquelle ne s'entend seulement des meubles, ains aussi des acquests & conquests, & par le moyen de la renociation les veufues sont quittes & dechargées des dettes contractées durant la communauté, si à icelles elles ne se sont obligées avec leurs maris, & par l'autorité d'iceux: & encores quelles y soient obligées elles auont leurs recours audict cas de renociation contre les heritiers de leurs maris mais pour rendre une renociation vailable deux choses sont requises, à sçauoir que la veufue qui veut renoncer, n'ait apprehende des biens de la communauté, qu'on dit la chose estant entiere, & qu'elle ayt fait faire bon & loyal inuentaïre, comme j'ay plus amplement traité sur le 237. art. de la Coustume de Paris, où le lecteur s'il luy plaist aura recours, & remarquera que non sans cause l'adiète Coustume & autres usent de ces mots, bon & loyal inuentaïre, par ce que si la veufue a latiré & recellé des biens de la communauté, son dol sera cause que la renociation qu'elle fera, ne la deschargera enuers les creanciers, comme j'ay monstre auoir esté iugé par arrests de la Cour.

DE LETTRES DE RESPITS.

TITRE XXII.



Es lettres^a de respits de dettes de cinq ans, ou à trois ans, ou à vn an, peulx & dois sçauoir que au Prince est & appartient à faire ceste grace, pour trois raisons. L'vne si est pour cause de guerre du propre Prince, pour cause de tēpeste d'orage, & pour cause de larcin ou de desrobemēt, car pour toutes les causes & raisons le peut le Prince faire pour la noblesse & seigneurie, mais à l'enterinement du mandement sur ce impetré, faut que tous les credeurs de l'impetrāt soient appelez, & que la plus grande & saine partie s'y cōsente, c'est à sçauoir la plus grand partie en nōbre de personnes & en nōbre de dettes, ou autrement le mandement sur ce impetré ne se doit interiner. Si te mōstreray cōment j'ay ouy dire & tenir aux sages clerks de droict comment la plus saine partie des creanciers doit estre tenuē. Si sçachez que eslite se doit faire ou selon le nombre des creanciers, ou selon la quāité de la dette. Et s'il aduenoit que aucun des creanciers eust grigneur quantité de dettes que tous les autres, si que la dette fust plus grande en somme que toutes les autres, dettes des creanciers ensemble, sçachez que celui qui a telle dette, fait en estimation la grigneur partie, & tient & tiendra sentence, c'est à dire l'eslite que il prendra ou de la lettre enteriner & consentir la grace de cinq ans, de trois ans, d'un an, ou de non. Car supposé que tous les creanciers voulsissent consentir la grace, & il ne la voulsist consentir, si ne vaudroit: mais s'il aduenoit que les autres creanciers ensemble eussent autant de dettes tous en somme comme celui qui seul seroit, l'eslite seroit au plus grand nombre. & la raison si est, que ils sont autant de somme de dette, & si sont le plus en nombre de personnes: pourquoy en leur eslite faut arrester, soit de la grace comme dit est consentir, ou non.

Additio.

Vide l. 7. §. Fin.
Et l. seq. D. de
pactis.

Pro materia
ista vide Guido.
Pap. in quest.
109. Et quest.
97.

De materia huiusmodi literarum per quas moratoria dilatio conceditur, vide l. Quoties. & ibi que scribit Odo. Cy. Bal. & Arzo in summa. C. de precib. imperat. off. & que hic scribuntur, posita sunt per totam l. final. C. qui bo. cede. poss. & nota omnes creditores debere esse vocatos ad huiusmodi literarum interinationem: ut per arrestum curia Parlamenti Parisius anno millesimo quingentesimo xxix. quarta Ianuarij ubi appellans à Balliuo Turon. cod. quod fuerat à suarum literarum quinquennialium interinatione repulsus, quamuis probasset maiorem partem creditorum etiam in debiti quantitate consensisse illi dictarum literarum interinationi coram Preposito Aurelianensi curia tamē auditis pro utraque parte aduocatis remisit eas adiudicem Blesensem coram quo dictus appellans teneretur vocare omnes creditores suos.

Quelle

Quelle solennité appartient à grace faicte pour un an.

Item quant à la grace d'un an que peut faire le Prince de la Noblesse, là ne conuient pas telle solennité, car la grace du Prince le peut faire purement puis que ce ne seroit qu'à un an. Et ainsi fust-il dict par arrest de Parlement, pour la cause de Colart le Boistelier de Tournay en l'an 1385. contre ses creditiers.

*Facit ad hoc text. in l. Quod-
ties. C. de practi-
c. offe.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

VINGT DE V X I E S M E.

LES lettres de respit à un an, à deux, trois, ou cinq ans estoient cy deuant obtenues en la Chancellerie, comme mesmes il est porté par l'ordonnance de François I. de l'an 1535. chap. 8. art. 32. Mais par l'ordonnance de Charles IX. de l'an 1560. aux Estats d'Orleans, art. 61. la forme d'impreter telles lettres en Chancellerie est abrogée, & est ordonné que les detteurs se pourverront par requestes pardenant les Iuges ordinaires, lesquels s'informeront sommairement du contenu en icelles, & en ordonneront appellez les creanciers. Dont appert que le respit ou atermoyement depend de la cognoissance des Iuges ordinaires, lesquels sans s'arrestier au nombre ou qualité des creanciers, en doiuent ordonner selon qu'ils cognoistront par information & preuve estre requis & conuenable. Toutesfois on ne laisse encores de se pourueoir en la Chancellerie, mesmement en la grande, & en obtenir lettres pour exciter l'office des Iuges.

QUELLE CHOSE DOIT FAIRE LE MARY

TOUCHANT LES CHOSSES QUI
sont à la femme.

TILTRE XXIII.



L est à sçauoir que le mary és causes touchans sa femme, & de ce qui par elle vient, doit auoir procuration de sa femme & lettres de grace si c'est en demandant. Je te puis dire & monstres ce que veu en ay & ouï des sages, tant en Parlement cōme dehors. Si sçachez que le mary puis qu'il poursuit cause ou querelle qui vienne de par sa femme, ce ne peut il faire qui vaille sans auoir lettres de procuration & sans lettres de grace si c'est en demandant, qu'il ne face à impugner, & non à recevoir. Si t'en monstrey ce que par exemple il en aduint.

Cecy est hors d'usage, par ce que le mary est le maistre & administrateur des biens de sa femme, & peut d'icelle poursuivre les droicts de sa pleine autorité: ne luy estant interdit que l'alienation ou l'obligation de ses propres heritages, sans le consentement d'elle: aussi qu'il ne faut plus de grace pour plaider par Procureur: & y a long temps que telle pratique est abrogée.

K k k k k

Pro ista materia vide l. Maritus. & ibi Barth. & Dott. C. de procurat. & glaj. in l. Aut qui alior. §. sed & servius. ff. quod vi aut clam.

Un exemple.

Il aduint en l'an mil trois cens & quatre vingts, en la Cour de Parlement sur certain procès, qu'en icelle Cour auoir lors Jean de Vendresse Baillif de Senlis, contre monseigneur Roche du Fay, sur ce que ledit du Fay festoit opposé à certaine execution que faisoit faire ledit Jean de Vendresse, sur aucuns biens dudit du Fay à cause de sa femme. Et sur icelle opposition iour seruant audict Parlement pour plusieurs raisons. Entre lesquelles pour-ce que les heritages ainsi executez venoient de par la femme dudit du Fay, si ne faisoit à recevoir sans procuration de par icelle femme, &c. pourquoy &c. Ledit du Fay disant du contraire, & que necessiré ne luy estoit de ce, car il estoit seigneur de sa femme & de ses biens, car mary en estoit, & pour tant ne luy falloit quelque procuration, car vendre & alier les pouuoit, &c. Ledit de Vendresse disant & replicant que sauue la grace du proposant, pour ce si espousée l'a, & que seigneur en soit comme mary, pour-ce ne peut-il traicter de ses heritages sans procuration d'elle, ne vendre ne les pourroit sans elle: pourquoy, &c. Tout veu, il fut dict par arrest de Parlement que ledict du Fay sans procuration de sa femme ne faisoit à recevoir. Et en tel cas doit estre prins tel default & exploict que le iour requiert, avec despens. Et ainsi l'ay veu iuger par plusieurs fois, & en plusieurs cours, & default bailler contre la femme qui adiournée estoit.

Arrest de Parlement.

La raison de cest arrest estoit, par ce qu'en ladicte opposition estoit question du propre heritage de la femme, qui estoit saisi, & par tant conuenoit qu'elle fust partie avec son mary.

Jason in l. Fina. C. de iure emphyteo. tenet quod emphyteota uxoris qui priuaretur iure suo si alienaret sine licentia domini, si denunciaret marito, sufficit ac si denunciaret uxori. unde videtur esse inferendum maritum posse sine uxoris speciali mandato esse procuratorem in re pertinente ad ipsam uxorem: & utrum maritus sit procurator vel curator uxoris, vide Ioan. Fa. in l. Maritus. C. qui dar. tuto. vel curat. & quid si fecerit expensas litigando pro mulieris, an recuperare possit, vide per eundem tenentem quod non, in l. Quod in uxorem. C. de nego. gest. & pro materia ista contenta hic in textu est datum arrestum, Anno milles. quingent. 16. quarta Junij, placitanti-bus Charmolue, Dixhomme, du Vinier, mericissimis de Republica Advocatis in curia Parlamenti.

DE DEMANDER A AVCVN DEVX
FOIS VNE DETTE.

TITRE XXXIII.



strer vne exemple.

Exemple.

En la Cour du Roy nostre Sire à saint Quentin aduint, que Gilles Courtois fist conuenir Iean de Carrelier pour certaine somme de deniers qu'il disoit que presté luy auoit, ledict Carrelier disant du contraire par plusieurs raisons, & tant qu'enqueste sur ce faicte & parfaicte, il fut dict que ledict de Carrelier auoit autrefois payé la dette demandée, & par ce en deuoit estre quitte. Ce faict le Procureur du Roy apperceuant la demande faicte de la partie du demandeur qu'autrefois auoit esté payé, & par ainsi la demandoit deux fois : se dressa & requist qu'alencontre de luy ledict Courtois fust mis en iour pour amender la folle demande que faict auoit de demander deux fois vne dette, qui est espece de larcin, & que faict ne pouuoit auoir ce sans encourre en peine à ce introduicte par la loy, c'est à sçauoir, au quadruple de la somme de luy demandée: avec ce si leua partie, c'est à sçauoir ledict Carrelier, pour le scandale que faict luy auoit sans cause de luy faire emprisonner, domma-ger & à blasmer & qu'amende luy fust. Les parties mises en iour & comparans chacun contendant à ses fins : Tout veu il fust iugé par le Baillif de Vermandois qui pour lors estoit, que ledit Courtois l'amèderoit au Roy du quadruple de la somme par luy demadée, & si l'amèderoit à partie en vingt liures d'amende pour la prison que faicte luy auoit porter & sans cause, & és despens de partie à ceste instance : de laquelle sentence ledict Courtois appella de trop grande amende, & ledict procureur du Roy appella de trop petite amende. La cause d'appel ventilee audiect Parlement d'un costé & d'autre, il fust dict bien iugé & mal appellé par ledict Courtois, & fut condamné és despens & en l'amende de fol appel, c'est à sçauoir de soixante liures. Et en outre fut dict que le Procureur du Roy si auoit mal appellé, & que ledict Baillif auoit bien iugé, taxé & ordonné, &c.

Item pareillement aduint par arrest de Parlement, contre vn appelle Allemand de Carnin demeurant en la Chastellenie de l'Isle, luy conueni pour cause d'auoir demandé deux fois vne dette, si comme il estoit apparu par iugement, ledict Allemand fut condamné à la requeste du procureur en quadruple de la somme par luy demandée par le Gouverneur du Baillif de l'Isle, ledict Allemand en appella en Parlemét. La cause fut ventilee d'un costé & d'autre, & tout veu il fut dict par arrest bien auoir esté iugé par ledict Gouverneur, & mal appellé par ledict appellant,

K k k k k ij

Ceste peine du quadruple, come autres semblables peines pecuniaires introduites par le droit Romain n'ont plus de lieu en France: ains seulement celuy qui perd sa cause, est condamné és despens, dommages & intersts.

Arrest de Parlement.

& fut condamné en amende de fol appel, c'est à sçavoir en soixante liures d'amende. Et ainsi l'ay veu iuger entre plusieurs, & sans r'amener en doute.

De illis qui non solum temeraria sed & calumniosa litibus aut etiam actionibus homines pulfant, dic quod de iure antiquo non solum tales actores condemnabantur in expensis, sed ad decimam partem litis: & pro hoc erat introducta actio sed per ius Institutionum civilium Iustinianus remouit eam partem decimam litis: & voluit ut temere & calumniosa litigantes in expensis solum & damnis condemnarentur: ut Insti. de pœna temere litigan. §. hac autem. sed de nouo iure Authent. est pœna illa antiqua decima partis litis renouata: ut §. ad excludendas. Authent. de litigios. & hac sunt pro intelligentia materia contenta hic. quid tamen hodie obseruetur, vide per Doct. maxime de Plate. & Angel. de Aret. in dict. §. hac autem.

De nier argent à luy payé.

Ceste peine est hors d'usage, mais on continue bien le decteur à payer la somme avec l'interest, suivant l'ordonnance, & c'est despens.

La loy escrete veut & enseigne que celuy qui nie l'argent qui vne fois luy auroit esté baillé, & depuis par partie aduerse est prouué que baillé luy a esté, soit condamné à rendre l'argent ainsi prouué à luy ainsi auoir esté baillé, & avec ce qu'il soit condamné enuers iustice au double. Et la difference au quadruple en ce qu'il deueroit estre condamné au quadruple, si aucun seconde fois se rend demandeur à ce dont autrefois il auroit esté payé, car lors y chet quadruple.

Additio.

Pro ista materia reorum inficiantium & qua pœna eos plecti oporteat, vide §. at aduersus. & §. sequente. & §. ecce enim. Insti. de pœna teme. litigan. & text. in Authen. contra qui propriam. C. de non numerat. pecu.

D'argent mis en main d'autre.

Mais qui demande à r auoir argent mis en main d'autre, soit par deposit, soit par consignation, soit par garde, soit par prest, & celuy le nie, il chet en amende de quadruple.

De nier dette escrete de sa main.

Par l'ordonnance de Charles neuiesme de l'an mil cinq cent soixante trois, article 3. est porté, que ceux qui nieront leur seing apposé en leurs cedules ou leurs promesses par escriptes seront condamnés, apres verification faicte, au double de la somme portée par icelles.

Aussi faict il qui nie la dette qu'on luy demande dont il auroit escrete cedula de sa main, à fin de la rendre, & de recognoissance.

D'executer pour dette payée.

* Item & qui de faict prend gage d'un pour autre, c'est qui de faict execute pour dette dont il aura autrefois esté satisfait & payé, il chet en amende de quadruple. Toutesfois veut la loy escrete que deuant la litif contestation, ou encore auant preuue faicte, si le confesse auoir esté payé il ne chet en l'amende de quadruple.

D'autre contraindre à vendre sa tenure par force ou par paour.

* A present celle amende ne s'adonne, aux les dommages & interests procedans à cause de l'exécution avec les despens de la cause.

La loy escrite dict que sil est aucun qui par force ou par paour de mort contraingne vn autre à vendre sa renure ou la chose, & le vendeur dedans l'an le plaint au Iuge qui cognoistre en peut & doit, si le Iuge fait commandement à l'achepteur qu'il rende la chose ainsi acheptée, & cil ne le fait au commandement du Iuge, & qu'il conuienne le vendeur soy retourner au Iuge, l'achepteur chet en amende de quadruple, d'autant que la chose vaut.

Cecy vient de l'action, quod vi metusue causae, quae arbitria est, l. 14. D. quod metus causae. Mais la peine du quadruple n'a plus de lieu en la pratique de France.

Ad hoc text. in l. Si per vim. C. de his quae vi metusue causae fiunt.

De nier aucun meffait.

Encore veut la loy escrite que qui nie aucun meffait par luy perpetré, & le Procureur d'office le preuue contre le niant, que le niant s'amende au double.

Additio. Pour delict & meffait l'amende est arbitraire en France, in l. Hodie. D. de panis.

Vt C. de lege Aquili. l. Contra negantem. & pro sequenti. §. est text. in l. De Pratoribus. C. cod. tit.

Additio.

D'enclorre autres bestes.

Ou qui enclost autres bestes, c'est à dire, les bestes d'autre si qu'il les laisse mourir de fin, que celui qui ce fait, s'amende à celui à qui les bestes sont, au double que les bestes valaient.

COMMENT NVL NE SE DOIT METTRE.

EN SVCCESION D'AUTRE SANS
benefice d'inventaire faite par loy.

TILTRE XXV.



L'aduint vn tel cas pardeuant le Baillif de Vermandois sur le droict d'entrer en la succession d'autre sans benefice d'inventaire faite par loy, en laquelle nul ne se doit mettre ne bouter, par vertu de testamēt ne autre charge. dont il appartient à compte rendre, par nul temps que ce ne soit en peril d'amende de rendre en fin auel le valuē de biens que grace & renommée courroit entre les presens, que le mort auoit vaillant

Ceste preuve par commune renommée est receue, par ce que par la sainte de l'exécuteur testamentaire, qui est tenu de faire inventaire & rendre compte, pour n'auoir fait inventaire, la valeur des biens ne se peut autrement veri-

an iour de son trespas, & de ce en est creuē commune renommée. Si t'en veux monstrier vne exemple que i'ay veu iuger en Cour Royale, & confirmer par arrest de Parlement.

Sur, que par la commune renommée, dont partant la preuve est bien receuable, tant en ceste espee, qu'outres semblables, à l'exemple du tuteur. Des exécuteurs du testaments on peut voir ce que s'en ay escriu sur la custume de Paris, tiltre Des Testaments Et exécution d'iceux, Et ailleurs.

kkkkk iij

Additio.

Hic vult tractare de inuentario, de quo in l. Scimus. §. si autem dubius C. de iure deliberand. & aduerte quod in regno Francia qui se vult gerere heredem per beneficium inuentarij, oportet illud obtinere à principe, & de huiusmodi materia vide per dominum Chassa. in consuetu. Burg. tit. des successions. §. 13. vel dic hic loqui de inuentario quod debent facere executores vltimarum voluntatum: de quibus per docto. Bal. Salic. Cy. in l. Id quod pauperibus: & in l. Nulla. C. de Epi. & Cleric. Barth. in l. Alio. l. A filio. ff. de alimen. & cibarij. leg. & plenissime per Specul. & Ioan. Andre. tit. de instrumentis. editio. §. nunc vero aliqua.

Vn exemple sur tel cas.

Vne Damoiselle veufue demeurée, si demanda auoir compte des biens demeurez de son mary qui mort estoit en Angleterre. Et fist ceste querelle pardeuant le Baillif de Vermandois contre les executeurs que sondict mary auoit faicts en Angleterre, qui retournez estoient pardeça comme font marchans, car son mary estoit marchand en la compagnie des executeurs qui avecques luy estoient allez. Lesdicts executeurs comparans en Cour contre ladicte veufue apres demâde faicte des biens dudit defunct qu'elle estimoit à grand somme, disant que tant valoit la marchandise que son mary auoit emportée au iour que parti s'estoit. Et par le testament dont elle auoit & administroit coppie, il leur auoit mis tous ses biens en main, &c. Lesdicts executeurs disoient qui cognoissoient s'estre testamenteurs à la requeste & priere du trespassé, & auoient faict à leur loyal sens & pouuoir, le testament au mieux que peu & sçeu auoient, & par amour de ce que trouué auoient en luy, mais autre compte n'en sçauoient rendre, car ils n'estoient point en lieu dont ils sçeuissent l'usage ny ne cognoissoient quelque personne au païs pour faire telles solennitez. Ladicte veufue disoit puis que testamenteurs se rendoient & confessoient, & auoient iceluy emprins, mesmes prins & apprehendez les biens dudit defunct, ils estoient tenus de compte rendre à l'estimation des biens, dont couroit renommée que valoient les denrées que auoit emportées son mary au iour qu'il chargea pour aller en Angleterre: dont elle offroit à faire information par les presens qui à ce auoient esté, lesquelles marchandises à iceluy iour elle estimoit à la valuë de trois cens liures ou enuiron, disant qu'à ce faisoit à recevoir, & que de tant ou plus en offroit à faire enseignement, &c. Tout veu, il fut dict par la sentence dudit Baillif que ladicte veufue faisoit à recevoir à son propos, & luy fust iour assigné à monstrier le vaillant tant par renommée comme autrement, ce que pouuoit auoir son mary au iour de son trespas, de laquelle sentence fut appellé par lesdicts executeurs en la Cour de Parlement La cause deüement releuée, & le procès veu par ladicte Cour & oüy tout ce que vouloient dire & proposer les parties: il fut dict par arrest que bien auoit esté iugé par ledit Baillif, & mal appellé par lesdicts executeurs: & furent oondamnez iceux executeurs en amende de fol appel, & és despens, la taxation reserüée.

Arrest de Parlement.

Item pareillement le vis dire & iuger en la Cour de Parlement pour

l'Euesque de Chartres contre vn sien sujet qui estoit entré es biens d'un sien autre suiection, de qui la succession appartenoit audit Euesque à cause de la seigneurie temporelle, & pour ce disoit & maintenoit que celui qui sans benefice d'inventaire & de loy estoit entré & auoit apprehendé les biens du defunct qu'il deuoit estre receu à monstrier la renommée du vaillant qu'auoit ledit defunct au iour de son trespas, & que d'autant luy deuoit faire & rendre bon compte celui qui ainsi l'auoit apprehendé. L'apprehendeur disant du contraire, & que comme hoir & successeur l'auoit fait, sans ce qu'il luy conuint faire inventaire s'il ne luy plaisoit: raison pourquoy il est droit hoir à luy comme à droit hoir par la raison dont le mort faisoit le viue, appartient l'hoirie & succession dudit defunct, pourquoy de la chose ne faut faire inventaire. Ledit Euesque disant du contraire, & que suppose qu'à hoir legitime & naturel comme à fils ou fille, frere ou sœur, dont contend ne pourroit ne deuroit faillir & qui sans r'appeller en doute deuroient estre hoirs, & appartient encores à faire ce que si, &c. toutesfois à hoir lateral, & qui viét incogneu en doute de debat & contend d'autres hoirs ou ayans cause, appartient à faire inventaire, car si autrement le faisoient, ce leur redonderoit à preiudice, & doit redonder de moins que suffisamment estre entré en succession: & puis qu'à iceux n'appartiendroit le vray hoir à successeur ou ayans cause, fait à receuoir à informer du vaillant au mort. Tout veu il fut dict par arrest de Parlement que ledit Euesque seroit receu à monstrier le vaillant du trespas au iour de son trespas, & que benefice d'inventaire y appartenoit, & tout ainsi le peux & dois sçauoir & entendre en toute succession, car puis que contredit y peut auoir, perilleuse chose est d'entrer en la succession d'autre, soit par hoirie d'aucun, soit par vertu de testament sans benefice de loy & d'inventaire, comme dict est cy dessus, &c.

Not. hic de la iurisdiction de monseigneur l'Euesque de Chartres à qui appartient toute haute iustice, moyenne & basse, & a iurisdiction temporelle.

Arrest de Parlement.

DES INIURES QUI SE FONT ET DIENT.

L'VN A L'AUTRE.

TILTRE XXVI.



R veux dire^a & monstrier ce que veuay des iniures qui se font & dient l'un à l'autre. Si sçachez qu'iniure si est dire & proposer infame & diffame en corps & renommée à aucune personne, & dont de sa bõne grace en renommée en corps & en biens y puisse estre amendrie. Car selon la loy escripte nul ne doit estre, où on face ny ne doit faire ne dire à autre iniure non plus qu'à son frere. Si peux & dois sçauoir que si à ton familier ou à ton serf, ou à tes enfans ou ta femme est faicte ou dicte aucune iniure, tu as double action d'iniure, c'est à sçauoir à toy entant que c'estoit vn des dessusdicts,

Ad hoc text. in l. 2 C de in iurijs, Et l. 3.

*Et pro sequenti-
bus. §. l. A-
trocem. Et l. Si
non conuictij
redde singula
singula.*

& à toy appartenans en tant que c'estoit & est ton familier, ou ton serf, ou ton enfant, ou ta femme, &c. & tant pourtoy comme pour l'un des dessusdicts peux faire & intenter demande selon les cas, & les personnes. S'il aduenoit qu'aucun appellast vn autre iongleur ou bourdeur, ou ribault, lequel ainsi appelé fust homme de bonne vie & honneste, & ne fust pas renommé de tels estats, ny ne fust ribault, iongleur, bourdeur, ne menestreur de bouche, ne autrement, sçachez qu'il auroit cause & action d'iniure, & peut requerre à estre amendé & redintégré de ceste iniure par honorable amende, & que celui qui l'a dict, & prouuer ne le veut, l'en desdie en presence d'hommes de Cour & publique : & si à prouuer l'offroit-il, & en decheoit tant chet il en plus grâde amende & despens. S'il le preuue, & il n'a cause d'auoir ce dict, si est il à blasmer : car nul n'est tenu d'autre diffamer sans cause ou interest. Si cause y a, il en va deliure puis que prouué l'auroit.

De dire iniure au Iuge.

*Cecy est pris de
l'ancien usage de
France, que les
officiers de iusti-
ce auoient accou-
stumé de porter
certains vesso-
mens, ou ensei-
gnes, pour estre
distinguez des
autres hommes
princz, comme
aussy estoit ob-
seruée à Rome.
L'action d'iniu-
re n'a lieu, s'il y
a plus d'un an
qu'elle ait esté
dicté, & n'en
ait esté faicte
poursuite, l. Si
non conuictij.
C. de iniur. Et y
en a des arrestz.*

La loy écrite ne souffre qu'on die villennie au Iuge, ne à ses officiers par especial en officiant, ou qui plus est tant qu'ils ayent vestu les draps d'office : car ce ne peut ne doit nul ignorer ou les verges, ou les enseignes d'office.

D'iniure par chaude colle.

Encore veut la loy écrite qu'iniure dicté par hastiue & chaude colle ou courroux, mesmement puis que l'an seroit passé que ce auroit esté dict, ne seroit tourné au preiudice du discur, & repentir s'en veut, & dire que par chaude colle & courroux le dict. Car de ce faire excusation doit cesser l'action au contraire, & pour ce les aucuns maintiennent que l'an passé de l'iniure dicté doit cesser l'action si soustenir on ne le veut, c'est à sçauoir l'iniure dicté, car en soustenant se renouuelle l'iniure dicté, & par consequent l'action.

Qu'une action d'iniure est arbitraire.

Item dois sçauoir que l'action d'iniure est arbitraire, & non pas ordinaire, car selon les personnes soient nobles ou non nobles, l'en faut reigler, & selon les cas, & selon ce ordonner. Et se peut ceste action demener tant en personne comme par Procureur. Qu'ainsi soit faict & tenu en Cour laye, t'en puis monstrier vn exemple.

Exemple.

Il aduint qu'en l'an 1374. fust plaidé en Parlement par maistre Jean Daillois Aduocat du Roy nostre Sire, sur plusieurs bourgeois de Tournay, ausquels le Procureur du Roy, impoisoit auoir dict aucunes paroles iniurieuses d'aucuns de nos seigneurs du conseil du Roy, & pour ce fist grandes conclusions. Lesdicts bourgeois disans du contraire, & que supposez sans preiudice qu'aucune chose en eust esté, ce que non, si auoient ils depuis ce beu & mangé ensemble sans reproche ne remembrance de ce, ne sans mention nulle comme non faicte ne aduenüe, & si aucune en auoit esté ce que non, est & seroit comme passée & expirée : & qui plus estoit, si estoit l'an prescript & passé qu'ils disoient auoir ce dict, sans ce que

que oncques ne fust ne eust esté contend ne nouvelle aucune : pourquoy par droit écrit ce deuoit demeurer sans cause & sans action auoir ne faire sur ce qui fist à recevoir. &c. meismement si aucune chose en auoit esté, ce que non, si auroit ce esté par chaude colle & par courroux, ce que ne veulent maintenir lesdicts Bourgeois iniure faire ne dire ne auoir faict : pourquoy. &c. La partie disant du contraire. &c. Tout veu'il fut dict par arrest que lesdicts Bourgeois demeureroyent quittes & absous de l'impetition & demande dudit Procureur. *Arrest de Parlement.*

De atroce iniure.

Pour ce que au chapitre precedent n'ay touché ne parlé de atroce iniure, te veux monstrier quelle chose c'est. Si sçachez que atroce iniure est quand on dist blasme ou iniure à son pere, ou à sa mere, ou à son seigneur, ou à ses gens & officiers & qui ses robes ont vestuës, ou à ceux de la loy ou de la ville où on demeure, à son Prelat, ou à son Curé, & selon aucuns à son maistre. Et en ceste forme est atroce iniure appellée, & faict trop griefuement à punir plus que à autres personnes si dicte leur estoit. &c. Encore veur assez la loy écrite, que si iniure diffamatoire est dicte ou faite à son sergent, selon aucuns c'est atroce iniure. *C. de iniuriis. l. Omnium.*

Vn exemple d'iniure.

Par exemple te veux monstrier ou amende s'affiet sur iniure dicte à autre. Il aduint en l'an mil trois cens soixante & seize, que vn cheuallier print hostel de nuict à vne hostellerie, à la Chappelle empres saint Denis en France. Et au partir le lendemain le Cheuallier dist que à iceluy hostel on l'auoit desrobé, & en fist grande exclamation. L'hoste dudit hostel pour soy nettoier de cest exclamation se mist à loy à saint Denis, & fist adiourner ledict Cheuallier : lequel se laissa contumaller par quatre defaux, & tant que veuz lesdicts defaux & la bonne grace & renommée dudit hoste & hostellerie, ledict Cheuallier fust condamné enuers ledict hoste, en quatre vingt liures d'amende & es despens. Le Cheuallier en ouyt nouuelles, si enuoya appeler de ceste sentence par Procureur : & releua son appel en Parlement. La cause plaidée il fust dict bien iugé & mal appelé, & fut ledict Cheuallier condamné en amende de fol appel, c'est à sçauoir de soixante liures. *Arrest de Parlement.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

VINGTSIXIÈME.

LIII



AT traité au premier liure, des iniures de la difference d'icelles, & de la forme de proceder soit civillement ou criminellement pour en auoir la reparation: & monstre qu'il a esté iugé par plusieurs arrests que les legeres iniures verbales se doiuent traicter & iuger sommairement par vne declaration que baillera à ses despens celuy qui a iniurié. Certainement l'action d'iniures a esté bien introduicte pour contenir les hommes en société, & empeschier que des paroles ils viennent aux mains, & de legeres rixes & contentions à grandes haynes & inimitié. Car l'homme doit estre soigneux de sa reputatio, qui luy doit estre aussi chere que sa vie: autrement il est tenu pour soy perdu & dissolu: & d'endurer vne iniure c'est diminuer de sa reputation en parlant poliuement. Nemo enim (inquit Seneca lib. 2. ad Serenum quom. in sap. non cadit iniur.) iniuriam potest accipere sine aliquo detrimento, vel dignitatis, vel corporis, vel rerum extra nos positarum. Et dist bien Plautus in Mostellar.

Ego si bonam famam mihi seruasse, sat ero diues.

Et la raison s'en peut prendre de ce que dict Cicero pro Cluentio, vt opinio est de cuiusque moribus, ita quid ab eo factum & non factum sit, existimari potest. Nous auons à ce propos plusieurs autres belles sentences de Ciceron en diuers lieux, de Demosthenes in Leptinem, Isocrates de Regno, & autres. Plato in Memnone, siue de virtute, Athenis graue & periculosum fuisse scribit quemquam iniuria afficere, & hominum famæ detrahere. Mais pour entretenir la concordance entre les citoyens toutes paroles legerement proferées, & souuent par cholere, ne doiuent estre releuées si aigrement qu'on les tienne pour iniures, mesmement quand celuy qui les a dictes, ne les veut soustenir, ains offre bailler declaration qu'il ne sçait que bien & honneur en la partie qui se plaint, ains la tient pour homme & femme de bien & d'honneur: C'est pour quoy le Iuriconsulte in l. Non solum. §. i. D. de iniur. dit que ceste action est ex bono & æquo. Par ce que le Iuge en doit ordonner & arbitrer, par equité selon les circonstances: Mais y a des iniures atroces, qui se poursuiuent criminellement pour la grauité & exemple qui s'en peut ensuiure. Atrocé auté iniuriam aut persona, aut tēpore, aut re ipsa fieri, Labeo ait, l. Prætor edixit. D. eo. Iustinian dit, §. Atrox. Inst. cod. Que l'iniure est estimée atroce ou par le fait, qui est par la chose mesme, comme si aucun a esté excédé & maulrésou par le lieu, comme si en public ou en iugement en la presence du Iuge, à quoy on peut rapporter le tēps, ou par la personne, comme si l'iniure est faite au magistrat ou à un officier faisant son office & charge, ou à quelque autre personne d'honorable qualité, ou à femme honeste & de bon lieu, à pere, à mere ou autres proches parens. Mais quant aux peines, elles sont arbitraires, & s'adiugent selon les circonstances & qualitez des iniures, des personnes, des lieux & de la maniere qu'elles ont esté dictes, faites ou escrites: comme j'ay monstre au premier liure & ailleurs. J'ay aussi noté qu'il n'estoit loisible d'iniurier aucun de crime, dont on vouloit l'arguer, & que l. Eum qui nocentem. D. eod. n'estoit gneres en v'sage. Toussefois si la personne estoit noiroirement diffamée du blasme qu'on luy reproche

elle ne pourroit le prendre à iniure, comme si c'estoit une putain publique qu'o eust telle appellée, & ainsi ie l'ay veu iuger par arrest à la Tournelle le Samedy 23. Iannier, 1557. Aussi si c'est vn cas de consequence qui merite punition exemplaire, ou que les parties entrent en contention pour la reparation des paroles proferées, & que celui qui les a dictes, se rende denonciateur pour l'accusation des cas imposez par icelles: on ordonne de les verifier & nommer tesmoins au Procureur du Roy: comme nous auons veu auoir esté pratiqué & iugé en la Cour de Parlement contre quelques Iuges & officiers, qu'il ne conuient remarquer d'auantage.

COMMENT LES SEIGNEURS DOIVENT

TRAITER LEURS VIEUX PAR FAUTE DE
rente non payée. TILT. XXVII.



L'aduient^s souuent que plusieurs sont en faute & demeure de payer la réte, que doiuent les heritages que ils tiennent dont ils demeurent souuent en plusieurs arrierages enuers leurs creanciers. Et s'il aduient que question en faille sur ce, sçachez qu'elle doit estre traittée & demenée cōme action reelle, & comme feroit la propre rente puis que comptes ne conuēt particuliers n'en auroiēt esté taicts. Et ce se approuue tant par la loy escrite cōme par la reigle de droict escrite qui dist. *Accessorium sui principalis naturam sequitur.*
Vn exemple de ce.

Il aduint en Parlemēt en l'an mil quatre cens dix sept, que Monseigneur d'Orgemont lors cheualier de France si fist conuenir en Parlement le Prieur de Prioret, & disoit que celle Prioré auoit acheté certaine rente annuelle, que auoit tenuē en temps passé vn appellé Gilles de Coehere; de laquelle rente on luy estoit en faute & demeure de plusieurs termes & ans de satisfaire & paier, & tant que iusques à la somme de trois cēs liures ou enuiron par demeure de paye de plusieurs termes & ans. pourquoy il faisoit conclusion que veu les lettres d'achat & les tiltres dudit d'Orgemont il fut cōtraint à paier lesdites arrierages, termes, & ans en faisant demāde de despens. &c. Et de la partie dudit Prieur fut cōtendu à fin declinatoire, & fist faire inhibition de par son ordinaire comme clerc, disant que la cause & demande que faisoit ledit d'Orgemont, estoit pure personnelle, & par especial pecuniaire & somme appreciée à certaine somme d'argent qu'en la demande il auoit appreciée à somme d'argent, & pourtant ne deuoit la sortir ne demeurer, mais deuoit estre remis & renouié deuant son ordinaire. Ledit d'Orgemont disant du contraire, & que là demeureroit la cause & cognoissance du cas. Attendu que s'il auoit fait demande appreciée à somme de pecune, pour ce ne demureroit que la cause ne fust pure reelle, car celle somme venoit & descendoit des arrierages de rente fonsliere & heritable, sans ce que fussent oncques lesdicts arrierages aterminez ne passionnez par con-

L III ij

tract de compte ne autrement, fors que ainsi de terme en terme sont escheuz & detaillés à payer, pourquoy de raison ils sont & doiuent estre traictez & demenez comme feroit & pourroit faire le propre terme de la rente non payée à chacune fois, ne la souffrance que faicte a esté des termes l'un sur l'autre, ne luy peut prejudicier que pour les termes passez ne puissent ou doiuent estre poursuiuy réellement & de faict, dont il s'ensuyt que la cause doit demeurer en Cour laye, & non en Cour spirituelle. Ledit Prieur disant du contraire comme dessus, & puis que c'estoit terme & an passé par especial, ce devoit estre pure action personnelle, & non réelle. Car les termes appreciez faisoient compte d'eux mesmes, ne n'y failloit autre compte ne autre contract. & c. Tout veu il fust dict par arrest de Parlement que la cause comme réelle demeureroit en Parlement, & procederoit ledit Prieur en cause sur peremptoire comme à la realite appartenoit. Et furent despens compensez iusques en diffinitive.

Arrest de
Parlement.

Additio.

De huiusmodi persecutione arreragiorum, que est realis, utrum talis obligatio deducta in pactum possit coram Iudice Ecclesiastico exerceri. vide hanc. quest. disputatam ad longum per Ioannem Gall. in questio. suis, per arrest. cur. decis. quest. quinquagesima.

Costume de la Chastellenie de l'Isle.

Item selon la Coustume de la Chastellenie de l'Isle, sçachez que si aucun seigneur s'uyt son rentier par faute de rente non payée, & pour cele vueille mettre en amende pour cause de rente non payée: sçachez que le rentier pourra & deuera estre creu en son viuant d'une rente seule, & non plus qu'il affermera par son serment auoir payée. Et des autres luy conuient monstre paie si contend ou question en estoit: & le peut poursuiuir de sa rente auoir par plainte & par iours garder, côme dict & monstre est en autre pareille rubrique, au premier liure, où il dit. Comment le seigneur peut attraire à sa table & demaine l'heritage de son suiet: & pour tant m'en passe en ce present chapitre pour briefuete, avec les coustumes locaulx qui en ce doiuent estre gardées, car par plusieurs coustumes locaulx si le sentier attend & croit la rente plus de trois ans, si la rente est à vn terme, & s'elle est à plusieurs termes, & il y ait plus de trois rentes non payées, il n'en peut intenter ne faire demande plus que de trois, & plus n'y cheent de loix. Si comme dient les coustumiers que le detteur est quitte pour payer les trois rentes & trois loix, ne de plus n'en doit estre tenu, & pour ce folie est de plus souffrir ne attendre. Et encore selon aucuns de ces trois rentes en sera creu de l'une par son serment vne fois en son viuant, & non plus par especial selon la Coustume de la Salle à l'Isle. & c.

Additio.

Il y a ordonnance du Roy Louys. XII. en l'article lxxj. des ordonnances dudit Roy faictes en l'an milcinq cens & douze, par laquelle on n'est receuable à demander plus de cinq années d'arriarages de rentes constituées à prix d'argent tant seulement, & non des rentes foncieres portans disette ou censfe.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE
VINGT ET SEPTIESME.

LEs arrerages du cens ou rente fonciere sont de pareille nature que le cens mesme ou la rente, & affectent tellement le fonds, que pour iceux le seigneur le peut faire saisir : & partant l'action qui compete pour iceux estre reputée plus tost réelle que personnelle, iuxta l. Imperatores. D. de puhl. & vectig. l. 2. & 3. C. sine censu vel reliq. Masuerius in §. Item dominus directus. tit. de locato. Par quoy la cognoissance de telles matieres appartient au Iuge seculier, & sont tenus les clerics d'y respondre. Mais comme le seigneur pour les arrerages du cens ou rente fonciere peut faire saisir & vendre les fruiſts des heritages qui y sont suiectz : aussi pour les arrerages du cens ou rente fonciere ou surcens à luy deu sur quelque maison, il peut faire saisir & prendre par execution les meubles estans en icelle, & sera preferé aux autres creanciers, comme a esté iugé par arrest du 25. Juin, 1591. en la coustume de Paris, lequel me semble deuoir estre tiré en consequence pour les autres villes s'il n'y a coustume au contraire : par ce que le seigneur direct ne doit auoir moins de prerogative de tacite hypothèque sur les meubles du locataire, iusques à la concurrence du loyer qu'il doit, que le propriétaire appelle seigneur utile.

DE CEVX QUI NAVRENT OV INIVRIENT.
APRES CE QUE PAIX AVROIT ESTE FAICTE.

TILTRE XXVIII.

DE naurer^a ou iniurier aucun apres ce que paix precedente auroit esté faicte, te veux monſtrer vn exemple. Il aduint que en Vermadois guerre si estoit entre vn cheualier & vn escuyer, & tant que le cheualier fut par guerre iniurié de par l'escuyer, & depuis se garda l'escuyer si fagémét, que le cheualier ne se peut onques contreuenger sur luy, & pour ce se aduifa qu'il feroit paix à l'escuyer esperant que la paix faicte l'escuyer ne se garderoit de riens, & qu'il prendroit nouveau faict à luy & se contreuengeroit. Et ainsi fust faicte la paix, & beut le cheualier avec l'escuyer. Vne espace de temps apres le cheualier encontra l'escuyer, & luy courut sus & tant que pour mort le laissa. L'escuyer retourné en santé il fist pourchas contre le dict cheualier, & le fist adiourner en Parlement, tant à l'encôtre du procureur du Roy à toutes fins, comme à l'encôtre de luy à fin ciuile & par

LIllliij.

information precedente au iour qui seruit en Parlement. sur ce l'escuyer proposa son faict, & comment pour contreuenger son ire le cheualier auoit faict paix, beu & mangé avec luy feintement comme il apparut depuis, car assez tost apres ledict cheualier sans cause l'auoit aguetté & tellement nauré & couru sus, que pour mort le tenoit, & que par la naureure l'escuyer en estoit demeuré mutile des deux yeulx: laquelle chose valoit pis que sur paix enfrainte & plus que frainte; requerant que consideré le cas tel, & si enorme comme il estoit, que la verité en fust sçeuë par procez extraordinaire, & comme la matiere le desiroit de iustice & de raison. La verité sçeuë fust par ordinaire ou extraordinaire qu'il fust puny & condamné comme de paix enfrainte, ou tellement. & c. & pour partie à fin ciuile au cas que crime n'y seroit trouué, qu'il fust condamné en amendes profitables & honnorables à l'esgard de la cour. & c. Ledit cheualier disant du cōtraire, & que si paix y auoit eü, si estoit il vray que c'estoit pour guerre d'amis, comme gentil-homme qui estoit chose faicte & passée de pieça, & sans ce que ce fust pour cause nulle, ayant regard à ce dont paix estoit faicte. Mais bien pouuoit estre que pour certains contends que auoit ledict cheualier audict escuyer, de nouuel par chaude colle comme gentil-homme il l'auoit iniurié sans ce que ce fust en paix, trefues, ne assurances enfreingnant, mais que en simple delict & en cas ciuil, quoy veu que son seigneur le requeroit que cognoissance du cas pouuoit auoir, r'auoir le deuoit: si non si ne faisoit le procureur à receuoir criminellement, & n'y pouuoit escheoir que amende ciuile & costumiere. Tout veu il fut ordonné que le procez seroit extraordinaire: & que la verité sçeuë la cour seroit droit. Sur quoy la verité sçeuë il fust dict par arrest que le procureur du Roy faisoit à receuoir: & que tāt en estoit sçeu & trouué que la cour auoit condamné & condamnoit ledict cheualier à mort telle que d'estre trainé & pendu tant que mort fust & estranglé, & avec ce tous ses biens confisquez estans au Royaume au Roy nostre Sire, reseruez deux cens liures parisis d'amende qui audict escuyer en seroyent ordonnez pour son amende.

Additio.

Pro hoc vide text. in lib. Feud. tit. de pace tenenda & eius violato. & tit. de pace tenen. inter subdi. & iuramen. firman.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

VINGT ET HVICTIESME.

a



V tresfois en France ont esté souffertes & permises les querelles entre les seigneurs & nobles, qu'ils poursuiuoient par armes en compagnie de leurs parens & amis, & estoient appellés guerres: & faisoient iceux quelquesfois de paix & accords, & quelquesfois trefues & surceances d'armes: dont seroit procedé l'ordonnance de S. Louys appelée la quarantaine: de laquelle a esté parlé au 1. liure. Et des trefues qui lars

se donnoient, en attendant que leurs differens se peussent decider par iustice, est faicte mention en quelques anciens arrests de la Cour de Parlement, & aux histoires: comme aussi des guerres entre les nobles & seigneurs particuliers. Il y auoit des villes & prouinces, comme de Paris, Orleans, & Chartres, esquelles estoit defendu aux nobles & autres suiets de se poursuivre n'y se venger par guerre, ains de poursuivre leurs differens en iustice: & pour ce estoient appellees villes ou pays de paix: & y en a des memoires aux registres de la Cour de Parlement, que i'ay rapportez au liure des antiquitez Françoises. Mais depuis que telles voyes de faict & d'armes ont esté interdites & prohibées par les ordonnances, les mots de paix & trefues entre les particuliers ont esté abolis. Quant au faict icy recité, l'acte du cheualier estoit un vray assassinat, qui a esté iustement puny de mort, & du supplice qu'il meritoit, pour ne s'y estre gouuerné en gentil-homme, & partant il a esté pendu & estranglé. De la peine de l'assassinat faut voir Iul. Clarus lib. 5. §. assassinium, & autres qui ont escrit des pratiques criminelles.

DE FEMME OBLIGEE.

TILTRE XXIX.



TV peux & dois * sçauoir que la femme qui par simplesse s'oblige pour autre, que la loy escrite veut qu'elle y puisse estre remediee & secourue par plusieurs manieres. Si comme s'il aduenoit que femme s'oblige pour autre par simplesse, c'est que de riens ne luy touche que par singuliere amour ou voisinage, sçachez que ce faict, si elle s'en veut repentir & requerir d'estre hors de ceste pleigerie, pardeuant le Iuge sous qui c'est à faire, elle y doit estre receüe, & demise de ladicte pleigerie selon la loy escrite: *vt C. ad S. C. Velleian. l. j.* Mais s'il estoit sçeu que ce fust pour elle mesmes, & qu'il luy touchast: si comme si vne femme achetoit aucune chose, & s'obligeoit à la payer, lors tiendrait & vaudrait l'obligation: & aussi si elle se obligeoit pour son creditier, generalement pour cause qu'il luy touchast, lors tiendrait: car autrement il sembleroit qu'elle le feroit en fraude, de laquelle chose ne feroit le soustenir. *vt l. ij. C. de iur.*

Du mary engager les choses de sa femme.

Et s'il aduenoit que le mary mit en gage les choses de la femme appartenans, & seruans à elle. & à son corps, sans le consentement d'elle, & puis la femme les vueille retraire: sçachez qu'elle y faict à recevoir si fraude n'y estoit trouuée, & que ce fust faict par malice, car la loy secourt à la debilité des femmes, & non pas à leur malice. Et pource est il necessité en tel cas pour la seurte aux presteurs que la femme s'y consente. Sçauoir dois que i'agoy ce que la loy escrite si contienne le

cas comprins en icelle, toutesfois sont tous les costumiers de Cour laye au contraire que le mary peut tous les biens meubles de sa femme vendre & engager.

Additio.

Dic secundum Ioannem Fabr. & Porcum in §. predium. Instit. quib. alien. licet vel non. & in l. j. C. de ser. pign. dat. manu. quod maritus potest disponere de omnibus mobilibus sue uxoris, imo baguas & vestes & iocalia vendere: ut tenet Angel. consi. cccxxxix. & dicit Pet. de Anc. in consil. suo cii. quod etiam stāte statuto in contrarium posset maritus alienare: & virum valeret tale statutum, vide Bald. in consilio suo cii.

D'engager la tenure de sa femme.

Et s'il aduenoit^b que le mary engageast la tenure de sa femme & qui vient de par elle, supposé encore que ce soit du consentement d'elle, & qui plus est que celui à qui la tenure seroit obligé, l'eust vendue à autre, sçachez que le mary mort si la femme veut retraire sa tenure, elle y fait à recevoir, & l'a voir le doit, car pour chose que consentie si seroit durant la vie de son mary, ne demeure pour la crainte qu'elle pourroit auoir de luy, & de sa paix garder. Et si la femme estoit morte, si le r'auroient les hoirs, & retraire le pourroyent franchement. Et bien s'en garde qui reçoit en gage, voire ce dict la loy escrite, si celui à qui ce est obligé, ne sçauoit que celle tenure ne fust à la femme, & qu'elle ne fust de son lez & costé, lors y chet remede de recouurer le prix: mais s'il sçauoit que ce fust à la femme, lors n'y chet nul remede, & c. Mais en aucuns lieux coutume est au contraire.

Pro hoc vide text. & Doct. in l. Si sine voluntate, C. ad Vellei.

De pleigerie que femme fait pour autre par simpleste.

Item encore veut la loy escrite pour secourir à la debilité des femmes, qu'il soit fait en la maniere qui s'ensuit, car si comme dict est, que la femme peut retraire la pleigerie que fait auroit à autre, encore par plus forte raison sçachez que par pleigerie pour autre sans cause comme dict est, si elle auoit aucune chose payé non sçachant comment la loy les peut secourir à ce, elle pourroit repeter ce que payé ainsi en auroit par sa simpleste, & de ce seroit releuée & secouruë.

Que femme ne se peut obliger pour autre qui vaille.

Generalemēt peux & dois sçauoir que femme ne se peut obliger pour autre qui tiennē si defendre se veut, si contre elle n'estoit prouué qu'elle y eust profit, ou que ce fust fait par marché, ou par subtil engin pour autre deceuoir, ou que argēt en print pour ce faire: car si ce y estoit, lors ne seroit secouruë, ne ne luy vaudroit la loy de Velleien qui en ce cas les secourt.

Ad hoc text. in l. Femina, C. ad Vellei.

De femme payer pour autre sans pleigeure.

Encore dit la loy que si femme payoit pour autre aucune somme d'argent de sa franche volonté sans pleigeure, sçachez qu'en ce cas ne seroit secouruë par la loy de Velleien.

De soy obliger à la priere d'aucune femme.

Par plus forte raison veut encore la loy secourir au fait de la femme car s'il aduenoit que la femme prie à aucun qu'il se oblige pour elle, & celuy le face non sçachant comment la femme est secouruë en pleigeure & puis

& puis se vueille oster de ceste pleigeure par le droict de la femme pour qui il a ce faict, sçachez que aussi comme à la femme, il peut & doit estre secouru, estre osté & quitte de sa pleigeure comme pourroit estre la femme. *C. ad Velleian. l. Mulierem.*

Comment femmes ne peuvont estre emplaydées pour leurs maris.

Veu^e comment la femme est secourüe par le droict de Velleian, il s'ensuyt voir comment elles ne doiuent estre r'emplaydées pour leurs maris, ne les maris pour leurs femmes, ne les peres pour leurs enfans. De ce dict la loy que la femme n'est tenue du marché que son mary aura faict en son temps, s'ainsi n'est que la femme s'y soit obligée & accordée presentement, ne de respondre à ce ne doit estre contrainte par nul Iuge. *Rubr. ne maritus pro uxore. & Rubr. ne filius pro patre. C.*

Que le mary ne peut forfaire chose qui de par sa femme vienne.

Item dict par plus forte raison la loy elcrite, que supposé que le mary par son messaiet fust condamné en amende, ou en confiscation de biens neantmoins ne peut il forfaire ce que de par la femme luy vient, ou au moins selon aucuns fors durant la vie du mary, & selon aucuns de riens ne le peut forfaire, si conuiendroit il que la femme y eust son aliment à sa soustenance selon l'estat & la possibilité des biens venans de par elle. Et supposé que le procureur du seigneur eust leué & apprehendé iceux biens par confiscation, ou autrement si la femme requiert en estre remediee, si les doit elle rauoir.

Ad hoc facit text. in l. Ob maritorum cul-pam. Et ibi vi-de fallentias in gl. C. ne vxor pro marito.

Que les biens du mary ne sont comprins pour messaiet de femme.

Et encores peux & dois sçauoir que les biens de par le mary ne peueēt estre comprins pour le messaiet de la femme.

Que le pere ne doit estre pour les faicts de son fils emplaydē.

Par la loy peux & dois sçauoir que le pere pour le faict de son fils ne peut ne doit estre emplaydoyé, iacoit ce qu'il soit encore en mamburnie au pere, s'ainsi n'estoit que le pere l'ayt ratifié, car pour autrui delict n'y est nul tenu. Et par plus forte raison peux & dois sçauoir & entēdre que encore y est le pere moins tenu quand son fils est hors de sa mamburnie, s'ainsi n'estoit que le pere tint en soy aucune pecune au fils appartenant. *C. ne filius pro patre. l. j.*

De fils messaire ayant dignité.

Item s'il aduenoit que le fils obtint aucune dignité par son pourchas, & en ce fist aucune chose qui fust damnable, sçachez que le pere n'y est tenu. *C. eod. l. Si filius familias.*

Intellige predicta secundum contenta in dicta lege Si filius familias. & in Additio. glos. nam si sciuerit pater, aut eum prosequutus de curionem facere fuerit: tunc tenetur. l. Quoties. ad municipa. & vide dict. l. Si filius fam.

Du pere messaire ayant dignité.

Item & par pareille raison le fils ne peut ne doit estre emplaydoyé pour les offices ou dignitez du pere. *C. eod. tit. l. Patris.*

M m m m m

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE
VINGTNEVFIESME.

2



Ay noté cy-dessus au premier liure ce qui appartenoit à l'intelligence du Senatusconsult Velleian. introduit pour secourir les femmes, lesquelles legerement & par infirmité du sexe s'obligent pour autrui: auquel si elles se veulent obliger & interceder pour & avec un autre. conuient qu'elles renoncent expressement, & leur soit iceluy déclaré & donné à entendre, & en soit faite mention tant en la minute qu'en la grosse du cōtract. iugé par arrests du 9. Mars, 1585. 29. Iuliet, 1595. & 3. Juin, 1600. recité en la Responce 128. du 11. liure. Ce qui a lieu tant pour les cōtracts qu'elles font avec leurs maris, qu'avec autres n'estans mariées: & mesmes pour le regard de celles qui sont mariées, qu'elles renoncent aussi à l'Authentique Si qua mulier, & qu'elle leur soit donnée à enuëdre. Pour leur propre fait elles se peuuent obliger, si non qu'elles soient mariées: car estans sous la puissance du mary elles ne se peuuent obliger sans son autorité: encores que soit au pays de droit escript, ainsi qu'il a esté iugé par arrest sur un appel du Baillif de Forests à M^{rs} Brisson du 23. Avril, 1583. Ce qui suit icy des meubles de la femme, dont elle peut disposer seule, & non son mary, est pris du droit Romain. auquel la communauté de biens d'entre le mary & la femme estoit incogneüe: & toutesfois on tiét que ce qu'elle acquiert cōstant le mariage, est presumé proceder des deniers du mary, si elle ne fait apparoir que d'ailleurs elle auroit peu en auoir, vt scribit Salic. ad l. Si mater. C. de contr. empr. argū. l. Quintus. D. l. Si sponf. §. circa. D. de donat. inter vir. & vxor. l. Si nō verū. C. eod. & eleg. Murr. apud Plaut. in Casina.

*Nam peculi probam nihil habere addecer
Clam viro: & quod habet paritū, ei haud cōmodi est,
Quin viro aut subtrahat, aut stupro inuenerit.
Hoc viri censeo esse omne, quicquid tuum est.*

Par le droit François le mary est maistre & seigneur de tous les biens de la communauté, & mesmement des habillemens, bagues & ioyaux de sa femme, & en peut disposer sans le consentement d'elle. L'ay aussi noté cy-dessus que la femme qui se veut faire releuer du cōtract d'intercession par elle fait entre le Senatusconsult Velleian, doit à ceste fin obtenir lettres Royaux.

b L'ay monstré cy-dessus & ailleurs que la femme ne peut estre releuée du cōtract par elle fait avec son mary, pour la seule crainte reuerentiale, & alleguée des arrests à ce propos qu'il n'est besoin de repeter.

c Pour le regard des obligations & cōtracts faits par le mary cōstant le mariage, la femme en renonçant à la communauté des biens d'entre eux, n'en sera tenuë, si elle ne s'y est obligée, comme j'ay monstré cy-deuant en ce second liure. Mais si apres la mort de son mary elle apprehende la communauté, elle en sera tenuë de la moitié: comme mesmes a esté iugé qu'en acceptant la communauté, elle sera tenuë de la fideiussion faite par iceluy, comme estant

deste de la communauté, par arrestz du 23. Decembre, 1593. & 12. Iuillet, 1595. Quant aux crimes & delictz le mary & la femme ne sont tenus du fait l'un de l'autre, & pour l'amende & reparation en laquelle la femme seroit condamnée, les biens de la communauté desquels le mary est le maistre, ne pourront estre saisis & executez; mais pour le regard du mary, ils pourront bien estre pris, mesmement les fruiets & reuenus des propres heritages de sa femme, d'autant qu'ils sont en la disposition du mary: si la femme n'est separée de biens d'avec luy. Quant à la confiscation i'en ay cy-dessus escrit, & monstre que la condamnation de l'un ne preiudicie à la personne, ny aux biens de l'autre, quod etiam traditur in l. 2. C. ne vxor pro marito. l. 1. C. ad l. Iul. de vi publ. l. In his rebus. D. solut. matrimon. & al. Et encores que le mary ne soit mort naturellement, ains seulement ciuilement, par galeres ou bannissement perpetuel, la femme aura son dot & conuentions matrimoniales & son douaire, iugé par arrest pour Damoiselle Anne Spifame, femme de M. Iean Musnier, du quatorziesme iour d'Aoust 1567. Mais encores qu'elle prenne la communauté, elle ne sera tenuë des reparations adiugées aux parties & amendes enuers le Rgy. contre son mary condamné à mort avec confiscation de biens, dont conuient voir ce qu'en traite Chassaneus sur la Coustume de Bourgogne, Tiltre des droictz appartenans à gens mariez. Ce qui suit en ce tiltre du faict du pere & fils, est pris ex tit. Cod. ne filius pro patre. qu'on pent voir, n'estant besoin de plus-longues annotations.

COMMENT ON SE PEVT TRAIRE AVX DETTES DE SON DETTEUR.

TILTRE XXX.



PREs s'enfuit voir comment on se peut traire aux dettes de son detteur: si sçachez que si aucun est tuteur ou administrateur d'aucun, puis qu'il ne reçoit riens de son maistre: Sçachez que à luy ne par especial à son detteur ne se peut on traire pour les dettes de l'orphelin, ou de son autre maistre qui en garde les a: *vit l. Propter. C. si*

Al. quando fiscus vel priuatus

D'estre obligé au condamné.

Et peux & dois sçauoir que s'il aduient que aucun doie à autre par obligation, ou par condamnation sur luy assise, & il n'ayt dequoy payer, mais on luy doit aucunes dettes: sçachez que la maniere de foy retraire à son detteur, si est ceste tant par droict escrit, côme par raison & coustu-

Cy-dessus a esté monstré que ceste discussion n'a plus de lieu, ains que le creancier

peut directement se pourvoir par execution de meubles, saisie d'heritages, arrest de dettes deuës à son detteur, & emprisonnement de personne, s'il est obligé au corps, & par cumulation de toutes contraintes, par l'ordonnance de Moulins.

M m m m m ij

me raisonnable. Premier est à sçauoir que si le detteur a aucuns meubles où on se puisse traire, tout premier à ses meubles se faut traire si aucuns en a. sinon, aux heritages si aucuns en a, & les vendre & exploiter. sinon aux dettes qui luy sont deües, & les detteurs faire conuenir en cour, & les contraindre à payer : lesquels par contrainte le peuuent & doiuent payer & prendre lettres de ce, parmy sommant leur creancier. Et si le detteur principal n'a meubles, ne heritages, ne dettes qui luy soient deües : lors se peut on prendre au corps par detention de prison, & non autrement, ne deuant ce, si l'obligé principal n'estoit obligé à detention de corps, car lors y chet detention de corps. *Rubr. dicta. l. Si in causa.*

Pour dettes du fisc, c'est au seigneur.

Par ceste loy peus & dois sçauoir que pour les dettes du fisc, c'est pour les dettes du seigneur deffous qui on seroit couchant & leuant, peuuent estre prinles & executées les dettes deües du detteur, si ainsi n'est que le second detteur nie la dette, car lors le conuiendroit prouuer : & la raison si est que le detteur au detteur n'est pas obligé au fisc. encore y a vne autre loy qui dict que auant qu'on puisse le detteur au detteur contraindre il conuient que ce soit en cas que le detteur n'auoit aucuns biens qu'on sceust trouuer. *C. Rub. dicta. l. Si debitor non inficiatur. & l. Non prius ad eorum.*

En France pour les dettes du fisc on n'observe la discussio des biens que possède le detteur, ains on peut directement s'adresser à ses dettemens.

COMMENT LES HOIRS SONT TENVS OVNE SONT TENVS DES MEFFAICTS DE LEVR. PREDECESSEVR.

TILTRE XXXI.



V peus & dois sçauoir que l'hoir n'est tenu du meffaict fait par son predecesseur, s'ainsi n'est que le predecesseur fust en son viuant pource atraict en cour, & que litiscontestation en fust faite auant sa mort, ne les hoirs ne leur remanant depuis la mort n'y sont tenus, ne à eux ne s'en doit on traire, ne iamaïs riens demander : mais si plaid en estoit encommencé, & litiscontestation faite du viuant du delinquant : sçachez que les hoirs sont tenus de respondre & proceder en la cause comme leur predecesseur, & de payer le Iuge puis que les hoirs se seroyent de riens faits ne portez, voire eux sur ce appelez à emprendre ou delaisser les erremens. *C. ex delict. defunct. l. unica.*

De crime de leze Majesté.

Toutesfois veulent dire les sages, & la loy elcrite le veut & enseigne, que qui peche contre crime de leze majesté, supposé que le delinquant soit mort, au sien en est à retourner tousiours & à ses hoirs, supposé que du viuant au delinquant n'en fust encore procez encommencé.

Pro hoc est tex. in l. Fin. ff. ad legem Iul. maiesta. ibi nam nisi hoc crimen à successoribus purgetur, hereditas fisco vendicatur. & vide alios casus quos ponit glo. dict. l. Vnica. C. ex delict. defunct.

Additio.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

TRENTE ET VNIESME.

Comment les heritiers sont tenus du meffait & delict de celuy, auquel ils ont succédé, est traité in l. vn. C. ex delictis defunctor. qui est aussi in C. Hermogen. & s'entend icelle de priuatis delictis, ex quibus ciuiles actiones dabantur, vt furti iniuriarum, vi bonorum raptorum damni iniuria dati, & autres semblables. Mais en France par ce qu'on s'arreste peu à la distinction des crimes publics, & delicts priuez, j'ay veu obseruer que si pour quelque meffait y a action ciuile intentée contre le defunct, ses heritiers seront tenus apres sa mort de la reprendre, & payeront ce qui sera adiugé pour le delict & meffait du defunct : & si n'y a eu aucune action intentée contre le defunct viuant, ses heritiers ne seront tenus de son delict, sinon d'autant qu'ils en auroient profité, & in quantum ad eos peruenerit, vt est in d. l. vn. ne ex alieno damno, alienoque scelere locupletiores fiant, l. In heredem l. Sabinus. D. de dolo. Mais si on auroit procedé extraordinairement contre le defunct, les heritiers ne seroient tenus d'entrer en la poursuite criminelle, ains faudra les poursuivre ciuilement pour l'interest ciuil, qu'on auroit peu pretendre contre le defunct : car le crime est esteint par la mort, & d'iceluy on ne peut plus faire poursuite apres le decez de l'accusé, toutesfois la poursuite ciuile pour l'interest n'est esteinte, comme j'ay veu iuger par arrest donné à la Tourneelle sur un appel du Prenost de Crecy en Brie, pour raison d'un homicide, le 23. Mars. 1563. Mais le crime de leze Majesté pour son atrocité, ne s'esteint par mort, ains le procez peut estre fait à celuy qui en est iugé coupable, apres sa mort, pour condamner sa memoire & confisquer ses biens, vlt. D. ad leg. Iul. maiestat. l. pen. & vlt. C. cod.

DE NONCIATION DE NOUVELLE OEUVRE

ET DE L'INTERDICT OV TROUBLE QVI SVR CE
se peut faire. TILTRE XXXII.

De denonciation de nouvelle œuvre, & de l'interdit ou trouble qui sur ce se fait, te puis monstre par ce qui s'ensuit. Si sçachez que denonciation de nouvelle œuvre si a lieu, si tost que aucun fait ou fait faire nouvelle œuvre au preiudice d'œuvre d'autre; celuy qui sent que c'est en son preiudice, le peut defendre & denoncer à non faire de soy mesmes sans autre autorité de soy mesmes, ne n'y conuient grace de luge ne commission, ne sergent pour ce faire. Si sçachez que denonciation de nou-

M m m m iij

uelle œuvre si se peut faire par trois voyes & manieres, c'est à sçavoir. La premiere maniere par cause & raison naturelle, si comme si aucun fait & commet aucune nouvelle œuvre sur ce que ie maintiens estre sur mon heritage, ie luy puis denôcer à cesser par cause & raison de droit fonslier.

Item la seconde maniere si est par cause & raison du publique: si comme quand le seigneur d'un lieu ou d'une ville ait defendu à faire aucune chose sur le reget de la ville, & aucun sur ceste defence fait aucune nouvelle œuvre sur celuy reget qui m'est preiudiciable, & où i'ay interest, ie luy puis defendre & denoncer à cesser ceste nouvelle œuvre par cause & raison du publique.

Item la tierce maniere si est par cause & raison interposite, si comme quand aucun à seruage acquis sur l'heritage d'autre, & celuy qui le seruage doit, veut faire nouvelle œuvre au preiudice de celuy qui a le seruage. Je te le monstreray cy par exemple.

Vn exemple de ce.

J'ay maison ioignant à autre, laquelle ainsi ioignant est de condition qu'elle ne peut estre leuée plus haut pour moy oster mon air & ma veuë. Si leuer on la vent, ie le puis defendre par denonciation de nouvelle œuvre par cause & raison interposite: si sçachez que ceste denonciation est de tel effect, si tost que celuy qui s'en sent, si comme dit est, troublés'en apperçoit, il peut venir sur le lieu où on fait & commence ceste nouvelle œuvre, & dire à ceux que là trouuerra, soit qu'ils soient de gens de celuy qui ce fait faire ou non, soit que celuy y soit qui l'ouvrage fait ou non, & doit ainsi dire aux ouuriers & assistans qui là seront trouuez: Vous faites cy nouvelle œuvre en mon preiudice, ie vous denonce que vous vous cessez de faire, & desistez entierement, & de ce que fait auez, ie fais protestation que tout soit demolly & réparé, & que amendé soit si auant que luge elgardera qu'il appartiendra. Et doit le denonceant auoir vne pierre en la main, & ietter parmy la nouvelle œuvre en tesmoin de la denonciation ainsi faite, & à tel iour si soit souuenance des assistans. Et ne le conuient ja autrement faire denôcer à celuy qui la nouvelle œuvre fait faire, si present n'y est trouué, mais bien luy facent les ouuriers sçauoir si bon leur semble, car si depuis il y estoit ouuré, ce seroit attempré, & cherroit en peine & amende d'atemptas, & de fait conuient que l'ouvrage soit cessé du tout, iusques à ce que celuy qui l'ouvrage fait faire, fait conuenir & denoncer pardeuant le luge à sçavoir pourquoy il a fait ceste nouvelle denonciation. Et sera le faiseur de l'ouvrage demandeur en ce cas, & le denonceur possessionnaire, ou possesseur de la denonciation, qui est grande dignité en procez. Et lors le denonceur comme defendeur & possesseur soustiendra la denonciation & les causes qu'il a de ce faire. Mais selon aucuns il est de necessité que ceste denonciation soit faite dedans l'an que ceste nouvelle œuvre est commencée. Et la cause mise en Cour, le procez si doit estre fait dedans trois mois à la fin que l'œuvre soit faite & parfaite si estre doit. Si non, & que le procez ne puisse estre fait ne parfait dedans les trois mois, si le faiseur de

la nouvelle œuvre requiert, disant que le proces est apparrant de durer longuement, & par ainsi l'œuvre qui est nécessaire & profitable, pourroit aller à perdition, & tout ce que commencé est, que par caution suffisante il puisse parfaire son œuvre: sçachez que le Juge d'office peut & doit pourvoir à ce que l'ouvrage se parface, parmy baillant suffisante caution au cas que tort auroit, de tout oster & demollir quantes fait en auroit, & tout remettre au premier & deu estat, rendre, & refondre au denonceur les despens dommages & interêts, avec l'amende de nouvelle œuvre par luy encommencée & faite, & autrement ne se peut ne ne doit faire. Si sçachez que celle denonciation est de telle vertu, que en tous nouveaux ouvrages se peut assoir, fors^b en seruage de chemin & voyrie qui est & vient par seruage, car lors s'en conuient retraire aux droicts de voyries, ou par complainte de nouuelleré qui descend de droict de denonciation de nouvelle œuvre, & ne faut ne cesse, supposé que de nouvelle œuvre qui ainsi le feroit fust à pupille, ou à furieux ou à expatrié, qu'il conuint que l'œuvre se cessast, & que le pupille, ou le furieux, ou l'expatrié ne se rendist demandeur & fust, ou qu'il fussent fondez pour estre demandeurs contre le denonceur, Car comme dict est, le denonceur est defendeur & possesseur en la cause selon la loy elcrite. C. de no. ope. denonciatio. l. Vnica. & ff. eo. per tot. titu.

Il y a certain stile au Chastelet de Paris touchant ceste matiere, lequel est mis au liure des ordonnances Royaux vers la fin, sous le tiltre qu'on dict estre l'extraict du stile de Chastellet touchant la massonnerie, & le tiltre seruant à ceste denonciation de nouuel œuvre.

Additio.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

TRENTE ET DEUXIESME.

Nonciation ou denonciation de nouvelle œuvre, de laquelle j'ay aussi traité au premier liure, est une prohibition de ne bastir & edifier nouvelle œuvre: elle se faisoit ou pour conseruer nostre droict, ou pour empescher le dommage, ou pour maintenir le droict public: & ce ou par parole du nonciateur, ou par iect de pierre, ou par mise de fait, ou auctorité du Pretour, l. 1. §. nonciation. l. De pupillo. §. meminisse. Mais en France pour le droict public la nonciation n'est pratiquée, par ce que les particuliers ne sont parties capables pour poursuivre un droict ou interest public, ains c'est de l'office d'un Procureur du Roy ou Fiscal. Et les trois premieres manieres de faire nonciation, qui se faisoient par le nonciateur de sa prinée auctorité sont hors d'usage, d'autant qu'elles resistent de voyes de fait: aussi le iect de pierre se doit entendre non de ietter une pierre dans le bastiment, comme mal on l'interprete vulgairement, ains de tirer & arracher une pierre du bastiment pour l'abbatre d. §. meminisse. l. Et si forté. §. 1. D. si seruit. vindic. on ne pratique en France que la dernière maniere par auctorité du Juge: & les parties estans

ouyès par deuant luy il ordonne si la denonciation tiendra, ou si celuy qui a commencé de bastir, continuera l'œuvre en baillant caution: encores qu'on allegue un arrest du mois de Novembre 1513. ou 1514. par lequel auroit esté infirmée la sentence du Juge, qui auoit permis de bastir nonobstant la denonciation, en baillant caution de demolir s'il estoit ordonné en definitiue. Toutesfois Lucius de Placitis curia, recite autre arrest par lequel auroit esté permis de paracheuer l'œuvre: dont appert que telle cause est arbitraire, dependant des diuerses raisons & circonstances qui se presentent. Quant aux peines contre celuy qui ne laisse de bastir, nonobstant la denonciation, ou celuy qui a iniustement & à tort denoncé, elles ne sont en France plus grandes, que des dommages & interests: sinon pour le regard du public, ou quelquefois on adiuge des amendes.

b Il suit l'opinion de Hostiensis in summa de operis noui nunciat. §. quis possit facere, qui est receuë en pratique, que la denonciation de nouvelle œuvre n'a lieu es seruitudes rustiques, & heritages des champs, en faueur de l'agriculture, qui concerne le bien public. & quæ nec momento suspendi debet: laquelle on fonde sur l. Si eo loco. D. si seruit. vindic. & l. Qui viam. D. de operis noui nunciat. suyuant lesquelles on se doit pouruoir par vindication, ou autre semblable action. Mais par ce qu'on allegue d'autres loix. au contraire, ie remettray ceste question à ce que i'en ay escriu au quatriesme liure des Pandectes.

LA MANIERE DE FAIRE VNE CHASSE

A VEVE D'OBIL QVI DONNE CAUSE
de poursuyuir le prisonnier.

TITRE XXXIIL



L est assez de coustume selon l'vsage de Cour laye de faire vne forme & maniere de chaste à veuë d'œil qui donne cause de poursuiuir vn prisonnier ou malfacteur puis que accueilly seroit dessous la iustice dont on le poursuiueroit, & s'enfuiſt dessous autre seigneurie ou iustice: sçachez que si tousiours est chassé & poursuiuy promptement par les officiers du seigneur, dont & dessous qui il auroit esté accueilly, poursuyuir le peuuent iceux officiers par bon exploit si auant que trouué l'auront & prendre & arrester dessous autre iustice ou seigneurie, & le r'auoir par le consentement du seigneur ou Juge dessous qui il seroit trouué. Et s'il aduenoit que par les sergens & officiers du seigneur dessous qui il seroit trouué, fust premierement arresté: puis que ce seroit en chaste telle comme dict est, que les cou-
stumiers

stumiers appellent chaude chasse, si le doiuent r'auoir les pouruiuians: & leur doit estre le prisonnier rédu fils le requierent, supposé que les pouruiuians en le chassant en eussent perdu la veüe aucunesfois ou non, ou que mis ne asis la main n'y eussent, car il est entendu que bien y est la main asise, quand pour present meffaict on le poursuit à chaude chasse.

Item ainsi dois sçauoir & entendre d'un prisonnier eschappé de prison qui pouruiuy seroit par les officiers dessous qui il seroit eschappé.

Item ainsi dois encore sçauoir & entendre d'un banny qui seroit veu depuis le ban sur la terre de son seigneur sous qui il seroit banny. si pouruiuy estoit par les officiers du seigneur, & accueilly de la terre dont il seroit banny: car tous ces cas dessusdicts sont entendus cas de present meffaict, ou cas dessusdict.

Un exemple de ce.

Il aduint qu'un appelé Loyset le Musc en l'an 1380. estoit banny de la ville & cité de Tournay, & luy ainsi banny qu'il estoit l'embarit sur la banlieue de ladicte ville, & fust veu des sergens, lesquels sergens se prirent à chasser pour le prendre, & tant le chasserent à celle veüe, qu'ils le suivirent ius de la banlieue sur la terre du Roy, à pur & sans moyen qui est du Bailliage de Tournes, & l'a le rarcindrent & prirent & arrestèrent, & le ramenerent en la prison de ladicte ville de Tournay. Or s'ensuit que le Baillif de Tournes qui est Baillif Royal, pour la prise qui auoit esté faite sur son Bailliage, requist aux Preuost & Iurez d'icelle ville à estre réparé pour le Roy de la prise que faite auoit esté en son Bailliage, & dont il auoit esté despoillé contre raison. Lesdicts Preuosts & Iurez disans du contraire, & que despoillé n'auoit esté en aucune maniere, car par leurs sergens ledit Loyset auoit esté chassé à veüe d'œil & à chaude chasse de leur banlieue, iusques là où il auoit esté prins par leurs sergens, & comme de present meffaict chassé de leur iurisdiction dont il estoit & est banny par ses demerites, pourquoy puis que c'estoit en chaude chasse, il n'y appartenoit quelque reestablisement ne reparation. Ledit Baillif disant du contraire, & que supposé que chassé l'eussent de la banlieue, puis que prins & arrêté l'auoient hors de leurs termes & en autre iurisdiction, d'illecques ne le deuoient extraire sans le sceu & licence du iusticier dessous qui ils l'auoient trouvé, & sans le requierir estre ainsi fait. Lesdicts Preuost & Iurez replicans, & disans au contraire, & que sauue la grace du proposant, car supposé que par les propres gens & sergens dudit Bailliage eust esté prins & trouvé, puis que de auroit esté en chasse & poursuite de sergens de ladicte ville de Tournay & à veüe d'œil, si conuiendroit il de raison que rendu leur fust, pourquoy, &c. Sur ces débats il fut accordé entre les parties que la matiere seroit requise sur le conseil à Paris. Le cas exposé au conseil, c'est à sçauoir monseigneur des Marez, maistre Pierre l'Orfèvre, maistre Jean Pompaingourt, & maistre Eustace de la Pierre, fust conseillé qu'en tant que les sergens de la ville pouruiuoient le malfaicteur à chaude chasse, il est appartenü puis que trouvé

N n n n n

De ceste chaude chasse est faite mention en mon vieil praticien, qu'autrement on appelle poursuite de prisonnier, lequel en quelque autre iustice qu'il seroit arrêté, doit estre rendu à la iustice, dont les officiers le poursuivent si pour autre plus grand cas il n'y auoit esté preuenus, comme i'ay noté cy dessus.

Peussent deffous autre iurisdiction, que Peussent tenu tousiours & gardé, iusques à ceique par le seigneur deffous qui c'estoit fait & trouué & par son sceu Peussent r'amené, car ainsi pourroit on despouiller tous seigneurs pour dire nous Patrons fait à chaude chassé: ergo, &c. & seroit de prime face le seigneur ainsi despoillé sans cognoissance de cause, qui dure chose seroit au iusticier: & pour ce fut délibéré par le conseil que les sergens le pouuoient bien auoir prins sur la terre du Roy, mais extraire ne l'en deuoient sans la licence du Baillif Royal qui rendre leur deuoit, &c.

Un autre exemple pareille.

Item ie veïs vn autre exemple en la Cour du Roy en Maire en Tournes, lors Gouverneur de Monseigneur Tristan du Bois. Il aduint que vn marchand vint barquignier draps de foye & mercerie d'un mercier de Tournay, & en ce barquignant embla vn drap de foye, & le mist deffous son manteau, & à tout ce le larron se parut, & l'en alla à Orchies vne ville à quatre lieues de Tournay. Si tost que le mercier s'apperceut du larcin, il le fist poursuivre par les sergens du Roy, qui tousiours en chaude chassé le suiurent, tant qu'on le chassa. Et le larron allant encore sa voye, le trouuerent en ladicte ville d'Orchies, & illec pour ce que c'estoit sous Flandres, le firent prendre & arrêter à tout le larcin sur luy, requerans que considéré qu'à chaude chassé l'attoient pourluy, qu'il fust rendu & deliuré pour r'amené au lieu où il auoit prins le larcin, & dôt il estoit pourluy à chaude chassé. Les officiers dudit lieu d'Orchies furent refusans de le rendre, disans que premier y auoient mise la main, & que combien que les sergens disoient ce, si n'auoient ils oncques mis ne assis main à luy, & peut estre en auoient perdu plusieurs fois la veüe dedans la voye de Tournay, iusques audict lieu d'Orchies, pourquoy ce n'estoit mie chassé si chaude à veüe d'il continuée en pourluyant à cry & à hu, si ne le doivent pas rendre. Le procureur du Roy disant que si, & que ce suffisoit & valloit main mise, & assise ce que pourluy estoit à chaude chassé, & que si la veüe en auoit esté perdue, si estoit ce par les hayes & buissons, non par arrêter de le pourluy, & auoit le larcin esté fait sous le Roy en la iurisdiction de Tournes, dont il estoit pourluy, &c. pourquoy rendu deuoit estre. Le cas vint au conseil à l'Isle qui est ressort dudit lieu d'Orchies, il fut dict que le prisonnier deuoit estre rendu, & fust ramené es prisons du Roy à Tournay, & par le Baillif du Roy fust iugé à pendre pour ledit larcin, & executé à la iustice, à Maire.

Autre exemple en tel cas.

Vn larron fust chassé de Iolosag à chaude colle & à veüe d'œil, il faillit en l'Escault, & passa outre au noier, iusques sur la terre de Blangue qui est au seigneur de Ligne qu'il tient en haute iustice de Morraigne, & par les sergens surprins & arrêté, combien que les gens du Roy le pourluyssent à chaude chassé, & à veüe d'œil, & à cry, disant à tous, tenez le larron. Et ainsi arrêté ledit larron, le sergent & ceux qui le chassoient, vindrent incontinent mettre la main au prisonnier. Les gens & officiers de Ligne à cause dudit lieu de Blangue, d'ins du contraire, & que pre-

*Du mot ha, qui
signifie grande
clameur, vient
de verbe haor.*

mier l'auoient veu : Il fust dict par deliberation de conseil à Paris, que puis que les gens du Roy ou du seigneur deslous qui il auoit esté leué à chaude chasse, & à veuë d'œil, & tousiours pourfuiui à cry & hu, en entretenant leur chassé, qu'à eux deueroit demeurer le prisonnier, & la congnissance du cas.

De hac materia quando quis est repertus in flagranti delicto, & tunc familia illius iudicis sub quo deliquit, poterit eum prosequi quocunque vadat, ex quo incepit eum sequi in suo territorio, quod est licitum iudicibus per l. Quod ait lex ff. de adult. & ibi Bal. quit amen dicit in l. Sicuri. §. aristo. ff. de seruimus vendi quod capiens aliquem malefactorem in alieno territorio, tenetur actione iniuriarum ei cuius territorium offendit, per tex. ad hac notabi. in cap. ex parte. extr. de verb. signi.

Additio.

L'opinion de Balde de actione iniuriarum, n'est receuë : quod enim iure fit, nã potest dici iniuria factum.

De ceux qui prestent confort & aide en cas de delict à vn malfaieteur.

TV peux & dois sçauoir qu'en cas de delict faire ou prestre confort au malfaieteur & delinquant, vaut autant comme faiseur, *quia a-fauteurs & ad-gentes & consentientes, &c.* Si en vis aduenir vn cas sur ceste matiere. Il aduient qu'un bourgeois de Tournay, si eust contend & question contre vne autre personne de la ville de saint Amand en Peule, qui est à quatre lieus de Tournay. Et tant que ledit de Tournay se print par luy & par ses amis complices en ceste partie à aller querir en ladicte ville de saint Amand, le bourgeois d'illec qui estoit son ennemy, dont il aduint que pour aller celuy de Tournay plus fort, il emprunta à aucuns de ses amis aux vns varlets, & aux autres cheuaux. Et luy venu en la ville de saint Amand, il fist inuasion & assaut sur son ennemy, & assaillit sa maison en demandant le ferir, & en y eust de naurez d'une partie & d'autre. Ce fait le procureur du Roy s'en informa sur les parties d'un costé & d'autre. Et tant que pour ce qu'il trouua que par aucuns auoit esté audit de Tournay faicte commutation entant que presté luy auoient cheuaux & varlets, les varlets furent adiournez, & aussi furent les maistres qui ce auoient presté à l'encontre du procureur du Roy nostre Sire, & à l'encontre de partie, iacoit ce que les maistres n'y eussent esté, mais que pour le cõfort & prest que fait y auoient. Les adiournez sur ce proposerent alibi, & que varlets & cheuaux n'y auoient prestez par maniere nulle, ne qu'ils sçeussent qu'auoit empensé à faire celuy à qui presté l'auoit, & à ce faire furēt receus. Et pour ce qu'il fust trouué que prestez ny auoient cheuaux ne varlets, ils furent absous de l'impetition & demande du procureur du Roy & de partie. Mais selon que les sages disoient, que si prouué n'eussent leur alibi : ils eussent esté condamnables comme complices & faiseurs par les prests qu'on leur imposoit auoir faicts audit delinquant, &c.

Des complices, fauteurs & adherens des crimes a esté traité au premier liure.

Nnnnn ij

QUEL CHOSE S'ENSVIT A FAIRE A
DEMANDER RENVOY EN COVR.

TITRE XXXIII.

De renvoy des
causes tant cini-
les que criminel-
les, & des per-
sonnes a esté
amplement trai-
cté au premier
livre, où s'ent a-
voir recours.



A Renvoy de Court demander peulx & dois sca-
voir qu'il faict trois choses: c'est à scavoir luge à
qui le renvoy soit demandé, & qui le puisse faire,
luge ou seigneur ou personne pour luy, qui son
sujet demande à l'auoir, lequel ait telle iustice
que pour cognoistre du cas dont le sujet est oc-
cupé, si c'est deuant le souuerain du luge qui de-
mande le renvoy, & si c'est deuant luge ou Sei-
gneur ou lin, lors le peut demander à toutes fins.

Et si y faut le tiers point que le seigneur suiet requiere à son seigneur le
renvoy, car selon les coutumiers les deffailles en l'un de ces trois points,
renvoy ne s'y appartient, car si le suiet qui est occupé, n'auoit son sei-
gneur qui le requist, iamaïs à la requeste du suiet, le renvoy ne se feroit.
Car il seroit sans luge, que raison ne peut souffrir que querelle soit sans
luge. Ne aussi le seigneur n'a cause de demander renvoy si son suiet ne
l'en requiert. Ne le luge deuant qui la cause est, n'a cause de renvoyer la
querelle si requis n'en est. Dont il ensuit qu'il y conuient tous les trois
points desliuict: ou autrement deuement ne se faict. Toutesfois veu-
lent dire les clerks que renvoy demander se peut bien faire par le sei-
gneur du suiet sans ce que le suiet le requiere, car dure chose seroit si le
sujet se requerre ne se vouloit, peult faire à son seigneur preiudice que
de luy oster la cognoissance sans la coulpe, ne luy oster ainsi sa iurisdic-
tion. Si t'en monstreray un exemple.

Il a esté noté cy
dessus que le sei-
gneur peut de-
mander le ren-
voy, encores que
son suiet ne le
requiere, & ce
pour la conser-
uation de sa iu-
stice, dont on
peut voir Im-
bert lib. 1. Inst.
cap. 22. Et autres
practiciens, qui
en ont ample-
ment écrit.

Additio.

*Istud est de iure, ut criminosus remittatur puniendus corporaliter ad
suum dominum habentem iusticiam: tex. est in §. si quis vero comprehensorum
in Authent. ut nulli iudic. & vide Bald. in l. Requiritur. C. de seru. fugit.
& Salicet. in l. 1. C. ubi de crimi. agi oportet. & ad hoc ut fiant tales remissio-
nes, oportet iudicem esse debite requisitum, ut not. Cyn. in Authent. qua in
Prouincia. C. eodem tit. ubi de crimi. agi oportet. & vide casus qui requiran-
tur ad faciendas huiusmodi remissiones per Guido. Pap. in quest. 202. ubi
multa conferentia ad hanc materiam adducit. Et quid de consuetudine sit di-
cendum maxime quid obseruetur Parisius annotati sup. in 1. lib. sub. tit. de
la punition des crimes & delicts, fo. 53. Co. 4.*

Un exemple sur ce.

Il aduint en l'an 1383. que le Procureur de l'hospital de nostre Dame
de Tournay, si demanda certain lay faict audit hospital par feu Philippe
Vuiart en son viuant, & en fist conuenir par deuant le gouuerneur de la
dicté ville de Tournay, la veufue du fils dudit Philippe, à fin d'auoir le

lay. Le Procureur de la ville sentant que ceste veufue estoit sujete des Preuost & Iurez d'icelle ville, si requist auoir le renuoy pardeuant lesdicts Preuost & Iurez. Le Procureur dudit hospital disant du contraire, & qui c'estoit cas priuilegié, dont au Roy qui a la preuention des testaments, doit appartenir la cognoissance, & d'autre part ladicte veufue ne se requeroit point que necessairement il appartenoit faire & auoir. Le procureur de la ville disant que de testaments auoir cognoissance sont en possession les Preuost & Iurez, & d'autre part ce n'est pas cogneu d'un testament, de cognoistre d'un lay, car ce n'est point que contend soit des forces du testament, que les clerks appellent *de viribus testamenti*; dont peut estre le Roy auoir la cognoissance, si premier on s'en trayoit à luy mais ceste querelle n'est fors que de don de lay qu'on veut prouuer par le testament, pourquoy, &c. Et si ladicte veufue qui est suiecte ausdicts Preuost & Iurez, par sa simplesse ne se requiert estre renuoyée, ce ne doit preiudicier ausdicts Preuost & Iurez, que pour ce leur iustice en soit foulée, esquels n'est trouué faute de droit faire, &c. Tout veu il fust dit par le Gouverneur que renuoy ne s'en feroit. De la partie du procureur de la ville en fust appellé en Parlement. La cause venue & ventiléé audit Parlement, il fust dit par arrest que mal auoit esté appellé par lesdits Preuost & Iurez, & bien iugé par ledit Gouverneur. Mais ce fust il dit mal appellé pour ce que des testaments on se traitoit premier au Roy.

Arrest de Parlement, fondé sur la preuention que le Roy pour la cognoissance des testaments, quorum factio publici iuris est, l. 3. D. Qui testam. facere poss.

Item que souuerain seigneur peut demander le renuoy de son sujet, sans ce que le seigneur de qui le suiet tient par moyen, le demande. si t'en monstrey vn exemple.

Exemple sur ce.

Il aduint en l'an 1379. qu'un Bourgeois de Tournay si fist conuenir vn autre pardeuers le Baillif de Vermandois pour cause de rente de blé, dont l'hypothèque seoit en Vermandois, dessous l'Euesque de Tournay à Vuez. Le bourgeois conuenu si tenoit ceste hypothèque d'un seigneur suiect par moyen en souueraineté de l'Euesque comme par souuerain, & aussi requeroit audit Euesque qu'il le requist. Ce renuoy demandé eniugement, le demandeur primerain se defendir à ce disant que la solennité qui à renuoy appartenoit, n'estoit point gardée en ceste partie, car le seigneur de qui la chose contencieuse estoit tenué, ne l'apparoit, ny ne demandoit le renuoy: pourquoy, &c. La partie disant du contraire, & que seigneur auoit bien quand il auoit son souuerain seigneur, & que si le seigneur moyen ne s'en vouloit mouuoir, pour ce ne demeurerait pas que puis que seigneur auoit, & suiect qui demandoit le renuoy, que bien y estoit gardé l'ordre de renuoy demander. Tout veu, il fust iugé par ledict Baillif que ledit Euesque si deuoit auoir le renuoy de la cause. De la partie du demandeur en fust appellé en Parlement. La cause d'appel ouie audit Parlement il fust dit mal appellé, & bien iugé, & fust ledit demandeur condamné es despens, & en amende de fol appel.

Arrest de Parlement.

Que renuoy n'appartient en trois cas.

Et est à sçauoir que par trois manieres n'appartient renuoy en cause,

N n n n n iij.

supposé que seigneur & suieût le requissent, c'est à sçavoir que le suieût estoit prins en present messiaët dont n'y appartient renuoy. Ou si le suieût estoit lié par responce en confessant ou niant, ou promettant à respondre, ou en acceptant le Iuge par peremptoire, car sur declinatoire non, & dont n'y appartiendroit renuoy. Ou si le cas estoit tel qui desirast cas de ressort, ou cas dont le Iuge qui requeroit le renuoy, ne peut cognoître, lors n'y appartiendroit renuoy.

De s'oy lier par responce en Cour laye vis une telle exemple en cas aduenir.

Exemple.

Il aduint qu'un appelé d'Ardompert fist cōuenir pardeuant le Gouverneur de Tournay un bourgeois appelé Nicole de Hornut, pour certaine demande pecunielle qu'il luy demandoit. Les parties comparans en Cour, de partie du demandeur fust la demande ouuerte & faicte en iugement, & conclud à fin de paye. De la partie dudit Hornut fust requis que comme il ne sçeuſt quelle demande cil luy entendoit à faire, qu'il eust iour à retourner sur ce, & conseil. De la partie dudit demandeur luy fust accordé iour à la quinzaine pour respōdre & aller auant comme de raison seroit. Ledit de Hornut l'accorda simplement & legerement: à la quinzaine ledict de Hornut vint accompagné du procureur de la ville de Tournay, dont ledit de Hornut estoit suieût, & requist le renuoy, &c. Ledit Dardompert y contredist en disant que renuoy ne ſy appartenoit, car ja estoit lié ledit de Hornut par responce, car il auoit iour accepté à respōdre pour luy, &c. Ledit procureur disant que si iour auoit accepté à respondre, ce n'estoit mie lien ne litiscontestation en cause mais n'estoit que de respondre comme de raison seroit, & raison estoit d'auoir le renuoy & la cognoissance de la cause, & que telle responce n'estoit point lien qui le deboutast de sa declinatoire, qui de raison luy estoit deuë, & que dure & estrange chose seroit d'estre ainsi prins & lié par parole leger, pourquoy, &c. Sur ces registres il fust dist & sentencié par ledit Gouverneur que renuoy ne ſ'en feroit, mais demeureroit le cas à luy & à sa cognoissance, entendu que ledit de Hornut auoit iour à respondre par son consentement. De la partie dudit procureur de la ville en fust appelé en Parlement, La cause ventillée d'une partie & d'autre, il fust dict par arrest de Parlement, que bien auoit esté iugé par ledit Gouverneur, & mal appelé par ledit procureur, & fust la ville condamnée en l'amende, & en despens la taxation reseruée. Et ceste querelle prend sans doute où cas là, où la demāde auroit esté ouuerte par le demandeur, & le defendeur auroit sur ce accepté iour à respōdre à autre iour subsequnt,

Arrest de Parlement.

Cest arrest ne seroit à present suini, tant par ce que iour deuenir defendre, n'emporte cōtestation que d'auis que on tient que la cōtestation d'un suieût pardene un Iuge où il est appelé, ne peut faire preiudice à la iustice du seigneur, qui luy est domaniale, comme a doctement noté Guenois sur le 22. ch. du liure 1. d'Imbert, alleguant Guid. Pap. q. 275. & un arrest donné aux Grands Jours de Poitiers, le 17. Octobre, 1531.

DE RESTITVTION INTERINER.

TITRE XXXV.

Guenois sur le 22. ch. du liure 1. d'Imbert, alleguant Guid. Pap. q. 275. & un arrest donné aux Grands Jours de Poitiers, le 17. Octobre, 1531.



De restitution interiner dois sçauoir qu'elle se faict par quatre manieres de cas, & ce selon les coustumiers, c'est à sçauoir en cas de pupilles ou il seroit trouué qu'ils seroient deceus, si comme dict est en la rubriche des pupilles au premier liure en son lieu. La seconde maniere si est en cas des expatriez, où il est trouué que par leur expatriation ils seroient deceus, si comme dict est en la rubriche des expatriez au premier liure en son lieu. La tierce maniere si est en tous cas & en toutes ventes d'entre quelconques personnes que ce soit, puis que la deception y seroit trouuée, si comme en la rubriche des ventes & des achapts est plus à plain faicte mention cy dessus au premier liure. Et atant pour cause de briuereté m'en passe, car es rubriques dessusdictes en est assez traicté selon qu'en Cour laye en est de necessité.

DE COMMANDEMENT.

TILTRE XXXVI.



TEM de chose faicte au commandement d'autre, qui est spécifiée audit premier liure en son lieu, en veux parler plus pleinement que ie n'ay faict. Et derechef sçachez qui si tu payes aucuns deniers, par coustume de pleigerie, où tu estois obligé à la requeste d'autre pour qui tu auois fait ceste pleigerie, sçachez que tu as action de recouurer ce que payé en as, sur celuy pour qui tu as ce payé, par action de commandement qui est

Ceste action s'appelle autrement mandati, de mandement, de laquelle a esté traicté cy dessus.

faict par ce qui t'en requist à la pleigerie faire. *C. mandati. Cum ex causa fideiussionis.*

De procureur d'autre faire aucuns frais.

Tu peux & dois sçauoir que si le procureur d'autre fait aucuns frais qui preste du sien en exerçant le faict de sa procuration pour son maistre, sçachez qu'il a action de commandement de recouurer les despens qu'en ce aura faicts, sur le maistre de qui il est procureur, supposé qu'encore perde la querelle pour son maistre, si ainsi n'est qu'il appere clairement que le procureur si ait commis tel vice, ou telle negligence, ou telle mauuaise, ou telle corruption, que par trop grande nicheté, ou par trop grande simplesse, ou ignorance, le procureur ait laissé le bon droit de son maistre perdre, car lors n'y auroit le procureur nul recouurer, mais l'amenderoit à son maistre, & si seroit tenu des despens. *C. Rndict. Etiam si contrariam.*

D'estre pleige pour autre sans requeste.

Encore de commandement de pleigerie, peux & dois sçavoir que fil aduenoit qu'aucun fust present, où on demandast à vn autre sien amy aucun argent, & que cil à qui on le demanderoit, ne fust pas aisé de le payer presentement, & celuy qui ainsi seroit là present, le promist à rendre pour le detteur, & en demeurast par courtoisie pour oster celuy de dommage & de blâme, & apres iceluy qui auroit ainsi payé l'argent par plegeure gracieuse, voulsist r'auoir ce que payé en auroit, de celuy pour qui ce auroit esté ainsi fait, & celuy ne luy voulsist rendre, & dist que de sa volenté l'auroit payé sans ce qu'il s'en requerrust oncques, ny ne promist à rendre: l'autre luy diroit & respôdroit, ie le fis par amour, par courtoisie, & pour vous oster de dommage & de blâme, & si vous ne le promistes à rendre, toutesfois si le payay-je pour vous oster de dommage, & en demuray vous present, & pour vous, & en vostre nom sans ce que vous en dictes du contraire, mais raisiblement feustes pour agreable comme le fust pour vous: sçachez que le plegeur qui ainsi faict à action de commandement de recouurer ce que payé en a, sur celuy pour qui ce a faict, nonobstant qu'il ne l'en requilt. *C. si fideiussor pro reo.*

La raison l. Si fideiussor. pro reo. est parce que la promesse auoit esté faicte en la presence du detteur, qui n'y auoit cōuëdie, & par tant est réputé y auoir donné consentement, & sacie mandasse, iuxta l. 60. D. de diuers. regul. iur. l. 18. mandat. & al.

Pro hoc dicas quod si fideiussisti pro aliquo, & soluisi, tamen repetere potes id, licet non sit tibi mandatum ut fideiubereres, nisi is contradixerit, vel animo donandi fideiussum esset, vel in rem suam, vel in turpem rem, vel contra bonos mores, ut ff. mandat. l. Si remunerandi. §. si passus. & l. Si vero non re. §. si adolescens. & l. Si per te.

De prester ou payer pour autre par lettres à luy enuoyées.

Et fil aduenit qu'aucun preste argent ou paye par le commandement qu'un autre luy en faict, par lettres qu'il luy enuoye en disant, ie vous prie que vous me prestiez à vn tel cent liures qui ie luy dois: sçachez que celuy qui ainsi preste & paye l'argent par la lettre à luy enuoyée, a double action, de commandement contre celuy qui les lettres luy enuoya, de r'auoir ce que presté luy a à son commandement: & contre celuy à qui il paya & bailla l'argent, & il a action d'emprunt qui est appelée commandement d'emprunt. *C. Rubr. dist. l. Si literas eius.*

D'emprunt faict pour pupilles.

Par action de commandement dois sçavoir que qui en faisant les besongnes d'aucuns pupilles met conuenablement du sien, ou pour ce emprunte, r'auoit le doit sur les biens aux pupilles. *C. Rubr. dist. l. Si iubi pupillorum.*

D'un procureur laisser la cause de son maistre dommager.

Par la loy écrite peux & dois sçavoir que si ton procureur a laissé ta cause adommager & perir par soy & par sa simpleesse, ou à escient, sçachez que tu as action de commandement contre luy de recouurer contre luy le dommage que tu y as. *C. Rubr. dist. l. Cum per procuratorem.*

D'issir de commandement de pleigerie.

Tu peux & dois sçavoir que pleige qui a pleigé pour autre, ne peut yssir de commandement de la pleigerie, ne s'en oster, ne deporter tant que le créancier soit satisfait, si ainsi n'estoit qu'ainsi entraist en celle pleigerie

Cette question a esté amplement traitée au premier liure.

gerie que hors & deporté en fust à temps ou à condition, si ce n'est la condition du creancier. Et ainsi le veut la loy. *C. Rub. dict. l. Si pro ea.*

Hic tractatur quando fideiussor agere possit, & regulariter non potest agere antequam soluerit, nisi in casibus notatis in dict. l. Si pro ea. & adde alium casum quando diu stat debitor id obligatione, & pro hoc & alios casus vide per gloss. in dict. l. Si pro ea. C. eodem mandat. Additio.

De commandement en fait de marchandise.

Et s'il estoit aucun qui baillast argent à autre pour acheter aucune marchandise, & il soit ainsi que celui qui receut le commandement & le accepta, ne accomplist sur ce le commandement à luy fait, sçachez qu'il est tenu de redintegrer ledommage que a eu celui qui l'argent bailla, par la faute de non auoir accomply celuy commandement, si cause n'a d'excusation tres-iuste & trefraisinnable. *C. Rub. dict. l. Ad comparandas merces.*

*De peril qui est au command d'autres
besoignes faire.*

Tu dois sçauoir que en chose commandée à deux perils, c'est à sçauoir peril de perdre les deniers. L'autre si est de honte & blasme, qu'on y peut auoir qui tourne à grand preiudice selon le cas. Car autrui besoignes entreprendre à faire, & non faire, ou mauuaiseement faire, chet en preiudice de celui qui le commandement en a, mais les siennes besoignes peut on faire à son propre peril, pour ce que on n'en a à nully rendre compte. *C. Rub. dict. l. In remandata.*

Hic bene, honte & blasme. condemnatus enim mandati directa, est infamis, ut. l. i. §. qui pro socio. & l. Furti. §. mandati. ff. de his qui notant. infam. hoc tamen est verum quando damnatur propter suum dolum: secus vero si propter suam culpam, ut dicit gloss. in dict. §. qui pro socio.

Tenetur quanti interest mandatoris, si est sensu aux dommages si interests de celui qui luy a donné le mandement.

Cicero pro Sexto Roscio, mandati non minus turpe esse iudicium, quam furti tradit.

Additio.

DE STIPVLATION.

TILTRE XXXVII.



L E M nonobstant que stipulation est notée au premier liure, & en plusieurs lieux où i'ay traité des Stipulations: encore en veux plus plainement parler que ie n'ay fait. Et est à sçauoir que ainsi veut estre entendu le cas de ceste loy. C'est que l'obligation sans stipulatio est paction nuë, & dôt vraye action ne s'engendre qui puisse porter execution. Mais quand à l'obligation que veut faire à vn autre, à Stipulatio, c'est à dire que si celui qui s'oblige est present, & aussi celui à qui on se veut obliger pardeuant Iuge, Tabellion ou Notaire, ou autres commis à receuoir contracts, promesses, & conuenances, dont on se veut obliger & lettres sur ce auoir, sçachez que selon la loy escrite, il faut qui deuement

O o o o o

le veut faire, que les parties soient presentes à ce, deuant celuy qui l'obligation peut & doit receuoir, & que l'obligant promette ce dont il l'oblige à le rendre & payer à la voulenté de celuy à qui volontaire obligation se faict ou dedans certain iour, & soit contenue & declarée la cause, pourquoy l'obligation se faict, & que ce soit promis à satisfaire & payer par foy, & par quind, ou peine, & que celuy à qui on s'oblige soit aussi present, ou Procureur fondé pour luy qui ceste obligation reçoive & agréee en disant ainsi, qu'en ce qui cy est ainsi dit & escrit, vous vous obligez à moy & le promets à tenir. Et le Tabellion ou Notaire, ou celuy deuant qui on s'oblige, le doit ainsi faire auoir en conuent à l'obligant, & demander à celuy à qui on s'oblige, si ainsi luy agréee, lequel doit respondre que ouy? Et de ce doit demander lettres & requerir, ou autrement auoir ne les doit. Car par droicteure de stipulation il faut que l'un die, tu me promets à ce payer? & l'autre die ouy, ou autrement stipulation est moins que suffisante. *C. de contrab. & comit. stipula. l. Si cū pecun.*

Additio.

Hic inter alia qua requirantur ad firmandam obligationem, dicitur ea oportere esse causatam causa specifica, quia stipulationes sine causa non valent: ut est text. in l. ij. §. circa. ff. de dol. except. sed quid si instrumentum sine scriptura loquatur in his verbis, ego Tuius confiteor tibi Sempronio debere centum aureos? an per hoc videatur sufficiens causa agendi, cum ibi non reponatur causa? & est dicendum communiter secundum. l. Cum de indebui. §. si. ff. de probatio. & cap. si cautio. ex. de fid. instrument. ubi ista abunde per Doctores tractantur. Quid ergo dices de istis vacuis chartis sigillatis tamen per debitores, in quibus tantum inueniuntur scriptum pro tot libris, nunquid probata ac scriptura venit condemnandus is qui scripsit, si nullam exceptionem opponat, nisi quod priuata est scriptura, & obligatio sine causa? an pro attore stet sua petitio fundata? & videtur dicendum quod non, per iura superius allegata. Dic quod quotidie feruntur condemnationes in tali casu, bene verum est quantum ad prouisionem talis charta sigillata sine expressione cause non sufficeret. & ad cap. si cautio ext. de fid. instrument. & alia iura, responde quod loquitur quando ad probandam veterem obligationem interponitur cautio sine causa expressione, qua exprimi debebat, secus alias. ff. si quis cautio. l. Sed & si. §. quesitum. In eo autem qui simpliciter spondet non dicens se ex precedenti causa debere, sed de nouo constituuntur, obligatio valet sine specificatione causa. & est hac responsio Mart. & Ioan. ad dict. ca. si cautio. & l. Cum de indebui. §. si. & alia iura: ut annotat in Specu. tit. de Feud §. quarto queritur. Aliter respondet Hostiens. de quo vide Panor. in d. ca. si cautio. Videtur mihi dicendum quod quando quis tantum scripsit in charta vacua sigillum cum appositione numerationis pecunie quod per hoc nulla alia causa scripta videtur satis obligatus, maxime quando stetit diu in tali cautione adstrictus, quia taciturnitas illa multum operatur, sicut alias consensus & si dem contractui dat. l. Sub specie. C. de postuland. & tamen dicitur text. creditorem debere probare debitum si cautio sine tali expressione interponatur. cogita super his.

D'obligation sans stipulation.

Selon l'entendement de la loy obligation sans stipulation est trop nuë chose, ne ne chet point en action ferme. Et pour ce si l'obligation est ferme que il n'y ait stipulation, & que l'obligeant y promette à rendre par foy ou sur peine le deu, avec les cousts, frais, & mises que faire en conuiendroit par faure de faire l'accomplissement de la promesse, & que il y ayt forme de stipulation, comme dit est au chapitre precedent, sçachez que lors cesse stipulation, & l'obligation ferme. Et si elle contient tous ces membres, ceste obligation est dite nulle, & ne chet en execution, car l'obligé s'en peut repentir, & retourner de volenté: mais puis que stipulation y a, cest chose ferme, & qui engendre action certaine. L'autre simple obligation n'est que nuë & parole simple que l'obligeant peut rappeller. *C. Rub. dict. l. Nuda.* Aussi peux & dois sçauoir que toutes stipulations par quelles paroles que elles soient taictes, puis que elles sont faictes par consentement enteriné des parties à ces presentes, sans deceptio sans paour constant, & entre parties qui obliger se peuuent, sont à tenir & n'a nulle difference des langages, car soit que l'un parle Flamand, & l'autre Alemand puis que les consentemens y sont, ce vaut sans r'appel. *C. Rub. dict. l. Omnes stipulationes.*

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

TRENTÉ SEPTIESME.

Ay traicté au premier liure de la stipulation, & montré que c'est une espee de contract, dont procede l'obligation de paroles, qui se contracte par la demâde du stipulant, & responce du promettant l. 1. D. de verb. obligat. & y en a exemples in Pseudolo Plauti, & al. & toutesfois la stipulation interuiens souvent aux autres contract, ayant esté inuentée pour fortifier & confirmer les obligations: ce que dict Paulus lib. 5. sentent. tit. 7. obligationū firmādarum gratia stipulationes inductæ sunt, quadā quæ verborum solennitate concipiuntur. Toutesfois les obligations qui procedent des autres contract, ne laissent sans stipulation d'engendrer actions, comme sont celles de prest, de commodat, de post, société, emption, vendiūon, location, conduction, & autres. En quoy appert que l'auteur se seroit abuse: & que pour obligation faut dire pactiō. Car la pactiō nuë faicte sans cause n'engendre obligation, ny action, l. 7. §. sed cū nulla. D. de pactis. Mais si à la pactiō interuiens & est adioustée stipulation, icelle produira action, quæ ex stipulatu dicitur, d. l. 7. §. quod ferè. Et par ce qu'il est icy traicté si la stipulation faicte sans cause est valable ou non, propter l. 2. §. circa. D. de doli mali & met. except. Je diray, comme j'ay montré plus amplement au quatriesme liure des Pandectes, qu'en bien r'apportant d. §. sed cū nulla. & §. quod ferè. Et considerant tout ce qui est traicté tit. D. de verb. oblig. & tit. C. de contrah. & commit. stipulatione, on ne trouuera que pour la validité de la stipulation soit requis y auoir cause pour laquelle elle soit faicte. Et partant la faut repuer

O o o o o ij

valable, pour l'autorité que le droict Civil luy auroit attribuée, iuxta §. Item vobis. Instit. per quas personas cuique acquir. si non qu'il y ait du dol de la part du stipulant, comme s'il se seroit fait par stipulation, sous pretexte de ce qu'il auroit promis de prêter argent à celui avec lequel il auoit stipulé. Et ita intelligi debet d. §. circa. Et eius opinionis fuit Fulgosius acutissimus iuris interpres in l. Generaliter. C. de non. numer. pecun.

CY APRES S'ENSVYVENT LES REIGLES DE
DROICT, PREMIEREMENT EN LATIN, ET
puis en François.

TITRE XXXVIII.



Vis que dict^a & compté ay ma Somme Rural, dire veux ce que j'ay ouy dire à nos seigneurs & maistres des reigles de droict, que les clerks appellent, de regulis iuris, & sont comme cas briets lesquels ie mettray, ainsi comme le docteur les mist en Latin, & apres en François, ce que autresfois le lisant sur ce a veu & ouy, & pour ce si tost qu'il oïra le cas, la sapience conçoit l'exposition sur ce.

Beneficium^b Ecclesiasticum non potest sine institutione canonica obtineri. Ceste reigle dist, que benefice Ecclesiastique ne se peut obtenir sans institution canonique.

Possessor malæ fidei nullo vnquam tempore præscribit. La reigle dist, que le possesseur de male foy par nul temps ne acquiert prescription.

Sine possessione, præscriptio non procedit. Sans possession, prescription ne se doit acquerir.

Peccatum^d non remittitur nisi restituatur ablatum. Ceste reigle dist que le peché ne se doit pardonner, insques à ce que satisfait soit à partie de la chose.

L. 185. D. eo. tit. se ostée.

Nemo ad impossibile obligatur. Nul ne se peut obliger à chose impossible au moins que l'obligation vaille.

L. 35. D. de verb. oblig. §. si impos. sibi. l. 1. de iust. de inut. stip.

L. 13. D. solut. matr. l. 24. &

Priuilegium personale sequitur personam, extinguitur cum persona. Ceste reigle dist que le priuilege acquis par personne, ensuis la personne, & s'esteint & expire icelle personne expirée.

25. D. de re iudic. & al. simil.

En vne mesme espece de mal.

Semel malus semper præsumitur malus. La reigle dist, une fois estre

videl. 7 §. 1. D. trouué mauuais, est presumé de l'estre tousiours. Ratum quis habere non potest, quod ipsius nomine non est gestum. Dist la reigle* que nul ne doit auoir le conuent pour agreable, lequel n'est

de re milit. * Nul ne peut fait ou traitté en son nom.

auoir pour agreable, ce qui n'est fait en son nom.

Ratihabitionem retrorahi, & mandato non est dubium comparari. *Ceste regle dict que ce que en mon nom est fait moy absent, doit valoir quand apres l'ay raisie.* *L. 6. §. item queritur. l. 9. Et 24. D. de negot. gest. l. 152. §. 2. D. de iurif. reg. Iuris.*

Cum iura partium sunt obscura, reo potius faciendum est quam actori. *Dict la regle que quand les droicts des parties litigeans sont obscurs, il faut estre plus favorable au defendeur que au demandeur.*

In iudicio non est personarum acceptio habenda. *Dict la regle* qu'il n'appartient au Juge avoir aucune acception ou faueur des personnes.*

Ignorantia facti non iuris excusat. *La regle dict que ignorancen excuse pas le peché.*

Cum quis in ius alterius succedit, iustam ignorantia causam censetur habere. *Dict la regle* que quand aucun entre en succession & droit d'autrui, il est dict avoir iuste cause d'ignorance.*

Odia restringi, fauores debent ampliari. *Ceste regle dict, il faut au Juge restreindre toutes haines, & amplifier faueurs.*

Decret concessum à Principe beneficium esse intransurum. *La regle dict qu'il appartient demeurer ferme le benefice du Prince octroyé à aucun.*

Indultum à Iure beneficium non est alicui auferendum. *Ceste regle dict que* ce qui est oité à aucun par droit une fois fait, ne doit par nul estre deffait.* ** Que le benefice octroyé de droit, ne doit estre reuocé à aucun. Nouel. 22. l. 2. Et 4. §. 5. D. de re iudic. Comme est le benefice de cession.*

Non confirmatur tractu temporis quod de iure ab initio non subsistit. *La regle dict que* par long temps ne doit droit estre acquis, qui dès le commencement par droit n'est bien fondé.* ** Ce qui ne subsiste de droit dès le commencement, ne peut estre confirmé par tract & cours de temps.*

Non est sine culpa, qui rei quæ ad se non pertinet, se immiscet. *Dict ceste regle que celui n'est pas sans coulpe, qui s'entremet de chose qui ne luy plusieurs exemples.*

Nullus pluribus defensionibus uti prohibetur. *La regle dict, il ne doit estre defendu à aucun de s'ayder de plusieurs defenses & exceptions pertinentes au cas.* *L. 43. D. eod. l. 5. Et 8. D. de except.*

Quod semel placuit, amplius displicere non potest. *Ceste regle dict que ce que une fois aura plu à aucun, il ne luy pourra cy apres desplaire, ne le r'appeller.* *A ceste regle on peut rapporter celle qui est cy apres, Mutare consilium. Et l. 75. D. eod. Pour monstrer qu'on ne peut reuocquer au preiudice d'autrui ce qui a esté une fois accordé.*

Non debet aliquis alterius odio prægruari. Ceste regle dict que nul ne doit estre pour autrui hayne aggréué.

* S'il n'y a apparence cause, quia pona sine frau. de esse non potest. vide l. 131. D. eod.

Sine culpa, nisi subsistat causa, non est aliquis puniendus. Ceste regle dit que sans coulpe, * ne sans apparence cause, ne doit aucun estre puny.

Si quis mandato Iudicis aliquid facit, dolo facere non videtur; cum habeat parere necesse. La regle dict, celui qui au commandement du Iuge fait aucune chose, puis ne semble qu'il le face par fraude, ven qu'il * a a comparoir devant le Iuge. & pour ce n'y doit prendre dommage.

* Veu qu'il doit nécessairement obeyr. l. 167. D. eod. Iussus enim Iudicis excusat à dolo Et de- lictu l. 7. §. 4. D. de iurisd. l. 7. §. 2. in fin. D. de min. & al.

Mora sua^k cuilibet est nociva. Dict la regle, la demeure que aucun fait en sa chose le non faire en temps, lui iourne à préiudice.

Vide l. 11. D. de servit. rust. prad. l. ult. D. com. prad. Et peut on icy rapporter ce qui a esté traité cy dessus de ce qui appartient à une communauté.

Quod omnes tangit, ab omnibus debet approbari. Ceste regle dict que ce qui touche à tous, doit estre par un chacun approuvé.

* Sequendum.

† Ez choses obscures faut suivre ce qui est le moindre, l. 9. l. 34. in fin. D. eod. vide l. 39. §. 6. D. de legat. 1. l. 43. in fin. D. de legat. 2. l. 29. §. 1. l. 75. D. de legat. 3. l. 12. 83. §. 3. & 109. D. de verb. oblig. & al.

In obicuriis minimum est * subsequendum. La regle & dict, que es choses obscures doit estre prise la moyenne voye.

* Il ne doit estre acertené d'avantage, l. 43. §. 1. est acertené, il * n'est nécessaire de soy plus acerte- D. de contrah. empt. l. 1. in fin. D. de act. empti. ner.

Cum quis certus est, ulterius certiorari non debet. Ceste regle dict, que qui d'une chose une fois

Ea quæ fiunt à Iudice, si ad eius officiū non spectant, viribus non subsistunt. La regle du, les choses qui se font par un Iuge † non ayant regard à son office, ne sont de nulle force, & ne font à tenir.

† Qui n'appartiennent à son office, vide l. ult. D. de offic. Pref. urb. l. ult. D. de iurisd. l. 1. C. si à non compet. & al. simil.

Scienti & consentienti non fit iniuria neque dolus. Ceste regle dict, * que la chose n'est tenue à iniure, qui se fait par le consentement de l'une & de l'autre partie.

* A celui qui sait & consent n'est fait iniure ne dol. l. 145. D. eod. In Ecloga Basil. 41. Qui scit & consentit, non fraudatur.

Quæ à iure communi exorbitant, nequaquam ad consequentiā sunt trahenda. Ceste regle veut dire * que s'il plaist au Prince faire à aucun quelque grace, que faire le peut de sa noblesse & hautesse: mais pour ce ne le doivent autres traire en consequence.

* Les choses exorbitantes & esloignées du droit commun, ne doivent estre tirées en consequence, l. 141. D. eod. l. 14. & 15. D. de legibus. In Ecloga 128 que contra Iuri regulas recepta sunt, ad similia non trahuntur.

Peccati venia † non datur nisi correctio. La regle dict que le peché ne se doit pardonner, fors au corrigé & amendé.

† Vide reg. peccatum. 3.

Non licet actori quod reo licitum non existit. La regle * dict, si le demandeur demande quelque delay, autant & plus en compete au défendeur.

* Il n'est licite & permis au demandeur, qui n'est licite au défendeur. l. 41. D. eod. imo reo magis fauetur quam actori, l. 125. eod.

Mutare consilium siue sententiam quis nō potest in alterius detrimentum. *Ceste regle dict, ce conseil ou sentence au preiudice & detrimēt d'autrui. l. 75. de eod.*

Generi per speciem derogatur. * *La regle dict * Au genre est derogé par l'espec.*
que le droit commun & general que à chacun par le droit des gens, & par le droit de franchise naturelle, ou acquise, se derogue souuent par le lien d'obligation, en quoy aucun se met par sa volenté, ou par son meffiaict.

Dolus siue fraus nemini debet patrocinari. *Dis la regle * que par dol ne par baras ne doit nul acquerir profit.* * *A nul ne doit le dol ou fraude profiter & ayder.*

Plus semper in se continet quod est minus. *La regle dict * que la mayeur partie comprend la mineur.* * *Le plus souuents contient en soy ce qui est le moins. l. 110. D. eod.*

Pro possessore habetur, qui dolo desit possidere. *Dict la regle*, que celui doit estre tenu pour possesseur de la chose demandée, qui autresfois l'a eue, iacoit ce que par dol depuis l'ait mis hors de sa main.* * *Celuy est réputé pour possesseur, qui par dol a delaisé de posseder. l. 131. 150. 157. §. 1. D. eo. & d. l. 131. adioust, quia pro possessione dolus est.*

Vtile per inutile non debet vitiari. *Dict ceste regle * que le profit par non profit ne doit estre vicié ou souillé.* * *Ce qui est utile ne doit estre vicié par l'inutile, l. 1. §. sed si mihi, vbi tractant Doctor. D. de verbis. obligat.*

Ex eo non debet fructum quis consequi quod minus extitit impugnare. * *Ceste regle dict que celui ne doit auoir le profit de la chose qu'il reproune & contredit.* * *L. 6. in fin. D. de hered. petit. l. 8. C. de his quibus ut iudic.*

Cum quid prohibetur, omnia prohibetur quæ sequuntur ex illo. * *La regle dict, qui defend aucune chose à faire, il defend tout ce qui d'icelle s'en ensuit & depend.* * *Vide l. 16. D. de sponsal. l. 7. in fin. C. de natura liber. & reg. quod una via. j.*

Pluralis loquutio numero duorum est contenta. * *Ceste regle dict que pluralité de paroles doit estre contente du nombre de deux.* * *C'est à dire la disposition qui parle de plusieurs est contente du nombre de deux. vide l. 12. in fin. de testib. l. 17. §. 3. D. de manum. testam.*

Imputari non debet ei per quem non stat, si non faciat quod per eum faciendum fuerat. *Dict la regle*, que à celui ne doit estre imputé qui fait ce que bien faire pourroit s'il vouloit, puis que faire ne le deuoit s'il ne luy plaisoit.* * *Ne doit estre imputé à celui, auquel ne sient s'il ne faict, ce qu'il deuoit faire, ut traditur de condicione, l. 8. §. 7. D. de condic. Instit. & al.*

Accessorium sequitur principale. *Ceste regle dict que l'accessoire doit ensuyuir le principal.* * *† l. 129. & 178. D. eod.*

Qui tacet consentire videtur. *Celuy qui se taisst, il semble qu'il consente.*

Is qui tacet non confitetur, sed nec vtique negare videtur. *Ceste regle dict, que celui qui se taisst,*

riens ne confesse. Mais aussi il semble qu'il ne nia pas du tout.

Inspicimus in obscuris quod verisimilius vel quod plerumque fieri consuevit. La regle dict que si nous gardons en choses obscures & douteuses, on doit prendre le plus vraysemblable, & qui a acoustumé estre fait.

Si quis succedit in ius alterius, illo iure quo ille uti debet. Dict la regle que celui qui succede au droit d'autrui *, ne peut plus que celui pouvoit quand il vivoit.

* Il doit user du mesme droit que luy. l. 143. 175. D. cod. & 177. D. cod.

* L'ignorance est presuée, où la science n'est prouée, ce qu'il faut entendre du fait d'autrui, & de chose qu'aucun peut instement ignorer. Additio.

Præsumitur ignorantia ubi scientia non probatur. La regle * dict que celui est tenu à simple ignorant, qui n'est de sens aorné.

Imo debet sic exponi. Il est à presumer que on aye ignorance d'une chose, s'il n'est proué que on la sçache, comme si auois frappé vn clerc, qui estoit en habit d'un homme lay, il est à presumer que j'ay ignoré qu'il estoit clerc, s'il n'est proué que ie sçauoye qu'il estoit clerc. & sic de similibus. vel forsis an sic melius. celui qui est tenu faire auone chose, s'il ne tient en luy qui ne la face: il n'est point à imputer à luy.

L. 206. D. cod. l. 14. D. de cond. indubit. & al. Cicer. lib. 3. Offic.

Locupletari non debet quis ex alterius iactura. Ceste regle dict que nul ne se doit enrichir du dommage d'autrui.

* Ex peines faut faire la plus benigne interpretation. l. 56. 155. & 192. D. cod. vide L. Si prece. & l. pen. D. de penis.

In pœnis benignior est interpretatio facienda. Ex peines * iuger, la plus benigne voye est à esli-

Actus legitimiⁿ non recipiunt conditionem neque diem. Ceste loy veut dire que ce que par droit commun ou escrit se doit legitiment faire, ne peut estre par particulier accident mis en condition impertinente, ou en delay de iour, ou de exception frustrée.

§. 8. in fine Instit. de ver. divis. l. 6. §. 3. D. cod. l. 73. D. de contrah. empt. & al.

Semel Deo dedicatum non est ad vsus humanos transferendum. Ceste regle dict que ce qui une fois est dedié à l'Eglise, ne doit iamais estre transféré es humains usages.

Vide l. 7. §. 7. D. de passu. l. 5. C. de legibus.

Non præstat impedimentum quod de iure non sortitur effectum. La loy dict que la chose ne donne point d'empeschement laquelle de droit ne peut sortir effect.

Cui licet quod est plus, licet quod est minus. La regle dict, que celui qui se peut & doit ex-

*der du plus, c'est à dire du majeur, se peut & doit
ayder * du mineur.*

* Ou du moins. l. 21. D. eod.

*Qui prior est tempore, potior est iure. Dis
cette regle que celui qui est le plus ancien en temps,
il a le plus grand droit en l'action.*

*Cette regle est souvent alleguée pour les hypo-
theques, l. 3. C. qui potior in pign.*

*Qui sentit onus, sentire debet commodum, &
contra. Celui * qui partist au faix, doit partir au*

** Qui sent & porte la charge, doit sentir le pro-
fit. l. 10. D. eod.*

*In iure melior est conditio prohibentis quàm
possidentis. La regle dit que en la chose qui est
commune entre aucuns, la condition du * defendeur*

** Al. in re communi.*

** Qui prohibe, & n'y a, quàm possidentis, vide
l. 11. D. de serm. rust. pred. l. 23. D. comm. di-
uid.*

*est meilleure, que celle du possesseur.
Contra illum qui legem dicere potuit apertius,
est interpretatio facienda. Dis la regle *, à celui*

** Contre celui l'interpretation se doit faire, qui
pouvoit plus apertement dire la loy: c'est à dire la
convention & condition, l. 39. D. de pactis, l. 21.
et 33. D. de contrah. empt.*

*Non est obligatorium contra bonos mores
præstitum iuramentum. Cette regle * dit que l'o-
bligation faite contre droit & contre bonnes mœurs*

** Le serment presté contre les bonnes mœurs n'est
obligatoire, l. 7. §. 16. D. de pactis, et al.*

*ne fait ce que juré en soit, ne fait à tenir.
Dolo facit qui petit quod restituere oportet.
Dis la regle *, en vain labourer qui demande ce que*

** Celui fait par dol qui demande, ce qu'il luy
conviendrait rendre. l. 173. in fi. D. eod.*

*s'il avoit, il luy conviendrait rendre.
Non est in mora qui exceptione legitima po-
test se tueri. La regle dit que celui * ne doit estre en*

** N'est en demeure, l. 88. D. eod. l. 40. in fi. D.
de reb. cred. l. 227. D. de verb. oblig.*

*demeure ne contumax qui se peut defendre par ex-
ception legitime.
Quod ob gratiam alienius conceditur, non est
in eius dispendium retorquendum. Cette regle*

** Ce qui est concédé en la faveur d'aucun, ne luy
doit retourner en preiudice & dommage. l. 6. C.
de leg. l. 5. in fin. C. de secund. nups.*

** dit que le benefice ou privilege que aucun a, ne luy
doit retourner en preiudice.
Nullus ex consilio tenetur, dum tamen frau-
dulentum non fuerit. Cette regle dit, pour autrui*

L. 47. D. eod. Cicero lib. 16. ep. ad Attic. ep. 7.

*conseiller n'est tenu le conseilant, si à offient fraudu-
leux ne le fait.
Exceptionem obiciens non videtur de inten-
tione aduersarij confiteri. La regle dit que soy de-
fendre par exception, n'est pas confesser * peti-
tion.*

** L'intention de la partie adverse. l. 9. D. de excep-
cept.*

*Quæ contra ius facta sunt, debent pro infe-
ctis haberi. Dis la regle que la chose qui contre
droit faite seroit, doit estre reputée comme non
faite.*

*In pari causa vel delicto melior est conditio
possidentis. * La regle dit qu'en pareille cause ou dolo,*

** A que scilicet potius. l. 154. D. eo. l. 36. D. de
dol. l. 4. D. de dol. et met. excep. & al. simili.*

PPPPP

délit, la condision du possesseur est à supposer estre meilleure de l'autre.

Cum non stat per eum ad quem pertinet, quominus impleatur conditio, haberi debet perinde ac si impleta fuisset. La regle dit que la chose faicte ou donnée sur condision, doit valoir & tenir à condision, puis que par luy ne demeure que la condision n'est accomplie.

Quod alicui suo nomine non licet, nec alieno licebit. Dis la regle que ce que par moy de droit ie ne puis ne doy faire, par autre * ne le puis, ne n'en doy faire faire.

In male promissis fidem non expedit obseruari. La regle dit que.és promesses de male foy, ne fait à tenir le conuent.

In alternatiuis debitoris est electio, & sufficit alterum adimplere. Dis la regle. si * par aucun sont deux choses alternatiuement promises, il suffit de l'une accomplir au profit du debiteur.

Qui † ad agendum admittitur, ad excipiendum multo magis est admittendus. La regle dit, que celui qui a demander fait à recevoir, par plus forte raison le doit estre * en defendant.

Qui per alium facit, per seipsum facere videtur. Celuy * qui par autrui fait aucune chose faire, il semble que par soy-mesmes soit faicte.

Factum legitime ° retractari non debet, licet præterea * casus eueniat, à quo non poterat inchoari. La regle * dit que une chose une fois deuement faicte, s'il aduient depuis chose par quoy si à faire estoit, ne se feroit. ne demeure pource qu'elle ne soit tenable.

Quod alicui gratiosè conceditur, trahi nõ debet ab aliis in exemplum. Dis la regle * s'il plaist au Prince à l'un faire grace, pour ce ne sensui il pas que un autre le puisse tourner à consequence à son profit.

Frustra quis sibi fidem seruari querit, qui fidem à se præstitam seruare recusat. La regle dit, celui demande en vain que foy lui soit gardée, qui ne veut la sienne garder.

Delictum * custodis Ecclesiæ personæ non debet in Ecclesiæ detrimentum redundare. Ceste regle dit, que le delict d'une personne Ecclesiastique ne doit estre ou redonder au detriment de l'Eglise.

L. 161. D. eo. tit.

* Cery s'entend si c'est personne interposée, vide l. 46. D. de contrab. empt. l. 5. §. 3. D. de auct. au-
sor. Et al. simil.

Vide regul. non est obligatoriam. §. l. 26. 27. & l. 61. D. de verb. obligat. Et al.

* Et alternatiuis c'est le choix du debiteur, & suffit d'en accomplir l'un. l. 110. §. 3. D. eo. l. 5. D. de cond. instis. l. 10. in fi. D. de iure dot. l. 78. in fi. D. de condit. Et demans. l. 129. D. de verbor. oblig.

† l. 156. §. 1. D. cod.

° A defendre.

* Celuy qui faict par autrui, semble faire luy-mesme, vide l. 152. §. 1. & l. 169. D. cod.

* Postea.

* Ce qui est legitiment faict ne doit estre retracté, encores que depuis le cas aduienne, du quel il ne pouuoit estre commencé.

* Ce qui est par grace concedé à aucun, ne doit estre par autres tiré à exemple Et consequence. l. 14. Et 15. D. de legib. l. 1. in fi. D. de constit. prin. §. 6. Instis. de iure natur.

Vide l. 27. D. de inoff. testam. l. 54. §. 1. D. locati. l. 21. in fin. C. de pactis. Et al. simil.

* Al. delictum persona non debet, &c. & s'entend du beneficier ou econome, qui ne peut rien faire au dommage de l'Eglise, par ce qu'il n'est qu'administrateur, vñ. etiam de tutore traditur l. 198. D. cod.

Rationi congruit ut succedat in onere, qui substituitur in honore. *Dis ceste* regle, il est chose con-*
sonant à raison que celui qui est constitué en honneur,
porte les faits à cest honneur appartenans.

* Il est raisonnable que celui succède à la charge
qui est substitué à l'honneur, voyez la regle cy
dessus. Qui sentis onus. & l. 10. D. eod.

In argumentum ^P trahi nequeunt, quia propter
necessitatem aliquando sunt concessa. *Ceste regle*
*dict, * ce que par coustume de necessité se fait, ne*
doit estre ramené en exemple ne en argument de
semblable.

* Les choses quelques fois concédées pour la ne-
cessité, ne peuvent estre tirées en argument d'
exemple.

Nemo potest plus iuris transferre in alium,
quàm sibi competere dignoscitur. *La regle dict,*
que nul ne peut à autre transporter plus grand droit
en la chose qu'il y a.

L. 54. D. eod. vide l. 67. de contrah. empt. l. 20.
D. de adquir. rer. dom. & al.

In toto non est dubium partem contineri. *La*
*regle dict ** qu'il n'est aucune doute que le majeur
ne contienne le mineur.

* Il n'est doute au tout la partie estre contenue.
l. 113. D. eod. vide l. 21. & 147. eod. l. 7. D. de
except. rei iudic.

In generali concessione non conceditur quod
verisimiliter non esset in specie concessum. *La*
*regle dict, * ce que par aucun est donné ou concédé en*
general, ne doit comprendre ce que especialement
le donneur ne tendoit mie à donner, ou ne pourroit
donner.

* En concession generale n'est compris ce qui ne
seroit vraisemblablement concédé en espece. vide
l. 46. D. de pecul. l. 22. vers. Brasidas. D. ad S.
C. Terul. l. 7. D. de donat.

Qui contra iura mercatur, bonam fidem præ-
sumitur non habere. *La regle dict que ** celui qui
contre le droit fait aucun contract, donne presump-
tion non avoir bonne foy.

* Celui qui fait marchandise contre les droictes
est presumé n'avoir bonne foy. l. 27. D. de contr.
empt.

Bona fides non patitur, ut semel exacta iterum
exigantur. *Ceste regle ** dict que bonne foy ou raison
ne jouffre que la chose une fois faite & accomplie
soit depuis demandée ne retirée.

* La bonne foy ne souffre que les choses une fois
demandées, soient en cores demandées. l. 57. D.
eod.

Quod una via prohibetur alicui, ad id alia non
debet admitti. *La regle dict, ** si à aucun est aucun-
ne chose défendue, toutes les choses qui d'icelle de-
pendent, luy sont défendues.

* Ce qui est prohibé à aucun par une voie, il n'y
doit estre admin par autre voie, voyez la regle, cum
quid prohibetur, cy dessus.

Contractus ex conventionem ⁹ legem accipere
dignoscuntur. *Dict la regle ** tous contractés faits
de bonne foy doivent emporter vigueur de loy. Et les
conuens qui es contractés sont devisés, valent com-
me loy écrite.

* Les contractés sont cogneus prendre la loy de la
convention.

Damnum quod quis sua culpa sentit, sibi de-
bet non alij imputare. *Le dommage que aucun par*
sa coulpe sent, soit à luy seul sans à aucun autre estre
imputé.

* Aux infames ne soient ouvertes les portes des
dignitez, c'est à dire n'y soient receus & admin,
l. un. C. de infam. les infames sont ceux qui ont es-
té condamnez pour cause infamante.

Infamibus portæ non pateant dignitatum.
*Ceste regle veut que aux infames ** ne soient

Ppppp ij

ouuertes les portes d'honneur, ains soyent reprochez.

Certum est quod is committit in legem qui verba legis complectens, contra legis nititur voluntatem. Ceste regle dicit * que c'est chose certaine que ce qui est fait par aucun moyen contre la loy escrue, ne vaut, car par aulcun ne puis faire faire ce que de moy mesmes ne puis faire.

Cy finissent les Regles de Droict.

* Il est certain que celui fait contre la loy, qui s'arrestant aux paroles de la loy s'efforce contre l'intention & la volonté de la loy voyez l. 5. C. de legibus.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE

TRINTEHVICTIESME.

a Le tiltre est pris du 6. liure des Decretals intitulé de Regulis Iuris, que Dynus a interpreté amplement. Certainement l'utilité est grande des regles de droict, & ont icelles esté bien recueillies aux Digestes, & aux Basiliques, par ce qu'elles sont sentences generales composées par brief recueil de diuerjes decysons de droict, comme aphorismes & generales definitions, qui remettent en memoire ce qui est traité au droict. Et pour ce recetle dicitur per regulam breuement rerum narrationem tradi, & eam esse, vt ait Sabin. quasi caulæ coniectionem, qui est vne metaphore prise des Orateurs, vt à Duareno & alijs ex Alconio obseruatum est, l. 1. D. de diuers. reg. iuris. Elle declare briuelement la chose qui est, c'est à dire, selon que la chose se presente, elle en monstre briuelement la decyson de droict. L'en ay escript d'auantage à la fin du quatriesme liure des Pandectes, que i'espere en brief mettre en lumiere.

b Le nom de benefice s'estend generally; mais il se met icy pour vne charge ou dignité Ecclesiastique gratuitement concédée au prestre, ou clerc à cause du sacre ministere avec le reuenu annexé, pour en iouyr perpetuellement par ce que deux choses font le benefice, à sçauoir le seruice diuin ou ministere Ecclesiastique, & le reuenu. can. si quis obiecerit. l. q. 3. Je sçay bien qu'il y a d'autres definitions de benefice, qu'on peut voir aux liures de Ioann. de Setua, Duarenus & autres: Mais j'ay expliqué & confirmé la presente au liure second des Pandectes, traitant des choses Ecclesiastiques. Ceste regle qui parle de l'institution Canonique, se doit entendre selon la qualité du benefice, si il est electif ou collatif, dont on peut voir Nouel. 123. Et ce qui en est traité au droict Canonique, cap. cum in illis. cap. 16. § illis verò. de prob. in 6. & al. Aux concordats, & liures de ceux qui ont escript des matieres beneficiales. L'institution est canonique, qui se fait leguement selon les saintes Canons. Et pour en sçauoir d'auantage, on peut lire Ancharanus ad hanc regulam, & ce qu'en a escript Pauol. cons. 47. quod incipit, Illud queritur.

c Prescription signifie proprement exception, tit. D. de diu. & temp. presc. Mais puis qu'à present la prescription sient lieu d'usucapion, fondée sur la possession de plus long temps que ne requerois l'usucapion, elle peut bien estre desinie. L'acquisition de droict ou domaine par continuation de possession du temps defini par la loy: elle ne peut donc estre acquise sans possession. l. 3. &

25. D. de usurpat. & usucap. Pour la prescription de dix & vingt ans est requise la bonne foy avec le titre: & est reputée la bonne foy, si celuy qui posside ignore la chose appartenir à un autre, ou estime que celuy, duquel il l'auroit acquise, avoit droit d'en disposer. l. Qui à quolibet. D. de contrah. empt. l. Bonafidei. D. de verb. signif. §. i. Instit. de usucap. Mais pour la prescription de tres-long tēps de 30. & 40. ans, la bōne foy n'est requise par le droit civil, l. 4. & 8. C. de prescript. 30 vel 40. annor. & ne faut suivre les Canonistes, qui estiment icelle devoir estre supplée tant au droit civil, qu'aux custumes, ne faisant mention de la bonne foy: & eorum opinionem refellit Baldus. cap. cum non liceat. de prescript. & cap. debitorum. de iureiuran. & §. si quis per 30. tit. si de Feud. fuer. controuers.

d Cecy se doit entendre de la remission & pardon Ecclesiastique du peché: car pour la peine civile, elle n'est remise, encores que la restitution ayt esté faicte, l. 54. §. cum furti. l. 65. D. de furtis. l. 5. D. vi bonor. rap. & al.

e Ceste regle s'estend generalēmōt & aux causes civiles & aux criminelles, quia fauorabiliores rei potius quàm actores habentur, l. 125. D. de diuers. reg. iuris. Laquelle regle Petrus Faber a illustrée d'exemples & auctoritez. Quans aux causes civiles, l. Inter pares. D. de re iudic. porte que si les sentences des Iuges en pareil nombre sont contraires & differentes, pro reo statuendum est: dont aussi on peut prendre exemple ex l. 33. & l. 228. D. de diuers. regul. iur. Pour les causes criminelles, Aristote in problemat. en rend la raison, quia prioriores sumus ad reum absoluendum, quod etiam Seneca confirmat Epist. lib. ii. & controuers. lib. 2. & clarissimus Præses atque Iuriscōsultus Faber ostendit non tantum apud Græcos & Romanos, sed etiam in Gallia obseruatum fuisse, vt partibus numero sententiis ea obtineret, quæ pro reo faceret: vnde serois procedé ce qu'on dit vulgairement, en matiere criminelle n'y auoir partage.

f Ce que dit la loy que l'ignorance de fait, & non de droit excuse, l. 9. D. de iuris & facti ignor. Ne s'entend des crimes & pechez, ains des conuictions & actes civils, vt constat ex d. tit. & C. eo.

g Ceste regle signifie qu'il faut restreindre, c'est à dire estroitement interpreter, les dispositions odieuses, & amplifier les fauorables, qu'on peut entendre celles qui sont plus humaines, equitables & conformes au droit commun, dont on peut voir l. 19. in fin. D. de liber. & post. l. 47. D. de obligat. l. 32. in fin. D. de pœnis. & l. ult. D. de const. princip. l. 43. D. de vulgari. l. 2. C. de Bon. vacan. & al. simil.

h Ceste regle conuient à la l. 29. D. eod. où est dit, quod initio vitiosum est, non potest tractu temporis conualescere: Et s'y rapportent l. 201. & 210. D. eod. qui seruent d'exemples à ladite regle, pour le regard des dispositions testamentaires, lesquelles ne sortent effect, si du commencement elles sont vicieuses & inutiles les interpretes en apportent plusieurs autres exemples: vt de regula Caroniana, l. 1. D. de regul. Caronia. de stipulatione, l. inter stipulatem, 83. §. factam. D. de verb. oblig. de sententia, l. 19. D. de ap. pgl.

lat. & al. qu'on peut voir en leurs commentaires, on peut aussi apporter l'exemple du contract. usuraire.

i La regle veut dire que nul ne doit estre chargé pour la hayne d'autrui, comme si aucun estoit accusé & preuenu de quelque crime, pour la hayne d'iceluy ne conuient charger. & accuser ceux qui luy estoient amis. & n'estoient toutesfois complices du crime: dont on peut rapporter pour exemple, sans en reciter infinis autres, ce que dict M. Terentius ob Sciani amicitiam reus, Tacitum lib. 6. Annal.

k A chacun sa demeure est dommageable & preiudiciable, l. 173. §. 2. D. eod. c'est à dire, que si pour sa demeure il reçoit quelque perte & dommage, il se le doit imputer. sans le reietter sur un autre, l. 88. D. de verb. obligat. dont on peut tirer exemple pour ladite regle, outre plusieurs autres que les interpretes y recitent.

l Ceste regle s'estend generally en plusieurs especes du droit, & pour ce la regle du droit Romain dit, l. 80. D. eod. In toto iure generi per speciem derogatur: & illud potissimum habetur, quod ad speciem directum est. En toutes les parties de droit ceste regle a lieu, vt in sanctione legum l. sanctio legum. D. de pœnis Cicero lib. 2. de inuent. in constitutionibus. atque rescriptis, cap. 1. cap. pastoralis. §. vlt. de rescript. in contractibus, l. 2. D. qui potior in pign. l. 119. D. de verb. obligat. in testamentis, l. Coheredi §. qui partem. D. de vulgar. l. 41. §. 3. & l. 99. §. fin. de legat. 3. l. 10. D. de manum testam. & al. Et a esté souuent iugé qu'un legs particulier de certains meubles ou heritages deroge du legs general des meubles & acquests, dont i'en ay obserué quelques arrests, & entre autres un du 9. Iuillet, 1558.

m Ces deux regles semblent aucunement contraires, mais il les conuient distinguer. Car quelquesfois celuy qui se tait, ayant pouuoir de contredire, est reputer consentir, vt in mandato, l. 18. D. mandati. in sponsalibus, l. 2. D. de sponsal. & al. nam sæpè taciturnitas confessionis indicium atque argumentum est, vt ostendit lib. 1. de inuentio. & Donatus in Terentium. Mais à proprement iuger, qui se tait, apertement ne confesse, aussi il ne nie, l. 142. D. eod. vt traditur de eod. qui exceptione vitur, l. 9. D. de exception. Et partant ne le faut tenir pro confessio & iudicato, qui est le vray exemple d. l. 142.

n Ceste regle est couppée ex l. 77. eod. où il est dit que les actes legitimes ne reçoient iour ou condition: ains sont vicieux & rendus inutiles par adiection de temps ou condition: toutes fois ces actes en reçoient quelquesfois tacitement. La loy recite quelques actes legitimes, & demontre qu'elle entend certains actes introduits par le droit Romain, qui se faisoient par quelques solennitez de paroles, dont on peut voir P. Faber & autres interpretes qui ont escrit sur ladite loy.

o Ceste regle qui est briuement exprimée in Ecloga, Basil. 84. Selon l'interpretation Latine, Quæ ab initio rata sunt, ex post factis non vitiantur, a esté grandement disputée entre les Iurisconsultes, vt constar ex l. 98. l. Pen. & vlt. D. de verbor. obligat. & ex l. 83. §. sacram. D. eod. C'est pourquoy celle qui est in D. l. 85. de diuers. regul. iur. his verbis cōcepta est, non est nouu vt quæ semel constituta sunt, durent: licet ille casus extiterit, à quo initium

capere non potuerunt. *Tellement qu'aucuns l'ont tenuë plusost pour l'exception de la regle contraire, que pour regle, dont on peut voir Faber & autres, ad d. l. 85.*

p Outre les exemples qu'on peut tirer ex l. 22. C. de sacrofan. Eccles. l. 1. & 2. C. de patrib. qui filios. on pourroit discourir des Edicts qui se font quelquefois pour la necessité du temps & des affaires qui se presentent, tant en la faueur d'aucuns particuliers, qu'à la charge & disgrâce de plusieurs, & repeter de Tite Live, ce qui recite de lege Oppia lib. 34. de Legibus perpetuis & temporalibus; mais mon intention n'est de m'y arrester d'auantage.

q Le mot lex ou loy signifie icy la forme, la paction & condition, vt etiam in l. 1. §. 6. D. de positi. l. 52. D. de verb. oblig. & in l. Contractus, 23. D. de diuers. regul. iuris & aliis. Certainement ces regles de droit meriteroient un ample commentaire, tant pour l'interpretation d'icelles, que pour les exceptions qu'on y pourroient apporter: lesquelles font faillir l'office des regles, c'est à dire font qu'elles n'ont lieu es cas qui en sont exceptez, l. 1. D. cod. Mais seroit excéder les bornes d'annotations, & on peut voir ce que Dynus, Decius, P. Faber & autres ont escrit en leurs commentaires.

C'EST LA NATURE ET CONDITION DE

NOS SEIGNEURS DE PARLEMENT ET

comment ils se doiuent ordonner.

TILTRE. XXXIX.



EL ON le noble stile de Parlement est à sçauoir que si Commissaires sont donnez par Parlement la commission donnée, nos seigneurs doiuent partir pour aller au lieu incontinent auecyn clerc qu'ils doiuent prendre & auoir non suspects aux parties, & qu'il ait fait serment solemnel en la presence des parties de loyaument vacquer en l'audition, & de celer le secret.

Ily a long tēps que ce vieil stile est hors d'usage: & pour ce faut auoir recours aux ordonnances au Code Henry & pour les salaires dire avec Ovide laudamus veteres, sed nostrum utimur an-

Item doiuent lesdits Commissaires prendre salaire modéré, c'est à sçauoir, ne doiuent les deux Commissaires de Parlement cheuaucher parmy leur famille & leur clerc que à six cheuaux, & chacun cheual & cheuauteur pour dix sols parisis pour iour. sont ainsi soixante sols pour iour. Et venus à l'hostel parmy le clerc dessusdit, doiuent vacquer en l'audition, reserué que le clerc pour sa peine d'escire & de liurer parchemin doit auoir outre ce que dit est, cinq sols pour iour, que en l'audition vacqueroient lesdits Commissaires: & hors des iours des vacations en ladite enqueste, si cōme en Dimanches & autres iours qu'ils ne vaqueroient en la besoigne, ne doiuent auoir que les 60 sols dessusdits.

Item & pour ce ne demeure que le clerc d'enqueste de grossier le proces ne doie auoir son salaire par la taxation desdits Commissaires.

Item de la taxation des Commissaires des Cours suiettes à l'ordon-

nance des lieux s'en faut rapporter, & par especial selon la Cour de Parlement, car puis que Commisaires iroyent à cheual pour demeurer plus d'un iour, il semble que auoir puissent pour cheual & pour maistre 10. sols parisis pour iour, comme dessus est dit de Parlement. Mais à tant de cheuaux ne doiuent mie aller. Car il suffit aux cours suictes d'un cheual à un Commissaire, & pour le clerc de court suiete comme du clerc des Commissaires, car moins ne peut.

C'est le nombre des seigneurs de Parlement & des enquestes.

Le nombre de nos seigneurs de Parlement, est grandement augmenté, avec les Chambres: Et y est à present, vne autre forme obseruée: tellement que ce qui est icy traicte, ne peut seruir que de memoire de l'antiquité.

LE nombre de nos seigneurs de Parlement si doit estre selon l'ancien vsage, de xxx. c'est à sçauoir de. xv. clerks. & xv. lays sans les quatre Presidens, dont l'un est appellé le premier President, & a par coustume mil liures de gaiges par an, & les autres trois chacun cinq cens liures par an. Et tous les autres seigneurs dudit Parlement ont chacun cinq sols parisis pour iour c'est à sçauoir les iours qui siéent, & les autres non.

Item y a vne Chambre qui est appelée la Chambre des enquestes de Parlement, en laquelle xl. seigneurs du nombre d'icelle Chambre, c'est à sçauoir 24. clerks. & 16. lays, par lesquels seigneurs sont visitez les procez qui chéent en droict audict Parlement, & que des cours suictes y sont portez pour auoir droict. Et siet ceste Chambre des enquestes en vne Chambre qui est outre Parlement, & siéent lesdits seigneurs de ces enquestes tous les iours de vacations au conseil pour visiter les procez, & faire les arrests sur ce. Et ce fait renuoyent le procez & l'arrest par eux sur ce fait en l'autre Chambre de Parlement, pour rendre l'arrest par eux sur ce fait, & plus auant ne s'en entre-mettent ne sçauent pour qui ils iugent ne doiuent arrester. Et si tu veux sçauoir par un arrest donné de Parlement, par qui il est fait, ou par Châbre des enquestes, ou par la Châbre de Parlement. Sçachez que sçauoir le pourras par ce que quand l'arrest dist, *per arrestum curia*, que le procez a esté visité par la Chambre des enquestes. & quand l'arrest dist, *per iudicium curia*, donc a esté visité le procez par la Chambre de Parlement, sans estre porté en la Chambre des enquestes, & par ce que dix est en est sceuë la maniere. Aucunesfois aduient que un arrest vient *per ordinationem curia*, Adonc est-il à sçauoir que c'est quand aucun arrest ou appointement de la Cour de Parlement vient par l'ordonnance des seigneurs dudit Parlement qui se fait sur piez, c'est à sçauoir tantost que la cause est plaidée, & les seigneurs en ordonnent presentement.

Item est à sçauoir que encore y a vne autre Chambre qui est appelée les Requestes du Palais & tiennent siege & auditoire des causes des officiers du Roy, & siéent à l'un costé du Palais, & doiuent estre huit en nombre, c'est à sçauoir cinq clerks, & trois lais, & de leur iugement peut estre appellé en Parlement.

DES AMENDES TELLES QUE SELON L'VSAGE
DE COUR ROYALLE SONT ACCOUSTUMÉES
de recevoir, prendre, & leur pour le Roy.

TILTRE XL.



PRES fensuit des amendes telles que selon l'usage de Cour Royale sont accoustumées de prendre & leur pour le Roy. Et premier qui dechet en défaut d'adiournement fait par commission & relation de sergent, soit contre le procureur du Roy, soit contre partie formée avec l'exploict de partie, quant à l'estat de la journée, si chet il aussi en amende deuers le Roy de cinq sols parisis. Et supposé qu'aucun se laisse tant contumasser que par défaut soit condamné en amende, pour-ce ne demeure mie qu'il ne paye pour chacun défaut dix sols parisis, comme dict est.

Pour ces mal-
les ou amen-
des indiciaries
faut auoir re-
cours aux con-
sumes & styles
des lieux. Car
elles ne sont
semblables en
toutes iurisdic-
tions: Et selon
qu'elles sont, on
les appelle ordi-
naires, tant par
ce que sans estre
adungies, elles
sont deues par le
style ordinaire,
que pour la dif-
ference des a-
mendes arbitrai-
res, qui s'adin-
gent & arbitrent
par les iuges, &
a est cy dessus
traicté des a-
mendes.

De main mise.

Item & si l'adiournement est de main mise, lors est le défaut de soixante sols parisis d'amende, & ainsi dois sçauoir & entendre, reserué des cas qui l'ensuiuent, c'est à sçauoir qu'en adiournement à voir interiner vne remission du Roy, qui y défaut, ne chet en aucune amende.

Item qui est adiourné à cession, ne chet en aucune amende par défaut.

Item qui est adiourné à voir aucun mettre en heritage par decret, ne chet en amende de défaut.

Item qui est adiourné en cas d'affurement, ne chet en aucune amende de défaut, si ainsi n'estoit que l'adiournement fust lié en aucun conuent ou contract, & que ledit mandement en fist mention, lors cherroit en amende de défaut.

D'opposition sur execution.

Item qui s'oppose à quelque execution s'il en dechet, il doit amende de dix sols parisis, pour tant qu'obligé ou conuenancé soit à ce dont executer on le veut: mais que l'executeur ce face par commission.

De proposer faits contraires.

Item quiconque propose en Cour Royale faits contraires en cause principale: Sçachez que celuy qui de ses faits dechet, encourt en amende de vingt sols parisis. Et si la cause estoit contraire par faits contraires de partie aduersé, ce sont aussi vingt sols parisis pour les faits contraires de partie aduersé, & non en autre cas que sur le cas principal, car en declinatoire ne en dilatoire ne chet point d'amende, si par icelle ne finist le cas principal de la matiere, car lors pour dechoir les faits contraires sur

Q9999

ce proposez, auroit amende sur ce, comme dessus est dict.

De complainte de nouuelleté.

Item qui dechet de complainte de nouuelleté, sçachez qu'il encourt en soixante sols parisis d'amende, & si l'y a faits contraires proposez, encore encourt le decheant en amende de vingt sols. Et pour l'opposition si l'opposant en dechet dix sols parisis, & si les parties sont d'accord apres les choses dessusdictes proposées, içoit ce que ce soit par la licence de la Cour, si sont lesdictes amendes deuës, mais c'est chacune partie à moitié des amendes dessusdictes, & si auant que litiscontestation soit faicte en complainte de nouuelleté, içoit ce qu'opposition n'y ait, si ne chet il point d'amende depuis litiscontestation, les amendes dessusdictes y chéent.

De mise de fait.

* Descheus.

Si aucun est mis par mise de fait en don d'aumosne, ou Dame, ou Damoiselle y soit mise de fait, sçachez que qui vient contre, puis que la mise est decretée par le Iuge Royal, il chet en amende de soixante sols parisis, & en possession si elle y est, & en faits contraires s'ils sont * descheus. Si le Iuge qui rend la sentence, ne Iuge des despens, ou qu'il oublie: sçachez qu'il doit du sien propre rendre les despens à iuste taux à celui qui pour luy a en sentence.

De paix ou treues enfreintes.

Cecy est hors d'usage en toutes les Cours Royales de France.

Item qui propose en Cour Royale contre aucun paix enfreinte, ou selon aucuns treues ou assurances: qui en dechet, il encourt en soixante sols parisis d'amende.

Des appeaux du Roy.

Item qui enchet en appeaux du Roy, doit pour chacune quinzaine dix sols parisis, sont pour tierçaines & quinzaines passées soixante sols parisis, mais la tierçaine ne s'engendre deuant que les trois soient passées, & ainsi s'entend de quinzaines. Et qui auant se vient rendre à loy, il n'enchet en aucune d'icelles amédes, fors que passeroit tout hors, & auant que se vint rendre à loy, si comme qui viendroit auant que les tierçaines fussent passées, il n'encherroit en quelque amende: & qui laisseroit passer les trois, & apres vint, il payeroit les soixante sols pour chacune, & ainsi des quinzaines. Et au sergent qui les appeaux auroit faicts, pour chacune quinzaine cinq sols parisis, qui sont sur tout trente sols. Et au clerc de la Cour pour les registres neuf sols, c'est à sçauoir au Baillif cinq sols parisis, & au clerc quatre sols parisis.

De calenger autrui heritage.

L'ay monstré cy dessus que calenger signifie quereller, debatre et mettre en procès. Mais il ne se pratique en toutes iurisdiccions Royales de lever telles ames.

Item qui calenge autrui heritage en Cour Royale, si le calengeur dechet contre celui qui est trouué en possession, il en chet en soixante sols parisis, & si c'est hief, en dix liures parisis.

De decheoir d'un appel.

Item qui dechet d'appel par luy fait, il enchet en soixante sols parisis d'amende. Soit qu'il renonce, ou soustienne, & puis en dechée ou ne relieue ledit appel dedans temps deu.

De venir contre la sentence.

Item qui vient contre la sentence ou appointment ou ordonnance du Iuge, il chet en soixante sols parisis d'amende, & avec ce doit amender à gage ployé en la main du Iuge.

De plaider sans aduen.

Item si Aduocat plaide sans auoir aduen de celuy pour qui il parle, amender le doit au Iuge à gage ployé, & avec chet en amende de deux chappons au Iuge.

De bailler lettre sans date.

Item si le clerc de la Cour passe lettre quelconque, où il ait oublié à mettre la date du iour, il chet en l'amende d'une paire de chappons au Iuge. Si vn sergent rescrit à la Cour, & en la rescription il delaisse à mettre la date du iour, il enchet en amende d'une paire de chappons par deuers le Iuge.

De nier dette à luy baillée & payée.

Item quiconque denie en iugement argent qui autrefois luy auroit esté baillé & payé ou deliuré, soit par deposit, par namp, ou autrement, si prouué est contre luy: sçachez qu'il enchet en amende du double, c'est à sçauoir pour dix liures vingt.

Item qui denie, il chet en quarante liures.

De nier escrit de sa main.

Item qui denie à deuoir chose qui apparust écrite de sa main, & il fust prouué contre luy que ce fust de sa main escrit: si payé n'en pouuoit monstrer, il chet en amende du double, & est pour dix liures vingt liures.

De demander deux fois vne dette.

Item quiconque s'efforce de demander en iugement contre autre, somme d'argent dont il le vueille faire executer & cōtraindre, & il puisse estre prouué contre le demandeur qu'autrefois en auroit esté payé luy mesmes & de son fait: sçachez que pour tel gaing le demandeur chet en amende de quadruple, c'est pour dix liures quarante liures.

De reuendre autrui chose.

Item qui reuend à autrui chose sans la volonté d'iceluy à qui ce doit estre & dont contend est: sçachez qu'amender le doit, d'autant que la chose vaut avec restituée.

Item & si c'est la mesme chose puis que contend en seroit, il pert sa seigneurie ou possession.

De retenir chose espauée.

Item qui trouue chose espauée, & le retient à son profit, sans le faire sçauoir au seigneur dessous qui c'est trouué, à qui la chose est espauée &

Ceste forme de gagerie en la main du Iuge ne se pratique plus.

Ceste amende est de tous hors d'usage, & ne pourroit honnestement se pratiquer.

L'ay monstré cy dessus que ceste peine n'a lieu en France, nō plus qu'autres semblables peines le Romain: par ce que par le droit François elles sont toutes arbitraires.

De cest article & autres suivants a esté traité cy dessus.

La peine de cest article non plus qu'autres semblables, n'est en usage en France.

Ces peines n'ont lieu en France, ains selō la qualité du fait on aduise ou quel-que peine arbitraire, ou dommage & intersts. Faut auoir recours aux conclusions des lieux.

appartient par son droict seigneurial, sçachez qu'il chet en l'amende de rendre le double que la chose vaut avec la chose restituée.

De soy partir sans licence de la Cour.

*Cecy ne se pra-
ctique, aussi se-
roit trop dur &
rigoureux.*

Item quiconques se part de Cour apres litiscontestation sans la licence de la Cour pour pacification faire ou faicte, chet en amende de soixante sols parisis, & ne tient ne vaut quelque pacification que faicte en soit.

De tronuer bestes en son dommage.

*Pour ces amen-
des faut suivre
les coustumes
des lieux, & y
en a d'aucunes
par escrit: Et
semble que l'Au-
theur suive celles
du pais, où il au-
ront practiqué.*

Item que les bestes prinſes en autrui dommage, dois sçauoir que les amendes sont telles, c'est à sçauoir pour beste à corne trouuer en autrui dommage en temps defendu, trois sols, & pour le veau suiuant la mere, six deniers. Item pour le pourceau, cheual, ou iument, deux sols. Item pour le pourceau, six deniers. Item pour la brebis ou mouton, vn denier. Item pour le fouc d'oyes, six deniers, pourtant qu'il n'y en ait que dix, si plus en y auoit, lors seroit l'amende de trois sols. Et est à sçauoir que tout est de telle monnoye qu'on prend les amendes en la Cour où ce aduient: & si c'estoit de nuict que les bestes fussent trouuées es dommages dessusdicts, elles seroient appliquées au droict du seigneur & à la volonté, mais le seigneur seroit tenu de rendre le dommage: & si c'estoient bestes qui fussent en garde, tout le fouc ne deueroit qu'une amende.

De charier deuant ou apres le soleil.

Item qui est trouué chariant deuant soleil leuant, ou depuis soleil couchant hors de son champ durant le mois d'Aoust: chet en amende de soixante sols, & en est le sergent creu par son serment.

De porter gerbes.

Item qui est trouué portant gerbes, soient de blé, ou d'auaine, ou vuaras ou glanes hors du champ, où ce a cru, ou deuant soleil, ou depuis, chet en amende de soixante sols. Et ce qui porte, perdu & appliqué au sergent qui le prend: & si c'estoit que iour fust failly, ce seroit sur peine de larcin.

De prendre fruit.

Item qui seroit trouué portant faux nefouant à autrui iardin, il chet en amende de cinq sols parisis, & le dommage rendre.

De pescher à autrui fosse.

Item qui seroit trouué peschant à autrui fosse, chet en amende de soixante sols, & le dommage rendre, où on iuge par Escheuins quatorze sols, & si c'estoit de nuict, ce seroit tenu pour larcin.

De mauuais hostel & ieu de dez.

Item qui soustient mauuais hostel, ou tient ribaudé de gens mariez, chet en l'amende de soixante sols.

Item qui tient ieu de dez ne de berlen, chet en l'amende de soixante sols.

De beste en nouvelle escale.

Item si bestes sont trouuées en nouvelles escales de blé, deuant le

tiers iour dudit blé coupé: chet en amende de soixante sols, & en est le sargent creu par son serment.

De tendre aux oiseaux.

Item que nul ne tende à oiseaux de riuere deuant le iour de Toussaints, sur amende de soixante sols, & le harnas perdu.

Item qui est trouué tendant aux perdrix en país de garenne, il chet en amende de dix liures, & le harnas perdu: c'est à sçauoir qu'en tous les meffaiçts trouuez où il y a harnas defendu, le harnas est au seigneur.

De porter armures defendues.

Item qui est trouué portant armures defendues, si comme cottes de fer, capeline, & gantelets de fer, chet en amende de soixante sols.

Item qui est trouué portant baston defendu, si comme lance de fer, ou de plomb, de hache, couteau à pointe, ou * dollequin, chet en amende de soixante sols.

Item qui est trouué portant arc & sayettes, ou arbalestre tendue à tout viretons, il chet en amende de dix liures. Et quant on traict pour autrui dommage, c'est amende arbitraire, comme de port d'armes.

De frapper autre par mal.

Item qui frappe autre à sang d'armes esmoulues, chet en amende de soixante sols pour l'armure, & en autre amende pour le sang.

Item qui frappe autre d'arme esmoulue sans sang, chet en amende de soixante sols pour l'armure, & en autre amende de cinq sols pour le ferir.

Item qui frappe autre sans armure esmoulue, comme d'un poing, ou d'un baston sans fer, chet en amende de cinq sols, si sang n'en fault, ou cuir n'est rompu. Mais si le cuir est rompu, ou le sang en fault, il chet en amende de soixante sols pour le sang.

Item si basture estoit faicte en chemin Royal, iacoit ce que sang n'y eust, ne cuir rompu, ne armure esmoulue, il cherroit en amende de soixante sols, & en tous cas dessusdicts.

D'iniure.

Doit estre entendu que l'iniure doit estre amendée & restituée à celui à qui elle est faicte.

De l'iniure faicte à port d'armes.

Item d'iniure faicte à port d'armes, à assaut de maison, & effroy des país, à son de cloche, à assemblée illicite, à sauue-garde enfreinte, contre engement d'aguet apensé, & qui a le ressort de iustice au país, & selon les amendes taxer & ordonner à l'arbitrage du Iuge selon les delicts & les facultez des delinquans, pour ce n'y chet nul taux.

Amendes sur pescheries.

Après l'enfuit des pescheries: si sçachez que qui est trouué peschant en vintier Royal, ou defendu depuis Pasques iusques à la S. Remy, de harnas appellé les rez, chet en amende de soixante sols, & en autre temps on peut pescher.

A ce propos on peut voir les ordonnances des eaulx & forests.

Il faut voir les ordonnances au Code Henry.

** Par dollequin il entend vne petite doloire ou hachette qui se porte courtement sous le manseau.*

Ces amendes sont à presens arbitraires, Et s'adjuugent selon les qualitez des personnes & des cas & delicts.

Pour la punition de tels crimes faut auoir recours aux ordonnances: Et sont les peines arbitraires: d'où a esté traictécy dessus. Faut auoir recours aux ordonnances des eaulx & forests: Et pour l'intelligence des harnois, à ce que s'ay escript au le

Item qui est trouué peschant au trainnel en quelque temps que ce soit, chet en amende de soixante sols.

Item qui est trouué peschant de nuit au pouffoir, chet en amende de soixante sols, depuis Pasques iusques à la S. Remy.

Item qui est trouué peschant depuis la S. Jean iusques à Pasques à harnas qu'on appelle mulche, chet en amende de soixante sols.

Item qui est trouué peschant à cent pieds-pres de foursin, chet en amende de soixante sols.

Item qui est trouué saquant anguilles en quelque temps que ce soit, chet en amende de soixante sols.

Item si vn pecheur est trouué ayant en la riuere plus de deux bacquets, chet en amende de soixante sols, & ses bacquets perdus & confiscuez.

Item qui est trouué ayant en la riuere à chacun de ses bacquets plus de six nasses qu'on dict nasses de bars, chet en amende de soixante sols, & pert le surplus, mais de petites nasses peut plus auoir.

Item qui est trouué à chacun bacquet qui ait plus de huit barles, & de cinquante vieuins, chet en amende de soixante sols, & pert le surplus.

Item qui est en quelque temps que ce soit trouué peschant d'autre harnas qu'à maille de bi, c'est à sçauoir qu'à la plus petite maille peut passer le tour d'un vieil tournois, & par la haute maille un gros tournois, chet en amende de soixante sols. Et est à sçauoir que tout harnas dont on est trouué peschant contre la defence, avec l'amende en quoy on chet, on chet en harnas & bacquet perdu, c'est à sçauoir le harnas qui seroit contre le maille le Roy, car celui doit estre ars par iugement, à fin que chacun ne œuvre en riuere.

De cours d'eauë.

Item qui est trouué auoir destourné les anciens cours d'eauës, chet en amende de soixante sols.

De faire chemins.

Item qui est trouué non auoir reloué frece *, chemin, & planche redressée dedans le temps commandé, chet en amende de soixante sols. Et en pais où on plaide par Escheuins, en amende de quatorze sols.

Item qui est trouué non auoir renclos les lieux qui doiuent clofin dedans le temps commandé, chet en amende de soixante sols parisis.

Item qui est trouué faisant fosse, ne fouir sur reget, ou qui fait fil à couppure, il chet en l'amende de soixante sols.

*D'ahaner * sur chemin.*

Item qui est trouué ahanant sur chemin publicque, & à la dernière roye prend du chemin, & trouue sa charuë ou harnas la terre du chemin sur son champ, chet en amende de soixante sols.

De coupper & porter bois.

Item de coupper en bois: sçachez qui est trouué couppant en bois, chet en amende de quatorze sols en tout pais, où on iuge par Escheuins, & si c'est gros bois qui a festage d'un homme, ou de sept pieds de l'og ou plus grece, où il puisse percer d'un cômû tarelet *, chet en amende de 60. sols.

Ceste peine est arbitraire, & s'aduge avec le restablissement, dommages & intersts, vide l. 1. D. ne quid in flum. publi.

** Frece, au liure escript à la main.*

** Clofin, au liure escript à la main: mon vieil praticien use du mot clofin pour clostre.*

** Ahaner signifie labourer, & est deriue de l'exclamation qu'on fait en labourant, han.*

Cecy ne se doit entendre du bois qu'on coupe en forests du Roy: par ce qu'il y est pourueu par les ordonnances, ains qu'on coupe es bois des particuliers.

** Tarelle.*

Item qui seroit trouué portant en la terre d'un seigneur à qui le bois est, bois coupé de nouveau, sçachez qu'il chet en l'amende dessusdicté, faim si n'est que celui qui le bois porteroit, & qui à tout seroit trouué, si que dict est, ne voullist dire qu'en autre bois l'auroit coupé, lors conuindroit il que pour auoir vraye descharge de ce, qu'il fust mené au bois où il voudroit dire que coupé l'auroit, & que le bois qu'il porteroit ainsi coupé, reuint à point à la taille du bois où il diroit que coupé l'auroit, sinon, il chet en l'amende dessusdicté, & le dommage rendre.

On peut ensédre cest article de ce qu'on coupe aux bois taillis: car pour les gros arbres les seigneurs se peneut aider des ordonnances royaux.

Item & si c'est bois ouuert, c'est à sçauoir qu'il fust coupé à large, seroit en amende criminelle de larcin.

Item qui l'auance de couper herbe en autre pré, chet en amende de cinq sols, & le dommage rendu.

De iurer le villain serment.

Item qui iure le serment que les coustumiers appellent le villain serment, chet en l'amende de *.

D'envoyer lettres à sa mere.

Item qui par felon courage enuoye à sa mere lettres par le villain propos, chet en amende de dix sols, selon les coustumes anciennes. Mais pour ce que le Roy nostre Sire est Empereur en son Royaume, pour ce peut faire loy & Edict à son plaisir, & sur ce a ordonné à estre mis à Peshelle par trois iours, & puis banny de la Prouince: sçachez qu'à son Edict nous faut reigler, ou auoir de luy remission, car en autre luge n'est de le differer ne mettre à mendre amende.

** Au liure escrit à la main il est en blanc. Adais au premier liure a esté traité des peines contre les iureurs & blasphemateurs: Et y en a des ordonnances au Code Henry.*

De mettre sus autre reproche.

Item qui à autre met sus & impose reproche diffamatoire, si comme de l'appeller larron, meurdrier, faux, & desloyal, foy mentie, contraire à son seigneur, herefe, bougre, & autre cas dont on seroit diffamé en iugement, chet en l'amende de soixante sols, & faut qu'en iugement & en tous les lieux où diffamé l'a, s'en desdie, & le tienne pour homme de bonne, franche & liberale condition, & que ce que dict en a, au contraire & sans cause l'a dict, & menty en a faullement.

En ces crimes & delicts & autres les peines sont à present arbitraires, cōme souuēt a esté noté cy dessus.

De tuer la beste d'autrui.

Item qui tuë la beste d'autrui, si c'est en non essient, doit rendre le prix de la beste avec l'interest, & pourtant la beste doit estre à celui qui le rent, & ny chet point d'amende au seigneur: & si c'estoit par fait & propos appensé, lors y chet amende de dix sols, & le prix de la beste rendre avec l'interest & amende à partie selon le merite du cas.

De la forme de proceder en matiere d'injuries, & des peines. A icelles a esté traité cy dessus amplement.

De la beste du voisin tuer la beste d'un sien voisin.

Item si la beste d'un voisin tuë la beste de son voisin ou d'autre, si l'est trouué que la beste tuëe ait aggrèsé & assaillie l'autre: sçachez que lors n'y chet quelque restitution: mais si sans aggrèsion l'une beste ait tuë l'autre, celui qui aduoüera la beste sienne depuis le fait, rendre doit le prix de la beste tuëe avec l'interest, ne autre amende ny a loy.

De hoc habetur in l. De pecoribus. C. de lege aquilia.

Ité si c'estoit beste si refuseuse qu'elle regibast aux autres par refuse ou par felonie, cōme font souuēt vertoreaux ou poulain, & les voisins le

Pro hoc. ff. si
quadro. paup.
feciff. dicta. l. 1.
§. cum ardetes.

doutassent que dōmage ne leur fist sur leurs bestes : sçachez que denon-
cé doit estre au maistre à qui elle est , & qu'à la beste mette & baille telle
garde, qu'à autre ne face dommage, car si depuis ceste denonciation ce
faisoit, ce seroit à son peril , & si la beste fait dommage à autre, rendre le
doit le maistre de la beste qui ce aura fait, soit qu'il y ait aggreffure de be-
ste ou non , si que dessus est dict , ou soit que le maistre le reprenne de-
puis le cas ou non comme sienne.

Ad hoc tex. in l.

Quacunq. &

in l. Censum.

C. de litigios. Cy

dessus a esté no-

té que telle vi-

guet ne s'obser-

ne en France, &

que le siltre de

litigios n'y est

practiqué : dont

on peut voir l'im-

bert en son En-

chiridion.

De ceste peine

du quadruple,

faut dire comme

dessus a esté no-

té.

Ad ditio.

Ce crime est ap-

pellé Stellionat,

daquel a esté

traité cy dessus :

mais en France

la peine du qua-

druple n'y est

practiquée.

Ad ditio.

Cecy ne s'obser-

ne à presēt, ains

n'y avoit que

D'achepter chose litigieuse.

Item qui achepste chose litigieuse, c'est à dire chose qui soit en plaid
d'un contre autre, si celuy qui l'a achepste, sçait qu'elle soit au plaid: sça-
chez qu'il chet en amende telle que de perdre le prix que l'achat devoit
monter, & le vendeur pert la chose vendue, & demeure au profit du sei-
gneur si à son droict à fin de plaid reuient la chose qui est plaidée : & si
par le plaid à son droict ne reuient, lors est droict qu'autant doit perdre
que vendue l'auoit.

De prendre autre chose par maniere de fait.

Item qui s'efforce de prendre autre chose par maniere de fait, disant
auoir couleur de ce faire, & toutesfois le fait sans iustice, iacoit ce que
l'efforceur voulsist dire qu'obligées luy fussent les choses qu'ainsi veut
emprendre, toutesfois puis que de fait y procede sans benche de iusti-
ce : il chet en l'amende de quadruple d'autant que la chose vaut qu'il a
ainsi voulu prendre & auoir.

Ad hoc. ff. quod met. cau. l. Sed & pactus. §. quanti poterit. & facit
tex. in l. Exat. cod. tū. fallit tamen hoc, quia in aliquibus casibus licet
creditori pignus vel hypothecam inuadere, quando pactum interuenit: ut l. Pi-
gnoris. de pigno. actio. & l. 3. de pigno. C. Secundo in debitore fugiente: ut ff. de
his qui in frau. credit. l. Aut Prator. §. debitorem. & pro his vide glo. in dicta.
l. Exat. qua ponit adhuc alium casum in legatario.

De vendre a plusieurs vne chose.

Item qui a plusieurs personnes vend vne mesme chose à escient, &
que bien sçait que liurer ne la peut qu'une fois à vn seul, il chet en l'a-
mende du quadruple, d'autant que monte l'un des vendages qui ainsi
fait estoit.

De iure tenetur crimine falsi: ut ff. ad l. Corneliam de fals. l. Qui duo-
bus. si vero alicui pignoratam, aut obligatam vendiderit, crimine falsi non
tenebitur. & vidi his diebus per arrestum pronunciari male indicatum per
Prepositum Parisiensem, in hoc quod tanquam falsum venditorem aliquem
condemnauerit, eo quod res ab eo vendita erat alteri hypothecata. condemna-
tio tamen criminis remansit, & correctum est tantum iudicium in hac dictio-
ne falsus venditor: & pro hoc vide glo. in dicta. l. Qui duobus. quatenet quod
si rem obligatam uni vendiderim alteri, teneor tamen crimine stellionatus. &
pro hoc est tex. in l. 3. & in l. 1. ff. & C. de crimine stellionat.

De prendre son detteur de fait.

Item qui s'auance de prendre & arrester de fait son detteur sans au-
thorité de iustice, & se fait iustice de luy mesmes, sçachez qu'il pert la
dette,

dette, & en demeure le detteur quitte, & si l'amende à iustice d'autant que la dette monte, deux fois.

De clamer en iugement heritage d'autre.

Item qui s'efforce de demander & clamer en iugement autre heritage, & en chée, il chet en amende de dix liures, si c'est hief, & si c'est main ferme, chet en amende de lx. sols. Et si celui qui l'heritage tenoit, qui ainsi est clamé, dechet, & soit trouué que à tort l'ait tenu, & contredit à r'auoir au demandeur, sçachez qu'il chet en amende de vingt sols.

D'enclorre bestes d'autrui.

Item qui enclort les bestes d'autrui en quelque lieu tant que les bestes soient mortes de faim, ou perduës par default: sçachez que si celui qui ce a fait, en est traict en cause deuant luge, & il nie le fait & il soit prouué: sçachez que par le ny qu'il en a fait avec le dommage & intereſt de partie, si chet il en amende d'autant que les bestes vallent deux fois au luge: & s'il le cognoist, il est quitte pour le dommage rendre à partie.

De faire dommage à autrui en effient.

Item qui à autrui fait d'omage à effient, & celui à qui est fait le domage se plaint pour auoir restitution, si le faiseur nie le fait, il chet en amende du double que vaur le pris du domage, & le domage rendre: & s'il le cognoist, il est quitte pour le domage rendre.

D'un Baillif, en sa iurisdiction acheter terre pour crime.

Item s'il est aucun Baillif qui en sa terre ou iurisdiction de Bailliage achete aucune terre ou possession pour crime qu'il en face à cause de son office au vendeur: sçachez que le marché doit estre nul, & doit le vendeur r'auoir la chose, & le prix de l'achat doit estre prins en nom d'amende sur l'acheteur, c'est sur le Baillif qui ainsi à puiffance acheté l'a, & avec ce doit estre priué de l'office à la volonté de son souverain.

D'un luge corrompu.

Item si le luge ou la iustice, est trouué corrompu dont il face delay en la cause par plus long temps, que raison ne donne, & que procez est en droict: sçachez que amender le doit en amende arbitraire, & avec doit estre priué de l'office.

Item & si le luge est trouué auoir iugé par corruption contre le vray iugement de la cause en cas ciuil: sçachez qu'il chet en amende, c'est à sçauoir ce que perdre ou engager peut par coustume de pays, & avec ce doit estre priué de toutes offices à perpetuité, à rendre le domage au domage par la coulpe dudit luge.

De Aduocat corrompu sans aduen.

Item s'aucun est trouué corrompu contre la partie pour qui il doit sçachez qu'il chet en amende arbitraire, & avec ce doit estre priué de tous euocations, & le domage rendre à partie blessée.

*Tacitum lib. 4. Annal. Et ce que Lemprius a écrit de Alexandro Seneca. Et qu'autres ont aussi écrit de ceste matiere. Ad del. fin C. de pœn. ind. qui mal. ind. & la representation del' image du luge, qui estoit à Thebes, sans mains, & les yeux tournée. * Vt per totum tit. de preuicatio. ff. & Ammianum de malu. causidici.*

*despens domma-
ges & intereſts
si l'arrest estoit
declare tortion-
naire.*

*De contenu en
cet article a esté
noté cy dessus.*

*Ad hoc l'contra
negantem & L.
de pecoribus. C.
de le. aqua.
Mais la peine
du double ne se
pratique en
France, tant
pour cest article
qu'autres sem-
blables.*

*De luge qui a-
chete en sa iuris-
diction, & de la
peine contre luy
a esté traicté cy
dessus.*

*De la peine du
luge corrompu,
& qui par cor-
ruption auroit
mal iugé, a esté
traicté cy dessus.
Et on peut voir
les ordonnances
de Philippes le
Bel, Charles
VII. & VIII.
& autres au Co-
de Henry. Le
iugement de Ty-
bere contre P.
Suillim apud*

R r r r

La peine est arbitraire, comme en autres cas sé- blables a esté noté cy dessus.

Item si Aduocat en plaidâr n'est aduoué, il chet en dix sols d'amède, ou dit iniure à partie aduerse hors de ses termes, il le doit amender promptement au Iuge à gaige ployé: & avec ce, il chet en xx. sols d'amende à chacun des hommes de la Cour: & si c'est en Cour de Seigneur cottier, il n'y chet riens pour l'homme que vingt sols au seigneur.

De faire conuenir autre deuant autre seigneur que son seigneur.

Des peines cõtenuës en cet article sont hors d'usage.

Item qui fait autre conuenir ne adiourner deuant vn autre Iuge que ce n'est deuant le defendeur, si ce n'est par priuilege que on ayt de ce faire, ou par committimus sur ce donné du Prince, si c'est en demandant, le demandeur pert sa demâde, & est deserte, & iamais ny peut reuenir, & chet en amende de autant qu'il demande. & si le defendeur se laissoit sur ce conuenir, & il forst iurisdiction, perdra autant que la demande monte. & si le Iuge qui ce fait & emprent telle iurisdiction sans committimus du souuerain, il chet en amende enuers le souuerain en somme de lx. liures, pour ce que c'est en noble matiere.

De l'Aduocat ou Procureur marchander avec la partie.

Ad hoc ten. in litem se redemisse. C. de procurato. & l. si quis aduocato. C. de postu. l'ey ven un arrest coïre un Aduocat qui pour sel cas fut ins:rdit de plaidier & condamné en l'amende, du Samedi 18. Iuin. 1558, le fait estoit de cõ- sequence & man- uant exemple.

Item si Aduocat ou procureur marchande avec la partie pour qui il est d'auoir part à la querelle qu'il meine: sçachez qu'il en chet en amende arbitraire à la discretion du Iuge selon le cas, & à la faculté de l'Aduocat ou Procureur, & avec ce doit estre priué d'office, & le compenseur en ce le doit amender à la discretion du Iuge.

De l'officier vendre ses biens.

** Cicys peut bien adapter aux re- censeurs sans tou- resou la peine de l'amende.*

Item s'il est aucun qui soit officier d'aucune ville ou seigneurie, pour doute que à cause de leur office ne soient tenus à la ville, dont ils sont officiers, se destournent & vendent leurs biens à aucun couuertement: sçachez que celuy qui a acheté ses biens, sçait la vente, que cil en fait pour escheuer le droit de la ville, & ou du seigneur dont le vendeur est officier, l'achat est nul & chet en l'amède d'autat que monte l'achat que fait en a.

De nyer lettre escripte de sa main.

Item sçachez qui nye lettre qui de sa main il a escripte, par laquelle il a promis, & eu conuenance à aucun d'aucune somme d'argët à rendre, ou autre chose, s'il est prouué que cet escrit soit de la main de celui qui nié l'a, il en chet en amende du double de la promesse.

De herbeler en blé en temps defendu.

† De ceste peine a esté parlé cy dessus au present liure.

Item qui est trouué es bleds vers herbeler en temps defendu, il chet en l'amende de cinq sols.

De fiens verser au chemin.

Item si en chariant aucune charretée de fiens, le fiens au chemin se verse: sçachez que sans la grace du Seigneur on ne doit releuer le fiens sur l'amende de soixante sols parisis.

D'un noble homme meffaire.

Cecy ne se pra- ctique plus en France, & n'y a la ley des XII. Tables, ny autres portans peines ce vis iues pour les delictz.

Item si vn noble homme meffait amende ciuile qui ne soit & doïue estre arbitraire par port d'armes, par garde du Roy enfreinte, ou par as-

semblée illicite, dont au Roy & à ses officiers en appartient la cognoissance, & non à autre, il ne chet que en soixante sols d'amende, & si c'estoit qu'il meffist pour cause de son noble tenement comme de son fief, & de la iustice s'il l'a, & de tout ce qui de ce se depend, & qui à la iustice à regard, lors meffait il, lx. liures, si pour villain ne se veut dire & porter en Cour, car lors ne seroit il qu'à lx. sols, jaçoit ce que pour gentil se fust tenu iusques à lors, & ainsi en est il vñ en Cour laye.

Des vinages & pontenages.

Item est à sçavoir que le droict des commis des vinages, & pontenages anciens se doit tenir & garder sur toutes marchandises, & n'en doit nul estre quitte si il n'en montre especial priuilege contre ce, & qui les transgreffe avec le payage, il chet en amende de soixante sols.

Ces amendes sont demoniales & a esté parlée cy dessus.

Du treu sur le sel.

Item est à sçavoir que au pays où le treu sur le sel a lieu, nul ne doit acheter sel fors au grenier du seigneur, & qui fait le contraire, il chet en l'amende à ce ordonnée, & pert le sel.

Pour le present article & le suivant faut voir les ordonnances au Code Henry.

De porter billon.

Item qui est trouué portant billon autre voye, que à la plus prochaine monnoye du seigneur dessus qui ce est trouué: sçachez que tout le billon ainsi trouué est appliqué au seigneur: & au surplus le corps du porteur ou de celui à qui ce est trouué appartenir, & les biens sont en la volonté du seigneur, & à celui ou ceux qui le tiennent, & qui l'exploit en font, compette & appartient la quarte partie du billon.

De vendre sa terre.

Item doit estre legerement sçeu que qui appartient le droict seigneurial, cest le x. denier du prix de la vente si c'est à heritage: & si c'est à viage le x. denier. Et dois sçavoir que eschanges d'heritages equipolent à vente aussi fait don de mariage, s'ainsi n'estoit que le pere laissast à son aîné fils en auancement de son mariage son fief, qui par succession au fils deuenroit reuenir apres la mort du pere, & que le pere s'en fist prestement mort pardeuant loy, car lors n'y cherroit que le relief au seigneur que deueroit payer le fils. & s'il aduenoit que aucun obligeast ou engageast sa terre à rente, à vie & à rachat, ou à volonté de vendeur dedans trois ans: sçachez que lors n'y chet quelque droicture de dix au seigneur au demandeur dedans trois ans dessusdits, par la raison de ce que par coustume local on peut la terre empescher l'espace de trois ans sans gré du seigneur, mais non plus de trois ans, & pour ce au chief de trois ans si rachat n'est fait par le vendeur, le seigneur à droict de demander son droict seigneurial, laquelle droicture doit estre prinse en l'argent de la vente, & tant moins au vendeur.

De ces droicts seigneuriaux faut voir les coustumes des lieux suiuants lesquelles seconuient gouverner, mais on ne les tient pour amandes, ains par quelques coustumes à faulte de les payer y a amende. Et ce que traicte icy l'auteur, est suiuant les coustumes du pays où il estoit.

Item à l'acheteur compete à payer le droict des luges, pardeuant qui le vendage se passe selon la coustume du lieu avec le droict du baillif ou maieur qui les luges coniurent de loy.

Autres amendes criminelles, & non capitales.

Rrrrr ij

Mon virel pra-
 cicien fait trou-
 effect d'amen-
 dis, à sçavoir de
 iustice, de mes-
 fait & crime, &
 de seigneurie.
 De la peine de
 faux tesmoigna-
 ge à este noté cy
 dessus: & par
 l'ordonnance de
 Francois I. ceux
 qui auroi passé
 faux contraci-
 ou portés faux tes-
 moignage sont
 punis de mort:
 toutesfois ceste
 peine n'est pra-
 ctique tousiours.
 * Faut voir au
 Code Henry les
 ordonnances, &
 l'arrest contre
 Nicolas le Mes-
 de du 27 iour de
 Ianvier, 1599.
 qui est bien no-
 table.
 † On sient tel
 cas pour crime
 de lèse Maieité
 & est quelque-
 fois puni de mort
 comme a esté in-
 gé par arrest du
 premier iour de
 Decembre, 1584
 contre le Sieur
 de Belle-will. &
 autre du 22. iour
 de Novembre,
 1586. contre un
 nommé le Bret.
 il ay monsté
 au premier livre
 que tel crime se
 punit de mort, &
 en ay allegué des
 arrests.
 * Les peines de
 larcin sont arbitraires, & s'adigent selon les qualitez des cas & des personnes.

V Ev des amendes ciuiles, il s'ensuit sçavoir des amendes criminelles.
 non capitaux, & premier des amendes qui se perpetrent par faux
 sermens faire au preiudice d'autre. Si dois sçavoir que qui iure & depo-
 se par faux tesmoignage, par priere, ou par argent, ou pour autrui greuer
 sçachez qu'il est tenu d'amende de faux, c'est à sçavoir d'estre mis à l'es-
 chelle par trois iours, & au dernier iour signé en la iouë du seing de la ius-
 tice ou du seigneur, combien que les droicts canons defendent que nul
 ne soit signé au visage qui est à la semblance & image de nostre seigneur
 Iesus-Christ, mais selon la coustume local si faict.

De iurer des-honnestement Dieu, ou la vierge Marie.

Item qui iure ne parle des-honnestement de nostre Seigneur, ou de la
 vierge Marie, si comme à la verité dire de iurer & renier Dieu, ou pareil-
 lement de la vierge Marie, chet en l'amende d'estre mis par iours à l'es-
 chelle, & pendu à son col des grandes lettres, si que tous le puissent voir
 & lire qui lire sçauront le cas, pourquoy ainsi est mis, & puis banny de la
 Prouince.

*De parler du Roy, ou son seigneur
 des-honnestement.*

Item qui parle du Roy ou de son Prince des-honnestement par forme
 de reproche, ou iniure: sçachez qu'il chet en amende d'estre mis à l'es-
 chelle par trois iours, & au dernier signé du seing, de la iustice, & banny
 de la Prouince & ville, & en amende ciuile arbitrairement.

D'estre forcier ou deuin.

Item qui est trouué forcier ne forcier, deuin ou deuine, dont à autre
 en ayt faict dommage, ou preiudice par son sort, ou denoncement, chet
 en amende d'estre mis en l'eschelle, pendu de grosses lettres, si que cha-
 cun le puisse voir & lire le cas pourquoy ainsi est mis, & en la fin doit es-
 tre signé, ou ars ou arse, selon que le cas le desireroit.

D'estre suspect de larcin.

Item qui est trouué suspect de larcin, doit estre pour ce priué de toutes
 offices, & de toutes bourgeoises, de toutes dignitez, & reputez comme
 infames, & ayans perdu respons en Cour.

Item qui est trouué auoir emblé la valeur de v. sols, & en dessous iuf-
 ques à la valeur de xii deniers, chet en l'amende d'auoir, couppé l'o-
 reille, & estre banny de la terre, voire pour le premier larcin: mais pour
 le second est pendable. Qui emble cheual ou iument, ou fer de charuë,
 ou chose d'Eglise, ou à son seigneur, ou à son maistre, ou à son hoste où
 il soit hebergé, pour le premier larcin en ce cas, soit le larcin grand ou pe-
 tit, il est pendable. † Qui emble enfant d'autre, il est tenu par la loy en
 amende arbitraire à la discretion du Iuge: & si c'est à force, en peine
 capitale.

Item qui toult à autrui chose à force, il chet en peine de quadruple du
 vaillant de la chose, & si c'estoit en chemin, ce seroit tense.

* Les peines de

larcin sont arbitraires, & s'adigent selon les qualitez des cas & des personnes.

[Ce crime s'appelle plagium, vide tit. D. & C. ad legem Fabiam, vel Favianam, de plagier.

Item qui oblige à escient vne chose à plusieurs, il chet en amende de quadruple, d'autant que la chose vaut.

Autres amendes qui sont criminelles & capitales.

A Pres s'ensuit des amendes qui sont criminelles & peines capitales. Si est à sçauoir que qui est trouué auoir emblé la valuë de dix sols, ou en dessous par furt, chet en amende criminelle & capitale, telle que d'estre pendu tant que mort soit & estranglé. Et si le larcin peut estre restitué à partie, estre le doit? sinon, passer s'en faut le dommage, car le luge n'est tenu de restituer, si le furt ne trouue avec le larron, ou s'il ne le trouue par rasiëne en sa terre.

D'occire autre par chaude colle.

Item qui occit autre par chaude colle, selon la coustume local puis que ce seroit de telle heure que de iour, il chet en peine criminelle & capitale, telle que d'estre pendu tant que mort soit & estranglé, & selon aucuns lieux en rouës, & selon aucuns lieux enfoüy tout vif. Et si c'estoit de nuit doit estre trainé & pendu tant que mort soit & estranglé.

Deprendre l'autrui en chemin.

† Item qui prend l'autrui par roberie en chemin, iacoit ce que du corps ne luy fust mal, & n'y eust par ceste maniere prins ne tollu que la vaille de six deniers, si chet il en peine capitale telle que d'estre pendu tant que mort soit, & estranglé, & la roberie rendre au dommage, si trouuée est avec le prisonnier, ou la rassenner le pourra en la terre du seigneur ou ce sera fait.

De faire meurdre.

* Item qui est trouué auoir fait meurdre, soit de iour ou de nuit, doit estre trainé & pendu tant que mort soit & estranglé.

D'occire autre de froid sang.

Item qui occit vn autre de froid sang, si come de propos & aguait ap-penté, il doit estre trainé & pendu tant que mort soit, & estranglé.

De ferir une femme enceinte.

„ Item qui frappe femme enceinte si que le fruit de son ventre en soit pery, que les sages appellent crime de anchis, tels doiuent estre trainez & pendus tant que morts foyent & estranglez.

De raurir femme à marier.

† Item qui prend & raurit femme à marier sans le gré de pere & mere, ou sans le gré d'amis, si pere & mere n'auoit, si en ce raurissement il la deflo-raft, doit estre trainé & pendu tant que mort soit & estranglé, & s'il ne la deflore, & la mette en lieu sauf & honneste sans toucher à elle, sçachez qu'il chet en l'amende d'estre banny de la terre, & ses biens mis en la main du seigneur, & par iceluy estre gouuernez iusques à ce qu'il soit re-uenue à l'obeissance de iustice, renduë & r'amenée la fille sans villenie, &

leguë Concil. Tridentin. sess. 24. de reformat. matrim. Les ordonnances qui sont au Code Henry, & autres au-

Tel homicide est disposé à remis-sion, & peut celui qui l'a comis, en obtenir lestrrede remission. De la difference des ho-micides s'en ay traicté au pre-mier liure Et ailleurs.

† Roberie, signi-fie volerie, Et come dit mô viel praticië quetie-mement de chemin: cõtre les voleurs & quetters de chemins y a des ordonnances au Code Herry, qu'on peut voir.

* Meurtre, done meü est fait au stile de Parlem. & en plusieurs chartres & liures signifie homicide fait de guet à

pens: comme ail-leurs s'ay escrit & noté cy-dessus „ Parce qu'ils sont homicides. † Fide l. vnic. Cod. de rapto virgin & ce que s'en ay noté cy-dessus, ayant al-

amender le rapt par luy ainsi faict. Et si ce ne faict, il pert le sien, & ne peut ne ne doit iamaiz auoir autre chose qui de par la fille vienne, ne auoir ne la peut de raison escrite à femme par espousaille qui vaille.

Additio.

De iure tamen Canonico teneret matrimonium, si eam duceret in uxorem, ut cap. ult. de rapt. extr.

Du prochain consentir ranissement.

Item les prochains de la fille rauie qui au ranissement sont consentans & montrent ce par ce qu'à la loy ne se trayment, & ne font deuoir de r'auoir leur fille ou cousine, cheent en amende arbitraire pardeuant le Iuge, & se priuent par ce de la succession qui de par la fille rauie leur pourroit venir.

D'affaillir autre sur son lieu.

Les assaillins doivent obtenir remission, Et sont ordinairement condamméz en quelque interest Et reparation civile.

Item s'il aduient que aucun par luy & par ses complices voise assaillir & aggreffer aucuns autres sur le lieu, & les assaillis en eux deffendant naurent ou tuent aucuns des assaillieurs, sçachez que par raison escrite amender ne le doiuent les assaillis à iustice, mais les assaillans au morts ou naurez de leur compagnie, ou de la mort ou affollure ainsi faicte en doiuent demeurer quittes les assaillis, mais encore leur doit on amender que ainsi on les a assaillis, & interesse z, ou inuasez sur leur lieu, ou sur leur faisine, ou sur leur maison.

Additio.

Hoc etiam concordat cum iure scripto, ut ff. de Iustitia, & Iure. l. Ut vim. Codice ad legem Corneliam de sicar. l. Is qui aggressorem. cum mult. similib.

De la garde laisser aller le prisonnier.

De ceste matiere a esté traicté au premier liure. Et quant au criminel la peine est arbitraire selon la qualité du fait: mais pour le civil: le geollier en est tenu si le prisonnier s'est euadé, & in eo dolus vel culpa deprehendatur, l. ult. D. de custod. reor.

Item dois sçauoir que la garde des prisons qui par la coulpe laisse aucun eschapper de prison, chet en autelle amende comme deuoit porter le prisonnier ainsi eschappé, si c'est en civil: & si c'est en criminel, en l'amende arbitraire du seigneur à qui la prison est, combien que par l'estroit de la loy escrite, c'est à peine de talion.

Qua pœna puniatur custos carceris, dicas quod capite si propter dolum vel culpam incarceratus ex delicto aufugiat. text. in l. Miles. in fin. ff. de custod. reor. sed in civili teneas quod tenetur ad illam quantitatem creditori, ad quam debitor erat obligatus, secundum Dulium de Galbano in lege Quoties. C. de exact. tribut. libro decimo, qui dicit quod agitur contra illum custodem conditione ex illa. l.

Depourchasser trahison à son seigneur.

Item qui pourchasse trahison contre son seigneur, ou contre son estat, sçachez que iacoit ce que la trahison ne soit parfaite, toutesfois veut la loy escrite que le traistre chée en autelle peine, comme deuroit faire le propre traistre si tenu estoit à la iustice.

D'empescher le malade à la mort.

* Item qui met empeschement sur aucun qui labeure au mal de la

Roy & seigneur

souuerain, dont est traicté in l. Quisquis. C. ad l. Iuli. maiest. Mais pour le regard d'un autre seigneur la peine est arbitraire, selon la qualité du fait, Et des personnes.

De hoc text. in l. ij. C. si quis aliquem testis a. prohib.

mort, ou met empeschement qu'il ne face testament par voye de faict, chet en amende arbitraire, & doit estre priué de toute la succession au mort, ou à don que faict luy auroit en testament.

Des desesperez.

Item dois sçauoir que les biens de ceux qui se tuent par desespoir, sont confisquees au seigneur dessus qui ils sont, mais que le seigneur ait telle iurisdiction qu'il puisse cognoistre du cas, pourquoy estoit tenu prisonnier celui qui ainsi se met à mort. mais si aucun par maladie de chief ou de forsennerie qui luy prenne, se desespere, sçachez que pour ce le corps ne doit estre mené à iustice, ne les biens ne sont forfaités ne confisquees, combien que les coustumiers en vident au contraire, & menent le corps à execution de iustice, & confisquent les biens.

D'accuser autre de crime à iustice.

Item selon la loy écrite en iugement quiconque se rend accuseur en cas de crime contre autre, s'il estoit trouué qu'il fust faux accuseur, en fin de querelle si chet en peine de talion, c'est qu'il doit souffrir telle peine comme deust auoir souffert l'accusé si conuaincu fust. Et ainsi deueroit estre gardé en iugement si ce ne fussent les moderations qui se font des procureurs d'office qui font les conclusions criminelles en partie ciuile. Mais selon aucuns coustumiers, qui dechet d'accusation en cas de crime de partie priuée contre autre, soit par faillir à preuue, soit que de son plaisir le poursuiuant se deporté de la poursuite de sa volonté, le poursuiuant en ce cas doit estre banny de la terre ou de la ville, & doit rendre amende au seigneur & à partie, & despens.

D'occire son pere ou sa mere.

Item qui occit pere ou mere, doit estre condamné à perdre l'hoirie: tant est le peché detestable, & par la loy écrite doit estre mis en vn sac de cuir, & avec luy doit estre vn coq châtre, vn chien, vn singe, & vn serpent, & ainsi ietté dedans la mer, si c'est pres de la mer: ou si non, en la plus grande riuere de la contrée, à la fin que le delinquant perde ciel, air, & terre, car il n'est mie digne de demeurer sur terre, ne en l'air.

D'occire son enfant.

Item qui occist son enfant, coupable est de telle peine comme defus est dict de celui qui occist son pere, &c.

De couper à autre membre.

Item qui oste à autre membre, si comme de luy couper vn poing, il doit perdre pareil membre, & avec ce pert ses meubles qui sont appliquez au seigneur.

Item qui blesse autre de ses membres, doit perdre tous ses meubles pour le seigneur, reserué la prouision que en doit auoir le blesé selon la faculté & possibilité des biens.

par arrest contre Tarquet Aduocat à Nyors, au mois d'Auail, mil cinq cens cinquante quatre, & autres.
* Ceste peine du talion ne se pratique, & s'il n'y a confiscation, les meubles ne sont appliquez aux seigneurs, ains seulement on luy adonne une amende.

De la peine de ceux qui se tuent, & de la forme de proceder apres leur mort a esté vraylé cy dessus au l. liure: ou entre autres l'ay recité un arrest de l'an 1586.

contre un Me- decin prisonnier en la conciergerie, qui s'estoit estranglé. Tex. in l. j. C. de hu qui mortem sibi conscie.

L'ay noté cy- dessus que la peine du talion est abolie en France: Et le calomnieux accusateur est puni de peine arbitraire selon la qualité des cas imposez. Et des personnes: d'où on peut voir les arrests donnez contre Taboué recitez par Papou luy. 19. tilt. 8.

De hoc habetur in l. vlt. C. de acou.

** V. C. ad leg. Pomp. de parr. l. j. La peine de ceste loy ne s'observe en France: mais on en use d'autre seueré, selon la qualité du faict, ains qu'il fust ingé-*

De meffait du pupille.

Ceste matiere
est grandement
arbitraire, &
depend des cir-
constances, com-
me i'ay monstre
cy-dessus.
Pro his vide l. 1.
C. si aduers. del.

Item s'il aduient qu'un pupille de tel aage qu'il puisse sçauoir qu'il fait
perpetre cas pourquoy peine capitale s'en deust ensuyuir si pupille n'e-
stoit, sçachez que pour la pupillarité ne doit demeurer qu'il ne porte la
peine capitale, pour la raison de ce que malice y aura suppléé à l'aage,
mais s'il estoit si ieune & innocent qu'il ne cogneut si faisoit mal ou bien
lors y gist remede de bastures, ou autre punition selon l'aage.

Exemple.

Il aduint que vn fils de l'aage de vnze ans se ioüoyt avec vne fillette de
quatre ans, ou enuiron; la fille en ioüant luy osta son chapperon, & cil
estoit tigneux, si en fut honteux & courroucé, & y suppléa malice: de-
puis il trouua la fillette aux champs arriere de gens, & la frappa d'un cail-
lel en la teste tellement qu'il la tua & occist: si tost qu'il la vit morte, il la
mussa au mieux qu'il peüst, neantmoins il fust sçeu que ainsi auoit faict:
il fut prins. Et pource que le cas estoit grand & doureux à aucuns pour
sa minorité, il fut amené en Parlement. Tout veu, & que la malice y auoit
suppléé, il fut iugé à trainer & à pendre. Et à ce s'accorde la loy escrite.

Ce iugement
semble rigoureux
veu qu'il n'a-
uoit encores at-
tainct l'aage de
puberté, comme
i'ay noté cy des-
sus.

C. Ru. si ad delictum.

Item est à sçauoir que si ieune homme qui soit de tel aage, que sçauoir
doieue s'il faict bien ou mal par raison d'aage, si comme de douze ans &
en dessus, perpetre cas ou crime capital, par la loy escrite est à punir se-
lon le cas, & à la discretion du Iuge. Et quant à l'ancien, sçachez que si
de tel aage est qu'il puisse par vertu & prouesse de son corps auoir com-
mis crime capital: pour son aage ne doit demeurer que capitalement ne
soit puny, car l'aage n'excuse pas le peché puis que en puissance est de ce
faire.

D'estre Sodomite.

Item qui est prouué sodomite, doit perdre les coüilles pour la premie-
re fois, & pour la seconde fois doit perdre le membre, & pour la tierce
fois doit estre ars.

Le crime de so-
domie est tres-
detestable, &
doit estre des la
premiere fois pu-
ni de mort, dont
on peut voir tit.
de stupratoribus
in collat. legum
Moyfis. Et y en
a plusieurs ar-
rests recitez par
Papô & autres.
* La peine en
est arbitraire par
l'usage du droit
François.

De his est text. in l. Cum vir nubit in fœminam. Codice ad legem Iuli. de adulter.

De oster borne assise.

* Item qui oste ou faict fausse borne assise par loy, pert tous ses biens,
& sont confisquez au Roy ou à son seigneur haut iusticier, & doit estre
banny de la terre sur la hart, & en aucuns lieux perd la vie.

D'occire autre par cas d'aduenture.

† Item qui occist autre par cas d'aduenture, par la raison escrite n'en
doit pource choir en peine, mais que ce soit ainsi sçeu certainement, cō-
bien que les coustumiers dient que crime n'a point d'aduenture qu'il ne
chée en peine de mort, ou remission de Prince.

† Vide l. 1. D. de
legib. l. Lege
Cornelia, §. 1. ad leg. Cornel. D. de scar. & ce que i'en ay traicté au premier livre.
* De hac questione vide l. In lege Cornelia, D. ad leg. Cornel. de scar.

» *De illo homicidio casuali siue fortuito vide Doctor. in l. j. C. ad l. Cornel. de scar. & per tot. tit. de homicid. casual. ext. in antiquis. & utram re-*

quiritur

quisatur dolus ad hoc ut homicida capite puniatur, vide Iaso. in l. Si per errorem. ff. de iurisdic. om. Iud. & idem in l. Non dubium. C. de legib. ubi dicit text. esse de iure meliorem pro hoc in l. Non autem. §. excipitur. ff. de adul. edict. & idem Iason multa accumulatur ad hanc materiam in l. In actionibus. ff. de in lit. iurand. & quod ibidem requiratur dolus, tenet Salice. in l. Si servum. C. de noxalib. actio. & Alexand. in l. Et si senior. C. de iis qui notant. infami. & Felin. in ca. sedes. ext. de rescript. tamen Angel. in l. penult. C. de fisco. videtur sensisse contrarium ubi dicit quod si statutum dicat quod occidens hominem morte puniatur, quod non requirit statutum dolum. vide locis supradict. & cogita: quia idem videtur tenuisse Iason in dict. l. In actionibus.

D'occire larron en emblant.

Item qui occist larron en emblant, ou qui vient de nuit pour embler, ou qui vient de nuit pour tuer l'homme, selon la loy escrete il n'en chet en nulle peine. C. Rub. de ficiariis. l. Ut si allegas.

De cas qui desire estre seigné.

Item selon la loy escrete qui delinque en cas pourquoy il doive estre enseigné au visage, si comme de flastrir par la coustume locale: sçachez que selon ladicte loy il n'est mie concedé de deffacer la face faicte à la semblance de la propre image de nostre seigneur: mais doit avoir punition equipollée, & selon les coustumiers & au pays où on vse par coustume locale, qui en tel cas delinque, il est à mettre à l'eschelle, & estre flastri du seing de la ville aussi chaud que rouge, en la iouë, & ainsi en vse l'en par coustume laye. C. Rub. dicta. l. Si quis.

De femme qui meffaiet.

Tu peux. * & dois sçavoir que si femme meffaiet, & il y chet peine capitale, elle le doit porter comme seroit l'homme selon le cas. * Mais en amende civile elle ne ne chet point qu'en demye amende, où l'homme cherroit en pleine amende, si comme si l'homme meffaiet amende de lx. sols, la femme n'en meffaiet que xxx. & ainsi des autres amendes doit estre entendu.

† Item doit la femme estre emprisonnée ne en fers ne en busche ne de prison qui son corps puisse affoler ne blesser ne memoire perdre; car fressles sont de nature, mais bien peuvent & doiuent estre en large prison sauue & seure selon le cas, & avec compagnie qui les garde, car par la loy escrete femme ne doit avoir prison que par forme d'estre bien gardée par iustice, &c.

Dixi superius in quibus casibus mulier incarcerari possit. quid de Doctore gloss. est singular. in l. Medicos. C. de profess. & medic. lib. xj. quod non potest, intelligo pro debito civili: & plura alia in materia incarcerationis, vide in tractatu Bald. de carcera. que huc transportare nolui. sufficit enim mihi allegationes nostri authoris tam in iure Civili quam Canonico huic libro insertas in suum verum statum restituisse, que antea usque ad hac tempora in corrupta permanferant, nonnulla ad materiam addens proxi quisque suis

Du contenu en cet article l'ay noté au 1. livre, Et allegué la loy des XII. tables, où on peut avoir recours.

On n'vse gueres de la peine de flastrir ou marquer au visage, ains sur l'espaule, & mettre au carcan, de telle peine nous en avons plusieurs témoignages, où de lege Remmia, apud Sen. lib. 4. de Benef. cap. 37. & 38. in l. Si quis in metal lum. C. de parviti. l. Quasi sum. D. de testib. Cuiac. lib. 7. Observat. rap. 13.

** Les peines contre la femme sont arbitraires, aussi bien que contre les hommes, & quant à la peine du crime d'adultere jant voir l'annotatiō*
† De la prison des femmes a e- tre traitté cy-dessus.

SSSS

locus patiebatur, aliquando consuetudines, aliquando Regius ordinationes, aliquando questiones iuris Civilis passim per Doctores pertractatas, uel retractatas, vel remissive vel decisive innotens, & secundum quod mihi tempus suppetiit otium, ad hac ista animum admovi, existimans mihi non fore absurdum, imo nec fortasse nimis pœnucendum, si potius dolium Diogenis versatile agerem quam meis temporibus osculari videar, quod fortasse unus nonnulli (scio) parvis facient: scio inquam aly obloquuntur: sed surreptantibus iurgium relinquam, & dolium Diogenis versatile potius agam quam obloquunturi solum sollicitantes quotidie inueniantur. Satis est mihi dummodo labori & ingenio satisfaciam, Deo, gratias pro omnibus agens, sine quo fieri nihil arbuturamur.

ANNOTATIONS SVR LE TILTRE QV ARANTIESME.

DE la peine d'adultere contre les femmes, y a des diuerſes loix ordonnées par diuers peuples: & aucuns auroient fait d'icelle capitale, comme les Hebreux, Exod. 20. Deuter. cap. 5. & 21. & Lyſias in oration. de Eratoſthe. cæde, fait mention d'une loy des Atheniens. A Rome les femmes adulteres ont eſté punies de diuerſes peines, & quelques fois de mort, meſmes par leurs maris, par l'aduis de leurs parens, comme teſmoignent, Dyonis. Halicarnass. lib. 2. Sueton. in Tiberio. cap. 35. Tacitus lib. 2. & 13. Annal. Mais par la loy Iulie la peine n'eſtoit de mort, ains ſeulement de relegation, vt ostendit Cuiacius libro 6. Obseruat. cap. 11. lib. 20. cap. 18. & 19. & libro 21. cap. 17. Mais par autres conſtitutions des Emperours, les adulteres ſont punis de mort, l. Quamuis. C. ad leg. Iul. de adulter. l. 4. C. quor. appellation. non recipiunt. l. Qui ſententiam. C. de pœnis. & l'Empereur Conſtantin compare le crime d'adultere, avec l'homicide & maleſice, & fait mention de peine capitale: & à ce propos fait l. 2. & 3. Cod. Theodof. de indulgent. crimin. De l'adictè peine on peut prendre les authoritez & exemples d'Amman. Marcellin libro 28. Apul. libro 9. de Aſin. aureo. Arnob. libro 4. aduerſus gentes. Saluianus libro 7. de gubernat. Dei, & autres. Mais depuis Juſtinian par ſa nouuelle Conſtitution 134. vnde ſumpta eſt Authent. ſed hodie. Cod. ad legem Iul. de adult: a eſté plus gracieux enuers les femmes, & a ordonné une peine plus douce & humaine, de les conſigner en un Monaftere, ſi apres deux ans les maris ne les veulent reprendre. Laquelle a eſté receüe en France: & ne ſ'y pratique gueres que pour un ſimple adultere la femme ou l'homme ſoit puny de mort: ſi toutes fois y auoit autre crime meſlé, ou des circonſtances qui rendiſſent le crime plus atroce, la poine de mort y ſeroit iuſtement ordonnée comme a eſté iugé contre un nommé de Sains, qui fut par arreſt du 10. Iuilles, 1565. pendu & executé à mort: & contre la veufue d'un nommé le ſieur Anthoine, qu'auoit fait aſſaſiner & tuer l'adultere d'icelle, qui fut rompu

sur la rouë, & elle pendue & estranglée. Je diray pour conclusion que si la fidelité de mariage n'est religieusement gardée, si les violateurs du mariage ne sont seuerement punis, il faut craindre que la société ciuile ne se dissipe & ruine, & Dieu ne face tomber son ire sur ceux qui violent si saint & honorable sacrement par luy institué dès le commencement du monde. Plusieurs ont amplement escrit de ceste matiere, & recité les diuerses peines, qui ont esté ordonnées & pratiquées contre les adulteres, desquels on peut voir les liures. Mais c'est chose dure, que les hommes se donnent trop de licëce d'adulterer, sed vxori non licet virum vel digito tangere adulterantem, comme estoit la loy des Romains, de laquelle Agellius fait mention lib. 10. ca. 23. dont se plaint Syra apud Plautum in Mercatore, où elle diët,

Vtinam lex esset eadem vxori quæ est viro;

Nam vxor contenta est, quæ bona est, vno viro.

Qui minus vir vna vxore contentus fiet?

J'en ay discouru cy-dessus & ailleurs d'auantage, qui me fera mettre fin à ses annotations.

COPIE DV TESTAMENT DV COMPILATEVR DE CE PRESENT LIVRE.



*N*omine Domini, Amen. Sçachent tous que ie Iean Boutiller Conseiller du Roy nostre Sire, a-certainé que toute humaine creature viuante, faut finer & terminer vie par mort, & non sçachant, quand, ne commët, pour obuier à ce que surpris ne soie intestat, ne incôfëz de celle mort, & non pourueu de testament & ordonnance de derniere volonté, est il qu'en ma pleine memoire, sens & entendement, faits & ordonne mon testament, lays & ordonnance de derniere volonté par la maniere qui s'ensuit.

Premier ie rends à Dieu mon Createur graces & loüanges de ma natiuité, vie, corps & membres, dont il m'a creé, des cinq sens qu'il m'a prestez, & de tous les biens dont il m'a replet & gouuerné durant ma vie.

Après ie me confesse à luy & à la glorieuse vierge Marie & tous saints & saintes, de tous les pechez & meffaiëts en quoy durant madiëte vie ie suis encheu, & desquels ie n'auroie autre fois esté confës & par penitëce remis, suppliät Dieu deuotement que pardonnez me soient en recognoissant & rédant pource la vraye contrition ma coulpe, vne fois, autre fois & tierce fois. Et pour satisfaction faire veux que si riens est Iceu que de l'autrui aye qu'il soit rendu des biens qui de moy demeureront, & si à aucun ay meffaiët, ie supplie deuotement qu'il me soit pardonné, & si par aucun m'a esté meffaiët, benignement ie luy pardonne; priant &

S sssij

Dieu que par sa sainte misericorde ainsi luy plaise faire, & moy tenir en sa grace & vilitation iusques à la mort, si que en l'extreme de celle mort l'ennemy d'enfer ne puisse auoir pouuoir de moy tenter ne faire varier de mercy & misericorde auoir & requerre, & à sainte foy finer, & l'ame auoir en sa sainte gloire.

Item moy mort & expiré ie supplie que de moy enseuelir, soit attendu par l'espace de douze heures ou enuiron, afin que apperceu soit tout expiré, & lors mis en vn plat luytel couuert d'un linceul tant seulement, sur lequel soit incontinent mis & faicte vne croix de vvasons verds du long dudit luytel, en memoire que de terre & cendre suis venu, & en cendre m'en reuois; & ainsi porté iusques à la fosse par 8. pauvres qui aient pieds nuds en memoire que nud vins sur terre, & nud m'en reuois. Et au venir querre mondit corps pour enterrer soit le Curé, 2. Chappellains, le grand clerc & le petit reuestus de surplis ou de chappes selon la saison, lesquels auar que mon corps soit leué pour porter à ladicte fosse, psalmiront en haut seant au tour dudit corps les sept Pseumes penitenciales avec l'antienne & collecte à ce seruás, & apres letanie en disant ou il y a *ora pro nobis, ora pro eo*. Et ce faict soit le corps leué par lesdits pauvres en ladicte fosse, lesdits Curé, Chappellains & clercs tousiours allás avec, chantans l'office à ce appartenant. Et derriere ledit corps soyér les pauvres bourgeois pour conuier ledit corps iusques à ladite fosse, car autres n'y veux trauailler fors mes executeurs qui ce feront faire. Et ainsi porté iusques au cymetiere de Dieu & monseigneur Saint Brice, où ie deuray estre enterré en l'anglet au dehors du clocher d'icelle Eglise, où Peronne ma fille fut enterrée, où i'ay esleu ma sepulture, priant & requerrant aux administrateurs d'icelle Eglise que ainsi le me vueillent accorder par grace. Sur laquelle fosse & sepulture le corps ainsi apporté lesdits Curé, Chappellains & clercs psalmiront ce Pseume du pseaultier. *Quem admodum desiderat ceruus ad fontes aquarum*. l'antienne & collecte à ce seruans pour les morts, avec l'office accoustumé à enterrement faire. Et ledit corps enterré prie ausdits Curé, Chappellains, clercs & pauvres bourgeois & autres qui ledit corps porteront, qu'ils entrent en ladicte Eglise avecques les torches, & deuant le crucifix vueillent prier Dieu pour l'ame de moy, & que par sa sainte grace, pardon me face, & là faire congé s'en retourner à l'hostel. Auquel corps porter & enterrer si comme dict est n'ait que deux torches en l'honneur de sa sainte Croix qui portée y sera, non mie que mon putrifiant corps le vaille. Si prie que ledit enterrement soit à heure de Vespres chantées en memoire que à icelle heure nostre sire Dieu qui pour nostre redemption voulut mourir, à celle heure fust mis en son saint sepulchre.

Item & moy enterré si comme dict est, ie veux & ordonne que mon obsequie soit faite en ladite Eglise, au huietiesme iour que ie seray trespasé, par ledit Curé, deux Chappellains, Diacre & Sousdiacre, le grand clerc & le petit clerc, deux Cordeliers, & deux Augustins, qui ledit obsequie ayderont à chanter. Et soient iceluy matin chantées Vigiles, & inconti-

nent la Messe apres. Et soit faicte vne couche ou litiere d'estrain deuant ledict Crucifix, & sur icelle litiere soit faicte vne haulte d'aisselles, comme seroit vn large plat luisel couuert d'vn blanc linceul tant seulement, & au chef d'icelle haulte ait vne croix de bois large & competante de hauteur sur laquelle croix ait trois chandelles, sur chacun bras vne, & chacune pesante 3. liures, & sur ladite haute ait couché vne image de cire en forme d'homme mort & nu, du poids de vingt liures, & autour d'icelle couche ait trente deux pauvres seans prians Dieu pour moy, en faisant memoire qu'en l'age de trente deux ans viendrons au iugement de Dieu, & que lors par sa sainte grace me mette à sa dextre avec les sauuez. Et lesquels pauvres soient prins gens prenans leurs aumosnes en memoire que riens n'auons de propre, & que en peine nous faut viure & finer, lesquels pauvres yront à l'offrande à ladicte messe chacun portant vne chandelle de 12. en la liure, vn pain & vn denier, & aussi feront cinq pauvres beguines audict obsequie seront ordonnées en memoire de la vierge Marie, & priant qu'elle soit intercesseresse à Dieu pour moy. Et ce faict soit donné aux pauvres communs trois rasieres de bled en pain à l'issüe de ladicte Messe, & ne soit sonné pour enterrement ne pour obsequie, que des deux des plus petites cloches de l'Eglise consideré ma petite fragilité. Auquel obsequie ne veux prier ne traualier plus de gens. que dit est, lesquels seront salariez tant d'enterrement comme d'obsequie par la discretion de mes executeurs. Veux & ordonne que moy trespasse soit au plus tost qu'on pourra commencé à dire & à celebrer Messes pour l'ame de moy par vn seigneur de Prestre, le plus deuot que à conscience on pourra trouuer, lequel dira & celebrera autant de Messes de requiem, & chacun iour vne comme ie auray vescu d'ans, en memoire & grace à Dieu des ans qui me aura donnez à viure. Ausquelles Messes soit par vn pauvre offert à chacune vn pain, vn denier & vne chandelle telles que dessus est dict. & lesquelles Messes seront dictes & celebrées en ladite Eglise saint Brice, où mondict corps sera enterré, comme dict est.

Item pour ordonner en lais testamentaires ie donne au Curé de saint Brice vingt sols tournois, au chef de l'an que ie seray trespasse, & partant sera tenu de faire memoire par mon nom tous les Dimanches d'iceluy an quand il fera ses commandemens à la grand Messe, avec les Commendafses des morts. Et si le Curé s'en parloit dedans celuy an, qu'il en soit payé à quantité du temps.

Item ie laisse au grand Clerc dix sols tournois, par condition dicte du Curé. Au petit Clerc trois sols tournois, au fosseur dix huit deniers. Au luminaire d'icelle Eglise dix sols tournois. Et au surplus des lays & aumosnes que ie veux estre faictes en particulier ou en vniuersel, j'en ay ordonné & déclaré mon intention à mes executeurs pour en faire selon ce que dict leur en ay.

Item pour en outre disposer & ordonner des biens qui de moy demeureront, ie veux que mondict testament accompli, tout le residu de mesdits biens soient & demeurent à ma chere compaignie & espouse,

SSSS iij

tout son viuant tant meubles comme heritages par si que vendre & engager ne les puisse. Mais en sera tenuë de nourrir, apprendre & gouverner deuëment les enfans qui de moy & d'elle demeureront, si comme à bonne mere peut & doit appartenir, & que mesdits enfans la voudront croire, & iusques que par le conseil d'icelle leur mere & de leurs oncles antes, & amis plus prochains & de mes executeurs seront aucunement alliez. Et s'il aduenoit que madite compaignie se remariait, ie veux & ordonne auant qu'elle facent ses nopces, que mesdicts enfans, celui deux qui lors seroit viuant puisse ou pussent auoir & demander parchon contre leurdicte mere en tous biens par la maniere qui s'ensuit. c'est à sçauoir que deuant part lacquet mon fils ait toutes mes armures, & xx. liures parisis pour vn cheual, comme à noble homme doit appartenir.

Item ait encore deuant par toute l'artillerie, & harnas de defense qui est en ma porte au ploich, & icelle porte avec l'estable des cheuaux empressicelle pour y tous ses allers & venirs faire à son plaisir: & du residu de tous lestdits biens tant meubles comme heritages, soient fais trois mons par iuste inuentaie, & par le serment de ladite mere desquels trois mons mesdits enfans auront les deux parts, & leurdicte mere la tierce part, à l'esgard deldits oncles & autres amis: ce entendu que s'il n'y auoit que vn seul de mesdits enfans viuant au temps que ledict mariage se feroit, que cil ait à par luy lestdits deux parts.

Item & s'il estoit ainsi que madite chere compaignie ne se remariait, auquel cas elle iourroit de tout durant sa vie comme dit est, ie veux & ordonne qu'elle trespassee, tous les heritages demeurans tant de son costé comme du mien viennent & eschéent à lacquet mon fils seul & pour le tout, au cas qu'il viuroit lors: & si marié estoit lors ou auoit esté, & il eut fils legitime, si veux ie qu'il rescheë audict fils dudiect lacquet lors allé de vie à trespas, & l'autre tierce part aux filles dudiect lacquet. Par condition que ledict lacquet de tous lestdits heritages à luy venus, si comme dict est n'en puisse aucuns vendre ne engager: & au cas que ce voudroit faire, que Belotte la sœur puisse & l'en donne cause & action de prendre auoir & resumer en elle tous lestdits heritages, comme successeurle de moy & de sadite mere seule & pour le tout.

Item & pour la parchon que ie veux & entens à faire, ladite Belotte, ie ordonne que tantost que sadite mere sera trespassee, lacquet son dit frere luy sera tenu de faire & bailler chacun an cent & dix rasiens de blé, tel que mon Moulin de Froitmont le gaigne.

Item luy ordonne .lxvi. liurs tournois à prendre sur ce qu'il m'est deuant de cense comme de rente en la ville de Froitmont. Et pource fournir & payer chacun an à ladite Belotte ie oblige ledict Moulin & cense avecques: au cas que ledict lacquet ne vendroit ou seroit refusant de ce payer chacun an, ie le priue de tous les dons dessusdits. Toutes lesquelles choses dessusdites ie veux restater & ordonne comme par vigueur de testament & ordonnance de derniere volenté, le puis, & veux faire, qu'il vait & equipolle loy escripte au propos du faiseur, qui absorbist viage &

coustume locale. Icelles ordonnances soient tenuës, gardées, & obseruées par mes ayans cause, sur peine de perdre tout ce qui de moy luy pourroit & deueroit venir & elchoir: prie & requiers à tous Iuges qu'en aide de droict & accõplissement de derniere volonté à ma trefchere compagne & espouse, à nobles oncles, les oncles, parens, & amys de mesdicts enfans que ainsi le vueillent & facent garder & obseruer enuers tous à qui il appartient. Si retiens en moy plain pouuoir de cestuy mien present testament soit en tout, ou en partie l'appeller, changer, muer, croistre & amender, soit par codicille, ou par cedulle de moy faite, ou par annexe en ce present testament annexée. Laquelle chose si changée, muée, creuë, ou amendrie l'auoye, dont il apparust, ie veux qui tienne & vaille comme la vigueur dessusdite. Pour lequel mien present testament & ordonnance de derniere volonté dessusdite interiner & mettre à execution deuë, ie prends, nomme, & eslis mes executeurs, de ma chere compaigne & espouse, & mes grands & feables amys: Jean Despery, & Alard Tiebegos, ausquels ie donne plain pouuoir & auctorité de faire & accõplir cest mien present testament, au plus tost qu'il pourront des biens de moy demeurez, & desquels biens pour ce faire, ie leur cede, & mets en main sans ce que autre sur mesdits biens face priserie ne inuentaire d'escheuinage, ne autrement. Veux aussi que mesdits executeurs soient & demeurent sans cousts ou fraits pour cet mien testament enteriner, & mettre à execution deuë, par si que des trois les deux soient tousiours presens dont madite chere compaigne soit l'un. Si rappelle & mets à neant tous autres testaments que par auant cestuy ie auroye fais & testatez, lequel mien present testament tienne & vaille. Et en approbation de ce, l'ay approuué & roboré, approuue & robore en la presence des tesmoins qui s'ensuiuent, c'est à sçauoir: Jean Villain dict Becquet Clerc du Roy nostre Sire, Oste Vuicart, Jean Aguerchin, Jacques du Hamel sergent du Roy, & Jean de Creuecœur substitut du Procureur du Roy.

Fait & testé & ordonné le 16 iour de Septembre l'an 1402.

E I N.

THE
[Illegible text block containing approximately 15 lines of faint, mirrored text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]



ARTICLES ADIOVSTEZ

QVI ESTOIENT AV MANVSCRIT

DE LA SOMME RYRAL, DESQVELS EST

faict mention aux Commentaires & Annotations de M.

Charondas, sur le tiltre 30. p. 188. tiltre 45. p. 328. & tiltre 70.

p. 418. de la premiere partie. Et sur le tiltre 2. p. 689. de la

seconde partie.

Demande en cas de champ de bataille.



ONTENDANT de poursuivre tousiours ma ma-

tiere de ladite pratique par moy comécée puis-

que mōstré ay & mis en memoire come on peut

& doit faire forme & articuler la demāde, soit par

bouche ou par escrit, tant en cas de delict; en cas

criminel, come aussi en cas de contract de faisine

& de propriété, monstrier veulx la maniere de

plaider vn cas estrange entre les autres & diuers

qui souuent ne chet pas en cause, & pour-ce veulx exemplifier tant

en demandant comme en deffendant par la maniere qui sensuit. Sire

Luge, &c. i'ay à proposer pardeuant vous pour tel. N. contre tel N.

que ie voy là aucunes causes & raisons grandement touchant contre son

honneur, & pour-ce il me poise & desplait forment que dire les me

conuient, mais en verité & par le serment que ie doy auoir & tenir à loy à

l'aduocacerie faire, conseil lire & maintenir, & dont à ce vous m'auez

contrainct sans le dire & toucher en la cause de mon maistre; ne m'en

pourroy passer, par ce qu'expressément seruent à la matiere, & pour ce

supplie tres-humblement à partie aduersse & à ses amis que de ce me vueil-

lent tenir & auoir pour excuse, car en verité ce n'est point pour iniurier la

personne ne ses amis, en tant qu'en autre matiere seruiroit, ne à moy qui

suis expressément chargé de dire. Car tāt qu'à moy ie le vouldroy seruir &

ses amis de tout mon petit pouuoir, & ainsi me fait dire mon maistre qui

baillie m'a par memoire, & de ce ma promis & aduoué par ses lettres scel-

lées de scel authentique. Cy appert il comme en tel cas on ne doit pas plai-

der sans auoir par memoire leur present celuy qui le fait faire, & promist

aduouier en presence de gens, pour-ce que la matiere est trop grande &

toucher l'honneur de nobles & d'amis irreparable s'il eschet. Et pour-ce

me doia auoir l'Aduocat acquir, garant, & aduocementement, &c. Car il est

*He ce qui est
promis à la fin
de l'annotation
fol. 188.*

Tttt

à sçauoir certainement que de moy ne le voudroye faire, n'en dire ne maintenir le requis de ma partie ie n'en estoye, & de vous sire Iuge commandé & enioinct, & pour ce supplie audit tel. N. & à ses amis qu'il ne leur desplaïse: & à vous sire Iuge que de vostre licence puisse dire & arguer ce que chargé m'est à dire pour la cause de mon maistre, & qu'en ce ne puisse meffaire. A ce doit respondre le Iuge: proposez vostre cas selon que vous pensez loyaument que la matiere de vostre maistre le desire: & bien vous gardez de dire iniure à ame qui ne serue en vostre matiere, & ne ne face sentir en la cause de vostre maistre. Car la Cour le vous deffend, enioinct & encharge sur encontre à toutes peines à ce introduictes, & que meffaire vous pouuez. Et à ce doit respondre l'Aduocat, Monseigneur ie ne diray chose se Dieu plaist, qui ne me soit baillé par memoire, & qui ne me semble en verité qu'elle face & serue au fait de mon maistre, & dont ie seray de par luy aduouïé, & me garderay à mon pouuoir de mesprendre. Ce fait l'Aduocat doit dire & proposer son cas selon ce que la matiere le desire, en soustenant le fait le plus grandement qu'il peut, & puis descendre à la conclusion par la maniere qui l'enfuit. Parquoy tout veu ie puis contendre à ceste fin, & conclure que ledit tel. N. confesse les choses par moy proposées estre vrayes, il confessera verité & en deschargera la conscience qui blecée & chargée en est, & par vous sera condamné à auoir forfait vice & corps avec confiscation de biens, là où elle appartiendra, & ferez exécuter à mort telle que la coustume en tel cas desire & requiert, &c. Et s'il le nie ie dy pour mon maistre, & pour atteindre les conclusions dessusdictes ou telles que la coustume enseigne & desire que mondit maistre. N. qui par tesmoins ne lettres ne les pourroit prouuer: mais par luy par son aduouïé il les prouuera & offrira tant à prouuer, se Dieu plaist, que son bon droit contre ledit tel. N. que voy là en champ clos comme gentil homme peut, & doit faire retenué de cheual, d'armes & de routes autres choses necessaires seruantes & pertinentes ou profitables à gage de bataille en tel cas que gentillese desire, & en liure son gant en gage, en protestât de si auant & tant faite au surplus que la Cour dira que faire doïue pour son honneur garder & la conclusion atteindre.

Deffence de gage.

A Deffence de gage de champ de bataille, peulx & dois sçauoir que par les droicts canons est defendu & interdit qu'en bataille faire nul ne soit aucunement receu. Mais soit prouué ou tesmoigné par tels tesmoins ou lettres de demande ou autrement par ordonnance de procès extraordinaire se au Iuge appert que necessité en soit, & le cas soit criminel, & que iustice & raisonnable presumption ait de ce faire encores, autrement non. *Que nul ne doit estre receu en champ que pour trois cas.*

ET apres les droicts des saints canons qui sont tels comme dessus est dit dois sçauoir qu'il est ordonné sur ce par les nobles Roys de France Empereurs en leurs Royaume, & faiseurs, & cōducteurs de loy que nul ne soit receu en gage que pour trois cas: c'est à sçauoir pour meurtre, pour

rapt & pour arsin de maison, qui sont les cas qui desirēt traîner par iustice & encores que le cas soit aduenü, & non pas esperé à faire & non fait, & & que renommée en soit, ou par presumption que doüe & puisse mouuoir, autrement non: mais puis que le fait y a esté si meurtrier & si malicieux & fait reposer, nonobstant la presumptiō si ne pourroit il formément prouuer par tesmoins, & pour ce fait le gage à receuoir pour atteindre la verité obscure. Et cōuient que se qui se requiert ait cause de ce faire & demander, si cōme par la mort ou trayson de son pere, ou de sa mere, de son frere, ou de sa sœur, de son fils ou de sa fille, de son oncle de sa tante, de son nepueu ou de sa niepce, de son germain ou de sa germaine, & pour son droiturier seigneur, se le cas chet en action populaire, c'est à dire, ce c'est de cas qui à luy appartiennent à cause, si cōme se vn homme noble, ou qui n'est de la famille du Roy causoit de trahison contre le Roy, il ne seroit à receuoir gage de bataille: car ce n'est par actiō de populaire ne qui appartienne à soustenir à cōmun homme, &c. ne aussi ne se peut ne doit combattre en champ cler: si ne luy plaist, & se reclaimer s'en faire ne homme impotent de membre par especial de membre principal, si comme de ouie, de veuë, de bras, de main, ou de pied: ou de maladie caduce, ou selon aucun homme qui auroit esté furieux, & qui occasion n'en seroit.

La maniere de presenter le champion au champ armé à cheual.

Monsieur le Cōestable ou à celuy sur ce deputé, voicy tel. N. qui pardeuâr vo^r est cōme pardeuâr seigneur à qui ce doit estre fait, &c. se presente à tout cheual & armes en estat & habit tel qu'à Genil-hōme, comme il peut & doit appartenir, si que pour entrer en chāp pour combattre & faire son deuoir contre tel. N. au nō de Dieu & de madame sainte Marie la douce mere, & de S. George le bō cheualier, & de tous saints & saintes en voulentré & appareillé de faire son deuoir pour son aduoué sur ce qu'il a fait dire & proposer en iugement contre ledit tel. N. & par lesquels gage de bataille a esté iugé entre eux parties, tout par la forme & maniere que la Cour a d'entendement que faire le doüe pour son droit & honneur garder, & que coustume en tel cas desire. En vous requérant instamment que pour son droit & honneur garder à l'aide de Dieu, par luy ou par son aduoué se mestier est, vous le tenez en chāp ferme & clos, & en iceluy luy faictes auoir & liurer son aduersaire de telle heure, & si à temps qu'en telle heure appartient sans aduantage ne chose autre que par raison auoir ne doüe, soit en armes ou autrement. En protestation, tant pour luy comme pour son aduoué d'iceluy aduoué auoir de changer cheual & armes, soit pour luy ou pour son aduoué & pour son cheual, ou pour cheual de son aduoué, de descendre & de remonter, de restraindre, lacher ou ellargir, ou de combattre à pied & à cheual, soit apres remōter ou deuant de ou de sō aduoué aider de toutes les armes & de chacune delaisser celles qui l'auroit prinles ou deuroit prédre, & de prédre autres d'icelles, autres ainsi prinles laisser & repredre les premiers & autres se mestier est, & en aïssant luy viē & de soy aider de toutes & de chacune d'icelles armes en cōmencemēt, en moyē, & en fin durāt toute la journée ou autres iournées

Tttt ij

qui luy seroient données à tous ses points & aisémés que Dieu & S. George luy voudra en tout ce faisant son droit & honneur gardant, laisser auoir & donner, soit encores protestatiō de parler de requier droit & loy s'il le conuient de soy reprédre & aduiser, & de supporter luy ou son aduoué de ressaillir, ingresser ou inuaser toutes & quantesfois que Dieu & S. George luy en donnera aisément, & de tout ce tant faire qu'à vray & loyal Gentil homme pour son bon droit & honneur garder peut & doit appartenir à faire. Fait encores protestation que s'il estoit ainli que desconfire ne peust son aduersaire de iour cōpetant, ce que si se Dieu plaît & S. George, qu'il puisse continuer la bataille du iour à lendemain, ou à tel iour ou iours que la Cour ordonnera, & fait encores protestatiō de dire & faire & auoir par luy ou par son aduoué toutes choses generalmente & especialemēt qu'en tel cas peuuent & doiuent estre faites selon leur coustume & stille à ce introduite, & que necessaires & profitables luy peuuent & doiuent estre à luy ou son aduoué, & que son aduersaire ne soit garny ne armé d'autres armes ne harnois que par la coustume de la Cour peut & doit auoir, & s'il apportoit bastōs fust d'espée ou espées, dague, lance, escu, ne autres quelconques plus pesant, ne autremēt fait qu'estre ne doit qu'il luy soit osté & qu'en ce lieu ne puisse auoir autre: mais en soit & demeure delgarny entierement, requérant instammēt que toutes les protestations desluidictes & toutes autres pertinentes en tel cas vous les receuez, & les requestes par luy requises luy vueillez octroyer. *Protestation de defendeur.*

Item doit faire partie aduerser les protestations semblables selon ce qui peut & doit seruir au defendeur loy tousiours gardant que riens ne doye, fors en deffendant, & qu'ainli se presente & cōtinuē tout son propos sans rien plus auant dire ne alleguer. *Dicunt quidam esse de consuetudine quod prouocatus antequam aduocatus ad aliquem finem aliqua proponat debet dicere quæ sequuntur saluis & retentis nostris rationibus & deffensionibus per me vel per aduocatum meum proponendis contra proposita & contra me allegata, ad finem quod ibi non cadat duellum prout dictum est.*

La forme des presentations & protestations de champ à pied.

VEuēs les presentations du champ à cheual, il s'ensuiuent les presentations voir à faire pour le champion de pied. *Primò* que supposé tout plaidoyé iusques au droit de champ rendre & iuger & toutes les exceptions qui y appartiennent à fin de chap pour le demandeur, & à fin de non chap pour le defendeur, puis que chap s'y asserroit, il s'enfuit dire & monstrier les protestations qui appartiennent au champ de pied que telles sont, c'est à sçauoir le chap s'y affie. Le fais protestation d'auoir tēps & iour competent, & iour denommé pendāt lequel temps ie puisse estre instruit à tout ce qu'appartient & compete à tout fait de chap de bataille, d'auoir maistre & instructeur à ce appartenant lieu, place & maison, viures & ordonnances à ce propices à chacun ordōné & fermé de tel lōg & tels lez qu'en ce peut & doit appartenir, selon l'vſage & le stille de la Cour, le c'est pour le demādeur. Et pour le defendeur en telle maniere reserue champ mesme, car il voudroit que le champ contenist tous les champs, &c.

D'auoir ledict champ & le soleil party que se dedans heure ne venoit le deffendeur, qu'il fust reputé pour contumax & le deffendeur pour attainct & condamné du cas d'auoir chaire & place de chaire de auoir aduoué pour luy qui autant puisse faire le deuoir se il estoit mestier, de auoir son corps ordonné & appointé comme en tel cas appartient de cuire enioincte le meilleur & le mieux qu'il pourra bien restraindre & relâcher se mestier est, d'escu conuenable & neruë & lié selon l'usage acoustumé le mieux qu'il pourra d'iceluy mettre & ietter ius, s'il luy plaist de le reprendre ou laisser comme bon luy semblera, de baston conuenable selon l'usage & coustume du meilleur bois qu'il pourra, de tel lez & de tel gros: ainsi aguisté, ainsi emmanché de telle ordonnance à tenir ou prendre au bras ou à la main comme il est acoustumé & le mieux qu'il pourra d'iceluy mettre ius & se cheu estoit releuer & reprendre toutes fois que bon luy semblera, de soy mettre à vn genouil ou deux à terre, & soy releuer comme il luy plaira, de parler à son maistre si mestier est, de estre ouy se parler veut au luge ou au conseil, de soy escaler, de demander & auoir à boire se mestier est, de proposer & requérir de l'œuvre, de soy partir apres l'œuvre à droict ou à loy de combattre par aduoué se maladie suruenoit que iamais n'aduienne de prolongation de iour se le cas s'y offroit & generallyment de toutes les protestations que à ordre de gage & champ de bataille se requerent & appartiennent à faire, sans nulle delaisier ne renoncer iamais instamment demandées & requises en temps & en lieu comme se par mots expres & declarez toutes estoient dictes & requises & aussi nommées, & comme il peut & doit appartenir en tel cas des sermens à iurer au champ comme dict sera cy apres, car autant & autel est il en vn cháp comme en l'autre: c'est à sçauoir en champ de pied comme de cheual.

Response de la partie aduersé.

De la partie aduerte doit estre proposé au contraire se ainsi n'est que riens ne puisse estre arguées par misses, afin de non recevoir & afin que bataille ne s'en doie asséoir. Et à toutes autres declinatoires, dilatoires, & exceptions, &c. Et apres ce se faut deffendre par faicts contraires & especialement tendans à fin que bataille ne s'y doie asséoir, & se sans bataille ne s'en peut passer, lors faut dire. Et au cas que vous sirez luge verrez que veuës les raisons arguées de partie, gage de bataille y cherroit & que autrement ne se pourroit passer ce que si, si comme il nous semble droict eu sur ce & par ordre le deffendeur n'y est à tous argumens passé comme dict est, doit dire auant que gage rendre, Monseigneur le luge en ceste cause ie dis que de tout ce entierement que tel N. qui par de là est, a faict par aduocat dire & proposer contre moy, & laquelle chose il a aduoué & traict son gage contre moy, ie dis & respons contre luy que il en a menty en ce vouloir dire & maintenir comme faux & mauuais qu'il est, & luy mets en ny tout ce que dict & proposé en a, soit par luy ou par autre pour luy, en disant au cas que vous iugerez que gage de bataille y deuoit auoir ie m'en deffenderay comme gentilhomme bon & loyal que ie suis, comme celuy en defendant contre luy ay iuste & loyale cause. Sise

T t t t iij

doit bien aduifer qu'il ne die pas que mort le rēdra ou vaincu fors de soy deffendre tant seulement. Car se plus auant & autrement concluroit ils'obligerait comme le demandeur que dure chose seroit, car comme le deffendeur doit toutes ses conclusions & deffenses faire, car il souffrirait que autre chose ne fust au champ pour cause estaindre en deffendant que son aduersaire ne le matast. Item, ne doit pas estre oublié que tout ainsi que au premise du demandeur est dict que l'aduocat se doit excuser & les solennitez qui à ce sequent, autelles les doit faire l'aduocat au deffendeur & aussi diligemment.

Comme on doit estre en champ.

Puis que les deux champions sont entrez au champ par presentatiō: ordōnée, doiuent estre apportées les saintes Euāgiles de Dieu & le messel. Et lors doit prendre l'appellant l'appellé par la main senestre & le tenir sur les saintes Euangiles en disant les paroles qui s'ensuiuent. Homme que ie tien par la main, par Dieu le createur & par ses saints, ie t'ay appelé à bonne cause & à bonne querelle que i'ay contre toy, & que tu fis telle chose, &c. Dōc ie t'appelle que ie n'ay pierre ne herbe sur moy parquoy ie puisse auoir ayde contre toy fors à l'aide de Dieu, & de S. George, & de mes armes, & de mon bon droict. Et le deffendeur entendant la main aux saints, doit dire en ceste maniere, par Dieu & par ses saints i'ay bonne cause contre toy, & m'as appelé mauuaisement & fausement, & as mauuaise querelle contre moy, & n'ay brief pierre, herbe ne autre chose parquoy te doiue vaincre se ce n'est à l'ayde de Dieu, & de S. George, de mes armes & de mon bon droict que i'ay contre toy. *Sciendū est quod actor licet protestatus fueris & de super premissis prout superius dictum est: tamen velis descendere vel mutare equum vel alias facere possis secundum consuetudinem Gallicanam: tamen aduersarius si velis poterit eum interficere in descendendo vel cum licet contrariē prout melius poterit, non obstantibus protestationibus suis quibus non tenetur deferre secunde, vel secunde oportet in contrarium protestari defensorem, &c.* Si peux & dois scauoir que qui appelle par aduoié de quelque cas que ce soit, il conuient, soit noble ou non noble qui se appare & soit avecques son aduoié, armé & appareillé en la maniere comme son aduoié. Et se le gentilhomme allegue de faux serment le villain, bataille en soit iugée: le gentilhomme n'yra pas armé comme le villain, mais ira comme noble avec son champion: car ainsi appartient il en pays coustumier. Et fut ainsi iugé par le Connestable de Boulenois que leua vn faux resmoin contre luy & contre le seigneur de Vendin.

Item dois scauoir que appel se fait pour cause de faux serment entre gentilshommes, se la cause est de chastel faire se peut par champion, si comme dict est: mais depuis le iour d'appel à toutes les iournees les champions doiuent venir tous armez & montez avecques leurs champions, comme pour combattre, & la raison si est, car couuent de bataille le requiert, & conuient que la bataille soit iugée en quelle maniere ils doiuent combattre, mais tout aussi tost qu'il sera dict par les homes que la bataille

deura estre à cheual les champions nes'y appertront plus à cheual, doit estre iugé à faire pour l'honneur des nobles, tout ce soit pour chastel, car, ainsi fut il dict par le seigneur dudiect Vvendin.

ANNOTATIONS SVR LEDICT TILTRE.



Nciennement les duels & combats singuliers estoient frequens en France, comme en plusieurs autres pays, non seulement hors iugement par querelle d'armes, ou par entreprisede plaisir & esprenue de prouesse & valeur: ains aussi en iugement par uictioe & deffi ou pour preuue. De la premiere espeece les Annales, histories & Romans en font ample foy: & tesmoignent que celuy qui appelloit un autre de chāp, estoit son gage, usant de ces mots ou semblables: Et si vous voulez parler du cōtraire qu'il ne soit ainsi, ie leuēray vostre gage: & l'assailly respondoit de mesme. Il y en a entre autres un exemple en Froissart au liu. 2. De la seconde espeece font mention les anciens Arrests, & liures de Præctique, & aussi Froissart liu. 3. parlant de l'arrest donné en Parlement entre Jacques le Gris & Jean de Carouge cheualiers. Toutefois par arrests de Pētecoste, 1279. & 14. Aoust, 1364. auoit esté iugé que duel n'estoit regeu en fait notoire, qui deuoit estre puny par iustice. Mais mon vieil practicien fai mention de fausser iugement par champ de bataille ou duel, par celuy qui a esté condamné cōtre l'un des hommes iugeans, qui ont donné sentence contre luy: & qu'il doit pour ce faire porter son gage. Il n'est besoin de rapporter ce qu'autres ont escrit des duels, parce qu'ils sont prohibez & par les conciles & cōstitutions canoniques, ca. 22. 2. q. 5. cap. 9. ne cler. vel mon. conc. Later. sub Alex. 3. cap. 20. Concil. Trid. sess. 25. de reform. c. 19. c. 1. de cler. pugn. in duello: & par les ordōnances de France, du Roy S. Loys: de Charles 5. dont fait mention Io. Gallus qu. 76. 77. & 85. & de nostre Roy Henry 4. Et par arrest du 26. iour de Iuin. 1599. recuē au Code Henry, où i en ay plus amplement traite. On peut voir à ce propos l'Edict du Roy Philippes de Valois, de l'an 1306. & ce qu'en a escrit Gui. Pap. qu. 617. 618. 619. 620. & seq. vsque ad 624. & Pet. Iacobi tit. de duello.

DES DONS ET REVESTISSEMENS QUI SE FONT

ENTRE MARY ET FEMME.



Reuestissement est vne maniere d'action qui est cōcedee par droit que femme & homme durāt leur mariage peuuent amēder l'un l'autre par pareil & equal, & euident, car autrement n'auroit lieu & ne foustiedroit ce que entre eux deux auroit esté fait & amendē, & à ce s'accorde coustume locale qui veut que si sont deux qui soyent conioincts par mariage, qui n'ayent nuls enfans legitimes, sachez que bien peuuent faire don & amendement par pareille maniere, c'est à sçauoir que bien peuuent faire & amēder

*Hic, ce qui est
promis 328.*

l'un à l'autre comme de laisser au dernier viuant à tant qu'il viura ou qu'elle le viura, tous les biens meubles qu'ils ont iouyssans ensemble, & tous les heritages à tenir toute la vie du dernier viuant, & iceluy trespassé les heritages reuiendroient à droict de la ligne où ils doiuent retourner & reuenir par droict, & des meubles peut faire le dernier viuant à sa volonté. Si est à sçauoir qu'en ceste donation & amendement de reuestissement doit auoir estimation de combien chacun peut & pourra faire de testament autant l'un comme l'autre, car tout doit estre egal. Et à ce droict s'accorde la loy escrete. *C. lib. 5. Rubr. de donationibus inter virum & uxorem. l. Si maritus tuus.* Toutesfois dit la loy escrete que ce ne vaut, & que ainsi est il confirmé par le testament du premier mourant, *Authentica sed iam neesse si alia pars. Authenti. promissu.* Et aussi fait coustume locale, mais que ce soit fait & passé pardeuant loy à telle solennité que le lieue desire & que lettres en soient faictes par ce que soit deuant le liuge dont les heritages sont reus de quoy le reuestissement se feroit. Et suppose que heritages fussent depuis acquis au territoire & dessous le seigneur deuant qui ce auroit esté fait si sçauoit il au reuestissement comprins tout ce que depuis par l'homme & par la femme en seront acquestez durant le temps qu'ils vivent ensemble.

La teneur des lettres du reuestissement.

ATous ceux qui ces presentes lettres verront ou orrôt, les Escheuins de Tournay salut, sçachent tous que comparans au iour de la dattée de ces presentes en nostre siege & halle à Tournay pardeuant nous en leurs propres personne tel N. & damoiselle N. la femme & espouse, lesquels conioincts de leurs bonnes & franchises volontez, & par vray entendement de bonne memoire, considerans qu'ils n'auient nuls enfans nez ne procreéz d'eux viuant, par vray amour & equal amendement qu'ils veulent faire l'un à l'autre, ont reuesty en nostre presence, comme en fait & en presence de loy reuestirent l'un l'autre bien & à tout solennité de loy, de tous les meubles & cateux qu'ils ont & auoir pourront ensemble par tout ou que ils soyent, ne en quelque lieu qu'ils soient acquestez ou à acquester. Et avec ce de tous les heritages qu'ils ont ne auront ensemble & acquester pourront & termes limitez & rennes dudit eschevinage par telle maniere que le quel que se soit desdits conioincts qui premier ira de vie à trespas peut & pourra donner, aumosner & faire sa pleine volonté de la somme N. liures, & non plus, à prendre en leurs plus apparens biens meubles demeurez d'entre eux avec les dettes & sepultures payez diceux biens, & parmy tout se fait & accomply tout le remanât de leursdits biens sera, demeurera & appartiendra au dernier viuant, sans nulle parcion faire à quelque autre personne qui droict de succession & demande & auoir y puisse se ne fust le reuestissement fait de present, & cil ou celle desdits conioincts qui premier trespassera ne donnoit ou aumosnoit la somme dicte ou si grand ou neant, si demeureroit tout ce au dernier viuant sans parcion faire à autre comme dict est. Et de leurs heritages cil ou celle qui suruivra l'autre les tiendra & possedera & iouyra paisible-

me n

ment toute la vie, rente payant à loyalle retenuë. Et apres le decès du dernier viuant tout ledict heritage ainsi tenu si retournera où il deuera retourner par loy & vsage du lieu, se entendu que lesdicts conioincts tant qu'ils viuront ensemble, peuuent & pourront lesdicts heritages tous, ou en partie vendre, ou arrenter, guerpir, donner, ou aumosner, & en faire leur volonté, par si que se soit du pur & liberal consentement de l'un & de l'autre ensemble d'accord. Et se l'un desdits conioincts de l'heritage de son costé venant, vouloit aucunement donner, vendre, ou alloier, faire le pourroit, par si que c'estoit en reseruant le viage de l'autre, & le droit de cestuy present reuestissement. Et le premier qui allé sera à mort si pourra & peut le suruiuant de la partie de l'heritage ou heritages venans de son costé, faire aussi sa pure volonté sans empescher ne charger aucunement les heritages du premier mort. Lequel reuestissement ainsi fait & par loy comme dict est, lesdicts conioincts ont voulu & veulent iceluy estre ferme & vallable enuers tous & contre tous, se ainsi n'estoit que de leur consentement & accord fust pardeuant nos Escheuins presens & aduenir, appelé, changé ou mué, en nous requerant que en nom de seureté & de chose faite & passée à loy, nous leur vueillions donner & accorder lettres. A la requeste desquels conioincts nous auons tout ledict reuestissement receu, fait, baillé & passé à loy, & de ce accordé à leur requeste lettres de cyrographe, afin que ce soit & puisse estre ferme & perpetuelle memoire, faites en deux parties, dont l'une auons mis & conigné en nostre ferme & arche d'Escheuinage, & l'autre partie auons rendu & liuré ausdicts conioincts. Et tout ce fait par assens d'Escheuins dont les noms sont tels, N. N. l'an de l'incarnation de nostre Seigneur Iesus Christ 1370. le 12. iour du mois de Ianuier.

ANNOTATIONS SVR LEDICT TILTRE.

Reuestissement signifie don mutuel & egal qui se fait entre deux conioincts par mariage, & anciennement au pays où il se faisoit, deuoit estre fait & passé par loy & en iustice : comme encores il se pratique en quelques pays. & en est faite mention es coustumes de Cambray, Valenciennes, l'Isle & autres, esquelles se liët Rauestissement, & vient du verbe reuestir ou rauestir, qui signifie relirer, refaisir, rebailier, ou bailier l'un pour l'autre. Mon vieil praticien parlant de l'establissement du Roy Philippes, qui peut auoir esté Philippes Auguste, pour le douaire, dict qu'il permit encores aux mariez de se rauestir des meubles & biens cotiers par mutuel & equalité : sont les termes dont il use sans en adiouster d'auantage. Qui en vouldra voir plus amplement qu'il lise lesdictes Coustumes.

COVSTUME DE TOVRNAY.

Vuuuu

Hic ce qui est
marqué fol. 418
devoir estre mis
à la fin du liure.



Il est à sçavoir que selon la coustume locale du pais de Tournes, le temps de proximité de demander en terre tenuë en fief, si est, que demander luy cō-
vient dedans que l'heritage a esté vuerpi par la loy à l'acheteur. Et si c'est en terre tenuë en main ferme, qu'on appelle terre renteuse, demander luy conuient dedans les criées & souhaistons qu'il s'ons de l'heritage & autrement n'y viendroir à téps. Et la raison si est pource que les fiefs en Tournes au vendre ne sont point criées ne subhatatier, & pour ce y est l'an. Car dedans l'an nul ne se doit par raison ignorer, & en la terre de main ferme, il conuient venir dedans les criées, car tel heritage ne se peut vendre, ne adheriter autre qui ne conuienne qu'il soit crié & subhaté par trois Dimanches aux Eglises à heure de la grad messe & la proximité offerte aux hoirs se auoir le veulent, & pource que dedans icelles criées ne le demande, à tard y vient.

Coustume de Cysoing.

Item par la coustume de la Baronnie de Cysoing, sçachez que fief a terme d'un an, & la terre de main ferme d'un an, & en terre d'Elcheuinage à xl. iours.

Coustume de Gand.

Item & à la coustume des villes qui sont ressortissans à Gand, c'est au chef lieu de Terremonde, en fief a temps de trois criées, qui se font par trois quinzaines & non plus, & en terre de main ferme autres trois criées, qui se font par trois dimanches continuels & non plus.

Coustume de Haynau.

Item à la coustume de la Comté de Haynau en fief n'a point de terme de proximité, & en terre de main ferme a un an.

Coustume de Leuse.

Mais selon la coustume de Leuse & d'euiron Valenciennes, n'a point de termes de proximité, fors pour le seigneur, se demander le veut pour retraire à la table.

Coustume de l'Isle.

Item sçachez que à la coustume de la salle à l'Isle en terre de main ferme a un an. Si a il en fief reseruees les terres & lieux tenus de la Comté de saint Paul, que iacoit ce que ressortissans soient de la salle de l'Isle, toutes fois és termes tenus de main ferme n'a que xl. iours, & és fiefs un an.

Coustume de Tournay.

Item en la ville de Tournay n'a point de proximité n'en toutes les villes qui vident de la loy d'icelle, & qui au sens y viennent. Mais és fiefs a terme de an & de iour.

Coustume de saint Amand.

Item sçachez que à la coustume de la terre de saint Amand, és fiefs a terme d'un an, & és terres de main ferme a terme de xl. iours tant seulement.

De ces coustumes faut voir ce que en est écrit aux liures imprimez, Et mesmes en la conférence des coustumes de M. Guenoir.

Costume de Mortaigne.

Item à la coustume de la terre de Mortaigne en fief a vn an, & en terre de main ferme apres l'adheritement faict à l'acheteur, faut que le vendeur le nonce à son plus prochain dedans le mercredy premier iour de marché, qui sera audit lieu de Mortaigne apres le heritement fait & ce luy face noncer si deüement au prochain, qu'il le puisse ignorer. Et se dedans iceluy iour de marché le prochain ne prend la proximité aux autres plus prochains, iamais n'y vient, ne peut venir à temps. Et se noncé n'est, les prochains ont iour de demander icelle proximité par tant de temps qu'il leur plaira, iusques à tant que noncé leur aura esté, si comme dessus est dit, soit par vn an, deux ans, dix ans ou plus, dedans lesquels ans auoir le doiuent se demandez en sont à loy, ne autrement ne sont forclus deuât que sommé leur en aura esté le vendage. Et lors se dedans le premier iour de marché ne le demandoient, ils en seroient forclus.

Costumes de Douay & Orchies.

Item à la coustume de la Chastellerie de Douay en fief a vn an, & es terres de main ferme autant, & d'Orchies pareillement. Mais bien y a en ces deux lieux tant de Douay comme d'Orchies aucuns lieux où on vse d'eschange, esquelles terres qui ainsi sont tenuës d'eschange, a proximité de xl. iours. Et en aucuns lieux, tant à l'Isle comme en autres chastelleries cy dessus dictes est accoustumé, que se aucune rente est assise sur terre de main ferme, ou maison qui soit sous rente, & celuy à qui ceste sous rente est la vête. Sçachez que celuy à qui la terre ou la maison est, le peut reprendre comme par proximité, par la raison que le principal sens est sien, & est pour delcharger & affranchir son heritage, & suppose que celle réte fust vendue à vn prochain cousin du vendeur, si le r'auoit auant celuy à qui la terre ou la maison est, pour la raison dessus dicté de affranchir son heritage.

Item & se en la Comté de Haynaut est vendu aucun fief, il n'y a point de proximité comme dessus est dit. Mais le Comte de Haynaut y a telle seigneurie, que si il luy plaist à retenir le fief pour luy, faire le peut, pour autel prix que vendu sera, & en fera iurer le vendeur & l'acheteur du prix, sera rabbaru du prix que vendu sera son droit seigneurial, qui est tel, que pour autant de xx. sols du prix que le vendage montera le comte de son droit, y a xix. sols six deniers, & n'en aura le vendeur que autât de fois six deniers qu'il y aura de xx. sols audit vendage, & se plus grand grace en veut faire, en luy en est, & non point autrement, mais du plus il ne prend que le quint denier, & toutesfois est il en luy du surplus, si come dict est.

Item & s'il aduenoit que dame ou damoiselle qui mariée fust voulüst reprendre aucün fief, ou aucune par proximité qui vint de son lez & costé, sçachez que faire se peut de soy mesmes, sans ce que de sō mary pour ce faire soit autorisée, & en peut faire plainte à loy, offrât mailles & deniers, pour s'extraire, & auoir ladite proximité, & tout ce faire & ordōner de soy mes-

V u u u i j

mes iusques à tant que contredit ou opposition y aura de partie, & qu'il sera apparent que despens & procès en faille soudre, car si tost que contredit y a en cour, & que procès s'en fait, lors conuient que la dame ou damoiselle soit autorisee de son mary, ou autrement le procès seroit inutile.

La teneur d'une commission exécutoire.

Faire & former vne commission exécutoire la maniere si est ceste, pource que c'est le commencement de vente, te veulx monstrer par formulaire comment elle peuestre formée. Tristan du Boys, cheualier, seigneur de Famechon, & de Raincheval, Conseiller du Roy nostre sire, & Baillif de Vermandois: Au premier sergent dudit Bailliage à qui ceste commission s'adressera, salut. Veu auons vnes lettres obligatoires seellées du seel Royal, ordonné & commis de par le Roy nostre sire en la ville & cité de Tournay, & au pays de Tournelais, par lesquelles nous est apparu Iean du Mont estre tenu & obligé enuers Iean du Val denomé en icelle obligation, en la somme de x. muis de bled tel que à six deniers pres du meilleur chascune rasiere à rendre & payer ledit bled par ledit du Mont audit du Val par certaine forme & maniere contenue esdites lettres obligatoires, de laquelle somme de bled satisfaire & payer ledit du Mont est remis & defaillant, luy sur ce somme & requis iustamment au grand grief, preiudice & dommage dudit du Val, requerat sur ce par nous estre poutueu de iustice, en nous seruant pour le Roy nostre sire de la peine commise en ladite lettre obligatoire de xl. sols tournois, en quoy ledit du Mont, est enqueru par sa faute. En afin que ceste obligation luy fassiez enteriner & accomplir come de raison se pourra: Pource est il que nous vous mandons & comettons que ledit du Mont denomé en ladite obligatio, au cas que à vostre sommation promptement satisfaire & payer ne vouldra, & ladite obligation accomplir, vous iceluy executer & contraigniez rigoureusement & sans delay à satisfaire par ledit du Mont audit du Val la somme contenue en l'obligation, de laquelle par ledit du Val vous sera fait apparoir en celle enterinant selon la teneur, avec la peine donnée au Roy nostre sire, par vertu d'icelle, en ce faisant par prise & vendition de ses meubles & heritages, & à detention de corps, attendu que obligé y est. En ce cas d'opposition la main garnie auant toute ceuvre de la valeur de l'obligation assigné iour audit opposant en la cour du Roy à Tournay, par deuant nous à l'encontre dudit du Val, pour dire les causes de opposition, sur ce proceder & en outre respondre audit du Val comme de raison apparatiendra, en escriuant audit iour de tout ce que fait en fera. De ce faire vous donnons pouuoir, mandons & commandons à tous les subiects dudit Bailliage, prions & requerons tous autres, que à vous en ce faisant obeissent diligemment. Donné &c.

La teneur de la rescription faite par le sergent.

Après s'enfuir la forme de la rescription sur ce, par maniere de formulaire. A tres-haut noble & puissant, Monseigneur le Baillif de

Vermandois, ou à son lieutenant, en Tournes, Monseigneur & Maître Jean de Renty Sergent du Roy en Tournes, & le vostre, honneur, seruire, reuerence avec toute obeissance. Cher Seigneur & Maître plaist vous sçauoir que par vertu de vostre commission à moy adressée parmy laquelle ceste miennre relation est annexée, ie pour icelle interiner à la requeste de Jean du Val, en ma commission le seiziesme iour du mois de Iuin, l'an mil trois cens quatre vingt & trois, me transportay de la ville de Tournay, & pour voir faire mon exploit requis au Preuost appelé Pierre de Muir, qu'il me baillast Sergent pour voir faire l'exploit que par vostre commission entendoie à faire, lequel me presta Jean Cardonnier Sergent bastonnier de la ville de Tournay, en luy commandant qu'obeissance me fist auoir par tous les suiets de la ville audit exploit faisant, en presence duquel m'approchay de la maison de Jean du Mont, & à sa personne que ie trouuay & sommay, & dis comment à moy comme à Sergent Royal estoit telle commission adressée avec les lettres obligatoires, lesquelles ie luy fis lire, & que ce payer vouloit l'obligation, ie luy en feroye auoir quittance suffisante, & pour ce ie le trouuay delayant de ce faire en presence du Sergent & d'autres assistans, prins & mis en la main du Roy par iuste inuentoire & prisee tous les biens meubles qu'en sa maison on a trouué & ailleurs, où ils me furent enseignez à luy appartenans. Et pour ce que par cōseil à ce appelé, & cognoissant en ce m'apparu que les biens meubles ne pourroient pas accomplir le contenu de l'obligation, en presence du Sergent mis en la main du Roy yna maison située & assise en la ville de Tournay, en la rue des Maruis, d'un costé ioingnant à la maison Jean du Pré, laquelle maison estoit audit du Mont, tout ainsi que l'heritage le contient les quatre corps & le moillon, ie mis en la main du Roy pour tout inuentorier si auant que iusques à accomplissement de l'obligation, & tout ce signifiai ce mesme iour aux Escheuins de la ville de Tournay sous que Iurisdiction la maison estoit située en leur ioingnant de par le Roy que dorenavant ne fussent à charge ne à vèdition que ledit du Mont si voulsist faire de ses biens & heritages, iusques à ce que mon exploit ja encommencé fust interiné & parfaict, lesquels Escheuins me respondirent qu'ils se garderoient d'en messaire, & pour par interiner ma commission, attendu que ledit du Mont estoit en pure demeure & faute de paye en presence dudit Sergent à moy presté le douzième iour dudit mois, en plain marché & publiquement exposay & mis à vente par enchere les biens meubles dudit du Mont si auant qu'enseignez me furent & que trouver les sçez & chacun meuble à par luy, & par trois criées sur chacun. Et tant que par toutes rencherries faictes & passées à telle coustume qu'au lieu appartient à faire, la vendue ne monta que vingt liures tournois, si comme par la vente de ce que j'ay par escrit cyrographé contre ledit Sergent plus plainement peult apparoir, & ce fait signifiai audit du Mont ladite vendue, & quelle chose, & pour quel prix; & que se dedans le tiers iour ne l'auoit racheté pour le prix vendu si demeureroit aux acheteurs, lequel tiers iour passé, pour ce que ledit du Mont n'en fist

Y u u u u iij

aucun rachat, ie deliuray ausdits acheteurs les choses par eux achetées parmy payant les deniers de ventes. Desquels deniers i'ay prins & m'en tiens pour nanty au profit de madiete execution.

Item & pour par entretenir madiete execution, à la faute qu'il failloit encores à ladiete obligation, ie en la presence dudit Sergent a preste le Dimanche seiziesme iour dudit mois en l'Eglise S. Brice en laquelle paroisse ladiete maison estoit située, exposay icelle maison à vente, signifiant à tous que sil estoit aucun qu'icelle maison voullist racheter, si le trait par deuers moy & par rencherie ie luy vendroye à douze sols tournois de rente qui me fust quelle deuoit, le disposay à la prisee des hommes à ce sermentez en ladiete ville, à deux cens frans d'or, du coing & forge du Roy nostre Sire, pour le premier denier à Dieu qui mis y seroit de renchere de vingt sols, dont les quinze demeureront au profit du rencherisseur, ce fait s'approcha de moy Jean des Champs, lequel par marché au mieux & plus qu'il peust par le conseil des couletiers sermentez d'icelle ville de Tournay, acheta de moy ladiete maison pour le prix & somme de sept vingts frans & six deniers à Dieu de rencherie qu'il y mist. Laquelle vente ie signifiay audit du Mont, & se racheter la vouloit par promptement payant, si le fist. Lequel me respondit que bien auoir ouï ce que ie disoye. Sur laquelle responce qu'elle n'estoit mie suffisante au cas en procedant sur madiete execution, ie le Dimanche ensuiuant le vingtiesme iour dudit mois fis crier & souhaiter en ladiete Eglise de saint Brice à heure à ce accoustumée ladiete vente, & par cedula contenant ce qui apres s'ensuit.

La forme de la cedule.

On vous fait à sçauoir de par le Roy nostre Sire que Jean de Renty Sergent d'iceluy seigneur, par vertu de certaine commission à luy adressée par Monseigneur le Baillif de Vermandois, ou son Lieutenant en Tournesis pour l'interinement de certaine obligation, en quoy Jean du Mont estoit tenue enuers Jean du Val sergent, a vendu vne maison appartenant audit du Mont: située & assise en la ville de Tournay en la rue de Maruis ioignant d'un costé à la maison Gille Garbitre, & d'autre costé à la maison Jean du Pré, tout ainsi que l'heritage de ladiete maison se comprend deuant & derriere les quatre corps & le milieu à douze sols de rente heritable à deux payemens payer en l'an, c'est à sçauoir la moitié à Noël: & l'autre moitié à la saint Jean, par condition que se plus estoit trouué en ladiete maison deuoit de rente, ce seroit tant moins d'argent à la vente & se moins deuoit de rente, ce seroit tant plus d'argent à ladite vente, à l'esgard & prisee des priseurs sermentez de ladiete ville, si y a pour le premier denier à Dieu sept vingt frans d'or, de la forge & enseigne du Roy nostre Sire, à six deniers à Dieu de renchere sur ce ferus & haucies, & est aujour d'huy la premiere criée, & d'huy en huit iours à heure de grand Messe la seconde criée & d'huy en quinze iours qui seront trois semaines la tierce criée à heure de grand Messe, toutes & dernieres criées sil est aucun qui son profit y sçache & qui plus en vueille donner vienne par

deuers ledit sergent, & volentiers le receura comme de raison sera. Cher seigneur & maistre tout ce que dessus est dict vous certifie estre vray par ceste mienne rescription sceellée de mon scel faicte & escrite le iour & an dessusdit.

La teneur d'une commission iteratiue pour vente d'heritage.

LA forme de faire & formuler vne commission iteratiue en cas de vendition d'heritage, si est ceste; Tristan du Bois, Cheualier Seigneur de Famechon & de Raincheual, Conseiller du Roy nostre Sire & Baillif de Vermandois. A Iean de Renty Sergent du Roy audit Bailliage salut. Comme par vertu de commission par nous donnée, & à vous adressée à la requeste de Iean du Val pour interiner & mettre à execution l'obligation en quoy estoit tenu & obligé en certaine somme de bled Iean du Mont enuers ledit Iean du Val, ayes mis & exposé en vente par faute de biens meubles dudit du Mont qu'accomplir ne peuuent la somme, vne maison & heritage audit du Mont appartenient & comme au plus offrant & dernier encherissant, soit la maison demeurée à Iean du Pré, pour le prix & somme de deux cens frans d'or. Si comme plus plainement nous est de tout ce apparu par vostre rescription sur ce faicte & escrite, par laquelle aussi nous peut apparoir que tout le vendage est faict & passé sans contredit ou opposition aucune, pourquoy audit acheteur, doit demeurer la maison comme son bon heritage, vous mandons & iteratiuement commandons que vous vous transportez par deuers ledit acheteur, & luy faictes commandement qu'il vuide sa main en la vostre ou à certain change sur vostre nom des deniers qu'a monté la vendue, & à ce le contraignez par toutes voyes deuës & raisonnables, se souffisant en est & ce fait l'adiournez pardeuant nous ou nostre Lieutenant à certain iour competent pour le decreter de son dessusdit achat, en intimât audit obligé, & de qui vendu est qu'il soit audit lieu se bon luy semble pour voir faire racheter ou alleguer ce que de raison sera avec intimation que vienne ou non, il y sera procedé comme raison appartiendra de ce faire, vous donnons pouuoir. Mandons & commandons à tous à qui appartient, priions & requérons à tous autres qu'à vous en ce faisant obeissent diligemment, Donné à Tournay le troisieme iour de Iuillet l'an 1323.

La teneur de la rescription sur ce faicte par le Sergent executeur.

A Très-haut noble & puissant Seigneur Monseigneur le Baillif de Vermandois ou son Lieutenant en Tournes. Iean de Renty Sergent du Roy audit Bailliage, & le vostre en tout honneur, seruite & reuerence avec toute obeissance. Mon tres-cher Seigneur & Maistre plaist vous scauoir que par vertu de vostre commission iteratiue à moy adressée parmy laquelle ceste mienne rescription est annexée, & pour icelle interiner, ie à la requeste de Iean du Val dénommé en la commission, le quatorzieme iour du mois de Iuillet, l'an mil trois cens quatre vingt & trois, me transportay en la Ville de Tournay, & pour voir faire mon exploit requis au Preuost Sire

Pierre de Mufi, qu'il me baillast Sergent pour voir faire l'exploit que par vostre commission entendoye à faire, lequel Preuost me presta Jean Cardonnier Sergent bastonnier d'icelle ville, en luy commandant qu'obeissance me fist auoir par tous les suiets de la ville audit exploit faisant. En la presence duquel Cardonnier m'approchay de Jean du Pré acheteur d'une maison & heritage que par vostre commission luy auoye vendue à la requeste dudit du Val, appartenant à Jean du Mont, à cause de certaine somme de bled en quoy estoit tenu ledit du Mont enuers ledit du Val. Auquel ie feis commandement de par le Roy qu'il vuidast sa main en la moyenne, ou à certaine change sur mon nom, de la somme de deux cens frans d'or, à quoy auoit montré la vendue d'icelle maison & heritage, lequel du prestemér deliura & mist en ma main la somme pour icelle vère, dont ie me tiens pour content & bien nampty, & ce fait en la presence dudit Sergent, ledit iour intimay audit du Mont qu'il fust pardeuant vous, ou vostre Lieutenant audit lieu de Tournay, se bon luy sembloit, & du Mardy prochain ensuyuant ledit iour en huit iours à l'encontre dudit du Val, pour voir faire le decret de la maison, & s'acheter ou alleguer ce que raison sera avec intimation qui vienne ou non, il sera procedé comme de raison sera & appartiendra, & qu'audit iour luy feray bon compte & reliqua de ce que i'auoye vendu de ses heritages & biens, lequel ie disoye. Mon tres-cher Seigneur & maistre de tout ce que dessus est dit, vous certifiay-je estre vray par ceste mienne rescription scellée de mon scel faicte & escrete le iour & mois & an dessusdit.

Forme de faire obligation.

La forme de faire & former vne obligation sur certain marché ou contract si est ceste par la maniere que trouuerez formulée en la Ru. des obligations declarée & cottée par le nombre de. Et pour ce me passe en brief d'icelle formuler que ie ne face reditte.

La teneur d'un decret sur la vendition d'aucun heritage.

LA forme & maniere de faire & former vn decret sur aucune vendition d'heritage faicte par exception de iustice si est ceste. Tristan du Bois Cheualier Seigneur de Famechon & de Raincheual Conseiller du Roy nostre Sire, & Baillif de Vermandois. A tous ceux qui ces presentes lettres verront ou orront salut. Scachent tous comme Jean du Pré ait nagueres acheté par execution Royale vne certaine maison & heritage située & assise, &c. que vendoit Jean de Renty Sergent du Roy nostre sire, par vertu de certaine commission executoire à lui de nous donnée, ou de nostre Lieutenant, pour interiner & mettre à execution deue certaine somme de deniers en quoy estoit tenu & obligé Jean du Mont enuers Jean du Val par certaines lettres obligatoires scellées du scel Royal de la Baillie de Vermandois, & soit ladicte maison demeurée audit du Pré, comme au dernier encherissant, requerant par nous estre de ce decret & confirmé comme de raison & stille du lieu le desire & enseigne. Veu le rapport des lettres & enseignemens sur ce faits, & escripts, dont les reueurs s'ensuiuent, & premierement lesdictes lettres contenans la forme
qui

qui cy apres s'ensuit. A tous ceux, &c. pour lesquelles lettres mettre à execution deuë commission executoire, a sur ce esté donnée, dont la teneur s'ensuit. Tristan du Bois, &c. Pour laquelle execution accomplir, & pour mettre ladicte commission à execution deuë, ledit du Val, le ait fait adresser à Jean de Renty, Sergent du Roy nostre Sire, lequel de l'exploit sur ce fait nous ait rescrit par la maniere qui s'ensuit. A tres-haut, noble & puissant, &c. laquelle rescription deuë, & pour en outre proceder & faire ladicte vente à l'accomplissement desdictes lettres obligatoires, & à la requeste dudit du Pré acheteur, nous sur icelle rescription eussions baillé nostre commission iteratiue, dont la teneur s'ensuit, Tristan du Bois, &c. Apres laquelle commission iteratiue, & icelle enterinée selon la forme & teneur accoustumée & vsage du lieu, & selon la coustume illecques gardée & obseruée sans debat ou contradiction, selon ce que par la rescription iteratiue sur ce à nous adressée peut apparoir, dont la teneur s'ensuit. A tres-hault noble & puissant, &c. Sur lesquels exploits faits & parfaits à nous comme au Iuge Souuerain, rescrits & renuoyez comme en tels cas il appartient, iceux veus & diligemment examinez, & entendu que sans opposition, refus ou contredit, tout a esté fait & demené, les coustumes, soltice & droicture des lieux gardées & tenuës, l'argent de ladicte vendition mis en nostre main, tourné & conuerty en l'aquit, paye & solution de ladicte obligation, & considéré tout ce qui nous peut & doit mouoir après sommation faite audit du Mont, qu'aujourd'huy baillerions sur ce decret & accomplissement des exploits dessusdits, & que ce vint voir faire se bon luy sembloit avec intimation lequel n'est venu ne comparu, & pour ce audit du Pré acheteur, ledit achat & les exploits sur ce faits par nostre sentence & pour droict loions, greons, rations & approuuons, en accordant & donnant audit acheteur la possession de la maison pour luy & pour ses hoirs, & ayans cause comme son heritage, & sauue tous droits. Si donnons en mandement au seigneur du lieu, dont la maison est tenuë que ledit acheteur moyennant nostre decret & commission executoire, sur ce ils baillent l'aduest de l'heritage parmy satisfaction de leurs droicts, & en bailles escrits & cyrographes tels comme ils ont accoustumé par leur loy, aux despens de l'acheteur se requis en sont, lesquels ils mettent en leur ferme, comme des achats ainsi faits, il appartient à faire. En tesmoin, &c.

DES DROICTS AV CONNESTABLE

DE FRANCE.

XXXX

*Ce qui se icy
traicte des droitz
& Jurisdiction
du Connestable,
Mareschaux de
France, Maistrs
des Arbalétriers
& autres Offi-
ciers, ne s'obser-
ve de tout à pre-
sent, ains est g^{ra}
dement changé,
dès toutes son on
peut voir du Til-
let en ses memo-
res, & autres,
qui ont escrit des
Magistrats &
Officiers de la
France, & ce
qu'en auôs trai-
cté ailleurs.*



PRES s'ensuit du droict au Connestable de France qui est le plus grand Officier que le Roy ait, & qui represente la noble personne. Si sçachez qu'au Connestable à cause de son noble Office competent, & appartient toute la cognoissance de tous les Sergens d'armes du Roy, & à luy ou à son Lieutenant en doit estre retourné, ventilé & demené en tous cas qu'en deffendant ils auroient à faire, & dont ils seroiét pour-
suiuis & apprehendez de quelque autre luge ou partie aux autres du Royaume, ne deuant autre luge ne doiuent ne ne sont tenus de proceder s'il ne leur plaist, car par la nature de leur office de sergenterie, ils en sont exempts & francs, ne n'ay point veu que se quelque sergent ait esté apprehendé pardeuant autre luge, soit que ce ait esté en cas de delict ou autrement qui n'ait conuenü que la cause soit retournée pardeuant ledit Connestable ou son Lieutenant à la table de marbre à Paris, reserué és causes & actions réelles : car d'icelles conuient estre demené pardeuant les Luges, dont les heritages contencieux sont tenus. Et ainsi a il esté fait par tant de cas d'exemples que sans nombre, & tellement qu'il ne faut ramener en doute n'en difficulté aucune, puis que ce à regard en tiens à leur office de Seigneurie.

Item a encores le Connestable la cognoissance de tous les officiers de son domicile & de son hostel.

Item à cause de son office fait serment au Roy, & homme represente le Roy, & est Lieutenant du Roy, puis que Roy n'y seroit present, ou qu'il fust commis ou enuoyé, fust en cheuauchée d'ost, ou frontiere, & donner lettres, estats, & respits comme Lieutenant du Roy.

Item si le Roy trespassoit, si gouuernerait il le Royaume iusques à ce qu'il y auroit Roy ou Regent à cause de son office. Item par le droict de son office, a regard de souverain sur les gens d'armes du Roy, sur les gens ordonnez en frontieres. Et a la premiere iournée des gages de tous ceux qui sont à receuz en fait d'armes à monstrier les tresoriers, la seconde, les clerks des tresoriers, la tierce pour leur peines & salaires, & au fait du gaing du pillage d'ost, le Connestable à cause de son office, a, soit à ville prise par guerre ou autrement, tout l'or & l'argent & autres biens, & aornemens, reserué vaisselle d'estaing & cheuaux qui appartiennent aux Mareschaux de France.

Item a le gouuernement des batailles de l'ost du Roy, supposé mesme que le Roy soit en l'ost.

Item a la charge de demander au Roy toutes les nuits le cry de la nuit, & de la faire sçauoir aux Mareschaux, les Mareschaux de la faire sçauoir aux Capitaines des gens d'armes.

Item doit seruir deuant les mets de la Table du Roy en tout temps le chappellet de fleurs sur le chef, la blanche verge en la main, & accompagné de sa Cheualerie. Et se le Roy est à conseil, si doit il demander de la question iusques à la personne du Roy.

Du droict aux Marefchaux de France.

VEu du droict au Conneftable, il fensuit à voir du droict aux Marefchaux de France, & de ce dont ils peuuent & doiuent cognoiftre par leur droict & noble office. Si peult & doisſſauoir qu'au faire le ferment de la Mareſchallerie, ils font hommage à cauſe dudit office, & ont leur droict, toutesfois que le Roy va en oſt ou cheuauchée à loger toute la compagnie du Roy, & ne doit auoir nul droict de loger ſ'il n'eſt logé par les Mareſchaux, & que leur ſignes y fuſſent mis. Item à cauſe de leur office, ils ont la cure & cognoiſſance de tous les faits crimes & malefices quels qu'ils ſoient qui aduiennent, & peuuent aduenir en l'oſt & cheuauchée du Roy, ſoit en bonne ville ou dehors, & de tous les pourſuyuans de l'oſt & cheuauchée, puis qu'ils ſont yſſus de leurs maiſons pour venir en l'oſt & cheuauchée iuſques à tant qu'ils ſoient retournez. Item ont la cognoiſſance de tous les gaings & pillages faicts en l'oſt ou cheuauchée, puis que contend ou queſtion en ſeroit. Item ont à aſſcoir l'oſt droict de donner places & rues, & n'y peut nul vendre quelque marchâdiſe ſans leur licence, ne nuls vendre vin ne aſſorer ſans leur ſeing, & ont le droict d'afforage de la queuë quatre pots, & du tonnel huit; de chacun eſtat de denrée deux ſols: de chacun char deux ſols: d'un cheual à ſomme cinq deniers, d'une bouëtte deux deniers, d'un celier un denier, des bouchers le pied & l'eſpaule de porcel deux ſols, de l'eſtar.

Item doiuent ſauf conduit à tous ceux qui amènent viures en l'oſt & par tout doiuent auoir au deſpens du Roy certaine quantité de gent d'armes pour les viures conduire.

Item ont toutes les monſtres des gent d'armes, & les retenues, & les doiuent auoir par eſcrit & ont de chacune moſtre de gent d'armes ſix ſols, & n'y doit auoir à la monſtre que dix hommes, & ſe plus y en auoit ce ſeroit à leur profit touſiours pour dix hommes vne monſtre.

Item doiuent lettre d'citat de ſauf conduit, & ont de chacune ſept ſols: & qui de fait ne vient contre ou a rempte il eſt à ſoixante d'amende.

Item & ſe cheuauchée ou en oſt les cheuaux qui ſont priſez pour r'auoir le prix deſdits cheuaux ſont au Roy, & pour le prix que priſez ſeront le Roy doit rendre le prix & les cheuaux ſont aux Mareſchaux.

Item ont de leur droict puis que le Roy ſeroit ſur terre d'ennemis, où il ſeroit conqueſté, ou quelque pillage toutes les beſtes vrayes, ſoient cheuaux ou beſtes à corne, & les autres ſont aux gaigneurs, & ont toutes chaudieres, vaiſſelle de cuyure & d'eſtaing faicte au marteau & non plus & l'autre gaing eſt gages.

Item ont de propre caule de leur office trente muis d'auoine: chacun quinze à prendre ſur le bac du port de Nully pres de Paris, leſquels Mareſchaux peuuent faire & conſtituer un Preuoſt que peut & doit auoir pouuoir d'eux, ou ſoient empraintes les armes deſdits Mareſchaux, & premier du premier Mareſchal que deuant lequel Preuoſt doiuent eſtre vëuillées toutes les cauſes qui au droit deſdits Mareſchaux appartiennent, &

X x x x x ij

en l'adiudicature, & doit auoir de chacune commission deux sols. De chacune amende de soixante sols, en quoy il fut condamné, il doit auoir dix-sept, & pareillement se l'amende estoit de soixante liures, en quoy encourt toute personne qui faict ou vient contre les estatus desdits Mareschaux, il a aussi dixsept liures.

Item a ledict Preuost le iugement de tous les cas aduenus en l'ost ou cheuauchée du Roy, & le Roy des ribaulx en a l'execution. Et sil aduenoit qu'aucun forfaire qui soit mis à execution criminelle, le Preuost de son droict, a l'or & l'argent de la ceinture au mal-faicteur, & les Mareschaux ont le cheual & harnois, & tous autres ostils s'ils y sont, reserué les draps & les habits quels qu'ils soient, & dont ils soient vestus qui sont au Roy des ribaulx, qui en fait l'execution. Le Roy des ribaulx, si se faict toutesfois que le Roy va d'ost en ost ou en cheuauchée appeller l'executeur des sentences & commandemens des Mareschaux & de leurs Preuosts. Le Roy des ribaulx a de son droict à cause de son office, cognoissance sur tousieuz de dez, de brelens, & d'autres qui se font en ost & cheuauchée du Roy. Item sur tous les logis de bordeaulx des femmes bordelieres doit auoir deux sur la semaine. Item à l'execution des crimes de son droict lez, le vestemens des executez par iustice criminellement.

Du droict au Maistre des Arbalestriers.

*A present c'est
de grand Ma-
istre de l'artille-
rie.*

A Pres s'ensuit du droict au Maistre des Arbalestriers, qui de son droict a toute la cure garde & administration avec cognoissance des gens estans à pied en l'ost, ou cheuauchée du Roy de tous Arbalestriers, Archers, des Maistres d'engins, de canonniers, de charpentiers, de fossiers & de toute l'artillerie de l'ost à toutes les monstres, à l'ordonnance sur ce, à la bataille premier assiet les escoutes & enuoye querre le cry de la nuit. Et se Ville forteresse ou Chateau est prins, à luy appartient toute l'artillerie quelle qu'elle soit qui trouuée est. Et se de l'artillerie du Roy est commencé à traire sur les ennemis, le remanant de l'artillerie est à luy. Item a de son droict les oyes & cheures qui sont prises en fait de pillage sur les ennemis du Roy.

Du droict aux Officiers Generaux du Roy.

Comme dict est aux Officiers du Roy nostre Sire, en especial il s'ensuit dire d'iceux Officiers en general. Si est à sçauoir que tout Officier general du Roy, si comme Baillif ou Lieutenant, Procureur du Roy, ou substitué, Aduocat du Roy, Sergent du Roy, à pied ou à cheual, Clercs de cas Royaux, garde de prison Royale ou quelques autres Officiers Royaux demeurant sous quelque hault iusticier que ce soit, sont tenus de respondre & sortir à celuy iusticier de toutes actions Royales & personnelles, reserué de celles tant seulement qui touchent & ont regard à leur office Royale, car de ce sont tenus de ressortir deuant le Iuge Royal en cas de crimes.

Du droit des sergens d'armes.

Les sergens d'armes sont les maciers que le Roy a en son office, qui portent maces deuant le Roy, sont appelez sergens d'armes, pource que ce sont sergens pour le corps du Roy, & doiuent & peuuent à des procez leurs armures iusques à la chambre des Comptes du Roy, & peuuent faire office de sergenterie par tout le Royaume, & doiuent auoir gages du Roy. Item ils doiuent estre quites de toutes railles, aydes & subsidez courans au pays, ne doiuent auoir Iuge que le Roy, & son Connestable, mesmemēt en deffendant, ne autre Iuge que le Connestable n'en doit auoir la cognoissance, ne deuant autre Iuge ne doiuent estre conuenus, & se il leur plaist, ils peuuent là faire autres conuenir de leurs causes & querelles: puis qu'elles seroyent personnelles. Et est leur office de voyager, car supposé que le Roy si allast de vie à trespas, iaoit ce que tous autres officiers soient demis de leur office par la mort du Roy: toutesfois ne le sont mie sergens d'armes, mais demeurent tant qu'ils viuent se ils ne forfont, si sçache que iaoit ce que dict soit que ailleurs que deuant leur Connestable ne doiuent sortir, neantmoins si fut il que Iacques Dore, qui fut sergent d'armes, fut nauré par vn bourgeois de la ville de Tournay. Ledit Dore le fit conuenir à la table de marbre à Paris pardeuant le Connestable de France en cas de delict & de sauuegarde enfreinte. Les Preuosts & Iurez de ladicte ville de Tournay requierent que la cause fust r'enuoyée en Parlement, attendu que là doiuent reffortir par priuilege. Et adonc fut la cause requise par vn huissier en ladicte Cour de Parlement, & là mise au iour que seruit. Monseigneur le Connestable de France, vint en propre personne à Paris, en la Cour de Parlement, requerant la cognoissance de son sergent d'armes, &c. Lesdicts Preuosts & Iurez disoyent du contraire, & que le faict de l'iniure ne auoit mie esté faict en officiant, & que par ce n'y auoit droit le Connestable. Tout veu, il fut dict que ladicte cause demeureroit audict Parlement, mais bien peut que ce eust esté deuant Iuge subiect, ou Iuge non Royal que la cause eust esté r'enuoyée audict Connestable, & ainsi fut il dit en la cause d'un autre sergent d'armes appellé Iacques Dendin, qui auoit esté nauré par vn bourgeois de Tournay & prins par la loy d'icelle ville, pource qu'il auoit mis vn hōme en peril de mort: il se fist requerre par le Connestable: mais il fust enuoyé tout prisonnier. Il fut requis arriere de r'auoir: consideré que ce n'auoit mie esté faict en officiant, & que la ville l'auoit pris, & en fait son deuoir, ne deffaute n'y estoit trouuée pourquoy en deussent perdre la cognoissance. Tout veu, il fut dict par le Lieutenant du Connestable à la table de marbre, que ladicte ville n'en auroit point de r'enuoy: mais demeureroit à la cognoissance du Connestable, & n'osa le conseil que ladicte ville de Tournay auoit à Paris, conseiller d'appeller d'icelle sentence.

Du droit au Baron ou Auber.

En outre s'enfuit du droit au Baron ou Auber, si sçachez que le Ber, si a toute iustice haute, moyenne & basse en faterie & seigneurie, ne

XXXXXij

de part ne deuise pour frerage, ne autrement, ainsi n'est que le pere leur ait fait part & diuision en son viuant, mais l'aisné frere doit faire aduenant parcon à ses moindres freres des choses partables. Et se filles y a, l'aisné frere les doit marier par l'aduis des amis. Item a le Ber ou Baron en sa terre telle & si haute iustice qu'il a le meurtre, & le rapt, & toute autre iustice ensuyuante, & a le plaisir de ses hommes couchans, & la cognoissance : & le par autre seigneur par present meffait ou autrement en estoient aucuns atains, ou par cas qui desirast confiscation, si en appartient ce à luy si auant que sous luy est trouué.

Item peut le Ber appeller pour ce cas, & pour autres cas criminels se le delinquant ne tient prisonnier a ses droicts de trois iours en trois iours ou autres tels iours que la coustume locale desire: à fin de bannissement & confiscation. &c. Et sçachez que nul ne tient en Baronnie: se ainsi n'est qu'il tienne part de partement de Baronnie ou de frerage, ou s'il ne l'a par don du Roy sans riens retenir fors le ressort que il ayt en sa terre, marchié publique à iour expres: & selon aucuns Chastellenie est parage. Et à cause de leur Baronnie ils doiuent estre adiournez pardeuât le Roy qui est leur souuerain, si doit ce estre comber & par la forme que à la Baronnie appartient: ne tenu n'est de plaïdoyer de la Baronnie, fors que en souueraine Cour: car deuant Preuost qu'il ait n'est il tenu de respondre s'il ne luy plaist. Item a le Ber en sa terre toute la cognoissance de tous dains, de dōs quais, peines, seruices: en quoy on se peut obliger par lettres, soyent cyrographes ou lettres scellées. Et de tous cas qui à iustice & seigneurie de Baronnie appartiennent, & peuuent appartenir: si comme ardoir pour cas qui le desire: de trainer & de pendre, pour meurtre & pour rapt: & selon aucuns de boüillir pour fausse monnoye autre que du Roy: car pour celle du Roy au Roy en appartient la cognoissance & non à autre de pendre pour larcin ou pour fausse marchandise de monnoye, de flattrir pour cas qui le desire, de couper l'oreille à celui qui a forfait, bannir criminellement ou ciuilement selon que la coustume & le cas l'enseigne, de complaints ciuiles personnelles & reelles, de testaments de complainte de nouuelleté, de propriété & simple saisine. Et generalement de tous les cas que à iustice peuuent & doiuent appartenir. Mais les cas de ressort, & semblablement de leze majesté en sont reseruez, car ceux là au Roy appartiennent & non à autre. Ité à la paraprehésion de biens de bastards qui par dessous luy sont trouuez, comme le treuf de la chose espauce. Item à la fortune d'argent. Item à le Ber la prinse de banny en la terre son sujet, & prendre le peut sans riens blesser à son sujet. Item a le Ber le ressort de son sujet, & y peut pouruoir en cas de refus de droit. De faire loy en cas d'appel en de retour à son souuerain & de chef lieu. Et cas de diuiser ou esclicher fiefs ou nobles tenemens qui sans le gré & licence de son souuerain ne se peut ne doit faire. Item il a la chasse & poursuite, & prinse de beste sauuage, ou qu'elle voise, puis que esleuee l'a. Item peut auoir giber à quatre pieds s'il luy plaist. Et s'il aduenoit qu'il bannist aucun pour cas de crime, & depuis pour celui cas fust depuis banny du

Royaume, & depuis estoit le banny prins par le haut iusticier, si luy doit il demeurer non obstant le ban du Royaume. Et ainsi fut il dict par arrest de Parlement pour vn qui fut pris à Helchin en la terre de l'Euesque de Tournay dont il estoit banny. Combien que ledict Euesque ne soit mie Ber, mais que haut iusticier.

ANNOTATIONS SVR LEDICT TILTRE.



Ans reciter comme autresfois le mot Baro auroit esté prins, ainsi qu'on auroit obserué de l'Interprete ancien de Persius, des loix Ripuaires titul. de Tabularijs, art. 14. & autres: il est sans doute que Baron ou Ber auroit signifié entre les Frāçois, Seigneur: & en telle signification on le liët ordinairement és histoires & Romans, & en quelques anciennes coutumes, pratiques & autres liures: vt aliis diligenter obseruatum, dōt vient qu'on liët souvent les grands ou hauts Barons, pour grands seigneurs, & en vient le mot de Baronnie, qui gnifie une seigneurie avec iustice & dignité feudale plus grande que celle du seigneur Chastellain, & qu'on faict moindre que celle du Comte, comme si le Baron estoit apres le Comte deuant le Chastellain. Mais mon vieil praticien que i'ay escript à la main, en escript en ces mots, Sil nert tex sires qui tenist en Baronnie, si comme quens ou dū, ou autres grans sires: & le bas sires si comme Vasseurs prenoit de la iournée pour la defaute. Sont les propres termes dont il use au tiltre des iugemens. Ce qui suit des droicts & iustices des vassaux ou vauasseurs, des vicomiers & bas iusticiers requereroit vn plus ample commentaire, dont on peut voir M Choppin sur la coustume d'Angers & autres: toutesfois conuient noter, qu tous vassaux n'ont iustice, ains la doiuent par leur inuestiure, aduen & d. nombrement. Aussi y a des Vicomtes qui ont toute iustice, haute, moyenne basse, comme estans au lieu des Comtes, & tanquam eorum vicem gerentes. dont i'ay ailleurs plus amplement traité.

DV DROICT AV VAVASSEVR.



V droit au Vauasseur à vsage de Cour laye peux & dois sçauoir que le Gentilhomme tient seigneurie de haute iustice tant seulement est appellé Vauasseur, car il n'a marché, ne autre droit que ladicte haute iustice & ce qui depend, non mie ce qui est en dessus, car ce appartient au Baron si comme dessus est dict en rubriche precedente. Si sçachez que le Vauass ne peut affranchir de corps sans le gré au Baron de qui il tient.

Item ne peut, ne doit cognoistre de cas de ressort qui au Baro

de qui il tienne appartient.

Item a la cognoissance du meurtre & de l'homicide faicte en sa terre, & aussi du larrecin, & peut trainer, pendre, ardoir & bannir en sa terre, & auoir gibet à trois pieds si luy plaist. Item peut cognoistre des causes reelles & personnelles de receuoir quintes & peines d'être les sujets par plaintes ou sur lettres cyrographes, seel estrange, non si ainsi n'estoit que ce fut sur seel d'hômes, qu'il tint de luy en fief, pource que bien le pourroit contraindre à cognoistre ou à nier son seel, mais ce ne pourroit il faire d'autre que luy ne tiendroît, ne de seel Royal ne se doit entremettre.

Item n'a chaste ne poursuite de beste sauuage hors de sa terre, ne son banny ne peut prendre ne demander. Item ne doit fief tenu de luy esclir ne amendrir combié que aucuns coustumiers diét que si, pource que ce faire est ainçois proffit pour le seigneur souuerain, que non par la raisõ de ce que plus y a d'hômes, plus y a d'auentures & de proffit au seigneur. Item selon aucuns ne doit auoir four ne moulin à ban. Et selon aucuns lieux si a: & pource aux coustumiers des lieux s'en faut r'apporter. Item ne doit consentir ne faire amortissement: car ce ne vaudroit au preiudice de son chef. Dont le vies que en la Côté d'Artois fut fait par le Baron, c'est à sçauoir par les officiers d'Artois en certaine enqueste route la Côté sur tous ceux qui auoient faict & passé amortissement sans le chef seigneur. Et sur tous ceux qui ce auoient fait, & fussent gés d'Eglise ou autres, sçachez qu'ils furent condamnez à la valuë des tenemens & fiefs ainsi amortis & amendris par trois années. Item il a la confiscation des biens dessous luy trouuez. La chose espaue, le treuf, & le bastard, c'est à dire, l'escheance du bastard. Item ne doit auoir le vauasseur haute iustice que deux sergens & vn Baillif, & lieutenant de Baillif, ne plus grandes amèdes que lx. sols au plus haut sur le non noble. Item a la cognoissance de son banny pour crime, se depuis le reprend sur sa terre, nonobstant que depuis pour iceluy & encores eust esté banny du Royaume, se par les gens du Roy n'estoit proprement prins sur ladicte terre du haut iusticier, car lors demeureroit aux gens du Roy.

Des Vicontiers.

DEs Vicontes, que les coustumiers appellent en aucuns lieux moyenne iustice, c'est à sçauoir tenir dessous haut iusticier, & n'a iustice que de cognoistre du sang en soixante sols d'amende à la plus grande amende que leuer en peut, & le larron peut pendre aux fourches de deux lez tant seulement. Item ne doit cognoistre de claim donné de peine, mais que plainte faicte entre ses couchans & leuans. Item peut cognoistre de simple delir faict dessous luy iusques à la calenge de lx. sols en dessous, & non en dessus. Item peut faire & tenir verité pour les loix attaindre & non pour plus, car le plus haut cas y escheoit ce appartient au souuerain. Item la trouue, l'espaue & l'escheance du bastard en sa terre. Et ainsi fut il iugé en la salle à l'Isle l'an mil trois cens seprante neuf, d'entre le seigneur de Ligne, lors seigneur de Morraigne sur l'Escart & le seigneur de Forest, du chasteau de Morraigne en Vicoté. Or auint que

vdg

une gourle d'argent fut trouuee en la terre de Forest. Le seigneur de Forest n'auoit que Viconté, si la leua cōme seigneur: le seigneur de Ligne la voulut auoir comme souuerain, disant que à luy appartenoit comme à haut iusticier, & que le seigneur de Forest n'auoit que viconté & que par ce à luy appartenir ne deuoit, le seigneur de Forest, disant du contraire, & que à luy à cause de sa iustice de Viconté deuoit appartenir. &c. La cause & question venuë en la salle à l'Isle, bien debatū d'un costé & d'autre, il fut dit par sentēce que audit de Forest appartenoit, fait en l'an & iours dessusdits. Et ainsi à il esté iugé en plusieurs autres cours, tant à l'Isle comme ailleurs.

Item selon l'opinion d'aucuns coustumiers, Vicontiers si ne peuent ny ne doiuent leuer fourches de iusticier se le cas ne luy aduient & que de cas larrecin eschee en la terre iugé presentement. Et doiuent estre les fourches attachees en terre & sans pochars dehors œuure, & se elles cheoient par aucune aduenture si ne les pourroit il faire releuer se ainsi n'estoit que il eust nouueau larron à faire prendre, mais selon la coustume de Vermandois il peut faire si forte iustice que il luy plaira, & quand il luy plaist.

Item ne peut ne doit affranchir homme de serue condition au preiudice de son souuerain seigneur.

Item ne peut remettre ne relaxer cas de larrecin. Mais conuient que il rende par iugement le larron absous ou condamné.

Item ne peut receuoir, fournir, contraindre fournirne à faire bannissement de crime que il n'abuse de sa iustice.

Item ne peut amortir ne fief esclicher, ne amendrir sans le sceu & consentement de son seigneur souuerain, ne aussi il ne peut oster le fief pour mettre à rente se du gré & consentement de son dit seigneur ne vient, & que il ait par point de chartre ou de priuilege.

Item ne peut en sa terre auoir ne en sa iustice que vn sergent & maieur d'Escheuins se escheuinage y a ou hommes cottiers.

Item peut faire Vicontier dedans sa terre les bans d'Aoust & armures accoustumez deffendre. &c. & en tenir verité vne fois l'an & non plus.

Du droit au bas iusticier.

Qu'est à tenir en basse iustice vueil dire apres l'ay dit des Barons qui tiennent en barronnie des hauts iusticiers des Vicontiers que en aucuns lieux on appelle moyenne iustice, maintenant vueil dire de basse iustice. Si sçachez que les iusticiers qui tiennent en basse iustice si auoit tant seulement iustice de luy faire payer de ses rentes, & sur ce faire plainte ou iugement de les hostes ou tenans de auoir amende de trois sols, & en dessous de auoit vn sergent & messier & garde de champs, sur l'amēde de trois sols, ne autre amende ne peut calenger, ne demander. Et est ceste iustice nommee & appelée fonerie par les coustumiers.

Du droit aux bannieres.

Du droit de bannieres te vueil dire & monstrier ce que veu & ouy en ay par les sages coustumiers car ce chet plus en faux coustumiers

Yyyy

Droict de banniere s'appelle autrement de bannalité, dont M. Choppin en divers lieux & Raguier en son Indice ont amplement escrit.

qu'en droict escrit. Sçachez que selon l'usage de Cour laye & des coustumiers, soit en iustice moyenne ou basse, bien peut & doit avoir droict de banniere, c'est à dire, qu'il y a en icelle terre & iustice droict seigneurial que nul des sujets ne peut ne doit aller cuire pain fors au four du Seigneur dessous lequel ce droict de banniere est & appartient. Ne aussi ne peut ne doit aller moudre son blé, sinon au moulin d'iceluy seigneur. Si sçachez que le suiet seigneur qui a droict de banniere, ne peut ne doit aller cuire ne moudre à autre four ne moulin que de son propre seigneur, dont il est bannier. Et se par aucune aventure le suiet alloit moudre à autre moulin qu'au moulin de son Seigneur, sçachez que ledit seigneur ou son commis se la farine se peut trouver, ils la peuvent prendre & appliquer à son seigneur comme forfait. Et se le meunier estrange à qui ce seroit avoir fait dommage à celui qui ainsi à son moulin seroit venu, il n'en auroit nul ressort, iusques à ce qu'à son seigneur l'auroit amendé. Et semblablement se le suiet alloit cuire son pain à autre four, & les gens du Seigneur de qui il seroit bannier le trouvoient, ledit suiet perdrait ledit pain, & seroit appliqué au seigneur qui le droict de banniere auroit. Ne comme dict est du moulage, le dommage estoit par le fournier riens n'en seroit rendu à celui qui ainsi y seroit venu cuire devant ce que son seigneur l'auroit amendé le suiet bannier. Et sçachez qu'autrement n'y appartient amende que prédre le pain, ou pâte ou la farine ainsi trouvée. Et encores selon aucuns que ce soit trouvé en r'apportant du four ou moulin, & non autrement.

Item & se les sujets du seigneur, lequel a droict de bannerie vont au four ou moulin de leur seigneur, & il aduienne que le fournier ou le meunier leur fait aucun dommage de leur blé ou de leur pain, sçachez que le suiet n'est dorénavant plus tenu d'aller cuire à son four, ne moudre à son moulin iusques à ce que le seigneur leur aura fait amender par son fournier, ou son meunier le dommage qui sera trouvé que par leur mauvais cuilage ou mauvais moulage auront eu.

Item & selon l'opinion d'aucuns coustumiers nuls ayans droict de bannerie ne devoient avoir four ne moulin en bannerie, ainsi n'est qu'il y ait bourc ou partie de bourc ou anchiferie.

F I N.



TABLE DES DICTIONS ET MATIERES NOTABLES CONTENUES TANT EN LA SOMME

Rural, qu'ès Commentaires & Annotations,
selon l'ordre Alphabetique.

A.



<i>Age de celuy qui adopte un autre.</i>	536.	<i>Achats qui se font par argent.</i>	391. 403.
<i>Abandonner pour escheuer aucun office en la ville.</i>	800.	<i>Acheter aucune chose ensemble en heritage.</i>	460.
<i>Abcisez qui sont taillez hors du vëtre de leurs meres.</i>	548. 549.	<i>Acheter champ d'autrui de celuy qui n'en est seigneur.</i>	254. 261.
<i>Aboudre de l'instance & de l'action different.</i>	33.	<i>Acheter chose legatée.</i>	612. 618.
<i>Accepiation.</i>	347. 349.	<i>Acheter en son nom d'autrui deniers.</i>	398.
<i>Accommodation ou prest par courtoisie.</i>	375.	<i>Acheter le gage par le creancier.</i>	591.
<i>Accompagner hereses.</i>	761.	<i>Acheter par joy ou par sa femme.</i>	398.
<i>par Accoustumace delinquer.</i>	182. 185.	<i>Acheier tenure. & en estre mis en saisine.</i>	398.
<i>Accusation.</i>	174.	<i>Acquestes.</i>	432.
<i>Accusation en crime.</i>	221. 222.	<i>Acquestes de non nobles.</i>	654.
<i>Accusations de crime.</i>	285. 294.	<i>Acquest d'heritage fait par le mary.</i>	445.
<i>Accusé où se peut purger.</i>	225. 226.	<i>Acquest nouveaux.</i>	657.
<i>Accusé en quels cas n'est recëu à se purger.</i>	227.	<i>Action que c'est, ou sa definition.</i>	161.
<i>Accusé qui par desesper se tue.</i>	273.	<i>Action a la chose.</i>	155.
<i>Accusé qui se purge doit tenir prison.</i>	226. 227.	<i>Action aux enfans moindres d'ans.</i>	93. 101.
<i>Accusement du criminel.</i>	224.	<i>Action d'accepiation.</i>	159. 167.
<i>Achat fait par engin ou male-foy.</i>	335.	<i>Action d'adoption.</i>	159. 168.
339.		<i>Action contraire mandati.</i>	153. 162.
<i>Achats faits en nom d'autre.</i>	397.	<i>Action contre tuteurs.</i>	356.
403. 404.		<i>Action copulaire.</i>	159. 168.
		<i>Action criminelle.</i>	170. 174.
		<i>Action de bail.</i>	157. 166.

Txyv4

<i>Action de baſoigne faiſte ſeu negotiorum geſtorum.</i>	157.	<i>Action de ſimple ſaiſine.</i>	161.
<i>Action de beſoignes faiſtes.</i>	356.	<i>Action de ſocieté.</i>	157.
<i>Action de choſe furtive.</i>	158. 166.	<i>Action de tranſaction.</i>	155. 164.
<i>Action de choſe vendue ou achetée.</i>	157.	<i>Action de tutelle.</i>	157. 166.
<i>Action de commandement.</i>	153.	<i>Action de vendition.</i>	155. 156. 165.
<i>Action de compenſation.</i>	154. 163.	<i>Action de vice de luge.</i>	154. 163.
<i>Action de condition incertaine.</i>	158. 167.	<i>Action d'ingratitude.</i>	159. 168.
<i>Action de contribution.</i>	154. 164.	<i>Action d'injures.</i>	153. 162.
<i>Action de curation.</i>	157. 166.	<i>que Action d'injure eſt arbitraire.</i>	814.
<i>Action de depoſt.</i>	156.	<i>Action d'œuvre publique.</i>	89. 99.
<i>Action de dol.</i>	88. 98.	<i>Action d'uſucapion.</i>	154. 164.
<i>Action de dol.</i>	154. 163.	<i>Action Edilitienne.</i>	165.
<i>Action de donation.</i>	154. 163.	<i>Action en faiſt de compte.</i>	89. 99.
<i>Action de dot.</i>	155. 164.	<i>Action en la choſe.</i>	155.
<i>Action de douaire.</i>	155. 164.	<i>Action exercitoire.</i>	153. 162.
<i>Action d'emancipation.</i>	159. 168.	<i>Action exercitoire & inſtituire.</i>	387.
<i>Action de fidejuſſion.</i>	155. 164.	<i>Action finium regundorum.</i>	156. 166.
<i>Action de location.</i>	156. 165.	<i>Action inſtituire.</i>	153. 162.
<i>Action de miſe de faiſt.</i>	158. 167.	<i>Action mixte.</i>	160. 168.
<i>Action de nouation.</i>	159. 167.	<i>Action mutuelle ou recouention.</i>	157. 163.
<i>Action de nouuelleté.</i>	160. 169.	<i>Action nice.</i>	157. 166.
<i>Action de nouuelleté, Quorum bonorum.</i>	160. 169.	<i>Action noxale.</i>	153. 162.
<i>Action de nouuelleté, Quorum legatorum.</i>	160. 169.	<i>Action petitoire pour ſervitude.</i>	210.
<i>Action de nouuelleté ſi per vim vel alio modo. &c.</i>	161. 169.	<i>Action populaire.</i>	158. 166.
<i>Action de nouuelleté vnde vi.</i>	161. 169.	<i>Action propriétaire.</i>	160. 168. 169.
<i>Action de nouuelleté vti poſſidetis.</i>	161.	<i>Action quanti minoris.</i>	153. 163.
	170.	<i>Action quanti plurimi.</i>	153. 163.
<i>Action de paroles injurieſes.</i>	88. 98.	<i>Action redhibitoire.</i>	88. 98.
<i>Action de poſtumes ou de poſtremes.</i>	158.	<i>Action redhibitoire.</i>	153. 162.
	167.	<i>Action réelle.</i>	160. 168.
<i>Action de preſcription.</i>	155. 164.	<i>Action réelle, & action perſonnelle.</i>	152.
<i>Action de promeſſe.</i>	153.	<i>Action ſerviane.</i>	153. 162.
<i>Action de quanti minoris.</i>	88. 98.	<i>Action ſtipulaire.</i>	153. 162.
<i>Action de reuendication.</i>	154. 164.	<i>Action ſuffragant.</i>	156. 166.
<i>Action de reſtitution à celui qui eſt de- cenu d'outre moitié de inſſe prix.</i>	156.	<i>Action uſtigale.</i>	156. 165.
	165.	<i>Action qu'à le pleige contre le pleigé.</i>	581.
<i>Action de reſtitution entier.</i>	155. 164.		585.
<i>Action de retraict.</i>	155. 164.	<i>Actions au double, triple & quadruple.</i>	360.
<i>Action de ſervitude de poſſeſſion.</i>	188.	<i>Actions civiles & criminelles.</i>	107.
<i>Action de ſervitude de preſtation.</i>	168.	<i>Actions de dol.</i>	301.
		<i>Actions, & de la diuerſité d'icelles.</i>	152.
		<i>Actions procedans des ventes & achats.</i>	397. 403.
		<i>Adex pour adonc ou lors.</i>	481.

TABLE.

<i>Adiournemens en diuers cas.</i>	16. 17.	<i>Aduocat receu à pension.</i>	672.
<i>Adiourne en cas d'appel.</i>	13. 16.	<i>Aduocat ne peut estre iuge.</i>	671.
<i>Adiournement en cas de pecune deuë, nouuelleté, & simple, saisine.</i>	10.	<i>Aduouez ou amparliers.</i>	38.
<i>Adiournement en cour.</i>	10.	<i>Affermer outre article.</i>	683.
<i>Adiournement signifié au Seigneur.</i>	79.	<i>Affinitez entre les amys du mary & de la femme.</i>	475.
<i>que l'Adiournement soit fait deuë- ment.</i>	78. 81.	<i>Affirmatiõ & response des articles.</i>	186.
<i>Adiourner chapitres, monasteres, & vil- les.</i>	12. 13. 19.	<i>Ahaner pour labourer.</i>	860.
<i>Adiourner des Prelats.</i>	12. 19.	<i>Alibi.</i>	623. 632.
<i>Adiourner en cas d'asseurement.</i>	15. 20.	<i>Alienatiõ des choses Ecclesiastiques.</i>	256.
<i>Adiourner en cas de delict.</i>	11.		257.
<i>Adiourner en cas de simple saisine.</i>	11.	<i>Alimens baillez aux enfans.</i>	357.
<i>Adiourner en Chasteau ou ville.</i>	12.	<i>Aller en guerre contre son seigneur.</i>	269.
<i>Adiourner en complainte de nouuelleté.</i>	11.	<i>Alleux acquis par l'homme & la fem- me.</i>	459.
<i>Adiourner en parlement.</i>	10.	<i>Amassemens en forteresse.</i>	430.
<i>Adiourner en terre d'aucun iusticier.</i>	15.	<i>Amassemens en plate maison.</i>	431.
<i>Adiourner habitans de pays en ville estrange.</i>	12.	<i>Amende d'acheter chose litigieuse.</i>	862.
<i>Adiourner le seigneur propre.</i>	15. 16.	<i>Amende d'aduocat corrompu sans ad- uen.</i>	863.
<i>Adiourner les heritiers en reprise.</i>	40.	<i>Amende d'ahaner sur chemin.</i>	860.
<i>Adiourner les Pairs de France.</i>	12.	<i>Amende de bailler lettres sans date.</i>	357.
<i>Adiourner les vagabons.</i>	20.	<i>Amende de bestes en nouvelles esteues.</i>	858.
<i>Adiourner mineurs, furieux, & expa- triez.</i>	15.	<i>Amende de calenger autruy heritage.</i>	856.
<i>Adiourner une communauté.</i>	13.	<i>Amende de charier deuant ou apres so- leil.</i>	858.
<i>Adiourner un qui est hors du Royaume.</i>	11.	<i>Amende de clamer en iugement heritage d'autre.</i>	863.
<i>de n'adiourner sans mandement.</i>	11.	<i>Amende de complainte de nouuelleté.</i>	856.
<i>Admortir heritages.</i>	654.	<i>Amende de couper & porter bois.</i>	860.
<i>Aduertissement.</i>	491. 496.	<i>Amende de demander deux fois une det- te.</i>	857.
<i>Adoption faite à son prochain.</i>	535.	<i>Amende de dechoir d'un appel.</i>	857.
<i>Aduen & denombrement.</i>	516.	<i>Amende d'enclorre beste d'autruy.</i>	863.
<i>Aduis qu'on fait à ses enfans.</i>	437. 442. 443.	<i>Amende d'enuoyer lettres à sa mere.</i>	861.
<i>Adultere.</i>	731.	<i>Amende d'estre sorcier ou deuin.</i>	866.
<i>Aduocats appellez Conseillers de Par- lement.</i>	321.	<i>Amende d'estre suspect de larcin.</i>	866.
<i>Aduocat faillir à escrire.</i>	673.	<i>Amende de faire chemins.</i>	860.
<i>Aduocat plaider pour un autre sans en estre requis.</i>	675.	<i>Amende de faire conuenir autre deuant autre Seigneur que son seigneur.</i>	864.
<i>Aduocats.</i>	971. 662.	<i>Amende de faire dommage à autruy en escient.</i>	863.
<i>Aduocat d'office.</i>	673.		

Yyyyy iij

T A B L E.

<i>Amende de fiens verser au chemin.</i>	864.	<i>Amende de retenir chose espaüe.</i>	857.
<i>Amende de frapper autre par mal.</i>	859.	<i>Amende de reuendre chose d'autrui.</i>	857.
<i>Amende de herbeler en temps deffendu.</i>	864.	<i>Amende de trouuer beste en son domma-</i>	
<i>Amende de iurer deshonnestemēt Dieu,</i>		<i>ge.</i>	868.
<i>ou la vierge Marie.</i>	866.	<i>Amende des appeaux du Roy.</i>	856.
<i>Amende de iurer le vilain serment.</i>	861.	<i>Amende des cours d'eaux.</i>	860.
<i>Amende de la beste d'un voisin, tuer la</i>		<i>Amende des vinages & pontenages.</i>	865.
<i>beste d'un sien voisin.</i>	861.	<i>Amende de tendre aux oiseaux.</i>	859.
<i>Amende de l'aduocat ou Procureur qui</i>		<i>Amende de tuer la beste d'autrui.</i>	861.
<i>marchande avec la partie.</i>	864.	<i>Amende de vendre à plusieurs une cho-</i>	
<i>Amende de l'iniure faite à port d'armes.</i>		<i>se.</i>	862.
859.		<i>Amende de vendre sa terre.</i>	865.
<i>Amende de l'offioier vendant ses biens.</i>		<i>Amende de venir contre la sentence.</i>	857.
864.		<i>Amende d'un baillif en sa iurisdiction,</i>	
<i>Amende de main mise.</i>	855.	<i>achetant terre pour crime.</i>	863.
<i>Amende de mauuais hostel, & de ieu de</i>		<i>Amende d'un iuge corrompu.</i>	863.
<i>dez.</i>	858.	<i>Amende d'un noble hōme meffaire.</i>	864.
<i>Amende de mettre sus à autre reproche.</i>		<i>Amende du treu sur le sel.</i>	865.
861.		<i>Amendes deues en Cour Royale, qu'on a</i>	
<i>Amende de mise de faict.</i>	856.	<i>accoustumē de leuer pour le Roy.</i>	855.
<i>Amende de nier debte payee.</i>	857.	<i>Amende sur pescheries.</i>	859.
<i>Amende de nier escrit de sa main.</i>	857.	<i>Autres amendes criminelles, & non ca-</i>	
<i>Amende de nier lettre escripte de sa main.</i>		<i>pitaux.</i>	865.
864.		<i>Autres amendes qui sont criminelles, &</i>	
<i>Amende d'opposition sur execution.</i>	855.	<i>peines capitaux.</i>	867.
<i>Amende de paix ou trefues enfraintes.</i>		<i>Amparliars ou aduouez.</i>	38.
856.		<i>Annoblir un homme.</i>	657.
<i>Amende de parler du Roy, ou de son sei-</i>		<i>Antichrese.</i>	586.
<i>gneur de j-honnestement.</i>	866.	<i>Appel releuer, & dans quel temps.</i>	91.
<i>Amende de partir sans licence de la</i>		101.	
<i>Cour.</i>	858.	<i>Appellations releuer.</i>	14.
<i>Amende de pescher en autrui fossē.</i>	858.	<i>Appeller auant sentence rendue.</i>	777.
<i>Amende de plaider sans aduen.</i>	857.	<i>Appeller comme de deny de droit &</i>	
<i>Amende de porter armures deffendues.</i>		<i>iusfice.</i>	82.
859.		<i>Appeller en temps competent.</i>	14.
<i>Amende de porter bñlon.</i>	865.	<i>Appeller, & dans quel temps.</i>	91. 101.
<i>Amende de porter gerbes.</i>	858.	<i>Appeller par le pleige son garand.</i>	576.
<i>Amende de prendre autre chose par ma-</i>		<i>Appeller par le tuteur.</i>	59.
<i>niere de faict.</i>	862.	<i>qu'on ne peut Appeller des Commissaires</i>	
<i>Amende de prendre fruit.</i>	858.	<i>de Parlement.</i>	681.
<i>Amende de prēdre son debteur de faict.</i>		<i>Appeaux.</i>	656.
862.		<i>Appeaux de sentences.</i>	773. 777.
<i>Amende de proposer faicts courraires.</i>		<i>Appellations diuerses.</i>	773.
855.		<i>Appleger que c'est.</i>	198.
		<i>Applegement & contraplegement.</i>	198.

T A B L E.

<i>Appointer & regler les parties.</i>	122.	<i>Arrest ancien sur garādie en cas de nou-</i>	
<i>Apostats.</i>	760. 762.	<i>uelleté.</i>	195.
<i>Approbation destestmoins, & quels gens</i>		<i>Arrest ancien sur défaut en complainte.</i>	195.
<i>peuvent porter le/moignage. & quels non.</i>	613. 614. 615. 619.	<i>Arrest ancien touchant une veuë.</i>	208.
<i>Arbures.</i>	693. 700.	<i>Arrests anciens touchant ses garands.</i>	214. 215. 216.
<i>Arbre d'affinité, & declaration dicelle.</i>	475. 476.	<i>Arrest ancien qu'en crime on n'est à re-</i>	
<i>Arbre de consanguinité, & declaration</i>		<i>cevoir par procureur.</i>	223. 224.
<i>d'icelle.</i>	464. 470.	<i>Arrest ancien de la Chambre des mon-</i>	
<i>Arbre cheant sur terre d'autrui.</i>	295.	<i>noyes.</i>	282.
	262.	<i>Arrest ancien sur vendication de meuble</i>	
<i>Arbres portans fruit.</i>	429. 435.	<i>engagé.</i>	320.
<i>Argent mis en main d'autre.</i>	810.	<i>Arrest ancien touchant la contribution.</i>	333.
<i>Argent ou or monnoyé.</i>	432. 436.	<i>Arrests anciens en matiere de trefues.</i>	233.
<i>Argent presté au gourmet.</i>	387.	<i>Arrest ancien en cas d'asseurement.</i>	351.
<i>Argent presté au pupille.</i>	521.	<i>Arrest ancien touchant debas de com-</i>	
<i>de s'ayder de l'Argent depose.</i>	372. 373.	<i>pte.</i>	353.
<i>Arnoul de Corbie President de la Cour.</i>	1377.	<i>Arrest ancien de vente & donation en-</i>	
	411.	<i>semble.</i>	392.
<i>Arpenter terres.</i>	367. 369.	<i>Arrest ancien touchant chose vendue</i>	
<i>Arretrages de cens ou rente fonciere.</i>	819.	<i>pour dette fiscale.</i>	393.
<i>Arrests anciens sur matieres de defaults.</i>	25. 26. 28. 31.	<i>Arrests anciens de vente faicte par hom-</i>	
<i>Arrests anciens touchant les presentatiōs</i>		<i>me estant en son liēt mortel.</i>	400.
<i>34. 38.</i>		<i>Arrest ancien touchant l'opposition aux</i>	
<i>Arrests anciens touchant la reprise &</i>		<i>criées.</i>	411.
<i>absence de conseil.</i>	41.	<i>Arrest ancien touchant l'opposition du</i>	
<i>Arrest ancien touchant procuration pas-</i>		<i>saisi.</i>	411. 412.
<i>sée en Cour d'Eglise.</i>	45.	<i>Arrest ancien sur retrait de viage.</i>	415.
<i>Arrest ancien qu'un procureur d'office se</i>		<i>Arrest ancien sur la vente d'une maison</i>	
<i>peut ioindre a toutes les deux parties.</i>	50.	<i>qui seruine durant la vente.</i>	421.
<i>Arrest ancien que défaut ne se donne en</i>		<i>Arrest ancien sur un decret de chose non</i>	
<i>cas de sauuegarde enfreinte contre le</i>		<i>partable.</i>	422.
<i>procureur d'office.</i>	50. 51. 54.	<i>Arrests anciens sur amassemens en for-</i>	
<i>Arrests touchans le transport d'actions.</i>	85.	<i>teresse.</i>	430.
		<i>Arrest ancien touchant rentes à vie.</i>	433.
<i>Arrest ancien touchant la renonciation à</i>		<i>Arrest ancien touchant le vassal receu à</i>	
<i>l'appel.</i>	93.	<i>hommage.</i>	484.
<i>Arrest, & pourquoy est ainsi appelé.</i>	93.	<i>Arrest ancien de fief tenu par moyen.</i>	485.
<i>Arrests anciens touchant le renuoy sur</i>		<i>Arrest ancien sur meffait de pupille.</i>	519. 870.
<i>complainte.</i>	190. 191.	<i>Arrest ancien touchant une fille née à</i>	
<i>Arrests anciens en matiere de complain-</i>		<i>un zemois.</i>	529.
<i>te.</i>	191. 192. 193.		

T A B L E.

B Ail comparoir. 528. 531. 533.
 Bail des bestes à moisé. 384.
 Bail

T A B L E.

Bail & garde de mineur, & quand il cef- fe.	90. 100.
Bail que peut faire.	529.
Bailler pleiges fuffifants.	577. 584.
Bailler raifon de droit.	767.
Bails & gardes des pupilles.	529. 531. 533.
Bail qui doit prefter les dons que fift le mort au liét mortel.	529.
Baillifs, Prenoſts, & autres officiers de juſtice.	665.
Baillifs & officiers adiournez en Cour pour leurs offices.	64.
Baillif peut demander l'enuoy de fon fu- jeét.	64. 66.
Bannis du Royaume.	648. 660.
Bannis par le Prince.	42. 43.
Bans & deffences d'Aouſt.	505. 508.
Baronnerie, & tenir en baronnerie.	446.
Barroyemens que c'eſt.	231.
Barroyer que c'eſt.	206.
Baſtard legüimer.	657. 662.
Baſtards.	537. 538. 539. 544. 546. 547.
Benefice.	850.
Benefice d'inuentaïre.	451. 452. 453.
Benefice d'inuentaïre.	811. 812.
s'ayder du Benefice de la loy.	395.
Beſognes au pupille.	355.
Beſognes d'autruy faiçtes ſans comman- dement.	354.
Beſtails & volailles.	431.
Beſte aggreſſer autre beſte.	264.
Beſtes d'autruy enclorre.	811.
Beſte occire ſerfs.	267.
Beſte qui a rompu ſon lien.	263.
Beſte tuer homme.	267. 271.
Beſtes vendües.	420.
Biens aux heres.	761.
Biens baillez à pluſieurs creanciers.	385.
Biens eſtans en la maiſon louée.	379. 380. 381.
Biens obligez pour les dettes du ſeigneur	587.
Biens ſont gage pour loüage.	588.

Bigames.	719.
Bleds, auoines & autres tremois.	430.
Bourgeois de bourgeoisie priuilegiez.	74. 77.
Bourgeoisie, & que c'eſt.	77.
Bourgeoisies priuilegiées.	794.
Bourgeoisies de villes.	793. 797.
d'iſſir d'aucune Bourgeoisie.	794. 797.
Bournes & cerquemane mens.	366. 368.
eſtre d'accord de mettre Bournes.	366.
Bois eſtant en coupe.	30.
Bois & foreſts Royaux.	651.
Bras ſeculier.	758.
Brebis, moutons & autres beſtes faiſans dommage.	263. 264.
Breſeſche, que c'eſt.	18.

C.

Calenge & calenger que c'eſt.	133.
Calenger pour debatre & mettre en proce.	856.
Cappuleur que c'eſt.	717.
Carriere.	497. 498.
Cas d'aduenture ſur gage.	385. 386.
Cas d'appel.	653.
Cas de preuention.	646. 659.
Cas de proximite.	414. 417.
Cas fortuit ou d'aduenture.	182. 185.
Que pour cas criminel on ne doit faire enqueſte, ne veriſe tenir ſur bourgeois.	795.
Cas eſcheans pardenant Iuges Royaux.	653.
Cas dont le Roy a cognoiſſance.	646. 658. 659.
Cas Royaux.	350. 351. 352.
Cateulx.	429. 435.
Caufes miſes en enqueſte.	89.
Cautions.	575.
Celer teſtament.	601.
Celuy qui a le plus grand droit au gage.	590. 596.
Cendre de monnoye.	282.
Cerquemanage pour bornage, & pour surbe.	775.

ZZZZZ

T A B L E.

<i>Cerquemanement, & que c'est.</i>	211.	<i>Choses qui ne se peuvent & ne doiuent engager.</i>	589. 595.
<i>Cerquemanemens & bournes.</i>	366. 268.	<i>Choses vendues perduës.</i>	397.
<i>Cession de biens.</i>	799. & suivans. 801. 802.	<i>Choses vendues qui vont à ruïne avant qu'elles soyent livrées.</i>	418. 423.
<i>Cession de dette.</i>	151.	<i>Circonstance d'intention.</i>	182. 185.
<i>faire Cession à ses biens.</i>	799. 801. 802.	<i>Circonstance de lieu.</i>	181. 184.
<i>Ceux qui prestent confort & ayde à un malfaicteur.</i>	833.	<i>Circonstance du temps.</i>	181. 184.
<i>de soy traire à la Chambre des Comptes à Paris par don de testament.</i>	603.	<i>Circonstance de personne.</i>	181. 184.
<i>Chambre des monnoyes à Paris.</i>	282.	<i>Circonstance de qualité.</i>	181. 184.
<i>Chambre trouée par larrons.</i>	374.	<i>Circonstance de quantité.</i>	181. 185.
<i>Champart, ou terrage que c'est.</i>	109.	<i>Circonstances qui aggrauent ou diminuent les crimes.</i>	180. 181. 182. 183.
<i>Chapperon, que c'est.</i>	478.	<i>Claire experience.</i>	614.
<i>des Chartres, lettres & instrumens.</i>	633. 642.	<i>de Clerc qui seroit pris, & changer d'habit en prison.</i>	719.
<i>Chasser proie sur terre d'autrui.</i>	251. 257. 258.	<i>Clercs.</i>	674.
<i>Chasse.</i>	257. 258.	<i>Clercs de Cour & Notaires.</i>	675.
<i>Chaude chasse d'un prisonnier.</i>	831.	<i>Clercs, & de leur estat.</i>	715. 722. 723. 724.
<i>Chemin Royal.</i>	497. 499.	<i>Clercs mariez.</i>	717. 724.
<i>Chepiers ou tonriers.</i>	710.	<i>Clercs qui sont cheualiers.</i>	718.
<i>Cheualerie que les seigneurs demandent quand ils mariës leur fils aisné, ou qu'il devient Cheualier.</i>	499. 500. 502.	<i>Clercs veufues, & femmes veufues.</i>	720.
<i>Cheualier ou clerc faire cession.</i>	800.	<i>Closture du sac.</i>	685.
<i>Cheualier ne doit estre procureur.</i>	45. 52.	<i>Codicilles.</i>	610. 611.
<i>Cheuaux & harnois de charruë.</i>	589.	<i>Combonneurs & recoleurs.</i>	244.
<i>Chose accreuë à autre terre.</i>	252. 259.	<i>Commandement.</i>	837.
<i>Chose donnée.</i>	340. 341.	<i>Commandement en fait de marchandise.</i>	839.
<i>Chose faicte par force, ou par peur.</i>	357. 360.	<i>dissir de Commandement de pleigerie.</i>	838.
<i>Chose faicte par le mandement d'un autre, qu'on appelle de mandato.</i>	641. 644.	<i>Comme l'aduocat ne doit faire que son office.</i>	672.
<i>Chose mobile.</i>	419.	<i>Comme le bail emporte les emolument du fief en son temps.</i>	528. 529. 539.
<i>Chose passée en force de chose iugée.</i>	767.	<i>Comme une communauté se peut assembler.</i>	795. 798.
<i>Chose vendue par execution.</i>	419.	<i>Comme le creancier se peut adresser à celui des pleiges qu'il veut.</i>	577.
<i>Chose vendue par le pupille.</i>	250. 526.	<i>Comme la dame peut renoncer aux cauteux de son mary.</i>	551. 557.
<i>Choses communes à tous.</i>	249. 256.	<i>Comme la dame peut renoncer aux hommages au profit de l'hoir.</i>	556.
<i>Choses de l'Eglise.</i>	250. 256.	<i>Comme les expatriez sont restablis en leurs biens.</i>	510. 511. 513.
<i>Choses naturelles.</i>	250.		
<i>Choses obligées tout à une fois sans estre obligées en especial.</i>	587. 594.		

T A B L E.

Comme l'homme est franc à son seigneur, puis qu'il est receu à hommage. 483. 486.

Comme on ne peut auoir quint que à cōp-
te d'hoirs. 473.

Comme un fief se peut esclucher à estran-
gers. 471. 473.

Comment Commissaires doiuent garder
le stile de la Cour. 682. 693.

Comment Dame ou Damoiselle peut fai-
re, qu'elle n'a nul droit de douaire. 561. 565.

Comment en terre de main ferme ne chet
point de bail. 528. 529. 530.

Comment l'acheteur a toutes les actions
à son achat. 393. 402.

Comment la chose d'autre ne peut estre
engagée. 588 594.

Comment la dame a douaire en tous les
siefs de son mary. 553.

Comment la Dame doit faire caution de
payer les dettes, qui prend la moitié
des meubles. 552.

Comment la Dame n'est tenue de nulle
retenue faire. 552. 558.

Comment la Dame peut partir le douai-
re contre l'hoir. 552. 557.

Comment le bail doit prester le relief
que le fief doit. 529. 531. 532. 533.
534.

Comment le bail doit rendre au pupille
sa terre en sa main luy venu en aage.
529. 530. 531.

Comment le douaire ne cesse pour le ma-
ry estre deux fois marié. 554.

Comment le seigneur par faute de rente,
ne peut toucher à douaire. 553. 558.

Comment on doit demander le quint en
temps & lieu. 469.

Comment on se deporté d'arbitrage.
696.

Comment on remancipe de soy. 572.

Comment se fait la plus saine partie d'u-
ne communauté. 795.

Comment stipulation n'a lieu. 573.

Commissaires. 675. 692. 693.

Commission de mise de fait. 567.

Commission en cas de petitoire & de pro-
priété. 201. 202. 209.

Commission en cas de paix ou d'assuran-
ce. 234.

Commission generale en cas de propriété
203.

Commission pour faire adiouner garād.
216.

Commission pour adiouner. 79.

Commune renommée. 613.

Compagnie de marchandise. 370.

Compensation en chose prestée. 376.

Compensation en deposit. 373.

Compensation, & que c'est. 322. 323.
324.

Comperage. 728.

en Complainte chacun est reputé deman-
deur & defendeur. 191. 200.

Complainte de non declarer le tilire. 193.

Complainte de nouuelleté. 87. 97.

Complainte de nouuelleté. 188. 189. 199.

Complainte en cas de propriété. 201.

Complainte en cas spirituel. 192.

Complainte sur don legataire. 192.

Complainte sur mandement Royal. 193.

Complainte sur nouuel trouble de iustice
191.

Comptables sont tenus rendre compte &
monstrer quittance. 68.

Compte rendre par le tuteur. 60. 63.

Compte rendre de l'œuvre commune.
789.

Concierges & gardes des hostels. 57.

Concussion. 179.

d'estre Condamné par follemēt user d'au-
cunes lettres. 621.

Condition de chose indeüe. 159. 168.

Condition de chose non deuë. 377. 378.

Condition par laide cause. 377. 378. 379.

Condition sine causa. 159.

Condition de mariage. 727.

Zzzzz j

TABLE.

<i>Condition des illegitimes.</i>	543. 545.	<i>par force ou par peur.</i>	810.
<i>Confiscation n'a lieu au Comté de Flandres</i>	783.	<i>Contredits & reproches de lettres.</i>	640.
<i>n'y a Confiscation en la Comté de Haynaut.</i>	783.	<i>Contrefaire le seel Royal.</i>	650.
<i>Confiscation des biens du mary.</i>	785. 786.	<i>Contrefaire monnoye d'autre seign.</i>	380.
<i>Confiscation que le bail d'aucun peut apprehender.</i>	783. 784.	<i>Contremand & exoine different.</i>	24.
<i>Coniure que c'est.</i>	19.	<i>Contremandement ou exoine.</i>	21.
<i>des Connins des bois.</i>	434.	<i>Contribution.</i>	332.
<i>Consentir ransissement par les parens.</i>	276.	<i>Contumaces & defauts.</i>	25. 31.
<i>Consentans au larcin.</i>	245. 248.	<i>Contumax en diuerses manieres.</i>	26. 32.
<i>Consentans, ou conseilans aux traistres.</i>	279.	<i>Conuent fait apres sentence.</i>	768.
<i>Consigner & sommer de la paye.</i>	592.	<i>auoir Coppie de lettres mises en preuue.</i>	624.
<i>Consigner sa dette.</i>	346. 348.	<i>Corbie President de la Cour.</i>	1366. 333.
<i>Conspiration.</i>	172. 178.	<i>Corps de ceux qui se sont tuez.</i>	286.
<i>Constitution de saint Louys sur la quarantaine.</i>	235. 243.	<i>Corruption.</i>	173. 178.
<i>Consultation d'anciens aduocats recutée par l'auteur.</i>	55.	<i>d'un Couchant sous le Roy à pur.</i>	226.
<i>Consultation ancienne touchant vñ renouy en Cour.</i>	65.	<i>Couloms & coulombier.</i>	431.
<i>Consultation ancienne touchant chose vendue par execution.</i>	419.	<i>Couloms & paons.</i>	251. 259.
<i>Consultation ancienne sur droiture composée au seigneur, de chose qui n'a sorty effect.</i>	427.	<i>Cour d'Eglise.</i>	5. 7.
<i>Consultation ancienne touchant vn illegitime.</i>	538.	<i>Cour laye.</i>	5. 7.
<i>Consultation ancienne touchant les dixmes.</i>	749.	<i>Coûstume d'Amiens, de l'Isle & de Tournessis.</i>	550.
<i>Consultation ancienne touchant la chaudi de chasse.</i>	831.	<i>Coûstume d'Amiens, d'Artois, de l'Isle & de Tournessis.</i>	554.
<i>Contend sourdant sur le quint demandé.</i>	447. 450.	<i>Coûstume d'Artois.</i>	224.
<i>Contend sur bournage.</i>	367. 369.	<i>Coûstume d'Artois & de Vermandois.</i>	528.
<i>Contestation en cause.</i>	124. 125.	<i>Coûstumes d'Artois, Amiens, Vermandois & de Tournessis.</i>	457.
<i>Continuation de cause de Parlement à autre.</i>	14.	<i>Coûstume de Chartres & d'autres lieux.</i>	416.
<i>Contracter mariage par force.</i>	726.	<i>Coûstume de Flandres.</i>	469.
<i>Contrats usuraires.</i>	644.	<i>Coûstume de Flandres, Cassel & Ternois.</i>	543.
<i>Contraindre à refaire maisons cheutes.</i>	791.	<i>Coûstume de Haynaut touchant ses obligations.</i>	151.
<i>Contraindre autrui de vendre sa tenure</i>		<i>Coûstume de Haynaut.</i>	430.
		<i>Coûstume de Haynaut.</i>	458.
		<i>Coûstume de Haynaut.</i>	469.
		<i>Coûstume de l'Isle.</i>	432.
		<i>Coûstume de l'Isle.</i>	448.
		<i>Coûstume de la Chastellenie de l'Isle.</i>	468.
		<i>Coûstume de l'Isle, & de Tournessis.</i>	552.

T A B L E.

Costume de l'Isle & de Tournefis.	563.
Costume de l'Isle.	670.
Costume de l'Isle.	818.
Costume de Mortaigne.	455.
Costume de Mortaigne.	493.
Costume de Mortaigne.	564.
Costume de Normandie.	455.
Costume de Normandie.	456.
Costume de Normandie.	489.
Costume de Normandie.	527-531-533.
Costume d'Orleans.	489.
Costume de Paris, d'Orleans, d'Anjou, & de Touraine.	326.
Costume de Paris.	328.
Costume de Paris.	416.
Costume de Paris.	460.
Costume de Picardie.	267.
Costume de saint Amand.	563.
Costume de Tournay.	448.
Costume de Vermandois.	469.
Costume de Vermandois.	547-557.
Costume de Vermandois.	550.
Costume de Vermandois.	554.
Costume de Vermandois.	563.
Costume locale touchant deux douaires sur un fief.	554.
Costume locale.	57.
Costume locale.	87-96.
Costume notoire.	6.
Crainte maritale ou reuerentiale.	557.
Creancier faire retenuë sur les choses à luy baillées en gage.	385.
d'un Crediteur qui se prend à un plege, & laisse les autres.	577.
Criees & subhastations.	413-414.
Crime d'aucis ou d'encis.	171-176.
en Crime de fausse monnoye n'y a renuoy.	281.
Crime de faulx.	179-180.
Crime fait sous haut iusticier, & sen- suir en la terre d'un autre iusticier.	225.
Crime où doit estre puny.	224.
Crime d'horesse.	172-177.
Crime de leze Majesté.	170-174.

<i>Crime de leze Majesté.</i>	651.
<i>Crime de leze Majesté.</i>	826.
<i>Crime de meurdre.</i>	171-175.
<i>Crime non capital.</i>	173-179.
<i>Crime notoire.</i>	223.
<i>Crime de rapt.</i>	171-175.
<i>Crime de sicaire.</i>	176.
<i>Crime de trahison.</i>	170-174-175.
<i>Curateurs & tuteurs aux pupilles.</i>	58-62.

 $\mathcal{D}$

D Aime on Damoiselle comment peut
renoncer aux meubles, & aux
dettes de son mary. 803-805.
Dame quitter son douaire apres la mort
de son mary. 551.
Dame qui auroit douaire, soy mesurer
aucunement. 553-558.
Dame ne perd son douaire. 551.
Dettes de fisc. 826.
Dettes du Roy. 656-662.
comme on se peut traire aux Dettes de
son detteur. 825.
Detteur auoir vn mantel affublé. 799.
Du detteur laisser à son creancier, ce que
deu luy est. 612.
le Detteur venir au decret bailler. 411.
sa Dette muer. 147-
sa Dette vendre. 147-151.
Dedier Eglise ou place. 250-257.
Default ne se donne contre le Procureur
du Roy. 30.
Default ne se donne contre le Procureur
du Roy. 680.
Default à ouïr droit. 28.
Default apres demande faicte. 30.
Default apres iour de veuë. 27.
Default à voir iurer tesmoins. 30.
Default en cas d'opposition. 28.
Default en matiere d'execution. 32.
Default en Parlement. 29.
Default obtenu contre l'homme mort. 31.
Default sur demande d'assurance ou de
tréues. 58-60.

ZZZZZ 29

T A B L E.

Defaut de l'adiourné en complainte.		Demande sur trouble de simple saisine.	
194.		104.109.	
Defauts & contumaces.	25.31.	Demander à aucun deux fois une dette.	
Defauts en cas d'appel.	26.31.	808.809.	
Defauts en commune querelle.	25.	Demander aucune chose au bail ou au	
Defêse à demâde en cas de propriété.	206.	pupille.	520.
Defenſe au prisonnier pour cas de crime.		Demander compte contre un qui ne se-	
230.242.		roit habile.	371.
Defenses à demande de meubles.	132.133.	Demander respit pour respondre à un ar-	
Defenſe en cas de garantie.	217.	ticle.	684.
Defenses diuerſes contre plusieurs sortes		comment le Demandeur du don doit de-	
de demandes.	125.126.127.128.	clarer par quelle maniere il demâde.	611.
Defenses en causes.	125.	Demeurer en une cêse outre le terme.	380.
Defenses en complainte de nouuelleté.		Deniers non nombrez en vente d'herua-	
198.		ge.	361.
comment on Deffait la vente qui est fai-		Deniers prestez on chose en garde.	337.
cte.	395.403.	Denonciation de nouuel œuvre.	827.828.
Deflorations de vierges.	730.735.	829.830.	
Degrez de gendre.	475.	Denonciateur.	237.
Delay pour absence de conseil.	41.	Depost qu'on appelle mettre en garde.	
Delais d'aduiz, de conseil, & d'appenſe-		372.374.	
ment.	38.39.40.	Derobier les ſepulturas des morts.	737.
Delais de garant.	215.	Desconfiture.	154.164.332.
la Delegation expire par cause de ſuſpe-		Descontenger l'heritage.	455.
ction.	665.	De ceux qui se deſeſperent.	272.273.286.
Delegation, ceſſion & vente de dette.	151.	Deſpoir fait en Cour laye.	274.
Delegateur mort.	664.	Deſheriter son enfant par teſtament.	
Delegateur r'appeller le deleguê.	665.	604.609.	
Deleguê prononcer ſa ſentence.	665.	De non iuger deſpens aduenir.	768.
Delict comis par accouſtumâce.	182.185.	Difference des meubles, cateuls, & heri-	
commet en Delict ceſſion n'a lieu.	801.803.	tages.	429.
faire Delict à trente pieds près de l'Egli-		Difference entre meubles & non meubles.	
ſe ſans entrer dedans.	740.	433.	
De nō deliurer la marchâdiſe faite.	397.	Differences des fiefs.	479.483.
Demande de l'accuſateur contre celui		Diminution des fermes & loûages.	381.
qui ſeſt mis à purge.	230.242.	Dire à l'Aduocat inure.	672.
Demande de pere contre ſon ſils mineur.		Dire au pupille diſſame.	523.526.
518.524.		Diſmes.	745.756.751.
Demâde ſur infraction de iuſtice.	103.108.	Diſmes ſont inalienables.	747.
Demande ſur nouuelleté.	105.	Diuerſité des teſmoins.	626.632.
Demande ſur trouble de iuſtice.	103.108.	Diuiſion de Iuriſdiction.	8.18.
Demande ſur trouble de propriété.	105.	Diuiſion des choſes.	249.255.
109.110.		Diuorce volomaire.	725.
Demande ſur trouble de ſeruage.	104.	Diuorces & ſeparations de mariage.	728.
108. & 109.		733.734.	

T A B L E.

<i>Divorce entre mariez.</i>	316.	<i>Droit en la chose.</i>	45.
<i>Dol ou mauvais engin.</i>	359.360.	<i>Droit escrit.</i>	3.
<i>Dollequin pour petite doloüere ou ba-</i>		<i>Droit & de ses preceptes.</i>	2.
<i>chette.</i>	859.	<i>Droit haineux.</i>	3.
<i>Domage aduenu aux faiseurs d'au-</i>		<i>Droit naturel.</i>	3.4. & 5.
<i>truy besongnes.</i>	355.	<i>Droit non escrit.</i>	3.
<i>Domage au pleige.</i>	579.	<i>Droits aux Eglises appartenans.</i>	741.
<i>Domage que beste peut commettre.</i>	263.		744.
265.270.		<i>Droits aux pupilles.</i>	648.
<i>Don d'Empereur Ju de Prince.</i>	336.	<i>Droits des chemins & voiries.</i>	497.498.
<i>Don deuant fiancer & espouser.</i>	327.	<i>Droits Royaux.</i>	646.658.
<i>Don de pupille.</i>	521.	<i>Droit de confiscation.</i>	780.785.
<i>Don fait en faueur de mariage.</i>	325.	<i>Droit de vensue.</i>	560.565.
329.		<i>Droit de viuelotte.</i>	559.564.
<i>Donation entre vifs.</i>	325.329.	<i>Droiture composée au Seigneur, & puis</i>	
<i>Donation & vente ensemble.</i>	392.401.	<i>non faire le uerper.</i>	426.
402.		<i>Duel.</i>	288.
<i>Donation mutuelle.</i>	566.569.		E.
<i>Donation pour cause de mort.</i>	325.329.		
<i>Donation selon droit escrit.</i>	327.	<i>Economie.</i>	1.
<i>Donner à femme en fiançailles.</i>	327.330.	<i>Edifier au preiudice de la Ville.</i>	
331.			788.
<i>Donner à ses enfans à l'un plus qu'à l'au-</i>		<i>Edifier sur autrui.</i>	318.321.
<i>tre.</i>	665.	<i>nul ne doit edifier à quinze pieds pres de</i>	
<i>Donner au Clerc ou tesmoins.</i>	600.608.	<i>l'Eglise.</i>	791.
<i>Donner en testament chose litigieuse.</i>	390.	<i>des Eps ou monches à miel.</i>	251.258.
<i>Donner le gage en gage.</i>	601.	<i>Eglises, & des choses qui leur appartiennent.</i>	735.743.
<i>Donner l'v'susfruct à aucun.</i>	363.365.	<i>de soy rendre à l'Eglise.</i>	736.
<i>Donner plus à l'un des enfans qu'aux</i>		<i>l'Eglise est refuge aux delinquans.</i>	737.
<i>autres.</i>	438.		744.
<i>Donner paroisse en monastere.</i>	737.	<i>de soy mettre à l'Eglise pour dette ou</i>	
<i>Donner terre à autre.</i>	367.	<i>doute de pleigerie.</i>	741.
<i>Donations.</i>	325.	<i>mettre son sing en l'Eglise.</i>	789.791.
<i>Donations de mariage.</i>	727.	<i>Emancipez.</i>	570.572.
<i>Donations mutuelles.</i>	328.	<i>Emancipez auant partage.</i>	440.447.
<i>Donations que mariez se font constant</i>		<i>Empescher la farteresse de la ville.</i>	789.
<i>leur mariage.</i>	566.569.	<i>Emphyteose.</i>	383.384.
<i>Dons donnez à plusieurs enfans.</i>	439.	<i>Emprunt fait pour pupilles.</i>	838.
<i>Doüaire & de sa prouision.</i>	563.	<i>Enchanteurs & inuoqueurs de diables.</i>	
<i>Doüaire que la femme vensue peut auoir</i>			282.292.
549.556.		<i>Enfant desoluz & de soluz.</i>	542.
<i>Doüaires.</i>	647.	<i>Enfant illegitime.</i>	540.541.544.545.
<i>Droit diuisé en sept sortes.</i>	3.	<i>Enfans adulterins.</i>	547.
<i>Droit à la chose.</i>	35.	<i>Enfans de poeste auoir.</i>	462.
<i>Droit commun.</i>	3.8.		

T A B L E.

<i>Enfans auortez.</i>	548.	<i>Ethique.</i>	1.
<i>Enfans au trahistre.</i>	279.	<i>Exception declinatoire.</i>	74-76.
<i>Enfans d'homme de poëste.</i>	458.	<i>Exception de pecune non nombrée.</i>	522.
<i>Enfans d'un mariage separé.</i>	731.	<i>Exception de plus demander.</i>	85.
<i>Enfans d'un Gentil-homme.</i>	458. 462.	<i>Exception dilatoire.</i>	78-80.
<i>Enfans leuer ensemble.</i>	729.	<i>Exception peremptoire.</i>	82-83. 84.
<i>Enfans mariez.</i>	460.	<i>Exception de plus demander.</i>	341-344.
<i>Enforceurs de femmes.</i>	276. 289.	<i>Exception de prendre par aucun autre hoirie.</i>	450. 452.
<i>Engager aucune chose.</i>	384-385-386.	<i>Exception de privilege de censure.</i>	74.
<i>Engager autrui chose par barat.</i>	588.	<i>Exception que la Déité peut auoir sur la renonciation aux teneux de son mary.</i>	551.
<i>Engager le gage à autre par faute de payement.</i>	591.	<i>Exceptions des adiournez & defendeurs.</i>	73-75-76.
<i>Engager la tenure de sa femme.</i>	822. 824.	<i>Exceptions de trois sortes, & comme on les doit proposer d'ordre.</i>	73-76.
<i>Enquête & dans quel tēson la faicte.</i>	80.	<i>Exceptions declinatoires diuerses.</i>	75.
<i>Enquête faicte à l'Isle.</i>	455.	<i>Executer pour dette payée.</i>	810.
<i>de soy faire Enterrer en l'Eglise.</i>	741.	<i>Executeurs testamentaires.</i>	71. 72.
<i>Erreur de compte.</i>	353-354.	<i>Executeurs testamentaires.</i>	609.
<i>Escheances de ligne.</i>	455.	<i>Execution testamentaire.</i>	90-100.
<i>comme Escheance par aduenture se diuise en trois parties.</i>	456.	<i>Execution de despens.</i>	769.
<i>Escherpelerie ou violence.</i>	171. 176.	<i>Execution des sentences.</i>	767.
<i>Esclichement de fief.</i>	446.	<i>Execution sur quels biens se doit faire.</i>	768.
<i>Escolliers de Paris.</i>	74-75-77.	<i>Excommuniez.</i>	42-43.
<i>Escrire d'autrui par chemin, ou peindre sur autrui toile.</i>	254-261.	<i>Excommuniez.</i>	756-767. 761-762.
<i>Escrire la paye au dos de sa lettre.</i>	346.	<i>Exemples de diuerses pactions.</i>	295-296.
<i>Escrire par faicts contraires.</i>	113.		297-298-299.
<i>Escrire par intendu.</i>	113.	<i>Exercuteurs & instituteurs.</i>	56-57.
<i>Escrire par memoires.</i>	112.	<i>Exoine & contremand different.</i>	24.
<i>Escriptures des Aduocats.</i>	122-123.	<i>Exoine de guerre.</i>	24.
<i>Ecrits donnez par le Prince ou par Commitimus ou autrement.</i>	637-643.	<i>Exoine ou contremandement.</i>	21.
<i>Esposailles clandestines.</i>	726.	<i>Exoine du pleige.</i>	580.
<i>Esposailles de futur.</i>	726-733.	<i>Exoines à recevoir.</i>	21-24.
<i>Esposées comme estoient vestnēs.</i>	471.	<i>Exoines non receuables.</i>	22-24.
<i>Estrayere pour confiscuee.</i>	454.	<i>Exoines que peuent auoir les adiournez en la veruē.</i>	268.
<i>Estre banny de la terre.</i>	512.	<i>Expatriē estre banny luy estant hors.</i>	512.
<i>Estre en adultere.</i>	729.		
<i>Estre en droit sur peine.</i>	579.		
<i>Estre mis en l'Eglise pour cas dont on ne pense à estre adiournē.</i>	740.		
<i>Estre outre la mer.</i>	512.		
<i>Estre prins par les ennemis.</i>	512.		

F.

F *Aicis sur saluations.* 829.
Faire chose contraire à l'Eglise, ne à chose

T A B L E

chose qui y soit à refuge.	740.
Faons.	254.262.
Fausfaires.	283.292.
Fausse monnoye.	180.
Fausser lettre ou sing Royal.	650.
Fausse lettres soy vanter.	620.
auoir Fausse mesures.	269.
Faire fausseté par l'Advocat.	672.
Faux libelles & lettres diffamatoires.	284.293.
Faux monnoyeurs & porteurs de billon.	280.291.
Faux monnoyeurs.	650.
Faux tesmoins.	627.633.
Felannie du Seigneur vers son suiet.	269.
Felannie du suiet enuers son Seigneur.	271.722.
Femme ne peut prendre fils adoptif.	539.
Femme n'est receüe à exercer la charge de procureur.	45.
Femme contre son mary.	624.632.
Femme destourner & prendre les biens de son mary.	567.570.
Femme emprisonner.	711.
Femme marier.	42.43.
Femme obliger.	821.824.
Femme obliger gage pour autre.	592.596.
Femme payer pour autre sans pleiure.	822.
Femme qui oste & destourne ses biens.	246.248.
Femme soy remariar.	726.732.
Femme veufue qui se remarie, & ne pourchasse tuteur à ses enfans.	587.
Femme qui meurt auant l'homme ayant alleux.	459.
Femme qui se tient contente parmy son mariage.	440.444.
Femmes.	674.
Femme n'a que son donaire en fief, ou en terre d'alluex.	459.462.
Femme ne peut pleiger.	577.
Femme ne se peut obliger pour autre valablement.	822.

Femmes ne peunēt estre emplaicées pour leurs maris.	823.824.825.
d'ouir son Frere à tesmoin.	629.
Fief (branché & desseuré.	422.
Fief acquesté.	555.
Fief de moindre d'ans.	493.498.
Fief de Sergenterie.	493.
Fief donne au mary.	554.559.
Fief tenir par moyen.	484.487.
Fiefs acquestez par mariage.	459.463.
Fiefs estans à plusieurs enfans.	446.450.
Fiefs, & de leur origine.	480.
Fiefs qui doiuent auoir herbergages sur les lieux.	501.503.
Fiefs ne se partissent.	458.
celuy qui achete Fief doit faire rapport.	515.
Fief ne peut remonter.	447.
Fief en quel temps peut & doit estre quinte.	446.
Fideiussur de mineur.	525.
Fils adoptifs.	535.537.
Fils messaire ayant dignité.	823.
Fils non emancipé.	442.
Fille mariée ayant eu don, qui demande quint de fief.	447.
ieune Fille en garde de tuteurs.	276.289.
Fils n'accuse son pere, ny le frere son frere.	285.294.
le Fils represente son pere en succession.	455.
Finances sur acquests nouueaux.	657.
Fins de non recevoir.	132.
Fist selon droit escrit.	779.784.785.
Flastrir ou marquer au visage.	871.
Fleunes.	252.
Foires de Champagne & de Brie.	75.
77.	
Foires de Champagne.	137.141.
d'un Fol entre autres enfans.	460.
Forclusions apres contestation.	32.
Forme de la cedula de la vente.	410.
Forme de la lettre pour estre receu à se purger.	227.
Forme de faire rapports.	515.

A a a a a

<i>Forme de mesurer terres.</i>	367.369.	<i>Frere qui dōne à sa sœur aucun don sans</i>	
<i>Forme de mettre Dame ou Damoiselle en</i>		<i>quitter son quint.</i>	447.
<i>son douaire.</i>	567.570.	<i>Fruits.</i>	432.
<i>Forme des procès, sentences & executions</i>		<i>Fruits de la chose vendue.</i>	419.420.423.
<i>de iustice.</i>	763.764.765.771.772.		424.
<i>Former sa demande en Cour.</i>	101.	<i>Fruits de la chose vendue à qui appar-</i>	
<i>Formulaire d'articuler raison de droit.</i>		<i>tiennent.</i>	419.420.423.424.
187.		<i>Furieux.</i>	674.
<i>Formulaire de commission de simple sai-</i>		<i>Furieux & pupilles.</i>	42.
<i>sine.</i>	111.	<i>Furt, ou larcin.</i>	173.178.
<i>Formulaire de complainte de nouvelle-</i>			G.
<i>ré par escrit.</i>	196.	<i>G Age & hypothèque.</i>	386.
<i>Formulaire de defences par escrit.</i>	128.	<i>Gage mis en autre main.</i>	587.594.
<i>Formulaire de demande.</i>	102.	<i>Gage perdu par le gageur.</i>	587.
<i>Formulaire de demande responsive aux</i>		<i>Gages baillez en nant pour dette deni.</i>	
<i>conclusions contraires.</i>	114.		585.592.
<i>Formulaire des lettres de Baillifs.</i>	65.	<i>Gage n'a prescription.</i>	385.
<i>Formulaire des lettres des Marguil-</i>		<i>Qu'on ne doit empirer gages.</i>	385.386.
<i>liers.</i>	71.	<i>Gain de l'Advocat.</i>	672.
<i>Formulaire de lettres de tutelle.</i>	61.64.	<i>Gain des emancipez.</i>	440.
<i>Formulaire des lettres du pouvoir des re-</i>		<i>Garand contumacer.</i>	212.
<i>censeurs.</i>	68.	<i>Garand en cas personnel.</i>	214.
<i>Formulaire de libelle en cas de propriété.</i>		<i>Garand en chose prescrite.</i>	217.221.
204.		<i>Garand en nouvelle sé.</i>	195.
<i>Formulaire d'obligation.</i>	145.150.	<i>Garand formel & garand simple.</i>	220.
<i>Formulaire de procuration bien ample.</i>		<i>Garand non comparant.</i>	213.
46.53.		<i>Garand non promis à faire.</i>	218.221.
<i>Formulaire du pouvoir des Serges.</i>	69.70.	<i>Garand ou non garand.</i>	213.
<i>Formulaire du pouvoir des Sergens.</i>	670.	<i>Garand sommer en iugement.</i>	212.213.
<i>Fornication.</i>	730.		214.217.
<i>Fortune d'or.</i>	652.	<i>son Garand nommer par nom.</i>	225.
<i>Fortunes aduenues sur la chose de l'em-</i>		<i>Garand n'a lieu en chose confisque qui</i>	
<i>phyteuse.</i>	383.384.	<i>se vend.</i>	214.220.
<i>Four d'une maison.</i>	437.	<i>Garantie promise à faire.</i>	213.
<i>Fournissement de complainte.</i>	122.	<i>Garantie sur chose vendue.</i>	212.213.219.
<i>Fouq pour delict, domage & interest.</i>	506.	<i>Garde de ieune fille.</i>	276.289.
<i>Fouq pour troupe, assemblée ou compa-</i>		<i>Gardes des hostes & concierges.</i>	57.
<i>gnie.</i>	796.	<i>Gardes des pri-ons.</i>	710.714.
<i>Frais faicts par procureur.</i>	837.	<i>Gardes Royaux.</i>	650.660.
<i>Franc homme.</i>	486.	<i>Gardes de prison ce que doiuent faire.</i>	712.
<i>Franches veritez tenues pour cas offe-</i>		<i>Garde de la prison & de sa caution.</i>	711.
<i>ci-il.</i>	269.	<i>Gebenne, & pour quels cas on y pent mer-</i>	
<i>Franchise des bourgeois.</i>	793.717.	<i>tre l'accusé.</i>	228.229.240.245.242.
<i>d'auoir acquis Franchise.</i>	788.	<i>Gelines, coqs & chappons.</i>	252.259.
<i>Frere Germain, & demy-frere.</i>	446.449.		

TABLE.

<i>Geoliers, touriers, ou chepiers.</i>	710.	<i>Homme auoir effousé deux femmes.</i>	727.
<i>Messire Gilles le Bescot President de la</i>		<i>Homme de serue condition.</i>	42. 43.
<i>Cour. 1373.</i>	195.	<i>Homme faire dommage à autre.</i>	266.
<i>Goiliard que c'est.</i>	717.	<i>Homme nō feodal ferir son Seigneur.</i>	270.
<i>Grace faicte à un an.</i>	807.	<i>Homme qui auroit fief & enfans.</i>	459.
<i>Graduation de consanguinité selon Iustis-</i>			463.
<i>man & droit civil.</i>	467.	<i>d'Homme qui ne tiendroir en fief.</i>	527.
<i>Grain vendu à iour.</i>	420.	<i>Homme dissiper ses biens.</i>	730. 734.

H.

H Appét que c'est.	133.	Val. ahlements	209.
H erbergage ou herbergement.	503.	H oste logé qui a pris les clefs, & puis les a rendues.	374.
H eritage de mineur.	409.413.	ch oses que l'Hoste baille à l'hostel quand il se loge.	373.375.
H eritage de mineur vendu par luy avec pleige.	519.525.	H oureur, ou boulier.	506.
H eritage que le Seigneur peut retraire par faute de service ou de rente non payée.	501.503.	J.	
H eritages.	429.435.	I ardin faire pres l'un de l'autre.	792.
H eritages amortir.	654.	M. Jean Canart Aduocat du Roy en Parlement.	681.
H eritages du Roy.	650.	J ean Canart Chancelier de Bourgongne.	419.
H eritages escheans à plusieurs enfans, & partage sur ce.	445.449.	M. Jean Daillous Aduocat du Roy en Parlement	1374. 814.
H ereres.	761.763.	I llégitimes.	537.538.539.544.
H erese ne doit estre Aduocat.	761.	I ncredule ou Iuisf.	42.43.
H eritiers par benefice d'innuetaire. 90.100. estre en Hierusalem.	512.	I ncredules.	728.
a pprehender Hoirie par benefice d'innuetaire.	451.452.	I nfames.	674.
m uer Hoirie par condition.	306.310.	I niure atroce.	815.
v enir à Hoir de hoirs.	459.	I niure dire au Ingo.	814.
H oirie d'autre comme on peut apprehender sans peril de dettes.	451.452.	I niure dire à autre.	266.271.
H oirs aux testateurs.	618.	I niure par chandecolle.	814.
H oirs aux testateurs.	629.	I niures qui se font & dient l'un à l'autre.	813.816.817.
H oirs comme sont tenus, ou non, des mesfaits de leur predecesseur.	826.827.	I niurier sa lettre.	147.
H omicide en champ de bataille.	375.288.	I nquisition de verité des delicts.	274.
H omicide par aduventure.	275.287.	I nstituteurs & exerceurs.	56.57.
H omicide par comãdemet de iustice.	275.	I nstruction des procès criminels.	221.
H omicide sur larrons.	275.	223.224.225.226. & suynans.	237.238.
H omicide sur fornication.	275.	I nstrumens & autres munimens en preu-	ne.
H omicides.	274.287.		633.642.
H omme de loy que c'est.	28.		

J.

I Ardin faire pres l'un de l'autre.
1792.
*M. Jean Canart Aduocat du Roy en
Parlement.* 681.
*Iean Canart Chancelier de Bourgon-
gne.* 419.
*M. Iean Daillous Aduocat du Roy en
Parlement 1374.* 814.
Illegimes. 537-538. 539-544.
Incredule ou Iuif. 42-43.
Incredules. 728.
Infames. 674.
Iniure atroce. 815.
Iniure dire au Iuge. 814.
Iniure dire à autr. 266-271.
Iniure par chaude colle. 814.
Iniures qui se font & dient l'un à l'autr.
813-816-817.
Iniurier sa lettre. 147.
Inquisition de verité des delict. 274.
Instru& exercitours. 56-59.
Instruction des procés criminels. 221.
223. 224-225. 226. & suyans. 237-238.
*Instrumens & autres munimens en preu-
ue.* 633-642.

Ассалому алейкум

<i>Intendit ou article accorder.</i>	186.	<i>Laps de temps n'a lieu en erreur.</i>	353.
<i>Interdire mariage.</i>	527.	<i>Laps de temps n'a lieu en beſoignes fai-</i>	
<i>Interdit ou trouble ſur nouuel auure.</i>		<i>ctes.</i>	356.
827.828.829.		<i>Larrecin.</i>	244.247.
<i>Interdits & diuerſes ſortes d'iceux.</i>	169.	<i>Larrecin ou furt.</i>	173.178.
<i>L'intereſt que doit auoir celuy qui ſa</i>		<i>Larrecin fait par la maiſnie ou famil-</i>	
<i>choſe a perdue.</i>	373.	<i>le.</i>	374.
<i>Interruption de procès.</i>	89.99.	<i>Larrecin par pauvreté.</i>	246.249.
<i>Ioindre ſon cheuran à autre.</i>	254.260.	<i>Larrecin particulier.</i>	245.
<i>Iongleur que c'eſt.</i>	717.	<i>Legataire qui uſe du benefice de miſe de</i>	
<i>ſe louer à la beſte.</i>	263.	<i>fait.</i>	91.100.
<i>ſon louer à beſte qui ſiert.</i>	264.	<i>Legater à aucun choſe qui à autre ſeroit</i>	
<i>Louer par ſouffrance.</i>	338.		605.
<i>Jours assignez aux parties par les Com-</i>		<i>Legater à l'enfant qui eſt encores au ven-</i>	
<i>miſſaires.</i>	684.	<i>tre de ſa mere.</i>	613.619.
<i>Juge comme doit recevoir l'Advocat à</i>		<i>Legater à ſa fille. & puis luy donner le lais</i>	
<i>ſerment.</i>	672.	<i>à ſon mariage.</i>	613.
<i>Iſnelleté pour egalité.</i>	442.	<i>Legater à un ſeul aucune choſe. & à un</i>	
<i>Juge Royal.</i>	14.	<i>autre partie d'icelle.</i>	601.
<i>Juges & aſſeſſeurs.</i>	675.	<i>Legater dette qui ne ſoit deuë.</i>	603.
<i>Juges deleguez.</i>	664.690.	<i>Legater d'hoir en hoir.</i>	601.608.
<i>Juges & Officiers du Roy.</i>	653.	<i>Legateur vendre ſon den.</i>	600.608.
<i>Juges. & quelles perſonnes le peuvent e-</i>		<i>Choſe legatee par deux teſtateurs.</i>	612.
<i>ſtre ou non.</i>	663.689.		619.
<i>Juges ingezans à ſemonce du Seigneur.</i>	13.	<i>Legs ou don fait au pupille.</i>	60.
<i>Le Juif baille caution du juge comme e-</i>		<i>Legitime.</i>	610.
<i>ſtranger.</i>	43.	<i>Legitimer un baſtard.</i>	657.662.
<i>Juiſ & des Sarraſins.</i>	760.762.	<i>Lettres approuuées ou non.</i>	621.631.
<i>faire Jurer les teſmoins, & de les inter-</i>		<i>Lettres contraires les unes aux autres.</i>	
<i>roger.</i>	625.		621.
<i>Juriſdiction commiſe & deleguée.</i>	9.	<i>Lettres de regales en latin.</i>	655.
<i>Juriſdiction naturelle.</i>	9.	<i>Lettres de reſpit.</i>	806.807.
<i>Juriſdiction, & que c'eſt.</i>	8.12.	<i>Lettres & instrumens publics.</i>	614.
<i>Juriſdiction ordinaire.</i>	8.	<i>Lettres obligatoires.</i>	86.94.95.
<i>Juſtice. definition d'icelle.</i>	4.	<i>Lettres miſes en fait de preuue.</i>	629.
<i>Juſtice. vertu Politique.</i>	4.	<i>Lettres parlans ſous le nom d'autre que</i>	
<i>Juſtice fonciere.</i>	584.	<i>de l'acheteur.</i>	420.424.
		<i>Lettres paſſées dont aucun vendroit a-</i>	
		<i>voir venue.</i>	622.
		<i>Lettres perdues.</i>	621.
		<i>Lettres ſur ſeël priné.</i>	632.
		<i>Lettres ſur ſeël Royal.</i>	652.660.661.
		<i>Lettres ſous ſing priné.</i>	615.
		<i>Lettres. chartres. instrumens, & autres</i>	
		<i>manumens en preuue.</i>	623.642.

L

Lais ne doiuent ſoir au cœur de
l'Egliſe durant l'office. 737.
Lais. & de la maniere de legater en te-
ſtament. 611.618.
Langoureux & ſur-aagez. 519.513.

*Lettres & obligations qui se font sur le
feul de baillie. 638. 643.
faire double entendre contre une Lettre.
388.
l'un, soy aider de Lettres par preuve, &
l'autre par tesmoins. 621. 631.
en quel temps Lettre s'expire. 639.
en quoy lettres valent plus que tesmoins.
623.
Liberation de dettes. 345. 348.
Lieux profanes. 743.
Lignage direct ou collateral. 455.
Litige. 389. 390.
Litiscontestation, & que c'est. 123. 124.
Litiscontestation par escrit. 124.
Location de maison & autres choses. 379.
381.
Louer aucune chose de celuy qui la tient
à vie seulement. 381. 383.
Louer à un, & puis à un autre. 380.
Louer son usufruit à autre. 363.
Louer terre à autre. 380.
Lotz & ventes. 427.*

M.

Main-levée de biens ou de corps. 80. 82
*Maintenue en complainte. 199.
Maisonie, ou famille faire larcin. 374.
Maison louer. 579.
Maisonner d'autrui matiere. 253. 260.
Maison qui durant la vente va à ruine.
421. 424.
faire maison des murs de la ville. 791.
faire de sa maison place uide. 791.
Mal parler du Prince. 180.
Mamburnie, que c'est. 440.
Manans es villes & citez. 795. 798.
Mandement impetré. 85. 94.
de Mander à autre qu'il face pleigerie
pour luy. 580.
Mander par le pleige à faire proces à
son pleige. 581.
Maniere d'examiner tesmoins. 627.*

*Maniere de faire chasse à veuë d'œil,
qui donne cause de poursuivre le pri-
sonnier. 830. 831. 832.
Maniere de faire hommage. 478.
Maniere de faire son proces verbal. 688
Maniere de mestre l'heritage à vente.
409. 413. 414.
Maniere de muor obligation. 343. 345.
Maniere de poursuivre despens. 770.
Maniere de renoncer aux menbles. 804.
Maniere de desesperoir. 274.
deux Manieres de possessions. 334. 339.
autre Maniere de pleigerie. 577.
Trois manieres escheans en succession. 455
par quelle Maniere d'ame ou d'amoïel-
len'a douaire, ne droit de le deman-
der. 554. 558.
plusieurs Marchands achetans denrées.
370.
Marchands & des marchandises. 786.
787. 788.
Marescauchées ou mareschaussées pour
estables. 431.
Marquilliers, & que c'est. 70 72.
Mariage de serf. 727.
Mariage entre gens de lignage. 727.
Mariages. 724. 731. 732.
Mariages des mescaux ou ladres. 727.
Marier malgré la femme. 725.
Mariez ne se peuvent rien donner. 328.
Mary donner à sa femme. 601.
Mary engager les choses de sa femme.
821.
ce qu'il faut faire au Mary touchant les
choses de sa femme. 807. 808.
le Mary ne peut forfaire chose qui vien-
ne de par sa femme. 823.
Mary est administrateur des biens de sa
femme. 807.
le Mary ne peut estre tuteur de sa femme
58. 63.
les biens du Mary ne sont compris pour
meffait de sa femme. 823.
de Matiere d'autrui faire œuvre au-
cune. 253. 260.*

A a a a a iij

T A B L E.

faire partie de sa Matière & partie d'autre.	253. 260.
Mauvais engin, ou dol.	359. 360.
Membre court ou débilité.	728.
Mengeurs, que c'est.	234.
Mère qui demanderoit la nourriture de ses enfans.	357.
Meſeaux joint ladres ou lepreux.	727.
Mettre à rente à aucun une partie de ſon ſief.	479.
Mettre le nom de la femme eſ lettres d'a- chat.	398.
Mettre ſes biens à l'Egliſe.	739.
Meuble.	429. 434.
Meurdrés.	277.
Mineur.	675.
Mineur, dans quel temps doit demander reſtitution.	518. 525.
le Moindre d'ans peut faire adiourner ſon bail luy venu en aage pour r'aſoir le ſien.	530. 532.
Moine ne peut eſtre procureur.	45.
Monnoyeurs du Roy.	74. 77.
Monopole.	172. 178.
Mont, que c'eſt.	439.
Montes, que c'eſt.	520.
Mort au pupille.	529.
Mort d'un d'entre pluſieurs deleguez.	665.
ſe faire Mort pour ſon ſils.	438.
Mort-gage.	458. 462.
Mortgage laiſſé à l'Egliſe.	458.
Mouches à miel, ou ceeps.	251. 258.
Moulins à eau.	431.
Moulins à vent.	431.
Mourir deuant meurſon.	254. 261.
Muer ſa dette à autre.	576. 583.
Muer ſa dette ſans partie.	342. 345.

N.

N Aurer l'homme sa femme. 730.
 N ceux qui N aurent ou iniuriēt apres
 que p aix aurois este faicte. 819. 824.
 N enuē, ou nepins pour peius fils. 441.

Nier argent à luy payé. 810.
Nier aucun meffait. 811.
Nier dette efcrite de fa main. 810.
Nobles, & leurs delictes. 656. 662.
mettre fon Nom en l'œuvre publique. 789
*Nombre des feigneurs de Parlement &
des Enquestes.* 854.
Nonciation de nouuel œuvre. 87-97.
Notaires & clerks de Cour. 675.
Notaires & Tabellions. 701. 702. 703.
Nouales. 749-751.
Nouation de dette. 146. 151.
Nouation des dettes. 342. 344. 345.
Nouation ou mutation de dette. 576.
583.
Nouveau peage. 406-408.
Nouvelleté, & de fix manieres d'icelle,
190. 199.

Q.

O Bieſſets contre teſmoins. 615. 616.
617.
Obligation contre bonnes mœurs. 135.
Obligation contre piſſé naturelle. 135.
Obligation de choſe impoſſible. 135.
Obligation d'hypothèque. 137. 141.
Obligation de mortgage, & que c'eſt. 138.
139. 142.
Obligation en eſpecial. 136.
Obligation ex quaſi maleficio. 135.
Obligation par malefice. 135. 140.
Obligation pirovable. 143. 149.
Obligation par preſt, nampſ ou garde.
145. 150.
Obligation ſans ſtipulation. 840.
Obligation ſolidaire. 142. 148.
Obligation ſur biens meubles. 136. 140.
Obligation ſur heritages. 136.
Obligations de diuerſes ſortes. 143. 144.
149.
Obligations. 134. 139.
Obligations par contract. 134. 139.
Obligations en particulier. 142. 148.
Obligations ex quaſi contractu. 134.

Obligations sous seel de baillie. 638. 643.
 Obliger biens aduenir. 589. 595.
 Obliger gages en especial & en general. 586.
 Obligation r'auoir ou la lettre. 346.
 s'Obliger à la peine d'aucune femme. 822.
 estre Obligé ou condamné. 825.
 plusieurs Obligez ensemble solidairement. 314. 317.
 Observance commune. 7.
 Occire le larron emblant. 246. 248.
 faire Occire un homme pour argent. 739.
 Oeuvres faictes en la chose publique. 788.
 790.
 Oeuvres faictes en la chose priuée. 791.
 792. 793.
 l'Office du tuteur à l'entrée de la tutelle. 60. 63.
 Officiers acheter robes ou ioyaux. 396.
 Officiers de iustice. 665.
 Officiers du Roy. 74.
 Officiers & seruiteurs Royaux. 650.
 Officiers Royaux. 225.
 Officiers vendre les choses absconsément. 395.
 Officiers que doivent iurer. 210.
 Oppositions. 421.
 Ordonner à ses enfans en testament. 604.
 M. d'Orgemont Chancelier de France. 1417. 817.
 Orphanes & pupilles different. 61. 63.
 Ouvrage fait au preiudice d'autre. 197.
 Oyes & canards sauvages. 252. 259.

P.

Paction. 295. 307.
 Paction nuë. 841.
 Paction sur escheance à venir. 297. 303.
 Paction sur participation de marchandie. 370.
 Pactions qui ne sont à tenir. 300. 304.
 305.
 Pairs de France. 12. 9.
 Paix, trefues & assurances. 648.

660.
 Paons & coulons. 251. 258.
 Parchonnier & aumosnier. 600.
 Parchons & r'apports. 439. 444.
 de Noffesgneurs de Parlement. 853.
 Parlement quand commence. 10.
 Par simple parole on ne mouë point la lettre. 342. 343.
 Parricide. 171. 176.
 Partie non contente que tesmoins fissent serment en son absence. 678.
 une Partie d'igente & l'autre non. 681.
 Parties ordonnées à escrire en faictes contraires. 764.
 Payer ce qu'autre doit. 345. 346.
 Payer ce qu'on pensoit deuoir. 377.
 Payer par malengin. 377. 379.
 Payer pour autre. 346.
 Payer une dette & non toute par oubliance. 347.
 Peages comme furent mis sus. 405. 407.
 Pecune non nombrée. 87. 88. 98.
 Peine d'accuser autruy de crime à iustice. 869.
 Peine d'adultere contre les femmes. 872.
 873.
 Peine d'assaillir autruy sur son lieu. 868.
 Peine d'assassinat. 821.
 Peine de celuy qui est enseigné ou marqué. 871.
 Peine de couper à autre un membre. 869.
 Peine des desesperez. 869.
 Peine d'empescher le malade à la mort. 868.
 Peine d'estre Sodomite. 870.
 Peine de faire meurdre. 867.
 Peine de femme qui meffaiet. 871. 872.
 873.
 Peine de frapper une femme enceinte. 867.
 Peine d'homme ou femme occire son enfant. 869.
 Peine de la garde laisser aller le prisonnier. 868.

T A B L E.

<i>Peine du meffait du pupille.</i>	870.	<i>Pleigé non venir & le pleige vint.</i>	579.
<i>Peine d'occire autre de sang froid.</i>	867.	<i>Pleiger par signe ou autrement.</i>	577-584.
<i>Peine d'occire autre par cas d'auenture.</i>	870.	<i>Pleigerie en cas de delict.</i>	578.
<i>Peine d'occire autre par chaude colle.</i>	867.	<i>Preft que fait le tuteur.</i>	59.
<i>Peine d'occire larron en emblant.</i>	871.	<i>Prefter à aucun argent.</i>	573.
<i>Peine d'occire son perçou sa mere.</i>	869.	<i>Prefter chose pour engager.</i>	376.
<i>Peine d'oster borne aífise.</i>	870.	<i>Prefter maison ou heruage.</i>	380-382.
<i>Peine de periure est arbitraire.</i>	43.	<i>Prefter ou payer pour autre par lettres à luy enuoyées.</i>	838.
<i>Peine de pourchasser trahison à son seigneur.</i>	868.	<i>Preu se prend pour profit.</i>	363.
<i>Peine de prēdre l'autruy en chemin.</i>	867.	<i>Preu du pupille à reftitution.</i>	518.
<i>Peine du prochain consentir le raniífement.</i>	368.	<i>Preuentions appartenans au Roy.</i>	646-658. 659.
<i>Peine de rauir fille à marier.</i>	867.	<i>Prenofls & Baillifs.</i>	665.
<i>Peine de talion.</i>	54.	<i>Prenofl des Marefchaux de France.</i>	75.
<i>Peine de talion.</i>	238.	<i>Preuue par champ de bataille mortel.</i>	615.
<i>Peines des delicts & crimes.</i>	180.	<i>Preuue par serment.</i>	614.
<i>ceux qui font pendus.</i>	737.	<i>Preuue par teímoin n'est receuē outre le contenu au contract ny en chose qui excede cent liures.</i>	389.
<i>Perdre les gages.</i>	385.	<i>Preuue par teímoin non reprochez.</i>	615.
<i>Pere & mere eítre compere à l'homme ou à la femme.</i>	729.	<i>Preuues, & diuerfes sortes d'icelles.</i>	613-614. 915. 619.
<i>Pere meífaire ayant dignité.</i>	823.	<i>Prifon brifer pour cas civil.</i>	712.
<i>Pere ne doit eítre emplaidé pour les faits de fon fils.</i>	823.	<i>Prifonnier mourir en prifon.</i>	712.
<i>Peremption d'instance.</i>	89. 90. 99.	<i>Prinileges aux clercs.</i>	720.
<i>Peril de la chose vendue.</i>	423.	<i>Prinileges de ville.</i>	636. 642. 643.
<i>Peril ou profit de la chose vendue.</i>	396.	<i>Prix de bleds, auoines, chappons, gelines, & autres choses.</i>	504. 505.
<i>Peril qui eít au command d'autres bejognes faire.</i>	839.	<i>Probation de lettres, & que par ce se peut faire.</i>	620. 630. 631.
<i>Periure.</i>	43.	<i>Procedure des Commiffaires faifans Enqueftes.</i>	676.
<i>Perpetres, que c'eít.</i>	250.	<i>Procedures criminelles.</i>	221.
<i>Pefcherie.</i>	256.	<i>Procez ordinaire & extraordinaire.</i>	771.
<i>Pefcheries.</i>	651.	<i>Procez verbal faire.</i>	688.
<i>Petillages que marchans tiennēt en marchandife.</i>	404. 407.	<i>Procez fur erreur.</i>	353.
<i>Petitoire & poffeffoire.</i>	198. 199.	<i>Procez comment on le doit euangelizer.</i>	688.
<i>de Piedfente.</i>	497. 498.	<i>Plus prochain en degre comme doit fucceder en hoirie, en montant ou defcendant.</i>	453. 461.
<i>Pierres precieufes.</i>	252. 259.	<i>Plus</i>	
<i>Planter autruy arbre fur fa terre.</i>	254. 269.		
<i>Pleige de garand.</i>	213. 217. 220.		
<i>Pleige auoir exoine.</i>	580.		
<i>Pleige iúr de la pleigerie.</i>	580. 585.		

TABLE.

Plus prochain à la proximité. 414.
 Procuration sous scel non authentique. 45. 52.
 Procuration cesse par la mort du consti-
 tuant. 49.
 Procuration, & de ce qui est requis en i-
 celle. 49. 53.
 Procuration passée en Cour d'Eglise. 45.
 Procureur du Roy, & que desaut ne se
 donne contre luy. 30.
 Procureur du Roy se faire partie. 680.
 Procureur est maître de la cause. 49.
 Procureurs de trois sortes. 44. 52.
 Procureur à l'usage, vel ad lites. 44. 52.
 Procureur aux pupilles. 48. 53.
 Procureur d'office. 50. 54.
 Procureur in rem suam. 49. 53.
 Procureur laissant endommager la cau-
 se. 838.
 Procureur qui fait dommage à sa par-
 tie. 49.
 Procureur sans procuration. 49. 54.
 Procureur vèdre aucune chose pour des-
 te fiscal. 393. 402.
 Procureurs. 44. 52.
 Production sur reproches. 629.
 Proïmes, ou procïmes, que c'est. 62.
 Promettre à autre en son nom ce qu'on ne
 doit. 377.
 de Promettre à un enfant. 573.
 Promettre aucune somme par celuy au-
 quel on auroit tollu le sien. 378.
 Proposition d'erreur contre un Arrest.
 93.
 Propriété & possession different. 209.
 Pleigerie à payer loïage. 578. 584.
 Pleigerie que femme fait pour autre par
 simpleffe. 822.
 avec Pleige pour autre sans requête 837.
 Prendre pign pour le pleïge. 376. 583.
 ouyr son Pleige à tesmoin. 630.
 Pleiges. 575. 582. 583.
 Plet de bonnes. 266.
 Plus demander par tricherie. 341. 342.
 Plusieurs cas desquels le Iuge Royal doit

avoir la cognoissance, sans en faire r'en-
 voy. 350.
 Plusieurs condamnés par une sentence.
 767.
 Plusieurs coupables d'un crime ou de-
 lict. 182. 185.
 Plusieurs enfans maïsne. 470.
 Plusieurs fiefs tenus tout d'un seigneur.
 472.
 Plusieurs gens qui ensemble font stipula-
 tion. 574. 582.
 Pour constant. 357.
 quelle Pour ne vaut. 359.
 Poissons. 430. 435.
 Poisson en quel temps est tenu pour meu-
 ble ou pour heritage. 430.
 Politique. 2. 4.
 Porter billon. 406.
 Porteur de lettres. 54. 55. 56.
 Porteurs de lettres. 640. 644.
 quels peüent estre Porteurs de lettres.
 641.
 Porteurs de lettres peüent poursuivre
 par procureur ce qu'ils ont commencé.
 641.
 Ports d'armes. 647.
 Possession acquerre contre le Roy. 194.
 Possession acquise contre pupilles & ex-
 patriez. 194.
 Possession baillée en aucune paye. 346.
 347. 348.
 Possession clandestine, par force, ou par
 priere. 194.
 Possession & propriété different. 209.
 Possession perdue par non posséder. 194.
 Possesseur & petuoire. 198. 199.
 Postmiz, aliàs Postumes. 547. 548.
 Postumes, ou Postmiz. 547. 548.
 Pour suite à cry & criu. 832. 833.
 Pouvoir aux arbitres. 698.
 Pratique. 1. & 4.
 Pratique est diuïsée en quatre. 1.
 Prelais & Religieux. 599. 607.
 Prescription. 85. 94.
 Prescription. 333. 338.

Bbbbbb

Prescription.	850.
Prescription acquerir.	831.
Prescription de 20 ans.	336.
Prescription de servitude.	90. 99.
Prescription en gage.	586.
Prescription en l'usufruituaire.	363.
Prescription par tenné de long temps.	88.
95.	
Prescription contre quelles personnes n'a lieu.	337. 339.
Prescription ne usucapion ne s'acquiert contre mineur.	521.
Presens sont reputax qui demeurent en mesme Province.	385.
Presentation en cas d'appel.	33.
Presentation en cas d'appel.	37.
Presentations, & que c'est.	33. 37.
Presomption manifeste de fait.	613.
Prest par courtoisie.	376.
Propriété de l'usufruituaire.	454.
Provoquer le delay de faire Enqueste.	676.
comme on doit demander Proximité.	414.
Publier testament à loy.	599.
Pupilles & orphans en quoy sont differens.	61. 63.
Pupille auquel don ou legs a esté fait.	60.
Pupille estant au gouvernement de pere ou de mere.	520.
Pupille mis en aucun office.	523.
526.	
Pupille qui n'a tuteur.	58.
Pupille qui pourchasseroit au Prince son aage.	523. 526.
Pupille par semblant avoir son aage, & point ne l'auroit.	518. 524.
Pupille se disant majeur, & qui ne l'est.	523.
Pupilles & furieux.	42.
Pupilles.	517. 524.
Pupilles en minorité.	86. 95.
Pupilles, & de leurs tuteurs.	58. 62.

Q	Quand on doit appeler.	774.
Q	Quants hommages sont.	478.
	481. 482.	
ta	Quarantaine du Roy Saint Loys.	
	235. 243.	
Quatre	sortes de plus petisions.	341.
	344.	
Quel	hoir est tenu de la pleigerie.	575.
Quel	hoir n'est tenu de sa pleigerie.	575.
Quelles	choses dainant peage.	405.
	407.	
Quelles	choses n'apement estre vendues.	
	394. 402.	
Quelles	gens payent peage.	405.
Quelles	gens payent peage.	408.
Quelles	gens peuvent estre arbitres.	
	696.	
Quelles	gens peuvent estre recenz à ces- son.	808.
Quelles	personnes peuvent prescrire.	
	333.	
Quels	peuvent faire testament.	597.
Quels	sont tenus pour expatriez.	512.
	513.	
Question	ou gehenne.	228. 229. 240.
	241. 242.	
Qui	peuvent advocacer, & quels nom.	
	673.	
Quinter	ou quintier le fief.	446.
Quint	avoir relenué du Seigneur de qui le fief est tenu.	472.
Quint	avoir relenué auans sa mort.	472.
Quins	des fiefs qui sont esclichez aux freres & jœurs.	469.
Quittance	à bonne foy.	347.
Quittance	à non osiant.	347.
Quittance	baillies par le tuteur.	59.

Rais & baston. 474.
 Raisons de droict. 187.
 Raisons de droict. 624.
 Raisons qu'on peut alleguer deuant Com-
 missaires. 679.
 Rapports & parchons. 439. 444.
 Rapports que le Seigneur peut deman-
 der quand premier est venu à terre.
 514. 516.
 Rapt d'une fille. 735.
 Rapt & punition d'iceluy. 278.
 Ravoir femme, & puis avoir le gré d'icel-
 le. 277. 289.
 Ravoir son couchant & levant. 225.
 Receveurs, & de leur pouvoir. 67. 69.
 Reconuention n'a lieu en Cour laye. 53.
 Reconuention ou action mutuelle. 157.
 163.
 Recreance sur complainte en monstrant
 tiltre. 193.
 Recusation des Juges. 78.
 offre Refroidy de nature. 723. 733.
 734.
 ceux qui ne doivent iour du Refuge de
 l'Eglise. 738.
 Refuge de l'Eglise combien doit valoir à
 l'homme. 740.
 Regales. 654. 661.
 Regles de droict. 842. & suivantes
 jusques à 853.
 Reinendication. 318.
 Reinendication faicte sur sa terre vendue
 par autruy. 318.
 Relief d'illico. 91.
 Reliefs deuz aux Seigneurs. 492.
 495.
 Religieux. 674.
 Religieux & Prelats. 599.
 Religieux & Prelats. 607.
 Relouer à autre sa cense durant. 380.
 Remettre la preuue au serment du de-
 fendeur. 628. 633.
 Renoncer à l'appel. 92. 93.
 Renoncer à meubles, catenils & dettes.

799.
 Renoncer à son appel. 776. 778.
 779.
 Renoncer aux meubles & dettes du ma-
 ry. 803. 805.
 Remes à vie. 433. 436. 437.
 Renuoy de Cour demandé. 65.
 Renuoy, & de ce qui est requis en iceluy.
 65. 66.
 Renuoy sur complainte de nouuelleté.
 190. 200.
 Renuoy n'appartient en trois cas. 835.
 Renuois en matiere criminelle. 239.
 240.
 qu'elle chose s'ensuit à demander renuoy
 en Cour. 834. 835.
 Reproches contre testmoins. 615. 616.
 617.
 Reproches. 628. 634.
 Requeste ciuile. 93.
 de non Recourir son Seigneur. 269.
 s'eloir par Responce en Cour laye. 836.
 Respondre en Cour en cas criminel.
 278.
 Restitution à cause de paour de mort.
 88. 98.
 Restitution en participation entre com-
 pagnons. 371.
 Restitution entheriner. 836.
 Restitution sur chose ingée. 519.
 525.
 Restitution & punition du meffait du
 pupille. 518. 525.
 Retraict lignager recen en France &
 ailleurs. 5.
 Retraict lignager. 414.
 Retraict lignager. 457.
 Retraire heritage par faulte de rente non
 paye. 349.
 Reuestissement pour don mutuel entre
 mariez. 568.
 Rhetorique. 2. 4.
 que les Riches n'achètent rien. 406. 408.
 Rit. 7. 8.

B b b b b b j

Ruieres courans parmy la terre d'un Seigneur.	428.429.
faire Robbe de sa laine.	253.260.
Roberie par voleur.	267.
le Roy de France est Empereur en son royume.	646.
appelez aux droicts du Roy.	649.
S.	
Sacrilege.	171.177.
Saisine contra expatriat.	336.
Saisine entre freres & sœurs.	336.339.
Saisine simple & saisine uide.	110.121.
rauer Saisine par courage.	334.338.
Sarrasins & Juifs.	760.762.
Sauuegarde en France.	30.33.
Sedition.	172.178.
Seal du Chastelet de Paris.	75.77.
Seigneur prisonnier des ennemis de la foy.	127.141.
Seigneur qui iuge sans cour.	13.
Seigneur rauer son sujet en cas de crime.	225.
Seigneur rauer la fille ou femme de son homme.	226.227.
Seigneur ne payant rien de ses illigiti- mes.	543.
Seigneurs qui veulent auoir les droicts seigneuriaux des heritages vendus non uerpus.	425.427.
Seigneurs comme doient traicter leurs sujets par faute de rente non payee.	82.83.92.
Semer ou planter en autrui champ.	319. 321.322.
Sentence contenant despens compensez.	769.
Comment on ne peut muer Sentence don- nee.	767.
Sentences.	766.772.
Sentences contenans condemnation de dommages & intereffs avec despens.	768.772.
Sentences nullas.	766.
Sentier.	497.498.
Sepulchre violé.	247.
Sepultures.	726.
Sergent babil & idoine.	79.
Sergent doit demander assistance.	15. 20.
Sergens.	667.691.
Sergens.	674.
Sergens d'armes.	74.77.
Serment aux pupilles.	520.
Serment des Aduocats.	709.713. 714.
Serment des Clercs, Notaires & Secre- taires de la Cour.	710.
Serment des Iuges.	709.712.
Serment de l'exoine.	22.
Serment des Procureurs.	709.
Serment des Sergens.	710.
Sermans calomnieux en cause.	704. 707.708.
Seruice en fait de guerre.	485.488.
Serueurs du Roy.	657.662.
Serueurs menans marchandise.	56.
Societe que c'est.	370.
Sodomie.	173.178.
faire Solier ou montee pres des Iardins du Prince.	792.
Solution & liberation de dettes.	245. 348.
de Sommer le Seigneur de la beste qui a fait dommage.	265.
Songes.	283.
Sortes de nouation.	148.
Sorilege.	172.177.180.
Souppon de fausse monnoye.	280.
Sourd.	674.
Souffenance pour legitime.	442.
Sueter un proces pour surceoir & ar- rester.	325.
Suethon.	262.
Suethon ou Desperdition.	173.178. 179.
Stile.	7.8.
Stipulation.	139.
Stipulation a autre non present.	312.315.

T A B L E.

<i>Stipulation à bonne foy.</i>	312.
<i>Stipulation à personne non present.</i>	313.
<i>Stipulation de qui encores seroit à eschoir.</i>	313.
<i>Stipulation de promettre & foy obliger deuers aucun.</i>	573. 582.
<i>Stipulation en traitant mariage.</i>	313. 317.
<i>Stipulation, & que c'est.</i>	312. 315.
<i>Stipulation par paour.</i>	312. 315.
<i>Stipulations qui ne sont à tenir.</i>	313.
<i>Stipuler plus qu'on doit.</i>	314.
<i>Succession apprehender.</i>	91. 100. 101.
<i>Succession d'autrui apprehender par benefice d'innocence.</i>	811. 812.
<i>Succession de condition.</i>	456.
<i>Succession d'homme occis ou meurdry.</i>	454. 462.
<i>Succession de quint.</i>	454.
<i>Succession hors droicte ligne.</i>	456. 462.
<i>Succession par establissement.</i>	456.
<i>de Supposition de faict, ou de paroles.</i>	614.
<i>des Sur-aagez & langoureux.</i>	510. 513.

T

T <i>Abellions & Notaires.</i>	701. 702. 703.
<i>Tailles du Seigneur sur ses suietts.</i>	502.
<i>Talion.</i>	172. 178.
<i>Temps de la legation.</i>	664.
<i>Temps de prescription.</i>	130.
<i>Temps de releuer les appellations.</i>	14.
<i>Temps de restitution.</i>	522.
<i>Temps que le Seigneur a à cognoistre sur bourgeois de luy party.</i>	794.
<i>Teneur de la rescription du Sergeant.</i>	687.
<i>Teneur de la commission des commissaires.</i>	687.
<i>Teneur de la lettre du compromis.</i>	699.
<i>Teneur du pouuoir des commissaires.</i>	686.
<i>Tenir autrui tenare, dont on fust debouté par iugement.</i>	319.
<i>Tenir en arriere fief.</i>	485. 487.

<i>Tenir en bourgage.</i>	489. 495.
<i>Tenir en cens.</i>	489. 495.
<i>Tenir en coterie.</i>	489. 495.
<i>Tenir en fief & hommage d'aucun Seigneur, & de faire hommage.</i>	477. 480.
<i>Tenir en franc alleu.</i>	490. 495.
<i>Tenir en parage.</i>	488. 494.
<i>Tenir fiefs de plusieurs Seigneurs.</i>	469.
<i>Tenir par amosne.</i>	490. 495.
<i>Tenir par dignité.</i>	491. 495.
<i>Tenir par induis.</i>	336.
<i>Tenir par volonté.</i>	491. 496.
<i>Tenure à cause de cense.</i>	336.
<i>Tenure achetée sans estre mis en possession deü.</i>	334. 338.
<i>Tenure de bourne ne vaut.</i>	367.
<i>Terme de l'exception de pecune non nombrée.</i>	362.
<i>Terrage ou champart, & que c'est.</i>	109.
<i>Terre de main-ferme.</i>	445.
<i>Terres du bourgeois en plusieurs lieux.</i>	794.
<i>Tesmoïn contre lettres.</i>	388. 389.
<i>Tesmoins reprochables.</i>	615. 616. 617.
<i>Tesmoins qui ont pareille cause.</i>	629.
<i>Tesmoins sur cas accidentel.</i>	618.
<i>Tesmoins sur testament.</i>	629.
<i>Tesmoins adiournez.</i>	618.
<i>Tesmoins en testament qui valent, combien que d'iceluy ils r'apportent gain & profit.</i>	617. 620.
<i>Tesmoins particuliers.</i>	615. 616.
<i>d'ouir plus de dix Tesmoins sur un article.</i>	678.
<i>combien de Tesmoins il faut en preuue de recreance.</i>	195.
<i>combien il faut de Tesmoins sur l'approbation d'un testament.</i>	613.
<i>Tesmoins par vne voix destruisent lettres.</i>	623.
<i>Testament aux furieux.</i>	598. 606.
<i>Testament aux illegitimes.</i>	599.
<i>Testament aux muers.</i>	598.
<i>Testament contre piie.</i>	604. 610.
<i>Testament des illegitimes.</i>	543. 545. 546.
<i>Testament deuant de espoir.</i>	598.

B b b b b iij

TABLE.

V Arlet cōmis par la femme. 388.
 Varlet de change. 388.
 ce que mieux Vault, & est à venir
 à loy quand il est consenty. 388.
 Veuſue ayāt enfans qui ſe remarie. 445.
 449.
 Veuſues. 648.
 Vendication de choſe furtiue, ou embliée.
 320. 322.
 Vendication de membles baillez en gage.
 par celui à qui ils n'appartiennent. 319.
 322.
 ne Vendre ny engager diſmes. 747.
 Vendre aux ennemis du Prince. 394.
 Vendre choſe d'autrui ſous ombre d'u-
 ſucapion. 340-344.
 Vendre choſe engagée. 340.
 Vendre gages en nom de dettes. 591.
 Vendre gages pour dettes. 590. 596.
 Vendre le gage pour reſte. 591.
 Vendre le gage ſans loy. 586. 593.
 Vendre herſiage par force. 358.
 Vendre les gages à la requēſte de l'un des
 creanciers. 592. 597.
 Vendre l'herſiage d'aucun par execu-
 tion. 409.
 Vendre l'herſiage obligé. 136. 137.
 Vendre la tenure, & reuoir la ſaiſine.
 397.
 Vendre les biens par le premier crean-
 cier au ſecond. 590.

TABLE.

<i>Vendre maison qui est loué.</i>	380.382.	<i>Vente comment se fait.</i>	391.401.
<i>Vendre par iustice pour plus d'argēt que ne monte la somme consenuë en l'obligation.</i>	421.424.	<i>Ventes & achats qui se font par moyen d'argent.</i>	391.401.
<i>Vendre partie de la chose commune.</i>	399.404.	<i>Vente de stipulation.</i>	573.
<i>Vendre pour cause de crime.</i>	358.360.	<i>Vesperuion ou stellionat.</i>	173.178.179.
<i>Vendre sa dette.</i>	393.402.	<i>Venë & ostentation de lieu.</i>	207.210.211.
<i>Vendre sa tenure.</i>	359.	<i>Venë & des trois manieres d'icelle.</i>	211.
<i>Vendre son enfant.</i>	394.	<i>Venë selon la Cour de Parlement.</i>	208.
<i>l'Un vendre sur la part de l'autre.</i>	399.	<i>Ville ou cité tourner à ruine.</i>	789.
<i>ce qu'on ne peut Vendre ne donner.</i>	399.404.	<i>Violence ou escherpelerie.</i>	171.176.
<i>comme on peut Vendre son patrimoine</i>		<i>Vinelotte.</i>	559.564.
	401.	<i>Viure que filles à marier peuvent demander à leur frere.</i>	559.560.
<i>Venir contre son escrit.</i>	361.	<i>Vollerie.</i>	257.258.
<i>Ventes de bestes blanches.</i>	397.	<i>Volonté si est punie en crime.</i>	274.
<i>Vente d'homme forsené.</i>	392.	<i>Vouloir contredire au testament.</i>	602.
<i>Vente & donation ensemble.</i>	392.401.	<i>Voye ou pied senté.</i>	497.498.
	402.	<i>de Vs.</i>	68.
<i>Vente faicte d'aucune chose.</i>	396.	<i>Usucapion.</i>	87.96.
<i>Vente faicte par prix.</i>	392.	<i>Usucapion.</i>	340.344.
<i>Vente faicte sur barat.</i>	395.	<i>Usucapion sur gage.</i>	586.
<i>Vente mise en volonté d'autre.</i>	393.	<i>Usufruiet aboly.</i>	364.365.
<i>Vente pure ou sous condition.</i>	392.	<i>Usufruiet d'auës.</i>	364.
<i>Vente sans escrit.</i>	396.	<i>Usufruiet d'heritage legaté.</i>	604.609.
<i>Vente sans estre payé.</i>	392.	<i>Usufruietiers.</i>	363.365.
<i>Vente sans lettres faire ne garantie.</i>	392.	<i>Usures.</i>	752.753.754.755.756.
		<i>Usures & cas d'usure.</i>	654.661.
		<i>Usensiles de maison.</i>	434.

F I N.







